RONEN BERGMAN

LÈVE-TOI ET TUE LE PREMIER

L'HISTOIRE SECRÈTE DES ASSASSINATS CIBLÉS COMMANDITÉS PAR ISRAËL

GRASSET

RONEN BERGMAN

LÈVE-TOI
ET TUE LE PREMIER

L'histoire secrète des assassinats ciblés commandités par Israël

Traduit de l'anglais
par Johan-Frédérik Hel Guedj

BERNARD GRASSET
PARIS

À Yana,
qui est apparue au juste moment

« Face à celui qui vient te tuer, lève-toi et tue le premier. »

Talmud de Babylone, traité Sanhédrin,
chapitre 73, verset 1

AVERTISSEMENT SUR LES SOURCES

La communauté israélienne du renseignement garde jalousement ses secrets. Un éventail complexe de lois et de protocoles, une censure militaire stricte, l'intimidation, les interrogatoires et les poursuites judiciaires contre les journalistes et leurs sources, le tout augmenté d'une solidarité et d'une loyauté naturelles parmi les personnels des agences d'espionnage, en protègent l'opacité quasi totale.

À ce jour, les rares aperçus de l'envers du décor sont restés très parcellaires, dans le meilleur des cas.

Dès lors, on serait raisonnablement en droit de se demander comment écrire un livre sur l'une des organisations les plus secrètes de la planète.

Les efforts destinés à convaincre la haute hiérarchie de la défense de contribuer aux recherches indispensables à un tel projet n'ont abouti à rien[1]. Les demandes adressées à la communauté du renseignement pour qu'elle se conforme à la loi en transférant ses documents historiques aux Archives d'État et en autorisant la publication de pièces administratives vieilles de cinquante ans (ou davantage) ont été accueillies par un silence glacial. Un recours devant la Cour suprême d'Israël, afin d'obtenir une ordonnance contraignant au respect de la loi, a été retardé de plusieurs années et s'est achevé sur un amendement aux textes en vigueur : les dispositions applicables au secret passèrent de cinquante à

soixante-dix ans, soit à peine plus que le temps écoulé depuis la création de l'État hébreu[2].

Les hautes sphères de la défense ne se sont pas contentées d'opposer leur inertie[3]. Dès 2010, avant même que ne soit signé le contrat pour ce livre, une réunion extraordinaire se tenait à Césarée, la division des opérations du Mossad, afin de discuter des moyens d'entraver mes recherches. Des lettres ont été adressées à d'anciens employés des services les avertissant de ne pas accorder d'interviews, et des entretiens individuels ont eu lieu avec certains de ces ex-agents, jugés particulièrement problématiques. Plus tard, cette même année 2011, le lieutenant-général Gabi Ashkenazi, chef d'état-major de l'Armée de défense d'Israël à l'époque (plus couramment appelée de son acronyme hébreu, Tsahal), a demandé au Shin Bet de prendre des mesures énergiques contre l'auteur de ces lignes, au motif que j'aurais commis des actes d'« espionnage caractérisé » en ayant en ma possession des secrets classés confidentiel défense et en me « servant de documents classifiés pour [le] [Ashkenazi] discréditer personnellement ». Depuis lors, diverses entités ont intenté plusieurs actions en justice afin d'empêcher la publication de ce livre, ou du moins d'importantes parties de celui-ci.

La censure militaire exige des médias israéliens qu'ils ajoutent la formule « selon des publications étrangères » chaque fois qu'ils mentionnent des actions secrètes attribuées au renseignement israélien, en premier lieu les assassinats ciblés. C'est une manière de clairement signifier que l'existence d'une telle parution ne constitue pas une reconnaissance officielle de la responsabilité d'Israël. En ce sens, ce livre doit donc être considéré comme « une publication étrangère », dont le contenu n'a reçu aucune validation officielle côté israélien.

Parmi le millier d'entretiens sur lesquels cet ouvrage se fonde – avec des sources comprenant des dirigeants politiques et des directeurs d'agence de renseignement, mais aussi les agents eux-mêmes –, aucun n'a été approuvé par la hiérarchie de la défense[4]. La plupart de ces sources sont identifiées par leur nom. D'autres qui, non sans raison, redoutaient d'être identifiées sont désignées par

leurs initiales ou par un pseudonyme, auxquels s'ajoutent les informations à leur sujet que j'étais en mesure de communiquer tout en tenant leur identité secrète.

Je me suis aussi appuyé sur des milliers de pièces que m'ont fournies ces sources, et c'est la toute première fois que ces éléments sont cités publiquement, dans ces pages. Mes informateurs n'ont jamais reçu la permission de sortir ces documents de leur lieu de travail, et n'avaient certainement pas l'autorisation de me les transmettre. Ce livre n'est donc nullement une histoire autorisée du renseignement israélien, loin s'en faut.

Alors pourquoi ces sources m'ont-elles parlé et fourni ces documents ? Chacune d'elles avait sa propre motivation, et l'histoire qui se jouait en coulisses était quelquefois à peine moins intéressante que le contenu de l'entretien lui-même. Il est clair que certains responsables politiques et certains personnels des services de renseignement – deux professions rompues à l'art de la manipulation et de la tromperie – ont également tenté de se servir de moi comme d'un moyen de diffuser la version des événements qui avait leur préférence, ou pour modeler l'histoire à leur convenance. J'ai essayé de parer à de telles manœuvres en les croisant avec autant de sources écrites et orales que possible.

Il m'a toutefois semblé y discerner fréquemment un autre motif, étroitement lié à une contradiction proprement israélienne : d'un côté, dans ce pays, presque tout ce qui a trait au renseignement et à la sécurité nationale finit classé « ultra-confidentiel » ; de l'autre, tout le monde a envie de parler de ce qu'il a pu accomplir. Des actes que leurs auteurs, dans d'autres pays, pourraient avoir honte d'admettre sont au contraire pour les Israéliens une source de fierté, parce que collectivement perçus comme des impératifs de sécurité nationale, nécessaires à la protection de vies israéliennes menacées, si ce n'est de l'existence même de cet État assiégé.

Au bout d'un certain temps, le Mossad est finalement parvenu à m'interdire l'accès à certaines de mes sources (dans la plupart des cas, seulement après qu'elles m'avaient déjà parlé). Depuis que je les ai rencontrées, beaucoup d'autres sont mortes, pour la plupart de cause naturelle. Par conséquent, les témoignages directs que ces

hommes et ces femmes ont bien voulu apporter pour ce livre – des hommes et des femmes qui ont assisté et participé à des événements historiques importants – sont en fait les seuls qui existent hors des chambres fortes où sont enfermées les archives secrètes des hautes sphères de la défense.

Et parfois ce sont même les seuls tout court.

PROLOGUE

Meir Dagan, alors chef du Mossad israélien, espion et exécuteur de légende, est arrivé dans la pièce en s'appuyant sur sa canne.

Il ne s'en séparait plus depuis le jour où, dans les années 1970, jeune officier des opérations spéciales, il avait été blessé par une mine qu'avaient posée les terroristes palestiniens qu'il combattait dans la bande de Gaza. Dagan, qui n'ignorait rien du pouvoir des mythes et des symboles, se gardait bien de nier les rumeurs évoquant une lame dissimulée dans cette canne, qu'il pouvait dégainer d'une pression sur un bouton.

L'homme était de petite taille, si brun de peau que les gens étaient toujours surpris d'apprendre qu'il était d'origine polonaise, et il avait le ventre rebondi. En cette occasion, il portait une simple chemise à col ouvert, un pantalon noir léger, des chaussures noires, et donnait l'impression de ne prêter aucune attention particulière à son apparence. Il émanait de lui une certaine assurance franche et brusque, un charisme empreint de sobriété, parfois menaçant.

La salle de réunion où il est entré en cet après-midi du 8 janvier 2011 se situait à la Mossad Academy, l'académie du renseignement, au nord de Tel Aviv. C'était la toute première fois que le chef des services d'espionnage recevait des journalistes au cœur d'un des sites les plus étroitement gardés et les plus secrets d'Israël.

Dagan n'avait aucune appétence pour les médias[1]. « Je suis parvenu à la conclusion que c'est une hydre insatiable, me

confierait-il plus tard, avec laquelle il n'y a donc aucun intérêt à entretenir une relation. » Pourtant, trois jours avant cette réunion, un certain nombre d'autres correspondants de presse et moi-même avions reçu une invitation confidentielle. J'étais surpris. Depuis une décennie entière, j'avais lancé de sévères critiques contre le Mossad, et en particulier contre Dagan, ce qui l'avait mis très en colère[2].

L'agence avait fait tout son possible pour envelopper cet événement d'une atmosphère d'action clandestine. On nous avait priés de nous rendre sur le parking du Cinema City, un complexe multisalles non loin du quartier général du Mossad, et de tout laisser dans nos véhicules, excepté nos carnets ou cahiers et de quoi écrire. « Vous serez soigneusement fouillés, et nous voulons éviter toute fausse note », avaient averti nos cerbères. De là, on nous avait conduits à bord d'un bus aux vitres teintées jusqu'à l'entrée du complexe. Nous avons franchi une succession de portails électriques et de panneaux d'affichage digitaux avertissant ceux qui entraient de ce qui était autorisé et interdit à l'intérieur du périmètre. Ensuite, il y a eu un passage minutieux au détecteur de métaux, afin de s'assurer que nous n'introduisions pas de matériel d'enregistrement audio ou vidéo. Nous sommes entrés dans une salle de réunion, et Dagan, arrivé quelques minutes après nous, a fait le tour de la table pour nous serrer la main. Quand il est arrivé devant moi, il a retenu la mienne un moment avec fermeté et m'a jeté, avec un sourire : « Vous êtes vraiment une espèce de bandit, vous. »

Ensuite, nous avons pris place. Il était flanqué du porte-parole du Premier ministre Benyamin Netanyahou et du chef de la censure militaire, une femme général de brigade – le Mossad est une unité rattachée au cabinet du Premier ministre, et, en vertu de la loi, toute information sur ses activités est soumise à la censure. Ces deux hauts fonctionnaires croyaient que Dagan avait simplement convoqué cette réunion pour faire ses adieux solennels aux journalistes qui avaient couvert ses activités à ce poste, et qu'il ne déclarerait rien de plus consistant.

Ils se trompaient. Dagan n’arrêtait pas de parler, et le visage du porte-parole du Premier ministre, qui ouvrait de plus en plus grands les yeux, trahissait une surprise évidente.

« Une blessure au dos présente certains avantages, a ironisé le maître espion en entamant son discours. On vous délivre un certificat médical confirmant que vous n’êtes pas un invertébré. » Très vite, nous avons compris que ce n’était pas un simple trait d’esprit, car il s’est livré ensuite à une attaque véhémente contre le Premier ministre. Benyamin Netanyahou, affirmait-il, se comportait en irresponsable et, pour des raisons de pur carriérisme, menait le pays au désastre. Il a même eu cette pique, parmi d’autres : « Ce n’est pas parce qu’on est élu qu’on est intelligent. »

C’était sa dernière journée en tant que directeur du Mossad. Netanyahou le poussait vers la sortie et Dagan, qui toute sa vie avait rêvé d’occuper ce poste de chef de l’espionnage de son pays, n’allait pas se laisser évincer sans réagir. La grave crise de confiance entre les deux hommes s’était exacerbée autour de deux problématiques, l’une et l’autre intimement liées à l’arme de choix de Meir Dagan : l’assassinat[3].

Huit ans plus tôt, Ariel Sharon l’avait nommé à la tête du Mossad en le chargeant de faire barrage au programme d’armes nucléaires iranien. Pour accomplir cette mission, il avait agi sur plusieurs plans. Le plus difficile, mais aussi le plus efficace, croyait-il, consistait à identifier les principaux scientifiques iraniens spécialistes du nucléaire et des missiles, de les localiser et de les tuer. L’agence avait isolé quinze de ces cibles, en avait éliminé six, pour la plupart sur le trajet de leur bureau, le matin, au moyen de bombes actionnées par des détonateurs à mèche courte, fixées à leur véhicule par un homme à moto. En outre, un général du corps des Gardiens de la Révolution islamique, responsable du programme de missiles, avait été éliminé par une charge explosive, à son quartier général, avec dix-sept de ses hommes.

Ces opérations et quantité d’autres organisées par le Mossad, parfois en collaboration avec les États-Unis, avaient toutes été couronnées de succès, mais Netanyahou et son ministre de la Défense, Ehud Barak, avaient fini par les juger de moins en moins

utiles. Ils avaient estimé que ces mesures d'action clandestines seraient désormais incapables de retarder efficacement le programme nucléaire iranien, et que seul un bombardement massif de ses installations atomiques réussirait à stopper les progrès de l'Iran vers l'acquisition de telles armes.

Dagan restait fermement opposé à cette idée. En effet, ce projet allait à l'encontre de tout ce en quoi il croyait : on ne se lance dans une guerre ouverte que « l'épée à la gorge », ou en dernier recours, dans des situations où l'on n'a plus aucun autre choix. Tout le reste pouvait et devait être traité par l'action clandestine.

« L'assassinat, nous a-t-il précisé, outre son effet pratique, porte un coup au moral. Je ne pense pas qu'en cas d'élimination, beaucoup d'hommes auraient pu remplacer Napoléon, un président comme Roosevelt ou un Premier ministre comme Churchill. L'équation personnelle joue évidemment un rôle. Il est vrai que personne n'est irremplaçable, mais il y a une différence entre un remplaçant qui a du cran et un personnage amorphe. »

Qui plus est, de son point de vue, recourir à l'assassinat « est beaucoup plus moral » que de mener une guerre ouverte. Neutraliser quelques personnages clefs suffit à rendre cette dernière option inutile et à sauver les vies d'un nombre incalculable de soldats et de civils, dans les deux camps. Une attaque de grande échelle contre l'Iran conduirait à un conflit à grande échelle, embrasant tout le Moyen-Orient, et malgré cela, ne causerait vraisemblablement pas assez de dégâts aux installations nucléaires de Téhéran.

Enfin, dans son esprit, si Israël entamait une guerre contre l'Iran, ce serait une remise en cause de toute sa carrière. Les livres d'histoire retiendraient qu'il n'avait pas mené à bien la mission que lui avait confiée Sharon : empêcher Téhéran d'accéder au feu nucléaire en usant de moyens d'action clandestins, sans le recours à un assaut en règle.

Sa propre opposition, et de fortes pressions en ce sens exercées par les chefs de l'armée et du renseignement, avaient contraint à plusieurs reprises au report de l'attaque contre l'Iran. Dagan avait même informé le directeur de la CIA, Leon Panetta, des plans

israéliens (le Premier ministre affirme qu'il l'a fait sans son autorisation) et, peu de temps après, le président Obama avait mis Netanyahou en garde contre toute velléité d'attaquer.

Les tensions entre les deux hommes s'étaient encore exacerbées en 2010, septième année de Dagan à son poste, en raison du second problème. Il avait envoyé une équipe action de vingt-sept agents du Mossad à Dubaï éliminer un haut responsable palestinien du Hamas, le groupe terroriste. Ils avaient accompli leur mission : dans sa chambre d'hôtel, les exécuteurs lui avaient injecté une solution paralysante et avaient pu s'exfiltrer du pays avant la découverte du corps. Or, peu après leur départ, en raison d'une série d'erreurs grossières de leur fait – ayant omis de prendre en compte les innombrables caméras de surveillance de l'émirat, réutilisé les mêmes faux passeports que les agents avaient présentés précédemment pour entrer à Dubaï et pister leur cible, et s'étant servis d'un système de cryptage téléphonique que la police de Dubaï n'avait eu aucun mal à percer –, le monde entier n'avait pas tardé à découvrir des images vidéo de leurs visages et des enregistrements reconstituant tous leurs déplacements. La découverte qu'il s'agissait d'une opération du Mossad avait causé de graves préjudices opérationnels à l'organisation, non sans plonger dans un profond embarras l'État d'Israël, une fois de plus pris en flagrant délit d'utilisation par ses agents de passeports trafiqués émis par des pays européens amis. « Mais vous m'aviez garanti que ce serait facile et simple, que le risque de voir les choses mal tourner était quasi nul », avait pesté Netanyahou, avant de signifier à Dagan de suspendre plusieurs projets d'assassinat et d'autres opérations en cours, jusqu'à nouvel ordre.

La confrontation entre les deux hommes s'était tellement envenimée que le Premier ministre (selon la version de Netanyahou) avait décidé de ne pas reconduire le chef du renseignement dans ses fonctions, ou (selon les termes du principal intéressé) : « J'en ai simplement eu assez de lui et j'ai choisi de me retirer. »

Dans le cadre de cette réunion d'information à l'Académie du Mossad et lors d'un certain nombre d'entretiens ultérieurs pour ce livre, Meir Dagan s'est montré fermement convaincu que les

services, sous sa direction, auraient été aptes à empêcher les Iraniens de fabriquer des armes nucléaires en recourant à des assassinats et à d'autres mesures calibrées – par exemple, en œuvrant avec les Nations unies pour empêcher les Iraniens d'importer les éléments indispensables à leur programme nucléaire, qu'ils étaient incapables de fabriquer eux-mêmes. « Si nous réussissions à empêcher Téhéran de se procurer certains composants, cela obérerait sérieusement leur entreprise. Dans une voiture, il y a en moyenne 25 000 pièces. Imaginez si une centaine de ces pièces sont manquantes. Il deviendrait très difficile de la faire rouler. D'un autre côté, a-t-il ajouté avec un sourire, revenant à son mode opératoire de prédilection, il est parfois plus efficace de tuer le conducteur, et ça s'arrête là. »

De tous les moyens dont usent les démocraties pour protéger leur sécurité, il n'en est pas de plus périlleux et de plus controversé que celui de « tuer le conducteur » : l'assassinat.

Certains l'appellent d'un euphémisme : « liquidation ». Pour des raisons juridiques, la communauté américaine du renseignement préfère une autre appellation : « assassinat ciblé ». Dans la pratique, ces termes recouvrent la même réalité : tuer un individu précis afin d'atteindre un but précis – sauver les vies des gens que cette cible a elle-même l'intention de tuer, contrer une action porteuse de danger qu'elle est sur le point d'engager, et parfois supprimer un dirigeant afin de modifier le cours de l'histoire.

Le recours d'un État à l'assassinat soulève deux dilemmes très épineux. Première question, est-ce efficace ? L'élimination d'un individu, ou de plusieurs individus, peut-elle rendre le monde plus sûr ? Deuxième question, est-ce moralement ou légalement justifié ? Est-il légitime, au plan éthique et juridique, qu'à seule fin de protéger ses propres citoyens, un pays ait recours au crime le plus grave qui soit, selon tous les codes éthiques ou juridiques – supprimer une vie humaine avec préméditation ?

Ce livre traite principalement des assassinats et des liquidations ciblés opérés par le Mossad et d'autres branches du gouvernement israélien, en temps de paix ou de guerre – et, dans les premiers chapitres, j'évoque ceux commis par les milices clandestines

antérieures à l'État hébreu, des organisations qui, après sa fondation, devaient servir de matrice à son armée et à ses services de renseignement.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, Israël a assassiné de la sorte plus de monde que n'importe quelle autre nation occidentale. En d'innombrables occasions, ses dirigeants ont réfléchi au meilleur moyen de défendre la sécurité nationale et, parmi toutes les options, à maintes reprises, ils ont retenu celle des opérations clandestines, l'assassinat devenant leur méthode de prédilection. C'était celle, croyaient-ils, qui résoudrait les difficiles problèmes auxquels était confronté l'État hébreu et qui, parfois, changerait le cours de l'histoire. Dans bien des cas, les dirigeants israéliens ont même jugé que pour tuer la cible désignée, il puisse être moral et légal de mettre en danger les vies de civils innocents susceptibles de se trouver dans la ligne de feu. Si l'on faisait du mal à ces gens, estimaient-ils, c'était un mal nécessaire.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes[4]. Jusqu'au début de la Deuxième Intifada, en septembre 2000, quand Israël a commencé de riposter aux attentats-suicides en se servant quotidiennement de drones armés pour procéder à des assassinats, Tel Aviv a mené quelque cinq cents opérations d'assassinat ciblé. Au cours de celles-ci, 1 000 personnes au moins ont péri, tant civils que combattants. Durant la Seconde Intifada, Israël a conduit plus de 1 000 opérations supplémentaires, dont 168 couronnées de succès[5]. Depuis lors, et jusqu'à la rédaction de cet ouvrage, l'État a effectué environ 800 opérations d'assassinat ciblé, correspondant presque toutes aux périodes de guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014 ou à des interventions du Mossad au Moyen-Orient, contre des cibles palestiniennes, syriennes et iraniennes. Par comparaison, selon une estimation, durant le mandat de George W. Bush, les États-Unis d'Amérique ont conduit 48 opérations similaires et, sous la présidence de Barack Obama, on a compté 353 de ces attaques[6].

Ce recours à l'assassinat comme outil militaire n'est pas survenu par hasard, mais découlerait plutôt des racines révolutionnaires du mouvement sioniste et de son activisme, du trauma de l'Holocauste,

et du sentiment que partagent les dirigeants israéliens ainsi que leurs concitoyens de faire partie d'un pays et d'un peuple en perpétuel danger d'anéantissement et que, comme au cours de l'Holocauste, personne ne se portera à leur secours lorsque le pire arrivera.

En raison de la superficie réduite de son territoire, des tentatives des États arabes de le détruire avant même sa fondation, de leurs mises en garde continuelles en ce sens, et de la menace perpétuelle du terrorisme arabe, cette nation a développé une armée extrêmement efficace et, sans doute, les meilleurs services de renseignement de la planète. À leur tour, ces derniers ont élaboré la machine à assassiner la plus solide, la plus rationalisée de l'histoire.

Ce livre analyse en détail les secrets de cette machine – produit d'un mariage mixte entre les techniques de la guérilla et la force militaire d'une grande puissance technologique –, ses agents, ses dirigeants, ses méthodes, ses délibérations, ses succès et ses échecs, ainsi que le prix moral à payer. Ces pages montrent qu'en Israël, deux systèmes juridiques distincts se sont développés – l'un pour les simples citoyens et l'autre pour la communauté du renseignement et la hiérarchie de la défense. Le second système a permis, avec l'assentiment tacite du gouvernement, de perpétrer des actes d'assassinat pour le moins sujets à caution, sans aucun contrôle des assemblées parlementaires ou des citoyens, et provoquant la mort de nombreux innocents.

D'un autre côté, l'arme de l'assassinat, fondée sur des renseignements « rien de moins que remarquables » – nous citons ici l'ancien directeur de la NSA et de la CIA, le général Michael Hayden – est aussi ce qui a permis à la guerre d'Israël contre le terrorisme d'atteindre une efficacité inégalée dans les pays occidentaux. À maintes reprises, c'est ce meurtre ciblé qui a sauvé l'État hébreu de très graves crises.

Le Mossad et d'autres branches du renseignement israélien ont supprimé des individus identifiés comme des menaces directes contre la sécurité nationale, et leur mort envoyait aussi un message plus fort : *Si tu es un ennemi d'Israël, nous te trouverons et nous te tuerons, où que tu sois*. Ce message a bel et bien été

entendu, partout dans le monde. Quelques bavures épisodiques ont mis en évidence la réputation d'agressivité sans merci de l'institution – ce qui n'est pas une mauvaise chose, quand l'objectif de la dissuasion compte autant que celui de la prévention d'actes d'hostilité spécifiques.

Ces assassinats n'ont pas tous été perpétrés par de petits groupes fermés. Plus l'exécution devenait complexe, plus elle appelait de participants – parfois jusqu'à plusieurs centaines, âgés pour la plupart d'entre eux de moins de vingt-cinq ans. Parfois, ces jeunes gens et leur commandant seront convoqués par le Premier ministre – seul autorisé à donner le feu vert à de telles exécutions – afin de lui exposer l'opération et d'obtenir cet accord final. De pareilles réunions, où la majorité des participants plaidant pour la mise à mort d'un individu ont moins de trente ans, sont probablement uniques au monde, et propres à cette nation. Au fil des ans, certains officiers subalternes présents lors de ces conclaves sont montés en grade, pour devenir à leur tour des dirigeants nationaux et même, pour certains, Premiers ministres. Quelle marque cette période de leur vie où ils ont pris part à des opérations de meurtre a-t-elle laissée en eux ?

Les États-Unis ont pris pour modèle les techniques de collecte de renseignement et d'assassinat ciblé mises au point en Israël et, après le 11 Septembre et la décision du président Bush de lancer une campagne d'assassinats ciblés contre Al-Qaïda, ils ont transposé certaines de ces méthodes dans leurs propres dispositifs de renseignement et de guerre contre le terrorisme. Les systèmes de commandement et de contrôle, les salles d'opérations, les méthodes de collecte d'information et la technologie des avions sans pilote, ou drones, dont se servent désormais les Américains et leurs alliés, ont été pour une large part élaborés dans ce pays.

À l'heure actuelle, alors que Washington emploie tous les jours contre ses ennemis le même type d'exécution extrajudiciaire que celles organisées par Israël depuis des décennies, il convient non seulement d'admirer les impressionnantes capacités opérationnelles dont l'État hébreu s'est doté, mais aussi d'examiner le prix moral

élevé qu'il a fallu payer, et qu'il faut continuer de payer, pour l'utilisation d'un tel pouvoir.

RONEN BERGMAN

Tel Aviv

1.

Dans le sang et le feu

Le 29 septembre 1944, David Shomron se dissimulait dans l'obscurité de St. George Street, non loin de l'Église roumaine à Jérusalem. Une dépendance de l'édifice religieux servait de logement aux officiers des autorités britanniques qui gouvernaient la Palestine, et Shomron attendait qu'en sorte l'un de ces officiers, un dénommé Tom Wilkin.

Wilkin commandait l'Unité juive du Département d'enquête criminelle (le Criminal Investigation Department, ou CID) du Mandat britannique en Palestine, et il excellait dans sa mission, notamment pour tout ce qui concernait l'infiltration et la déstabilisation d'une clandestinité juive rétive[1]. Agressif, mais aussi exceptionnellement patient et calculateur, Wilkin parlait couramment l'hébreu et, au bout de treize années à ce poste en Palestine, avait fini par tisser un vaste réseau d'informateurs. Grâce aux renseignements que ceux-ci lui fournissaient, on avait pu procéder à l'arrestation de combattants de l'ombre, faire saisir leurs caches d'armes et déjouer les opérations qu'ils fomentaient, toutes destinées à forcer les Britanniques à quitter la Palestine[2].

C'était pour cela que Shomron allait le tuer.

Shomron, et son coéquipier ce soir-là, Yaakov Banai (nom de code Mazal – « la Chance »), étaient des agents du Lehi, le plus radical des mouvements clandestins sionistes combattant les Britanniques au début des années 1940. Le Lehi avait beau être

l'acronyme d'une formule en hébreu, « Combattant pour la liberté d'Israël » (*Lohamei Herut Israël*), les Britanniques considéraient ce groupement comme une organisation terroriste et préféraient opter pour cette appellation méprisante : *Stern Gang*, ou Groupe Stern, du nom de son fondateur Avraham Stern, un romantique ultra-nationaliste. Stern et son groupuscule de partisans semaient la violence avec des assassinats et des attentats à la bombe ciblés – une campagne de « terreur individuelle », ainsi que la qualifiait Yitzhak Shamir, chef des opérations du Lehi (et plus tard Premier ministre)[3].

Wilkin se savait visé[4]. Le Lehi avait déjà essayé de les supprimer, son supérieur Geoffrey Morton et lui, près de trois ans auparavant, lors de la première opération bâclée de l'organisation. Le 20 janvier 1942, des exécuteurs avaient placé des bombes sur le toit et à l'intérieur de l'immeuble situé au 8, Yael Street, à Tel Aviv. Au lieu de quoi, ils avaient finalement tué trois officiers de police, deux Juifs et un Anglais qui, arrivés avant Wilkin et Morton, avaient déclenché les charges explosives. Puis, blessé suite à une autre tentative de meurtre, cette fois en représailles à la mort de Stern, Morton avait fui la Palestine.

Aucun de ces détails, des tenants et aboutissants, de qui avait tué qui et dans quel ordre, ne comptait aux yeux de Shomron[5]. Les Britanniques occupaient la terre que les sionistes considéraient comme étant légitimement la leur, voilà tout ce qui lui importait – et le fait que Shamir ait prononcé la condamnation à mort de Wilkin.

Pour Shomron et ses camarades, Wilkin n'était pas une personne, mais plutôt une cible de première importance, une proie de choix. « Nous étions trop occupés et trop affamés pour songer aux Britanniques et à leurs familles », déclara Shomron des années plus tard[6].

Après avoir découvert que Wilkin résidait dans l'annexe de l'Église roumaine, les assassins entamèrent leur mission. Shomron et Banai avaient dans leurs poches des revolvers et des grenades à main. D'autres agents du Lehi, élégamment habillés, en costume et chapeau pour se donner l'air d'Anglais, étaient postés à proximité.

Wilkin quitta les quartiers des officiers situés dans l'église et se dirigeait vers les locaux du CID, dans le quartier du Russian Compound, où les suspects d'action clandestine étaient détenus et interrogés[7]. Comme toujours, il était sur ses gardes, scrutant la rue tout en marchant et gardant constamment une main dans sa poche. À l'instant où il traversa à l'angle des rues St. George et Mea Sharim, un jeune homme assis devant l'épicerie de quartier se leva et laissa tomber son chapeau. C'était le signal, et les deux tueurs marchèrent en direction de l'Anglais qu'ils purent identifier d'après les photographies qu'ils avaient examinées au préalable. Shomron et Banai le laissèrent passer, empoignant leurs revolvers de leurs mains moites.

Ensuite, ils se retournèrent et dégainèrent.

« Avant de passer à l'acte, Mazal [Banai] m'a dit, "Laisse-moi tirer le premier", se rappelait Shomron. Mais quand nous l'avons vu, j'imagine que je n'ai pas pu me retenir. »

À eux deux, ils tirèrent quatorze coups de feu. Onze de leurs balles atteignirent Wilkin. « Il a réussi à se retourner et à sortir son arme, m'a confié David Shomron, mais ensuite il est tombé à plat ventre. Du sang a giclé de son front, comme d'une fontaine. Ce n'était pas très beau à voir. »

Shomron et Banai se précipitèrent à couvert et s'enfuirent dans un taxi à bord duquel les attendait un autre homme du Lehi.

« La seule chose qui m'a peiné, c'est que nous avions oublié d'emporter sa serviette qui contenait tous ses documents », m'a avoué Shomron. À part cela, « je n'ai rien ressenti, pas même un petit pincement au cœur de culpabilité. Nous estimions que plus il repartirait de cerceuils à Londres, plus le jour de la liberté se rapprocherait[8] ».

L'idée que le retour du peuple d'Israël sur la terre d'Israël ne pourrait advenir que par la force n'était pas née avec Stern et ses camarades du Lehi.

Les racines de cette stratégie peuvent être attribuées aux huit hommes qui se réunirent dans un logement étouffant, une pièce donnant sur une orangeraie, à Jaffa, le 29 septembre 1907,

exactement trente-sept ans avant qu'un geyser de sang ne jaillisse de la tête de Wilkin. La Palestine faisait encore partie de l'Empire ottoman[9]. Yitzhak Ben-Zvi, un jeune Russe qui avait émigré en Palestine ottomane plus tôt cette année, louait cette pièce. Comme les autres personnes présentes dans son logement ce soir-là – tous des émigrants de l'Empire russe, assis sur un matelas de paille à même le sol de cette pièce éclairée à la bougie –, c'était un sioniste fervent, bien que membre d'une secte scissionniste qui avait naguère menacé le mouvement d'éclatement.

Le sionisme (l'idéologie politique) avait été fondé en 1896 avec la publication de *Der Judenstaat* (*L'État juif*), livre d'un journaliste viennois, Theodor Herzl. Ce journaliste avait couvert le procès d'Alfred Dreyfus, officier de l'armée française injustement accusé et condamné pour trahison, et en avait été profondément affecté.

Dans son livre, Herzl affirmait que l'antisémitisme était si profondément enraciné dans la culture européenne que le peuple juif ne parviendrait à accéder à une véritable liberté et à la sécurité que dans son propre État-nation. L'élite juive d'Europe occidentale, qui avait réussi à se ménager une existence confortable, rejetait généralement les thèses de Hertzl. En revanche, ses idées trouvaient un écho favorable parmi les Juifs pauvres et les classes laborieuses d'Europe orientale, soumis à des pogroms récurrents et à une oppression permanente, auxquels certains réagissaient en adhérant aux mouvements subversifs de gauche.

Hertzl lui-même voyait en la Palestine, patrie ancestrale des Juifs, le lieu idéal d'un futur État hébreu, mais il maintenait que si une nation juive voulait réussir à vivre en paix, toute colonie établie sur cette terre devrait être gouvernée de façon réfléchie et mesurée par les voies diplomatiques appropriées et avec l'approbation de la communauté internationale. La conception de Hertzl se répandit bientôt sous l'appellation de sionisme *politique*.

Pour leur part, Ben-Zvi et ses sept camarades, comme la plupart des autres Juifs russes, étaient des sionistes *pragmatiques*[10]. Au lieu d'attendre que le reste du monde leur octroie un foyer, ils croyaient à l'idée d'en créer un par eux-mêmes, en se rendant en Palestine, en travaillant la terre, en faisant fleurir le désert. Ils se

saisiraient de ce qu'ils considéraient comme leur propriété légitime, et ils défendraient leur prise.

Cela plaçait ces sionistes pragmatiques en conflit ouvert avec la majorité des Juifs qui vivaient déjà en Palestine. En tant que petite minorité en terre arabe – nombre d'entre eux, sous le régime ottoman, étaient colporteurs, théologiens et fonctionnaires –, ils préféraient rester discrets. À force de servilité, de compromis et de subornation, ces Juifs palestiniens bien installés avaient réussi à s'acheter une paix relative et une certaine sécurité.

De leur côté, Ben-Zvi et les autres nouveaux venus étaient atterrés des conditions de vie que toléraient leurs congénères. Ils étaient nombreux à vivre dans une pauvreté absolue et, n'ayant aucun moyen de se défendre, ils se trouvaient à l'entière merci de la majorité arabe et des fonctionnaires vénaux d'un Empire ottoman corrompu[11]. La masse arabe attaquait et pillait les colonies juives, le plus souvent en toute impunité. Pire, Ben-Zvi et les autres l'avaient constaté, ces mêmes colonies avaient confié leur défense à des gardes arabes qui, à leur tour, prêtaient parfois main-forte à la meute des agresseurs.

Ben-Zvi et ses amis jugeaient cette situation insoutenable et intolérable. Certains d'entre eux étaient d'anciens membres de mouvements de la gauche révolutionnaire russe inspirés par La Volonté du Peuple (Narodnaya Volya), une organisation de lutte armée antitsariste très virulente qui recourait à des actions terroristes, y compris à l'assassinat[12].

Déçus par l'échec de la révolution russe de 1905, qui ne produisit finalement que des réformes constitutionnelles a minima, certains de ces socialistes-révolutionnaires, sociaux-démocrates et libéraux partirent restaurer un État juif en Palestine ottomane.

Ils étaient tous d'une extrême pauvreté, gagnant les quelques sous que leur rapportaient des emplois d'enseignants, de journaliers dans les champs et les orangeraies, à peine de quoi survivre, et ils souffraient souvent de la faim[13]. Pourtant, ils étaient sionistes et fiers de l'être. Or, s'ils devaient fonder une nation, il leur fallait commencer par se défendre. Et ce fut ainsi qu'ils se glissèrent un

soir dans les rues de Jaffa, seuls ou à deux, pour se rendre à cette réunion secrète dans l'appartement de Ben-Zvi. Cette nuit-là, les huit hommes formèrent la première force combattante hébraïque de l'époque moderne. Ils décrétèrent que, dorénavant, ils rompraient radicalement avec l'image du Juif faible et persécuté qui s'était propagée partout sur la terre. Seuls des Juifs défendraient les Juifs de Palestine.

Ils donnèrent à cet embryon d'armée le nom de Bar-Guiora, inspiré de celui de Simon Bargiora, l'un des chefs de la Grande Révolte juive contre l'Empire romain, au Ier siècle de notre ère. Sur leur drapeau, ils rendaient hommage à cette rébellion de l'Antiquité et prédisaient leur avenir en ces termes : « Dans le sang et le feu la Judée est tombée. Dans le sang et le feu la Judée ressuscitera. »

La Judée se lèverait en effet. Ben-Zvi serait un jour le deuxième président de la nation juive. Mais avant cela, il y aurait beaucoup de feu, et un torrent de sang.

À ses débuts, le mouvement Bar-Guiora n'était guère populaire. Pourtant, tous les ans, il arrivait en Palestine de plus en plus de Juifs de Russie et d'Europe orientale – 35 000 entre 1905 et 1914 – porteurs de cette même philosophie empreinte de détermination, celle d'un sionisme pragmatique.

Renforcée par ces Juifs de même sensibilité affluant en nombre dans le Yichouv, comme s'appelait la communauté juive de Palestine, Bar-Guiora se transforma en une autre entité en 1909, plus large et plus agressive : Hashomer (« le Garde », en hébreu). En 1912, Hashomer défendait quatorze colonies de peuplement. Simultanément, l'organisation développait aussi des capacités offensives, quoique clandestines, préparant ce que les sionistes pragmatiques considéraient comme une guerre inévitable afin de prendre le contrôle de la Palestine. Hashomer se voulait donc le noyau d'une armée juive et de futurs services de renseignement.

Montés à cheval, les groupes de justiciers autoproclamés de Hashomer lancèrent des raids contre quelques colonies arabes pour punir des habitants qui avaient causé du mal à des Juifs, parfois en les rouant de coups, d'autres fois en les exécutant[14]. Un jour, une

assemblée spéciale clandestine de membres de Hashomer décida d'éliminer un policier bédouin, Aref al-Arsan, qui avait secondé les Turcs et torturé des prisonniers juifs. Il fut abattu par Hashomer en juin 1916.

Cette phalange n'hésitait pas non plus à faire usage de la force pour asseoir son autorité sur d'autres Juifs[15]. Pendant la Première Guerre mondiale, elle s'opposa violemment au NILI, un réseau d'espions juifs opérant pour le compte des Britanniques en Palestine ottomane. Hashomer redoutait que les Turcs ne démasquent ces espions et n'exercent leur vengeance contre la communauté juive tout entière. Ne parvenant pas à obliger le NILI à cesser ses opérations ou à lui remettre un butin en pièces d'or qu'il avait reçu des Britanniques, les militants de Hashomer tentèrent de supprimer Yossef Lishansky, l'un de ses membres, mais ne purent que le blesser.

En 1920, l'organisation se transforma encore, pour devenir désormais la Haganah (« Défense » en hébreu). Bien que ce ne fût pas précisément licite, les autorités britanniques, qui gouvernaient le pays depuis près de trois ans, toléraient la Haganah dans son rôle de branche paramilitaire défensive du Yichouv. La Histadrout, l'Union socialiste juive du travail, fondée la même année, et l'Agence Juive, le gouvernement autonome du Yichouv, instauré quelques années plus tard en 1929, tous deux dirigés par David Ben Gourion, conservaient le commandement de l'organisation secrète.

Ben Gourion, né David Joseph Grün, vit le jour à Płońsk en Pologne, en 1886. Dès son plus jeune âge, il s'engagea dans les pas de son père, en devenant militant sioniste. En 1906, il émigrait en Palestine et, malgré sa jeunesse, grâce à son charisme et à sa détermination, il ne tarda pas à devenir l'un des chefs du Yichouv. S'inspirant d'un autre chef de la révolte contre les Romains, il changea ensuite son nom en Ben Gourion.

Dès ses premières années d'existence, la Haganah fut influencée par l'état d'esprit et l'attitude agressive de Hashomer[16]. Le 1er mai 1921, un attroupement d'Arabes massacrait quatorze Juifs dans un foyer d'immigrants à Jaffa. Après avoir appris qu'un officier arabe, un dénommé Tewfik Bey, avait aidé ces émeutiers à pénétrer dans le

foyer, la Haganah envoya un commando le supprimer et, le 17 janvier 1923, il tombait sous les balles au milieu d'une rue de Tel Aviv. Selon l'un des militants impliqués, « on mit un point d'honneur » à l'abattre de face et non dans le dos, l'intention étant « de montrer aux Arabes qu'on n'oubliait rien de leurs agissements et que leur heure viendrait, même si les choses tardaient ».

Les membres de Hashomer qui prirent initialement la tête de la Haganah étaient même disposés à commettre des actes de violence contre leurs semblables, des Juifs. Jacob de Haan était un Haredi (un Juif ultra-orthodoxe) originaire des Pays-Bas, qui vivait à Jérusalem au début des années 1920. C'était un propagateur de la foi des Haredim qui professait que seul le Messie serait en mesure d'instaurer un État juif, que Dieu seul déciderait du moment où restituer aux Juifs la patrie de leurs ancêtres, et que les humains qui tentaient d'accélérer le processus commettaient un grave péché. En d'autres termes, de Haan était fermement antisioniste et faisait montre d'une aptitude étonnante à influencer l'opinion internationale. Pour Yitzhak Ben-Zvi, devenu un important dirigeant de la Haganah, cela suffisait à le rendre dangereux. Il ordonna donc qu'on le tue.

Le 30 juin 1924, la veille du jour où Jacob de Haan devait partir pour Londres demander au gouvernement de Sa Majesté de revenir sur sa promesse d'instaurer une nation juive en Palestine, deux homme l'abattirent de trois coups de feu à sa sortie d'une synagogue de Jaffa Road, dans Jérusalem[17].

Toutefois, Ben Gourion considérait de tels actes d'un mauvais œil[18]. Il avait conscience que pour amener les Britanniques ne fût-ce qu'à une reconnaissance partielle des objectifs du sionisme, il allait devoir imposer l'ordre et des règles de modération aux milices semi-clandestines placées sous son commandement. Après l'exécution de Jacob de Haan, les loups solitaires, courageux et meurtriers de Hashomer furent remplacés par une force armée organisée et hiérarchisée. Ben Gourion ordonna à la Haganah de cesser de recourir aux assassinats ciblés. « Concernant la terreur individuelle, Ben Gourion a toujours conservé une position de ferme hostilité », témoigna plus tard Israël Galili, le commandant de la Haganah, et il relatait un certain nombre de cas où ce dernier avait refusé de

donner son aval à des propositions d'actions armées contre des Arabes. Ces interdictions concernèrent notamment Mohammed Hadj Amin al-Husseini, le grand mufti et dirigeant palestinien, et d'autres membres du Haut Comité arabe, ainsi que des ressortissants britanniques, parmi lesquels ce haut fonctionnaire qui, au sein de l'instance de gestion des terres du Mandat, faisait obstruction aux projets de colonies juives.

Tout le monde n'avait pas l'intention d'acquiescer aux ordres de Ben Gourion. Avraham Tehomi, l'homme qui avait abattu de Haan, méprisait la ligne modérée de ce dernier vis-à-vis des Britanniques et des Arabes et, en 1931, accompagné de quelques autres dirigeants éminents, quitta la Haganah et forma l'Irgoun Zvaï Leoumi, l'« Organisation militaire nationale », IZL, dont l'acronyme hébreu est Etzel, qu'on appelle l'Irgoun en France. Dans les années 1940, ce groupe radical d'extrême droite serait commandé par Menahem Begin qui, en 1977, devait devenir Premier ministre. Les opposants à l'accord de coopération conclu par ce dernier avec la Grande-Bretagne dans la lutte contre les nazis avaient fait scission et formé le Lehi. Pour ces hommes, toute coopération avec Londres était proscrite.

Ces deux groupes dissidents défendaient l'un et l'autre, à des degrés différents, la méthode des assassinats ciblés contre les ennemis arabe et britannique, ainsi que contre les Juifs qu'ils jugeaient dangereux pour leur cause[19]. Pour sa part, Ben Gourion demeurait catégorique : on n'utiliserait pas l'arme des assassinats ciblés, et il alla même jusqu'à prendre des mesures agressives contre ceux qui désobéissaient à ses ordres[20].

Ensuite, la Seconde Guerre mondiale prit fin, et tout changea, même les conceptions de l'obstiné Ben Gourion.

Pendant le conflit mondial, quelque 38 000 Juifs de Palestine s'étaient portés volontaires pour servir dans l'armée anglaise en Europe. Les Britanniques avaient constitué la Brigade juive, quoique à contrecœur et seulement après avoir subi les pressions de la direction civile du Yichouv.

Ne sachant précisément que faire de cette Brigade, les Anglais l'envoyèrent d'abord s'entraîner en Égypte. Ce fut là-bas qu'en 1944 ses membres apprirent l'existence d'une campagne d'extermination des Juifs. Finalement envoyés se battre en Europe, sur les fronts italien et autrichien, ils découvrirent de leurs propres yeux l'horreur de l'Holocauste et furent parmi les premiers à transmettre des rapports détaillés à Ben Gourion et aux autres chefs du Yichouv.

Parmi ces soldats, Mordechai Gichon devint plus tard l'un des fondateurs du renseignement militaire israélien. Né à Berlin en 1922, il avait un père russe et une mère descendant d'une grande famille juive allemande, nièce du rabbin Leo Baeck, qui fut l'un des dirigeants du judaïsme réformé (ou judaïsme libéral), mouvement ayant vu le jour en Allemagne au siècle des Lumières. Sa famille émigra en Palestine en 1933, après que l'école allemande de Mordechai lui eut imposé de faire le salut nazi et de chanter l'hymne du parti.

C'est en soldat qu'il retourna dans une Europe en ruine, son peuple presque anéanti, et les quartiers où il avait vécu réduits à l'état de ruines fumantes. « Le peuple juif avait été humilié, piétiné, assassiné, m'a-t-il confié. Il était temps à présent de riposter, de se venger. Dans mes rêves, quand je m'étais enrôlé, cette vengeance s'incarnait dans une scène où j'arrêtais mon meilleur ami, en Allemagne, prénommé Detlev, fils d'un commandant de la police. C'était ainsi que je rétablirais l'honneur perdu des Juifs[21]. »

C'était ce sentiment d'un honneur perdu, de l'humiliation d'un peuple tout autant que la colère contre les nazis, qui animait des hommes comme lui. Il croisa d'abord des réfugiés juifs à la frontière austro-italienne. Les soldats de la Brigade les nourrirent, retirèrent leurs propres uniformes pour les habiller et les protéger du froid, et tentèrent de recueillir auprès d'eux des informations sur les atrocités qu'ils avaient subies[22]. Il se rappelait encore une rencontre, en juin 1945, quand une réfugiée vint dans sa direction.

« Elle s'est écartée du groupe et m'a adressé la parole en allemand, racontait-il. Elle m'a dit : “Vous, les soldats de la Brigade, vous êtes les fils de Bar Kokhba.” » (Shimon bar Kokhba, le grand héros de la Seconde Révolte juive contre les Romains, de 123 à 135

après Jésus-Christ.) « Elle a ajouté : “Je me souviendrai toujours de votre insigne et de ce que vous avez fait pour nous.” »

Il était flatté de cette analogie avec Bar Kokhba, mais en dépit des louanges et de la gratitude de cette réfugiée, il ne ressentait pour sa part que de la pitié et de la honte. Si les Juifs de la Brigade étaient les fils de Bar Kokhba, ces Juifs-là, qui étaient-ils ? Les soldats de la terre d’Israël, qui se dressaient, forts et endurcis, considéraient les survivants de l’Holocauste comme des victimes qui avaient besoin d’être secourues, mais aussi comme faisant partie d’une communauté juive d’Europe qui s’était laissé massacrer. Ils incarnaient le stéréotype de lâcheté, de faiblesse des Juifs de la diaspora – l’exil, dans le langage traditionnel des Juifs et des sionistes – qui s’étaient rendus au lieu de riposter et ne savaient ni tirer ni manier aucune arme. C’était cette image, celle, dans sa version la plus extrême, du Juif comme *Muselmann*, le terme qui dans la *Lagersprache*, la langue spécifique employée par les détenus et leurs tortionnaires, désignait les créatures décharnées errant au seuil de la mort tels des zombies dans les camps de la mort nazis, et que les nouveaux Juifs du Yichouv rejetaient. « Mon cerveau était incapable de saisir, pas plus à l’époque qu’aujourd’hui, comment il était possible que des dizaines de milliers de Juifs, dans un camp gardé par quelques poignées de gardes allemands, ne se soient pas révoltés, qu’ils soient simplement allés à l’abattoir comme des moutons, s’interrogeait Gichon plus de soixante ans après. Pourquoi n’ont-ils pas taillé [les Allemands] en pièces ? J’ai toujours affirmé qu’en terre d’Israël, rien de tel n’aurait pu arriver. Si ces communautés avaient eu des chefs dignes de ce nom, toute cette histoire aurait tourné autrement. »

Au cours des années d’après guerre, les sionistes du Yichouv prouveraient au monde et, plus important encore, à eux-mêmes, que les Juifs ne se soumettraient plus jamais à un tel massacre, et que le sang juif ne coulerait plus si aisément. Les six millions de morts seraient vengés.

« Nous estimions ne pas pouvoir nous accorder de repos tant que nous n’aurions pas vengé le sang par le sang, la mort par la mort », me déclara un jour Hanoch Bartov, un romancier israélien très

apprécié, qui s'était engagé dans la Brigade un mois avant son dix-septième anniversaire[23].

Pourtant, une telle vengeance – atrocité contre atrocité – violerait les lois de la guerre et s'avérerait sans doute désastreuse pour la cause sioniste. Toujours pragmatique, Ben Gourion allait publiquement en ce sens : « La vengeance est à présent un acte sans aucune valeur pour la nation. Cela ne peut redonner la vie aux millions d'êtres qui ont été mis à mort[24]. »

Il n'empêche, en privé, les dirigeants de la Haganah comprenaient la nécessité d'une forme de châtiment, tant pour satisfaire les soldats qui avaient été exposés à la découverte de ces atrocités que pour rendre une part de justice historique et empêcher de futures tentatives de massacrer des Juifs. C'est pourquoi ils approuvaient certains types de représailles contre les nazis et leurs complices[25]. Immédiatement après la guerre, une unité secrète, autorisée et contrôlée par le haut commandement de la Haganah, fut mise sur pied à l'intérieur de la Brigade, à l'insu des officiers supérieurs britanniques. Cette unité portait un nom, Gmul – « Récompense », en hébreu. Elle avait pour mission « la vengeance, mais pas la vengeance du voleur », ainsi que le stipulait une note interne de l'époque[26]. « La vengeance contre les SS qui avaient directement pris part au massacre. »

« Nous cherchions les gros poissons », expliquait Mordechai Gichon, rompant le vœu de silence des commandants du Gmul qu'il avait respecté pendant plus de soixante ans. « Les nazis de haut rang qui avaient réussi à tomber l'uniforme et à regagner leurs foyers[27]. »

Les agents du Gmul opéraient sous couverture, tout en s'acquittant de leurs fonctions habituelles au sein de la Brigade. Dans sa chasse aux nazis, Gichon s'était lui-même forgé deux fausses identités – l'une était celle d'un civil allemand, l'autre celle d'un major britannique. Lors d'expéditions sous sa couverture allemande, il récupéra les archives de la Gestapo à Tarvisio, Villach et Klagenfurt, auxquelles les nazis avaient mis le feu avant de s'enfuir, mais dont en réalité seule une petite partie avait brûlé.

Opérant sous son identité de major anglais, il recueillit d'autres noms auprès de communistes yougoslaves qui redoutaient encore de se livrer eux-mêmes à des attentats en représailles. Quelques Juifs du renseignement américain acceptèrent aussi d'apporter leur aide en divulguant des informations qu'ils détenaient sur des nazis en fuite, considérant que leurs homologues de Palestine en useraient plus efficacement que l'armée des États-Unis.

Miser sur la contrainte portait aussi ses fruits[28]. En juin 1945, des agents du Gmul trouvèrent un couple de Polonais d'origine allemande qui vivaient à Tarvisio. L'épouse avait été impliquée dans le transfert de biens volés à des Juifs d'Autriche et d'Italie vers l'Allemagne, et son mari avait participé à la direction du bureau régional de la Gestapo. Les soldats juifs de Palestine leur imposèrent un choix drastique : coopérer ou mourir[29].

« Le goy a craqué et nous a promis de coopérer », rapportait Yisrael Karmi, qui interrogea le couple et deviendrait plus tard, après la naissance de l'État hébreu, le commandant de la police militaire de l'armée de terre[30]. « Je lui ai assigné la tâche de préparer des listes de tous les officiers supérieurs qu'il connaissait et qui avaient opéré avec la Gestapo ou la SS. Nom, date de naissance, formation et postes. »

Cela permit une avancée décisive en matière de renseignement, une liste comportant des dizaines de noms. Les hommes du Gmul traquèrent chaque nazi disparu, en découvrirent certains blessés dans un hôpital local où ils étaient soignés sous des pseudonymes, et exercèrent ensuite des pressions sur eux pour qu'ils fournissent davantage d'informations. Ils promirent à chaque Allemand qu'il ne leur serait fait aucun mal s'ils coopéraient, donc la plupart acceptèrent. Ensuite, quand ils eurent perdu toute utilité, les agents les abattirent et se débarrassèrent des corps. Cela n'avait aucun sens de les laisser en vie, et de courir le risque de les voir informer le commandement britannique de la mission clandestine du Gmul.

Dès qu'un nom précis avait pu être vérifié, la seconde phase débutait : localiser la cible et réunir des informations avant la mission finale d'élimination. Cette besogne était souvent confiée à Mordechai Gichon, lui-même né en Allemagne. « Personne ne me soupçonnait,

confiait-il. Je possédais une paire de cordes vocales estampillées d'origine berlinoise. Je me rendais à l'épicerie ou au café du coin, ou alors je me contentais de frapper à une porte pour transmettre le bon souvenir de quelqu'un. La plupart du temps, les types répondaient [en entendant leur vrai nom] ou se retranchaient dans un vague silence, ce qui valait aussi bien confirmation[31]. » Une fois cette identité confirmée, Gichon suivait tous les mouvements de l'Allemand à la trace et fournissait un croquis détaillé de la maison où il habitait ou du quartier choisi pour l'enlèvement.

Les tueurs travaillaient eux-mêmes en équipes composées de cinq hommes, jamais davantage[32]. Quand ils interceptaient leur cible, ils endossaient généralement l'uniforme de la police militaire britannique, et annonçaient à leur homme qu'ils venaient appréhender un individu portant tel ou tel nom, pour interrogatoire. La plupart du temps, l'Allemand les suivait sans objection. Ainsi que le relatait Shalom Giladi, ancien soldat d'une de ces unités, dans son témoignage aux archives de la Haganah, ils tuaient parfois le nazi dans l'instant et, d'autres fois, ils l'acheminaient jusqu'à un endroit à l'écart avant de l'éliminer. « Avec le temps, nous avions mis au point des méthodes silencieuses, rapides et efficaces pour régler leur compte aux SS qui tombaient entre nos mains », soulignait-il.

> Comme le savent tous ceux qui sont déjà montés à bord d'un camion bâché, l'individu qui veut se hisser dedans s'aide en montant sur le marchepied, à l'arrière, ensuite il se penche en avant, passe la tête sous la bâche et se laisse en quelque sorte rouler à l'intérieur. Notre gars qui attendait tapi dans le camion tirait parti de cette bascule naturelle du corps.
>
> À la minute où la tête de l'Allemand pointait dans la pénombre, le type en embuscade pesait de tout son poids sur sa victime et le bloquait d'une clef des deux bras, sous le menton, en serrant autour de la gorge, une sorte de prise de cou inversée. Ensuite, transformant son étreinte en étranglement, l'exécuteur retombait en arrière, sur le matelas, qui absorbait tous les bruits. Cette chute en arrière, sans desserrer l'étau autour de la tête de l'Allemand, étouffait la victime et lui brisait instantanément la nuque.
>
> Un jour, une femme officier de la SS s'était échappée d'un camp d'internement anglais près de notre base. Après avoir découvert qu'elle s'était évadée, les Anglais avaient diffusé à tous les postes de police militaire des photos d'elle prises pendant sa détention – un cliché de face et un autre de profil. Nous avons passé le camp de réfugiés au peigne fin et

> nous l'avons identifiée. Nous nous sommes adressés à elle en allemand, elle a joué les idiotes et nous a répliqué qu'elle ne connaissait que le hongrois. Ce n'était pas un problème. Un gamin hongrois est allé la trouver et lui a dit : « Un bateau qui transporte des immigrants clandestins de Hongrie va appareiller pour la Palestine. Fais discrètement tes bagages et suis-nous. » Elle n'avait pas d'autre choix que de mordre à l'hameçon et elle est montée dans le camion. Pendant cette opération, j'étais assis à l'arrière avec Zaro [Meir Zorea, un futur général de l'armée israélienne], et Karmi était au volant. L'ordre qu'il nous avait donné était celui-ci : « Quand j'approcherai d'un endroit suffisamment désert, je klaxonnerai. Ce sera le signal pour se débarrasser d'elle. »
>
> Et cela s'est terminé ainsi. Son dernier cri, en allemand, aura été : « *Was ist los ?* » (Que se passe-t-il ?). Pour s'assurer qu'elle était morte, Karmi lui a tiré une balle et nous avons laissé sur son corps et tout ce qu'il y avait autour les traces apparentes d'un viol avec violence.
>
> Dans la plupart des cas, nous conduisions les nazis à une petite ligne de fortifications dans les montagnes. Il y avait là des grottes fortifiées, désaffectées[33]. Face à l'exécution qui les attendait, quand ils apprenaient que nous étions juifs, ils perdaient presque tous leur arrogance de nazis. « Ayez pitié de ma femme et de mes enfants ! » Nous lui demandions combien de cris similaires les nazis avaient entendus dans les camps d'extermination, des cris poussés par leurs victimes.

L'opération ne dura que trois mois, de mai à juillet, durant lesquels le Gmul tua entre cent et deux cents individus[34]. Plusieurs historiens qui ont mené des recherches sur les opérations de ce groupement affirment que ses méthodes d'identification des cibles étaient insuffisantes et que beaucoup d'innocents périrent[35]. À maintes reprises, soulignent ces détracteurs, les informateurs des équipes du Gmul les instrumentalisèrent afin d'assouvir des vendettas personnelles. Dans d'autres cas, des agents repéraient tout simplement la mauvaise personne.

Dès que les Britanniques saisirent ce qui se tramait, ayant entendu des plaintes au sujet de disparitions dans des familles allemandes, le Gmul fut démantelé[36]. Ils décidèrent de ne pas investiguer plus avant, se bornant à transférer la Brigade juive vers la Belgique et les Pays-Bas, loin des Allemands, et le commandement de la Haganah émit l'ordre catégorique de cesser ces opérations de vengeance. De l'avis de la Haganah (et non des

Anglais), les nouvelles priorités de la Brigade consistaient à veiller sur les survivants de l'Holocauste, à aider à organiser l'immigration des réfugiés vers la Palestine malgré l'opposition britannique, et à procurer des armes au Yichouv.

Pourtant, bien qu'ayant ordonné au Gmul de cesser de tuer des Allemands en Europe, les chefs de la Haganah ne renonçaient pas à leur volonté de châtier. La vengeance qui resterait en suspens en Europe s'exercerait en Palestine même, décidèrent-ils.

Au début de la guerre, des membres allemands de la Tempelgesellschaft (la Société des Templiers) avaient été expulsés de Palestine par les Britanniques, en raison de leur nationalité et de leurs sympathies pronazies. Nombre d'entre eux s'étaient joints à l'effort de guerre allemand et avaient pris une part active à la persécution et l'extermination des Juifs. À la fin des hostilités, certains renouèrent avec leurs anciennes attaches, à Sarona, au cœur de Tel Aviv, et à d'autres endroits.

Le chef des Templiers de Palestine était un dénommé Gotthilf Wagner, un riche industriel qui, pendant le conflit, avait secondé la Wehrmacht et la Gestapo[37]. Shalom Friedman, survivant de l'Holocauste qui se faisait passer pour un prêtre hongrois, expliquait qu'il avait rencontré en 1944 Wagner qui « se vantait d'être allé deux fois à Auschwitz et à Buchenwald. Lors de sa visite à Auschwitz, les nazis avaient fait sortir tout un groupe de Juifs, les plus jeunes, et versé sur eux un liquide inflammable. "Je leur ai demandé s'ils savaient qu'il y avait un enfer sur terre, et quand les Allemands y ont mis le feu, j'ai dit à ces Juifs que ce serait le destin qui attendait leurs frères en Palestine"[38] ». Après la guerre, Wagner s'employa à organiser le retour des Templiers en Palestine.

Rafi Eitan, fils de pionniers juifs de Russie, avait alors dix-sept ans. « Et voilà qu'arrivent ces Allemands triomphants, d'anciens membres du parti nazi qui s'étaient engagés dans la Wehrmacht et la SS et qui voulaient récupérer leurs propriétés alors qu'ailleurs, tous les biens des Juifs avaient été détruits », racontait-il[39].

Eitan était membre d'une force de dix-sept hommes appartenant à la « compagnie spéciale » de la Haganah, envoyés sur place pour

liquider Wagner, sous les ordres directs du haut commandement de l'organisation[40]. Son chef d'état-major, Yitzhak Sadeh, savait qu'il ne s'agissait pas d'une opération militaire ordinaire et convoqua les deux hommes retenus pour presser sur la détente[41]. Pour les encourager, il leur parla d'un individu qu'il avait abattu avec son pistolet, en Russie, un geste destiné à venger un pogrom[42].

Le 22 mars 1946, après un laborieux travail de collecte de renseignements, le commando tendit une embuscade à Wagner, dans Tel Aviv[43]. Ils le forcèrent à quitter la route, à se ranger sur un bas-côté sablonneux, au 123, Levinsky Street, et l'abattirent. La station de radio clandestine de la Haganah, Kol Yisrael (La Voix d'Israël), l'annonça le lendemain : « Gotthilf Wagner, nazi bien connu, chef de la communauté allemande de Palestine, a été exécuté hier par la résistance clandestine hébraïque. Qu'il soit clair qu'aucun nazi ne posera le pied sur le sol de la terre d'Israël. »

Peu après, la Haganah assassina deux Templiers en Galilée et deux autres à Haïfa, où la secte avait aussi constitué des communautés.

« L'effet a été immédiat, se souvenait Eitan. Les Templiers ont disparu du pays, en laissant tout derrière eux, et on ne les a plus jamais revus[44]. » Leur quartier de Tel Aviv, Sarona, abriterait le quartier général des forces armées et des services de renseignement israéliens. Et Eitan, assassin à dix-sept ans, aiderait à fonder l'unité des assassinats ciblés du Mossad.

La mise à mort des Templiers n'était pas seulement la continuation des actes de vengeance contre les nazis en Europe, mais signalait un changement de politique majeur. De l'Holocauste, les nouveaux Juifs de Palestine avaient retenu plusieurs leçons : le peuple juif serait toujours menacé de destruction, les Juifs ne pouvaient compter sur les autres pour se protéger, et le seul moyen d'y parvenir était de fonder un État indépendant. Un peuple vivant avec ce sentiment d'un danger permanent d'anéantissement prendra toutes les mesures possibles, si extrêmes soient-elles, en vue d'assurer sa sécurité, et ne respectera les lois et les règles internationales qu'à la marge, voire même pas du tout.

Désormais, Ben Gourion et la Haganah adopteraient les assassinats ciblés, les techniques de guérilla et les attaques terroristes comme autant d'outils supplémentaires – en plus et au-delà de la propagande ainsi que des mesures politiques auxquelles ils avaient toujours eu recours – pour tenter d'atteindre leur objectif, créer un État et le préserver. Ce qui n'avait été quelques années auparavant qu'un moyen d'action réservé aux seuls parias extrémistes du Lehi et de l'Irgoun était maintenant perçu par la majorité dominante comme une arme possible.

Dès lors, les unités de la Haganah commencèrent par assassiner des Arabes qui avaient ôté la vie à des civils juifs[45]. Ensuite, le haut commandement de la milice ordonna à une « compagnie spéciale » de s'engager dans des « opérations de terreur individuelle », une terminologie employée à l'époque pour désigner les éliminations ciblées d'officiers du Département d'enquête criminelle (Criminal Investigation Department, CID) britannique qui avaient persécuté les mouvements clandestins juifs et agi contre l'immigration juive en terre d'Israël[46]. Ils reçurent l'ordre de « faire sauter les centres du renseignement britannique qui empêchaient les Juifs d'acquérir des armes » et de « lancer des actions de représailles dans les cas où les tribunaux militaires britanniques prononçaient une condamnation à mort contre des membres de la Haganah ».

Ben Gourion prévoyait qu'un État juif serait prochainement constitué en Palestine et que la nouvelle nation serait immédiatement forcée de mener une guerre contre les Arabes en Palestine et de repousser également les invasions des armées des États arabes voisins. En conséquence, le commandement de la Haganah commença de se préparer à cette guerre déclarée et, dans le cadre de ces préparatifs, un ordre fut émis, sous le nom de code Zarzir (Étourneau, en hébreu), entérinant l'assassinat des chefs de la population arabe de Palestine.

Alors que la Haganah intensifiait peu à peu le recours aux assassinats ciblés, la campagne d'exécutions menée par les mouvements radicaux clandestins battait son plein, et visait à refouler les Britanniques hors de Palestine.

Yitzhak Shamir, désormais à la tête du Lehi, était non seulement résolu à supprimer les principales personnalités du Mandat britannique au plan local, en tuant des fonctionnaires du CID et en multipliant les tentatives de meurtre contre le chef de la police de Jérusalem Michael Joseph McConnell et le haut-commissaire Sir Harold MacMichael mais aussi contre des Anglais qui, dans d'autres pays, faisaient planer une menace sur l'objectif politique qu'il poursuivait[47]. Par exemple, Walter Edward Guinness, plus connu officiellement sous le titre de Lord Moyne, était le ministre d'État résident au Caire, également sous tutelle britannique[48]. Les Juifs de Palestine considéraient Moyne comme un antisémite avéré qui avait usé de sa position avec un zèle certain pour limiter le pouvoir du Yichouv en réduisant significativement les quotas d'immigration réservés aux survivants de l'Holocauste.

Shamir ordonna d'éliminer Moyne[49]. Il envoya au Caire deux agents du Lehi, Eliyahu Hakim et Eliayahu Bet-Zuri, et ils allèrent attendre le ministre résident devant la porte de sa maison. Quand le véhicule ministériel s'immobilisa – son secrétaire était à bord à ses côtés –, Hakim et Bet-Zuri se ruèrent vers la voiture. L'un des deux hommes braqua un pistolet par la fenêtre, visa Moyne à la tête et fit feu trois fois. Moyne porta la main à sa gorge. « Ah, ils nous ont tiré dessus ! », s'écria-t-il, puis il s'effondra sur son siège, le buste en avant. Malgré tout, cela restait une opération d'amateurs. Shamir avait conseillé à ses deux jeunes tueurs d'organiser leur fuite par un moyen motorisé, au lieu de quoi ils s'étaient échappés sur des vélos, véhicules évidemment beaucoup trop lents. La police égyptienne les appréhenda vite. Hakim et Bet-Zuri furent traduits en justice, condamnés et pendus six mois plus tard.

Cet assassinat eut un effet décisif sur les responsables britanniques, mais pas celui qu'avait envisagé Shamir. Ainsi qu'Israël le comprendrait à plusieurs reprises au cours des années à venir, il est très difficile de prédire le cours de l'histoire après qu'on a supprimé un homme d'une balle en pleine tête.

Après le mal absolu de l'Holocauste, cette tentative d'extermination d'un peuple entier en Europe, la cause sioniste s'attirait une sympathie croissante en Europe. Selon certains

témoignages, jusqu'à la dernière semaine de novembre 1944, le Premier ministre de Sa Majesté, Winston Churchill, avait poussé son gouvernement à soutenir la création d'un État juif en Palestine. Dans cet objectif, il s'était rallié le soutien de plusieurs personnalités influentes, y compris Lord Moyne. Dès lors, il n'est pas déraisonnable d'en conclure que Churchill aurait fort bien pu se présenter à la conférence de Yalta, face à Franklin Roosevelt et à Joseph Staline, avec une politique claire et nette concernant l'avenir d'un État juif, si le Lehi n'était pas intervenu. Au lieu de quoi, après la tuerie du Caire, Churchill avait qualifié les assaillants « de nouveau groupe de gangsters » et annoncé qu'il reconsidérait sa position[50].

Et la tuerie continua. Le 22 juillet 1946, des membres de l'Irgoun de Menahem Begin dissimulèrent 350 kilos d'explosifs dans l'aile sud de l'hôtel King David, à Jérusalem, où étaient abrités l'administration, l'armée et les services de renseignement du Mandat britannique. Un appel de mise en garde émanant de l'Irgoun avait apparemment été pris pour un canular : le bâtiment ne fut pas évacué et fut éventré par une énorme explosion. Quatre-vingt-onze personnes furent tuées et quarante-cinq blessées.

Ce n'était plus le meurtre ciblé d'un officier britannique voué à l'opprobre ou une attaque de guérilla contre un poste de police. Manifestement, il s'agissait plutôt d'un acte terroriste, visant un objectif avec de nombreux civils à l'intérieur. Le plus accablant, c'était que l'on comptait beaucoup de Juifs parmi les morts.

L'attentat à la bombe de l'hôtel King David déclencha une violente querelle au sein du Yichouv. Ben Gourion dénonça immédiatement l'Irgoun, qu'il qualifia d'« ennemi du peuple juif ».

Cela ne désarma en rien les extrémistes.

Trois mois après l'attaque du King David, le 31 octobre, une cellule du Lehi agissant à nouveau de sa propre initiative, sans l'approbation de Ben Gourion et à son insu, posa une bombe à l'ambassade du Royaume-Uni à Rome[51]. L'immeuble de l'ambassade fut gravement endommagé mais parce que l'opération eut lieu la nuit, seuls un vigile et deux piétons, des Italiens, furent blessés.

Presque aussitôt après, le Lehi envoya des lettres piégées à tous les principaux ministres du gouvernement britannique, à Londres[52]. Sous un certain angle, cette action connut un échec retentissant – pas une seule lettre n'explosa –, mais sous un autre, le Lehi avait clairement exprimé sa position et manifesté sa capacité de nuisance. Les dossiers du MI5, les services de sécurité britanniques, montraient qu'à l'époque le terrorisme sioniste était considéré comme la menace la plus grave contre la sécurité nationale du royaume, plus sérieuse encore que celle de l'Union soviétique. Des cellules de l'Irgoun avaient été implantées en Grande-Bretagne, selon une note interne du MI5, « pour aller frapper le lion dans sa tanière ». Les sources du renseignement britannique avertirent d'une vague d'attentats contre des « personnalités dûment sélectionnées », parmi lesquelles le secrétaire au Foreign Office, Ernest Bevin, et même le Premier ministre Clement Attlee en personne[53]. À la fin 1947, un rapport du haut-commissaire britannique dressait le décompte des victimes des deux années précédentes : 176 tués, militaires et civils, en Palestine sous Mandat britannique.

« Ces actions, ces exécutions, ont été la seule cause du départ des Anglais, rappelle David Shomrin, des dizaines d'années après avoir abattu Tom Wilkin dans une rue de Jérusalem. Si [Avraham] Stern n'avait pas entamé cette guerre, l'État d'Israël n'aurait jamais vu le jour[54]. »

Rien n'interdit de contester ces affirmations. En repli, l'Empire britannique céda le contrôle de la majorité de ses colonies, y compris dans plusieurs pays où l'on n'avait pas eu recours à des tactiques terroristes, mais pour des raisons liées à l'économie et aux exigences croissantes d'indépendance des populations indigènes. Ainsi, par exemple, l'Inde obtint son indépendance quelques mois plus tard. Néanmoins, Shomron et ses semblables étaient fermement convaincus que ce furent leur courage et leurs méthodes extrémistes qui avaient provoqué le départ des Anglais.

Et ce furent ces hommes qui livrèrent cette guerre clandestine sanglante – partisans, assassins, terroristes – qui joueraient un rôle

central dans l’édification des forces armées israéliennes et de la communauté du renseignement du nouvel État.

2.

Naissance d'un monde secret

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies votait la partition de la Palestine, façonnant ainsi un territoire juif souverain. Cette partition n'entrerait en vigueur que six mois plus tard, mais les attentats arabes commencèrent dès le lendemain. Hassan Salameh, le commandant des forces palestiniennes dans la partie sud du pays, et ses combattants tendirent une embuscade à deux autobus israéliens près de la petite ville de Petah-Tikya, tuant huit passagers et en blessant de nombreux autres[1]. La guerre civile entre Juifs et Arabes de Palestine venait d'éclater[2]. Le lendemain de l'attentat contre ces deux bus, Salameh haranguait la foule sur la place centrale de la ville portuaire arabe de Jaffa. « La Palestine va se transformer en bain de sang », assura-t-il à ses compatriotes. Il tint cette promesse : au cours des deux semaines suivantes, 48 Juifs furent tués et 155 blessés.

Salameh, qui dirigeait une force de 500 miliciens et mena même une attaque directe contre Tel Aviv, devint un héros dans le monde arabe, adulé dans la presse[3]. Le magazine égyptien *Al-Musawar* publia dans son numéro du 12 janvier 1948 une immense photographie de lui s'adressant à ses troupes, sous un titre barrant toute la page : LE HÉROS HASSAN SALAMEH, COMMANDANT DU FRONT SUD.

Ben Gourion s'était préparé à de telles attaques. Dans sa conception des choses, les Arabes de Palestine étaient les ennemis

et les Britanniques, qui conserveraient leur pouvoir jusqu'à l'entrée en vigueur officielle de la partition en mai 1948, étaient leurs complices. Les Juifs ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sur leurs moyens de défense rudimentaires. La majorité des troupes de la Haganah étaient mal entraînées et mal équipées, leurs armes dissimulées dans des caches secrètes pour éviter leur confiscation par les Britanniques. C'étaient des hommes et des femmes qui avaient servi dans l'armée anglaise, confortés dans leurs actions par les nouveaux immigrants, des rescapés de la Shoah (certains d'entre eux étant des vétérans de l'Armée rouge), mais très largement inférieurs en nombre face aux forces combinées des nations arabes. Ben Gourion avait connaissance des évaluations de la CIA et d'autres services de renseignement estimant que les Juifs s'effondreraient sous les attaques des Arabes. Certains de ses compatriotes n'étaient pas plus convaincus de la victoire. Pourtant, il affichait sa confiance, au moins extérieurement, dans la capacité de la Haganah à vaincre.

Dès lors, pour combler cette infériorité numérique, le plan de la Haganah consistait à recourir à la force de façon sélective, en choisissant précisément ses cibles pour une efficacité maximale. Dans le cadre de cette conception, un mois après le début de la guerre civile, le haut commandement lança l'opération Starling (Étourneau) qui dressait la liste de vingt-trois chefs des Arabes de Palestine qu'il fallait viser[4].

Selon le commandant en chef de la Haganah, Yaakov Dori, cette mission était triple : « Élimination ou capture des chefs des partis politiques arabes ; attaques contre des sièges d'organisations politiques ; attaques contre les centres économiques et industriels arabes. »

Hassan Salameh figurait en tête de cette liste de cibles. Sous l'autorité de Hadj Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem et chef spirituel des Arabes de Palestine, Salameh avait été de ceux qui avaient pris la tête de la Grande Révolte arabe de 1936 au cours de laquelle, pendant trois ans, des combattants arabes s'étaient attaqués à des proies britanniques et juives.

Al-Husseini et Salameh s'étaient enfuis de Palestine après avoir été inscrits sur la liste des individus recherchés par les autorités du Mandat britannique. En 1942, ils avaient joint leurs forces à celles des SS et de l'Abwehr, l'agence de renseignement militaire du Reich, afin de préparer l'opération Atlas. Ce plan grandiose prévoyait le parachutage de commandos allemands et arabes en Palestine, où ils empoisonneraient les réserves d'eau de Tel Aviv pour tuer autant de Juifs que possible, incitant les Arabes du pays à se lancer dans une guerre sainte contre l'occupant britannique[5]. Ce plan échoua misérablement quand les Britanniques, ayant percé le code Enigma des nazis, capturèrent Salameh et quatre autres hommes qui avaient été parachutés au fond d'un ravin désert non loin de Jéricho, le 6 octobre 1944.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques relâchèrent Al-Husseini et Salameh. Le Département politique de l'Agence juive, qui supervisait la quasi-totalité des activités sous couverture du Yichouv en Europe, tenta à plusieurs reprises de localiser ce dernier et de le tuer, entre 1945 et 1948[6]. Cette action était en partie motivée par une volonté de se venger de l'alliance du mufti avec Hitler, mais l'objectif était aussi défensif : Al-Husseini avait beau être hors du pays, il s'employait encore activement à l'organisation d'attaques contre les colonies juives du nord de la Palestine et de tentatives d'assassinat de dirigeants juifs. En raison du manque de renseignements et d'effectifs opérationnels entraînés, toutes ces tentatives échouèrent.

Les débuts de la traque de Salameh, la première opération de la Haganah qui ait intégré des moyens de renseignement humains et électroniques, furent prometteurs[7]. Une unité appartenant au SHAI, la branche du renseignement de la Haganah commandée par Isser Harel, plaça sur écoute le central téléphonique qui reliait Jaffa au reste du pays. Sur le terrain de l'école d'agriculture Mikveh Israel toute proche, Harel disposait d'un appentis qu'il avait rempli de sécateurs et de tondeuses à gazon. Il avait également dissimulé dans une fosse sous le plancher un appareil d'écoute aux « bretelles » branchées sur les paires de fils de cuivre du réseau téléphonique de Jaffa. « Je n'oublierai jamais la tête de l'agent

arabophone du SHAI qui a coiffé des écouteurs et surveillé la première conversation, écrivit plus tard Harel dans ses Mémoires. Je l'ai vu ouvrir grand la bouche, stupéfait, et d'un geste chargé d'émotion il a fait taire les autres qui attendaient, l'air très tendu. […] Les lignes bruissaient de conversations entre les chefs politiques ainsi que les chefs des contingents armés et leurs collègues. » Salameh était l'un de ces correspondants. Au cours d'un des appels interceptés, le SHAI apprit qu'il allait se rendre à Jaffa. Des agents de la Haganah projetèrent de lui tendre une embuscade en abattant un arbre afin de bloquer la route qu'emprunterait sa voiture.

L'embuscade échoua, et cet échec ne fut pas le dernier. Salameh survécut à de multiples tentatives d'assassinat, avant de tomber au combat en juin 1948, et celui qui le tua ignorait tout de son identité[8]. La quasi-totalité des autres tentatives d'élimination ciblée de l'opération Starling échouèrent aussi, à cause de renseignements erronés ou d'une exécution médiocre par des hommes de main peu formés et inexpérimentés.

Les seules opérations qui réussirent furent toutes menées par les unités d'élite de la Haganah, appartenant l'une et l'autre au Palmach, le seul corps bien entraîné et correctement armé de la milice. La première de ces unités s'appelait le Palyam, ou « Compagnie de marine », et l'autre le « Peloton arabe », unité clandestine de commando dont les membres opéraient déguisés en Arabes.

Le Palyam, la compagnie de marine, reçut l'ordre de s'emparer du port de Haïfa, le point d'accès maritime le plus important de Palestine, dès que les Britanniques seraient partis. Sa mission consistait à voler le plus possible d'armes et d'équipements que les Britanniques commençaient à expédier hors de Palestine, et à empêcher les Arabes d'en faire autant.

« Nous avons concentré nos efforts sur les acquéreurs arabes de ces armes à Haïfa et dans le Nord. Nous les traquions, pour les tuer », se rappelait Avraham Dar, l'un des hommes du Palyam[9].

Dar, dont l'anglais était la langue maternelle, et deux autres hommes du Palyam, se firent passer pour des soldats de Sa Majesté

voulant revendre du matériel volé aux Palestiniens contre une forte somme en espèces. Un rendez-vous fut fixé pour cet échange près d'une minoterie abandonnée aux abords d'un village arabe. Les trois Juifs, vêtus d'uniformes anglais, se trouvaient déjà sur les lieux à l'arrivée des Palestiniens. Quatre autres, cachés à proximité, attendaient le signal puis se jetèrent sur les Arabes, et les tuèrent à coups de tuyaux en métal. « Nous redoutions que des coups de feu ne réveillent les voisins, et nous avons opté pour une opération menée en silence », expliquait Dar.

Le Peloton arabe fut constitué quand la Haganah estima avoir besoin d'un noyau de combattants entraînés capable d'opérer derrière les lignes ennemies, de recueillir des informations et d'effectuer des missions de sabotage et d'assassinat ciblé[10]. L'entraînement de ces hommes, pour la plupart immigrés de terres arabes, intégrait des tactiques de commando et le maniement des explosifs, mais aussi une étude approfondie de l'islam et des coutumes arabes. Ils étaient surnommés les Mista'arvim, nom que l'on donnait aux communautés juives dans certains pays arabes où elles pratiquaient la religion juive tout en étant assimilées aux Arabes à tous autres égards : tenue vestimentaire, langue, usages sociaux, etc.

La coopération entre les deux unités eut pour première conséquence une tentative d'éliminer le cheikh Nimr al-Khatib, chef des organisations islamiques de Palestine, l'une des toutes premières cibles de l'opération Starling, en raison de son influence considérable sur la rue palestinienne[11]. Les Mista'arvim pouvaient se déplacer sans risquer de se faire arrêter, ni par les Britanniques ni par les Arabes. En février 1948, ils tendirent une embuscade à Al-Khatib qui rentrait de Damas avec un chargement de munitions[12]. Il fut grièvement blessé, quitta la Palestine, se retira et n'exerça plus aucun rôle politique actif.

Quelques jours plus tard, Avraham Dar apprit grâce à l'un de ses informateurs, docker sur le port, qu'un groupe d'Arabes dans un café avaient discuté de leur projet de faire exploser un véhicule bourré d'explosifs dans un quartier juif très fréquenté, en plein Haïfa. C'était dans un garage de Nazareth Road, une rue du quartier arabe de la

ville, qu'ils équipaient l'ambulance à l'immatriculation anglaise qu'ils avaient acquise à cette fin. Les Mista'arvim confectionnèrent à leur tour une bombe, installée dans un camion, qu'ils acheminèrent jusque dans le quartier arabe, en se faisant passer pour des ouvriers occupés à réparer une canalisation éventrée, et le garèrent le long du mur de ce garage. « Qu'est-ce que vous faites là ? Interdit de se garer ici ! Bougez ce camion ! », leur crièrent en arabe les hommes sortis de l'atelier mécanique.

« Tout de suite, on boit juste un verre, et on a besoin de pisser un coup », leur répliquèrent les Mista'arvim en arabe, en ajoutant quelques jurons salés pour compléter le tableau. Ils s'éloignèrent vers une voiture qui les attendait et, quelques minutes plus tard, leur bombe explosait, faisant aussi éclater celle de l'ambulance, et tuant les cinq Palestiniens qui y travaillaient[13].

Le 14 mai 1948, Ben Gourion proclama la constitution du nouvel État et en devint le premier chef de gouvernement et le premier ministre de la Défense. Il savait à quoi s'attendre ensuite.

Plusieurs années auparavant, il avait ordonné la formation d'un réseau profondément ramifié dans les pays arabes. Et maintenant, trois jours avant la création d'Israël, Reuven Shiloah, directeur du Département politique de l'Agence juive, la division de renseignement de l'entité, venait de l'informer que « les États arabes avaient finalement décidé de lancer une attaque conjointe le 15 mai. […] Ils misent sur le manque d'armements lourds et de force aérienne de l'État hébreu[14] ». Shiloah lui fournit quantité de précisions sur ce plan d'attaque.

L'information était exacte. À minuit, après la déclaration d'existence de l'État d'Israël, sept armées lancèrent l'assaut[15]. Jouissant d'une forte supériorité numérique et infiniment mieux équipées que les forces juives, elles remportèrent aussitôt quelques premières victoires importantes, s'emparèrent de colonies et causèrent de lourdes pertes[16]. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Abdul Rahman Azzam Pacha, déclara : « Ce sera une guerre de grande destruction et de grandes tueries qui restera dans les

mémoires comme les massacres auxquels se livrèrent les Mongols et les Croisés[17]. »

Mais les troupes juives, désormais « israéliennes », selon leur appellation officielle, furent promptes à se ressaisir et passèrent même à l'offensive. Au bout d'un mois, une trêve fut négociée par l'intermédiaire d'un émissaire spécial des Nations unies, le comte Folke Bernadotte. Les deux camps étaient épuisés et avaient besoin de repos et de ravitaillement. Quand les combats reprirent, le rapport de forces avait changé et, grâce à d'excellents renseignements et à une remarquable maîtrise des opérations, ainsi qu'à l'aide de nombreux survivants de l'Holocauste à peine arrivés d'Europe, les Israéliens refoulèrent les forces arabes et finirent pas conquérir bien plus de territoires qu'il n'en avait été alloué à l'État juif par le plan de partition de l'ONU.

Bien qu'Israël eût repoussé des armées supérieures, la victoire à court terme de cet embryon de l'Armée de défense n'inspirait guère confiance à Ben Gourion[18]. Les Arabes avaient certes perdu les premières batailles, mais ils refusaient de reconnaître la légitimité de la nouvelle nation, et c'était vrai tant de ceux qui vivaient en Palestine que de ceux des États arabes autour d'Israël. Ils juraient de détruire le nouvel État et de renvoyer les réfugiés dans leurs pays d'origine[19].

Ben Gourion savait que Tsahal ne pouvait espérer défendre ces longues frontières tortueuses uniquement grâce à ses troupes. Il lui fallait entamer la formation d'un réseau d'espionnage adapté, digne d'un État légitime, à partir de ce qui subsistait des unités opérationnelles de renseignement du SHAI, le service de la Haganah.

Le 7 juin, il convoqua ses principaux conseillers, avec Shiloah à leur tête, dans son bureau de l'ancienne colonie des Templiers, à Tel Aviv. « Le renseignement est l'un des outils militaires et politiques dont nous avons un urgent besoin pour mener cette guerre, écrivait Shiloah dans une note à Ben Gourion. Il faudra que cet outil soit pérenne, y compris dans le cadre de notre système politique [en temps de paix]. »

Ben Gourion n'avait pas besoin qu'on l'en persuade[20]. Après tout, l'instauration, contre toute attente, de l'État d'Israël et sa défense, étaient dues pour une large part à l'emploi efficace de renseignements exacts.

Ce jour-là, il ordonna la création de trois agences[21]. La première était la Direction du renseignement militaire, rattachée à l'état-major de l'Armée de défense d'Israël, plus tard généralement désignée par son acronyme en hébreu : AMAN. Le deuxième était le Shin Bet (acronyme des Services généraux de sécurité), responsable de la sécurité intérieure, une sorte de structure hybride inspirée à la fois du FBI américain et du MI5 britannique – cette organisation changea ensuite de nom et devint l'Agence de sécurité d'Israël, mais la majorité des Israéliens la désignent encore par son acronyme, Shabak ou, plus couramment, comme dans ce livre, Shin Bet. Et une troisième, le Département politique, désormais rattaché au nouveau ministère des Affaires étrangères au lieu de l'Agence juive, qui serait chargé de l'espionnage extérieur et de la collecte de renseignement. Des maisons de Templiers laissées à l'abandon, dans le quartier de Sarona près du ministère de la Défense, furent attribuées à chacune des trois entités, plaçant ainsi le bureau de Ben Gourion à l'épicentre d'une force de sécurité à l'organisation officialisée[22].

Toutefois, au cours des premiers mois et des premières années, rien ne fut réellement si ordonné[23]. Des vestiges des agences de la Haganah furent absorbés au sein de divers services de sécurité ou de réseaux d'espions, puis remaniés et réabsorbés les uns dans les autres. Si l'on ajoute à cela les innombrables rivalités internes et querelles de personnes entre des individus qui, en somme, restaient tous des révolutionnaires, c'était surtout le chaos qui régnait au sein de ces réseaux clandestins d'espionnage. « C'étaient des années difficiles, admettait Isser Harel, l'un des pères fondateurs du renseignement israélien. Nous devions bâtir un pays et le défendre. [Mais] la structuration des services et la répartition des tâches ont été décidées sans aucune évaluation systématique, sans discussions avec toutes les personnes concernées, dans un esprit confinant au dilettantisme et au conspirationnisme. »

Dans des conditions normales, des administrateurs auraient défini des limites et des procédures claires, et des agents de terrain auraient patiemment cultivé leurs sources d'information sur plusieurs années. Mais Israël ne jouissait pas d'un tel luxe. Les services devaient élaborer leurs opérations de renseignement en toute hâte, et en état de siège, alors que ce tout jeune pays luttait pour assurer son existence.

Le premier défi auquel les espions de Ben Gourion furent confrontés était de nature interne : certains Juifs, notamment des anciens membres de mouvements clandestins d'extrême droite, défiaient ouvertement son autorité[24]. L'affaire Altalena, en juin 1948, fut un exemple extrême de cette attitude de défi. Un bateau portant ce nom, appareillant d'Europe, envoyé par l'Irgoun, devait arriver chargé d'immigrants et d'armements. Mais l'organisation refusa de remettre la totalité de ces armes aux forces militaires du nouvel État, en arguant qu'une partie de cette cargaison devait être confiée à ses propres unités encore actives. Informé de ces plans par des agents au sein de l'Irgoun, Ben Gourion ordonna l'arraisonnement du navire. À l'issue des combats qui s'ensuivirent, le bâtiment coula, seize combattants de l'Irgoun et trois soldats de l'armée perdirent la vie. Peu après, les forces de sécurité arrêtèrent deux cents membres de l'Irgoun dans tout le pays, mettant ainsi fin à son existence.

Yitzhak Shamir et les agents du Lehi placés sous son commandement refusèrent aussi de se plier à l'autorité d'un Ben Gourion plus modéré. Au cours de l'été, pendant la trêve, Bernadotte, l'émissaire de l'ONU, élabora une ébauche de plan de paix qui aurait mis fin aux combats. Mais jugeant ce plan inacceptable, le Lehi et Shamir accusèrent le comte suédois d'avoir collaboré avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale et d'avoir rédigé une proposition qui redessinerait les frontières d'Israël de telle sorte que le pays n'y survivrait pas – notamment en restituant la plus grande partie du Néguev et de Jérusalem aux Arabes, et en plaçant le port de Haïfa et l'aéroport de Lydda sous contrôle international, tout en obligeant l'État juif à reprendre 300 000 réfugiés arabes.

Le Lehi émit des mises en garde publiques, sous la forme d’affichettes placardées dans les rues de la ville : CONSEIL À L’AGENT BERNADOTTE : DÉGUERPISSEZ DU PAYS[25]. La radio clandestine fut encore plus franche et directe, en déclarant : « Le Comte finira comme le Lord » (une allusion explicite à l’assassinat de Lord Moyne). Bernadotte ignora ces avertissements et ordonna même aux observateurs de l’ONU de ne porter aucune arme, en leur assurant : « Le drapeau des Nations unies vous protège. »

Convaincu que le plan de l’émissaire ne serait pas accepté, Shamir ordonna son assassinat. Le 17 septembre, quatre mois après que Bernadotte eut soumis son projet au Conseil de sécurité des Nations unies, il se rendait avec sa suite du quartier général de l’ONU au quartier de Rehavia, dans la Jérusalem juive, quand une jeep barra le passage à son convoi composé de trois berlines DeSoto blanches. Trois jeunes hommes coiffés de képis en jaillirent[26]. Deux d’entre eux tirèrent dans les pneus des véhicules de l’ONU, et le troisième, Yehoshua Cohen, ouvrit la portière de la voiture à bord de laquelle était monté Bernadotte et pressa sur la détente de sa mitraillette Schmeisser MP40. La première rafale toucha l’homme assis à côté de l’émissaire, un colonel français nommé André Sérot, mais la suivante, plus précise, frappa le comte à la poitrine. Les deux passagers furent tués sur le coup. En quelques secondes, l’attaque était terminée[27] – « comme l’éclair et le tonnerre, le temps nécessaire pour tirer cinquante balles », c’est en ces termes que l’officier de liaison israélien, le capitaine Moshe Hillman qui était à bord de la voiture avec les victimes, décrivit la scène. Les auteurs de cet acte ne furent jamais arrêtés[28].

Cet assassinat suscita la colère et le profond embarras des dirigeants de l’État juif. Le Conseil de sécurité condamna cet « acte lâche qui semble avoir été commis par un groupe de terroristes et de criminels, à Jérusalem » et, le lendemain, on lisait dans le *New York Times* : « Aucune armée arabe n’aurait pu causer autant de mal [à l’État juif] en aussi peu de temps[29]. »

Ben Gourion considérait cette opération incontrôlée du Lehi comme un grave défi contre son autorité, susceptible de mener à un

coup d'État ou même à une guerre civile[30]. Il réagit immédiatement en interdisant l'Irgoun et le Lehi. Il ordonna au chef du Shin Bet, Isser Harel, d'arrêter tous les membres du Lehi. Yitzhak Shamir figurait en tête de cette liste. Il ne fut pas capturé, au contraire de plusieurs autres activistes, enfermés sous bonne garde. En tant qu'organisation, le Lehi cessa d'exister[31].

Ben Gourion fut reconnaissant à Harel de son action vigoureuse contre la clandestinité et en fit le principal officier de renseignement du pays[32].

Homme petit, solide et déterminé, Isser Harel avait été influencé par le mouvement révolutionnaire bolchevique et son recours au sabotage, à la guerre de harcèlement et à l'assassinat, mais il abhorrait le communisme. Sous sa direction, en recourant à l'espionnage politique, le Shin Bet maintenait sous constante surveillance les opposants politiques de Ben Gourion, les partis socialistes d'extrême gauche, le parti communiste, ainsi que le parti d'extrême droite, le Herut, formé par des anciens de l'Irgoun et du Lehi[33].

Simultanément, Ben Gourion et son ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett, étaient à couteaux tirés sur la politique qu'il convenait d'adopter envers les Arabes. Sharett fut le plus éminent des premiers dirigeants du pays à estimer que la diplomatie restait le meilleur moyen d'aboutir à la paix dans la région et, ainsi, d'assurer la sécurité du pays. Avant même l'indépendance, il avait tenté de secrètes ouvertures en direction du roi Abdallah de Jordanie et du Premier ministre libanais, Riad el-Solh, qui jouerait un rôle déterminant dans la formation de la coalition des envahisseurs arabes, et qui avait déjà exercé une forte influence sur les milices palestiniennes qui infligèrent de lourdes pertes au Yichouv, l'organe antérieur à l'État juif. Malgré la rhétorique virulente d'El-Solh et ses actions hostiles envers Israël, ce dernier rencontra Eliyahu Sasson, l'un des adjoints de Sharett, dans le plus grand secret et à plusieurs reprises, à Paris, à la fin 1948, pour discuter d'un accord de paix. « Si nous voulons établir des contacts avec les Arabes afin de mettre un terme à la guerre », déclara Sasson quand Sharett,

enthousiasmé de ses échanges secrets, l'invita à faire son rapport au gouvernement, « nous devons entrer en contact avec ceux qui sont actuellement au pouvoir. Avec ceux qui nous ont déclaré la guerre […] et qui ont du mal à continuer cette guerre. »

À l'évidence, ces ouvertures diplomatiques n'eurent aucune efficacité et, le 12 décembre 1948, Ben Gourion ordonna aux agents du renseignement militaire d'assassiner El-Solh[34].

« Sharett était violemment opposé à cette idée », se rappelait Asher (Arthur) Ben-Natan, figure marquante du Département politique du ministère des Affaires étrangères, la branche responsable des activités sous couverture à l'étranger[35]. « Et quand notre département a été prié d'aider le renseignement militaire à exécuter cet ordre, à travers nos contacts à Beyrouth, il l'a annulé, ce qui a eu pour effet de tuer l'opération dans l'œuf. »

Cet incident, et un certain nombre d'autres affrontements entre Harel et Sharett, plongèrent Ben Gourion dans une furieuse colère. Il considérait la diplomatie comme un maigre substitut d'une armée forte et d'un renseignement énergique et, à titre personnel, il tenait Sharett pour un rival qui menaçait la position de pouvoir du Premier ministre. En décembre 1949, il retira la tutelle du Département politique au ministère des Affaires étrangères et le plaça sous son commandement direct. Plus tard, il donna un nouveau nom à ce service : l'Institut pour le renseignement et les opérations spéciales. En vérité, il était plus simplement connu sous un autre nom : « l'Institut », ou le Mossad.

Avec la création du Mossad, les services de renseignement israéliens fusionnèrent pour composer une seule entité à trois axes, qui existe encore à ce jour plus ou moins sous la même forme : l'AMAN, la branche du renseignement militaire qui fournit ses informations à Tsahal ; le Shin Bet, responsable du renseignement intérieur, du contre-terrorisme et du contre-espionnage ; et le Mossad, qui traite les activités sous couverture hors des frontières du pays[36].

Autre aspect encore plus important, c'était là une victoire pour ceux qui voyaient l'avenir de l'État hébreu davantage dépendre

d’une armée et d’une communauté du renseignement fortes que de la diplomatie. Cette victoire se matérialisa aussi dans un transfert de propriété : les anciennes maisons des Templiers à Tel Aviv, que le Département politique avait occupées, furent attribuées au Mossad. C’était également une victoire personnelle pour Isser Harel[37]. Déjà responsable du Shin Bet, il était aussi promu à la tête de l’agence, ce qui faisait de lui l’un des personnages les plus puissants et les plus secrets de l’histoire naissante d’Israël.

À partir de ce moment, la politique étrangère et de sécurité de la nation serait déterminée par la joute entre Tel Aviv – où étaient implantés le haut commandement militaire, le quartier général du renseignement et le ministère de la Défense, et où Ben Gourion passait le plus clair de son temps – et Jérusalem, où le ministère des Affaires étrangères avait son siège au milieu d’un archipel de baraquements en préfabriqué. Tel Aviv avait toujours la haute main.

Ben Gourion conserva toutes les agences sous son contrôle direct[38]. Le Mossad et le Shin Bet étaient placés sous sa responsabilité, en sa qualité de Premier ministre, et le renseignement militaire relevait de sa compétence, puisqu’il était aussi ministre de la Défense. C’était là une énorme concentration de pouvoir politique mais aussi sous couverture. Pourtant, d’entrée de jeu, cet état de fait fut officiellement caché à l’opinion israélienne. Ben Gourion proscrivit à quiconque de reconnaître, et encore moins de révéler, l’existence même de ce réseau tentaculaire d’institutions étatiques. En fait, jusque dans les années 1960, il était interdit de mentionner les noms du Shin Bet et du Mossad en public. Leur existence ne pouvait faire l’objet d’aucune reconnaissance officielle, et Ben Gourion empêcha la formulation d’un quelconque fondement juridique aux opérations de ces mêmes agences. Aucune loi n’en définissait les objectifs, les rôles, les missions, les pouvoirs, les budgets ou les relations entre elles.

En d’autres termes, le renseignement israélien se déploya d’emblée dans un royaume de l’ombre, à la fois contigu et distinct des institutions démocratiques du pays. Les activités de la communauté du renseignement, placées en quasi-totalité (Shin Bet et Mossad) sous le commandement direct du Premier ministre,

s'exerçaient sans aucune supervision effective du parlement, la Knesset, ou d'aucune autre entité extérieure indépendante.

Dans ce royaume de l'ombre, on invoquait la « sécurité d'État » pour justifier un grand nombre d'actions et d'opérations qui, dans le monde visible, auraient exposé les protagonistes à des poursuites pénales et à de longues peines de prison : surveillance permanente de citoyens en raison de leur appartenance ethnique ou de leurs affiliations politiques ; méthodes d'interrogatoire incluant détention prolongée sans autorisation judiciaire et torture, fausses dépositions devant les tribunaux ainsi que dissimulation de la vérité aux avocats et aux juges.

Le meurtre ciblé en constituait l'exemple le plus notable. Le droit israélien exclut la peine capitale, mais Ben Gourion contourna cet obstacle en se dotant de l'autorité d'ordonner des exécutions extrajudiciaires.

Ce qui justifiait le maintien d'un tel royaume de l'ombre tenait à un impératif : seul un complet secret pouvait éviter de conduire à des situations susceptibles de menacer l'existence même d'Israël. L'État hébreu avait hérité du Mandat britannique un système juridique intégrant des mesures d'état d'urgence permettant de faire respecter l'ordre et de réprimer les rébellions. Parmi ces mesures figurait l'obligation pour l'ensemble de la presse écrite et des organes de radiodiffusion de soumettre tout article ou reportage sur les activités du renseignement et de l'armée à un censeur militaire, qui opposait son veto à l'essentiel de ces contenus. Au moment où j'écris ces lignes, cette décision de l'état d'urgence n'a jamais été abrogée. Mais pour amadouer des médias toujours demandeurs, Ben Gourion eut l'habileté d'instaurer un Comité des éditeurs composé des rédacteurs en chef des organes d'information, en presse écrite et radio. De temps à autre, il se présentait en personne devant ce comité, ou envoyait quelqu'un le représenter, afin de partager avec ses membres quelques bribes d'informations confidentielles tout en leur expliquant pourquoi ces quelques miettes ne pourraient jamais être rendues publiques, en aucune circonstance. Les rédacteurs en chef étaient aux anges puisqu'ils avaient obtenu un droit d'entrée dans ce royaume crépusculaire. En signe de gratitude, ils

s'imposaient l'autocensure, à un degré qui allait très au-delà même de ce qu'imposait leur véritable censeur.

En juillet 1952, le vernissage d'une exposition de tableaux de Charles Duval, artiste franco-allemand, avait lieu au Musée national du Caire. Duval, grand jeune homme, une éternelle cigarette pendue aux lèvres, avait quitté Paris pour s'installer au Caire deux ans auparavant, en annonçant qu'il était « tombé amoureux de la terre du Nil ». La presse du Caire publia un certain nombre d'articles flagorneurs sur le personnage et son œuvre, fortement influencée par Picasso, osaient affirmer les critiques, et il ne tarda pas à devenir un pilier de la haute société cairote. D'ailleurs, le ministre égyptien de la Culture assista au vernissage de l'exposition de Duval et acheta même deux tableaux qu'il laissa en dépôt au musée, où ils resteraient accrochés pendant vingt-trois ans.

Cinq mois plus tard, à la clôture de son exposition, Duval signala que sa mère était tombée malade et qu'il devait rentrer précipitamment à Paris pour s'occuper d'elle. Après son retour en France, il envoya quelques lettres à ses vieux amis en Égypte, et personne n'entendit plus jamais parler de lui.

De son vrai nom, Duval s'appelait Shlomo Cohen-Abarbanel, et c'était un espion israélien[39]. C'était le plus jeune des quatre fils d'un éminent rabbin de Hambourg, en Allemagne. À l'hiver 1933, alors que les nazis accédaient au pouvoir et se mettaient à appliquer les premières lois raciales, la famille s'enfuit en France, puis en Palestine. Quatorze ans plus tard, en 1947, Cohen-Abarbanel, dont les aptitudes artistiques étaient perceptibles dès son plus jeune âge, revint à Paris étudier la peinture : il avait alors vingt-sept ans. Peu de temps après, des agents de renseignement de la Haganah, ayant entendu parler de ses talents, le recrutèrent pour qu'il confectionne des faux passeports et autres pièces d'identité dont se serviraient des Juifs d'Europe et d'Afrique du Nord qu'on faisait entrer clandestinement en Palestine, en violation des lois britanniques sur l'immigration. Ce fut le début d'une longue carrière dans l'espionnage. Se présentant comme un artiste bohème, Shlomo Cohen-Abarbanel dirigeait un réseau d'agents en Égypte et en recrutait d'autres dans tout le monde arabe. Il collectait des

informations sur les criminels de guerre nazis réfugiés au Moyen-Orient et informa ses supérieurs sur les premières tentatives de spécialistes allemands des fusées cherchant à vendre leurs services aux armées arabes. En 1952, à son retour en Israël, il poussa ses supérieurs du Mossad, la toute nouvelle agence de renseignement, à investir davantage de ressources dans la chasse et l'élimination des nazis.

Peu après en avoir pris le commandement, Isser Harel demanda à Shlomo Cohen-Abarbanel de concevoir un emblème officiel pour l'agence. L'artiste s'enferma dans sa chambre et en ressortit avec un dessin, qu'il avait exécuté à main levée. Il y avait en son centre une menorah (chandelier) à sept branches, le luminaire sacré qui se dressait dans le temple de Jérusalem détruit par les Romains en l'an 70 de notre ère. Le sceau comportait aussi une légende – le verset 6 du chapitre 24 du livre des Proverbes, écrit, selon la tradition juive, par le roi Salomon en personne : « Par la ruse tu fais la guerre. » Cette devise fut plus tard remplacée par un autre verset des Proverbes (chapitre 11, verset 14), ainsi libellé : « Quand la prudence fait défaut le peuple tombe, le salut est dans le grand nombre des conseillers. » La pensée de Cohen-Abarbanel n'aurait pu être plus claire : en usant de stratagèmes secrets, le Mossad serait le bouclier suprême de la nouvelle communauté juive, en veillant à ce que les Juifs ne soient plus jamais déshonorés, que plus jamais la Judée ne tombe.

La charte du Mossad, rédigée par Harel, était tout à la fois large et ambitieuse. D'après ses ordres de mission officiels, l'organisation se donnait pour objectif « la collecte secrète d'informations (stratégiques, politiques, opérationnelles) hors des frontières du pays ; la conduite d'opérations spéciales à l'extérieur des frontières ; contrecarrer le développement et l'acquisition d'armes non conventionnelles par des États hostiles ; prévenir les attaques terroristes contre des cibles israéliennes et juives hors d'Israël ; développer et maintenir des liens en matière politique et de renseignement avec des pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Israël ; amener en Israël les Juifs des pays qui refusent de les autoriser à partir, et créer des structures pour la défense des Juifs restés dans ces pays-là ». En d'autres termes,

l’organisation était chargée non seulement de protéger la nation et ses citoyens, mais aussi de se poster en sentinelle de la communauté juive mondiale.

À peine nés, les services de renseignement devaient apporter une réponse à une série de défis auxquels l’exposait la couronne de vingt et une nations arabes hostiles qui encerclaient la nouvelle nation de toute part et menaçaient de la détruire. Au sommet de la hiérarchie de la défense, certains croyaient que le meilleur moyen de surmonter ces défis serait de recourir à des opérations spéciales ciblées, loin derrière les lignes ennemies.

À cette fin, l’AMAN mit sur pied une unité nommée Intelligence Service 13 (chiffre qui, dans la tradition juive, est considéré comme porte-bonheur)[40]. En 1951, Avraham Dar, devenu l’un de ses officiers de premier plan, se rendit en Égypte pour y organiser un réseau d’agents issus des milieux d’activistes sionistes locaux. Sous divers prétextes, ces recrues partaient en voyage en Europe, puis en Israël, afin de s’y entraîner à l’espionnage et au sabotage. Définissant l’objectif de ce réseau, Avraham Dar expliquait que « le problème central qui rendait l’Égypte si hostile envers Israël tenait à la manière dont le roi Farouk dirigeait son gouvernement. Si nous pouvions nous débarrasser de cet obstacle, nombre de problèmes seraient résolus. Autrement dit… », et ici, Dar s’inspira d’un proverbe espagnol, « … mort le chien, morte est la rage[41] ».

Il s’avéra inutile de se débarrasser du « chien » – peu de temps après, Farouk fut renversé par un coup d’État. Et l’hypothèse de l’AMAN qui voulait que les choses iraient mieux après son départ se révéla totalement infondée. Toutefois, l’idée de pouvoir employer ce réseau égyptien déjà en place pour changer le cours de l’histoire dans la région était trop tentante pour que les dirigeants israéliens y renoncent. Le renseignement militaire décida d’utiliser les agents implantés localement contre le Mouvement des officiers libres, qui venait de chasser Farouk du pouvoir, « en s’efforçant de saper la confiance occidentale dans le régime [égyptien], en alimentant un climat d’insécurité publique et en provoquant des manifestations, des arrestations et des actions de représailles, le rôle d’Israël

demeurant invisible[42] ». Pourtant, l'ensemble de cette initiative se termina par une catastrophe.

Malgré un entraînement intensif, les recrues de l'AMAN se conduisirent en amateurs dénués de rigueur, et toutes leurs opérations de sabotage échouèrent[43]. Par la suite, onze agents furent démasqués par les autorités égyptiennes. Certains furent exécutés au terme de procès expéditifs, et l'un d'eux mit fin à ses jours après avoir subi d'horribles tortures. Les plus chanceux furent condamnés à de longues peines de prison et aux travaux forcés.

Le tollé qui s'ensuivit fit éclater une querelle politique majeure qui continua de faire rage dans le pays durant de nombreuses années, concernant l'approbation que l'AMAN avait reçue de la part des hautes sphères politiques pour ces opérations manquées.

Israël en tira surtout une leçon capitale : il ne fallait jamais recruter de Juifs autochtones dans des pays « cibles » hostiles. Leur capture les mènerait presque à coup sûr à la mort et se répercuterait dans toute la communauté juive. Bien qu'il fût tentant d'utiliser des individus qui, déjà présents sur le terrain, ne seraient pas tenus de s'inventer une couverture, la nation n'eut presque plus jamais recours à ce type de ressource.

Toutefois, l'État hébreu ne se départit pas de l'intime conviction que ces opérations spéciales derrière les lignes ennemies pouvaient lui permettre d'agir avec audace et de changer le cours de l'histoire, et il en fit le ciment du principe fondamental de sa doctrine de sécurité. En fait, cette philosophie selon laquelle les opérations spéciales prenant l'ennemi à revers devraient constituer au moins l'une des méthodes d'action centrales de la défense nationale occuperait une place prédominante au sein de la classe la politique et de la hiérarchie du renseignement, jusqu'à nos jours.

Et tandis que nombre de nations établies de longue date maintenaient une séparation entre les agences de renseignement qui recueillaient des informations et les unités opérationnelles qui utilisaient cette information pour accomplir des missions clandestines, d'emblée, les forces spéciales d'Israël firent partie intégrante de ses agences de renseignement. En Amérique, par exemple, les unités d'opérations spéciales Delta Force et SEAL

Team Six sont des composantes du Commandement unifié des opérations spéciales, mais ni de la CIA ni du renseignement militaire. En Israël, en revanche, les unités d'opérations spéciales sont placées sous le contrôle direct des agences de renseignement, le Mossad et l'AMAN.

Le but était de pouvoir en permanence transposer la collecte de renseignement au plan opérationnel. Alors qu'à l'époque d'autres nations recueillaient aussi du renseignement en temps de paix, elles ne le faisaient que pour se tenir prêtes au cas où une guerre éclaterait, ou pour autoriser, de manière ponctuelle, une attaque des opérations spéciales. Pour sa part, Israël utilisait constamment son réseau de renseignement pour monter des attaques des opérations spéciales derrière les lignes ennemies, dans l'espoir de s'éviter une guerre ouverte.

Concevoir un emblème, une charte et une philosophie militaire était une chose. La mise en œuvre, ainsi que Harel ne tarda pas à le comprendre, en était une autre, en particulier s'agissant d'actions offensives.

La première opération d'envergure du Mossad se termina mal. En novembre 1954, un capitaine de la marine israélienne, Alexander Yisraeli, un coureur de jupons doublé d'un escroc criblé de dettes, sortit clandestinement du pays avec un faux passeport et tenta de vendre des documents ultra-secrets à l'ambassade égyptienne à Rome. Un agent du Mossad travaillant dans cette ambassade renseigna ses supérieurs à Tel Aviv, qui élaborèrent aussitôt un plan afin d'enlever Yisraeli et de le renvoyer en Israël, où on le jugerait pour trahison.

Aux yeux de Harel, c'était là un test crucial, tant concernant la sécurité de la nation que sa carrière. Au cours de ces années d'apprentissage, les chefs de toutes les agences cherchaient à asseoir leur prestige et leur pouvoir, et un échec de taille risquait de se révéler fatal pour leur carrière. Il rassembla une équipe de pointe d'agents du Mossad et du Shin Bet pour qu'ils aillent enlever Yisraeli sur le territoire européen. Il confia l'opération à son petit-cousin, Rafi Eitan qui, encore adolescent, avait assassiné deux Templiers allemands.

Eitan affirme que « certains proposaient de trouver Yisraeli et de le supprimer aussi vite que possible. Harel mit son veto immédiatement. “Nous, nous n’assassinons pas de Juifs”, décréta-t-il, et il précisa que leur intervention devrait se limiter à un enlèvement[44] ». Il clarifia personnellement sa position : « Il ne m’est jamais venu à l’esprit d’ordonner de tuer l’un des nôtres. Je voulais qu’on le ramène en Israël et qu’on le juge pour trahison[45]. »

C’est un point important. Il existe dans le judaïsme une tradition de responsabilité mutuelle et un lien profond entre tous les Juifs, comme s’ils formaient une seule grande famille. Ces valeurs sont perçues comme la trame qui a préservé l’existence de ce peuple en tant que nation, tout au long de ses deux mille années d’exil, et il n’est donc pas tolérable qu’un Juif fasse du mal à un autre Juif. À l’époque de l’activisme clandestin, en Palestine, quand il était en fait impossible d’organiser des procès, éliminer les traîtres juifs était considéré comme légitime, jusqu’à un certain point, mais ce ne fut plus le cas après la fondation de l’État d’Israël. « Nous ne tuons pas de Juifs » – même ceux dont on pensait qu’ils représentaient un grave danger pour la sécurité nationale – ce précepte est devenu une loi d’airain de la communauté du renseignement israélien.

Au début, ce plan se déroula à la perfection[46]. Eitan et trois autres hommes enlevèrent Yisraeli après qu’un autre agent du Mossad, une femme, l’eut accosté à un carrefour parisien. Le captif fut conduit en lieu sûr, dans un repaire où un médecin des services lui injecta un sédatif avant de l’embarquer à bord d’un avion-cargo des forces aériennes israéliennes, pour un long vol ponctué de plusieurs escales. À chacune de ces escales, le prisonnier recevait une nouvelle injection de sédatif jusqu’à ce qu’à l’instant où l’avion se posa à Athènes, il fasse un arrêt cardiaque et meure. Appliquant les instructions de Harel, l’un des hommes d’Eitan finit par larguer le corps par la trappe arrière de l’appareil, et il disparut au fond de la mer.

L’entourage de Harel diffusa de fausses informations à la presse : Yisraeli, qui avait abandonné son épouse enceinte, avait volé de l’argent avant de partir s’installer quelque part en Amérique du

Sud[47]. Harel, très gêné que l'une de ses opérations se soit achevée par la mort d'un Juif, ordonna que tous les dossiers relatifs à cette affaire soient enfouis dans les salles fortes du Mossad. Néanmoins, ses rivaux conservèrent copie d'une partie des documents afin de s'en servir un jour contre lui le cas échéant.

Harel parvint aussi à la conclusion qu'il y avait un besoin urgent de former une unité spéciale tout particulièrement conçue pour exécuter des missions de sabotage et d'assassinat ciblé. Il se mit en quête de « combattants entraînés, endurcis et loyaux, qui n'hésiteraient pas à presser sur la détente quand ce serait nécessaire ». Il les trouva là où on n'aurait jamais songé qu'il aille les chercher : parmi les anciens de l'Irgoun et du Lehi, qu'il avait naguère âprement combattus.

Ben Gourion avait interdit d'employer d'anciens activistes clandestins d'extrême droite dans les services gouvernementaux, et nombre d'entre eux étaient au chômage, rongeant leur frein, désireux de passer à l'action. Le Shin Bet jugeait certains de ces hommes dangereux et susceptibles de fomenter des agissements clandestins contre le régime.

Harel comptait faire d'une pierre deux coups : monter son unité d'opérations spéciales, et faire entrer en action ces combattants de l'ombre hors des frontières de l'État, sous son commandement.

David Shomron, Yitzhak Shamir et ceux de leurs camarades de l'Irgoun et du Lehi jugés assez solides et assez intrépides furent conviés au domicile d'Isser Harel, au nord de Tel Aviv, et prêtèrent serment[48]. Ce fut la création du Mifratz, le « Golfe » ou la « Baie » en hébreu, la première équipe action du Mossad.

3.

Le bureau chargé des rencontres avec Dieu

La guerre d’indépendance prit officiellement fin avec les accords d’armistice de 1949. Dans les faits, les combats ne cessèrent jamais. Au début des années 1950, le pays était constamment infiltré par des attaquants des régions de Palestine restées entre les mains arabes après la guerre, en l’occurrence la bande de Gaza au sud, administrée par l’Égypte, et la Cisjordanie à l’est, annexée par la Jordanie. L’Armée de défense d’Israël (Tsahal) estimait qu’en 1952, seize mille infiltrations avaient eu lieu (soit onze mille à partir de la Jordanie et le reste depuis l’Égypte). Certains de ces infiltrés étaient des réfugiés qui avaient fui pendant la guerre d’indépendance, de façon volontaire ou forcée, et qui tentaient de rentrer dans leurs villages afin de récupérer le reste de leurs biens[1]. Mais beaucoup d’autres étaient des militants qui avaient pour objectif de tuer des Juifs et de semer la terreur. Ils s’étaient choisi un nom : *fedayin*, « ceux qui se sacrifient ».

Les Égyptiens, qui avaient pourtant signé l’armistice, se rendirent vite compte que les fedayins pouvaient mener pour leur compte une guerre par procuration. Avec un entraînement et un encadrement adaptés, ces militants palestiniens seraient en position de causer d’importants ravages en territoire israélien tout en fournissant à l’Égypte la couverture d’un démenti plausible.

Un jeune capitaine du renseignement militaire, Moustapha Hafez, fut chargé d’organiser les fedayins[2]. Dès l’été 1953, Hafez (en

collaboration avec Salah Moustapha, l'attaché militaire égyptien à Amman) entreprit de recruter et d'entraîner des commandos qu'ils enverraient dans le sud du territoire israélien. Pendant des années, ces commandos, six cents fedayins au total, s'infiltrèrent à la frontière en partant de Gaza, détruisant tout ce qu'ils pouvaient. Ils firent sauter des canalisations d'eau, incendièrent des cultures, dynamitèrent des voies ferrées, minèrent des routes ; ils assassinèrent des fermiers dans leurs champs et des élèves des yeshivas en pleine classe – au total, un millier de civils, entre 1951 et 1955[3]. Ils semèrent la panique et la terreur au point que les Israéliens évitaient de rouler de nuit sur les routes principales du Sud.

Ces actions de commando par procuration furent considérées comme un immense succès. Les Israéliens ne pouvaient en imputer directement la responsabilité à l'Égypte ou à la Jordanie. Ils préférèrent réagir en recrutant leurs propres combattants, en transformant des Arabes en informateurs, et en recueillant des renseignements sur des cibles fedayins avant de les assassiner. La plupart de ces missions étaient assignées à une équipe de renseignement des forces de défense, l'Unité 504.

Certains des hommes de cette Unité 504 avaient grandi dans des quartiers de Palestine, et s'étaient donc imprégnés de la langue et des coutumes locales. L'unité était sous le commandement de Rehavia Vardi. Polonais de naissance, il avait servi en qualité d'officier supérieur du renseignement au sein de la Haganah, et était réputé pour son esprit acéré ainsi que ses déclarations à l'emporte-pièce. « On peut recruter n'importe quel Arabe, affirmait-il, en se basant sur les règle des trois C : les compliments, le cash ou le cul[4]. » Que ce soit en se servant de ces trois C ou d'autres moyens, Vardi et ses hommes recrutèrent quatre à cinq cents agents qui transmirent de précieuses informations durant la période comprise entre 1948 et 1956. À leur tour, ces recrues fournirent à l'Unité 504 des informations sur un certain nombre de coordinateurs des fedayins au niveau supérieur. Plusieurs d'entre eux furent identifiés, localisés et ciblés, et dans dix à quinze de ces cas, les Israéliens

persuadèrent leurs agents arabes de placer une bombe à proximité de cette cible[5].

C'est alors qu'ils faisaient appel à l'Unité 188. À ce moment-là, ils avaient besoin des services de Natan Rotberg.

« Tout cela était très, très secret, se souvenait Rotberg[6]. Nous n'étions pas autorisés à mentionner les noms des unités ; nous avions interdiction de mentionner à quiconque les endroits où nous allions, les lieux de notre affectation ou, cela va sans dire, ce que nous faisions. »

Kibboutznik bon vivant au cou de taureau et à la moustache broussailleuse, Rotberg faisait partie d'un petit groupe, quelques centaines d'hommes seulement, qui prirent part à la formation de la troïka d'origine de l'AMAN, du Shin Bet et du Mossad. En 1951, quand Rotberg fut affecté à une unité de commando de marine, baptisée Shayetet 13 (Flottille 13), le renseignement israélien installa au nord de Tel Aviv une base secrète pour y enseigner les opérations « spéciales de démolition » et la fabrication de bombes sophistiquées. Rotberg, officier de la Flottille 13 chargé des explosifs, fut nommé à sa tête.

Il fit installer un bac à l'intérieur duquel il mélangea du TNT, du tétranitrate de pentaérythritol (PETN) et d'autres composants chimiques afin de confectionner un mélange meurtrier. Pourtant, si ses mixtures étaient conçues pour tuer, il affirmait n'avoir jamais agi le cœur plein de haine. « Il faut savoir pardonner, m'a-t-il confié. Il faut savoir pardonner à l'ennemi. En revanche, nous n'avons pas le pouvoir d'accorder le pardon à des personnages comme Ben Laden. Dieu seul le peut. Et notre métier consiste à faire en sorte que Dieu et ces personnages se rencontrent. Dans mon laboratoire, j'ai ouvert un bureau d'entremetteurs chargés d'organiser de telles rencontres. J'en ai orchestré plus de trente. »

Quand Rehavia Vardi et ses hommes avaient identifié une cible, ils allaient se procurer la bombe chez Rotberg. « Au début, nous opérions avec des paniers en osier à double fond, rappelait ce dernier. Je tapissais le compartiment du bas avec du papier sulfurisé et j'y versais directement le mélange contenu dans le bac. Ensuite,

nous placions un couvercle au-dessus duquel nous remplissions le panier de fruits et de légumes. Pour le mécanisme [de mise à feu], nous nous servions de crayons dans lesquels nous insérions des ampoules remplies d'un acide qui rongeait le couvercle, pour finalement atteindre le détonateur, l'activer et déclencher la charge. Le problème de l'acide, c'était que les conditions météo affectaient le temps qu'il mettait à ronger tout [le couvercle], ce qui donnait un minutage aléatoire. Une bombe dans la bande de Gaza éclatait après un laps de temps différent de celui d'une bombe en Cisjordanie, où il fait généralement plus froid. Ensuite, nous avons opté pour des minuteries, avec un résultat bien plus cohérent. »

Toutefois, les bombes de Rotberg ne suffirent guère à résoudre le problème des fedayins. Selon plusieurs sources, ces explosifs ne permirent d'éliminer que sept cibles entre l'été 1951 et l'été 1953, non sans tuer six civils au passage.

Les attentats continuèrent sans relâche, terrorisant des civils israéliens, humiliant l'Armée de défense d'Israël. Malgré tout leur savoir-faire dans le recrutement des agents, Vardi et ses hommes ne réussissaient qu'à glaner des informations parcellaires sur l'identité des officiers traitants de ces fedayins, et même quand l'unité parvenait à identifier des proies bien précises, Tsahal était incapable de les trouver ou de les tuer. « Nous avions nos limites, admet Yigal Simon, un ancien de l'Unité 504, qui en assura plus tard le commandement[7]. Nous ne disposions pas toujours de bons renseignements, nous ne pouvions envoyer nos agents partout et, au sein de Tsahal, on ne nous appréciait pas vraiment. Pour le haut commandement, il était important de montrer publiquement que l'Armée de défense d'Israël, composée d'intervenants juifs, était capable de mener à bien ces actions. »

Et, en effet, des unités régulières des forces armées tentèrent à maintes occasions de pénétrer dans la bande de Gaza, au Sinaï et en Jordanie pour s'y livrer à des représailles, mais elles échouèrent à plusieurs reprises. En conséquence, le Premier ministre David Ben Gourion décida de développer les capacités qui faisaient défaut à Tsahal. Lors d'une réunion secrète, le 11 juin 1953, le Conseil des ministres approuva sa recommandation d'« autoriser le ministre de

la Défense » – Ben Gourion lui-même – « à valider […] des actions de représailles contre les attentats et les meurtres [commis par] des individus s'infiltrant depuis l'arrière des lignes de cessez-le-feu tracées par l'armistice israélo-jordanien[8] ».

Peu de temps après, Ben Gourion usa de l'autorité qui lui était conférée pour agir. Après l'assassinat de deux gardes d'Even Sapir, une colonie de peuplement proche de Jérusalem, survenu le 25 mai 1953, il ordonna la formation d'un détachement secret temporaire en vue de supprimer un terroriste notoire, un dénommé Moustapha Samweli, qui avait ourdi le meurtre des deux gardes.

À présent, Ben Gourion avait besoin du chef adéquat pour diriger cette unité.

À l'été 1953, Ariel Scheinerman, plus connu sous le nom d'Ariel Sharon, était un jeune étudiant de vingt-cinq ans qui possédait déjà une vaste expérience du combat. Dès l'époque où il avait pris la tête de son groupe d'un mouvement de jeunesse, le Gadna, et démontré son courage durant la guerre d'indépendance (1948-1949) au cours de laquelle il fut grièvement blessé, il avait imposé sa stature de chef. Arik, ainsi qu'on le surnommait aussi, était un personnage charismatique et autoritaire, un guerrier au sommet de sa condition physique, et quand l'état-major de Tsahal le recruta pour éliminer Samweli, il n'hésita pas. « Mon père a immédiatement répondu par l'affirmative, écrivait Gilad, son fils, dans sa biographie de Sharon. Avec sept ou huit hommes solides, des amis qui avaient combattu avec lui pendant la guerre et après, et avec le bon équipement, il était convaincu d'y arriver[9]. »

Dans la nuit du 12 au 13 juillet, le jeune Sharon et une escouade composée de réservistes réussirent à s'introduire dans le village de Samweli, en Cisjordanie, et firent sauter sa maison. Mais les renseignements qu'on leur avait fournis étaient erronés, et Samweli n'était pas à son domicile. Le groupe fut pris dans un échange de coups de feu, il put se dégager, mais il s'en fallut d'un cheveu.

Le haut commandement considéra l'opération comme un succès : pénétration profonde en territoire ennemi, démonstration de son aptitude à atteindre une cible, et retour à la base sans pertes. En

revanche, Sharon en revint épuisé et totalement insatisfait. Il en conclut que de telles opérations devaient être menées par des professionnels, sans rapport aucun avec le groupe hétéroclite de camarades dont il avait pris la tête cette nuit-là. Il argumenta auprès de ses supérieurs sur la nécessité de créer une unité de commando d'élite. Le 10 août, l'Unité 101 fut constituée[10].

« Cette unité a été montée pour mener des opérations derrière la frontière, des missions non conventionnelles qui requéraient un entraînement spécial et des performances de haut niveau », selon le code de « 101 – Procédures opérationnelles » rédigé par Sharon lui-même[11].

Sharon eut carte blanche pour sélectionner ses hommes, des réservistes réincorporés dans l'armée ainsi que des soldats des troupes régulières. Il voulait leur imposer un programme d'entraînement éprouvant, d'une durée d'un an. Ses combattants apprirent à manier les explosifs, à se repérer sur de longues distances, et à tirer correctement, avec précision, en mouvement, en terrain montagneux, des exercices censés à la fois développer leur dextérité et leur insuffler fierté et confiance en eux.

Le jeune chef veillait à ce que ses hommes se distinguent des troupes régulières de Tsahal, en les armant d'un type d'arme de poing différent du fusil tchécoslovaque à culasse mobile – un modèle obsolète en dotation à cette époque. À la place, ils reçurent des mitraillettes Carl Gustav, et furent aussi les premiers à essayer le nouvel Uzi de fabrication israélienne, encore confidentiel[12].

Sharon assouplit aussi les règles vestimentaires et de conduite. Sur leur base secrète des montagnes de Jérusalem, les hommes de l'Unité 101 travaillaient souvent en tenue entièrement civile. Pour Sharon, les signes extérieurs d'ordre militaire étaient d'un intérêt secondaire. Le plus important, c'était que ses hommes se croient uniques, les meilleurs, et qu'ils se fient à leur commandant : les briefings opérationnels qu'il organisait étaient précis et sans équivoque, et il montait au combat en tête de son bataillon, souvent à la place la plus exposée, incarnant la devise bien connue des commandants de Tsahal : « Suivez-moi ! »

Sharon était habité d’une volonté de partir en opérations, sans limite et sans restriction, et il avait saisi que s’il lui fallait attendre des renseignements précis de l’AMAN avant d’exécuter un assassinat ciblé, il risquait de ne jamais rien entreprendre.

En conséquence, Sharon et Moshe Dayan, le chef d’état-major à l’époque, changèrent de tactique en renonçant à la précision chirurgicale, lui préférant une méthode plus primaire. Au lieu de tuer les principaux terroristes palestiniens, ils vengeraient les tueries d’Israéliens en attaquant et en terrorisant les villages arabes d’où les terroristes étaient partis pour attenter à la sécurité des Juifs, ainsi que leurs campements militaires et leurs postes de police.

« Nous ne pouvons empêcher le meurtre d’ouvriers agricoles dans les vergers et de familles dans leur lit, déclara Moshe Dayan lors d’une conférence en 1955, mais nous avons la capacité de faire payer notre sang au prix fort. »

Assoiffé d’action, Sharon élabora les plans d’une série de raids punitifs contre des cibles arabes militaires et civiles, puis fit pression auprès de ses supérieurs pour qu’ils les approuvent[13]. La question demeure de savoir quelle part de ces raids relevait de représailles, et quelle autre de provocations. Sharon aimait citer le fameux précepte de Dayan : « En temps de paix, nous ne déclenchons pas de batailles. » Uzi Eilam, qui occupait le poste d’officier de renseignement de Sharon, laisse entendre que ce n’était pas une règle d’airain. « Il y eut bien des cas où, sur les instances d’Arik, nous sommes allés provoquer l’ennemi et le pousser à la guerre, derrière la frontière. Sur l’histoire complète des représailles lancées par Tsahal, si on se livre à une véritable analyse pour savoir “qui a commencé”, nous n’en sortirions pas blancs comme neige. »

Sur le moment, au fur et à mesure de son déroulement, la tactique de Sharon présentait apparemment un inconvénient. À l’automne 1953, des fedayins mirent à mort une jeune femme et ses deux enfants, à Yehud, dans la banlieue sud-est de Tel Aviv, des morts brutales qui choquèrent l’opinion israélienne. Le gouvernement jura de lancer des représailles[14]. Il partait de l’hypothèse que les militants arabes utilisaient les villages de Cisjordanie proches de la frontière comme de bases pour attaquer Israël. Sharon choisit pour cible l’un

de ces villages : Qibya, qui avait pu ou non être impliqué dans les meurtres de Yehud.

Le 15 octobre, avant l'aube, Sharon prit la tête d'une force de 130 hommes composée de l'Unité 101 et d'autres groupes, transportant plus de 750 kilos d'explosifs, qui investit Qibya. En quelques heures, le village fut détruit. « Dans l'opération de Qibya, témoigna plus tard l'un de ses lieutenants, nous avons fait sauter quarante-trois maisons[15]. L'armée était équipée de petites lampes torches, des vestiges de l'armée anglaise, on arrivait parfois à peine à y voir avec ces trucs. Nous sommes entrés avec un mégaphone, en braquant nos lampes et en vociférant : "S'il y a quelqu'un ici, vous sortez, parce qu'on va tout faire sauter." Certains se sont levés et sont sortis. Ensuite, on a disposé nos explosifs et on a soufflé la baraque. À notre retour, nous avons signalé onze [Arabes] tués. Ce n'était pas qu'on mentait ; c'était juste qu'on n'en savait rien. »

Le bilan était six fois supérieur[16]. Il y eut au moins soixante-neuf victimes, pour la plupart des femmes et des enfants. Le monde fut horrifié, y compris nombre de communautés israéliennes et juives d'un bout à l'autre de la planète. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamna le raid, tout comme le Département d'État américain qui annonça qu'il avait déjà suspendu son aide à la jeune nation pour violation des accords d'armistice de 1949.

Dans son explication officielle, Israël attribua ce massacre à des civils juifs incontrôlés. « Toutes les unités de Tsahal étaient dans leurs bases » la nuit du raid, affirma Ben Gourion dans une déclaration publique. Abba Eban, ambassadeur de l'État hébreu à l'ONU, répéta ce mensonge du Premier ministre lors d'une session du Conseil de sécurité.

En privé, Ben Gourion assura Sharon de son entier soutien, car, malgré l'indignation mondiale, l'Unité 101 remontait le moral d'une armée exténuée par de continuelles opérations défensives. L'unité représentait le dévouement, l'audace, la prouesse physique et la résistance mentale, des idéaux auxquels aspirait chaque bataillon de Tsahal. Ainsi que Sharon le déclara plus tard, l'Unité 101 « a prouvé en un bref laps de temps qu'aucune mission n'était hors de sa portée », et que ces interventions contribuaient à sécuriser les

frontières[17]. Cette affirmation est sujette à discussion – de graves questions restent posées, quant à savoir si les raids de ces commandos parvinrent vraiment à endiguer les attaques d'infiltrés, et si certains de ces raids réussirent même à atteindre leurs objectifs immédiats –, mais les soldats israéliens avaient envie d'y croire.

Et cela suffit. Début 1954, cinq mois seulement après la formation de l'Unité 101, Moshe Dayan fusionna ses effectifs avec le 890e Bataillon parachutiste et en nomma Sharon commandant[18]. Dayan estimait que c'était devenu un modèle, d'entraînement, de discipline, de dévouement et de compétence, que Sharon pourrait reproduire avec les parachutistes, et ensuite avec toute l'armée.

L'activité du principal intéressé chez les parachutistes fut plus limitée, parce qu'il n'y commandait plus une formation indépendante, mais aussi en raison de changements survenus au sein du haut commandement. Ben Gourion, qui avait démissionné, avait été remplacé par une colombe, Moshe Sharett, qui, en règle générale, s'abstenait de donner son aval à des opérations de représailles.

Ces décisions que Sharett n'approuvait pas, les hommes de Sharon en assumaient seuls la responsabilité. La sœur du combattant le plus réputé de l'Unité 101, Meir Har-Zion, fut sauvagement assassinée par des Bédouins alors qu'elle était partie en randonnée de l'autre côté de la frontière jordanienne, ce qui était interdit. Avec l'encouragement moral et l'assistance logistique de Sharon, Har-Zion et deux de ses camarades se rendirent sur les lieux et tuèrent quatre bergers bédouins, à titre de vengeance. Sharett exigea qu'ils soient traduits en cour martiale, mais Dayan et Sharon, avec le soutien de Ben Gourion, contrecarrèrent ses instructions.

Dans son journal, en date du 11 janvier 1955, Sharett écrivit : « Je m'interroge sur la nature et le destin de cette nation, capable d'une si belle sensibilité spirituelle, d'un amour si profond de l'humanité, d'une telle aspiration à la beauté et au sublime, tout en produisant dans les rangs de sa jeunesse des garçons qui sont capables d'assassiner des gens, la conscience claire et de sang-froid, en plongeant leur poignard dans la chair de jeunes Bédouins sans

défense. Laquelle de ces deux âmes, qui émaillent les pages de la Bible, dominera sa rivale au sein de cette nation[19] ? »

Pendant ce temps, Moustapha Hafez était toujours en vie. Le capitaine du renseignement égyptien et son collègue de Jordanie, Salah Moustapha, continuaient de diriger des commandos d'infiltrés palestiniens, et ces infiltrés semaient encore la dévastation en Israël.

Le 17 mars 1954, un groupe de douze terroristes arabes tendit une embuscade à un autobus transportant des civils d'Eilat à Tel Aviv, dans le défilé du Scorpion, une portion de route sinueuse en plein désert du Néguev. Ils abattirent onze passagers en ouvrant le feu à bout portant. Un garçon de neuf ans, Haïm Furstenberg, se cacha sous un siège, se leva après qu'ils furent descendus du bus et demanda : « Ils sont partis ? » Les terroristes l'entendirent, remontèrent dans l'autobus et lui logèrent une balle dans la tête. Il survécut, mais resta paralysé jusqu'à sa mort, trente-deux ans plus tard. Les Arabes mutilèrent les cadavres des victimes et leur crachèrent dessus. Il s'avéra plus tard qu'il s'agissait de Palestiniens et de Bédouins venus de Jordanie et financés par Salah Moustapha.

De très fortes pressions s'exercèrent sur Sharett en faveur de représailles, mais il refusait de donner son aval à une opération de pure vengeance. « Agir en réaction à ce bain de sang n'aurait pour effet que de brouiller les effets de l'horreur, et nous mettrait au même niveau que les meurtriers de masse du camp d'en face », écrivit-il dans son journal.

À la place, l'Unité 504 de l'AMAN envoya un détachement de trois tueurs bédouins qui lui servaient d'agents. Ils entrèrent en Jordanie lourdement armés et lestés de deux engins explosifs confectionnés par Natan Rotberg. Ils découvrirent à quel endroit vivait l'un des terroristes, dans un village du Sud jordanien et, après avoir décidé de ne pas faire sauter sa maison, ils attendirent qu'il soit seul et l'abattirent. « Nos agents ont trouvé la carte d'identité du chauffeur de l'autobus parmi les affaires qu'il avait pillées et nous l'ont rapportée », raconte Yigal Simon, un ancien officier de la 504.

Cette opération chirurgicale fut considérée comme une réussite de l'unité, mais cela eut peu d'effet sur le contexte général. Les

assassinats ciblés, avec leurs succès limités, n’avaient pu empêcher les attaques transfrontalières, ou même les freiner de façon significative. Ces raids dissuasifs avaient suscité le courroux du monde entier mais n’avaient pas ralenti le carnage.

Au milieu des années 1950, Moustapha Hafez était en position de vainqueur[20]. Les terroristes qu’il entraînait menaient des attaques sans cesse plus meurtrières en territoire israélien, recueillant des renseignements, sabotant des installations, volant des biens et tuant des habitants. Faute d’une infrastructure à la hauteur, notamment un outil de renseignement de haut niveau, l’expérience, le savoir-faire ainsi que des forces entraînées et équipées en nombre suffisant, Israël ne pouvait répondre que par des opérations de représailles trop imprécises et des tirs d’artillerie lourde sur la bande de Gaza.

Le nom de Hafez apparaissait fréquemment dans les rapports que l’Unité 504 recevait de ses sources dans le Sud. Pourtant, le personnage restait flou, en retrait, dans l’ombre[21]. « Nous n’avons jamais pu nous procurer aucune photo de lui, expliquait Yaakov Nimrodi, qui commandait la base sud de l’unité. Mais nous savions que c’était un homme jeune, environ la trentaine, assez beau garçon et très charismatique. Nos prisonniers et nos agents parlaient de lui avec crainte et admiration. »

Moustapha Hafez et Yaakov Nimrodi, lui-même jeune officier non moins charismatique, se faisaient face à distance, dans l’un et l’autre camp du conflit israélo-arabe. « Hafez était considéré comme l’un des plus brillants esprits du renseignement égyptien, reconnaissait Nimrodi. Rares étaient nos agents qui réussissaient à lui filer entre les doigts. Nombre d’entre eux ont fini capturés et liquidés ou, après le traitement qu’il leur infligeait, devenaient agents doubles et se retournaient contre nous. Dans cette guerre mentale, seuls les meilleurs l’emportaient et survivaient. »

Au milieu d’un tel contexte d’impuissance en matière de sécurité et soumis à une forte pression de l’opinion, Sharett se sentit d’abord contraint d’accepter Ben Gourion au poste de ministre de la Défense, avant de lui restituer celui de Premier ministre en novembre 1955. Sharett se vit rétrogradé à son rang précédent de

ministre des Affaires étrangères et fut plus tard forcé de démissionner, face aux pressions du même Ben Gourion.

Le retour de ce dernier encouragea l'AMAN à planifier à nouveau des attaques plus vigoureuses contre les fedayins. L'une des idées était notamment d'éliminer Moustapha Hafez. « C'était la tête du serpent, soulignait Nimrodi, que nous devions couper. »

« Mais c'était compliqué, pour trois raisons », nuançait Avraham Dar, major de l'AMAN alors chargé de collecter des renseignements sur Hafez. « D'abord, il fallait recueillir assez d'informations sur lui et sur les endroits qu'il fréquentait ; ensuite, il fallait le capturer et le tuer ; et enfin il y avait le problème diplomatique. C'était un officier supérieur de l'armée d'un État souverain. Le frapper aurait pu être perçu comme le franchissement d'une ligne rouge dans les relations avec l'Égypte, et les détériorer. »

Des tentatives de médiation de l'ONU entre Jérusalem et Le Caire échouèrent, et les raids de Hafez continuèrent, durant toute l'année 1955 et le printemps 1956.

Le 29 avril 1956, un commando palestinien entraîné par ses soins ouvrit le feu sur des fermiers qui travaillaient dans les champs de Nahal Oz, un kibboutz à la frontière sud. Roi Rotberg, jeune sous-lieutenant de réserve de Tsahal chargé de la sécurité du kibboutz, effectua une sortie à cheval pour les repousser. Les Palestiniens le tuèrent, l'énucléèrent et traînèrent son corps dans le champ derrière la tranchée qui marquait la frontière – une manière de faire comprendre que Rotberg avait envahi une terre étrangère.

La mort du jeune Rotberg révolta tout particulièrement Moshe Dayan. Il venait de rencontrer le lieutenant la veille, au cours d'une tournée des colonies du Sud. Le lendemain, le 30 avril, il se tenait devant sa tombe encore ouverte et lisait un éloge funèbre qui, au cours des années suivantes, finit par être perçu comme l'expression fondatrice du militarisme israélien[22] :

> Hier, au petit matin, Roi a été assassiné. Le silence printanier du matin l'a aveuglé et il n'a pas vu ceux qui l'attendaient, tapis en bordure du sillon.
>
> Aujourd'hui, ne jetons pas l'opprobre sur les meurtriers. De quel droit argumenterions-nous contre la haine puissante qu'ils nous vouent ? Depuis

> huit ans, ils sont restés dans les camps de réfugiés de Gaza et, sous leurs yeux, nous avons fait une patrie de la terre et des villages où leurs ancêtres et eux-mêmes vivaient autrefois. […]
>
> Nous sommes la génération des colonies, et sans le casque d'acier, sans la gueule du canon, nous ne pourrions planter un arbre, ni construire une maison. Si nous ne creusons pas d'abris, nos enfants ne vivront pas, et sans clôtures de fil de fer barbelé et sans mitrailleuses nous ne pourrons pas tracer de routes ou pomper de l'eau. Les millions de Juifs, anéantis parce qu'ils n'avaient pas de pays, nous observent depuis les cendres de l'histoire juive et nous commandent de nous installer et de reconstruire un pays pour notre peuple.
>
> […] Nous ne devons pas nous dérober et regarder la haine qui accompagne et remplit les vies de centaines de milliers d'Arabes qui vivent autour de nous et attendent le moment où leurs mains auront la force de nous prendre notre sang. Nous ne détournerons pas les yeux, de crainte d'affaiblir nos mains. C'est le destin de notre génération[23].

En termes simples, Dayan voulait dire que les Juifs d'Israël avaient beau être arrivés en tant que colons, de retour dans leur ancienne patrie, du point de vue des Arabes ils étaient venus en envahisseurs. Dès lors, les Arabes haïssaient les Juifs, et à juste titre de leur point de vue. Tout le reste – l'aménagement du pays, l'économie, la société et la culture – devenait secondaire et devait se plier aux nécessités de la sécurité et de la survie. Dans la vision de Dayan, tel était le destin de la nation, née de milliers d'années d'histoire judaïque.

Debout devant cette tombe, alors que Dayan prononçait ces mots, Natan Rotberg, le cousin de Roi, le faiseur de bombes, était là lui aussi. Après l'enterrement, Natan promit à son oncle, Shmaryahu, de venger son fils Roi[24].

En l'occurrence, Moshe Dayan était également déterminé à venger Roi, et tous les autres Israéliens tués et terrorisés par les escouades de Hafez. Cette fois, Dayan convainquit Ben Gourion non seulement de lancer un raid de représailles contre un village palestinien, mais de lui permettre de donner ordre aux services de renseignement de tuer les deux Égyptiens qui envoyaient ces tueurs en Israël – les colonels Hafez et Salah. C'était là une escalade majeure.

Avraham Dar rédigea l'ordre d'opérations qui reçut le nom de code Eunuque (Saris). Dans la mesure de ce qui est vérifiable, de toute l'histoire de l'État, ce fut le premier ordre d'opérations pour un assassinat ciblé qui ait été d'abord rédigé, puis exécuté.

« Au vu des activités des fedayins dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, organisées par l'Égypte, écrivait Dar, il a été décidé d'agir contre leurs commanditaires, Moustapha Hafez, dans la bande de Gaza, et l'attaché militaire égyptien en Jordanie. L'objectif : l'élimination physique des deux hommes au moyen de colis piégés. » Dans le cas de Hafez, se rappelle Dar, « il était clair que ce colis piégé devait lui être remis par quelqu'un qui avait sa confiance ».

Ils trouvèrent leur homme en la personne de Mohammed al-Talalqa, un jeune Bédouin qui habitait dans la bande de Gaza et qui travaillait pour Hafez ainsi que pour l'Unité 504. Al-Talalqa et Hafez n'avaient pas conscience que l'Unité 504 savait qu'il était aussi un agent double œuvrant pour le compte des Égyptiens, et l'unité de l'AMAN décida d'exploiter cet atout et de lui remettre un objet emballé dans un colis qui lui semblerait si important qu'il le porterait immédiatement à Hafez.

Quel pourrait être cet objet ? Un livre contenant tous les chiffrages du code morse utilisé par les Israéliens, que Talalqa se verrait ordonner par l'Unité 504 de remettre à un autre agent israélien à Gaza.

Une fois encore, on fit appel aux services de Natan Rotberg. Il allait bel et bien pouvoir venger son cousin.

« Zadok [Ofir, un officier de la base sud de l'Unité 504] m'a appelé pour me parler de ce plan, m'a confié Rotberg près de cinquante ans plus tard. J'ai compris qui cela visait et j'étais très content. Je leur ai dit que s'ils étaient capables de livrer un gros livre bien épais à Hafez, je me chargerais du reste. J'ai découpé l'intérieur du volume et versé dedans trois cents grammes de ma mixture. Était-ce suffisant ? Bien sûr. Un détonateur pèse vingt grammes. S'il vous explose dans la main, vous n'avez plus de doigts. Alors trois cents grammes qui lui éclateraient à la figure, ça le tuerait, à coup sûr. L'engin se compose d'un bras métallique, d'une bille et d'un gros

ressort. Quand le livre est fermé, à l'intérieur de son emballage maintenu par des rubans, le bras est bloqué par la pression et ne bouge pas. À la minute où vous dénouez les rubans et où vous défaites le papier d'emballage, le bras se libère, propulse la bille en avant, qui perce le détonateur, qui déclenche la charge et… *badaboum*[25] ! »

Le plan et le colis piégé fonctionnèrent parfaitement. Le 11 juillet 1956, Al-Talalqa franchit la frontière, se rendit tout droit au quartier général du renseignement militaire à Gaza et, survolté, tendit le paquet à Hafez. « Quand il a sorti le livre de l'emballage, raconta un témoin de la scène devant une commission secrète d'enquête égyptienne, un morceau de papier est tombé par terre. Le colonel Moustapha Hafez s'est baissé pour le ramasser et à ce moment l'explosion s'est produite[26]. » Hafez était mortellement blessé. Certaines des personnes présentes témoignèrent que, se tordant sur le sol, il hurlait : « Vous m'avez eu, sales chiens. »

Le lendemain soir, Natan Rotberg rendit visite à son oncle, le père de Roi. Il avait mis un point d'honneur à se vêtir de son uniforme d'apparat. « Je lui ai dit : "Shmaryahu, j'ai pris soin de régler ton compte avec Moustapha Hafez", confia Rotberg. Est-ce qu'il s'est senti mieux ? Je n'en suis pas sûr, mais moi oui. J'étais content. Shmaryahu est resté silencieux. J'ai vu une larme dans son œil et il m'a remercié de l'avoir tenu informé. »

Les Égyptiens étaient trop gênés pour reconnaître publiquement cette faille dans leur dispositif de sécurité. Le lendemain du décès de Hafez, une annonce fut publiée dans le quotidien égyptien *Al-Ahram* : « Le col. Moustapha Hafez, en poste dans la bande de Gaza, a été tué lorsque son véhicule a touché une mine. […] C'était l'un des héros de la guerre en Palestine et il a combattu pour sa libération. Ses actes héroïques ont marqué l'histoire. Son nom a semé la peur et la panique en Israël. »

Le jour de l'élimination de Hafez, Salah Moustapha, l'attaché militaire égyptien à Amman, reçut au courrier un exemplaire d'*Achtung Panzer !*, le livre de Heinz Guderian, qui fut l'un des héros de la guerre des blindés de l'armée allemande et l'un des pères du concept de Blitzkrieg[27]. Avraham Dar, féru d'histoire et de stratégie

militaires, choisit ce livre parce qu’il était sûr que l’Égyptien le considérerait comme un cadeau digne de lui. Deux Mista’arvim étaient entrés dans Jérusalem-Est, alors sous domination jordanienne, et c’était de là qu’ils avaient posté le livre, pour que le timbre n’éveille aucun soupçon. Salah, qui n’avait pas encore appris l’attentat contre son homologue de Gaza, ouvrit le livre qui explosa, le blessant mortellement. Il rendit ensuite l’âme à l’hôpital.

Moshe Dayan, le chef d’état-major, comprit toute l’importance de ces deux attentats, et il organisa dans son jardin une somptueuse réception pour fêter l’élimination de Hafez et Salah. Ce fut Avraham Dar qui dressa la liste des invités.

4.

Tout le commandement suprême, d'un seul coup

Les exécutions ciblées de Hafez et Salah secouèrent le renseignement militaire égyptien, et il s'ensuivit une diminution du nombre d'incursions terroristes. Du point de vue israélien, c'était une victoire.

Ensuite, le ciel de la région s'assombrit pour une autre raison.

Le 26 juillet 1956, le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, appliquait son programme anticolonialiste et nationalisait le canal de Suez, voie de communication vitale entre la mer Méditerranée et la mer Rouge. Les gouvernements britannique et français, dont les citoyens étaient les principaux actionnaires de la société hautement rentable qui gérait cette voie navigable, étaient ulcérés. Israël, qui souhaitait retrouver l'accès au canal, y voyait aussi une occasion d'adresser un message clair à l'Égypte : Nasser paierait très cher sa volonté d'envoyer des militants attaquer dans la bande de Gaza, et ses ambitions déclarées de détruire l'État hébreu se heurteraient à des forces écrasantes.

Cette convergence d'intérêts engendra une alliance secrète entre les trois pays, et le jeune et énergique directeur général du ministère de la Défense, Shimon Peres, jouerait un rôle dans l'élaboration d'un plan de bataille audacieux. Israël envahirait la péninsule du Sinaï, fournissant ainsi un prétexte aux Français et aux Britanniques pour lancer à leur tour leur propre invasion, puisqu'une crise menaçait

Suez. La France promit de procurer à Jérusalem un parapluie aérien contre les attaques de l'armée de l'air égyptienne.

Peu avant le Jour J, l'AMAN israélienne apprit qu'une délégation comprenant le puissant chef d'état-major égyptien, le maréchal Abd al-Hakim Amer, et de nombreux autres officiers supérieurs avait quitté Le Caire par avion pour Damas. Une opportunité se présentait. D'une seule frappe précise, Israël avait la possibilité d'éliminer la quasi-totalité de la direction militaire égyptienne.

L'armée de l'air entama un entraînement intensif à l'intervention aérienne de nuit, une opération difficile étant donné les capacités technologiques disponibles à l'époque. Ben Gourion et Dayan décidèrent que l'État ferait tout son possible pour dissimuler son implication, et tenterait de faire croire que l'appareil s'était écrasé à cause d'une avarie[1].

La mission reçut un nom de code : opération Rooster (Coq).

Les Égyptiens étaient supposés effectuer le très court vol du retour de Damas au Caire à bord de deux Iliouchine Il-14. L'AMAN confia la tâche d'identifier et suivre la trajectoire du convoi aérien à son unité de renseignement électromagnétique (SIGINT)[2]. L'unité, qui opère encore aujourd'hui sous l'appellation d'Unité 8200, avait déjà engrangé un certain nombre de succès retentissants lors de la guerre de 1948-1949, après quoi l'AMAN avait investi d'importantes ressources dans le développement de l'unité qui deviendrait par la suite la plus étoffée et, selon certains, la plus importante de l'armée israélienne.

L'investissement porta ses fruits. Quelques jours avant que la délégation ne quitte Le Caire pour Damas, des techniciens du SIGINT parvinrent à identifier la fréquence de transmission que les Égyptiens étaient censés utiliser au cours du vol de retour vers Le Caire. Vingt opérateurs radio, tous âgés de moins de vingt-cinq ans et basés au quartier général à Ramat Hasharon, au nord de Tel Aviv, assuraient tour à tour une veille permanente, dans un état de tension extrême, en attendant que les Égyptiens décollent du tarmac, à Damas. L'unité était soumise à d'intenses pressions du haut commandement, car l'invasion terrestre de la péninsule du Sinaï était planifiée pour le 29 octobre et le coup au moral, la

confusion que provoquerait la perte de l'état-major entier de leur armée mettrait les Égyptiens en situation de très net désavantage. Le temps était donc compté.

Les journées s'écoulaient lentement, les opérateurs radio patientaient avec l'espoir d'entendre un signal dans leurs écouteurs[3]. Au lever du jour, le 28 octobre, la veille de l'heure H, les Égyptiens n'étaient toujours pas repartis de Syrie. Enfin, à deux heures de l'après-midi, ils captèrent le signal qu'ils guettaient : les pilotes des Iliouchine Il-14 s'apprêtaient à décoller.

Mattias « Chatto » Birger, commandant de l'Escadrille 119 et l'un des meilleurs pilotes de l'armée de l'air à l'époque, avait été choisi pour cette mission capitale[4]. Vers vingt heures, le SIGINT informa l'armée de l'air que seul un des deux Iliouchine égyptiens avait pris l'air. Le SIGINT n'en estimait pas moins que tous les officiers égyptiens étaient à bord. L'opération Rooster était lancée.

Chatto grimpa dans son biréacteur Gloster Meteor Mk. 13 et décolla avec derrière lui son navigateur, Elyashiv « Shivi » Brosh. La nuit était particulièrement noire, d'une noirceur telle que l'horizon s'effaçait presque au milieu des ténèbres.

Le pilote monta jusqu'à dix mille pieds (trois mille mètres), avant de se stabiliser en palier. Le radar détecta un avion en approche. « Contact, contact, contact ! s'écria Shivi dans l'intercom. À deux heures, même altitude que nous, cinq kilomètres devant, et se dirige à trois heures. Quatre ! Virage à droite ! Ralentis ! Tu te rapproches trop vite ! »

Chatto aperçut de minuscules lueurs orange perdues dans l'immensité noire du ciel, les flammes des tuyaux d'échappement de l'Iliouchine. « Contact visuel », signala-t-il au contrôle au sol.

« Je veux une identification formelle de l'appareil, répondit le commandant en chef de l'armée de l'air, Dan Tolkowsky, qui avait pris place au centre de contrôle. Formelle, sans aucun doute possible. Compris ? »

Chatto obliqua légèrement sur la gauche jusqu'à ce qu'il puisse voir les lumières par les hublots. Les vitres du cockpit étaient plus grandes que celles de la cabine. Cela vaut une identification

formelle, songea le pilote. Seul un Iliouchine est équipé de ce type de fenêtres. Il discerna aussi des hommes en uniforme circulant dans l'allée centrale.

« Identification confirmée ! répondit-il.

— Autorisation d'ouvrir le feu, uniquement si tu n'as aucun doute, insista Tolkowsky.

— *Roger*. »

Une salve d'obus jaillit des quatre canons de vingt millimètres logés dans le nez de l'avion. Chatto fut aveuglé par une brillance inattendue : un rampant de l'équipe au sol, désireux de se montrer utile, avait chargé les canons avec des balles traçantes, mais ces éclairs aveuglants dans l'obscurité presque totale éblouirent le pilote.

Ayant recouvré une vision normale, Chatto vit du feu dans le ciel. « Je l'ai eu ! annonça-t-il au contrôle. Le moteur gauche est en flammes, et apparemment il y a eu un court-circuit, parce que tout s'est éteint dans l'avion. »

Il pressa de nouveau sur la détente. L'Iliouchine explosa, une boule de feu dans la nuit, en crachant des débris enflammés. Il bascula vers la mer.

« Tu l'as vu s'écraser ? demanda Tolkowsky alors que Chatto tirait sur le manche, pour sortir son Meteor de sa spirale descendante.

— Affirmatif, il s'est crashé », confirma Chatto.

Il rentra, posa son appareil presque à court de kérosène, et fut accueilli sur le tarmac par le chef d'état-major, Moshe Dayan, et le général Tolkowsky, qui l'informèrent qu'à la dernière minute Amer avait apparemment décidé d'attendre le second Iliouchine.

« Si nous avons le temps, proposa le pilote, nous pouvons refaire le plein et retenter une sortie.

— Nous l'avons envisagé mais avons fini par conclure que cela paraîtrait trop évident et risquerait d'exposer notre source de renseignements, lui répondit Dayan. Nous avons décidé de laisser Amer tranquille. Il n'empêche, à la minute où tu aurais liquidé l'état-major égyptien, tu aurais gagné la moitié de la guerre. Buvons un verre à la seconde moitié. »

L'opération Rooster constituait sans aucun doute un superbe exploit du renseignement militaire et de la guerre aérienne. En fait, les participants finirent plus tard par l'évoquer en parlant du jour où ils avaient « descendu l'état-major égyptien » et soutiendraient que le désarroi où fut plongé le haut commandement au Caire avait fortement contribué à la victoire d'Israël dans la guerre qui éclata le lendemain[5].

Que son impact ait été ou non aussi important que le prétendaient ces hommes, Tsahal mettrait ensuite l'armée égyptienne en déroute avec une facilité déconcertante. Voilà qui aurait valeur d'avertissement pour le monde entier : l'État juif représentait désormais une force combattante avec laquelle il fallait compter. Cédant provisoirement à l'euphorie, Ben Gourion envoya une lettre ouverte aux officiers et aux soldats de la 9e Brigade, en vantant le « Troisième Royaume d'Israël ».

En plus du Sinaï, Israël conquit aussi la bande de Gaza. Après que son armée l'eut investie, Rehavia Vardi envoya certains de ses hommes de l'Unité 504 dans la ville de Gaza fouiller le bâtiment du renseignement égyptien où Moustapha Hafez avait été tué quelques mois auparavant. Dans une cave, ils trouvèrent un trésor caché que les Égyptiens, dans leur sauve-qui-peut, avaient omis de détruire : un classeur de fiches intact, comportant les noms de tous les terroristes palestiniens que Hafez et ses hommes avaient déployés contre Israël au cours des cinq années précédant la campagne du Sinaï.

C'était comme si leurs ennemis leur avaient laissé une liste noire en bonne et due forme. Vardi consulta Dayan, son chef d'état-major, et lui demanda la permission de supprimer un par un les Palestiniens mentionnés dans ce fichier. À son tour, Dayan reçut le feu vert de Ben Gourion. Vardi ordonna ensuite à Natan Rotberg, avec sa cuve remplie de mixture explosive, de passer à la vitesse supérieure.

Rotberg fit de nouveau verser son mélange spécial dans des paniers en osier, mais aussi dans des briquets, des fruits, des légumes et même des meubles. Les agents arabes de l'Unité 504

dissimulèrent des bombes dans des endroits judicieusement choisis ou les envoyèrent sous forme de paquet-cadeau à un total de treize fedayins palestiniens, à Gaza. Entre novembre 1957 et mars 1958, les hommes de Vardi écumèrent ce fichier puis éliminèrent des individus qui, depuis des années, terrorisaient Israël. Ces missions d'assassinat ciblé furent dans l'ensemble un succès, au plan tactique, mais pas nécessairement sous l'angle stratégique. « Toutes ces éliminations physiques restaient d'une importance très limitée, soulignait Rotberg, parce que d'autres prirent tout simplement leur place. »

Très rapidement, la conspiration ourdie en secret par la Grande-Bretagne, la France et Israël se retourna en cuisant désastre diplomatique international. Les États-Unis forcèrent l'État hébreu à se retirer du Sinaï et de Gaza. Paris et Londres durent aussi plier, finirent par perdre le contrôle du canal, et les dirigeants de ces deux superpuissances furent contraints de démissionner.

Le régime égyptien était désormais perçu comme celui qui avait su résister à l'ingérence du colonialisme occidental, et qui avait contraint deux grandes puissances européennes et son ennemi juré à se retirer. Nasser fut présenté en héros et devint, à tous égards, le chef du monde arabe.

En fait, le raïs accepta de laisser les navires israéliens emprunter le canal, et de cesser de financer les opérations des fedayins à Gaza. Il comprenait que le risque inhérent à ces opérations, celui d'une conflagration militaire généralisée avec Israël, éclipsait les avantages qu'il était susceptible d'en retirer.

Enfin, en 1957, il semblait que le flot de la terreur à la frontière soit enfin endigué.

La campagne du Sinaï signifia clairement aux États arabes qu'il leur serait très difficile de détruire Israël et, pendant onze ans, elle affranchit la nation israélienne du spectre de la guerre ouverte, jusqu'à la guerre des Six-Jours en 1967. Tsahal mit à profit cette période pour se transformer en une force militaire puissante, nombreuse, bien entraînée, adossée à des outils technologiques,

équipée d’armes modernes et pouvant s’enorgueillir d’une composante renseignement, l’AMAN, aux capacités étendues.

Les années qui suivirent furent aussi fructueuses pour le Mossad. Isser Harel n’avait eu de cesse de renforcer cette organisation encore novice, parfois hésitante, pour la transformer en une agence comptant près d’un millier de personnels permanents, réputé internationalement pour son endurance, sa ténacité et son audace.

Israël avait commencé d’accéder au rang de puissance du renseignement en 1956, après le rapport secret de Nikita Khrouchtchev devant le XXe Congrès du parti communiste où il dénonça sans détour les crimes commis par son prédécesseur, Joseph Staline. Toutes les agences d’espionnage occidentales étaient impatientes d’en obtenir le texte, de l’étudier, d’y déceler des indices sur l’état d’esprit du nouveau premier secrétaire, mais aucune d’entre elles ne fut en mesure de percer le voile d’opacité de l’Union soviétique. Ce fut le renseignement israélien qui y parvint, et Isser Harel ordonna qu’un exemplaire du rapport soit remis à la CIA.

Le directeur de l’agence, Allen Dulles, impressionné et reconnaissant, le transmit au président Dwight Eisenhower qui ordonna ensuite d’en organiser des fuites dans le *New York Times*[6]. Cette parution suscita une tempête planétaire et plongea l’URSS dans un grand embarras.

L’alliance secrète entre les services de renseignement américains et israéliens était née[7]. Dans le camp américain, elle avait à sa tête James Jesus Angleton, chef de la division du contre-espionnage de la CIA, un partisan d’Israël qui, comme Harel, croyait voir un espion soviétique sous chaque lit. À travers ce canal, la CIA obtiendrait quantité d’informations en provenance du Moyen-Orient, une pratique qui perdure jusqu’à ce jour.

Désastre politique, la campagne du Sinaï en 1956 cimenta toutefois encore davantage la stature du pays en matière d’opérations de renseignement[8]. Au lendemain de cette guerre écourtée, Harel entreprit de tisser un réseau de contacts secrets dans plusieurs pays, partout au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique, notamment avec plusieurs nations qui se rangeaient publiquement

dans le camp des Arabes. Au sein du Mossad, on qualifiait ce mode opératoire de « doctrine de la périphérie », laquelle appelait à l'instauration de relations secrètes avec des pays et des organisations situés en lisière de la couronne d'États arabes encerclant Israël ou, à l'intérieur même de ces États, avec des minorités qui étaient en conflit avec les adversaires d'Israël[9].

L'exceptionnelle réussite de cette stratégie de la périphérie s'inscrivait dans une alliance tripartite du renseignement, sous le nom de code Trident, entre l'État hébreu, le shah d'Iran et la Turquie. Les chefs des agences de renseignement de ces trois pays se réunissaient à intervalles réguliers et échangeaient d'importants volumes de documents secrets. Cette alliance menait aussi des opérations conjointes contre les Soviétiques et les Arabes. Ben Gourion convainquit le président Eisenhower que Trident constituait un atout de premier ordre, et la CIA versa des fonds en soutien de ses activités[10].

Toutefois, l'agence réussit son coup le plus remarquable en 1960, quand des agents israéliens traquèrent Adolf Eichmann, l'un des principaux architectes et protagonistes de la Solution finale, à Buenos Aires où il vivait depuis dix ans sous le nom de Ricardo Klement.

Un procureur juif allemand, Fritz Bauer, désespérait d'avoir l'occasion de traduire les criminels de guerre nazis devant la justice en Allemagne, et préféra donc organiser en direction des services la fuite d'informations qu'il avait réunies sur Eichmann. Un officier du Mossad alla le rencontrer, et Bauer le laissa seul, avec les documents classifiés posés sur son bureau. L'Israélien comprit le sous-entendu et copia les informations importantes[11].

Ben Gourion autorisa Harel à se rendre à Buenos Aires, à la tête d'une équipe nombreuse[12]. Le Premier ministre était déterminé à régler ses comptes avec Eichmann, opération qui reçut le nom de code Dibbouk, ce mot hébreu désignant un esprit du mal qui s'empare d'un être vivant. L'opération poursuivait un objectif bien plus vaste que la volonté d'assouvir une vengeance contre un individu, en dépit de l'énormité de ses crimes. Ben Gourion ordonna

à Harel et à son équipe de ne faire aucun mal à Eichmann, même si le tuer eût été l'option la plus commode, mais plutôt de l'enlever et de le ramener pour qu'il soit jugé en Israël. Le but était d'éveiller les consciences à l'échelle internationale de manière retentissante et de raviver le souvenir indéracinable de l'Holocauste, en révélant les exactions d'un de ses principaux auteurs.

Des dizaines d'agents et de collaborateurs prirent part à l'opération, munis pour quelques-uns d'entre eux de passeports de cinq nations avec lesquels ils jonglaient. Ils se déployèrent dans un certain nombre de lieux sûrs, des maisons disséminées en plusieurs quartiers de la capitale argentine.

Le 11 mai, l'équipe se posta non loin de l'arrêt où l'homme qui répondait au nom de Klement descendait du bus tous les soirs à dix-neuf heures quarante et rejoignait à pied son domicile, à une courte distance de là. Ce soir-là, le bus arriva, mais Eichmann n'était nulle part. L'équipe avait ordre d'attendre jusqu'à vingt heures et, s'il ne se montrait toujours pas, d'annuler son intervention, afin de ne pas éveiller les soupçons.

À vingt heures, ils s'apprêtaient à se replier mais Rafi Eitan, commandant opérationnel sur le terrain, décida d'attendre un peu plus longtemps. Cinq minutes plus tard, alors qu'il était sur le point de renoncer, un deuxième bus s'immobilisa. Klement en descendit et marcha, une main dans sa poche.

Zvi Malchin fut le premier à se précipiter sur lui. Il redoutait que l'Allemand ne suspecte quelque chose et ne soit sur le point de dégainer un pistolet, aussi, au lieu de le ceinturer par-derrière et de le traîner en direction de la voiture comme prévu, il le poussa dans le dos, le renversa dans un fossé, lui sauta dessus et s'assit sur lui à califourchon, suivi de près par Eitan et un autre agent. Klement hurla, mais il n'y avait personne aux alentours pour l'entendre. En quelques secondes, il fut maîtrisé et jeté sur la banquette arrière d'un véhicule. Zvi Aharoni, un autre agent du Mossad, installé lui aussi à l'arrière, l'avertit en allemand que s'il faisait du grabuge il l'abattrait d'une balle, séance tenante.

Aussitôt, Eitan l'examina, recherchant les signes distinctifs qui leur confirmeraient sans nul doute possible qu'il s'agissait en effet

d’Eichmann. La cicatrice sous le bras, où se trouvait jadis son tatouage de la SS, fut facile à repérer. Une autre cicatrice, celle de l’opération de l’appendicite qu’il avait subie, méticuleusement consignée dans son dossier de la SS, s’avéra plus problématique. Eitan dut lui déboucler sa ceinture et lui fourrer la main dans le pantalon, pendant que la voiture démarrait dans un hurlement de moteur et que les passagers étaient ballottés en tous sens. Il finit par la trouver et s’exclama : « *Zeh hou ! Zeh hou !* » – « C’est lui ! C’est lui ! », en hébreu.

Dans l’obscurité, Eitan et Malchin avaient les yeux brillants. Ils se serrèrent la main et fredonnèrent quelques mesures d’un chant des partisans écrit en l’honneur des Juifs qui avaient combattu les nazis dans les forêts, et qui s’achève sur ce vers : « Notre marche scande notre message : nous voici. »

Ils administrèrent un sédatif à leur proie, avant de l’exfiltrer en Israël à bord d’un vol El Al. Son procès, à Jérusalem, attira l’attention internationale à un degré sans précédent, et le défilé des témoins rappela au monde les atrocités de la Shoah. Eichmann fut condamné à mort et exécuté par pendaison. Son corps fut incinéré et ses cendres dispersées en mer.

Dans l’intervalle, le communiqué de presse laconique annonçant qu’on avait démasqué et enlevé Eichmann avait conféré au Mossad la stature d’une agence d’espionnage implacable et compétente. Au printemps 1962, Harel était considéré comme l’homme fort des services de renseignement et des institutions de défense israéliens[13].

Ben Gourion avait obtenu tout ce qu’il avait espéré.

Pourtant, malgré ces glorieux exploits, l’agence de Harel avait complètement ignoré une menace dévastatrice qui grandissait à sa porte.

5.

« Comme si le ciel nous tombait sur la tête »

Le matin du 21 juillet 1962, à leur réveil, les Israéliens furent confrontés à leur pire cauchemar. La presse égyptienne annonçait la réussite d'un tir d'essai de quatre missiles sol-sol – deux du tout nouveau modèle Al-Zafer (le Vainqueur) et deux autres du modèle Al-Qaher (le Conquérant)[1]. Deux jours plus tard, le régime fit défiler ces missiles (dix de chaque type, parés du drapeau égyptien) à travers Le Caire, le long du Nil. Quelque trois cents diplomates étrangers figuraient parmi les spectateurs, ainsi que de nombreux Cairotes. Le président Nasser en personne suivit le défilé depuis une tribune spécialement dressée devant un bâtiment officiel, non loin du fleuve. Il déclara fièrement que l'armée égyptienne était désormais capable d'atteindre n'importe quelle cible « au sud de Beyrouth[2] ». Sachant que le territoire d'Israël tout entier s'étend entre l'Égypte au sud, et le Liban au nord, l'allusion était explicite.

Le lendemain, une émission diffusée en hébreu par une station de radio basée en Égypte, « La Voix du Tonnerre du Caire », se voulait encore plus explicite. « Ces missiles sont destinés à ouvrir les portes de la liberté aux Arabes, à reprendre la patrie qui leur a été volée à cause des complots impérialistes et sionistes », proclamait le présentateur.

Le profond malaise de l'opinion fut encore amplifié quand, à peine quelques semaines plus tard, il apparut clairement qu'une équipe de scientifiques allemands avait pris part de bout en bout au

développement de ces missiles. La Seconde Guerre mondiale ne s'était achevée que dix-sept ans plus tôt, et subitement les traumatismes de la Shoah, peuplés d'images de scientifiques allemands en uniforme de la Wehrmacht, laissaient place à une menace existentielle inédite et différente : des armes de destruction massive entre les mains du nouveau grand ennemi d'Israël, Nasser, que les Israéliens considéraient comme l'Adolf Hitler du Moyen-Orient. « D'anciens nazis allemands aident maintenant Nasser dans ses projets de génocide anti-israélien », telle était l'information reprise par la presse juive[3].

Et le Mossad avait été pris au dépourvu, malgré la charte fondamentale qui lui imposait de surveiller toute menace extérieure et de protéger la nation. Les services de renseignement du pays, et plus encore ses chefs politiques et militaires, avaient été stupéfaits d'apprendre l'existence de ce programme égyptien de missiles quelques jours avant ces tirs d'essai. C'était un rappel écrasant de la vulnérabilité de ce petit pays et un échec humiliant pour l'agence que dirigeait Harel[4].

Pire encore, les scientifiques allemands qui développaient ces missiles égyptiens capables de détruire Israël n'étaient pas d'obscurs techniciens[5]. Il s'agissait de certains des ingénieurs les plus en vue du régime nazi, des hommes qui, pendant la guerre mondiale, avaient travaillé sur la base de recherches de Peenemünde, une péninsule sur la côte de la mer Baltique où le Troisième Reich mettait au point ses systèmes d'armes les plus avancés. Ces hommes avaient contribué à la construction du V-1, la bombe volante qui terrorisa l'Angleterre, et du missile balistique V-2, que les Allemands utilisèrent pour détruire des quartiers entiers d'Anvers et de Londres puis qui servit de tout premier prototype aux missiles sol-sol à longue portée actuels.

« Je me sentais impuissant, avouait Asher Ben-Natan, le directeur général du ministère de la Défense, comme si le ciel nous tombait sur la tête. Ben Gourion n'arrêtait pas de parler du cauchemar qui le tenait éveillé la nuit : lui, le premier des chefs de gouvernement du

pays, avait conduit les Juifs d'Europe vers l'État d'Israël pour qu'ils subissent un second Holocauste dans leur propre pays[6]. »

Le Mossad lui-même, dans une enquête ultra-secrète menée en 1982, résumait l'affaire en ces termes : « Ce fut l'un des événements les plus importants et les plus traumatisants de l'histoire du renseignement israélien, de ceux qui provoquent une réaction en chaîne et qui engendrent des actions extrêmes[7]. »

Et en effet, les réactions furent extrêmes.

Harel plaça les services entiers en état d'urgence. Une atmosphère de crise que reflétaient les télégrammes internes de ces mois-là gagna jusqu'au dernier couloir de l'agence. « Nous avons tout intérêt à obtenir des éléments [de renseignement], quelles que soient les conséquences, câbla le quartier général de Tel Aviv aux stations du Mossad en Europe, au mois d'août 1962. S'il se présente un Allemand qui sache quoi que ce soit à ce sujet et qui n'est pas disposé à coopérer, nous sommes prêts à l'enlever de force et à le faire parler. Veuillez en prendre note, parce que nous devons obtenir des informations, à tout prix. »

Les agents entreprirent aussitôt de cambrioler les ambassades et consulats de plusieurs capitales européennes, en quête de documents photographiques. Ils furent aussi en mesure de recruter un employé helvétique du bureau zurichois d'EgyptAir, compagnie aérienne qui, à l'occasion, servait de couverture aux agences de renseignement de Nasser. L'employé suisse permit aux agents israéliens d'emporter les sacs de courrier, deux fois par semaine, dans un lieu sûr. Les sacs étaient ouverts, leur contenu photocopié, puis ils étaient refermés par des experts qui effaçaient toute trace de manipulation, avant d'être remportés au bureau de la compagnie aérienne. Au terme d'une période relativement courte, le Mossad disposait d'un début d'analyse du programme de missiles égyptien et de ses chefs.

Le programme avait été lancé par deux scientifiques de réputation internationale, les professeurs Eugen Sänger et Wolfgang Pilz. Pendant la guerre, ils avaient occupé des fonctions essentielles au centre de recherches de Peenemünde. En 1954, ils intégrèrent

l’Institut de recherche sur la physique de la propulsion à réaction (Forschungsinstitut für Physik der Strahlantriebe, FPS) de Stuttgart. Stänger dirigeait cet organisme prestigieux. Pilz et deux autres anciens spécialistes de la Wehrmacht, les professeurs Paul Goercke et Heinz Krug, en dirigeaient des départements. Mais dans l’Allemagne de l’après-guerre, ce groupe s’estimait sous-employé et sous-utilisé. En 1959, ils approchèrent le régime égyptien et lui proposèrent de les recruter à la tête d’une équipe de scientifiques afin de développer des fusées sol-sol à longue portée. Nasser s’empressa d’accepter et nomma l’un de ses plus proches conseillers militaires, le général Issam al-Din Mahmoud Khalil, ancien directeur des services de renseignement de l’armée de l’air et chef des services de recherche et développement de l’armée, coordinateur du programme. Khalil mit en place un dispositif cloisonné, séparé du reste de l’armée égyptienne, dédié aux scientifiques allemands, qui effectuèrent une première visite en Égypte en avril 1960.

Fin 1961, Sänger, Pilz et Goercke élirent domicile sur place et recrutèrent parmi leurs compatriotes quelque trente-cinq scientifiques et techniciens expérimentés, qui les rejoignirent. Sur place, les installations comprenaient des champs de tir, des laboratoires et des logements luxueux, réservés à ces expatriés qui jouissaient d’excellentes conditions de travail et percevaient des salaires très confortables. En revanche, Krug resta en République fédérale d’Allemagne, où il monta une entreprise, Intra Commercial, en fait la société-écran du groupe de scientifiques.

À peine le Mossad eut-il pris la mesure de la situation que d’autres mauvaises nouvelles tombèrent. Le 16 août 1962, Isser Harel, pâle comme un mort, vint rendre visite à Ben Gourion et lui remit un document récupéré dans les sacs postaux du renseignement égyptien, photocopié deux jours auparavant à Zurich.

Les Israéliens étaient sous le choc. Ce document, un ordre écrit adressé en 1962 par Pilz aux directeurs du programme en Égypte, comportait une liste détaillée des matériaux nécessaires à se procurer en Europe pour la fabrication de neuf cents missiles[8]. C’était un chiffre énorme. Après cette interception, selon un rapport

interne, l’organisation fut gagnée « par une atmosphère proche de la panique ». Pire encore, cet ordre écrit fit naître chez les experts israéliens la crainte que le véritable objectif des Égyptiens soit d’armer ces missiles de têtes radioactives et chimiques.

Ben Gourion convoqua d’urgence des réunions au plus haut niveau.

Harel avait un plan, qui valait ce qu’il valait.

Les renseignements recueillis jusqu’alors par le Mossad révélaient le talon d’Achille de ce programme de missiles : leur retard en matière de systèmes de guidage semblait si grand qu’il était à la limite du dysfonctionnel, rendant la fabrication en grande série de ces armes impossible. Tant que cela restait le cas, l’Égypte aurait besoin des scientifiques allemands. Sans eux, le programme s’effondrerait. Le plan de Harel consistait donc à enlever ou à éliminer les Allemands[9].

Vers la fin août, il se rendit en Europe pour mettre son plan en œuvre. Les premiers frimas étaient annonciateurs de ce qui serait l’hiver le plus froid que cette région du monde ait connu depuis de nombreuses années. Tous ses efforts pour localiser Pilz ayant échoué, il décida de s’attaquer à Krug[10].

Le lundi 10 septembre, à dix-sept heures trente, un homme qui se présenta sous le nom de Saleh Qaher téléphona au domicile de l’ingénieur, à Munich[11]. Il disait l’appeler de la part du colonel Saïd Nadim, principal collaborateur du général Mahmoud Khalil. Le colonel avait besoin de rencontrer Krug « immédiatement, pour une affaire importante ». Saleh ajouta, sur un ton des plus cordiaux, que Nadim (Krug le connaissait bien) lui transmettait son meilleur souvenir et l’attendait à l’hôtel Ambassador de Munich. L’affaire en question, précisait-il, concernait un marché qui permettrait à l’Allemand de gagner une jolie somme. Il lui était impossible d’en discuter dans les bureaux d’Intra, en raison du caractère particulier de ce dossier.

Krug ne jugea pas cette offre surprenante et accepta l’invitation. Saleh s’appelait en réalité Oded, et c’était un vétéran du Mossad. Né en Irak, il avait été très actif dans la clandestinité des milieux

sionistes du pays, avant de fuir en 1949, échappant de peu à la capture. À Bagdad, il avait fréquenté des écoles religieuses, ce qui lui permettait de se faire aisément passer pour un Arabe. Pendant des années, il avait travaillé pour le Mossad à un poste opérationnel, contre des cibles arabes.

Krug rencontra Oded dans les salons de l'hôtel Ambassador[12].

« Nous, le colonel Nadim et moi, avons besoin de vous pour une mission importante », lui dit-il.

Le lendemain, Oded se rendit dans les locaux d'Intra pour passer prendre Krug et le conduire à un rendez-vous avec Nadim, dans une villa à l'extérieur de la capitale bavaroise. « Je suis arrivé en taxi, et Krug était content de me voir. Il m'a présenté aux employés de la société. Il n'a jamais soupçonné un seul instant que je n'étais pas celui que je prétendais être. Entre nous, le courant passait. Dans la Mercedes, sur le trajet jusqu'à l'adresse que je lui avais donnée, je l'ai flatté, je lui ai raconté que nous, dans le renseignement égyptien, nous appréciions ses services et sa contribution. Il m'a surtout parlé de la Mercedes neuve qu'il venait d'acheter. »

Les deux hommes arrivèrent à la maison où Krug croyait que Nadim l'attendait. Ils descendirent du véhicule. Une femme leur ouvrit la porte, et Krug entra. Oded était derrière lui, la porte se referma et, comme convenu d'avance, l'agent resta à l'extérieur.

Trois autres agents attendaient à l'intérieur de la pièce. Ils assommèrent Krug, le bâillonnèrent et le ligotèrent. Quand il revint à lui, un médecin juif français recruté par l'équipe l'examina. Il constata que l'Allemand était sans doute en léger état de choc, et recommanda donc de ne lui administrer aucun sédatif. Un agent germanophone du Mossad lui dit : « Tu es notre prisonnier. Fais exactement ce que nous te demandons, sans quoi on t'achève[13]. » L'autre promit d'obéir, et on l'installa dans un compartiment secret aménagé à l'intérieur d'un des véhicules, un minibus Volkswagen, puis l'escouade au complet, y compris Isser Harel en personne qui était présent depuis le début, prit la route en direction de la frontière française. Le convoi comptait trois véhicules au total. Sur le trajet, ils s'arrêtèrent en pleine forêt, Harel expliqua à Krug qu'ils étaient sur le point de franchir la frontière, et que s'il faisait le moindre bruit, le

chauffeur du minibus activerait un mécanisme qui injecterait un gaz mortel dans le compartiment secret.

Quand ils atteignirent Marseille, Krug, auquel on avait administré une forte dose de somnifères, fut embarqué à bord d'un appareil d'El Al acheminant des immigrants juifs nord-africains en Israël. Les officiers traitants de l'agence déclarèrent aux autorités françaises qu'il s'agissait d'un de ces immigrés, mais qu'il était souffrant.

Simultanément, le Mossad lançait une opération de désinformation à grande échelle, en envoyant un homme ressemblant à Krug et porteur de documents à son nom effectuer un voyage en Amérique du Sud, en laissant derrière lui des traces écrites qui signalaient que la personne en question avait tout simplement empoché la somme d'argent proposée, avant de s'enfuir d'Égypte et de planter là ses collaborateurs[14]. En même temps, le Mossad organisait des fuites autour de cette manœuvre de désinformation, affirmant que Krug s'était querellé avec le général Khalil et son entourage, et qu'il aurait apparemment été enlevé et assassiné par ces gens.

En Israël, Krug fut incarcéré dans des locaux secrets de l'agence et soumis à des interrogatoires musclés. Au début, il garda le silence, puis il ne tarda pas à se montrer plus coopératif et, au cours des mois suivants, « se révéla très prolifique », selon un rapport des services[15]. « L'homme avait bonne mémoire et il connaissait tous les détails organisationnels et administratifs du programme de missiles. » Les documents qu'il portait dans sa serviette n'étaient pas moins utiles. Le rapport concluait : « Ces données ont permis d'alimenter une véritable masse encyclopédique de renseignements. »

Krug proposa même de retourner à Munich et de travailler sur place pour le compte du Mossad. Par la suite, leur ayant apparemment raconté tout ce qu'il savait, l'organisation se demanda que faire de lui. Il était clair qu'accéder à son offre de retourner à Munich serait très dangereux – Krug risquait de trahir ses nouveaux contrôleurs, d'aller voir la police, et d'expliquer que des Israéliens avaient enlevé un citoyen allemand sur le sol germanique. Harel opta pour la solution la plus simple. Il ordonna à S.G., l'un de ses

hommes, de conduire l'Allemand dans un endroit désert au nord de Tel Aviv et de l'abattre[16]. Le cadavre fut embarqué à bord d'un avion de l'armée de l'air et largué dans la mer.

Le succès de l'opération Krug poussa Ben Gourion à donner le feu vert à un nombre croissant d'opérations d'assassinat ciblé. Il approuva le recours à l'Unité 188 du renseignement militaire, l'AMAN, une structure opérationnelle clandestine qui implantait des soldats israéliens sous couverture à l'intérieur de pays ennemis. Le commandement de l'unité était situé sur le site de Sarona, à Tel Aviv, non loin des bureaux de Ben Gourion, et il disposait d'un centre d'entraînement sur la plage au nord de Tel Aviv, contigu au laboratoire d'outils spéciaux de démolition de Natan Rotberg.

Cette Unité 188 déplaisait à Isser Harel[17]. Depuis le milieu des années 1950, il avait tenté de convaincre Ben Gourion de la rattacher au Mossad, ou au moins de la placer sous sa responsabilité, mais l'armée s'y étant opposée avec véhémence, Ben Gourion l'avait éconduit.

Le chef du renseignement militaire, le major général Meir Amit, ne croyait pas autant que Harel au poids de la menace que faisaient peser les savants allemands sur Israël. Toutefois, en raison de la rivalité organisationnelle avec le Mossad, il exigea que l'Unité 188 soit autorisée à passer à l'action contre eux parce que, selon ses propres propos, « nous ne devons pas ignorer cette menace. Il faut la tuer dans l'œuf ». En conséquence, ce fut le début d'une compétition acharnée entre l'Unité 188 et le Mossad : ce serait à qui exécuterait le plus d'Allemands.

Durant cette période, l'Unité 188 disposait d'un agent très chevronné, infiltré sous couverture en Égypte[18]. Wolfgang Lotz était la taupe parfaite : fils d'un père chrétien et d'une mère juive, il n'était pas circoncis et avait l'allure d'un Allemand typique. Il s'était inventé une vie d'ancien officier de la Wehrmacht, dans l'Afrika Korps de Rommel, avant de devenir éleveur de chevaux et de retourner en Égypte créer un élevage d'étalons.

En un bref laps de temps, ce comédien-né se tailla une place dans les cercles mondains de la communauté allemande du Caire, qui ne

cessait de s'élargir. Il fournit à l'Unité 188 quantité d'informations sur le projet de missile et son personnel. Toutefois, il ne pouvait pas se charger lui-même d'éliminer ces gens dans le cadre d'interventions qui exigeraient sa participation directe, de crainte de dévoiler son identité. Le chef de l'Unité 188, Yossef Yariv, en conclut que le meilleur moyen de se débarrasser de ces scientifiques allemands serait de recourir à des lettres et des colis piégés.

Il ordonna à Natan Rotberg d'entamer la préparation de ces bombes[19]. En l'occurrence, ce dernier travaillait sur un nouveau type d'explosif : du Detasheet, mince et flexible, « des feuilles de matériau explosif, développées pour l'usage civil dont la mise à feu était censée permettre de fusionner deux pièces d'acier » et qui lui permettraient de créer des charges plus compactes. « Nous devions mettre au point un système qui resterait inactif et sûr tout au long des manipulations que traverse une lettre dans le réseau postal, pour ensuite se déclencher au bon moment, expliquait Rotberg. Le mécanisme de l'enveloppe fonctionnait donc de telle manière que la bombe s'armait non pas à l'ouverture, ce qui rendrait l'engin très sensible, mais seulement quand on en extrayait le contenu. » Le travail de recherche et développement s'effectua en collaboration avec le renseignement français, en échange d'informations communiquées par Lotz relatives aux activités clandestines du Front de libération nationale algérien au Caire. L'Unité 188 aida aussi les Français à introduire dans la capitale égyptienne des explosifs qui devaient servir à des opérations d'élimination de dirigeants du FLN[20].

Alois Brunner était la première cible destinée à recevoir une de ces nouvelles lettres piégées. Ce criminel de guerre nazi en fuite était l'ancien adjoint d'Adolf Eichmann et il avait commandé le camp de Drancy, en région parisienne, d'où il avait envoyé 130 000 Juifs à la mort. L'Unité 188 le localisa à Damas où il vivait depuis huit ans sous un nom d'emprunt. Les pays arabes accordaient l'asile à bon nombre de criminels de guerre nazis contre divers services en échange. Brunner participait à la formation des unités des services secrets syriens chargées d'organiser les interrogatoires et la torture de leurs prisonniers.

Grâce à Eli Cohen, l'un des meilleurs agents de l'unité très introduit dans les hautes sphères de la hiérarchie de la défense syrienne, les Israéliens réussirent à le localiser. Ben Gourion ayant donné son accord pour l'élimination de Brunner, Yariv décida d'essayer contre le nazi l'un des engins piégés avec ce Detasheet. « Nous lui avons envoyé un petit cadeau », expliquait Rotberg.

Le 13 septembre 1962, Brunner reçut une grande enveloppe, à Damas[21]. Elle explosa après ouverture. La déflagration lui infligea de graves blessures au visage, il perdit l'œil gauche, mais il survécut.

Pourtant, enhardi d'avoir ainsi pu livrer cette bombe à sa cible, l'Unité 188 était impatiente d'employer la même méthode contre les savants allemands. Le Mossad émit une objection. Ainsi que l'exposait Rafi Eitan, « je m'oppose à toute action que je ne maîtrise pas de bout en bout. Le facteur, ou un enfant, risque d'ouvrir l'enveloppe. Qui va se lancer dans des actions pareilles[22] ? ».

En outre, atteindre les Allemands en Égypte se révéla une entreprise très compliquée parce qu'ils ne recevaient pas leur courrier directement[23]. Le renseignement égyptien faisait regrouper tous les envois adressés au programme et à ses membres à l'agence d'EgyptAir, avant de les faire réexpédier au Caire. C'est pourquoi il fut décidé d'entrer par effraction dans les bureaux de la compagnie aérienne, de nuit, et de placer les enveloppes dans les sacs de courrier.

Utilisant une méthode d'ouverture des serrures comportant une variante de passe-partout sophistiqué mise au point dans les ateliers du Mossad, ses agents, qui secondaient l'Unité 188, accédèrent aux locaux d'EgyptAir à Francfort le 16 novembre.

Le spécialiste des cambriolages et une collègue de sexe féminin étaient tous les deux appuyés contre la porte comme deux amoureux, l'homme était à moitié caché derrière la fille. L'équipe pénétra dans les locaux, mais ne réussit pas à trouver le sac. Ils réessayèrent le lendemain. Ils s'affairaient sur la serrure quand le gardien surgit, complètement saoul. Cette fois, le tandem étant sans femme, les deux hommes firent mine d'être deux homosexuels en pleins ébats et réussirent à s'échapper sans éveiller les soupçons du

gardien éméché. Le lendemain soir il y eut une autre tentative, qui cette fois se déroula sans encombre. Le sac de courrier à envoyer en Égypte trônait sur l'un des bureaux. L'équipe glissa les enveloppes piégées dans le sac.

Pilz était la première cible retenue. Les renseignements recueillis sur son compte indiquaient qu'il divorçait de sa femme afin de pouvoir épouser sa secrétaire, Hannelore Wende. L'épouse vivait à Berlin, mais elle avait engagé un avocat de Hambourg. La lettre piégée visant Pilz fut donc conçue pour avoir l'air d'être un envoi de cet avocat, avec son en-tête et son adresse imprimés au dos. « Les planificateurs de l'opération partaient du principe qu'un courrier aussi personnel ne risquait pas d'être ouvert par Hannelore Wende, et qu'elle le remettrait à Pilz », stipulait le rapport final sur l'opération.

Malheureusement, les planificateurs se trompaient. Hannelore Wende, qui reçut la lettre le 27 novembre, considéra sans doute que le pli concernait autant sa propre existence que celle de Pilz. Elle ouvrit l'enveloppe qui lui explosa dans les mains, lui arrachant plusieurs doigts, lui crevant un œil et endommageant l'autre, et lui déchaussant plusieurs dents. Les autorités égyptiennes se rendirent aussitôt compte de ce qui se passait et localisèrent les autres enveloppes piégées en inspectant les sacs aux rayons X, puis les remirent à des spécialistes du renseignement soviétique au Caire, qui les désamorcèrent et les examinèrent. Les explosions cairotes effrayèrent les ingénieurs allemands et leurs familles, mais elles n'en poussèrent aucun à renoncer à ces postes confortables et bien payés. Au lieu de quoi, le renseignement égyptien recourut aux services d'un expert allemand, un officier de sécurité, ancien de la SS, un dénommé Hermann Adolf Vallentin. Il se rendit dans les locaux d'Intra et dans ceux de divers sous-traitants du programme, les conseillant sur les précautions à prendre, sur les serrures à changer, et sur la sécurisation de la livraison de leur courrier. Il entama aussi une enquête sur le pedigree et les antécédents de certains employés.

La cible suivante sur la liste de Harel était le professeur Hans Kleinwächter, engagé pour mettre au point un système de guidage des missiles, ainsi que son laboratoire situé dans la petite ville de

Lorch[24]. Harel envoya en Europe les Tziporim (les Oiseaux), l'unité opérationnelle du Shin Bet également employée par le Mossad, avec ordre de lancer l'opération Hérisson contre Kleinwächter. Les ordres de Harel étaient clairs et nets : « Il faut enlever Kleinwächter et le ramener en Israël, ou, si cela ne marche pas, le tuer. »

Harel installa lui-même son quartier général à Mulhouse, ce qui le contraria assez vite.

Le commandant des Tziporim, Rafi Eitan, s'en souvient : « C'est le milieu de l'hiver, une neige épouvantable, un froid à vous geler les os, vingt degrés au-dessous de zéro. Isser est furieux, enfermé dans une espèce de pension de famille, en France également, non loin du Rhin. Il me montre quelques photos et me dit : "C'est la cible – va le tuer". »

Après les innombrables opérations liées aux scientifiques allemands auxquelles ils avaient été affectés au cours des mois précédents et le soutien qu'ils avaient apporté à l'Unité 188, les agents des Tziporim étaient épuisés. Par la suite, Eitan prévint Harel qu'à son avis, la situation n'était pas mûre pour un assassinat ciblé. « Il nous fallait attendre un peu et élaborer un piège de notre invention, pas nous contenter de tuer les gens en pleine rue[25]. "Accorde-moi un mois, lui ai-je demandé. Je vais mener cette mission à bien et personne ne saura même que j'étais là." »

Harel refusait de l'écouter. Le 21 janvier, il congédia les Tziporim et rameuta le Mifratz, l'unité d'assassinat ciblé du Mossad commandée par Yitzhak Shamir, afin de se débarrasser de Kleinwächter. Ce que Harel ignorait, c'était que Vallentin avait saisi que Kleinwächter serait la prochaine cible des services[26]. Il lui communiqua une série d'instructions, s'assura qu'il soit constamment accompagné d'une escorte, et lui remit un pistolet de l'armée égyptienne.

Le 20 février, un guetteur vit Kleinwächter prendre seul la route de Lorch vers Bâle. Ils décidèrent de frapper à son retour. Shamir, qui partageait avec Harel le commandement de l'opération sur le terrain, confia la mission de tirer à un ancien assassin de l'Irgoun, Akiva Cohen, un homme chevronné. Harel envoya Zvi Aharoni, qui parlait

l'allemand, en renfort. Ils attendirent le retour de la cible, dans la soirée. Mais elle ne se montra pas, et il fut décidé d'annuler l'opération. Ensuite, les choses se déroulèrent au plus mal. Kleinwächter fit enfin son apparition, et l'ordre d'annulation fut subitement inversé, mais l'exécution de l'opération se poursuivit dans la précipitation et l'amateurisme. La voiture des agents du Mifratz bloqua celle de Kleinwächter, et la manière dont les deux berlines s'étaient immobilisées sur cette route étroite empêchait les hommes du Mossad de s'enfuir après l'intervention.

Aharoni sortit du véhicule et se dirigea vers Kleinwächter, comme pour lui demander sa route[27]. L'idée consistait à lui faire ouvrir sa fenêtre. L'Allemand amorça ce geste. Cohen, qui s'approchait derrière Aharoni, sortit son arme, tenta de viser par la fenêtre baissée, et tira. La balle frappa la vitre, la fracassa, puis transperça l'écharpe de l'ingénieur, sans l'atteindre. Pour une raison inconnue, le pistolet ne put tirer de second projectile. Selon une hypothèse, l'arme se serait enrayée ou, selon une autre, la balle fit long feu, ou une autre encore voudrait que le chargeur se soit détaché et soit tombé. Aharoni comprit que leur plan avait échoué et cria à tout le monde de fuir. Ils ne pouvaient se servir de leur voiture, et détalèrent donc dans différentes directions pour tenter de rallier des voitures de secours. Kleinwächter sortit à son tour son pistolet et ouvrit le feu sur les fuyards israéliens. Il ne toucha personne, mais l'opération avait viré à l'échec cuisant.

Harel lança ensuite une série d'actions destinées à intimider ces scientifiques et leurs familles, notamment au moyen de lettres anonymes contenant des menaces de mort et quantité d'informations à leur sujet, ainsi que de visites en pleine nuit destinées à leur lancer des avertissements similaires.

Ces opérations échouèrent aussi lamentablement quand la police helvétique arrêta un agent du Mossad, un certain Joseph Ben Gal, après qu'il eut menacé Heidi, la fille du professeur Goercke[28]. Il fut extradé vers l'Allemagne, inculpé, et condamné à une courte peine de prison. Des agents du Mossad qui suivirent le procès eurent la désagréable surprise de voir l'officier de sécurité du programme de missiles, le massif Hermann Vallentin, se présenter à l'audience

avec un sourire suffisant, sans même se donner la peine de dissimuler son pistolet.

Au printemps 1963, l'agence de Harel n'avait pas mis fin aux progrès des Égyptiens vers un système de fusées capable d'anéantir Israël, et ne les avait pas davantage ralentis. Harel eut alors recours au subterfuge politique. Il se mit à divulguer à la presse des histoires au sujet de nazis qui construisaient des armes pour les Arabes, afin de leur fournir les moyens de tuer des Juifs – certaines étaient vraies, d'autres enjolivées, et d'autres encore de parfaits mensonges (il raconta par exemple que les Allemands aidaient l'Égypte à produire des bombes atomiques et des rayons laser mortels). Harel était complètement convaincu que ces scientifiques allemands étaient des nazis encore tout à fait déterminés à parachever la Solution finale, et que les autorités allemandes avaient connaissance de leurs activités mais ne tentaient rien pour les arrêter. La vérité, c'était que certains, sous le Troisième Reich, s'étaient habitués à mener la belle vie et, la chute du régime les ayant réduits au chômage, ils essayaient maintenant de gagner un peu d'argent facilement aux dépens des Égyptiens. Mais Harel entraîna l'organisation tout entière, et le pays avec elle, dans son obsession.

Pour étayer ses dires, il présenta des informations recueillies au Caire au sujet d'un docteur Hans Eisele, le Boucher de Buchenwald, qui avait été impliqué dans d'atroces expériences sur des détenus juifs[29]. Il avait été accusé de crimes de guerre, mais avait échappé au procès et trouvé un refuge confortable en Égypte, où il était devenu le médecin des savants allemands. Harel fut aussi en mesure de dénicher un certain nombre d'autres nazis, au Caire, mais aucun d'eux n'appartenait au groupe des concepteurs de missiles.

Son objectif consistait à vilipender publiquement l'Allemagne, avec laquelle Jérusalem entretenait une relation épineuse, objet de quantité de débats internes. Des personnages relativement modérés comme Ben Gourion et son principal adjoint, Shimon Peres, maintenaient qu'à une période où les États-Unis répugnaient à fournir à Israël toute l'aide militaire et économique qu'il demandait,

l'État hébreu ne pouvait se permettre de refuser l'aide du gouvernement ouest-allemand qui se présentait sous la forme d'un accord de réparations, d'indemnisation et de vente d'équipements militaires à un prix très inférieur à leur coût réel. De leur côté, les partisans d'une ligne dure, comme Golda Meir et Harel lui-même, rejetaient l'idée que la République fédérale d'Allemagne fût une Allemagne « nouvelle » ou « différente ». Dans leur esprit, l'histoire y avait laissé une souillure indélébile.

Harel contacta aussi le Comité des éditeurs, cette institution israélienne unique alors composée des principaux éditeurs de médias papier et électroniques, qui autocensuraient leurs publications à la demande du gouvernement. Harel pria le Comité des éditeurs de lui fournir trois journalistes, qu'il recruta ensuite au sein du Mossad[30]. Ils furent envoyés en Europe, aux frais de l'organisation, afin d'y recueillir des renseignements sur les sociétés-écrans qui achetaient des équipements destinés au programme égyptien. Harel affirmait avoir besoin de ces journalistes pour des raisons opérationnelles, mais en vérité il voulait se servir de leur engagement et des éléments qu'ils réuniraient pour recycler, par leur intermédiaire, des informations qu'il possédait déjà. En tant que telles, elles pouvaient être diffusées vers les médias étrangers et israéliens, dans le but d'alimenter des articles de journaux susceptibles de créer un climat propice à la poursuite de ses objectifs.

En Israël, les articles alimentés par Harel déclenchèrent une tempête médiatique et un sentiment croissant de panique[31]. Ben Gourion tenta de le raisonner, en vain[32]. « À mon avis, il n'était pas tout à fait sain d'esprit, expliquait Amos Manor, chef du Shin Bet à l'époque. C'était bien plus profond qu'une obsession. Vous ne pouviez avoir une conversation rationnelle avec lui[33]. »

Comme c'est le cas de la plupart des obsessions, cela s'acheva par la ruine de Harel[34]. Sa campagne de communication, les articles de journaux incontrôlés qu'il avait essaimés, évoquant la résurgence des sous-fifres de Hitler, blessèrent profondément Ben Gourion. Le Premier ministre fut accusé de ne pas avoir suffisamment réagi afin

de mettre un terme à la menace que faisaient planer les scientifiques allemands opérant en Égypte – une menace que les citoyens israéliens considéraient comme un danger clair et immédiat pesant sur leur existence même – et d'avoir conduit le pays sur la voie de la conciliation avec l'Allemagne de l'Ouest, qui leur semblait désormais au moins indirectement responsable d'une nouvelle variante de la Solution finale.

Le 25 mars 1963, Ben Gourion convoqua Harel dans son bureau et exigea une explication sur un certain nombre d'actions qu'il avait entreprises en direction des médias locaux et internationaux sans son approbation[35]. Le Premier ministre rappela à son interlocuteur qu'il était censé appliquer la politique du gouvernement, et non pas la fixer. Froissé de cette réprimande, Harel offrit sa démission, persuadé que « le Vieux » ne saurait se passer de lui et le supplierait de rester.

Ben Gourion n'était pas de cet avis. Il accepta cette démission sur-le-champ. La carrière naguère brillante d'Isser Harel s'acheva sur un coup de bluff manqué et une défaite totale. Il fut immédiatement remplacé par Meir Amit, le chef de l'AMAN[36].

Cependant, pour Ben Gourion aussi, il était trop tard. La campagne de Harel contre les scientifiques avait fait le jeu du chef de l'opposition, Menahem Begin, qui n'avait jamais cessé ses attaques contre le Premier ministre. À l'intérieur du parti de ce dernier, le Mapaï, la situation était devenue explosive. Ben Gourion se querellait sans relâche avec Golda Meir, principal soutien de Harel[37].

Moins de deux mois après avoir remplacé ce dernier par Amit à la tête du Mossad, convaincu d'avoir perdu le soutien de son propre parti, il démissionna. Levi Eshkol lui succéda.

Entre-temps, l'Égypte continuait de remanier le système de guidage de ses missiles qui auraient pu causer de graves dégâts en Israël.

Meir Amit, l'un des brillants jeunes commandants de l'armée, l'un des planificateurs de la campagne du Sinaï en 1956 et responsable

des progrès accélérés de la Direction du renseignement militaire, prenait donc la tête d'une agence en plein désarroi[38].

L'agence était profondément démoralisée. Au cours des neuf mois écoulés depuis que l'Égypte avait annoncé ses quatre tirs d'essai de missiles, les Israéliens en avaient très peu appris sur ce programme, et tout ce que le Mossad et l'AMAN avaient tenté jusque-là n'avait pu ne serait-ce qu'en ralentir l'avancement, et encore moins en provoquer le démantèlement. Les pressions exercées sur l'Allemagne, que ce soit à travers la campagne de presse suicidaire menée par Harel ou les discours enflammés de Golda Meir à la Knesset, n'avaient eu aucun effet. Plus tard cet été-là, une missive au ton vigoureux adressée au chancelier Konrad Adenauer, exigeant une intervention immédiate afin de ramener ces scientifiques d'Égypte, n'incita guère Bonn à agir. Ainsi que des diplomates israéliens le signalèrent au ministère des Affaires étrangères, à Jérusalem, ils étaient obligés d'en conclure qu'« Adenauer et son gouvernement se souci[aient] de problèmes autrement plus importants », comme la « gestion de la Guerre froide dans la période postérieure à la crise des missiles de Cuba[39] ».

Meir Amit s'employa à reconstruire l'organisation, en la renforçant avec les meilleurs éléments qu'il avait connus à l'AMAN. Dès sa prise de fonction, il ordonna que soient suspendues toutes les actions qu'il jugeait superflues, et une diminution drastique des ressources consacrées à la chasse aux criminels nazis, en expliquant que c'était « une affaire de priorité. Avant toute chose, nous devons réunir des informations sur les ennemis actuels de l'État d'Israël[40] ».

Il savait qu'il avait besoin d'un réalignement tactique, et que le Mossad devait repenser son approche du problème des missiles égyptiens. Dès lors, son premier ordre scella l'abandon des opérations d'assassinat ciblé et réaffecta la majeure partie des ressources à ce programme de missiles, pour tenter de comprendre précisément à quel stade en étaient les Égyptiens.

Cela ne l'empêcha pas de s'atteler secrètement à sa propre campagne d'assassinats ciblés visant les scientifiques allemands, en tenant les officiers supérieurs du Mossad à l'écart. Les responsables

des opérations cherchaient des moyens d'envoyer des colis piégés depuis l'Égypte, raccourcissant ainsi considérablement le délai entre l'expédition et l'ouverture du paquet. Ils testèrent leur méthode sur une cible relativement facile, le médecin Hans Eisele. Le 25 septembre, il y eut une détonation au bureau de poste du quartier huppé de Maadi, au Caire : une lettre adressée au docteur Carl Debouche, le faux nom qu'employait Eisele, explosa entre les mains d'un employé de la poste qui perdit la vue[41].

L'échec de cette opération convainquit Meir Amit de la nécessité de ne recourir aux assassinats ciblés qu'avec une extrême modération – si ce n'était en dernier recours, tout au moins après une planification méticuleuse qui éviterait les bavures gênantes[42]. Néanmoins, il ordonna à ses services d'élaborer des plans pour abattre, faire sauter ou empoisonner les scientifiques, dans l'éventualité où les tentatives pour résoudre ce problème pacifiquement n'aboutiraient pas.

Il ordonna d'intensifier les cambriolages dans tous les bureaux liés au programme de missiles, en Allemagne et en Suisse, et de photographier le maximum de documents possible. Ces opérations étaient extrêmement complexes. Les sites étaient doublement gardés, par le renseignement égyptien et par les hommes de Hermann Vallentin, en plein cœur de villes européennes densément peuplées, dans des pays où les lois étaient appliquées de manière stricte.

Des agents du Mossad cambriolèrent les ambassades d'Égypte, la mission commerciale égyptienne à Cologne, et les locaux d'Intra à Munich. Ils pénétrèrent par effraction pas moins de cinquante-six fois dans l'agence d'EgyptAir de Francfort, entre août 1964 et décembre 1966.

Les informations obtenues grâce à ces effractions (quelque trente mille documents photographiés, rien que jusqu'à la fin 1964) étaient importantes, mais nullement suffisantes. Il fallait que l'agence recrute un membre du programme de missiles. Cette tâche cruciale fut confiée à la division intitulée Tsomet (Carrefour, en hébreu), qui en deviendrait la branche la plus importante, responsable de la plus grosse partie de sa collecte d'informations.

À l’inverse de ce qui se passe dans les films hollywoodiens et les romans d’espionnage, ce ne sont pas des employés des services s’agitant furtivement dans l’ombre qui récoltent l’essentiel de ces informations. Ce sont plutôt des ressortissants étrangers, dans leur pays d’origine, qui en assurent la moisson. Les officiers traitants chargés de recruter et d’exploiter ces sources s’appellent des « officiers de collecte » – *katsa*, selon l’acronyme hébreu – et ce sont des experts en psychologie. Ils savent convaincre un individu de trahir tout ce (et tous ceux) en quoi (et en qui) il croit : ses amis et sa famille, l’organisation et la nation auxquelles il appartient.

Toutefois, malheureusement, aucun d’eux n’avait pu exercer son savoir-faire en matière de psychologie sur un quelconque protagoniste du programme égyptien de missiles. Recruter des agents dans les pays arabes devint une priorité stratégique à long terme, mais à court terme, l’heure tournait, et Tsomet allait devoir frapper à une autre porte.

En avril 1964, Amit envoya Rafi Eitan à Paris, qui tenait lieu de centre névralgique européen du renseignement israélien, afin d’y diriger les opérations de Tsomet sur le Vieux Continent. Jusqu’à ce stade, tous les efforts déployés par cette division du Mossad pour enrôler l’un des savants avaient échoué, surtout en raison des mesures de précaution rigoureuses instaurées par Vallentin. Ce personnage devenait de jour en jour un problème croissant.

La nécessité de traiter le cas Vallentin conduirait à la capture d’un bien plus gros poisson. Avraham Ahituv, le coordinateur de Tsomet à Bonn, eut une idée qu’il soumit à Eitan qui se trouvait à Paris, en mai 1964. Il avait identifié un individu douteux qui vendait des armes et des renseignements au régime de Nasser et qui entretenait aussi des liens étroits avec les scientifiques allemands. « Il y a juste un petit problème, précisa-t-il. L’homme s’appelle Otto Skorzeny, et c’était un officier de haut rang de la Wehrmacht, le commandant des opérations spéciales de Hitler, et l’un des favoris du Führer.

— Et vous voulez recruter cet Otto ? lui lança Eitan, avec sarcasme. Magnifique.

— Il y a juste un petit souci supplémentaire, ajouta Ahituv. C’était un nazi dévoué, et un membre de la SS. »

En 1960, expliqua-t-il à Eitan, Harel avait ordonné à Amal, l’unité qui traitait la chasse aux criminels de guerre nazis, d’accumuler autant d’informations que possible sur Skorzeny, dans le but de le traduire en justice ou de le tuer. Son dossier le présentait, dès l’âge de vingt-trois ans, comme un membre fervent du parti nazi autrichien, qui s’était enrôlé en 1935 dans une unité secrète de la SS en Autriche, et qui avait pris part à l’Anschluss (l’annexion de l’Autriche par Hitler) et à la Nuit de Cristal. Il avait rapidement gravi les échelons de la Waffen-SS, avant de devenir le chef de son unité d’opérations spéciales.

Le *Sturmbannführer* Skorzeny s’était fait parachuter en territoire iranien pour aller entraîner les tribus locales, leur apprendre à dynamiter les oléoducs qui alimentaient les armées alliées, et complota en vue de l’assassinat des Trois Grands : Churchill, Staline et Roosevelt. Il avait aussi un plan pour enlever et tuer le général Dwight D. Eisenhower qui, en conséquence, fut contraint de passer Noël 1944 sous haute protection. Skorzeny était surtout connu pour avoir été choisi par le Führer pour prendre la tête du raid sur le Gran Sasso, qui permit d’exfiltrer l’ami et allié de Hitler, l’ancien dictateur fasciste Benito Mussolini, de la villa des Alpes où il était détenu par le gouvernement italien.

Le renseignement allié qualifia Skorzeny d’« homme le plus dangereux d’Europe[43] ». Pourtant, il ne fut jamais condamné pour crimes de guerre. Acquitté par un tribunal, il fut de nouveau arrêté sur la base d’autres accusations, et s’évada avec l’aide de ses amis SS. Il se réfugia dans l’Espagne de Franco, où il établit des relations commerciales fructueuses avec des régimes fascistes partout dans le monde et entretenait donc aussi des contacts avec les savants allemands en Égypte.

Ses relations avec ces scientifiques et le fait d’avoir été le supérieur de Hermann Vallentin pendant la guerre suffisaient, aux yeux d’Eitan, pour justifier que l’on tente de le recruter, malgré son passé nazi. Eitan n’était pas un survivant de l’Holocauste et, comme à son habitude, il traitait le sujet sans y mettre aucun affect. Si cela

devait aider Israël, estimait-il, cela méritait bien un peu d'indulgence. « Et, en échange, nous pouvions lui offrir ce que personne d'autre n'était en position de lui apporter, expliqua-t-il à ses collègues. Une vie sans peur. »

À travers un certain nombre d'intermédiaires, le Mossad noua un contact avec la comtesse Ilse von Finckenstein, l'épouse de Skorzeny. Elle ferait office de hors-d'œuvre. Le dossier dont disposaient les services sur la comtesse décrivait un « membre de l'aristocratie. Elle est cousine du ministre des Finances de l'Allemagne [d'avant-guerre], Hjalmar Schacht. […] Elle a quarante-cinq ans, c'est une femme assez séduisante, débordante d'énergie[44] ».

« Elle trempait dans un peu tout, soulignait Raphael (Raphi) Medan, agent du Mossad d'origine allemande qui se vit attribuer cette mission[45]. Elle faisait commerce de titres de noblesse, avait des liens avec les services de renseignement du Vatican, et vendait aussi des armes. » Son mari et elle partageaient également une conception très libre de leur couple. « Ils n'avaient pas d'enfants, et vivaient un mariage très ouvert. Ilse était toujours superbe. Tous les deux ans, elle se soumettait à un traitement hormonal en Suisse, afin de préserver sa jeunesse. »

Medan « possédait la réputation d'exercer un certain ascendant sur les femmes, en raison de sa belle allure d'Européen », selon le rapport des services sur leur liaison. Une rencontre fut organisée fin juillet 1964, à Dublin. Il se présenta en employé du ministère de la Défense d'Israël en congé de l'administration et, dégagé de ses fonctions, se disait à la recherche d'un poste dans le tourisme international. Il pourrait trouver intérêt à prendre part au projet d'urbanisme dans lequel la comtesse s'était lancée aux Bahamas, laissa-t-il entendre. Medan plut à Ilse, et leur relation se fit plus chaleureuse. Lorsque leur conversation d'affaires fut terminée, elle l'invita à une soirée dans sa ferme. Ce fut le début d'une série de rendez-vous, et de quelques sorties torrides dans des night-clubs d'un bout à l'autre de l'Europe.

Selon une rumeur qui circulait au sein du Mossad depuis de nombreuses années, évoquée à mots couverts dans des rapports

sans jamais être mentionnée explicitement, Medan s'était « sacrifié » pour son pays, et avait profité du mariage très libre du couple pour courtiser la comtesse et finalement l'attirer dans son lit. (L'intéressé commenta l'affaire en ces termes : « Il y a des choses dont un gentleman ne parle pas », et il qualifia leur rencontre, avec un sourire, de « bonne, et même gratifiante ».)

À Madrid, dans la nuit du 7 septembre, il lui annonça que l'un de ses amis au ministère de la Défense d'Israël voulait rencontrer son époux « au sujet d'une affaire très importante ». L'ami était déjà en Europe et attendait une réponse.

Convaincre Ilse von Finckenstein de coopérer ne fut pas compliqué. Quatre ans seulement auparavant, l'État hébreu avait démasqué, enlevé, jugé et exécuté Adolf Eichmann. Il existait dans le monde juif des forces puissantes, parmi lesquelles Simon Wiesenthal, le chasseur de nazis, engagés dans des campagnes mondiales visant à débusquer et à poursuivre en justice des nazis comme Skorzeny. Medan était donc en position de proposer à la comtesse, et par contiguïté à son époux, cette « vie sans peur ».

Dans la matinée, alors qu'ils avaient encore la gueule de bois après une nuit alcoolisée dans des boîtes de nuit enfumées, une Ilse von Finckenstein réjouie l'informa que son mari était prêt à rencontrer son ami – dans la soirée, si possible.

Medan appela Ahituv à Madrid. Il fixa un rendez-vous dans les salons d'un hôtel, ce soir-là. La comtesse arriva la première, vêtue d'une tenue très glamour. Un quart d'heure après, le colonel fit son apparition. Medan leur présenta Ahituv. Puis il prit Ilse von Finckenstein à part, pour une « discussion d'affaires ». Skorzeny resta avec Ahituv.

Le rapport interne final du Mossad sur le dossier, rédigé dans un langage sec, professionnel, ne pouvait passer sous silence l'intensité de la rencontre : « On ne saurait trop souligner les réticences d'ordre moral d'Avraham Ahituv face à cette opération[46]. Avraham est le descendant d'une famille très pratiquante et, originaire d'Allemagne, il avait été élevé dans une école religieuse juive. Pour lui, au plan émotionnel, le contact avec un monstre nazi

était une expérience bouleversante qui allait au-delà des exigences de sa profession. »

Dans le rapport détaillé que remit personnellement Ahituv, le 14 septembre 1964, il faisait état des conversations qu'il avait eues avec Skorzeny cette semaine-là :

> Skorzeny était un géant. Un colosse[47]. Il était à l'évidence d'une remarquable force physique. Il avait à la joue gauche sa fameuse cicatrice visible sur les photos de lui, qui remontait jusqu'à l'oreille. Il souffrait de surdité partielle de ce côté et me demanda de m'asseoir à sa droite. Bien habillé.
>
> Deux moments m'ont causé un choc. Skorzeny cherchait dans son calepin un numéro de téléphone qu'il voulait me communiquer. Subitement, il a sorti un monocle de sa poche et se l'est ajusté dans l'orbite droite. À cet instant, son allure, avec sa stature, cette cicatrice et son regard agressif lui ont donné absolument l'air d'un nazi.
>
> Le second incident s'est produit après notre entrevue alors que nous dînions ensemble dans un restaurant proche de son bureau. Soudain, quelqu'un s'est présenté devant nous, a claqué bruyamment les talons et l'a salué en allemand d'un « Mon général ». Skorzeny m'a expliqué que c'était le propriétaire du restaurant, l'un des nazis les plus en vue dans ce quartier. […]
>
> Je n'entretiens aucune illusion quant à ses opinions initiales. Sa femme elle-même n'a pas essayé de le disculper. Elle a seulement souligné qu'il n'a joué aucun rôle dans l'Holocauste. […] Lors de cette première rencontre, la conversation s'est surtout centrée sur les sujets politiques, la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, les relations Est-Ouest, et la situation au Moyen-Orient.

Ahituv souleva la question de la participation de son interlocuteur aux pogroms de la Nuit de Cristal. Il exhiba une longue liste d'individus qui avaient pris part à ces persécutions et la soumit à Skorzeny. L'Allemand n'ignorait rien de ce document, qui était conservé à Yad Vashem, parce que cette accusation avait été abordée et débattue au cours des procès pour crimes de guerre, auquel il avait réussi pour sa part à se soustraire.

Il lui désigna une croix à côté de son nom[48]. « C'est la preuve que je n'y ai pas pris part », lui certifia-t-il, alors que Wiesenthal, le chasseur de nazis, interprétait cette marque comme la preuve du

contraire. Skorzeny se plaignit de ce que Wiesenthal le traque, et de s'être trouvé plus d'une fois en situation de « craindre pour sa vie ». Ahituv décida de ne pas trop s'étendre sur le sujet et ne contesta pas.

À un certain stade, l'Allemand en eut assez de parler de la guerre. « Il m'a interrompu et m'a demandé dans quel domaine je travaillais. Il était clair que cela ne servait à rien de jouer à cache-cache. Je lui ai répondu que j'étais dans les services [de renseignement] israéliens. [Skorzeny a répliqué] qu'il n'était pas surpris qu'on soit remonté jusqu'à lui. Il avait entretenu des liens avec divers pays, à différentes périodes, et il entretenait d'excellentes relations avec certains d'entre eux. Il était tout à fait disposé à un échange de vues avec nous aussi[49]. »

« Un échange de vues », tel était l'euphémisme employée par l'Allemand pour signifier qu'il acceptait l'idée d'une coopération pleine et entière avec Israël. Il réclama le prix de son soutien. Il voulait un passeport autrichien valide, émis à son vrai nom, une garantie d'immunité signée à vie contre toutes poursuites, signé du Premier ministre Levi Eshkol, et son retrait immédiat de la liste des nazis recherchés par Wiesenthal, ainsi qu'une somme d'argent.

Ces conditions provoquèrent une vive controverse au sein du Mossad[50]. Ahituv et Eitan les considéraient comme « une contrainte opérationnelle et une condition impérative du succès de l'opération ». D'autres officiers supérieurs estimèrent que c'était « la tentative d'un criminel nazi de blanchir son nom » et ils exigeaient qu'on réexamine son passé. Cette nouvelle enquête révéla de nouveaux éléments sur le rôle qu'il avait joué lors de la Nuit de Cristal, « à la tête d'une des escouades qui avaient incendié des synagogues à Vienne », et qu'« encore récemment, il demeurait un soutien actif d'organisations néo-nazies ».

Toujours aussi pragmatique et aussi peu émotif, Meir Amit considérait qu'Eitan et Ahituv avaient raison, mais il avait besoin du soutien moral du Premier ministre. Levi Eshkol l'écouta et consulta certains officiers de haut rang du Mossad, des survivants de la Shoah (contrairement à Amit, à Eitan et à Ahituv, qui n'en étaient pas), et il entendit leurs objections véhémentes. Néanmoins, il finit

par approuver : on offrit à Skorzeny de l'argent, un passeport, et l'immunité.

Le Premier ministre accéderait aussi à sa demande concernant Wiesenthal, mais ce n'était ni à lui ni au Mossad de prendre cette décision. Wiesenthal était un homme obstiné, aux opinions très arrêtées, et même s'il entretenait des liens étroits avec l'État d'Israël, y compris avec l'agence qui finançait certaines de ses opérations, il n'était pas citoyen israélien, et il travaillait depuis Vienne, hors de la juridiction de l'État hébreu.

En octobre 1964, Raphi Medan alla rencontrer le « chasseur de nazis » et, sans entrer dans les détails de l'opération, lui exposa pourquoi il fallait retirer l'Allemand de la liste noire des criminels du Troisième Reich à pourchasser et à juger, dressée par l'homme de Vienne.

« À ma stupéfaction, se rappelait Medan, Wiesenthal m'a répondu : “Herr Medan, il n'en est pas question. C'est un nazi et un criminel de guerre et nous ne le rayerons jamais de notre liste.” J'ai eu beau argumenter et insister, il a tout bonnement refusé, de façon catégorique[51]. »

Quand on informa l'ancien SS qu'il resterait sur la liste de Wiesenthal, il fut déçu mais accepta tout de même ce marché. Ce fut ainsi que s'accomplit l'impensable – le favori du Führer, un criminel nazi recherché partout dans le monde, qui aurait apparemment incendié des synagogues et pris part à des exactions de la SS, devenait un agent jouant un rôle crucial dans l'une des opérations les plus importantes jamais menées par le renseignement israélien de l'époque.

La première démarche de Skorzeny fut d'informer ses amis parmi les scientifiques en Égypte qu'il relançait un réseau d'anciens de la SS et de la Wehrmacht « pour bâtir une nouvelle Allemagne » – en d'autres termes, pour instaurer un Quatrième Reich. Son organisation devrait réunir des informations, en secret, leur signifiait-il, dans le but de préparer le terrain. Les scientifiques allemands travaillant pour Nasser seraient donc tenus, dans le respect de leur serment à la Wehrmacht, de fournir à son organisation fantôme des informations détaillées sur leurs recherches dans le domaine des

missiles, afin qu'elles puissent servir à la nouvelle force militaire germanique en gestation.

Simultanément, Skorzeny et Ahituv échafaudèrent un plan visant à soutirer des informations à Hermann Vallentin, le redoutable officier de sécurité qui connaissait tout du programme balistique égyptien. À l'inverse du recrutement de Skorzeny, personnage sophistiqué et expérimenté qui avait conscience de traiter avec un envoyé du Mossad, et qu'Ahituv n'avait jamais essayé de tromper, les deux hommes décidèrent de recourir à un subterfuge pour Vallentin.

Skorzeny joua son rôle à la perfection. Il convia Hermann Vallentin à Madrid, prétextant une réunion extraordinaire réservée à ses anciens subordonnés du temps de la « glorieuse guerre ». Il reçut son invité dans un hôtel luxueux, aux frais de l'agence, et lui exposa son plan factice de renaissance du Reich. Ensuite, il lui révéla que ce n'était pas la seule raison de son invitation à Madrid, et qu'il voulait lui présenter un « ami cher », un officier des services secrets britanniques, le MI6. Le Britannique s'intéressait à ce qui se passait en Égypte, ajouta-t-il, et il pria Vallentin d'aider son ami.

Vallentin se montra soupçonneux.

« Êtes-vous sûr que les Israéliens ne sont pas impliqués ? s'enquit-il.

— Mettez-vous au garde-à-vous, quand on vous adresse la parole, et présentez vos excuses ! riposta l'homme de Gran Sasso. Comment osez-vous tenir de pareils propos à votre officier supérieur ! »

Vallentin s'excusa platement, mais il n'était pas convaincu. Il avait en fait totalement raison. L'« ami » de Skorzeny n'était pas britannique : c'était un officier traitant d'origine australienne, membre du Mossad, et il s'appelait Harry Barak.

Vallentin accepta de le rencontrer, mais pas de coopérer, et la rencontre entre les deux hommes n'aboutit à rien.

Toujours ingénieux, Skorzeny inventa immédiatement une solution. Lors de son entrevue suivante avec Vallentin, il lui expliqua que son ami du MI6 lui avait rappelé qu'un câble envoyé par lui, vers la fin de la guerre, dans lequel il notifiait à l'état-major la promotion

de Vallentin, n'était jamais parvenu ni à l'état-major ni au principal intéressé.

Les yeux de ce dernier s'illuminèrent. Bien que cette promotion soit à présent purement symbolique, elle signifiait manifestement beaucoup pour lui. Il se leva et fit le salut nazi, en s'exclamant *Heil Hitler*, et remercia son ancien supérieur avec effusion.

Skorzeny lui apprit qu'il était prêt à lui remettre un document écrit confirmant sa promotion. Vallentin était reconnaissant à son nouvel ami du renseignement britannique de l'information qu'il lui avait fournie, et accepta de l'aider autant qu'il le souhaitait.

En temps et en heure, l'ancien SS convia à Madrid d'autres anciens officiers de la Wehrmacht engagés dans le programme balistique[52]. Il les reçut chez lui, où il organisait de somptueuses réceptions, présentées comme des réunions d'anciens des forces spéciales de la Waffen-SS. Ses invités dînaient, buvaient et s'amusaient tard dans la nuit, sans jamais se rendre compte que c'était le gouvernement israélien qui payait leurs nourriture et leurs boissons, et qui plaçait leurs conversations sur écoute.

Les informations fournies par Skorzeny, Vallentin et les scientifiques qui passaient par Madrid résolurent une bonne part du problème du Mossad concernant ce programme de fusées. Elles permirent d'identifier précisément qui était impliqué dans ces travaux et le statut actuel exact de chaque composante.

Grâce à la manne inédite de renseignements issus de cette opération, Meir Amit réussit à désagréger le programme égyptien de l'intérieur, en recourant à plusieurs méthodes en parallèle[53]. L'une d'elles consistait à envoyer des lettres de menace aux scientifiques allemands. Elles étaient habilement formulées, basées sur les renseignements de premier ordre communiqués par Vallentin, et incluaient des détails intimes sur leurs destinataires.

« Souvenez-vous que même si personne ne peut vous reprocher les crimes commis par la nation allemande dans le passé, vous ne serez pas en position de nier votre responsabilité pour vos actions présentes. Vous auriez intérêt à réfléchir très sérieusement au contenu de cette lettre, au nom de votre avenir et de celui de votre

jeune famille. » « The Gideons », tel était le nom de l'organisation inconnue qui signait ces missives.

Simultanément, grâce aux nouveaux renseignements émanant de ses sources, et principalement de Vallentin, le Mossad fut en mesure de découvrir un plan secret égyptien destiné à recruter des dizaines de travailleurs de l'usine d'avions et de fusées Hellige, à Fribourg, sur le point d'être licenciés. Sur sa lancée, Amit décida de profiter de son avantage pour prendre une initiative éclair visant à empêcher leur départ pour l'Égypte.

Au matin du 9 décembre, Shimon Peres, alors ministre adjoint de la Défense, et Raphi Medan étaient porteurs d'une valise fermée à clef contenant un certain nombre de documents en anglais qui avaient été préparés par le bureau du directeur de l'agence, fondés sur des éléments transmis par Skorzeny, Vallentin et les scientifiques venus en visite à Madrid, et ils s'envolèrent pour une réunion organisée à la hâte avec l'un des hommes politiques les plus influents d'Allemagne de l'Ouest, Franz Josef Strauss, ancien ministre de la Défense[54]. Peres et Strauss étaient les architectes des accords de réparations conclus entre Bonn et Jérusalem. Strauss se leva de son fauteuil pour accueillir les deux Israéliens, et Peres et lui s'étreignirent avec chaleur[55].

« Nous sommes restés six heures, se rappelait Peres. Mon Dieu, ce que cet homme pouvait boire. Des vins du monde entier, et de la bière. Je suis aussi capable de boire, mais des quantités pareilles ? Six heures, et nous n'avons pas cessé de boire. »

Les informations qu'il soumit à Strauss étaient bien plus détaillées, vérifiées, authentiques, et plus graves que tout ce qu'on avait pu présenter aux Allemands auparavant. « Il est inconcevable que des scientifiques allemands aident notre pire ennemi de cette manière alors que vous restez passifs », insista Peres devant Strauss, qui dut saisir ce que des fuites de tels documents dans la presse internationale pourraient signifier.

Il examina les pièces, et accepta d'intervenir. Il appela Ludwig Bölkow, un puissant personnage de l'industrie aérospatiale allemande, et lui demanda son aide. Bölkow envoya ses représentants proposer aux scientifiques et aux ingénieurs de

Hellige des emplois bien rémunérés dans ses usines, assortis de bonnes conditions de travail pourvu qu'ils promettent de ne pas aider les Égyptiens.

Le plan fonctionna. Parmi les membres de ce nouveau groupe, personne ou presque ne partit en Égypte, où le programme balistique avait un urgent besoin de leur assistance pour maîtriser ces systèmes de guidage capricieux, dont le développement paralysait tout progrès.

Le coup de grâce survint quand un émissaire de Bölkow arriva en Égypte pour convaincre les savants déjà au travail là-bas de rentrer chez eux. L'un après l'autre, ils désertèrent le programme et, en juillet 1965, Pilz lui-même rentra en Allemagne diriger l'une des divisions de composants d'avions des usines Bölkow.

L'affaire des savants allemands fut la première pour laquelle le Mossad mobilisa toutes ses forces afin d'empêcher ce qu'il percevait comme une menace existentielle que faisait planer un adversaire, et la première fois qu'Israël s'autorisa à cibler des civils de pays avec lesquels il entretenait des relations diplomatiques. Face à ce récent durcissement des enjeux, un rapport interne ultra-secret rédigé en 1982 analysait s'il aurait été possible de résoudre l'affaire en usant de méthodes « douces » – de généreuses propositions financières du gouvernement allemand à ces scientifiques – et en évitant « la disparition mystérieuse de Krug, la bombe qui mutila Hannelore Wende, ou autres lettres piégées et manœuvres d'intimidation ».

Le rapport concluait que ce n'aurait pas été possible : le Mossad considérait que, sans les menaces dirigées contre eux, ces savants allemands n'auraient pas accepté cet argent, et n'auraient pas renoncé à ce programme.

6.

Catastrophes en série

Après l'affaire des scientifiques allemands, le Mossad avait le vent en poupe. Meir Amit fit venir davantage de professionnels de l'armée, fit adopter de nouvelles technologies et renforça les liens avec les services de renseignement à l'étranger. Il poursuivit aussi la mise en œuvre de nombreuses réformes au plan organisationnel.

Il voulait doter ses services d'une division unifiée des opérations, ce qui amènerait toutes les unités à traiter le sabotage, les assassinats ciblés et l'espionnage dans les nations arabes sous une seule autorité[1]. Afin d'y parvenir, il entreprit ce que Harel avait tenté de réaliser pendant des années et à quoi, lui, Amit, s'était opposé : il transféra l'Unité 188 de l'AMAN au Mossad et la fusionna avec le Mifratz de Shamir. Yossef Yariv fut nommé à la tête de cette division, avec Shamir pour adjoint.

Le directeur Amit nomma cette division Caesarea (Césarée), d'après le nom de la cité romaine de la côte méditerranéenne, un autre exemple du penchant de la communauté israélienne du renseignement pour les noms de code puisés dans l'histoire antique du pays. Le réseau des activités de Césarée en dehors d'Israël reçut pour nom de code Sénat.

Amit voulait aussi sa propre division du renseignement. Jusque récemment, une même unité, les Tziporim, avait alimenté à la fois le Shin Bet et le Mossad. Il décida qu'il lui fallait une entité distincte qui ne travaillerait qu'à l'extérieur d'Israël et uniquement pour l'agence. Il

coopta une partie du personnel des Tziporim pour former une nouvelle structure de renseignement, qu'il baptisa Colossus.

Outre ces changements organisationnels, sous son autorité, l'agence mena des opérations qui permirent de récolter des volumes d'information sans précédent concernant les États arabes et leurs forces armées. L'une des plus exceptionnelles, l'opération Diamant, vit Tsomet recruter un pilote irakien, Munir Redfa, qui déserta et rallia vers Israël aux commandes de son chasseur flambant neuf, un MiG-21, l'arme offensive la plus avancée et la plus dangereuse du bloc soviétique à l'époque[2]. L'armée de l'air israélienne était désormais capable d'affronter son adversaire le plus puissant dans les combats aériens futurs. Le Pentagone était très impatient de découvrir les secrets de l'appareil, et Amit ne se contenta pas de remettre les plans de l'avion aux Américains, mais l'engin proprement dit, avec tout son équipement et un pilote entraîné.

Dans le droit fil de sa « doctrine de la périphérie », il cultiva aussi assidûment des relations secrètes avec le Maroc. Il s'agissait certes d'un pays arabe, en contact étroit avec les principaux ennemis d'Israël, mais c'était aussi un État modéré qui n'entretenait aucun différend territorial avec ce dernier. Qui plus est, son chef, le roi Hassan II, était relativement pro-occidental.

Rabat reçut de Jérusalem des renseignements et une assistance technologique précieux et, en échange, Hassan II permit aux Juifs du Maroc d'émigrer en Israël, puis il accorda au Mossad le droit d'ouvrir une station permanente dans la capitale, Rabat, d'où les hommes d'Amit pourraient espionner les pays arabes[3].

Le point culminant de cette coopération fut atteint en septembre 1965, quand le roi autorisa une équipe des services conduite par Zvi Malchin et Rafi Eitan à truffer de micros les salles de réunion et les suites d'hôtel des dirigeants de pays arabes et de leurs chefs militaires, réunis à l'occasion d'un sommet, à Casablanca[4]. L'objet de cette assemblée consistait à débattre de l'instauration d'un commandement arabe conjoint dans les guerres futures contre l'État hébreu. Or, les relations du roi Hassan II avec quelques-uns de ces dirigeants arabes étaient houleuses, il redoutait

que certains d’entre eux ne projettent de le renverser, aussi laissa-t-il le Mossad les placer sur écoute.

Cela fournit à Israël un aperçu sans précédent sur les secrets des armées et des services de renseignement de ses pires ennemis, et sur l’état d’esprit de ces chefs d’État. Lors de ce sommet, les commandants des armées arabes signalèrent que leurs forces n’étaient pas prêtes pour une nouvelle guerre contre l’ennemi juif, information qui fut au fondement de la confiance extrême de l’armée quand elle pressa le Premier ministre Levi Eshkol de déclarer la guerre, deux ans plus tard, en juin 1967. « Ces éléments d’information sensationnels, déclarait un rapport du Mossad, furent l’une des plus belles réussites du renseignement depuis sa fondation[5]. »

Ces opérations couronnées de succès procurèrent à l’Armée de défense d’Israël les renseignements cruciaux qu’il lui fallait pour préparer la guerre suivante. Mais ensuite, une succession de catastrophes frappèrent Amit et son organisation, à un rythme vertigineux.

Eli Cohen restait le principal espion de l’Unité 188, devenue Césarée. C’était lui qui avait pénétré les milieux dirigeants à Damas et transmis des informations qui permirent aux services de localiser Alois Brunner et de lui envoyer une lettre piégée[6].

À l’origine, Cohen s’était vu confier une fonction d’agent dormant qui, au lieu de collecter et d’acheminer des informations, était censé devenir actif seulement s’il devait alerter Israël que la Syrie planifiait de lancer une attaque surprise.

Toutefois, sous la pression de ses officiers traitants, et parce qu’il s’était laissé prendre dans les rets de sa propre histoire qui lui inspirait une confiance excessive, il se mit à envoyer des messages journaliers à ses officiers traitants du Mossad en se servant d’un télégraphe caché dans son appartement[7]. Il transmettait des rapports sur des installations militaires secrètes, sur un complot syrien visant à prendre le contrôle des sources d’eau de la région (avec l’assistance d’une entreprise sous-traitante saoudienne dirigée par Mohammed Ben Laden, le père d’Oussama), et sur les relations

de la Syrie avec l’Union soviétique, mais aussi sur les nazis terrés à Damas, sur les bruits de couloir au parlement, ainsi que des comptes rendus sur des luttes de pouvoir à l’intérieur du gouvernement. La transmission d’informations de cette nature et à cette fréquence constituait une faute grave et une erreur trahissant un manque de professionnalisme, de sa part, mais aussi et surtout de celle de ses officiers traitants[8].

« Eli Cohen était de ces types qui dans la vie empruntaient des voies de traverse », expliquait Moti Kfir qui, parmi les postes qu’il occupa dans l’agence, dirigea le programme de formation et d’entraînement, au début des années 1960[9]. « Quand vous empruntez des voies de traverse, vous finissez parfois par vous imaginer que personne ne vous voit faire. Il se trompait. Il est devenu trop visible. Je l’avais averti, pendant sa formation. “Ne joue jamais les têtes d’affiche.” Pourtant, il a fait l’inverse. »

La lettre piégée expédiée à Brunner et le vif intérêt que Cohen portait aux autres nazis dans ses conversations avec des Syriens haut placés, ainsi que le fait d’être « dans une situation inusitée, celle d’un immigré sans profession […] qui donnait des soirées, frayait avec la haute société » et « offrait à ses invités et ses amis toutes sortes de divertissements », alertèrent les services de renseignement syriens et conduisirent l’un de ses interlocuteurs à douter de sa couverture, celle d’un certain Kamal Amin Thabet, marchand syrien fortuné rentré dans son pays natal après de longues années d’exil à Buenos Aires[10].

Tragique coïncidence pour lui, à la même période, son émetteur radio provoqua des interférences sur les fréquences de transmission du quartier général de l’état-major syrien, en face du luxueux appartement qu’il louait, où il recevait de hauts responsables du régime conviés à ses soirées. Intrigués, les Syriens demandèrent au GRU, le renseignement militaire soviétique, d’enquêter. Les Russes envoyèrent des véhicules de patrouille spéciaux qui réussirent, au cours d’une de ces transmissions, à se caler sur la source des signaux provenant de l’émetteur de Cohen.

Il fut arrêté, torturé avec la dernière brutalité et, au terme d'un procès expéditif, condamné à mort[11]. Il fut pendu en public sur la place centrale de Damas, le 18 mai. Ses bourreaux laissèrent son corps se balancer au bout d'une corde, revêtu d'un drap blanc portant le texte de sa sentence de mort, en guise de message adressé à l'État d'Israël.

L'homme qui l'avait recruté, entraîné et dirigé, Gedaliah Khalaf, déclara plus tard : « Je l'ai regardé, mon Eli, à la télévision syrienne, et j'ai vu sur son visage les tourments diaboliques qu'il avait subis. Je ne savais que faire. J'avais envie de crier, de tenter quelque chose, de prendre un pistolet et de m'introduire dans la prison de Mezzeh, de me frapper la tête contre un mur, jusqu'à la faire éclater, jusqu'à ce que je parvienne à le sauver. Et puis ils l'ont tué, et nous, nous ne pouvions rien faire d'autre que rester figés, et regarder[12]. »

Le Mossad de l'ère Amit, qui avait si récemment repris confiance, se sentit humilié, impuissant[13]. Pire encore, il était mis à nu. Les Syriens avaient torturé Cohen avec une telle violence, en lui arrachant les ongles et en lui infligeant le supplice de la gégène, qu'il avait craqué. Il avait révélé les codes de communication secrets et déchiffré deux cents messages qu'il avait envoyés, interceptés par les Syriens qui avaient été incapables de les lire, et ce qu'il savait des méthodes de recrutement, de formation et de création de couvertures dans le renseignement israélien.

Peu après son arrestation, Césarée fut frappée d'un autre désastre. Wolfgang Lotz, son espion implanté dans la haute société cairote, élément clef de la collecte de renseignements dans les tentatives d'élimination des scientifiques allemands en Égypte, fut à son tour démasqué, le 10 février 1965. Sa chute fut elle aussi précipitée par une activité excessive, une confiance aveugle dans sa couverture, et un certain nombre d'erreurs cuisantes commises par ses officiers traitants et lui-même.

La seule chose qui sauva Lotz d'un destin similaire à celui d'Eli Cohen fut l'intervention du BND (*Bundesnachrichtendienst*) allemand, qui, à la demande d'Israël, intervint et expliqua aux Égyptiens que Lotz travaillait aussi pour le service fédéral d'espionnage. Lotz et son épouse, Waltraud, échappèrent à la

potence et furent condamnés à une peine de détention à perpétuité. (Ils furent plus tard libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers, à la suite de la guerre des Six-Jours, en 1967.) Ce n'en était pas moins un nouveau coup dur pour le Mossad[14]. Redoutant d'autres pertes, Yosef Yariv ordonna à ses autres espions, dont l'entraînement et la couverture avaient requis de nombreuses années d'efforts, de rentrer. À peine sortie des limbes, Césarée était presque en ruine.

Le Premier ministre, Levi Eshkol, considérait la chute des deux espions comme un revers national[15]. Malgré la mauvaise passe que traversait l'agence, il décida quand même d'approuver une mission d'élimination ciblée menée par Césarée en Uruguay. Deux mois auparavant, une conférence à laquelle participèrent des représentants de diverses agences de renseignement s'était tenue pour discuter du degré d'avancement de la chasse aux nazis, une affaire qui ne figurait pourtant pas en tête de la liste des priorités. Raphi Medan, chef adjoint de l'unité Amal, qui traitait le sujet, passa en revue les cibles éventuelles inscrites sur la liste dont le nom d'Otto Skorzeny venait d'être effacé. Quand il tomba sur celui de Herbert Cukurs, un criminel de guerre nazi letton, un aviateur qui avait offert de seconder la SS et la Gestapo, et se mit à énumérer les actes horribles qu'il avait commis, un cognement sourd retentit dans la pièce. Le chef de l'AMAN, le major général Aharon Yariv, venait de s'effondrer, et il lui fallut un long moment pour reprendre connaissance. Il s'avéra que Cukurs avait brûlé vifs certains de ses parents et amis[16].

Après cette réunion, Amit, très proche de Yariv et profondément affecté par l'incident, demanda audience au Premier ministre Eshkol qui lui donna son feu vert pour faire éliminer le Letton[17].

Cukurs avait massacré des Juifs pour le sport. Il les avait abattus en pleine rue après leur avoir ordonné de courir droit devant eux pour avoir la vie sauve. Il avait enfermé des Juifs dans des synagogues auxquelles il avait fait mettre le feu, sirotant son whisky en écoutant leurs cris. Des survivants de la Shoah l'avaient surnommé le Boucher de Riga, et son nom, directement impliqué

dans le meurtre de quelque quinze mille Juifs, et indirectement dans l'anéantissement de vingt mille autres, fut fréquemment cité lors des procès de Nuremberg. Après la guerre, il avait réussi à s'enfuir et à se réfugier au Brésil où il monta une agence de tourisme, en s'entourant de vigiles, par crainte de connaître le même sort qu'Eichmann.

Yaakov Meidad, un agent de Césarée qui parlait l'espagnol et l'allemand, se fit passer pour un homme d'affaires autrichien cherchant à s'implanter dans le secteur touristique en Amérique du Sud et réussit à convaincre Cukurs de se rendre en Uruguay, à la rencontre d'un groupe de promoteurs, dans une luxueuse demeure aux abords de Montevideo. Dans cette villa, trois tueurs l'attendraient. Selon leur plan, Meidad entrerait le premier, suivi de Cukurs. L'un des exécuteurs le pousserait à l'intérieur et fermerait la porte derrière lui. Ensuite, dès que l'équipe du Mossad ne risquerait plus d'être dans sa ligne de mire, il l'abattrait.

Toutefois, l'affaire ne se déroula pas aussi aisément que prévu. Cukurs était sur le qui-vive et craignait un piège. Dès l'instant où il franchit la porte, il comprit ce qui se tramait et tenta de fuir. Yariv voulut l'immobiliser d'une clef de cou tandis qu'un autre Israélien le traînait à l'intérieur. « Le fait que Cukurs soit mort de peur, observa Meidad, et qu'il ait vécu dans la terreur de ce moment depuis vingt ans, lui donnait une force surhumaine. Il a réussi à envoyer le type au tapis. Il s'est agrippé à la poignée de la porte et, si nous n'avions pas été trois, moi compris, à maintenir cette porte fermée, il aurait été capable de ressortir. »

Cukurs mordit Yariv à la main, lui arracha le bout d'un doigt, qui lui resta dans la bouche. L'Israélien hurla de douleur et dut relâcher sa clef de cou. L'Allemand faillit se dégager mais au dernier moment, l'un des tueurs, Ze'ev Amit (un cousin du directeur du Mossad), qui n'avait pas pu ouvrir le feu en raison du risque d'atteindre ses camarades, attrapa un marteau et l'abattit sur le crâne du Letton, le frappa à plusieurs reprises, jusqu'à ce qu'il perde conscience. Ensuite, le troisième homme, Eliezer Sodit-Sharon, ancien exécuteur en chef de l'Irgoun, tira deux coups de feu sur le criminel de guerre, afin d'avoir la certitude qu'il soit bien mort[18].

Les agents enfermèrent le cadavre dans une valise, qu'ils laissèrent dans la maison, et y apposèrent un « verdict », une feuille de papier portant ces mots : « Considérant sa responsabilité personnelle dans les meurtres de 30 000 Juifs, commis avec une horrible brutalité, le condamné a été exécuté. [Signé] Ceux Qui n'Oublieront Jamais[19]. »

Au sein du Mossad, l'opération fut officiellement considérée comme un succès, mais à la vérité, sa mise en œuvre entachée d'amateurisme aurait aisément pu tourner au désastre[20]. Quoi qu'il en soit, Yariv s'en sortait avec un moignon de doigt. L'homme qui avait fracassé le crâne du Letton à coups de marteau, Ze'ev Amit, ferait de terribles cauchemars toute sa vie, hanté par le trauma de ce meurtre.

Le désastre suivant faillit coûter leur poste au Premier ministre, Levi Eshkol, et au directeur, Meir Amit. Le 30 septembre 1965, le lendemain du jour où l'agence reçut les bandes magnétiques du sommet arabe, d'une importance vitale, l'un des commandants du renseignement militaire marocain, Ahmed Dlimi, contacta l'agence et signifia clairement que Rabat entendait que la dette contractée en échange de ces informations précieuses soit apurée dès que possible[21]. Dans le monde du renseignement, il n'y a ni cadeau ni gratuité.

Amit en informa Eshkol. « D'un côté, ils nous ont remis ces bandes, mais de l'autre ils nous ont dit : "À votre tour !" Ils veulent une chose très simple. Il y a ce goy, Ben Barka, qui est dans l'opposition au roi […] et le roi a donné l'ordre de l'éliminer. Ils sont venus nous solliciter en ces termes : "Vous êtes d'excellents tueurs […] Allez-y !"[22] »

Actif dans l'opposition au royaume chérifien, Mehdi Ben Barka avait été exilé du Maroc au début des années 1960, et plus tard condamné à mort par contumace[23]. Les services de renseignement de Hassan II tentèrent de le localiser, mais il prenait soin de dissimuler son lieu de résidence, en se déplaçant sans cesse d'un endroit à l'autre et en usant de pseudonymes. Les chefs des

services secrets du monarque prièrent le Mossad de les aider à le débusquer, et à le tuer.

« Nous étions confrontés à un dilemme, se rappelait Meir Amit. Soit les aider et se laisser entraîner, soit refuser et mettre en péril les entreprises de tout premier ordre engagées par la nation[24]. »

Bien des années plus tard, il tenta de dresser de lui le portrait de quelqu'un qui avait choisi « de passer entre les gouttes » et de ne pas directement contribuer à commettre ce crime, tâchant plutôt d'« intégrer [cette aide aux Marocains] dans le cours normal de nos activités conjointes avec eux ». Pourtant, un examen attentif des câbles et dossiers internes montre que l'agence était profondément impliquée.

Césarée et Colossus aidèrent les Marocains à repérer le kiosque genevois où Ben Barka faisait expédier ses magazines, leur permettant ainsi de le placer sous surveillance. Plus tard, ils proposèrent un plan : un homme se faisant passer pour un réalisateur de documentaires captivé par l'histoire de sa vie d'exilé marocain et intéressé par un projet de film sur le sujet l'attirerait à Paris. Le Mossad fournirait aux Marocains des planques dans la capitale, des véhicules, des faux passeports et deux types différents de poison avec lesquels le mettre à mort, ainsi que des pelles et « le nécessaire pour dissimuler les traces ».

À l'arrivée de Ben Barka à Paris, le 29 octobre 1965, les Marocains l'enlevèrent, avec l'aide de policiers français véreux. Ils l'emmenèrent dans un lieu sûr des services, alors inoccupé, où ils le soumirent à un interrogatoire brutal. Il mourut peu après d'asphyxie, après avoir été plongé à plusieurs reprises dans une baignoire remplie d'eau sale.

Les agents n'étaient ni impliqués ni présents sur les lieux au moment du meurtre, mais ils se chargèrent de la manutention du cadavre, une équipe conjointe de Césarée et de Colossus l'escamotant dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye[25]. Ils creusèrent un trou profond dans le sol et enterrèrent le corps, après quoi ils répandirent dessus une substance chimique, un produit conçu pour le dissoudre, particulièrement actif dès qu'il entrait en contact avec l'eau. De fortes pluies s'abattirent presque

immédiatement et, peu de temps après, il ne restait sans doute plus grand-chose de Ben Barka. Selon certains des Israéliens concernés, ce qui en subsistait fut de nouveau déplacé et gît aujourd'hui sous la route d'accès à la Fondation Louis-Vuitton, ou peut-être même sous le bâtiment proprement dit.

Amit avait fait une promesse à Eshkol : « Je n'entreprendrai aucune démarche sans vous avertir », mais il ne lui révéla qu'une partie de la vérité, et seulement après les faits. Le 25 novembre 1965, il lui promit : « Tout va pour le mieux[26]. »

À dire vrai, pourtant, tout n'allait pas pour le mieux. La disparition de Ben Barka en plein Paris et l'implication des chefs du renseignement marocain ainsi que de mercenaires français se répandit dans les médias français comme une traînée de poudre et l'« affaire Ben Barka » accapara les gros titres pendant une longue période. Le président de la République, Charles de Gaulle, démantela ses services de renseignement et fit traduire une partie des personnages impliqués en justice. Le roi Hassan II refusant de lui livrer les chefs de ses agences d'espionnage pour les faire comparaître devant les tribunaux français, un de Gaulle furibond suspendit les relations diplomatiques avec Rabat.

Les retombées de l'opération perdurèrent pendant plusieurs décennies et laissèrent planer une ombre très grise sur les relations entre le Maroc et la France où, à ce jour, un magistrat instructeur continue de travailler sur l'affaire. Ces enquêtes alimentèrent aussi des soupçons concernant des personnels du Mossad, et tous ceux qui s'étaient chargés de l'opération quittèrent précipitamment Paris. Durant de nombreuses années, ils restèrent exposés à un risque de procédure judiciaire.

Isser Harel occupait à l'époque la fonction de conseiller de Levi Eshkol en matière de renseignement. Amer et contrarié par la manière dont il avait été évincé de la direction, envieux de la réussite de Meir Amit, il mit la main sur des documents relatifs à l'affaire Ben Barka et partit en guerre contre son rival.

Dans un rapport interminable soumis au Premier ministre, il déclarait : « Le Mossad, et à travers lui l'État, ont été mêlés à diverses actions liées à un assassinat politique, dans lequel Israël

n’avait non seulement aucun intérêt, mais n’aurait pas dû être impliqué du tout, selon moi, tant d’un point de vue moral, public, que sur le plan international[27]. »

Harel exigea d’Eshkol qu’il limoge Amit et envoya un émissaire personnel révéler la vérité à de Gaulle. Eshkol refusa, et Harel accusa le Premier ministre d’avoir trempé lui-même dans ce meurtre, puis réclama qu’il démissionne séance tenante. Il le menaça, en lui disant que « les échos de cette affaire seront portés à la connaissance de l’opinion et tout le parti [travailliste] sera entaché de honte ».

Ces attaques restant inefficaces, il organisa des fuites dans un journal de la presse à sensation qui révélait la quintessence de l’affaire. La censure ayant bloqué la parution, Harel informa des membres de la hiérarchie du parti de façon détaillée et leur enjoignit de se rebeller contre le pouvoir d’Eshkol[28]. Ces membres tentèrent ensuite de convaincre Golda Meir de prendre la tête d’un coup de force contre le Premier ministre. Elle admit qu’Amit devait céder son poste, mais elle s’opposa à la destitution du Premier ministre. « Je devrais renverser Eshkol, et prendre sa place ? s’étonna-t-elle devant les conspirateurs, avec tout le sens du drame qui avait fait sa réputation. Je préférerais me jeter à la mer[29]. »

Face aux attaques virulentes de Harel qui ne désarmait pas, Eshkol et Amit décidèrent de riposter, de combattre la rétorsion par la rétorsion[30]. Amit se confia à ses proches collaborateurs : « Harel ne lâchera pas l’affaire de sa propre initiative […] à moins qu’on lui souffle qu’il y a dans son passé suffisamment de passif pour décrédibiliser cette prétention qu’il a de se poser en “gardien moral” du Mossad. »

Et il y avait assez de passif, en effet[31]. Amit se fit remonter le dossier Alexander Yisraeli des archives. Ce dernier était l’officier de marine qui avait vendu des secrets à l’Égypte en 1954, avant d’être enlevé, l’intention étant de le traduire en justice, mais il était mort lors de son transfert d’une surdose de sédatifs. Harel avait ordonné que son corps soit jeté à la mer et qu’on raconte à sa famille qu’il s’était installé en Amérique du Sud.

Amit remit le dossier Yisraeli à un vétéran de l'agence qui vouait le plus grand mépris à Harel, très ami avec Amit et bon connaisseur de cette histoire[32]. Il convoqua Harel en tête à tête. « À votre avis, qu'arriverait-il si cette affaire devenait publique ? lui demanda cet homme. Vous ne croyez pas qu'une question aussi grave exigerait un examen approfondi et une enquête sérieuse ? Bien sûr, nous essaierons de maintenir cette histoire sous le boisseau, mais nous ne sommes pas les seuls à en être informés, et c'est révoltant ce que certains osent porter à l'attention des journalistes de nos jours. »

Harel se le tint pour dit. Peu après, il démissionna.

Pour Amit, la principale leçon de cette affaire fut celle-ci : « Nous ne devons jamais nous laisser entraîner à exécuter les missions sensibles des autres si nous n'y avons pas directement intérêt, et surtout pas les assassinats. Nous ne devons tuer un individu que s'il menace les intérêts d'Israël, et l'exécution doit être strictement blanc-bleu », une allusion aux couleurs du drapeau israélien, et il entendait par là « uniquement menée par des Israéliens[33] ».

L'agence, et en particulier Césarée, son fer de lance, sortit de toutes ces catastrophes meurtrie et en proie au désarroi. Amit réunit un certain nombre de commissions d'enquête internes pour tenter d'analyser ce qui avait mal tourné.

Le principal responsable de ces investigations s'appelait Michael « Mike » Harari[34]. Après l'achèvement des travaux de ces commissions, Amit nomma Harari directeur adjoint de Césarée. Ce dernier occupa le poste cinq ans, d'abord sous la direction de Yosef Yariv, puis sous celle de Zvi Aharoni, mais dans la pratique il était l'élément moteur de la division et, dans les faits, c'était lui qui la commandait. En 1970, il fut nommé à sa tête, une fonction qu'il exerça dix ans. Les quinze années durant lesquelles il dirigea cette entité furent les plus importantes et les plus turbulentes de son histoire. Surnommé César, Harari devint la personnalité exerçant l'influence la plus profonde sur le monde des opérations spéciales du Mossad.

Il était né à Tel Aviv en 1927[35]. « Deux événements ont façonné mon existence », disait-il. En 1936, encore enfant, il avait été témoin d'émeutes violentes déclenchées par des Arabes de Palestine contre les Juifs et les Anglais, qui restèrent dans l'histoire sous le nom de Grande Révolte arabe en Palestine mandataire. « J'ai vu la foule des émeutiers et une jeep incendiée, le corps calciné d'un sergent anglais encore agrippé au volant. » Quand il vit Arabes et Juifs s'affronter, dit-il, il ne resta pas en retrait, mais se rendit dans un magasin voisin et choisit ce qui lui sembla la meilleure arme – un robuste manche de pioche – et alla se joindre à la bataille contre les Arabes.

La seconde expérience déterminante se produisit en 1942, quand il descendit jouer dans la rue et arriva sur les lieux quelques minutes après que des officiers de la police criminelle britannique eurent abattu Avraham Stern, le chef du groupe extrémiste clandestin Lehi. « Je les ai vus descendre le corps. Ensuite, je suis monté à l'étage. J'étais un jeune garçon, et personne ne m'en a empêché. Je suis entré dans l'appartement et j'ai vu le placard où il s'était caché. […] Ces choses-là vous affectent. »

En 1943, il mentit sur son âge pour rejoindre le Palmach, l'armée secrète du Yichouv en Palestine. « C'était clandestin. C'était secret, cela m'intriguait. » Il prit part à quantité d'actions, notamment au sabotage de voies ferrées et de ponts, à des attaques contre des postes de police britanniques et à de la collecte de renseignement. Il fut arrêté à sept reprises par la police criminelle.

Après la Seconde Guerre mondiale, lorsque le commandement de la Haganah apprit qu'il parlait sept langues, on l'envoya en Europe, pour aider au transport des Juifs survivants vers Israël[36]. Il s'occupa de secrètement acquérir des navires et d'organiser la logistique complexe requise par l'acheminement de ces immigrants sans papiers à travers une Europe en ruine jusqu'à ces bateaux, avant de les introduire clandestinement en Palestine, au nez et à la barbe des Britanniques. « C'est à cette période que je me suis créé ma propre définition des critères et des méthodes relatifs aux activités sous couverture à l'étranger, des outils que j'ai utilisés plus tard au sein des services. »

Après la fondation de l’État hébreu, Isser Harel recruta Harari au Shin Bet, puis au Mossad, où il connut une ascension rapide avant d’être affecté à ces procédures d’enquête sur les opérations de Césarée. Il découvrit une unité en mauvais état, un patchwork de personnels mélangés (d’anciens membres de l’Unité 188, du Mifratz et des Tziporim, l’unité opérationnelle du Shin Bet, parmi d’autres), une doctrine de combat floue et des buts mal définis.

La série d’échecs accumulés par Césarée le menèrent à la conclusion que cette entité devait être reconstruite de fond en comble, et ses objectifs, ses missions et ses personnels entièrement redéfinis. Après plusieurs mois de travail, il soumit sa doctrine aux chefs du Mossad : « Dans ma vision du monde, je crois que toute nation qui veut survivre doit posséder sa propre Césarée, un corps d’élite clandestin, cloisonné, qui sera à même de conduire, hors des frontières du pays, les opérations qu’aucune autre agence dans ce pays n’est capable d’assumer[37]. C’est un outil unique que notre pouvoir politique peut employer pour agir contre les ennemis de la nation. »

Harari fixa les objectifs primordiaux de Césarée : assassinats ciblés, sabotage, collecte de renseignements dans des pays « cibles » hostiles, et opérations spéciales, comme l’exfiltration des individus enlevés par ses équipes action.

La plupart des agents de terrain du Mifratz sur lesquels Harari se renseigna étaient d’anciens membres de groupes clandestins extrémistes antibritanniques recrutés par Isser Harel et commandés par Yitzhak Shamir. Harari les trouva extrêmement coriaces, possédant une grosse expérience du combat et des opérations sous couverture, prêts à presser sur la détente le moment venu. Sous d’autres aspects, pourtant, il les jugea très vulnérables : « Sur la phase de repli, ils échouaient toujours. J’ai ordonné que, dans la planification des opérations, on accorde le même poids à l’acquisition de l’objectif qu’au repli et, s’il n’y avait pas moyen de s’en sortir entier, qu’on ne passe pas à l’exécution. »

Il ordonna l’instauration d’un « comité des cibles », qui se chargerait de procéder à des études en profondeur pour décider de qui figurerait sur la liste, et il édicta une règle : les meurtres ne

devaient jamais être exécutés au corps à corps, au couteau ou avec d'autres armes « froides ».

Les personnels de terrain des deux divisions opérationnelles, Césarée et Colossus, n'appréciaient pas d'être qualifiés d'agents, une appellation qui leur paraissait terne et superficielle, privée de la juste nuance d'héroïsme. (Le pire, c'était « espion », un terme presque dérisoire réservé aux ressortissants étrangers recrutés pour trahir leur pays au profit d'Israël.) Ils se considéraient plutôt comme des guerriers (*lohamim*), dévoués à la défense et à la préservation de leur jeune nation.

Cependant, ils avaient beau être des guerriers, il existait une différence essentielle entre les personnels des deux divisions. Un espion de la division Colossus arrêté dans un « pays base » – entretenant des relations diplomatiques pleines et entières avec Israël, comme la France ou l'Italie – pouvait risquer l'emprisonnement. Dans un « pays cible », comme la Syrie ou l'Égypte, un guerrier de Césarée serait probablement soumis à d'horribles tortures et interrogatoires, puis exécuté. En Israël, la détection et la capture d'un agent de Césarée sont perçues comme un désastre national. C'est pourquoi Harari insistait sur une discipline de fer et sur l'absence d'erreurs.

Et, en effet, dès le moment où il entreprit de reconstruire Césarée, très peu d'erreurs importantes furent commises. Dans l'histoire entière de la division, Eli Cohen fut le seul agent qui se fit prendre et exécuter.

« Ces résultats phénoménaux, observe "Ethan", qui fut officier supérieur de l'unité durant de nombreuses années, furent obtenus surtout grâce aux innovations de Harari et, avant tout, en s'appuyant sur des couvertures à toute épreuve[38]. »

Le processus de recrutement constituait aussi un facteur essentiel de leur succès. « L'arme principale d'un agent de Césarée, c'est l'aptitude à travailler en immersion profonde, expliquait Ethan. Cette arme-là doit être innée. Tout le reste, nous pouvons le leur apprendre. »

Le Mossad put avoir accès à la base de données de la population nationale, que les experts en sélection de Césarée passèrent au

crible à la recherche de certains types de profil. Pour Harari, le vivier naturel où il convenait d'aller d'abord chercher son personnel était celui des soldats qui servaient leur pays, ou l'avaient servi, en tant que combattants au sein de l'armée israélienne. Mais ce n'était que le premier stade du processus de sélection. Après la chute d'Eli Cohen et la révélation de l'emploi par le Mossad de Juifs de pays arabes comme espions, il décida de se reposer principalement sur des individus susceptibles de se faire passer pour des gentils, des *goyim* (ou non-Juifs), originaires de nations occidentales.

Le candidat parfait était d'apparence européenne, susceptible d'être pris pour un touriste ou un homme d'affaires d'un pays dont les ressortissants étaient les bienvenus dans le monde arabe[39]. L'un des réservoirs de recrues possibles se composait d'enfants d'universitaires ou de membres du corps diplomatique qui avaient vécu durant de longues périodes à l'étranger, en raison de la profession des parents. Mais la plupart des recrues de Césarée étaient des immigrants qui avaient vécu dans leur pays natal jusqu'à l'âge adulte (dans de très rares cas, Césarée recrutera un Juif vivant encore hors du pays), parce qu'ils offraient un avantage évident : ils n'avaient pas besoin d'être formés à jouer le rôle d'un non-Israélien.

D'un autre côté, expliquait Kfir, l'ancien responsable de l'entraînement, l'appel à de telles recrues n'allait pas sans quelques complications. Le Shin Bet soumettait évidemment tous les aspirants à une vérification de leurs antécédents. Mais si un immigrant n'a pas été convenablement intégré par la société, si cet homme ou cette femme n'a pas servi dans les rangs de Tsahal, n'a pas développé un réseau d'amis de longue date, n'a pas de famille dans le pays, il devient beaucoup plus difficile d'évaluer sa loyauté envers Israël et le Mossad. Il est même possible que l'impétrant espionne déjà pour le compte d'un autre pays. En conséquence, après le passage initial au détecteur de mensonges, la vérification des antécédents à laquelle étaient soumises les recrues de Césarée (déjà la plus stricte de toute l'organisation) fut encore renforcée, les enquêteurs allant parfois jusqu'à se déplacer à l'étranger pour scruter le passé du candidat. On consacrait des efforts considérables au recrutement de chacun d'entre eux.

Une fois les possibles recrues identifiées, elles recevaient des appels de correspondants qui se présentaient comme des « employés du gouvernement » et suggéraient une rencontre dans un café, où ils exposaient à leurs interlocuteurs, dans les très grandes lignes, ce que serait la teneur de leur mission. D'autres recevaient une lettre un peu sibylline du cabinet du Premier ministre ou du ministère de la Défense, plus ou moins libellée en ces termes : « Nous vous offrons une opportunité de jouer un rôle dans une structure comportant des activités aussi peu communes que variées. Vous aurez l'occasion d'être confronté à des défis passionnants, que vous aurez à relever, ce qui vous permettra de libérer tout votre potentiel et vous procurera une grande satisfaction personnelle. » En plus de cette approche directe, le Mossad publiait depuis longtemps déjà dans les journaux israéliens des annonces d'offres d'emploi mentionnant un « organisme étatique » recherchant des candidats pour un « métier exigeant ».

Partant de ce vivier de recrues potentielles, le Mossad entamait un tri au moyen d'une série de tests, jusqu'à ne retenir que les candidats jugés psychologiquement à la hauteur[40]. Le processus de sélection de tous les postes opérationnels était et reste de la responsabilité des officiers de recrutement et des psychologues de l'agence. Harari insistait pour que ces psychologues suivent eux-mêmes un programme de formation épuisant, comportant notamment l'horrible « exercice du prisonnier », afin qu'ils se rendent compte des qualités requises d'un agent et soient mieux à même d'évaluer les postulants.

Trouver de futurs agents possédant toutes les caractéristiques souhaitées constituait, et demeure, une épreuve ardue. Au Mossad, on souligne non sans fierté que le taux d'acceptation est de 0,1 %. Moti Kfir le formule en ces termes : « Le guerrier recherché doit être un sioniste[41]. Il faut qu'il s'identifie à Israël et ses objectifs. Surtout, il doit posséder un certain équilibre entre des traits de caractère contradictoires. Il faut qu'il ait le sens de l'initiative sans être agressif. Du courage, sans être intrépide. Extraverti, mais réservé. Il doit accepter de prendre des risques énormes, sans mettre sa mission et l'organisation en danger, et sans que cela se transforme en pulsion

mortifère. Il doit être capable de vivre une existence de mensonges et de tromperie tout en transmettant des rapports fiables, sans rien cacher à ses commandants. Il doit jouer de son charme personnel sans nouer de liens trop intimes. »

Ensuite, il y a toujours la question de la motivation. Pourquoi un homme ou une femme voudrait-il exercer l'un des métiers les plus dangereux du monde ? « Il existe deux groupes de guerriers, précisait Kfir. Le premier part d'une position positive, ce sont des gens qui tendent vers quelque chose. Le second groupe part d'une position négative, ce sont des individus qui veulent échapper à quelque chose. Ceux qui partent d'une posture positive n'ont aucun problème pour gagner leur vie, ils n'ont pas d'épouse qui risquerait de ne pas les comprendre. Ce sont des gens qui viennent servir le sionisme et qui cherchent à assouvir leur esprit d'aventure ; ils veulent voir le monde, ils ont envie de jouer à ce jeu parce qu'il leur plaît. Ceux qui partent d'une posture négative sont des êtres qui fuient une réalité, qui ne se sentent pas bien dans leur foyer, qui n'ont pas pu réussir leur carrière dans le civil. Ce sont des personnes qui tentent de se créer une vie meilleure. »

Le Mossad accepte ces deux types de guerriers, les individus positifs autant que les individus négatifs. Les raisons qui les poussent à abandonner leur ancienne existence comptent moins que leur aptitude à fonctionner dans un complet isolement, en pays ennemi, sous une identité totalement différente de la leur. « Vous êtes à la fois un soldat et un général, ajoute Kfir. C'est une charge émotionnelle et intellectuelle. »

Espérant trouver un moyen de leur épargner ou à tout le moins d'alléger cette charge, Harari lança aussi un programme de recrutement particulièrement ambitieux[42]. « J'ai entendu dire que le KGB avait longtemps utilisé des orphelins, qui ne seraient liés par aucun engagement restrictif et, dès l'âge de treize ou quatorze ans, les services les prenaient sous leur aile, les entraînaient dans les meilleures conditions possibles pour en faire des agents capables de fonctionner sous couverture. Je trouvais l'idée bonne. » Il pria le psychologue de Césarée de repérer un garçon israélien de quatorze ans, sans parents, et la division le prit sous son aile sans qu'il sache

qui s'occupait désormais de lui. Un psychologue et deux éducateurs le tenaient constamment à l'œil, et il reçut une excellente éducation, suivit des cours de perfectionnement en art et culture, et consacrait du temps au sport et au loisir. « Nous lui avons annoncé notre souhait qu'il serve la nation quand il serait adulte », confie Harari.

Toute cette préparation et cette instruction furent un succès. Le garçon devint un soldat, puis un jeune officier talentueux, très cultivé et capable d'opérer sous couverture en tant qu'étranger. Mais le projet d'ensemble échoua. « Il m'est clairement apparu que cela pouvait fonctionner dans un pays totalitaire comme la Russie, mais pas en Israël. Le Juif israélien n'a pas cette sorte de persévérance, et assez vite notre garçon a eu envie d'avoir une petite amie, une carrière dans le civil, et un bon salaire. Il aurait vraisemblablement des aspirations très différentes de ce que le monde du renseignement pouvait offrir. Il ne nous restait pas d'autre alternative que de le laisser tracer sa voie. »

D'autres politiques de recrutement se révélèrent plus fructueuses. Pour des raisons opérationnelles et pratiques, le Mossad devint en fait l'un des pionniers de l'égalité des sexes[43]. « En cours d'opération, c'est un immense avantage de compter une femme dans l'équipe, souligne Ethan. Un groupe composé de membres des deux sexes […] fournit toujours une couverture plus plausible et limite les soupçons[44]. »

Si les recrues réussissent à franchir le seuil de la sélection initiale, elles entament ensuite le « cursus des agents ». La plupart des cadets de Césarée ne se rendent jamais au quartier général pendant leur formation et n'ont aucun contact avec les autres stagiaires. Un minimum d'informations leur est communiqué, de sorte qu'ils auront très peu de choses à révéler s'ils sont arrêtés et torturés. Au cours de leur entraînement, c'est l'un des appartements de l'agence à Tel Aviv qui leur sert de base, de sorte qu'ils ne sont jamais au contact des employés de l'agence qui viennent travailler tous les jours au quartier général.

Les élèves officiers suivent un entraînement dans quantité de domaines du métier d'espion – transmission en morse crypté (jusqu'à ce que des évolutions technologiques aient rendu ce mode

de communication obsolète), surveillance, contre-filature, armement et combat rapproché. Ils étudient aussi la géographie, la politique et l'histoire des pays arabes.

Ils affûtent leurs compétences à la faveur d'une série de missions pratiques, presque entièrement sur le sol israélien, des exercices généralement élémentaires : glisser un dispositif d'écoute à l'intérieur d'un téléphone dans une zone d'accueil d'agence bancaire, récupérer des documents anodins, entrer par effraction dans des domiciles privés ou des entreprises rien que pour prouver qu'une recrue en a la capacité[45].

La création d'une couverture élaborée va bien au-delà d'un faux nom. La recrue est censée apprendre une biographie à la fois entièrement nouvelle et fictive : l'endroit où elle est née et où elle a grandi, la personnalité de ses parents, le milieu social, culturel et économique dans lequel elle a été élevée, ses hobbys, et ainsi de suite. Un passeport émis par un pays base ami – ou un faux passeport confectionné par le Mossad – permettra à la recrue de voyager sans encombre, même dans des pays qui interdisent l'entrée aux Israéliens. Quant à la profession d'emprunt, ce sera généralement l'une de celles qui requièrent des déplacements fréquents à l'étranger et beaucoup de temps consacré à travailler en solitaire, sans associés, sans bureau, ou sans horaires réguliers. Un journaliste ou un photographe de presse, par exemple, ou un scénariste effectuant des recherches pour un script conviendront très bien, parce que aucune de ces professions n'impose de fournir beaucoup d'explications.

La couverture, façonnée avec le temps, distancie la recrue de sa vraie personnalité et la dote d'une vie nouvelle dans un pays nouveau, qui n'éveillera aucun soupçon[46]. Ensuite, les cadets s'exercent à la création de couvertures de second niveau, propres à des situations individuelles. Un guerrier doit être en mesure d'expliquer de façon plausible pourquoi il était à un endroit précis à un moment précis – s'il s'attarde devant un ministère, par exemple, pour observer combien de personnes y entrent ou en sortent – au cas où il serait assailli de questions par un policier. Pour être crédible, cette explication doit pourvoir être fournie sur-le-champ,

dans le calme, et avec aussi peu de détails que possible : communiquer trop d'informations risque d'éveiller les soupçons aussi facilement que l'absence d'explication.

Les formateurs feront monter la pression en simulant l'arrestation et l'interrogatoire brutal[47]. Un combattant de la division Césarée, nom de code Kurtz, admettait que c'était le volet le plus pénible du cursus. « Ils nous ont envoyés en duos à Jérusalem pour filer des diplomates étrangers. Cela semblait être une mission simple, juste les suivre et transmettre notre rapport, sans établir de contact, expliquait-il. Nous étions munis de faux passeports et nous avions pour instruction de ne révéler à personne, en aucun cas, qui nous étions vraiment. Subitement, trois véhicules de police surgis de nulle part s'immobilisent et d'autres types, des brutes en civil, nous sautent dessus, nous plaquent au sol, nous menottent, et nous poussent dans un fourgon.

« Ils nous ont conduits au centre d'interrogatoire du Shin Bet, dans le quartier du Russian Compound, à Jérusalem. Nous avons passé là-bas trois journées et demie épouvantables, sans dormir, menottés, les yeux bandés. Pendant une partie du temps, nous restions menottés à un siège, les mains dans le dos, une position qui provoquait une tension insoutenable dans tout le corps ; et, le reste du temps, ils nous enchaînaient au plafond, ce qui nous forçait à nous dresser sur la pointe des pieds. Pendant les interrogatoires, des policiers et des agents du Shin Bet nous frappaient et nous crachaient dessus. J'ai entendu dire qu'ils avaient même uriné sur un type. Le but était de voir qui craquerait et qui tiendrait, sans trahir sa couverture. » Kurtz ne craqua pas. S'il avait craqué, il aurait sans doute été radié du programme.

Après avoir terminé leur cursus, les cadets promus accèdent au titre d'agent et commencent à partir en mission dans des pays cibles.

Harari imposait dans la division Césarée une discipline de fer et exigeait une obéissance absolue[48]. Quiconque ne suivait pas la voie qu'il avait tracée était aussitôt écarté. Dans les locaux de la division, au onzième étage du 2, Kaplan Street, à Tel Aviv, le silence et un ordre exemplaire régnaient. « Mike a introduit dans la division

Césarée une atmosphère à l'européenne, observait Ethan. Le discours, la finesse d'esprit, le savoir-vivre, le mode de comportement. Son bureau était toujours net et bien rangé, impeccable, et lui aussi, tant dans son attitude que dans sa tenue vestimentaire. Il était toujours soigné, rasé de près, suivi partout où il allait d'un nuage du parfum de son eau de Cologne préférée, Macassar de Rochas. C'était important, parce qu'il avait habitué toute l'unité à travailler dans l'atmosphère des pays d'où nous étions censés être originaires. »

« Du bon renseignement et une division Césarée forte coûtent de l'argent », prévint Harari, s'adressant à Meir Amit. Il exigea des budgets sans cesse croissants, qu'il consacrait à l'entraînement des équipes et à la formation de structures et de réseaux opérationnels de plus en plus nombreux. Les hommes de Harari créèrent des centaines de sociétés commerciales dans d'innombrables secteurs et dans quantité de pays, qui seraient encore utiles au Mossad bien des années après son départ. La plupart n'aurait pas d'utilité immédiate, mais il eut la prescience de comprendre, par exemple, qu'il serait un jour précieux pour la division Césarée de détenir le contrôle d'une société de transport maritime dans un pays du Moyen-Orient. Et, comme de juste, le moment viendrait où l'unité aurait besoin d'un navire civil fournissant une couverture à une équipe de l'agence, devant les côtes du Yémen[49]. L'unité chargea des colis de viande sur un navire, les achemina d'un port à l'autre tout en accomplissant secrètement sa mission d'espionnage.

En 1967, les changements mis en œuvre par Harari commencèrent à produire des résultats remarquables, et les agents de Césarée dans les pays cibles retransmettaient quotidiennement vers Israël des informations précieuses, essentiellement relatives aux principaux adversaires de l'État hébreu à l'époque : la Syrie, l'Égypte, la Jordanie et l'Irak.

Le Mossad, l'AMAN et le gouvernement allouèrent d'importantes ressources aux préparatifs de la prochaine confrontation militaire avec les nations arabes, qui finit bel et bien par éclater en juin de cette année-là.

Toutefois, le renseignement israélien fut incapable d’anticiper le défi de taille qui s’annonçait : les millions de Palestiniens prêts à se battre pour le retour dans leur patrie. Une vague de terrorisme palestinien contre les Israéliens et des Juifs d’autres pays ne tarderait pas à balayer le Moyen-Orient et l’Europe.

« Nous n’étions pas prêts à contrer cette nouvelle menace », admettait Harari[50].

7.

« La lutte armée est le seul moyen de libérer la Palestine »

Entre 600 000 et 750 000 Palestiniens s’enfuirent ou furent chassés des territoires conquis au terme de la guerre de 1948-1949, où s’était établi l’État d’Israël. Les Arabes jurèrent de détruire cet État naissant, et le pouvoir israélien crut que si son pays encore précaire, vulnérable, devait avoir une chance de survivre, il faudrait qu’il y ait le moins d’Arabes possible à l’intérieur de ses frontières. Telle était la logique inhérente aux expulsions et au refus indiscriminé d’autoriser aucun de ces réfugiés à jamais revenir, si contestable qu’elle pût être au plan moral.

Ils furent installés à Gaza (une bande de territoire de 365 kilomètres carrés, délimitée le long de la côte ouest de la Palestine mandataire à la suite de la guerre de 1948-1949, contrôlée par l’Égypte jusqu’en 1967 et par Israël depuis lors), en Cisjordanie (le nom donné par la Jordanie à un territoire de 5 880 kilomètres carrés que contrôlait le royaume après le conflit de 1948, dans l’ancienne Palestine mandataire, et dont l’État hébreu s’empara en 1967), et d’autres camps délabrés dans les pays arabes voisins dont les régimes en place se vantaient de pouvoir, tôt ou tard, finir par rayer les sionistes de la carte et réinstaller les Palestiniens dans leur mère patrie[1]. C’était surtout un soutien de pure façade. En réalité, ces régimes réservèrent un traitement sévère à leurs malheureux réfugiés qui ne détenaient souvent aucun droit, n’exerçaient aucune

maîtrise véritable sur leur propre existence, n'avaient aucune perspective de pouvoir faire des études supérieures ou exercer un métier digne de ce nom. Leurs conditions de vie étaient médiocres, autant que leur accès à la santé ou même à la sécurité alimentaire. La masse de ceux qui affluèrent dans la bande de Gaza pendant la guerre de 1948-1949 fit plus que tripler la population de la région. S'ils étaient environ 70 000 habitants en 1945, leur nombre grandit au point d'atteindre 245 000 âmes en 1950. En 1967, on y dénombrait 365 000 habitants et, en 2015, ils étaient 1 710 000. Ils étaient devenus des apatrides, expulsés de leur pays et indésirables dans tous les autres. Pourtant, à l'instar de leurs congénères palestiniens résidents permanents des villages et des villes de Cisjordanie et de Gaza, ils se considéraient encore comme un *peuple*. Dans ces camps sordides, de jeunes militants s'organisaient en mouvements nationalistes, poussés par la fierté de soi et la haine d'Israël.

Il y avait parmi eux un jeune garçon nommé Khalil al-Wazir, né en 1935 à Ramla, qui n'était encore qu'une bourgade au sud-est de Tel Aviv[2]. Pendant la guerre de 1948, sa famille et lui, ainsi que de nombreux autres habitants de Ramla, furent déportés à Gaza, pour y vivre dans un camp de réfugiés.

À seize ans, Al-Wazir était déjà le chef d'un de ces groupes de militants. Impatient de venger la déportation de sa famille originaire de Ramla, Al-Wazir expliquait qu'il cherchait « des moudjahidines ayant pris part à la guerre de Palestine [en 1948] afin que nous puissions tirer des leçons de leur expérience personnelle du combat[3] ».

Ces anciens du conflit de 1948 formèrent Al-Wazir et ses amis qui à leur tour entraînèrent d'autres jeunes Palestiniens. En 1953, à tout juste dix-huit ans, Al-Wazir commandait deux cents hommes, tous passionnément motivés par leur combat contre l'ennemi sioniste. À la fin 1954 et au début de l'année 1955, les hommes d'Al-Wazir entamèrent une série d'actions de sabotage et d'élimination physique à l'intérieur d'Israël. Les Égyptiens, se servant de ces jeunes militants comme de mercenaires à bon compte, envoyèrent des renforts, des étudiants palestiniens du Caire à Gaza. Il y avait

parmi eux un jeune futur diplômé en ingénierie électrique de l'université du Caire, Mohammed Yasser Abdel Rahman Abdel Raouf Arafat al-Qudwa al-Husseini – Yasser Arafat.

Le lieu de naissance d'Arafat reste sujet à débat[4]. Selon la version palestinienne officielle, il est né en 1929 à Jérusalem, comme il se devait de la part d'un dirigeant palestinien. Toutefois, certains affirment qu'Arafat est né à Gaza, ou même au Caire. Quoi qu'il en soit, il venait d'une importante famille palestinienne possédant des liens avec le grand mufti, Mohammed Hadj Amin al-Husseini, et avec Abd el-Kader el-Husseini, le commandant des forces palestiniennes en 1948, qui à l'époque étaient tous deux des cibles de premier choix pour des assassinats ciblés.

Arafat, qui prit le nom de guerre d'Abou Ammar, et Al-Wazir, qui adopta celui d'Abou Jihad, devinrent partenaires et confidents. Ils travaillèrent ensemble à renforcer les cellules palestiniennes de la bande de Gaza.

Néanmoins, le renseignement israélien ne s'inquiétait pas outre mesure de cet activisme qui couvait dans les camps de réfugiés. « De manière générale, on pourrait dire que la diaspora palestinienne n'attirait pas réellement notre attention, admettait Aharon Levran, qui était alors officier de l'AMAN. Ils ne constituaient pas une force importante. » Plutôt qu'une question stratégique de long terme, ces militants étaient considérés comme un problème tactique de court terme, un sujet de préoccupation dans l'unique hypothèse où ils se faufileraient à la frontière pour harceler et terroriser des Juifs. Or, ce problème avait été censément réglé par la campagne du Sinaï de 1956 : craignant des représailles de Tsahal et plus soucieuse de préserver la paix à sa frontière que de la triste situation des Palestiniens, l'Égypte cessa de financer ces raids.

Toutefois, ces militants ne voyaient pas les choses de cette manière. Se sentant pris de court et trahis quand les Égyptiens proscrivirent de nouvelles tentatives d'infiltration, Abou Jihad et Arafat en conclurent que les Palestiniens ne pourraient mettre un terme à leur supplice qu'en menant indépendamment leurs propres opérations[5]. La victoire militaire israélienne dans la campagne du Sinaï, qui interrompit l'infiltration terroriste des Palestiniens depuis le

territoire égyptien, conduisit involontairement à la création d'un mouvement d'insurgés autonome.

Après des années passées à errer de pays en pays, fin 1959, Arafat et Abou Jihad s'installèrent au Koweït[6]. Ils venaient de comprendre qu'aux yeux de Nasser, qui tentait d'unifier le monde arabe sous sa direction, leurs activités seraient perçues comme autant d'obstacles. Tant qu'ils restaient dans l'une des grandes nations arabes, ils savaient qu'ils ne parviendraient jamais à créer une organisation efficace, strictement palestinienne, sous leur autorité.

Abou Jihad accepta aussi la suprématie d'Arafat, de six ans son aîné, et qui jouissait déjà d'un vaste réseau de relations dans la diaspora palestinienne. Si celui-ci se considérait comme le chef, il discerna tout de suite les compétences opérationnelles de son second qui lui faisaient défaut. Pendant deux ans, Arafat, Abou Jihad et trois de leurs camarades travaillèrent à la mise en œuvre d'une série de principes et de structures opérationnelles pour leur organisation. Ils le firent en secret, afin d'éviter de susciter l'opposition des États arabes. Enfin, le 10 octobre 1959, le Mouvement de libération de la Palestine fut officiellement créé.

Ils ne tardèrent toutefois pas à découvrir que l'acronyme arabe de leur nom, Hataf, composait un mot qui se traduit par « mort rapide », formule peu glorieuse. Aussi, Abou Jihad, doué d'une sensibilité particulière pour les questions d'ordre symbolique, proposa d'inverser l'ordre des lettres afin de former un autre acronyme, « Fatah », qui signifie « victoire glorieuse ».

Ces principes fondamentaux, diffusés à l'époque sous la forme de tracts, seraient plus tard regroupés et formalisés dans la Charte nationale palestinienne[7]. L'article 9 stipule en effet : « La lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine », et l'article 6 appelle dans les faits à la déportation des Juifs arrivés en Palestine après 1917. L'article 20 indique : « Les prétentions fondées sur les liens historiques et religieux des Juifs avec la Palestine sont incompatibles avec les faits historiques. […] De même, les Juifs ne forment pas une nation unique dotée d'une identité propre, mais ils sont citoyens des États auxquels ils appartiennent. » L'article 22

mentionne que le « sionisme est […] raciste et fanatique par nature, agressif, expansionniste et colonial dans ses buts, et fasciste par ses méthodes ». La plupart des critiques formulées par la Charte envers le sionisme le présentent comme un instrument de l’impérialisme international.

Surtout soucieux des agissements de Nasser et convaincu que l’Égypte représentait la menace la plus crédible et la plus redoutable, le renseignement israélien passa complètement à côté de la fondation du Fatah. Il fallut attendre début 1964, plus de quatre ans après l’événement, pour que deux espions israéliens déposent les premiers rapports de terrain concernant l’organisation[8]. Uri Yisrael (connu au sein du Mossad sous le pseudonyme de « Ladiyyah ») et Yitzhak Sagiv (« Yisrael »), opérant sous l’identité de deux hommes d’affaires palestiniens, émirent une mise en garde : des cellules estudiantines fonctionnaient avec le soutien du Fatah, elles faisaient de plus en plus d’émules en Europe et il ne fallait pas traiter le problème à la légère. Le 6 avril 1964, alors que l’entièreté de l’agence restait accaparée par l’affaire des scientifiques allemands, Ladiyyah écrivit à ses officiers traitants, les avertissant en ces termes : « J’en viens à la conclusion que le danger auquel nous sommes confrontés avec ces universitaires, ces étudiants et ces [Palestiniens] instruits n’est pas moins grave que la volonté des États arabes de se doter d’armes de destruction massive. »

De prime abord, leurs officiers traitants demeurèrent sceptiques, considérant Arafat, Abou Jihad et leurs amis comme des « étudiants et des intellectuels plus portés sur les mots que sur l’action ». Mais Ladiyyah et Yisrael persistèrent, soulignant que leurs connaissances palestiniennes parlaient de plus en plus fréquemment de « la lutte armée contre l’entité sioniste ».

Le Fatah était « totalement différent de tout ce qui a pu exister précédemment », insistaient-ils encore dans un rapport de mai 1964[9]. « Ces deux-là [Arafat et Abou Jihad] sont capables d’inciter les Palestiniens à agir contre nous. »

Le Fatah mena sa première attaque terroriste le 1er janvier 1965, en tentant de faire sauter l'Aqueduc national d'Israël, l'énorme réseau hydraulique qui achemine l'eau du lac de Tibériade vers le sud aride du pays[10]. C'était un acte hautement symbolique, menaçant de priver cette zone désertique du Moyen-Orient de sa source de vie, l'eau, et qui toucherait tous les habitants de la région à leur point le plus sensible. La construction de ce réseau avait été le sujet de controverses, provoquant une agitation considérable dans l'opinion publique arabe de l'époque. Bien que le Premier ministre syrien, Salah Bitar, eût déclaré en septembre 1963 que les États arabes avaient décidé de mener « une campagne implacable pour empêcher [Israël] de réaliser son rêve » d'apporter de l'eau dans le désert, ces menaces restèrent de vaines paroles[11]. Seul le Fatah, encore embryonnaire et disposant de peu de ressources, prit l'initiative et passa à l'action.

Planifiée par Abou Jihad, péchant par amateurisme, l'opération s'acheva en complet fiasco. Le groupe censé exécuter la première action militaire du Fatah fut arrêté à Gaza une bonne semaine avant la date de l'attentat[12]. Quelques jours auparavant, un autre groupe fut appréhendé au Liban[13]. Par la suite, un troisième venu de Jordanie réussit néanmoins à poser des explosifs sur le site de l'Aqueduc national, mais les charges n'éclatèrent pas et furent découvertes par une patrouille de sécurité[14]. Les membres de l'unité se firent prendre. Malgré cet échec patent, la nouvelle de l'opération eut des répercussions dans tout le monde arabe. Il existait au moins une force prête à s'attaquer aux Israéliens. Pour sa part, l'AMAN nota l'incident mais n'agit pas davantage.

Simultanément, les relations de Ladiyyah, alimentées par des années de double vie, s'avéraient payantes. Arafat et Abou Jihad entretenaient des liens étroits avec des étudiants palestiniens partout en Europe, notamment en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Ladiyyah avait un ami palestinien, Hani al-Hassan, qui dirigeait l'Union générale des étudiants palestiniens d'Allemagne de l'Ouest et son frère, Khaled, était l'un des cinq membres fondateurs du Fatah. Hani rencontrait des difficultés financières et Ladiyaah vint à

son secours. Il proposa de lui payer le loyer de son appartement, au nº 42, Beethovenstrasse, à Francfort, qui servait aussi de siège à l'organisation étudiante. Les dirigeants du Fatah s'y réunissaient également à intervalles réguliers.

En janvier 1965, l'unité de surveillance du Mossad, Colossus, dissimula des micros dans l'appartement[15]. Durant les huit mois suivants, leurs agents écoutèrent les séances de stratégie des Palestiniens depuis un poste à l'autre bout du couloir, les entendirent jurer de « rayer Israël de la carte », ainsi que le déclara Abou Jihad lors d'une de ces sessions d'enregistrements secrètes.

Rafi Eitan, qui plusieurs années auparavant commandait la force de Tsahal qui avait expulsé la famille d'Abou Jihad de Ramla, était à l'époque devenu le chef des opérations du Mossad sur le sol européen. Écoutant les comploteurs, il comprit aussitôt que ce mouvement possédait un potentiel et qu'il avait à sa tête un chef particulièrement charismatique et dangereux. « La véritable nature d'Arafat était perceptible dès ces réunions de Francfort, expliquait Rafi Eitan. Les étudiants indiquaient à Arafat et Abou Jihad qu'il existait quinze organisations palestiniennes et qu'il était important de s'assurer qu'elles opèrent toutes sous un commandement unifié. Arafat répondait que ce ne serait pas nécessaire et, selon lui, c'était en réalité une bonne chose que chaque organisation ait sa propre milice et son budget. Ce mode d'organisation garantirait, ajoutait-il, « la poursuite de la lutte contre le sionisme jusqu'à ce que nous jetions tous les Juifs à la mer[16] ».

Durant le premier semestre de 1965, le Fatah mena de plus en plus d'attaques, minant des routes, sabotant des oléoducs, et prenant des Israéliens pour cible à l'arme de poing[17]. La plupart de ces attentats échouèrent, mais à Paris Rafi Eitan en perçut l'écho. En mai 1965, il demanda à Meir Amit, directeur du Mossad, d'ordonner à une unité de Césarée de s'introduire par effraction dans l'appartement de la Beethovenstrasse et d'assassiner tous les occupants. « On peut facilement y arriver, écrivit-il au directeur. Nous avons accès à la cible et c'est une opportunité que nous ne retrouverons peut-être jamais. »

Pourtant Amit, encore secoué après la capture des deux agents de Césarée, Cohen et Lotz, refusa de lui donner son aval. Il considérait ce groupe comme une petite bande de jeunes excités sans réelles capacités.

« Dommage qu'ils ne m'aient pas écouté, déclara Eitan des dizaines d'années plus tard. Nous nous serions épargné beaucoup d'efforts, de deuils et de chagrin[18]. »

Au cours des mois suivants il y eut d'autres attentats, et leur fréquence augmentait régulièrement, pour atteindre un total de trente-neuf en 1965[19]. Il était clair qu'Arafat et Abou Jihad constituaient un problème qui ne s'effacerait pas de lui-même. « Au début, leurs attentats terroristes étaient ridicules », estimait Aharon Levran, alors chef adjoint de la division collecte de renseignements de l'AMAN. « Mais le temps passant, cela devint plus sérieux. […] Confrontée à ces situations, la communauté du renseignement avait deux manières typiques de réagir. D'abord, nos dirigeants mirent en place un département spécial pour traiter l'affaire. Ensuite, ils frappèrent au sommet de la pyramide. »

Le « département spécial », un comité secret chargé d'examiner la façon de contrer le terrorisme palestinien, fut créé en août 1965 et comptait trois membres : Levran, Mike Harari, directeur adjoint de Césarée, et Shmuel Goren, commandant de l'Unité 504 de l'AMAN.

Le comité des trois émit des ordres d'élimination contre Arafat et Abou Jihad. Sachant que les récentes catastrophes qu'avait vécues l'unité rendait extrêmement peu vraisemblable l'autorisation de perpétrer un assassinat ciblé dans le cadre de Césarée, ils recommandèrent plutôt d'en revenir à la méthode des lettres piégées. En se fondant sur des informations réunies par Ladiyyah et Yisrael, on enverrait ces lettres piégées à un certain nombre de responsables du Fatah au Liban et en Syrie.

Le 8 octobre, Meir Amit, directeur du Mossad, eut une entrevue avec le Premier ministre et le ministre de la Défense, Levi Eshkol, et leur soumit son plan pour approbation. « Nous avons trois cibles, les informa-t-il. Notre type [Ladiyyah] est revenu des deux capitales [Beyrouth et Damas], et nous voulons passer à l'exécution[20]. »

Après avoir identifié les cibles, Amit nota : Ladiyyah « nous a fourni toutes les informations nécessaires, et la proposition serait de leur envoyer à chacun un “cadeau” ». Les lettres auraient l’air d’avoir été postées par des correspondants connus des cibles. Afin de les rendre les plus authentiques possible, elles seraient affranchies et expédiées directement du Liban.

« Cette fois, c’est une femme qui s’en chargera. Elle se rendra à Beyrouth et, là-bas, glissera les enveloppes dans une boîte aux lettres. […] [Elle est] sud-africaine, porteuse d’un passeport britannique, et elle est prête à le faire. » Amit parlait de Sylvia Rafael, née d’un père juif et d’une mère chrétienne, qui s’était prise d’un fort attachement pour le peuple juif avant d’immigrer en Israël et d’être recrutée par le Mossad. Elle avait été formée par Moti Kfir et devint la plus réputée des agentes de toute l’histoire de Césarée.

Amit annonça à Eshkol qu’ils s’apprêtaient à lancer une vague de lettres piégées. Tandis que l’agence se concentrait sur ses trois cibles, l’AMAN enverrait simultanément douze à quinze de ces missives mortelles à des activistes du Fatah en Jordanie.

Eshkol restait sceptique. « L’une de nos interventions s’est-elle déjà correctement déroulée jusqu’au bout ? […] En Égypte, cela n’a pas tout à fait marché », fit-il observer, rappelant à son interlocuteur que les lettres piégées envoyées aux savants allemands en Égypte n’en avaient tué aucun, ne leur occasionnant que des blessures.

Amit le rassura : « Cette fois, nous insérons davantage de substance [explosive]. Nous en mettons vingt grammes. »

Pourtant, les enveloppes piégées ne fonctionnèrent pas mieux cette fois-là. Quelques destinataires furent légèrement blessés, mais la plupart des missives furent découvertes et désamorcées avant d’avoir pu causer le moindre mal.

À cette période, Arafat et Abou Jihad étaient à Damas[21]. La Syrie avait accepté d’étendre son parrainage à toutes les activités du Fatah et de permettre à ses unités paramilitaires d’utiliser les centres d’entraînement syriens. L’éventualité d’une action israélienne à Damas même était très limitée, surtout après la capture d’Eli Cohen et l’évacuation en catastrophe d’autres agents infiltrés sur place. Qui plus est, depuis la Syrie, le Fatah était mieux en mesure de

coordonner ses opérations de combat contre l'État juif, en effectuant de nombreuses incursions par la Cisjordanie alors sous tutelle jordanienne. Le Fatah y installa des bases à partir desquelles il lançait des attaques terroristes contre Israël. La plupart de ces attaques étaient des tentatives d'attaques contre des cibles civiles, notamment des domiciles privés, des institutions et des infrastructures, aqueducs, voies ferrées et routes non goudronnées.

En 1966, le Fatah mena ainsi une quarantaine d'attaques en territoire israélien. Si leur fréquence demeurait inchangée par rapport à 1965, elles témoignaient d'une audace et d'une maîtrise nettement supérieures. Dès le début de l'été, le Fatah tenta de frapper des cibles militaires. Lors d'une de ces opérations, le 11 novembre 1966, trois soldats de Tsahal furent tués après que leur véhicule eut sauté sur une mine. Quelques jours plus tard, les forces israéliennes effectuèrent un raid de représailles contre le village palestinien de Samua, au sud d'Hébron, en territoire jordanien. L'objectif initial consistait à démolir des maisons du village, dans l'espoir d'envoyer un message qui dissuaderait les États arabes et les pousserait à se retourner contre le Fatah. Mais l'armée jordanienne intervint. Le bilan s'établit à seize soldats jordaniens tués et un Israélien, la tension à la frontière était à son comble.

Pourtant, l'envie de passer le problème palestinien sous silence était si forte que la hiérarchie politique et militaire faisait tout son possible pour éviter de prononcer le nom même du Fatah. « Nous ne voulions leur attribuer aucun mérite, et nous nous abstenions de dire que telle ou telle attaque terroriste était leur œuvre », expliquait Shlomo Gazit, chef de la division recherche de l'AMAN de 1964 à 1967[22]. « D'un autre côté, nous étions bien obligés de les mentionner d'une manière ou d'une autre, et nous avons opté pour une terminologie neutre. » Ce fut donc le terme *paha*, acronyme en hébreu d'« activité terroriste hostile ». Pendant des décennies, ce fut le vocable employé par les officiers et les responsables politiques quand ils révélaient à l'opinion publique l'origine de ces actes de terreur.

En 1967 la situation se dégrada rapidement[23]. Début mai, le Fatah avait lancé plus de cent attaques contre Israël en franchissant les

frontières jordanienne, syrienne, libanaise et égyptienne. Treize Israéliens perdirent la vie : neuf civils et quatre soldats. Le mouvement de pendule de ces attaques à petite échelle – des Palestiniens lançant leurs raids transfrontaliers, et Israël ses ripostes en représailles – détériorait les relations déjà fragiles de l'État hébreu avec les pays arabes voisins.

Le 11 mai, Jérusalem déclarait avoir lancé un dernier avertissement à la Syrie : si Damas ne refrénait pas le Fatah, Jérusalem entreprendrait une action armée d'envergure. Cet avertissement entraîna l'instauration d'un commandement militaire conjoint entre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, et la concentration de forces écrasantes dans les deux camps. Beaucoup d'Arabes croyaient enfin venu le moment de liquider l'État hébreu et sa nation[24].

En Israël, beaucoup de gens redoutaient l'imminence d'un nouvel Holocauste. Il régnait une atmosphère lugubre. Certains s'attendaient à voir périr des dizaines de milliers de leurs compatriotes. Des fosses communes furent creusées à la hâte dans des espaces publics comme le parc Gan Meir, en plein cœur de Tel Aviv.

Le 28 mai 1967, le Premier ministre Levi Eshkol prononça à la radio nationale un discours qui ne fit qu'aggraver la situation[25]. Le texte ayant été amendé au dernier moment, il buta sur des phrases essentielles. L'opinion perçut ces accrocs comme le signe d'un manque de détermination de sa part, ce qui accentua le climat de peur.

Pourtant, les chefs de l'armée et des services de renseignement étaient convaincus de leurs capacités et firent pression sur Eshkol pour qu'il les laisse frapper les premiers[26]. Meir Amit, le directeur, s'envola pour Washington où il rencontra le secrétaire à la Défense Robert McNamara. À la réponse de ce dernier, il comprit qu'il avait obtenu ce qu'il décrivit plus tard comme « un feu vert clignotant » pour qu'Israël lance une attaque préventive[27].

La guerre des Six-Jours éclata à sept heures quarante-cinq le matin du 5 juin 1967, la totalité de l'armée de l'air israélienne

bombardant et mitraillant des dizaines d'aérodromes ennemis. Grâce aux renseignements précis et détaillés récoltés par le Mossad et l'AMAN depuis de longues années de préparatifs, les forces aériennes furent en mesure de détruire, en quelques heures, la quasi-totalité des appareils de combat que possédaient l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. À la fin du conflit, le 10 juin, Israël occupait des territoires qui faisaient plus que tripler sa superficie. Ses conquêtes englobaient la péninsule du Sinaï, les hauts plateaux du Golan, la Cisjordanie et la bande de Gaza.

L'État hébreu présidait donc maintenant aussi dans ces territoires au destin de plus d'un million de Palestiniens, dont un grand nombre de réfugiés de 1948 qui étaient désormais sous l'occupation des mêmes forces qui les avaient dépossédés de leur terre vingt ans auparavant. En moins d'une semaine la face du Moyen-Orient avait été complètement transformée.

La guerre démontra que les services de renseignement et l'armée jouissaient d'une supériorité sans égale sur leurs adversaires, les États arabes. Certains avaient pourtant conscience que cette victoire éclatante n'était pas seulement un motif de joie, mais aussi une opportunité de construire une paix durable. Shlomo Gazit, chef de la division recherche de l'AMAN, rédigea un rapport spécial ultra-secret distribué aux responsables du gouvernement et de l'armée contenant un avertissement : « Nous devons éviter de passer pour des vantards, de nous moquer d'un ennemi vaincu, de l'avilir, lui et ses dirigeants[28]. » Cette note appelait à des négociations immédiates avec les États arabes et à se servir des territoires occupés comme monnaie d'échange – retrait israélien et instauration d'un « État israélien indépendant » en échange d'un traité de paix globale, absolue et définitive. Au sein du Shin Bet également, ils étaient nombreux à croire qu'une occasion historique s'offrait à eux de mettre fin au conflit entre Juifs et Arabes. Même l'espion numéro un d'Israël, Meir Amit, saisissait le potentiel d'un accord de paix. Mais son avis ne fut pas entendu : il prêchait dans le désert.

La brusque transition que traversaient l'opinion publique, les parlementaires et les ministres, tous citoyens et dirigeants d'une nation au bord de la destruction devenue en quelques jours un

empire apparemment invincible, rendait tout le monde aveugle à cette vérité : la victoire et l'occupation de territoires ennemis pouvaient être porteuses de graves périls.

Amit était l'un des rares à saisir la profondeur et le danger de cette évolution de la psychologie nationale. « Ce qui se produit à présent relève de la déception, d'une déception douloureuse, écrivait-il dans son journal personnel, deux semaines après la guerre. Je suis inquiet, plein d'appréhension et de peur de voir ainsi une victoire gâchée. […] Quand je vois de quelle manière on mène cette affaire, j'en ai les mains tremblantes et j'éprouve un terrible pressentiment[29]. »

Alors que Meir Amit considérait cette victoire comme une opportunité de paix, Yasser Arafat et Abou Jihad voyaient dans la défaite écrasante des nations arabes une catastrophe à exploiter. Ils comprenaient que la déroute honteuse des chefs d'État arabes créerait dans l'opinion publique un espace pour de nouveaux chefs, qui seraient perçus comme jeunes, courageux et intègres. Abou Jihad n'en savait pourtant pas moins qu'il ne serait pas facile de livrer une guerre de guérilla contre Israël.

Le 20 juin, dix jours à peine après la fin du conflit, Arafat et Abou Jihad annoncèrent à Beyrouth que le Fatah allait continuer son combat, mais seulement à partir des territoires que Tsahal venait de conquérir[30]. Tenant parole, Abou Jihad lança une vague d'attentats terroristes dévastatrice à Gaza et en Cisjordanie – treize attaques eurent lieu en septembre 1967, dix en octobre, dix-huit en novembre, et vingt en décembre. Les objectifs étaient surtout civils : des usines, des maisons, des cinémas, et ainsi de suite. Au lendemain de ces attentats, personne dans le monde du renseignement n'osait défendre l'idée de négociations avec le Fatah.

Si c'était Abou Jihad qui menait cette guerre, pour les Israéliens, le chef du Fatah n'en était pas moins clairement Yasser Arafat. C'était lui qui avait arrêté la ligne diplomatique et idéologique, lui qui était parvenu peu à peu à unifier les diverses factions palestiniennes sous son autorité. Il avait aussi commencé d'améliorer ses relations avec les chefs d'État arabes qui avaient originellement perçu le

Fatah comme une grave menace. En 1964, ces États arabes fondèrent l'Organisation de libération de la Palestine et placèrent un de leurs dirigeants fantoches, Ahmed Choukairy, à sa tête. Toutefois, après la prestation calamiteuse de l'organisation pendant la guerre des Six-Jours, et face à l'importance croissante d'Arafat, le Fatah prit progressivement le contrôle de l'OLP, jusqu'à ce qu'il en soit élu président. Abou Jihad en devint le coordinateur des activités militaires, c'est-à-dire de facto son commandant en second.

Arafat, qui se mit à porter un keffieh dont il arrangeait les plis de manière à former une carte de la Palestine, était devenu le symbole de la lutte des Palestiniens.

« Israël doit frapper les organes de la terreur au cœur, leur QG, écrivait dans son journal Yehuda Arbel, commandant du Shin Bet pour Jérusalem et la Cisjordanie. L'élimination d'Abou Ammar [Arafat] est une condition préalable à l'élaboration d'une solution au problème palestinien[31]. » Arbel faisait pression auprès du comité des trois afin qu'il entreprenne des démarches en vue d'atteindre cet objectif. Pour sa part il rédigea et diffusa une affiche d'avis de recherche, la première d'une longue série, qui comprenait le descriptif suivant : « Petit, 1,55 m-1,60 m ; peau mate. Corpulence : ronde ; sommet du crâne dégarni. Cheveux aux tempes : gris. Moustache rasée. Comportement : agité. Yeux : en mouvement constant[32]. »

Les forces israéliennes tentèrent à quelques reprises de tuer Arafat, pendant et immédiatement après la guerre des Six-Jours[33]. Au cours des journées qui suivirent la victoire d'Israël, un informateur du Shin Bet repéra sa cachette dans la Vieille Ville de Jérusalem, non loin de la porte de Jaffa. Un contingent de soldats fut envoyé sur place pour le capturer, mort ou vif, mais il réussit à s'enfuir quelques minutes à peine avant leur arrivée. Deux jours plus tard, des soldats agissant sur la base d'une autre information d'un agent de l'Unité 504 investirent un appartement de Beit Hannina, un village à la périphérie est de Jérusalem, mais ne retrouvèrent qu'une pita garnie de salade et de tahini, à peine entamée. Le lendemain,

Arafat réussit à franchir l'un des ponts du Jourdain, habillé en femme, dans un taxi appartenant à l'un de ses soutiens.

Dans l'intervalle, les attentats terroristes de l'OLP contre Israël devenaient de plus en plus fréquents et meurtriers. Entre la fin de la guerre et mars 1968, 65 soldats et 50 civils furent tués, et 249 soldats et 295 civils blessés. Les attaques lancées par le Fatah depuis son quartier général de Karameh, dans le sud de la vallée du Jourdain, dégénérèrent en de fréquentes échauffourées entre les armées israélienne et jordanienne, et la longue frontière entre les deux pays était en proie aux tensions, rendant la vie côté israélien impossible. La haute hiérarchie de Tsahal recommandait vivement à Eshkol d'approuver une opération militaire massive, mais il restait hésitant[34].

Les chefs du Mossad étaient ulcérés[35]. « L'humiliation que causaient ces attaques terroristes engendrait un sentiment d'impuissance, se rappelait le directeur de Césarée, Zvi Aharoni. J'ai dit aux gars : "Pensez hors du cadre. Réfléchissez à une idée pour tuer Arafat." »

Le plan qu'ils échafaudèrent en janvier 1968 impliquait l'expédition d'une grosse voiture d'Europe à Beyrouth, où elle serait bourrée d'explosifs puis acheminée par la route jusqu'à Damas par un agent de Césarée, un « homme d'affaires » opérant sous couverture[36]. Il se garerait devant la résidence du chef palestinien et actionnerait un détonateur à distance, au bon moment. Amit alla demander son accord à Eshkol, mais essuya un refus catégorique, au motif que cette attaque provoquerait et justifierait des représailles mettant en péril la vie de dirigeants politiques israéliens. Eshkol considérait Arafat comme un terroriste, mais un terroriste qui n'en avait pas moins accédé au statut de dirigeant politique, et cela constituait sans doute la meilleure preuve de la réussite du président de l'OLP.

Entre-temps, la terreur palestinienne s'exerçait sans fléchir. Le 18 mars, un bus scolaire roulait sur une mine. Deux accompagnateurs furent tués et dix enfants blessés. Toujours réticent, Eshkol finit par céder aux pressions[37]. Il accepta de faire de

l'assassinat Arafat l'objectif principal de l'opération lancée contre les forces palestiniennes dans la ville de Karameh et alentour.

Le 21 mars 1968, une unité de Sayeret Matkal, le commando d'élite de Tsahal, se fit déposer par hélicoptère à un point de regroupement dans le désert, non loin de la base du Fatah, à Karameh. Les ordres du commando étaient simples et clairs : « Attaquer de jour, maîtriser, isoler et tuer les terroristes. » Lors d'une réunion interministérielle la veille au soir, le chef d'état-major, le lieutenant-général Haïm Bar-Lev, avait promis « une opération propre », signifiant par là aucune perte côté israélien, ou presque.

Au contraire, tout se passa très mal, et la bataille se prolongea bien plus que prévu. À cette époque de l'année, le Jourdain était en hautes eaux, la végétation sur ses rives était épaisse et le terrain difficilement praticable, ce qui ralentit les forces mécanisées censées apporter leur appui logistique aux commandos. Qui plus est, à cause d'une mauvaise coordination, l'armée de l'air largua des tracts avertissant la population civile d'évacuer à une heure déterminée d'avance. L'effet de surprise était perdu et les forces du Fatah eurent amplement le temps de se préparer à l'assaut. Elles ripostèrent avec acharnement.

Arafat s'échappa en fonçant à moto, encore une fois grimé en femme.

Même si le bilan – trente-trois Israéliens tués, ainsi que soixante et un Jordaniens et plus d'une centaine de Palestiniens – se soldait en faveur de Tsahal, pour la première fois, une bataille ouverte contre les Palestiniens avait réussi à mettre en échec l'armée la plus puissante du Moyen-Orient. Cela suffisait à démontrer qui étaient véritablement les vainqueurs[38].

Saisissant aussitôt tout le potentiel de l'opération israélienne ratée au plan de la communication, Arafat transforma l'accrochage en illustration légendaire de l'audace palestinienne face à une attaque de l'ennemi. Il alla même jusqu'à (faussement) affirmer que ses forces avaient blessé le ministre de la Défense, Moshe Dayan. L'épisode incita des milliers de Palestiniens à s'engager dans l'OLP. Après Karameh, personne ne doutait qu'il existât une nation palestinienne, même si Israël continua officiellement de le nier

pendant de nombreuses années. Enfin, personne ne pouvait s'y méprendre : Yasser Arafat était le chef incontesté de cette nation.

L'échec de l'opération de Karameh conduisit l'État hébreu à adopter une politique plus mesurée concernant ses raids en Jordanie, ce qui suscita une grande exaspération dans les rangs de Tsahal. Des comptes rendus de réunions d'état-major datant de cette période révèlent à quel point l'OLP et Yasser Arafat, auquel la jeunesse palestinienne vouait une admiration sans bornes, préoccupaient les officiers supérieurs[39].

L'armée et les services de renseignement continuèrent de rechercher des moyens de le repérer et de l'éliminer, sans succès. Par la suite, de guerre lasse, ils se laissèrent convaincre d'adopter un plan particulièrement insolite[40]. En mai 1968, un psychologue de la marine d'origine suédoise, Binyamin Shalit, entendit parler du triumvirat secret et proposa une idée basée sur un film sorti en 1962, *Un crime dans la tête* (*The Manchurian Candidate*), dans lequel un hypnotiseur du renseignement chinois fait subir un lavage de cerveau à un prisonnier de guerre américain et l'envoie assassiner un candidat à la présidence des États-Unis.

Shalit affirmait pouvoir réussir le même tour de force, en prenant le chef de l'OLP pour cible. Lors d'une réunion en présence du directeur de l'AMAN, le major général Aharon Yariv, il soutint que si on lui fournissait un prisonnier palestinien, un seul parmi les milliers de ceux qui étaient détenus dans des prisons israéliennes présentant les bons critères, il serait en mesure de lui faire subir ce lavage de cerveau et, grâce à l'hypnose, de le transformer en tueur programmé[41]. Il l'enverrait ensuite derrière la frontière, en Jordanie, rejoindre les forces du Fatah stationnées là-bas et dès que l'occasion se présenterait, il supprimerait Arafat.

Chose incroyable, le comité approuva ce plan. Le Shin Bet trouva plusieurs candidats possibles, ils furent longuement interrogés par Shalit qui retint celui qu'il jugeait le plus apte. Né à Bethléem, il avait vingt-huit ans. Robuste, le teint basané, pas particulièrement intelligent, aisément influençable, il n'était apparemment pas entièrement conquis par la politique de Yasser Arafat. À l'époque de

son arrestation, il vivait dans un petit village près d'Hébron. Militant de base du Fatah, on lui attribua un nom de code : Fatkhi.

La tâche de fournir l'infrastructure nécessaire incombait à l'Unité 504 de l'AMAN, dont les agents s'opposaient avec véhémence à ce plan. Aux yeux de Rafi Sutton, alors commandant de la base de l'unité à Jérusalem, « c'était une idée stupide, dingue. Pour moi, toute cette histoire ressemblait à de la science-fiction. Un mélange d'imagination délirante et de chimères ».

Malgré cela, il vit ses objections rejetées. Un petit bâtiment comptant une dizaine de pièces fut mis à la disposition de l'équipe de Shalit. Là, le psychologue passa trois mois à travailler sur Fatkhi, en recourant à diverses techniques d'hypnose. Le message martelé dans la tête de ce jeune homme impressionnable était le suivant : « Fatah bon. OLP bon. Arafat mauvais. Il faut le supprimer. » Au bout de deux mois, Fatkhi sembla adhérer au message. Au deuxième stade de sa formation, il fut placé dans une pièce spécialement préparée et on lui remit un pistolet. Des photos d'Arafat surgissaient en différents endroits de la pièce et on lui ordonnait de tirer instantanément dessus, sans réfléchir, entre les deux yeux – de tirer pour tuer.

Le directeur de l'AMAN, Yariv, et Aharon Levran, qui était membre du comité des trois chargé des éliminations ciblées et officier supérieur de l'agence, alla plusieurs fois observer le travail du Suédois[42]. « Fatkhi était là, debout, au milieu de la pièce, et Shalit discutait avec lui comme s'ils avaient une conversation ordinaire, expliquait Levran. Subitement, Shalit a tapé de la main sur la table et Fatkhi s'est mis à courir autour. Il réagissait automatiquement à toutes sortes de gestes de l'hypnotiseur. Ensuite, il l'a transféré dans une autre pièce et nous a montré Fatkhi braquant son pistolet en position de tir chaque fois qu'une photo d'Arafat jaillissait d'un des meubles. C'était impressionnant. »

À la mi-décembre, le psychologue annonça que l'opération pouvait aller de l'avant. L'heure H fut fixée à la nuit du 19 décembre. Il était prévu que Fatkhi traverse le Jourdain à la nage, et pénètre en royaume de Jordanie. Un violent orage éclata, une pluie diluvienne s'abattit. Le Jourdain, une rivière aux eaux calmes et au lit peu large

d’ordinaire, entra en crue. L’AMAN voulait reporter, mais l’hypnotiseur insista : il avait placé Fatkhi dans un « état hypnotique » optimal et il convenait d’exploiter cette opportunité.

Une forte escorte accompagna Fatkhi depuis Jérusalem. Shalit le déposa à l’emplacement convenu et lui glissa quelques mots censés le mettre en état d’hypnose. Fatkhi entra dans les flots déchaînés, chargé d’un sac à dos qui contenait son équipement. Il s’avança non sans difficulté, perdit vite pied, emporté par le courant. Il se rattrapa à un gros rocher, incapable à la fois de traverser vers l’autre rive et de rebrousser chemin. Ovad Natan, un chauffeur de l’Unité 504 au physique imposant et musclé, sauta dans l’eau et, au risque de sa vie, s’encorda à Fatkhi puis le tira vers lui. Ensuite, ils franchirent le fleuve ensemble et il le déposa en territoire jordanien.

Depuis la rive israélienne du Jourdain, Rafi Sutton observait la scène et vit Fatkhi, trempé et tremblant, faire au revoir de la main à ses officiers traitants[43]. « Il a mimé un pistolet du pouce et de l’index et fait mine de viser une cible imaginaire entre les deux yeux. J’ai remarqué que Shalit semblait content de son patient. C’était un peu après une heure du matin. »

Environ cinq heures plus tard, l’Unité 504 reçut un message d’un de ses agents en Jordanie : un jeune Palestinien, militant du Fatah originaire de Bethléem, s’était rendu aux policiers du poste de police de Karameh. Il leur avait déclaré que le renseignement israélien, au moyen d’un lavage de cerveau, avait voulu l’inciter à tuer Arafat, et il leur avait remis son pistolet. Une source à l’intérieur du Fatah signala que, trois jours plus tard, après avoir été livré à l’organisation, Fatkhi avait prononcé un vibrant discours de soutien à Yasser Arafat[44].

8.

Meir Dagan, l’expert

Au lendemain de l’invasion israélienne, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, les réfugiés et ceux qui vivaient déjà sur place, étaient désormais gouvernés par leur ennemi, l’État hébreu, que l’OLP s’était juré d’anéantir. Les Palestiniens qui ne se sentaient ni impliqués ni intéressés par ce credo politique nationaliste étaient maintenant pris dans un maelström de courants contradictoires – la volonté des Israéliens de contrôler les territoires occupés et celle de l’OLP de les en chasser.

Tous avaient vécu sous l’emprise de régimes arabes dictatoriaux et cruels, mais un Palestinien aurait pu choisir de presque entièrement s’isoler du conflit armé qui faisait rage aux frontières entre les nations arabes et Israël. Désormais les camps – qui s’étaient étalés et transformés en bidonvilles surpeuplés – et les grandes villes palestiniennes, Gaza, Naplouse, Ramallah, Djénine et Hébron, constituaient le principal champ de bataille, alors que l’État hébreu tentait agressivement d’asseoir son autorité face aux activités terroristes de l’OLP.

La mission de Tsahal et de ses soldats, en particulier des jeunes âgés de dix-huit à vingt et un ans accomplissant leur service militaire obligatoire, entré en vigueur en 1949, changea elle aussi fondamentalement. Auparavant, les troupes combattantes patrouillaient aux frontières du pays, le protégeant de ses ennemis extérieurs. Elles étaient désormais réaffectées au maintien de l’ordre

dans les villes et bourgades palestiniennes. La guerre entraîna aussi de profonds bouleversements au sein des services de renseignement. Chargé de la collecte d'informations à l'extérieur des frontières de l'État hébreu, le Mossad dut renoncer à exercer ses responsabilités dans les territoires occupés. Cette mission revint au Shin Bet, une modeste agence d'environ sept cents opérateurs, jusqu'alors surtout chargée du contre-espionnage et de parer à la subversion politique.

De 1968 à 1970, alors que les attaques de l'OLP contre des soldats et des civils israéliens se faisaient de plus en plus fréquentes, efficaces et meurtrières, le Shin Bet s'étoffa rapidement. Il obtint des budgets, des installations et des effectifs personnels, et intégra de nombreux agents arabophones venus de l'AMAN, surtout de l'Unité 504, précédemment chargée du recrutement des sources arabes. Assez vite, la lutte contre le terrorisme palestinien devint l'objectif principal de l'organisation[1].

Le théâtre d'opérations le plus rude se situait dans la bande de Gaza, l'une des régions les plus densément peuplées du monde. Après la guerre des Six-Jours, des Israéliens la traversaient pour se rendre par la route dans le Sinaï, en quête de bonnes affaires sur ses marchés, et transportaient des ouvriers agricoles et des maçons palestiniens. En 1970, Israël entama l'implantation de colonies dans la bande de Gaza et le nord du Sinaï. Les Israéliens essuyaient des attaques de plus en plus fréquentes. Le paroxysme fut atteint en cette année 1970, au cours de laquelle cinq cents attentats terroristes furent perpétrés dans la bande de Gaza[2]. Dix-huit civils israéliens furent assassinés lors de ces incidents, et il y eut des blessés par centaines. À cette période, l'Armée de défense d'Israël n'était capable de contrôler que les principales voies de communication ; partout ailleurs, l'OLP régnait.

Pour réprimer ces actes de terreur dans la bande de Gaza, le Shin Bet dressa une liste des Gazaouïs suspects d'être impliqués dans des attaques contre des Israéliens. Quantité d'informations furent réunies, et la liste ne cessait de s'allonger. Il devint vite clair que le Shin Bet, organisation de collecte de renseignement, ne pouvait opérer seule. Pour espérer arrêter et éliminer les individus

recherchés, il lui fallait la force physique et la puissance de feu de l'armée. Il trouva un interlocuteur à l'écoute en la personne du major général Ariel « Arik » Sharon, nommé à la tête du Commandement Sud en 1969. Sharon commença par déployer un nombre croissant d'unités de l'armée dans la bande de Gaza pour seconder le Shin Bet dans la traque et l'arrestation ou l'élimination de terroristes. Les renseignements nécessaires à ces activités lui étaient principalement fournis par des informateurs palestiniens, ou étaient soutirés à des détenus lors d'interrogatoires musclés[3].

Tout le monde n'approuvait pas la méthode agressive de Sharon. Le général de brigade Yitzhak Pundak, gouverneur militaire de la bande de Gaza, responsable des affaires civiles, maintenait que le seul moyen de refréner le terrorisme palestinien serait d'améliorer la qualité de vie des habitants de ce territoire et de leur accorder le droit de gérer par eux-mêmes leurs affaires municipales, avec une présence militaire minimale dans les zones habitées. « L'étalage de la force et les tueries gratuites ne pouvaient nous mener qu'à une intifada », autrement dit, au soulèvement populaire, estimait Pundak. «[Le ministre de la Défense] Moshe Dayan et Sharon divergeaient sur la conduite à adopter à Gaza. Dayan voulait entretenir des contacts et des liens avec la population, tandis que Sharon pourchassait les terroristes. Il n'était capable de les voir que dans le viseur de son fusil, et il se désintéressait totalement de la population[4]. »

Pundak était atterré par la tactique de Sharon et s'en plaignait amèrement. « Je l'ai entendu déclarer ceci devant tous les officiers : "Celui qui tue un terroriste gagnera une bouteille de champagne, et celui qui fera un prisonnier se contentera d'une bouteille de soda." Je lui ai répliqué : "Mais nom de Dieu, qu'est-ce que c'est que cette politique ? Qui ose s'exprimer de la sorte ? Enfin, si nous ne leur apportons pas un peu de soutien, un peu de prospérité, ils vont tous s'engager sur la voie de la terreur." »

Sharon décréta qu'il n'y avait aucun espoir d'entente avec les Palestiniens. Face aux attaques terroristes, il fallait riposter par la force, et il n'y avait personne dans le camp adverse avec qui parler de paix, soutenait-il. Si le but d'Arafat et de son entourage à la tête

de l’OLP consistait à détruire Israël, quelle place restait-il pour la négociation ?

Les unités de l’armée régulière du Commandement Sud, sous Sharon, avaient d’autres missions, comme de patrouiller sur la longue frontière avec l’Égypte et de livrer les batailles qui éclatèrent tous les jours, durant les trois années de la guerre d’usure, au bord du canal de Suez, aussi Sharon avait-il besoin d’une unité dont la seule mission serait de combattre le terrorisme. Autre aspect non moins important, il voulait créer un petit groupe fermé composé d’hommes qui seraient directement sous ses ordres et opéreraient tous dans le même état d’esprit, suivant les mêmes codes.

Quand vint le moment de décider qui prendrait la tête de cette unité, le souvenir d’un incident dans le nord du Sinaï, au début de l’été 1969, orienta naturellement Sharon vers Meir Dagan[5]. Le Fatah avait aligné des batteries de roquettes Katioucha, reliées à des retardateurs, braquées sur une base de l’armée israélienne au milieu d’un champ de mines. Pas un soldat ou officier n’osait approcher des roquettes pour les désarmer. Dagan, alors jeune officier de reconnaissance, s’était proposé. Il avait simplement marché tout droit vers les batteries de Katioucha, avec courage, et les avait désamorcées. Il rappelait à Sharon le jeune officier qu’il avait lui-même été.

Dagan était né en 1945. Ses parents avaient fui la petite ville polonaise de Łuków six ans plus tôt, après qu’un officier russe les avait avertis que les Allemands étaient sur le point de s’emparer de la région et que cela n’augurait rien de bon pour les Juifs. Ils trouvèrent refuge dans les plaines inhospitalières de Sibérie. À la fin de la guerre, avec des dizaines de milliers d’autres réfugiés, ils étaient retournés en Pologne, ignorant qu’il ne restait rien de leurs foyers ni des Juifs qui n’avaient pas réussi à fuir. Ce fut lors d’une des haltes de ce train de marchandises, quelque part en Ukraine, que Meir était né. Ses espoirs de survie étaient minces, dans un wagon de marchandises froid et bondé, mais les soins attentifs de ses parents et sa robustesse physique, apparemment innée, l’avaient sauvé.

« Mes parents ne m’ont jamais parlé de cette période, avouait-il. C’était comme si quelqu’un avait arraché ces années de 1939 à 1945 du calendrier. Il est vrai qu’ils avaient survécu et nous avaient sauvés, mais la guerre les avait brisés intérieurement. Ils ne s’en étaient jamais réellement remis[6]. » Une fois seulement, il vit son père disposé à lui parler du retour vers leur ville natale détruite. Il retrouva la vallée de la mort où les Juifs avaient été massacrés et enterrés dans un charnier, et il voulut ériger un monument à leur mémoire. Il paya un Polonais catholique du village pour qu’il l’aide. Cet homme lui déclara que lors d’une des dernières rafles de Juifs par la Gestapo, les Allemands lui avaient demandé de prendre des photographies. À leur départ de la région, ils avaient oublié de lui reprendre le film, et l’homme le donna au père de Meir. Quand il le développa, il s’aperçut que l’une des photos était celle de son propre père, le grand-père de Meir, quelques instants avant qu’il ne soit abattu d’une balle et jeté dans la fosse commune.

Le grand-père, Dov Ehrlich, avec sa longue barbe et ses papillotes, une expression de terreur dans les yeux, est agenouillé devant des soldats allemands tout sourire brandissant des fusils armés de baïonnettes. « Cela nous arrange de croire que les tueurs étaient des fascistes extrémistes, expliquait-il. La vérité est tout autre : le bataillon qui perpétra ce massacre était une unité de deuxième ligne de la Wehrmacht. Les unités combattantes étaient sur le front. Ces hommes étaient des avocats et des marchands, des gens ordinaires, normaux. La conclusion est terrible : on peut choisir n’importe qui et le transformer en meurtrier. » La deuxième leçon de Dagan est encore plus essentielle : « Il ne faut pas se mentir. La plupart des Juifs morts durant la Shoah n’ont pas résisté. Nous ne devons plus jamais en être réduits à une telle situation, nous mettre à genoux sans nous battre pour notre existence[7]. »

Après cinq années en Pologne, durant lesquelles Meir apprit la langue qu’il utilisa bien des décennies plus tard, à la tête du Mossad, pour rompre la glace lors de réunions avec ses homologues polonais, la famille se dirigea vers l’Italie où ils embarquèrent à bord d’un cargo transporteur de bétail qui avait été adapté pour les besoins du transfert d’immigrants vers Israël. Un ami qui était avec

Dagan à bord de ce navire confie que, même dans ces conditions de vie d'une misérable promiscuité, Dagan « se comportait comme s'il était né pour être soldat[8] ». Pendant la traversée, le cargo faillit couler dans une tempête, de nouveau confronté à la mort, Meir se tenait sur le pont, avec son gilet de sauvetage et une orange dans la main. C'était de cela qu'il se souvenait : de ce fruit dans sa main[9]. « Là, à bord de ce bateau, c'était la première fois que je goûtais des oranges, confiait-il, et je me souviens de mon immense fierté quand mon père m'a donné ce fruit, en précisant qu'il venait de la terre d'Israël. »

Après un mois en mer, ils atteignirent Haïfa. Des responsables de l'Agence juive envoyèrent ensuite les passagers dans un camp de transit où ils dormaient dans des tentes branlantes, puis dans des logements temporaires dans un camp de l'armée britannique évacué, près de Lod. Chaque pièce était occupée par six familles, avec un simple rideau en guise de séparation. Il n'y avait qu'une douche par baraquement. Au-delà de ces conditions d'hébergement difficiles, les immigrants devaient affronter l'attitude humiliante des anciens. Les sabras, comme s'appelaient les Israéliens natifs, traitaient les Juifs réfugiés avec mépris. Au lieu de lutter contre les nazis, les accusaient ces sabras, les Juifs d'Europe s'étaient alignés silencieusement en rang pour pénétrer dans les chambres à gaz, comme des agneaux que l'on mène à l'abattoir.

Dagan abandonna ses études secondaires à l'âge de dix-sept ans et s'engagea dans la Sayeret Matkal, la force d'élite qui menait des missions secrètes derrière les lignes ennemies (et qui était aussi le creuset d'où sortirent nombre de ceux qui devinrent plus tard les dirigeants militaires et civils d'Israël). Des trente recrues de l'armée qui s'enrôlèrent volontairement dans la Sayeret Matkal en août 1963, seules quatorze achevèrent les soixante-quinze semaines d'un programme d'entraînement éreintant. L'un de ceux qui entamèrent ce cursus avec Dagan s'appelait Danny Yatom, et il occuperait plus tard un certain nombre de hautes fonctions à la tête de l'armée et du Mossad, où il fut l'un de ses prédécesseurs. Yatom se souvenait d'avoir été assez effrayé par le personnage quand il fit sa connaissance[10]. « Il dégainait son poignard de commando et le

plantait dans tous les troncs d'arbre et tous les poteaux téléphoniques, racontait-il. Je me suis dit que je m'étais fourré dans une véritable unité de tueurs… et que, dans un endroit pareil, je n'avais peut-être aucune chance de survivre. » Yatom se qualifia, mais pas Dagan[11]. « Rétrospectivement, expliquait Dagan, et c'est juste une supposition de ma part, je crois que je n'avais vraiment pas ma place là-bas. Je n'étais pas un sabra. Pas un kibboutznik. Pas un type de la vallée » – la vallée de Jezréel, à l'est de Haïfa, site de nombreux *kibboutzim* d'où était originaire une forte proportion des recrues de Sayeret. « Ils se sont dit : “Qui est cet étranger bizarre qui essaie de se ménager une place parmi nous ?” »

Dagan fut intégré aux parachutistes et affecté à l'unité de reconnaissance de la brigade. Il suivit une formation d'officier d'infanterie et fut libéré de ses obligations militaires avec le grade de lieutenant, en 1966. Pendant la guerre des Six-Jours, il fut mobilisé dans la réserve et assura le commandement d'une compagnie de parachutistes. Il combattit d'abord dans le Sinaï, puis sur les hauteurs du Golan.

« Subitement, nous nous sommes retrouvés dans une succession ininterrompue de conflits, raconte-t-il. D'où m'est venu ce sentiment que l'existence d'Israël n'est jamais assurée ? Uniquement en marchant, uniquement à cause de toutes ces batailles. » Après la guerre des Six-Jours, il s'engagea de nouveau dans l'armée régulière, déployé dans le Sinaï, en tant qu'officier chargé des opérations, et ce fut là que Sharon fit sa connaissance et découvrit sa bravoure, le jour où il désamorça les Katioucha.

En 1969, il devint commandant de l'une des unités d'opérations spéciales de Sharon. C'était une force modeste, cent cinquante soldats à son maximum, et très secrète, répertoriée dans les documents internes de Tsahal sous cette seule appellation : Numéro 5176. À titre officieux, elle portait un nom : Sayeret Rimon (en anglais, les Grenade Rangers), à cause de son macaron arborant une grenade, un poignard et deux ailes de parachutiste. En guise de base, Dagan investit une villa abandonnée sur la plage, immédiatement au sud de la ville de Gaza, jadis utilisée par le président égyptien Nasser.

Il y avait chez Dagan « une sorte de grave dysfonctionnement du mécanisme de la peur », expliquait l'un de ses soldats. Selon tous les témoignages, il était exceptionnellement intrépide, focalisé, agressif. Or, cette nouvelle brigade d'opérations spéciales possédait peu d'attributs ordinairement associés à une unité militaire, ce qui lui convenait plutôt. Dans un climat de liberté incontrôlable, on ne s'y intéressait qu'à une chose : mener autant d'opérations que possible. Chaque matin, Dagan émergeait de sa chambre, torse nu, et sortait dans la cour accompagné de son doberman, Paco[12]. Il dégainait son pistolet et tirait sur des boîtes de soda que ses hommes avaient laissées éparpillées par terre. Une cohorte d'aides de camp lui préparait son petit déjeuner et lui cirait ses bottes. Il choisissait ses soldats lui-même, personnellement, en les prélevant dans d'autres unités, toujours à la recherche d'hommes prêts à le suivre partout où il les mènerait.

Alors au milieu de la vingtaine, il entreprit de mettre au point sa doctrine de combat, remarquablement similaire à celle que Tsahal et les agences d'espionnages d'Israël appliquent encore à ce jour[13]. Le principe directeur de cette doctrine veut que la nation évite les guerres ouvertes parce que « la grande victoire éclair de la guerre des Six-Jours ne se reproduira plus jamais ». À l'avenir, argumentait-il, Israël ne devait pas entrer dans une confrontation militaire généralisée « à moins d'avoir l'épée sous la gorge ». Au contraire, estimait-il, les Arabes pouvaient être vaincus au terme d'une série d'engagements limités et localisés. En conséquence, il fallait poursuivre, pourchasser et éliminer sans pitié les dirigeants ennemis et leurs principaux exécutants sur le terrain.

Vers la fin 1969, au terme d'environ six mois consacrées au recrutement, à l'entraînement et à la constitution de son unité, Dagan décida qu'il était temps d'aller sur le terrain. Le Shin Bet lui remit un fichier d'hommes recherchés dans la bande de Gaza[14]. « Mais la liasse ne faisait que grossir », remarquait Avigdor Eldan, l'une des premières recrues de la nouvelle unité. Le Shin Bet avait beau savoir qui il recherchait, avec sa puissance de feu limitée il

était incapable de mettre la main sur eux. Le fichier contenait plus de quatre cents noms.

L'agence divisa la liste des individus recherchés en deux catégories. Les cibles « noires » étaient surtout des exécutants de second rang, ignorant qu'ils étaient recherchés pour être interrogés. Les hommes de Dagan tâchèrent de prendre ces cibles dans leurs filets en menant ce qu'il appelait des missions d'« identification-reconnaissance ». Un agent « noir » de l'OLP serait interrogé par le Shin Bet et torturé s'il refusait de coopérer. Il serait ensuite embarqué à bord d'un taxi, coincé entre deux hommes de Dagan armés de pistolet, et prié de leur désigner des cachettes, des familles qui aidaient l'OLP, les routes empruntées par les militants et autres. Des Grenade Rangers suivaient dans des jeeps et passaient immédiatement à l'action, sur la base des informations divulguées, arrêtant tous ceux que leur informateur leur désignait.

En revanche, les cibles « rouges » se savaient recherchées, ce qui signifiait qu'elles étaient bien plus sur leurs gardes, qu'elles avaient déjà pris la fuite et, en règle générale, étaient lourdement armées[15]. Éliminer ces cibles « rouges » exigeait souvent de s'en approcher assez pour dégainer vite et tuer. De ce fait, Dagan envoyait ses meilleurs hommes dans les quartiers de Gaza, habillés en Arabes et accompagnés d'auxiliaires palestiniens qui leur procuraient une couverture convaincante.

Ce groupe, organisé de concert avec le Shin Bet, reçut le nom de code Zikit (Caméléon). Au début, huit fantassins d'élite furent sélectionnés. Le programme Caméléon était si secret que les premiers temps « nous ne savions pas pourquoi nous nous entraînions, avouait Eldan. Tout ce qu'on savait, c'est qu'ils nous en ont fait baver, et n'oubliez pas qu'en arrivant à la base sur cette plage, nous étions déjà rompus au combat[16] ».

Les Caméléons étaient munis de faux papiers valables dans la bande de Gaza, fournis par le Shin Bet[17]. Ils étaient capables de se faufiler au cœur de zones densément peuplées sans se faire repérer, jusqu'au dernier moment, quand ils sortaient leurs armes.

« Nous exploitions le principal point faible de ces cellules terroristes, soulignait Dagan. En raison de leurs origines marxistes, elles pratiquaient un haut niveau de cloisonnement selon la règle du “besoin d’en connaître”. En d’autres termes, chacun de ces hommes ne connaissait que les membres de sa propre cellule et pas ceux des autres. Si vous avez l’air d’être un de ces types de la région qui sont tous armés, et si vous savez parler la langue de la cible, l’autre n’a aucun moyen de savoir que c’est en fait un piège, et quand il a compris, il est trop tard[18]. »

Par exemple, expliquait Moshe Rubin, un ancien de l’unité, « nous avons compris que les organisations terroristes recevaient leurs armes et leur argent par bateau du Liban. Ils appareillaient de Beyrouth à bord d’un navire-mère et, une fois en haute mer, au large des côtes de Gaza, ils montaient dans des petits bateaux de pêche pour se diriger vers le rivage. Nous nous sommes dit : “Et pourquoi nous n’arriverions pas nous aussi par bateau du Liban ?” »

Ainsi, en novembre 1970, six hommes de Caméléon embarquèrent à bord d’un bateau de pêche que la marine israélienne remorqua jusqu’au large des côtes de Gaza.

L’équipe comprenait trois soldats, conduits par Dagan. Ils furent rejoints par deux auxiliaires palestiniens, l’un d’eux ayant échappé au massacre des hommes de l’OLP que le roi Hussein de Jordanie avait ordonné deux mois auparavant, et il était reconnaissant aux Israéliens de l’avoir sauvé. L’autre, sous le nom de code Submarine, avait assassiné un membre de sa famille en lui enfonçant un poignard dans le crâne, puis il avait été libéré par le Shin Bet en échange de sa coopération. Le dernier membre du groupe était un Bédouin israélien de l’armée dont la tâche consistait à surveiller les transmissions des micros que portaient sur eux les Palestiniens qui étaient supposés partir devant le reste du commando, établir le contact avec les hommes recherchés et, ainsi, tenir les autres informés de ce qui se passait. Le Bédouin avait aussi une autre mission : avertir Dagan de toute velléité de trahison de la part des deux Palestiniens.

L’escouade Caméléon atteignit la plage et se cacha plusieurs jours dans le hangar désaffecté d’un verger, les auxiliaires effectuant

à l’occasion des sorties vers les camps de réfugiés des alentours. Ils prétendaient être membres du Front populaire de libération de la Palestine, venus du Liban.

Au début, personne ne se présenta. « Ils avaient peur de nous… non parce qu’ils nous croyaient israéliens, mais parce qu’ils étaient convaincus que nous étions des membres de l’OLP, rappelait un membre de l’unité. Les terroristes recherchés n’étaient pas toujours très sympathiques avec la population locale. Ils les soumettaient souvent à des manœuvres d’extorsion, exigeant des quantités croissantes de nourriture et violant les femmes. Dans les citronneraies, nous retrouvions souvent les corps d’Arabes qui n’avaient pas été tués par nous mais par les hommes que nous recherchions, certains réglaient des comptes personnels sous prétexte d’exécuter ceux de leurs compatriotes qui collaboraient avec Israël[19]. »

Lors d’une opération montée de toutes pièces pour asseoir la crédibilité de leur groupe, une patrouille militaire les « repéra », et ouvrit le feu sur eux en faisant mine de les prendre en chasse[20]. Dagan et ses hommes se replièrent vers une zone de dunes de sable au sud du camp de réfugiés de Beit Lahia.

Cette escarmouche éveilla l’intérêt des autochtones. « Submarine » réussit à organiser une rencontre entre les Caméléons et une femme connue pour ses liens avec certains des hommes recherchés, de hauts responsables de l’OLP. Les Caméléons tuèrent un poulet et souillèrent de son sang des bandages dont ils s’entourèrent la gorge, en expliquant pourquoi ils ne pouvaient pas parler, et s’en remettaient à leur auxiliaire pour discuter à leur place. « Nous sommes venus vous aider, promit ce dernier à la femme. Amenez vos commandants dans les dunes. »

Au bout d’une journée, les terroristes se montrèrent[21]. « Ils étaient trois, deux hommes et une femme, armés, haut gradés », se rappelait Dagan. Après un échange de salutations, ce dernier murmura un mot codé. Les trois soldats ouvrirent le feu à bout portant avec les pistolets Beretta 9 mm qu’ils avaient sur eux et tuèrent les deux Palestiniens. Chacun d’eux fut atteint par quinze à vingt projectiles.

« La femme n’a pas été touchée », m’a certifié Dagan non sans satisfaction.

Eldan se rappelait qu’« ensuite Meir s’est rapidement laissé glisser du haut de la dune où nous étions, dans leur direction, il a pris le pistolet Star que l’un des deux Palestiniens avait réussi à braquer sur nous pour faire feu, et il a procédé au “dead-check” : deux balles supplémentaires dans la tête de chaque homme, afin de s’assurer qu’ils soient bel et bien morts ». Dagan garda le Star pour lui et tendit l’étui à Eldan.

Ensuite, ils emmenèrent la femme avec eux et la livrèrent au Shin Bet pour interrogatoire.

Par une chaude matinée, un samedi, début janvier 1971, un publicitaire de trente ans nommé Bob Aroyo emmena sa famille en excursion dans les collines au-dessus du lac Bardawil, un lagon d’eau salée bordant la Méditerranée sur la côte de la péninsule du Sinaï. Né à Malte et élevé en Angleterre, Bob Aroyo avait émigré en Israël en 1969 avec sa femme, Preeti, et leurs deux enfants, Mark et Abigail. La famille s’était installée dans une petite banlieue à l’est de Tel Aviv. Les enfants étant encore jeunes – Mark avait sept ans, Abigail cinq –, Aroyo avait prévu une courte excursion plutôt tranquille ; ils rouleraient une journée au soleil et à l’air pur, puis prendraient la route du retour pour dîner tôt. Les deux enfants étaient d’une beauté saisissante, et en Israël leurs visages étaient connus parce que leur père les faisait apparaître dans certaines de ses publicités.

À trois heures de l’après-midi, les Aroyo avaient fini leur petite randonnée et remontèrent dans leur Ford Cortina, pour rentrer chez eux. Ils prirent en direction du nord et traversèrent Al-Arish avant de pénétrer dans la bande de Gaza, où ils passèrent devant des villages et des camps de réfugiés le long de la grande route. À cette époque, les Israéliens qui se rendaient dans le Sinaï traversaient souvent la bande de Gaza, car c’était l’itinéraire le plus court et le plus facile, un trajet sûr jusqu’à cette journée.

Juste au nord de la ville de Gaza, près d’une usine de soda 7Up, ils furent stoppés par un barrage routier improvisé[22]. Un jeune

adolescent courut vers la voiture et jeta une grenade sur la banquette arrière. L'explosion souffla presque tout l'habitacle qui s'embrasa en une boule de feu. Blessé, Bob Aroyo rampa dehors et supplia deux jeunes hommes qui se tenaient près de la voiture d'appeler de l'aide. Ils se contentèrent de rire et de se moquer. Abigail mourut dans la voiture, et Mark à l'hôpital. Les blessures de Preeti la laissèrent gravement handicapée pour le restant de ses jours. Deux jours après, les enfants Aroyo furent inhumés ensemble dans la même tombe du très ancien cimetière de Jérusalem, au mont des Oliviers, lors d'une cérémonie à laquelle assistèrent des dizaines de milliers d'Israéliens. Le chef du rabbinat militaire de l'armée, le major général Shlomo Goren, prononça leur éloge funèbre. Tout Israël porta le deuil.

Deux semaines plus tard, le Shin Bet captura les coupables. Le gamin qui avait lancé la grenade, Mohammed Souleiman al-Zaki, âgé de quinze ans, était originaire du quartier de Shuja'iyya, à Gaza ; ses deux complices avaient seize et dix-sept ans. Ils étaient tous les trois élèves du collège Falastin de la ville, et un dirigeant du Fatah les avait recrutés. L'attentat contre la famille Aroyo n'était pas leur première mission.

Le meurtre de Mark et Abigail Aroyo marqua un tournant dans le mode de réaction à la vague d'attaques terroristes qui suivit la guerre des Six-Jours. « Nous avons décidé que cela ne pouvait plus continuer de la sorte, m'expliqua Meir Dagan. Après le meurtre de ces enfants, Arik [Ariel Sharon] a pris personnellement en main la question de la terreur dans la bande de Gaza[23]. » Sharon ne se satisfit plus de recevoir des rapports de Dagan, bien qu'il eût entière confiance en lui. À partir de ce moment-là, « il se présentait souvent à notre villa et prenait part à la planification de nos missions et de nos patrouilles, en vérifiant les moindres détails ».

Dans les faits, le meurtre de la famille Aroyo mit un terme au débat interne quant au traitement à réserver à la population palestinienne dans les territoires conquis. Ce fut le triomphe de la méthode Sharon. Des forces considérables investirent la bande de Gaza et, agissant sur ses ordres directs, démolirent des maisons afin d'aménager de larges routes d'accès traversant les camps de

réfugiés. Un soir de janvier 1972, il ordonna l'expulsion de milliers de Bédouins d'une zone de plus de mille hectares située au sud de Rafah. Le général Shlomo Gazit, coordinateur des activités dans les territoires administrés, était hors de lui. Le lendemain, informé de cette intervention, fulminant de colère, il menaça de démissionner. « Un acte pareil ne peut être qualifié que de nettoyage ethnique et de crime de guerre », déclara-t-il plus tard[24].

Sharon eut alors carte blanche pour recourir aux forces spéciales et aux unités clandestines afin de débusquer et de tuer les terroristes avant qu'ils ne puissent frapper en Israël.

Pour leur part, Dagan et ses hommes élaboraient sans relâche de nouvelles méthodes pour traquer et éliminer les Palestiniens recherchés. L'une de leurs tactiques consistait à leur tendre des embuscades dans des bordels, une autre à se cacher dans les arbres des citronneraies lorsqu'ils apprenaient que les terroristes prévoyaient de s'y retrouver, et de communiquer en tirant sur des fils de pêche tendus entre eux afin de maintenir un silence absolu. Dès leur arrivée sur les lieux, les terroristes étaient abattus.

Ils faisaient aussi fréquemment appel à un auxiliaire palestinien pour vendre des grenades piégées à l'Armée de libération de la Palestine. L'amorce d'allumage du détonateur était coupée, raccourcissant le réglage du retardateur de trois secondes à une demi-seconde, garantissant ainsi qu'elle éclate entre les mains de son utilisateur. Et une fois, s'inspirant de l'opération Mincemeat (Hachis), un stratagème employé par les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale, Dagan, se faisant passer pour mort, fit transporter son « cadavre » par deux auxiliaires palestiniens et d'autres hommes déguisés en Arabes jusque dans un repaire de terroristes. Une fois à l'intérieur, ils tuèrent tout le monde[25].

Un mois après le meurtre des enfants Aroyo, le 29 janvier 1971, deux jeeps sous le commandement de Meir Dagan s'avançaient sur une route qui reliait le camp de réfugiés de Jabaliya et la ville de Gaza[26]. Sur cette route, ils croisèrent un taxi chargé de passagers qui roulait dans la direction opposée. Dagan identifia deux « rouges » parmi les passagers : Fawzi al-Ruheidi et Mohammed al-Aswad, également connu sous le nom d'Abou Nimr. Dagan ordonna

aux jeeps de faire demi-tour et de prendre le taxi en chasse. Les jeeps rattrapèrent le véhicule et lui barrèrent la route, les soldats sautèrent dehors et l'encerclèrent. Dagan s'approcha, pistolet au poing. Soudain, Abou Nimr sortit en brandissant une grenade dégoupillée. « Si tu t'approches, beugla-t-il, on meurt tous ! » Dagan s'immobilisa une ou deux secondes. Puis il hurla « Grenade ! » et fonça sur son adversaire, empoigna la main agrippée au mortel ananas et, toujours casqué, flanqua un coup de boule au Palestinien. Saignant abondamment, Abou Nimr perdit connaissance, Dagan lui retira la grenade de la main, calmement, prudemment, retrouva la goupille par terre et la remit en place. Cet acte de bravoure lui valut une médaille décernée par le chef d'état-major. Il fournit aussi à Sharon l'occasion de décrire Dagan d'une formule pleine d'humour noir : « Son plus grand talent, c'est de savoir séparer un Arabe de sa tête. »

En effet, l'efficacité des méthodes retenues par Dagan ne prêtait guère à discussion[27]. Entre 1968 et 1972, le Shin Bet et les forces spéciales de Tsahal, avec l'unité Sayeret Rimon en première ligne, inspirées et soutenues par Sharon, balayèrent à peu près complètement le terrorisme dans la bande de Gaza. Les organisations palestiniennes étaient incapables de riposter aux tactiques de Dagan. Elles ne parvenaient pas à comprendre comment le Shin Bet découvrait leurs secrets ou comment des soldats israéliens en accoutrement d'Arabes pouvaient subitement surgir de nulle part, sans se faire repérer, puis capturer et tuer leurs combattants. En 1972, la liste des quatre cents individus recherchés par le Shin Bet (à laquelle s'ajoutaient continuellement de nouveaux noms) s'était réduite à dix. Cette année-là, seules trente-sept attaques terroristes furent menées depuis la bande de Gaza, contre plusieurs centaines les années précédentes. Ce chiffre continuerait de baisser toutes les années suivantes, pendant quatre ans.

Pourtant, ces méthodes-là avaient aussi leur prix.

Yitzhak Pundak se rappelait plus tard avoir lu un rapport remis par l'unité, rédigé en ces termes : « Notre détachement pourchassait un terroriste recherché dans Al-Shati [un camp de réfugiés à Gaza]. Il est entré en courant dans une des maisons. L'unité a fait irruption

derrière lui, l'a désarmé, et l'a tué, dans cette maison. » Pundak dit avoir attiré l'attention d'un officier de renseignement, au cas où un tel rapport parviendrait à l'ONU ou à la Croix-Rouge, sur la possibilité que cela provoque un scandale international. « Et alors, où est le problème ? rétorqua l'officier, d'après Pundak. Détruisez ce rapport. »

Yitzhak Pundak mentionna cet épisode à Sharon, chef du Commandement Sud et, ce dernier refusant d'investiguer plus avant, il lui lança : « Vous êtes un menteur, une crapule et une canaille[28]. » Sharon quitta son siège, leva la main, comme s'il allait le gifler, mais Pundak ne se laissa pas intimider. « Si vous faites ça, je vous brise les os, ici, dans votre bureau », le menaça-t-il. Sharon se rassit. Pundak m'a dit l'avoir salué, avant de lui déclarer : « Maintenant, je sais que vous êtes aussi un lâche », et il sortit de la pièce.

Plusieurs journalistes recueillirent des témoignages anonymes d'hommes de Dagan déclarant avoir abattu certains de ces individus recherchés après qu'ils s'étaient rendus, les mains levées en l'air[29]. L'un d'eux, qui était cité, affirmait que d'autres soldats et lui-même avaient appréhendé un Palestinien recherché pour le meurtre d'un officier de Tsahal. Un agent du Shin Bet présent avec eux sur les lieux aurait déclaré que cet homme ne pourrait pas être traduit en justice, parce que les services secrets seraient alors contraints de nommer devant la cour l'auxiliaire qui leur avait fourni l'information ayant conduit à sa capture. Les soldats laissèrent leur captif « s'évader », puis l'abattirent alors qu'il fuyait en courant.

Un autre ancien de l'unité expliqua : « Le captif était conduit de la maison où on l'avait appréhendé vers une ruelle sombre juste à côté, où les soldats laissaient un pistolet ou une grenade en vue, de manière à ce qu'il soit très tentant pour l'individu de s'en saisir. Dès qu'il essayait, ils l'abattaient. Parfois, ils lui soufflaient : “Tu as deux minutes pour fuir”, ensuite ils lui tiraient dessus, au motif qu'il s'était enfui. »

D'autres anciens de Sayeret Rimon (Grenade Rangers) soulignèrent que, s'agissant de la liste des cibles « rouges », Dagan avait unilatéralement annulé la règle en vigueur dans l'armée qui voulait que l'on accorde aux suspects une chance de se rendre

avant d’être éliminés. Sous son commandement, un « rouge » pouvait faire l’objet d’un tir à vue. L’intéressé le confirme, ajoutant que c’était justifié : « Toutes les allégations nous accusant d’être un escadron de la mort ou une bande de tueurs sont absurdes. Nous agissions en situation de combat, les individus recherchés étant à la fois en tenue civile et équipés des mêmes armes que nous. De mon point de vue, il n’y a pas, et il ne peut y avoir, de procédure d’arrestation pour un homme armé. À cette époque, la quasi-totalité des individus recherchés étaient armés. Face à tout homme porteur d’une arme – qu’il se retourne, qu’il coure ou qu’il s’enfuie, mais avec encore une arme à la main –, vous tirez. Notre but n’était pas de les tuer, mais ce n’était pas non plus de nous suicider. Clairement, si nous ne tirions pas les premiers, ils nous tiraient dessus[30]. »

Après l’une de ces arrestations, le 29 novembre 1972, qui s’était achevée par la mort de l’homme pourchassé, Pundak exigea que l’adjoint de Dagan, Shmuel Paz, soit traduit en cour martiale. Lors du procès, on indiqua que Paz avait tiré d’une assez grande distance sur cet homme, qui était armé d’un fusil et s’était écroulé. Paz s’était avancé vers lui, sans cesser de lui tirer dessus, pour s’assurer qu’il soit mort. « Et que vouliez-vous que je fasse, au juste ? » lança l’officier accusé[31]. « Le fait que le type soit à terre ne garantit pas qu’il ne joue pas la comédie, ou qu’il soit juste blessé et encore capable d’ouvrir le feu sur nous. Dans une telle situation, il n’y a aucune autre manière d’agir », conclut Dagan.

Paz se vit accorder le bénéfice du doute et fut acquitté. La totalité des autres plaintes et rumeurs, des autres témoignages, sans même mentionner les nombreux morts, furent passés sous silence, rangés aux oubliettes, afin de parer à toute enquête extérieure.

L’unité de Dagan était impitoyable, cela ne soulevait aucun doute, et elle opérait selon des règles qui lui étaient propres. On peut raisonnablement avancer que c’étaient les prémices d’un système extrajudiciaire, parallèle au droit pénal applicable en Israël, et qui se développa en silence dans le secret le plus total. Pour la première fois, cette unité éliminait des individus dans des territoires contrôlés par l’État hébreu, au lieu de les arrêter et de les déférer devant les

tribunaux comme l’exigeait le droit international. « Afin de protéger ses citoyens, affirmait encore Meir Dagan, l’État doit parfois commettre des actes qui vont à l’encontre de la démocratie. »

Tout ceci recevait l’aval des autorités civiles israéliennes, alors qu’elles étaient censées n’avoir rien vu. Ce que les dirigeants de l’État voulaient avant tout, c’était pacifier les territoires conquis. Cette pacification permettait aux gouvernements d’Israël de profiter d’une main-d’œuvre palestinienne à bas coût et d’importations bon marché depuis ces mêmes territoires, ainsi que de marchés où exporter leurs marchandises – un enjeu essentiel pour un pays entouré d’États hostiles avec lesquels il n’entretenait pas de relations commerciales.

Qui plus est, cela ouvrait la voie à la construction de colonies juives dans les territoires. La droite israélienne considérait, et considère toujours, que la nation doit conserver les régions conquises en 1967 afin de préserver son avantage stratégique. Beaucoup de Juifs religieux interprètent la conquête de la Judée et de la Samarie, deux régions bibliques, comme un acte signalant une intervention divine : la restauration de la nation dans sa patrie historique et une manière de hâter la venue du Messie. Ces deux groupes espéraient qu’établir le plus de colonies possible reléguerait l’instauration d’un État palestinien dans un avenir lointain.

En l’absence d’attaques terroristes, le pouvoir politique voyait dans la pacification obtenue par le Shin Bet et Tsahal une victoire complète et une vengeance, comme si l’histoire s’était arrêtée, comme s’il n’y avait plus aucune nécessité de se confronter à la question palestinienne.

9.

L'OLP entre sur la scène internationale

À 22 h 31 GMT, le 23 juillet 1968, le vol El Al 426 décolla de l'aéroport Léonard-de-Vinci à Rome-Fiumicino. Ce Boeing 707 avec trente-huit passagers à son bord, dont douze Israéliens et dix membres d'équipage également israéliens, devait atterrir à Tel Aviv à 1 h 18 du matin.

Vingt minutes après le décollage, l'un des trois terroristes palestiniens présents à bord fit irruption dans le cockpit. Initialement, les pilotes crurent l'homme saoul et demandèrent à une hôtesse de le faire sortir, mais il brandit un pistolet. Le copilote, Maoz Porat, donna un coup sur la main du terroriste, dans l'espoir qu'il laisse échapper son arme. Il n'en fut rien. L'assaillant frappa Porat à la tête avec son pistolet, le blessa, puis lui tira dessus mais le manqua. Il sortit une grenade, et le commandant réagit aussitôt en lui promettant de poser l'avion où il le voudrait. À 23 h 07, la tour de contrôle de Rome reçut un message l'informant que le quadriréacteur, qui volait alors à une altitude de croisière de 11 000 mètres, changeait de cap et se dirigeait vers Alger, où il atterrit à 0 h 35 avec l'accord des autorités algériennes[1]. En vol, les pirates de l'air envoyèrent à leur tour un message à qui voudrait le capter, annonçant qu'ils modifiaient l'indicatif de l'appareil, qui serait désormais Palestine Libération 707.

À son arrivée, tous les non-Israéliens furent libérés, ainsi que les femmes et les enfants. Les sept membres d'équipage et cinq

passagers restants furent retenus en otages dans des locaux des forces de la sécurité civile algérienne, non loin de l'aéroport, où ils restèrent emprisonnés trois semaines, jusqu'à leur libération en échange de vingt-quatre de leurs homologues incarcérés en Israël.

Le détournement du vol 426 était une attaque d'une audace invraisemblable conduite par un nouveau groupuscule, le Front populaire de libération de la Palestine[2]. Le FPLP avait été fondé au mois de décembre 1967 par deux réfugiés, Georges Habache, originaire de Lydda, et Wadie Haddad, originaire de Safed – tous deux pédiatres, marxistes et chrétiens orthodoxes. Avec ce coup d'audace, le FPLP venait de remporter une victoire tactique et stratégique à court terme, en démontrant qu'il détenait la capacité terrifiante de s'emparer d'un avion de ligne israélien et de promouvoir la cause palestinienne devant le monde entier. Il forçait aussi Jérusalem à négocier avec une organisation que l'État hébreu refusait de reconnaître, une concession humiliante. Pire encore, en fin de compte, cet État dut accepter un échange de prisonniers, une indignité dont il avait toujours affirmé qu'elle ne se produirait jamais.

Le détournement du vol 426 n'était qu'un prologue. Si les efforts inlassables du Shin Bet et de Tsahal rendaient de plus en plus difficiles les attaques d'activistes palestiniens à l'intérieur du pays ou à ses frontières, Arafat et ses partisans – une nébuleuse sans limites de groupes dissidents et de sous-factions qu'il pouvait introniser ou désavouer, au gré de ses besoins du moment – comprirent que le monde leur offrait une scène bien plus vaste que la bande de Gaza ou la Cisjordanie[3].

La terreur pouvait éclater n'importe où. Et l'Europe de l'Ouest n'était absolument pas préparée à l'enrayer : ses frontières étaient poreuses, les barrières dans ses ports et ses aéroports faciles à contourner, ses forces de police apathiques et impuissantes. Les mouvements estudiantins de gauche et d'extrême gauche entretenaient une certaine sympathie envers des Palestiniens à tendance marxiste, et les mouvements radicaux de la Vieille Europe, par exemple la Fraction Armée Rouge d'Andreas Baader et Ulrike Meinhof en Allemagne, ou les Brigades Rouges en Italie, offraient leur soutien logistique et opérationnel.

Tout ceci constituait un défi énorme pour les services de renseignement d'Israël. Tant que le problème palestinien demeurait confiné aux territoires occupés depuis la guerre des Six-Jours, les choses s'avéraient relativement simples. À présent, le monde entier se muait en ligne de front, avec les Juifs, en particulier les Israéliens, pour cible.

Un peu plus d'un an après le fiasco du vol 426, le vol TWA 840 décollait de Los Angeles pour Tel Aviv avec cent vingt passagers à son bord (dont seulement six Israéliens) et sept membres d'équipage[4]. Les pilotes firent escale à New York, puis atterrirent à Rome pour se ravitailler en carburant. Une demi-heure après avoir décollé pour la dernière étape du vol, Athènes, quatre Palestiniens qui avaient embarqué à Rome passèrent à l'action. L'un d'eux braqua le canon de son arme sur une hôtesse pour la forcer à ouvrir la porte du poste de pilotage. Le copilote, Harry Oakley, eut la stupéfaction d'entrevoir, derrière l'homme, une femme avec une grenade à la main.

« Elle était vêtue très élégamment, tout en blanc, se rappelait Margareta Johnson, hôtesse de l'air sur ce vol. Un chapeau mou blanc à large bord, une tunique blanche, et un pantalon blanc. » Cette « dame qui n'était pas franchement repoussante », ainsi que l'un des stewards, un homme, la décrivit par la suite, ordonna au commandant de dérouter l'avion vers Haïfa en lui précisant que c'était sa ville de naissance où les « sionistes » lui refusaient le droit de retourner[5].

Leila Khaled était en effet née à Haïfa en 1944. Après la victoire des troupes israéliennes dans l'âpre bataille pour le contrôle du port, en 1948, sa famille avait fui au Liban avec l'intention de revenir quand le tumulte de la guerre se serait apaisé. Mais l'État hébreu récemment créé interdit le retour des réfugiés, et Leila Khaled avait grandi dans un camp surpeuplé à Tyr, au Sud-Liban. Témoignant d'une prise de conscience politique très marquée, à quinze ans, elle était déjà membre de la branche jordanienne d'un mouvement panarabe socialiste et laïc dirigé par le futur cofondateur du FPLP, Georges Habache.

L'attaque du vol TWA 840 n'était pas la première contre un vol civil à laquelle participait la jeune militante. Le 18 février 1969, elle avait aidé à planifier le détournement d'un Boeing 707 d'El Al qui s'apprêtait à décoller de l'aéroport de Zurich-Kloten. Quatre militants du FPLP donnèrent l'assaut à l'avion depuis le tarmac, en lançant des grenades et en ouvrant le feu avec leurs fusils-mitrailleurs AK47, arrosant le cockpit de balles et blessant mortellement le copilote[6]. Elle avait aussi été impliquée, directement ou en coulisses, dans plusieurs autres attaques. Pourtant, ce fut le détournement du vol TWA 840 qui lui valut une forme de renommée.

Après le survol d'Israël en guise de démonstration, escorté par des chasseurs de l'armée de l'air qui ne purent rien tenter par crainte de blesser les passagers, l'avion atterrit sans encombre à Damas où tous les passagers et l'équipage furent relâchés, à l'exception de deux Israéliens retenus en otages pendant trois mois, puis libérés en échange de soldats syriens. Les pirates de l'air firent sauter le nez de l'avion vide et le renseignement syrien se chargea de les exfiltrer en lieu sûr.

Pour sa part, Leila Khaled devint un symbole de l'époque, la terroriste la plus connue au monde[7]. Des centaines d'articles firent son portrait et des chants louant l'action des combattants de la liberté mentionnaient son nom. Sa photo apparaissait sur des posters et, sur le plus emblématique d'entre eux, elle posait avec un AK-47, sa crinière de cheveux noirs s'échappant de son keffieh, une bague singulière au doigt. « Je l'ai fabriquée avec une douille et la goupille d'une grenade », se vantait-elle.

Le 6 septembre 1970, ses comparses et elle tentèrent de s'emparer d'un vol El Al pour le détourner hors d'Europe, mais ils échouèrent. Le capitaine, Uri Bar-Lev, un ancien pilote de chasse, engagea l'appareil dans un piqué soudain, générant assez de G négatifs pour plaquer les pirates contre le plancher de la cabine[8]. Un agent sous couverture du Shin Bet put tirer sur le coéquipier de Leila Khaled et le tua, un autre sortit du cockpit et la maîtrisa. Après l'atterrissage de l'avion à Londres, elle fut livrée à la police.

Ce jour-là, quatre autres groupes terroristes du FPLP, plus chanceux, détournèrent des vols Pan Am, Swissair et TWA (et, trois

jours plus tard, un appareil de la BOAC), forçant les équipages à se poser en Jordanie, et exigeant la libération de Leila Khaled et de plusieurs de ses camarades[9].

Les passagers furent relâchés, excepté cinquante-cinq Juifs et un membre du personnel de cabine, de sexe masculin, qui furent conduits dans un quartier palestinien d'Amman. Les pirates firent exploser les appareils vides, et des caméras de télévision permirent de diffuser ces images dans le monde entier. Les médias évoquèrent « le jour le plus noir de l'histoire de l'aviation ».

Ce fut aussi un jour noir pour le roi Hussein de Jordanie, présenté dans la presse internationale comme un monarque impuissant qui avait perdu le contrôle de son royaume. Les Palestiniens constituaient la majorité de la population jordanienne, et Hussein craignait, non sans raison, que l'appétit de pouvoir d'Arafat et de son entourage – qui se comportaient dans ce pays en terrain conquis – n'aille croissant et qu'ils ne projettent de le dépouiller de son royaume. Après l'humiliation planétaire suscitée par ces détournements d'avion et une tentative d'assassinat du souverain perpétrée par une cellule palestinienne, la vengeance de Hussein fut prompte et violente. À la mi-septembre, il ordonna à son armée, sa police et ses services de renseignement de lancer une attaque sans merci contre l'entourage du chef de l'OLP[10]. Ce fut un massacre systématique. Un mois durant, au cours d'une série d'opérations que les Palestiniens qualifièrent de « Septembre Noir », des milliers d'entre eux furent mis à mort, et l'OLP fut contrainte de se transférer au Liban où les rescapés de sa direction décimée entamèrent la reconstitution de leur organisation.

Le Fatah et ses factions se ressaisirent rapidement et lancèrent une vague de terreur internationale d'une rare férocité. L'enjeu, expliqua Bassam Abou Sharif, l'un des dirigeants du FPLP, était « de montrer que l'expulsion hors de Jordanie ne nous avait nullement affaiblis ».

Le 28 novembre 1971, à peine plus d'un an après avoir ordonné l'assaut contre les Palestiniens, le Premier ministre Wasfi Tall fut abattu au Caire. Deux semaines plus tard, un groupe de tueurs tentait d'éliminer l'ambassadeur de Jordanie en Grande-Bretagne,

Saïd al-Rifai. Deux mois après, des Palestiniens exécutèrent cinq citoyens jordaniens en Allemagne, en raison de leur collaboration prétendue avec Israël, puis ils firent sauter les bureaux d'une compagnie gazière hollandaise et d'une société allemande de matériel électronique, les accusant de commercer avec l'État hébreu.

Tous ces attentats furent commis par une organisation alors inconnue, Ayloul al-Aswad – « Septembre Noir » en arabe, ainsi dénommée en commémoration des massacres de Jordanie. Si ce nom était inédit, l'organisation, elle, n'était pas nouvelle. Le Mossad découvrit rapidement que Septembre Noir était une faction de plus dans le vivier du Fatah en prolifération constante, avec à sa tête Salah Khalaf (sous son nom de guerre d'Abou Iyad), l'ancien commandant du Rassed, la branche renseignement de l'OLP qui au milieu de luttes intestines endémiques tentait de préserver son rang d'entité terroriste[11]. Afin de pouvoir agir contre un éventail de cibles plus large, Khalaf avait redéfini les ennemis du peuple palestinien, à commencer par « l'impérialisme US, en passant par les régimes arabes liés à Washington et, enfin, Israël[12] ».

Le 8 mai 1972, quatre terroristes (trois de Septembre Noir et un du FPLP) détournèrent un avion de la compagnie belge Sabena transportant quatre-vingt-quatorze passagers et sept membres d'équipage, de Bruxelles à Tel Aviv. Plus de la moitié des passagers étaient israéliens ou juifs. À l'atterrissage de l'appareil à l'aéroport de Lod (rebaptisé Ben-Gourion depuis lors), les pirates de l'air exigèrent la libération de trois cent quinze terroristes détenus en Israël.

Deux plans de riposte différents furent soumis au ministre de la Défense, Moshe Dayan. Meir Dagan et les membres de l'unité Caméléon suggérèrent de se raser le crâne afin de se faire passer pour des prisonniers arabes, de se mêler aux autres Palestiniens remis en liberté, d'embarquer à bord avec eux, puis, une fois les otages en sécurité, de sortir leurs armes dissimulées et d'éliminer les terroristes – et, ainsi que Dagan le proposa au haut commandement, « les détenus palestiniens libérés également, si nécessaire[13] ».

Dayan préféra le plan proposé par Ehud Barak, commandant de l'unité commando Sayeret Matkal. Barak et son équipe s'approchèrent de l'appareil déguisés en techniciens au sol de l'aéroport, armés de pistolets Beretta .22 dissimulés sous leurs combinaisons blanches. Ensuite, ils prirent l'avion d'assaut et tuèrent ou blessèrent tous les terroristes. Une passagère perdit la vie dans l'échange de coups de feu, et deux autres passagers furent blessés. Un jeune soldat, Benyamin Netanyahou, fut lui aussi légèrement blessé par une balle que tira l'un des commandos.

En Israël, l'opération de la Sabena devint mythique. Malgré ce succès de leur adversaire, les Palestiniens n'en atteignirent pas moins leur objectif stratégique principal[14]. « Pendant toute une journée, déclara un commandant de Septembre Noir, les révolutionnaires partout dans le monde retinrent leur souffle en attendant de voir ce qui allait se passer dans cet aéroport de Palestine occupée. Le monde entier regardait. »

Nombre de ces révolutionnaires ne tardèrent pas à se rallier à la cause palestinienne[15]. Cette nouvelle vague d'actions armées entraîna une forte augmentation des demandes d'adhésion à des organisations terroristes. Selon un membre de Septembre Noir, la quasi-totalité de ces candidatures contenait une variante de cette formule : « Au moins vous avez trouvé un moyen de faire entendre notre voix sur la planète. »

L'arrivée de ces nouvelles recrues eut des effets dévastateurs. Le 30 mai 1972, trois membres de l'Armée rouge japonaise, un groupuscule clandestin d'extrême gauche, entraîné par le FPLP en Corée du Nord et au Liban, embarqua à bord d'un vol Air France de Rome à destination de l'aéroport de Lod[16]. Au sein du Front populaire de libération de la Palestine, certains doutaient que l'idéologie maoïste des Nippons soit compatible avec le marxisme du Front, mais les Palestiniens furent impressionnés par les Japonais et par leur volonté, ou plutôt par leur ardent désir de mourir pour la cause.

À l'aéroport, ils n'attirèrent aucunement l'attention. Les agents de sécurité que le Shin Bet avait postés autour des comptoirs

d'enregistrement de la compagnie El Al étaient à l'affût de Moyen-Orientaux à l'air tendu, pas de touristes asiatiques.

Les trois Nippons sortirent de leurs bagages des fusils-mitrailleurs AK-47 et des grenades et ouvrirent le feu, arrosant le terminal bondé[17]. « J'ai vu vingt-cinq corps entassés dans une mare de sang près du carrousel à bagages numéro trois, se rappelait un témoin. Un [homme] se tenait près du tapis armé d'une mitraillette et il a tiré sur toute la salle. Un autre lançait des grenades sur les groupes de voyageurs qu'il voyait arriver. »

Pendant des heures, les hululements des sirènes d'ambulance retentirent dans les rues de Tel Aviv[18]. Vingt-six victimes étaient à déplorer, dont dix-sept pèlerins chrétiens portoricains venus en terre sainte, auxquelles s'ajoutaient soixante-dix-huit blessés.

Lors d'une conférence de presse à Beyrouth, Bassam Zayed, le porte-parole du FPLP (qui était aussi le mari de Leila Khaled), défendit le massacre des pèlerins, rappelant dans sa défense la position du Front : il n'y avait pas d'innocents, ils étaient tous coupables, ne serait-ce que parce qu'ils n'avaient pas « levé le petit doigt pour les Palestiniens[19] ». Face à son incapacité à prévenir ce massacre, la hiérarchie de la défense israélienne se sentit gagnée par d'amers remords.

Tout au long de cette nouvelle vague de terreur, Israël peina à définir une réponse adéquate. Initialement, en l'absence de renseignements décisifs, le Premier ministre Levi Eshkol ordonna une opération de représailles contre une cible relativement facile : l'aviation civile arabe[20]. Cette réaction se fondait sur l'argument selon lequel les régimes arabes qui contrôlaient ces compagnies aériennes étaient responsables de ce qui se passait et soutenaient l'OLP.

En décembre 1968, une force d'intervention lança un raid contre l'aéroport international de Beyrouth et fit sauter quatorze avions vides appartenant à plusieurs de ces compagnies, Middle East Airlines, Lebanese International Airways et Trans Mediterranean Airways. L'opération fut une réussite, puisqu'elle assura la

destruction de ces appareils sans aucune victime côté israélien, mais elle n'eut pas d'impact dissuasif réel sur de futures attaques terroristes visant l'aviation civile de l'État hébreu. Et les réactions internationales à ce raid contre des cibles civiles furent virulentes. En plus d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant cet acte, le président de la République française, Charles de Gaulle, renforça l'embargo de la France sur les armes à destination d'Israël, en annulant la vente de cinquante chasseurs Mirage III[21].

Ce succès mitigé fut suivi d'autres échecs[22]. Des renseignements récoltés par Tsomet permirent d'identifier un bureau beyrouthin, en réalité le quartier général de l'OLP dans la capitale libanaise. Le 2 février 1970, des agents de Césarée tirèrent quatre roquettes RPG, au moyen de lance-grenades équipés de retardateurs, à travers les fenêtres des locaux. Il s'avéra que les lieux remplissaient surtout des fonctions administratives. « Quelques secrétaires ont été blessées et des papiers brûlés », expliqua l'un des agents de Césarée, mais cela n'alla pas plus loin. Ce fut l'une des premières opérations d'antiterrorisme approuvées par le nouveau Premier ministre, la redoutable Golda Meir, investie dans ses fonctions après la mort de Levi Eshkol, en février 1969.

Les tentatives d'éliminer les fondateurs du FPLP ne furent pas plus couronnées de succès. Deux agents de Césarée furent en mesure de se procurer l'adresse de l'appartement beyrouthin qui servait de bureau et de domicile à Wadie Haddad, au 8, rue Muhi al-Din. « À Beyrouth, Haddad se comportait comme le seigneur en son château[23]. Il n'y avait aucun problème pour le repérer… il n'avait pas peur et ne prenait pas de précautions », rappelait Zvi Aharoni, le directeur de Césarée. Le 10 juillet, des commandos de la marine israélienne (l'Unité 707) débarquèrent d'une vedette lance-missiles avant d'accoster sur une plage voisine du casino de Beyrouth à bord d'un Zodiac pour livrer deux lance-grenades à des exécuteurs de Césarée, qui avaient loué un appartement en face de chez Haddad. À neuf heures du matin, l'un des deux hommes braqua les lance-grenades sur la fenêtre d'une pièce où il avait entrevu le chef du

FPLP assis, appuya sur le bouton du retardateur, réglé sur trente secondes, et quitta les lieux.

« Juste à cet instant, Haddad est passé dans la pièce voisine, où se trouvaient sa femme et ses gosses, et il a survécu. Que peut-on faire contre ça ? déplorait Mike Harari, fataliste. Golda avait ordonné de ne pas toucher à un cheveu d'une tête innocente, sinon nous aurions "ratissé" tout l'étage[24]. »

De son côté, un agent israélien au Liban localisa la villa de Georges Habache à Bsaba, un village situé dans une région montagneuse au sud-est de Beyrouth[25]. Il photographia même la cible, Habache, assis sur les marches devant chez lui avec quelques-uns de ses hommes. Le 15 juillet, un appareil de l'armée de l'air fut envoyé en mission de bombardement de la maison, mais il frappa et démolit une habitation voisine. Habache s'en sortit indemne.

Peu après, Aharoni démissionna de la direction de Césarée, en partie suite aux critiques qu'il essuya du fait de son incapacité à éliminer les chefs terroristes. Mike Harari lui succéda.

Ce dernier s'attaqua aussitôt à la cible principale : Yasser Arafat. Avec l'opération Désert Blanc, son plan consistait à assassiner le dirigeant de l'OLP lors d'une cérémonie en l'honneur du colonel Mouammar Kadhafi en Libye, le 1er septembre 1970[26]. Une tribune réservée aux personnalités serait dressée contre la muraille de la vieille ville de Tripoli, la capitale. Au sein de Césarée, on avança plusieurs idées : placer un mortier relié à une minuterie cachée de l'autre côté de la muraille et tirer un obus sur la tribune où Arafat et d'autres dirigeants prendraient place, ou dissimuler des explosifs sous les gradins et actionner le détonateur après confirmation de la présence du leader de l'OLP. « Finalement, nous en sommes arrivés à la conclusion que c'était une opération problématique, parce qu'on enverrait cent vingt autres personnes voler dans les airs avec Arafat. Nous avons donc décidé d'opérer avec un sniper. » Harari et son équipe effectuèrent plusieurs fois le déplacement en Libye pour repérer les lieux, louer des locaux sécurisés et planifier leurs itinéraires de repli.

Tout était prêt quand le directeur du Mossad, Zvi Zamir, alla soumettre le plan au Premier ministre Golda Meir pour obtenir son aval définitif[27]. Mais elle redoutait que l'opération ne soit imputée à Israël et ne suscite de graves réprobations au plan international, au risque même d'exposer les dirigeants israéliens à des tentatives d'assassinat. Le plan fut annulé.

Déçu, Harari envoya deux agents en Europe, avec ordre de réactiver le dispositif des lettres piégées. Ces bombes « présentaient deux avantages évidents, soulignait Moti Kfir. Elles étaient faciles à expédier dans les pays cibles parce qu'elles paraissaient inoffensives, et elles permettaient à nos hommes de prendre tout leur temps pour se replier – à l'inverse des tirs d'armes à feu, qui attirent immédiatement l'attention[28] ». Les Israéliens réussirent en effet à mutiler deux activistes en recourant à ce dispositif, mais les cadres de l'OLP ne mirent pas longtemps à comprendre qu'ils devaient faire preuve de plus de prudence en ouvrant leur courrier[29].

Le Fatah et ses ramifications ne se laissèrent pas fléchir. Les cibles principales du Mossad – Arafat, Abou Jihad, Habache, Haddad –, qui restaient en vie et en pleine santé, faisaient peser une menace permanente.

Lors de réunions à huis clos, les dirigeants israéliens blâmaient les services de renseignement et leur incapacité à mettre un coup d'arrêt à ces attaques terroristes ou à décourager de futurs attentats[30]. « Chaque fois qu'un bus explosait à Jérusalem, ils me regardaient tous, se rappelait Harari. Pourquoi n'allais-je pas faire sauter quatre bus à Beyrouth ou au Caire ? Après tout, ce qu'ils nous infligeaient ici, en Israël, nous aurions pu le leur infliger au Caire, à Damas, à Amman, où on voulait. J'aurais pu organiser l'ensemble de ces ripostes simultanément. Mais je n'étais pas prêt à exécuter ce type d'opération, à sombrer aussi bas qu'eux. Nous n'étions pas acculés à ce point. Nous cherchions à lancer des frappes sélectives, les terroristes sauraient que cela venait d'Israël, mais sans qu'on laisse aucune trace. »

Pour y parvenir, il lui faudrait surmonter deux obstacles de taille[31]. Premier écueil, tous les quartiers généraux des organisations

terroristes se situaient dans des capitales arabes, ce qui leur procurait un refuge à des endroits où Césarée aurait le plus grand mal à opérer. Second écueil, à cette époque, les hommes de Césarée n'étaient tout simplement pas à la hauteur de la besogne. Les films de James Bond et consort avaient une tendance à dresser le portrait d'espions composant une faune homogène – le même personnage pouvait être à la fois une taupe, un tueur, un as de l'effraction et un expert de la surveillance, capable de recueillir des renseignements et de les analyser pour le compte de ceux qui prenaient les décisions. La réalité est très différente, surtout dans le cas du Mossad. Les agents de Césarée avaient été formés pour effectuer des missions de long terme, sous couverture. Ils étaient censés attirer l'attention le moins possible, frayer aussi peu que possible avec les protagonistes locaux, et réunir autant d'informations que possible pour que l'État hébreu soit averti à l'avance de toute guerre imminente. « Mes gars n'étaient pas des commandos, rappelait-il. Je cherchais un type capable de passer du temps au Caire en tant qu'archéologue et d'inviter Nasser à faire une visite de ses fouilles, ou une femme susceptible d'exercer comme infirmière dans un hôpital militaire de Damas. Ces gens-là n'étaient pas formés pour supprimer une sentinelle, sortir un pistolet ou lancer un coutelas. Pour combattre la terreur, il me fallait un autre genre d'individus et d'autres sortes d'armes. »

Pour les Israéliens, la transition de l'OLP vers une activité planétaire représentait aussi un défi politique. Durant ces années-là, l'Europe de l'Ouest ne combattait pas le terrorisme elle-même, et ces nations n'autorisaient pas non plus les Israéliens à le faire à l'intérieur de leurs frontières. Les Européens jugeaient le conflit du Moyen-Orient lointain et insignifiant, et rien ne les incitait à agir. Le Mossad accumulait des centaines d'informations sur des opérations terroristes planifiées contre des cibles israéliennes et juives en Europe, mais pour les traiter, il lui fallait l'aide de services de renseignement favorablement disposés sur le Vieux Continent. « Nous les informons à ce sujet, une fois, deux fois, trois fois, ou même cinq fois, expliqua Golda Meir lors d'une réunion confidentielle de la Commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, et rien ne se passe[32]. »

Parmi les cadres, l'exaspération allait croissant. « Je ne comprends pas pourquoi nous restons assis ici bien tranquilles, pendant que tous les jours, des terroristes complotent pour tuer des Juifs, se plaignit Avraham “Romi” Porat, l'officier de renseignement de Césarée, au cours d'une réunion au QG de l'agence. Nous savons où ils sont. La localisation de leurs bureaux en Allemagne, en France, en Italie et à Chypre est connue. Ils n'essaient même pas de se cacher. Pour chaque avion détourné, faisons sauter leurs bureaux, et “le pays demeura en paix quarante ans” », ajouta-t-il, citant la Bible, le livre des Juges[33].

La solution de Harari consista à mettre sur pied une équipe spéciale intégrée à Césarée qui n'aurait pas pour mission la collecte de renseignements préalable à d'éventuelles hostilités, mais plutôt de se concentrer sur « les opérations sous couverture et l'identification, la surveillance et l'exécution de cibles humaines, ainsi que des actions de sabotage ». L'unité recevrait le nom de code Kidon (Baïonnette) et agirait principalement en Europe de l'Ouest et dans les démocraties d'autres continents.

Le noyau de Baïonnette prit peu à peu forme à partir de l'été 1969 sous le commandement d'un agent nommé Danny, mais pendant de nombreuses années Harari ne put employer cet instrument sur le terrain et dut limiter ses activités à l'entraînement et à la définition d'une doctrine de combat[34]. Quoique sur ses gardes vis-à-vis des pays européens, Golda Meir n'en respectait pas moins leur souveraineté. Elle comprenait que des nations pourtant amies refuseraient toujours de coopérer avec Israël si l'État hébreu procédait à des assassinats ciblés sur leur territoire, sans leur permission. Selon ses propres termes, les services de renseignement européens « peuvent décider de ce qui est admissible et de ce qui est interdit sur leur sol. […] Il y a des pays amis qui disent : “Vous ne ferez pas ça ici ; ici, nous sommes les maîtres.” Tout cela n'est pas simple. Nous ne sommes pas chez nous[35] ».

Convaincu que Gold Meir finirait par changer d'avis, Harari ordonna discrètement à Baïonnette de continuer son entraînement. « En fin de compte, confia-t-il à Zamir, nous n'aurons pas d'autre

choix que d'aller les tuer en Europe. » Zamir était aussi d'avis que l'entraînement devait se poursuivre. « Nous respections la politique du Premier ministre, et c'est pourquoi nous ne nous consacrions qu'à la collecte d'information, en préparant les personnels et les armes qui seraient nécessaires à l'avenir[36]. »

Ce régime d'entraînement et de préparation était dur. Les recrues devaient être expertes dans le maniement de moyens de déplacement rapides, savoir conduire des voitures ou des motos, prendre en filature et semer un poursuivant, pénétrer par effraction dans un bâtiment et maîtriser le combat rapproché. Il leur fallait aussi être capables d'agir avec calme en diverses situations de combat. Elles étaient rompues au tir de précision au pistolet, et l'accent était mis sur une méthode que l'on appelait le tir d'instinct. Développée en partie par un ancien officier de l'armée américaine, Dave Beckerman, qui avait pris part à la libération du camp de Dachau, elle se fonde sur un mouvement rapide pour passer d'une position au repos à une position de tir, afin d'atteindre une précision maximale tout en ouvrant le feu dans le mouvement[37].

Ensuite, les recrues devaient aussi acquérir un autre savoir-faire : le maquillage[38]. La plupart des missions de Baïonnette s'inscrivant dans le court terme, divers déguisements étaient nécessaires pour changer d'identité. Selon Yarin Shahaf, qui forme aujourd'hui les agents du Mossad à l'art du maquillage, c'est une tâche plus compliquée qu'il n'y paraît : « Il faut être sûr que la moustache ne risque pas de tomber même en cas de lutte et que la perruque tienne et ne s'envole pas même en pleine poursuite sur les toits. Le guerrier doit savoir comment la poser pour que cela semble crédible, et se démaquiller tout seul en vitesse s'il doit s'enfuir. »

Enfin, une recrue subirait un dernier test. L'agence l'enverrait chez lui, dans son quartier, au milieu de son cercle de relations, déguisé et sous son nom d'emprunt. S'il réussissait à évoluer parmi ceux qui le connaissaient le mieux sans être reconnu, il était jugé capable d'opérer sur le territoire d'une nation étrangère et hostile.

Début juillet 1972, huit membres de Septembre Noir arrivèrent en plein désert libyen dans un camp d'entraînement commandé par

Mohammed Youssef al-Najjar, chef du dispositif de sécurité et d'information du Fatah[39]. Les huit hommes, tous des militants du Fatah, avaient été choisis pour diverses raisons[40]. Certains possédaient une expérience poussée du combat. D'autres connaissaient bien l'Europe en général et l'Allemagne en particulier. Il y avait parmi eux Mohammed Massalha, né en 1945, fils du premier chef du conseil du village de Daburiyya, en Galilée. Parlant l'allemand ainsi que l'anglais couramment et plus âgé que les autres, ce n'était pas un combattant. Il tenait plutôt lieu d'idéologue et de porte-parole du groupe. La voix et la silhouette de Massalha, qui reçut le nom de code Issa, deviendraient bientôt célèbres dans le monde entier.

Dans ce camp libyen, les huit hommes furent rejoints par Salah Khalaf (Abou Iyad), le fondateur de Septembre Noir, et Mohammed Oudeh (Abou Daoud), agent du Fatah de longue date, confident compétent et zélé d'Abou Iyad. Ce dernier les informa qu'ils allaient bientôt prendre part à une opération de la plus haute importance, sans en révéler précisément la nature. Au cours des semaines suivantes, le groupe s'entraîna au maniement des armes à feu, en l'occurrence de pistolets, de mitraillettes et de grenades, ainsi qu'au combat au corps à corps, tout en pratiquant la culture physique. L'accent fut mis sur l'aspect dissimulation. Les hommes reçurent des noms de code et des faux passeports libyens, et l'instruction de cacher leurs visages pendant toute l'opération, en changeant fréquemment de vêtements afin de donner à ceux qui les observaient l'impression que le commando comptait bien plus de membres que dans la réalité.

Le renseignement israélien passa complètement à côté de ces préparatifs en Libye. Le 7 juillet, un agent palestinien, sous nom de code Lucifer, avertit le Mossad que « Septembre Noir planifi[ait] une attaque en Europe » et, le 5 août, il signala que « Septembre Noir prépar[ait] une opération à caractère international[41] ». Il n'avait pas davantage de détails. Un tel nombre de messages d'alerte et de tuyaux relatifs au terrorisme inondaient le département recherche du Mossad qu'inévitablement, il n'était pas rare que certains soient

négligés. Les mises en garde de Lucifer furent de celles qui passèrent à travers les mailles du filet.

Les 3 et 4 septembre, les huit militants de Septembre Noir s'envolèrent séparément pour l'Allemagne. Ils se retrouvèrent à Munich où se déroulaient les Jeux olympiques d'été, suivis par des centaines de millions de personnes dans le monde. Au nom des Palestiniens apatrides, l'OLP avait demandé à participer aux Jeux, mais sa demande avait été écartée par le Comité international olympique. « Apparemment, du point de vue de cet organisme réputé, qui se prétend apolitique, nous n'existions pas, déclara plus tard Khalaf. La direction de Septembre Noir a décidé de prendre les choses en main. »

À la veille de l'opération, dans un restaurant proche de la gare centrale de Munich, Oudeh finit par leur révéler leur plan. Les huit hommes rédigèrent un testament collectif et se joignirent à lui pour récupérer des armes et des explosifs qui avaient été acheminés clandestinement d'Espagne et de Suède puis cachés dans un casier de la consigne de la gare. Oudeh regroupa leurs passeports et envoya ses hommes à la porte numéro A25 du village olympique. Ils escaladèrent facilement la clôture et se dirigèrent vers le 31, Connollystrasse, où était logée la délégation israélienne. À ce moment, il y avait trente-deux policiers dans le village – deux armés de pistolets, et les autres sans armes, parce que l'Allemagne, hôte de ces Jeux, voulait créer une atmosphère aussi apaisée et pacifique que possible. Aucun d'eux ne remarqua ce qui se tramait.

Vers quatre heures du matin, le 5 septembre, Septembre Noir investit la résidence de l'équipe d'Israël. L'un des athlètes réussit à s'échapper. Un entraîneur de lutte, Moshe Weinberg, et un haltérophile, Yossef Romano, tentèrent de résister aux terroristes mais furent aussitôt abattus. Pendant les neuf heures qui suivirent, leurs corps inertes restèrent gisant au sol sous les yeux des neuf autres membres de l'équipe, retenus en otages. On constata plus tard sur le cadavre de Romano des signes de mutilation.

Massalha (Issa) conduisait les négociations avec des représentants de la police et du gouvernement du Land de Bavière, tandis que ces événements étaient suivis par des centaines de

millions de téléspectateurs dans le monde. À Jérusalem, ce matin-là, une Golda Meir très sombre informa la Knesset : « Les meurtriers exigent la libération de deux cents terroristes des prisons israéliennes en échange de la libération des otages. »

Comme elle l'avait décidé dans toutes les affaires de ce type depuis le début de son mandat de Premier ministre, elle se fiait au jugement des responsables de la défense et du renseignement, avec ce seul et unique préalable sans équivoque : il n'y aurait pas de négociations avec les terroristes, en aucune circonstance[42].

Les Allemands refusèrent fermement de suspendre les Jeux olympiques, en invoquant le fait que la télévision ouest-allemande n'avait pas de programmation de remplacement. « Chose incroyable, ils continuent les Jeux, écrivit Jim Murray dans le *Los Angeles Times*. C'est presque comme organiser un bal à Dachau. »

Une équipe de Sayeret Matkal se consacra immédiatement aux préparatifs d'une opération de secours. Pourtant, à la stupéfaction d'Israël, les Allemands, pourtant bien moins expérimentés en ce domaine, refusèrent d'admettre l'équipe israélienne sur leur territoire. Deux hauts responsables – le directeur du Mossad, Zvi Zamir, et celui de la division du Shin Bet chargée des interrogatoires, Victor Cohen – furent autorisés à observer les négociations, mais seulement à distance.

Natif de Syrie et parlant l'arabe couramment, avec une grande expérience en matière d'interrogatoires de terroristes, Victor Cohen était l'homme qui avait négocié avec les pirates de l'air de Septembre Noir lors du détournement de l'appareil de la Sabena. « Dans l'affaire de la Sabena, les autorités m'ont laissé travailler convenablement, rappelait-il. Ces conversations avec les pirates m'avaient beaucoup appris : d'après leur dialecte, j'avais compris d'où ils étaient originaires ; d'après les mots qu'ils choisissaient, je saisissais précisément dans quel état d'esprit ils étaient ; en fonction de l'énergie que je ressentais de leur part, je savais s'ils étaient en alerte ou non. Quand j'ai senti qu'ils se fatiguaient, j'ai dit aux hommes de Sayeret Matkal que c'était le moment de pénétrer dans l'avion[43]. »

À Munich, en revanche, les Allemands refusèrent à plusieurs reprises les conseils que leur prodiguaient Cohen et Zamir sur la façon d'agir avec les terroristes. Ils en furent réduits à observer : ils virent les terroristes pousser les membres survivants de l'équipe d'athlètes hors de l'immeuble de leur résidence, leurs armes pointées sur eux, vers deux hélicoptères militaires Bell UH-1 stationnés à proximité. Tout le déroulement de l'événement laissa une marque indélébile dans l'esprit de Zamir : « Jusqu'au jour de ma mort, je n'oublierai jamais la vision des athlètes qu'ils conduisaient aux hélicoptères. De part et d'autre de l'allée, qui était une sorte de pelouse, il y avait des dizaines de milliers de personnes, d'un nombre incalculable de pays. Silence de mort. J'étais tout près de Genscher [Hans-Dietrich, ministre fédéral de l'Intérieur] et de [Franz Josef] Strauss, Victor était à ma droite, et nous avons vu nos athlètes, les mains liées, flanqués des terroristes, ils marchaient tous du même pas vers les hélicoptères. C'était une vision atterrante, en particulier pour un Juif, sur le sol allemand, à Munich[44]. »

Les hélicoptères transportèrent les otages vers un aérodrome militaire à proximité, où un avion était censé les conduire hors d'Allemagne, dès que l'accord pour la libération des prisonniers palestiniens serait conclu. Les terroristes et les otages étaient suivis d'autres hélicoptères avec Zamir et Cohen et les officiels allemands à leur bord.

Les autorités germaniques avaient conçu une opération de sauvetage sur cet aérodrome militaire, mais les forces déployées étaient mal entraînées et désorganisées, et les informations indispensables sur les terroristes, l'équipement au tir de précision et le soutien logistique nécessaires à une telle mission leur faisaient défaut. Les tireurs ouvrirent le feu sans coordination et ne touchèrent pas ou ne tuèrent pas assez de terroristes pour neutraliser leur commando.

« Les Palestiniens ont tiré sur le bâtiment où nous étions, précisait Zamir. Nous avons dévalé un escalier quatre à quatre, Victor et moi, en tâtonnant dans le noir, nous cherchions les commandants de l'opération, et pendant ce temps il pleuvait une grêle de balles. Nous avons vu que les terroristes avaient abattu les pilotes des

hélicoptères, qui s'étaient écroulés à plat ventre. Nous avons enfin localisé les commandants [allemands de l'opération], j'ai exigé de pouvoir monter sur le toit pour m'adresser aux terroristes et les avertir que si les tirs continuaient, ils ne s'en sortiraient pas vivants. Les officiers de police ont refusé, nous avons insisté, jusqu'à ce qu'ils acceptent, à condition que nous leur parlions en arabe, et pas en allemand. »

Cohen s'empara du mégaphone et tenta de persuader les Palestiniens de se rendre[45]. « C'était trop peu, trop tard, et tout ce que j'ai récolté, c'est une rafale qui a failli nous tuer tous les deux, Victor et moi. »

Zamir demanda ensuite aux Allemands pourquoi aucune force ne donnait l'assaut. On lui répondit que la police attendait des véhicules blindés coincés sur la route de l'aérodrome militaire au milieu d'un embouteillage provoqué par tous les curieux qui convergeaient aussi vers les lieux.

Il vit alors les terroristes lancer des grenades à l'intérieur des hélicoptères où les Israéliens étaient retenus prisonniers ; il vit ses compatriotes dévorés par les flammes après l'explosion des grenades. Quand il se précipita vers l'appareil qui se consumait, il ne découvrit que les corps des neuf athlètes, menottés les uns aux autres, calcinés, certains brûlaient encore.

Pour Zamir, la gestion de cette prise d'otages par les Allemands était révélatrice : « Ils n'ont pas fait le moindre effort pour épargner des vies, ou pris le moindre risque pour secourir les victimes – ni les nôtres, ni les leurs. » Il disait avoir vu l'un des pilotes allemands hurler des appels au secours[46]. « J'ai dit [à la police allemande] : “Nom de Dieu, il y a des gens qui pissent le sang dans cet hélicoptère. Un homme d'équipage a rampé sur deux cents mètres. Sortez-le de là !” Il a rampé à quatre pattes, blessé, et personne n'a esquissé un geste pour le secourir. »

Selon Cohen, « plus tard, nous avons appris que certains des policiers censés prendre part à l'opération de sauvetage avaient décidé avant même le début de l'engagement qu'ils n'étaient pas prêts à risquer leur vie pour des Israéliens ».

Juste après trois heures du matin, à peine vingt-trois heures après le début de l'attaque terroriste, Zamir téléphona à Golda Meir qui le félicita de sa réussite. Une source allemande l'avait informée, à tort, que tous les membres de la délégation olympique étaient sains et saufs. « Je suis désolé d'avoir à vous répondre ça, Golda, lui dit-il. Mais les athlètes n'ont pu être secourus. Je les ai tous vus. Pas un seul n'a survécu. »

Presque aussitôt, on établit des parallèles historiques. Une fois de plus, des Juifs avaient fini massacrés sur le sol allemand, et le reste du monde avait vaqué à ses occupations comme si de rien n'était. Pire encore, l'État d'Israël avait été réduit à l'impuissance par les autorités fédérales et contraint de regarder passivement les terroristes exécuter ses citoyens. En Israël, pendant plusieurs jours, la vie s'était pratiquement arrêtée. Partout dans le pays, les fêtes de Roch Hachana furent annulées, et un sentiment lugubre s'empara de la population.

Les Palestiniens considérèrent l'opération comme un succès, leur cause ayant occupé le devant de la scène et attiré l'attention du monde entier. Un organe de l'OLP publia ceci : « Une bombe à la Maison-Blanche, une mine au Vatican, la mort de Mao Zedong, un tremblement de terre à Paris n'auraient pas pu avoir de plus grand retentissement sur chacun des habitants de cette planète que l'opération de Septembre Noir à Munich. […] C'était comme de peindre le nom "Palestine" au sommet d'une montagne, visible aux quatre coins du globe[47]. »

Immédiatement après les faits, le gouvernement de Golda Meir ne pouvait pas tenter grand-chose. Il émit un communiqué de pure forme, où « plein de colère et horrifié, le gouvernement d'Israël déplore le meurtre de onze Israéliens par des terroristes arabes ». Elle ordonna aussi des frappes aériennes sur une dizaine de « bases, de camps et de quartiers généraux des terroristes en Syrie et au Liban. Notre intention est d'atteindre les terroristes et pas les civils[48] ».

Ce n'était que le début.

Zamir rentra de Munich dans la soirée du 6 septembre. En l'espace de deux réunions qui devaient avoir un impact dramatique

sur la politique future d'Israël en matière de terrorisme, il fit avec émotion le récit de l'attaque et de la réaction allemande – le refus des autorités fédérales de recevoir de l'aide ou des conseils, la confusion, le manque de professionnalisme et l'apathie des forces allemandes déployées.

« De la part des Allemands, c'est une honte insondable, déclara-t-il[49]. Tout ce que voulaient les autorités, c'était mettre cette affaire de côté et pouvoir assurer le bon déroulement des Jeux », ajouta-t-il devant un gouvernement sous le choc.

Lorsque son compte rendu circula, la fureur envers les organisations terroristes qui répandaient le sang des Juifs, et envers les autorités allemandes qui avaient si lamentablement échoué et refusé d'assumer leurs responsabilités, fut à son comble. Lors d'une réunion secrète de la commission de la Knesset, l'un des participants fut saisi de rage : « Nous ne devons pas seulement nous défendre, mais aussi passer à l'offensive. Nous devons débusquer les terroristes et les tuer. Nous devons transformer les chasseurs en proies[50]. » Menahem Begin proposa de bombarder la Libye.

Visée par de violentes critiques en raison de l'incapacité des organes de renseignement sous son commandement à détecter et prévenir le massacre de Munich, et craignant de perdre toute chance d'être réélue, Golda Meir changea enfin de position[51]. Puisque les Européens se refusaient à même tenter de faire barrage au terrorisme sur leur sol, le Premier ministre et son gouvernement décidèrent de donner au Mossad le feu vert pour agir. Le 11 septembre, le gouvernement autorisa le Premier ministre à valider des attaques contre des cibles situées dans des pays amis, sans notification aux autorités locales. « Représailles ou non, déclara-t-elle le 12 septembre devant la Knesset, partout où ils fomentent un complot, où ils préparent des individus à tuer des Juifs, des Israéliens… en somme, des Juifs, où que ce soit…, c'est là que nous nous engageons à les frapper. »

Harari avait eu gain de cause : Gold Meir avait changé d'avis. Baïonnette allait aussitôt entrer en action.

10.

« Ceux que j'ai tués ne m'inspirent aucun remords »

« La Belle Sarah est sorti de l'immeuble et se dirige vers sa maison[1]. »

Tel fut le message transmis sur la fréquence radio dédiée du réseau Baïonnette à Rome, un soir d'octobre 1972. « OK, allez-y. Préparez-vous à l'engagement », ordonna Mike Harari depuis son poste de commandement.

« La Belle Sarah » n'était pas une femme, mais le nom de code d'un homme grand, mince, lunetté, à l'épaisse chevelure d'un noir luisant, et au visage très expressif. Wael Zwaiter, de son vrai nom, était un Palestinien qui travaillait à mi-temps à l'ambassade de Libye à Rome en qualité de traducteur-interprète. Il avait presque fini de traduire *Les Mille et Une Nuits* de l'arabe en italien, et il avait passé la soirée au domicile de son amie Janet Venn-Brown, une artiste australienne, pour discuter de quelques subtilités dans sa manière de restituer des descriptions du livre[2]. À la porte, son hôtesse lui avait donné une miche de pain qu'elle avait cuite pour lui. Il l'avait glissée dans l'enveloppe qui contenait son manuscrit.

Après avoir pris congé, il se dirigea vers son appartement situé au 4, Piazza Annibaliano. Il monta dans deux bus successifs et, quand il descendit du second, entra dans un bar en tenant à la main une enveloppe blanche contenant le dernier chapitre de sa traduction.

Pendant tout ce temps, une équipe de surveillance de Baïonnette observait les faits et gestes de Zwaiter. Le Mossad estimait qu'il n'exerçait pas seulement des fonctions de traducteur : ce n'était qu'une couverture puisqu'il s'agissait en fait du commandant des opérations de Septembre Noir à Rome. En matière d'action antiterroriste, l'Italie était un maillon particulièrement faible et, à l'époque, Rome était devenue la plaque tournante de l'activité terroriste des Palestiniens en Europe. L'agence croyait Zwaiter responsable de l'acheminement clandestin de personnels et d'armements et de la sélection des cibles.

Les services le soupçonnaient également d'avoir orchestré, au mois de septembre, une tentative d'introduire une bombe à bord d'un vol El Al au départ de Rome[3]. Les autorités italiennes nourrissaient elles aussi des soupçons à son sujet : en août la police l'avait brièvement appréhendé, en relation avec des attentats de Septembre Noir contre des compagnies pétrolières qui exportaient vers Israël.

Zwaiter quitta le café et se dirigea vers son domicile. L'équipe de surveillance avertit deux de ses membres par radio, confirmant que la cible approchait. Le Palestinien entra dans le hall faiblement éclairé de son immeuble et appuya sur le bouton d'appel de l'ascenseur. Lorsqu'il vit les deux tueurs cachés dans la pénombre au pied de la cage d'escalier, il était trop tard. Ils braquèrent leurs pistolets Beretta équipés de silencieux vissés au canon et tirèrent onze coups de feu sur le Palestinien. Projeté en arrière par l'impact des balles, il bascula dans un alignement de plantes en pot et s'écroula au sol, serrant encore son manuscrit des *Mille et Une Nuits*. Il mourut là, par terre.

En quelques heures, les dix-sept agents de Baïonnette étaient sortis d'Italie, déjà sur la route du retour vers Israël. Aucun d'eux n'avait été arrêté[4]. L'opération s'était déroulée exactement comme prévu.

Zwaiter n'était que le premier d'une très longue liste de militants et de cadres de l'OLP qui allaient mourir.

Le changement d’attitude de Golda Meir envers ces pays européens amis fut immédiat et radical. Née à Kiev, élevée dans le Milwaukee, sa vision du monde était simple, directe et parfois rigide : la réalité était noire ou blanche, bonne ou mauvaise. Dans son esprit, il existait un lien direct entre les actions menées par les terroristes palestiniens et les atrocités de la Seconde Guerre mondiale : « Ceux qui font souffrir les Juifs font ensuite souffrir d’autres peuples ; c’est ce qui s’est passé avec Hitler, et c’est aussi ce qui se passe avec les terroristes arabes », confia-t-elle au directeur de la publication du *New York Times*, Arthur Sulzberger[5].

Elle déclarait volontiers ne pas comprendre grand-chose aux affaires militaires et de renseignement, et se fiait au ministre de la Défense, Moshe Dayan, à Israël Galili, ministre sans portefeuille et conseiller spécial, et au chef du Mossad, Zvi Zamir. Mais après le massacre de Munich, il devint assez clair à ses yeux que la nation ne pouvait dépendre de pays tiers pour protéger ses citoyens. Au lieu de s’en remettre à la souveraineté d’une autre nation, l’État hébreu tuerait désormais ses cibles où et quand il parviendrait à la conclusion que cela était nécessaire.

Ce changement de politique eut un effet de taille sur les opérations de Césarée[6]. Avant Munich, Golda Meir avait limité ces meurtres à des pays « cibles », ceux qui se disaient officiellement hostiles à Israël, comme la Syrie et le Liban. Mais il était difficile pour les agents de Césarée de tuer quelqu’un dans ces pays-là, en raison d’un environnement particulièrement dangereux. Se servir d’un pistolet ou d’un fusil à lunette, méthode qui requérait un contact plus ou moins étroit avec la cible, attirait invariablement et rapidement l’attention des autorités locales, et même si les tueurs s’enfuyaient des lieux d’intervention sans encombre, des contrôles stricts aux frontières déclenchés par un meurtre nécessairement médiatisé seraient sans doute mis en place avant qu’ils ne puissent quitter le territoire. Un exécuteur israélien capturé dans un pays cible risquait vraisemblablement la mort et, qui plus est, après avoir été torturé avec la dernière cruauté. Des meurtres exécutés à distance pouvaient s’avérer plus sûrs, mais ils étaient aussi moins efficaces,

soumis à de nombreux impondérables et bien trop susceptibles de tuer ou de mutiler des innocents.

Opérer dans ce que l'on appelait des pays bases, ceux qui entretenaient des relations amicales avec l'État hébreu, parmi lesquels toutes les nations d'Europe de l'Ouest, s'avérait bien plus commode. Au pire, un tueur qui se faisait prendre purgerait une peine de prison. D'autant que la division Tevel (Univers) du Mossad, responsable de la liaison avec les entités du renseignement à l'étranger, avait tissé un réseau de liens étroits avec quantité de services en Europe – ce que l'agence israélienne, dans son jargon, appelait ses « coussins amortisseurs », parce qu'ils pouvaient lui procurer des contacts locaux susceptibles de lisser les problèmes en cas de complications, parfois en échange d'un service. Ainsi, en Europe, il était beaucoup plus facile de tuer un homme en toute impunité[7].

Et il y avait là-bas quantité d'hommes à tuer. La première liste de cibles se composait de onze noms : ceux des terroristes impliqués dans le massacre de Munich. Il devint vite clair qu'ils s'étaient terrés dans des États arabes ou d'Europe orientale, où il serait épineux de les atteindre. En revanche, dans l'intervalle, nombre d'informations s'étaient peu à peu accumulées concernant d'autre cibles moins importantes, mais qui résidaient en Europe. Après Munich, tout individu que le Mossad soupçonnait d'être impliqué dans Septembre Noir et, en fait, quiconque était suspecté d'appartenir à l'OLP en général, devenait une cible légitime[8]. Cela suffisait à allonger considérablement la liste.

« Nous voulions créer un effet de halo, expliquait un agent de Césarée. Un assassinat dans les règles, à bout portant, qui susciterait crainte et tremblement, un acte qui, même si Israël niait toute implication, signifierait clairement qu'un index israélien avait pressé la détente[9]. »

Cet index ferait partie de Baïonnette. À la mi-septembre 1972, Zvi Zamir se présenta au centre d'entraînement de Kidon. « Israël ne va pas rester passif, déclara-t-il aux agents. Nous allons nous en prendre aux types qui ont fait ça. Vous serez le bras armé du service. »

« Ces propos, se rappelait un agent de Césarée, nom de code Kurtz, éveillèrent en nous un sentiment de fierté[10]. » Dans l'année écoulée après Munich, quatorze Palestiniens seraient éliminés.

Le chef des unités d'intervention et le commandant de certaines de leurs opérations s'appelait Nehemia Meiri, un survivant de l'Holocauste né au sein d'une famille juive traditionnelle dans le village de Demblin, en Pologne méridionale[11]. Il avait douze ans quand la Gestapo avait raflé les Juifs de son village pour les faire marcher de force vers une forêt voisine[12]. Les villageois reçurent ordre de creuser une fosse et de s'aligner au bord. Ensuite, les nazis les mitraillèrent. Nehemia, qui était déjà un garçon fort et plein de ressources, plongea dans la fosse une fraction de seconde avant que ne soit hurlé l'ordre d'ouvrir le feu. Les Allemands ne s'en aperçurent pas, et il resta couché au milieu des cadavres de sa famille et de ses voisins jusqu'à la fin de la tuerie. Après le départ des envahisseurs, il sortit de ce charnier en rampant, couvert de sang.

Plus tard au cours de la guerre, après avoir été capturé et soumis au travail forcé sur un aérodrome, il sauva la vie d'un officier supérieur de la Luftwaffe qui, aux commandes de son Messerschmitt, avait dû faire un atterrissage forcé. Meiri grimpa sur l'aile de l'appareil en flammes et sauva le pilote inconscient, ce qui lui valut sa protection pour les quelques années suivantes. Après le conflit, il émigra en Palestine à bord du fameux *Exodus*, le navire chargé de réfugiés, qui accosta illégalement en Palestine. Il combattit pendant la guerre d'indépendance de 1948, fut fait prisonnier et, une fois encore, survécut miraculeusement après qu'un soldat jordanien se fut mis à tirer sur des prisonniers de guerre, qui tombèrent fauchés sous les balles.

Après quoi il intégra le Shin Bet et servit dans le détachement de protection rapprochée de Ben Gourion. Ses collègues et ses supérieurs remarquèrent son sang-froid et son absence de scrupules dès qu'il s'agissait de tuer quiconque avait infligé des souffrances à des Juifs.

« Le matin, à peine levé, Nehemia avait déjà le couteau entre les dents », se souvenait l'un de ses coéquipiers[13].

Meiri faisait partie des Tziporim, l'équipe opérationnelle conjointe du Mossad et du Shin Bet. Il prit part à l'enlèvement d'Alexander Yisraeli, l'escroc qui avait tenté de revendre des secrets israéliens, et à la campagne d'intimidation et d'élimination physique des scientifiques allemands, ces anciens nazis chargés de construire les missiles de Nasser. Plus tard, il fut transféré à Césarée et affecté à l'équipe qui mit sur pied Baïonnette. Eitan Haber, l'un des journalistes les plus réputés d'Israël qui occupa aussi les fonctions de chef de cabinet d'Yitzhak Rabin, dit avoir un jour blâmé Zamir d'avoir intégré Meiri à Baïonnette. C'était immoral, affirmait Haber, « une exploitation des horreurs de l'Holocauste à seule fin de créer une machine à tuer[14] ».

Faire partie de Baïonnette ne posait aucun problème à Meiri, et les actes qu'il commit en servant dans cette unité ne lui inspiraient aucun remords. Au cours de toutes ces années, des gens qui étaient au courant de sa vie sous couverture lui demandèrent s'il n'était jamais hanté par l'image des gens qu'il avait tués, ou s'ils ne le hantaient pas dans ses cauchemars. Il leur répondait ceci : « Je rêve de la vallée où a eu lieu ce massacre, près de Demblin, en Pologne ; je rêve des *Muselmänner* [les détenus affamés, malades, dans la langue des *Lager*] au fond des camps de la mort. Voilà ce qui me hante. Ceux que j'ai tués ne me posent aucun problème. Ils méritaient une balle dans la poitrine et deux dans la tête, jusqu'au dernier[15]. »

Meiri faisait partie des hommes qui abattirent Zwaiter à Rome[16]. Deux semaines plus tard, la cible suivante fut désignée : Mahmoud Hamshari, censé être le numéro deux de Septembre Noir.

Le Mossad l'accusait d'avoir été l'instigateur d'une conspiration utilisant les services postaux internationaux pour placer des bombes à déclenchement barométrique à bord d'avions assurant les vols d'Europe vers Israël[17]. L'une de ces bombes explosa en février 1970, peu après le décollage de Francfort d'un vol pour Vienne, mais le pilote réussit à effectuer un atterrissage d'urgence.

Le commandant de bord du vol 330 de la Swissair, de Zurich à Hong Kong avec une escale à Tel Aviv, tenta lui aussi de se poser après l'explosion d'une bombe dans la soute, mais s'écrasa dans une forêt. La totalité des quarante-sept passagers et des membres d'équipage périrent. L'agence croyait aussi que Hamshari avait trempé dans une tentative d'assassinat contre Ben Gourion lors de sa visite au Danemark, en mai 1969, et que son appartement parisien avait servi de dépôt de munitions à Septembre Noir.

Des agents de Baïonnette qui surveillaient le personnage découvrirent qu'il passait une bonne partie de son temps avec son épouse et leur fille nouveau-née à leur domicile, et le reste à rencontrer diverses personnes surtout dans des endroits publics très fréquentés.

Le fait qu'il soit entouré de tant d'innocents présentait une difficulté, à laquelle Golda Meir était extrêmement sensible. Elle invita Harari à son domicile et lui prépara une tasse de thé[18]. « Mike, lui dit-elle, assurez-vous qu'on ne touche pas à un cheveu d'un citoyen français. Pas un cheveu. Vous m'avez compris ? »

Malgré sa décision récente de faire supprimer des individus en Europe, le Premier ministre estimait encore qu'il convenait de respecter certaines procédures. Et le fait de devoir endosser seule la responsabilité de la condamnation à mort de ces hommes continuait de la mettre tout aussi mal à l'aise. Chaque fois que Zamir la priait de signer un « feuillet rouge », ainsi qu'on appelait l'ordre d'élimination en raison de la couleur du papier sur lequel il était imprimé, elle réunissait un cercle restreint de membres de son gouvernement, afin d'en délibérer avec eux – y compris son ministre des Services religieux, Zerach Warhafitg, qui adoubait chaque mission de son imprimatur spirituel[19].

Tuer Hamshari devrait donc se faire quand il était seul à l'intérieur de son appartement. Meiri et Romi élaborèrent le plan de l'opération qui prévoyait la participation d'une unité supplémentaire, une innovation par rapport aux procédures habituelles de Césarée, qui fonctionnait généralement de façon indépendante au sein du Mossad.

Le 3 décembre, une équipe de Keshet (Arc-en-ciel, le nouveau nom de Colossus, l'unité chargée de la pénétration clandestine) s'introduisit par effraction dans l'appartement de Hamshari et prit des dizaines de photos, en se concentrant particulièrement sur son espace de travail[20]. Ces clichés furent ensuite expédiés en Israël par avion, où Yaakov Rehavi, au département technique du Mossad, les étudia. Il remarqua que le téléphone était posé sur un socle en marbre. Son équipe et lui fabriquèrent une base identique, bourrée d'explosifs.

Le 7 décembre, un homme qui se présenta comme un journaliste italien prénommé Carl mais qui en réalité n'était autre que Nehemia Meiri, téléphona à Hamshari et prit rendez-vous pour un entretien dans un café près de son logement, le lendemain. Pendant que se déroulait l'interview, l'équipe de Keshet s'introduisit de nouveau chez lui par effraction et échangea le socle du combiné. Peu après le retour de Hamshari chez lui, son téléphone sonna : « Je parle bien à monsieur le professeur Hamshari ? » demanda une voix. Dès qu'il eut répondu par l'affirmative, l'homme à l'autre bout de la ligne appuya sur le bouton d'un détonateur à distance et le socle du téléphone explosa. Hamshari fut « presque coupé en deux » par les fragments de marbre, selon Kurtz, qui prit part à l'opération. Il mourut quelques semaines plus tard, dans un hôpital parisien[21].

Les personnels du Mossad et de l'AMAN qui coordonnaient ces assassinats ciblés consacrèrent un temps et une réflexion considérables aux principes éthiques sous-jacents à chacune de ces opérations. Il importait que de tels actes soient perçus comme moraux, au moins aux yeux des exécuteurs. Quarante ans plus tard, Harari et ses agents évoquaient encore la profonde conviction qui était la leur, tant concernant la fin que les moyens. « À Césarée, il n'y avait pas de tueurs-nés. C'étaient des gens normaux, comme vous et moi, m'a confié Harari. S'ils n'étaient pas entrés à Césarée, vous ne les auriez pas retrouvés faisant carrière de tueurs à gages dans la pègre. Mes combattants de Césarée étaient en mission pour le compte de l'État. Ils savaient que quelqu'un devait mourir parce qu'il avait tué des Juifs et parce que, s'il continuait de vivre, il en tuerait d'autres. Dès lors, ils le faisaient par conviction. Aucun

d'entre eux n'entretenait le moindre doute sur la nécessité de commettre ou non ces actes ; ils n'avaient pas la moindre hésitation[22]. »

Zamir, le directeur, savait que le soutien de Golda Meir était important pour ces combattants[23]. Il connaissait aussi le mode de fonctionnement du Premier ministre et, quand elle le recevait pour une entrevue, il emmenait toujours un ou deux agents de Baïonnette avec lui. L'un d'eux expliqua à Golda Meir combien il leur importait de savoir qu'elle, leur commandant, était « une personne avec un système de valeurs morales, un bon jugement ». Grâce à cela, continuait-t-il, les exécuteurs « se sentent bien plus en accord avec tout ce qu'ils font, même si parfois, dans le passé, il y a eu des interrogations ».

Golda Meir rayonnait de bonheur. « Je suis assise en face d'eux », raconta-t-elle après l'une de ces entrevues avec des guerriers de Césarée, « émerveillée de leur courage, de leur sang-froid, de leur capacité d'exécution, de leurs connaissances. Ils se retrouvent sous les crocs de l'ennemi. […] La chance que nous avons de pouvoir nous appuyer sur un tel groupe me laisse sans voix[24]. »

Malgré une telle admiration mutuelle, et la conviction partagée de la moralité de leurs actes, il subsistait en réalité un certain nombre de questions quant aux motivations qui inspiraient beaucoup de ces exécutions ciblées consécutives à Munich, et à la validité du choix des victimes.

« Nous ne savions pas pourquoi nous tuions certains des Arabes que nous avons tués à cette période et, à ce jour, ils ne savent sans doute pas non plus pourquoi ils sont morts, avouait un officier de Césarée. Zwaiter n'avait aucun rapport avec le meurtre de nos athlètes, sauf, peut-être, que l'avion des preneurs d'otages a survolé Rome en direction des Jeux de Munich[25]. »

Un haut responsable du Mossad qui avait examiné le dossier de Zwaiter bien des années plus tard admettait qu'il « s'agissait d'une terrible erreur[26] ». En effet, les Palestiniens ont depuis toujours certifié que la victime était un intellectuel paisible qui avait horreur de la violence[27]. (Il est vrai qu'ils n'ont pas hésité à avancer des

affirmations similaires à propos de presque toutes les autres cibles de Baïonnette de cette période.)

Pour certains, cela restait sans importance[28]. « Supposons qu'il [Zwaiter] n'ait été que le représentant de l'OLP à Rome, ce dont personne ne disconvient, déclarait un officier de l'AMAN qui traitait l'identification des cibles visées par le Mossad. Nous considérions l'organisation comme une seule entité, et nous n'avons jamais accepté la distinction entre les individus qui s'occupaient de politique et ceux qui organisaient la terreur. Le Fatah était une organisation terroriste qui mettait à mort des Juifs. Quiconque était membre d'une telle organisation devait savoir que cela faisait de lui une cible légitime. »

En effet, rétrospectivement, il est difficile de déterminer si l'exécution de Zwaiter était une erreur ou s'inscrivait dans le cadre d'une méthode qui comptait, et compte aujourd'hui encore, beaucoup de partisans au sein du renseignement israélien : tout membre d'une organisation terroriste, même si ses fonctions ne sont pas directement liées à des actes de terrorisme, constitue une cible légitime.

Un problème était inhérent à cette conception : elle permettait à l'agence de tuer les gens qu'elle avait le *pouvoir* de tuer, et pas nécessairement ceux qu'elle avait le *devoir* de supprimer[29]. Si l'organisation considérait cette campagne d'assassinats ciblés comme un succès, début 1973, il était clair qu'elle n'avait pu atteindre la direction de l'OLP à la tête[30]. Ces cibles-là s'étaient réfugiées à Beyrouth. C'était là qu'Israël aurait à frapper. Et ce serait une mission bien plus difficile.

Le 9 octobre 1972, un message codé parvint à la base de l'AMAN chargée des communications avec les agents israéliens au Moyen-Orient. Cette base, située sur une crête face à la mer et entourée de dunes de sable, se situe dans l'un des plus beaux paysages naturels du pays. Des centaines de soldats étaient employés là-bas à la réception, au déchiffrement, à l'encodage et à la transmission d'informations ultra-secrètes.

Le message de ce soir-là indiquait : « Model demande réunion d'urgence. »

Model était le nom de code de Clovis Francis, l'un des agents les plus précieux que l'AMAN et le Mossad aient jamais déployés au Liban. C'était un Libanais policé issu d'une riche famille chrétienne influente, et il œuvrait fidèlement pour Israël depuis près de trente ans. Il envoyait des messages cryptés depuis les années 1940, époque où il utilisait des pigeons voyageurs. Depuis toutes ces années, en utilisant un appareil photo installé dans la portière de sa voiture, il avait fourni aux services de renseignement quelque 100 000 clichés, un relevé minutieux des moindres recoins du pays. Il se rendait périodiquement en territoire israélien, effectuant la traversée en sous-marin ou à bord d'un navire de la marine, pour informer de hauts responsables du renseignement. Pourtant, il ne réclamait aucune rémunération. Il espionnait, disait-il, parce qu'il « croyai[t] à une alliance entre le Liban et Israël et, plus tard, parce qu'[il] considérai[t] les activités des Palestiniens au Liban comme un grand danger pour [s]on pays ».

Trois jours après son message convoquant une réunion, un Zodiac se glissait dans la noirceur de la nuit jusqu'à une plage à proximité de Tyr, au Sud-Liban[31]. Model embarqua et fut acheminé jusqu'à une vedette lance-missiles, qui fendit les flots vers Haïfa. C'était là que les officiers supérieurs de l'Unité 504 attendaient d'entendre ce qu'il avait à leur annoncer. Model ne les déçut pas. Il leur apportait les adresses du domicile de quatre hauts dirigeants de l'OLP à Beyrouth : Mohammed Youssef al-Najjar, chef du dispositif de renseignement de l'organisation qui avait été impliqué dans les processus de planification et de validation de l'opération de Munich ; Kamal Adouan, responsable des opérations clandestines du Fatah en territoire israélien, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ; Kamal Nasser, porte-parole de l'OLP, et Abou Jihad, le second d'Arafat à la tête de l'organisation. Les trois premiers habitaient dans le même quartier, en haut de deux tours, dans la rue de Verdun.

L'information fut communiquée à Romi, l'officier de renseignement de Césarée, qui convoqua une série de réunions au quartier général de la division, 2, Kaplan Street, à Tel Aviv. En plus des informations

sur les adresses des hommes de l'OLP, d'importants volumes de renseignements de haut niveau avaient été amassés sur d'autres cibles de l'OLP au Liban – des ateliers de fabrication et d'entretien d'armes, des postes de commandement, des bureaux. Harari estimait « qu'il y a[vait] là matière à une opération [d'assassinat ciblé] », mais selon lui, ces informations demeuraient encore trop parcellaires pour lui permettre d'aller de l'avant. « C'était chez moi une règle, expliquait-il encore, s'il n'y avait pas de renseignement, il n'y avait pas d'opération. Point à la ligne. »

Afin de combler ces lacunes, Césarée décida d'envoyer à Beyrouth un agent de sexe féminin.

Yaël (seul son prénom peut être divulgué publiquement) était née au Canada en 1936, puis elle avait grandi dans le New Jersey, sa famille n'entretenant aucun lien avec Israël. Plus tard, elle développa une relation émotionnelle avec cette jeune nation, et décida que le « vrai sionisme suppose de faire son *aliyah* (d'émigrer) vers Israël et de renoncer au confort de la vie en Amérique ». À cette période, avant la guerre des Six-Jours, « ce pays éveillait en moi la sympathie qu'inspire l'opprimé. Depuis l'enfance, j'étais attirée par les êtres vulnérables, victimes de discrimination ». Après avoir émigré et d'abord trouvé un emploi de programmeuse informatique, elle fut ensuite recrutée par la division personnel du Mossad dans le cadre du programme d'entraînement long et exigeant de Césarée. Avec le temps, elle acquit une réputation d'agente exceptionnellement douée, imperturbable, qui usait de son charisme discret et de son allure séduisante comme d'une arme puissante. Quand Harari envoya Yaël à Beyrouth, il lui dit : « Avec votre féminité, votre délicatesse et votre beauté, qui vous soupçonnerait ? »

Yaël – sous son nom de code Nielsen, au Mossad – et ses officiers traitants élaborèrent une couverture mettant en scène une jeune femme venue à Beyrouth pour écrire une série télévisée sur la vie de Lady Hester Stanhope, une aristocrate britannique qui défiait les règles les plus conservatrices du XIXe siècle et devint une militante politique et sociale novatrice[32]. Lady Stanhope avait

beaucoup voyagé et passé les dernières années de sa vie au Liban et en Syrie.

Nielsen arriva au Liban le 14 janvier 1973. Elle descendit à l'hôtel Bristol et, au bout de quelques jours, loua un appartement dans un immeuble luxueux, en face des deux immeubles où vivaient les trois cibles. Elle noua vite des liens d'amitié avec des Beyrouthins et des étrangers, qui acceptèrent de l'aider dans ses recherches pour sa série sur Lady Stanhope. Sa couverture lui permettait de se déplacer librement et lui fournissait un prétexte légitime pour se rendre presque partout dans le pays.

Munie d'un sac à main contenant un appareil photo, qu'elle déclenchait en appuyant sur un bouton placé à l'extérieur, elle se mit à inspecter les zones de débarquement potentielles en bord de mer et les immeubles des cibles[33]. « Chaque détail avait son importance, écrivit-elle plus tard dans son journal. Décrire les habitudes diurnes et nocturnes dans les trois appartements, quand les lumières s'éteignaient et s'allumaient, qui voyait-on derrière les fenêtres, et à quelles heures, des informations sur leurs véhicules, qui venait leur rendre visite, et si les lieux étaient gardés[34]. »

Avec les résultats des travaux de reconnaissance approfondie de Yaël en sa possession, le Mossad savait maintenant qui frapper et où, mais des obstacles de taille subsistaient. Les domiciles des principaux dirigeants de l'OLP se trouvaient dans des quartiers densément peuplés de Beyrouth, ce qui interdisait l'emploi d'explosifs – le risque de tuer des civils innocents était trop élevé, inacceptable. Il faudrait les exécuter en allant au contact. Or, le problème était que le Liban demeurait lui-même un pays cible, hostile à Israël, où un exécuteur capturé serait forcément soumis à la torture et à la mort. Les guerriers de Césarée d'ores et déjà implantés à Beyrouth n'étaient donc pas formés au combat, mais plutôt à une surveillance sous couverture et de long terme. En revanche, pour ceux de Baïonnette capables d'exécuter proprement un adversaire, il manquait une couverture convaincante pour entrer dans le pays cible et y rester suffisamment longtemps afin d'accomplir leur travail. Même s'ils y parvenaient, sortir rapidement

du pays après avoir frappé jusqu'à sept cibles de l'OLP – trois hommes et quatre installations – s'avérerait presque impossible.

Romi et Harari parvinrent à une conclusion inévitable : Césarée ne pourrait mener une telle mission par ses propres moyens[35]. Seule l'Armée de défense d'Israël détenait les forces et les ressources nécessaires pour mettre sur pied un groupe d'attaque capable de réussir. C'était là un postulat inédit – jusqu'alors, le Mossad et les militaires n'avaient jamais coopéré lors d'actions d'attaque sur le terrain. Cela comportait aussi un risque spécifique. Israël avait pour habitude de nier toute responsabilité dans les exécutions de l'agence, mais dès lors qu'une force militaire de taille conséquente se mettrait à tuer du monde, même si ses soldats n'étaient pas en uniforme, il serait impossible pour l'État hébreu de prétendre n'être pas impliqué.

Le plan initial des militaires était compliqué, lourd et prendrait beaucoup de temps, puisqu'il exigeait qu'un contingent d'une centaine d'hommes prenne d'assaut les tours et en expulse les habitants dans la rue. Une sorte de séance d'identification policière aurait ensuite lieu, permettant d'identifier les cibles, qui seraient alors éliminées.

Ce plan laissait le lieutenant-général David Elazar, chef d'état-major, profondément dubitatif. Il demanda de nouvelles idées à Ehud Barak, commandant de Sayeret Matkal, l'unité de reconnaissance de l'état-major.

Sayeret Matkal avait été formée à la fin des années 1950, dans le but de créer une force d'élite capable de mener des missions de pénétration clandestine en territoire ennemi, « entraînée pour conduire des opérations de combat, de sabotage et de collecte [de renseignement] », selon les termes de l'ordonnance qui l'instituait[36]. Jusque dans les années 1970, l'unité se spécialisa surtout dans la pénétration en profondeur, derrière les lignes ennemies, afin d'y installer des appareils d'écoute et d'observation hautement sophistiqués[37]. Elle était alors considérée comme la meilleure de l'armée, et l'est toujours, accueillant dans ses rangs la crème des nouvelles recrues qui subissent ensuite un parcours d'entraînement de vingt mois, réputé pour être l'un des plus durs du monde.

Ehud Barak, qui fut le premier officier à gravir les échelons de Sayeret, en prit le commandement en 1971. Né dans un kibboutz, de petite taille mais athlétique et déterminé, Barak réunissait toutes les qualités requises par l'unité. C'était aussi un fin politique qui savait comment agir avec ses supérieurs, il était d'une ambition sans limites, tout en sachant se montrer réservé. Dès qu'il en prit le commandement, il œuvra pour que Sayeret Matkal joue un rôle croissant dans les opérations militaires, au-delà de la collecte de renseignements derrière les lignes ennemies[38].

Aussi, quand Elazar requit son aide dans la planification des attaques de Beyrouth, « son visage s'est éclairé d'une expression de contentement, comme celle qu'on verrait en cuisine chez un chef réputé qui s'apprête à mijoter un plat d'exception », confiait l'un de ses officiers[39]. Barak étudia les renseignements bruts, les points de repère sur un plan de Beyrouth, et le plan initial, censé mobiliser une centaine d'hommes. « Une force d'un tel effectif qui entre dans Beyrouth en risquant d'avoir à passer un long moment sur place, jusqu'à ce que s'effectue la “séance d'identification policière”, sera impliquée dans des échanges de coups de feu. On pourrait déplorer de nombreuses victimes, dans notre camp et dans le leur. Des civils, aussi.

— Comment procéderiez-vous ? lui demanda Elazar.

— Une fois que nous avons la certitude que les cibles sont à leur domicile, lui répondit Barak, nous entrons dans la ville avec une force très limitée, pas plus de quinze hommes, nous nous rendons aux appartements, nous en forçons l'accès, nous les abattons, et nous nous replions. Le tout en quelques minutes. Avec la bonne planification, les moyens adéquats, un entraînement adapté, nous pouvons entrer et repartir avant que d'autres forces ennemies n'arrivent sur les lieux. Le temps qu'ils saisissent ce qui s'est passé, nous serons loin. C'est le plus important : préserver l'élément de surprise. »

Elazar accueillit ce résumé avec le sourire et donna à Barak le feu vert pour lancer les préparatifs[40].

Le plan de l'opération Spring of Youth (Printemps de la Jeunesse), le raid beyrouthin, fut parachevé quelques jours plus tard[41]. L'unité de commando de marine, Shayetet (Flottille) 13, débarquerait le groupe d'assaut sur la plage où des agents de Césarée les attendraient avec des véhicules de location.

L'équipe du Mossad conduirait ensuite les troupes rue de Verdun, où elles cueilleraient les dirigeants du Fatah par surprise dans leurs appartements respectifs, les tueraient, puis s'éclipseraient de nouveau vers la plage et s'enfuiraient vers Israël. En même temps, d'autres commandos attaqueraient quatre cibles supplémentaires, ailleurs au Liban.

Il était clair qu'après la première opération, il serait très difficile d'en mener une seconde, raison pour laquelle les Israéliens voulaient frapper le plus d'objectifs possible. Barak confia par ailleurs avoir eu le sentiment qu'Elazar n'était pas convaincu que Sayeret Matkal réussirait à éliminer les trois chefs de l'OLP, et qu'il souhaitait « diluer le risque [d'échec] en ajoutant ces objectifs complémentaires ».

C'était un exercice complexe, supposant la coordination et l'intégration d'unités différentes, à telle enseigne qu'Elazar supervisa lui-même une partie des séances d'entraînement[42]. Il fit part de sa crainte qu'un groupe d'hommes évoluant au milieu de la nuit dans le centre de Beyrouth n'éveille les soupçons. Il suggéra que certains d'entre eux portent des vêtements de femme. « Comme cela, vous serez en mesure de dissimuler davantage d'armes », ajouta-t-il avec un sourire.

Certains membres de Sayeret Matkal n'appréciaient guère que leur commandant engage l'unité dans une opération qui allait au-delà de la collecte de renseignement. Avant le raid, une querelle interne éclata. Deux des officiers de Barak, Amitai Nahmani et Amit Ben Horin, tous deux membres kibboutzniks du mouvement de gauche Hashomer Hatzaïr[*1], soulignèrent que l'unité n'avait pas été formée pour devenir une escouade d'exécuteurs et qu'ils n'avaient aucune intention de devenir des assassins. Barak s'efforça de les convaincre, mais ils demandèrent l'intervention d'une autorité supérieure. Il organisa une entrevue avec Elazar, le chef d'état-

major, qui souligna l'importance de la lutte contre le terrorisme et le fait que le Fatah avait répandu du sang juif, en Israël et à l'étranger. Il ajouta qu'il était de leur devoir de réagir « avec force et doigté ». Ses deux interlocuteurs adhérèrent à son explication et furent affectés à l'escouade de tête.

Barak dit avoir perçu ce débat comme « une preuve de la force de l'unité. Ce n'étaient pas seulement des soldats professionnels de niveau supérieur, mais aussi des hommes avec des opinions, des hommes qui posent des questions, qui ne se satisfont pas d'un simple ordre à exécuter, mais exigent de comprendre la logique sous-jacente ».

Pendant que Sayeret Matkal et les commandos de marine de la Flottille 13 s'exerçaient au débarquement, Yaël et Model continuaient de recueillir des renseignements[43]. La première choisit un site propice au débarquement, la plage du Sands Hotel, parce que l'accès en était privatif, réservé aux seuls clients, et en raison de la proximité du parking de l'établissement. Ensuite, on pouvait voir cette femme menue en jupe longue, avec ses lunettes de soleil et son sac à main, flâner dans les rues avoisinantes. Elle photographiait tout l'itinéraire du groupe d'attaque – la place, les rues qu'emprunteraient leurs véhicules, le boîtier de raccordement du réseau téléphonique qu'ils devraient sans doute faire sauter pour que personne ne puisse appeler de renforts, les immeubles de la rue de Verdun, le gardien à l'entrée.

Elle réunit aussi des informations détaillées sur le poste de police le plus proche, situé à seulement deux cents mètres des appartements, les patrouilles qu'effectuaient les policiers, et le temps qu'ils mettraient à atteindre les lieux s'ils étaient contactés.

Avant d'informer le chef d'état-major que la force d'intervention était prête à se mettre en route, le général de brigade Emmanuel Shaked, chef du corps d'infanterie et du Bataillon de parachutistes ainsi que commandant de l'ensemble de l'opération, insista pour réunir les personnels de Césarée qui devaient conduire ses hommes en voiture de la plage vers les objectifs et retour. Zamir, Harari et Romi allèrent avec l'équipe de Césarée rencontrer Elazar, Shaked et Barak sur un site d'entraînement de Sayeret.

Shaked qualifia la réunion de « catastrophe pure et simple ». Il demanda aux membres de Césarée de se présenter chacun à son tour et de lui décrire leurs expériences de combat précédentes. « La dernière fois que vous avez tenu un pistolet en main et que vous vous en êtes servis, quand était-ce ? » leur demanda-t-il. Horrifié, il apprit qu'aucun d'eux ou presque n'avait jamais manié une arme. Pire, ils n'étaient qu'une poignée à avoir combattu dans les rangs de l'armée. Ceux qui avaient reçu un semblant de formation militaire s'étaient limités au minimum et ignoraient tout des techniques de combat.

Shaked laissa éclater sa colère et se tourna vers Zamir : « Virez-moi vos moineaux de la pièce[44]. » Tançant Harari, il le prévint qu'il « n'était pas disposé à lancer l'opération avec ces amateurs, qui ne sont pas des combattants.

— Si c'étaient des combattants, nous n'aurions eu aucun besoin de Tsahal », lui rétorqua Harari, non moins furieux. Elazar intervint et s'en tint à la promesse de Zamir, qui lui assurait que c'étaient « des combattants de tout premier ordre au niveau où on leur demande d'agir, c'est-à-dire permettre aux soldats d'accomplir leur tâche ».

Le 6 avril, les six agents de Césarée s'envolèrent pour Beyrouth depuis plusieurs aéroports européens, munis de faux passeports allemands, belges et britanniques. Ils s'installèrent dans des chambres séparées au Sands, louèrent de gros véhicules de marque américaine et les garèrent sur le parking de l'hôtel.

L'après-midi du 9 avril, les troupes furent acheminées en autobus de la base navale israélienne de Haïfa. Lors de leur dernier briefing, Shaked leur déclara : « Vous ne vous contentez pas de tirer sur la cible et de décamper. Vous ne quittez l'appartement qu'après vous être assurés que vos cibles sont à terre et ne se relèveront plus[45]. »

À seize heures, huit vedettes lance-missiles israéliennes appareillaient et mettaient cap au nord, sur une mer d'huile. À dix-neuf kilomètres de Beyrouth, on coupa les moteurs et on jeta l'ancre. À dix-sept heures, l'un des agents de Césarée fit la jonction avec Yaël à l'hôtel Phoenicia. Elle confirma la présence des trois cibles à leurs domiciles respectifs. Ils se séparèrent, et l'agent contacta par

radio la force d'intervention restée en position d'attente : « Les oiseaux sont dans leurs nids. »

Les marins descendirent dix-neuf Zodiac par le bordé, chacun d'eux chargé de soldats : vingt et un hommes de Sayeret Matkal, trente-quatre des commandos de marine, vingt soldats de l'Unité de reconnaissance des parachutistes. Ces unités combattantes d'élite recevaient l'appui logistique et opérationnel de trois mille autres personnels. C'était devenu l'une des opérations d'assassinat ciblé les plus imposantes du XXe siècle, si ce n'est la plus importante. Harari, Zamir, Romi, Elazar et Dayan, ministre de la Défense, étaient réunis dans un bunker situé sous Kirya-Sarona, le vieux quartier de Tel Aviv créé par la Société des Templiers allemands et qui abritait le haut commandement de Tsahal, d'où ils suivaient l'opération. Ils avaient aussi été rejoints dans le « Bor » (mot hébreu désignant la « fosse », le nom informel du bunker) par Eli Zeira, chef de l'AMAN. Ce dernier savait que si la quasi-totalité de la marine israélienne était mobilisée, Printemps de la jeunesse était « une opération dans laquelle il n'y avait aucune possibilité de sauvetage[46] ».

Les Zodiac voguaient en direction des lumières de Beyrouth. Quand ils atteignirent la plage, les hommes de la Flottille 13 portèrent les membres de la force d'attaque sur la terre ferme pour qu'ils ne se mouillent pas et ne souillent pas leurs déguisements – en prenant tout particulièrement un luxe de précautions avec les hommes de l'équipe grimés en femmes. Les agents du Mossad attendaient sur le parking de l'hôtel au volant des véhicules de location.

L'un de ces hommes habillés en femmes, qui n'était autre qu'Ehud Barak, s'installa à l'avant d'une des trois voitures. « Go ! », ordonna-t-il, mais rien ne se produisit. Le conducteur du commando transpirait, il tremblait de tout son corps. Barak le crut malade ou blessé[47]. Il avait peur, tout simplement. « Je n'ai jamais été là où ça tire, avoua-t-il. Je suis allé faire une dernière reconnaissance de la zone. Deux gendarmes armés de mitraillettes patrouillaient dans la rue proche des immeubles. » Barak et Muki Betser, un combattant chevronné de Sayeret, calmèrent le chauffeur en lui faisant la promesse mensongère que personne ne tirerait un coup de feu.

« Go ! », répéta Barak, et il décida de ne rien signaler à propos de ces gendarmes à Shaked, resté à bord de la vedette lance-missiles de commandement, de crainte qu'il n'annule l'opération.

Les trois voitures pénétrèrent dans le quartier beyrouthin huppé de Ramlet al-Bayda. À deux rues de l'objectif, l'équipe descendit et continua à pied, par paires, un homme et un autre travesti. Il était tard, environ vingt-trois heures, mais il y avait encore du monde dans la rue. Deux policiers armés, aussi présents sur les lieux, fumaient leur cigarette, l'air de s'ennuyer. Ils ne remarquèrent pas les couples qui les dépassèrent.

Muki Betser marchait en tenant Barak par la taille, comme un couple ordinaire sorti faire une promenade romantique. « Cela me rappelle Rome », murmura-t-il à ce dernier[48].

Dans l'un des immeubles, Al-Najjar s'était endormi. À l'intérieur du second immeuble, les deux autres, Adouan et Nasser, dormaient aussi, chacun dans son appartement. À l'entrée des deux immeubles, les couples se séparèrent et la force se scinda – trois détachements pour chacune des trois cibles, et un autre, sous le commandement de Barak, comprenant un médecin, qui couvrait la rue.

Les gardes de l'OLP qu'ils s'attendaient à trouver dans les deux halls d'immeuble s'étaient endormis à bord de leurs véhicules et les soldats montèrent par l'escalier, sans encombre, en comptant mentalement les étages, afin de ne pas faire irruption dans les mauvais logements. Quand chaque détachement fut arrivé devant son objectif, les hommes prirent position et placèrent de petites charges explosives à côté du panneau de la porte, chaque commandant actionnant trois déclics dans le micro de sa radio. Dès que Barak entendit ces déclics en provenance de chacun des trois détachements, il répondit par cinq déclics, ce qui signifiait « Exécution ». En même temps, il signala à Shaked que les autres attaques, en divers endroits du Liban, pouvaient débuter. Préserver l'effet de surprise exigeait que les appartements soient forcés avant qu'elles ne soient lancées.

Les petites charges explosives firent sauter les portes, qui s'ouvrirent. Une femme, réveillée par le martèlement des pas dans

l’escalier, glissa un œil à son judas et fut tuée par la déflagration qui souffla aussi sa porte. Al-Najjar sortit de sa chambre, saisit ce qui se passait et tenta de s’enfermer dans une autre pièce. Betser arrosa le battant avec son arme automatique, tuant le Palestinien et sa femme. La deuxième cible, Kamal Nasser, se cacha sous son lit et tira avec son pistolet, touchant l’un des Israéliens à la jambe. Les commandos retournèrent le lit et l’abattirent de deux longues rafales.

À l’intérieur du troisième appartement, Kamal Adouan se rua par la porte, armé d’un AK-47, mais fut apparemment décontenancé de voir face à lui un homme et une femme, et hésita une seconde. Cette hésitation lui coûta la vie, car les Israéliens ouvrirent aussitôt le feu avec les mitraillettes Uzi dissimulées sous leurs vêtements.

Simultanément, un garde de l’OLP censé protéger les cibles mais qui s’était endormi dans sa Dauphine, se réveilla et sortit de la Renault pistolet au poing. Barak et Amiram Levin, l’un de ses officiers supérieurs, l’abattirent de leurs pistolets équipés de silencieux. Une balle percuta la voiture et déclencha le klaxon[49]. Cela réveilla les voisins qui appelèrent la police. « Une preuve de plus qu’il y a toujours des impondérables, remarquerait Betser. L’élément le plus attendu, c’est l’inattendu[50]. » Enfin, les groupes d’assaut dévalèrent les escaliers, oubliant presque sur place un de leurs hommes, Yonatan Netanyahou, frère de Benyamin. Ils allaient maintenant devoir affronter la police de Beyrouth. Levin se posta au milieu de la chaussée, encore affublé de sa perruque blonde, et balaya la rue du feu de son Uzi. Barak, qui était aussi dans la rue, tira sur les policiers. Betser ajusta un véhicule Land Rover de la police et couvrit Levin. Une jeep avec quatre soldats libanais arriva sur les lieux et, dans un crissement de pneus, s’immobilisa sous ces tirs croisés. Les Israéliens la criblèrent de balles et Betser lança une grenade qui tua trois des occupants. Le chauffeur était légèrement blessé. Yaël le vit de sa fenêtre, assis sur le trottoir, en sanglots des heures durant, avant d’être conduit à l’hôpital.

Les exécuteurs tinrent les policiers en respect, les soldats s’engouffrèrent dans les véhicules de location et foncèrent vers la plage. Ils semèrent derrière eux de petits pieds de corbeau, pièges en acier aux trois pointes acérées, qui crevèrent les pneus des

véhicules de police lancés à leur poursuite. Barak intervint dans la radio, demanda aux commandos de marine de venir les récupérer. En plein tumulte, il conservait tout son sang-froid et son détachement. « Je me souviens d'avoir contemplé ces rues avec sidération, confiait-il. Je n'avais jamais vu des rues aussi magnifiques, je n'avais jamais vu d'immeubles résidentiels aussi beaux. Ils étaient d'une qualité de construction à laquelle nous n'étions pas habitués, en Israël. » La perruque lui tenait chaud, il ouvrit la fenêtre et sentit la fraîcheur de la brise lui caresser le visage. Il se détendit. Un homme courut au bord du trottoir, en hurlant vers la voiture, pour qu'ils ralentissent. « Abats-le, Muki, ordonna-t-il à Betser.

— C'est un employé de station-service, pas un flic. »

Betser ne tira pas[51].

Le deuxième groupe d'attaque, composé des hommes de l'Unité de reconnaissance des parachutistes, eut moins de chance. Ils tuèrent les gardes à l'entrée du bâtiment du FPLP qu'ils visaient, mais ignoraient l'existence d'un second poste de garde. Un Palestinien ouvrit le feu, blessant grièvement trois soldats israéliens. Deux d'entre eux furent évacués dans une voiture qui les attendait. Le troisième, Yigal Pressler, fut atteint de treize balles. L'un des hommes du commando de marine le releva et courut avec lui vers la voiture, mais un militant du FPLP, prenant apparemment Pressler pour un Palestinien, tenta de le secourir et se colleta avec l'homme du commando. Ils s'effondrèrent tous les trois au sol. Pressler avait un bras paralysé, mais il réussit à armer le chien de son pistolet avec ses dents. Le Palestinien s'enfuit. Le commando le prit en chasse, et Pressler se crut livré à lui-même[52]. Il songea à se faire sauter avec une grenade, quand le commando revint et le remit de nouveau debout. L'air était saturé de coups de feu, d'explosions et de hurlements. Des lumières s'allumèrent dans les immeubles du quartier.

Au lieu de décider un repli immédiat, le commandant de l'escouade, Amnon Lipkin-Shahak, avec un sang-froid qui lui valut une citation du chef d'état-major, ordonna à ses hommes de ne pas

bouger, de mener leur mission à bien, autrement dit de fixer des charges explosives au bâtiment.

« Mon moment le plus difficile, se rappelait-il, je ne l'ai pas vécu pendant les combats, mais à notre retour vers nos véhicules. J'ai eu la surprise de découvrir que la voiture avec les blessés à son bord n'était plus là[53]. » Ses hommes et lui, parmi lesquels Pressler, grièvement blessé, étaient bloqués en plein cœur de Beyrouth avec seulement deux voitures. La troisième, conduite par un agent de Césarée et qui transportait deux des blessés graves, avait disparu. Les radios ne fonctionnaient plus. Ils quadrillèrent les alentours en toute hâte, sans résultat.

« C'était très inquiétant », avouait-il. Il refusait de se replier sans savoir où étaient ses hommes blessés, mais il n'avait pas le choix. Juste après s'être mis en route, ils entendirent une puissante déflagration et virent l'immeuble, leur objectif, s'effondrer. Plus tard, ils apprirent que trente-cinq militants du FPLP étaient ensevelis sous les ruines.

Ils atteignirent enfin la plage et découvrirent l'homme de Césarée assis dans sa voiture, deux de leurs camarades sur la banquette arrière, l'un déjà mort, après avoir perdu trop de sang[54]. Le chauffeur ruisselant de sueur fumait une cigarette qu'il tenait entre ses doigts tremblants. « Je lui ai demandé ce qui s'était passé, racontait encore Lipkin-Shahak, pourquoi il ne nous avait pas attendus, pourquoi il n'avait pas attendu que le médecin de l'unité soigne les blessés. Il m'a semblé un peu paumé, mais si j'avais bien compris sa réponse, au début du raid il avait entendu les coups de feu, il avait cru que nous n'en sortirions pas vivants, et avait donc décidé de se sortir de là et de filer vers la plage. »

Les hommes de Lipkin-Shahak étaient furieux. « C'était une erreur de permettre à des individus sans expérience du combat de se mêler de ça, protesta l'un d'eux. Ce type de Césarée a vu que nous étions en danger, il était sous le choc, le stress du combattant. Il a détalé. »

L'équipe entière embarqua à bord des Zodiac et regagna la vedette lance-missiles. Un autre blessé rendit l'âme au bloc opératoire, à bord. Deux des parachutistes ne purent se retenir et

s'emportèrent contre l'agent de Césarée, l'accusant d'être responsable de la mort de deux de leurs camarades[55]. L'autre vociféra à son tour. L'un des soldats le gifla, il réagit par un coup de poing, une bagarre éclata sur le pont, jusqu'à ce que les autres les séparent.

À l'aube, tous les attaquants étaient de retour en Israël. À son arrivée chez lui, Barak trouva Nava, son épouse, endormie. Il posa son paquetage et s'allongea à ses côtés, épuisé, sans retirer ses rangers. À son réveil, elle fut surprise de découvrir son mari profondément endormi à côté d'elle, le visage maquillé et des traces très voyantes de rouge à lèvres sur la bouche[56].

Le lendemain matin, à Beyrouth, au milieu des dégâts de la nuit précédente, personne ne prêta attention à la mince jeune femme qui se présenta au bureau de poste de la rue Madame Curie (en face de l'hôtel Bristol). Yaël avait écrit à son officier traitant une lettre où elle faisait état de son trauma après ce qu'elle avait vu la veille depuis la fenêtre de son appartement[57].

Cher Émile,

> Depuis hier soir, je n'arrête pas de trembler. Subitement, au milieu de la nuit, j'ai été réveillée par le bruit de plusieurs explosions très violentes. […] J'ai été prise de panique – les Israéliens attaquent ! […] C'était horrible. […] Ce matin, tout cela ressemblait juste à un mauvais rêve. Mais ce n'était pas un rêve. Ces terribles Israéliens étaient vraiment là. […] Pour la première fois, je comprends pourquoi il y a tant de haine envers ce pays, et envers les Juifs. […] Franchement, c'est un quartier résidentiel si agréable, si paisible, avec des gens si gentils, si aimables.

Yaël expliquait ensuite à « Émile » son souhait de s'accorder des vacances et de lui rendre visite pour retrouver un peu de paix et terminait ainsi : « Tu me manques vraiment (plus que je n'aurais cru). » À l'encre sympathique, elle avait ajouté : « C'était un super-spectacle, hier soir. Chapeau ! »

Afin d'éviter d'éveiller les soupçons, elle s'attarda à Beyrouth une semaine de plus, malgré sa crainte croissante d'être démasquée en raison des mesures de sécurité draconiennes instaurées après le raid. « Lorsque l'appareil a décollé, dès que ses roues ont quitté le sol, je me suis détendue dans mon siège. Je sentais progressivement le stress d'avoir à garder ce personnage inventé de toutes pièces et qui me servait de couverture pour ainsi dire agrippé à tous les organes de mon corps et à mon âme se dissiper, comme si je me l'arrachais petit bout par petit bout. Quand j'ai atterri à Heathrow, j'avais les bras complètement flasques et j'ai eu du mal à me lever de ma place. Il m'a fallu encore quelques secondes avant de réussir à débarquer de l'avion[58]. »

En Israël, Printemps de la Jeunesse fut considérée comme un succès retentissant. Tous les objectifs avaient été atteints. Trois dirigeants de l'OLP avaient été éliminés, ainsi qu'une cinquantaine d'autres militants, presque tous membres de l'organisation. Salah Khalaf (Abou Iyad), chef suprême de Septembre Noir, n'eut la vie sauve que par un pur hasard, ayant quitté peu avant le raid l'un des appartements visés, où il passait pourtant beaucoup de temps[59]. Quatre bâtiments et ateliers de fabrication d'armes étaient détruits. Les Palestiniens considérèrent la saisie d'un grand nombre de documents dans le logement d'Adouan comme une catastrophe. Le Shin Bet y puisa quantité d'informations détaillées sur des cellules de l'OLP dans les territoires occupés, ce qui conduisit à de multiples arrestations et décima les réseaux du Fatah sur le terrain[60].

En raison de cette réussite, personne ne prêta attention à l'attitude des chauffeurs et à leur manque de professionnalisme : tous deux membres de l'unité d'élite de Césarée dirigée par Harari, ils avaient empêché que des soins d'urgence soient prodigués aux deux hommes qui avaient péri de leurs blessures, et ils auraient pu provoquer un désastre encore plus terrible[61].

L'opération laissa le Liban en état de choc[62]. Miné par son impuissance face à « l'agression israélienne », le gouvernement libanais démissionna. Une tempête d'indignation souffla sur le monde arabe, et le principal quotidien égyptien, *Al-Ahram*, estima

que l’opération avait pour but d’« instiller dans le cœur des Arabes le sentiment qu’Israël était le maître de la région ». Grâce à Printemps de la Jeunesse, le mythe que le Mossad était capable de frapper n’importe où, n’importe quand, commençait à gagner le monde arabe.

---

*1. Fondé en Autriche en 1913, ce mouvement créa ses premiers *kibboutzim* en 1927. Léopold Trepper, créateur du réseau Orchestre Rouge, l'écrivain Manès Sperber, et Sam Spiegel, producteur de *Lawrence d'Arabie*, en firent partie. Le mouvement est présent dans une quinzaine de pays, dont la France. (*N.d.T.*)

11.

« L’erreur d’identification d’une cible n’est pas un échec. C’est une méprise »

Le succès retentissant de l’opération Printemps de la Jeunesse n’entraîna aucun répit dans la série d’assassinats ciblés perpétrés par le Mossad en Europe.

Au cours des dernières journées de préparatifs du raid de Beyrouth, Meiri et un autre agent se trouvaient à Paris où ils attendaient que Basil el-Kubaisi, professeur de droit à l’université de Beyrouth et militant subalterne du FPLP, en ait terminé avec les services d’une prostituée avant de l’abattre[1]. (« J’avais décidé, tout comme on accorde une dernière volonté à un condamné, que ce type méritait également sa séance de sexe avant de mourir », expliqua Meiri.)

Ensuite, quelques heures seulement après le retour des forces de Printemps de la Jeunesse en Israël, Harari, Meiri et cinq autres agents firent le voyage jusqu’à Athènes où ils éliminèrent Saïd Muchasi, au moyen d’une bombe placée dans le matelas de son lit d’hôtel[2]. Muchasi venait d’être nommé représentant du Fatah à Chypre, où il remplaçait Hussein Abd el-Chir que le Mossad avait aussi éliminé, le 24 janvier, en usant du même dispositif, cette fois à Nicosie.

Le 10 juin, une information tomba concernant Wadie Haddad qui venait d’envoyer deux de ses hommes à Rome pour commettre un

attentat à l'agence de la compagnie El Al. L'information émanait d'un agent de Tsomet (Carrefour) à l'intérieur de l'organisation de Haddad. Cette nouvelle recrue prometteuse, que le rapport annuel de l'AMAN décrirait comme « une source d'exception avec un accès aussi excellent que privilégié à l'organisation de Haddad », et qui acceptait d'espionner en échange de sommes d'argent, s'était vu attribuer le nom de code Itzavon, mot hébreu pour « Tristesse »[3]. Une équipe commandée par « Carlos », agent de Baïonnette, se mit à suivre les deux hommes qui circulaient dans Rome à bord d'une Mercedes immatriculée en Allemagne.

La nuit du 16 au 17 juin, l'équipe de Baïonnette installa une bombe sous le véhicule. Dans la matinée, l'un des Palestiniens monta dans la voiture, démarra, et fut pris en filature par un véhicule du Mossad, avec Harari au volant et Carlos côté passager, qui tenait en main une télécommande de la taille d'une boîte à chaussures. Pour déclencher la bombe, il fallait maintenir une distance minimale entre les deux véhicules. Au bout de quelques minutes, le Palestinien qui conduisait s'arrêta pour prendre son comparse qui résidait à une autre adresse, puis il redémarra. Carlos était sur le point d'appuyer sur le bouton quand la voiture déboucha sur la Piazza Barberini où se dressait la fontaine du Triton, œuvre du célèbre sculpteur Gian Lorenzo Bernini – le Bernin.

Harari connaissait bien Rome, qu'il avait découverte pendant la Seconde Guerre mondiale, période où son travail consistait à aider des réfugiés à émigrer en Israël, et il était homme à apprécier l'art. « Non ! Arrête… la statue… C'est le Bernin ! Ne déclenche pas ! », s'exclama-t-il, et il expliqua ensuite à son coéquipier Carlos interloqué l'importance de cette œuvre à ses yeux.

Quelques secondes plus tard, alors que la Mercedes qui transportait les deux Palestiniens s'était éloignée de la fontaine, Carlos appuya sur le bouton[4]. L'avant de la berline explosa et les deux hommes furent grièvement blessés. L'un des deux mourut plus tard à l'hôpital. Ayant découvert des armes dans le véhicule, les policiers italiens interprétèrent l'explosion comme une sorte d'« accident du travail », partant du principe que les deux terroristes,

qui transportaient une bombe, avaient commis une erreur de manipulation.

« Tristesse » signala aussi les activités de Mohammed Boudia, chef des opérations du FPLP en Europe[5]. Boudia était un mélange haut en couleur de révolutionnaire algérien, de play-boy bohème et bisexuel, d'aventurier et de terroriste notoire qui travaillait à la fois pour Haddad et pour Septembre Noir. Le petit théâtre qu'il dirigeait à Paris, le Théâtre de l'Ouest, servait de couverture à ses projets d'attentats contre Israéliens et Juifs.

Grâce aux rapports de Tristesse, le Shin Bet fut en mesure de déjouer certains de ses plans avant exécution. L'un d'eux consistait à faire exploser simultanément plusieurs bombes composées d'une puissante charge de TNT dans les sept plus grands hôtels de Tel Aviv, le soir du Seder, lors de Pessah (la Pâque juive), en 1971.

En juin 1973, Tristesse informa les services d'un nouvel attentat d'envergure que préparait Boudia[6]. Une équipe de trente agents de Kidon et Keshet le suivirent dans tout Paris avant qu'une occasion ne se présente à eux, quand il gara sa voiture rue des Fossés-Saint-Bernard, dans le Quartier latin. À son retour, dès qu'il redémarra, une bombe sensible à la pression explosa sous son siège et le tua.

La série de triomphes remportés par Baïonnette inspira un sentiment d'euphorie partout dans l'organisation[7]. « Il semblait que le Mossad pouvait tout tenter, admettait un ancien de Césarée, et que personne n'était hors de notre portée[8]. »

Cela étant dit, les comptes avec Septembre Noir n'étaient pas soldés. Neuf mois après l'horrible massacre de Munich, cet attentat qui avait entraîné une recrudescence des assassinats ciblés, plusieurs hauts responsables de l'organisation palestinienne circulaient encore en toute liberté. L'agence avait supprimé beaucoup de gens, mais pas les onze individus les plus recherchés par ses hommes. Il y avait parmi eux trois participants de l'opération des Jeux olympiques, des survivants qui avaient été emprisonnés mais qui avaient pu aisément se soustraire à leurs geôliers après le détournement de l'appareil de la Lufthansa, quand Septembre Noir avait contraint la RFA à les libérer. Les huit autres étaient pour le

Mossad des hommes à abattre car ils avaient trempé dans la conception, le commandement ou l'exécution de l'attentat.

En tête de cette liste figurait Ali Hassan Salameh, le responsable des opérations de Septembre Noir.

Père d'Ali Salameh, Hassan Salameh était en 1947 l'un des deux commandants des forces palestiniennes quand la guerre avait éclaté, après la reconnaissance par les Nations unies de l'État d'Israël. La Haganah avait tenté à plusieurs reprises de l'assassiner, en vain, jusqu'à ce qu'il trouve finalement la mort au combat.

Son fils portait un lourd fardeau. « Je voulais être moi-même, [mais] j'avais constamment conscience d'être le fils de Hassan Salameh et d'avoir à me montrer à la hauteur, même sans que l'on m'explique comment se devait de vivre le fils de Hassan Salameh, déclara-t-il dans l'une des deux seules interviews qu'il accorda au cours de sa vie. J'avais eu une éducation politisée. Je vivais la cause palestinienne, à une époque où cette cause se transformait en cercle vicieux. C'était un peuple sans dirigeants. Ce peuple était dispersé, et je faisais partie de cette dispersion. Ma mère voulait que je sois un nouveau Hassan. »

Mais au milieu des années 1960, les pressions exercées par la famille d'Ali, ainsi que par Yasser Arafat, suffirent. Il céda et se présenta au bureau de recrutement du Fatah[9]. « Je me suis rapidement attaché à cette organisation, se remémorait-il. J'avais trouvé ce que je cherchais. »

« Il est rapidement devenu le favori d'Arafat », soulignait Harari.

En 1968, le chef de l'OLP l'envoya en Égypte se former au renseignement et au maniement des explosifs. Il devint l'un des seconds d'Abou Iyad, et celui-ci lui confia la supervision de l'identification et de la liquidation des Arabes qui collaboraient avec des Israéliens.

Salameh était jeune, charismatique, fortuné, beau garçon, et il menait la belle vie qui allait de pair avec sa qualité de membre du Rasd, la branche du renseignement du Fatah. Il combinait son amour des femmes et de la fête avec ses activités terroristes d'une

manière qui « suscitait la désapprobation au sein du Fatah », selon un rapport du renseignement militaire israélien à son sujet[10].

Le Mossad croyait Salameh impliqué dans une longue série d'attentats terroristes, certains visant la Jordanie, d'autres Israël, parmi lesquels le détournement de l'avion de la Sabena. Des documents saisis dans l'appartement d'Al-Najjar à Beyrouth indiquaient qu'il était en liaison avec les organisations terroristes européennes, et qu'il avait invité Andreas Baader, cofondateur avec Ulrike Meinhof de ce que l'on appelait le groupe Baader-Meinhof, dans un camp d'entraînement palestinien, au Liban[11]. « Nous avons montré ces documents aux Allemands, expliquait Shimshon Yitzhaki, chef de l'unité antiterroriste du Mossad, pour leur signifier clairement que le danger de la terreur palestinienne les concernait aussi. »

Il n'existe aucune divergence à propos de ces accusations, mais les services étaient aussi convaincus que Salameh était impliqué dans la planification et la mise en œuvre du massacre de Munich, et qu'il était présent non loin des lieux lorsque le groupe de terroristes s'était fait déposer au 31, Connollystrasse, dans le village olympique. Toutefois, Mohammed Oudeh (Abou Daoud) maintenait que l'intéressé n'était absolument pas impliqué et que c'était lui, Oudeh, qui avait planifié et commandé l'opération[12]. Des doutes sur le rôle de Salameh furent aussi soulevés dans deux livres sur le sujet, *The Good Spy* de Kai Bird, et *Striking Back* d'Aaron Klein.

Or, à ce jour, Yitzhaki reste convaincu : « Le fait qu'Abou Daoud, des années après l'événement, alors que Salameh n'était plus en vie, ait voulu s'en attribuer tout le mérite ne change rien[13]. Ali Salameh n'était pas présent pendant le déroulement de la prise d'otages de Munich, mais il avait été profondément impliqué dans la planification, le recrutement des effectifs, et la perpétration de ces meurtres odieux. »

Quoi qu'il en soit, le sort de Salameh était scellé[14]. « Ali Hassan Salameh était la cible numéro un, confirmait Harari. Nous l'avons longtemps pourchassé. » Cependant, le Mossad ne possédait qu'une seule photographie récente de lui dont il se servait pour tenter de le localiser, en vain. Les informations sur son compte

conduisirent les agents de Baïonnette à Hambourg, Berlin, Rome, Paris, Stockholm, et d'autres villes européennes. Chaque fois, il leur semblait l'avoir manqué de peu.

Le tournant décisif eut lieu à la mi-juillet 1973, après qu'un Algérien, un dénommé Kemal Benamene qui travaillait pour le Fatah et entretenait des liens avec Septembre Noir, eut quitté son appartement de Genève avant d'embarquer à bord d'un vol pour Copenhague, où il l'attendit. Le Mossad avait des raisons de croire que l'Algérien planifiait un attentat avec Salameh, et il le faisait suivre. S'ils réussissaient à ne pas le lâcher d'une semelle, raisonnaient les Israéliens, ils remonteraient jusqu'au second d'Arafat et seraient en position de le tuer.

Les hommes de Césarée qui filaient l'Algérien constatèrent qu'il ne repartait pas de l'aéroport de Copenhague, mais se dirigeait au contraire vers la zone des passagers en transit, avant d'immédiatement embarquer à bord d'un vol pour Oslo[15]. De là, il prit un train pour Lillehammer. Pendant tout ce temps, il était suivi par les agents. Harari et Romi en conclurent qu'il allait rencontrer leur cible finale dans cette bourgade norvégienne assoupie.

Réquisitionnant des personnels de deux équipes de Baïonnette engagées dans des missions ailleurs en Europe, Harari forma rapidement une force d'intervention[16]. Ce groupe de douze hommes avait à sa tête Nehemia Meiri et intégrait un mélange d'exécuteurs chevronnés ainsi que d'autres agents et cadres de Césarée qui connaissaient le norvégien et étaient disponibles pour cette mission. L'un des membres de cette équipe, Sylvia Rafael, était l'agent qui avait sillonné le monde arabe en se faisant passer pour une photojournaliste canadienne anti-israélienne, sous le nom de Patricia Roxburgh, et qui avait recueilli quantité d'informations précieuses sur les armées de la région.

Il y avait parmi les autres membres du groupe Avraham Gehmer, l'ancien officier formateur de Sylvia Rafael, Dan Arbel, un homme d'affaires israélo-danois qui prenait part à l'occasion à des opérations du Mossad dans des pays arabes, apportant son aide logistique, louant des voitures et des appartements, et Marianne Gladnikoff, immigrée de Suède et ancienne cadre du Shin Bet qui

venait tout récemment de rejoindre le Mossad, mais qui parlait les langues scandinaves couramment.

Ce qui se passa ensuite reste quelque peu sujet à controverse. Selon la version vraisemblablement la plus fidèle à la réalité, l'équipe de surveillance de Césarée perdit la trace de Benamene à Lillehammer. Ensuite, ils recoururent à la méthode du « ratissage », une technique que Meiri contribua à inventer dans les années 1950 quand il cherchait à débusquer des agents du KGB en Israël, ce qui permettait à l'équipe de recherche de couvrir de vastes zones urbaines et de rapidement localiser la position de leur cible. Après une journée de recherches, ils se focalisèrent sur un homme assis avec un groupe d'Arabes dans un café du centre de la ville. Il ressemblait de très près à l'homme de la photographie qu'ils avaient sur eux, jugèrent-ils, « comme deux frères peuvent se ressembler » selon la formule qu'employa plus tard le général Aharon Yariv, ancien chef de l'AMAN devenu conseiller antiterroriste du Premier ministre Golda Meir[17].

Selon une autre version, l'homme identifié comme étant Salameh n'était pas simplement assis avec des Arabes anonymes dans un café, mais en réalité avait été repéré en pleine réunion avec des militants connus du Fatah. Ensuite, toujours d'après cette version, les Israéliens auraient constaté que le suspect frayait avec d'autres terroristes identifiés, ce qui, en plus de la photo, leur fournissait une indication supplémentaire qu'il s'agissait probablement de l'homme qu'ils traquaient.

En tout état de cause, un rapport signalant l'identification formelle de Salameh fut transmis au quartier général du Mossad, à Shaul Hamelech Street, à Tel Aviv. Harari s'entendit répondre qu'il ne lui serait pas possible de s'entretenir avec le directeur, Zvi Zamir, car ce dernier avait décidé de se rendre en personne à Lillehammer afin d'être sur place quand on procéderait à l'élimination. Harari donna instruction à son équipe de continuer sa surveillance.

Ils ne tardèrent pas à découvrir que l'homme qu'ils croyaient être Salameh menait une vie tranquille dans cette petite ville norvégienne. Il avait une petite amie norvégienne blonde, enceinte

de plusieurs mois. Il sortait au cinéma, allait nager dans une piscine couverte en ville. Il ne laissait rien transparaître de la nervosité ou de la prudence d'un homme craignant que le Mossad soit lancé à sa recherche. Marianne Gladnikoff s'acheta un maillot de bain et se rendit elle aussi à la piscine, pour le surveiller, l'observer. Ce qu'elle vit l'incita d'autant plus à se demander si cet homme était en fin de compte réellement le plus recherché de tous les terroristes palestiniens.

Elle n'était pas la seule[18]. Or, quand Gladnikoff et les autres exprimèrent leurs doutes à Harari, qui à son tour en discuta avec Zamir, déjà arrivé à Oslo et en route pour Lillehammer, on leur opposa une fin de non-recevoir. « Nous leur avons signalé que d'après nous ce n'était pas notre homme, admettait un agent, surnommé Shaul. Mais Mike et Zvika [Zamir] nous ont répondu que cela ne changeait rien. Ils disaient : “Même si ce n'est pas Salameh, il est clair que c'est un Arabe qui a des relations avec les terroristes. Alors, même si ce n'est pas lui que nous liquidons, dans le pire des cas, nous tuerions un terroriste moins important, mais un terroriste quand même.” »

Harari avait son propre avis : « Sept agents avaient confirmé une identification formelle de l'homme que nous avions vu dans la rue, par rapport à la photographie, et seule une minorité considérait que ce n'était pas lui[19]. Vous devez vous décider, et vous ranger dans le camp de la majorité. Le plus commode, c'est de se dire : “On ne presse pas sur la détente”, mais à ce rythme, vous finirez par ne rien faire. »

La cible était maintenue sous observation. Le samedi 21 juillet, Zamir, qui n'avait pas pu attraper le train pour Lillehammer, eut un entretien téléphonique avec Harari et lui ordonna de procéder à l'élimination. Ce soir-là, l'homme et sa petite amie sortirent de leur appartement et prirent un bus pour aller au cinéma. L'équipe de Baïonnette, à bord de véhicules et à pied, ne les quitta pas de vue. Vers vingt-deux heures trente, le couple ressortit du cinéma et prit le bus vers son domicile. Le bus les déposa à l'arrêt, une Volvo grise s'arrêta près d'eux, Shaul et Y., un autre agent, en descendirent. Les deux hommes pointèrent leurs pistolets Beretta équipés de

silencieux et tirèrent sur l'homme à huit reprises, avant de regagner leur véhicule en courant et de s'enfuir. Ils laissèrent la femme agenouillée devant la victime, elle n'avait pas été touchée, et elle poussait des cris en tenant sa tête ensanglantée entre ses mains.

Les exécuteurs roulèrent jusqu'à un endroit convenu à l'avance, où d'autres membres de l'équipe et Mike Harari les attendaient. Shaul les informa du succès de la mission, mais ajouta qu'ils avaient vu une femme témoin du meurtre noter la plaque d'immatriculation de la Volvo lorsqu'ils avaient redémarré.

Harari pria le responsable de la logistique, Arbel, de garer la Volvo dans une rue à l'écart et de jeter les clefs dans un regard de caniveau[20]. Ensuite, Arbel et Gladnikoff devaient prendre un train pour Oslo et s'envoler vers Londres, puis Israël. Il était convenu que les autres agents attendent quelques heures dans des appartements de location avant d'embarquer à leur tour dans un avion. Pendant ce temps, Harari et les deux exécuteurs feraient route au sud, vers Oslo, où ils prendraient un ferry pour Copenhague.

Shaul et Y. quittèrent le Danemark à bord de deux vols distincts. Harari embarqua dans un avion pour Amsterdam, confiant, galvanisé d'avoir réussi. L'élimination de Salameh était le dernier barreau de l'échelle qu'il lui restait à gravir pour accéder à la direction du Mossad après la fin du mandat de Zamir[21]. Ce fut seulement à Amsterdam, en regardant les informations à la télévision, qu'il comprit enfin la catastrophe qui venait de se produire.

L'homme que les Israéliens avaient tué à Lillehammer n'était pas Ali Hassan Salameh, mais Ahmed Bouchiki, un Marocain qui travaillait comme serveur et agent d'entretien à la piscine[22]. Il était marié à une femme nommée Torill, enceinte de sept mois. Elle décrivit ce qui s'était passé en ces termes :

> Tout d'un coup, mon mari est tombé[23]. Je n'ai pas compris ce qui s'était passé, et ensuite j'ai vu ces deux hommes. Ils étaient à trois, quatre mètres de nous. L'un d'eux était le conducteur, et le deuxième était son passager. Ils étaient à l'extérieur de la voiture, de part et d'autre, et ils tiraient avec leurs pistolets. Je me suis plaquée au sol, certaine qu'ils voulaient me tuer,

> moi aussi, et que dans un instant, j'allais mourir. Mais ensuite j'ai entendu les portières claquer et la voiture a démarré. Mon mari n'a pas crié. […] Je me suis levée et j'ai couru aussi vite que j'ai pu vers la maison la plus proche et j'ai demandé aux habitants d'appeler la police et une ambulance. Quand je suis revenue près de lui, il y avait déjà des gens autour de mon mari, ils essayaient de le secourir. Une ambulance est arrivée et j'ai accompagné mon mari à l'hôpital, et là, on m'a annoncé qu'il était mort.

Zamir, le chef du Mossad, s'efforça de minimiser le désastre : « Aucun de nous n'a les moyens de ne prendre que des décisions justes. L'erreur d'identification d'une cible n'est pas un échec. C'est une méprise[24]. » Zamir imputa une part de la faute à la conduite de la victime : « Il se comportait d'une manière qui semblait suspecte à nos hommes qui le suivaient. Il faisait beaucoup de voyages, dont le but était compliqué à cerner. Il aurait très bien pu s'agir d'un petit trafiquant de drogue. »

Meiri n'était pas sur les lieux parce qu'il s'était déchiré un ligament la veille, et Harari l'avait renvoyé en Israël. Dans sa version des événements, Bouchiki avait été vu en compagnie de Kemal Benamene, l'agent identifié du Fatah. Il insista pour affirmer que l'opération demeurait donc une réussite. « Que ce soit perçu comme un échec me met en colère, affirmait-il. Quelle différence cela peut faire si je tue un terroriste notoire ou son adjoint ? »

Mais il n'existe aucune preuve solide que Bouchiki ait été l'adjoint de quiconque. À la vérité, il n'avait aucun lien avec le terrorisme, et l'affaire de Lillehammer n'était rien d'autre que le meurtre de sang-froid d'un employé de piscine innocent.

Ce n'était encore que le début des problèmes de Baïonnette[25]. Selon Shaul, en attendant la fin de l'opération, Dan Arbel s'était acheté un robinet et quelques autres articles pour une maison qu'il construisait en Israël. Il avait rangé le tout dans le coffre de la Volvo grise, celle que Harari lui avait demandé d'abandonner parce qu'un témoin avait relevé la plaque d'immatriculation. Arbel n'avait pas envie de porter ses achats assez encombrants et, au lieu de se débarrasser de la Volvo, il l'avait gardée et avait roulé jusqu'à l'aéroport d'Oslo, avec Gladnikoff.

La police attendait au guichet de retour des véhicules de location, à l'aéroport[26]. Soumis à un interrogatoire, Arbel craqua assez vite, à cause de sa claustrophobie. « C'est seulement après l'opération, précisait Shaul, que nous avons pu lire dans le dossier d'Arbel qu'il avait peur des endroits clos et combien il appréhendait de se faire prendre et interroger. De la part de Césarée, ce choix manquait totalement de sérieux. Un homme rédige un rapport franc et sincère et personne ne le lit. S'ils l'avaient lu, il aurait été immédiatement suspendu de toute fonction opérationnelle[27]. »

Arbel renseigna la police, qui savait où trouver Avraham Gehmer et Sylvia Rafael, et la perquisition de leur repaire conduisit à la capture de deux autres agents. Pour les Norvégiens, il apparaissait déjà clairement qu'il s'agissait d'un assassinat ciblé, et que le Mossad était derrière tout ceci. Des documents trouvés sur les détenus (que les agents étaient censés avoir détruits après les avoir lus) entraînèrent la découverte dans toute l'Europe de repaires, de collaborateurs, de canaux de communication et de méthodes opérationnelles[28]. Ces informations aidèrent aussi les services de sécurité italiens et français dans leurs enquêtes sur des assassinats ciblés qui avaient eu lieu dans leurs pays.

Les six détenus furent traduits en justice, et firent les gros titres partout sur la planète, provoquant un malaise extrême en Israël. L'aspect particulièrement embarrassant, c'était qu'Arbel avait tout révélé, même le numéro de téléphone du quartier général du Mossad à Tel Aviv. L'État hébreu n'admit jamais sa responsabilité dans le meurtre de Bouchiki, mais l'État fournit aux prisonniers les moyens de se défendre en justice et d'autres modes d'assistance[29]. Le tribunal jugea que l'agence était bien l'instigatrice de ce meurtre. Cinq des six accusés furent déclarés coupables et condamnés à des peines de prison qui allaient de douze à soixante-six mois de détention, mais ils furent libérés après avoir purgé de courtes peines au terme d'un accord secret conclu entre les gouvernements d'Israël et de Norvège[30]. Après leur libération de prison, à leur retour, ils furent accueillis en héros.

Harari et Zamir conservèrent leurs postes, mais cet imbroglio coûta sans doute au premier la réalisation de son rêve, celui de devenir chef du Mossad. « Lillehamer fut un échec sur toute la ligne, de ceux qui prirent la victime en filature jusqu'aux tireurs, des services jusqu'à l'État d'Israël, admettait Moti Kfir, un ancien de Césarée[31]. Par une sorte de miracle, ce sont précisément ceux qui étaient réellement responsables de ces événements qui s'en sont sortis avec le moindre mal. »

Ce miracle s'appelait Golda Meir, le plus fervent soutien de l'agence[32]. Harari soutenait que Zamir et lui avaient reconnu leur responsabilité dans cette débâcle, et que « nous avons offert notre démission à Golda, avec effet immédiat. Elle ne voulait pas en entendre parler. Elle nous a répondu qu'il restait des choses importantes à faire, qu'on avait besoin de nous, et que nous devions rester ». Au cours des semaines suivantes, alors que Harari s'employait à faire sortir ses gens de prison, le Premier ministre l'invita dans son modeste appartement au nord de Tel Aviv et, selon le récit qu'en fit le visiteur, elle « m'a préparé un thé dans sa cuisine et s'est vraiment efforcée de me remonter le moral ».

Pourtant, le fiasco de Lillehammer conduisit Césarée à opter pour une politique bien plus circonspecte. Le 4 septembre, Harari était chargé d'une opération d'envergure menée par Césarée et Keshet, à Rome : pister une escouade de Septembre Noir dirigée par Amin al-Hindi, un autre personnage de la liste des onze qu'Israël voulait éliminer à cause de leur rôle dans le massacre de Munich. Cette cellule agissait pour le compte du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, qui l'avait dotée de six lance-missiles antiaériens SA-7 Strela portables à l'épaule, qu'ils prévoyaient d'utiliser pour abattre un avion de ligne d'El Al juste après son décollage de l'aéroport de Fiumicino[33]. Harari et son équipe les suivirent alors qu'ils transportaient les missiles vers un appartement d'Ostie, dans la banlieue de Rome, situé « à un jet de lance-pierres de la piste d'envol », selon la formule de Harari[34]. Les Palestiniens avaient l'intention de tirer les missiles depuis le toit d'un immeuble.

Au milieu d’une aire de jeux voisine, avec des enfants qui jouaient autour de leurs mères, Harari et Zamir s’étaient assis par terre sur la pelouse et discutaient avec Meiri, qui les implorait : « Laisse-moi entrer. En une minute, je les descends tous et je récupère les missiles. »

Après le fiasco de Lillehammer, Zamir restait prudent. Face aux objections véhémentes de Meiri, Zamir lui répliqua : « Nehemia, pas cette fois. Nous allons informer le renseignement italien et ils vont s’en charger.

— Et on va en tirer quoi ? s’écria Meiri. Les Arabes vont détourner un avion italien ou les menacer d’une manière ou d’une autre, et ils relâcheront ces types.

— Si un appareil d’El Al était exposé à un danger immédiat, alors nous ferions sauter non seulement leur appartement, mais tout l’immeuble avec, mais il reste encore plusieurs heures avant qu’ils ne prévoient de tirer leurs missiles, répondit Harari. Et puis, quand nous avons fait sauter Hamshari, nous savions que la bombe n’atteindrait que la lampe, le bureau et sa tête, mais ici ? Comment pourrais-je te laisser ouvrir le feu dans un immeuble de six étages alors que ne savons pas qui sont leurs voisins et qui d’autre risquerait d’être touché ? Et si le Premier ministre italien habitait sur le même palier ? Ou la grand-mère du Premier ministre ? »

Meiri n’était pas convaincu. Zamir lui ordonna d’être le représentant du Mossad qui irait chercher les policiers italiens et leur désignerait l’appartement, parce que c’était lui qui parlait le mieux l’italien, et cela le mit hors de lui. « S’ils me voient je serai grillé, et je ne serai plus jamais en mesure de participer à une autre opération », se plaignit-il.

Harari tenta de le calmer.

« Ne t’inquiète pas, Nehemia[35]. En Israël, il y a quelques excellents chirurgiens esthétiques. Nous t’offrirons un nouveau visage, encore plus beau que le tien. Va leur montrer où se trouve l’appartement. »

Les Italiens arrêtèrent tous les membres de la cellule d’Al-Hindi, et pourtant, exactement comme l’avait prédit Meiri, au bout de trois

mois ils furent libérés en raison des pressions exercées par Kadhafi[36].

Suite à l'affaire de Lillehammer, Baïonnette fut démantelé. Le faux passeport italien que Meiri avait utilisé pour l'opération avait été percé à jour durant l'enquête menée par la police norvégienne, et ses voyages à l'étranger furent strictement restreints. Peu après, il quitta le Mossad.

12.

Hubris, ou le péché d’orgueil

Aux lendemains de l’opération Printemps de la Jeunesse et en dépit de la débâcle de Lillehammer, l’humeur générale dans les hautes sphères de la défense demeurait euphorique[1]. Il régnait un sentiment de confiance inédit, pas limité au seul Mossad, mais qui gagnait toutes les strates du pouvoir.

Deux jours après l’opération, le ministre de la Défense, Moshe Dayan, grimpa jusqu’au sommet de la montagne-forteresse de Massada[2]. C’était là que les zélotes juifs qui s’étaient rebellés contre l’Empire romain se donnèrent la mort avec leurs familles plutôt que d’être emmenés en captivité, créant ainsi le grand mythe héroïque de leur nation. Dayan déclara : « Nous allons instaurer un nouvel Israël, avec de vastes frontières, qui ne seront plus celles de 1948. […] Les temps que nous vivons offrent des conditions dont il est permis de douter que notre nation en ait jamais connu de semblables dans le passé. » Dans une lettre à Zamir, Elazar, le chef d’état-major, se glorifiait de constater qu’après Printemps de la Jeunesse, « le prestige de Tsahal avait atteint de nouveaux sommets et [que] sa gloire n’avait fait que grandir[3] ». Le 15 avril 1973, Golda Meir écrivait : « Le jour viendra peut-être où l’on fera le récit de l’héroïsme et de l’ingéniosité, du sacrifice et du dévouement de ces guerriers partout en Israël, et les générations futures le raconteront à celles qui viendront après elles, avec admiration et

fierté, comme un nouveau chapitre de l’héritage d’héroïsme de notre nation ».

Pourtant, la confiance peut aisément déraper vers l’excès de confiance, dont les pièges ne se limitaient pas à Césarée et au fiasco de Lillehammer[4]. Quarante ans après le raid, Ehud Barak, chef du groupe d’intervention de Beyrouth et qui serait plus tard chef d’état-major, Premier ministre et ministre de la Défense, laissa entendre que cet orgueil démesuré eut des conséquences désastreuses pour la nation entière. « Rétrospectivement, il me semble que nous sommes rentrés de Beyrouth cette nuit-là et que les dirigeants du pays ont tiré les mauvaises conclusions du succès de l’opération. Tout cela engendra une confiance en soi qui était dénuée de fondement. Il est impossible de projeter un raid de commando, chirurgical et ciblé, sur les capacités d’une armée entière, comme si Tsahal pouvait tout faire, comme si nous étions tout-puissants.

« Le Premier ministre, le ministre de la Défense, et tous les autres, ils nous ont vus, nous, Sayeret et le Mossad, recevoir cet ordre et en l’espace de quelques semaines l’exécuter. Et nous l’avons bien exécuté. Cela leur a donné l’impression que cette capacité était commune à toute l’armée. Mais nos succès, tant pour la guerre des Six-Jours que pour les opérations qui ont suivi, découlaient d’une planification précise et d’une gestion optimale de l’effet de surprise. C’étaient nous qui prenions l’initiative. Nous fixions le calendrier autant que les résultats.

« Et cette impression inédite de sécurité allait de pair avec une forme de complaisance. Nous ne pensions pas qu’ils pourraient nous prendre par surprise, eux aussi, qu’ils seraient capables de nous infliger de lourds dommages. »

Cette foi inébranlable dans les forces armées et la conviction que les trois organes de la défense – Tsahal, le Shin Bet et le Mossad – réussiraient à sauver la nation de tout danger quel qu’il soit, conduisirent les dirigeants du pays à estimer également qu’il n’y avait aucun besoin pressant de parvenir à un compromis diplomatique avec les Arabes. À l’extérieur du pays, certains n’étaient pas de cet avis.

En 1972, Henry Kissinger, alors conseiller à la sécurité nationale, lançait une offensive diplomatique secrète visant à conclure un accord de paix, ou du moins un pacte de non-belligérance entre l'Égypte et Israël[5]. Tant que l'État hébreu conserverait les territoires égyptiens qu'il avait conquis en 1967, le conseiller de Nixon en avait conscience, l'Égypte ferait tout son possible pour les reconquérir et la prochaine conflagration au Moyen-Orient n'était qu'une question de temps.

Le moment décisif de cette initiative intervint au cours de réunions tendues, dans un lieu sûr de la CIA à Armonk dans l'État de New York, les 25 et 26 février 1973, entre Henry Kissinger et un émissaire égyptien. L'émissaire déclara que l'Égypte était prête à signer un traité de paix, dont les clauses, très favorables à Israël, étaient sans précédent : reconnaissance de la souveraineté de l'Égypte sur la péninsule du Sinaï mais maintien des forces israéliennes sur place, avec un retrait complet ultérieur, en échange de l'instauration de relations diplomatiques entre les deux pays. Cependant, le président égyptien, Anouar el-Sadate, avertissait aussi que si son offre n'était pas validée d'ici septembre, il déclarerait la guerre.

Golda Meir refusa.

« Nous allons décliner cette offre », répondit-elle à Kissinger.

Dayan abonda dans son sens. « Je préfère Charm el-Cheikh sans la paix, fit-il, à la paix sans Charm el-Cheikh[6]. »

À ce stade, l'Égypte et la Syrie avaient déjà fiévreusement entamé les préparatifs de leurs forces armées en vue de cette guerre : des mouvements de troupes massifs en direction des lignes de front et retour, des exercices aériens conjoints avec les systèmes de missile sol-air que les Soviétiques leur avaient fournis et de vastes manœuvres destinées à préparer le franchissement en force du canal de Suez. Il s'agissait de préparatifs de guerre évidents, mais sans renseignements explicites confirmant les faits, la hiérarchie de la défense écarta ces signaux, préférant y voir de purs et simples exercices militaires.

Elazar était convaincu que le Mossad et l'AMAN seraient en mesure de donner l'alerte au moins quarante-huit heures avant le

début des hostilités, laissant à Jérusalem assez de temps pour mobiliser ses réserves[7]. Son entourage et lui-même ne s'inquiétaient pas outre mesure, convaincus que les Arabes redoutaient Israël et n'oseraient pas provoquer une guerre. Et s'ils osaient, les Israéliens étaient sûrs « de leur briser les os » à brève échéance.

Ils avaient tort.

Le 6 octobre, à quatorze heures, les armées égyptiennes et syriennes lancèrent des attaques surprises massives et concertées[8]. C'était Yom Kippour, le jour du Grand Pardon, quand les Israéliens, même agnostiques, observent le jeûne, vont à la synagogue ou restent chez eux, et les forces déployées sur le front étaient alors plus clairsemées. Les Égyptiens jetèrent dans la bataille 2 200 chars d'assaut, 2 900 véhicules blindés de transport de troupes, 2 400 pièces d'artillerie, de grandes quantités d'armements antiaériens et antichars et des centaines de milliers d'hommes d'infanterie et de commandos, dont la plus grande partie franchit le canal de Suez. Sur les hauteurs du Golan, les Syriens envahirent le territoire israélien avec 60 000 soldats, 1 400 blindés et 800 canons. Les deux nations engagèrent aussi le gros de leurs forces aériennes et navales. Les unités de Tsahal alignées face à elles se composaient de quelques centaines d'hommes, en majorité des réservistes maintenus sur place afin de permettre aux unités d'active de rentrer chez elles pour les fêtes.

Les premiers jours, les armées arabes remportèrent d'importantes victoires sur leurs adversaires qui, en plus de s'être laissé prendre par surprise, ne surent pas déchiffrer correctement la tactique de l'autre camp. Les Égyptiens avaient établi une imposante tête de pont du côté Sinaï du canal, et les Syriens avaient pu pénétrer en profondeur sur les hauteurs du Golan, en menaçant de poursuivre leur percée vers la vallée du Jourdain et la Galilée.

Toutefois, grâce à un sursaut et à d'immenses sacrifices, les Israéliens réussirent à endiguer les deux invasions et, au bout de dix-neuf jours de contre-attaque, retournèrent la situation. Les Égyptiens furent repoussés de la quasi-totalité de leur tête de pont. Des unités de Tsahal franchirent le canal et, après avoir encerclé les forces ennemies sur la rive ouest, progressèrent en direction

du Caire, se rapprochant à moins de soixante kilomètres de la capitale égyptienne. Les Syriens furent chassés du Golan, et les forces israéliennes s'avancèrent à portée d'artillerie de Damas.

Mais cette victoire eut un prix élevé. Plus de 2 300 soldats de Tsahal avaient trouvé la mort au cours de la guerre de Kippour qui aurait pu être évitée grâce à la négociation, ou tout au moins mieux préparée, moyennant un travail de renseignement approprié en amont.

Une vague de protestation s'empara de la société israélienne, conduisant à l'instauration d'une commission d'enquête et aux démissions forcées du chef d'état-major, David Elazar, et du chef de l'AMAN, Eli Zeira, ainsi que d'autres officiers supérieurs. Dans tout le pays, fût-ce temporairement, la guerre dissipa le sentiment de suprématie de l'armée et des services de renseignement, avec l'impression de sécurité qui allait de pair. Bien que la commission n'eût explicitement adressé aucun reproche à Golda Meir ou Moshe Dayan, en raison de fortes pressions de l'opinion le Premier ministre remit sa démission le 11 avril 1974.

Un mois plus tard, vers quatre heures trente du matin, le 13 mai 1974, trois activistes du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), un groupe scissionniste de l'OLP sans aucun lien avec le FPLP, franchirent discrètement la frontière entre le Liban et Israël[9]. Ils se cachèrent dans une grotte où ils attendirent la tombée de la nuit. Une patrouille de gardes-frontières israéliens repéra leurs traces de pas, mais ne réussit pas à remonter la piste. Sous le couvert de l'obscurité, les trois hommes se dirigèrent vers Maalot, une petite ville située à moins de dix kilomètres de la frontière, principalement peuplée d'immigrants de fraîche date. En chemin, ils tendirent une embuscade à un fourgon qui ramenait des femmes de leur travail vers leur domicile, en tuèrent une, en blessèrent une autre. Des soldats de Tsahal appelés sur les lieux ne réussirent pas à capturer les terroristes.

À trois heures trente du matin, les trois Palestiniens arrivèrent devant une maison en périphérie de la ville. Deux d'entre eux étaient natifs de Haïfa et parlaient l'hébreu, et ils expliquèrent aux

occupants de la maison qu'ils étaient des policiers à la recherche de terroristes. Dès qu'ils leur ouvrirent leur porte, ils se ruèrent à l'intérieur et assassinèrent Yosef et Fortuna Cohen, ainsi que leur fils de quatre ans, Moshe, et blessèrent leur fille, Bibi. Ils ne remarquèrent pas Yitzhak, leur bébé de seize mois sourd-muet qui ne fit pas un bruit. En ressortant de la maison, les Palestiniens croisèrent Yaakov Kadosh, un employé de l'administration locale, et exigèrent qu'il leur montre l'itinéraire vers l'école la plus proche. Il obéit, puis ils lui tirèrent dessus, le blessant.

Les trois individus arrivèrent à l'école élémentaire Netiv Meir, avec l'intention d'attendre à l'intérieur l'arrivée des enfants pour leur journée de classe. Ils ne s'attendaient pas à découvrir sur place quatre-vingt-cinq adolescents, âgés de quinze à dix-sept ans, et dix adultes, qui avaient dormi là. Les enfants appartenaient à une école religieuse de Safed et participaient à une sortie de deux jours dans la région de Maalot. Lorsque les forces de sécurité se présentèrent sur les lieux, les terroristes leur hurlèrent que si vingt de leurs camarades détenus dans des prisons israéliennes n'étaient pas libérés avant six heures ce matin, ils tueraient tous leurs otages.

D'ordinaire plus agressive, Golda Meir, qui n'avait pas encore été remplacée à la tête du gouvernement, était disposée à accéder aux exigences du commando[10]. Après le choc de la guerre du Kippour, les conclusions de l'enquête et les manifestations de colère dirigées contre elle, elle ne voulait pas que son dernier acte de Premier ministre mette en danger la vie d'enfants. Le gouvernement appuya sa recommandation. Toutefois, le ministre de la Défense, Moshe Dayan, également sur le point de céder sa place, signifia son désaccord. Les retombées du conflit d'octobre avaient eu sur lui l'effet inverse : après que des milliers de manifestants eurent exigé sa démission dans les rues de Tel Aviv, il voyait sa carrière politique au bord de se conclure dans l'humiliation, et il tenait à donner de lui une image de détermination et d'autorité. « Le seul traitement à réserver aux terroristes, c'est de refuser de leur donner ce qu'ils réclament et de ne pas les laisser sortir de là vivants. Il faut les tuer », insista-t-il auprès du Premier ministre. Par la suite, Golda

Meir lui signifia son accord. À dix-sept heures vingt-cinq, l'ordre fut donné à Sayeret Matkal de pénétrer dans l'école.

Cette fois, le Sayeret ne sut pas se montrer à la hauteur de la mission[11]. Le sniper qui tira le premier coup de feu ne put que légèrement blesser sa cible, et une escouade commandée par Amiram Levin entra dans la mauvaise salle au mauvais étage. Les terroristes ripostèrent en ouvrant le feu et en lançant des grenades dans la classe où les otages étaient détenus. Ces otages étant profondément religieux, ils étaient assis séparément – les garçons le long des murs et les filles au centre – et ce furent elles qui essuyèrent l'essentiel des tirs. Au cours des trente secondes que mirent les hommes de Sayeret à atteindre les Palestiniens et à les tuer, vingt-deux enfants, dont dix-huit filles, quatre adultes et un soldat périrent. Soixante-huit personnes étaient blessées, parmi lesquels tous les otages survivants.

Ce fut pour Golda Meir une fin de carrière funeste. Le 3 juin 1974, Yitzhak Rabin, chef d'état-major de la guerre des Six-Jours et ancien ambassadeur d'Israël aux Nations unies, lui succéda. Âgé de cinquante-deux ans, c'était à l'époque de son entrée en fonction le plus jeune Premier ministre de l'histoire du pays, et le premier sabra né sur le sol israélien accédant à ce poste. Il était complètement différent de Golda Meir : elle s'abstenait presque toujours de contredire les recommandations de ses conseillers militaires et des services de renseignement, tandis que lui s'impliquait personnellement dans les plus infimes détails de toutes les opérations militaires et d'antiterrorisme.

Et il y aurait beaucoup d'opérations de ce type.

L'attaque de Maalot marquait le début d'une nouvelle vague de terreur, et c'était encore une répercussion de l'opération Printemps de la Jeunesse.

Après la perte de ses trois dirigeants à Beyrouth, l'OLP avait entrepris un certain nombre de changements organisationnels et structurels. Le Mossad pensait que l'opération les avait refroidis[12]. « Elle a fait naître en eux une grande peur », disait Shimshon Yitzhaki.

« Elle les a obligés à fuir et à se terrer, ajoutait Harari. Nous étions parvenus à les déstabiliser. Ce n'était pas pour rien qu'Arafat ne dormait jamais deux nuits de suite dans le même lit[13]. »

En revanche, Printemps de la Jeunesse avait aussi renforcé la position d'Abou Jihad[14]. La plupart de ses rivaux étaient maintenant hors jeu, grâce aux efforts d'Israël. Après l'opération beyrouthine, Arafat et Abou Jihad décidèrent de mettre un terme aux activités de Septembre Noir et de suspendre les attaques d'objectifs hors d'Israël et des territoires occupés. Quelques journalistes et historiens, et parmi eux d'éminents spécialistes palestiniens, croient qu'ils prirent cette décision après s'être rendu compte que les actes de terreur contre des Israéliens ou des Juifs dans des pays occidentaux finissaient par nuire à la cause palestinienne plus que la servir. Ils avaient aussi certainement compris qu'au moment où ils commettaient des actions terroristes en Europe, ils conféraient une légitimité aux opérations d'assassinat ciblé des services israéliens contre leurs compatriotes sur le Vieux Continent, le prix à payer pour chaque attaque terroriste devenant alors très élevé.

D'autres attribuent ce revirement à la stature internationale à laquelle accéda l'OLP en 1974, quand Arafat fut invité à prendre la parole à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. La vérité se situe probablement quelque part à mi-chemin.

Quoi qu'il en soit, en tant que chef du Conseil supérieur militaire de l'OLP, Abou Jihad décréta que toutes les attaques terroristes devraient dorénavant être dirigées contre « la mère patrie occupée ». Des activistes s'introduisaient dans le pays par des aéroports et des ports maritimes d'Europe, franchissaient la frontière jordanienne ou, comme les trois terroristes de l'attentat de Maalot, lançaient des raids à partir du Liban.

L'attaque de Maalot, orchestrée par le FDLP, reflétait la stratégie d'Abou Jihad. C'était l'attentat le plus meurtrier depuis celui de Munich et le plus grave qui ait jamais été commis depuis l'extérieur en territoire israélien. Ce ne fut pas le dernier, mais plutôt une indication de ce qui allait advenir.

Vers vingt-trois heures, le 5 mars 1975, huit hommes d'Abou Jihad entrèrent dans les eaux territoriales israéliennes à bord d'un navire

maquillé en boutre égyptien. Dans l'obscurité d'une nuit sans lune, les terroristes se firent déposer en mer dans un Zodiac et débarquèrent sur une plage de Tel Aviv. Ils traversèrent l'étendue de sable jusqu'à la rue, puis arrosèrent l'esplanade Herbert Samuel de leurs armes automatiques.

Les terroristes avaient choisi de donner à leur embarcation l'allure d'un boutre égyptien parce qu'ils voulaient saboter la visite prochaine dans la région du secrétaire d'État Henry Kissinger, qui n'avait pas renoncé à ses tentatives d'amener Israël et l'Égypte à conclure une paix séparée.

Les Palestiniens s'emparèrent de l'hôtel Savoy, un établissement de seconde catégorie situé à une rue de la plage. Ils firent irruption dans le hall d'accueil, tuèrent le réceptionniste, et regroupèrent dans une seule chambre tous les clients qu'ils purent trouver.

C'était « la première fois que des terroristes réussissaient à introduire un commando en plein cœur du pays », soulignait un rapport militaire secret, peu après la fin de l'épisode[15]. Les Palestiniens étaient si proches du complexe gouvernemental de Kyria, l'ancien quartier des Templiers où l'armée et le renseignement avaient leurs quartiers généraux, qu'une balle perdue d'un AK-47 perça une fenêtre et atterrit dans une salle où étaient réunis les principaux commandants de Tsahal[16].

À l'intérieur du Savoy, les huit terroristes, armés de fusils d'assaut et de lance-grenades, placèrent un cordon d'engins explosifs tout autour de la pièce où ils détenaient les onze otages. (Huit autres civils s'étaient cachés ailleurs dans l'établissement.) Ils menacèrent de les tuer, à moins que vingt prisonniers palestiniens ne soient libérés dans les quatre heures.

En outre, bien que deux années se soient déjà écoulées, ils annoncèrent que leur raid intervenait en représailles à l'opération Printemps de la Jeunesse.

Les négociations se poursuivirent dans la nuit, et furent menées par l'intermédiaire d'une des otages, une jeune femme arabophone pleine d'initiative, Kochava Levy, qui fournit aux Israéliens une manne d'informations précieuses sur ce qui se passait à l'intérieur

de l’hôtel. Elle persuada aussi les preneurs d’otages de l’autoriser à accompagner hors du bâtiment un touriste allemand grièvement blessé, qui avait perdu une jambe dans les échanges de coups de feu et gisait à la réception ; alors qu’elle aurait pu rester dehors, elle retourna courageusement à l’intérieur pour faciliter les négociations.

Israël n’avait aucune intention de libérer ces prisonniers palestiniens. Au lieu de quoi, tandis que le négociateur israélien cherchait à gagner du temps, un commando de Sayeret Matkal élabora une opération de sauvetage. À cinq heures seize du matin, quarante-quatre militaires s’engouffrèrent dans l’hôtel. Ils tuèrent sept des terroristes et en capturèrent ensuite un huitième. Mais seuls onze des otages furent secourus. S’étant rendu compte qu’on les attaquait, les terroristes avaient mis à feu les charges d’explosifs et huit civils y perdirent la vie. Trois soldats furent aussi tués, dont un officier d’état-major, ancien commandant de cette unité, qui avait suivi la force d’intervention à l’intérieur de l’hôtel.

Cette tragédie fut perçue comme un nouveau revers de taille dans un cycle apparemment sans fin[17]. « C’était une époque terrible, admettait Omer Bar-Lev, un soldat de Sayeret Matkal qui avait pris part au raid de l’hôtel et serait plus tard promu à la tête de l’unité. Toutes les deux ou trois semaines, nous étions en intervention d’urgence au milieu de la nuit, on nous embarquait à bord d’un hélicoptère pour nous déposer sur le site d’une nouvelle attaque terroriste. Vous saviez qu’il fallait éliminer le problème dans les quelques heures restantes, avant l’aube. Bien que cela se produise sur le sol israélien, ces opérations étaient de nature différente de ce à quoi l’unité était habituée : l’initiative, l’élément de surprise, la planification, tous ces facteurs étaient bien réunis, mais dans le camp d’en face. C’était terrible, effrayant. »

Face à ces attaques récurrentes, il était clair qu’Israël devait redoubler d’efforts pour frapper l’OLP à la tête. Pourtant, alors que Kidon opérait au maximum de ses capacités, le Mossad avait du mal à intervenir dans des pays cibles comme le Liban où vivaient les chefs de l’organisation terroriste palestinienne. Qui plus est, après l’opération Printemps de la Jeunesse, les dispositifs de sécurité avaient été considérablement renforcés. Déployer des agents pour

éliminer les dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine semblait désormais irréaliste, voire impossible.

À la place, Tsahal se tourna vers ses forces aériennes. À la mi-août 1975, une taupe de l'agence à l'intérieur du Fatah informa les militaires que l'OLP prévoyait un meeting dans le stade Al-Madina al-Riyadiyyah, à Beyrouth-Sud, le 1er octobre, et qu'une heure avant cette manifestation la totalité de l'exécutif de l'organisation se réunirait dans un bureau à proximité[18]. Ils virent là une occasion idéale de se débarrasser d'un coup de Yasser Arafat, de Khalil al-Wazir (Abou Jihad), de Farouk Kaddoumi, de Hani al-Hassan, de Wadie Haddad, et de nombreux autres hauts responsables. Le Premier ministre Yitzhak Rabin ordonna immédiatement qu'on élabore un plan.

Le chef d'état-major et l'armée de l'air étaient favorables à une attaque ; en revanche, le directeur de l'AMAN, le général Shlomo Gazit, s'y opposa avec la dernière vigueur[19]. « J'ai dit au ministre de la Défense, Shimon Peres, qu'il ne fallait pas s'engager dans une telle intervention à visage découvert. J'étais prêt à combattre le terrorisme de toutes nos forces, mais seulement dans le cadre d'opérations clandestines qui ne laissaient aucune carte de visite. Certains Israéliens n'avaient pas honte des assassinats ciblés. Moi, si. J'agissais en silence, je ne m'en vantais pas. »

Ses objections furent rejetées, et la planification débuta[20]. Le major Aviem Sella, étoile montante de l'armée de l'air, fut nommé coordinateur de l'opération. Il était prévu que huit appareils d'attaque au sol A-4 Skyhawk et un chasseur-bombardier Phantom F-4 y prennent part. Des hélicoptères se tenaient prêts au cas où un pilote serait abattu ou s'écraserait, et aurait besoin d'être secouru. Tout se déroulait conformément au plan.

Puis, le matin de l'opération, le bulletin météo tomba. Les prévisions annonçaient une épaisse couverture nuageuse au-dessus de Beyrouth. Les bombes de cette époque n'étant pas encore équipées de mécanismes de guidage de précision tous temps, les pilotes n'avaient aucune certitude d'atteindre la cible. « Mais c'était si tentant, l'occasion d'une vie, admettait le major Sella. Et l'ampleur

des préparatifs… une bonne partie de l’armée de l’air était en mode opérationnel. Nous avons décidé de tenter le coup. J’ai dit à Benny [Peled, le commandant en chef de l’armée de l’air] : “Allez, on tente notre chance – envoie les avions et il se produira peut-être un miracle.” »

Les pilotes décollèrent, en espérant que le ciel se dégage. Mais le ciel n’eut pas cette obligeance et, quand ils atteignirent Beyrouth, d’épais nuages masquaient encore la ville.

Sella n’avait « pas pris en compte la motivation de ses hommes », ainsi qu’il le reconnut plus tard. Ils avaient reçu l’ordre de ne pas larguer leurs bombes s’ils ne pouvaient pas voir l’objectif, mais cela leur laissait néanmoins une latitude non négligeable. Ils connaissaient la nature de la cible, et saisissaient l’importance pour Israël de l’élimination des chefs de l’OLP.

Ils plongèrent sous le plafond nuageux à plus basse altitude que leurs ordres de mission ne l’autorisaient. Dès qu’ils survolèrent l’objectif, ils larguèrent leurs bombes qui contenaient un dispositif d’armement actionné par un câble relié à l’avion. Or, comme ils volaient plus bas qu’ils n’étaient censés voler, les détonateurs ne s’armèrent pas, et les bombes tombèrent au sol et sur les toits d’immeubles sans exploser, « comme un lot d’œufs abandonnés », selon la formule de Stella.

Seul le chauffeur d’Abou Jihad périt au cours du raid, écrasé sous l’une des bombes non explosées. Le lendemain, un quotidien beyrouthin publia un dessin humoristique montrant un jeune garçon palestinien urinant sur une bombe israélienne. Abou Jihad ordonna une enquête afin de démasquer le responsable de cette fuite concernant la réunion. Trois mois plus tard, un autre informateur du Mossad fut démasqué et exécuté.

Tandis que le Fatah concentrait à présent ses activités terroristes sur le sol israélien, le Front populaire de libération de la Palestine continuait ses attaques meurtrières contre des cibles juives et israéliennes à l’étranger, et tout particulièrement en Europe[21]. Le FPLP multipliait les attentats à la bombe contre des synagogues, des légations israéliennes et des agences d’El Al. Ses militants

détournaient des avions à destination d'Israël, une méthode qu'ils avaient fini par très bien maîtriser.

Georges Habache restait le chef du FPLP, mais le cerveau opérationnel le plus brillant était celui de l'adjoint de Habache, Wadie Haddad[22].

« Il possédait un talent de virtuose pour organiser le transport clandestin d'explosifs sur le site d'une attaque et les dissimuler sur place », reconnaissait Ilan Mizrahi, qui exploitait un réseau d'agents au sein de l'organisation dirigée par Habache. « Il préférait monter des opérations de qualité, parfois loin de ses bases, après une planification soigneuse, expliquait Shimshon Yitzhaki, le chef de l'antiterrorisme du Mossad. L'entraînement qu'il imposait à ses hommes dans une base au Sud-Yémen était d'un autre niveau que tout ce dont nous avions l'habitude[23]. »

Il n'était pas le seul à admirer le professionnalisme de Haddad[24]. Le KGB, qui lui avait donné un nom de code (Nationaliste), lui dispensait un généreux soutien afin « d'atteindre certains de [leurs] propres objectifs à travers les activités du FPLP tout en maintenant le secret nécessaire », ainsi que l'écrivit en 1969 Iouri Andropov, directeur de l'agence, au dirigeant de l'URSS, Leonid Brejnev. Haddad éliminait les défecteurs soviétiques et attaquait des cibles liées à la CIA, en échange de quoi il recevait du KGB et de la Stasi des financements, des armements perfectionnés et des renseignements.

Haddad était un esprit indépendant et résolu[25]. Le jour où Georges Habache annonça en réunion interne qu'il envisageait de se conformer, fût-ce « seulement à titre temporaire », à la demande d'Arafat de suspendre toute action terroriste hors du Moyen-Orient, Haddad lui rétorqua qu'il pouvait faire ce que bon lui semblait, mais que pour leur part, ses hommes et lui continueraient selon leur méthode.

Durant de longues années, Haddad caressa le projet d'un attentat d'envergure, qui laisserait le monde sous le choc. Il investit beaucoup de temps dans la planification et la collecte de renseignement, mais repoussait continuellement sa mise en œuvre

en raison de divers écueils opérationnels. L'un des défis les plus compliqués tenait à la nécessité de trouver des agents qui aient l'air européen. Au printemps 1975, la solution apparut enfin.

L'OLP entretenait d'excellentes relations avec un certain nombre de militants de groupuscules d'extrême gauche en Europe et leur avait même aménagé des camps d'entraînement au Liban et dans le Sud-Yémen, deux pays qui conservaient des liens étroits avec l'Union soviétique et qui avaient adopté une position anti-israélienne extrême[26].

Haddad était particulièrement en bons termes avec la Fraction Armée Rouge ouest-allemande (la RAF, ou Rote Armee Fraction), également connue sous le nom de groupe Baader-Meinhof[27]. Ses membres adhéraient à une idéologie anarcho-marxiste et pratiquaient des tactiques de guérilla urbaine contre l'appareil judiciaire et le grand patronat allemands. Ils considéraient Israël, et l'oppression infligée aux Palestiniens, comme un second front dans cette guerre contre l'impérialisme.

Deux militants d'un groupuscule affilié à la RAF, Thomas Reuter et Brigitte Schulz, s'éclipsèrent d'Allemagne et resurgirent dans un camp d'entraînement du FPLP non loin du port d'Aden, alors capitale de la République démocratique populaire du Yémen, où ils rejoignirent d'autres de leurs camarades de la RAF. C'étaient les Occidentaux dont avait besoin Haddad.

Trois activistes du FPLP reçurent l'ordre de procéder comme suit : ils attendraient à l'extérieur de l'aéroport de Nairobi, au Kenya, l'atterrissage d'un appareil d'El Al pendant que dans le terminal les deux Allemands surveilleraient le comptoir de la compagnie pour vérifier l'horaire d'arrivée du vol et alerter l'équipe en attente à l'extérieur[28].

Immédiatement après le passage de l'appareil au-dessus d'eux, les hommes du FPLP étaient censés l'abattre au moyen de lance-missiles portatifs Strela SAM 7.

Au cours des deux mois précédant l'opération, ces hommes s'étaient entraînés au tir avec le Strela et avaient étudié des croquis de l'aéroport de Nairobi réalisés par des activistes du FPLP lors

d'une mission préliminaire de reconnaissance[29]. Ensemble, ils identifièrent une zone à l'extérieur, légèrement à l'ouest de l'aéroport, parsemée de bosquets de grands arbres et de cactus, entre la route principale Mombasa Road et la clôture d'enceinte du Parc national de Nairobi. De cet emplacement, ils avaient une vue dégagée sur la piste d'envol.

Une semaine avant l'opération, deux Strela fournis à Haddad par le KGB furent introduits clandestinement au Kenya. Les huit membres du commando étaient entrés séparément dans le pays, avec des faux passeports, neuf jours plus tôt, et ils étaient descendus dans un hôtel du centre-ville.

Tout était prêt pour l'attentat, mais le Mossad eut vent du complot grâce à Tristesse, l'agent de Tsomet.

Une vive controverse éclata au sein de l'agence avec le chef de Tsomet, Shmuel Goren, qui tenait plus que tout à protéger Tristesse et redoutait, si le Mossad révélait les détails de l'attentat en cours de préparation aux autorités kenyanes et les aidait à contrecarrer les plans du groupe de Haddad, que ce dernier ne comprenne la vérité : les services disposaient d'un agent qui avait accès à ses secrets[30]. Cela aurait pu sceller la perte de Tristesse. Goren proposa de déjouer le complot en recourant à de la « main-d'œuvre hébraïque » – c'est-à-dire à Baïonnette, qui procéderait aux assassinats ciblés des conspirateurs – « sans en informer les autorités locales ».

De son côté, le chef de la division relations étrangères, Nahum Admoni, chargé de longue date des opérations de l'agence en Afrique et qui connaissait bien le président Jomo Kenyatta et les chefs de ses services de renseignement, s'opposa vigoureusement à une telle action au nez et à la barbe « des autorités locales ».

Il y avait aussi des considérations opérationnelles : après l'affaire désastreuse de Lillehammer, Baïonnette venait d'entamer sa réorganisation et « nous estimions que traiter plusieurs individus simultanément, alors qu'ils tenaient des lance-missiles entre leurs mains, risquait d'être trop compliqué », admettait un ancien officier supérieur du Mossad, Eliezer Tsafrir[31].

Yitzhak Hofi, un ex-général qui avait succédé à Zamir à la direction de l’agence en 1974, était en visite chez ses homologues de la CIA à Langley, en Virginie, où il fut informé des derniers développements. Il envoya un message codé à Rabin, avec sa recommandation : collaborer avec les autorités kenyanes et ne pas employer Baïonnette.

« Le principe n’avait pas changé : si quelqu’un tue un Juif, alors son sang sera sur sa propre tête, rappelait Yitzhaki[*1]. Mais il est impossible de liquider des gens tous les jours. Les assassinats ciblés font courir un risque grave à vos propres gars, ainsi que celui de gâcher les relations avec le pays où vous devez agir. En l’occurrence, le Kenya. En opération, la règle consiste à ne rien tenter d’inutile. Vous avez une cible, vous exécutez proprement la mission. Vous oubliez tout le reste. Notre but ultime était de faire en sorte qu’il n’arrive rien à l’avion d’El Al, et en même temps de protéger la sécurité de notre source[32]. »

Au lieu de tenter d’éliminer le commando terroriste, les Israéliens firent appel à l’aide des forces de sécurité kenyanes[33]. Le vendredi 23 janvier 1976, tard dans la nuit, une équipe de dix-sept soldats de Tsahal s’envola de la base 27 de l’armée de l’air en direction de Nairobi[34]. L’opération avait reçu le nom de code Heartburn (Brûlure d’estomac). « Nous étions très inquiets, se souvenait Tsafrir qui faisait partie de l’équipe à bord de l’appareil. Tant de vies en jeu, qui dépendaient de nous et de la réussite de l’intervention[35]. »

Dès l’atterrissage de l’unité, Admoni rencontra les officiers de l’agence de renseignement kenyane et les informa de l’attaque imminente. Les Kenyans étaient interloqués. Le président Kenyatta était particulièrement furieux d’apprendre que la Somalie était impliquée. Les Kenyans acceptèrent volontiers de coopérer – ils étaient flattés que le Mossad n’ait pas agi de sa propre initiative et sous leur nez. Ils insistèrent néanmoins pour connaître l’identité de ses sources, afin d’être sûrs qu’ils allaient agir sur la base d’informations fiables, mais Admoni refusa poliment.

Une équipe conjointe d’agents du Mossad et des services du Kenya ne tarda pas à localiser les Allemands puis les Palestiniens et

à les placer sous étroite surveillance[36]. Ils repérèrent aussi le minibus blanc, immatriculé KPR338, dans lequel étaient stockés les missiles. Plus tard, l'équipe suivit les trois Palestiniens lorsqu'ils se mirent en route pour aller reconnaître le site de tir.

Le 25 janvier, le vol El Al LY512 devait décoller de Johannesburg pour Tel Aviv[37]. L'appareil, un Boeing 707 avec quelque cent cinquante personnes à bord, était attendu pour une escale à Nairobi à dix-sept heures. Peu avant, les trois Palestiniens et les deux Allemands entamèrent leur circuit à bord de leur minibus blanc et d'un autre véhicule de location. À leur premier arrêt, ils déposèrent les Allemands au terminal. Ensuite, ils quittèrent la zone aéroportuaire et s'engagèrent sur la route nationale, avant de tourner à droite dans un chemin de terre en direction du site de tir retenu. Mais avant qu'ils aient réussi à l'atteindre, les agents des services kenyans donnèrent l'assaut ; immédiatement après, ils cueillirent les deux Allemands non loin du comptoir d'El Al, dans le terminal. Les quatre hommes et la femme se rendirent sans résister.

Jusqu'alors, les Kenyans s'étaient montrés tout à fait coopératifs avec les Israéliens, mais ils ne voulaient pas que cela s'ébruite, redoutant les fortes pressions arabes auxquelles ils seraient exposés dans le Tiers-Monde et dans les assemblées intra-africaines, si jamais l'affaire était révélée[38]. Ils suggérèrent deux solutions : « Soit nous les emmenons dans le désert et nous les servons aux hyènes pour leur déjeuner », soit les Israéliens s'en chargeaient, étant bien entendu qu'ils ne révéleraient jamais que les prisonniers étaient entre leurs mains.

Les Israéliens espéraient être en mesure de soutirer aux prisonniers davantage d'informations sur Haddad et ses activités, aussi choisirent-ils la seconde option : faire efficacement « disparaître » les terroristes en les exfiltrant vers Israël où ils seraient détenus en cellule d'isolement dans des conditions extrêmes, puis secrètement jugés par un tribunal. Ce fut peut-être le premier cas d'implication de l'Occident dans une pratique qu'après le 11 Septembre la CIA appellerait une *rendition* (ou « restitution

extraordinaire ») – le transfert clandestin, hors procédure, extrajudiciaire de suspects d'un pays à un autre[*2].

Des interrogateurs de l'Unité 504 de l'AMAN et un officier de l'unité médicale s'envolèrent pour Nairobi. Avant les six heures de vol pour Israël, les cinq prisonniers furent sanglés sur des civières et mis sous sédatifs.

Pendant ce temps, à Tel Aviv, certains remettaient en cause le bien-fondé de cette décision de ramener les prisonniers sur le sol israélien[39]. Le général Rehavam Zeevi, le conseiller du Premier ministre en matière d'antiterrorisme et de renseignement, proposa une solution de rechange à Yitzhak Rabin : « Balançons nos cinq âmes vertueuses dans la mer Rouge et on sera débarrassés du problème, lui dit-il. Les Kenyans ont gardé le silence sur toute cette histoire. Personne ne sait qu'ils se sont fait prendre. Nous détenons une information, nous savons que Wadie Haddad leur a promis que s'ils étaient capturés il détournerait un avion pour les faire libérer. Si nous les ramenons en Israël et si cela se sait, cela ne fera que déclencher une autre vague de terreur contre nous. Finissons-en tout de suite. »

Rabin dévisagea Zeevi et resta un long moment silencieux. Puis il pria un de ses collaborateurs de convoquer une réunion urgente du Conseil des ministres sur les assassinats ciblés.

« Qu'en dites-vous ? », demanda-t-il aux ministres réunis autour de la table après qu'ils eurent écouté la proposition de Zeevi. Ils s'accordèrent tous à considérer que ramener les cinq prisonniers en Israël mettrait en danger des voyageurs israéliens partout dans le monde. Haddad était un pirate de l'air chevronné qui ferait tout son possible pour libérer ses hommes. Rabin était d'accord avec cette analyse de la situation, mais refusait néanmoins d'approuver l'exécution des prisonniers sous sédatifs « sauf si le ministre de la Justice accepte, ajouta-t-il. Conviez Aharon, tout de suite ».

Aharon Barak, qui deviendrait plus tard *chief justice*, président de la Cour suprême et le juriste le plus réputé du pays, écouta en silence le descriptif de l'opération secrète et la proposition de jeter les auteurs de ces actes à la mer[40]. « Vous avez fini ? demanda-t-il

à Zeevi quand l'autre eut terminé son exposé. Ce n'est pas plus mal, lâcha-t-il avec colère, parce que je pense que vous avez dû perdre la raison. Il s'agit de deux citoyens allemands que vous voulez tuer alors qu'ils sont ligotés et sous sédatifs à bord d'un appareil militaire israélien. Je ne peux en aucun cas approuver cela. »

Les trois Palestiniens et les deux Allemands atterrirent donc sains et saufs en Israël puis furent conduits dans une installation secrète de l'Unité 504 dédiée aux interrogatoires, sur une base répondant au nom de code Stal, au sud-est de Tel Aviv. Ils furent détenus dans des cellules sans lumière, aux murs nus, et on continua de leur administrer des doses de somnifères. Quand ils finirent par se réveiller, « nous avons décidé de jouer avec eux aux fantômes, révèle le chef de la division interrogatoires du Shin Bet, Arieh Hadar. Nous avons enfilé des masques et, quand ils sont revenus à eux, nous avons poussé des gémissements, comme s'ils étaient morts et entrés dans l'au-delà[41] ».

Les Israéliens étaient très impatients d'apprendre tout ce qu'ils pourraient leur révéler au sujet de la structure et des méthodes du FPLP, et peut-être même certaines informations sur l'endroit où ils parviendraient à trouver Wadie Haddad.

L'interrogateur en chef de la 504, Y., un officier qui avait le grade de lieutenant-colonel et qui arborait la kippa des Juifs orthodoxes, réputé pour être politiquement très à droite, fut chargé de questionner les trois Palestiniens[42]. Y. était l'homme qui dirigeait les exercices « prisonniers de guerre » auxquels étaient soumis les hommes des opérations spéciales de Tsahal, et qui comprenaient des simulations de conditions de captivité rigoureuses et de séances de torture. Peu avant l'arrivée des cinq de Nairobi, il avait infligé une blessure irréversible à la colonne vertébrale d'un homme de Sayeret Matkal en le frappant avec une matraque. Quelques mois après, l'un des Palestiniens soumis à interrogatoire par Y. s'était écroulé et il était mort après son transfert en urgence à l'hôpital.

« Y. ne l'a pas tué. Il ne l'a pas tué. Il est mort, insistait Yigal Simon, le commandant de la 504 à l'époque. C'était un long interrogatoire. Très long. Il a été frappé, mais il a pu être établi que sa mort n'était pas liée à ça. L'autopsie l'a prouvé[43]. »

Quand les trois activistes arabes furent ramenés du Kenya, Y. « les a travaillés très brutalement au corps », selon un agent du Shin Bet. L'un d'eux fut grièvement blessé, également hospitalisé, mais il s'en remit.

Les prisonniers allemands bénéficièrent d'un traitement tout à fait différent et furent questionnés poliment par des personnels du Shin Bet. Le chef de l'AMAN, le général Shlomo Gazit, se rendit dans ces locaux dédiés aux interrogatoires. « La dame [Schulz] m'a fait une remarquable impression, confiait-il. Une femme très forte, avec une très grande maîtrise de soi et de ce qui l'entourait. Le type, c'était une lavette[44]. » En fin de compte, Hadar, qui menait cet interrogatoire à sa manière, avec calme et habileté, gagna la confiance de Brigitte Schulz grâce à son langage doucereux et à son apparence inoffensive.

Les deux Allemands avouèrent, plaidèrent coupables et fournirent des informations sur Haddad. « Ils nous ont appris beaucoup de choses, y compris au sujet de projets d'attentats à venir, précisait encore Hadar. Pendant tout ce temps, la femme du Mossad [l'interprète allemand-hébreu] qui était assise là, me disait, en hébreu : “J'aimerais la massacrer.”

« Avant que nous ne sortions de la pièce, j'ai pris la main de Brigitte Schulz et lui ai demandé : “Brigitte, disons qu'un jour tu rentres en Allemagne et que tes amis te disent que tu dois tuer Harry – c'était sous ce nom qu'elle me connaissait. Que ferais-tu ?” Et elle me répond, sans broncher : “Je ne pourrais pas te tuer, Harry, après tout ce que tu as fait pour moi.”

« J'étais content. Je me suis dit que peut-être quelque chose en elle avait changé, en mieux, mais ensuite elle a ajouté : “Je demanderais à quelqu'un d'autre de t'abattre.”[45] »

Le 27 juin 1976, six mois après l'échec de la tentative d'attentat au Kenya, Rabin et son cabinet étaient en réunion dans le bureau du Premier ministre, dans le complexe de Kirya-Sarona au centre de Tel Aviv.

Les ministres discutaient d'une proposition du ministre de la Défense, Shimon Peres, d'augmenter la solde des hommes de

Tsahal quand, à treize heures quarante-cinq, l'attaché militaire entra dans la pièce et remit une note à Rabin[46]. Soudain, son visage devint grave. Il se racla la gorge, pour attirer l'attention de tous les présents. « Avant que nous ne poursuivions, j'ai une annonce à vous faire, dit-il. On a perdu le contact avec un avion d'Air France qui a décollé de Lod à neuf heures cinquante. Apparemment détourné. Selon toute vraisemblance, il vole dans la direction opposée à sa destination. À bord de cet appareil, il y aurait quatre-vingt-trois Israéliens, ce chiffre est une estimation. »

L'attaché militaire au cabinet du Premier ministre, Éphraïm Poran, précisa à Rabin que les agences de renseignement ne savaient pas encore qui avait commis ce détournement et qu'il le tiendrait au courant dès que des informations supplémentaires tomberaient.

Il y eut un moment, confia plus tard Rabin à l'un de ses collaborateurs, où il regretta de ne pas avoir donné son aval pour que l'on jette les cinq de Nairobi dans la mer.

« Inutile, répliqua-t-il à Poran. Je sais. Cela vient de Wadie Haddad. »

Il y avait quatre pirates de l'air : deux membres du FPLP et deux extrémistes de gauche allemands[47]. Ils avaient embarqué à bord du vol à destination de Paris à l'escale d'Athènes et, après le décollage, ils s'étaient levés de leurs sièges, avaient dégainé leurs pistolets et fait irruption dans le cockpit, ordonnant au pilote de mettre d'abord le cap sur Benghazi, pour se ravitailler en carburant et embarquer trois autres terroristes, puis sur Entebbe, en Ouganda.

Wadie Haddad venait encore une fois de prouver qu'il était le meilleur stratège du terrorisme au monde. Il avait su tirer les leçons de ses erreurs et de celles des autres et avait pu monter une opération à grande échelle fondée sur des renseignements exacts, sur des préparatifs méticuleux et sur la coordination avec au moins deux chefs de régimes despotiques, Mouammar Kadhafi en Libye et Idi Amin Dada en Ouganda, qui avaient tous deux procuré un soutien logistique et l'asile politique aux pirates de l'air, très loin en Afrique, hors de portée d'Israël.

Idi Amin Dada, ancien boxeur et ancien sergent de l'armée anglaise, avait pris le pouvoir en Ouganda avec l'aide du Mossad et du ministère de la Défense israélien, qui entretenaient des relations secrètes avec le pays[48]. En échange de pots-de-vin qu'Amin recevait dans des valises à double fond, il octroya à Israël de gros contrats militaires et civils et laissa le champ libre à l'agence en Ouganda.

Mais la cruauté d'Amin, toujours assoiffé de sang, n'avait d'égal que son amour de l'argent et, en 1972, quand Kadhafi se mit à lui proposer de plus gros pots-de-vin que l'État hébreu, il en expulsa les représentants et devint son ennemi déclaré. Il accepta d'accueillir les pirates de l'air et leurs otages à Entebbe, à plus de 3 500 kilomètres de Tel Aviv.

Haddad croyait que Rabin n'aurait pas d'autre solution que de négocier avec lui[49]. À Entebbe, ses militants relâchèrent les 209 passagers qui n'étaient ni israéliens ni juifs, et les douze membres de l'équipage d'Air France qui pourtant, dans un acte courageux de solidarité, insistèrent pour rester avec les quatre-vingt-trois passagers israéliens et les huit Juifs, non israéliens. Les pirates de l'air exigèrent ensuite la libération de cinquante-trois « combattants de la liberté » en échange de l'ensemble des otages israéliens et juifs[50]. Cette exigence fut communiquée par l'entremise d'Idi Amin, qui prit lui-même contact avec Israël par téléphone. La liste de ces « combattants de la liberté » comportait les noms de l'archevêque Hilarion Capucci, un homme d'Église qui avait usé de son statut diplomatique pour introduire clandestinement, dans sa Mercedes, une importante cargaison d'armes destinée aux cellules du Fatah à Jérusalem, de Kozo Okamoto – l'un des auteurs du massacre de Lod en 1972 – et des cinq terroristes qui étaient de la mission à Nairobi. Haddad avait en effet acquis la conviction qu'ils étaient restés entre les mains des Kenyans ou des Israéliens.

Le Mossad était dans la tourmente. Nombre de ses dirigeants regrettaient maintenant que l'on n'ait pas jeté les cinq de Nairobi dans la mer. Au cours d'une réunion du commandement, Tsafrir s'écria : « Ils veulent récupérer les cinq ? Avec plaisir. On les envoie par avion en Ouganda et on les balance sur le toit du terminal pour

que Haddad comprenne bien qu'ils n'auront rien d'autre de notre part[51]. »

De son côté, Tsahal planifiait une opération de sauvetage mobilisant des forces considérables qui se poseraient dans une zone autour du lac Victoria, puis s'assureraient du contrôle de l'aéroport d'Entebbe et d'une large bande de terrain tout autour. Rabin écouta l'exposé de ce plan et, les minutes passant, se montrait de plus en plus en colère[52].

« Pendant le temps nécessaire pour sécuriser toute la zone, les pirates auront massacré tous les otages, et Idi Amin aura amplement le temps d'acheminer des renforts », fulminait-il.

« Rabin répondit aux militaires qu'il voulait voir un plan où il ne s'écoulerait pas plus de trois minutes entre le moment où les forces se poseraient et le début de l'opération de sauvetage », expliquait le directeur général du bureau du Premier ministre, Amos Eiran. Or, à une telle distance de leurs bases, sans le moindre renseignement valable, cette requête semblait impossible à satisfaire.

Faute d'aucune autre solution viable, Rabin était enclin à obtempérer aux revendications des pirates. Bien que l'idée lui répugnât, il ne voyait pas d'autre moyen de sauver plus de cent vies innocentes. Mais cette décision supposerait de rompre avec la loi d'airain édictée par Golda Meir et érigée depuis lors en principe de la politique israélienne : pas de négociations avec les terroristes. Avraham Ahituv, directeur du Shin Bet, proposa, s'il n'y avait vraiment pas d'autre moyen, qu'on n'échange alors pas les otages contre des prisonniers « qui ont du sang sur les mains » – une formule invoquée à maintes reprises depuis lors en pareilles situations[53]. En d'autres termes, seule pourrait être envisagée la libération d'administratifs de l'OLP de rang subalterne, qui n'avaient pas directement versé du sang israélien. « Quiconque a tué un Juif, déclara Ahituv, doit être éliminé ou mourir dans une prison israélienne après avoir été condamné à la détention à perpétuité. »

Pendant quatre jours, le débat continua. Les manifestations de parents d'otages hors d'eux se multipliaient devant les portes du complexe de Kirya, à portée d'oreille du bureau de Rabin. L'une des

otages était la fille du directeur de la principale centrale nucléaire du pays. Ce dernier avait accès à Rabin et exerçait sur lui de fortes pressions pour qu'il parvienne à un compromis avec les terroristes.

Si tout cela ne suffisait pas, le chef du gouvernement reçut ensuite un rapport secret du bureau de la censure militaire qui venait d'interdire la publication dans un quotidien d'un article comprenant tous les détails de l'opération Heartburn. Ahituv l'informa qu'il avait ordonné la mise sur écoute du téléphone du journaliste, mais n'avait pu encore isoler la source de la fuite. Rabin était furieux : « Je suis franchement choqué [qu']il soit impossible dans ce pays d'appréhender un journaliste accrédité défense, de le placer sous les verrous et de le cuisiner pour savoir où il s'est procuré ça. […] Ça [cette fuite d'informations] va se terminer par un désastre[54]. »

Il savait que rompre la promesse de secret total faite à Kenyatta à propos des cinq de Nairobi entraînerait une crise dans les relations avec le Kenya. Surtout, la révélation de l'affaire risquerait de faire passer Israël, qui demandait maintenant le soutien du monde entier contre les pirates de l'air, pour un État pirate qui employait des méthodes similaires à celles des terroristes. D'un autre côté, comment la nation pourrait-elle négocier avec les pirates de l'air alors que Nairobi et Jérusalem niaient avoir eu la moindre information sur l'endroit où se trouvaient les trois Palestiniens et les deux Allemands ?

En fin de compte, Césarée réfléchit à une solution qui n'exigerait pas d'échange prisonniers contre otages. Cinq ans plus tôt, Mike Harari avait jugé qu'il lui fallait un agent capable de se faire passer pour un pilote. Pourquoi, au juste ? « Parce qu'un jour nous en aurons peut-être besoin », telle était sa réponse récurrente à toutes les questions qu'on lui posait sur le type de préparatifs auxquels il pourrait se livrer sans motif immédiat. Il avait convaincu Zamir de réaliser cet investissement financier, et un agent sous le nom de code David s'était soumis à un long entraînement en Israël et en Europe.

À présent, cet investissement allait s'avérer plus que payant.

David loua un avion au Kenya et alla tourner au-dessus des terminaux et du tarmac de l'aéroport d'Entebbe, en prenant des

photographies aériennes[55]. Ensuite, s'étant posé, il se fit passer pour un chasseur anglais fortuné qui menait une vie de pacha, qui habitait dans un pays d'Afrique centrale et qui avait besoin d'un coup de main de la tour de contrôle sur deux ou trois questions. Les contrôleurs aériens ougandais ne se firent pas prier et burent même un verre avec lui, en partageant leurs impressions sur « le gros foutoir de ces derniers jours », selon leurs propres termes, autrement dit la prise d'otages dans le terminal voisin.

Douze heures plus tard, quand Harari alla remettre à Rabin le rapport détaillé de David et les centaines de photos qu'il avait prises, le visage du Premier ministre s'illumina. « C'est exactement ce qu'il me fallait, fit-il. Ce sont les renseignements indispensables pour monter une opération. » Le plus important à ses yeux, c'étaient les clichés montrant des soldats ougandais tout autour du terminal, ce qu'il considérait comme la preuve que les hommes de Wadie Haddad n'avaient pas piégé le bâtiment. « Idi Amin n'aurait pas laissé ces hommes à cet endroit », en déduisit-il. Au vu de ces images, il était aussi clair que les forces ougandaises qui gardaient les lieux étaient très réduites.

Sayeret Matkal mit au point un plan original et audacieux : profitant de l'obscurité, un Hercules C-130 de transport militaire banalisé, sans aucun marquage visible avec un petit contingent à son bord, atterrirait en se servant des balisages de piste allumés pour un avion-cargo civil dont l'atterrissage était prévu juste avant. L'unité débarquerait et la colonne de véhicules se dirigerait vers le terminal derrière une Mercedes noire identique à celle qu'utilisait Idi Amin Dada, afin de semer la confusion chez les gardes ougandais. Dès que la colonne serait à proximité du terminal, elle sauterait des véhicules et prendrait le bâtiment d'assaut par différents accès, en profitant de la surprise et de la confusion pour éliminer les terroristes. Tout ceci était censé s'accomplir en moins de deux minutes. D'autres forces de Tsahal se poseraient aussitôt après et se chargeraient de la tour de contrôle, des soldats et des chasseurs à réaction de l'armée de l'air ougandaise pour qu'ils ne puissent pas se lancer à la poursuite des appareils israéliens une fois qu'ils auraient repris l'air avec les otages et les troupes à leur bord.

Kenyatta accepta de laisser les avions se poser à Nairobi pour se ravitailler sur la route du retour.

Le ministre de la Défense, Shimon Peres, croyait ce plan susceptible de réussir, et pressa Rabin de le valider. Le 3 juillet, le Premier ministre donna son feu vert[56].

Les commandants de l'opération lui demandèrent ce qu'ils devaient faire s'ils tombaient sur Amin en personne. « S'il s'interpose, les ordres sont de le tuer », répondit-il. À quoi le ministre des Affaires étrangères, Yigal Allon, ajouta : « Et même s'il ne s'interpose pas. »

La force d'intervention se mit en route pour cette mission à bord de quatre appareils. Chaque soldat reçut une carte de l'Ouganda et une somme d'argent en dollars, pour le cas où ils seraient en détresse et livrés à eux-mêmes. « Mais pour nous, il était clair que c'était une façon de parler, et qu'en fait c'était une opération sans plan de secours. Si quelque chose devait mal tourner, nous serions coincés là-bas et nous n'aurions plus qu'à combattre jusqu'à la mort », soulignait Yiftach Reicher – l'adjoint de Yonatan Netanyahou, le frère de Benyamin –, aujourd'hui commandant de Sayeret Matkal.

Le premier Hercules atterrit comme prévu[57]. Reicher, monté à bord d'un des Land Rover qui suivaient la Mercedes noire, n'avait rien oublié de cette scène : « Il régnait sur cet immense aérodrome désert un silence complet, une obscurité totale, plus noire que noire. De larges pistes d'envol, sans personne qui y circulait. Je me suis juste dit : “Maman, ça fait peur”. »

Ils faillirent perdre l'avantage de la surprise quand le détachement tomba sur deux gardes ougandais[58]. Estimant qu'ils représentaient un danger, Netanyahou ouvrit le feu sur eux avec un pistolet équipé d'un silencieux. Les balles ne suffirent pas à tuer les deux soldats, et l'homme qui suivait Netanyahou, les croyant encore dangereux, leur tira dessus avec son fusil dépourvu de silencieux.

La détonation attira d'autres soldats ougandais, et une fusillade s'ensuivit[59]. Les véhicules israéliens atteignirent le terminal et ce fut le début de l'assaut, mais Netanyahou était touché et il succomba plus tard à ses blessures. Toutefois, les terroristes furent pris par

surprise quand la troupe d'assaut dirigée par Muki Betser fit irruption dans le terminal, et celui-ci les tua tous avant qu'ils aient pu s'organiser. Le détachement de Reicher pénétra dans un bâtiment adjacent gardé par des soldats ougandais et les tua tous, eux aussi. Un troisième détachement s'empara de la tour de contrôle. Et un quatrième détruisit les huit chasseurs MiG de l'armée de l'air d'Idi Amin stationnés le long de la piste d'envol.

Les huit pirates de l'air étaient morts. Trois des otages, pris dans le feu croisé, avaient également péri. Un quatrième, une femme âgée, une Israélienne qu'on avait dû conduire à l'hôpital la veille au soir, fut exécutée sur instruction du dictateur, en représailles suite au raid.

Mais une centaine de personnes avaient été secourues, et Israël n'avait rien concédé. L'opération devint un modèle quant à la manière de traiter une prise d'otages : pas de négociation, aucun compromis avec les terroristes, mais une volonté inébranlable de prendre des mesures d'exception et même de risquer des vies afin de libérer les otages.

Toutefois, si le raid sur Entebbe s'achevait par une victoire tactique importante, l'homme qui avait ordonné le détournement – cet homme contre lequel Golda Meir avait signé un ordre de tuer plus de six ans auparavant, le terroriste qui n'avait été que légèrement blessé par un tir de barrage de projectiles RPG à travers la fenêtre de son bureau de Beyrouth, le fanatique qui avait survécu à une bombe larguée sur un stade beyrouthin en 1974, qui figurait en tête de la liste des objectifs d'Israël, et qui était la cible de nombre de plans d'assassinat restés dans les cartons –, cet homme-là restait en vie, et en liberté[60].

Rabin pria le Mossad de ne ménager aucun effort. Wadie Haddad devait mourir.

---

*1. « Si celui qui entend le son de la trompette ne se laisse pas avertir, et que l'épée vienne le surprendre, son sang sera sur sa tête », Ézéchiel, 33.4. (*N.d.T.*)

*2. Dans deux arrêts (2010 et 2012), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) mentionne une « restitution extraordinaire » ou une « remise extrajudiciaire secrète ». (*N.d.T.*)

13.

La mort dans un tube de dentifrice

En mai 1977, le parti travailliste, qui gouvernait depuis la création du pays, en 1948, perdit un scrutin national pour la première fois. Il fut battu par le Likoud, un parti nationaliste de droite conduit par Menahem Begin, l'ancien commandant de l'Irgoun, l'organisation clandestine de lutte contre le pouvoir britannique. La combinaison de divers facteurs – la discrimination et les humiliations dont souffraient les immigrés juifs venus de pays arabes, des révélations sur la corruption au sein du parti travailliste, les failles révélées par la guerre du Kippour et la capacité d'un Begin charismatique à tirer profit de ces facteurs et à se laisser porter par une vague de populisme – conduisit à un bouleversement politique qui secoua autant les Israéliens que les observateurs étrangers.

Beaucoup de chefs d'État étrangers et de hauts responsables au plan local considéraient Begin comme un extrémiste et un fauteur de guerre. Certains chefs de l'armée et certaines agences de renseignement étaient convaincus qu'ils seraient bientôt démis de leurs fonctions et remplacés par des partisans déclarés du nouveau gouvernement.

Or, les premières initiatives du nouveau Premier ministre surprirent tout le monde, en Israël et à l'extérieur. Lors d'un sommet historique avec les présidents Jimmy Carter et Anouar el-Sadate, à Camp David, en 1978, il accepta de signer avec Le Caire un traité de paix décisif qui prévoyait au bout du compte le retrait total de la

péninsule du Sinaï, conquise sur l'Égypte en 1967. L'évacuation de l'armée, le démantèlement des colonies, l'abandon des champs pétrolifères et des installations touristiques se heurtèrent à l'opposition acharnée de la droite israélienne. Pourtant, risquant sa propre réputation politique, Begin obligea son parti à s'y conformer. Il renforça aussi très nettement son alliance militaire avec les États-Unis et soutint l'autorité supérieure de la Cour suprême d'Israël.

Au plan interne, il n'y eut pas de purge. En fait, Begin pria même deux hommes étroitement liés au parti travailliste – le directeur du Shin Bet, Avraham Ahituv, et celui du Mossad, Yitzhak Hofi – de rester à leur poste. « Pour nous, c'était très étrange », confiait Hofi[1]. S'agissant des questions de défense et de renseignement, le Labor savait certes se montrer coriace et pragmatique. « Mais pour Begin, ajoutait-il, l'armée était une chose sacrée. »

En pratique, cela signifiait que Begin donnait carte blanche à l'armée et aux agences de renseignement[2]. Quand il était à la tête de l'opposition parlementaire, il n'avait qu'un accès très limité à la communauté du renseignement, et il fallut lui apprendre énormément de choses. Même après avoir été tenu informé des moindres rouages, dans le meilleur des cas, il n'exerçait qu'une supervision sommaire. « C'était comme s'il planait à vingt-cinq mille mètres au-dessus de nous », se souvenait le directeur adjoint du Mossad, Nahum Admoni.

Begin signait sans poser de questions tous les feuillets rouges valant ordres d'assassinat que les services lui présentaient. Le Premier ministre n'insistait même pas pour que soit respectée la procédure opérationnelle standard voulant qu'un conseiller transcrive sur papier le contenu des réunions avec le directeur du Mossad où l'on approuvait les opérations de sabotage et d'assassinat ciblé. Cela surprenait Hofi. « Rabin aurait soumis au préalable ces questions à l'approbation d'un cabinet restreint. » Begin, lui, signait « en tête à tête, sans sténographe et sans la présence de son conseiller militaire. […] Je lui répétais qu'il était important de consigner ces décisions par écrit ».

Le seul point de désaccord entre le nouveau chef de l'exécutif et ses directeurs du renseignement concernait les nuances

d'interprétation et les priorités. Lors de sa première réunion avec Hofi, il lui dit qu'il voulait voir l'agence lancer une campagne d'assassinats à grande échelle contre les criminels de guerre nazis en liberté[3]. « Je lui ai répondu : "Monsieur le Premier ministre, aujourd'hui, les services ont d'autres missions qui concernent la sécurité d'Israël actuelle et future, et j'accorde la priorité à aujourd'hui et à demain par rapport à hier." Il a compris, mais cela ne lui a pas plu. […] En fin de compte, nous avons décidé de nous concentrer sur une cible, [Josef] Mengele, mais Begin était quelqu'un chez qui l'aspect émotionnel se révélait très fort et il était déçu. »

En même temps, Begin comprenait l'argument de son directeur. « À l'inverse d'autres Israéliens qui voyaient l'Holocauste comme une catastrophe historique unique », m'expliquait Shlomo Nakdimon, un journaliste israélien influent proche de Begin et qui lui tint lieu de conseiller médias durant son mandat, « il croyait de tout son cœur que, pour le peuple juif, la leçon à retenir de l'Holocauste était qu'il devait se protéger sur son propre sol afin d'empêcher que ne resurgisse une menace pesant sur son existence[4]. »

Begin assimilait Yasser Arafat à Adolf Hitler et croyait que le Charte nationale palestinienne, qui appelait à la destruction de l'État hébreu, n'était rien moins qu'un *Mein Kampf II*. « Nous, les Juifs, et nous, les sionistes, instruits par l'expérience, nous ne nous engagerons pas dans la voie empruntée tout au long des années 1930 par les dirigeants de l'Europe et du monde », tonna-t-il dans un discours à la Knesset le 9 juillet 1979 en attaquant les chanceliers ouest-allemand et autrichien, Willy Brandt et Bruno Kreisky, à cause de leurs liens avec Yasser Arafat.

« Nous prenons *Mein Kampf II* très au sérieux, et nous ferons tout notre possible – et, avec l'aide de Dieu, nous y parviendrons – pour empêcher que ne se réalise l'horreur […] proférée par ce fils de Satan [Arafat] […] le chef d'une méprisable organisation de meurtriers, comme il n'en avait plus existé de semblable depuis les nazis. »

Depuis 1974, alors que les attentats terroristes en Europe allaient décroissant, Arafat avait mis un accent tout particulier sur des initiatives politiques d'ampleur internationale, afin d'obtenir la reconnaissance diplomatique de l'OLP et de se présenter comme quelqu'un qui était prêt à négocier avec l'État hébreu[5]. Malgré les objections virulentes de Jérusalem, des missions diplomatiques officielles furent ouvertes partout dans le monde, y compris en Europe. Au plus fort de cette campagne, en novembre 1974, Arafat se présenta à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies et prononça un discours qui fut généralement perçu comme relativement modéré[6].

En outre, les efforts d'Arafat pour se présenter en défenseur d'une solution politique au conflit israélo-palestinien aboutirent à un dégel des relations entre l'OLP et les États-Unis. Le renseignement israélien était profondément inquiet d'un rapprochement potentiel entre son principal allié et son ennemi juré. En décembre 1974, un rapport préparé par l'AMAN pour le Premier ministre alors en poste, Rabin, avertissait que « les États-Unis [avaient] intérêt à acquérir une influence maximale à l'intérieur de l'OLP pour que l'organisation ne reste pas une place forte exclusivement soviétique[7] ». Cette étude ajoutait ceci au sujet du secrétaire d'État Henry Kissinger, considéré comme étant favorable à Israël : « Nous ne trouvons rien dans ses déclarations qui soit la négation absolue de l'avenir de l'Organisation de libération de la Palestine. »

La communauté du renseignement n'était pas convaincue par l'offensive diplomatique de l'OLP. Selon l'AMAN, ce n'était rien d'autre que « l'ébauche d'une stratégie pour la liquidation d'Israël ». Pendant qu'Arafat courtisait les diplomates américains et se faisait recevoir avec les honneurs aux Nations unies, ses troupes continuaient d'attaquer des citoyens israéliens. « Arafat était complètement à l'opposé de son allure ridicule[8]. C'était une sorte de génie, estimait le major général Amos Gilad, lui-même longtemps une figure éminente du renseignement militaire. Il avait deux adjoints qui dirigeaient les opérations terroristes, Abou Jihad et Abou Iyad, mais excepté pour un seul attentat, vous ne trouviez aucun lien direct avec Arafat. Il était comme un gardien de zoo qui laisse un lion

affamé s’échapper dans les rues, et le fauve dévore quelqu’un. Qui est responsable ? Le lion ? À l’évidence, c’est le gardien du zoo. Arafat ne voulait pas recevoir de rapports, ne prenait aucune part aux réunions de planification, ne donnait pas le feu vert aux opérations. »

La place croissante qu’occupait le leader de l’OLP sur la scène internationale suscita entre le Mossad et l’AMAN un vif débat dont l’enjeu était de décider s’il constituait encore une cible appropriée pour un assassinat[9]. Le général de brigade Yigal Pressler, alors chef de la Direction du renseignement militaire qui traitait ces cibles, argumenta avec passion afin qu’on maintienne le nom d’Arafat en tête de cette liste : « C’est un terroriste. Il a du sang juif sur les mains. Il ordonne à ses gens de continuer de mener des attentats terroristes. Tout doit être tenté pour se débarrasser de lui. »

Le chef de l’antiterrorisme du Mossad, Shimshon Yitzhaki, exprima son désaccord : « Après le discours d’Arafat à l’ONU, il est devenu une figure politique. C’est la tête du serpent, mais le monde lui a accordé une légitimité, et le tuer plongerait Israël dans un imbroglio politique inutile[10]. »

En fin de compte, ce fut cette dernière position qui l’emporta. Cela signifiait que le nom d’Arafat était retiré de cette liste noire et que celui de Wadie Haddad remontait en première place[11].

Après le raid d’Entebbe, Wadie Haddad vécut dix-huit mois dans la sécurité et l’opulence, à Bagdad et à Beyrouth.

Toutefois, l’agence craignait d’employer des armes à feu dans des capitales arabes comme Bagdad, Damas et Beyrouth, le risque de capture étant tout simplement trop grand. On se mit donc en quête de méthodes d’assassinat plus silencieuses, à la signature plus discrète et susceptibles de faire passer la mort pour naturelle ou accidentelle, conséquence par exemple d’une maladie ou d’un accident de voiture. En pareils cas, même s’il devait y avoir suspicion d’acte criminel, le temps qu’on puisse tenter quoi que ce soit, les tueurs auraient filé depuis longtemps, tandis qu’après une exécution avec usage d’armes à feu il est immédiatement clair que les tueurs sont encore à proximité.

Le Mossad décida d'exploiter la pénétration profonde de ses agents à l'intérieur de l'organisation de Haddad et d'assigner la tâche de l'éliminer à Tsomet. L'assassinat, au moyen du poison, fut confié à l'agent Tristesse qui avait un accès très facilité à son domicile et à son bureau.

Le 10 janvier 1978, Tristesse échangea le tube de dentifrice de Haddad contre un autre, identique, contenant une toxine mortelle, développée grâce à un travail intensif à l'Institut israélien de recherche biologique de Ness Ziona, au sud de Tel Aviv, l'un des sites les plus étroitement gardés d'Israël. Fondé en 1952, il abrite toujours les installations où la nation met au point ses agents de guerre biologique ultra-secrets, défensifs et offensifs[12]. Chaque fois que Haddad se brossait les dents, une infime quantité de la toxine mortelle imprégnait les membranes muqueuses de la bouche et entrait dans la circulation sanguine. Quand l'accumulation progressive de toxine dans son corps aurait atteint une masse critique, ce serait mortel.

Haddad commençait à se sentir mal et fut admis dans un hôpital irakien réservé aux membres du gouvernement[13]. Il expliqua aux médecins qu'il avait d'abord souffert de violents spasmes abdominaux, après un repas. Son appétit faiblissait, et il avait perdu plus de douze kilos.

On diagnostiqua d'abord une hépatite et, plus tard, un très mauvais rhume[14]. Les médecins le soignèrent avec des antibiotiques à large spectre, mais son état ne s'améliora pas. Il perdait ses cheveux et faisait de fortes poussées de fièvre. Les médecins bagdadis étaient impuissants. Ils suspectaient que Haddad avait été empoisonné. Arafat enjoignit à l'un de ses bras droits de contacter la Stasi, les services secrets est-allemands, pour leur demander de l'aide[15]. Dans les années 1970, la Stasi avait procuré à des organisations terroristes palestiniennes des passeports, des renseignements, des refuges et des armes. Le chef de l'État est-allemand, Erich Honecker, et d'autres en RDA considéraient Arafat comme un authentique révolutionnaire à l'instar de Fidel Castro et ils étaient prêts à l'aider.

Le 19 mars 1978, Haddad fut transféré par avion au Regierungskrankenhaus, à Berlin-Est, un hôpital prestigieux réservé aux membres des services de renseignement et de sécurité. Ses adjoints lui préparèrent un bagage avec ses affaires de toilette, parmi lesquelles un tube du dentifrice mortel.

Les éléments de renseignement qui parvinrent au Mossad après son embarquement à bord d'un vol de Bagdad à Berlin furent une source de satisfaction. « À son arrivée en Allemagne, Haddad était absolument fichu, signalait un rapport mentionné lors d'une réunion de commandement de Tsomet. Les experts de l'institut biologique nous assurent que c'est un mort-vivant. »

Il fut admis sous le pseudonyme d'Ahmed Doukli, quarante et un ans, 1,65 mètre. Il était en effet en mauvais état de santé : nombreuses hémorragies, notamment sous-cutanées, du péricarde, à la base de la langue, aux amygdales, des membranes pleurales, et à l'intérieur de la boîte crânienne, avec d'importantes quantités de sang dans les urines. Il souffrait d'une insuffisance médullaire et, en conséquence, d'une chute du nombre de plaquettes dans le sang. Malgré un traitement privilégié, son état continuait de se dégrader. Les médecins militaires, les meilleurs praticiens d'Allemagne de l'Est, firent subir à leur malade tous les examens et analyses concevables : sang, urine, moelle osseuse, radiographies. Ils pensaient qu'il avait été empoisonné, soit avec de la mort aux rats, soit avec un métal lourd, peut-être du thallium, mais ne pouvaient en déceler aucune trace physiologique. Selon les informations qu'Israël réussit à recueillir grâce à un agent en RDA, les cris de douleur de Haddad étaient audibles dans tout l'hôpital et les médecins lui administraient des doses croissantes de tranquillisants et de sédatifs.

Wadie Haddad mourut au terme de terribles souffrances dans cet hôpital de Berlin-Est le 29 mars, dix jours après son arrivée[16]. Peu après, le chef de la Stasi, Erich Mielke, reçut un rapport complet, incluant les résultats d'une autopsie pratiquée par le professeur Otto Prokop de l'université Humboldt, à Berlin, l'une des sommités mondiales de l'époque en matière de médecine légale. Le professeur écrivait qu'il avait pu cerner la cause immédiate de la

mort : « une hémorragie cérébrale et une pneumonie par panmyélopathie » et qu’au vu des symptômes et de la personne concernée, il y avait tout lieu de supposer qu’il avait été assassiné. Usant d’un sabir médico-légal abscons, il admettait en réalité qu’il n’avait aucune idée de ce qui avait tué Haddad.

À l’époque de sa mort, ce dernier était effectivement aux commandes d’une organisation complètement distincte de celle que dirigeait Georges Habache. Or, Habache était très peiné par le décès de son ami et il ne doutait pas un instant qu’Israël en fût le responsable.

Le Mossad et les plus hautes sphères de la défense étaient enchantés du résultat de l’opération. L’un des ennemis les plus puissants et les plus efficaces de la nation venait d’être neutralisé. Et, ce qui n’était pas moins important, cinq ans après le fiasco de Lillehammer, l’agence avait renoué avec les assassinats ciblés, et l’avait fait au moyen d’une méthode éminemment sophistiquée. Ce fut peut-être la première fois que la formule « à faible signature », utilisée pour décrire un assassinat où la mort paraît être naturelle ou accidentelle, entra dans le vocabulaire des services.

« Quand j’ai appris que Haddad était mort, j’étais très heureux », avouait Shimshon Yitzhaki[17]. S’empressant de préciser, parce que Israël n’a jamais admis qu’il avait tué Haddad : « Ne prenez pas mes propos comme une confirmation de notre implication dans cette affaire », avant d’ajouter cependant : « Quiconque a du sang juif sur les mains est condamné à mourir. D’ailleurs, sans Haddad, son organisation ne pouvait exister. Elle fonctionnait déjà séparément de Georges Habache, et se scinda entre les anciens adjoints de Haddad, puis à force de multiplier les scissions finit par se dissoudre complètement. »

Haddad éliminé, le Mossad passa à sa cible suivante : Ali Hassan Salameh.

Les raisons pour lesquelles Salameh devait mourir sont l’objet de controverses. Le renseignement pensait qu’il avait orchestré et mis en œuvre le massacre de l’équipe olympique à Munich, mais ceux qui travaillaient avec lui nient vigoureusement cette accusation. Quoi

qu'il en soit, le désir de l'éliminer était sans doute renforcé par le fait que la tentative pour l'assassiner, à Lillehammer, s'était soldée par le fiasco le plus calamiteux et le plus dommageable de toute l'histoire des services. Salameh lui-même versa de l'huile sur le feu en se moquant de l'agence pour avoir bâclé l'opération norvégienne. « Quand ils ont tué Bouchiki, j'étais en Europe, déclara-t-il dans une interview au quotidien libanais *Al-Sayad*[18]. Bouchiki était un employé de piscine. Son visage et sa silhouette ne correspondaient pas à mon signalement. » Salameh disait avoir eu la vie sauve « non pas tant à cause de mes compétences, mais plutôt du fait de la médiocrité du renseignement israélien ».

Cette interview fut distribuée aux chefs de la communauté du renseignement par le département de l'AMAN qui traite du renseignement dit de sources ouvertes – Harari avait demandé à l'unité de collecter toutes les informations possibles concernant Salameh[19]. « N'ayez crainte, dit-il à ses collaborateurs quand il leur lut l'interview de Salameh lors d'une réunion dans les locaux de Césarée. Son heure viendra. »

Salameh avait sans aucun doute trempé dans bon nombre d'actions terroristes contre des objectifs tant israéliens qu'arabes. Il accorda deux interviews où il admettait lui-même son implication dans des opérations de Septembre Noir. Mais en 1978, Septembre Noir n'existait plus, et Salameh avait exercé toutes sortes de fonctions à l'intérieur du Fatah, laissant les activités terroristes à d'autres. Se venger des actes qu'il avait commis dans le passé constituait-il une raison suffisante pour le supprimer ?

« Tuer Salameh était d'abord et surtout une manière de solder les comptes après Munich, expliquait Yair Ravid, commandant de l'Unité 504 pour la région nord et l'un des principaux experts sur les attaques menées par l'OLP à partir du Liban[20]. De notre point de vue, il n'était pas le donneur d'ordre des attentats terroristes » à la fin des années 1970. Pourtant, d'autres agents opérant avec Césarée à l'époque confirmaient qu'il restait une menace en tant que commandant de la Force 17 de l'OLP, l'escouade de gardes du corps d'Arafat[21]. « Il faut se souvenir que la Force 17 ne se

contentait pas de protéger Arafat, puisqu'elle menait aussi diverses opérations terroristes », clarifiait un ancien de Césarée.

Il y avait aussi une autre motivation plus profonde.

Le 10 juillet 1978, au cours d'une réunion de haut niveau, au Mossad, le chef de Césarée, Mike Harari, signala que des « progrès importants » avaient pu être enregistrés concernant l'objectif d'élimination de Salameh. Mais David Kimche, chef de la division Univers (Tevel), la branche chargée des relations avec les agences de renseignement d'autres nations, indiqua que ses homologues de la CIA avaient laissé entendre que l'intéressé était l'une de leurs sources[22]. « Ils ne nous ont pas dit explicitement qu'ils voulaient le protéger, mais il faut prendre cet aspect en compte, et nous devons nous demander si nos relations avec “Helga” » – le sobriquet de la CIA dans les couloirs de l'agence – « doivent ou non modifier notre posture à son égard ».

Shimshon Yitzhaki répliqua sèchement : « Et alors ? Supposons qu'il ait un lien avec les Américains. Ce personnage a du sang juif sur les mains. Il était impliqué dans Munich. Il opère encore contre nous. Je me fous de savoir si c'est un agent américain[23]. »

En fait, Salameh n'était pas pour la CIA une simple source comme une autre. MJTRUST/2, selon l'appellation de ses contrôleurs à Langley, était l'un des contacts les plus importants de l'agence au Moyen-Orient. Qui plus est, il agissait au su et avec l'approbation de Yasser Arafat, en servant de canal d'échanges entre les Américains et l'OLP.

« Dominick », un cadre des services impliqué dans la traque de Salameh, expliquait que pendant toute la décennie 1970, le Mossad apprit peu à peu la profondeur des liens entre Langley et Salameh. Avec les Premiers ministres Rabin et Begin, l'organisation considérait que ces liens n'étaient « rien de moins qu'une vile trahison de la part d'un allié, un coup de couteau dans le dos ».

Selon Kai Bird, dans son livre *The Good Spy*, un ouvrage qui fait autorité, la biographie de Robert C. Ames, l'un des agents de terrain les plus chevronnés de la CIA au Moyen-Orient, Salameh et Ames se rencontrèrent pour la première fois en 1969, au café Strand, à

Beyrouth, et continuèrent de se fréquenter plus tard dans des lieux sûrs de la CIA, au cœur de la même ville. Ames signalait à la CIA qu'Arafat tenait Salameh en haute estime.

Officiellement, les États-Unis considéraient l'Organisation de libération de la Palestine comme une organisation terroriste, mais la CIA voulait préserver un canal officieux[24]. En 1973, avec l'approbation de Kissinger, ce canal se mua en lien secret, mais officiel, entre les États-Unis et Arafat. Au fil des années, les deux hommes se retrouvèrent à maintes reprises en Europe et à Beyrouth. Cette relation se poursuivit même après que Salameh eut endossé une fonction exécutive dans Septembre Noir. Les Américains persistèrent en ce sens non parce qu'ils étaient en désaccord avec l'évaluation par le Mossad du rôle et de la responsabilité de Salameh dans ces activités terroristes, mais malgré celle-ci.

Salameh admit même devant Ames qu'il avait recruté Mohammed Boudia, le propriétaire d'un théâtre parisien qui avait envoyé des agents faire sauter un hôtel en Israël, pour Septembre Noir. Ames considérait cela comme du « renseignement intéressant », et il exprima même de la sympathie pour la cause palestinienne : « J'ai pleinement conscience des activités de notre ami, écrivait-il dans une lettre à l'intermédiaire qui transmettait des messages entre Salameh et lui, et bien que je ne sois pas d'accord avec tout, je comprends en partie la position de son organisation, qui estime devoir les mener. »

Ames fit tout ce qui était en son pouvoir pour persuader Salameh que « nous ne voulions pas la "peau" de son organisation[25]. Contrairement à ce qu'il croyait, nous ne sommes pas un groupe d'action du même type que le sien ». Il n'arrêtait pas aussi de le rassurer pour entretenir la relation avec lui : « Notre ami devrait savoir qu'il a encore des amis haut placés, et sa cause également. »

Le seul point sur lequel Ames jugeait bon d'avertir Salameh concernait la possibilité que Septembre Noir agisse aux États-Unis : « Ses activités en Europe, qui sont pleinement documentées, et ses plans sur le territoire américain dont nous savons tout, contre lesquels nous frapperons fort et que nous révélerons, au grand

embarras de son organisation, sont les seuls points sur lesquels nous sommes en désaccord[26]. »

En d'autres termes, tant que Salameh s'abstiendrait de nuire à des Américains ou d'agir sur le sol des États-Unis, il pourrait continuer d'attaquer d'autres objectifs sans craindre de représailles de la part de Washington. Ames alla jusqu'à lui proposer de « s'arranger pour qu'il puisse voyager […] vers [une] destination européenne en toute sécurité, s'il le désire ».

À travers la médiation d'Ames-Salameh, une rencontre fut organisée entre le directeur adjoint de la CIA, Vernon Walters, et de hauts dirigeants du Fatah, à Rabat, au Maroc, le 3 novembre 1973[27]. L'accord existant entre Ames et Salameh devint une position officielle – le Fatah ne ferait aucun mal à des Américains, et leur canal secret de communication demeurerait ouvert.

Ames n'était pas présent quand Salameh accompagna Arafat à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, en 1974, mais il organisa la visite et des réunions à l'hôtel Waldorf Astoria[28]. « Nous le regardions escorter Arafat dans New York, se souvenait Dominick. C'était insultant, blessant, comme s'ils nous crachaient ouvertement à la figure. »

Salameh, émissaire d'Arafat, tenta d'obtenir des Américains la reconnaissance officielle de l'OLP en tant que seul organe représentatif des Palestiniens. En vain, mais du point de vue d'Arafat, l'existence même de ce canal constituait un succès important. En échange, Salameh aida Ames en lui procurant diverses informations sur l'évolution de la situation au Liban et à l'intérieur de l'OLP, et sur les tentatives des rivaux de l'OLP de nuire aux États-Unis.

Une profonde amitié s'était nouée entre Ames et Salameh qui, en raison de la position ascendante du premier dans l'agence, affectait également de plus en plus l'attitude de l'administration américaine envers l'OLP[29]. Après l'éclatement de la guerre civile au Liban, en 1975, qui transforma Beyrouth en zone de combat, Salameh posta ses hommes devant l'ambassade des États-Unis, où ils montèrent la

garde. Les Israéliens assistèrent à ce spectacle en serrant les dents[30].

Ce lien avec Salameh ne relevait pas de l'initiative privée d'Ames ou d'une opération incontrôlée, même si les Américains adoptaient bel et bien des positions très critiques envers Israël. C'était en fait un projet de haute priorité de toute la CIA. Fin 1976, son directeur, George H. W. Bush, par l'intermédiaire d'Ames, envoya à Salameh une invitation officielle à se rendre à Langley. La visite, qui eut lieu en janvier 1977, mêlait affaires et plaisirs. Salameh confia à Ames qu'il « avait vraiment besoin de vacances » – il venait d'épouser une ancienne Miss Univers, la reine de beauté libanaise Georgina Rizk, et voulait exaucer le rêve de la jeune épousée en l'emmenant en lune de miel à Hawaii et Disneyland. Ames promit de s'en charger.

La CIA organisa le voyage, et un cadre de l'agence escorta le couple partout où ils allaient, notamment dans toutes les attractions du parc à thèmes californien. Georgina Risk s'amusa follement. Salameh détesta Disneyland, mais il était très heureux du cadeau qu'il reçut de l'officier d'opérations Alan Wolfe – un splendide baudrier en cuir pour son pistolet.

L'agent d'escorte de la CIA, Charles Waverly, se rappelait cette visite : « [Salameh] n'avait qu'une envie, en réalité, c'était manger des huîtres. Il les croyait aphrodisiaques. J'occupais la chambre d'hôtel attenante à la leur… le soir, j'entendais les résultats[31]. »

En raison de la relation entre les communautés du renseignement américaine et israélienne et de la dépendance générale d'Israël envers les États-Unis, le Mossad s'abstenait d'opérer sur le sol américain. Là-bas, Salameh savait qu'il n'était pas menacé. Cela signifiait que le couple pouvait passer de vraies vacances, sans s'encombrer de gardes du corps.

Toutefois, en temps normal, il quittait rarement Beyrouth, et s'entourait d'un dispositif de sécurité très renforcé. Il se déplaçait au milieu de convois de véhicules chargés de gardes du corps en armes, avec une mitrailleuse lourde 22 mm Douchka montée sur un pick-up Toyota qui fermait la garde.

Ames et son collègue de la CIA n’étaient guère convaincus[32]. Dans son livre, Kai Bird mentionne Sam Wyman, l’un des officiers de liaison de Salameh à Beyrouth, qui lui demanda, un jour : « Tu te figures que ton foutu canon va te protéger ? Il signale juste à tout le monde où tu es. » Salameh se contenta de rire : « Ah, bon, tant mieux. »

Bird note que le chef palestinien avait reçu des dizaines de messages d’alerte de la CIA, certains sur un ton très ferme, l’avertissant que le Mossad voulait sa peau.

« Je l’ai mis en garde, m’a confié Wyman. Je lui ai dit : “Espèce de crétin, avec ta manière de circuler dans Beyrouth, ils vont finir par t’avoir. C’est juste une question de temps. […] Tu violes tous les principes des pratiques sérieuses en matière de renseignement. Les Israéliens savent qui tu es, et ils savent ce que tu as fait, alors tu devrais être prudent. »

La CIA lui fournit même un équipement de communication crypté pour améliorer sa sécurité, et envisagea aussi de lui envoyer une voiture blindée pour le protéger des Israéliens[33].

Pour Dominick, il n’y avait qu’un seul moyen d’interpréter cette relation : « Imaginez que nous, le Mossad, nous entretenions secrètement des rapports avec Oussama Ben Laden, non parce que nous l’aurions recruté en tant qu’espion travaillant pour nous contre de l’argent, mais pour relation d’amitié, presque comme des alliés, échangeant des infos et des services. Imaginez que nous l’invitions à visiter notre QG à Tel Aviv, que nous lui fassions des courbettes, que nous lui disions que cela ne nous posait aucun problème qu’il continue de faire sauter des ambassades américaines, tant qu’il ne faisait pas sauter les nôtres, que nous leur offrions une hospitalité royale, à sa femme et à lui, et que nous fassions tout pour le protéger des Navy SEAL qui viendraient le tuer. Comment serait-ce perçu, en Amérique[34] ? »

Le Mossad finit par aboutir à la conclusion que « couper ce canal devenait très important, pour montrer que personne ne jouissait de l’immunité, et aussi pour signifier aux Américains que ce n’était pas une manière de se conduire envers des amis[35] ». Le Premier

ministre Begin fut informé par le directeur, Hofi, de la relation entre Salameh et les Américains, mais cela ne l'empêcha pas de souscrire à sa recommandation de l'assassiner.

En juin 1978, trois mois après la fin de Wadie Haddad, l'opération Maveer (Brûleur), la traque de Salameh, passa à la vitesse supérieure. Pour la première fois, depuis l'opération Printemps de la Jeunesse, Césarée allait tuer quelqu'un dans un pays cible : « une mission blanc-bleu [menée par ses propres services] pour être certain que le travail soit bien fait », selon les propos de Harari. Un officier supérieur de l'Unité 504 de l'AMAN, sous nom de code Rummenigge, inspiré par le patronyme du célèbre capitaine de l'équipe de football d'Allemagne de l'époque, fut prié de fournir des informations sur les habitudes de la proie.

Rummenigge n'était autre qu'Amin al-Hajj, membre d'une éminente famille chiite libanaise et marchand influent. Son recrutement avait été facilité par sa haine des Palestiniens et son souhait d'obtenir la permission d'acheminer librement ses marchandises (qui, d'après certains, comportaient aussi beaucoup de drogue) dans tout le Moyen-Orient, parfois via Israël, sans être gêné par la marine israélienne[36]. Les contacts entre Rummenigge et son contrôleur avaient généralement lieu à bord d'une vedette lance-missiles israélienne au large des côtes du Liban.

Al-Hajj, qui se servait d'un réseau de sources pour transmettre une pléthore de renseignements détaillés sur les habitudes quotidiennes de Salameh, découvrit qu'il passait beaucoup de temps à la salle de sport et au spa de l'hôtel Continental, dans la capitale, et qu'il partageait un appartement avec Georgina Rizk dans le quartier huppé de Snoubra[37].

Harari était content. « Salameh était par nature un play-boy, une figure en vue de la jet-set beyrouthine, se souvenait-il. Il est facile de se rapprocher de tels milieux. J'ai envoyé mes hommes là-bas, pour qu'ils le côtoient[38]. »

Un agent de Césarée se rendit à Beyrouth, réserva une chambre à l'hôtel Continental sous une fausse identité européenne et s'inscrivit à la salle de sport de l'établissement. Il y allait tous les

jours et croisait de temps en temps Salameh. Il connaissait le vif engouement du Palestinien pour les montres de luxe et les tenues élégantes, et, au vestiaire, quand il s'habillait, il arborait toujours des tenues dans cet esprit, en se tenant chaque fois aussi près que possible du Palestinien.

Un jour, alors que d'autres membres inscrits à la salle de sport félicitaient Salameh au sujet d'une récompense que Georgina Rizk avait reçue la veille à un bal, l'agent de Césarée se joignit à eux et engagea la conversation avec lui. « Il s'est créé là un lien assez viril », observait Harari.

Les deux hommes sympathisèrent et bavardaient de temps à autre. « L'idée de ce genre de rencontres consiste à laisser la cible établir le contact, précisait une source impliquée dans l'opération. Sans quoi, cela semblerait suspect, surtout pour un individu traqué comme Salameh.[39] »

Au retour de l'agent en Israël, on discuta d'une opération à « faible signature » contre le dirigeant palestinien, notamment la possibilité de « glisser un "médicament" dans son dentifrice, son savon ou une lotion après-rasage », expliquait Harari. Mais pour l'agent, s'il finissait par être démasqué, le risque paraissait trop grand.

Une autre solution, placer un engin explosif dans le casier de Salameh à la salle de sport, fut rejetée de peur qu'une autre personne innocente puisse être blessée[40]. Finalement, Harari décida d'abandonner complètement l'idée de le supprimer à la salle de sport, à son bureau ou à son domicile, ces sites étant trop fortement sécurisés.

La solution qu'il adopta était inédite pour le Mossad : une bombe dans la rue, pour frapper une cible en mouvement. Salameh serait éliminé alors qu'il circulerait dans Beyrouth, escorté par le pick-up Toyota armé de sa mitrailleuse lourde et par un second véhicule occupé par ses gardes du corps. Quelque part sur l'itinéraire, au passage des trois véhicules, un puissant engin explosif serait déclenché par un agent discrètement positionné, à distance de sécurité.

Yaakov Rehavi, un ancien scientifique de la NASA recruté par le Mossad pour diriger le département technologique, créa un appareil spécial afin que les agents puissent s'exercer. Au cours de ces répétitions, l'opérateur devait appuyer sur un bouton au moment exact où un châssis de voiture monté sur des roues en métal, remorqué à grande vitesse par un autre véhicule, dépassait un certain point. Il n'y avait pas d'explosion, juste un signal électronique montrant si le bouton avait été précisément synchronisé avec le passage du véhicule.

Des agents qui prirent part aux répétitions se rappelaient que Rehavi et les deux autres opérateurs de sexe masculin ne parvenaient pas à respecter le bon timing. « Vous voudrez peut-être bien me laisser essayer, proposa une assistante du département antiterrorisme, présente aux répétitions. Rehavi lui sourit avec condescendance et lui tendit la télécommande. Elle l'actionna dans un timing parfait, plusieurs fois de suite. Finalement, ils essayèrent avec des explosifs, avec des mannequins de vitrine de magasin dans la voiture, et, une fois encore, le timing de cette femme s'avérait parfait.

« Tant que c'étaient des hommes qui appuyaient sur le bouton, l'humeur était au découragement, observait Harari, mais après l'avoir vue maîtriser le dispositif, à plusieurs reprises, dans différentes conditions de lumière ambiante, je me suis rendu compte que les femmes étaient apparemment meilleures que les hommes, et j'ai pris ma décision en conséquence. » À Beyrouth, une femme, sous nom de code Rinah, appuierait sur le bouton. « Ce n'était pas une décision facile, admettait-il. Nous devions changer toutes nos identités de couverture et élaborer quelque chose qui soit plausible pour une femme qui devrait le cas échéant rester de longues heures sur un site avec vue sur la rue. Il ne suffisait pas qu'elle sache juste appuyer sur le bouton. Salameh ne sortait pas de chez lui à la même heure tous les jours. Certains jours, il était nécessaire de rester en alerte dix-huit heures d'affilée, et elle aurait de temps en temps besoin de fermer l'œil ou d'aller faire pipi. Ce n'est pas une affaire simple. »

De son vrai nom, Rinah s'appelait Erika Chambers. Née en Angleterre en 1948, elle était la fille de Marcus Chambers, un ingénieur qui dessinait des voitures de course et qui passa presque toute sa vie sur les circuits, et de son épouse Lona, chanteuse et actrice d'une riche famille juive tchécoslovaque, dont presque tous les membres périrent dans l'Holocauste[41]. Erika fit ses études à l'université de Southampton dans les années 1960, où on se souvient surtout d'elle pour sa conduite débridée au volant. Elle fit des voyages en Australie, puis en Israël, où elle s'inscrivit en maîtrise d'hydrologie à l'Université hébraïque de Jérusalem. Début 1973, elle fut contactée par un recruteur pour le compte du Mossad. Elle aimait bien l'idée de combiner l'aventure et ce qu'elle définissait comme « le fait d'apporter une contribution importante à la sécurité de l'État ». Elle passa tous les tests de sélection, fut admise à Césarée et se soumit ensuite à l'éprouvant programme de formation. À la mi-1975, elle quitta Israël, prit une fausse identité britannique et accomplit ses premières missions à l'étranger.

Rinah et deux hommes furent sélectionnés pour l'assassinat de Salameh[42].

Ce plan complexe exigeait une fois encore une coopération étroite avec les unités des forces spéciales de Tsahal, qui devaient se charger des aspects de l'opération que l'agence n'avait pas la capacité de mener seule.

Rinah arriva à Beyrouth en octobre 1978, en se présentant comme l'employée d'une ONG qui souhaitait s'occuper d'orphelins palestiniens dans un foyer du camp de réfugiés de Tel al-Zaatar. Elle vécut dans la ville deux mois et, avec un autre agent, ils réunirent secrètement des informations sur les déplacements de Salameh. Au début de la nouvelle année, elle loua un appartement au huitième étage d'un immeuble de grande hauteur, dans Beka Street, avec une vue plongeante sur l'appartement de Salameh. Le 16 janvier, les deux autres agents arrivèrent à Beyrouth séparément, l'un porteur d'un passeport britannique, l'autre d'un passeport canadien.

Le 18 janvier, une équipe de Sayeret Matkal franchit la frontière et pénétra en Jordanie, dans la région d'Arabah, au sud de la mer Morte, avec cent kilos de plastic et un détonateur[43]. De l'autre côté

de la frontière, un agent de la 504 attendait. Il embarqua les explosifs dans sa voiture et roula en direction de Beyrouth. Le 19 janvier, dans un parking souterrain, il rencontra les deux agents de sexe masculin. Il prononça le mot de passe – deux termes anglais – et ils lui donnèrent la réponse convenue, en deux mots. L'agent leur remit ensuite les explosifs et le dispositif de mise à feu, leur dit au revoir et repartit. Son rôle dans l'opération était terminé.

Les deux hommes chargèrent la bombe dans le coffre d'une Volkswagen qu'ils avaient louée deux jours auparavant, réglèrent le dispositif du détonateur et garèrent la voiture au bout de la rue où se situait l'immeuble de Salameh.

Harari effectua en personne le voyage à Beyrouth pour superviser le dernier acte de l'opération Maveer. Il ne pouvait se permettre un autre échec comme celui de Lillehammer[44]. Laisser la Volkswagen contenant la bombe garée dans une rue animée pendant ce qui risquait d'être un long laps de temps posait un problème. Cela risquait d'éveiller les soupçons d'un contractuel. La solution : « Changer de voiture, à un moment où nous étions sûrs que Salameh ne passerait pas. Le simple fait d'être sûrs de conserver la bonne place de stationnement constituait une opération en soi. » Le 21 janvier 1979, Harari prit congé de Rinah et des deux hommes et s'en fut, afin de veiller à ce qu'il y ait aussi peu d'agents sur le terrain que possible.

Le lendemain, peu après quinze heures, Salameh finit de déjeuner avec son épouse, l'embrassa et sortit. Il monta dans sa Chevrolet et, à quinze heures vingt-trois, démarra en direction des bureaux de la Force 17, escorté de ses gardes du corps qui effectuaient le trajet à bord d'une Land Rover devant lui et de la Toyota derrière. Il n'avait parcouru qu'une vingtaine de mètres quand sa Chevrolet arriva à la hauteur de la Volkswagen. Rinah appuya sur le bouton. Une énorme explosion secoua Beyrouth, et la Chevrolet se transforma en une boule de feu. L'un des deux agents, qui surveillait à distance, raconterait plus tard à ses amis que Salameh était parvenu à sortir de la voiture, ses vêtements en flammes, avant de s'écrouler au sol. L'agent marmonna entre ses dents : « Meurs, enfoiré ! Meurs[45] ! »

Abou Daoud (Mohammed Oudeh), le commandant de l'opération de Munich menée par Septembre Noir, qui passait là par hasard, courut vers lui et tenta de l'aider[46]. Il découvrit un énorme fragment de métal logé dans le crâne du Palestinien. Salameh fut transféré d'urgence à l'hôpital de l'Université américaine de Beyrouth, où il mourut sur la table d'opération.

Huit autres personnes furent aussi tuées par la déflagration : le chauffeur et deux des gardes du corps de Salameh, trois citoyens libanais, un Allemand et un Britannique. Harari reconnut qu'une opération telle que celle-là, avec l'explosion d'un gros engin dans un quartier grouillant de passants, n'aurait jamais été approuvée dans un pays non arabe.

Rinah et les deux autres agents attendirent sur une plage proche de Jounieh, au nord de Beyrouth, qu'un Zodiac piloté par des hommes de la Flottille 13 vienne les chercher vers minuit[47]. Un jeune soldat des commandos de la marine hissa Rinah dans le bateau. Cet homme, dont c'était l'une des premières missions, portait un nom de guerre, Holiday, et deviendrait un jour chef de Césarée. Le Zodiac fit la jonction avec un navire lance-missiles de la marine qui attendait en mer et en quelques heures l'équipe action était à Haïfa.

Le meurtre de Salameh fut un coup terrible pour l'OLP. « Je les avais prévenus ! s'exclama Arafat, sur un ton de tragédie, lors d'une interview télévisée, quelque temps après. J'avais averti mes frères. “Faites attention ! Le Mossad va nous pourchasser, l'un après l'autre, commandant après commandant.” » À l'enterrement de Salameh, suivi par une foule immense, Arafat prit Hassan, le fils du mort, qui portait le prénom de son grand-père, le commandant palestinien de la guerre de 1948, sur ses genoux, un AK47 entre les mains – tout comme il avait tenu Ali lui-même lors d'une cérémonie à la mémoire de son père, vingt-cinq ans plus tôt.

Frank Anderson, chef de station de la CIA à Beyrouth, écrivit à Hassan une lettre de condoléances émue : « À ton âge, j'ai perdu mon père. Aujourd'hui, j'ai perdu un ami que je respectais plus que d'autres hommes. Je promets d'honorer la mémoire de ton père – et de me tenir prêt à devenir ton ami[48]. »

Israël venait de régler ses comptes avec Ali Salameh, mais n’avait pas réussi à trancher les liens entre les États-Unis et l’OLP. Robert Ames fut très attristé de la mort de son ami, et il s’efforça de nouer des liens avec l’homme de l’OLP nommé à sa place, Hani al-Hassan. Après le meurtre, Ames adopta des positions considérées comme pro-palestiniennes, et il devint un personnage clef dans l’élaboration du plan Reagan qui, de la part de l’Amérique, fut en fait le premier acte de reconnaissance officielle du droit des Palestiniens à instaurer leur propre État.

14.

Une meute de chiens enragés

À peu près une semaine avant que Wadie Haddad, agonisant sous les effets du poison du Mossad, ne soit admis dans un hôpital est-allemand, le Shin Bet apprit d'une de ses sources, sous nom de code Housemaid (Femme de chambre), l'existence d'une escouade de l'OLP qui s'entraînait en vue de commettre un raid en Israël. Amos Gilad, de l'unité de l'AMAN qui traitait les terroristes palestiniens, rencontra Housemaid dans un lieu sûr du Shin Bet à Jérusalem et ressortit de cette réunion très inquiet : « J'ai compris qu'ils planifiaient quelque chose de terrible, et qu'ils voulaient faire le plus de victimes possible[1]. »

L'information, confirmée par des écoutes des bureaux de l'OLP à Chypre, était très précise. Le Shin Bet connaissait le nom des terroristes et la localisation exacte de leur base sur la plage de Damour, au Liban. Ils savaient que les assaillants préparaient une attaque par la mer, et que l'attaque viserait à enrayer les pourparlers de paix que Begin avait engagés avec l'Égypte. Arafat et Abou Jihad en avaient donné l'ordre parce qu'ils craignaient, à juste titre, qu'une trêve entre l'Égypte et Israël ne laisse les Palestiniens désemparés, Le Caire ayant été jusqu'alors leur principal défenseur. Le raid était si important que l'OLP avait envoyé Abou Jihad en personne délivrer ses ordres aux terroristes, avec son commandant des opérations au Liban, Azmi Zrair.

Gilad voulait frapper le premier, éliminer la menace en lançant une attaque préventive contre la base terroriste[2]. Le 5 mars 1978, les commandos navals de la Flottille 13 engagèrent l'opération Lucky Man (Baz-Mazal). L'objectif consistait à éliminer tous les terroristes sur la base de Damour, mais en fait ils ne tuèrent que ceux qui étaient regroupés dans un bâtiment, alors que ceux qui se trouvaient dans une autre structure à proximité, qui ne sortirent pas ou n'ouvrirent pas le feu, s'en sortirent indemnes. Le rapport de Housemaid fut aussi en mesure de confirmer ces informations.

Gilad exigea que les commandos y retournent achever le travail, mais le ministre de la Défense, Ezer Weizman, lui répliqua : « Oublions tous ces raids de commando. Je pars demain pour Washington et cela ne fera que gâcher ma visite. »

Gilad protesta avec véhémence : « À présent, Abou Jihad sait que nous savons qu'il prépare quelque chose. Cela ne fera que l'inciter à les pousser à l'action dès que possible. Il va y avoir une attaque meurtrière. »

Weizman avait peut-être raison de penser que des gros titres annonçant une action israélienne sur le territoire souverain d'un autre pays jetteraient une ombre sur sa première visite au Pentagone en qualité de ministre de la Défense, mais cela s'avéra une décision coûteuse.

Le 11 mars 1978, à quatorze heures trente, onze hommes du Fatah débarquèrent sur la plage voisine du kibboutz Maagan Michael, au sud de Haïfa, dans une réserve naturelle entourée d'étangs d'élevage de poissons où des nuées d'oiseaux migrateurs s'arrêtent sur leur route vers l'Afrique et au retour. Une photographe, une Américaine, Gail Rubin, prenait des photos d'oiseaux quand le groupe d'attaque tomba sur elle. Après trois journées épuisantes et périlleuses en mer, au cours desquelles deux d'entre eux s'étaient noyés, les Palestiniens étaient au bord du désespoir. La mer était si agitée qu'ils avaient été déportés au large et, désorientés, croyaient avoir touché terre à Chypre. Ils furent soulagés d'entendre Gail Rubin leur confirmer qu'ils se trouvaient en Israël, à mi-chemin entre Haïfa et Tel Aviv. Ils la remercièrent et l'une des terroristes, Dalal Mughrabi, l'abattit d'une balle dans la tête.

Ensuite, les assaillants se dirigèrent vers la Route côtière, qui relie Haïfa et Tel Aviv. Ils s'emparèrent d'un taxi, en pointant leur arme sur le conducteur, puis d'un bus, et prirent les occupants en otages. Ils ordonnèrent au chauffeur de prendre la direction du sud vers Tel Aviv. Abou Jihad leur avait donné pour instruction de s'emparer d'un hôtel, mais les terroristes, survoltés et agressifs maintenant qu'ils détenaient des dizaines d'otages, décidèrent de changer la nature de l'opération. Le rapport classifié de l'armée qui suivit relevait : « L'improvisation des terroristes a conduit à une nouvelle méthode d'assaut – une attaque en mouvement (sur une route longue de plus de 50 kilomètres), qui nous a surpris et contre laquelle il n'y avait pas du tout de déploiement de forces disponible du côté des forces de sécurité. »

Les Palestiniens tirèrent depuis les fenêtres du bus sur des véhicules en circulation, et arrêtèrent un second autobus, dont ils embarquèrent aussi les passagers, les prenant en otages. En raison du caractère inédit de cette attaque, « les forces de sécurité avaient du mal à interpréter la situation, à actualiser leur évaluation et à prendre l'initiative, ce qui eut une incidence sur le déroulement et sur les conséquences de l'incident ».

La police avait réussi à immobiliser le bus en périphérie nord de Tel Aviv, mais la confusion provoqua le chaos le plus total : « Le facteur prédominant fut l'absence de commandement central, tant chez les terroristes, qui tentaient de se défendre en tirant dans toutes les directions possibles, que parmi les forces de sécurité[3]. »

L'un des Palestiniens gardait la main qui tenait son pistolet posée sur la tête de la fille d'un des otages, Avraham Shamir. Shamir vit que l'homme était blessé et se rua sur lui, empoigna son arme, et abattit un attaquant debout à l'avant du bus. Ensuite, il tira trois coups de feu sur un autre agresseur. « Derrière vous ! », l'avertit une otage, et Shamir se retourna, face à l'un des Arabes qui braquait son arme sur lui. Ils tirèrent en même temps, et furent tous deux touchés. Le courageux Shamir, encore en état de réagir, s'aperçut que l'homme dont il avait attrapé le pistolet gisait sur le plancher, marmonnant des propos incohérents, le visage couvert de sang. Il tenait une grenade dans sa main, dégoupillée. Il tenta de l'empêcher

de la lancer, mais échoua, et la grenade roula sur le sol. Il essaya d’utiliser le corps du terroriste comme d’un rempart contre la déflagration, mais cela ne suffit pas non plus. La grenade explosa, blessant grièvement Shamir aux yeux et tuant le terroriste et cinq otages. L’explosion mit le feu au bus. Quelques terroristes et otages réussirent à s’échapper, mais presque tous les autres finirent brûlés vifs[4].

Au total, trente-cinq Israéliens, dont treize enfants, périrent, et soixante et onze furent blessés. Neuf terroristes perdirent la vie. L’un d’eux fut capturé sur les lieux, et un autre fut débusqué dans un hôpital où l’on avait transféré les victimes. « Je l’ai vu couché là, racontait Arieh Hadar, l’interrogateur en chef du Shin Bet, légèrement blessé, mais avec une sonde d’alimentation et une perfusion, il se moquait de nous, sous notre nez. Le médecin comprit ce qui se passait, il nous a tourné le dos et nous a glissé : “Vous ferez ce que vous avez à faire et moi, je vais faire ce que j’ai à faire.” Nous lui avons retiré les tubes. Il a un peu crié de douleur, et il s’est tout de suite mis à parler. “C’est Abou Jihad qui nous a envoyés.” »

Le massacre de la Route côtière, ainsi qu’on l’appela en Israël, est, parmi les milliers d’attaques terroristes qu’a essuyées le pays, l’une des rares demeurées ancrées dans la conscience collective. Le ministre de la Défense, Weizman, plein de remords d’avoir interdit une attaque préventive, rentra précipitamment et ordonna à Tsahal de lancer une invasion à grande échelle du Sud-Liban, l’opération Litani. Trois jours après le massacre, des véhicules blindées et des parachutistes pénétrèrent au Liban dans le but de tuer autant de combattants de l’OLP que possible, de détruire leurs bases du sud du pays, et de les repousser au nord de la rivière Litani, à un peu plus de vingt kilomètres au nord de la frontière.

Cette incursion n’atteignit qu’une petite partie de ses objectifs. Quelque trois cents activistes de l’OLP furent tués, leurs bases dévastées et leurs dépôts d’armes saisis. En outre, une Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) fut mobilisée et déployée dans la région, et une milice à majorité chrétienne pro-israélienne, l’Armée du Liban libre, mise sur pied. À terme, aucune de ces nouvelles forces ne put empêcher les tirs de roquettes

Katioucha vers Israël, ou les incursions transfrontalières d'escouades de l'OLP.

En raison de la fureur que provoqua ce massacre de civils, au cours de la semaine que dura l'opération Litani, les soldats israéliens commirent aussi quelques débordements, exécutions sommaires de prisonniers ou pillages[5]. Une fois encore, l'État hébreu s'exposait à de vives condamnations internationales.

Weizman savait qu'au Liban, des opérations d'envergure étaient exclues. Quant à celles du Mossad, elles requéraient des mois de préparatifs : organiser l'entrée dans un État cible sous une identité de couverture, exécuter une opération, et en ressortir sans s'être fait repérer. Weizman préféra opter pour des raids de précision et des assassinats ciblés confiés aux unités des forces spéciales, solution moins compliquée, plus rapide, et n'exigeant pas de couverture, menés par des commandos en équipement de combat complet. La division sélectionnée pour conduire la plupart de ces missions fut l'unité de commando de la marine, la Flottille 13.

L'homme que Weizman chargea de ces opérations au Liban était le général Rafael « Rafoul » Eitan, qui devint chef d'état-major en avril 1978. Eitan, fermier et menuisier, était un parachutiste coriace qui, au combat, ne connaissait pas la peur, et un faucon qui « croyait à l'idée de faire la guerre contre l'OLP sur les lignes arrière de l'ennemi, d'aller harceler leurs troupes dans leurs bases de cantonnement[6] ».

Eitan ne s'estimait jamais lié par les règles du politiquement correct. Réagissant aux jets de pierres de Palestiniens en Cisjordanie, il suggéra devant la Knesset l'établissement de nouvelles colonies juives jusqu'à ce que les Arabes en soient réduits à « courir en rond comme des insectes sous médocs, enfermés dans une bouteille ». L'une de ses premières initiatives de chef d'état-major fut d'accorder l'amnistie à deux criminels condamnés, officiers de l'armée – Y., l'interrogateur de prisonniers de guerre dont les méthodes musclées avaient causé la mort d'un Palestinien suspecté de terrorisme et l'hospitalisation d'un autre, impliqué dans le complot de Nairobi, ainsi que le lieutenant Daniel Pinto, qui avait

torturé et mis à mort deux prisonniers pendant l'opération Litani, et jeté leurs corps dans un puits[7].

Taillé comme un ours, très peu loquace, Eitan s'adressa aux hommes des commandos de marine sur la base d'Atlit peu après avoir pris ses fonctions de chef d'état-major. « Vous, la Flottille 13, vous êtes comme les couilles du prêtre, leur lança-t-il. Vous ne servez pas… mais c'est bon de savoir que vous êtes là. » Il marqua un temps de silence et regarda autour de lui, afin de s'assurer que la crudité de sa plaisanterie avait tiré un sourire à tous ces hommes. Ensuite, il redevint sérieux, se racla la gorge, et leur livra son message principal : « Tout ça va changer[8]. »

La Flottille 13 avait été fondée fin 1949 en tant qu'unité de commando clandestine vouée aux opérations de pénétration, de sabotage et d'assassinat ciblé exécutées par mer. La devise choisie par ses fondateurs est assez évocatrice : « Comme une chauve-souris surgissant de la nuit, comme une lame tranchant dans le silence, comme une grenade qui éclate dans un bruit de tonnerre ». L'insigne de l'unité représente des ailes de chauve-souris avec l'emblème de la marine israélienne en son centre. Son programme d'entraînement de dix-huit mois est aussi rude que celui de Sayeret Matkal, si ce n'est davantage. Vers la fin du cursus, les recrues doivent aussi se plier à une simulation, une épreuve cauchemardesque où ils sont traités comme des prisonniers de guerre.

Entre 1978 et 1980, la Flottille 13 effectua vingt-trois raids contre l'OLP en territoire libanais ou en mer[9]. Lors de ces opérations, quelque cent trente ennemis périrent, des centaines furent blessés, et des magasins d'armes et de munitions détruits. Certaines de ces attaques étaient destinées à anéantir des escadrons de la terreur entiers qui se préparaient à attaquer Israël. D'autres visaient des individus précis, en particulier les hommes d'Abou Jihad.

Sous la supervision d'Eitan, on s'écartait peu à peu des anciennes règles d'engagement. Aux stades préliminaires du projet d'assassinat ciblé du principal commandant opérationnel d'Abou Jihad, Azmi Zair, auteur de nombreuses attaques contre des Israéliens, notamment celles de l'hôtel Savoy à Tel Aviv et de la

Route côtière, Rummenigge et son réseau d'informateurs découvrirent que ce dernier opérait depuis le camp de réfugiés de la cité portuaire de Tyr et qu'il retrouvait régulièrement l'un de ses seconds dans un café du front de mer.

Le 5 août 1980, des commandos devaient embarquer à bord de Zodiac, se diriger vers un point situé à un kilomètre de la plage, puis nager sous l'eau vers la digue et, de là, ajuster Zrair et son adjoint avec leurs fusils à lunette. Lors de son dernier briefing, Eitan ordonna à ses hommes de piéger la digue avec un fil déclencheur et un engin explosif, afin d'empêcher toute tentative de prendre les snipers en chasse et de leur tirer dessus.

Ami Ayalon, le commandant de la Flottille 13, objecta. « Je lui ai répondu : "Chef, nous ne poserons pas d'engins piégés", se rappelait-il. Des gosses pourraient passer par là, ou un couple d'amoureux. » Mais Rafoul insistait. Il n'a même pas essayé de justifier son ordre[10].

Ensuite, Eitan alla plus loin. « "Quand vous aurez liquidé Zrair, ordonna-t-il, arrosez toute la jetée avec vos mitraillettes, pour vous assurer que personne ne riposte." »

« Je lui ai dit : "Écoutez, où est la logique, là ?", continuait Ayalon. "On arrose qui ? Tous les civils sur place ? Alors à ce moment-là, pourquoi nous envoyer pour descendre un type ? Envoyez l'aviation. Ils largueront une bombe d'une tonne sur la jetée et ça sera terminé." »

En fin de compte, les ordres d'Eitan n'eurent aucune incidence : le jour du raid, des unités de Tsahal à la frontière ripostèrent à des tirs de roquettes en provenance du Liban en canonnant le camp de réfugiés de Tyr. En raison de la panique que cela provoqua sur les lieux, personne n'alla au port boire un café[11].

Mais la querelle entre Ayalon et Eitan naissait d'une nouvelle réalité problématique, que les actions d'Israël au Liban avaient créée. Quand le Mossad ciblait des personnels de l'OLP en Europe, il observait une politique stricte, consistant à éviter de toucher des innocents. Plus d'un plan d'opération fut écarté parce que des civils risquaient d'être mis en danger. Par contre, dès lors que les cibles

étaient localisées dans des pays ennemis, et que ces civils innocents étaient des Arabes, le doigt pressait plus vite sur la détente. Qui plus est, les opérations du Mossad devaient être approuvées par le Premier ministre, un civil comptable de ses choix devant d'autres responsables politiques, et d'ordinaire impliqué, jusqu'à un certain point, dans la planification. En revanche, seules quelques opérations de l'armée requéraient cette approbation au niveau politique, et uniquement après leur élaboration interne par les militaires. Or, même en ce cas, l'autorité compétente n'était généralement pas le Premier ministre, mais le ministre de la Défense. Les incursions au Liban étaient considérées comme des actes de guerre – et, en temps de guerre, beaucoup plus de choses étaient permises, en particulier en terre arabe. La question des victimes collatérales perdait de son importance.

Les Israéliens, qui allaient là-bas pour tuer afin de protéger leurs concitoyens, se laissaient peu à peu gagner par des règles de conduite de plus en plus répandues dans un Liban corrompu et déchiré par la guerre civile. Eitan contribuait à cette tendance, et l'encourageait même. « Du fait de l'attitude adoptée par Rafoul, peu importait qui étaient les Palestiniens que nous tuions au Liban – soit c'étaient des terroristes, soit ils deviendraient des terroristes, soit ils donneraient naissance à des terroristes, en concluait David Shiek, à l'époque commandant en second de la Flottille 13[12]. Un jour, Rafoul nous a rejoints à bord d'une vedette lance-missiles, en route pour un raid, et un officier lui a demandé comment nous étions censés identifier les terroristes[13]. Rafoul lui a répondu : "S'ils n'ont pas de ballons [de fêtes d'anniversaire], ce sont des terroristes." » Un autre ancien des commandos de marine se rappelait une opération après laquelle le porte-parole de l'Armée de défense d'Israël signalait que « trente terroristes avaient été tués », mais en fait les auteurs du raid avaient frappé un camion par erreur, et bon nombre de ses passagers étaient des femmes et des enfants.

En plus de ces opérations de commando de plus en plus sanglantes, Weizman autorisa Eitan à sensiblement étoffer les activités de ses unités de renseignement au Liban, en particulier celles de la 504 de l'AMAN. Dans le désordre et la violence qui

régnaient au Liban à la fin des années 1970, apparemment, tout était permis. En plusieurs occasions, la 504 autorisa ses agents à tuer des gens sans l'autorisation des officiers supérieurs de l'Unité – voire à l'insu de ceux-ci. Par exemple, en décembre 1978, un agent nommé Mohammed Abdallah soupçonnait un certain individu de l'avoir vu émettre en direction d'Israël. « Le soir même, cet homme est mort de causes naturelles en “avalant” un oreiller », expliquait Yair Ravid, qui commandait la région nord de l'unité. Dans un autre cas, en juillet 1979, un agent syrien, Qasim Hasrah, menaça de révéler l'identité d'agents israéliens. « Nous avons convoqué une session du tribunal spécial, et nous l'avons unanimement condamné à mort, sans lui accorder le droit d'interjeter appel[14]. » Un agent de la 504, sous nom de code le Brésilien, abattit Harash. Des agents de l'unité ramenèrent son cadavre en Israël et l'inhumèrent dans le cimetière des morts ennemis, face contre terre, dans un geste ultime d'avilissement.

Le renseignement israélien se construisait une présence permanente au Liban, tant pour réunir des informations sur Arafat que dans le but de déstabiliser l'Organisation de libération de la Palestine[15]. Avec le vigoureux soutien de Begin, les services forgèrent une alliance secrète avec la Phalange, la milice des chrétiens maronites libanais, ennemis inexpiables des Palestiniens. Les chrétiens disposaient de leurs propres sources, et ils partageaient avec Jérusalem les informations qu'ils recueillaient. Sous la protection de la Phalange, le Mossad fut aussi en mesure d'installer sa propre base près de Beyrouth, et des officiers de l'armée se trouvèrent ainsi en position de lancer dans tout le Liban des groupes de reconnaissance qui glanaient des informations importantes sur l'OLP et les forces syriennes.

Toutefois, ce partenariat n'allait pas sans un prix moral. Les Phalangistes se montraient d'une exceptionnelle brutalité, « un gang de meurtriers fondamentalement corrompus qui me rappelaient une meute de chiens enragés », confiait Uzi Dayan, le neveu de Moshe, et commandant de Sayeret Matkal à l'époque[16].

Ils ornaient leur ceinturon des oreilles tranchées des victimes qu'ils tuaient, horribles trophées de guerre. Ils se vantaient d'un

massacre qu’ils avaient perpétré dans le camp de réfugiés palestiniens de Tel al-Zaatar (la Colline du Thym, en arabe) en août 1976. « Un millier de Palestiniens dans l’océan, c’est de la pollution, proclamaient les Phalangistes, presque en guise de mot d’ordre de guerre, mais cinq millions de Palestiniens dans l’océan, c’est la solution. »

Les milices maronites ne limitaient pas leur violence aux Palestiniens. Leur exécuteur en chef, un activiste entraîné en Israël, Robert Hatem, disait avoir personnellement tué ou supervisé le massacre de plus de trois mille personnes[17]. Ses hommes avaient réquisitionné un ancien abattoir de bovidés dans le quartier beyrouthin de Karantina, où l’on emmenait les prisonniers. « Presque aucun de ceux qu’on conduisait là-bas pour les interroger n’en repartait vivant, affirmait Hatem. Nous les abattions d’une balle dans la tête et jetions leurs corps dans des fosses de chaux vive – que ce soient des Syriens, des chiites, des Palestiniens ou des fils de pute d’officiers de l’armée libanaise. Tous ceux qui cherchaient à nous tuer, on les tuait, nous, les premiers. »

Hatem soutenait que les officiers du Mossad n’approuvèrent que le meurtre de quelques prisonniers, parmi lesquels quatre diplomates iraniens qui furent torturés avant d’être abattus et jetés dans ces fosses. Mais les déchaînements de violence des Phalangistes recevaient manifestement le soutien sans réserve des Israéliens.

« Au début de nos relations avec eux, j’ai pris un comprimé contre la nausée et j’ai continué, avouait Reuven Merhav, l’officier qui assurait la liaison de l’unité avec la Phalange[18]. Parce que l’ennemi de mon ennemi est mon ami, et parce qu’ils nous aidaient vraiment contre l’OLP. Mais plus les jours passaient, plus j’en venais à la conclusion que se lier avec des gens pareils ne pouvait que mener au désastre. » Merhav quitta le Mossad, c’était sa manière à lui de protester contre le maintien de ces relations, mais l’alliance stratégique de l’agence avec les maronites ne fit que se renforcer.

Les dirigeants de la Phalange avaient su cerner le caractère de Begin, un sentimental, et compris comment se gagner son soutien. « Begin se percevait lui-même en sauveur des opprimés, en soutien

des gens en détresse », expliquait Mordechai Zippori, qui avait occupé pendant son mandat un poste d'officier supérieur de Tsahal, puis de vice-ministre de la Défense dans son gouvernement[19]. « Il n'était pas vraiment au fait de l'histoire ou de la conduite des affaires au Moyen-Orient, et il était convaincu que les Phalangistes formaient une minorité chrétienne occidentale que l'OLP voulait annihiler. C'était ainsi qu'il les voyait, exactement semblables à nous, les Juifs d'Israël. »

Zippori fut le seul politique de l'administration à résister au Mossad et à Tsahal, en tentant de les persuader, ainsi que Begin, de ce que « nous ne devions pas agir en protecteurs des Phalangistes et nous laisser entraîner dans leurs conflits[20] ». En vain. « Les délices des banquets somptueux de Jounieh [où se situait le QG de la Phalange] brouillaient complètement le jugement des haut gradés de l'armée. »

Pourtant, malgré tous ces cadavres gisant au fond des fosses de chaux vive de Hatem, les diverses milices de l'OLP parvenaient à consolider leurs positions au Sud-Liban. Elles tiraient des roquettes et des obus sur les communes et les communautés de peuplement israéliennes le long de la frontière, et Tsahal ripostait en bombardant des places fortes palestiniennes, avec son artillerie et ses moyens aériens. En 1979, les deux camps s'étaient installés dans un schéma répétitif et apparemment sans fin, échangeant coup pour coup.

Le 22 avril 1979, vers minuit, une escouade de terroristes d'un groupe affidé à l'Organisation de libération de la Palestine, dirigé par Abou Abbas, débarqua d'un Zodiac sur la plage de Nahariya, ville israélienne située à onze kilomètres de la frontière libanaise. L'un de ses quatre membres, Samir Kuntar, avait alors seize ans et demi. Après avoir tenté d'entrer dans une maison par effraction, et s'être enfuis, effrayés par des coups de feu, puis tué un policier qui essayait de les arrêter, les quatre assaillants pénétrèrent dans l'appartement de la famille Haran et prirent en otages le père, Danny, et sa fille, Einat, âgée de quatre ans. Ils les traînèrent jusqu'à la plage, où les soldats et la police s'étaient déjà déployés, et il s'ensuivit un échange de coups de feu. Kuntar abattit Danny, puis il

empoigna Einat par les cheveux et lui fracassa la tête contre un rocher, de toutes ses forces, sans relâche, jusqu'à ce qu'elle soit morte.

L'épouse de Danny, Smadar, s'était cachée dans une conduite d'aération de leur appartement avec leur fillette de deux ans, Yael. Elle avait plaqué la main sur la bouche de sa fille, pour l'empêcher de pleurer et éviter que les terroristes ne les repèrent. « Je savais que si Yael criait, ils lanceraient une grenade dans ce réduit et nous serions mortes, écrivit-elle dans un article pour le *Washington Post*, destiné à éveiller la conscience du monde sur les horreurs du terrorisme. Alors j'ai gardé la main plaquée sur sa bouche, en espérant qu'elle réussisse tout de même à respirer. Couchée dans cette conduite, je me suis souvenue de ma mère me racontant qu'elle s'était cachée des nazis, pendant l'Holocauste. "C'est exactement comme ce qui est arrivé à ma mère", me suis-je dit[21]. »

Dans sa panique, Smadar appuya trop fort. Elle étouffa sa petite fille.

Le chef du Commandement de la Région Nord de Tsahal, le major général Avigdor « Yanosh » Ben-Gal, arriva sur les lieux peu après l'incident. Il vit la tête fracassée d'Einat, le corps sans vie de Yael et Smadar qui hurlait son angoisse, après avoir réalisé qu'elle venait de perdre tout ce qu'elle avait de plus cher. « Vous ne pouvez imaginer l'ampleur de l'atrocité », confiait Ben-Gal. Aux funérailles de Danny et de ses deux enfants, le Premier ministre Begin cita ce vers de celui qui est considéré comme le poète de la nation, Hayim Nahman Bialik : « Satan n'a pas encore créé de vengeance digne du sang d'un petit enfant. »

Ce meurtre horrible de Nahariya devait marquer d'une pierre noire supplémentaire un conflit entre la nation juive et l'Organisation de libération de la Palestine qui dégénérait peu à peu en guerre totale[22]. Le chef d'état-major, Eitan, donna à Ben-Gal un ordre laconique : « Tuez-les tous », désignant par là tous les membres de l'OLP et tout individu lié à l'organisation au Liban.

Cette politique ne reçut jamais l'imprimatur du gouvernement. Il n'y a aucun moyen de savoir jusqu'à quel point Weizman, le ministre de la Défense, un ancien faucon alors devenu beaucoup plus

modéré, en eut connaissance. « Nous avions quantité de désaccords sur bon nombre d'affaires courantes[23]. » C'était en ces termes qu'Eitan définissait leurs rapports. « J'appuyais nos actions de représailles contre les terroristes au Liban. [Weizman] changeait tout le temps de position […] afin de recueillir les faveurs de l'opinion publique et de l'amadouer. Ezer ne comprenait tout simplement pas les Arabes. […] Dès qu'on leur accorde des concessions, ils prennent ça pour une marque de faiblesse et de lassitude face au combat. […] Ezer n'acceptait pas mon point de vue, et je n'acceptais pas le sien. »

Avec la bénédiction de Weizman, Ben-Gal nomma l'homme qu'il appelait « le meilleur spécialiste des opérations spéciales de Tsahal », l'homme qui avait réprimé le terrorisme à Gaza dix ans auparavant, Meir Dagan, pour diriger une nouvelle unité connue sous l'appellation de Région Sud-Liban (RSL)[24]. Dagan fut promu au grade de colonel, et Ben-Gal le conduisit au sommet d'une des collines dominant le sud du Liban. « À partir de maintenant, lui dit-il, ici, tu es l'empereur. Fais ce que tu veux. »

Ben-Gal et Eitan définirent l'objectif de Dagan : intimider, dissuader, clairement signifier qu'un Israël agressif passerait à l'offensive et ne se bornerait pas à réagir sur un mode défensif. Plus précisément, au cours de la première phase, le but de ses activités sous couverture consisterait à frapper les bases de l'OLP partout au Sud-Liban, ainsi que les domiciles des habitants qui portaient assistance aux terroristes et les logeaient, avant qu'ils ne se mettent en route pour mener des attaques contre la nation juive.

Se fondant sur cette directive, Dagan fit en effet ce qui lui plaisait. Au quartier général de la Région Sud-Liban, à Marjayoun, avec un certain nombre de personnels opérationnels et du renseignement, il mit sur pied une organisation secrète placée directement sous ses ordres. « Je lui ai laissé entière liberté dans la conduite de ses opérations secrètes, confirmait Ben-Gal. Meir préférait s'engager dans une guerre secrète, à petite échelle, dans l'ombre, dans des endroits obscurs, dans des activités d'espionnage et des conspirations diverses, petites ou grandes. C'est son point fort. C'est un type très courageux, très créatif, aux idées très arrêtées, qui est

prêt à prendre d'énormes risques. Je savais ce qu'il faisait, mais je préférais l'ignorer. Parfois, il faut fermer les yeux[25]. »

David Agmon était le chef du Commandement de la Région Nord, l'un des rares à être au courant des opérations secrètes de Dagan. « Le but, m'a-t-il expliqué, était de semer le chaos parmi les Palestiniens et les Syriens du Liban, sans laisser aucune empreinte israélienne, afin de leur donner l'impression d'être constamment attaqués et d'instiller en eux un sentiment d'insécurité[26]. » Pour ne laisser aucun empreinte, Dagan et son équipe recrutèrent des résidents libanais, chrétiens et chiites musulmans, qui détestaient Arafat et qui ne décoléraient pas de voir quel traitement les Palestiniens infligeaient au Liban et à son peuple, comme s'ils se considéraient sur leurs terres. En usant de ces « escadrons opérationnels », comme on les appelait, la RSL de Dagan entama une série d'assassinats ciblés et d'opérations de sabotage au Sud-Liban.

« Rafoul et moi donnions le feu vert à ces missions d'un simple clin d'œil, soulignait Ben-Gal. J'avais l'habitude de lui dire : “Rafoul, on doit lancer une opération.” Il me répondait : “D'accord, mais rien par écrit. C'est entre toi et moi, confidentiel. […] Je n'ai pas envie que ça se sache.” Nous n'agissions pas en passant par les circuits de la bureaucratie militaire, parce que nous étions à l'origine de ces actions, mais sans en être les auteurs. Nous nous servions d'eux [les locaux] comme hommes de main, mercenaires. Nous les poussions en les motivant, les chrétiens, les chiites et les sunnites, et nous les montions les uns contre les autres[27]. »

La méthode principale, pour ces attaques, consistait à utiliser des explosifs dissimulés dans des bidons d'huile ou des boîtes de conserve. Comme cette activité n'avait pas l'aval officiel de la hiérarchie militaire et devait rester cachée du reste de l'armée, Ben-Gal demanda à l'administration du kibboutz Mahanayim, où il vivait à l'époque, la permission de se servir des ateliers de tôlerie de Diyuk. (« Bien sûr, nous lui avons donné les clefs et notre appui total, nous a confirmé l'une des secrétaires. C'était le chef du Commandement. Pour nous, c'était un peu comme un roi. »)

Les explosifs étaient fournis par l'unité de déminage, dont le commandant avait reçu d'Eitan l'ordre de coopérer sans savoir dans quel but[28]. L'unité était spécialisée dans la neutralisation de vieilles munitions d'artillerie non explosées – roquettes, mines et grenades, notamment les prises de guerre des Israéliens. En utilisant de tels matériels explosifs, l'armée était capable de fortement réduire le risque que ne soit révélé un lien quelconque avec Israël, pour le cas où les engins explosifs tomberaient entre des mains ennemies.

« Nous allions sur place de nuit, expliquait Ben-Gal, Meir et moi, et le reste des gars, avec l'ingénieur en chef du Commandement de la Région Nord, qui apportait les explosifs, et nous remplissions ces bidons, nous branchions les détonateurs[29]. » Ces petits conteneurs étaient ensuite distribués aux coursiers dans de gros sacs à dos, ou, s'ils étaient trop gros, transportés sur des motocyclettes, des bicyclettes ou à dos d'âne. Peu après, des bombes se mirent à exploser aux domiciles de collaborateurs de l'OLP dans le Sud-Liban, tuant tout le monde sur place, ainsi que sur des positions et des bureaux occupés par les militants de l'organisation, surtout à Tyr, Sidon et dans les camps de réfugiés palestiniens autour de ces villes, causant d'importants dégâts et faisant de nombreuses victimes.

Pour Ben-Gal et Dagan, ces mesures de camouflage – la fabrication des bombes dans un kibboutz sous le couvert de la nuit, le déploiement d'irréguliers libanais – étaient nécessaires pour préserver le secret de ces opérations non seulement vis-à-vis des Palestiniens mais aussi de leur propre gouvernement, et même de leurs collègues de l'armée. Ils avaient lancé une campagne clandestine et non autorisée, en terre étrangère. Le Commandement de la Région Nord était placé sous l'autorité de l'AMAN, qui était censé s'occuper de ce type d'affaires, ainsi que de la Direction des opérations de l'état-major, qui était censée les approuver. « Mais nous les laissions hors circuit », reconnaissait Ben-Gal. Selon Dagan, l'AMAN « nous contrecarrait tout le temps. Ils ne comprenaient pas ce qu'était une opération clandestine et en quoi cette activité était si importante ».

Plus précisément, la branche du renseignement militaire était en désaccord sur l'importance de ces meurtres non officialisés. Le chef du renseignement militaire à l'époque, le major général Yehoshua Saguy, était un homme prudent qui doutait de l'efficacité du type d'opération mené par Dagan. Il n'avait pas de la situation au Liban une vision aussi tranchée qu'Eitan, et il avertit à plusieurs reprises qu'Israël risquait de se laisser entraîner là-bas dans un processus qui le dépasserait. « Ben-Gal a même essayé de m'interdire l'accès au quartier général du Commandement de la Région Nord ou de me rendre en visite dans la région », rappelait Saguy[30].

« Avec le Commandement de la Région Nord, nous étions en lutte constante, confirmait Amos Gilboa, de l'AMAN[31]. Ils nous contournaient, ils manœuvraient dans notre dos ; [Ben-Gal] nous mentait tout le temps. Nous ne pouvions ajouter foi à aucun de leurs rapports. Ce qui rendait la chose encore plus grave, c'était que cela se faisait avec l'accord tacite du chef d'état-major, qui tenait cette activité secrète en la dissimulant à son propre état-major. Ce fut l'une des périodes les plus nauséabondes de l'histoire de notre pays. »

Selon Ben-Gal, Saguy « se rendait compte qu'il se passait quelque chose d'irrégulier », il a essayé d'exhumer les faits[32]. Il a ordonné à une unité de sécurité sur le terrain, Vulture, responsable en temps normal de veiller à ce que des soldats ne dévoilent pas de secrets militaires sur des lignes non sécurisées, de placer les téléphones du Commandement de la Région Nord sur écoute. « Mais mon officier de communications du Commandement les a surpris en train de se connecter à mon central, et je les ai fait mettre au trou », m'a confié Ben-Gal, fier d'avoir découvert « le complot de l'AMAN ».

Ben-Gal fit placer un dispositif de cryptage de ses communications entre son bureau de Nazareth et les postes de commandement de Dagan à la frontière nord et à l'intérieur du territoire libanais[33]. « C'est la première chose qu'il m'a montrée », se rappelait Ephraïm Sneh, qui était à l'époque officier supérieur du Commandement de la Région Nord, en évoquant la première fois que Ben-Gal l'informa de

cette activité clandestine. « Il m'a désigné un certain combiné et m'a dit : "Comme ça, Yehoshua [Saguy] ne sera pas capable de nous écouter, et l'AMAN pourra aller se faire voir." » Sneh estimait que Ben-Gal et Eitan « avaient raison pour ce qui était de leur attitude envers Saguy, qui n'était qu'un mouchard et un mouton, et qui essayait d'écraser toute initiative originale ».

Peu après, Saguy alla se plaindre au Premier ministre Begin de ce que Ben-Gal avait ordonné à Dagan de piéger les cadavres des terroristes tués dans des fusillades, un moyen d'éliminer leurs camarades quand ils venaient récupérer les corps. Ben-Gal en avait conclu que l'AMAN avait apparemment réussi à mettre son téléphone crypté sur écoute[34].

« Dès lors, nous n'avions pas le choix, estimait-il. Pour préserver nos secrets, nous devions tenir toutes nos discussions de vive voix. » De temps à autre, généralement une fois par semaine, Eitan partait en voiture de Tel Adashim, le village en zone rurale où il vivait, pour le quartier général voisin du Commandement de la Région Nord, près de Nazareth, où il retrouvait Ben-Gal et préparait les prochaines initiatives de leur guerre de l'ombre.

Malgré cela, tout ne pouvait être gardé secret. Début 1980, divers éléments de l'Armée de défense d'Israël, menés par Saguy, commencèrent d'informer le ministre adjoint de la Défense, Mordechai Zippori, que Ben-Gal menait des opérations incontrôlées en territoire libanais. Ils s'adressèrent à lui car ils savaient que c'était le seul politique qui osait s'exprimer à voix haute au sujet de ce qui se tramait là-bas. « Ils m'ont parlé d'explosions au Liban et même de Yanosh qui minait des routes empruntées par les troupes de notre armée, pour donner l'impression que l'OLP était derrière tout ça[35]. »

En juin, Zippori apprit que des femmes et des enfants avaient été tués dans une opération deux mois plus tôt : une voiture piégée avait explosé sur une grande route du secteur ouest du Sud-Liban, le but étant d'atteindre un convoi de personnels de l'organisation palestinienne. « Rafoul n'avait pas soumis cette intervention à l'échelon supérieur pour approbation parce que nous redoutions de ne pas obtenir d'autorisation pour une initiative de ce genre », admettait Ben-Gal[36]. Tant dans les rapports internes de l'armée que

publiquement, le Commandement de la Région Nord affirmait que l'opération avait été menée par l'une des milices sud-libanaises locales, ce qui aurait été du domaine du possible, mais en l'occurrence était totalement faux.

« L'une des voitures de leur convoi avait réussi à s'enfuir. Deux autres ont pris feu et ont explosé. Pourrais-je vous raconter qu'il y avait quelques grosses pointures, dans ce convoi ? Non, pas une. Mais nous avons dézingué quelques soutiers », reconnaissait Ben-Gal.

« Je jugeais la chose épouvantable », insistait Zippori. Il exigea que Begin, qui occupait aussi les fonctions de ministre de la Défense (Weizmann ayant démissionné en mai) chasse Ben-Gal et Dagan de l'armée. « Menahem, nous sommes un État souverain. Tout ce que fait l'armée, elle ne peut le faire que sur autorisation du gouvernement. Et, au sein du gouvernement, si une telle question avait été soumise à discussion, j'aurais exprimé mon opinion. Or cela n'a jamais été abordé, et personne n'a rien autorisé. »

Ben-Gal fut convoqué au cabinet du ministre de la Défense, à Tel Aviv, où Begin, Zippori, Eitan et Saguy l'attendaient[37]. « Vous menez au Liban des actions non autorisées. Du fait de ces activités, des femmes et des enfants ont été tués, l'accusa Zippori.

— Inexact, rétorqua l'intéressé. Quatre ou cinq terroristes ont été tués. Qui roule en Mercedes, à deux heures du matin, au Liban ? Uniquement des terroristes. »

Zippori protesta aussitôt. « Le chef du Commandement de la Région Nord, qui prend des initiatives sans l'approbation de l'état-major, doit être révoqué, lâcha-t-il. Je suis ministre adjoint de la Défense, et je n'en savais rien. Vous, monsieur Begin, vous êtes Premier ministre et ministre de la Défense, et vous n'en saviez rien. Le chef d'état-major n'en savait rien. »

Par de petits gestes de la main, Ben-Gal signalait à Eitan qu'il devait prendre la parole et exposer tout ce qui avait été décidé avec son approbation. Mais Eitan, se rendant compte qu'il ne pouvait prendre le risque de se laisser impliquer dans cette affaire, préféra faire comme si de rien n'était, manipulant sa montre, qu'il avait retirée et qu'il tournait et retournait dans ses mains.

Finalement, Begin s'exprima. « Général Ben-Gal, dit-il, j'ai envie de vous demander, en tant qu'officier et avec votre parole d'honneur : pour cette opération, avez-vous obtenu l'approbation d'un supérieur ?

— Oui, monsieur le Premier ministre, j'ai obtenu cette approbation.

— Je crois le chef du Commandement de la Région Nord. Un général de l'armée ne mentirait pas, trancha Begin. L'affaire est close. Dès lors, je mets fin à cette réunion. »

Begin avait-il conscience de ce qui se jouait autour de lui ? Zippori, qui voyait encore en lui un commandant chargé d'honneurs et un chef digne d'estime, était convaincu que les militaires abusèrent du Premier ministre, à maintes reprises, en exploitant sa bienveillance romantique envers les généraux. D'autres croient que Begin, politicien aguerri, avait pleinement saisi la nature de la situation, mais concernant ces activités extrêmes, préférait conserver une posture de démenti plausible. Quoi qu'il en soit, les hauts gradés comprirent qu'il était inutile de demander au Premier ministre de rectifier la situation.

Même si les querelles intestines entre l'AMAN et le Commandement de la Région Nord ne cessèrent pas, et si le renseignement militaire fut plus tard informé par ses sources au Liban des voitures et des ânes piégés du Commandement de la Région Nord, par la suite, ses chefs décidèrent de ne plus s'immiscer dans cette affaire. « Il y avait quantité de ces opérations qui étaient perçues comme des interventions limitées, à caractère tactique, alors nous avons décidé de laisser tomber, admettait Gilboa. Nous nous sommes dit : “Peut-être vaut-il mieux que nous ne sachions rien, tant que ça ne provoque pas de dégâts politiques.” Quelque chose dans le style : *Que ces jeunes gens se lèvent, et qu'ils se battent devant nous*[38] *!* »

Cette phrase citée par Gilboa provient de la Bible, Livre de Samuel, 2, 2:14, et, en somme, elle signifie ceci : « Laissons les enfants s'amuser. » Les cibles de Ben-Gal étaient des activistes subalternes de l'OLP, et ses missions guère plus que des escarmouches tactiques. Sa guerre secrète ne permit d'atteindre aucun des dirigeants de l'organisation. Ces opérations, laissait-il

entendre, s’apparentaient pour Dagan à une sorte de jeu. « Meir avait un hobby, la peinture – il peint de très jolis tableaux –, et il en était de même avec ces opérations, soutenait Ben-Gal. C’était le hobby de Meir. »

« Pour moi, il était plus commode que ces activités aient lieu dans une zone grise, continuait Ben-Gal. Parfois, on n’a pas besoin de savoir. Ce sont des sujets au sujet desquels vous n’avez pas à jouer les asticots, comme Zippori, et à enquêter jusqu’au bout pour savoir la vérité. On laisse juste les choses suivre leur cours, en sachant de quelle manière venir à la rescousse de Dagan si ça tourne mal. C’est vrai, Dagan était un type intenable, mais un cheval sauvage un peu trop jeune qui saute la barrière et qui parfois se casse une jambe, ça vaut mieux qu’une espèce de mule que vous devez fouetter pour la faire avancer de deux pas[39]. »

Le 5 août 1981, le Premier ministre Menahem Begin nomma Ariel « Arik » Sharon ministre de la Défense. Il éprouvait une profonde admiration pour l’ancien général – « un commandant glorieux de nos armées », ainsi qu’il l’appelait, « un stratège international » –, mais il s’inquiétait un peu de son agressivité et de son refus de se plier à l’autorité de ses supérieurs. « Sharon serait capable d’attaquer la Knesset avec ses blindés », plaisantait à moitié Begin, deux ans plus tôt.

Pourtant, il croyait disposer avec lui de l’homme qu’il fallait pour superviser le retrait du Sinaï, au lendemain du traité de paix avec l’Égypte, une tâche dont Sharon s’acquitta sans effusion de sang, malgré de violentes manifestations de colons et de l’extrême droite.

En même temps, toutefois, Sharon se servit des pouvoirs de sa position pour construire d’autres colonies juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui, en tant que territoires occupés, relevaient de la compétence du ministère de la Défense. Il insuffla aussi un état d’esprit pugnace, entreprenant, à tous les échelons supérieurs de la défense. Sharon et Eitan qui, dans les années 1950, jeune officier, avait servi sous les ordres du premier dans le Bataillon de parachutistes de Tsahal jugeaient l’un et l’autre d’une importance capitale de combattre l’OLP et ses bases au Liban,

et ils ordonnèrent à l'armée d'engager la planification d'une campagne militaire d'envergure dans la région.

« Les plans de Sharon ne nous ont été révélés que très, très lentement, expliquait Ephraïm Sneh. Au début, il nous a ordonné de préparer une opération de pénétration militaire limitée [au Liban], et ce n'est que plus tard qu'il a dressé les cartes d'une invasion massive, jusqu'à la route reliant Beyrouth à Damas. » David Agmon, le chef d'état-major du Commandement de la Région Nord, expliquait qu'à un stade ultérieur, Sharon lui ordonna de planifier l'occupation de tout le Liban et même d'une partie de la Syrie. « Il était clair à nos yeux que nous ne savions pas tout, admettait Sneh, et que le gouvernement en savait encore moins que nous. »

Mais Sharon lui-même se rendait compte qu'Israël ne pouvait aussi simplement envahir le Liban et en occuper une partie de la sorte. En juillet 1981, l'envoyé spécial du président Reagan au Moyen-Orient, Philip Habib, négocia un cessez-le-feu entre l'État hébreu et l'Organisation de libération de la Palestine sur le théâtre d'opérations libanais. Sharon et Eitan s'opposèrent farouchement à cet accord qui, de la part de l'OLP, ne comportait aucune promesse de s'abstenir de toute attaque contre des Israéliens sur d'autres terrains, comme les territoires occupés ou l'Europe. Pour Sharon, l'explosion d'une moto piégée devant une synagogue à Paris[*1] devait être considérée comme une rupture du cessez-le-feu. En outre, Begin et Sharon jugeaient Arafat responsable de tout acte commis par un Palestinien où que ce soit dans le monde, même s'il appartenait à une organisation non affiliée à l'OLP. Le monde extérieur voyait les choses autrement, et Habib signifia clairement que les États-Unis soutiendraient une incursion terrestre au Liban uniquement en réaction à une provocation grossière de l'Organisation de libération de la Palestine.

Sharon pensait, non sans raison, que chaque jour qui s'écoulait pacifiquement était un cadeau à Arafat et à ses hommes, leur permettant de consolider leur position au Liban et d'y renforcer leur déploiement militaire[40]. Il décida d'accélérer un peu le mouvement, afin de pouvoir exécuter son plan, et d'activer le dispositif secret de Dagan au Commandement de la Région Nord. « La seconde phase

de cette activité avait pour but, selon Sneh, de provoquer un tel chaos dans les régions palestiniennes de Tyr, Sidon et Beyrouth qu’Israël tiendrait ainsi un motif d’invasion authentique et imparable[41]. »

Sharon envoya aussi Rafi Eitan, son émissaire personnel, ouvrir l’œil sur les activités clandestines en cours au nord. Eitan, le meurtrier des Templiers de Tel Aviv, le ravisseur d’Eichmann et le maître d’œuvre des opérations contre les scientifiques allemands en Égypte avait quitté l’organisation, vexé de ne pas avoir été retenu pour en assumer la direction. En 1981, il occupait le poste de conseiller antiterrorisme du Premier ministre et était à la tête du Lakam, un département d’espionnage du ministère de la Défense qui traitait surtout de technologie militaire.

À la mi-septembre 1981, des voitures piégées explosaient régulièrement dans des quartiers palestiniens de Beyrouth et d’autres villes libanaises[42]. L’une d’elles explosa en plein quartier de Fakhani, dans la capitale, le 1er octobre, tuant quatre-vingt-trois personnes, en blessant trois cents, notamment de nombreuses femmes prises au piège dans l’incendie d’une fabrique de vêtements propriété de l’Organisation de libération de la Palestine. Une autre explosa à côté du quartier général de l’organisation, à Sidon, faisant vingt-trois victimes. Dans le seul mois de décembre 1981, dix-huit engins explosifs éclatèrent, disposés sur des voitures, des motos, des vélos ou des ânes, à proximité de bureaux de l’OLP ou de concentrations de population palestinienne, causant des dizaines de morts.

Une nouvelle entité inconnue, le Front de libération du Liban des étrangers, endossa la responsabilité de tous ces graves incidents. Les explosifs étaient désormais emballés dans des paquets de lessive en poudre Ariel, de sorte que si les véhicules de transport étaient arrêtés à des barrages routiers, leur chargement offrirait toutes les apparences d’inoffensives provisions. Dans certains cas, les Israéliens enrôlaient des femmes pour les conduire, afin que leur véhicules courent encore moins de risques d’être arrêtés sur la route de la zone cible.

Ces voitures piégées avaient été mises au point par la Direction des opérations spéciales de Tsahal (Maarach Ha-Mivtsaim Ha-Meyuchadim), et elles supposaient l'emploi de l'une des premières générations de drones. Ces drones relayaient le faisceau qui déclencherait le mécanisme de détonation. L'un des agents de Dagan sur le terrain conduirait le véhicule jusqu'à l'objectif, sous observation aérienne et terrestre, le garerait sur place, puis s'en irait. Dès que les observateurs identifiaient le moment qu'ils attendaient, ils appuyaient sur un bouton et la voiture était déchiquetée.

Sharon espérait que ces opérations pousseraient Arafat à s'attaquer à Israël, qui pourrait alors riposter en envahissant le Liban, ou qu'elles inciteraient au moins l'OLP à des représailles contre la Phalange, après quoi l'armée aurait le champ libre pour se précipiter en force à la rescousse des chrétiens.

Le Front de libération du Liban des étrangers lança aussi des attaques contre des installations syriennes, et revendiqua même la responsabilité d'opérations contre des unités de Tsahal. « Nous n'avons jamais été mêlés à des activités contre nos propres forces, affirmait Dagan, mais le Front en assumait la responsabilité afin de se donner de la crédibilité, comme s'il opérait contre toutes les forces étrangères présentes au Liban, sans restriction. »

Yasser Arafat ne se laissa pas abuser par ce stratagème. Il accusa le Mossad d'être derrière ces explosions et ce « Front ». Ce n'était pas tout à fait exact. L'agence s'opposait en réalité avec véhémence aux actions de Ben-Gal et Dagan.

« Avec le soutien de Sharon, m'expliquait l'un de mes interlocuteurs, officier du Mossad à l'époque, il s'est commis des actes terribles. Je n'ai pas l'estomac délicat, j'ai soutenu certaines des opérations d'assassinat menées par notre pays, et j'y ai même quelquefois participé. Mais nous parlons ici de tuer pour tuer, de tueries de masse destinées à semer le chaos et la peur, parmi les civils aussi. Depuis quand envoyons-nous des ânes chargés de bombes pour les faire sauter sur des marchés[43] ? »

Un autre membre des services qui se trouvait au Liban à cette période m'a rapporté ceci : « J'ai vu de loin l'une de ces voitures exploser et démolir une rue entière. C'est nous qui avons appris aux

Libanais à quel point une voiture piégée peut être efficace. Tout ce à quoi nous avons assisté par la suite avec le Hezbollah découlait des résultats de ces opérations, qu'ils ont pu constater de leurs propres yeux[44]. »

Dagan et Ben-Gal ont vigoureusement nié que le Front ait jamais eu l'intention de blesser des civils. « Les objectifs étaient toujours militaires », prétendait le second[45]. Dagan soutenait qu'il n'y avait pas d'autre solution que de recourir à des auxiliaires agissant pour leur compte. « Je suis tout à fait prêt à verser des larmes sans fin sur la tombe d'un Libanais qui a été tué en mission pour nous, pour peu qu'aucune vie juive n'ait été mise en danger. » Néanmoins, il ajoutait que recourir à des mercenaires présentait des inconvénients. « Vous pouvez leur distribuer des explosifs et leur dire d'aller faire sauter le quartier général de l'OLP je ne sais où, mais ils ont aussi leurs propres comptes à régler, et ils disposent maintenant d'une bombe pour les régler. Alors il est parfois arrivé que ça explose ailleurs[46]. »

Arafat comprit que Sharon tentait d'inciter les Palestiniens à rompre le cessez-le-feu afin de pouvoir lancer son invasion, et il déploya de véritables efforts pour ne pas lui rendre ce service, notamment une tentative partiellement réussie de mettre un terme à la violence dans les territoires occupés. Face à la modération palestinienne, les chefs du Front décidèrent d'aller plus loin.

Sharon fit de nouveau inscrire Arafat sur la liste des individus les plus recherchés – il en avait été retiré en 1974, quand le Mossad avait abouti à la conclusion qu'il était devenu une figure politique de premier plan et que, dès lors, Israël devait s'abstenir de lui nuire – et, fin 1981, Ben-Gal et Dagan planifièrent une opération qui, espéraient-ils, changerait le cours de l'histoire du Moyen-Orient[47]. L'opération Olympia, nom de code d'un restaurant connu de Tel Aviv, était destinée à acheminer des camions piégés chargés de quelque deux tonnes d'explosifs et d'encercler un théâtre de Beyrouth-Est où l'OLP prévoyait d'organiser un dîner de fête, en décembre. Une explosion dévastatrice éliminerait tout l'exécutif de l'organisation. L'idée fut abandonnée et Olympia 1 fut écarté, en faveur d'Olympia

2. Ce plan-là prévoyait que des agents installent un ensemble de bombes sous une estrade réservée à des personnalités, en cours de construction dans un stade de Beyrouth où, le 1er janvier 1982, l'Organisation de libération de la Palestine célébrerait l'anniversaire de sa création. Une simple pression sur un bouton détruirait tout.

À l'époque où ce plan entra dans sa phase opérationnelle, Ben-Gal n'occupait plus la tête du Commandement de la Région Nord. Sharon le trouvait inutile. Le général qui intriguait pour faire sauter des dizaines de Palestiniens et qui avait livré une guerre secrète au Liban était trop mou à ses yeux et manquait de détermination. En décembre 1981, il révoqua Ben-Gal du Commandement de la Région Nord et nomma un successeur plus à son goût – une décision annonciatrice de ses plans pour le Liban.

Ce fut à cette période qu'Olympia 2 passa au stade supérieur. Le 20 décembre 1981, trois agents recrutés par Dagan réussirent à s'introduire sous l'estrade des personnalités et placèrent de grosses quantités d'explosifs au-dessous de l'endroit où serait assise la direction de l'OLP, toutes reliées à un dispositif de mise à feu contrôlé à distance. En outre, sur l'une des bases de l'unité, à cinq kilomètres de la frontière, on avait préparé trois véhicules – un camion chargé d'une tonne et demie d'explosifs et deux berlines Mercedes qui en contenaient 550 kilos chacune. Trois membres chiites du Front de libération du Liban des étrangers devaient conduire ces véhicules et les garer près d'un mur du stade, derrière la tribune des personnalités. Leur explosion serait aussi déclenchée à distance une minute après celle des charges placées sous l'estrade, quand la panique serait à son comble, et alors que les survivants tenteraient de s'échapper. La mort et la destruction seraient, espérait-on, « d'une ampleur sans précédent, même pour le Liban », selon les propos d'un officier du Commandement de la Région Nord[48].

Dans une note que Rafi Eitan transmit à Ephraïm Sneh lors d'une réunion concernant l'opération planifiée, il écrivit : « Si ça marche, nous [Israël] serons immédiatement accusés. » Il n'écrivait pas cela par peur, mais plutôt avec espoir, parce que, selon ces précisions ultérieures de Sneh, « les dirigeants de l'OLP qui n'auraient pas été

tués dans l'explosion du stade sauraient tout de suite ce qu'il leur restait à faire : attaquer Israël, rompre le cessez-le-feu, et fournir à Sharon, qui mourait d'envie d'envahir le Liban, un prétexte pour le faire[49] ».

Tout était en place, mais ensuite quelqu'un divulgua le plan à Saguy, qui informa Zippori, le vice-ministre de la Défense, de ce qui se préparait. « Il y aura sans doute des diplomates étrangers avec Arafat sur cette estrade, en particulier Alexander Soldatov, l'ambassadeur d'URSS au Liban », indiquait Saguy à Zippori[50].

Ce dernier détestait Sharon et se méfiait toujours de ses intentions, aussi contacta-t-il son ancien commandant de l'Irgoun, l'organisation clandestine antérieure à la fondation de l'État : Begin en personne. « La question concernant l'ambassadeur était assez grave en soi, l'avertissait Zippori. Mais il y a plus grave, bien plus grave, et c'est qu'une fois encore ils lancent de telles actions sans l'aval du gouvernement. »

Tôt le matin du 31 décembre, la veille du jour où Olympia 2 était programmée, le chef d'état-major Eitan appela Dagan. « Tout d'un coup, j'apprends que Sharon nous ordonne de nous présenter devant le Premier ministre pour lui soumettre ce plan et obtenir son accord final avant d'agir, se rappelait Dagan. C'était une journée très pluvieuse[51]. Rafoul nous informe qu'afin de préserver le secret, il viendrait au Commandement de la Région Nord me chercher et nous nous envolerions ensemble pour aller consulter Begin. »

Dans le bureau de ce dernier, le Premier ministre les fixa tous les deux d'un regard interrogateur. « On me dit qu'il est possible que l'ambassadeur d'Union soviétique soit sur l'estrade, fit-il.

— C'est tout simplement inexact, répliqua Dagan. Il y a une très faible probabilité pour que cet ambassadeur ou un autre diplomate étranger soient présents là-bas. »

Begin demanda son avis à Saguy. Ce dernier lui répondit qu'il était probable au contraire qu'un diplomate soviétique assiste à cette manifestation. « Si quelque chose lui arrive, insista-t-il, nous nous exposons à une très grave crise avec l'URSS[52]. »

Des années plus tard, Saguy me confiait ceci : « Mon devoir de chef de l'AMAN était de veiller non seulement aux aspects opérationnels militaires, mais aussi aux questions diplomatiques. J'ai fait valoir à Begin qu'il était impossible de tuer un stade entier comme ça. Et que se produirait-il le lendemain après un tel massacre ? Le monde entier nous tomberait dessus. Le fait de ne jamais en admettre la responsabilité n'y changerait rien. Tout le monde comprendrait qui était derrière cet acte. »

Dagan, Eitan et Sharon tentèrent de convaincre Begin, en soulignant qu'une pareille opportunité ne se reproduirait plus jamais. Mais le Premier ministre prenait très au sérieux le danger d'une menace russe et leur ordonna d'y renoncer.

« En fin de compte, évidemment, il s'est avéré que j'avais raison et qu'aucun ambassadeur soviétique ou autre diplomate étranger n'était présent là-bas, m'a certifié Dagan. Mais que pouvions-nous faire ? Le Premier ministre nous a ordonné d'abandonner, alors nous avons abandonné. Ensuite, récupérer les explosifs a été une affaire très compliquée[53]. »

Puis, Begin donna son feu vert à une autre opération, qui comportait peu de risques de toucher d'autres diplomates ou civils. La surveillance des principaux dirigeants de l'OLP avait révélé qu'une fois par mois, le vendredi, ils quittaient Beyrouth en convoi, à bord de huit luxueuses Mercedes, et fonçaient vers la Syrie, puis de là en Jordanie, où ils tenaient des réunions de l'exécutif. Ils mêlaient les affaires et le plaisir, et Arafat se joignait souvent à cette délégation.

Un soir, début février 1982, une équipe d'agents de Césarée alla se poster à l'un des principaux carrefours que franchissait le convoi chaque mois. Ils démontèrent l'élément supérieur d'un des feux de circulation et le remplacèrent par un autre, fabriqué par le département technologie du Mossad. Cette pièce contenait une caméra qui transmettrait des images au quartier général. Le vendredi 5 mars, à trois heures du matin, quelques heures avant le passage prévu du convoi de l'OLP, une autre équipe de Césarée, plus nombreuse, arriva au carrefour, avec une forte quantité d'explosifs que les hommes enfouirent dans les bas-côtés, tous

reliés à un cordon de détonateur et connectés par une liaison sans fil au quartier général. Selon ce plan, les personnels videraient les lieux après avoir installé et réglé les bombes, puis rentreraient en Israël. Des agents locaux surveilleraient le convoi après son départ de Beyrouth. Lorsqu'il dépasserait un certain point, marqué sur l'un des arbres et clairement visible sur les images retransmises, les bombes seraient mises à feu et la direction de l'organisation tout entière serait liquidée.

Tout se déroula bien jusqu'à l'aube, quand un policier local avisa les deux véhicules à bord desquels l'équipe de poseurs de bombes était arrivée, et les hommes agenouillés à côté[54]. « Qu'est-ce que vous faites là ? », leur demanda le policier en arabe. « On rentre d'un mariage et on nous a servi des trucs pas frais, lui répliqua l'un des agents. On a tous la chiasse. On s'est arrêtés pour se purger le bide. » Deux hommes de l'équipe avaient déjà discrètement sorti et armé leurs pistolets. Le flic décida de continuer sa route.

Les agents se demandèrent s'il les avait crus ou s'il était parti chercher des renforts. Le quartier général décida de ne prendre aucun risque. Le Premier ministre et le ministre de la Défense étaient tous deux d'avis d'abandonner la mission, et l'équipe rentra en Israël. Une fois de plus, la règle d'airain imposant de sacrifier toute mission risquant d'exposer des agents à la capture fut strictement observée.

Que serait-il arrivé si Begin avait autorisé Dagan à aller de l'avant avec Olympia, ou si ce policier arabe n'était pas passé par là avec sa voiture ? L'histoire, soutenait Dagan, aurait emprunté un tout autre cours. « S'ils nous avaient permis d'agir et si la direction de l'OLP avait été mise hors jeu, insistait-il, cela nous aurait épargné la guerre du Liban six mois plus tard, et toutes sortes d'autres ennuis. »

Il est impossible d'en avoir la certitude. D'autres estiment que, même dans cette éventualité, Sharon et Eitan n'auraient pas été satisfaits, et qu'ils poursuivaient une vaste stratégie visant à créer un nouvel ordre non seulement au Liban, mais dans tout le Moyen-Orient.

Pour l’heure, ils gardaient le silence, dans l’attente de saisir un prétexte à cette guerre qui soit imparable.

*1. L’attentat de la rue Copernic, le 3 octobre 1980. (*N.d.T.*)

15.

« Abou Nidal, Abou Shmidal »

Tous les printemps, à Londres, la société De La Rue, une firme d'imprimerie de devises et de systèmes de sécurité basée au Royaume-Uni, organise un dîner officiel en l'honneur de diplomates et de dirigeants d'entreprise de la capitale. En 1982, ce dîner eut lieu le 3 juin dans un établissement très huppé, l'hôtel Dorchester. Quatre-vingt-quatre ambassadeurs et présidents de société du monde entier venaient y faire bombance, étoffer leurs réseaux et échanger des rumeurs.

Quand ce fut terminé, peu après vingt-deux heures, les convives commençant de se disperser, l'ambassadeur d'Israël à la Cour du palais St. James, Shlomo Argol, s'attarda dans le hall de réception de l'hôtel pour bavarder avec un autre diplomate. Ils discutèrent des cadeaux que leurs pays respectifs allaient offrir au premier enfant du prince Charles et de la princesse Diana, qui devait naître dans deux semaines. Ensuite, juste avant de franchir la porte, il serra la main à Robert Maxwell, le magnat de la presse, et le remercia de l'orientation de ses articles, favorable à Israël[1].

L'unité de protection des personnalités du Shin Bet n'ayant pas été autorisée à opérer au Royaume-Uni, Argov était protégé par un garde du corps anglais, l'inspecteur Colin Simpson. Les deux hommes sortirent de l'hôtel et parcoururent d'un pas rapide les dix mètres qui les séparaient d'une Volvo blindée de l'ambassade. Simpson ouvrit la portière arrière à Argov.

Aucun des deux hommes n'avait repéré le tueur sur le trottoir. Quand ils le virent, il était trop tard.

Hussein Ghassan Saïd faisait partie d'une cellule clandestine du groupe terroriste d'Abou Nidal. Ses deux acolytes et lui avaient attendu, en surveillant l'entrée de l'hôtel Dorchester pendant une heure et demie[2]. « La veille de l'opération, m'a expliqué Saïd, Russan, notre commandant, est venu me voir et m'a annoncé que ce serait demain un grand jour pour la nation palestinienne, que nous allions tuer un sioniste important. »

Armé d'un pistolet-mitrailleur PM WZ-63 9 mm, il s'approcha d'Argov par-derrière[3]. « Je me suis dirigé vers lui, m'a-t-il raconté, et il était sur le point de s'installer dans la voiture. J'ai sorti mon arme de mon sac et je l'ai empoignée à deux mains, comme on me l'avait appris. L'autre type lui a ouvert la portière. Je me suis encore approché, je n'étais qu'à quelques mètres, et je lui ai tiré dessus, une balle dans la tête. »

Simpson poussa Argov à l'intérieur et cria au chauffeur de foncer à l'hôpital. L'ambassadeur était grièvement blessé. Ensuite, Simpson se lança à la poursuite de Saïd qui s'enfuyait dans Park Lane en direction d'une voiture à bord de laquelle l'attendaient deux amis. L'inspecteur rapporta plus tard qu'au coin de South Street, à plusieurs rues de l'hôtel Dorchester, Saïd se retourna et ouvrit le feu sur lui. Il le manqua, et la balle toucha un véhicule appartenant à un membre de la famille royale, qui eut les vêtements recouverts d'une pluie d'éclats de verre. Presque au même instant, Simpson tira avec son pistolet calibre 38 et atteignit Saïd au cou, juste au-dessous de l'oreille droite, et le Palestinien s'écroula. « J'ai couru vers la voiture, se rappelait Saïd. Mon arme s'est enrayée. Subitement, j'ai senti un coup terrible dans le cou et je suis tombé à terre. »

Les acolytes de Saïd furent appréhendés quelques minutes après l'attentat[4]. Le renseignement britannique avait un agent double à l'intérieur de la cellule d'Abou Nidal, mais les services avaient manqué son avertissement relatif à une tentative d'assassinat et comprirent trop tard ce qui se passait.

Argov survécut, mais demeura paralysé et souffrit de graves pathologies qui provoquèrent finalement son décès en 2003. Peu après cette tentative d'assassinat, le renseignement israélien apprit qu'Abou Nidal, l'ennemi juré d'Arafat, Sabri al-Banna de son vrai nom, « avait ordonné cet attentat au nom de Barzan el-Tikriti, le chef des services de renseignement irakiens », ainsi que me l'a précisé Yigal Simon, ancien commandant de l'Unité 504, qui, à l'époque, était en poste à la station londonienne du Mossad[5].

Le demi-frère et patron de Barzan, Saddam Hussein, le despote irakien, espérait que ce meurtre provoquerait un affrontement militaire à grande échelle entre la Syrie, l'OLP et Israël, ses trois grands rivaux au Proche-Orient, en y entraînant peut-être son pire ennemi : l'Iran[6].

En l'occurrence, Saddam et l'entourage de faucons de Sharon partageaient là des intérêts convergents. Lors d'une réunion de cabinet, le matin du 4 juin 1982, le Premier ministre Begin déclara : « Un attentat contre un ambassadeur équivaut à une attaque contre l'État d'Israël, et nous allons réagir. » Il refusa d'écouter ses interlocuteurs du renseignement, qui tentèrent de lui faire entendre que depuis un an, suite au cessez-le-feu conclu à l'initiative des Américains l'été précédent, l'OLP se tenait à carreau, et qu'Argov avait été abattu par un membre d'un groupement palestinien dissident, qui voulait éliminer Arafat. « Ils sont tous de l'OLP », lança Begin. Eitan, le chef d'état-major, fut plus direct : « Abou Nidal, Abou *Shmidal*. Il faut flanquer une raclée à l'OLP[7*1]. »

Le cabinet approuva un bombardement aérien massif de Beyrouth et des bases de l'OLP. À l'évidence, Arafat ne pouvait laisser passer la chose sans réaction[8]. Peu après, vingt-neuf communautés israéliennes du Nord étaient prises sous d'intenses tirs d'artillerie de l'organisation palestinienne.

À Londres, Saïd fut condamné à trente ans de prison. Dans le cadre d'entretiens téléphoniques et d'échanges de lettres que j'eus avec lui, il disait ne pas croire que son acte ait provoqué la guerre au Liban[9]. « Ce serait arrivé de tout façon. Il se peut que cela ait affecté le calendrier de l'invasion, mais en tout état de cause, Rafoul et

Sharon voulaient conquérir le pays. Ils se sont servis de ce que j'ai fait comme d'un prétexte. »

Il avait probablement raison. Quoi qu'il en soit, la guerre au Liban était déclarée.

Le 5 juin, Ariel Sharon présenta au gouvernement un plan pour venger l'attentat contre Argov et réduire les forces de l'OLP au silence. Il lui donna un nom : opération Paix en Galilée, un nom conçu pour donner l'impression qu'il s'agissait d'une mission de légitime défense engagée presque à contrecœur. Ce serait une incursion limitée, promit-il au cabinet, visant seulement à éradiquer la menace que faisait peser l'artillerie palestinienne sur les populations israéliennes[10]. L'armée limiterait sa pénétration à l'intérieur du Liban à une quarantaine de kilomètres, soit la portée des plus gros canons de l'OLP à l'époque.

Mordechai Zippori, qui détenait alors le portefeuille des Communications, fut le seul ministre à s'opposer à ce plan[11]. Il suspectait Sharon de poursuivre de bien plus vastes objectifs. Avec sa formation militaire, il ne lui avait pas échappé qu'une avancée d'une telle profondeur, sur le flanc des forces syriennes au Liban, conduirait nécessairement à un affrontement entre les forces israéliennes et celles de Damas. Begin repoussa ses objections et déclara : « J'ai dit que nous n'attaquerions pas les Syriens. »

Pourtant, les soupçons de Zippori étaient une fois de plus entièrement justifiés. Ce n'était en effet que le début du véritable plan de Sharon[12]. Associé à Eitan, son chef d'état-major, il poursuivait un programme secret bien plus grandiose : il avait l'intention de se servir de l'armée pour recomposer l'ensemble de la carte du Moyen-Orient. Dans sa vision, les forces israéliennes et leurs alliés de la Phalange conquerraient le Liban de la frontière jusqu'à Beyrouth, en anéantissant toutes les forces de l'OLP et en infligeant de graves dommages aux unités syriennes déployées dans la région. Après s'être emparés de la capitale, les Israéliens placeraient le chef de la Phalange, Bachir Gemayel, à la présidence, transformant ainsi le Liban en allié fiable. Ensuite, Gemayel expulserait les Palestiniens en Jordanie, où ils formeraient une

majorité apte à créer un État palestinien en lieu et place du royaume hachémite. Tout ceci, calculait Sharon, viderait de leur sens les exigences palestiniennes d'un État en Judée et en Samarie – la Cisjordanie –, deux régions qui seraient alors intégrées à Israël.

Ce plan chimérique comportait un élément crucial : tuer Yasser Arafat. Sharon croyait que dans une guerre contre une organisation terroriste, les emblèmes et les symboles étaient aussi importants que le décompte des pertes. Pour envoyer un signal fort, pour briser le moral des Palestiniens, Eitan et lui étaient déterminés à entrer dans Beyrouth, à trouver le repaire du chef historique, et à le tuer.

À cette fin, une force d'intervention spéciale fut mise sur pied, sous nom de code Salt Fish (Poisson Salé). Sharon nomma à sa tête ses deux experts des opérations spéciales – Meir Dagan et Rafi Eitan. « Je pensais que l'éliminer changerait tout, reconnaissait Dagan. Arafat n'était pas seulement un dirigeant palestinien, mais une sorte de père fondateur de la nation palestinienne. Le tuer lèverait tous les freins à une bonne partie des conflits internes de l'OLP et, à partir de là, obérerait fortement leur capacité à prendre des décisions stratégiques. »

Le chef de l'AMAN, le major général Yehoshua Saguy, et le chef du Mossad, Yitzhak Hofi, ancien général de Tsahal, s'opposèrent tous les deux fermement à l'invasion du Liban, car ils savaient que derrière les promesses de Sharon et d'Eitan d'« une incursion n'excédant pas une quarantaine de kilomètres » se profilait un autre plan dissimulé qui mettrait l'État hébreu dans une situation périlleuse. « Je les connaissais tous les deux, m'a confié Hofi, et je savais qu'ils n'avaient pas renoncé à leur ambition et que, d'une manière ou d'une autre, ils essaieraient d'obtenir ce qu'ils avaient toujours voulu réaliser » – atteindre Beyrouth et tuer Arafat[13]. Hofi avertit Begin qu'une invasion du Liban « serait la guerre du Kippour du Likoud », le parti du Premier ministre – un désastre pour l'État et pour sa carrière politique, tout comme le conflit de 1973 avait sonné le glas de l'hégémonie du parti travailliste.

Begin rejeta les objections de ses agences de renseignement et, le 6 juin, Tsahal s'engouffra au Liban.

Une armée de 76 000 hommes, 800 blindés et 1 500 véhicules blindés de transport de troupes s'avança vers le nord sur trois axes, avec une quatrième force qui débarqua par la mer.

Les débuts furent prometteurs, du point de vue de Sharon[14]. Ses forces atteignirent presque tous leurs objectifs, grâce à leur puissance de feu très supérieure, mais aussi aux renseignements de grande qualité que l'AMAN et le Mossad leur avaient procurés après avoir réussi à infiltrer une Organisation de libération de la Palestine corrompue jusqu'à l'os. Les milices palestiniennes se conduisirent encore plus médiocrement que le renseignement militaire l'avait prédit. La plupart de leurs commandants prirent la fuite, en laissant leurs hommes périr[15].

Tout comme l'avait annoncé Zippori, les Syriens ripostèrent à cette provocation flagrante. Eitan, dont les troupes avaient failli être débordées par les Syriens sur les hauteurs du Golan en 1973, profita de cette occasion pour solder ce passif et ordonna une contre-attaque en force. Les Syriens plièrent sous le feu israélien[16].

Mais au fil des victoires militaires, les ministres comprirent assez vite que l'« incursion d'une quarantaine de kilomètres » qu'ils avaient promise contre l'OLP se transformait en une tout autre affaire. Sharon ordonna à ses unités de poursuivre leur progression, en prétendant que c'était nécessaire, pour des raisons opérationnelles diverses. Face à sa personnalité charismatique et dominatrice, les ministres ne soulevèrent presque aucune objection.

« J'ai vite constaté que leur plan des quarante kilomètres s'évaporait rapidement, et que Tsahal pénétrait plus en profondeur au Liban, m'a confirmé le secrétaire militaire de Begin, le général de brigade Azriel Nevo[17]. Sharon avait menti et il avait dupé Begin et le gouvernement. Avec son brio, il savait comment exposer, dans les termes les plus frappants, pourquoi il était nécessaire d'avancer encore de quelques kilomètres, parce que autrement demain matin l'armée syrienne s'emparerait d'une certaine colline et mettrait nos troupes en danger. C'est comme cela qu'il réussit à soutirer au gouvernement l'autorisation de poursuivre son invasion rampante. »

Le 25 juin, Tsahal achevait l'encerclement de Beyrouth, très au-delà du périmètre d'intervention convenu, et entama un siège éprouvant et le bombardement des quartiers ouest de la capitale.

Sharon avait espéré que les Phalangistes chrétiens maronites l'aideraient à combattre l'OLP, en lui servant de chair à canon, en particulier dans les quartiers les plus densément peuplés. La Phalange entretenait des espoirs similaires, mais dans le sens inverse : que les Israéliens endossent le gros des combats qui leur permettraient ensuite d'imposer leur hégémonie au Liban. « Le Mossad, qui organisait la liaison avec la Phalange, s'était totalement trompé dans sa lecture de la situation libanaise et quant aux capacités et aux intentions des chrétiens. Ceux-là nous ont menés en bateau », estimait Nevo[18].

Les dirigeants de la Phalange pressèrent les Israéliens de conquérir sans cesse plus de territoire, en promettant une assistance militaire qui ne se concrétisa jamais. Lors d'une réunion avec le chef d'état-major, Eitan, le 16 juin, le chef de la Phalange, Bachir Gemayel, implora Tsahal de s'emparer de Beyrouth[19]. « Vos déclarations affirmant que vous n'entrerez pas dans la capitale, fit Gemayel, ne vont pas dans le bon sens, parce qu'elles renforcent la combativité des Palestiniens et des musulmans et font obstacle au processus politique. » En même temps, il prodiguait ses conseils sur le traitement qu'il fallait réserver à sa ville natale : « Vous devez continuer les bombardements aériens, parce que les tirs d'artillerie sont sans effet, ils s'y sont habitués. »

Tous ensemble, Sharon, Eitan et les Phalangistes élaboraient secrètement un plan d'invasion de Beyrouth auquel ils donnèrent le nom de code Spark (Étincelle)[20]. Lors d'une rencontre au domicile de Sharon, le 1er août, à laquelle assistèrent les chefs de Tsahal et du Mossad, Sharon demanda à Gemayel : « Peut-on de nouveau couper l'eau ? », soucieux d'exercer le maximum de pression pour contraindre l'OLP et les Syriens à battre en retraite[21].

« Nous pouvons, si vous nous couvrez, répondit son interlocuteur.

— D'accord, fit le ministre de la Défense. Mais le lundi il faut laisser les conduites ouvertes, c'est le jour où Shultz [le secrétaire

d'État américain] rencontre Shamir [le ministre des Affaires étrangères]. »

À Jérusalem, les ministres n'apprirent qu'après coup l'ordre donné par Sharon de se lancer, pour la première fois de l'histoire d'Israël, à la conquête de la capitale d'un État arabe souverain. En fait, tout au long de cette guerre, il ne cessa jamais d'assurer au gouvernement, à la Knesset et à la nation qu'« il n'y a aucune volonté d'entrer dans Beyrouth », réitérant cette promesse à maintes reprises[22]. Pourtant, l'ordre qu'il donna à son armée était parfaitement clair : « Il faut finir de nettoyer les quartiers sud » de Beyrouth, où se situaient les camps de réfugiés et les bases de l'OLP, exigea-t-il lors d'une réunion à son bureau, le 11 juillet, « pour détruire tout ce qui peut l'être […] tout raser[23] ».

L'invasion à grande échelle du Liban et le siège de Beyrouth se transformeraient pour Israël en bourbier, avec une occupation qui se prolongerait encore dix-huit ans, tout au moins pour la partie sud.

Le monde entier, y compris le président Ronald Reagan, qui entretenait de bonnes relations avec Begin, se retourna contre la nation juive. « Vous provoquez un holocauste à Beyrouth », lança le président américain, très en colère, à Begin, lors d'une conversation téléphonique[24]. « S'il vous plaît, monsieur le président, répliqua Begin, non moins furieux, vous n'allez pas m'apprendre ce qu'est un holocauste. Mon peuple et moi-même connaissons très bien la signification de ce mot. »

Le Mossad essaya de dresser un tableau plus équilibré en divulguant à l'*Observer*, à Londres, des documents censés démontrer que l'Organisation de libération de la Palestine possédait des stocks d'armements pour 100 000 hommes, qui étaient en fait les réserves de secours de l'Union soviétique au Moyen-Orient[25]. Il affirmait aussi que l'URSS comptait envoyer des soldats cubains combattre aux côtés des Palestiniens, conquérir la Galilée, détruire les colonies juives et instaurer un État indépendant. Il est permis de douter que ces inventions aient contenu une once de vérité, et elles ne firent certainement pas basculer l'opinion mondiale en faveur d'Israël. Le conflit du Moyen-Orient était une fois de plus perçu

comme une histoire de David contre Goliath – mais cette fois Israël tenait le rôle du géant puissant et brutal, et les Palestiniens celui de l'opprimé inspirant la pitié.

L'entière portée de la supercherie dont avait usé Sharon contre le gouvernement et l'opinion publique israéliens ne se fera jour que progressivement. Mais le bilan des victimes israéliennes qui s'alourdissait régulièrement, les objectifs mal définis et fluctuants, et les récits de destruction et de souffrance au Liban que faisaient les soldats en permission commencèrent à susciter des protestations et des oppositions.

Le chef d'état-major, Eitan, se rendit compte que la plupart des mouvements de Tsahal au Liban étaient décidés sans l'approbation du gouvernement, aussi s'absenta-t-il délibérément des réunions de cette instance, en prétextant qu'il était aux côtés de ses unités combattantes[26]. Il laissait les besognes de cloisonnement et de dissimulation à Sharon qui, se contentant d'ignorer toute opposition, continuait d'avancer. (Un musicien de rock réputé, Shalom Hanoch, écrivit une chanson à son sujet : « He Doesn't Stop on Red », Il ne s'arrête pas au feu rouge.)

On ne sait au juste ce que Begin savait du plan compliqué d'Ariel Sharon. Par la suite, ce dernier intenterait un procès à un journaliste qui avait écrit qu'il avait menti à Begin et lui avait dissimulé des informations. Sharon perdit[27].

Quant au plan destiné à se débarrasser de Yasser Arafat, il n'existe aucun compte rendu écrit des réunions de cabinet ou des entrevues de Sharon avec Begin, il est donc impossible d'établir précisément ce que ce dernier et ses autres ministres savaient de l'opération Salt Fish (à supposer qu'ils aient su quoi que ce soit)[28].

Pourtant, au-delà de ce que le Premier ministre pouvait concrètement en savoir, il ne cachait rien de son opinion sur une autre nécessité plus impérieuse : se débarrasser d'Arafat. Dans une lettre à Reagan, le 2 août, il écrivait qu'il se sentait comme s'il « avai[t] envoyé une armée à Berlin régler son compte à Hitler dans sous bunker[29] ». Dans un discours à la Knesset, la même semaine,

il évoqua encore le leader palestinien, « cet homme méprisable au visage barbu, le tueur de nos enfants[30] ».

La force d'intervention Salt Fish, mise sur pied par Meir Dagan et Rafi Eitan, continuait d'opérer en dehors du périmètre du commandement des opérations de guerre, et se composait principalement de soldats de Sayeret Matkal commandés par le chef de cette unité, alors sur le départ, le lieutenant-colonel Uzi Dayan. Cela étant, sa mission était compliquée par les réalités de la guerre urbaine. Le groupe ne pouvait se contenter d'envoyer un peloton de fantassins se ruer dans Beyrouth pour aller tuer un homme, une tactique qui aurait provoqué des dévastations inimaginables. « Notre tâche principale consistait donc à localiser la cible Salt Fish, et à la caler dans le viseur des bombardiers de l'armée de l'air, expliquait Dayan. Sans causer trop de dommages collatéraux[31]. »

Le colonel Yossi Langotsky, l'un des pères fondateurs de l'unité technologique de l'AMAN, fut convoqué à Beyrouth en juin pour mettre sur écoute tous les systèmes de télécommunications de l'OLP[32]. Grâce aux appels interceptés, qui faisaient l'objet de contrôles croisés avec les observations sous couverture effectuées par les escadrons de Sayeret Matkal et les informations des agents du Mossad, les équipes de Salt Fish disposaient d'une profusion de renseignements sur les cachettes utilisées par Arafat[33].

Pourtant, « cela restait une mission très compliquée, soulignait Dayan. Nous devions recouper les informations de sources diverses, pour comprendre quel bâtiment ou quel repaire étaient les bons, les repérer sur la carte, réduire le tout à quelques coordonnées à dix chiffres, les transmettre à l'armée de l'air, et donner aux aviateurs assez de temps pour faire décoller un appareil qui allait bombarder le site en question ».

Au poste de commandement de Salt Fish, les journées et les nuits interminables étaient surtout des moments exaspérants, car Arafat ne cessait de leur échapper. Langotsky et Dayan entendaient les gardes du corps du chef palestinien organiser son arrivée à un endroit donné, à une certaine heure, et communiquaient aussitôt les coordonnées à l'aviation. Un jour, ils entendirent même Arafat en

personne au téléphone et envoyèrent deux chasseurs-bombardiers raser l’immeuble, mais Arafat était reparti « pas plus de trente secondes plus tôt », selon Dayan[34].

Le dirigeant palestinien comprit que ce n’était pas une coïncidence si des bombes tombaient régulièrement aux endroits où il venait d’entrer ou qu’il avait à peine quittés. Il avertit son entourage que Sharon, à Beyrouth, se comportait comme un « loup blessé » et qu’il voulait le tuer pour se venger de cette guerre qui traînait en longueur. Il se mit à prendre davantage de précautions, organisant plusieurs réunions où il était attendu au même moment en des endroits différents. Il disséminait la désinformation parmi ses collaborateurs, car il soupçonnait l’un ou l’autre d’être un agent du Mossad, et il n’arrêtait pas de bouger[35].

« Arafat modifiait constamment son programme, observait Moshe Yaalon, un officier de Salt Fish. Son comportement ne respectait aucun schéma récurrent, rien qui pouvait permettre de préparer un raid terrestre contre un bunker ou une maison[36]. »

Se sentant de plus en plus désarmé, le groupement échafaudait d’innombrables plans. Le 3 juillet, le directeur de la rédaction d’un magazine de gauche, Uri Avnery, franchit la ligne de front de Beyrouth (avec un journaliste, Sarit Yishai, et un photographe, Anat Saragusti), pour aller interviewer le leader palestinien. Arafat était perçu comme le pire ennemi de la nation, et c’était sa première rencontre avec un Israélien. « Mon but était de commencer d’ouvrir la voie vers une paix israélo-palestinienne en changeant le mode de pensée de mes compatriotes », m’a confié Avnery[37]. Pas particulièrement conquis par cette initiative (« J’éviterai de dire ce que je pense d’Avnery et de cet acte scandaleux », m’a lancé Yaalon[38]), le groupement Salt Fish tenta néanmoins de tirer parti de l’occasion qui s’offrait pour suivre les trois Israéliens à la trace et les laisser conduire un groupe d’exécuteurs tout droit jusqu’à Arafat.

Une discussion eut lieu entre les membres de Salt Fish, pour savoir s’il était acceptable de mettre en danger la vie de ces Israéliens, au risque peut-être même de les tuer en accomplissant leur mission[39]. Avner Azoulai, le représentant du Mossad lors de

leurs réunions, résumait les conclusions de ce débat en ces termes : « Si les conditions avaient été réunies sous l'angle opérationnel, on peut raisonnablement supposer qu'Arafat et ces trois braves Juifs n'auraient pas survécu. »

Arafat, toujours aussi prudent, soupçonnait que l'agence réussisse à pister Avnery et les deux journalistes qui l'accompagnaient. Ses gardes prirent de strictes contre-mesures pour leurrer l'adversaire, et le commando de Salt Fish perdit leur trace dans les ruelles de Beyrouth-Sud.

Les jours passant, et la réalité d'une guerre civile de plus en plus sanglante refusant de se conformer au plan d'une ambition démesurée de Sharon et Eitan, visant à reconfigurer une région entière, les deux faucons imposaient des pressions croissantes à l'armée de l'air et aux équipes de Salt Fish pour qu'elles réussissent à atteindre Arafat. « Dès le début du siège de Beyrouth, la question de son élimination revêtit une énorme importance. On avait la sensation que Sharon en faisait de plus en plus une affaire personnelle, m'a expliqué le major général David Ivry, qui commandait alors l'armée de l'air. De temps à autre, des gens du Mossad ou de l'AMAN se présentaient à Canary (le poste de commandement de l'aviation, dans un bunker souterrain des profondeurs de Tel Aviv) et nous informaient qu'Arafat se trouvait ici ou là. Sharon ou Rafoul nous ordonnaient de bombarder immédiatement les lieux.

« Je trouvais ça pagailleux, avec le risque de toucher des civils, continuait Ivry[40]. Je n'étais pas prêt à donner mon feu vert à une opération bombardement de ce genre sans recevoir un ordre écrit de la Direction générale des opérations spéciales de l'état-major. J'espérais que resituer l'affaire dans un cadre formalisé de partage d'informations et de prise de décision conduirait à une meilleure appréciation des choses. En fait, beaucoup d'ordres ne parvenaient jamais sous forme écrite. Ils disparaissaient quelque part en chemin. »

Uzi Dayan avait les mêmes inquiétudes. « Arafat a eu la vie sauve grâce à deux atouts, rappelait-il. Sa bonne étoile, qui ne s'éteignait jamais, et moi. Je considérais qu'il constituait une cible légitime,

mais je ne pensais pas que frapper la cible constituait une fin justifiant tous les moyens. Si je constatais que cela impliquerait la mort de nombreux civils, même si nous savions qu’Arafat était là, je n’acceptais pas de faire bombarder l’objectif.

« Rafoul piquait tout le temps des crises de rage, continuait-il. Il m’appelait et me lançait : “J’apprends que vous avez reçu des informations sur tel et tel endroit. Pourquoi les avions n’ont-ils pas pris l’air ?” Je lui répondais que c’était impossible parce qu’il y avait beaucoup de civils autour. Il me rétorquait : “Oubliez ça. J’assume cette responsabilité.” Je n’étais pas disposé à permettre une chose pareille. Rafoul n’allait pas me donner des leçons sur les lois de la guerre[41]. »

Rafael Eitan rappelait alors à Dayan qu’il n’était pas autorisé à décider s’il devait ou non lâcher ses bombes. Mais ainsi que l’intéressé me l’a lui-même précisé, « tout ce que je devais faire, c’était signaler quand la cible était mûre du point de vue du renseignement. De ce fait, à partir de ce moment-là, chaque fois que nous savions qu’un bombardement ferait des victimes civiles en masse, nous leur indiquions que la cible n’était pas mûre sous l’aspect renseignement ».

Dans la soirée du 4 août, Eitan demanda au chef du département des opérations de l’armée de l’air, Aviem Sella, de venir le voir. Les deux hommes entretenaient une relation de bonne entente, et Eitan avait un faible pour Sella, un officier très prometteur considéré comme un commandant potentiel de l’arme aérienne.

Eitan accueillit Sella et lui annonça que le lendemain il n’irait pas travailler à Canary, comme à son habitude, mais qu’il « partait en voyage ».

« Du genre de notre dernier voyage ensemble ? lui demanda son visiteur, une allusion à la visite de Beyrouth, en mai, en prévision de l’invasion et de l’opération d’élimination d’Arafat.

— Quelque chose de ce genre, oui, lui répondit le chef d’état-major. Mais d’en haut. Retrouve-moi demain matin à Hatzor [une base aérienne dans le Sud]. Tu piloteras l’avion, et je me chargerai de la navigation et des systèmes de combat. Nous allons bombarder Beyrouth. »

La cible était un immeuble où le dirigeant palestinien était censé se trouver le lendemain matin, selon l'information obtenue grâce à l'opération Salt Fish.

Sella savait qu'Eitan détenait une licence de pilote d'appareil léger, mais il restait malgré tout persuadé d'avoir mal entendu. « C'était complètement dingue, m'a-t-il fait. J'étais sous le choc. Si quelqu'un m'avait raconté que le chef d'état-major, qui n'était pas réellement un aviateur, embarquait le chef du département des opérations aériennes et s'offrait une petite pause dans la gestion de la guerre, le temps d'aller bombarder Beyrouth pour le plaisir, je n'y aurais jamais cru. »

Chez le chef d'état-major, Rafi Eitan, tuer Arafat virait en effet à l'obsession[42]. Le lendemain, les deux hommes se retrouvèrent à Hatzor. Ils faisaient partie d'un groupe de quatre Phantom qui décolleraient pour une opération de bombardement d'un quartier de bureaux à Al-Sana'i, dans Beyrouth-Ouest, où Arafat était supposé assister à une réunion. « Rafoul ne se sentait pas si bien ; je pense qu'il avait un peu le mal de l'air. Je me suis chargé de la navigation. Il a géré les systèmes d'armes, qui étaient assez primitifs comparés à ceux d'aujourd'hui. Nous avons effectué deux passes de bombardement au-dessus de l'objectif, puis une autre pour voir si nous avions placé un coup au but. Rafoul était content, et nous avons remis le cap sur Israël. »

Une fois de plus, Arafat fut pour ainsi dire un miraculé : les bombes avaient dévasté une partie de l'immeuble juste avant son arrivée. Sella rentra de Hatzor à Tel Aviv pour diriger les opérations de l'armée de l'air, et Eitan regagna la capitale libanaise en hélicoptère[43]. « Dans la soirée, se rappelle Sella, je l'ai vu à la télévision, interviewé aux abords de Beyrouth. Il a déclaré qu'Israël s'abstenait de bombarder des objectifs dans des environnements civils, or, c'était exactement ce qu'il venait de faire, lui-même, ce matin-là. »

Le problème que posait l'opération Salt Fish, pour Sharon et pour Israël, c'était que le monde entier en était spectateur. À chaque tentative d'assassinat manquée, l'État hébreu ressemblait de plus en

plus à une puissance militaire qui, tout à sa volonté monomaniaque de tuer un seul homme, écrasait une nation souveraine. Au lieu d'être perçu comme un terroriste assoiffé de sang, Arafat était désormais le chef d'une nation de réfugiés piétinée par la machine de guerre israélienne. Sharon avait atteint précisément le but inverse de celui qu'il recherchait.

Sa cible principale devenant maintenant l'objet de la sympathie mondiale, l'invasion s'embourba encore davantage dans le marécage de l'aventure militaire[44]. Il fallait briser cette situation d'impasse, et préserver une demi-victoire. Le 1er août, Tsahal commença d'exercer une pression intense sur les forces de l'OLP dans la capitale (c'était l'opération King Kong), avec soixante-douze heures d'un barrage d'artillerie destiné à convaincre le chef de l'Organisation de libération de la Palestine de se retirer du Liban. L'armée de l'air effectua plus d'une centaine de sorties sur un laps de temps de dix heures. Ce barrage par air, terre et mer se poursuivit au-delà de cette date et atteignit son paroxysme le 12 août, qualifié par la suite de Jeudi Noir, en raison des ravages causés.

Cette pression intense fit son effet. Le 13 août, après une médiation américaine, Arafat accepta d'évacuer Beyrouth avec ses forces. Uzi Dayan laissa l'équipe de Salt Fish sous le commandement de Yaalon et quitta lui aussi la capitale, avec un sentiment mitigé. « Je n'ai pas passé le reste de ma vie à regretter, mais à l'époque je pensais, et je crois encore, qu'il est dommage de ne pas avoir exécuté cette mission, confiait-il. D'un autre côté, cette guerre aura été une affaire très éprouvante au plan humanitaire. Nous observions la population libanaise autour de nous, la pauvreté, les destructions causées par les combats. Entre nous, parmi les forces combattantes, le débat était vif. Je connaissais des amis, des frères d'armes, qui étaient vraiment convaincus que quelqu'un aurait dû tuer Sharon, et ils ont réellement envisagé de l'assassiner, pour sauver l'État d'Israël. J'avais soutenu cette guerre depuis le début, mais j'avais aussi compris que nous étions dans une impasse, que ce conflit n'aboutissait à rien. Sharon et Rafoul trompaient tout le

monde. J’ai quitté Beyrouth avec une grande sensation de soulagement[45]. »

Le 21 août, les forces de l’Organisation de libération de la Palestine évacuaient la capitale libanaise par la mer. Concernant l’invasion du Liban et le siège de Beyrouth, les relations d’Israël avec les États-Unis étaient très tendues. Le Premier ministre Begin était désireux d’aller vers l’apaisement. Dès que l’accord d’évacuation fut signé, il promit à l’émissaire américain chargé d’une mission de médiation, Philip Habib, qu’aucun mal ne serait fait aux évacués. Pour Begin, il était important de tenir cette promesse, et il donna à Sharon l’ordre strict de renoncer à tous les plans qui avaient été échafaudés pour exploiter ce retrait comme une occasion de régler son compte à Arafat.

L’équipe de Salt Fish demeura à Beyrouth et, le 30 août, prit position, avec des officiers du Shin Bet et du Mossad, sur les toits adjacents aux sièges des compagnies nationales libanaises d’exploitation pétrolière et d’électricité. « À cette distance, nous avons vu un important convoi de véhicules, se souvient l’un des agents du Shin Bet. Tout à coup, nous avons aperçu le fameux keffieh sur la fameuse tête de l’homme le plus recherché de tous sortir d’une des voitures[46]. Il était au milieu d’une foule de gens, comme entouré d’un essaim d’abeilles.

Il aurait été si facile de le tuer[47]. « Nous étions à 180 mètres, m’a expliqué Yaalon. À cette distance, avec les fusils de tir de précision dont notre équipe était dotée, c’était difficile de le manquer. » D’autres qui étaient également là se souviennent qu’à cet instant, Arafat était dans la ligne de mire d’au moins cinq snipers.

L’un des commandants était en contact radio avec Eitan, le chef d’état-major, dans le bunker de commandement à Tel Aviv, et le tenait informé du moment où le leader palestinien serait hors de portée[48]. « On peut y aller. Nous l’avons dans nos viseurs. Avons-nous l’autorisation ? » Eitan différait, et l’officier continua : « Il est sur le point d’entrer, dans dix, neuf secondes… s’il vous plaît, donnez-nous l’autorisation… huit, sept… »

Finalement, Eitan lui répondit de sa voix nasillarde, manifestement désappointé. « Négatif, dit-il. Je répète : négatif. Vous n’avez pas l’autorisation. »

Vingt-quatre heures plus tard, Begin donnait à Philip Habib une photo d’Arafat prise dans le viseur d’un fusil de sniper, afin de lui prouver que, malgré cette opportunité, Israël avait tenu parole. À ce moment-là, le chef palestinien était à Athènes, en route pour l’étape suivante, à Tunis[49]. L’objectif de Begin, « régler son compte à Hitler dans son bunker », ainsi qu’il l’avait déclaré à Reagan, s’était transformé : il venait simplement d’assister à l’évacuation de Hitler, quittant Berlin par la voie des airs.

*1. En yiddish, le préfixe *shm* marque le mépris et la dépréciation. (*N.d.T.*)

16.

Drapeau noir

Sharon avait promis le retrait des troupes de Tsahal dès le départ de l'OLP, mais il restait au contraire fixé sur son plan ambitieux de redessiner la carte du Moyen-Orient. Face à des forces israéliennes fermement retranchées et à un Mossad exerçant de fortes pressions, le 23 août 1982, le parlement libanais vota l'installation de Bachir Gemayel à la présidence[1]. Tel que Sharon s'imaginait la suite, Gemayel expulserait les Palestiniens du Liban.

En attendant, Sharon voulait mettre hors d'état de nuire « le noyau terroriste [des miliciens de l'OLP] et les forces d'extrême gauche [communistes et autres groupes de gauche alliés à l'OLP], qui sont équipés d'armes lourdes et restent dans Beyrouth-Ouest ».

Il savait que les Nations unies déploieraient bientôt une Force multinationale de maintien de la paix (MNF) dans la capitale, et une fois que ce serait fait, il ne serait plus en mesure d'agir comme bon lui semblait. Lors d'une réunion avec les dirigeants du Mossad et du Shin Bet, il s'interrogea à voix haute : « Comment serons-nous en situation de nous occuper des terroristes, une fois que la MNF entrera en action ? Nous serons obligés de recourir à de tout autres méthodes. […] Nous devrons avoir la certitude que le problème a été réglé, et chaque démarche que nous entreprenons maintenant devra faciliter les choses pour plus tard[2]. »

Il ne voulait pas faire entrer Tsahal au cœur des camps de réfugiés palestiniens, aussi suggéra-t-il que les Phalangistes

pénètrent dans Beyrouth-Ouest « pour s’assurer que tous ceux [de l’OLP] qui sont là-bas se feront tuer ou arrêter[3] ». L’idée plut à Begin et il approuva la décision de confier cette tâche à la Phalange, parce que « nos gars ne verseront pas leur sang dans cette affaire[4] ».

Le Mossad renchérit[5]. « Nous avions une longue liste de noms de militants d’extrême gauche européens qui étaient avec les Palestiniens, expliquait Avner Azoulai, l’officier de l’agence chargé de la liaison avec la milice maronite. L’idée était de remettre ces noms aux Phalangistes pour qu’ils puissent les débusquer et les tuer. Après quoi, le Mossad serait en mesure de secrètement informer les pays européens d’où ces renégats étaient originaires, comme l’Allemagne, la France et l’Italie, que leur problème était résolu, et que, de ce fait, ils nous devraient une faveur. »

En réalité, ce fut Gemayel qui finit assassiné, trois semaines plus tard, avec bon nombre de ses collaborateurs, soufflés par une bombe posée par un agent syrien, qui démolit le quartier général de la Phalange à Beyrouth[6]. En réaction, les milices chrétiennes libanaises obtinrent des Israéliens l’autorisation de traquer les combattants de l’Organisation de libération de la Palestine dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila.

Le matin du 16 septembre, Yair Ravid, chef de l’équipe de Tsomet à Beyrouth, était au quartier général de la Phalange, où le Mossad avait installé sa station beyrouthine. « Tout à coup, m’a raconté Ravid, j’ai vu les gars d’Elie [Hobeika, le chef militaire de la Phalange] affûter leurs poignards et ils m’ont dit : “Aujourd’hui, c’est le tour des *silah al abyad* ”, les armes blanches, la formule par laquelle les Libanais désignent le massacre au couteau. Ils ne m’ont pas dit à qui ils s’attaqueraient exactement, mais pour moi il était clair qu’ils allaient trancher quelques gorges. Je n’ai pas creusé davantage. J’étais juste leur invité. » Ravid n’informa pas ses supérieurs de ce qu’il avait vu[7].

Robert Hatem, l’exécuteur de Hobeika, se rappelait que lorsque les trois cent cinquante Phalangistes s’étaient mis en route pour leur mission, « Hobeika nous a dit : “Foutez-moi en l’air tout le monde là-

bas. Effacez-moi ce camp.” Nous avons même utilisé un [bulldozer] D9 pour tout démolir ».

Le camp, selon Hatem, « n’était fait que de cahutes, de baraques en tôle. Quand nous avons tiré dans le tas, tout s’est effondré. On a tiré tous azimuts. On n’est pas allés vérifier pour voir qui était derrière ces murs ».

Ce fut un groupe commandé par Marom Mashalani qui infligea le plus gros des dommages[8]. « Ses membres, notamment l’un des commandants, expliquait Hatem, prenaient beaucoup de drogues, ils ingurgitaient tout ce qu’ils pouvaient. Ils ne faisaient pas de distinction entre les combattants et les non-combattants, ou entre les hommes et les femmes. Ils les ont tous abattus. »

Il en résulta un horrible massacre[9]. Le nombre des morts reste contesté – les Israéliens parlent de 700 victimes, les Palestiniens de 2 750. Sharon affirmerait plus tard que « les forces libanaises [c’est-à-dire les Phalangistes] se conformaient aux conventions de guerre quand Tsahal les contrôlait, supervisait ou coordonnait leurs actions. […] Cette issue terrible tient à la nature même d’un effondrement imprévu et inexpliqué[10] ». En d’autres termes, Sharon prétendait qu’il n’aurait pu prévoir ce qui s’était passé.

Pourtant, des documents classifiés de Tsahal et du Mossad prouvent que la barbarie des agissements de la Phalange était connue de longue date de la hiérarchie israélienne de la défense[11]. Selon la thèse dominante, juste après l’évacuation de l’OLP de Beyrouth, « la Phalange trouverait un moyen d’intervenir, de régler ses comptes – les meurtres commenceraient dans Beyrouth dès le premier jour ».

Sharon lui-même s’était exprimé avec mépris au sujet de l’éventuelle contribution militaire que serait capable d’apporter la Phalange, en décrétant : « Oubliez-les. Ils ne feront rien. Peut-être plus tard, quand […] il leur sera possible de piller, de tuer, de violer. Alors, oui, ils violeront, ils pilleront et ils tueront[12]. »

Tsahal et le Mossad ne prirent pas une part directe au massacre, mais la protection que ces deux entités procurèrent aux forces chrétiennes et leur incapacité à garantir la sécurité des Palestiniens

sous occupation ternirent le nom d'Israël. Dès que les Israéliens découvrirent ce qu'avaient fait les Phalangistes, ils leur ordonnèrent de cesser et exprimèrent leur indignation. En même temps, toutefois, ils conseillaient la milice maronite sur ce qu'elle devait raconter aux légions de journalistes qui couvraient à présent ces atrocités[13].

Il s'ensuivit de sévères critiques, au plan intérieur et international. Les chefs de l'opposition, Yitzhak Rabin et Shimon Peres, retirèrent leur soutien à la guerre dès qu'ils eurent connaissance de l'ampleur du massacre.

La réaction de Sharon fut typique. En 1982, témoignant à huis clos devant une commission de contrôle de la Knesset sur les services secrets, il lut des extraits d'une liasse de documents classifiés relatifs au massacre des Palestiniens perpétré par les maronites au camp de réfugiés de Tel al-Zaatar en 1976, quand Rabin et Peres dirigeaient le pays. Il s'étendit longuement sur le massacre horrible des enfants, sur les lames qui éventrèrent des femmes enceintes[14].

Peres lui répliqua avec colère : « Qui savait [ce qui se passait] ? »

Sharon lui rétorqua : « La Croix-Rouge a indiqué que, pendant ces journées de massacres, nos navires ont interdit à des bateaux transportant de l'aide médicale de s'approcher. […] Vous avez créé ce type de relations et nous avons continué dans cette voie. […] Après le massacre, vous les avez aussi aidés. Nous ne nous en sommes pas plaints auprès de vous, à l'époque. Et je n'aurais pas soulevé la question si vous ne vous étiez pas comporté comme vous l'avez fait. […] Vous, monsieur Peres, après Tel al-Zaatar, vous n'avez pas le monopole de la moralité. »

Le ton menaçant de Sharon était des plus limpides. L'un de ses collaborateurs laissa entendre aux chefs du parti travailliste que s'ils poussaient à l'ouverture d'une commission d'enquête sur le massacre de Sabra et Chatila, ces documents classifiés concernant leurs actions au cours du massacre de Tel al-Zaatar circuleraient aussi dans les médias internationaux. Comme de juste, les critiques du parti travailliste se tempérèrent aussitôt.

En revanche, le bilan officiel du nombre de soldats israéliens tués au Liban ne cessant de grossir de jour en jour, les protestations

publiques redoublèrent. Des manifestations eurent lieu devant la résidence du Premier ministre, des manifestants criant des slogans et brandissant des pancartes condamnant Begin et Sharon. Chaque jour, les opposants mettaient à jour un écriteau géant face à la résidence de Begin qui affichait le décompte du nombre de soldats morts à cause de la guerre illégitime de Sharon.

Ce dernier semblait indifférent à ces démonstrations, mais Begin accusait le coup. Il sombra de plus en plus profondément dans un état dépressif, perdant peu à peu toute faculté et tout désir de communiquer avec son entourage, se coupant presque entièrement de l'appareil du gouvernement.

« J'ai vu Begin se flétrir, se renfermer, se souvenait Nevo. Il se rendait compte que Sharon l'avait dupé, qu'il s'était empêtré dans un bourbier où il n'avait pas voulu s'engager. Ces victimes et ces protestations le tuaient petit à petit. Cet homme était très sensible, peut-être trop[15]. »

Son état se détériorait tellement que ses collaborateurs évitaient de lui annoncer les mauvaises nouvelles, de peur qu'il ne bascule[16].

« Je l'ai vu pendant sa période de déclin, confiait Nahum Admoni, qui devint directeur de l'agence en septembre 1982. J'entame une réunion d'information et, au bout de quelques minutes, je vois qu'il a les yeux fermés, je ne sais pas s'il écoute ce que je dis, s'il est endormi ou éveillé. Une situation très embarrassante, très embarrassante. Je demande à Azriel [Nevo], son conseiller militaire : “Pensez-vous que je doive continuer de parler ou m'arrêter” […]. Nous n'avons fait mention du problème à personne d'autre, mais tout le monde savait. Tout le monde connaissait la situation[17]. »

Et pourtant, bien que presque tout son entourage sût qu'il n'était guère capable d'exercer ses fonctions, et encore moins apte à diriger un pays en guerre, au lieu de prendre l'initiative de le remplacer, tous décidèrent de le couvrir, et ses collaborateurs s'employaient à dissimuler son véritable état à l'opinion israélienne[18]. Les secrétaires de son bureau continuaient de taper à la machine l'emploi du temps quotidien du Premier ministre, mais la page restait vide. « Et donc, pour le dissimuler, je leur disais de

classer son programme “Ultra-confidentiel”, pour que personne ne puisse le voir », m’a avoué Nevo, ajoutant qu’il se considérait lui-même, ainsi que ses collègues du cabinet, « comme des criminels, car nous commettions un délit grave. On ne peut cacher le fait que le Premier ministre n’est en réalité plus capable d’exercer ses fonctions, et agir comme si c’était encore le cas. Cela évoque de sombres régimes[19] ».

Begin étant quasi absent, Sharon se sentait désormais libre de faire ce qu’il voulait avec l’armée. Durant tout cette période, c’était effectivement lui qui dirigeait le pays, de manière inconstitutionnelle et sans la moindre contrainte. Il assuma même la charge du Mossad, alors que l’agence relevait officiellement de l’autorité du Premier ministre. « Il était pratiquement devenu le commandant en chef de l’armée, donnant des ordres en passant au-dessus d’Eitan, le chef d’état-major, se rappelait Aviem Sella, lui-même à la tête des opérations de l’armée de l’air. Personne n’aurait pu lui résister[20]. »

« Sharon dominait les réunions [du cabinet], confirmait Admoni. Que ce soit en Conseil des ministres ou lors des séances du conseil restreint [censé décider des questions de défense], il ne dressait jamais de tableau exact ou complet de la situation. Il y eut aussi des fois où il introduisait un sujet, le cabinet en débattait, prenait une décision, et il nous convoquait après la réunion – le chef d’état-major [Eitan], moi, les autres officiers – et nous disait : “Ils ont décidé ce qu’ils ont décidé. Maintenant, je vais vous expliquer ceci ou cela”, et ce n’était pas précisément ce qu’“ils” avaient décidé[21]. »

Avec son image de héros de guerre à la George Patton, certes méritée mais aussi soigneusement cultivée, et se sentant libre de tout doute ou de toute inquiétude quant à ce qu’il voulait, tant au plan de sa personne que de la nation, en Israël, on l’appelait « le Bulldozer ». Cynique et impitoyable, parfois menaçant, mais plus souvent charmant et affable, il n’avait aucun scrupule à déformer la vérité quand il le jugeait nécessaire. « Arik, roi d’Israël », chantaient ses partisans à son sujet, et à cette période il concentra en effet sur sa personne un pouvoir presque monarchique.

Pourtant, malgré ce pouvoir récemment renforcé, Sharon était aussi un réaliste et, après la mort de Bachir Gemayel, il comprit vite que ses aspirations pour le Liban resteraient lettre morte.

Amin Gemayel, qui fut élu président à la place de son frère, Bachir, était bien moins lié et dévoué à Israël et, après une brève période, il annula l'accord de paix auquel l'État hébreu l'avait contraint. Ce n'était pas un dirigeant particulièrement ferme : il lui manquait le charisme et l'agressivité de son frère, ainsi que l'aptitude ou le désir de chasser tous les Palestiniens du Liban.

Toutefois, il ne faiblit jamais dans ses projets d'assassinat de Yasser Arafat. Après les batailles de Beyrouth, les dirigeants et les forces de l'OLP ayant été évacués de la capitale, « Arik et Rafoul [Eitan] mouraient d'envie, mouraient littéralement d'envie, de le tuer », confirmait Amos Gilboa, alors général de brigade et chef de la division recherche de l'AMAN.

À ce stade, Sharon se rendait compte qu'Arafat était devenu un personnage si populaire qu'un assassinat dans les règles aurait fait de lui un martyr à sa cause. Il donna donc aux organisations de renseignement pour instruction d'intensifier leur surveillance et de voir si elles ne pourraient pas trouver un moyen plus subtil de se débarrasser de lui.

L'opération Salt Fish se transforma en opération Goldfish[22]. La mission restait inchangée, et Sharon ordonna qu'on lui accorde la plus haute priorité. Tous les jours, et parfois deux fois par jour, l'équipe de Goldfish se réunissait dans le bureau d'Eitan. « Nous avions mille affaires qui étaient cent fois plus importantes », déplorait Gilboa. Pourtant, Sharon insistait.

À cette époque, tout renseignement au sujet des faits et gestes du chef de l'OLP était au mieux partiel. En temps de guerre, ce n'était pas le meilleur moment pour recueillir des informations, et parce que l'organisation n'avait pas encore trouvé de base permanente pour remplacer celle de Beyrouth, ses responsables et ses miliciens se déplaçaient constamment, avec leurs affaires dans une valise, d'un bout à l'autre du Moyen-Orient et en Europe. Arafat voyageait sans relâche, rencontrait des dirigeants, mobilisait des soutiens, accordait des interviews, et transférait des fonds[23]. « Quand quelqu'un adopte

ce style d'emploi du temps, tout en restant pourtant sous forte protection, il est difficile pour nous de planifier une opération contre lui », avertit l'un des officiers de renseignement en s'adressant aux décisionnaires de Goldfish.

Le Mossad expliqua à Sharon qu'en ces circonstances, il était impossible à ses hommes d'atteindre Arafat. Au mieux, ils pouvaient informer sur l'endroit où il se trouvait dans le pays où il se rendait en visite tel jour, ou sur le vol à bord duquel il embarquait le lendemain. L'AMAN dit au ministre de la Défense qu'Arafat se servait souvent d'un jet privé fourni par l'Arabie Saoudite et que les deux pilotes étaient porteurs de passeports américains. Il n'était pas question d'abattre l'appareil[24]. « Personne ne touche à des Américains », avertit Amos Gilad, du renseignement militaire. En somme, la direction du renseignement militaire ne voyait alors aucune possibilité de l'assassiner[25]. « Il nous faut patienter, jusqu'à ce qu'il s'installe quelque part de façon permanente, expliqua l'un de ses représentants devant les responsables de Goldfish réunis, et ensuite c'est là que nous pourrons entamer la planification d'une opération. »

Sharon était pressé. Et Arafat voyageait aussi parfois à bord d'autres appareils privés. À l'occasion, il embarquait même à bord de vols commerciaux. Pour Sharon, faire exploser un avion en plein ciel, en particulier au-dessus des profondeurs marines, où l'épave serait difficile à localiser, constituait une manière parfaitement acceptable de régler la question.

L'autre difficulté, c'était d'avoir la certitude qu'il se trouve à bord d'un vol précis. Le général Gilboa exigea qu'il soit procédé à un certain nombre de démarches opérationnelles afin de s'assurer qu'il y soit bien : « De mon point de vue, il n'y aurait d'identification formelle que si vous pouvions nous préparer en amont, avant son arrivée à l'aéroport, et avoir quelqu'un à la porte de l'avion qui nous confirme : “C'est lui, je l'ai vu de mes propres yeux”, alors je pourrais affirmer : “On sonne à la bonne porte” », une formule des services indiquant une certitude quasi totale[26].

Une fois les éléments de ce plan arrêtés, Sharon exerça de fortes pressions pour que la mission aille de l'avant. Il ordonna au général

Ivry, commandant en chef de l'armée de l'air, de tenir ses chasseurs en alerte, prêts à intercepter l'avion d'Arafat. Ivry mesurait le risque inhérent à une telle opération qui pouvait tourner au désastre et, une fois encore, informa le chef d'état-major, Eitan, qu'il n'était pas disposé à recevoir ses instructions directement de Sharon, et que les règlements de Tsahal requéraient que de tels ordres lui parviennent de la Direction des opérations de l'état-major. Pour le ministre Sharon, ce n'était pas un obstacle, et les consignes qui lui furent peu après adressées par les canaux appropriés étaient à peu près identiques, bien que des termes comme « abattre », « détruire » ou « éliminer » n'y figurent pas.

Finalement, ils eurent une ouverture en Grèce[27]. Arafat transitait quelquefois par Athènes, avec le consentement des autorités locales. « Les Grecs ne prenaient pas de mesures rigoureuses contre le terrorisme, rappelle Admoni et, en Grèce, l'OLP faisait plus ou moins ce que bon lui semblait. »

Le 22 octobre 1982, deux correspondants de Tsomet informèrent la centrale qu'Arafat décollerait le lendemain à bord d'un avion privé d'Athènes à destination du Caire. Le Mossad envoya immédiatement deux agents de Césarée pour recueillir davantage d'informations. Les deux agents mirent à profit le laxisme de la sécurité à l'aéroport d'Athènes, se rendirent dans la zone réservée où étaient stationnés les avions privés, et cherchèrent celui d'Arafat.

À Tel Aviv, Sharon maintenait une pression constante pour que soit lancée l'opération[28]. L'armée de l'air plaça deux chasseurs F-15 en alerte pour décollage immédiat de la base aérienne de Tel Nof, au sud-est de Tel Aviv. Mais Ivry, toujours prudent, fit son propre briefing aux pilotes. Il comprenait les enjeux. Il n'ignorait pas à quel point il serait désastreux qu'Israël abatte le mauvais avion. « Vous ne tirez pas sans mon accord, insista-t-il. C'est clair ? Même s'il y a un problème de communication, si vous n'entendez pas mon ordre (il insista sur cette dernière partie de sa phrase : si vous *n'entendez pas* mon ordre), vous n'ouvrez pas le feu. »

À quatorze heures, l'un des agents de Césarée à Athènes appela le quartier général du Mossad et signala : « Il est ici. Identification formelle. » L'excitation était perceptible dans sa voix. Il indiquait qu'il

avait vu le chef de l'OLP et ses hommes effectuer les derniers préparatifs d'embarquement à bord d'un DHC-5 Buffalo (un avion-cargo bimoteur de fabrication canadienne) à l'empennage peint en bleu, avec des marques brunes, sous le numéro d'immatriculation 1169[29].

Pour Ivry, quelque chose ne collait pas. « Je ne comprenais pas bien toute cette histoire, disait-il. D'après moi, la raison pour laquelle Arafat s'envolerait vers Le Caire n'était pas claire. Selon les services de renseignement, il n'avait rien à espérer là-bas à cette période. Et s'il s'y rendait, pourquoi dans un avion-cargo de ce type ? Ce n'était pas digne d'un homme de sa stature. J'ai prié le Mossad de vérifier si c'était bien notre homme. »

Les deux agents insistèrent : ils étaient sûrs de leur fait. « L'objectif s'est laissé pousser une barbe plus longue pour tromper son monde », signalèrent-ils, mais ils confirmaient à nouveau leur identification.

À seize heures trente, ils indiquaient que l'appareil avait décollé. Ivry fut informé, ainsi qu'Eitan, qui ordonna de l'abattre. Ivry ordonna à ses pilotes de décoller. Le Buffalo était un avion très lent, surtout comparé au F-15, mais le plan de vol du bimoteur le faisait traverser au large, en Méditerranée, hors de portée des radars israéliens. Les jets prirent l'air et mirent le cap sur le point d'interception prévu, mais arrivés à une certaine distance des côtes israéliennes, ils devaient se fier à leur seul radar de bord, à la portée limitée.

Ivry restait tenaillé par le doute. Il demanda à son adjoint de contacter le Mossad et d'exiger qu'ils recoupent leurs informations pour s'assurer qu'Arafat était bien à bord de l'avion. Il ne trahissait aucune émotion, comme toujours chez lui. « Mais nous pouvions bien voir qu'il était très inquiet », m'a confié l'un de ses subordonnés, présent ce jour-là.

Ivry avait besoin de gagner du temps. Il savait que les pilotes pouvaient faire de l'excès de zèle, qu'ils guettaient parfois la moindre raison d'ouvrir le feu sur une cible, interprétant par exemple un crachotement de parasite dans leur radio comme une confirmation d'ordre de tir. Il lui fallait calmer leurs doigts trop chatouilleux. « Ne

tirez pas, leur rappela-t-il par radio. Sans contact radio, vous n'ouvrez pas le feu. »

Sharon et Eitan n'étaient pas dans le bunker, mais ce dernier n'arrêtait pas d'appeler Ivry pour savoir ce qui se passait et vérifier si l'ordre d'abattre l'appareil avait été donné. Ivry lui fit chaque fois la même réponse : « Rafoul, nous n'avons pas encore reçu de confirmation formelle que c'est lui. » Et ce malgré le fait que l'agence avait bel et bien déjà confirmé, puis reconfirmé, une identification positive.

Ivry répondit à l'AMAN et au Mossad, séparément, que l'identification visuelle était insuffisante et il réclama encore une confirmation dûment recoupée qu'Arafat se trouvait à bord de l'avion-cargo.

Le radar des F-15 accrocha l'écho du Buffalo à 600 kilomètres dans l'espace aérien méditerranéen. Les chasseurs se rapprochèrent rapidement et décrivirent plusieurs manœuvres en cercle serré autour de leur objectif en lente progression. Ils lurent l'immatriculation sur l'empennage, aperçurent les marques bleues et brunes. Ils étaient formels : c'était le bon appareil.

Le chef de patrouille appela dans sa radio. « Avons-nous autorisation d'engagement ? »

Dans le bunker Canary, Ivry savait que, selon toute vraisemblance, il aurait dû lui donner une réponse positive. Ses pilotes de chasse avaient procédé à une identification visuelle formelle et ils avaient un angle de tir idéal dans un ciel dégagé au-dessus d'un océan désert. Leur mission – sa mission – consistait à éliminer les cibles, pas à les choisir.

Mais les doutes d'Ivry l'emportèrent. « Négatif, répondit-il au pilote de chasse par radio. Je répète : négatif sur l'ouverture du feu. »

Il s'efforçait encore de repousser l'échéance, mais il savait qu'il ne pourrait pas continuer de la sorte bien longtemps[30]. Sa justification du report de l'attaque – il attendait des informations supplémentaires du Mossad et de l'AMAN – pesait de moins en moins lourd face à un chef d'état-major exigeant au téléphone qu'il donne l'ordre

d'attaquer. Ivry comprit que s'il n'agissait pas très vite, il allait devoir expliquer pourquoi à Eitan et, encore plus gênant, à Ariel Sharon.

Dans le bunker Canary, la tension montait. Les minutes s'étiraient.

Ensuite, à dix-sept heures moins cinq, vingt-cinq minutes seulement après le décollage des chasseurs, une sonnerie métallique de téléphone résonna dans la salle[31]. C'était la ligne cryptée directement reliée au quartier général de l'agence. « Il y a des doutes », fit la voix à l'autre bout du fil, embarrassée. C'était le même officier de renseignement qui avait précédemment confirmé l'identification du leader palestinien au moment de l'embarquement à bord du bimoteur.

Le Mossad avait consulté d'autres sources signalant qu'il était absolument exclu qu'Arafat soit en Grèce, et l'homme qui voyageait dans cet appareil ne pouvait donc en aucun cas être le dirigeant de l'OLP.

En l'absence de tout contrordre, les deux F-15 continuaient de tourner autour du Buffalo. Ivry se saisit de nouveau du micro et répéta ses ordres. « Nous attendons un complément d'informations. Gardez l'œil sur la cible et attendez. »

À dix-sept heures vingt-trois, un autre rapport tomba[32]. Des informateurs de l'agence et de l'AMAN avertissaient Canary que l'homme dans le bimoteur Buffalo n'était autre que Fathi Arafat, le frère cadet de Yasser. C'était un médecin et le fondateur du Croissant Rouge palestinien. Avec lui, à bord de l'avion, il y avait une trentaine d'enfants palestiniens blessés dont certains étaient des victimes du massacre de Sabra et Chatila. Fathi Arafat les accompagnait au Caire où ils recevraient un traitement médical.

Ivry lâcha un soupir de soulagement. Il actionna la radio. « Demi-tour. On rentre à la maison », ordonna-t-il.

Ce quasi-désastre – un pilote de chasse à l'index nerveux avait failli tuer un médecin et trente enfants blessés – ne suffit pas à affaiblir la stature de Sharon et ne le dissuada pas non plus de poursuivre son idée : cibler son ennemi dans les airs. En fait, il se montrait de plus en plus impétueux. Un rapport du Mossad signala qu'Arafat volait de plus en plus fréquemment à bord d'avions de

ligne, l’Organisation de libération de la Palestine achetant souvent la totalité des sièges de la cabine de la première classe ou de la classe affaires pour ses conseillers et lui. Ariel Sharon décida qu’un de ces vols constituerait un objectif légitime.

Il ordonna à Eitan, à l’armée de l’air et à la division des opérations de lui proposer un plan destiné à abattre un appareil civil.

Il définit lui-même les paramètres. Il faudrait tirer sur ce vol commercial au-dessus de la pleine mer, loin des côtes, afin que les enquêteurs mettent très longtemps à repérer l’épave et à établir s’il avait été touché par un missile ou s’il s’était écrasé en raison d’une panne moteur. Des eaux profondes seraient préférables afin de compliquer encore la récupération de l’épave.

Aviem Sella n’en crut pas ses oreilles[33]. « C’était de sa part un ordre clair et net : abattez cet avion, m’a-t-il confié lors de notre entretien. Tuer Arafat ne me posait aucun problème, à mon avis, il méritait de mourir. Le problème, c’était de descendre un moyen – ou un long – courrier civil avec des passagers innocents à bord. Ça, c’est un crime de guerre. »

À l’opposé de son image publique de brutalité, Eitan était un homme très prudent sur le plan politique et, selon le même Sella, il n’avait à l’évidence aucune envie de se laisser entraîner dans pareille aventure. « Mais le ministre Sharon était si dominateur que personne n’était capable de lui tenir tête. »

L’armée de l’air élabora un plan détaillé pour abattre un avion de ligne. Son représentant au sein du conseil opérationnel de Goldfish expliqua qu’ils avaient choisi un site précis sur la route des vols commerciaux en Méditerranée, un point hors de portée de la couverture radar des nations limitrophes et où la mer était d’une profondeur considérable : près de 5 000 mètres. Avec la technologie disponible à l’époque, une opération de sauvetage serait extrêmement ardue, voire impossible. Ce plan complexe obéissait à des paramètres stricts quant à la zone où le chasseur pourrait tirer sur l’avion d’Arafat en échappant à toute détection ; en d’autres termes, la fenêtre d’opportunité pour exécuter cette attaque serait assez étroite.

L’opération devant se dérouler loin de l’espace aérien israélien, hors de portée des radars et des communications radio, l’armée de l’air avait prévu un poste de commandement aérien, un Boeing 707 équipé de systèmes radar et radio. Sella commanderait l’intervention depuis ce quadriréacteur.

Dès lors, sous les ordres directs de Sharon, on maintint Arafat sous surveillance constante et quatre chasseurs F-16 et F-15 attachés à la base aérienne de Ramat David furent placés en état d’alerte permanente. Durant une période de neuf semaines, de novembre 1982 à début janvier 1983, ces chasseurs décollèrent au moins cinq fois sur alerte pour intercepter et détruire des avions de ligne supposés transporter le leader palestinien avant d’être rappelés peu après avoir pris l’air.

Le général Gilboa exprima à plusieurs reprises sa vive opposition à ces opérations[34]. « Pour moi, il était clair que l’armée de l’air exécuterait ce plan de son mieux et que l’avion disparaîtrait à jamais. Ces soldats font ce qu’on leur dit, et si vous leur donniez l’ordre de construire un pipeline pour acheminer des flots de sang de Haïfa vers le désert du Néguev, ils agiraient avec leur excellence coutumière et ne demanderaient jamais à qui était tout ce sang, mais en ce qui me concernait, mes responsabilités allaient plus loin. »

À la tête de la division recherche de l’AMAN, le travail de Gilboa consistait à évaluer l’impact politique de chaque opération. « J’ai mis en garde Eitan, notre chef d’état-major : si l’on apprenait que nous avions descendu un appareil civil, cela risquerait d’avoir un effet dévastateur sur l’image de l’État sur la scène internationale. »

En une occasion, alors qu’un avion de ligne censé transporter Arafat d’Amman en Tunisie avait été repéré au-dessus de la Méditerranée, croyait-on, et alors que les chasseurs se rapprochaient, Eitan demanda à Gilboa s’il estimait avec certitude que cet avion était leur cible. Les deux hommes se trouvaient dans la salle de commande de Canary.

« Monsieur le chef d’état-major, vous voulez vraiment connaître le fond de ma pensée ? » répliqua Gilboa. Eitan opina.

L’autre sentait son cœur cogner dans sa poitrine[35]. Il essaya de gagner du temps, s’étendit sur les nombreuses raisons qui les poussaient à croire qu’Arafat était bien à bord, avant d’énumérer les raisons non moins nombreuses qu’il avait de douter de sa présence sur ce vol.

Eitan manifesta son impatience. « Gilboa, aboya-t-il. Oui ou non ?

— Mon instinct, rétorqua l’autre, me dit qu’il n’y est pas. »

Eitan tourna les talons, se rendit jusqu’au téléphone rouge, une ligne cryptée, sur un côté de la salle. « Arik, fit-il au ministre de la Défense, qui s’impatientait dans son bureau, la réponse est négative. Nous allons devoir attendre une autre opportunité. »

À l’entraînement, l’armée dispense une leçon capitale, aux préceptes élémentaires obligatoires pour chaque recrue et qui constitue aussi une part essentielle de la formation de chaque officier. Cette leçon remonte au 29 octobre 1956, quand une unité de la police frontalière censée imposer le couvre-feu dans le village de Kafr Qasim rafla un groupe important d’habitants qui rentraient du travail. Ensuite, les policiers les fauchèrent sous leurs tirs. Ils tuèrent quarante-trois personnes dont neuf femmes et dix-sept enfants. Ils affirmèrent avoir obéi à un ordre de tuer tout individu enfreignant le couvre-feu, mais le juge Benjamin Halevy qui rendit là l’un des jugements les plus importants de l’histoire judiciaire de la nation considéra que les soldats ne devaient pas obéir à des ordres visiblement illégaux. « Le trait distinctif d’un ordre manifestement illégal, écrivait le magistrat, c’est qu’il devrait flotter au-dessus d’un tel ordre un avertissement, comme un drapeau noir, signalant : “Interdiction !” Pas seulement d’une illégalité théorique, d’une illégalité masquée ou partiellement masquée […] mais d’une illégalité qui crève les yeux et qui révolte le cœur, à condition que l’œil ne soit pas aveugle et que le cœur ne soit pas obtus ou corrompu[36]. »

Cette leçon, insufflée en chaque soldat, fut sans nul doute l’une des seules raisons pour lesquelles cette opération ne déboucha pas sur un crime de guerre, bien qu’à cinq reprises des chasseurs F-15 et F-16 eussent été appelés à intercepter et à détruire des avions de

ligne transportant Arafat. En effet, le commandement de l'armée de l'air fit délibérément obstruction à ces opérations en refusant d'obtempérer à des ordres que les officiers jugeaient manifestement illégaux[37]. « Quand nous avons reçu cet ordre, m'a confirmé Sella, je suis allé avec Ivry voir Eitan. Je lui ai dit : “Monsieur le chef d'état-major, nous n'avons pas l'intention d'opérer. C'est simplement exclu. Je sais que le ministre de la Défense a beaucoup d'autorité. Personne n'ose lui résister et c'est pourquoi nous allons rendre la chose techniquement impossible.” Rafoul m'a regardé, mais n'a rien répondu. J'ai pris son silence pour un consentement. »

Lors de ces cinq épisodes, les chasseurs purent identifier leur cible au-dessus des flots, m'a précisé Sella, mais le commandement sabota délibérément la mission[38]. En une occasion, les radios du poste de commandement aérien, le Boeing 707 de l'armée de l'air, furent réduites au silence parce que réglées sur les mauvaises fréquences et les communications demeurèrent coupées assez longtemps pour rendre l'opération impossible. Une deuxième fois, Gilboa décida à la dernière minute qu'ils ne disposaient pas de preuves suffisantes de la présence de leur cible à bord. Une troisième fois, Sella informa Eitan, à tort, que l'avion visé avait été identifié trop tard et que l'interception courait le risque d'être détectée par une puissance maritime voisine. En d'autres circonstances, « nous avons simplement fait traîner, jusqu'à ce que le vol commercial ait quitté les zones où il aurait été possible de le frapper sans que personne soit en mesure de déterminer ce qui aurait causé sa chute[39] ».

Au bout du compte, les plans de Sharon qui visaient à commettre intentionnellement un crime de guerre échouèrent parce qu'il fut rattrapé par son passé et son manque de scrupules. Soumis à d'intenses pressions de l'opinion publique israélienne et après de sévères critiques au plan international, Begin fut contraint de constituer une commission d'enquête judiciaire sur le massacre des camps de réfugiés à Beyrouth[40]. Elle était dirigée par le président de la Cour suprême, le juge Yitzhak Kahane, mais la force agissante qui en assura toute l'efficacité était Aharon Barak, le procureur général, magistrat opiniâtre qui n'écoutait que sa conscience, qui avait

empêché la mise à mort des terroristes de Nairobi, nommé depuis lors à la tête de la juridiction suprême. Pendant trois mois, la commission entendit les témoignages de tous les Israéliens impliqués et examina des milliers de documents.

Cette enquête et ces auditions marquèrent les premières fissures dans le pouvoir monolithique de Sharon[41]. Après avoir écouté les questions pénétrantes de Barak, les chefs de la défense et des services de renseignement ne tardèrent pas à comprendre que leurs carrières étaient aussi en jeu. Ils engagèrent aussitôt des avocats qui conseillèrent à leurs clients de rejeter la faute sur le voisin. La commission ne tarda pas à devenir le théâtre de récriminations mutuelles.

La commission Kahane publia ses conclusions et recommandations le 7 février 1983. La Phalange fut déclarée directement responsable du massacre, mais la commission considéra que certains Israéliens devaient aussi être tenus pour responsables : « Nous estimons que si on laissait les forces armées de la Phalange pénétrer dans les camps […] chez tout responsable concerné par les événements de Beyrouth, cela aurait dû éveiller la crainte d'un massacre. » La commission en conclut que le Premier ministre Begin « détenait une certaine part de responsabilité », mais elle adressait l'essentiel de ses griefs au ministre de la Défense Sharon, au chef d'état-major Eitan et au directeur de l'AMAN, Saguy, ainsi qu'à quelques autres officiers supérieurs et au directeur du Mossad, Nahum Admoni. La commission recommandait la révocation immédiate de Sharon[42].

L'intéressé refusa de démissionner. Begin et ses ministres le démirent de ses fonctions.

Ensuite, le 15 septembre 1983, Begin lui-même, rattrapé par l'angoisse et le chagrin, démissionna de son poste de Premier ministre et fut remplacé par Yitzhak Shamir.

Pour l'heure, la chasse à Arafat était annulée. Les retombées de la traque implacable conduite par Sharon et les dommages collatéraux considérables que provoqua cette traque avaient encore rehaussé la stature de leur cible. Arafat était désormais une figure jouissant d'un prestige et d'une envergure internationaux. La quasi-

totalité de la planète le considérait comme un homme d’État et non plus comme un simple terroriste. « Progressivement, soulignait Gilboa, on prenait de plus en plus conscience qu’Arafat constituait un enjeu politique et ne devait plus être perçu comme une cible d’assassinat.

« Bien sûr, continuait-il, en ce qui concernait tous ses subordonnés au sein de l’Organisation de libération de la Palestine, c’était une tout autre affaire. »

17.

Le coup de force du Shin Bet

Sur le trajet vers le sud, en partant de Tel Aviv vers Ashkelon, par la Route 4, le voyageur emprunte une grande route à deux voies longue d'une cinquantaine de kilomètres, un paysage verdoyant et méditerranéen cédant peu à peu la place à une végétation plus clairsemée à l'approche du désert du Néguev. La Route 4 est parallèle à la côte méditerranéenne, elle passe devant le site de l'antique cité philistine d'Ashod où les Israéliens ont aménagé une toute nouvelle ville portuaire. La plus grande partie de ce relief de dunes de sable qui occupait jadis l'essentiel de ce territoire est désormais urbanisée, jusqu'à la bande de Gaza.

Le 12 avril 1984, à dix-huit heures, un bus se mit en route pour Ashkelon au départ de la gare routière centrale de Tel Aviv. Il y avait quarante-quatre passagers à bord, dont quatre Palestiniens assis séparément et qui faisaient mine de ne pas se connaître, s'efforçant de masquer leur nervosité alors qu'ils s'apprêtaient à détourner ce bus vers Gaza et à prendre les passagers en otages.

Pour Israël, les temps étaient durs. Le pays pansait encore ses plaies de la guerre du Liban alors qu'il en occupait toujours une partie. Un nombre croissant de soldats rentraient dans des sacs mortuaires, victimes d'échauffourées fréquentes avec les fedayins et les groupuscules du Hezbollah. En Israël même, la violence régnait. Le 2 avril, trois terroristes du Front démocratique de libération de la Palestine entrés dans le pays avec des visas touristiques ouvraient

le feu avec des mitraillettes et lançaient des grenades dans une rue animée de Jérusalem, blessant quarante-huit personnes dont une mourut plus tard. Ils ne furent stoppés que grâce à l'intervention de civils armés. Il y eut aussi des actes de terrorisme juif contre des Arabes[1]. Des extrémistes de droite s'attaquèrent à des maires palestiniens, incendièrent des maisons et complotèrent pour faire sauter cinq autobus bondés. Le Shin Bet les arrêta juste avant qu'ils ne commettent cette dernière attaque.

Les quatre jeunes terroristes arabes à bord du bus 300 avaient été pris dans ce maelström de violence. Ils venaient de la zone de Khan Yunis, à Gaza. Leur chef, Jamal Mahmoud Qabalan, âgé de vingt-trois ans, était le fils aîné d'une famille de seize personnes. Depuis la mort de leur père, c'était lui qui supportait la charge de les faire vivre, en travaillant comme plongeur dans divers restaurants de Tel Aviv. Il avait aussi purgé une année de détention dans une prison israélienne pour quelques délits mineurs à caractère terroriste. Il avait avec lui trois compagnons, Mohammed Baraka, dix-neuf ans, et deux cousins, Majdi et Subhi Abou Jumaa, tous deux lycéens et mineurs de moins de dix-huit ans. Qabalan les avait convaincus de se joindre à lui dans cette prise d'otages qui aurait un vaste retentissement international, espérait-il. Mais au-delà de leur ferveur nationaliste, ils n'entretenaient de lien avec aucune organisation et n'avaient pas d'armes à feu, hormis une seule grenade. À la place, ils avaient sur eux des couteaux, une bouteille d'un liquide jaunâtre qui ressemblait à de l'acide ou à une substance inflammable et un attaché-case d'où dépassaient quelques fils, qui n'étaient en réalité reliés à rien, alors qu'ils avaient averti les otages que cette mallette renfermait une bombe composée de deux roquettes RPG.

Quarante minutes après la sortie de Tel Aviv, lorsque le bus atteignit le croisement d'Ashdod, un passager remarqua le couteau qu'un des Arabes portait sur lui. Il demanda au chauffeur de s'arrêter, prétextant qu'il se sentait mal et qu'il avait envie de vomir. Sur le point de descendre du bus, il hurla « Terroristes ! » et sauta au-dehors. Les quatre Palestiniens comprirent qu'ils venaient de se faire piéger et Qabalan courut vers le chauffeur, lui appuya la lame

de son couteau sur la gorge et lui ordonna, en hébreu, de « démarrer… vite ».

Le passager qui s'était enfui appela la police qui dressa des barrages sur la route du bus, mais le véhicule les franchit sans ralentir. Il atteignit la ville de Deir el-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, où des forces de sécurité réussirent à crever les pneus et à l'arrêter contre un muret de pierre. Certains passagers furent blessés dans des échanges de coups de feu. Leurs cris se mêlaient à ceux des autres otages et des agresseurs. Le chauffeur sauta dehors et cria aux passagers d'en faire autant. Certains y parvinrent, mais Qabalan ferma les portes et la plupart demeurèrent pris au piège à l'intérieur.

Le bus fut vite encerclé par des soldats et des hommes des forces spéciales, ainsi que par des officiers supérieurs de Tsahal et des agents du Shin Bet. Les médias arrivèrent aussi en force sur les lieux, suivis d'un essaim de curieux. Qabalan hurla qu'il relâcherait les otages seulement quand cinq cents prisonniers palestiniens seraient libérés des prisons israéliennes.

Le principal expert du Shin Bet pour les affaires arabes, Nahman Tal, conduisait les négociations[2]. Il comprit vite à qui il était confronté. C'est ce qu'il déclara ultérieurement dans une déposition : « J'ai tout de suite saisi que ce n'étaient pas des individus sérieux et qu'ils ne constituaient pas un danger. » Ehud Barak, alors chef du renseignement militaire, eut l'impression que si le Shin Bet réussissait à faire traîner les négociations en longueur encore quelques heures, « les pirates accepteraient de relâcher les otages en échange de quelques sandwiches[3] ».

Néanmoins, les Israéliens estimaient encore que s'il était possible de libérer immédiatement tous les otages en recourant à la force, il ne fallait pas engager de négociations. À quatre heures quarante-trois du matin, le chef d'état-major, le lieutenant-général Moshe Levy, qui était sur les lieux, ordonna à Sayeret Matkal de prendre le bus d'assaut. Un sniper ajusta immédiatement Qabalan qui se tenait à l'avant du véhicule et qui s'écroula, mort, sur le volant, déclenchant le klaxon. Les tirs de Sayeret Matkal tuèrent aussi une jeune passagère. Les soldats abattirent également Baraka et

débusquèrent les deux cousins Abu Jumaa cachés parmi les passagers. La première réaction du commandant de Sayeret, Shai Avital, fut d'ordonner qu'on les tue, mais comprenant qu'ils n'étaient pas dangereux, il annula aussitôt son ordre, « parce que, et merde, dès l'instant où les combats ont cessé, j'ai considéré qu'ils devenaient des prisonniers de guerre et qu'il était défendu de les tuer[4] ».

Les deux cousins furent extraits du bus et, après un bref interrogatoire auquel procéda le général de brigade Yitzhak Mordechai, l'officier d'infanterie, chef des parachutistes, afin de vérifier s'il y avait des explosifs ou d'autres terroristes dans le bus, ils furent remis au Shin Bet dont les personnels s'étaient rassemblés dans un champ de blé voisin.

Micha Kubi, l'un des enquêteurs en chef du Shin Bet, les questionnait tous les deux, mais les conditions n'étaient pas idéales. « J'essayais de faire ça calmement, expliquait-il, mais là-bas, tout le monde était déchaîné[5]. »

Ensuite, Avraham (Avrum) Shalom arriva.

Shalom était le chef du Shin Bet, à ce poste depuis quatre ans. Fils de Juifs autrichiens qui avaient fui les nazis, il avait intégré la milice clandestine du Palmach à dix-huit ans. Après l'instauration de l'État, il avait rejoint l'unité opérationnelle du Shin Bet. Au début des années 1960, il collabora avec Yitzhak Shamir, alors chef de l'unité des assassinats ciblés du Mossad, aux efforts menés par Israël pour empêcher les scientifiques allemands de travailler au programme de missiles égyptiens. Après la démission de Menahem Begin, Shamir accéda au poste de Premier ministre en 1983, et « Shalom devint le personnage le plus important de toute la hiérarchie de la sécurité, rappelait Carmi Gillon, qui dirigea le Shin Bet dans les années 1990. Et je pense qu'il est arrivé une chose à Avrum : il a cru qu'il pouvait faire tout ce qu'il voulait[6] ».

Shalom dirigeait l'organisation sans respecter aucune contrainte, et nombre de ses subordonnés le considéraient comme un dictateur manipulateur et impitoyable[7]. « Avrum n'inspirait pas vraiment le respect admiratif, observait Yuval Diskin, agent du temps de Shalom

qui, vingt ans plus tard, prendrait à son tour la tête de l'agence. C'était de la peur. Nous le craignions. C'était un homme fort, brutal, intelligent, très entêté, intransigeant, un dur de dur. »

Dès que l'assaut du bus fut terminé, Shalom s'était entretenu avec Levy, le chef d'état-major, avant de rejoindre ses hommes dans le champ de blé.

« Avrum [Shalom] tenait un pistolet, se souvenait Kubi. Et il a abattu la crosse de toutes ses forces sur la tête d'un des terroristes. J'ai carrément vu la crosse pénétrer dans le crâne[8]. » « Il était déchaîné », commentait un autre homme du Shin Bet.

Kubi annonça qu'il n'était pas disposé à continuer dans le climat d'agitation qui régnait sur les lieux et exigea que les prisonniers soient conduits dans les locaux du Shin Bet réservés aux interrogatoires, à Gaza. Des membres de l'unité opérationnelle de l'agence, les Tziporim, qui gardaient les deux prisonniers les emmenèrent plus loin dans le champ. Shalom fit signe au commandant de l'unité, Ehud Yatom, de venir le rejoindre à l'écart, et il lui glissa tranquillement : « Achève-les[9]. »

Shalom ne voulait pas voir des terroristes déférés devant un tribunal. Permettre à des hommes qui avaient détourné un bus de bénéficier d'un procès en bonne et due forme, croyait-il, ne ferait qu'encourager davantage de terrorisme.

Pourtant, on ne pouvait exécuter sommairement deux criminels au bord d'une grande route, sous les yeux de soldats, de journalistes et de civils. Yatom et son équipe conduisirent les deux individus vers un champ désert et isolé, à quelques kilomètres de là. Subhi et Majdi, ivres de coups, hébétés après les événements de la nuit, furent débarqués du véhicule et forcés de se coucher à terre. Yatom expliqua aux trois autres ce qu'il fallait faire, il empoigna un gros caillou et l'abattit avec force sur la tête de Majdi. Les autres l'imitèrent.

Ils les frappèrent à mort avec des cailloux et des barres de fer, une méthode brutale choisie pour donner l'impression que les deux victimes avaient été tuées par des civils enragés, des soldats

indisciplinés (et non identifiables), immédiatement après le raid contre le bus.

Kubi attendait dans le centre d'interrogatoire de Gaza quand il reçut l'information que les terroristes étaient morts en route, censément après avoir été roués de coups par des civils et des soldats[10]. « J'ai exactement compris ce qui s'était passé, continuait Kubi. La politique d'Avrum, c'était que les terroristes qui lançaient une attaque ne devaient pas s'en sortir vivants. Je n'ai pas été surpris d'apprendre qu'ils n'arriveraient plus pour être questionnés. Je suis rentré chez moi me coucher. J'ai pensé que toute cette histoire était finie et qu'on en avait terminé. »

Kubi conclut en ce sens car en règle générale, dès que les cadavres étaient froids, ce type d'incidents s'arrêtaient en effet là. Au fil des ans, alors que les attaques terroristes se multipliaient, la pression de l'opinion publique sur le gouvernement allait croissant et les forces armées adoptaient des mesures antiterroristes plus strictes. Toutefois, à mesure que les ripostes d'Israël s'intensifiaient, les contrôles et les freins qui s'exerçaient sur ces ripostes faiblissaient. Le meurtre ciblé, qui avait longtemps été pratiqué avec parcimonie, loin des frontières du pays et toujours soumis à des autorisations de haut niveau, était employé de plus en plus fréquemment, bien plus près du territoire national, avec bien moins de vérifications. Les « irrégularités » isolées perpétrées par quelques unités dénuées de scrupules pendant et après la guerre des Six-Jours, par exemple, et bien que de légalité douteuse, étaient devenues une pratique acceptable au milieu des années 1970.

Le Shin Bet, auquel incombait la responsabilité de contrecarrer les attentats de l'OLP dans les territoires occupés, recourait à des tactiques illégales depuis les années 1960. Les interrogateurs de l'agence redoutaient, non sans motif, que s'ils ne soutiraient pas d'informations aux prisonniers capturés, davantage d'Israéliens ne périssent. Ce qui avait débuté comme des actes d'humiliation et d'intimidation au cours des interrogatoires évolua vers une torture physique et psychologique en bonne et due forme : simulacres d'exécutions, privation de sommeil, prisonniers forcés de subir des positions pénibles et douloureuses, un froid ou une chaleur

extrêmes. Les détenus se voyaient parfois administrer de prétendus « sérums de vérité » qui les rendraient impuissants, les avertissait-on.

Les sous-sols sombres et crasseux où le Shin Bet menait ses interrogatoires finirent par avoir une allure si sinistre que « même une personne normale qui en franchissait le seuil serait prête à confesser d'avoir tué le Christ », assurait Gillon.

Avraham Shalom dit lui-même avoir été choqué de ce qu'il avait vu, en tant que chef des Tziporim, lors d'une visite dans un centre de détention d'Hébron, où il avait assisté à l'interrogatoire musclé d'« un Arabe qui me faisait l'effet d'un vieillard. Il avait cinquante-cinq ans, cet Arabe, mais il paraissait bien plus âgé. Et notre gars, qui savait parler l'arabe, lui hurlait : "Pourquoi tu mens ?" L'Arabe était très mal en point, vieux, misérable, et j'ai fini par me sentir désolé pour lui. Je me suis demandé : "Pourquoi il lui hurle dessus ?" Et finalement l'interrogateur a pris une chaise, il l'a brisée en morceaux en la cognant au sol, il a récupéré l'un des pieds, et lui a brisé la main. Il a fait : "Mets ta main sur la table", et il lui a fracassé tous les doigts. » En une autre occasion, racontait Shalom, « j'ai vu un interrogateur tuer un Arabe. Pas en le frappant. Il l'a balancé d'un mur à un autre, d'un mur à un autre mur, de mur en mur […] ensuite il lui a attrapé la tête et il a quasiment fendu la pierre du mur avec la tête de cet Arabe. Une semaine plus tard, l'Arabe est mort d'une hémorragie cérébrale. L'histoire a été passée sous silence ».

Certains prisonniers mouraient sous la torture, et d'autres étaient poussés au suicide. Dans d'autres cas, des activistes de l'OLP détenus pour interrogatoire étaient retrouvés morts avant d'avoir rallié un centre de détention.

De temps en temps, un de ces militants disparaissait, tout simplement[11]. La famille le croyait en détention dans une geôle israélienne, demandait l'aide de la police. La police diffusait alors une photo dans un journal, un cliché signalant une personne portée disparue (procédure standard en pareil cas) et demandait au Shin Bet s'il détenait la moindre information. « Nous avions alors recours à une formule fixée d'avance, expliquait Yossi Ginossar, un officier supérieur du Shin Bet. Elle disait : "Les forces de l'ordre ne

possèdent pas d'informations sur l'endroit où se trouve cette personne." C'est ce que nous répondions aux policiers chaque fois qu'ils nous posaient la question, alors que nous savions très bien dans quel trou il était enterré. »

Certaines de ces personnes portées disparues étaient mises à mort dans le cadre d'un programme secret portant le nom de code Weights (Poids). Au cours d'une de ces opérations, Abou Jihad fit introduire clandestinement par ses hommes de grosses quantités d'armes à l'intérieur des territoires occupés qui restaient stockées dans des caches jusqu'à ce que d'autres activistes palestiniens puissent les livrer à des groupes d'attaque. Parfois, le Shin Bet découvrait l'emplacement de cette cache, la mettait sous surveillance, attendait que l'équipe de récupération des armes arrive et capturait ces hommes. Toutefois, en de multiples occasions, le Shin Bet piégea les caches avec de puissants explosifs, qu'on faisait exploser à distance lorsque l'équipe de ramassage se présentait sur les lieux.

« L'idée de base de Weights, m'expliquait une source du Shin Bet, s'inspirait d'un concept importé [de l'activité de l'armée israélienne au] Liban, estimant que parfois cela ne valait pas la peine de faire des prisonniers. Faire des prisonniers, c'est à la fois exposer nos forces à de plus grands risques et donner aussi envie au camp d'en face de prendre des otages pour négocier des échanges. Et puis, quoi qu'il en soit, ils méritent de mourir. Telles que nous percevions les choses à l'époque, quiconque se présentait sur une cache d'armes pour les récupérer et s'en servir pour tuer des Juifs méritait d'avoir un accident de travail. Ça valait mieux[12]. »

Les opérations de Weights – exécutions sommaires de suspects qui ne faisaient peser aucune menace immédiate, violation des lois d'Israël et des règles de la guerre – n'étaient pas des actes de renégats ou d'agents incontrôlés[13]. C'étaient des meurtres extra-judiciaires officiellement approuvés, proposés au chef du Shin Bet par ses principaux commandants, approuvés par lui et ensuite par le Premier ministre, d'abord Rabin, puis Begin et Shamir.

Au cours des opérations de Weights, certaines détonations étaient déclenchées à distance au moyen d'un rayon ou d'un faisceau, sous

le nom de code Plate (Assiette), technique considérée comme étant à la pointe de l'innovation technologique à l'époque[14]. « En théorie, c'est très bien, expliquait un agent de haut rang du Shin Bet qui prit part à ces opérations, mais ces caches n'étaient parfois dissimulées que de façon très rudimentaire, sous un monceau de débris de chantier ou sous un gros rocher. Parfois, c'était un membre de l'OLP qui venait récupérer le matériel, mais d'autres fois un berger soulevait le rocher, ou un couple romantique en promenade dans la campagne, attiré là par simple curiosité. Plusieurs innocents ont été tués lors d'incidents de ce genre[15]. » Le corps des aumôniers de Tsahal venait retirer les cadavres, de nuit, et les inhumait dans le cimetière des ennemis tombés au combat.

Le Shin Bet mit en œuvre une politique stricte consistant à dire la vérité à l'intérieur de l'organisation et à institutionnaliser le mensonge envers le monde extérieur[16]. Des prisonniers se plaignaient devant un tribunal de n'avoir avoué que sous la torture, mais peu importait. Quand un interrogateur était appelé à la barre pour témoigner, il se livrait à ce que l'on appelait, à l'intérieur du Shin Bet, la manœuvre intitulée : « Qu'il me regarde dans les yeux. » Lorsqu'on lui demandait s'ils avaient frappé ou torturé le prisonnier d'une manière ou d'une autre, il regardait le juge, et ensuite le prisonnier, puis de nouveau le juge, et il répondait : « Je ne l'ai pas touché. Qu'il me regarde dans les yeux, maintenant, et qu'il me dise qu'on lui a fait quelque chose. »

« Nous avons tout nié, confirmait Arieh Hadar, le chef du département des interrogatoires à l'époque. Les juges nous croyaient, naturellement. Certains Arabes ayant tendance à exagérer dans leurs descriptions de nos actes, tout réfuter ne posait aucune difficulté. »

Hadar et tous les autres membres du Shin Bet interviewés pour ce livre ont fait valoir que les informations obtenues grâce à ces interrogatoires ont sauvé la vie de nombreux Israéliens en empêchant des attentats terroristes. Ils ont aussi affirmé, à maintes reprises, que seuls les coupables ont subi des sévices. « Nous n'avons jamais fabriqué de fausses pièces à conviction, m'a-t-il certifié. Nous n'avons jamais inventé des faits si nous pensions que

ce n’était pas la vérité. Nous n’allions jamais devant la justice si nous ne pensions pas que la personne concernée était réellement coupable[17]. »

Le programme Weights fut clôturé le 8 avril 1979, après la mort d’un agent du Shin Bet, tué par une bombe défectueuse[18]. Nommé à la tête de l’organisation en 1980, Avraham Shalom rétablit immédiatement ce programme, à une cadence plus soutenue.

Sous Avraham Shalom, le Shin Bet eut recours à des tactiques agressives contre les Palestiniens dans les territoires occupés et au Liban, mais le nouveau directeur avait bien conscience qu’en fin de compte, l’occupation constituait un problème impossible à régler par la force. « Nous nous bornions à contenir la guerre, reconnaissait-il. Nous pouvions entretenir la flamme, jusqu’à un certain degré, afin de permettre à l’État d’agir comme bon lui semblait, et c’était cela l’important. Mais cela ne résolvait pas le problème de l’occupation[19]. »

Il n’était pas le seul de cet avis. Sur la question palestinienne, la quasi-totalité des chefs de la communauté du renseignement partageaient des positions progressistes de gauche et soutenaient une solution supposant un compromis qui finirait par engendrer un État palestinien indépendant[20]. Mais s’il leur arrivait de s’exprimer ouvertement à ce sujet, c’était toujours d’une voix très discrète. Shalom ne résista guère à ses supérieurs, et continua d’appliquer, très efficacement, leur politique de prévention du terrorisme.

À cette époque, le Shin Bet avait du mal à maîtriser une vague d’attaques terroristes contre les troupes de Tsahal au Liban, un pays où l’agence n’était soumise à aucune loi et où, en conséquence, elle employait des méthodes particulièrement brutales. « La libanisation affectait le Shin Bet, expliquait Shimon Romah, qui en dirigeait les opérations au pays du Cèdre. Sans civils, sans journalistes autour d’eux, le sentiment de liberté d’opérer sans que rien perce dans les médias était irrésistible, et cela avait son effet. »

Cette liberté d’action affecta Avraham Shalom[21]. « À cause du Liban, la corruption gagnait à tous les échelons, rappelait Yossi

Ginossar. Il se pouvait donc qu'Avrum, lui-même très impliqué dans tout ce qui se passait au Liban, et de la manière la plus directe, la plus personnelle qui soit, donne des instructions et s'en tire à bon compte, au Liban, mais que cela ne fonctionne plus dans le contexte de la réalité israélienne. »

Au moment de l'attaque d'Ashkelon, Shalom avait déjà supervisé les opérations du Shin Bet en toute impunité depuis quatre ans. Il n'y avait aucune raison de soupçonner que deux morts palestiniens de plus causent le moindre problème.

Cependant, parmi ceux qui s'étaient précipités en direction du bus dès le début de l'opération de sauvetage et qui se trouvaient juste à côté quand elle s'acheva, il y avait un photographe de presse israélien, Alex Levac.

Dans l'agitation qui s'ensuivit, Levac photographia tout le monde autour de lui. Il vit deux individus costauds pousser à l'écart un jeune homme plus petit, aux cheveux noirs. Sur l'instant, il ne vit pas qu'il était menotté. « Quand j'ai pris cette photo, je ne savais pas qui c'était. De prime abord, j'ai cru que c'était l'un des passagers qu'on venait de secourir, déclara Leva devant une commission d'enquête. Mais quand l'un des hommes de l'escorte s'est rué vers moi, hors de lui, j'ai cru qu'il refusait de se laisser photographier parce que l'homme était un agent des services secrets[22]. » En fait, c'était Majdi Abu Jumaa, avec deux agents de Tziporim.

« Nous l'avons entraîné à l'écart, témoigna l'un d'eux. Après quelques mètres, il y a eu l'éclair d'un flash. L'un des types de l'escorte a hurlé : “Prenez-lui son film !” »

Leva n'avait pas encore précisément saisi ce qui se passait, mais il s'était rendu compte que sur sa dernière prise de vue, il avait saisi quelque chose d'important et, avant que l'agent de Tziporim ne le rattrape et n'exige le film, il avait rapidement interverti les deux rouleaux, celui qui était dans son boîtier et un autre, et fourré le film exposé dans l'une de ses chaussettes[23].

Tsahal annonça que « les terroristes étaient morts, aujourd'hui, à l'aube, dix heures après s'être emparés de ce bus sur la route côtière, quand nos soldats ont donné l'assaut[24] ». Les dirigeants du

journal pour lequel travaillait Levac, *Hadashot*, comprirent qu'ils tenaient un scoop et voulaient publier la photo, mais la censure militaire les en empêcha. En revanche, quelqu'un la divulgua à des journaux étrangers, notamment à l'hebdomadaire allemand *Stern*, qui la fit paraître. En conséquence, *Hadashot* défia la censure et sortit quand même cette information, en citant le *New York Times*, puis en révélant le cliché à son tour[25].

Majdi Abu Jumaa fut identifié par des parents et des voisins de la bande de Gaza comme étant l'homme visible sur le cliché. Aucune blessure n'est apparente, il a les yeux ouverts, les agents ne semblent pas le soutenir pour qu'il marche, ce qui permet d'en déduire qu'il tient debout sans aucune aide.

La parution de ces photos après l'annonce officielle que tous les terroristes avaient été abattus pendant le raid provoqua des protestations publiques qui, conjuguées à un manque de confiance dans les autorités instaurées par la guerre du Liban, débouchèrent sur une attaque en règle de plusieurs médias de gauche contre le gouvernement[26].

Le Premier ministre Shamir et Shalom étaient opposés à une enquête sur cette affaire, mais leurs appels ne furent pas entendus. Le ministre de la Défense, Moshe Arens, ordonna que soit constituée une commission d'enquête et plus tard une seconde commission fut également instituée par le ministère de la Justice.

Le 28 avril, deux jours après l'annonce de la première série d'investigations, Abraham Shalom ordonna à dix de ses collaborateurs – les membres de Tziporim qui avaient pris part aux meurtres, les conseillers juridiques de l'agence et d'autres hauts responsables, y compris Yossi Ginossar – de se réunir dans une orangeraie non loin de Netanya, au nord de Tel Aviv. Il choisit un endroit isolé où personne ne les verrait, loin des installations du Shin Bet, truffées de dispositifs d'écoute. En temps normal, ces dispositifs servaient les buts de l'organisation. Cette fois, en revanche, Shalom redoutait qu'ils ne perturbent ses plans.

Ce soir-là, sous les étoiles, ses hommes et lui prêtèrent serment de ne jamais révéler la vérité, et de faire tout ce qu'il faudrait pour

étouffer l'affaire car s'ils n'y veillaient pas, les prévint-il, « la sécurité de l'État subirait de graves préjudices et les secrets du Shin Bet seraient révélés[27] ».

Ils savaient que s'ils disaient la vérité, ou que si la vérité venait à être révélée par ces enquêtes, ils risquaient d'être traduits en justice pour torture, et même pour meurtre[28]. « Ils se sont simplement juré les uns aux autres de ne pas laisser sortir cette histoire, expliquait Reuven Hazak, l'adjoint de Shalom. Ni l'affaire du Krenk [la "Maladie" en yiddish, le nom de code du meurtre], ni la question de sa dissimulation. »

Dans l'orangeraie et lors de réunions ultérieures à leurs domiciles respectifs, ils élaborèrent un plan que Hazak, qui prit part à certaines de ces réunions, qualifia rétrospectivement de « campagne concertée contre les institutions judiciaires et exécutives de l'État[29] ».

Ce plan comportait deux volets interdépendants. Tout d'abord, Shalom suggéra à Arens et Shamir qu'un de ses représentants soit nommé membre de la commission d'enquête, pour que « la position du Shin Bet soit représentée et s'assurer que les secrets de l'organisation n'en pâtissent pas ». Cette proposition apparemment innocente fut acceptée et Yossi Ginossar fut nommé membre de la commission d'enquête du ministère de la Défense.

Il servirait à Shalom de cheval de Troie[30]. Il était l'un des hommes qui avaient prêté secrètement serment dans l'orangeraie, et se sentait personnellement offensé de l'existence même de ces commissions. « Que s'est-il passé ? Deux terroristes qui avaient piraté un bus et tué certains de ses passagers étaient morts, protesterait-il plus tard. Pour ça, vous provoquez l'effondrement de tout un monde ? Quelle hypocrisie ! Depuis des années, nous étions chargés de nettoyer les égouts d'Israël, et tout le monde savait plus ou moins comment ces égouts étaient purgés. »

« La mise à mort de terroristes ne me posait aucun problème moral et ne m'en pose toujours pas. » Son problème concernait « les faits sur le terrain. Que tant de protagonistes extérieurs au Shin Bet aient été présents[31] ». Sa solution : « La règle suprême après une

opération ratée, c'est l'effacement des empreintes de l'État d'Israël. Ne pas dire la vérité fait partie intégrante de l'élimination du problème[32]. »

Durant la journée, la commission siégeait dans une salle de réunion du ministère de la Défense et procédait à l'audition des témoins – des soldats, des agents du Shin Bet, des civils, des otages et le photographe, Alex Levac[33]. Ensuite, le soir, Ginossar allait discrètement rejoindre Shalom et son cercle rapproché pour les informer en détail de la session du jour et les aider à préparer les témoins pour le lendemain.

Cela conduisit au second volet de la manipulation de Shalom : faire endosser à des soldats israéliens innocents les deux meurtres qu'il avait ordonnés[34]. Avec des membres de la brigade des Tziporim, il échafauda un plan sophistiqué pour se délester de ces allégations de meurtre et les faire supporter aux hommes qui avaient les premiers mis la main sur les Palestiniens : les soldats de Tsahal sous le commandement du général de brigade Yitzhak Mordechai.

Ce plan était un acte de trahison d'une audace déconcertante. Il se fondait sur le parjure, la conspiration et sur la trahison profonde, vertigineuse, d'un homme honorable et d'un ami. Ginossar et Mordechai étaient proches depuis qu'ils avaient collaboré pendant l'invasion du Liban, en 1982. Ginossar avait même remis à Mordechai une décoration spéciale du Shin Bet, le 27 juin 1982, en gage de reconnaissance pour avoir aidé l'organisation à tuer Azmi Zrair, l'officier d'opérations du Fatah au Sud-Liban.

Ginossar élabora un tissu de mensonges compliqués. Il savait bien ce qu'exigeait la commission : « Les gars, ne vous faites aucune illusion, lança-t-il lors d'une de ces réunions clandestines. Il faudra forcément trouver un coupable. Sans quoi cette commission n'aura pas fait son travail. […] Le seul qu'on puisse présenter comme coupable, c'est M. Yitzhak Mordechai. »

Le témoignage déterminant fut celui du commandant de Tziporim, Ehud Yatom. Shalom, Ginossar et les autres avaient mis au point sa déposition lors de longues répétitions avec lui, la nuit précédente. Il déclara à la commission : « Le chef du Shin Bet et moi sommes

arrivés sur les lieux. J'ai vu deux groupes, à peu près distants de dix mètres les uns des autres. Il y avait entre vingt et trente personnes dans chaque groupe. […] [Quand] j'ai pu en écarter certains pour m'approcher, je suis tombé devant une véritable mêlée, aujourd'hui je dirais que ça me rappelait les scènes où des fellahs syriens s'en prenaient à nos pilotes [abattus au-dessus de la Syrie]. Ils y allaient carrément, à coups de poing, à coups de pied. Quand j'ai aperçu le terroriste, je lui ai flanqué une gifle. Je me suis laissé emporter, à cause de cette atmosphère, de la colère de la foule. » Il ajouta qu'il n'avait pas vu d'hommes du Shin Bet au milieu de cette mêlée, mais qu'il avait vu le général Mordechai frapper l'un des terroristes avec son pistolet.

Yatom déclara à la commission que lorsque les terroristes lui avaient été confiés, ils étaient en très mauvais état, et il les avait conduits à l'hôpital, où leur décès avait été constaté. Le président de la commission d'enquête, un officier en retraite, le major général Meir Zorea, fut profondément impressionné par la sincérité de Yatom. Il était le seul témoin qui ait avoué, et il exprimait ses regrets pour avoir giflé un terroriste. Cet « aveu » était évidemment destiné à masquer un bien plus lourd secret.

« Qui avez-vous vu donner ces coups ? », demanda-t-on à un autre officier du Shin Bet au cours de son interrogatoire, après qu'il avait qualifié de lynchage la scène à laquelle il avait assisté[35]. « C'est très compliqué, c'est dur de se souvenir, répondit-il. La seule personne que je puisse mentionner, c'est Itzik [Yitzhak] Mordechai. Ses coups criaient vengeance à la face de Dieu[*1]. » Pourtant, un autre témoin du Shin Bet avançait ceci : « J'ai vu Itzik les frapper à la tête, des coups violents », mais n'avait pu identifier personne d'autre. Une séance d'identification à l'agence alla dans le même sens.

Les conspirateurs tentèrent aussi de convaincre Kubi de faire une fausse déposition. Ginossar « est venu me voir pour s'assurer que j'affirmerais bien, dans mon témoignage, que Mordechai les avait frappés à mort, m'a confié Kubi. Je lui ai dit que je n'avais rien vu de tel. Il a insisté et m'a demandé si, dans mon souvenir, Avrum n'était pas présent quand les terroristes se faisaient rouer de coups. Je lui

ai dit qu’en réalité, il était là, et qu’il avait même été le premier à les frapper. “Si c’est ça, m’a-t-il répliqué, alors, tel que je vois les choses, toi, tu n’étais pas présent du tout.” Après quoi, ils m’ont envoyé en mission permanente en Italie. Je me suis rendu compte qu’ils voulaient m’éloigner le plus possible des commissions d’enquête. »

Toutefois, la commission d’enquête du ministère de la Justice insista pour l’interroger. Il fut secrètement ramené en Israël par avion et, lors d’une entrevue pleine d’acrimonie avec Avraham Shalom, il déclara à son chef qu’il ne soutiendrait pas sa version des événements. Shalom hurla : « C’est de la trahison ! »

Kubi qui, durant ses trente années de service au Shin Bet, avait maintes fois fait face au danger, disait n’avoir jamais été aussi effrayé de sa vie qu’à ce moment. « Je redoutais de ne pas sortir de là vivant », a-t-il ajouté. Il en est sorti vivant, mais ses craintes étaient assez révélatrices des abîmes où le Shin Bet avait sombré.

En fin de compte, Kubi et Shalom conclurent un compromis. Le premier témoigna – de façon mensongère – qu’il était occupé par les interrogatoires et n’avait pas vu qui avait frappé les terroristes.

Les autres témoignages, dûment orientés par des maîtres du subterfuge et du faux-fuyant, répétés, peaufinés durant des heures, se recoupaient parfaitement. L’effet cumulatif de ces treize versions identiques, venant d’hommes réputés honorables, fit forte impression sur les enquêteurs.

Le 20 mai, la commission rendit ses conclusions : « Il ressort clairement des éléments de l’enquête que les forces de l’armée et les personnels du Shin Bet n’ont reçu aucun ordre susceptible de les amener à en déduire qu’il fallait tuer ou torturer les deux terroristes qui demeuraient en vie. »

L’enquête ajouta totalement foi au témoignage d’Avraham Shalom, et releva que le témoignage et les affirmations de Mordechai selon lesquels il n’était pas la personne responsable de la mort des terroristes « ne sont en partie pas conformes avec un certain nombre de dépositions que nous avons pu entendre, mais sont

étayés par certains éléments de détail émanant d'autres témoignages ».

La commission n'indiquait pas qui avait tué les prisonniers, mais elle recommandait que la police militaire soumette Mordechai à une enquête[36]. Cela conduisit à sa mise en accusation pour homicide. En juillet 1985, l'enquête du ministère de la Justice parvint aux mêmes conclusions.

Le complot d'Avraham Shalom avait fonctionné. Un homme innocent serait traduit en justice pour ses crimes.

Mordechai nia vigoureusement les allégations portées contre lui, mais presque personne ne le crut[37]. « À la place de Mordechai, n'importe quel autre homme aurait mis fin à ses jours », affirmait Ehud Barak.

« Pendant deux ans, ma famille et moi avons traversé un enfer », confierait l'accusé[38].

Toutefois, heureusement pour lui, un jeune et énergique procureur militaire, Menahem Finkelstein, représentant de l'armée au sein de la commission du ministère de la Justice, joua plus tard un rôle actif dans la procédure d'éventuelle inculpation de Mordechai.

Finkelstein, Juif orthodoxe avec un penchant pour l'argutie et le scepticisme talmudiques qui deviendrait plus tard un juge de district éminent, examina les pièces à conviction et certains éléments le laissèrent perplexe[39]. « D'un côté, les témoignages des personnels du Shin Bet étaient sans équivoque, expliquait-il. Il était inconcevable qu'un de ces hommes ait menti. Mais cette tentative de faire porter tout le poids de la responsabilité sur Mordechai m'a semblé curieuse. »

Ce dernier avait admis que lorsque les deux terroristes avaient été sortis du bus, il leur avait assené un coup à chacun, en les interrogeant, mais un examen minutieux des pièces signalait clairement que les cousins Abu Jumaa avaient été remis entre les mains du Shin Bet en bien meilleur état que ne le prétendaient les agents. Finkelstein batailla contre le Shin Bet et le ministère de la Justice, qui tenaient à intenter à Mordechai un procès pour meurtre, et se procura une déclaration sous serment de l'expert médico-légal

qui soulignait qu'en aucun cas les coups de Mordechai n'auraient pu tuer les deux terroristes, qui apparaissaient sur les photographies de Levac en bon état physique[40].

Les interventions du juriste ne purent éviter à l'intéressé d'être visé par deux chefs d'inculpation pour homicide, et il dut comparaître devant une cour martiale ad hoc. Mais le travail juridique méticuleux de Finkelstein fut déterminant au cours du procès proprement dit[41] et, après une seule audience et une communication abrégée des pièces, la cour acquitta l'accusé[42].

Cela semblait marquer le terme de l'affaire d'Ashkalon. Un homme de bien s'était fait traîner dans la boue et sa réputation avait été ternie, même s'il fut finalement blanchi. Aucun secret du Shin Bet ne fut révélé, et personne ne dut répondre de ses crimes.

L'ensemble de l'affaire aurait sombré dans un complet oubli sans les remords de trois hauts responsables de l'organisation. L'un d'eux, le directeur adjoint, Reuven Hazak, était pressenti pour bientôt succéder à Shalom à la tête du Shin Bet. Au début, les trois hommes tentèrent de mettre en garde ce dernier, afin qu'il cesse de mentir. Peleg Raday lui rappela que « la chute de Nixon n'avait pas été provoquée par un stupide cambriolage, mais par ses tentatives pour étouffer l'affaire[43] ». L'autre ne réagit pas. Hazak eut beau avoir été impliqué au début de leurs manœuvres d'obstruction, il finit par en conclure qu'on ne pourrait y mettre un point final et tourner la page que si tous les conspirateurs, lui compris, démissionnaient. Shalom refusa tout net.

Le 29 octobre 1985, Hazak réussit à obtenir une audience avec le Premier ministre Shimon Peres, qui avait remplacé Shamir en septembre 1984, en application d'un accord de rotation, leurs deux partis étant arrivés à égalité lors de la dernière élection de la Knesset. Peres écouta attentivement son interlocuteur, qui arriva avec une page de notes n'omettant aucun détail dans la description des meurtres et des manœuvres de dissimulation. « Le fondement moral sur lequel s'appuie le Shin Bet pour mener à bien ses missions s'est effondré, dit Hazak à Peres[44].

— En général, avant de prendre une décision, je réfléchis », lui répondit celui-ci.

Hazak en ressortit soulagé, avec l'impression que ses accusations avaient été prises au sérieux et qu'une réaction appropriée s'annonçait. Il se trompait. Shalom était un tacticien bien plus roué. Il avait déjà rencontré Peres avant lui et exposé un tout autre scénario au Premier ministre : il s'agissait d'une tentative de rébellion de trois hommes qui avaient enfreint la loi, et dont l'objectif était de le faire chasser pour prendre la tête du Shin Bet.

Avec l'entier soutien de Peres, Shalom révoqua les trois lanceurs d'alerte[45]. Ils quittèrent ignominieusement le service public auquel ils avaient voué toute leur vie, coupés de tous leurs collègues auxquels on avait laissé entendre qu'ils étaient des traîtres.

Les lanceurs d'alerte ripostèrent. Tard dans la soirée du 9 mars 1986, les trois hommes se rendirent au siège central du ministère de la Justice presque désert, dans Jérusalem-Est, et entrèrent dans le bureau du procureur général Yitzhak Shamir.

Cette réunion dura trois heures et demie, et les trois visiteurs exposèrent au procureur général toute l'histoire, pas seulement le meurtre des Palestiniens et la tentative de piéger Mordechai, mais aussi les exécutions extra-judiciaires, la torture et les faux témoignages, autant de pratiques auxquelles se prêtait le Shin Bet depuis des décennies.

La procureure générale adjointe, Dorit Beinish, peinait à croire que Peres ait pu entendre ce récit et s'abstenir d'agir : « Lors de votre entrevue avec le Premier ministre, avez-vous évoqué ces manœuvres d'obstruction ?

— Tout a été abordé », lui assura Hazak.

« J'ai eu l'impression que le ciel m'était tombé sur la tête, m'a avoué Yehudit Karp, procureur général adjoint pour les affaires spéciales. On ne saurait trop s'exagérer ce qui était en jeu. Nous étions en présence d'une atteinte flagrante à la règle de droit et d'une corruption de toutes les institutions. De toute l'histoire de l'État d'Israël, je n'ai pas souvenir d'un autre événement d'une pareille gravité[46]. »

Deux nouvelles procédures furent alors ouvertes : une enquête de police sur l'affaire Ashkelon et une investigation élargie aux pratiques du Shin Bet, menée par une commission que dirigea Karp.

Pour Shalom, c'était un désastre. Il avait surmonté deux procédures grâce à des manœuvres d'obstruction et à son habileté à mentir, et il avait réussi à faire révoquer les trois lanceurs d'alerte. Mais les deux preneurs d'otages palestiniens ne cessaient de revenir le hanter et à présent que toute la conspiration était dévoilée il aurait bien plus de mal à persuader les enquêteurs avec un autre scénario de son invention.

Pourtant, Avraham Shalom et ses alliés ne battirent pas en retraite. Au contraire, ils lancèrent « une vaste campagne de mensonges, de ragots et de médisance contre les trois lanceurs d'alerte et le ministère de la Justice », rappelait Karp. De hauts responsables du ministère furent placés sous surveillance et leurs téléphones mis sur écoute, dans le but de recueillir des informations afin de les faire chanter et de prendre le dessus sur leurs adversaires. Des messages de menaces anonymes furent adressés à des fonctionnaires du même ministère en pleine nuit, et Zamir se vit affecter des gardes du corps vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Un soir, une ambulance d'un service de soins intensifs fut envoyée à son domicile alors qu'il était en parfaite santé, et une couronne funéraire lui fut aussi expédiée. Des journalistes furent informés par des sources du Shin Bet que l'un des lanceurs d'alerte entretenait une liaison avec la procureur adjointe, Dorit Beinish.

« Les pouvoirs illimités du Shin Bet étaient la révélation stupéfiante de cette période, soulignait-elle. Ce fut seulement en l'affrontant que nous avons compris à quel point ce pouvoir était capable d'être dirigé contre n'importe qui, même contre l'appareil judiciaire, et aussi, si nécessaire, contre l'instance politique. Nous étions souillés, exposés, menacés[47]. »

Pourtant, Dorit Beinish, Yehudit Karp et les enquêteurs de la police ne faiblirent pas. Les investigations continuèrent en avril et en mai 1986, malgré les calomnies et les tentatives d'intimidation.

Par la suite, Shalom n'hésita tout simplement pas à mentir sous serment[48]. Interrogé par la police, il prétendit d'abord que le ministre

de la Défense, Moshe Arens, lui avait ordonné de tuer les terroristes d'Ashkelon. Le même Arens le rencontra le 16 avril 1986, nia catégoriquement, et Shalom lui présenta ses excuses : « J'avais l'impression que vous m'aviez donné cet ordre mais maintenant que j'en parle avec vous, je comprends que j'avais tort et qu'il n'en était rien. »

Ensuite, il accusa Shamir, qui était Premier ministre à l'époque. Shalom affirma que c'était lui qui avait formulé cet ordre de frapper les Palestiniens à mort, avant d'ordonner, ou tout au moins d'approuver les tentatives pour étouffer l'incident qui s'étaient ensuivies. Shamir nia lui aussi en bloc. De nouveau confondu, Shalom s'enfonça dans la mystification. Shamir, affirma-t-il, lui avait signifié lors d'une réunion en novembre 1983 qu'il fallait supprimer les terroristes faits prisonniers. Shamir nia la chose, lui aussi. En fin de compte, Shalom en fut réduit à soutenir qu'on lui avait laissé carte blanche pour décider du sort des terroristes – avant même toute attaque – dans l'éventualité où il ne pourrait contacter le Premier ministre pour en recevoir des instructions précises.

En mai 1986, le procureur général Yitzhak Shamir insistait pour intenter des poursuites contre tous les protagonistes impliqués dans l'affaire, sur plusieurs chefs d'inculpation : meurtre, entrave au cours de la justice, faux témoignage devant les tribunaux et divers autres délits supplémentaires[49].

Avraham Shalom était acculé. Il ne lui restait plus qu'une carte à abattre.

Fin mai, il avait rencontré Yossi Ginossar et leurs conseils juridiques dans la chambre du premier, au Grand Beach Hotel, à Tel Aviv. Ensemble, ils avaient dressé une liste des morts. Ils avaient travaillé à partir de leurs dossiers, et aussi de mémoire, en notant les noms, les lieux et les dates relatifs aux individus tués par le Mossad, l'AMAN et le Shin Bet au cours des années antérieures à la prise d'otages d'Ashkelon[50].

« Nous sommes restés là un long moment. Tout a été consigné dans un document, avec l'approbation d'Avrum », expliquait Ginossar.

Cette liste mentionnait quatre diplomates iraniens dont l'agence de renseignement avait autorisé qu'ils soient torturés et exécutés à Beyrouth par le boucher de la Phalange, Robert Hatem, dit « le Cobra ». Il y avait les cibles de l'Unité 504 de l'AMAN, qui « s'étaient éteintes de mort naturelle en avalant un oreiller » et qu'on avait enterrées, sur le ventre. Il y avait l'opération du Shin Bet, en juin 1984, dans le village de Bidya, où quinze agents étaient arrivés à bord de berlines Mercedes au garage dont le propriétaire était le commandant chiite local, Murshid Nahas, qui, poussé de force dans l'un des véhicules, s'entendit promettre selon un témoin : « Tu peux choisir comment tu vas mourir[51]. » Son corps criblé de balles fut retrouvé plus tard aux abords du village. Les noms des gens qui avaient simplement disparu des territoires occupés y étaient aussi consignés, ainsi que ceux de toutes les victimes du programme Weights.

Ce n'était en aucun cas une liste exhaustive (ne faisant que trois pages, elle ne comptait que soixante-sept noms) et elle ne couvrait que les morts au Liban, en Cisjordanie et à Gaza. Cela n'en restait pas moins un florilège accablant.

Ginossar l'intitula le Dossier Skulls (le Dossier des Crânes)[52]. Il s'agissait soi-disant d'un document juridique, visant à démontrer que l'ordre de Shalom de tuer les deux preneurs d'otage d'Ashkelon relevait de la pure routine et serait acceptable car il s'inscrivait dans un programme de meurtres extra-judiciaires dûment approuvé. En réalité, c'était du pur chantage, une menace implicite : si Shalom et ses acolytes étaient condamnés, ils en feraient chuter d'autres avec eux, y compris des Premiers ministres.

« Nous avons très bien compris la signification du Dossier Skulls qu'ils ont mis dans la balance, confirmait un ancien ministre. Pour nous, il était clair qu'il nous fallait mettre un terme à cette hystérie généralisée et nous assurer que les personnels du Shin Bet impliqués ne soient pas traduits en justice. »

La manœuvre était scandaleuse, mais efficace. « J'ai proposé ma démission à Shamir [alors ministre des Affaires étrangères et membre du triumvirat qui était à la tête de l'État], m'a expliqué Shalom. Il m'a répondu : “Ne vous avisez pas de faire ça[53].” Il

craignait, si je démissionnais, d'y être contraint lui aussi. Il [Shamir] est donc allé voir Shimon Peres [le Premier ministre] et Rabin, qui était ministre de la Défense, et il leur a dit : "Vous avez donné ce type d'autorisation, vous aussi. Alors si vous nous lâchez, vous, le Likoud, nous vous entraînerons dans notre chute." »

En fin de compte, un accord douteux fut conclu. Le président de l'État d'Israël, Chaïm Herzog, accorderait une série de grâces présidentielles aux personnels du Shin Bet impliqués, couvrant toutes les procédures engagées contre eux. Onze hommes furent ainsi exonérés avant même d'avoir été condamnés. Personne ne serait mis en cause dans les mises à mort d'Ashkelon, ni dans aucune autre. En contrepartie, la seule exigence serait que Shalom démissionne du Shin Bet.

Même après s'en être tiré à si bon compte, Avraham Shalom continua de se raccrocher à ses fictions. Il écrivit qu'il avait agi « avec la permission et l'autorisation formelle » des autorités, et maintenait son affirmation selon laquelle c'était Shamir qui lui avait enjoint de tuer les preneurs d'otages palestiniens. En conséquence de cette affaire, il fut décidé que toutes les réunions entre les chefs des services de renseignement et le Premier ministre se dérouleraient en présence de son secrétaire militaire et d'un sténographe qui consignerait les débats par écrit[54].

Le lendemain de la signature des décrets de grâce par Herzog, le quotidien *Hadashot* publia sa version de ce qui s'était passé : « Cette bande d'individus s'est donc réunie et, par un acte similaire à la réunion d'une junte militaire dans une lointaine nation latino-américaine, ils se sont retiré d'eux-mêmes le nœud coulant qu'ils avaient déjà autour du cou[55]. » Le président Herzog, lui-même ancien chef de l'AMAN, défendit son action dans une déclaration aux médias, mais rares furent ceux qui saisirent à quoi il faisait allusion : « Dans cette affaire, la procédure d'investigation aurait nécessité de révéler le mode opératoire du Shin Bet depuis toutes ces années. De la sorte, soixante à quatre-vingts affaires auraient émergé du passé. Aurait-ce été un bien pour le pays[56] ? »

*1. Dans la tradition biblique, certains péchés, comme le meurtre de Caïn par Abel, « crient vers le ciel » ou « vengeance à la face de Dieu ». (*N.d.T.*)

18.

Puis ce fut l'étincelle

Dans un camp situé non loin du quartier général de l'OLP, à Hammam Chott, une station balnéaire de Tunisie, vingt-huit des meilleurs combattants d'Abou Jihad s'entraînèrent pendant presque un an pour mener une attaque spectaculaire. Leur plan consistait à naviguer à bord d'un vaisseau au départ d'Alger jusqu'à la côte, au large de Tel Aviv, puis d'achever leur périple en Zodiac, jusqu'à la plage de Bat Yam, située à la périphérie sud de la ville. Ils accosteraient au point du jour, arrêteraient un ou deux autobus, contraindraient les chauffeurs à les conduire au quartier général de Tsahal, dans le quartier administratif de Kirya. Ils abattraient les sentinelles en faction au portail et investiraient l'enceinte, se rueraient vers les bureaux du chef d'état-major et du ministre de la Défense, tuant autant de gens que possible au passage. Ensuite, ils s'empareraient d'un des bâtiments ou bloqueraient les deux extrémités d'une des rues du quartier et retiendraient en otages le maximum de personnes, en menaçant de les tuer si leurs exigences n'étaient pas satisfaites : la libération de terroristes de l'Organisation de libération de la Palestine des geôles israéliennes.

Cette attaque surviendrait le 20 avril 1985, deux jours après Yom HaShoah (la Journée du Souvenir pour la Shoah et l'héroïsme), et quatre jours avant Yom HaZikaron (le Jour du Souvenir pour les victimes de guerre israéliennes et pour les victimes des opérations de haine), l'une des dates les plus importantes du calendrier israélien, quand tous les citoyens de la nation observent deux

minutes de silence au mugissement des sirènes que l'on fait retentir dans tout le pays en l'honneur des soldats tombés au combat et des victimes du terrorisme. Abou Jihad entendait fournir aux Israéliens un nouveau motif de deuil : « Nous voulons transformer la lumière du jour en nuit noire, à Tel Aviv », déclara-t-il à ses combattants lors d'un dernier briefing, avant qu'ils se mettent en route.

« Avec l'aide d'Allah, ce jour du Shabbat sera un jour noir dans l'histoire de cette ville, et ce dimanche aussi. En cette journée, tout Tel Aviv sera fermé, et la ville verra couler des rivières de sang, la ruine et la destruction. »

Abou Jihad étala un plan du littoral au sud de Tel Aviv marqué de trois flèches indiquant les sites de débarquement des trois Zodiac : « Nous attaquerons leurs quartiers généraux, avec l'aide d'Allah, et ensuite nous fermerons les rues. Dans une de ces rues, par exemple, nous retiendrons prisonniers cinq cents Israéliens, cinq cents d'un coup, et ensuite nous serons en position de les utiliser comme monnaie d'échange[1]. »

Le commandant militaire suprême du peuple palestinien indiqua à ses guerriers un objectif clair : « Si nous avons l'aide d'Allah, il nous enverra aussi Sharon. Nous savons à quoi il ressemble. »

L'un des combattants ricana. « Il a du bide.

— Il a du bide, confirma Abou Jihad. Celui qui l'ajustera n'aura aucun mal à toucher la cible. Qu'une bombe lui tombe sur la tête, avec l'aide d'Allah. Il [Allah] en est capable, les gars. Rien n'est hors de sa portée. »

Abou Jihad devait savoir que c'était là un vœu pieu. Sharon avait été chassé de son poste de ministre de la Défense deux ans plus tôt, et les chances qu'il se trouve ce jour-là au ministère d'où il avait été honteusement renvoyé étaient minimes. Pourtant, Sharon était aux yeux des Palestiniens l'incarnation du mal, et Abou Jihad devait croire que c'était là le meilleur moyen de galvaniser ses hommes.

Plus de vingt années s'étaient écoulées depuis que le Mossad avait émis le premier ordre d'élimination physique contre Abou Jihad. Il s'était installé à Tunis, capitale de la Tunisie, après l'évacuation de l'OLP de Beyrouth, à l'été 1982. Il vivait dans une

villa louée non loin de la plage, à une quarantaine de kilomètres des ruines de la cité antique de Carthage. Le renseignement israélien le surveillait de près lors de ses voyages en Syrie et en Jordanie, et dans d'autres pays du Moyen-Orient d'où il émettait des ordres, organisait, encourageait ses troupes et planifiait des opérations contre l'État hébreu.

En qualité de commandant militaire de l'Organisation de libération de la Palestine, qui n'avait que Yasser Arafat au-dessus de lui, Abou Jihad était responsable de nombreux actes de terrorisme contre des Israéliens – plus que tout autre protagoniste palestinien, et de très loin. Il restait imprégné d'une ferveur nationaliste et révolutionnaire, désormais renforcée par le désir de prouver à Israël que si l'organisation était à terre, elle n'était pas hors jeu, et qu'elle pouvait riposter et infliger de graves dommages. À cette fin, il avait pris la décision de planifier à nouveau des attentats dans des nations occidentales, tout particulièrement en Europe où Arafat et lui n'avaient plus opéré depuis la première moitié des années 1970. Il mettait l'accent sur des opérations maritimes, celles qui se menaient sur des bateaux, au moyen de bateaux ou à proximité de ports.

Pour y parvenir, il déploya la Force 17, l'unité spéciale bien entraînée des gardes du corps d'Arafat, ainsi que sa propre escouade d'opérations spéciales, le Secteur Occidental, et la division navale du Fatah.

En 1983, un plan israélien avait été mis au point pour tuer Abou Jihad à Amman, mais il avait été reporté à plusieurs reprises, généralement pour des motifs d'ordre opérationnel. Le Mossad planifia néanmoins des initiatives visant des subordonnées d'Abou Jihad. Suite à la reprise des activités terroristes du Fatah en Europe, les services avaient aussi réactivé ses actions agressives contre l'OLP sur le sous-continent européen.

Depuis le désastre de Lillehammer, Césarée s'était concentrée sur la refonte de Kidon (Baïonnette), son unité d'assassinats ciblés. « J'appelais cela "l'affûtage de l'épée", expliquait Mike Harari, qui avait introduit un certain nombre de changements, avant de se retirer, en 1980[2]. Avec le nouveau Kidon, les survivants de l'Holocauste de jadis et les anciens liquidateurs issus de la

clandestinité antibritannique ne tenaient plus les rôles principaux. Les étoiles montantes étaient désormais diplômées des unités combattantes de Tsahal, dotées d'une riche expérience sur le champ de bataille, animées d'un grand courage et très disposées, si ce n'est même très promptes, à presser sur la détente[3].

À la tête du Baïonnette nouvelle formule, il y avait « Carlos », un cadre de Césarée qui avait rejoint le Mossad pour des missions de combat au sein du Bataillon de parachutistes d'Ariel Sharon. Ses collègues disaient de lui qu'il procédait aux exécutions avec froideur et méthode, sans que jamais son cœur s'emballe.

En août 1983, Abou Jihad envoya le commandant en second de son unité navale, Mamoun Meraish, en Grèce acheter un navire et des armes qui devaient servir pour un attentat terroriste, à Haïfa. Alors qu'il était en route pour boucler l'affaire, à Athènes, une moto s'arrêta à la hauteur de la voiture de Meraish à un feu rouge[4]. Carlos, le deuxième homme, à l'arrière de la moto, dégaina un pistolet muni d'un silencieux et logea plusieurs balles dans le corps du Palestinien, jusqu'à avoir la certitude qu'il était mort. La scène venait de se dérouler sous les yeux de ses trois enfants, âgés de quatre, neuf et treize ans, hurlant de terreur.

Le 16 août 1984, Zaki Hillo, membre du FPLP de Georges Habache, arrivait à Madrid à bord d'un vol de Beyrouth. Le Mossad le croyait lui aussi en mission pour Abou Jihad, qui l'avait enrôlé pour l'une de ses opérations planifiées en Europe[5]. Le lendemain, alors que Hillo marchait dans une rue du centre de la capitale espagnole, une moto le dépassa, et l'homme derrière le pilote du deux-roues tira plusieurs balles sur lui. Hillo survécut, mais perdit l'usage de ses deux jambes.

Munzer Abou Ghazala, commandant de la branche navale du Fatah, avait été l'objet d'un certain nombre de tentatives de meurtre de la part de Baïonnette avant le 21 octobre 1986, quand il gara sa voiture dans une banlieue d'Athènes, donnant à « Eli » le temps d'accomplir sa besogne. Eli, un exécuteur avec une certaine prédilection pour les engins explosifs, glissa sa corpulente carcasse sous le véhicule et fixa l'une de ses « Eli-Ears » (Oreilles d'Eli), une bombe dévastatrice de sa conception. Abou Ghazala monta en

voiture, et Eli, maintenant à distance de sécurité, appuya sur un bouton, soufflant le véhicule et son conducteur[6].

Au lendemain de ces exécutions, ainsi que d'autres opérations de l'OLP sur le sol européen contrecarrées grâce à quelques renseignements transmis aux polices des nations concernées, Abou Jihad en vint à la conclusion que les Israéliens comptaient des agents à l'intérieur de ses réseaux européens. Il se décida alors pour une opération navale qui serait entièrement pilotée depuis son quartier général de Tunis et un camp d'entraînement en Algérie, dans le secret le plus strict[7]. Cette opération devint le plan pour investir l'immeuble de l'état-major général des forces armées d'Israël et prendre le plus de gens possible en otages.

Au printemps 1985, les troupes d'Abou Jihad embarquèrent à bord d'un cargo à moteur diesel jaugeant 498 tonnes sous drapeau panaméen, l'*Attaviros*. Il avait tracé pour ses commandos un très long itinéraire, depuis le port d'Oran, en Algérie – cap à l'ouest dans l'Atlantique, contournement du cap de Bonne-Espérance, avant la remontée le long des côtes d'Afrique de l'Ouest, le franchissement du détroit de Bab el-Mandeb, jusqu'à la mer Rouge. De là, ils espéraient pouvoir se faufiler, sans se faire remarquer, par le canal de Suez, au milieu d'un convoi de navires marchands jusqu'à leur entrée dans les eaux israéliennes.

Mais à l'insu d'Abou Jihad, l'Unité 504 de l'AMAN possédait un réseau d'agents à l'intérieur de l'appareil administratif du Secteur Occidental, l'aile militaire d'Abou Jihad. Depuis presque un an, Israël savait qu'une attaque d'un type ou d'un autre était planifiée autour de la date du Jour du Souvenir[8]. Le 24 avril, une force d'intervention de quatre vedettes lance-missiles et de commandos de la Flottille 13 parcourut 2 900 kilomètres et fit sauter un second navire affrété pour l'opération, le *Moonlight*, alors qu'il était à vide, à quai dans un port algérien. Et quand l'*Attaviros* atteignit la Méditerranée le 20 avril, deux croiseurs lance-missiles israéliens et des unités de commando naval de la Flottille 13 l'attendaient à une petite cinquantaine de kilomètres de Port-Saïd[9].

Les activistes de l'OLP à bord du navire refusèrent d'obtempérer aux sommations de reddition des Israéliens et ouvrirent le feu sur l'un de leurs bâtiments. En réaction, les forces de Tsahal coulèrent le cargo palestinien, tuant vingt personnes à bord[10].

Huit autres furent capturés et conduits dans les locaux souterrains, le « Camp 1391 », au nord de Tel Aviv, où l'Unité 504 procédait à ses interrogatoires. Le site ne figure sur aucune carte, et la loi israélienne interdit de rendre publique sa localisation.

Les prisonniers furent déshabillés et, une fois nus, on leur enfila une capuche sur la tête avant de les attacher au mur. De la musique hurlait dans leurs cellules, leur interdisant de trouver le sommeil, et ils recevaient régulièrement des volées de coups[11].

Au bout de quatre jours, les captifs avouèrent les détails du plan d'Abou Jihad. Ils indiquèrent qu'ils projetaient d'occuper l'immeuble de l'état-major général et de prendre en otages le ministre de la Défense et le chef d'état-major. Sans les renseignements précis de l'AMAN, cela se serait soldé par « un désastre d'une ampleur que nous n'avions pas encore connue », admettait Oded Raz, un officier supérieur de l'AMAN[12].

Se reposer sur le renseignement pour se contenter de prévenir des attaques déjà en cours n'était plus une option acceptable.

Immédiatement après les aveux arrachés par les interrogateurs de l'Unité 504, le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, ordonna à l'armée de planifier deux opérations contre la base d'Abou Jihad à Tunis. Rabin, qui était l'une des principales cibles de l'attaque à peine déjouée fomentée par le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine, voulait se réserver le choix entre deux options de taille, qui feraient l'une et l'autre grand bruit. L'une était une incursion terrestre d'envergure qui engagerait des forces de la Flottille 13, de Sayeret Matkal et du Shaldag (l'unité de commando d'élite de l'armée de l'air). Au total, une centaine de soldats seraient sous les ordres du général de brigade Yitzhak Mordechai, l'homme dont la vie avait failli être réduite à néant par la tentative du Shin Bet de le piéger. Ces hommes débarqueraient tous sur le littoral tunisien à bord de Zodiac mis à l'eau depuis des navires de guerre,

lanceraient un raid contre les installations de l’OLP et tueraient Abou Jihad et ses hommes[13].

L’autre possibilité supposait un bombardement aérien effectué par des avions israéliens. Les équipes de Mordechai et de l’armée de l’air entamèrent les unes et les autres leur entraînement, en attendant le feu vert du gouvernement.

Les deux solutions comportaient des écueils tactiques et stratégiques. La Tunisie est loin d’Israël – plus de 2 000 kilomètres, jamais ou presque une opération de Tsahal ne s’était réalisée à une telle distance. Pour un assaut terrestre complexe de forces combinées loin du territoire national, cela signifiait qu’il y aurait très peu de latitude pour exfiltrer les forces au cas où les choses tourneraient mal. Progresser avec difficulté dans une grande ville laissait aussi prévoir des risques de pertes extrêmement élevées parmi les soldats israéliens.

En revanche, envoyer les bombardiers était aussi risqué. Israël souffrait d’une pénurie de renseignements sur les moyens de défense aérienne de la Tunisie et de la Libye voisine.

Le quartier général de l’Organisation de libération de la Palestine ayant déménagé en Afrique du Nord deux ans plus tôt, Jérusalem avait demandé aux États-Unis les informations indispensables sur les installations radars et les déploiements terrestres et navals des deux pays, mais avait essuyé un refus. Les Américains s’inquiétaient, à juste titre, des répercussions d’une attaque de Tsahal hors de son voisinage immédiat[14].

N’étant pas en position d’obtenir ces renseignements par une voie légitime, Israël les vola tout simplement[15]. Jonathan Pollard, un Juif américain qui caressait le rêve illusoire de devenir espion et d’influencer le cours de l’histoire, avait tenté d’intégrer la CIA, mais avait été recalé en raison d’une « forte instabilité émotionnelle ». Toutefois, l’agence s’étant abstenue de partager son évaluation avec d’autres branches du renseignement américain, Pollard réussit finalement à se faire enrôler dans l’US Navy où il était considéré comme un brillant analyste et un fonctionnaire d’exception.

Plus tard, il affirma avoir observé des « attitudes anti-israéliennes parmi ses collègues » et « un manque de soutien des services de renseignement américains envers Israël[16] ». Il essaya donc de convaincre le Comité américain des affaires publiques israéliennes et le Mossad de le recruter comme espion. Les deux organisations rejetèrent sa candidature, mais il finit par se faire incorporer au Lakam, la branche espionnage du ministère de la Défense. Désigné par l'acronyme hébreu correspondant au « Bureau des relations scientifiques », cet organe secret, connu d'un très petit groupe de gens, était dirigé par Rafi Eitan, encore amer de n'avoir pas été retenu pour diriger l'agence. « L'information que nous fournissait Pollard était de si bonne qualité que je n'ai pas pu résister à la tentation », admettait Eitan[17]. Il ajoutait que ses supérieurs, tant les Premiers ministres que les ministres de la Défense, étaient informés de la situation mais préféraient fermer les yeux face au fleuve de renseignements que Pollard leur communiquait[18].

Dès son recrutement, Pollard s'était mis à discrètement faire sortir d'énormes quantités de documents de son lieu de travail pour aller les photocopier dans un lieu sûr, à Washington, avant de les rapporter[19]. Ces pièces, regroupées sous le nom de code « Green Material », étaient ensuite expédiées en Israël et stockées dans des salles fortes, à la division recherche de l'AMAN et au renseignement de l'armée de l'air.

En juin 1985, Yossi Yagur, l'officier traitant de Pollard au Lakam, demanda à son espion toutes les informations disponibles sur le quartier général de l'OLP dans la région de Tunis, et sur les défenses aériennes libyenne et tunisienne[20]. Pollard se rendit aux archives du renseignement de l'US Navy et emprunta l'ensemble des informations requises qui, en quelques jours, prirent la direction d'Israël. Yagur transmit à Pollard les remerciements « des plus hautes sphères du gouvernement israélien » pour son apport exceptionnel en matière de renseignement et son soutien au raid à venir.

Bien que détenant désormais toutes les informations nécessaires, Shimon Peres et Yitzhak Shamir, qui occupaient le poste de Premier

ministre à tour de rôle, hésitaient encore à donner leur feu vert à l'opération, tout comme le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin. Mordechai tenta de convaincre ce dernier de soutenir la proposition d'attaque maritime-terrestre parce « qu'il y a une différence entre un raid aérien et l'effet que vous obtenez quand vous vous retrouvez face à quelqu'un qui vous braque un pistolet entre les deux yeux[21] ». Rabin craignait qu'un écueil inattendu ne fasse tout capoter « et je ne pouvais lui promettre qu'on ne courait aucun risque de cet ordre », reconnaissait Mordechai.

En revanche, un bombardement aérien ferait courir relativement peu de risques aux aviateurs, surtout avec les informations de grande qualité fournies par Pollard, mais Israël partageait les inquiétudes stratégiques des Américains. La Tunisie n'avait aucune frontière commune avec Israël, et aucun conflit en cours. Envahir un pays réputé neutre, par voie aérienne ou terrestre, pouvait entraîner de graves répercussions internationales.

Il y avait également un autre facteur externe à ce report. Les assassinats ciblés, en particulier ceux qui visaient des objectifs de première importance comme Abou Jihad, ne sont pas de simples opérations militaires ou de renseignement. Ce sont aussi des instruments politiques et, en tant que tels, elles sont souvent animées de préoccupations politiques, une méthode utile pour apaiser ou se rallier l'opinion publique[22]. En 1981, par exemple, les sondages prédisaient une confortable majorité au parti travailliste, formation de gauche, lors d'un scrutin imminent, jusqu'à ce que le Premier ministre Begin, élu du Likoud, parti de droite, ordonne le bombardement du réacteur nucléaire proche de Bagdad où Saddam Hussein s'efforçait de pousser au développement de l'arme nucléaire. Cela suffit à faire pencher la balance en faveur du Likoud.

Pourtant, en cette période, la politique intérieure était empreinte de stabilité. Il n'y avait pas de campagne électorale requérant de stimuler les foules avec un militarisme racoleur, et il n'émanait de l'opinion aucune demande de vengeance immédiate non plus. Un report sine die semblait donc constituer le choix évident, les risques tactiques et diplomatiques de l'opération étant trop élevés, et les opportunités trop incertaines.

Or, à peine quelques mois plus tard, tout cela changerait.

Tout au long de cette période, l'Organisation de libération de la Palestine et Israël étaient l'une et l'autre spécialement actifs à Chypre et dans les eaux internationales entre cette île de Méditerranée orientale et le Liban. Abou Jihad en avait fait son étape principale pour ses combattants en transit vers le Liban et sa base logistique pour tout l'espace méditerranéen. Cette petite île devint une véritable ruche d'activités terroristes, de contrebande, d'espionnage et ensuite, naturellement, d'assassinats ciblés.

Le Mossad tira profit de la mutinerie de quelques éléments du Fatah qui reçurent le soutien de la Syrie dans leur lutte contre Arafat et sa direction, et mit au point un habile stratagème qui verrait l'un de ses agents se faire passer pour un Palestinien ; lequel, désireux de se venger d'Arafat, proposerait ses services au renseignement syrien. L'homme du Mossad livra aussi aux espions de la station syrienne à Larnaca, sur la côte sud de Chypre, des données concernant des Palestiniens de retour du Liban. « Les Syriens, qui détenaient alors le contrôle de la mer et des aéroports du pays, attendirent l'arrivée des Palestiniens, les cueillirent et plus personne ne les a jamais revus, m'a expliqué Yoni Koren, un officier de l'AMAN à l'époque[23]. L'opération a été un succès remarquable. Les Syriens étaient si contents qu'ils se sont mis à nous verser une somme par tête. Nous avons pu ainsi nous débarrasser d'environ cent cinquante militants de l'OLP. »

Certains des navires effectuant la traversée et de Chypre vers le Liban furent arraisonnés par les Israéliens eux-mêmes. Le 9 septembre 1985, une information tomba, signalant qu'un groupe de hauts responsables palestiniens embarqueraient à Limassol sur un navire baptisé *Opportunity* et, le lendemain, mettraient le cap sur le Liban[24]. Il y avait à bord de ce bateau un homme qu'Israël souhaitait éliminer depuis longtemps : le sous-chef de la Force 17, Fayçal Abou Sharah. Il avait trempé dans un certain nombre d'attentats terroristes dont le plus grave, s'il s'était concrétisé, aurait eu lieu en novembre 1979. La Force 17 prévoyait d'utiliser un conteneur d'expédition au départ du port du Pirée, en Grèce, pour

Haïfa, qui transporterait plusieurs tonnes de raisin afin de livrer en réalité d'énormes quantités d'explosifs qui exploseraient lors du déchargement du conteneur[25]. Abou Sharah envoya l'un de ses principaux seconds, Samir el-Asmar, se charger de l'opération. Mais la division Tsomet du Mossad eut vent de la manœuvre et localisa le conteneur, ainsi que l'équipe palestinienne. Un commando de Baïonnette se rendit au Pirée, et tua El-Asmar. Un mois plus tard, le 15 décembre, Baïonnette se débarrassait d'un autre membre de l'équipe, Ibrahim Abdul Aziz, après son arrivée à Chypre, ainsi que d'un membre de la mission diplomatique de l'Organisation de libération de la Palestine sur place, qui l'hébergeait, un dénommé Samir Toukan. Abou Sharah aurait été censé les rejoindre, mais il eut la vie sauve grâce à un changement de son programme de réunions ce jour-là, et continua d'opérer encore cinq ans jusqu'à ce que les Israéliens le débusquent à bord d'*Opportunity*.

Les hommes du commando de la Flottille A13 montèrent à bord du cargo au large des côtes du Liban et capturèrent Abou Sharah ainsi que trois dirigeants de la Force 17. Ils conduisirent ensuite les prisonniers à l'Installation 1391 de l'Unité 504. « Ils m'ont obligé à rester debout, les mains sur la tête, ils m'empoignaient les cheveux et me frappaient le crâne contre un mur, raconterait plus tard Abou Sharah. Ils m'ont ordonné de ramper par terre, m'ont mis quasi nu et m'ont forcé à lécher le sol. Je suis resté nu et ils m'ont versé de l'eau froide sur le corps, m'ont frappé aux testicules et m'ont fouetté avec des lanières en cuir. » Selon des dossiers médicaux soumis au tribunal, les coups de poing et de pied qu'il a subis étaient si violents que son scrotum avait éclaté[26].

Arafat voulait venger la capture d'Abu Sharah et ses hommes, et rendit donc coup pour coup. Deux semaines plus tard, le 25 septembre 1985, une escouade de la Force 17 lança un raid contre un yacht israélien au mouillage dans la marina de Larnaca, enleva trois civils et exigea que leurs camarades palestiniens soient libérés[27]. Ensuite, au lieu d'attendre que leurs exigences soient satisfaites, sans aucune raison apparente, ils préférèrent assassiner les trois otages et se rendre aux autorités chypriotes.

« Ces salopards ont tué trois Israéliens de sang-froid, les ont abattus d'une balle dans la nuque, s'indignait un ancien ministre. Évidemment, l'opinion publique israélienne n'aurait pas toléré que nous restions les bras croisés. »

Une réunion du gouvernement fut convoquée d'urgence. Sur les instances de Rabin, ministre de la Défense, l'opération Wooden Leg (Jambe de Bois), l'assassinat d'Abou Jihad et du commandant de la Force 17, Abou Tayeb, et le bombardement des immeubles occupés par le Secteur Occidental et la Force 17, à Tunis, furent approuvés.

L'objectif, tel que l'énonça Rabin, consistait à signifier clairement « qu'aucun élément de l'OLP ne jouit de l'immunité, nulle part au monde. Tsahal, qui avait le bras long, était en mesure de les atteindre et de les punir. Israël déterminera le mode de combat et le lieu de l'attaque, uniquement en fonction de ses propres considérations ».

Seul Ezer Weizman, ministre sans portefeuille du gouvernement et ancien commandant en chef de l'armée de l'air, futur président de l'État d'Israël, s'y opposa. À l'époque, il menait des pourparlers secrets et non autorisés avec l'Organisation de libération de la Palestine. « Le roi Hussein [de Jordanie] et le président [égyptien] Hosni Moubarak sont actuellement aux États-Unis, déclara-t-il lors de cette réunion du cabinet. Des efforts sont en cours pour faire avancer le processus de paix. Le moment est mal choisi. »

Peres lui rétorqua sur un ton sarcastique : « Et d'ici une semaine ou deux, le moment sera mieux choisi ? »

Les préparatifs de l'attaque débutèrent immédiatement et, le 1er octobre, dix chasseurs F-15 s'envolèrent pour Tunis armés de bombes à guidage laser GBU-15[28]. Deux avions ravitailleurs Boeing 707 prirent aussi l'air et assureraient deux ravitaillements des chasseurs en plein vol. Un troisième Boeing 707 servait de poste aérien de commandement, de contrôle et de communications. Deux appareils espion Hawkeye avaient pour tâche de brouiller les signaux de réception des installations radars en Tunisie, en Libye et en Algérie.

Les F-15 larguèrent leurs bombes, puis firent demi-tour en direction d'Israël. Toutes les cibles furent atteintes, notamment leurs objectifs principaux : les bureaux de toute la structure administrative du Secteur Occidental et de la Force 17[29]. Plus de soixante personnels de l'OLP et d'opérateurs locaux tunisiens périrent, et soixante-dix autres furent blessés.

« Quand nous avons viré pour prendre le cap retour, il y a eu un immense sentiment de soulagement, confiait l'un des pilotes. J'ai poussé un grand hurlement dans la cabine, pour me libérer de mon stress. Rentrer au bercail revêtait bien plus d'importance que d'habitude. J'ai vu les rivages d'Israël d'un œil différent. J'étais rempli d'une exaltation que je n'avais encore jamais ressentie[30]. »

Le Premier ministre Peres, qui s'exprimait dans un lycée du sud d'Israël après la communication des rapports initiaux, déclara : « Les quartiers généraux du terrorisme ne jouissent d'aucune immunité. Nous avons le droit de les attaquer. Des meurtriers de sang-froid ne peuvent être autorisés à s'en tirer en toute impunité. Chacun de leurs actes obéit à une main organisatrice qui les guide. »

Yasser Arafat, qui visita les bâtiments en ruine plus tard ce même après-midi, se servit de cette occasion pour étoffer encore davantage la légende selon laquelle il devait toujours à un miracle d'avoir la vie sauve[31]. « J'ai été sauvé d'une mort certaine par un miracle, déclara-t-il, à sa manière grandiloquente. J'étais en route pour mon bureau au quartier général de Hammam Chott, à un quart d'heure de route, et c'est là que j'ai appris le raid. J'ai décroché mon téléphone et j'ai appelé Le Caire et Amman. J'ai annoncé que je n'étais pas touché et que je continuais de mener la lutte. »

En fait, l'information en possession d'Israël avait montré qu'il n'était pas censé se trouver sur le site au moment du raid. « Nous savions où était située la résidence d'Arafat, mais nous avions décidé qu'il ne constituait pas une cible et nous ne l'avions pas proposé au gouvernement », précisait Yoni Koren, de l'AMAN[32].

En fait, le sentiment général d'exultation en Israël était grevé d'une amère déception. Aucun des commandants de l'Organisation de libération de la Palestine n'était à son bureau lorsque les missiles

avaient frappé. Abou Iyad, le commandant de Septembre Noir et le maître d'œuvre de l'opération contre les athlètes de l'équipe olympique à Munich, dont le nom figurait tout en haut de la liste des cibles, accompagna même Arafat lors de sa visite sur le site, comme pour narguer encore plus son ennemi.

Seul un haut responsable, Nur Ali, fut tué, et il était considéré comme très modéré[33]. À telle enseigne qu'en réalité, il était en contact avec des dirigeants israéliens dans le cadre de négociations secrètes sur des échanges de prisonniers, et c'était l'un des chefs de l'Organisation de libération de la Palestine qui entretenait des contacts secrets avec le ministre de la Défense Weizman. Quant à Abou Jihad, il était en réunion à son domicile, pas très loin de là, et il avait entendu les bombes exploser.

L'incapacité à éliminer davantage de figures dirigeantes conduisit le Mossad à engager sa propre opération chirurgicale. L'agence entama la planification d'un « traitement négatif » – un euphémisme désignant les assassinats ciblés couramment utilisés par ses services à l'époque – à faire subir à Abou Jihad à Tunis[34]. Pendant plus de dix-huit mois, Césarée explora des idées et des plans divers, notamment le ciblage de son domicile avec des missiles télécommandés, la vente d'une limousine piégée qui lui serait proposée par l'intermédiaire d'un agent double et un sniper implanté dans le centre de Tunis, qui l'abattrait sur sa route vers son bureau.

Toutes ces idées furent écartées, en raison du risque élevé que des civils innocents soient tués au cours de l'attaque ou du danger de perdre des agents. La Tunisie était considérée comme un « pays cible » qui requérait les mesures de précaution les plus rigoureuses tant que des personnels de Césarée seraient présents sur place, ce qui signifiait qu'après ces assassinats ciblés, exfiltrer les agents concernés ne serait pas facile.

Le commandement de Césarée en conclut finalement qu'il aurait besoin de la puissance de feu et des capacités de transport logistique de Tsahal. Le Mossad demanda l'assistance de Sayeret Matkal et des commandos de la marine, tout comme il l'avait fait pour l'opération Printemps de la Jeunesse, à Beyrouth, en 1973. Il s'adressa au chef de l'AMAN, le major général Amnon Lipkin-

Shahak qui était en charge de Sayeret Matkal. Il avait lui-même commandé l'une des équipes de Printemps de la Jeunesse et, après cela, il était devenu officier supérieur, connu pour son sens de la mesure et sa prudence. Il s'opposa fermement à l'implication de Sayeret Matkal dans cette mission. Il estimait que le Mossad pouvait et devait l'exécuter par ses propres moyens et qu'« il n'y avait aucune nécessité de mettre en danger autant de soldats[35] ». Dans une interview, quelques mois avant son décès, en 2013, Lipkin-Shahak déclarait : « Il était clair à mes yeux que nous pouvions nous en charger, mais je pensais qu'une petite force d'intervention de l'agence ne laisserait pas l'empreinte que laisserait un raid de commando, signalant d'évidence qu'Israël était derrière. »

Les plans d'assassinat d'Abou Jihad et la question persistante de l'éventuelle implication de l'armée provoquèrent des tensions non négligeables entre Tsahal et le Mossad. La décision finale ne pouvait être prise que par les politiques, mais pour l'heure, le Premier ministre Shamir et le ministre de la Défense Rabin s'abstenaient d'intervenir.

Ensuite, tout le contexte changea.

Approximativement 2,5 millions de Palestiniens vivaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, sous administration israélienne depuis 1967 (aucun recensement n'a jamais été mené sur cette période). D'année en année, la frustration et la rancœur n'avaient cessé de croître. Israël avait ouvert ses portes à des travailleurs palestiniens et à peu près quarante pour cent de cette main-d'œuvre franchissait la frontière chaque jour pour aller travailler en Israël, où seuls des emplois subalternes étaient accessibles pour des salaires de misère et dans des conditions de travail pénibles. Des ouvriers du bâtiment et des plongeurs palestiniens pleins de ressentiment assistaient à l'ascension sociale des Israéliens et les voyaient atteindre des niveaux de prospérité économique presque comparables à ceux de l'Europe de l'Ouest.

À l'intérieur des territoires occupés proprement dits, le chômage devenait endémique, et il y avait peu d'emplois disponibles pour les diplômés du supérieur. Les villes pâtissaient d'une surpopulation

intolérable, les autorités israéliennes ne faisaient rien pour améliorer les services municipaux, et n’autorisaient pas de nouvelles constructions ni le développement de terres agricoles, afin de répondre aux besoins d’une population palestinienne en forte croissance.

En revanche, Israël confisquait des terres palestiniennes et y installait un nombre croissant de ses citoyens, en violation flagrante des lois internationales. Beaucoup de ces colons étaient mus par des considérations idéologiques, puisqu’ils croyaient à l’idée d’un « Grand Israël » appartenant aux Juifs. D’autres recherchaient simplement un meilleur niveau de vie et profitaient de ces logements fortement subventionnés.

Après avoir enduré ces vexations, des conditions de vie misérables et des injustices patentes, la Cisjordanie et la bande de Gaza étaient au bord de l’explosion. C’était là une évolution que le renseignement israélien ne pouvait ou ne voulait pas voir. Une focalisation de longue date sur une guerre circonscrite, chirurgicale menée contre l’Organisation de libération de la Palestine et ses dirigeants avait suffi à masquer à la communauté du renseignement et à la classe politique israélienne la colère qui grondait dans la population palestinienne. Les succès tactiques et la faculté de localiser et d’éliminer les dirigeants et les militants de l’OLP presque partout dans le monde leur avaient insufflé le sentiment qu’Israël pourrait toujours imposer sa loi aux millions de Palestiniens des territoires occupés, sans davantage de conséquences.

Le renseignement israélien avait aussi négligé une autre évolution capitale : une strate dirigeante jeune, énergique et charismatique avait accompli sa mue en « Palestine occupée » et évoluait indépendamment, séparément d’Arafat, d’Abou Jihad et du commandement de l’Organisation de libération de la Palestine[36]. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, une large majorité soutenait les actes de terrorisme spectaculaires de l’organisation, mais ils étaient tout aussi nombreux à trouver que cet étalage de violence, avec sa mise en scène, avait de moins en moins d’incidence sur leurs problèmes de tous les jours. Arafat était encore perçu comme le père de la nation, mais ses actes, surtout ceux qui s’organisaient

à distance, depuis Tunis, ne semblaient pas de nature à faire advenir l’indépendance qu’il avait promise, pas dans un avenir prévisible.

Puis il y eut une étincelle.

Le 4 octobre 1987, cinq terroristes particulièrement dangereux appartenant au Jihad islamique palestinien (le JIP) s’évadèrent de la prison militaire de Gaza. Deux jours plus tard, grâce à l’aide d’un réseau d’agents locaux dont il disposait à Gaza le Shin Bet localisa les terroristes dans leur repaire, un appartement du quartier de Sejayieh. Une équipe de l’unité des Tziporim, déguisée en Arabes, mit l’appartement sous observation. Non loin de là, les forces spéciales du YAMAM, l’unité antiterroriste de la police, s’apprêtait à agir, sous le commandement de David Tzur. « Les gars du Shin Bet les ont vus monter dans deux Peugeot 504, une blanche et l’autre bleu ciel, lourdement armés, et démarrer. Nous les avons pris en filature, et dès l’instant où ils nous ont repérés, ils ont ouvert le feu. Près du terrain de football, nous les avons rattrapés. » Quatre des terroristes furent abattus par la première rafale que tira le YAMAM. Un cinquième homme, qui s’était échappé des véhicules, fut abattu plus tard. Un agent de Tziporim, Victor Arzuan, fut aussi tué dans l’échange de coups de feu.

Les funérailles des cinq Palestiniens se transformèrent en démonstration houleuse. Les manifestants hurlèrent dans les rues que les cinq hommes avaient été froidement assassinés. L’émeute fut plus violente que tout ce à quoi Tsahal avait assisté dans les territoires occupés jusqu’alors.

« D’un point de vue opérationnel, expliquait Tzur, qui devait devenir plus tard commissaire adjoint de la police israélienne et chef de la région de Tel Aviv, le repérage et la liquidation des cinq terroristes étaient « un incontestable succès pour le YAMAM[37]. » Pourtant, Tzur admettait que ce succès tactique et d’autres succès similaires ces dernières années avaient aveuglé les services de renseignement, les empêchant de prendre du recul et leur faisant « manquer l’évolution cruciale qui était sur le point de se produire ». Ces funérailles violentes ne furent elles-mêmes perçues que comme des bouffées de colère très localisées.

Et puis, le 8 décembre, le chauffeur d'un semi-remorque de transport de blindés perdit le contrôle de son engin et alla s'écraser contre une file de voitures transportant des Palestiniens qui rentraient de leur journée de travail en Israël et regagnaient la bande de Gaza. Quatre occupants furent tués, et sept blessés. Une fausse rumeur ne tarda pas à se répandre : cet accident était en réalité un acte de vengeance intentionnel pour le meurtre d'un Israélien, qui avait péri sous des coups de couteau deux jours plus tôt. L'enterrement des travailleurs tués dans le carambolage se transforma une fois encore en protestations de masse.

Une vague de manifestations balaya la Cisjordanie et la bande de Gaza, en décembre 1987, et elles marquèrent le début du soulèvement palestinien contre la domination israélienne : l'Intifada[38]. Le Shin Bet, l'armée et le gouvernement étaient stupéfaits et « pendant des semaines, furent incapables de saisir l'importance de ces manifestations, à tel point qu'il ne vint même pas à l'esprit du ministre de la Défense Rabin d'abréger un voyage à l'étranger et de rentrer dès le début de ces troubles », reconnaît le secrétaire militaire du Premier ministre, le général Nevo.

Pendant des années, Tsahal s'était crue capable de contrôler les Palestiniens au moyen d'un minimum de forces. Mais quand des foules d'émeutiers lancèrent des pierres sur des petits détachements de soldats, qui n'étaient outillés d'aucun dispositif pour disperser les manifestants ou d'équipements de protection, ceux-ci ripostèrent en ouvrant le feu[39]. Plus d'un millier de Palestiniens périrent, beaucoup d'autres furent blessés et l'image d'Israël sur la scène internationale s'en ressentit fortement. Tous les soirs, le monde voyait les troupes de Tsahal réprimer dans la violence des masses de Palestiniens réclamant l'indépendance politique et que soit mis un terme à l'occupation. L'équation des opprimés s'était complètement inversée : aux yeux de la communauté internationale, Israël était devenu Goliath, et les Arabes palestiniens étaient maintenant David, avec sa fronde et ses pierres[40]. « L'Intifada, expliquait Nahum Admoni, directeur du Mossad à l'époque, nous causa beaucoup plus de tort au plan politique, de dégâts à notre image, que tout ce que l'OLP avait réussi à faire depuis qu'elle existait[41]. »

Faure d'une réponse adaptée au soulèvement, et sans réellement en comprendre les causes, Israël eut encore une fois recours à l'arme qui lui était si familière, et dont beaucoup croyaient qu'elle réussirait à changer le cours de l'histoire : le meurtre ciblé. Abou Jihad, qui avait déjà survécu à des tentatives répétées d'attenter à ses jours, fut de nouveau la cible première. C'était en partie dû à sa propre vantardise. Dans une interview sur Radio Monte-Carlo, en janvier 1988, il affirma avoir donné l'ordre de lancer l'Intifada. L'Organisation de libération de la Palestine réitéra cette revendication dans plusieurs de ses publications. Le monde arabe applaudit. Le pouvoir politique israélien prit ces déclarations au pied de la lettre. Les chefs de la communauté du renseignement en validèrent l'authenticité, ou du moins ne la contredirent-ils pas.

Pourtant, Abou Jihad mentait. Ni lui ni Arafat n'avait donné ordre de lancer l'Intifada. Elle les avait surpris autant que le renseignement israélien. À dire vrai, c'était un soulèvement populaire, et c'étaient de jeunes hommes à la fin de l'adolescence et au début de l'âge adulte qui, agissant indépendamment des dirigeants de Tunis, en attisaient les flammes. En tout état de cause, la réalité des faits n'intéressait guère les chefs de l'OLP, les médias arabes ou les services de renseignement de l'État hébreu.

Qui plus est, pour les Israéliens, cette « vérité » acceptée avec un peu trop d'empressement, mais erronée, présentait le mérite d'être séduisante. Si ce soulèvement était causé par le mécontentement qui s'était accumulé suite à de longues années de pouvoir militaire arbitraire dans les territoires occupés et d'empiètement d'Israël sur leur terre, il faudrait traiter le mal à la racine. Si tout cela n'était qu'un complot de l'OLP, il y serait mis un terme tout simplement en éliminant l'homme qui le fomentait[42].

Après le début de l'Intifada, le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, ordonna à Tsahal d'apporter au Mossad toute l'assistance requise pour planifier l'assassinat d'Abou Jihad[43]. Le directeur de l'AMAN, Lipkin-Shahak, n'était « toujours pas convaincu de la nécessité d'une telle opération, aussi vaste et aussi complexe », mais il saisissait que le contexte politique avait changé et retira ses

objections, du moins au stade de la planification et de l’entraînement.

Pour leur part, Abou Jihad et Arafat s’efforcèrent d’exploiter la vague de sympathie que généra le soulèvement. Alors que des préparatifs secrets pour le raid contre le domicile du premier à Tunis étaient déjà en cours, Arafat et lui lancèrent leur propre initiative clandestine, un habile exercice de relations publiques. Ils l’appelèrent opération « Navire du Retour ». L’idée consistait à faire entrer ce bateau dans le port de Haïfa, avec à son bord 135 Palestiniens expulsés des zones contrôlées par l’État hébreu, accompagnés de tous les journalistes et toutes les équipes de reportage vidéo qui accepteraient l’invitation à couvrir ce périple et son point d’orgue spectaculaire. Les chefs de l’Organisation de libération de la Palestine voulaient que cette traversée du « Navire du Retour » soit comparable à celle de l’*Exodus*, ce cargo devenu célèbre qui transportait illégalement des immigrants juifs vers la Palestine sous Mandat britannique, en 1947. Le Fatah tenta de garder ces plans secrets jusqu’à la dernière minute mais échoua, et le Mossad reçut des informations en temps réel. Les Palestiniens avaient affrété un navire au Pirée, mais ses propriétaires avaient annulé après qu’Israël les eut avertis que s’ils laissaient ce projet se poursuivre, leurs bateaux ne seraient plus jamais plus autorisés à mouiller dans les eaux israéliennes. À la place, l’OLP acheta un ferry de construction japonaise, le *Sol Phryne*, à Chypre, pour 600 000 dollars.

Une réunion du gouvernement israélien fut convoquée d’urgence pour discuter de la question et les ministres approuvèrent une opération clandestine conjointe Tsahal-Mossad pour bloquer le *Sol Phryne* « avant même qu’il puisse appareiller du port de Limassol ». On espérait que contrecarrer les plans palestiniens et tuer les protagonistes « désespérerait les dirigeants palestiniens, réduirait la couverture médiatique dans les territoires occupés et porterait un coup décisif à toute velléité de continuer l’Intifada », résumait l’un des ministres présents à cette réunion[44].

Le matin du 15 février 1988, trois militants de l’OLP qu’Abou Nidal avait envoyés à Chypre pour organiser le périple du « Navire du

Retour » montèrent dans leur voiture, non loin de l'hôtel où ils étaient descendus. « Rover », le chef de Baïonnette, et Eli étaient installés dans une autre voiture et les virent s'affairer, après de nombreuses heures de surveillance au cours desquelles la police locale avait failli appréhender les Israéliens[45]. Quand les trois Palestiniens embarquèrent dans leur véhicule et le firent démarrer, Eli appuya sur un bouton, mettant à feu encore une de ses bombes. Les trois Palestiniens périrent.

Dix-huit heures plus tard, des commandos de la marine plongeaient sous le *Sol Phryne* et fixaient une petit mine limpet à la coque. La charge ouvrit une brèche dans le flanc du navire, qui prit de la gîte. Le périple du « Navire du Retour » – l'*Exodus* palestinien – venait de s'achever avant d'avoir commencé. « Écoutez, l'histoire peut quelquefois jouer des tours bien étranges », remarquait Yoav Galant, chef des commandos de la marine, quand il remonta, dégoulinant, d'une mer d'encre à trois heures du matin à bord de la vedette lance-missiles qui l'attendait. Il faisait allusion au voyage de sa propre mère, Fruma, à bord de l'*Exodus* originel de nombreuses années auparavant[46].

Le 14 mars, le cabinet restreint en charge de la sécurité se réunit de nouveau sous l'égide du Premier ministre Yitzhak Shamir pour débattre de l'élimination d'Abou Jihad[47]. L'accord antérieurement donné par divers Premiers ministres, au fil des ans, notamment par Levi Eshkol, Golda Meir et Yitzhak Rabin, perdait sa validité sous un chef de gouvernement différent. Et même si le gouvernement avait le même homme à sa tête, les forces de sécurité seraient malgré cela tenues d'en demander le renouvellement, surtout s'il s'était écoulé beaucoup de temps, car il se pouvait que le contexte politique ait changé du tout au tout ou que le Premier ministre se soit ravisé. L'accord devait être confirmé immédiatement avant que ne soit menée une opération d'élimination ciblée, au moment où la préparation opérationnelle serait achevée, même si l'intervention avait reçu le feu vert quelque temps auparavant.

À première vue, « Shamir aurait pu se contenter de son propre ordre de liquider Abou Jihad », assure Nevo[48]. Toutefois, il avait bien

conscience qu'il ne s'agissait pas d'une cible ordinaire, et les réactions à une telle élimination pourraient sortir de l'ordinaire elles aussi. Il décida de ne pas en endosser seul la responsabilité et préféra soumettre la question à l'approbation de son cabinet de sécurité. Le Likoud et le Labor comptaient chacun cinq ministres au sein de ce conseil restreint. Shimon Peres, alors à la tête du parti travailliste et ministre des Affaires étrangères, se déclara fermement opposé à cet assassinat. « Selon mes informations, Abou Jihad était un modéré, m'a-t-il rappelé. Je jugeais peu judicieux de le tuer[49]. » Les quatre autres représentants du Labor – dont Rabin, qui avait déjà approuvé l'exécution du même individu précédemment – exprimèrent leurs craintes relatives aux condamnations à l'échelle internationale dont Israël serait l'objet et aux dangers auxquels s'exposeraient les soldats et les agents du Mossad. Ils joignirent leurs voix à celle de Peres en s'opposant à l'opération. Shamir et les quatre représentants du Likoud votèrent pour. Cette parité signifiait qu'il n'y aurait aucune intervention.

Moshe Nissim, le ministre des Finances, membre du Likoud, essaya la persuasion. Il pria Rabin de le rejoindre à l'extérieur de la salle de réunion. « Regarde ce que nous fait subir l'Intifada, argumenta-t-il. Dans l'opinion, le climat est à l'abattement. Dans le passé, Tsahal a déjà exécuté de telles opérations avec beaucoup d'ingéniosité et de créativité, mais elle n'en a plus eu l'occasion depuis longtemps. Il faut redorer cette image aux yeux du monde, devant la communauté internationale, mais d'abord et avant tout chez les citoyens d'Israël, l'idée que Tsahal est toujours la même que celle qui a réalisé tant d'exploits extraordinaires depuis toutes ces années. Il faut accomplir cette mission, pour le moral de la nation[50]. » La politique, le moral en berne de la nation exigeaient un sacrifice sanglant. Tuer Abou Jihad, du moins aux yeux de Moshe Nissim, devenait plus un acte symbolique que concret.

Rabin se laissa convaincre. Il retourna dans la salle du conseil avec Nissim et annonça qu'il modifiait son vote. Par 6 voix contre 4, l'opération Introductory Lesson (Cours d'Initiation) reçut le feu vert.

En fils d'un grand rabbin d'Israël, Nissim ne regretterait jamais d'avoir persuadé Rabin. « Dans le monde entier, m'a-t-il rappelé, il

n’y a pas une armée qui soit aussi scrupuleuse que Tsahal, qui respecte autant les normes de conduite et veille à ne causer aucun mal à des innocents. Mais il existe un précepte talmudique : “Si un homme vient pour te tuer, tu te lèves le premier et tu le tues[51].” »

Le domicile d’Abou Jihad à Tunis était le lieu idéal pour l’éliminer, croyaient les agents du renseignement. La maison était située dans l’un des plus jolis secteurs d’un lotissement résidentiel chic et bien entretenu, aux rues larges et dégagées, à quelques centaines de mètres de la plage, ce qui offrait à l’équipe d’exécuteurs un accès relativement aisé. Il faudrait éviter les patrouilles de la police tunisienne ou faire diversion, mais à part cela Abou Jihad n’était protégé que par deux hommes. « C’était un quartier relativement isolé, faiblement gardé, m’a confirmé Nahum Lev, commandant en second de Sayeret Matkal. Qui plus est quand il était en Tunisie, Abou Jihad rentrait tous les soirs chez lui. C’était l’endroit rêvé pour lui tendre une embuscade. D’ailleurs, il n’avait lui-même tout bonnement jamais cru que quiconque puisse l’atteindre là-bas. Le Mossad avait opéré à Beyrouth, en Syrie, en Europe ; en Tunisie, jamais. Il s’y sentait en relative sécurité[52]. »

Le tuer sous son propre toit, estimaient les services, constituerait aussi un message suffisamment menaçant en signifiant aux Palestiniens que personne n’était hors d’atteinte, nulle part, même dans sa chambre à coucher.

Le plan pour assassiner le chef palestinien en Tunisie avait été élaboré par Césarée au cours de l’année précédente. Trois agents déguisés en hommes d’affaires arabes avaient exploré les routes depuis la plage et procédé à un relevé détaillé du quartier. Le Mossad et les Unités 504 et 8200 suivirent ses déplacements à la trace, pointèrent ses voyages sur une carte, remarquèrent son habitude d’acheter des billets d’avion sur plusieurs vols en même temps pour compliquer la tâche de ceux qui surveillaient ses faits et gestes, dès lors incapables de savoir quand il partait et pour quelle destination. Les lignes téléphoniques de son domicile et de son bureau furent placées sur écoute. Oded Raz, alors officier de la section de la division recherche de l’AMAN en charge du terrorisme

estimait qu'« en suivant Abou Jihad, [il avait] fini par connaître et par respecter l'homme auquel [ils étaient] confrontés. C'est vrai, c'était un terroriste, mais aussi un père de famille modèle et un chef authentique qui n'avait que le bien de sa nation en tête[53] ».

Pourtant, les dirigeants politiques et la hiérarchie du renseignement voulaient sa mort. Dans leur esprit, le bien de la nation palestinienne faisait planer une menace directe sur le bien de leur propre pays. À leurs yeux, Abou Jihad était l'homme responsable de la mort de centaines de Juifs – il ne saurait y avoir débat à ce sujet.

Le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, en militaire pointilleux, se souciait de quantité de détails concernant l'itinéraire de fuite et la sécurité des soldats. Et, non moins important de son point de vue, il voulait savoir ce qui arriverait, « une fois à Tunis avec toute cette armada, si nous pénétrons dans la maison et si notre "patient" n'est pas là du tout ». Ses interlocuteurs du Mossad lui expliquèrent quel était leur plan afin de s'assurer qu'il soit bien chez lui avant que le signal de lancer le raid ne soit donné. Rabin s'en satisfit et, face aux troubles dans les territoires occupés dont Abou Jihad s'était lui-même attribué la paternité à tort ou à raison, l'opération Cours d'Initiation fut enfin autorisée[54].

Le chef d'état-major adjoint, Ehud Barak, se vit confier le commandement de l'ensemble de l'opération et peu avant le jour prévu de son lancement, il organisa une réunion de planification au quartier général à Tel Aviv. Des officiers de l'AMAN lui montrèrent leur maquette à l'échelle du quartier d'Abou Jihad. Brusquement, Barak désigna la maison en face de celle d'Abou Jihad.

« Qui habite là ? demanda-t-il.

— Abu al-Hol, lui répondit l'un des officiers. Le chef de la sécurité intérieure de l'OLP.

— Et qui vit ici ? demanda-t-il encore, en désignant une maison voisine, mais pas située immédiatement à côté de leur objectif.

— Mahmoud Abbas… Abou Mazen », lui répliqua un agent du Mossad, donnant le patronyme et le nom de guerre d'un autre haut responsable de l'Organisation de libération de la Palestine.

« C’est franchement la porte à côté, réfléchit Barak à haute voix. Pourquoi ne pas lui rendre une petite visite, à lui aussi ? Quitte à envoyer cette grosse armada en Tunisie, pourquoi ne pas en profiter pour faire d’une pierre deux coups ?

— Ehud, intervint un cadre dirigeant de l’agence, laisse tomber. Cela ne fera que compliquer une opération qui est déjà vraiment complexe en l’état. » Une brève discussion s’ensuivit – une dispute, en réalité. Barak insista pour qu’on mette à profit cette opportunité de supprimer deux cibles. Un tel coup double, maintenait-il, plomberait le moral de l’OLP et pourrait avoir l’effet désiré sur la vague d’agitation qui secouait les territoires. Les représentants du Mossad et de l’AMAN s’y opposèrent catégoriquement. « Nous ne pouvons garantir que les deux cibles soient au domicile en même temps, argumentèrent-ils. C’est vous le commandant, mais nous préconisons de nous en tenir à Abou Jihad seul. Si nous lui faisons subir le sort qu’il mérite, cela suffira amplement. »

En fin de compte, Barak céda. C’est ainsi que Mahmoud Abbas, l’homme qui succéderait à Arafat à la tête de l’Autorité palestinienne et que le même Barak, avec d’autres, finirait à terme par considérer comme un partenaire courageux dans leurs efforts de paix, eut la vie sauve.

« Il est difficile de juger de telles affaires rétrospectivement, m’a confié Barak. Sur le moment, du point de vue opérationnel, c’était très alléchant. D’un autre côté, il était clair qu’une frappe portée à ce niveau contre leurs dirigeants aurait en fait légitimé des attaques contre nos propres dirigeants. »

Le 14 avril, six agents de Césarée arrivèrent à Tunis par quatre vols différents, en provenance d’Europe. Trois d’entre eux – deux hommes et une femme, voyageant avec de faux passeports libanais et parlant un français parfait – payèrent en liquide la location de deux véhicules utilitaires Volkswagen Transporter et d’une berline Peugeot 305, tous blancs et tous auprès de compagnies différentes. Ces véhicules serviraient à acheminer les hommes de Sayeret Matkal de la plage à la maison d’Abou Jihad et retour. Les trois autres agents restèrent dans l’ombre : ils trouvèrent un bosquet d’arbres d’où ils pourraient surveiller la maison et s’assurer qu’Abou

Jihad était à l'intérieur. Les chauffeurs évacueraient les lieux par la mer avec l'équipe des exécuteurs, tandis que les trois « ombres » repartiraient de Tunis par des vols réguliers, après la fin de l'opération.

Simultanément, cinq vedettes lance-missiles faisaient route vers la Tunisie, transportant les commandos, un hôpital mobile et de puissants équipements de communication. Un autre navire plus grand, en configuration de porte-hélicoptères mais maquillé pour avoir l'air d'un cargo, tenait une équipe de réserve de Sayeret Matkal prête à être héliportée si quelque chose tournait mal.

Le 15 avril, le convoi fit halte à une quarantaine de kilomètres de la côte tunisienne, très en deçà de la limite des eaux territoriales[55]. Sous la surface, le sous-marin israélien *Gal* montait la garde, en escorte invisible. Très haut dans les airs, un Boeing 707 de l'armée de l'air servait de station relais de communications, tout en surveillant les fréquences tunisiennes, à l'affût du moindre accroc. Cette station volante était capable de brouiller le contrôle radar et aérien tunisien si nécessaire. Enfin, des F-15 patrouillaient au large des côtes, prêts à intervenir en cas de besoin.

Le soleil plongeait dans les eaux à l'ouest quand on descendit les Zodiac aux flancs des vedettes lance-missiles. Chaque embarcation emportait deux hommes des commandos de la marine et six soldats de Sayeret Matkal. Ils avancèrent au moteur, discrètement, vers la côte, tandis que le crépuscule se transformait en ténèbres d'une nuit sans lune. À environ cinq cents mètres du littoral, sept commandos de la Flottille 13 plongèrent de ces Zodiac et nagèrent sous l'eau jusqu'à la plage. Le premier à poser le pied sur le sol tunisien fut le commandant de la force d'intervention de la Flottille 13, Yoav Galant. La plage était déserte. Les commandos se postèrent en demi-cercle, délimitant un large périmètre de sécurité, tout en établissant le contact radio avec les bateaux et avec les agents du Mossad qui attendaient dans leurs voitures. Les commandos demandèrent aux agents d'approcher du rivage, puis signalèrent aux vingt-six hommes à bord des Zodiac qu'ils pouvaient accoster sans danger. Les hommes de Sayeret Matkal s'engouffrèrent à l'intérieur des véhicules de Césarée qui les attendaient et ils se changèrent,

enfilant des vêtements secs qu'ils avaient apportés avec eux dans des sacs marins étanches. Ils allaient se glisser dans le quartier d'Abou Jihad en se faisant passer pour des civils et le tuer. Malgré tout, ils avaient tous sur eux des cartes de prisonniers de guerre prouvant qu'ils étaient des soldats, au cas où ils seraient capturés.

Les commandos de marine se déployèrent pour sécuriser la plage jusqu'au retour du groupe de soldats de Sayeret Matkal. Les trois agents de Césarée qui avaient surveillé la maison observèrent dans de puissantes paires de jumelles le retour de la voiture du dirigeant palestinien, qui se gara devant la maison juste après minuit. Deux gardes du corps, l'un d'eux tenant aussi lieu de chauffeur, entrèrent avec lui dans la maison. Le chauffeur resta un court instant, puis il ressortit s'installer dans la voiture et somnola. L'autre s'assit au salon quelques minutes puis retourna au sous-sol et s'endormit. Dans une autre chambre, le bébé d'Abou Jihad, Nidal, dormait dans son berceau. Son épouse, Intisar, et sa fille de seize ans, Hanan, l'attendaient dans la chambre. Intisar se rappelait leur conversation :

> J'étais très fatiguée. Je lui ai demandé s'il était fatigué aussi, et il m'a répondu non. Je lui ai demandé de venir se coucher, et il m'a dit qu'il avait encore beaucoup de travail à terminer. Il s'est assis à la table dans notre chambre et a écrit une lettre aux chefs de l'Intifada. Hanan était avec nous dans la pièce. Il lui a demandé ce qu'elle avait fait dans la journée. Elle lui a répondu qu'elle était allée monter à cheval. Ensuite, elle s'est souvenue qu'elle avait envie de lui raconter un rêve qu'elle avait fait la nuit précédente. Elle avait rêvé qu'elle était à Jérusalem avec quelques amies. Elles étaient entrées prier à la mosquée, et puis soudainement des soldats israéliens les avaient expulsées et les avaient prises en chasse. Elle avait couru, couru jusqu'à ce qu'elle franchisse les murs de la ville, et là, elle avait vu son père. Elle lui avait demandé où il allait, et Abou Jihad lui avait répondu qu'il allait à Jérusalem. Elle lui demanda comment il pourrait arriver jusque là-bas, parce que c'était plein de soldats israéliens. Il lui dit qu'il monterait un cheval blanc.
>
> Elle avait fini de lui raconter son rêve, Abou Jihad a retiré ses lunettes et lui a répondu : « Oh, Hanan, oui, oui, je suis en route pour Jérusalem. »

Le téléphone retentit dans la villa. Abou Jihad décrocha. Des agents israéliens qui écoutaient la ligne entendirent son collaborateur chargé de l'organisation de ses voyages lui préciser

qu'il avait une place dans un vol à destination de Bagdad qui décollait de Tunis peu après trois heures du matin. Pour les Israéliens, cela posait un problème. Ils avaient prévu de pénétrer dans sa maison vers une heure trente, afin d'avoir la quasi-certitude que tout le monde soit endormi. Or, s'ils attendaient jusqu'à cette heure-là, leur cible serait probablement déjà en route pour l'aéroport.

Ils ne pouvaient patienter aussi longtemps. Il leur fallait passer à l'action immédiatement. Yiftach Reicher, chef du Special Operations Excutive, la Direction des opérations spéciales, qui était aussi à bord du poste de commandement en mer, appela par radio le commandant de Sayeret Matkal, Moshe Yaalon[56]. Ils dialoguèrent en code et en anglais pour le cas où leur conversation serait écoutée.

Reicher : « Bogart, c'est Richard. Tu peux quitter la gare. Tu peux quitter la gare. Fais vite. Je répète : fais vite. »

Puis, Reicher songea que, Abou Jihad s'apprêtant à partir prendre son avion, son entourage et lui seraient sans doute réveillés. « Bogart, ajouta-t-il, c'est Richard. Comme le patron s'en va, je veux te dire qu'au bureau il y a des gens qui ne dorment pas. »

Yaalon : « OK, Richard, j'ai compris. »

Reicher appela l'un des agents de Césarée qui surveillaient la maison depuis le bosquet d'arbres : « Willy, il y a du nouveau, du côté du bureau, notamment concernant la voiture rouge ? »

Willy : « Négatif. »

Reicher : « Bogart est en route. Avant d'entrer au bureau, il t'appellera. S'il y a un changement de situation, avertis-le, parce qu'il a besoin du feu vert. Ton feu vert. »

Les deux Volkswagen Transporter acheminèrent dans le quartier les vingt-six hommes de Sayeret Matkal, armés de Micro Uzi et de pistolets Ruger .22 équipés de silencieux et de pointeurs laser. Deux agents de Césarée, un homme et une femme, parcoururent environ quatre cents mètres à bord de la Peugeot pour aller surveiller la route et s'assurer que le groupe principal ne tomberait sur aucun imprévu.

Les trois véhicules s’arrêtèrent à environ cinq cents mètres de la maison. Les commandos entamèrent leur approche à pas de loup. Encore fallait-il procéder à l’identification positive finale. Les guetteurs avaient vu arriver la voiture d’Abou Jihad et l’avaient vu entrer, lui, avec ses deux gardes du corps. Selon le protocole qu’avait signé Rabin, cela ne suffisait pas. Trois membres arabophones de l’Unité 8200 parlant couramment la langue et dont le Mossad s’était assuré les services pour cette mission avaient consacré des heures à étudier la voix et les tics de langage du chef palestinien. Ils avaient pris place dans le bunker de commandement, à Tel Aviv, coiffés des écouteurs tandis que des techniciens déclenchaient un appel téléphonique à sa résidence d’Al-Wazir en passant par un central situé en Italie, sa manière habituelle de communiquer avec les territoires occupés.

Les techniciens avaient fait défiler en fond sonore une bande enregistrée avec des bruits de foule[57]. « *Ya*, Abou Jihad, s’était écrié l’un des experts de la voix dans le combiné. Ils ont arrêté Abou Rahma ! Et maintenant, ces fils de pute veulent flanquer toute la famille en prison ! » Il ajouta un juron en arabe : « *Inchallah yishrbu waridat al-nisa !* » (Qu’ils boivent du sang menstruel !). Abou Jihad tâcha de calmer son interlocuteur, pour qu’il lui communique davantage de précisions. De leur côté, les techniciens, à Tel Aviv, firent durer la conversation jusqu’à ce que les trois experts lèvent la main, indiquant par là qu’ils avaient identifié la voix de façon certaine.

« Cours d’Initiation, vous avez le feu vert », annonça le bunker de commandement à Tel Aviv au poste de commandement avancé en mer. Ce message fut immédiatement relayé à la force au sol. Nahum Lev et un autre soldat vêtu en femme passèrent les premiers. Lev tenait une grande boîte, apparemment pleine de bonbons, mais qui renfermait un pistolet avec un silencieux. Il se dirigea vers le garde assis dans une voiture près de la maison, lui montra une brochure d’hôtel et lui demanda comment s’y rendre. La sentinelle étudia la brochure. Lev pressa sur la détente et abattit l’homme d’une balle dans la tête.

Il fit signe au reste de l'escouade. Un petit détachement muni d'un cric hydraulique s'avança pour forcer la porte. Lors de leurs séances d'entraînement, la porte utilisée s'était ouverte en silence. À cet instant, cette porte-ci grinça. Cela suffit à crisper les combattants. Pourtant, à l'intérieur de la maison endormie, il n'y eut aucune réaction. Un membre de l'équipe fit signe à ceux des autres voitures que la voie était libre. Le reste des hommes prit position autour de la villa. Un autre détachement contourna par le jardin.

Les hommes de Sayeret Matkal firent irruption par la porte et se précipitèrent au fond du hall d'entrée. Quelques-uns descendirent quatre à quatre au sous-sol où le deuxième garde du corps venait de se réveiller. Ils l'abattirent avant qu'il n'ait eu le temps d'armer son fusil. Ensuite, ils virent un autre homme endormi, le jardinier tunisien de la famille qui avait décidé de rester coucher sur place[58]. Ils l'abattirent, lui aussi[59]. « En réalité, il n'avait rien fait, admettait Lev. Mais dans une mission comme celle-là il n'y a pas le choix. Il faut s'assurer que toute opposition potentielle soit neutralisée. »

À l'étage, l'épouse d'Abou Jihad, Intisar, fut réveillée par un brouhaha de voix d'hommes en bas. Abou Jihad était assis à son bureau. Il repoussa le meuble, se leva en vitesse et sortit son pistolet du placard.

« Que se passe-t-il ? lui demanda sa femme. Qu'est-ce qui se passe ? »

Un homme de Sayeret Matkal vêtu de noir, le visage encagoulé, bondit en haut de l'escalier. Le commandant Lev le suivait de près. Abou Jihad écarta sa femme, la repoussa vers le fond de la chambre.

Le premier Israélien lui tira dessus. Il s'effondra. Puis Lev tira une longue rafale. Abou Jihad était mort[60].

Intisar rampa vers son mari à quatre pattes, l'entoura de ses bras. L'un des commandos lui pointa le canon de son arme dans le dos, la rejeta brutalement contre le mur. Elle était certaine de se faire abattre. En fait, l'homme venait de l'écarter pour qu'elle ne risque rien.

Un troisième commando entra et tira de nouveau sur Abou Jihad. Il s'effaça et un quatrième tira à son tour.

Nidal, le bébé, était réveillé et il criait. Sa mère était sûre qu'il avait été touché, lui aussi. Une voix hurlait d'en bas : « *Aleh ! Aleh !* » – Plus vite ! Plus vite !

Finalement, le lieutenant-colonel Yaalon vint se placer au-dessus du cadavre et ouvrit le feu. C'était le cinquième tireur.

« *Bas !* », s'écria Intisar. Assez !

Abou Jihad avait été criblé de cinquante-deux projectiles. Vingt-trois ans après que Golda Meir eut signé le premier feuillet rouge scellant son sort, il était mort.

Se remémorant cette exécution de nombreuses années plus tard, en 2013, Yaalon, devenu ministre de la Défense, m'expliquait : « Écoutez, ce n'était certainement pas une scène plaisante à voir. Cette femme qui était là devant nous, qui voulait se précipiter mais qui ne bougeait pas, uniquement parce que l'un de nos hommes braquait son pistolet sur elle, et nous, qui vidions nos chargeurs sur son mari. Il est impossible de prétendre que cela ne m'a pas perturbé ou que je ne me suis pas senti très mal à l'aise. D'un autre côté, il était clair à mes yeux qu'il fallait le faire même si c'était devant sa femme et sa fille. »

Quoi qu'il en soit, Yaalon n'avait aucun regret. Il qualifia l'opération de « coup parfait » et ajouta, avec son cynisme caractérisé : « Je ne comprends pas pourquoi on raconte que, nous, les Juifs, nous perdons la guerre des esprits. Si je mets une balle entre les deux yeux d'Abou Jihad, là où se trouve son esprit, cela ne signifie pas que j'ai gagné[61] ? »

Tous les Israéliens s'enfuirent de Tunisie indemnes[62]. La police locale était occupée à répondre à de multiples faux signalements communiqués par des agents de Césarée, où il était question d'une flotte entière de véhicules fonçant du quartier résidentiel d'Abou Jihad vers le centre de Tunis – exactement la direction opposée à celle prise par les exécuteurs. La police dressa des barrages routiers et fouilla des dizaines de voitures. Trois heures plus tard, des

policiers retrouvèrent les deux véhicules utilitaires Volkswagen et la Peugeot de location abandonnés sur la plage.

Le lendemain après-midi, un journaliste interrogea Shamir sur l'implication d'Israël dans cet assassinat ciblé. « J'en ai entendu parler », répliqua-t-il, imperturbable, à la radio[63].

Abou Jihad fut inhumé quelques jours plus tard avec les honneurs militaires. Il avait été érigé en martyr. Yasser Arafat suivit le cercueil avec la veuve, Intisar, et son fils aîné, Jihad.

À l'époque, les Israéliens considérèrent l'élimination d'Abou Jihad comme un succès retentissant. « Plus tard, Rabin m'a remercié de l'avoir persuadé, m'a confié Moshe Nissim. "Tu n'imagines pas à quel point tu as eu raison", m'a-t-il dit. Les gens me congratulent, ils me serrent la main, ils me font un signe, le pouce levé. Quelle joie cet événement a pu apporter à la nation ! On avait le sentiment que le moral était revenu, et quelle bonne décision c'était pour prouver notre capacité de dissuasion[64]. »

En effet, la mort d'Abou Jihad fut un coup sévère porté à l'Organisation de libération de la Palestine, qui perdait un chef chevronné, habile, et sans lui le Fatah put lancer beaucoup moins d'attaques réussies contre Israël.

Mais la raison immédiate, affichée de cet assassinat était d'étouffer l'Intifada : à cet égard, l'opération n'atteignit pas son objectif. En fait, ce meurtre ciblé eut exactement l'effet inverse : l'élimination d'Abou Jihad affaiblit grandement la direction de l'OLP et renforça les comités populaires dans les territoires occupés, les véritables organes dirigeants du soulèvement. Enfin, Israël demeurait toujours sans réponse face aux vagues de manifestants ou devant le flot croissant des condamnations internationales.

Avec le recul, beaucoup d'Israéliens qui prirent part à l'opération regrettent à présent cette décision. Certains estiment que la présence forte d'Abou Jihad exerçait un effet de retenue et de pondération sur Arafat et que sa voix aurait été très bénéfique après l'instauration de l'Autorité nationale palestinienne, en 1994. Si Abou Jihad, figure charismatique et vénérée, avait vécu, le Hamas n'aurait

peut-être pas été en capacité de consolider sa position et de dominer de larges courants de l'opinion publique palestinienne.

Amnon Lipkin-Shahak, qui était à la tête de l'AMAN à l'époque de cet assassinat et devint plus tard chef d'état-major, expliquait que dans un monde idéal, « si nous avions su que peu après l'élimination d'Abou Jihad, l'OLP s'engagerait dans la voie de la diplomatie, alors peut-être aurions-nous investi sa maison pour d'abord discuter avec lui de sa position vis-à-vis d'un compromis avec Israël, et ensuite seulement aurions-nous décidé ou non de le tuer. Rétrospectivement, son absence se fait en effet sentir, à l'évidence, dans une certaine mesure. Il aurait pu apporter une contribution de poids au processus de paix[65] ».

19.

Intifada

Le 23 juin 1988, une équipe d'ABC News arrivait dans le village palestinien de Salfit, sur les contreforts des collines de Samarie, en Cisjordanie.

À cette période, les territoires occupés étaient encore en proie aux secousses de l'Intifada. Les protestations violentes, les attentats terroristes, les jets de pierres et de cocktails Molotov faisaient partie du quotidien. Beaucoup de morts étaient à déplorer, dans les deux camps.

Tant d'agitation ne pouvait qu'attirer les médias internationaux.

La famille Dakdouk habitait dans le petit village de Salfit. Un de leurs fils, Nizar, figurait en bonne place sur la liste des individus recherchés par le Shin Bet alors qu'il n'avait que dix-huit ans. Selon les informations recueillies par les services, il était le chef d'une bande d'adolescents qui lançaient des bombes incendiaires artisanales sur les bus israéliens. Réagissant à la provocation par une forme de punition collective souvent employée à l'époque, Tsahal avait démoli la maison de la famille Dakdouk, le 16 juin. Le lendemain, la télévision israélienne diffusait une interview de Nizar et de sa mère, à côté des décombres de leur habitation. Avec un sourire, Nizar niait toutes les accusations portées contre lui, mais quand l'interviewer laissa entendre que le jeune homme était considéré localement comme un héros, il ne s'en défendit pas avec

autant d'énergie. À l'évidence, il ne détestait pas attirer l'attention des médias.

Une semaine plus tard, une équipe d'ABC News arriva sur les lieux et demanda à la famille si elle pouvait interviewer Nizar ; en quelques minutes, il fit son apparition. Le journaliste lui exposa qu'il avait été impressionné par l'interview de la télévision israélienne et souhaitait réaliser un long reportage sur lui. L'équipe suggéra que l'interview de Nizar ait lieu au sommet d'une colline en surplomb du village. Le jeune Palestinien accepta, mais leur demanda de l'attendre quelques minutes, le temps de changer de T-shirt.

« Pas besoin, le rassura l'interviewer, aussi amical que possible. J'ai toute une pile de T-shirts propres dans le van. C'est quoi, ta taille ? »

Trop content d'attirer l'attention, comme le serait n'importe quel adolescent, il sauta dans l'un des deux vans de l'équipe qui arboraient l'un et l'autre des badges de presse et le logo d'ABC. Le convoi se dirigea vers le sommet de la colline, pour l'interview.

Au bout de quelques heures, le jeune homme n'étant pas rentré, la famille finit par s'inquiéter. Le lendemain matin, ils téléphonèrent au bureau d'ABC à Tel Aviv. Les gens du bureau de presse étaient surpris d'apprendre que Nizar avait disparu. En réalité, ils furent même surpris d'entendre que des employés de la chaîne s'étaient rendus à Salfit. Une brève investigation révéla que ce n'étaient en fait pas des membres d'ABC qui avaient emmené Nizar. La chaîne américaine suspectait le renseignement israélien.

Roone Arledge, président de la division informations d'ABC, contacta le Premier ministre, Yitzhak Shamir. L'amitié entre les deux hommes lui permettait un accès facile, mais Arledge n'en était pas moins furieux. L'action du Shin Bet, protesta-t-il, « constitue un grave danger pour la sécurité des journalistes accrédités ». Il exigea qu'« une investigation soit menée immédiatement pour établir qui avait autorisé une telle action » et pour « réaffirmer qu'il n'était pas dans la politique du gouvernement israélien que ses représentants se fassent passer pour des journalistes, quel que soit leurs motifs[1] ».

Shamir n'était pas informé de l'incident de Salfit, mais il comprit qu'une affaire pareille risquait de très vite dégénérer en scandale

majeur et, ce soir-là, il convoqua une réunion des chefs de l’armée et de la communauté du renseignement.

L’Intifada fut caractérisée par deux types d’activité des Palestiniens contre l’occupation israélienne : d’énormes manifestations populaires, et des actes de terreur contre des soldats et des colons.

En 1986, Ehud Barak, alors chef du Commandement Central de l’armée en Cisjordanie, avec le chef du département des opérations de l’état-major général, le major général Meir Dagan, avait mis sur pied une unité extrêmement secrète, Duvdevan (Cerise, en hébreu), destinée à combattre les terroristes en Cisjordanie[2]. L’unité était désormais entrée en action.

Ses combattants étaient des Mista’ravim qui opéraient sous couverture, généralement en se faisant passer pour des Arabes, dans la profondeur du territoire palestinien, où ils allaient frapper les cibles inscrites sur la liste des individus recherchés. Le noyau de Duvdevan se composait d’officiers des unités d’élite de Tsahal, en particulier des commandos de la marine[3].

Les troupes de Cherry affichaient des capacités opérationnelles hors du commun, grâce aux entraînements longs et éprouvants auxquels elles se soumettaient, incluant une formation spéciale destinée à les familiariser avec les territoires et les tenues arabes, ainsi qu’avec les techniques de déguisement. Ils possédaient une faculté unique de se fondre dans le décor quand ils se trouvaient au milieu d’environnements palestiniens hostiles et surpeuplés, même dans des petits villages où les étrangers attiraient immédiatement l’attention.

C’étaient des hommes de Cherry qui s’étaient fait passer pour une équipe d’ABC et qui avaient enlevé Nizar Dakdouk à Salfit.

Avant cette opération, les soldats choisis pour cette mission – l’un d’eux était né au Canada et un autre était originaire des États-Unis – avaient suivi une formation intensive de quelques jours dans les studios de la chaîne publique de télévision israélienne, à Jérusalem. Ils avaient appris le fonctionnement d’une équipe de reportage, le déroulement d’une interview, le maniement d’une caméra et les

gestes du perchiste qui tient son micro levé. Les chaînes israéliennes leur avaient aussi prêté de l'équipement. Le Shin Bet s'était chargé des faux insignes, logos et badges d'accréditation au nom d'ABC.

Après avoir embarqué Dakdouk et quitté Salfit, la fausse équipe de télévision avait fait semblant de se diriger vers le site retenu pour l'interview, en haut de la colline, quand leur van s'était fait arrêter par ce qui ressemblait à un barrage de routine de l'armée, mais qui était en réalité un autre détachement de Cherry. Ensuite, ces hommes avaient menotté le jeune qui était recherché, lui avaient bandé les yeux et l'avaient remis entre les mains du Shin Bet pour interrogatoire.

Shamir était furieux qu'on ne lui ait pas demandé d'approuver l'opération de Salfit et, à compter de ce jour, il interdit expressément l'emploi d'une fausse couverture médiatique – et « sûrement pas, sûrement pas de [médias] américains ». Le major Uri Bar-Lev, l'officier responsable qui, en 1986, était celui qui avait constitué Cherry, tenta de calmer Shamir et de lui expliquer pourquoi il était important d'utiliser ce stratagème d'ABC News[4].

« Monsieur le Premier ministre, fit Bar-Lev, nous savions qu'il n'attendait que ça, une occasion de parler. Nous savions que c'était le moyen le plus facile de l'attirer hors du village sans que ça provoque tout un cirque. »

Bar-Lev ajouta qu'il avait apporté la cassette vidéo tournée par « l'équipe » pour démontrer à quel point le stratagème avait été efficace, « et petit à petit, on voyait bien le visage fripé de tortue de Shamir se radoucir, on sentait que cela commençait à lui plaire ».

Shamir sourit.

« Dans la clandestinité, nous aussi, nous devions parfois nous servir de déguisements », admit-il. Mais aussitôt il se ressaisit, chassa ce bref moment de nostalgie et répéta son ordre : « Ce qui est fait est fait. Mais à partir de maintenant, plus d'utilisation d'une couverture média. »

« Monsieur le Premier ministre, nous sommes au beau milieu d'une autre opération qui utilise la même couverture, plaida Bar-Lev.

Je vous demande de ne pas catégoriquement interdire le recours à ce mode opératoire. »

Après un moment de réflexion, Shamir répondit : « Bon, d'accord, mais j'interdis l'utilisation d'une couverture impliquant des journalistes américains. »

Dakdouk fut interrogé, puis condamné à une lourde peine de prison, mais en fin de compte il se sortit de cette affaire vivant. Dans beaucoup d'autres cas, en revanche (et l'armée refuse encore à ce jour, plus de trente ans après, de publier des chiffres précis), les cibles des opérations de Cherry étaient promises à la mort. « L'essence même de Cherry consistait à effectuer des exécutions à faible signature d'acteurs du terrorisme », confirmait Yoni Koren, officier de l'AMAN et proche collaborateur de Barak[5].

« Les ordres d'engagement sont tout ce qu'il y a de plus simple, observait Bar-Lev. Si la personne recherchée est vue avec une arme dans les mains, c'est-à-dire si elle représente un danger pour nos troupes, elle doit être abattue immédiatement. »

Des conversations avec d'anciens membres de l'unité ont révélé que, dans un grand nombre de ses opérations, il était clair que le suspect serait armé et qu'il s'agissait par conséquent, de facto, de missions d'élimination. Il était souvent même obligatoire de procéder au « tir de contrôle » : loger quelques balles de plus dans le corps de l'homme pour s'assurer qu'il ait son compte. Le tout sans lui accorder la moindre chance de se rendre[6].

L'armée nia que Cherry ait appliqué cette procédure du tir de contrôle, mais on en eut la preuve quand un soldat de l'unité, le sergent Eliahu Azisha, fut tué par des tirs amis après avoir été pris par erreur pour un Palestinien recherché. Une commission d'enquête de la division d'enquête criminelle de l'armée révéla qu'il avait été atteint de plusieurs tirs, manière de s'assurer qu'il soit bien mort[7].

Pendant l'Intifada, Cherry et d'autres unités similaires accomplirent des centaines de missions. Des colporteurs, des bergers, des chauffeurs de taxi, des passantes dans la rue : à peu près n'importe quel type d'individu croisé dans une ville ou un village

arabe à cette époque aurait pu se révéler être un soldat de Cherry et soudain braquer une arme qu'il dissimulait sur lui[8]. « Un terroriste qui tente de survivre ne commet pas d'attentat. Notre activité plaçait les membres des cellules terroristes dans une insécurité absolue, affirmait Bar-Lev. Ils ne savaient pas d'où viendrait le danger, ils ignoraient à qui ils pouvaient se fier, où ils réussiraient se sentir en sécurité[9]. »

Parfois, les soldats de Cherry se faisaient même passer pour des Juifs israéliens. En février 1990, le Shin Bet apprit qu'un groupuscule armé lié au Fatah avait l'intention d'attaquer des réservistes de Tsahal sur Manara Square, une place au centre de la ville de Ramallah, dans la bande de Gaza. Des hommes de Cherry s'habillèrent en tenue de réservistes : uniformes débraillés, bedaines dépassant de leur chemise et leurs fusils hors de portée de main, ils s'installaient dans un restaurant de la place où ils s'empiffraient d'houmous. Après deux semaines d'attente, l'attaque escomptée eut lieu. Les « réservistes » passèrent à l'action. Ils arrachèrent leur faux ventre en latex pour en extraire leur pistolet-mitrailleur Micro Uzi dissimulé à l'intérieur. Ils ouvrirent le feu et tuèrent certains de ces assaillants potentiels. Des snipers postés à proximité se chargèrent du reste.

Cherry et d'autres unités similaires créées par la police et le Shin Bet atteignirent leur objectif : de graves dommages corporels, parfois mortels, infligés à des groupes terroristes palestiniens, ce qui eut pour effet de significativement réduire leur niveau d'activité.

Mais ce succès, si important qu'il pût être, ne faisait que mettre en lumière de plus amples échecs au plan stratégique dans la guerre contre le soulèvement populaire. Face aux protestations de masse, Israël avait répondu avec toute la grâce d'un géant un peu gauche qui tente de repousser une nuée de nains trop agiles. Les soldats raflaient des milliers de manifestants qui étaient ensuite transférés à l'intérieur de camps de détention spéciaux aménagés dans le sud du pays. D'importantes parties de la population des zones palestiniennes devaient endurer d'interminables couvre-feu, les logements des familles de militants étaient démolis ou bardés de

planches, et leurs occupants relocalisés. Nombre d'écoles restaient porte close une bonne partie de l'année.

Les reportages télévisés sur cette violence conduisirent à une dégradation encore plus marquée de la position d'Israël dans le monde et à un accroissement des pressions désormais exercées par le président George H. W. Bush et le secrétaire d'État, James Baker, pour forcer l'État hébreu à s'asseoir autour d'une table et à négocier avec les Palestiniens.

Malgré les critiques internationales croissantes, le mécontentement au plan intérieur et la nécessité d'envoyer de plus en plus de troupes réprimer les protestations, le Premier ministre Yitzhak Shamir et son gouvernement où le Likoud était majoritaire refusèrent d'engager des pourparlers sur les territoires occupés avec l'Organisation de libération de la Palestine. Shamir et ses ministres de droite continuaient de voir en l'organisation la force agissante derrière l'Intifada et de croire que cette Intifada pourrait être réprimée en visant les chefs de file des émeutiers dans les territoires occupés, ainsi que les hommes d'Arafat à Tunis. Le fait que l'assassinat d'Abou Jihad n'ait eu aucun effet pour calmer le soulèvement populaire n'infléchit en rien cette vision des choses.

Le Premier ministre ordonna au Mossad de rester concentré sur la collecte de renseignements relatifs à l'OLP et sur les moyens d'éliminer ses dirigeants. Le directeur Shabtai Shavit, dont la politique était très similaire à celle de Shamir, s'y conforma volontiers. En fait, il voulait aller plus loin : face au maelström de l'Intifada, il demanda la permission de solder certains comptes et d'éliminer d'anciens membres de Septembre Noir[10].

Or, l'OLP avait considérablement resserré son dispositif interne de sécurité. La frappe de l'armée de l'air sur Tunis, en 1985, et le raid du commando contre Abou Jihad avaient conduit le Fatah à mettre en place un certain nombre de commissions d'enquête destinées à localiser les fuites organisées par certains à seule fin de fournir des renseignements à l'ennemi. Ces enquêtes ne débouchèrent sur rien, mais des précautions draconiennes n'en furent pas moins adoptées dans les installations de l'organisation – vérification des antécédents des candidats désireux de rejoindre les effectifs, strict

cloisonnement, tests de détecteur de mensonges organisés par le renseignement tunisien –, rendant très difficile pour l'agence de réussir à les espionner.

Il n'y avait aucun moyen de recruter des agents à Tunis même. Furieuses des actions israéliennes sur leur territoire, les autorités locales apportaient ouvertement leur aide à l'OLP en l'aidant à renforcer ses mesures de sécurité.

Aussi, comme il l'avait fait pour nombre de ses campagnes de recrutement, le Mossad se mit en quête d'agents potentiels parmi les Palestiniens qui voyageaient dans des « pays bases », ces nations où des agents et des officiers traitants pouvaient agir en jouissant d'une relative liberté et où Israël entretenait une représentation diplomatique.

La France s'avérait le pays le plus adapté à ces activités : quand ils quittaient Tunis, la plupart des responsables de l'OLP transitaient par l'Hexagone. La plupart séjournaient à l'hôtel Méridien Montparnasse, établissement réputé et respectable apprécié des ressortissants du Moyen-Orient en voyage d'affaires. Les personnels des services investiguèrent sur l'hôtel et découvrirent non sans surprise qu'El Al, la compagnie aérienne nationale, y bénéficiait d'un tarif préférentiel réservé aux entreprises et que les pilotes et les personnels de cabine y descendaient lors de leurs escales. Tous les matins, les équipes de surveillance de l'agence observaient les hauts responsables de l'OLP mangeant leurs croissants devant un café au lait dans la même salle à manger que les pilotes d'El Al, parmi lesquels des officiers de réserve de l'armée de l'air, le tout par pure coïncidence.

Parmi les hommes de l'organisation qui fréquentaient l'hôtel, Adnan Yassine, un activiste de niveau intermédiaire responsable de la logistique et de la sécurité au QG de Tunis. Yassine secondait aussi ses chefs en veillant à leur confort personnel, en coordonnant leurs congés, en leur organisant des traitements médicaux et en leur procurant des articles de luxe : voitures de sport expédiées par conteneurs depuis Marseille, parfums coûteux, cigares cubains et boissons alcoolisées. Dans leur vie en exil, loin des épreuves infligées à leur peuple dans les territoires occupées, certains

dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine étaient en effet excessivement corrompus.

Yassine veillait aussi à son propre confort personnel. À la fin des années 1980, beaucoup de cadres dirigeants de l'organisation puisaient dans la caisse, se ménageant ainsi une vie confortable aux dépens de la révolution palestinienne. Au Mossad, on désignait ces hommes en des termes moqueurs – on les appelait les *midawar*, mot arabe pour les mocassins, ou les « Révolutionnaires des Champs-Élysées ».

Outre ses fonctions à l'OLP, Yassine fréquentait aussi Paris parce que sa femme, atteinte d'un cancer, y suivait un traitement de chimiothérapie. Le couple descendait chaque fois au Méridien Montparnasse. Yassine possédait donc une adresse repérable, respectait un calendrier récurrent et détenait une manne de renseignements sur l'organisation. Fin 1989, Avi Dagan, chef de la division Tsomet, donna son accord à l'opération Toison d'Or, c'est-à-dire au recrutement d'Adnan Yassine.

Un matin de mars 1990, à l'hôtel, l'intéressé s'attabla pour le petit déjeuner avec quelques-uns de ses collègues de l'organisation. À une table voisine, un homme bien habillé d'allure moyen-orientale, sa clef de chambre posée devant lui, lisait un journal imprimé sur du papier vert clair. Ces éléments, la clef, le journal, n'étaient pas là par hasard. Au contraire, il s'agissait là des accessoires d'un recruteur de Tsomet s'efforçant d'établir un contact initial avec un agent potentiel. C'est une étape délicate qui requiert discipline et patience. « Le plus important, à ce moment-là, expliquait un officier traitant de Tsomet actif dans l'opération Toison d'Or, c'est d'essayer d'inciter l'autre partie à faire le premier pas et à engager le contact. Ou au moins à éviter de donner l'impression de se montrer trop insistant, de tomber dans une indiscrétion qui éveillerait les soupçons. Par exemple, vous pourriez être soupçonneux en voyant une personne arriver à l'arrêt de bus après vous, mais moins si elle y est déjà avant vous. Si j'entre dans un ascenseur et que quelqu'un se précipite pour monter dedans juste après moi, avant de descendre au même étage, cela me paraîtra suspect. Beaucoup moins si cette même personne était déjà dans la cabine. Nous parlons là d'une

infinité de nuances à peine perceptibles qui ont pour but de rendre une situation plus naturelle, comme si les choses coulaient de source. Il est très rare de croiser un individu qui soit assez corrompu pour vous offrir de conclure un accord si vous lui remettez une valise remplie de billets de banque. Pour n'importe qui d'autre, il faut un vrai savoir-faire, une grande patience[11]. »

La clef de chambre sur la table était là pour donner une impression de familiarité en signalant que l'homme assis à cette table était aussi un client du Méridien. Le journal aux pages imprimées sur un papier vert pâle était également bien connu de tout lecteur arabe en déplacement à l'étranger : *Al-Shark al-Awsat*, publié à Londres par un membre de la famille royale, était un titre de presse considéré comme relativement modéré.

Ce matin-là, à Paris, le Mossad eut de la chance. L'une des personnes du petit groupe de l'OLP descendu prendre son petit déjeuner, et qui n'était pas Yassine lui-même, posa au recruteur de l'agence une question relative au contenu du journal. Ce dernier lui tendit aimablement *Al-Shark al-Awsat*. Ensuite, la conservation s'engagea entre les Palestiniens et le recruteur qui, pour sa part, avait du mal à ne prêter aucune attention particulière à Yassine. Un membre du groupe invita l'homme du Mossad à se joindre à eux, mais il refusa poliment et quitta la salle à manger afin de ne pas éveiller les soupçons en manifestant trop d'empressement.

Le lendemain matin, le groupe de Palestiniens croisa encore l'agent qui se présenta en homme d'affaires égyptien sous le nom de Hilmi, et une conversation animée s'engagea entre eux. Deux jours plus tard, Yassine descendit dans la salle à manger seul et chercha alentour un peu de compagnie. Il ne parlait que l'arabe et fut ravi de voir Hilmi encore plongé dans la lecture de son journal sur papier vert. Il demanda s'il pouvait se joindre à lui. L'« Égyptien » accepta volontiers.

C'était la méthode de contact parfaite. Yassine était convaincu d'avoir noué la relation de sa propre initiative et il n'avait aucune raison de soupçonner quoi que ce soit. Hilmi lui expliqua qu'il était dans l'import-export entre la France et le monde arabe et laissa entendre qu'il gagnait très bien sa vie. Le très rapace Yassine lui

suggéra de le retrouver à déjeuner dans un restaurant à proximité et Hilmi accepta. Plus tard, ils se revirent à deux reprises.

En se fondant sur les conversations de Hilmi et les informations déjà en la possession de l'agence, Tsomet se forgea une meilleure compréhension du caractère de Yassine. Le tableau n'était pas spécialement flatteur. Dans son dossier constitué par la division, le Palestinien est décrit comme un individu vulgaire, sans éducation, agressif et grossier, principalement soucieux de son statut social et désireux de se garnir les poches. Hilmi signala qu'il avait déjà essayé de le mêler à des petits trafics de devises et à l'acheminement de marchandises de contrebande à Tunis. Plus tard, des hommes du Mossad furent témoins de son comportement dégradant envers sa femme, et notamment d'un incident où il la gifla en public.

Bref, c'était la recrue idéale.

Une amitié se nouait entre Hilmi et Yassine. Par la suite, le premier parla au second d'un de ses amis, un homme d'affaires qui avait ses entrées à l'ambassade d'Iran à Paris. Hilmi avait gagné de grosses sommes, lui souffla-t-il, grâce à cette relation cordiale. Il se garda bien de proposer de le présenter à Yassine. Il se contenta de faire miroiter cette relation comme un appât, en attendant patiemment que l'autre morde. Quand le Palestinien finit par lui demander s'il pouvait l'accompagner la prochaine fois qu'il rencontrerait son contact, Hilmi temporisa comme un pêcheur qui joue avec son hameçon mais ne se sent pas encore prêt à ferrer sa proie. Yassine le harcela, Hilmi refusa. Finalement, après un mois de suppliques répétées, il accepta de le présenter à son contact iranien.

L'homme d'affaires entretenant des relations iraniennes n'était évidemment qu'un second agent de Tsomet. Jouant son rôle à la perfection, il exposa au Palestinien quelques initiatives commerciales qu'il avait prévu de lancer et ajouta que l'autre pourrait en être. En revanche, lui précisa-t-il, la République islamique d'Iran était très préoccupée du sort lamentable réservé aux Palestiniens. Il était important que Téhéran ait la certitude que l'OLP restait efficace et qu'elle « faisait ce qu'il fallait » : il entendait par là qu'elle continue ses activités terroristes contre Israël à l'extérieur de ses frontières et

intensifie l'Intifada en Cisjordanie et à Gaza. « La République islamique, conclut-il, fera tout ce qui est en son pouvoir pour détruire l'entité sioniste et restituer aux Palestiniens ce qui leur appartient. »

Toutes les informations que Yassine réussirait à fournir concernant le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine seraient bienvenues et généreusement récompensées.

Tsomet pariait que sa nouvelle recrue aurait moins de mal à trahir l'organisation si elle croyait vendre ses secrets à l'Iran plutôt qu'à l'ennemi.

Ce pari fut payant. Yassine se révéla un investissement exceptionnel. En échange de quelques dizaines de milliers de dollars, il fournit un énorme volume de renseignements de grande qualité lors de debriefings réguliers à Paris. Surtout, il communiqua des informations sur Hammam Chott, le siège de l'Organisation de libération de la Palestine à Tunis, en transmettant des indications détaillées sur les activités quotidiennes du site et les plans qui s'y élaboraient. Il dévoila tout, y compris les changements de structures organisationnelles, révéla qui était installé dans quel bureau, qui rencontrait qui, de quelles manières les pouvoirs exercées par Abou Jihad avaient été ventilés et redistribués, les transferts d'armes, les méthodes employées pour attiser l'Intifada, les préparatifs d'attentats terroristes et le recrutement du personnel. Il fut le premier à mentionner l'étroite relation naissante entre Souha, la fille de la grande femme de lettres palestinienne, Raymonda Tawil, et le président Arafat qui avait nommé la jeune femme à un poste de conseillère rattaché à son bureau. Peu de temps après, le couple se mariait.

Adnan Yassine porta aussi à l'attention des services de renseignement un complot d'Arafat et d'un de ses collaborateurs, Djibril Rajoub. Ce projet visait à tuer Yitzhak Shamir et Ariel Sharon en représailles après l'assassinat d'Abou Jihad[12]. L'assassin désigné, un Juif israélien plein de ressentiment et criblé de dettes, Rafael Avraham, arriva en Israël en octobre 1992 avec sur lui une forte somme en espèces et des instructions détaillées pour perpétrer cet acte. Adnan Yassine était informé de ces plans parce que c'était lui qui avait organisé le voyage d'Avraham.

Des agents de Tziporim attendaient Avraham à sa descente d'avion. Rajoub était sidéré : « Je ne sais vraiment pas comment le Shin Bet a pu lui tomber dessus aussi vite. Il n'a rien pu tenter. À peine sorti de l'avion, hop ! Ils l'ont capturé[13]. »

Yassine était une source d'informations inépuisable, un atout d'une valeur presque inconcevable. Par son intermédiaire, le Mossad était en mesure de suivre instantanément à la trace nombre de ses principales cibles, surtout parce que c'était lui qui réservait leurs vols et leurs hôtels. Le cas se présenta fin janvier 1992, après que les autorités françaises eurent permis à Georges Habache, le chef du Front populaire de libération de la Palestine, de se rendre à Paris par l'entremise de la Croix-Rouge pour y recevoir un traitement médical alors qu'il figurait sur la liste des individus les plus recherchés d'Israël et de plusieurs autres nations. Agissant sur la base des renseignements de Yassine, les Israéliens envisagèrent la possibilité de l'éliminer, et les Français prirent des précautions pour le protéger. Au lieu de le liquider, l'agence choisit de procéder à des fuites dans les médias qui divulguèrent la nouvelle de sa visite, mettant le gouvernement de François Mitterrand dans un embarras considérable[14].

Yassine tenait aussi les services informés au sujet d'individus que l'agence croyait impliqués dans le massacre de Munich, en 1972. Malgré l'existence de feuillets rouges visant ces hommes déjà signés par Golda Meir presque vingt ans plus tôt, certains d'entre eux restaient en cavale. « De notre point de vue, ces feuillets rouges n'avaient pas de limite de validité », m'a précisé un collaborateur de Shavit, directeur du Mossad[15].

Atef Bseiso était l'un des noms figurant en tête de cette liste. Membre de Septembre Noir à l'époque de l'attentat des Jeux olympiques, en 1992, c'était devenu un cadre dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine. Son rôle dans l'affaire de Munich n'a jamais été clair. L'OLP prétendait qu'il n'avait pas été impliqué du tout. Le Mossad était d'avis contraire et, en tout état de cause, cela ne faisait aucune différence : Shavit était déterminé à venger Munich et dans son esprit tout individu associé à Septembre Noir devenait une cible légitime. Pourtant, une telle initiative semblait

surtout faire singulièrement diversion. À ce stade, le Moyen-Orient tout entier était gagné par l'Intifada. Les troubles embrasaient les territoires occupés. Israël était confronté à des besoins de renseignements bien plus pressants que celui d'éliminer des individus pour des atrocités qu'ils auraient ou non commises vingt ans plus tôt. Néanmoins, Shamir revalida le feuillet rouge de Bseiso[16]. La raison, expliquait un cadre de Césarée, « c'était simplement que nous avions un accès ». Cet accès, c'était Yassine.

Début juin 1992, Bseiso quitta Tunis pour une série de réunions avec les services de renseignement allemands et français, ainsi qu'avec Robert Baer de la CIA. « En 1979, le Mossad assassinait Ali Salameh qui était l'agent de liaison avec la CIA, expliquait Baer. Nous étions certains qu'ils avaient fait ça pour couper le chaînon qui les reliait à nous. Hani al-Hassan, et ensuite Atef Bseiso, l'avaient remplacé. Je suis arrivé à Paris ce jour-là pour tenir notre réunion périodique avec lui[17]. »

Selon un certain nombre de sources, ces réunions étaient une autre raison primordiale pour laquelle le Mossad tenait à supprimer Bseiso[18]. L'agence s'était rendu compte qu'il constituait l'un des principaux maillons entre l'Organisation de libération de la Palestine et les agences de renseignement occidentales, notamment d'Allemagne, de France et d'Amérique, et les hauts dirigeants du renseignement à Tel Aviv estimaient que ces relations représentaient un pas de plus de l'Occident vers l'octroi d'un statut diplomatique international à part entière légitimant Arafat et l'Organisation de libération de la Palestine et vers l'isolement d'Israël. Le fait que les officiers de liaison palestiniens soient d'anciens militants de Septembre Noir ne put qu'alimenter un peu plus la fureur des Israéliens. Les nations occidentales faisant la sourde oreille à leurs protestations, ils décidèrent de communiquer leur mécontentement par des moyens plus directs.

Étant à nouveau chargé de l'organisation de ce voyage, Yassine apprit à la dernière minute que Bseiso avait décidé d'effectuer le trajet de Bonn à Paris par la route et non par avion et qu'il avait changé sa réservation au Méridien Étoile pour une autre au Méridien

Montparnasse. Ironie de la situation, Bseiso effectua ces changements en raison de craintes pour sa sécurité.

Une équipe de Baïonnette l'attendait à la réception de l'hôtel. Les hommes le filèrent jusqu'à sa chambre et patientèrent le temps qu'il déballe ses bagages, se douche et s'habille pour la soirée. Il sortit dîner avec des amis à l'Hippopotamus voisin, puis rentra à l'hôtel et, durant tout ce temps, les hommes de Kidon ne le lâchèrent pas d'une semelle. Quand il sortit de sa voiture devant la porte de l'hôtel, sur le point de se diriger vers le hall d'entrée, deux hommes de Baïonnette tirèrent sur lui à cinq reprises. Le pistolet qu'ils utilisaient était équipé d'un silencieux et, immédiatement après l'exécution, ils récupérèrent les douilles dans un sachet afin de compliquer la besogne des enquêteurs.

Un correspondant se faisant passer pour le porte-parole de l'Organisation Abou Nidal revendiqua ce meurtre, mais cette revendication fut aussitôt démentie par l'un des véritables porte-parole de l'organisation. Arafat fut prompt à accuser Israël. Le directeur de l'AMAN de l'époque, le major général Uri Sagie, déclara peu après qu'il ignorait qui avait perpétré ce meurtre, mais ajouta que Bseiso avait pris part au massacre de Munich, à l'attentat manqué contre un appareil d'El Al à Rome en 1978 et à la tentative d'assassinat de l'ambassadeur de Jordanie à Londres.

L'effet en retour du meurtre ciblé de Bseiso fut cinglant. La CIA était furieuse que l'agence israélienne ait une fois de plus interféré dans ses relations avec l'Organisation de libération de la Palestine. Les Français étaient encore plus en colère. Pour eux, cette exécution devant l'entrée d'un élégant hôtel parisien constituait une violation inacceptable de la souveraineté nationale. Des agents français décidèrent de mettre au pas les représentants du Mossad à Paris en les plaçant sous surveillance, faisant irruption dans leurs rendez-vous, révélant l'identité de leurs sources à seule fin de les griller. À ce jour, une instruction judiciaire demeure ouverte en France[19].

En fait, à cette période critique, éliminer Bseiso ne constituait, là encore, guère mieux qu'une diversion. Déjà cloué au pilori au plan international, Israël avait besoin de tous les alliés qu'il pouvait rallier.

D'un autre côté, il ne fait aucun doute qu'éliminer un cadre combattant de l'Organisation de libération de la Palestine chargé des contacts d'Arafat avec les agences de renseignement occidentales eut un effet tangible. Pendant toute cette période, cet assassinat ciblé ainsi que d'autres opérations fondées sur les renseignements livrés par Yassine affaiblirent gravement l'OLP[20]. Au début de l'été 1990, le Mossad et la Direction des opérations spéciales de l'AMAN piratèrent le réseau informatique d'Al-Sammed al-Iktisadi, la branche financière du Fatah, et transférèrent de l'argent d'un compte interne vers un autre de manière à faire croire aux membres du service que des collègues dérobaient des fonds de l'organisation, semant ainsi la méfiance et la confusion. Le quartier général était en proie au désarroi, très soucieux de démasquer des traîtres et des taupes. Il en résulta une baisse significative du nombre d'attentats de l'organisation contre Israël.

Toutefois, le coup le plus rude lui fut porté suite à une bourde commise par Arafat en personne, sans l'intervention de l'agence. En août 1990, Saddam Hussein envoya 90 000 soldats irakiens et 700 chars d'assaut franchir la frontière du petit émirat du Koweït, très riche en pétrole. L'invasion fut presque universellement condamnée, tant en Occident que dans la quasi-totalité du Moyen-Orient et fut ensuite repoussée par une force colossale, multinationale, conduite par les Américains. Arafat et le Libyen Mouammar Kadhafi furent les seuls dirigeants arabes à soutenir Saddam Hussein et ils refusèrent de joindre leur voix à une résolution de la Ligue arabe appelant le raïs irakien à retirer ses forces du Koweït[21]. Arafat compara la coalition dirigée par les Américains qui incluait de nombreux États arabes à une « nouvelle croisade » et déclara que Saddam était « le défenseur de la nation arabe, des musulmans et des hommes libres, où qu'ils soient ».

Ces propos lui attirèrent l'ire des États voisins du golfe Persique, alors que l'OLP, désormais en proie à une insatiable corruption, dépendait de leurs flux de capitaux. À l'été 1992, l'organisation se scinda. L'Organisation de libération de la Palestine, l'ennemi juré d'Israël depuis des années, était finalement acculée.

Simultanément, rien ne refrénait l'embrasement de l'Intifada, un combat qui usait de plus en plus l'opinion israélienne. Tsahal déployait des dizaines de milliers de soldats dans les territoires occupés ; au total, sur la durée du soulèvement, des centaines de milliers d'hommes, pour la plupart des conscrits âgés de dix-huit à vingt-deux ans, furent chargés de sévir contre la population palestinienne. Au lieu de combattre pour défendre les frontières du pays, censément la mission centrale de l'armée d'Israël, ils étaient affectés à des missions de répression de manifestations, de fouilles au corps d'hommes et de femmes à des barrages routiers et de traque contre des gamins qui leur avaient lancé des pierres, le tout dans le cadre d'une tâche sisyphéenne consistant à mater le soulèvement palestinien contre l'occupation des territoires.

Quand ces jeunes soldats rentraient à la maison pour de brèves permissions, ils étaient porteurs du sentiment d'impuissance que leur inspirait cette mission, et le débat politique dans les salles à manger et sur les lieux de travail, entre des parents inquiets et les frères et sœurs, tournait invariablement autour de cette question : « Qu'est-ce que nous faisons là-bas ? »

En quatre ans, l'Intifada s'était transformée d'un foyer de perturbation isolé relégué dans les journaux télévisés de fin de soirée en une crise apparemment sans issue qui affectait des centaines de milliers de familles israéliennes. Une série d'attaques au couteau perpétrées par des Palestiniens à l'intérieur des limites de la « Ligne verte » d'Israël proprement dit, ajoutèrent au malaise croissant que générait cette situation dans les territoires occupés. Celle qui eut les conséquences les plus importantes fut le meurtre d'une jeune fille, Helena Rapp, à Bat Yam, banlieue de Tel Aviv, en mai 1992. La tragédie provoqua des manifestations houleuses contre le gouvernement et suscita le sentiment que Shamir était incapable d'assurer la sécurité de ses concitoyens. À la même période, il était empêtré dans un différend avec l'administration américaine sur les constructions qui continuaient dans les territoires occupés, et le président George H. W. Bush refusa d'approuver des subventions dont Israël avait un besoin criant pour absorber un million d'immigrants juifs qui affluaient d'une Union soviétique en pleine désintégration.

L’Intifada et cette grave crise financière finirent par entraîner la chute du gouvernement Shamir. Le 23 juin 1992, Yitzhak Rabin, perçu par l’électorat comme un pilier de la politique de sécurité mais aussi comme quelqu’un qui déployait d’authentiques efforts pour parvenir à la paix avec les Palestiniens, fut élu Premier ministre avec une majorité non négligeable – la victoire du centre-gauche la plus décisive que la nation ait jamais connue depuis lors[22].

Rabin, qui avait occupé les fonctions de ministre de la Défense pendant l’Intifada, était lui-même profondément affecté par le conflit avec les Palestiniens et en était arrivé à la conclusion qu’il fallait parvenir à une solution de compromis.

Entravé par les opérations du renseignement de ses ennemis et ébranlé par sa calamiteuse aventure irakienne, Yasser Arafat tenta une fois de plus de recourir à sa technique de survie dûment éprouvée[23]. L’historien palestinien Yezid Sayigh la décrivit d’une formule : « *hurub ila al-amam* » – la fuite en avant.

Son soutien à une invasion enfreignant toutes les lois internationales avait fait de lui un paria, y compris parmi ses riches financiers arabes. En revanche, même s’il n’avait pas lancé l’Intifada et s’il ne parvenait pas à la contrôler, il était encore perçu comme le leader du peuple palestinien, le seul homme éventuellement capable de négocier la paix. Il possédait ce don de pouvoir exploiter la dernière crise en date à seule fin de masquer la précédente ou de s’y dérober en s’esquivant.

Arafat permit à son entourage d’ouvrir un canal parallèle de négociations avec un groupe d’universitaires israéliens, d’abord à Londres, plus tard à Oslo[24]. Initialement, ces professeurs israéliens agirent de leur propre chef, mais ensuite ils associèrent à leur démarche le vice-ministre des Affaires étrangères, Yossi Beilin, qui informait directement son ministre de tutelle, Shimon Peres.

Quand Peres révéla à Rabin ces contacts avec les Palestiniens, le Premier ministre lui ordonna d’abandonner immédiatement, mais changea peu après d’avis et décida d’accorder une chance à cette initiative[25].

Pourtant, les négociations furent tenues secrètes même vis-à-vis des chefs de l'armée et des organismes de renseignement[26]. Rabin donna instruction à l'Unité 8200 qui écoutait les communications palestiniennes de lui rapporter directement tout ce que ses techniciens entendraient au sujet des discussions en cours, et uniquement à lui. Officiellement, c'était pour assurer la sécurité opérationnelle – la moindre fuite émanant des diverses factions palestiniennes risquait de faire capoter les pourparlers. Officieusement, Rabin n'était pas tout à fait certain que des hommes qui avaient consacré des années à essayer de tuer Arafat et ses sbires, à la tête d'agences ayant investi une énergie énorme dans la guerre contre le terrorisme palestinien, seraient capables de l'adaptation mentale nécessaire pour leur permettre de voir un ancien ennemi comme un partenaire de paix.

Rabin savait que tout processus diplomatique avec l'OLP ne pourrait s'achever sur un accord que s'il incluait des concessions territoriales. Un large segment de la population était cependant farouchement opposé à tout compromis de cet ordre pour des raisons idéologiques et religieuses. La plus petite information indésirable révélant que des négociations secrètes étaient en cours – émanant par exemple de sources dans les milieux de la défense ou de la communauté du renseignement qui considéraient la chose comme une erreur stratégique – aurait révélé la possibilité de telles concessions territoriales et, dès lors, aurait instantanément scellé le sort de ces négociations.

Cette exclusion de l'armée et des services de renseignement du processus diplomatique créait pourtant une situation étrange. Alors que les hautes sphères du gouvernement israélien tentaient de négocier la paix, les agences de renseignement continuaient de mener une guerre secrète en ignorant tout changement[27].

Le Mossad avait fortement investi dans Adnan Yassine et l'opération Toison d'Or qui rapportait encore des dividendes. Au printemps 1993, plus de quatre ans après que Yassine avait été recruté comme informateur, il parla à son officier traitant d'une conversation qu'il avait eue avec Amina, l'épouse de Mahmoud Abbas (Abou Mazen), le commandant en second de l'OLP,

également responsable des activités diplomatiques de l'organisation. Son mari était en surpoids, lui avait-elle dit, et il souffrait de cuisantes douleurs dorsales. Elle savait que Yassine était capable de se procurer à peu près tout et elle pensait qu'un fauteuil ergonomique venu d'Europe pourrait aider Abbas.

« Bien sûr », lui dit-il en lui demandant s'il lui fallait quoi que ce soit d'autre pour le bureau. Elle le pria de lui procurer une lampe puissante, car la vue d'Abou Mazen baissait. Il lui promit de faire son possible.

L'agence saisit cette opportunité et fournit à Yassine un luxueux fauteuil de bureau en cuir et une lampe de table décorative, tous deux truffés de microphones et de transmetteurs.

Yassine vint livrer en personne les deux articles demandés flambant neufs au bureau d'Abbas en prenant même la peine de remporter le vieux fauteuil, non sans maudire ceux qui avaient « donné un meuble aussi miteux à quelqu'un d'aussi important ». Il mit le nouveau fauteuil en place, puis posa la lampe sur le bureau, la brancha et l'alluma.

Cette lampe était l'élément le plus important des deux pièces de mobilier car si les micros insérés dans le fauteuil requéraient des piles qu'il faudrait remplacer, la lampe, étant alimentée par une source d'électricité permanente, celle du courant secteur, pourrait servir de transmetteur pendant des années. Le fauteuil contenait deux dispositifs d'économie d'énergie : des interrupteurs à poussoir qui allumaient les micros seulement quand quelqu'un pesait dessus et un système d'activation vocale grâce auquel les piles seraient inutilisées si celui qui était assis dans le fauteuil ne parlait à personne.

Les transmissions émanant du fauteuil furent reprises et relayées à Tel Aviv dès le premier jour d'installation dans le bureau d'Abbas. Le directeur du Mossad, Shavit, se rendit vite compte de l'aubaine : Abou Mazen était la plaque tournante des activités de l'OLP et d'innombrables interlocuteurs passaient par son bureau, partageant avec lui les secrets les plus importants de l'organisation[28].

Pourtant, très vite, on découvrit un autre sujet bien plus inattendu. Le directeur apprit grâce au « fauteuil qui chante », comme on

l'appelait, que le gouvernement israélien menait des négociations très avancées avec l'OLP, derrière son dos[29].

Rabin avait ordonné aux hommes de l'Unité 8200, le SIGINT[*1] de l'AMAN, de l'informer directement de tout ce qu'ils entendraient au sujet des négociations, mais il n'en avait pas fait de même avec le Mossad.

Furieux, Shavit alla se plaindre à Rabin que son agence soit tenue à l'écart. Rabin l'amadoua en lui affirmant qu'il s'agissait d'une « initiative marginale » de Shimon Peres, à laquelle, lui, Rabin, n'attribuait guère d'importance.

Ensuite, les transmissions cessèrent aussi brusquement qu'elles avaient commencé. Trois semaines et demie après l'installation des micros dissimulés, les antennes géantes du quartier général de l'agence cessèrent d'en capter les signaux. Au début, les Israéliens pensèrent à un éventuel problème technique, mais un examen à distance montra que toutes les liaisons entre le bureau d'Abbas et le Mossad répondaient correctement et, de toute manière, il était hautement improbable que les deux dispositifs dysfonctionnent exactement en même temps. Cela signifiait presque certainement que quelqu'un avait découvert les deux micros, que l'opération Toison d'Or avait été éventée et que leur précieux informateur, Adnan Yassine, était en danger de mort. « Nous ne comprenions pas comment c'était possible, m'a confié une source de la division antiterrorisme du Mossad, comment il se pouvait que si peu de temps après la mise en place de cet équipement, ils le découvrent, ainsi que l'agent qui avait tout installé[30]. »

C'était Djibril Rajoub qui avait détecté la présence de ces équipements avec l'aide de l'agence de renseignement locale. Rajoub s'en est expliqué : « Nos délégués à Oslo sentaient que les Israéliens lisaient en eux à livre ouvert, ils savaient exactement ce qu'ils allaient dire ensuite et quelles positions ils adopteraient. Cela éveilla des soupçons d'écoutes, et c'est pourquoi nous sommes allés passer le bureau d'Abou Mazen au détecteur[31]. »

Toutefois, la plupart des agents actifs dans Toison d'Or avançaient une explication très différente : ils avaient été trahis par leur propre

camp. Selon cette théorie, qui demeure impossible à prouver mais que viennent étayer certains éléments indirects assez probants, l'un des Israéliens engagés dans les négociations (rattaché au cabinet du ministère des Affaires étrangères ou du Premier ministre) avait vu les rapports du renseignement élaborés pendant l'opération, distribués au Premier ministre et à la hiérarchie des services. Il saisit que la source de ces informations devait être une forme de dispositif d'écoute dans le bureau d'Abou Mazen ou sur ses lignes de communication. Ensuite, il en informa les Palestiniens, sachant qu'ils localiseraient immédiatement le dispositif et le démantèleraient. Une fois que ce serait fait, les services israéliens n'auraient aucun moyen de savoir ce qui se passait dans le cadre des pourparlers, autrement dit aucun des partisans de la ligne dure ne pourrait organiser des fuites dans les médias et faire capoter les négociations. En d'autres termes, un diplomate israélien trahit le renseignement israélien pour empêcher le renseignement israélien de saboter la diplomatie israélienne. Le fait qu'un précieux informateur y perdrait sans doute la vie n'entrait même pas en ligne de compte.

Yassine fut arrêté et torturé jusqu'à ce qu'il avoue tout : comment il avait été recruté, les informations qu'il avait fournies, sa rapacité qui l'avait fait se retourner contre les siens. Stupéfait qu'un collaborateur jouissant de toute sa confiance ait été arrêté, Arafat alla le voir dans sa cellule au centre d'interrogatoire du Fatah afin d'entendre son histoire de ses propres oreilles. Il allait de soi que l'homme serait exécuté. C'était indéniablement un traître et il avait été profondément impliqué dans le meurtre de Bseiso[32].

Peu après, à Oslo, un délégué palestinien fulminait à propos de l'arrestation de Yassine et du meurtre de Bseiso. Il demanda à l'un des Israéliens ce qu'il savait. « Je ne sais rien de cette histoire », répondit ce dernier qui n'était vraiment au courant d'aucun secret du renseignement, mais comprenait ce qui s'était passé grâce au peu qu'il en avait entendu de la bouche de Peres et Beilin. « Mais buvons tous à l'espoir que ce soit le dernier assassinat. » Il ajouta un dernier mot en arabe. *Inch'Allah*. Si Dieu le veut.

Autour de la table, les délégués – quatre Palestiniens, trois Juifs israéliens et deux Norvégiens – levèrent tous leur verre.

L'atmosphère était optimiste. À cette date, les négociations avaient déjà duré six mois et elles avaient produit des lettres de reconnaissance mutuelle historiques entre les deux nations – de Rabin à Arafat, et d'Arafat à Rabin. Ces lettres s'étofferaient ensuite en une série d'accords que l'on appela les Accords d'Oslo[33]. Au premier stade, ces accords donnèrent naissance à l'Autorité palestinienne autonome qui devait gouverner la quasi-totalité des territoires peuplés de Palestiniens. Ces derniers s'engagèrent à mettre fin à l'Intifada et à renoncer au terrorisme.

Le conflit sanglant du Moyen-Orient semblait pouvoir enfin connaître une fin pacifique. Yasser Arafat et la plupart des dirigeants de l'OLP et du Fatah quittèrent Tunis et élurent domicile dans les territoires occupés autonomes de l'Autorité palestinienne.

Adnan Yassine lui-même paraissait devoir bénéficier de cette coopération inédite. Les Accords d'Oslo conduisirent à la création de comités de coordination de sécurité réunissant des délégués des appareils militaires et de renseignement des deux camps[34]. Pour la première fois, des responsables du Mossad et du Shin Bet rencontraient des hommes qui, quelques mois plus tôt, avaient été leurs cibles, soit pour être espionnés, soit pour être assassinés. Ces réunions se tinrent dans les territoires occupés ou dans des hôtels de Tel Aviv ou de Jérusalem. Les deux camps surmontèrent leurs soupçons initiaux grâce à des échanges de plaisanteries sur le passé – qui avait réussi à tromper l'autre, quelles opérations auraient mené les Palestiniens dont les Israéliens auraient tout ignoré, où et quand les Israéliens avaient déjoué les plans palestiniens.

Les Israéliens profitèrent de cette atmosphère cordiale : ils demandèrent une mesure de clémence pour Yassine[35]. « Nous avons soulevé la question comme un plaidoyer en faveur d'un geste de bonne volonté en échange des milliers de prisonniers palestiniens qu'Israël avait promis de libérer dans le cadre des accords », se souvenait l'un des participants du Mossad aux réunions de ces comités.

Ces pressions, et l'atmosphère, firent leur effet.

En fin de compte, Yassine ne fut pas exécuté, mais seulement condamné à quinze ans de prison. C'était une sentence clémente, tout bien considéré. À l'été 1993, il semblait que Yassine vivrait et verrait une paix durable au Moyen-Orient. *Inch'Allah*.

---

*1. SIGnals INTelligence, ou Renseignement d'origine électromagnétique, ou ROEM en français. (*N.d.T.*)

20.

Nabuchodonosor

Dans la nuit du 6 avril 1979, devant un hangar maritime sur les quais, deux phares trouèrent l'obscurité en projetant sur la chaussée deux cônes d'un blanc jaunâtre qui grandissaient à mesure que la voiture se rapprochait. C'était une Fiat 127 quatre portes au moteur pétaradant avec des claquements de ferraille, qui finit par caler à deux cents mètres du portail.

Les deux gardiens français en faction à l'extérieur du hangar – à La Seyne-sur-Mer, un peu à l'ouest de Toulon, sur la côte méditerranéenne – observèrent la voiture avec méfiance. Le hangar appartenait au groupe CNIM, spécialisé dans la fabrication de composants complexes et de grande dimension pour les navires et les réacteurs nucléaires[1]. Il y avait toujours deux gardiens en faction – trois tours de garde par jour, de huit heures chacun, et tous aussi ennuyeux.

Les gardiens firent quelques pas vers la clôture alors que les portières de la Fiat s'ouvraient. Deux femmes en sortirent. De jolies filles, se dirent les gardiens. Mais les femmes qui s'avançaient en chancelant vers le portail semblaient perdues, presque exaspérées.

« Pouvez-vous nous aider ? » demanda l'une des deux en français, derrière le grillage. Elles étaient deux touristes anglaises, précisa-t-elle, en virée nocturne sur la Côte d'Azur, mais leur foutue bagnole tombait tout le temps en panne. Elle sourit. Un sourire

charmeur. Peut-être que les gardiens pourraient les rejoindre plus tard, dans un bar, leur suggéra-t-elle.

Les gardiens réunirent quelques outils, ouvrirent le portail, se dirigèrent vers la voiture. Ils avaient le sourire.

Derrière eux, cinq agents de Baïonnette escaladèrent la grille vite et sans bruit, une manœuvre qu'ils avaient répétée à l'infini sur une base militaire de la côte sud d'Israël[2]. Tout aussi silencieusement, ils parvinrent à pénétrer dans le hangar. À l'intérieur, ils fixèrent cinq explosifs puissants à deux énormes cylindres. Ils réglèrent les minuteries des détonateurs puis se faufilèrent dehors, franchirent la grille et disparurent dans la nuit.

Il leur avait fallu moins de cinq minutes pour entrer et sortir.

Dans la rue qui longeait le hangar les gardiens réussirent à faire redémarrer la Fiat. Cela s'était révélé étonnamment facile. Puis les deux femmes, toutes deux des agentes israéliennes, promirent de les retrouver plus tard et redémarrèrent.

En même temps, à une certaine distance, un homme et une femme marchaient lentement en se tenant par la main. Ils semblaient surtout occupés par leur idylle. L'homme, le cheveu plaqué en arrière, ressemblait à un peu à Humphrey Bogart. Il jeta un œil par-dessus l'épaule de la femme, vit la voiture redémarrer et s'en aller. Le couple fit demi-tour et à quelques rues de là monta dans une voiture puis démarra lui aussi. Il s'agissait de Mike Harari, le chef de Césarée, et de Tamara, une agente du Mossad.

Trente minutes plus tard, le hangar explosait. Les flammes déchirèrent le ciel nocturne et illuminèrent les quais d'orange et de rouge. Les pompiers éteignirent le brasier avant la destruction totale du bâtiment, mais tout à l'intérieur était gravement endommagé, notamment des machines à la conception minutieuse dont la fabrication avait pris plus de deux ans. Assemblées au reste des composants, elles formeraient un réacteur nucléaire de soixante-dix mégawatts, assez imposant pour recevoir le nom de réacteur de classe Osiris.

Osiris est le dieu égyptien antique de l'au-delà, des enfers et des morts. C'était en un sens ce que les Français vendaient à Saddam

Hussein, le dictateur irakien qui se voyait comme l'incarnation moderne de Nabuchodonosor, le roi de Babylone qui détruisit le royaume d'Israël.

Quelques heures après cet attentat à la bombe, un porte-parole du Groupe des écologistes français téléphonait à un journal pour en revendiquer la responsabilité. Personne n'y ajouta foi, et certainement pas le renseignement français. Tout le monde partit du principe que c'étaient les Israéliens, parce que c'étaient eux qui avaient le motif le plus impérieux pour commettre un tel acte.

Alors qu'une bonne part des moyens de défense et de renseignement d'Israël étaient enlisés dans le bourbier sanglant du Liban, les menaces existentielles contre la minuscule nation continuaient de hanter l'agence. La principale d'entre elles demeurait l'Irak, un pays gouverné par un boucher et un déséquilibré mental qui entretenait depuis longtemps l'ambition de devenir le nouveau Saladin. Dans l'un des scénarios cauchemars de Tsahal, une armée irakienne écrasante joignait ses forces aux Jordaniens pour ouvrir un front menaçant à l'est.

Des forces israéliennes intervenaient secrètement en Irak depuis les années 1960, lorsque la minorité kurde opprimée s'était rebellée contre le régime de Bagdad. Le pays fournissait des armes aux Kurdes et ses soldats ainsi que les personnels du Mossad entraînaient des combattants à la guerre de commando. Selon Meir Amit, alors à la tête des services, l'idée consistait à « créer un Moyen-Orient où nous serions en mesure d'agir contre nos ennemis sur plusieurs fronts simultanément ». En des termes plus simples, l'Irak était l'un des ennemis déclarés d'Israël et les Kurdes un ennemi de Bagdad – l'ennemi de mon ennemi est mon ami[3]. En même temps, de telles alliances, par exemple avec le shah d'Iran et l'empereur Haïlé Sélassié en Éthiopie, deux États frontaliers de voisins arabes hostiles à la nation juive, permettaient au Mossad d'établir des postes d'écoute et d'autres outils de renseignement à l'intérieur de pays par ailleurs inamicaux.

Dès 1969, des conseillers israéliens, et notamment Natan Rotberg, le spécialiste des explosifs, entendirent parler de l'homme

que les Kurdes appelaient « le Boucher de Bagdad[4] ». Saddam Hussein al-Tikriti avait participé à un coup d'État des forces baasistes qui avaient pris le pouvoir l'année précédente, et il fut nommé vice-président du Conseil révolutionnaire – le deuxième personnage du régime chargé des forces armées et des services de renseignement. Il ordonna de larguer des bombes sur des civils, coupa les approvisionnements de denrées alimentaires pour affamer les populations dissidentes et organisa un réseau de salles de torture dans lesquelles il se livrait souvent en personne à des actes atroces.

Les Kurdes demandèrent aux Israéliens de les aider à tuer Saddam Hussein : Rotberg prépara même un Coran piégé à cette fin, tactique identique à celle qu'il avait employée pour assassiner le chef du renseignement égyptien en 1956. Mais le Premier ministre Golda Meir refusa de signer le feuillet rouge[5]. Elle craignait que les Kurdes ne gardent pas secrète l'implication d'Israël et que son gouvernement ne soit entraîné dans un scandale international avec les Russes et les Américains qui à l'époque faisaient une cour assidue au tyran. Préalablement, Golda Meir avait également écarté l'idée d'éliminer le raïs égyptien, Nasser, de peur que cela ne légitime des tentatives d'attenter à sa propre existence et à celle de ses ministres.

Laissé en vie, aussi impitoyable qu'ambitieux, Saddam prit le contrôle du parti Baas et par conséquent de l'Irak. En 1971, alors âgé de trente-quatre ans, il avait eu raison de tous ses rivaux les plus sérieux au sein du régime et avait de facto pris le pouvoir, laissant au président Hassan al-Bakr une fonction de simple fantoche. (Il finirait par l'évincer complètement en 1979.) Il se considérait comme une figure historique, un dirigeant panarabe qui ferait de son pays une puissance régionale, la force dirigeante du monde arabe, à égalité avec l'Iran.

Il considérait que les Juifs étaient « un mélange de déchets et de rebuts de diverses nations », et il voulait redessiner tout le Moyen-Orient, en effaçant totalement Israël[6]. Les Irakiens n'en faisaient pas mystère. « L'existence d'une entité artificielle sioniste symbolise la négation du droit historique des Arabes à l'existence et c'est un

affront à leur honneur, déclarait le journal du parti Baas, *Al-Jumhuriya*, en mars 1974. Cette entité belliqueuse n'est rien d'autre qu'un terrible cancer qui se propage dangereusement au-delà de ses frontières. Nous devons combattre le sionisme […] par tous les moyens possibles. La Jérusalem arabe attend le Salah al-Din arabe [Saladin] qui la délivrera de la pollution par laquelle le sionisme a souillé nos lieux saints. »

Cela sous-entendait que Saddam Hussein serait cette moderne incarnation de Saladin et chasserait les infidèles de Palestine.

Pourtant, il n'ignorait pas que sans un arsenal redoutable l'Irak ne serait jamais une puissance crédible. Le seul moyen de conquérir le Moyen-Orient serait de détenir la capacité de le détruire. Il voulait des armes nucléaires.

En 1973, le dictateur plaça sous son contrôle direct le programme nucléaire irakien, une entreprise prétendument civile et pacifique, et commença d'investir des « budgets de plusieurs milliards, pratiquement illimités » (selon les termes d'Amatzia Baram, biographe éminent du personnage), dans le développement de réacteurs qui pourraient ensuite produire un arsenal atomique[7]. Idéalement, un dictateur déjà connu pour avoir bombardé son propre peuple et désireux à tout prix de devenir une menace nucléaire aurait dû subir l'opprobre des nations civilisées. Malheureusement, la géopolitique est une affaire compliquée : plusieurs puissances occidentales parmi lesquelles les États-Unis, mais surtout la France, voulaient exercer leur propre influence au Moyen-Orient. En revanche, un autre aspect n'était guère compliqué et s'avérait même d'une simplicité biblique : Saddam Hussein déversait beaucoup d'argent.

La France et Israël entretenaient une histoire longue et compliquée qui, dans les années 1970, avait touché le fond. Leurs relations étaient pétries d'hostilité et de méfiance depuis que de Gaulle s'en était pris à la nation juive, dans les années 1960. Aux yeux des Français, la possibilité que l'Irak représente une menace mortelle pour Israël semblait dans le pire des cas un inconvénient maîtrisable.

Le président Valéry Giscard d'Estaing et son Premier ministre, Jacques Chirac, orchestrèrent durant la première moitié des années 1970 la signature d'un certain nombre de contrats avec Bagdad. Le plus important de ces marchés concernait la vente de deux réacteurs nucléaires : une modeste unité d'une puissance de cent kilowatts, appartenant à la classe Isis, et une autre plus puissante de classe Osiris, de quarante mégawatts, capable d'atteindre soixante-dix mégawatts. Les Irakiens combinèrent le nom du réacteur avec celui de leur pays et le baptisèrent Osirak.

Si l'intention officielle était d'utiliser ce réacteur à des fins de recherche, les Français n'ignoraient pas qu'une pile de cette taille finirait presque certainement par être utilisée en vue de générer du combustible pour des armes nucléaires. Le cœur contenait douze kilogrammes d'uranium enrichi à 93 %, assez pour fabriquer une bombe atomique, de sorte que si les Français tenaient leur promesse de remplacer les barres de combustible usées, les Irakiens seraient en mesure de simplement en convertir une partie en matériau à intégrer dans des armes.

Les Irakiens ne l'admettaient pas moins : « La recherche technologique à potentiel militaire est une réponse à l'armement nucléaire d'Israël », déclara le dictateur dans une interview, le 8 septembre 1975, juste avant sa visite à Paris, où il signerait d'autres accords commerciaux. « L'accord franco-arabe est la première étape des Arabes vers l'obtention d'armes nucléaires, même si notre but déclaré, en construisant ce réacteur, n'est pas de fabriquer des bombes atomiques[8]. » Mais il faut des années et des compétences très spécialisées pour construire de telles armes. Toute menace légitime, semblaient supposer les Français, pourrait être traitée en temps utile, si elle se présentait.

Les Irakiens payaient très généreusement[9]. Quelque 7 milliards de francs (10 milliards de dollars actuels) furent directement transférés en France. Les Français bénéficièrent aussi de conditions favorables et d'une réduction de tarif sur leurs importations de pétrole irakien.

Un certain nombre de sociétés françaises étaient liées à ce vaste projet et une direction conjointe chargée de gérer ces programmes

fut instaurée à Paris et à Bagdad. Non loin du site du chantier, des logements luxueux furent construits pour les deux mille ingénieurs et techniciens français.

Israël ne pouvait demeurer passif. Une équipe conjointe Mossad/AMAN/Affaires étrangères, dénommée « Ère Nouvelle », fut mise sur pied pour « mener des efforts concertés afin de se concentrer sur le projet irakien de se doter d'armes nucléaires », selon les termes de Nahum Admoni, alors directeur adjoint du Mossad, qui dirigeait cette équipe[10].

Sous l'identité d'emprunt d'hommes d'affaires européens ou d'officiers de l'OTAN, des officiers traitants de Tsomet approchèrent des Irakiens travaillant en France qui, croyaient-ils, seraient susceptibles de devenir des informateurs[11]. Un scientifique dont le fils souffrait d'un cancer et recevait un traitement médiocre en Irak échangea des secrets contre de meilleurs soins médicaux. Il prenait Yehuda Gil, le principal recruteur du Mossad, pour le vice-président d'une société active dans le secteur de la sécurité nucléaire.

Mais ce fut une réussite sans lendemain. Saddam avait réduit au silence tous les protagonistes du projet en diffusant une vidéo de ministres irakiens exécutant d'autres hauts responsables. « C'était une cassette terrifiante, avouait Khidir Hamza, l'un des directeurs du programme nucléaire. Il envoyait un message clair : s'il était mécontent de vous, pour n'importe quelle raison, vous étiez mort[12]. »

Toutefois, les Israéliens disposaient d'autres sources : des scientifiques, des techniciens, des secrétaires et des cadres de niveau intermédiaire français. Certains furent grassement payés. D'autres, qui étaient juifs, agirent pour des raisons idéologiques. Grâce à l'une de ces sources, l'agence se procura le « livre du programme », un document détaillant tous les accords signés avec l'Irak[13]. Long de sept cents pages, il avait été rédigé en anglais par les scientifiques français. « Avec ce volume, explique le lieutenant-colonel Raphael Ofek, physicien nucléaire de l'université Ben Gourion recruté par l'AMAN, nous avons beaucoup appris, notamment sur l'agencement du site où étaient situés le réacteur et

les laboratoires attenants, au centre de recherche nucléaire de Tuwaitha[14]. »

L'Unité 8200 de la branche du SIGINT constitua une force d'intervention ultra-secrète, surnommée « Apocalypse », qui plaça sur écoute des lignes de téléphone et de télex, et des agents de Keshet (Rainbow) implantèrent des micros dans les bureaux des responsables irakiens à Paris.

Muni de masses de renseignements accablants, Israël en appela à la communauté internationale pour qu'un terme soit mis à ces agissements. Mais des dirigeants étrangers exaspérés, critiques envers Israël, et même quelques opposants de Begin au plan intérieur, taxèrent Israël d'alarmisme. Le programme irakien ne pouvait nuire à Israël, insistaient-ils. Les Français continuaient de soutenir que ce projet se limitait strictement à des travaux de recherche parfaitement légitimes et qu'ils appliquaient suffisamment de dispositifs de sécurité pour s'assurer que les Irakiens ne développeraient pas de bombes.

Le ministre des Affaires étrangères, Moshe Dayan, de retour d'un voyage officiel à Paris, atterré de l'indifférence française face à ses requêtes, tenta ensuite de solliciter les Américains, en priant Washington de faire pression sur Paris, également en vain.

Israël en conclut que la voie diplomatique avait échoué. En novembre 1978, le cabinet de sécurité autorisa le Premier ministre à prendre les « initiatives nécessaires » pour mettre fin au programme nucléaire irakien[15]. Le Mossad reçut le feu vert pour agir. « Il faut tuer Osiris », trancha le cabinet.

Peu après, ce fut l'explosion du hangar sur la Côte d'Azur. Les composants que les agents avaient fait sauter cette nuit-là étaient gravement endommagés et les Israéliens croyaient avoir retardé les ambitions de Saddam Hussein d'au moins deux ans, le temps nécessaire aux Français pour fabriquer de nouveaux composants[16].

Le dictateur irakien ne tolérerait pas un tel délai. Il ordonna que le programme respecte son calendrier. Le ministre de la Défense exigea que les Français réparent les pièces et les livrent à l'heure. Les Français rétorquèrent qu'une enveloppe réparée ne serait pas

aussi solide. S’en servir serait risqué et elle devrait très certainement être remplacée d’ici quelques années. Mais personne n’osait fâcher Saddam.

L’Irak pourrait encore disposer d’armements nucléaires dans quelques années. Contrariés, des responsables du Mossad décidèrent qu’il leur fallait recourir à des tactiques plus agressives.

Ils allaient éliminer des scientifiques.

Les cibles les plus immédiates de ces éliminations étaient les chefs du programme, Khidir Hamza et Jafar Dhia Jafar. Ce dernier était « le cerveau du projet, le savant le plus important », selon le professeur Ofek[17]. Diplômé de l’université de Birmingham, détenteur d’un doctorat en physique de l’université de Manchester, il avait travaillé comme chercheur au centre d’ingénierie nucléaire de l’Imperial College, à Londres[18].

Mais les deux hommes sortaient rarement d’Irak, où parvenir à les tuer serait extrêmement difficile, voire impossible. Pourtant, tout comme Nasser avait engagé des Allemands pour construire ses missiles, l’Irak avait recruté des Égyptiens pour l’aider à développer son programme atomique. Le plus important d’entre eux était Yehia al-Mashad, un prodige de la physique nucléaire, à l’université d’Alexandrie, devenu chef de projet au centre de recherche nucléaire de Tuwaitha. Mashad voyageait fréquemment entre l’Égypte, l’Irak et la France[19]. En février 1980, l’agence se mit à surveiller ses déplacements et à le suivre comme son ombre chaque fois qu’il se rendait à Paris ou à l’Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) de Fontenay-aux-Roses, en proche banlieue parisienne.

Début juin, les Français préparèrent une livraison d’uranium à l’intention des Irakiens, combustible destiné à être utilisé dans leur petit réacteur Isis. Mashad vint en France en contrôler la qualité. Il voyageait avec deux assistants qui ne le quittaient jamais, ce qui le rendait difficile à atteindre. Dès lors, le plan du Mossad consistait à l’empoisonner au moyen d’un objet courant et d’aspect inoffensif, similaire à la méthode utilisée pour supprimer Wadie Haddad en 1978, celle de la pâte dentifrice.

Mais à la dernière minute, Mashad décida d'écourter son séjour dans l'Hexagone. Il voulait rendre visite à sa famille en Égypte. Cela signifiait que les agents du Mossad n'avaient plus assez de temps pour appliquer leur plan d'origine. Toutefois, l'Égyptien voulut passer une dernière nuit à Paris, seul. « Il a laissé partir ses deux assistants irakiens, parce que l'hôtel où il avait choisi de descendre était très coûteux, expliquait Hamza. C'était un homme attentionné. Il leur a dit : "Bien, vous préférerez peut-être un quartier plus commode, avec des boutiques et un hôtel moins cher qui soit plus dans vos moyens. Donc vous pouvez y aller." »

Sans ses assistants pour le protéger, il devenait subitement une cible beaucoup plus vulnérable.

Il regagna son hôtel vers dix-huit heures le 13 juin. Il prit un bain et se changea, descendit boire un verre et avaler un sandwich dans le salon d'accueil, puis remonta dans sa chambre au neuvième étage. Carlos, le commandant de Baïonnette, et un autre agent surveillaient la porte, cachés dans un renfoncement du couloir. Les plans avaient changé si rapidement qu'ils n'étaient pas sûrs de savoir comment procéder. Carlos avait un pistolet, mais les instructions en vigueur stipulaient qu'on ne pouvait en aucun cas se servir d'armes à feu dans les hôtels, car les balles risquaient de traverser les murs et de tuer des innocents. Carlos sut aussitôt s'adapter.

La porte de l'ascenseur s'ouvrit vers vingt et une heures trente. Une jeune femme en sortit, une prostituée. Elle passa devant les deux hommes de Baïonnette sans se préoccuper d'eux. Elle frappa à la porte du 9041. Mashad l'invita à entrer.

Carlos et son équipier attendirent quatre heures, jusqu'à ce que la prostituée s'en aille enfin à une heure trente. À ce stade, Carlos avait trouvé un cendrier sur un support, près de l'ascenseur, haut d'un mètre, avec un socle pesant, un pied étroit et un mécanisme à piston pour vider les mégots de cigarette accumulés. Il l'examina attentivement, le soupesa dans ses mains, sentit sa masse. Il en conclut qu'il était assez solide, il pourrait s'en servir.

« Prends ta lame », dit-il à l'autre agent, qui était armé d'un grand canif Leatherman. Les deux hommes s'approchèrent de la porte de Mashad et le coéquipier frappa.

« *Qui est là ?* » fit l'Égyptien, en français. Il semblait ensommeillé, détendu.

« La sécurité de l'hôtel, lui répondit Carlos. C'est au sujet de votre récente visiteuse. »

Mashad traversa la pièce d'un pas traînant et ouvrit. Carlos lui abattit violemment le cendrier sur la tête. Le scientifique fut projeté en arrière et s'écroula au sol. L'homme du Mossad lui bondit dessus, lui assena encore un coup, puis un autre. Du sang formait une tache qui s'élargissait sur la moquette. Il n'y avait pas besoin de couteau.

Les deux agents lavèrent le sang sur leurs bras et rincèrent le cendrier. Carlos retira sa chemise tachée de sang, la roula en boule et la fourra dans sa poche. En partant, ils n'oublièrent pas de suspendre l'écriteau NE PAS DÉRANGER à la poignée de la porte. Ils remirent le cendrier à sa place, prirent l'ascenseur, descendirent à l'accueil et sortirent de l'hôtel d'un pas nonchalant.

La sécurité de l'hôtel découvrit le corps de Mashad quinze heures plus tard[20]. De prime abord, les policiers crurent qu'il avait reçu des coups au terme d'un jeu sexuel qui aurait mal tourné, mais ils retrouvèrent la prostituée et la mirent vite hors de cause. Mashad n'avait pas été dévalisé et il n'avait pas eu d'autre visiteur. Quant à la prostituée, elle se souvenait d'avoir vu deux hommes dans le couloir.

Les Français en déduisirent assez vite que le Mossad avait éliminé Mashad. Et les Irakiens aussi. « J'ai pensé que nous étions tous visés, m'a confié Hamza. Après ça, je ne voyageais jamais sans un officier de renseignement irakien avec moi[21]. »

Saddam Hussein comprit que ces éliminations ciblées risquaient de saper le moral des scientifiques qui travaillaient sur son programme nucléaire. Il distribua des voitures de luxe et des primes en liquide à tous les cadres scientifiques et versa à l'épouse de Mashad un dédommagement de 300 000 dollars, une somme énorme à l'époque en Égypte, en lui promettant aussi pour elle et ses enfants une pension mensuelle à vie.

Cela n'eut toutefois pas pour effet d'arrêter les meurtres. Trois semaines après la mort de Mashad, un ingénieur irakien qui avait fait

ses études en Angleterre, Salman Rashid, fut envoyé à Genève pour y suivre deux mois de formation à l'enrichissement de l'uranium par la séparation électromagnétique des isotopes.

Il avait un garde du corps constamment à ses côtés. Une semaine avant la date de son retour prévu en Irak, il tomba violemment malade. Les médecins genevois suspectaient un virus. Six jours plus tard, le 14 septembre, il mourait dans d'atroces souffrances. L'autopsie montra qu'il n'y avait aucun virus : le Mossad l'avait empoisonné, sans que personne puisse pourtant dire avec certitude comment et avec quelle toxine[22].

Deux semaines plus tard, un autre ingénieur irakien, Abd al-Rahman Rasoul, un ingénieur civil qui s'occupait de la construction de divers bâtiments pour le programme nucléaire, prit part à une conférence parrainée par le Commissariat à l'énergie atomique. Immédiatement après le cocktail et la réception officielle qui ouvrait la conférence, il fut victime de ce qui ressemblait à un empoisonnement alimentaire[23]. Il mourut cinq jours plus tard dans un hôpital parisien.

Début août, nombre des participants français au programme irakien reçurent une missive porteuse d'un avertissement sans détour : s'ils ne partaient pas immédiatement, ils seraient en danger[24]. Saddam Hussein était furieux et il prononça quelques jours plus tard un discours particulièrement agressif dans lequel il menaçait Israël, sans mentionner les attentats contre les scientifiques mais en promettant de « réduire Tel Aviv en ruine sous les bombes ».

Les scientifiques de Saddam se mirent à paniquer. « Personne ne voulait voyager, expliquait Hamza, alors on nous donnait des primes si nous acceptions. » Ils suivirent aussi un entraînement de sécurité personnelle et d'autodéfense[25]. « Un homme du Moukhabarat [le renseignement] nous disait quoi et comment manger, de ne pas accepter une invitation après la tombée de la nuit, de toujours être accompagné. Nous étions formés à emporter avec nous notre propre dentifrice, notre brosse à dents, notre matériel de rasage, soit dans une petite trousse, soit dans notre poche. »

Pris de peur, quelques sous-traitants français démissionnèrent et le programme du réacteur fut légèrement ralenti. Pourtant le dictateur avait investi les ressources d'une nation autocratique dans la construction d'une bombe et il pouvait perdre un technicien, ou même trois, dans le processus. Tous les scientifiques, tant les morts que les plus craintifs, furent vite remplacés. Peu après, la France envoya douze kilos d'uranium enrichi et honora une deuxième commande.

Au mieux, Israël avait gagné un peu de temps avant que l'Irakien ne puisse achever la construction des réacteurs et les mettre en fonctionnement : peut-être dix-huit mois, à la rigueur deux ans. Mais l'Irak s'attendait toujours – et l'État hébreu le redoutait encore – à ce que Saddam dispose d'armes nucléaires pleinement opérationnelles et des moyens de les lancer d'ici à la fin de la décennie.

Yitzhak Hofi, le directeur du Mossad, savait que le renseignement, les assassinats ciblés et les opérations de sabotage n'avaient qu'une portée limitée. « Je renonce, dit-il à Begin en octobre 1980. Nous ne serons pas en mesure de le stopper. Le seul moyen encore possible, c'est le bombardement aérien[26]. »

En d'autres termes, le seul moyen qui restait serait un acte de guerre.

Il y avait des désaccords à la tête d'Israël. Certains caciques du renseignement avertirent que bombarder le réacteur irakien aurait des conséquences internationales désastreuses, qu'il faudrait des années avant que ce réacteur ne produise assez de combustible pour la fabrication d'une bombe et que le détruire pousserait le tyran à adopter une autre méthode plus secrète, sur laquelle il serait bien plus difficile de recueillir des informations. Il régnait une telle tension qu'à un certain stade Begin cessa de convier le directeur de sa propre Commission de l'énergie atomique, Uzi Eilam, car ce dernier s'opposait à cette attaque[27]. L'un de ses conseillers, le professeur Uzi Even, qui craignait que la destruction du réacteur n'aboutisse au transfert du programme nucléaire irakien vers des installations secrètes qu'Israël ne serait pas capable de placer sous surveillance, divulgua le plan en préparation au chef de l'opposition, Shimon

Peres[28]. À son tour, celui-ci rédigea une note de sa main à l'intention de Begin, avertissant que si la nation menait ce raid, elle s'isolerait au plan international, « comme un buisson dépouillé dans le désert », usant de la métaphore du prophète Jérémie pour désigner le degré de solitude où serait Israël si Dieu l'abandonnait[29].

Le Premier ministre Begin, Ariel Sharon, récemment promu ministre de la Défense, et le chef d'état-major Rafael Eitan rejetèrent tout argument contre la mission. Ils adhéraient à l'avis d'Admoni et d'autres hauts responsables du renseignement : il fallait attaquer le réacteur le plus tôt possible, avant qu'il ne soit « chaud », actif, afin d'éviter l'épouvantable désastre humanitaire qui se produirait en cas de fuite de radiations. Au comité Ère Nouvelle, l'officier physicien, le professeur Ofek, soulignait que pour s'assurer de la destruction totale du réacteur, il faudrait atteindre un objectif : « Assez d'explosifs pour détruire la piscine intérieure où les barres d'uranium étaient immergées. »

Le 7 juin, à quatre heures de l'après-midi, huit chasseurs-bombardiers F-16 décollèrent de la base d'Etzion, dans le Sinaï occupé par Israël, pour attaquer le réacteur Osirak. Ils étaient escortés par six F-15 qui leur apportaient une couverture, et soixante autres appareils furent déployés en soutien de l'opération – certains tournaient dans les airs tandis que d'autres se tenaient prêts au sol. La force d'intervention était accompagnée de Boeing modifiés pour le ravitaillement en vol et pour servir de poste de commandement et de tour de contrôle aériens, d'avions Hawkeye pour fournir des renseignements de reconnaissance et d'hélicoptères au cas où un appareil s'écraserait et où une opération de reconnaissance serait nécessaire. Les F-15 étaient capables de prendre le dessus sur tout MiG irakien susceptible de défier les avions israéliens et ils embarquaient aussi des systèmes de guerre électronique avancés permettant de brouiller le radar des batteries de missiles antiaériens au sol.

La distance à parcourir était longue de presque mille kilomètres, le plan de vol traversait le nord du désert saoudien et le sud de la Jordanie. Les pilotes volaient très bas, moins de cent mètres au-

dessus du sol, pour éviter les radars jordaniens, saoudiens et irakiens[30].

La formation d'assaut atteignit la cible vers dix-sept heures trente, au coucher du soleil[31]. Les huit F-16 grimpèrent à une altitude de trois cents mètres, exécutèrent un tonneau et larguèrent leurs bombes selon un angle de trente-cinq degrés. L'un après l'autre, ils lâchèrent deux charges d'une tonne chacun sur le dôme de béton du réacteur. La moitié des projectiles étaient réglés pour exploser au contact et l'autre moitié éclaterait seulement après avoir perforé la structure. Sept des huit pilotes atteignirent leur cible, et douze des seize bombes pénétrèrent dans le dôme. Dix soldats irakiens et un technicien français furent tués.

Les Irakiens furent pris complètement au dépourvu. Pas un missile ne fut tiré sur les appareils d'attaque et seuls quelques tirs antiaériens sporadiques les visèrent sur le trajet du retour. Tous les appareils regagnèrent leur base sains et saufs. À ce jour encore, ils portent sur leur nez une image du réacteur à côté des cercles représentant les appareils abattus par leur pilote au combat.

À minuit, les images vidéo filmées par les caméras embarquées avaient été analysées et documentaient les énormes dégâts causés au réacteur. À trois heures du matin, l'équipe Apocalypse interceptait un appel téléphonique passé par l'un des ingénieurs qui décrivait une inspection du site effectuée dans l'obscurité. L'ingénieur avait cherché la piscine, la partie critique du cœur de la structure, mais en s'aidant de sa lampe torche il n'avait pu voir que des « blocs de béton éclatés recouverts d'eau » – les parties du dôme qui s'étaient effondrées à l'intérieur. Dans l'« enquête de renseignement immédiat » qui fut distribuée aux hauts responsables du gouvernement et aux chefs de la communauté du renseignement, l'AMAN confirmait que la piscine avait subi des dégâts irréparables et que « le réacteur avait été totalement détruit[32] ».

Avant l'attaque, la communauté du renseignement avait recommandé qu'Israël n'en revendique pas la responsabilité. Ses responsables croyaient que sans cette humiliation publique, Saddam ne se sentirait pas obligé de monter une contre-attaque. Il disposerait ainsi d'une marge de manœuvre.

En fin de compte, Begin prit la décision inverse. Le raid de bombardement avait été exécuté à la perfection, le réacteur irakien laissé à l'état de décombres fumants, et les ambitions nucléaires du raïs irakien peut-être définitivement enterrées. Le Premier ministre voulait reconnaître ces faits et même s'en vanter. Il avait un sens aigu du climat qui régnait dans l'opinion israélienne. Lors d'un discours à la Knesset, il compara Saddam à Hitler et les périls d'un Irak nucléarisé à la Solution finale des nazis. « Qu'aurions-nous pu faire contre un aussi terrible danger ? demanda-t-il. Ce pays et son peuple auraient été annihilés. Un autre Holocauste aurait eu lieu dans l'histoire du peuple juif[33]. »

Le dictateur prononça son propre discours à huis clos devant la direction du parti Baas[34]. « C'est douloureux, admit-il avec un soupir, en se référant au bombardement, parce que c'est un fruit très cher à la récolte duquel nous avons travaillé très dur, l'un des fruits de la révolution, pour lequel nous avons consenti d'énormes efforts politiques, scientifiques, économiques pendant une longue période. »

Mais il enchaîna rapidement sur un autre ton avec sa pugnacité coutumière, maudissant l'« entité sioniste » et Menahem Begin.

Il continua ensuite : « Begin et les autres doivent se rendre compte que ce qu'ils appellent des frappes préventives qui visent à paralyser l'avancement et l'essor de la nation arabe, et à lui interdire d'utiliser la science et la technologie, n'empêchera pas la nation arabe de progresser vers ses objectifs, et cette méthode de frappes préventives ne procurera pas aux Juifs la sécurité dont ils parlent tant. »

Trois semaines plus tard, Begin célébrait encore l'événement, cette fois par une victoire aux élections législatives.

Le Mossad et l'armée triomphaient aussi, après le succès de l'opération, et ce qu'ils considéraient comme la destruction du programme nucléaire irakien. Ils reléguèrent l'Irak au bas de la liste de leurs priorités de renseignement[35].

Pourtant la réaction de Saddam Hussein au bombardement du réacteur de Bagdad fut précisément à l'opposé de ce qu'avait espéré le renseignement israélien.

« Saddam sous pression […] devient plus agressif et plus déterminé, résumait le professeur Hamza. Et donc un programme à 400 millions de dollars est devenu un programme à 10 milliards et les quatre cents scientifiques sont devenus sept mille. »

Le raïs donna ordre de déployer des efforts considérables pour investir toutes les voies scientifiques possibles susceptibles de le mener dans le délai le plus court possible à l'acquisition d'une bombe atomique et aux moyens de l'envoyer sur un objectif. Il trouva très rapidement les sociétés occidentales prêtes à lui fournir – moyennant de grosses sommes – l'équipement et les matières premières, en apparence à usage civil, qui pourraient aussi s'appliquer à des fins militaires en vue du développement d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques de destruction massive.

Israël ne put déceler que des traces imperceptibles de cette entreprise. Il découvrit un projet Condor de développement conjoint de divers types de missiles par l'Irak, l'Égypte et l'Argentine[36]. Une bonne part des informations relatives à ce projet furent obtenues et transmises à Israël par des agents du Mossad au sein des entreprises allemandes impliquées dans cette affaire et parmi les milieux scientifiques argentins, ainsi que par Jonathan Pollard, l'espion qui travaillait sous couverture pour Israël dans une agence de renseignement américaine. L'agence commença par incendier les bureaux des sociétés européennes concernées et par terroriser les scientifiques de façon systématique, selon des procédés comparables à ceux qui avaient permis d'intimider les spécialistes allemands des fusées en Égypte dans les années 1960. Ils recevaient des coups de téléphone anonymes les menaçant : « Si tu ne te désistes pas immédiatement, on vous tuera tous, toi et ta famille[37]. »

Le Mossad dressa des plans pour éliminer certains scientifiques aussi, mais il s'avéra que les pressions, les incendies volontaires et les cambriolages, ajoutés à la réputation meurtrière de l'agence, évitèrent le recours aux assassinats ciblés. Les scientifiques

renoncèrent et l'Argentine, puis l'Égypte réduisirent leur participation financière.

En désespoir de cause, Saddam Hussein s'adressa à un expert canadien des fusées, ancien employé de la NASA, de l'US Army et d'Israël, Gerald Bull, en l'invitant à développer des missiles et un super-canon inspiré du roman de science-fiction de Jules Verne, *De la Terre à la Lune*, capable de tirer d'énormes charges utiles à des distances immenses – jusqu'à Téhéran (690 kilomètres de Bagdad) et Tel Aviv (920 kilomètres de Bagdad)[38]. Bull promit à ses clients que son super-canon ne serait pas seulement doté d'un très long rayon d'action, mais offrirait aussi un moyen plus précis et plus efficace de tirer des agents biologiques et chimiques, parce que les ogives chaufferaient moins que les missiles Scud qu'alignait l'Irak.

En 1989, Gerald Bull et les Irakiens mirent ce canon en batterie à Jabal Hamrayn, à deux cents kilomètres au nord de Bagdad. On procéda à trois tirs d'essai[39].

Pour son malheur, le Canadien ne prit jamais au sérieux les appels anonymes et les lettres de menace qu'il avait reçus, l'avertissant que s'il ne mettait pas immédiatement un terme à ses relations avec Saddam Hussein, « nous prendrons des mesures sévères contre toi, tes sociétés et les gens qui sont en relation avec toi[40] ».

Le 22 mars 1990, un commando de Baïonnette guettait son retour à son domicile, un court trajet en voiture de son bureau de Bruxelles. Deux hommes étaient tapis derrière la porte de la cage d'escalier. De ce poste d'observation, ils purent le voir marcher vers son appartement, fouiller ses poches pour en sortir ses clefs. Dès qu'il les dépassa et qu'il se présenta de dos, ils bondirent de cette porte, pistolet Makarov équipé d'un silencieux au poing[41]. L'un des deux hommes tira deux balles dans la tête de Bull et trois entre les omoplates, pendant que son coéquipier restait en retrait pour sécuriser les lieux. Bull avait cessé de vivre avant de toucher le sol. L'assassin sortit un appareil photo et prit plusieurs clichés du crâne fracassé du scientifique. L'une de ces photos était un gros plan et

l’autre montrait la victime gisant sur le ventre dans une mare de sang.

Les photos furent expédiées le jour même à l’équipe de la Space Research Corporation, la société de Bull. « Si vous allez travailler demain, écrivaient-ils dans un mot joint à ce pli, vous finirez comme lui[42]. » Personne ne se présenta dans les locaux le lendemain, et la société fut bientôt liquidée[43]. Le Mossad fit en sorte que toutes les sociétés-écrans du défunt reçoivent un message identique.

Le programme était mort et enterré. Le 2 avril, après que Saddam eut appris de ses services de renseignement que Gerald Bull avait été éliminé, il s’adressa à la nation et jura que « le feu dévorerait la moitié d’Israël[44] ».

En fait, la mort du Canadien ne put que ralentir les efforts du raïs pour se doter d’instruments de tir à longue portée et n’enraya aucunement son programme nucléaire. Il s’avéra que le renseignement israélien et d’autres nations occidentales ignoraient tout de la partie immergée des travaux de recherche et développement engagés sur ordre du dictateur.

« Ce réseau tentaculaire et sophistiqué opérait sous notre nez, m’a expliqué le général de brigade Shimon Shapira, de la division recherche de l’AMAN. Ce fut sans nul doute l’un des échecs les plus cuisants de l’histoire de nos services[45]. »

L’État hébreu, ajoutait-il, « avait plus de chance que de bon sens[46] ». Saddam Hussein commit une erreur en envahissant le Koweït en août 1990 et en supposant que les États-Unis et le reste du monde resteraient passifs, les bras croisés, face à cette agression. Il se trompait. Il s’attira les foudres d’une vaste coalition internationale qui incluait quelques États arabes, le chassa du Koweït et le contraignit à se plier à des inspections internationales draconiennes.

Les inspecteurs de l’ONU découvrirent par la suite ce qui avait totalement échappé à l’agence : lors du lancement de l’opération Tempête du Désert, en janvier 1991, Saddam Hussein n’avait plus que quelques années à attendre avant d’être doté de capacités militaires nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que des moyens

de fabriquer des missiles et des ogives capables de transporter des charges jusqu'au territoire hébreu[47].

Même après la fin de la première guerre du Golfe, quand le président Bush décida de ne pas envahir l'Irak et de laisser Saddam en place, le chef d'état-major Ehud Barak croyait encore que ce dernier demeurait clairement un danger immédiat[48]. Le tyran essaierait certainement encore de développer des armes de destruction massive, et il n'y avait aucune possibilité d'engager la moindre négociation avec lui.

Le 20 janvier 1992, Barak ordonna « la formation d'une équipe afin d'étudier la possibilité de frapper la cible [Saddam][49] ». Deux mois plus tard, le 12 mars, cette équipe dirigée par Amiram Levin remit au chef d'état-major son rapport sur la progression de ce plan. Barak leur tint ces propos : « La cible compte parmi les plus importantes auxquelles nous avons été confrontés dans une opération ciblée », et il ordonna de lancer les préparatifs d'exécution de cette intervention en juillet de cette année-là[50].

Il en parla ensuite au Premier ministre Shamir puis à Rabin, qui le remplaça en 1992, et tenta de les convaincre l'un après l'autre de la nécessité d'employer pour la première fois l'arme de l'assassinat contre le chef d'un État souverain.

« Rétrospectivement, déclarait Barak bien des années plus tard, imaginez un peu que nous aurions pu éviter au monde une décennie entière avec ce personnage épouvantable. L'histoire aurait pris un autre tour[51]. »

Les deux Premiers ministres lui donnèrent l'un, puis l'autre, leur aval pour planifier cette élimination. Quantité d'idées furent proposées[52] : faire s'écraser un avion ou même un satellite israélien quelque part en territoire irakien, de préférence à Bagdad, attendre que le dictateur vienne inspecter l'épave et la faire sauter avec lui et sa suite ; créer en Europe une société-écran qui lui vendrait un studio de télévision neuf et ultra-moderne d'où il pourrait diffuser ses discours à la nation, y insérer un matériel capable d'émettre jusqu'en Israël et faire exploser un engin au moment où son visage apparaîtrait à l'écran ; remplacer un monument dédié à l'un de ses

camarades révolutionnaires par une réplique piégée et actionner le détonateur quand Saddam se tiendrait tête baissée devant le monument lors d'une cérémonie commémorative – et bien d'autres stratagèmes pour se débarrasser du raïs irakien.

En fin de compte, il fut décidé de le frapper à l'extérieur de Bagdad, ville excessivement bien gardée, au seul endroit où tout le monde aurait la certitude qu'il serait en personne sans se faire remplacer par l'un de ses doubles : la concession familiale au cimetière de Tikrit à l'occasion de l'enterrement d'un de ses proches. Ce proche serait son oncle, Khairallah Tulfah, l'homme qui l'avait élevé, lui-même très malade.

Les Israéliens surveillaient attentivement le traitement que Tulfah suivait en Jordanie et attendaient la nouvelle de sa mort[53]. Mais il continuait de s'accrocher à la vie, aussi préféra-t-on opter pour un plan de rechange. Au lieu de Tulfah, le Mossad supprimerait Barzan al-Tikriti, l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies.

Des commandos de Sayeret Matkal seraient acheminés à Tikrit par des hélicoptères qui atterriraient à l'écart et se dirigeraient ensuite vers le cimetière à bord de jeeps qui ressembleraient exactement à celles qu'employait l'armée irakienne, mais en réalité équipées d'un système spécial qui, en faisant basculer le toit du véhicule à cent soixante degrés, révélerait des missiles téléguidés. Quand Saddam viendrait assister à l'enterrement, ils lanceraient les missiles qui le tueraient[54].

Si ce plan était couronné de succès, nombre de ceux qui y prirent part croyaient que le chef d'état-major, Ehud Barak, entrerait en politique et deviendrait un candidat ayant une bonne chance d'accéder à la fonction de Premier ministre. Ce ne serait que trop naturel pour un homme promis à un destin national depuis l'époque où il était jeune lieutenant.

Dans l'immense camp d'entraînement de Tze'elim, dans le désert du Néguev, Sayeret Matkal construisit une maquette du cimetière de la famille du raïs et s'entraîna. Quand ils furent prêts, le 5 novembre 1992, la haute hiérarchie de Tsahal vint assister à une répétition générale. L'équipe d'intervention prit position avec ses missiles et

des membres de l’unité de renseignement et des personnels administratifs jouèrent les rôles de Saddam et de son entourage.

En raison d’erreurs de planification et de la fatigue accumulée après un long programme d’entraînement, les hommes qui maniaient les missiles confondirent ce qui était censé être un exercice à blanc, avec le soldat jouant le rôle du tyran saluant une foule invisible, et un exercice de tir réel où ce soldat serait remplacé par un mannequin[55]. La désorganisation était telle que la même phrase-code était utilisée pour l’exercice à blanc et l’exercice de tir réel : « Envoyez un taxi. »

Le commandant du groupe, croyant à un tir à blanc, donna l’ordre : « Envoyez un taxi. » Mais le commandant des jeeps équipées de missiles crut que l’exercice de tir réel venait de débuter. « Lancez missile un », ordonna-t-il. L’un de ses hommes appuya sur un bouton et commença le guidage du missile vers la cible. En s’en approchant, il remarqua quelque chose d’anormal et, selon certains témoins, il cria : « Qu’est-ce que c’est que ça ? Je ne comprends pas pourquoi les mannequins bougent. »

Il était trop tard. Le missile acheva sa course en plein milieu de la « suite » du dictateur. Quelques secondes plus tard, le second fit coup au but à quelques mètres, mais pratiquement sans causer de dégâts, puisque tous les hommes sur la zone cible gisaient déjà à terre, morts ou blessés. Le commandant comprit qu’il venait de se produire un terrible accident. « Cessez le feu ! hurla-t-il. Cessez le feu ! Je répète : cessez le feu ! »

Cinq soldats étaient morts et tous les autres sur la zone cible étaient blessés.

Détail cuisant, l’homme qui jouait le rôle de Saddam comptait parmi les blessés. L’incident provoqua une violente tempête politique et, quand il s’agit d’identifier le responsable, une vilaine querelle éclata entre Barak et d’autres généraux[56].

L’accident de Tze’elim sonna le glas des plans d’assassinat de Saddam Hussein. Plus tard, il s’avéra qu’en fait, après l’opération Tempête du Désert, contrairement aux prévisions de Barak,

l’intéressé ne relança pas ses tentatives de se procurer des armes nucléaires.

Quoi qu’il en soit, Israël était désormais confronté à de nouveaux ennemis, bien plus dangereux.

21.

La tempête verte se lève

Le 13 mars 1978, un luxueux jet privé décollait de Téhéran pour un vol secret avec deux passagers inquiets à son bord : Uri Lubrani, l'ambassadeur d'Israël en Iran, et Reuven Merhav, le chef de station du Mossad dans l'empire du shah. Ils partaient à la rencontre de Sa Majesté impériale Mohammad Reza Cyrus Pahlavi Shah dans sa résidence de vacances sur l'île de Kish, à une quinzaine de kilomètres des rives iraniennes, dans le golfe Persique[1].

Le shah était un souverain omnipotent, un despote impitoyable et mégalomaniaque qui voulait transformer rapidement sa nation en une région du monde « plus développée que la France ». Il investissait les énormes revenus du pétrole dans l'élaboration d'une armée puissante, dans la construction d'infrastructures de conception récente et dans une économie moderne. Il imposait à ses sujets un processus d'occidentalisation accélérée, ce que nombre d'entre eux, des marchands du Grand Bazar de Téhéran jusqu'au clergé musulman, trouvaient choquant et nuisible. Pourtant, leurs objections n'ébranlaient guère le monarque qui ordonnait à l'armée et à ses services secrets d'une rare brutalité, la SAVAK, de réprimer toute opposition d'une poigne de fer.

La politique étrangère du souverain se fondait sur des liens politiques, militaires et civils étroits avec les États-Unis[2]. Il forma également une alliance avec Israël au plan du renseignement[3]. Cela conduisit l'Iran à acquérir quantité d'armements et d'équipements

militaires auprès de l’État hébreu, en échange de capitaux et de pétrole. Il permit enfin aux Israéliens de monter un bon nombre d’opérations importantes contre des États arabes depuis le sol iranien.

Mais Lubrani et Merhav avaient de bonnes raisons d’être perturbés. Alors que les liens de l’Iran avec les États-Unis et Israël étaient plus forts que jamais, la domination du souverain sur le pays commençait de s’effriter. Les manifestations contre lui devenaient chaque jour plus violentes et des mouvements de protestation venus de toute part – marchands, communistes, extrême droite, islamistes – gagnaient en puissance. La Maison-Blanche, qui avait jusqu’à présent fermé les yeux sur les violations des droits de l’homme, était maintenant occupée par Jimmy Carter, un président progressiste qui laissait transparaître un malaise croissant face à l’usage de la force contre les manifestants, ce qui rendait le shah réticent à l’idée d’envoyer l’armée les affronter.

Pourtant, la famille royale et les milieux dirigeants ne s’imposaient aucune limite dans leur style de vie somptueux. Peu après avoir atterri dans l’île de Kish, Uri Lubrani et Reuven Merhav furent témoins de cette scène. L’île était la résidence préférée du monarque, site de son quartier général durant certaines parties de l’année. « C’était le terrain de jeux de toute l’élite, raconte Merhav. Les signes évidents d’une corruption stupéfiante étaient visibles partout. Nous avons été choqués de cette atmosphère hédoniste, de tant d’extravagance. »

Les deux Israéliens étaient venus dans l’île pour rencontrer le shah et ses proches conseillers afin d’évaluer la force du régime face à une opposition qui montait. Le fait que des éléments extrémistes chiites, la composante la plus importante de l’opposition, avaient noué des liens avec leurs frères au Liban et qu’ils avaient commencé de s’entraîner dans des camps installés pour eux par Yasser Arafat alimentait leur inquiétude. « Cette combinaison, expliquait Merhav, entre ce qui était alors perçu comme la principale force terroriste opérant contre nous – l’OLP d’Arafat au Liban – et les extrémistes chiites, nous semblait receler des dangers potentiels importants[4]. »

Le chef le plus en vue de l'opposition religieuse s'appelait Ruhollah Khomeiny. Il portait le titre héréditaire de *sayyid*, ce qui voulait dire « seigneur », seulement utilisé par les descendants du prophète Mahomet, et avait accédé au rang le plus élevé du clergé chiite, celui de Grand Ayatollah. Jeune homme, à Khomein, ville d'où était originaire sa famille, le futur révolutionnaire était un prédicateur réputé, un connaisseur avisé des complexités de la foi, mais dépourvu de charisme oratoire. En 1962, pourtant, alors âgé de soixante ans, il vécut un changement radical : après une période où il s'était retiré du monde, il sortit de sa chambre convaincu d'avoir reçu la visite de l'archange Gabriel, messager spécial de Dieu, qui lui avait annoncé qu'Allah l'avait destiné à accomplir de grandes choses[5].

Pour accomplir sa mission, Khomeiny se transforma. Il abandonna son style complexe et se mit à parler simplement, sans jamais employer plus de deux mille mots, répétant certaines phrases sans relâche jusqu'à ce qu'elles résonnent comme des incantations magiques. « L'islam est la solution » faisait partie de ses formules favorites. Il se mit à dresser le tableau d'un monde où s'affrontaient le bien et le mal. Le mal devait être déraciné et détruit, un devoir que devaient accomplir les bons qui étaient à la fois juges et bourreaux. Ses disciples parmi les pauvres trouvèrent cela convaincant.

Plus tard, il refonda l'islam chiite afin qu'il soit conforme avec le rôle dirigeant qu'il s'était forgé pour lui-même[6]. Il s'affranchit de la séparation fondamentale de l'autorité civile et religieuse qui avait toujours prévalu dans les empires musulmans et déclara qu'il n'y avait plus aucun besoin d'un monarque conseillé par des sages religieux. Il fallait que le gouvernement soit entre les mains des sages. Toutes les monarchies et les autres régimes du monde musulman qui n'affichaient pas leur religion de façon manifeste – les présidents d'Égypte et de Syrie, le roi d'Arabie Saoudite et le shah d'Iran – étaient illégitimes et devaient céder la place. « L'islam est la seule solution », décréta-t-il.

L'attitude de Khomeiny sur la question du martyre visait aussi à préparer le terrain de son accession au pouvoir. Il expliquait à ses partisans que la plus haute sanction que peut exercer l'État était la

latitude d'exécuter ses citoyens. Retirez-lui ce pouvoir, en remplaçant la mort par une récompense convoitée, et l'État devient impuissant. « Tuez-nous, nous vous en prions, proclamait et écrivait Khomeiny. Car nous aussi, nous allons vous tuer[7] ! » Il donnerait plus tard instruction aux familles endeuillées des martyrs et à leurs voisins de célébrer par de joyeuses festivités la mort de leurs fils dans la guerre sainte iranienne.

Sa démarche suivante fut de rompre avec la coutume traditionnelle la plus importante de la théologie chiite. Il autorisa les fidèles, les encouragea même à l'appeler « imam », un terme qui dans la tradition chiite est à peu près similaire à la notion judéo-chrétienne de messie dont l'avènement annonçait la Fin des Temps.

En 1963, peu après avoir formulé sa nouvelle doctrine, Khomeiny lança ouvertement sa campagne contre le shah depuis la ville de Qom, la cité la plus sainte du pays. Le shah ne pouvait courir le risque de tuer l'ayatollah, aussi préféra-t-il l'exiler. Khomeiny trouva refuge en Turquie, en Irak, et finalement en France.

Ses enseignements attiraient de plus en plus de disciples[8]. Dans les années 1970, il devint le plus puissant des opposants au shah, mais à distance. Lorsque Uri Lubrani et Reuven Merhav se rendirent à Kish, il avait déjà inondé l'Iran de quelque 600 000 cassettes de ses sermons. Dans les moquées et sur les marchés, dans les régions rurales et dans les montagnes entourant la capitale, sur les bazars et même très discrètement dans les bureaux des administrations, ils étaient déjà des millions à écouter les prêches incendiaires de ce fanatique religieux au visage austère.

Ils l'entendirent tenir des propos comme « le shah honni, l'espion juif, le serpent américain dont la tête doit être écrasée sous une pierre », ou « le shah dit qu'il accorde la liberté au peuple. Écoute-moi, espèce de crapaud bouffi. Qui es-tu pour accorder la liberté ? C'est Allah qui accorde la liberté. C'est la loi qui accorde la liberté, c'est l'islam qui accorde la liberté, c'est la constitution qui accorde la liberté. Que veux-tu dire quand tu déclares que tu nous as accordé la liberté ? Qu'est-ce qui te donne l'aptitude d'accorder quoi que ce soit ? Pour qui te prends-tu[9] ? ».

Les yeux attentifs de la SAVAK, les services secrets du shah, observaient évidemment la diffusion de ces cassettes[10]. Les dirigeants de cette police secrète demandèrent au monarque l'autorisation de perquisitionner les centres de distribution de l'ayatollah. Cette requête fut refusée en raison des pressions du président Carter pour que le régime s'abstienne d'attenter aux droits civiques et du fait de la faiblesse et de la confusion d'esprit dont souffrait le souverain traité pour son cancer. Les deux visiteurs de Kish n'avaient pas connaissance de sa maladie, un secret bien gardé.

Seul Lubrani fut reçu en audience[11]. Le shah l'accueillit chaleureusement, mais l'ambassadeur s'aperçut rapidement que la conversation ne mènerait nulle part. Lubrani ressortit du splendide salon décoré de dorures d'humeur sombre. « Le shah est détaché de la réalité, il vit dans son monde, presque dans l'illusion, confia-t-il à Merhav. Il est entouré de courtisans qui ne lui disent pas la vérité sur la situation dans le pays. » Les réunions de Merhav avec les chefs du renseignement le conduisirent aux mêmes conclusions.

Peu après leur visite, les deux hommes transmirent un avertissement à la hiérarchie du renseignement israélien : le pouvoir du shah s'effrondrait. La coalition inédite entre les opposants séculiers et religieux à son régime, ainsi que la corruption flagrante et l'indifférence du souverain au monde extérieur aboutiraient à la fin imminente de la dynastie Pahlavi.

Ces mises en garde ne furent pas entendues. Au ministère des Affaires étrangères et au Mossad, ainsi qu'à la CIA, les hauts responsables étaient convaincus que Uri Lubrani et Reuven Merhav se trompaient, que le règne du shah demeurait solide et que l'Iran resterait à jamais un allié d'Israël et des États-Unis[12].

C'était une grave erreur. De sa résidence à Neauphle-le-Château, Khomeiny dirigeait les manifestations de masse de milliers d'Iraniens qui ne tardèrent pas à se compter par dizaines et par centaines de milliers dans toutes les villes du pays.

Le 16 janvier, le shah souffrant et affaibli en conclut que sans le soutien américain il valait mieux qu'il plie bagage et s'en aille. Il

emporta une boîte renfermant quelques mottes de terre iranienne et s’envola pour l’Égypte avec son épouse et ses derniers collaborateurs.

Le lendemain, le Premier ministre que le shah avait nommé à la tête du pays, le laïc Shapour Bakhtiar, adressa au nouveau chef de station de l’agence à Téhéran, Eliezer Tsafrir, une demande simple et directe : le Mossad voudrait-il avoir l’obligeance de tuer Khomeiny à Neauphle-le-Château[13] ? Le chef de l’agence, Yitzhak Hofi, convoqua une réunion urgente de ses cadres au quartier général sur le boulevard King Saul, à Tel Aviv.

Pour Israël, les avantages étaient évidents : la SAVAK aurait une énorme dette de reconnaissance envers les Israéliens. Qui plus est, il était possible qu’une telle exécution change le cours de l’histoire en empêchant l’ayatollah qui avait tout à fait clairement exposé son opinion sur Israël et les Juifs de s’emparer du pouvoir en Iran. Les participants à la réunion discutèrent de plusieurs points : ce plan était-il réalisable d’un point de vue opérationnel ? L’ayatollah représentait-il véritablement un si grave danger ? Si tel était le cas, Israël serait-il prêt à assumer les risques liés à l’élimination d’une figure religieuse éminente, et à le faire sur le sol français ?

Un représentant de Mike Harari, chef de Césarée, déclara que sous l’angle organisationnel ce n’était pas une affaire compliquée, mais à l’évidence dans toutes les opérations de ce type, surtout celles qu’il fallait exécuter à si bref délai, les choses pouvaient mal tourner.

Un chef de division qui avait été en poste en Iran ajouta : « Que Khomeiny retourne en Iran. Il ne tiendra pas longtemps. Les militaires et la SAVAK se chargeront de lui et de ses soutiens qui protestent dans les rues de leurs villes. Il représente le passé de l’Iran, pas son avenir. »

Le directeur Hofi signifia clairement qu’il était enclin « à écarter cette requête pour des raisons de principe », parce qu’il « s’opposait au recours à l’assassinat contre des dirigeants politiques ».

Yossi Alpher, l’analyste en chef qui traitait toute la recherche sur l’Iran, déclara pour sa part : « Nous ne disposons pas d’informations suffisantes sur les positions de Khomeiny ou sur ses chances de les

mettre en œuvre, par conséquent je ne peux pas correctement évaluer si le risque est justifié[14]. » Hofi se rangea à l'avis d'Alpher et trancha : Tsafrir devrait répondre à Bakhtiar par la négative.

Cet épisode démontrait une fois encore que l'État d'Israël, pourtant souvent disposé à se servir des assassinats ciblés comme d'un outil, demeure très hésitant quand il s'agit de tuer des dirigeants politiques, même s'ils n'ont pas été officiellement investis comme tels[15].

Rétrospectivement, Alpher admettrait qu'« à peine deux mois après cette réunion, [il avait] compris ce qu'il en était de lui [Khomeiny] », et qu'il « regrettait amèrement » cette décision. D'après lui, si les services avaient éliminé l'ayatollah, l'histoire aurait pu prendre un meilleur cours.

Le 1er février, Khomeiny atterrit à l'aéroport international Mehrabad, à Téhéran, accueilli par des démonstrations d'une joie triomphale comme l'Iran n'en avait encore jamais connu. Grâce au seul pouvoir de sa voix enregistrée sur cassettes, il avait fait se déliter la monarchie du shah. Le rêve d'une république islamique devenait réalité[16]. Sans presque faire usage de la force, l'ayatollah et ses soutiens prirent le contrôle de l'Iran, un pays vaste et riche en ressources naturelles, la sixième puissance militaire mondiale et le plus grand arsenal d'Asie.

« L'Islam était mourant ou mort depuis quatorze siècles, déclara l'imam dans son premier discours de chef suprême. Nous l'avons ressuscité grâce au sang de notre jeunesse […] bientôt nous libérerons Jérusalem et prierons là-bas. » Quant au gouvernement de Shapour Bakhtiar, qui avait été nommé Premier ministre par le shah avant son exil, Khomeiny l'avait balayé d'une phrase brève et cinglante : « Je leur briserai les dents. »

Les États-Unis, le « Grand Satan », tonnait Khomeiny, et Israël, le « Petit Satan », voyaient dans l'ascension de l'ayatollah un épisode passager. Après tout, les services de renseignement américains et britanniques avaient déjà remis une fois le shah sur son trône, après que des opposants de gauche l'avaient renversé en 1953. Mais

l’accession de Khomeiny au pouvoir constituait le point culminant d’années de sédition adossée à un énorme soutien populaire et protégée par des lieutenants chevronnés et habiles qui savaient repérer et écraser les moindres tentatives de contre-révolution[17].

En novembre, une foule d’étudiants en colère, partisans de Khomeiny, pénétrèrent de force dans l’ambassade des États-Unis à Téhéran, l’occupèrent et prirent en otages les diplomates et d’autres employés qui s’y trouvaient. Ils s’emparèrent aussi d’une tonne de documents du renseignement américain. La crise qui s’ensuivit et l’échec calamiteux d’une tentative de sauvetage (l’opération Eagle Claw – Serre d’Aigle) furent pour les États-Unis une humiliation et contribuèrent à l’échec de la campagne de réélection du président Carter. « Face à cette nouvelle menace, nous nous sentions impuissants », admettait Robert Gates, à l’époque haut responsable du Bureau de recherche stratégique de la CIA (il deviendrait plus tard son directeur, puis secrétaire à la Défense)[18].

Il était clair pour Washington et Jérusalem que leur plus proche allié au Moyen-Orient venait de se transformer en leur ennemi le plus acharné[19].

Il devint également vite clair que la vision de Khomeiny ne se limitait pas à la République islamique qu’il avait proclamée en Iran. Au lieu de s’accrocher à un pouvoir restreint, l’ayatollah était déterminé à élargir sa Révolution islamique à tout le Moyen-Orient.

Il avait l’intention de commencer par le Liban.

L’un des plus proches alliés de l’imam au cours de ses années d’exil, un religieux chiite, Ali Akbar Mohtashamipour, se vit assigner la mission de propager la révolution[20]. Il avait fait la connaissance de Khomeiny durant ses études religieuses à Nadjaf, ville sainte des chiites en Irak où l’ayatollah avait trouvé refuge après son expulsion par le shah. Il l’avait accompagné tout au long de ses années là-bas, puis en France. En 1973, Khomeiny l’avait envoyé avec un groupe d’autres collaborateurs loyaux au Moyen-Orient afin d’établir des liens avec les mouvements musulmans de libération dans la région. Ce fut Mohtashamipour qui noua l’alliance avec l’Organisation de

libération de la Palestine prévoyant l'accueil d'hommes de Khomeiny dans les bases d'entraînement de la Force 17.

Dans ces bases, les spécialistes de l'OLP apprirent à ces jeunes hommes l'art du sabotage, des opérations de renseignement et des tactiques terroristes. Pour Arafat, recevoir les hommes de Khomeiny sur ses bases était un moyen de se gagner un soutien à la cause palestinienne et de se hisser au rang de figure internationale. Pour Khomeiny et Mohtashamipour, cela s'inscrivait dans une stratégie cohérente de long terme : étendre par la suite la Révolution islamique qu'ils fomentaient en Iran au Liban, un petit pays au cœur du Moyen-Orient où une importante population de chiites défavorisés serait prête à répondre à toutes les incitations[21]. Khomeiny voulait se tailler « une position avancée stratégique qui nous rapproche de Jérusalem » – la frontière du Liban avec Israël. En 1979, des centaines de chiites étaient entraînés en vue de constituer une armée rompue aux techniques de la guerre de harcèlement.

À son retour en Iran, l'ayatollah s'empara du pouvoir, et Mohtashamipour tint un rôle central dans la formation du corps des Gardiens de la Révolution islamique, la phalange garante du pouvoir de Khomeiny à l'intérieur du pays.

Avant la révolution iranienne, l'idéal d'un État islamique s'apparentait à un désir abstrait éloigné de la réalité. Mais à présent des hommes qui avaient passé leur vie dans les écoles extrémistes musulmanes d'Iran et s'étaient formés dans des camps au Liban étaient devenus les maîtres de cette terre.

Presque trois ans après la chute du shah, la révolution s'étant fermement établie en Iran, Khomeiny nomma Mohtashamipour ambassadeur de la République islamique en Syrie[22]. Ce poste comportait deux fonctions. Officiellement, celle d'un diplomate du ministère des Affaires étrangères de son pays, semblable à tous les autres ambassadeurs. Officieusement, il était aussi cadre dirigeant des Gardiens de la Révolution, recevant ses ordres directement de Khomeiny avec sous son commandement d'énormes effectifs et un budget de plusieurs millions de dollars par mois. Ce second rôle discret était de loin le plus important des deux.

Cependant, à l'époque, la majorité du territoire libanais était contrôlée par l'armée syrienne. Afin de permettre à ses forces révolutionnaires d'opérer efficacement, l'ayatollah Khomeiny avait besoin de conclure un marché avec le président syrien Hafez el-Assad. C'était le travail de Mohtashamipour : tisser la trame diplomatique qui faciliterait une alliance militaire.

De prime abord, malgré l'ennemi qu'ils avaient en commun – Israël –, Assad se méfia des ouvertures du diplomate. L'ambassadeur iranien était animé d'un fanatisme révolutionnaire effréné. En Arabe laïc qu'il était, le président syrien redoutait que la furie islamiste à laquelle incitait Mohtashamipour ne finisse par se révéler incontrôlable et ne se retourne contre son régime. Les répercussions potentielles semblaient l'emporter sur tout bénéfice à court terme.

Cependant, après l'invasion du Liban par Israël en juin 1982, Assad révisa son analyse[23].

Cette guerre n'était pas seulement une catastrophe pour Israël, mais aussi pour lui, Assad. Dans leur confrontation avec Tsahal, les forces syriennes avaient essuyé un revers fatal. L'armée de l'air, source de fierté du président syrien qui l'avait commandée dans le passé et n'avait cessé de veiller sur elle, avait subi les pertes les plus dévastatrices. Au total, quatre-vingt-deux appareils de combat syriens avaient été détruits en quarante-six heures, alors qu'Israël n'en avait perdu qu'un.

L'invasion israélienne amena Hafez el-Assad à conclure que la Syrie n'aurait jamais aucune chance contre l'État juif sur le champ de bataille conventionnel et qu'il allait devoir tenter de lui infliger des dommages par des voies indirectes. Or, en laissant ses forces en territoire libanais, Israël jouait très précisément son jeu. L'intention israélienne était d'assurer la paix à ses populations du Nord, mais ce faisant l'État juif n'avait fait que se créer un nouveau front très exposé et vulnérable aux attaques terroristes.

« Assad père », c'est-à-dire Hafez, le père de Bachar, qui lui succéderait, « était, à mon grand regret, un homme intelligent, reconnaît Meir Dagan qui commandait les forces israéliennes au

Liban à l'époque. Il a construit une machine capable de saigner Israël sans débourser un penny[24]. »

Cette machine, c'était la milice chiite soutenue par l'Iran que Mohtashamipour était si désireux d'implanter au pays du Cèdre. En juillet 1982, l'Iran et la Syrie signèrent une alliance militaire qui autorisait les Gardiens de la Révolution à agir au Liban sous le commandement de Mohtashamipour[25]. Au vu et au su de tous, ils apportaient une assistance civile à la population chiite en créant des institutions sociales et religieuses comme des écoles et des mosquées. Ils procuraient une aide matérielle aux pauvres et à d'autres personnes dans le besoin, par exemple aux toxicomanes et aux alcooliques, et un système de santé de relativement bonne qualité. L'Iran fournissait à la société chiite libanaise tout ce que le gouvernement du Liban dominé par une majorité mixte de sunnites et de chrétiens ne leur avait jamais accordé.

En secret, ils se mirent à entraîner et à armer une force de guérilla qui comblait le vide laissé par l'Organisation de libération de la Palestine et qui, en moins de vingt ans, deviendrait l'une des forces politiques et militaires dominantes du Moyen-Orient. Sentant l'importance historique de ce mouvement naissant, Mohtashamipour lui donna un nom grandiose.

Il l'appela Hezbollah – le Parti de Dieu.

Ahmad Jaafar Qassir était un garçon de seize ans né dans une famille chiite pauvre du hameau libanais de Deir Qanoun al-Nahr. Ses parents disaient de lui qu'« il était vif et sensible, des traits de caractère qui très jeune l'avaient amené à devenir indépendant et autonome ». Dès l'âge de quatre ans, il précédait son père en courant pour aller ramasser quelques légumes sur un lopin de terre et rentrait à la maison alors que son père s'était à peine mis à la besogne. La mosquée locale devint vite son second foyer, et Ahmad y allait fréquemment prier et lire le Coran.

Il fut l'un de ces chiites gagnés par la ferveur du Hezbollah et, à l'automne 1982, on le recruta au sein d'une division militaire clandestine, le Jihad islamique[26]. Ahmad conduisit en secret plusieurs opérations militaires contre l'ennemi israélien. Il usa aussi

de son ingéniosité pour acheminer des armes de Beyrouth « partout où c'était nécessaire pour affronter les troupes [israéliennes] ennemies ».

Le matin du 11 novembre, juste avant sept heures, il roulait au volant d'une Peugeot bourrée d'explosifs vers un immeuble de sept étages qui abritait le commandement militaire régional et les services gouvernementaux dans la ville de Tyr, au sud du pays. Aux abords du bâtiment, il enfonça la pédale de l'accélérateur et visa le pied de l'édifice.

Ensuite, il se fit sauter.

La déflagration détruisit l'immeuble et tua soixante-dix soldats israéliens, agents de la police des frontières et du Shin Bet ainsi que vingt-sept Libanais : des employés des bureaux, des civils venus retirer divers permis des services de l'armée et des prisonniers. C'était le premier attentat-suicide islamiste perpétré hors d'Iran et il tua plus d'Israéliens que toutes les autres attaques survenues auparavant ou depuis lors.

Pendant des années, le Hezbollah tint secrètes son implication et les identités des militants concernés. Ce fut seulement plus tard que la milice construisit un monument à la mémoire de Qassir dans son village, publia une lettre de reconnaissance que le Guide Suprême Khomeiny avait écrite à la famille et déclara la date de sa mort Journée annuelle des martyrs.

Ce secret convenait aussi à la hiérarchie de la défense qui tenta rapidement de couvrir la grave négligence de son fait qui avait permis cet attentat-suicide[27]. Le chef du Shin Bet sur le front nord n'était autre que Yossi Ginossar dont l'unité était chargée de collecter des informations et d'empêcher les attaques-suicides comme l'attentat à la bombe de Qassir. Avec certains de ses officiers subalternes et supérieurs de Tsahal, Ginossar induisit en erreur les enquêteurs sur ce désastre en les détournant de la vérité, à telle enseigne que la commission d'enquête finit par avancer dans ses conclusions que l'explosion avait été provoquée par « une défaillance technique dans les bombonnes de gaz des cuisines » et non par l'action audacieuse de cette nouvelle organisation d'activistes chiites.

Mais si Ginossar sut se montrer en la circonstance scandaleusement manipulateur, à plus vaste échelle le renseignement israélien n'avait en effet aucune conscience de l'existence de cette nouvelle force militante sortie des ruines fumantes du Liban[28]. L'AMAN et le Shin Bet traitèrent par le mépris les premiers attentats terroristes perpétrés par le Hezbollah – des tirs et des mines artisanales placées en bordure de route visant des véhicules militaires –, « rien de plus qu'une nuisance tactique pour les troupes de Tsahal ».

« Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que nous avons peu à peu saisi le tableau, admettait Yekutiel (Kuti) Mor, officier supérieur de l'AMAN et plus tard secrétaire militaire du ministre de la Défense Yitzhak Rabin. Nous étions passés à côté[29]. Au lieu de nous rapprocher des chiites, nous avons privilégié nos relations avec les chrétiens et nous avons fait de la majorité des Libanais nos ennemis. » Pire encore, à l'époque, personne n'identifia le lien entre Iraniens et chiites libanais, et ne sut voir que les révolutionnaires de Khomeiny alliés à Assad avaient pesé sur l'équilibre des pouvoirs. « Nous avons été très longs à comprendre, expliquait David Barkai, de l'Unité 504, que cette activité nourrie sortait du bureau de Mohtashamipour à Damas[30]. »

Dans le même ordre d'idées, le redoutable appareil de renseignement israélien ignorait tout de l'armée de l'ombre qui se formait autour de ce noyau, composée de nouvelles recrues et de combattants chevronnés comme Imad Moughniyeh. Né en 1962 dans une famille de chiites très pieux, il avait grandi dans les quartiers pauvres et surpeuplés du sud de Beyrouth. « Son père était ouvrier dans une fabrique de bonbons de la capitale, m'a rapporté Amin al-Hajj (Rummenigge), chiite lui-même. Nous étions en contact quand nous étions enfants. Il était très dur. Plus tard, j'ai appris qu'il avait lâché l'école et rejoint un camp d'entraînement de la Force 17 et nous avons rompu toute relation[31]. »

Au début de l'été 1978, Moughniyeh devint membre de la Force 17, la garde de Yasser Arafat, la force d'élite du Fatah. Ali Salameh prit Moughniyeh sous son aile jusqu'à ce qu'il soit lui-même

éliminé par le Mossad en 1979. Moughniyeh voulait intégrer une structure plus ample qu'un gang de quartier dans Beyrouth-Sud et il avait envie d'action[32]. Salameh et ses successeurs virent en lui un personnage intelligent et capable, charismatique et désinhibé. Bien qu'ils soient Palestiniens sunnites et lui Libanais chiite, les intérêts des deux parties se rejoignaient. À l'époque, les partisans de Khomeiny – les Iraniens pauvres, exilés, et leur alliés libanais – n'éprouvaient que de la gratitude envers l'Organisation de libération de la Palestine pour son hospitalité et son soutien.

Imad Moughniyeh agissait sous les auspices de la Force 17, mais il s'acquit une réputation de chef d'une bande de brutes qui imposaient la loi islamique et une conduite pudique dans les rues de Beyrouth, alors perçues comme un bastion des mœurs libérées à l'européenne en plein cœur du Moyen-Orient. Vers cette époque, le renseignement israélien commença de recevoir des rapports au sujet d'« un psychopathe extrémiste et désinhibé » qui tirait dans les genoux des prostituées et des dealers de Beyrouth[33].

Trois ans plus tard, quand l'Organisation de libération de la Palestine évacua la capitale libanaise, Moughniyeh et ses frères, Fouad et Jihad, décidèrent de rester sur place et de rejoindre ce qu'ils considéraient non sans raison comme la nouvelle force montante : le Hezbollah. Moughniyeh devint immédiatement l'un des piliers de l'organisation. Pendant six mois, il prit la tête du détachement qui protégeait le cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, autorité suprême du chiisme au Liban et « boussole spirituelle du Hezbollah[34] ». Il représentait aussi le cheikh lors des réunions au bureau de Mohtashamipour à Damas où de hauts responsables iraniens et des personnels du renseignement syrien élaboraient leur stratégie au Liban. Le Sud était occupé par Israël et une partie du reste par la Force multinationale – des soldats américains, français et italiens déployés sur place pour tenter de mettre un terme à l'horrible guerre civile qui ravageait le pays.

Les Syriens et les Iraniens voulaient chasser les troupes d'occupation, mais ni les uns ni les autres n'avaient les moyens de se lancer dans une confrontation militaire directe (ou d'en sortir

vainqueurs)[35]. Lors de ces réunions, ils s'entendirent sur une campagne clandestine de sabotage et de terreur.

Moughniyeh fut chargé de l'orchestrer. Avec Mohtashamipour, ils créèrent le Jihad islamique qui recruta Qassir, le garçon qui se fit sauter au quartier général de Tsahal à Tyr. Ce fut une frappe inaugurale dévastatrice, et ce n'était que le début. Le cheikh Fadlallah livra un aperçu de ce qui suivrait en publiant un article dans un recueil de textes en février 1983. « Nous croyons que l'avenir réserve quantité de surprises, écrivait-il. Le Jihad est dur et cruel ; il croîtra de l'intérieur, grâce à l'effort, à la patience et au sacrifice, et par l'esprit animé de la volonté de se sacrifier[36]. »

Chez Fadlallah, cette imprécation – « se sacrifier » – se référait à l'adoubement religieux par Khomeiny de ses jeunes soldats, quelques-uns parmi eux n'étant guère plus que des enfants, endoctrinés et dressés pour marcher vers une mort certaine dans les champs de mines posées par l'envahisseur irakien[37]. Fadlallah franchit un pas supplémentaire en donnant son accord au suicide *intentionnel* au service du jihad. Le Hezbollah commença par mener ses premières missions-suicides au Liban, où Moughniyeh et l'organisation ne tardèrent pas à perfectionner cette méthode en la transformant en une sorte d'art.

Le 18 avril 1983, l'un de ses hommes fonça au volant d'un fourgon à travers la porte de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth en mettant à feu la tonne d'explosifs entassée à l'intérieur du véhicule[38]. Toute la façade du bâtiment s'effondra et soixante-trois personnes périrent, dont la quasi-totalité des membres de la station de la CIA au Liban ainsi que le principal spécialiste de l'agence sur le Moyen-Orient, Robert Ames.

Ensuite, le 23 octobre, des bombes humaines entrèrent au volant de camions bourrés d'énormes quantités d'explosifs dans deux QG de la Force multinationale à Beyrouth et les firent exploser[39]. Dans le casernement des Marines situé dans l'enceinte de l'aéroport international de Beyrouth, deux cent quarante et un soldats de maintien de la paix trouvèrent la mort, et à la base française, l'immeuble du Drakkar, les parachutistes déplorèrent cinquante-huit

pertes humaines[40]. Moughniyeh était monté sur le toit d'une tour située à proximité, d'où il suivit le déroulement des attaques au télescope. Des fragments de béton et des lambeaux de corps retombèrent sur le QG du Shin Bet à Beyrouth, à environ un kilomètre et demi des installations des Marines en flammes[41].

Le 4 novembre 1983, Nakad Sarbukh, un policier des frontières israélien qui gardait une base de l'armée à Tyr aperçut un pick-up suspect fonçant dans sa direction. Il ouvrit le feu sur le véhicule, l'arrosant de cent trente balles sans réussir à le stopper. Le kamikaze fracassa la barrière, se rua à l'intérieur de la base et fit sauter la bombe de cinq cents kilos qu'il transportait. Le bâtiment abritant l'activité du Shin Bet sur la base s'écroula et les constructions ainsi que les tentes alentour furent touchées. Soixante personnes périrent, et vingt-neuf autres furent blessées.

Si Israël avait été en mesure d'imputer le premier attentat de Tyr, presque un an plus tôt, à un incident technique, après la seconde explosion de Tyr, cela devenait impossible. Grâce à ces attentats-suicides, planifiés et pilotés par Moughniyeh, Mohtashamipour obtenait exactement l'effet voulu : la Force multinationale fut démantelée et Israël se retira par étapes de presque tout le territoire libanais, jusqu'à concentrer ses forces dans une étroite « zone de sécurité » au sud du pays.

Après le deuxième attentat de Tyr, la communauté israélienne du renseignement saisissait progressivement qu'elle était confrontée à un ennemi d'une espèce nouvelle qui lui lançait un défi de taille[42]. De hauts responsables du Mossad, du Shin Bet et de diverses branches de Tsahal envisagèrent de nouveau la possibilité de recourir aux assassinats ciblés, cette fois contre un adversaire inédit.

Pour le Mossad, il était clair qu'Imad Moughniyeh constituait la première priorité. Mais l'agence ne détenait que peu d'informations – rien d'autre qu'une photo aux couleurs passées – et n'avait aucune idée de l'endroit où le trouver. Néanmoins, les services comprirent que la coordination entre l'Iran et le Hezbollah n'avait pas lieu à Beyrouth, mais à Damas, à l'ambassade d'Iran, dans le bureau de Mohtashamipour.

Fin 1983, le directeur, Nahum Admoni, soumit un feuillet rouge à la signature du Premier ministre Yitzhak Shamir. Le dossier joint dressait toute une liste d'attentats-suicides et d'autres attaques terroristes, notamment les explosions de l'ambassade américaine et des Marines à Beyrouth.

Le nom figurant sur le feuillet rouge était celui d'Ali Akbar Mohtashamipour, le diplomate iranien posté en Syrie. Officiellement, un diplomate. Ce n'était pas une recommandation faite à la légère et Shamir ne la signa qu'après beaucoup d'hésitation et de discussions. Par principe, Israël s'abstenait de viser des ressortissants d'États souverains, si hostiles soient-ils envers la nation juive. Néanmoins, il fallait tenter quelque chose pour stopper le Hezbollah. Quelqu'un devait mourir – quelqu'un d'important.

Shamir signa le feuillet rouge.

La première difficulté consistait à arriver jusqu'à Mohtashamipour. Il partageait son temps entre Téhéran et Damas, deux capitales de pays cibles où Baïonnette n'opérait pas et où Césarée n'était pas censé procéder à des assassinats ciblés, sauf dans des cas exceptionnels. Les deux capitales étaient considérées comme des terrains particulièrement difficiles, grouillant de policiers soupçonneux et de limiers des services secrets. Pour couronner le tout, l'ambassadeur était accompagné en permanence d'un garde du corps et d'un chauffeur armés. Toute proposition prévoyant d'approcher Mohtashamipour ou d'accéder aux endroits qu'il fréquentait – de le tuer, de placer une bombe, de l'empoisonner – fut écartée de peur que les agents ne soient capturés.

Il restait une option : le colis piégé, livré par la poste. Mais quand cette idée fut suggérée, des objections s'élevèrent aussitôt. Le renseignement israélien possédait déjà une vaste expérience en la matière. En deux occasions, la méthode avait fonctionné : lors de la liquidation du chef du renseignement militaire à Gaza et de son collègue attaché militaire égyptien à Amman, en Jordanie en 1956. Dans tous les autres cas – les scientifiques allemands en Égypte, un criminel de guerre nazi à Damas et des cadres de l'Organisation de libération de la Palestine partout dans le monde –, les colis avaient été découverts à temps, avaient explosé entre les mains de la

mauvaise personne ou n'avaient causé que des blessures, pas la mort.

« Je les ai prévenus qu'il était idiot et même un peu puéril de leur part de choisir un mode opératoire qui n'assurerait pas la neutralisation totale de l'objectif », m'a confié un ancien de Césarée[43]. Tout avis contraire fut réduit au silence. Un colis piégé était la seule solution qui n'exposerait pas inutilement la vie d'un agent.

Le 14 février 1984, un colis de taille respectable fut livré à l'ambassade iranienne de Damas, apparemment expédié par une maison d'édition réputée être la propriété d'Iraniens. La réceptionniste de l'ambassade vit qu'il était clairement inscrit la mention PERSONNEL À L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE L'AMBASSADEUR et le transmit au bureau de Mohtashamipour au deuxième étage. La secrétaire du diplomate le déballa et découvrit une boîte cartonnée contenant un magnifique ouvrage en anglais sur les lieux saints du shiisme en Iran et en Irak. Elle se contenta de jeter un œil à la reliure et l'apporta dans le bureau de l'ambassadeur.

Mohtashamipour ouvrit le volume et il y eut une explosion[44]. Le souffle lui arracha une oreille, une main et presque tous les doigts de l'autre. Des éclats lui pulvérisèrent un œil. « Si j'avais ouvert le livre comme ça, déclara-t-il plus tard à un journaliste de la télévision iranienne, en levant les mains et en plaçant ses moignons près de son visage et de son cou, j'aurais eu la tête emportée. Mais j'ai posé l'ouvrage sur une table et je l'ai ouvert comme ceci » – et il redressa le corps et la tête, en reculant par rapport à un livre imaginaire – « alors la déflagration a creusé un trou dans le mur et ma main s'est retrouvée là dans ce trou. Et si j'avais ouvert le livre comme ceci » – près de sa figure – « j'aurais eu le visage arraché du cou. Les marques sur le reste de mon corps sont celles qu'ont provoquées les fragments de l'explosion. »

Une fois encore, un colis piégé avait dysfonctionné. « Le but d'un “traitement négatif”, c'est de tuer le sujet, m'a rappelé l'ancien de Césarée qui s'était opposé au stratagème. Un demi-mort, ça n'existe pas. Si le sujet reste en vie, cela veut dire que nous avons échoué. »

Israël n'en revendiqua pas la responsabilité, mais les Iraniens n'avaient aucun doute : le Mossad était derrière l'opération.

Pire encore, Mohtashamipour devenait un symbole de la cause révolutionnaire, un survivant estropié de la guerre sainte de Khomeiny. « J'ai été désolé d'apprendre la regrettable épreuve que l'impérialisme mondial vous a fait subir, lui écrivit son ami le Guide Suprême. J'espère que vous recouvrerez bientôt la santé et que vous continuerez votre lutte tenace sur le front de l'islam et de la révolution, au nom des déshérités du monde[45]. »

En outre, mutiler l'ambassadeur n'eut absolument aucun effet sur les actions du Hezbollah et le tuer n'en aurait probablement pas eu beaucoup plus. Cette tentative de le supprimer était intervenue trop tard : l'armée hétéroclite de chiites déshérités que Mohtashamipour avait commencé de constituer dix ans plus tôt était alors devenue une organisation imposante. Le Hezbollah n'était pas la force combattante d'un seul homme – c'était un mouvement[46]. L'énorme entreprise qu'avait lancée Mohtashamipour au Liban était déjà en marche, elle avait enrôlé des milliers de jeunes chiites ainsi que la majorité du très important clergé chiite du pays.

Israël devait compter désormais avec un puissant adversaire qui était à la fois une force supplétive de l'Iran et un mouvement social légitime et enraciné.

Les religieux du Hezbollah, opérant pour la plupart dans les villages chiites du Sud-Liban où ils résidaient, savaient combiner la ferveur religieuse messianique et fanatisée avec un nouveau type de patriotisme libanais, centré sur le renforcement des chiites et la haine de l'occupant sioniste.

Au stade de la fondation du mouvement, le plus éminent de ces chefs religieux locaux était le cheikh Ragheb Harb, imam de Jibchit, une ville moyenne du Sud-Liban. Ce brillant homme de Dieu au regard farouche avait été formé à la foi dans la ville sainte de Nadjaf, en Irak, où Khomeiny avait vécu l'essentiel de son exil d'Iran et, au retour de celui-ci, il s'était chargé de diffuser la propagande du Hezbollah et de prêcher dans le sud du pays.

Harb était un religieux, pas un combattant, mais des témoignages à son sujet remontèrent jusqu'à Meir Dagan qui affirmait qu'« il [Harb] devenait une importante autorité religieuse dans le Sud et appelait constamment à lancer des attaques contre Israël et les Israéliens ».

Dagan demanda l'autorisation de l'éliminer. Sans avoir jamais pris part à des actions terroristes contre Israël, le religieux multipliait constamment les incitations et, en ces années-là, embourbé dans sa bataille contre le Hezbollah et se sentant impuissant, Israël accueillait favorablement toute idée d'action. Dagan envoya deux agents libanais qu'il avait déjà sollicités dans des opérations passées du Front de libération du Liban des étrangers, le mouvement de guérilla par procuration qu'il avait lui-même créé[47]. Dans la nuit du vendredi 16 février, deux jours après l'explosion à l'ambassade d'Iran destinée à tuer Mohtashamipour, Harb regagnait son domicile de Jibchit. Les deux agents libanais l'attendaient à un tournant de la route et, quand il ralentit, criblèrent sa voiture de balles en s'assurant que le jeune dirigeant soit bien mort.

Harb fut immédiatement intronisé au rang de martyr. Dans les écoles religieuses de Qom, des prières se tinrent en sa mémoire et le Grand Ayatollah Hossein Ali Montazeri, l'un des religieux les plus éminents d'Iran, envoya à ses collègues chiites du Liban un télégramme de condoléances célébrant les hauts faits de Harb[48]. Pour marquer le centième jour de son décès, un timbre postal fut émis à sa mémoire. Son portrait apparut au-dessus des photos de tous les autres martyrs dont le nombre augmentait progressivement au fil des ans. Sa déclaration défendant le rejet de tout contact de quelque nature que ce soit avec les Israéliens – « une prise de position est une arme et une poignée de main une reconnaissance » – est restée depuis lors la devise cardinale du Hezbollah.

Entre-temps, Dagan visait aussi Mohammed Saad, l'un des proches collaborateurs de Harb et une autre éminente figure chiite du Sud. Saad prenait fréquemment part aux activités de harcèlement armé contre Israël et avait amassé un stock considérable d'armements et d'explosifs dans la *hussainia*, un lieu de prière

distinct de la mosquée dont il avait la responsabilité dans le village de Marakah. Le 4 mars 1985, des agents de Dagan firent sauter la cache d'armes de Saad. Ses hommes et lui furent tués dans l'explosion avec treize autres activistes.

La tentative d'attentat contre Mohtashamipour et l'élimination de Harb et Saad sont très révélatrices des difficultés opérationnelles que rencontrait Israël en affrontant le Hezbollah. D'ordinaire, pour ses assassinats ciblés, le Mossad faisait en sorte qu'ils soient « bleu et blanc » (les couleurs du drapeau israélien) ou menés par des agents israéliens, mais pour les exécutions de Harb et Saad, on avait eu recours à des agents locaux, et pour tenter de se débarrasser de Mohtashamipour l'agence avait dû employer la méthode du colis piégé pourtant jugée depuis longtemps inefficace et susceptible de blesser des tiers innocents. Ces trois victimes n'étaient pas non plus des commandants du Hezbollah. Quant à la cible principale, Imad Moughniyeh, on ne détenait presque aucune information sur son compte.

La tentative d'éliminer la « boussole spirituelle » de l'organisation, trois jours plus tard, n'eut pas davantage de succès. Le 8 mars 1985, une voiture piégée explosait à Beyrouth près du domicile du cheikh Fadlallah.

Fadlallah était indemne, mais quatre-vingts personnes avaient été tuées et deux cents blessées, en majorité des fidèles de la mosquée où il prêchait[49]. Quelques gardes du corps y avaient aussi laissé la vie, parmi lesquels le frère d'Imad Moughniyeh, Jihad.

Pourtant, Israël ne cessa pas de tenter de résoudre son problème libanais au moyen des assassinats ciblés[50]. En 1986, le renseignement découvrit qu'Ahmed Djibril, le commandant du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, faction dissidente du FPLP, travaillait avec le Hezbollah qu'il secondait. Sur la base de cette information couplée au désir qu'avait Israël depuis longtemps de l'éliminer, Shamir signa son feuillet rouge. La collecte de renseignements fut très laborieuse. Par la suite, on put établir que Djibril se rendait souvent au siège de son organisation, situé dans un dédale de grottes à Naameh sur la côte méditerranéenne, au nord de la frontière libanaise avec Israël. La

nuit du 8 décembre 1988, Tsahal lança une opération terrestre d'envergure visant à tuer Djibril et à détruire ce réseau de grottes.

L'opération Bleu et Brun (Kachol Ve'hum) fut un fiasco calamiteux. Les renseignements sur la zone cible étaient dangereusement incomplets. Les soldats tombèrent sur des obstacles naturels inattendus et un poste de guet dont ils ignoraient tout les avait repérés, les privant de l'effet de surprise.

L'un des commandants de l'escadron, un lieutenant-colonel, fut tué. Quatre soldats s'égarèrent et durent être plus tard exfiltrés au moyen d'une opération aérienne complexe. En outre, un chien dressé chargé d'explosifs qui était censé entrer en courant dans l'une des grottes fut effrayé par les coups de feu et détala. Le Hezbollah retrouva plus tard l'animal, découvrant ainsi l'existence de la brigade canine Sting (Oketz) secrète de l'armée. Et surtout, le plus embarrassant, Ahmed Djibril n'était même pas présent cette nuit-là[51].

À la fin des années 1980, le Hezbollah détenait de bien meilleurs moyens de renseignement, élément décisif dans une guerre de harcèlement. L'une des raisons de l'absence de renseignements suffisants du côté israélien tenait au fait que le mouvement offrait aux chiites du Liban opprimés et aux abois une communauté et une cause. Chaque attentat contre l'organisation resserrait les rangs de ses partisans en renforçant à leurs yeux le clivage entre les bons et les méchants. C'était aussi ce qui compliquait le recrutement par Israël de sources de renseignement humain, sur le terrain[*1]. Les chiites acceptant de travailler pour de l'argent se faisaient de plus en plus rares. Personne n'avait envie de trahir le Hezbollah[52].

Imad Moughniyeh savait se servir de son intelligence supérieure à des fins dévastatrices. Soutenu par les Gardiens de la Révolution et le ministère du Renseignement, il affûta et perfectionna les tactiques de l'organisation sur son théâtre d'opérations. Les bombes humaines et les mines en bord de route ainsi que des embuscades montées avec soin faisaient des ravages parmi les forces importantes et peu maniables de Tsahal. Le prix de l'absence presque totale d'informations sur les milices chiites se payait du sang des soldats israéliens. Entre 1984 et 1991, il y eut 3 245

opérations lancées contre Tsahal et l'Armée du Liban Sud (ASL), la milice libanaise pro-israélienne mise sur pied par les Israéliens[53]. La plupart étaient conduites par l'organisation chiite. Lors de ces attaques, 98 soldats israéliens et 134 alliés libanais périrent, 447 Israéliens et 341 Libanais furent blessés. On découvrit que deux soldats disparus au combat avaient également été tués.

Exaspérés par leur position de faiblesse, en 1991, les agents du renseignement israélien se mirent à rechercher ce qu'ils appelaient le *tiebreak*, le jeu décisif, l'attaque symbolique qui secouerait le Hezbollah jusque dans ses fondements et redonnerait l'avantage à l'État hébreu.

---

*1. Le Renseignement d'Origine HUMaine (ROHUM) a pour source un individu sur le terrain, et se distingue du renseignement technique (SIGINT). (*N.d.T.*)

22.

L'ère du drone

Les imams du village de Jibchit commencèrent d'appeler les fidèles à la *hussainia* à dix heures du matin. La *hussainia* est une salle commune chiite, un nom inspiré de celui de l'imam Hussein, le fils d'Ali, cousin du prophète Mahomet et fondateur de l'islam chiite. Les chiites croient qu'Ali était le véritable héritier de Mahomet et que son héritage fut brutalement usurpé par les sunnites. Le chiisme devint une secte opprimée et discriminée. Dans la *hussainia*, ils procédaient à leurs rites religieux en secret par crainte des sunnites.

Ce jour-là, à Jibchit, le secret n'était plus nécessaire. L'Iran était devenu le premier pays au monde gouverné par le clergé chiite. Au Liban, le Hezbollah chiite extrémiste fondé par l'Iran constituait la force politique et militaire dominante. La *hussainia* de Jibchit attenante à l'imposante mosquée du village, dans la rue principale, avait été rénovée, agrandie et ses murs revêtus d'un marbre blanc éclatant.

Pendant sept ans, l'appel avait retenti dans les haut-parleurs des minarets de la mosquée, tous les 16 février, jour anniversaire de la mort du cheikh Ragheb Harb, le premier chef spirituel du Hezbollah au Sud-Liban. En l'assassinant en 1984, Israël avait involontairement créé un martyr et les chefs et commandants du Hezbollah effectuaient un pèlerinage annuel jusqu'à son monument commémoratif avant de prendre part à un meeting politique.

À dix heures trente, la rue principale était envahie par une foule d'hommes et de femmes, qui tous s'étaient interrompus dans ce qu'ils faisaient, avaient fermé à clef leur maison, leur boutique ou leur bureau et s'étaient dirigés vers la *hussainia*. Ils s'avançaient à pas lents, en suivant deux 4 × 4 Range Rover, un gris et un noir, apparemment une escorte de sécurité du Hezbollah.

À environ trois mille mètres au-dessus des rues de Jibchit, une caméra embarquée dans le nez d'un petit aéronef silencieux décrivit un panoramique sur toute la longueur de la procession. Il n'y avait pas de pilote à bord, mais un opérateur contrôlait l'engin depuis un centre de commande dans une caravane équipée à la frontière nord d'Israël. Les images de la caméra étaient diffusées en haute résolution et en temps réel sur un écran de la petite salle de contrôle donnant sur une roseraie à l'extérieur du ministère de la Défense, à Tel Aviv. En 1992, c'était une merveille de technologie : un drone qui guidait les yeux d'Israël vers une cible de surveillance sans risquer la vie d'aucun personnel israélien.

La caméra du drone continua sur toute la longueur de la procession. En fin de cortège, quatre véhicules étaient nettement visibles – deux Range Rover et deux berlines Mercedes. À Tel Aviv, des officiers de renseignement suivaient ces quatre véhicules qui s'écartèrent de la foule, passèrent devant la *hussainia* et s'arrêtèrent sur un parking derrière le bâtiment.

« Nous le tenons », s'écria l'un des analystes qui regardaient la retransmission vidéo. À trois cent vingt kilomètres de là, des agents avaient un champ dégagé sur la cible. « Subitement, indiquait un rapport interne ultérieur de cette matinée, la piste d'une proie était dans l'air[1]. »

Depuis l'offensive initiale de la guerre du Kippour qui avait pris les Israéliens complètement par surprise, le major général Benjamin « Benny » Peled, commandant en chef de l'armée de l'air israélienne, était demeuré hanté par cet échec. Au début de la guerre de 1973, l'armée de l'air s'était vu allouer plus de la moitié du budget de la défense et pourtant elle s'était complètement effondrée face à l'attaque initiale égypto-syrienne. Peled attribuait l'une des

principales raisons de cet échec au fait que d'importants renseignements lui étaient parvenus trop tard. S'il avait su que les forces égyptiennes se lançaient – s'il avait pu voir leurs préparatifs en temps réel –, ses propres forces auraient été en mesure de riposter.

Au lendemain de cet assaut, le commandant en chef de l'armée de l'air décida de développer un réseau de communications secrètes et de systèmes de collecte de renseignements en temps réel. Il serait conçu pour servir l'armée de l'air indépendamment des « Verts » (ainsi que les « Bleus » de l'aviation appelaient avec un peu de condescendance les forces au sol en raison de leurs ternes uniformes olive). Utiliser des avions à cette fin aurait été l'option évidente, mais c'était compliqué, en raison d'un autre traumatisme de la guerre du Kippour : l'armée de l'air avait perdu plus du quart de ses avions de guerre et une bonne partie du reste était endommagée et inutilisable en mission[2]. Qui plus est, nombre d'aviateurs qui jusqu'alors avaient joui d'une aura d'invincibilité avaient été abattus, faits prisonniers ou tués.

Mais si des avions n'avaient plus besoin de pilotes ? Pas plus que de ces systèmes de munitions à plusieurs millions de dollars ? Et si, se demandait Peled, l'aviation pouvait piloter à distance des aéronefs plus petits et moins chers uniquement équipés de caméras et de relais de communications ?

Dix ans plus tôt, alors qu'il dirigeait le département des armements, il avait été le premier à introduire des drones dans l'armée de l'air, même si à l'époque l'idée paraissait encore saugrenue[3]. Il s'inquiétait de l'acquisition par les forces arabes de missiles antiaériens sol-air de fabrication soviétique et en conséquence « voulait remplir les airs de leurres qui seraient très peu chers et présenteraient la même signature sur les écrans radars de l'adversaire ». Ces aéronefs sans pilote, version israélienne perfectionnée d'une invention américaine, étaient lancés par des fusées et, pour le retour au sol, éjectaient un parachute qu'un hélicoptère repêchait au moyen de longues perches fixées à son fuselage. Plus tard, ces drones furent aussi équipés de caméras.

Mais après la guerre de 1973, Peled parvint à la conclusion que cela ne suffisait pas. Les systèmes de lancement et de récupération étaient coûteux, peu pratiques et dangereux. Le traitement des films exposés était aussi très lent. Des heures s'écoulaient entre la prise des clichés, le développement des films et le transfert final des images aux analyses du renseignement[4].

Et c'est ainsi qu'après la défaite de 1973 un nouveau type de drone fut mis au point[5]. Cet engin pouvait décoller et atterrir de façon autonome, il était contrôlé depuis un centre de commande dans une caravane et ses caméras transmettaient des images vidéo en temps réel. En 1982, ces drones étaient une composante essentielle qui fournissait des renseignements en temps réel à la hiérarchie de l'armée de l'air dans Canary, le poste de commandement souterrain situé au centre de Tel Aviv. Ils jouèrent aussi un rôle capital dans la mise hors de combat des batteries de missiles antiaériens syriennes au Liban.

Le drone qui avait ciblé ces défenses syriennes était le premier modèle du Scout (sous l'appellation Zahavan en Israël), fabriqué par Israel Aerospace Industries. Espérant convaincre les États-Unis de coopérer au développement de cet aéronef, l'armée de l'air israélienne voulait démontrer aux Américains toute l'efficacité de ses avions miniatures sans pilote. Quand le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger effectua une tournée au Moyen-Orient – d'abord à Beyrouth, puis à Tel Aviv –, il rencontra les hauts responsables de Tsahal et du ministère de la Défense. On lui montra ensuite une vidéo prise par un drone israélien de son arrivée à Beyrouth et des mouvements de son cortège de voitures dans la capitale libanaise. Weinberger n'apprécia guère d'avoir été ainsi surveillé, mais les membres de son entourage furent très impressionnés par cette technologie[6].

La visite du secrétaire d'État ouvrit la voie à un énorme contrat entre Israel Aerospace Industries et le Pentagone pour la vente de cent soixante-quinze aéronefs sans pilote Scout dans leur version améliorée qui, aux États-Unis, reçurent l'appellation Pioneer. Ils furent utilisés par l'US Navy, les Marines et l'US Army jusqu'en 2007.

Au fil des ans, ils reçurent diverses améliorations pour leur permettre d'embarquer plus de carburant et moderniser leurs caméras. En 1990, Israël équipa sa flotte de lasers afin qu'ils puissent émettre un faisceau lumineux et indiquer une cible statique à des avions de guerre.

Les optimisations successives de ces drones faisaient partie de plus vastes avancées technologiques de Tsahal qui, à la fin des années 1980, investit d'importantes ressources pour acquérir et développer des munitions de précision – des bombes « intelligentes » capables de toucher leur cible avec plus d'exactitude, les rendant plus efficaces et moins susceptibles de causer des dommages collatéraux. Le processus passa à la vitesse supérieure quand Ehud Barak, lui-même féru de technologie, qui voulait bâtir « une armée de petite taille mais intelligente », devint chef d'état-major en 1991 et fut effectivement en position de façonner la machine de guerre israélienne pour les décennies à venir. Sous sa direction, les hélicoptères d'attaque Apache des forces aériennes furent dotés de missiles Hellfire à guidage laser.

Au même moment, une réunion entre les chefs du département des opérations de l'armée de l'air et Arieh Weisbrot, commandant de la première unité de drones de l'aviation, l'Escadrille 200, proposa l'idée révolutionnaire de combiner toutes ces avancées technologiques dans le cadre d'un processus unique en cinq étapes, créant ainsi une méthode particulièrement mortelle d'assassinat ciblé.

Première étape, le drone suivrait à la trace une cible mouvante, personne ou véhicule. Deuxième étape, le drone transmettrait une image de la cible directement au commandement opérationnel, fournissant une liaison en temps réel avec les preneurs de décision jusqu'à l'ordre de tir. Troisième étape, le drone marquerait la cible au moyen d'un rayon laser qui pourrait être repéré par le détecteur de laser d'un hélicoptère Apache – une étape appelée le « passage du témoin », de la phase de collecte de renseignement à la phase opérationnelle. Quatrième étape, le laser de l'Apache marquerait la cible sur laquelle se verrouillerait un missile Hellfire. Cinquième étape, le pilote de l'Apache tirerait le missile et détruirait la cible.

Combiner et synchroniser les deux systèmes – le renseignement et les opérations – constituait une percée majeure[7]. Les drones s'étaient déjà révélés précieux dans la collecte d'information. À présent ils avaient évolué d'un rôle de soutien à celui d'un outil de combat direct.

L'escadrille 200 débuta l'entraînement avec les pilotes d'Apache de l'Escadrille 113, l'escadrille « Wasp », fin 1991. Dans l'armée de l'air, il y avait des sceptiques, notamment parmi les pilotes entraînés à des techniques de combat spécifiques qu'ils pratiquaient de longue date. Aux yeux de certains, l'idée que des robots volants puissent être efficaces dans la guerre paraissait grotesque.

Pourtant, en décembre 1991 ils tentèrent un certain nombre d'exercices de tir à blanc en prenant pour cibles des véhicules sur des routes israéliennes. Trois des quatre drones furent lancés sur un véhicule sélectionné au hasard pour qu'ils le pistent avec leurs caméras en transmettant toutes les données à la caravane de contrôle. Ensuite, le véhicule était « illuminé » au moyen d'un rayon laser et rejoint au bout de quelques kilomètres de traque par deux Apache, puis l'ensemble de l'équipe s'exerçait au « passage du témoin », lorsque les capteurs des Apache se verrouillaient sur le faisceau laser du drone[8]. Au moment où l'Apache signalait que la cible était acquise, l'exercice prenait fin.

Toutefois, simuler des tirs de missiles contre des voitures sur une route amie était une chose. Tuer une cible mobile en territoire hostile en était une autre.

En octobre 1986, lors d'une mission de bombardement de routine au Sud-Liban, une bombe larguée par un F-104 Phantom explosa trop tôt et arracha l'une des ailes du chasseur-bombardier. Les deux aviateurs s'éjectèrent et atterrirent en territoire ennemi. Le pilote fut secouru par un hélicoptère Cobra de l'armée de l'air, après être resté un moment suspendu à son train d'atterrissage sous le feu des miliciens du Hezbollah. Il fut impossible de localiser le navigateur, Ron Arad[9].

Les Israéliens attachent une grande importance à l'injonction religieuse de rédemption des captifs et c'est une obsession chez eux

que de tenter tout leur possible et au-delà pour ramener au bercail les disparus au combat et les prisonniers de guerre[10]. Perdre un aviateur et le laisser entre les mains du Hezbollah en territoire hostile était un coup terrible.

Dès lors, sans surprise, les recherches pour retrouver Arad furent massives, la plus vaste opération de sauvetage de l'histoire israélienne. Un officier du Mossad qui fut engagé dans l'opération Body Heat (Hom Haguf), nom de code de cette tentative pour retrouver Arad, me confirmait qu'il s'était agi de « la plus grande opération de recherche jamais conduite dans l'histoire moderne pour un seul individu[11]. Rien n'a été négligé, toutes les sources imaginables ont été sollicitées, tous les pots-de-vin possibles ont été versés, nous avons épluché la moindre bribe d'information ».

Tout cela n'aboutit à rien. D'année en année, Arad était sans cesse transféré d'une milice à une autre. En 1989, trois ans après sa disparition, dans le but de localiser l'aviateur, Israël enleva deux cadres subalternes du Hezbollah[12]. L'un des deux, Abdel-Karim Obeid, était l'homme qui avait été nommé pour succéder au cheikh Ragheb Harb comme principal religieux du Sud-Liban après la mort de ce dernier. Leur interrogatoire ne révéla rien et le Hezbollah réagit par l'indifférence à l'offre d'engager des négociations en vue d'un échange.

Les recherches pour récupérer Arad furent partiellement entravées par des erreurs et des omissions ainsi que par la simple malchance. Toutefois, ces tentatives inlassables mirent surtout en lumière l'inaptitude israélienne à pénétrer le Hezbollah ou les agences de renseignement iraniennes qui apportaient leur soutien à l'organisation.

Plus largement, la milice qui se livrait désormais à des actions sophistiquées de guerre de harcèlement orchestrées par son chef militaire, Imad Moughniyeh, infligeait des pertes et portait gravement atteinte au moral de Tsahal. Enfin, à l'été 1991, la direction de l'AMAN mit au point un plan pour faire pencher la balance en faveur d'Israël : on enlèverait le secrétaire général du Hezbollah, Hussein Abbas el-Moussaoui, ou l'un de ses deux adjoints, et on les retiendrait en otages jusqu'au retour de Ron Arad. L'autre objectif

concomitant serait de monter « une opération emblématique qui aurait des répercussions et démontrerait clairement qui était véritablement maître de la situation », pour citer les propos de l'un des officiers israéliens concernés[13].

Moussaoui était l'un de ces chiites déshérités que les Iraniens avaient commencé d'organiser dans les années 1970. Il avait aussi suivi un entraînement à la guerre de harcèlement dans le camp de la Force 17 (OLP) avant d'embrasser la foi et de consacrer des années à étudier la théologie de l'islam chiite, d'abord au Liban puis dans les écoles musulmanes de Nadjaf, en Irak, dirigées par des disciples de Khomeiny, dans le respect de ses principes religieux. Sa vivacité d'esprit, son excellente mémoire et sa loyauté envers Khomeiny qui n'avaient d'égal que son fanatisme en firent bientôt une autorité religieuse réputée en Irak et au Liban, ce qui l'amena à devenir l'un des fondateurs du noyau dur du Hezbollah. Selon les informations recueillies par les Israéliens, Moussaoui était impliqué dans les décisions qui avaient permis à Imad Moughniyeh de lancer sa campagne d'attentats-suicides contre les États-Unis et Israël. Il croyait que l'un des premiers objectifs du Hezbollah, sans être pour autant le principal, devait être l'expulsion de Tsahal par les moyens de la guerre de harcèlement. « L'avenir appartiendra à la résistance [contre l'occupation israélienne], déclarait-il régulièrement dans ses prêches, lorsque nous vaincrons l'arrogance [des Israéliens]. Ce n'est qu'une question de temps[14]. » En mai 1991, il devint secrétaire général du Hezbollah, désormais la plus grande puissance politique et militaire du Liban.

D'emblée, il était clair qu'une opération d'enlèvement à Beyrouth serait excessivement ardue, si ce n'est impossible. Les efforts se concentrèrent plutôt sur l'obtention d'informations relatives à une visite prochaine de Moussaoui au Sud-Liban, plus près de la frontière israélienne où il serait plus aisé de s'emparer de lui.

Le chef des opérations de la section antiterroriste de la division de recherche de l'AMAN, le lieutenant-colonel Moshe Zarka, eut l'idée de se concentrer sur le village de Jibchit où, sept ans auparavant, le 16 février 1984, des agents israéliens avaient éliminé Ragheb Harb.

Ce village était situé au sud du pays, ce qui en faisait un site d'intervention bien plus commode que Beyrouth qui abritait le quartier général du Hezbollah.

Le 12 février 1991, l'AMAN reçut l'information attendue : comme c'était devenu la tradition, le Hezbollah tiendrait un grand rassemblement politique pour l'anniversaire de la mort du cheikh Harb[15]. De hauts dignitaires de l'organisation assisteraient à cette manifestation, parmi lesquels le secrétaire général Moussaoui et le commandant des Gardiens de la Révolution iranienne au Liban.

Le plan initial visait simplement à réunir des renseignements, à étudier la manifestation et à planifier un enlèvement pour l'année suivante. C'était un point essentiel, en raison de la médiocrité du renseignement israélien sur le Hezbollah à l'époque. En fait, lors d'une réunion de planification, il apparut clairement que personne dans la pièce ne connaissait les moindres rudiments des rites commémoratifs chiites – par exemple, quand on rend visite à la veuve ou à quel moment les hommes se réunissent dans la *hussainia*[16]. (Un lieutenant-colonel qui avait rédigé sa thèse de doctorat sur le Hezbollah fut prié d'apporter ces explications.) Le général de brigade Dani Arditi, chef de la Direction des opérations spéciales (SOE), était catégorique : muni d'aussi maigres renseignements, il ne pouvait en aucun cas recommander une mission d'enlèvement immédiat[17]. En revanche, il soutenait pleinement l'idée de préparatifs pour la réunion de l'année suivante, à Jibchit.

Le major général Uri Sagie, chef de l'AMAN, se voulait plus ambitieux. « Le SOE n'a pas envie d'y aller, dit-il lors d'une réunion de commandement de l'AMAN le 13 février[18]. J'accepte la proposition de mise en place d'un modèle de collecte de renseignement, mais ne nous interdisons pas toute réflexion opérationnelle. Nous allons en effet élaborer un modèle de collecte de renseignement, mais avec une "traîne opérationnelle". Plaçons quelques hélicoptères en alerte pour une attaque. »

À ce stade, un malentendu déterminant s'insinua dans les esprits[19]. Le général de brigade Doron Tamir, principal officier

responsable du renseignement après Sagie dans la hiérarchie, répondit qu'il considérait la référence à une « traîne opérationnelle » comme faisant simplement partie d'un modèle de collecte de renseignement. « Les hélicoptères décolleront et répéteront l'acquisition de l'objectif, mais en aucun cas ils n'ouvriront le feu, insista-t-il. C'est juste un exercice à blanc. » Les personnes censées évaluer les risques et les répercussions d'une opération le pensaient aussi – raison pour laquelle elles ne préparèrent pas ces évaluations.

En revanche, Sagie et ses proches collaborateurs, ainsi qu'Ehud Barak, le chef d'état-major, avaient tout autre chose en tête. Pour eux, la « traîne opérationnelle » – des hélicoptères en vol armés de missiles Hellfire à guidage laser – maintiendraient ouverte l'option de tuer Moussaoui.

Cela ne faisait pas partie du plan originel, mais maintenant que l'opportunité venait de se présenter, la tentation était tout simplement trop grande : éliminer un ennemi tenace tout en employant un protocole d'assassinat totalement inédit en utilisant des drones et des missiles. C'était précisément ce que voulait montrer Ehud Barak, qui venait d'être porté aux nues par les médias pour son cinquantième anniversaire : une Tsahal légère, intelligente et meurtrière en action.

Ainsi, il s'était donc involontairement créé deux plans parallèles, sans que personne s'en soit rendu compte[20].

Le vendredi 14 février, la section antiterroriste de l'AMAN diffusa son compte rendu qui stipulait clairement que l'opération Night Time n'était destinée qu'à réunir des renseignements en vue d'un enlèvement ultérieur. Le compte rendu contenait les précisions suivantes : « Le convoi de Moussaoui comprend généralement de trois à cinq véhicules[21]. Sur ce total, il y a deux ou trois véhicules d'escorte en tête et en queue de convoi. Celui dans lequel il circule est une Mercedes 280 ou 500. Sa place dans le convoi n'est pas fixe. Il est parfois dans la première voiture derrière l'escorte de tête et parfois dans le deuxième ou le troisième. Les autres sont des Range Rover. »

Le même jour, la branche renseignement de l'armée de l'air émettait ses propres ordres indiquant un plan entièrement différent : « Les unités de la branche renseignement et l'AMAN vont procéder à un modèle de collecte de renseignement sur zone d'exécution. Par la suite, en fonction des renseignements recueillis, l'opération passera au stade de l'attaque. »

C'était une contradiction dangereuse, une première unité se préparant à une attaque que l'autre n'avait pas véritablement planifiée[22]. Pourtant, l'opération restant encore officiellement un exercice, elle ne fut pas inscrite au programme de la réunion hebdomadaire censée examiner les « opérations et sorties », auxquelles assistaient le ministre de la Défense et le chef d'état-major. Le ministre de la Défense Moshe Arens était même dans l'ignorance totale de l'existence d'une opération Night Time.

Ce vendredi soir, quelques heures seulement après l'émission de ces ordres contradictoires par les responsables, une escouade de combattants du Jihad islamique s'introduisit dans un terrain de campement de l'armée. De toutes nouvelles recrues en plein exercice d'entraînement étaient endormies dans leurs tentes. Les jihadistes en tuèrent trois à coups de couteau, de hache et de fourche. Annonçant cette attaque à la fin du shabbat, Haim Yavin, le principal présentateur de la seule chaîne de télévision du pays, l'appela la Nuit des Fourches.

Le moral de la nation était à son plus bas.

Le dimanche, jour du passage à l'action, la petite salle d'opérations de l'AMAN ouvrit ses portes à sept heures[23] du matin. Tout le monde se serra à l'intérieur : Arditi, le chef du SOE et des représentants du département de collecte de renseignement, l'Unité 8200, la section antiterroriste, l'unité des drones et la branche renseignement de l'armée de l'air. Les opérateurs des drones étaient quant à eux dans une caravane stationnée près de la frontière libanaise.

L'agent de l'Unité 504 qui avait fourni le tuyau au sujet de la présence de Moussaoui à la manifestation signala que la cible avait quitté Beyrouth. D'autres informations arrivèrent en salle

d'opérations indiquant qu'« un convoi d'activistes avait quitté Beyrouth ce matin et qu'un "VIP" était arrivé dans le Sud ». Rien de tout ceci n'apportait la confirmation que le principal intéressé se trouvait bien à Jibchit, mais cela paraissait vraisemblable.

Vers dix heures, les haut-parleurs du village diffusèrent les premiers appels à la population à se réunir au lieu de rassemblement pour la manifestation commémorative, la *hussainia*. À dix heures trente, l'écran de la salle d'opérations affichait les images relayées par le drone d'une procession de masse se dirigeant vers le site. Une mosquée était attenante à la *hussainia* et son minaret élancé était clairement visible à l'écran. La procession avançait lentement derrière un certain nombre de véhicules, apparemment une escorte de sécurité du Hezbollah. La caméra du drone balaya la procession. En fin de colonne, il y avait deux Range Rover et deux Mercedes. « Nous le tenons ! », s'exclama Zarka[24].

Vers midi, le chef d'état-major Ehud Barak regagna son bureau, maussade et furieux. Il avait été convoqué à Jérusalem le matin même pour témoigner devant le cabinet de sécurité au sujet de la Nuit des Fourches.

« Trois terroristes nous ont déshonorés », éructa-t-il avec colère. Il reçut une brève mise à jour sur l'opération Night Time, puis se rendit dans la salle d'opérations de l'AMAN. Il regarda attentivement les images du drone.

Le moment était singulier. Pour la première fois, un commandant dans son quartier général pouvait voir de ses propres yeux le chef d'une organisation terroriste en temps réel, avec la possibilité d'agir en se fondant sur ces images.

Sagie se tenait debout à côté de lui, les deux hommes avaient le visage fermé, tendu. D'après leur comportement, il était clair que l'objectif d'origine de l'opération Night Time – simple collecte de renseignement – avait été complètement mis de côté. D'autres dans la salle eurent l'impression que les deux commandants étaient désireux de passer à l'étape élimination. Ils attendaient seulement la confirmation que Moussaoui était bien à Jibchit, information qu'ils pourraient apporter au ministre de la Défense afin d'obtenir son aval.

Barak pria un collaborateur de tenir le secrétaire militaire du ministre informé de la situation[25]. « Préparez Moshe Arens, lui dit-il, à la possibilité qu'il reçoive une demande de feu vert pour une opération. » C'était la première fois que quelqu'un prenait la peine d'informer le ministre sur l'opération Night Time.

Sagie prit Zarka à part. « Qu'en penses-tu ? Devons-nous attaquer ? lui demanda-t-il. Nous avons une occasion en or de le supprimer, là.

— Oui, répondit l'autre. Mais sache que nous allons monter d'un cran dans la lutte contre le Hezbollah[26]. »

La cérémonie à la *hussainia* s'acheva un peu après treize heures. La masse des fidèles en sortit et se dirigea vers le cimetière où le cheikh Harb était inhumé, un court trajet à pied. À treize heures dix, le chef de la division recherche, Kuti Mor, convoqua une réunion urgente de ses cadres pour arrêter la position de la division.

Ils s'opposaient unanimement à l'élimination de Moussaoui[27]. Ils estimaient à tout le moins qu'il convenait d'ouvrir une discussion de fond sur le sujet avant d'agir. Moussaoui était une figure religieuse, le chef d'une organisation politique qui était dotée d'un bras armé, argumenta un lieutenant-colonel. Par le passé, Israël s'était abstenu de s'attaquer à de telles personnalités. En outre, le Hezbollah n'était pas l'œuvre d'un homme seul et Moussaoui n'était pas le plus extrémiste de ses dirigeants. Il serait remplacé, peut-être par quelqu'un de plus radical.

Pendant la réunion, on tendit une note à Mor. Il la lut, puis déclara aux participants : « C'est un bulletin de Radio Liban qui indique qu'Abbas Moussaoui s'est adressé à la foule rassemblée, à Jibchit, aujourd'hui. » Un murmure parcourut la salle. Ils avaient maintenant la certitude que Moussaoui était bien sur place, avec une probabilité élevée qu'il se trouve dans le convoi. Mais il subsistait un doute, et Mor insista sur ce point. Les questions qui se posaient maintenant étaient celles-ci : à l'intérieur de quelle voiture se trouvait-il ? Et y avait-il des représentants du gouvernement libanais ou iranien à bord avec lui ?

Personne ne se demanda si son épouse et son enfant se trouvaient aussi en sa compagnie.

L’un des officiers de Mor appela la division des gardes du corps des personnalités, au Shin Bet. « Supposons que vous soyez chargé de la protection du Premier ministre, demanda-t-il, et qu’il y ait quatre voitures dans le convoi. Dans laquelle le mettriez-vous ? » Il y eut un bref conciliabule au Shin Bet et ils donnèrent leur réponse : très certainement dans la troisième[28].

C’était seulement une supposition et même si Moussaoui avait pris place dans la troisième voiture, personne ne savait néanmoins clairement qui aurait pu monter avec lui. Mor ne pouvait recommander de tirer des missiles sur un objectif avec autant d’inconnues à la clef. « Il est impossible d’attaquer », conclut-il, en levant la séance.

Sagie entra dans la pièce immédiatement après. Les relations entre les deux hommes étaient déjà tendues en raison d’autres problèmes et Mor ne mâcha pas ses mots. « La boucle du renseignement n’est pas bouclée, le prévint-il. Il y a trop d’inconnues. L’opinion de la majorité, ici, c’est qu’il n’y a pas de marge de manœuvre pour une mise en œuvre. Je ne peux pas recommander une attaque. »

Sagie se leva, avec un sourire. « Nous verrons. » Il ressortit brusquement et, avec le chef d’état-major Ehud Barak, alla tout droit informer le ministre de la Défense Moshe Arens.

Sagie dit d’abord à ce dernier qu’il n’avait aucun doute sur la présence de Moussaoui dans le convoi. Il était possible que d’autres personnes soient avec lui, peut-être un ministre libanais. Si Israël devait tuer un membre du gouvernement de Beyrouth, les retombées seraient cuisantes, « mais tant sur la base de l’analyse des circonstances que de notre intuition, ce n’est pas la conclusion la plus rationnelle ». Tuer Moussaoui, conclut-il, comportait très peu de risques.

Arens était partagé. D’un côté, il se voyait offrir l’opportunité d’éliminer un dirigeant ennemi qui était de son point de vue un terroriste notoire. De l’autre, on lui enjoignait de prendre une décision immédiate – Moussaoui pouvait repartir de ce village d’une

minute à l'autre et il ne restait plus beaucoup de temps avant la tombée du jour –, sans avoir le temps d'examiner la question de façon détaillée. Si une erreur s'était glissée, si les renseignements n'étaient pas fiables ou si le moindre grain de sable ou imprévu avait été sous-estimé, cela risquait d'être désastreux. Il se tourna vers Ehud Barak.

« Nous parlons du chef d'une organisation terroriste et d'un ennemi emblématique. Il pourrait s'écouler beaucoup de temps avant qu'une occasion pareille ne se représente, argumenta ce dernier. Et même si elle se représente, elle pourrait être assortie de tant de circonstances qui nous empêcheront de l'exécuter pour des raisons politiques. Nous tenons là une opportunité unique, c'est la seule et unique. »

Arens garda le silence un instant. « Tuer une personne qu'on n'était pas obligé de tuer, dit-il, c'est un désastre.

— Monsieur le ministre, intervint Sagie, mon intuition de commandant me souffle que nous devons agir. »

Barak, qui avait toujours eu un sens aigu de ce qui parle aux gens, décida de tenter une autre approche : il convia Arens, ingénieur aéronautique de profession, à se joindre à eux en salle d'opérations pour découvrir par lui-même les images du drone. Le ministre accepta et promit d'arriver sans tarder. Dans l'intervalle, il demanda à son secrétaire militaire, le général de brigade Yeremi Olmert, d'appeler le Premier ministre Yitzhak Shamir. Il était quatorze heures trente-cinq et Arens s'entendit répondre que Shamir était à son domicile et qu'il faisait une sieste après un déjeuner préparé par son épouse, comme il le faisait tous les jours.

Il ne pouvait prendre de décision sans l'approbation du Premier ministre. Mais l'heure tournait.

Quarante-cinq minutes s'écoulèrent. À quinze heures vingt, un groupe de personnes dont on ne put identifier les visages quittèrent la maison de la veuve du cheikh Harb et montèrent dans un convoi de quatre véhicules. Le convoi parcourut une courte distance, puis s'arrêta devant la maison d'un activiste du Hezbollah, à Jibchit. Cela concordait avec un autre élément d'information : une réunion de hauts dirigeants de l'organisation chiite devait se tenir dans cette

maison ce dimanche. Cela signifiait qu'aucun ministre libanais n'était présent parce qu'il n'aurait pu prendre part à une telle réunion, et on ne l'aurait pas non plus laissé attendre dans une voiture le temps que ce soit fini. La probabilité qu'une personnalité de haut rang extérieure au Hezbollah voyage dans ce convoi et puisse être touchée s'en trouvait donc fortement diminuée et celle que Moussaoui soit bien là d'autant plus renforcée.

Sagie répondit à Barak que même si l'on ne pouvait jamais avoir une certitude absolue, il recommandait d'attaquer. Mor formula une opinion plus ambiguë : « La boucle du renseignement n'est pas bouclée, même si tous les éléments de contexte confirment que c'est bien Moussaoui. C'est pourquoi il incombe maintenant au commandant de décider s'il faut attaquer ou pas. »

Barak trancha. Il ordonna à l'armée de l'air d'envoyer les hélicoptères et, sur un autre téléphone, convainquit Arens que les circonstances avaient changé. Arens donna son approbation formelle à cette attaque.

Ensuite, juste après quinze heures trente, Barak téléphona au bureau du Premier ministre. Personne n'avait encore parlé à Shamir. Il était assoupi et toutes les tentatives de le joindre avaient été vaines. Son épouse faisait elle aussi la sieste et personne ne décrochait leur téléphone.

Tout le monde attendait qu'il regagne son bureau vers seize heures, comme à son habitude. Le problème était que chaque minute écoulée risquait de rendre l'opération impossible en raison de l'obscurité proche. À quinze heures cinquante, le convoi se dirigeait vers la sortie du village. La voix de l'opérateur du drone retentit dans le haut-parleur : « Début du mouvement. »

En salle d'opérations, la tension montait. Voyant se dérouler sous ses yeux le scénario d'une opportunité historique, Ehud Barak fit se déplacer un membre de l'équipe et vint occuper son siège pour reprendre le contact radio avec le poste de commandement du drone et la caravane de contrôle, leur indiquer où pointer les caméras aéroportées tout en analysant simultanément les routes possibles que le convoi serait susceptible d'emprunter de Jibchit à Beyrouth. Barak maintint également la ligne ouverte avec le

commandant en chef de l’armée de l’air qui se trouvait à Canary, plusieurs dizaines de mètres au-dessous de la salle d’opérations. « Décollez, décollez tous », fut l’ordre envoyé par Canary aux hélicoptères Apache.

Vers quinze heures cinquante-cinq, Shamir rejoignit son bureau. Il écouta un résumé de moins d’une minute sur une opération d’assassinat ciblé au sujet de laquelle il n’avait pas été informé auparavant. Pourtant, il donna son aval sans hésiter. « Qu’il les tue tous », lâcha-t-il. Le secrétaire militaire informa Barak qui transmit au commandant en chef de l’armée de l’air : « Ils sont à vous[29]. »

Le convoi s’ébranla de nouveau à quinze heures cinquante-sept. Le drone suivit, il traversait Jibchit lentement et franchit le pont sur la rivière Zahrani, en direction du nord. Ensuite, les véhicules accélérèrent l’allure, un Range Rover en tête, les deux Mercedes derrière, espacés d’une centaine de mètres, tandis que le second Range Rover fermait la marche.

À seize heures cinq, l’opérateur signala : « Encore vingt secondes et la route trace une courbe vers l’ouest », pour indiquer la localisation précise aux pilotes des Apache.

« Approche sur zone ; activation du désignateur [laser], fit le pilote de l’hélicoptère d’attaque de tête.

— Désignateur activé, répéta l’un des opérateurs dans la caravane de commande du drone.

— Je ne le vois pas », avertit l’un des pilotes par radio, mais quelques instants plus tard il signalait : « Acquisition désignation », indiquant par là qu’il pouvait voir maintenant la tache du faisceau laser sur l’objectif.

« Identification positive de la cible », confirma le commandant en service à Canary[30]. À seize heures neuf, il transmit au pilote de l’Apache : « *Rashai, rashai*. Je répète : *Rashai* » – le mot hébreu pour « Vous avez l’autorisation », formule équivalente au *permission to engage* (autorisation d’engagement) dans le sabir militaire américain.

Le pilote de l’Apache tira un seul missile Hellfire.

Il frappa le troisième véhicule de la colonne. La Mercedes explosa dans une boule de feu. Cependant, personne n'avait surveillé la route devant pour s'assurer qu'aucune voiture de civils ne circulait en direction de l'objectif depuis la direction opposée. En fait, il y en avait un et il était proche de la Mercedes quand elle fut touchée par le missile. Il fut aussi englouti par les flammes.

Un second missile fut tiré sur la deuxième Mercedes du convoi : un autre coup au but sur la cible.

Les portières de l'un des deux Range Rover qui s'était arrêté sur le bas-côté s'ouvrirent ; des passagers en descendirent et s'enfuirent. « Nous étions là, nous observions leurs moindres mouvements et nous transmettions à l'unité de contrôle aérien de l'aviation », se rappelait l'un des opérateurs du drone.

Le second Range Rover embarqua les victimes des deux Mercedes et fonça en direction de Nabatieh. « Tirez dessus », ordonna Canary aux opérateurs du drone qui pistait la voiture. À seize heures trente-deux, ils la désignèrent au laser, et la cible fut livrée au deuxième tandem d'hélicoptères Apache qui la détruisirent. Un nuage de fumée s'éleva du 4 × 4. Ensuite, les Apache arrosèrent la zone à la mitrailleuse.

Un silence absolu retomba sur la salle d'opérations. Barak se dirigea vers la sortie avec une tape sur l'épaule de ses collègues et les félicita par ces mots, en anglais : « *Well done* » – Bien joué.

Mais Moussaoui était-il mort ? Les officiers de l'AMAN attendirent dans leurs bureaux respectifs la confirmation finale. Vers dix-huit heures, elle arriva. Moussaoui était en effet dans la troisième voiture. Ainsi que sa femme et son fils.

L'agent de l'Unité 504 qui avait fourni le tuyau en salle d'opérations de l'AMAN au début de l'opération affirma plus tard avoir mentionné que l'épouse de Moussaoui, Siham, et son fils, Hussein, âgé de six ans, voyageaient avec lui dans sa voiture. D'autres personnes engagées dans l'opération nièrent l'avoir su, mais Meir Dagan crut son agent. « L'argument selon lequel l'AMAN ignorait qu'au moins la femme de l'imam était dans la voiture a été échafaudé après les faits. Ils devaient le savoir ou alors ce n'est qu'une bande d'imbéciles. La femme de Moussaoui avait des

proches parents à Jibchit et en aucun cas elle n'aurait manqué cette occasion d'aller leur rendre visite, jamais de la vie. »

Deux heures après l'exécution, Barak tint dans son bureau une réunion pour essayer d'anticiper les possibles réactions et représailles du Hezbollah. On débattit d'alertes de sécurité et d'initiatives de relations publiques. Peu après, la télévision israélienne fit l'ouverture de son journal du soir avec un reportage sur l'attaque que le présentateur qualifiait d'« opération audacieuse ». Le ministre de la Défense Moshe Arens prit la peine de se rendre sur le plateau pour enfoncer le clou. « C'est un message à toutes les organisations terroristes, dit-il. Quiconque ouvre un compte chez nous verra ce compte soldé par nous[31]. »

C'est-à-dire, jusqu'à ce qu'un nouveau compte soit ouvert et doive être lui aussi soldé.

23.

La revanche de Moughniyeh

Le corps calciné d'Abbas Moussaoui fut extrait de la Mercedes incendiée. En raison de son état, il fut impossible d'observer les rituels habituels du Hezbollah et d'organiser des funérailles à cercueil ouvert. Au lieu de quoi, les restes furent toilettés, enveloppés dans un linceul et placés dans un cercueil somptueux spécialement construit dans des essences soigneusement sélectionnées, puis peint en gris-bleu et assorti de poignées en métal argenté.

Les chefs du Hezbollah ne s'empressèrent pas de procéder à l'enterrement dans les vingt-quatre heures comme c'était la coutume[1]. Premier écueil, les problèmes de sécurité. Le choc provoqué par l'attaque aérienne contre le convoi du secrétaire général était si grand qu'Imad Moughniyeh redoutait que les funérailles ne se transforment elles aussi en abattoir. Ensuite, l'enterrement dut être reporté pour permettre à de hauts dignitaires iraniens d'y assister. Le Hezbollah avait été fondé par l'Iran, ses chefs étaient sous la tutelle du corps des Gardiens de la Révolution islamique, qui influençait leur conduite au quotidien, et ils respectaient l'autorité religieuse du régime des ayatollahs à Téhéran. Pour sa part, l'Iran considérait le Hezbollah comme son principal allié au Moyen-Orient.

Le Guide Suprême de la Révolution islamique, le Grand Ayatollah Sayyid Ali Khamenei, qui avait succédé à Khomeiny après sa mort

en juin 1989, déclara : « Le martyr de Sayyid Abbas est un tournant dans le cours de la résistance », et il envoya une délégation pour aider à stabiliser et à rasséréner l'organisation, afficher son soutien en cette heure difficile et choisir immédiatement un nouveau secrétaire général.

En Israël, il n'y avait eu aucune discussion approfondie préalable à l'exécution sur ce qui se passerait après la mort de Moussaoui[2]. Aux yeux des dirigeants de la nation, il n'y avait guère de différences entre les membres du Hezbollah et personne n'avait pris la peine de se demander qui serait le remplaçant vraisemblable de Moussaoui et si ce remplaçant serait meilleur ou pire pour Israël. « De notre point de vue, m'a avoué un officier en fonction à l'AMAN à l'époque, ils étaient tous peints en noir. » Après l'assassinat, dans l'hypothèse la plus vraisemblable, selon les analystes de l'agence, les Iraniens nommeraient l'adjoint bien connu de Moussaoui, le populaire Subhi al-Tufayli.

Ils se trompaient.

Immédiatement après l'enterrement de Moussaoui, la délégation iranienne prit part à une réunion du conseil de la Shûra, l'organe suprême de la direction religieuse du Hezbollah, qui comptait douze membres, devant lequel ils délivrèrent un message du président iranien Hachemi Rafsandjani, recommandant un successeur. Peu après, le conseil annonça sa décision de nommer un religieux très pieux de trente-deux ans, Sayyid Hassan Nasrallah[3].

Si les Israéliens nourrissaient la moindre illusion de voir le Hezbollah s'adoucir après l'élimination de Moussaoui, cette promotion de Nasrallah les détrompa vite. Comparé au défunt, Nasrallah était un extrémiste halluciné. Il s'avéra que même la couleur noire avait ses nuances. Nasrallah était du noir le plus noir.

Nasrallah était né en 1960, l'aîné de neuf frères et sœurs, dans le quartier chiite de Bourj Hammoud, au nord-est de Beyrouth. Alors que la famille n'était pas très religieuse, enfant, quand les autres garçons de son quartier jouaient dans les rues ou à la plage, le jeune Hassan manifestait sa préférence pour la foi et passait le plus clair de son temps à la mosquée où il étudiait.

Avec le début de la guerre civile en 1975, la famille partit vivre au Sud-Liban où, dans une mosquée proche de Tyr, Nasrallah attira l'attention de plusieurs religieux chiites liés à Khomeiny. Ils l'envoyèrent à Nadjaf, en Irak, pour y entamer des études supérieures de théologie et c'est là qu'il fit la connaissance d'Abbas Moussaoui et devint son disciple favori. À leur retour au Liban en 1978, après que Saddam Hussein eut expulsé les étudiants chiites libanais d'Irak, Moussaoui créa un centre d'études et Nasrallah devint l'un de ses principaux enseignants, réunissant autour de lui un grand nombre de disciples. En 1982, dès la fondation du Hezbollah, Nasrallah et ses disciples adhérèrent en masse et prirent vite une part active à la guerre de harcèlement. Nasrallah passa les années suivantes à alterner entre le commandement d'une unité du Hezbollah et la poursuite de ses études religieuses en Iran.

Israël était une « excroissance cancéreuse, un germe contaminant, expliqua-t-il dans une interview télévisée, un poste avancé de l'impérialisme au cœur de la société arabe et du monde islamique. C'est une société de guerre, une société belliqueuse composée de guerriers, les hommes autant que les femmes. Dans cette entité, il n'existe pas de société civile ». Le sens de ces propos était clair : tous les Israéliens, de tout âge, quel que soit leur sexe, constituaient une cible légitime pour le jihad[4].

Progressivement, un fossé idéologique se creusa entre Nasrallah et son ancien tuteur. Moussaoui plaidait pour une coopération soutenue avec les Syriens, la première force politique et militaire du Liban, qui encourageaient les actions du Hezbollah contre l'État hébreu et autorisaient même les Iraniens à acheminer à travers la Syrie de grosses cargaisons d'armes destinées à la milice de l'organisation. Nasrallah s'opposait, lui, à toute forme de coopération avec le régime de la famille d'Assad, des Alaouites, secte islamique qu'il jugeait païenne et hérétique.

Les deux hommes divergeaient aussi dans leur attitude envers Israël. Moussaoui jugeait ce problème secondaire et croyait que l'essentiel des ressources devaient avoir pour but de prendre le contrôle de l'appareil gouvernemental libanais. Nasrallah arguait,

quant à lui, que la guerre de harcèlement contre Israël devait rester prioritaire.

Il avait eu le dessous dans ce débat – Moussaoui avait été nommé secrétaire général et Nasrallah dut s'exiler en Iran, en qualité d'envoyé du Hezbollah. Il ne retourna au Liban qu'après avoir déclaré qu'il mettait fin à son opposition aux liens avec la Syrie et qu'il acceptait la prééminence de Moussaoui sur la question de la lutte contre Israël.

En février 1992, tout cela changea.

Paradoxalement, avant l'assassinat de Moussaoui, le Hezbollah et ses soutiens iraniens se souciaient plus de consolider leur position de force sociale et politique au Liban que d'attaquer Israël. Malgré les attaques lancées contre Israël au cours des années 1980, surtout sur les instances de la faction extrémiste du Hezbollah dirigée par Nasrallah, celles-ci n'étaient pas la priorité numéro un et ne disaient rien de l'ampleur des dommages que l'organisation aurait pu infliger.

En revanche, après cet assassinat ciblé, les priorités se déplacèrent. Les Gardiens de la Révolution iranienne finirent par privilégier l'approche de Nasrallah et par croire que régler le sort de leur ennemi au sud du pays devait constituer leur principal objectif. Ils estimaient à présent que le Hezbollah ne réussirait pas à transplanter la révolution de Khomeiny au Liban sans se débarrasser d'abord de l'occupation israélienne.

L'homme auquel Nasrallah ordonna de mettre en œuvre la nouvelle politique n'était autre que le chef militaire du Hezbollah, Imad Moughniyeh, « le psychopathe extrémiste et désinhibé » qui tirait dans les genoux des prostituées et des dealers treize ans plus tôt, l'idéologue de la guérilla qui avait créé le Jihad islamique et envoyé des bombes humaines détruire les casernements et les immeubles occupés par les troupes et les diplomates américains, français et israéliens, le spectre à la photographie grainée que les Israéliens n'avaient jamais été en mesure d'éliminer ou même de localiser, au début des années 1980. « C'était lui le responsable du renforcement militaire du Hezbollah, et pas Nasrallah, observait Meir

Dagan. À cause de lui et d'un groupe d'activistes proches de lui, l'organisation était devenue pour l'État d'Israël une menace stratégique[5]. »

Moughniyeh représentait déjà une nuisance au plan tactique depuis des années. Pour défendre sa frontière nord, en 1985, Israël avait créé une zone de sécurité, une bande de territoire à l'intérieur du Sud-Liban contrôlée par son armée. Le but était de maintenir les forces hostiles aussi éloignées que possible des colonies israéliennes et de confiner la confrontation avec eux exclusivement en territoire libanais. En outre, pour épargner la vie de ses soldats, Israël instaura une milice supplétive, l'Armée du Liban Sud (ASL), principalement composée de chrétiens et de chiites des villages de la région qui étaient les ennemis jurés des Palestiniens au Liban et du Hezbollah. L'ASL permit aux Israéliens de considérer le Hezbollah comme une simple menace occasionnelle à sa frontière plutôt qu'une armée de guérilla menant une guerre asymétrique. Quelques soldats, surtout des hommes de l'ASL, perdaient la vie de temps en temps, mais du point de vue de Tsahal le statu quo était préférable à une confrontation à grande échelle avec les forces de ce nouvel adversaire[6].

Or Nasrallah avait maintenant lâché la bride à Moughniyeh et les représailles suite à l'assassinat de Moussaoui furent promptes. Dès que l'enterrement du chef assassiné fut terminé, les combattants du Hezbollah lancèrent un tir de barrage de roquettes sur l'ouest de la Galilée. Pendant cinq jours, ils bombardèrent les communautés de vie du nord d'Israël, toutes contraintes de ce fait à la paralysie, la plupart de leurs habitants étant confinés dans des abris antibombes. Jamais, de toute son histoire, le Hezbollah n'avait aligné une telle puissance de feu contre les populations civiles israéliennes.

Seule une personne fut tuée – une fillette de six ans, Avia Alizada, dans le village de fermes collectives de Gornot HaGalil – mais le message adressé par Nasrallah et Moughniyeh à Israël était clair : à partir de maintenant, toute action contre le Hezbollah déclencherait une attaque directe non pas contre Tsahal, mais aussi contre les civils du nord du territoire.

Les Israéliens ripostèrent par des tirs d'artillerie sur des villages chiites et en renforçant leur présence militaire au Sud-Liban. Ils espéraient que cela marquerait la fin de cette série d'affrontements et que le Hezbollah s'estimerait au moins temporairement satisfait de sa démonstration de force en réaction au meurtre de Moussaoui.

Toutefois, Moughniyeh planifiait une action bien plus grandiose que quelques journées de tirs de roquettes. Il avait l'intention de viser les milliers d'Israéliens en poste à l'étranger, qu'ils soient diplomates ou exercent d'autres fonctions, ainsi que les communautés juives de la planète dont Israël estimait devoir assurer la sécurité. Pour lui, le champ de bataille était mondial. Il voulait réécrire les règles du jeu : toute attaque contre un élément important du Hezbollah s'attirerait une riposte non seulement dans ce que Nasrallah et lui appelaient « la région » (Israël et le Liban), mais aussi au-delà de celle-ci : des objectifs israéliens et juifs situés partout à la surface du globe.

Il frappa d'abord en Turquie[7]. Le 3 mars 1992, un engin explosif éclata à proximité d'une synagogue à Istanbul. Miraculeusement, personne ne fut tué. Quatre jours après, Ehud Sadan, l'officier de sécurité de l'ambassade d'Israël, trouva la mort quand une charge puissante placée par des membres d'un groupe se faisant appeler Hezbollah Turquie explosa sous sa voiture de fonction. Moughniyeh passa ensuite à l'Argentine : le 17 mars, un terroriste fit exploser une voiture piégée devant l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, tuant vingt-neuf personnes, dont quatre Israéliens, cinq Juifs argentins et vingt enfants d'une école voisine[8]. Deux cent quarante personnes furent blessées. Dans son communiqué de revendication transmis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'Organisation du Jihad islamique déclara que cette action était dédiée à la mémoire de Hussein, le fils de Moussaoui, qui avait péri brûlé avec lui dans la Mercedes, et que cette « action s'inscri[vait] dans la série de [leurs] frappes contre l'ennemi israélien criminel, une guerre ouverte qui ne cessera que lorsque Israël aura cessé d'exister ».

Dans le camp d'en face, on fut surpris de la célérité avec laquelle Moughniyeh avait été capable d'organiser les attentats de Turquie et d'Argentine. Ce fut ultérieurement qu'ils en déduisirent qu'il avait

planifié ces opérations et sûrement beaucoup d'autres des années à l'avance avant de les exécuter lorsque l'occasion se présenterait. Une enquête approfondie du Mossad et du Counterterrorism Center (CTC), organisme rattaché à la Direction des opérations de la CIA, révéla que l'escouade qui avait perpétré l'attentat à la bombe de Buenos Aires était l'une des quarante-cinq cellules dormantes déployées dans le monde, notamment en Europe et aux États-Unis, par l'« organe de recherche spéciale – Unité 910 ». C'est le nom de code de la force secrète d'élite de la milice réunissant entre deux cents et quatre cents de ses meilleurs combattants les plus aguerris, pour la plupart entraînés en Iran par les Brigades Al-Quds des Gardiens de la Révolution.

« L'objet de ces cellules consiste à déclencher une riposte immédiate hors du Moyen-Orient face à toute tentative éventuelle d'Israël de frapper le Hezbollah au Liban », expliquait Stanley Bedlington, au CTC[9]. Ainsi, les bombes humaines de Buenos Aires appartenaient à une cellule qui avait été implantée à Ciudad del Este, une ville du Paraguay, proche de la frontière avec le Brésil et l'Argentine et des grandes chutes d'Iguazú, où s'était installée une nombreuse communauté d'émigrés chiites libanais. Très en amont de l'exécution de Moussaoui, la cellule avait collecté une masse considérable d'informations sur de possibles objectifs israéliens à cibler quand le besoin s'en présenterait. Après cet assassinat, Moughniyeh ordonna à une équipe de partir du Liban pour Ciudad del Este où des correspondants locaux leur fourniraient les renseignements, les véhicules, les explosifs et une bombe humaine.

Pourtant, au lendemain immédiat de l'attentat, l'État hébreu s'abstint de lancer des représailles. Certains cadres du Mossad argumentèrent en faveur d'une riposte agressive en Amérique du Sud. Une équipe de l'agence se rendit à Ciudad del Este. « Cette ville, c'est l'enfer sur terre, signalèrent-ils. Nous parlons d'un danger clair et imminent. La prochaine attaque est déjà en cours[10]. »

Les chefs du Mossad réagirent avec apathie, principalement parce que toute autre réaction aurait imposé des changements organisationnels importants. Si Israël se mettait à considérer son adversaire comme une menace planétaire, le problème relèverait

alors de la responsabilité de l'agence et exigerait une vaste recomposition institutionnelle, notamment un déploiement d'envergure en Amérique du Sud où sa présence était jusqu'alors extrêmement mince. Le haut commandement du Mossad préféra considérer l'attentat de Buenos Aires comme un événement isolé, unique, un succès accidentel pour le Hezbollah, et continuer de considérer l'organisation chiite comme un phénomène localisé que Tsahal et le Shin Bet devaient traiter au Sud-Liban. Néanmoins, le message de Moughniyeh fut reçu sans ambiguïté, et pendant plusieurs années Israël renonça à toute velléité d'attenter à la vie des chefs du Hezbollah.

Avec Buenos Aires, Moughniyeh estimait avoir atteint ses objectifs et, pour l'heure, mettait en suspens ses autres projets d'attentat hors de l'arène moyen-orientale. Mais s'il s'abstint d'activer d'autres cellules dormantes, il continua ses provocations dans la zone de sécurité. De mois en mois, d'année en année, il se perfectionnait et gagnait en audace[11]. Avec l'aide généreuse de l'Iran, il employait des systèmes électroniques sophistiqués, surveillait les communications radio de Tsahal, optimisait ses engins explosifs placés en bord de route pour qu'ils échappent aux fréquences des équipements de déclenchement à distance des Israéliens, plaçait des espions dans les rangs de l'ASL, envoyait des bombes humaines contre les troupes isréaliennes et lançait des raids éclairs visant à s'emparer des fortifications du Sud-Liban.

Nasrallah percevait avec clairvoyance le climat de l'opinion israélienne et sa sensibilité aux pertes en vies humaines. Sa milice réalisait des vidéos de ses opérations et les diffusait sur Al-Manar, la chaîne de télévision du Hezbollah. Ces clips étaient ensuite repris en Israël et souvent rediffusés sur les chaînes du pays. Ils avaient l'effet attendu, plus stratégique que tactique : au fil du temps, la vision des nombreuses vidéos des succès de l'organisation finit par entamer le consensus national sur le maintien de la présence de Tsahal au Liban. Israël répliquait avec des bombardements répétés contre ses positions et les communautés où il était actif, tuant des membres de sa milice et des civils.

À un certain stade, Moughniyeh estima apparemment que son ennemi avait franchi une limite à ne pas franchir[12]. Personne en Israël ne fut en mesure de cerner une action précise qui l'aurait particulièrement excédé, mais deux ans après l'attentat-suicide de Buenos Aires il organisa un autre attentat hors du Moyen-Orient. Le 11 mars 1994, un kamikaze prit le volant d'un camion bourré de tonnes d'explosifs qu'il conduisit de la périphérie de Bangkok en direction de l'ambassade d'Israël. Si cette attaque avait réussi, elle aurait fait des centaines de victimes. Heureusement, face à la perspective de devenir un *chahid*, ou martyr pour l'islam, cet homme se ravisa et presque arrivé à l'ambassade, immobilisa son camion au milieu de la rue et s'enfuit.

Cette fois, les Israéliens jugèrent nécessaire de riposter[13]. La question était de savoir quelle forme devaient revêtir ces représailles. Lors de réunions de consultation dans le bureau du Premier ministre, des officiers de l'AMAN signifièrent qu'il ne suffisait pas de frapper le Hezbollah, mais qu'il fallait plutôt viser ses soutiens, les Iraniens. Le général Ali Reza Asgari, commandant des Brigades Al-Quds des Gardiens de la Révolution (CGRI), ferait un candidat approprié pour un assassinat, avançaient-ils. Cette proposition aurait aussi transféré la responsabilité de l'opération au Mossad.

Le Premier ministre Rabin n'était guère enclin à s'en prendre aux Iraniens et, en tout état de cause, personne dans les services de renseignement israéliens ne savait où était Asgari et comment s'en approcher pour le tuer[14].

En revanche, Rabin valida une autre cible. Ce printemps-là, deux agents de l'Unité 504 apprirent l'existence d'un camp du Hezbollah près de Ein Dardara, non loin de la frontière syro-libanaise, où un programme d'entraînement d'officiers était en cours. Des photographies aériennes d'un drone Scout et la surveillance des communications radio par l'Unité 8200 le confirmèrent. Puis, le 2 juin, après deux semaines d'une planification soignée, des hélicoptères Defender de l'aviation israélienne attaquèrent. Les élèves officiers détalèrent dans toutes les directions, cherchant désespérément à s'abriter des rafales de mitrailleuses des

hélicoptères. Cinquante d'entre eux périrent et cinquante autres furent blessés[15]. Il y avait parmi les stagiaires les fils de certains hauts dirigeants du Hezbollah et deux autres membres des Gardiens de la Révolution islamique iranienne qui appartenaient à des familles de dignitaires de Téhéran. « C'était plus ou moins la même chose que si quelqu'un bombardait le collège d'Eton, en Angleterre », ironisait un responsable israélien[16].

Les stations de radio du Hezbollah qualifièrent ce raid de « barbare » et promirent « une réponse globale à tous les niveaux ». Quarante-six jours plus tard, Moughniyeh frappait de nouveau à Buenos Aires[17]. Le 18 juillet 1994, un kamikaze faisait sauter un fourgon rempli d'explosifs devant le siège de l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA), un centre culturel de la communauté juive dans ce pays. Le bâtiment de sept étages s'écroula, tuant quatre-vingt-cinq personnes et en blessant des centaines. Il fallut des semaines pour désincarcérer tous les corps des décombres.

Ce deuxième attentat à la bombe éveilla enfin le renseignement israélien à la pleine réalité de la menace internationale que faisait peser le Hezbollah[18]. Ce qui deux ans auparavant avait semblé devoir se limiter à un incident localisé s'était révélé l'œuvre d'un réseau mondial, soutenu par les communautés chiites et sous la protection des ambassades iraniennes.

Les Israéliens en conclurent que ces remarquables capacités opérationnelles – « supérieures à tout ce que nous avions pu constater de la part de n'importe quelle autre organisation palestinienne », admettait un cadre de l'AMAN – sortaient d'abord et avant tout du cerveau d'Imad Moughniyeh.

Leurs représailles se dérouleraient en deux temps. D'abord, le Mossad tuerait l'autre frère du chef du Hezbollah, Fouad. Ensuite, des agents attendraient leur ennemi aux funérailles et le tueraient ou entameraient à tout le moins contre lui une opération de surveillance qui conduirait ultérieurement à son assassinat. Il fallait que Fouad meure car ils n'avaient pas la moindre idée de la manière de le débusquer autrement puisqu'il n'était pour eux guère plus qu'une photo grainée dans leurs dossiers.

Toutefois, Césarée s'avérait incapable de mener à bien cette mission à Beyrouth par ses propres moyens. Il serait indispensable d'employer des agents locaux et ils arrêtèrent finalement leur choix sur un jeune Palestinien, Ahmad al-Halak, fait prisonnier par Israël lors de la guerre du Liban en 1982, et qui avait été recruté par la division Tsomet. Halak était un petit dur sans idéologie discernable autre que celle de l'argent. Il trafiquait des marchandises de contrebande et vivait de rackets, notamment de chantages à la protection qui lui donnaient accès aux quartiers les plus louches de Beyrouth qui intéressaient le Mossad. En 1994, il était devenu l'un des agents de Tsomet dans la capitale. Agissant sur ordre de son officier traitant qu'il rencontrait de temps à autre à Chypre, Halak prétexta une visite apparemment fortuite à la quincaillerie de Fouad Moughniyeh dans le quartier chiite d'Al-Safir pour se lier d'amitié avec lui au cours des mois suivants.

Le 21 décembre 1994, quelques minutes avant cinq heures de l'après-midi, Halak et son épouse, Hanan, garèrent leur voiture devant le magasin de Fouad. Il entra pour s'assurer que son « ami » était bien là, discuta brièvement avec lui d'une dette qu'il avait entrepris de récupérer pour le propriétaire de la boutique et repartit. Son épouse sortit rapidement de la voiture et le couple s'éloigna à pied. Quand ils furent à une centaine de mètres de l'enseigne, Halak se retourna, jeta un coup d'œil à la vitrine et au véhicule garé devant et glissa la main dans sa poche. Cinquante kilos d'un puissant explosif logés dans le coffre éclatèrent, détruisirent la boutique de Fouad, le tuèrent ainsi que trois passants et en blessèrent gravement quinze autres[19].

Peu après l'attentat, le Hezbollah diffusa une déclaration rédigée en ces termes : « L'identité de la main criminelle qui a commis ce crime contre des civils dans une rue commerçante du quartier d'Al-Safir à Beyrouth ne fait aucun doute. Aujourd'hui, après des menaces répétées, l'ennemi sioniste et ses agences de destruction ont perpétré un crime méprisable contre des gens qui étaient là pour faire leurs courses. »

L'enterrement eut lieu le lendemain. Le Mossad avait quatre guetteurs postés en différents points le long de la route et au

cimetière. Moughniyeh perça le stratagème à jour : il s’abstint de se présenter au cimetière, de peur que les agents ne l’y attendent.

Entre-temps, le Hezbollah se lança rapidement sur la piste de Halak. Il réussit à s’échapper en atteignant la plage à l’heure pour le rendez-vous convenu avec un sous-marin qui attendait de le ramener en Israël. (Hanan, qui avait prévu de quitter le pays par avion, fut arrêté sur la route de l’aéroport, subit un interrogatoire musclé et fut condamnée à quinze ans de travaux forcés.) L’agence envoya Halak dans un pays du Sud-Est asiatique sous une nouvelle identité, mais il ne réussit jamais à s’adapter. « Je ne pige pas ces gens ; ils sont petits et bizarres », se plaignit-il lors d’une entrevue avec un agent de Tsomet qui gardait le contact avec lui. Au bout de six mois, le Mossad lui proposa de le relocaliser dans une ville arabe de Galilée, mais il insista pour rentrer au Liban. En mars 1996, un agent double israélien qui travaillait pour le compte du Hezbollah réussit à le convaincre par la ruse d’accepter une invitation à déjeuner[20]. Il fut drogué et conduit en voiture à Beyrouth où Moughniyeh et ses sbires le torturèrent. Ensuite, ils le livrèrent aux autorités libanaises qui l’inculpèrent et le condamnèrent à mort. Il finit devant un peloton d’exécution.

Plus de trois années s’étaient écoulées depuis l’assassinat précipité d’Abbas Moussaoui. Plusieurs dizaines de personnes avaient péri, victimes de l’escalade sanglante de la vengeance et pourtant le Hezbollah n’avait pas cessé de se renforcer avec à sa tête un nouveau dirigeant, Nasrallah, au pouvoir et à l’efficacité sans commune mesure avec ceux de Moussaoui.

« Je n’ai pas su correctement anticiper la réaction du Hezbollah, regrettait le major général Uri Sagie. Je n’ai pas su correctement évaluer Imad Moughniyeh[21]. » Quant au ministre de la Défense, Moshe Arens, il admettait : « Le processus de décision a été trop hâtif. »

Quant à celui qui était à l’époque chef d’état-major, Ehud Barak, il reconnaissait les faits, mais aucune erreur[22]. « Toute la question, soulignait-il, se résume à bien évaluer l’état de choses auquel nous étions confrontés à l’époque de cet acte. Nous avions identifié en

Moussaoui une menace et nous estimions qu'il était juste de lancer cette frappe contre lui. Sur le moment, ce raisonnement était adéquat. Il était très difficile de prévoir qu'il serait ensuite remplacé par Nasrallah qui semblait moins important et moins influent, et que celui-ci deviendrait un dirigeant investi d'un tel pouvoir. Il était aussi compliqué de savoir que Moughniyeh deviendrait son second et qu'il se révélerait si talentueux dans le montage de ces opérations. »

En 1995, ce personnage demeurait en vie et n'était désormais que l'un des nombreux adversaires d'Israël.

24.

« Un simple interrupteur, allumé ou éteint »

Deux autobus étaient garés sur une aire de repos à côté d'un kiosque à boissons non loin de Mehola, une colonie de la vallée du Jourdain, le 16 avril 1993. Quelques instants après, une voiture ralentit, s'engagea sur l'aire de repos et vint se glisser près des bus : l'un des deux était plein de soldats israéliens.

Puis cette voiture explosa.

Comparé aux dommages que le terroriste comptait infliger, en réalité, le bilan fut heureusement relativement limité. Un Palestinien du village voisin qui travaillait dans un snack-bar sur l'aire de repos fut tué et huit personnes furent légèrement blessées. Mais les enquêteurs du Shin Bet découvrirent à l'intérieur du véhicule les restes carbonisés du conducteur ainsi que des bonbonnes de gaz utilisées comme matériel explosif. Une bombe humaine.

À ce stade, les attentats-suicides étaient assez courants, mais jusqu'alors ils s'étaient tous produits ailleurs, jamais en Israël. L'attaque de Mehola marqua le début d'une vague de ce type à l'intérieur du territoire. En moins d'un an, des terroristes-suicides se firent sauter partout dans le pays. En onze mois, ils tuèrent plus d'une centaine d'Israéliens et en blessèrent plus d'un millier.

Les dirigeants du Shin Bet s'efforcèrent de comprendre en quoi ils s'étaient trompés et comment on avait pu en arriver à une situation aussi terrible[1]. Ils finirent par relier la plupart des attaques à trois hommes seulement. Mais deux d'entre eux, Ahmed Yassine et Salah

Shehadeh, étaient dans des prisons israéliennes. Le troisième, Yahia Ayache, était en Pologne, du moins le croyaient-ils.

Les Israéliens n'avaient aucune idée de la manière dont ce trio parvenait à communiquer et comprenaient encore moins comment ils pouvaient faire préparer ces charges explosives, recruter et déployer autant de bombes humaines.

Yassine était né dans le village palestinien d'Al-Jura. Pendant la guerre de 1948, il fit partie des réfugiés et finit par s'installer avec sa famille dans la bande de Gaza, alors sous tutelle égyptienne. Comme beaucoup de jeunes Palestiniens, il rejoignit les Frères Musulmans, organisation où il rencontra un autre réfugié de deux ans son aîné, un dénommé Khalil al-Wazir, dirigeant charismatique qui se fit connaître sous le nom d'Abou Jihad. Al-Wazir redoutait que le fait d'être identifié aux Frères Musulmans, alors en conflit avec le gouvernement égyptien, ne soit un obstacle sur sa route et il s'en écarta pour suivre sa propre trajectoire. Quant à Yassine, discret et introverti, il sentait qu'il avait trouvé sa véritable vocation dans la vie et se révéla un jeune prodige, féru d'études islamiques.

Après la défaite arabe de la guerre des Six-Jours, en 1967, alors qu'Al-Wazir lançait une vaste campagne de harcèlement contre Israël, croyant que seule la force finirait par le détruire, Yassine aboutit à une conclusion différente. Il pensait que la défaite arabe était le résultat de leurs propres lacunes morales et que les régimes séculiers et décadents s'écartaient trop d'Allah. En conséquence, ce serait dans le dévouement à l'islam qu'on trouverait la rédemption. « *Al-Islam hua al-Khal* », ne cessait-il de répéter – « L'islam est la solution » –, reprenant en arabe le slogan farsi dont avait usé Ruhollah Khomeiny pour soulever ses partisans.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, dans une tentative de construire un mouvement fondé sur les valeurs islamiques dont il serait lui-même le dirigeant, Yassine ouvrit des mosquées et des institutions pédagogiques islamiques et mit en place un réseau d'organismes d'aide sociale[2]. Cet homme frêle et fluet qui s'exprimait d'une voix aiguë et ne quittait pas son fauteuil roulant – les séquelles d'un accident survenu dans son enfance –

semblait être un réformateur raisonnable, accomplissant des œuvres de piété dans Gaza. Il ne pouvait certainement pas constituer une menace pour Israël, en conclut le Shin Bet.

En fait, nombre de cadres de l'agence appréciaient le personnage. À l'inverse des hommes de l'Organisation de libération de la Palestine, il ne tentait pas de dissimuler ses activités et il avait même de longues conversations avec les officiels israéliens chaque fois qu'ils demandaient à le rencontrer. « Il avait une conversation passionnante, c'était un fin connaisseur de l'histoire du sionisme et de la politique israélienne, un esprit vif et très plaisant, se rappelle un officier supérieur du Shin Bet en poste à Gaza à l'époque, sous le nom de code Aristo. Il était si différent des terroristes de l'OLP que nous interrogions d'habitude[3]. »

Arafat gagnant des soutiens croissants dans les territoires occupés et la reconnaissance du monde, il semblait préférable de laisser Yassine tranquille. « En un certain sens, c'est le Shin Bet qui a fait grandir ce jihadiste », estimait Amnon Lipkin-Shahak, chef de l'AMAN à la fin des années 1980[4].

« L'agence aura été l'un des facteurs qui soutenaient les éléments islamistes, rappelait Ami Ayalon, directeur du Shin Bet dans les années 1990[5]. Nous tenions ce raisonnement : pour créer un contrepoids face au mouvement national palestinien de l'OLP, nous encouragerions l'islam qui ne comportait pas de dimension nationaliste – c'était du moins ce que nous pensions à l'époque. » Ils avaient l'espoir que le clergé musulman, de plus en plus populaire grâce à ses activités à caractère social dans les jardins d'enfants, les cliniques, les maisons de jeunes et les mosquées, détournerait la population du Fatah et affaiblirait Arafat.

À l'époque, les Frères Musulmans de Gaza étaient principalement perçus comme un mouvement social dénué d'ambitions politiques. Tout au long des années 1960 et 1970, c'était grosso modo exact. Mais ensuite l'ayatollah Khomeiny avait renversé le shah en Iran. Cet érudit religieux, pieux et saint avait pris la tête d'une révolution, levé une armée et institué un gouvernement fonctionnel. Il avait démontré aux musulmans partout dans le monde et pas seulement aux chiites comme lui que l'islam n'était pas uniquement une

religion, confinée aux sermons dans les mosquées et à la charité dans les rues, mais aussi un instrument de puissance politique et militaire – que l'islam pouvait devenir une idéologie de gouvernement et offrir la solution pour tout.

Dans les territoires palestiniens, le ton des prédicateurs changea peu à peu. « Les discours apologétiques qui avaient longtemps caractérisé l'islam ont progressivement disparu », expliquait Yuval Diskin, qui prit la tête du Shin Bet en 2005 et qui avait passé l'essentiel de sa carrière à un poste d'agent de renseignement agissant en immersion à l'intérieur de la population palestinienne[6]. « La passivité et l'attente du long processus de préparation des cœurs au "salut" ont cédé la place à l'activisme et au prêche appelant à la lutte, au jihad. En se relevant de leurs humbles tapis de prière, ils se sont transformés en activistes très virulents. C'est arrivé ici à Gaza ainsi que dans tout le Moyen-Orient et en Afrique. Ils agissaient davantage à un niveau personnel, ils étaient idéologiquement plus engagés que les types de l'OLP, et leur capacité de cloisonnement selon la règle du "besoin d'en connaître" était infiniment plus efficace que tout ce que nous avions vu précédemment. Nous n'avons pas su voir se dérouler ces processus en temps réel, ni nous, ni le reste du monde occidental. »

Yassine fut l'un des premiers à y adhérer, ce que le Shin Bet découvrit tout à fait par accident en avril 1984. Un jour, un jeune militant palestinien était détenu à Gaza pour suspicion d'implication dans des actes de terrorisme soutenus par le Fatah. Il fut conduit dans une salle d'interrogatoire spartiate où il fut questionné par l'interrogateur du Shin Bet Micha Kubi (le même homme qui avait interrogé les deux terroristes qui s'étaient emparés du bus d'Ashkelon, juste avant qu'ils ne soient éliminés par le même Shin Bet, et qui avait refusé par la suite de mentir au sujet de cet incident).

Le suspect parlait, livrant des bribes d'information, mais Kubi sentait qu'il cachait quelque chose, un secret trop important pour être révélé. Kubi se pencha vers lui, comme pour lui murmurer quelque chose à l'oreille. Ensuite, il banda son bras puissant et sa main se leva d'un coup, un mouvement ample parti de la hanche et

lui flanqua une gifle qui le renversa de sa chaise et l'envoya contre le mur[7]. « Je n'ai aucune envie d'entendre toutes les conneries que tu me racontes ! vociféra l'agent en arabe. Maintenant, tu commences par me filer des trucs vraiment sérieux, ou alors tu ne sortiras pas d'ici vivant. »

L'homme ne se le fit pas dire deux fois. L'interrogatoire ne tarda pas à révéler que le cheikh Yassine opérait sous les ordres de l'extrême droite des Frères Musulmans en Jordanie dont le dirigeant était un Palestinien, Abdallah Azam[8]. À l'époque, ce dernier était aussi actif à Peshawar, une grande ville au nord-ouest du Pakistan où il avait rencontré un membre d'une famille saoudienne, une grande fortune du bâtiment, et l'avait convaincu d'adopter la même idéologie jihadiste militante. Ce riche Saoudien se mit à utiliser l'argent de la famille pour financer l'organisation et soutenir des réseaux de fanatiques islamistes dont certains étaient sortis diplômés des camps d'entraînement gérés par la CIA en Afghanistan en tant que force supplétive contre les occupants soviétiques. Cet homme avait pour nom : Oussama Ben Laden.

Les hommes d'Azam en Jordanie avaient envoyé à Yassine de l'argent qu'ils obtenaient d'individus fortunés en Jordanie et en Arabie Saoudite. Yassine s'en servait pour organiser des cellules armées s'apprêtant à lancer un jihad contre Israël. Grâce aux informations fournies par le Palestinien au cours de cet interrogatoire, les autorités israéliennes arrêtèrent le cheikh et appréhendèrent ses plus proches collaborateurs. Le plus important de ces hommes s'appelait Salah Shehadeh, travailleur social de son métier, instruit et astucieux. Grâce à Yassine, il était devenu un musulman fervent et par la suite le principal collaborateur de son mentor chargé des activités clandestines de l'organisation.

Ne décolérant pas d'avoir été dupés par le cheikh et ses hommes, les personnels du Shin Bet soumirent leurs prisonniers à de très rudes traitements. Le premier à craquer fut Shehadeh, qui fut violemment passé à tabac, privé de sommeil et de nourriture. Il souffrait de claustrophobie et le Shin Bet en tira avantage en l'enfermant dans une cave les yeux bandés, pieds et mains liés, où ils lui passèrent des cassettes de bruits que faisaient les rats et les

cafards. Il les supplia de le sortir de là et quand ils accédèrent à ses supplications, Kubi l'attendait.

Ce dernier promit à Shehadeh qu'il aurait le droit de manger en échange d'informations. Épuisé, affamé, le prisonnier obtempéra à la condition que son interlocuteur ne révèle pas qu'il avait été le premier à parler.

Le suivant fut Yassine lui-même, sans qu'aucun moyen de pression ait été exercé contre lui. Aristo, l'interrogateur du Shin Bet, se chargea des questions. Ce dernier racontait :

> Après des semaines de surveillance de son domicile, nous savions qu'une admiratrice du cheikh Yassine, une femme mariée respectable, venait régulièrement lui rendre visite et que par admiration pour lui et tout à son désir de lui rendre l'existence plus plaisante, elle couchait avec le cheikh. Durant une séance d'interrogatoire, je me suis penché au-dessus du personnage et je lui ai chuchoté à l'oreille : « Je sais tout de toi. Je sais de quoi tu parles avec les gens qui te sont le plus proches. Je sais qui vient te rendre visite et quand. Je sais quand tu bandes et quand tu bandes pas. »
>
> Je n'ai pas mentionné la femme, mais il savait exactement où je voulais en venir, et il a aussitôt reconsidéré sa position. Il voyait bien qu'il n'avait pas le choix, que s'il ne parlait pas et ne nous livrait pas les bons renseignements, nous propagerions cette histoire au sujet de la femme et le mettrions dans une situation très gênante[9].

La crainte de l'humiliation publique s'avéra une tactique efficace. Un autre prisonnier de haut vol fut contraint de se déshabiller et de rester debout nu face à ses interrogateurs pendant des heures. Ils constatèrent qu'il avait un pénis anormalement petit et, de peur qu'ils ne répandent la nouvelle, il se laissa lui aussi convaincre de parler.

Ces interrogatoires permirent d'établir que Yassine s'était préparé de longue date à lancer un jihad d'une extrême violence. Depuis 1981, il avait ordonné à ses hommes de s'introduire par effraction sur des bases de Tsahal et d'y voler des armes et des munitions, et ils en avaient ainsi accumulé une quantité importante. Au total, quarante-quatre armes à feu purent être localisées, le premier arsenal de l'organisation.

Yassine, révéla cette enquête, avait secrètement mis sur pied une petite unité paramilitaire sous le commandement de Salah Shehadeh[10]. Cette unité se composait de deux parties distinctes – une qui opérerait contre les Palestiniens rétifs, l'autre qui mènerait un jihad contre Israël. Yassine et ses hommes sélectionnaient les effectifs des deux unités en appliquant un programme d'entraînement organisé par les comités des sports et de la culture de son organisme d'aide sociale, qui leur indiquaient qui était en bonne forme physique et manifestait des aptitudes organisationnelles et un engagement idéologique envers le mouvement.

Dans un compte rendu qu'il rédigea après avoir interrogé les détenus, Kubi observait que les hommes de Shehadeh étaient « très intelligents, un peu plus instruits que la moyenne, des fanatiques religieux évoluant dans leur espace propre, presque impossible à pénétrer » pour le renseignement[11]. Son rapport fut soumis pour discussion à la direction du Shin Bet. « Mais, ajoute Aristo, Avrum [Avraham Shalom, directeur de l'agence] estimait qu'il n'y avait aucune nécessité de traiter le problème et qu'il n'en sortirait rien de dommageable. Des *Tzileigerim* [le mot yiddish pour désigner les "perdants" ou les "impotents"], c'était ainsi qu'il qualifiait Yassine et son gang. J'avais l'impression qu'il était très important pour Avrum de faire plaisir à l'échelon politique qui se situait au-dessus de lui – c'est-à-dire au gouvernement dominé par le Likoud et à Shamir, qui détestait l'OLP – et de leur répéter avec son sourire habituel qu'il travaillait clandestinement à une machination complexe qui infligerait des dommages conséquents à Arafat. Avec le recul historique, il avait peut-être raison – il y avait en effet une machination complexe, si complexe qu'elle lui a totalement échappé, ainsi qu'au Shin Bet[12]. »

Yassine fut condamné à treize ans de prison pour sa participation à une série de vols d'armes mais libéré un an plus tard dans le cadre d'un échange de prisonniers avec le FPLP d'Ahmed Djibril[13]. Il reprit aussitôt ses affaires là où il les avait laissées – bâtir l'infrastructure de l'organisation. Il était pourvu d'une mémoire phénoménale et

connaissait par cœur les 1 500 noms de code qu’il avait créés pour ses divers opérateurs, opérations et boîtes aux lettres. Il était capable de réciter le curriculum vitae de chaque membre et faisait preuve d’une étonnante connaissance des innovations technologiques et de la situation au Moyen-Orient.

Au cours des années suivantes, il développa et diffusa aussi sa doctrine, plaidant pour le recours aux attentats-suicides. Pour instruire ses disciples, il soulignait la différence entre le suicide, absolument interdit, et le sacrifice de soi sur le champ de bataille qui obéit à un commandement religieux et assure une place au paradis pour le martyr, et même aux membres de sa famille. Chaque fois que le suicide a reçu la bénédiction d’un cheikh islamique qualifié, stipulait Yassine, le sujet appelé à mourir n’agit pas poussé par des motifs personnels, mais est considéré comme un *shahid*, un martyr tombé au jihad au nom d’Allah[14].

Le Shin Bet était alors dans une difficile période de transition. L’agence tentait de surmonter une série de contrecoups très négatifs suite à l’affaire du bus d’Ashkelon et à ses retombées. En un bref laps de temps, la quasi-totalité de la direction de l’organisation avait été remplacée par des hommes plus jeunes et il leur fallait encore du temps pour atteindre leur maturité professionnelle. Plusieurs officiers traitants et enquêteurs ont dit avoir averti leurs supérieurs pendant cette période des dangers de l’islam extrémiste, mais l’agence était trop désorientée pour traiter la question. Quand éclata la Première Intifada, fin 1987, Yassine était déjà la figure politico-religieuse la plus importante à Gaza et en Cisjordanie, se dressant à la tête d’un mouvement qui comptait des centaines de membres et des dizaines de milliers de soutiens. Au mois de décembre, il déclara que le jihad avait débuté. Il baptisa son organisation Mouvement de résistance islamique, son acronyme arabe s’écrivant « Hamas », ce qui signifie aussi « ferveur »[15].

Au cours des mois suivants, des rapports manquant de cohérence commencèrent d’affluer vers le Shin Bet et, en août 1988, une opération à grande échelle fut planifiée contre l’organisation. Le Shin Bet arrêta cent quatre-vingts personnes et les soumit à des interrogatoires poussés, mais tous ces individus étaient bien

préparés et ne révélèrent rien de l'information la plus capitale : Salah Shehadeh, le membre le plus important pris dans cette rafle, avait monté une aile militaire secrète et la commandait[16]. Au début, faisant preuve d'ironie et d'habileté, Yassine et lui l'appelèrent l'Unité 101, nom inspiré de celui de la légendaire unité de commandement d'Ariel Sharon. Plus tard, ce nom changea et devint l'Unité spéciale des Brigades Izz al-Din al-Qassam, d'après celui d'un chef palestinien qui avait lancé des attaques contre des objectifs britanniques et juifs dans les années 1930[17].

Shehadeh continua de commander cette aile militaire de sa prison, en transmettant clandestinement des messages codés à l'extérieur[18]. En 1989, Yassine et lui envoyèrent deux militants de l'unité, Mahmoud al-Mabhouh et Mohammed Nasr, enlever et tuer deux soldats israéliens. Ils s'étaient postés à bord d'une voiture aux plaques israéliennes devant un carrefour où ils savaient que des soldats faisaient du stop, une pratique très répandue dans le pays où beaucoup d'automobilistes sont trop heureux d'aider des soldats en permission de courte durée à rentrer chez eux ou à regagner leur base.

Vingt ans plus tard, Al-Mabhouh raconta sur la chaîne Al Jazeera comment ils s'étaient emparés de l'un des deux soldats, Ilan Saadon :

> Nous nous sommes déguisés en religieux juifs, avec des kippas sur la tête, comme des rabbins. Une autre voiture est arrivée au carrefour et a déposé des passagers. Dans la nôtre, nous avions des cartons [occupant ainsi de l'espace, de sorte que seul un autostoppeur pouvait monter]. J'étais au volant. Les cartons étaient derrière moi et la portière arrière, de mon côté, était hors d'usage. Je lui ai dit [à Saadon] de faire le tour.
>
> C'est ce qu'il a fait et il s'est installé à l'arrière. Abou Sahib [Nasr, son équipier] et moi étions convenus d'un signe que je lui ferais de la main, parce que je pouvais voir ce qui se passait sur la route, devant nous et derrière. Environ trois kilomètres après le carrefour, j'ai fait ce signe à Abou Sahib et il lui a tiré dessus avec son pistolet, un Beretta. Je l'entendais [Saadon] respirer fort. […] Il a pris deux balles dans la figure et une dans la poitrine, un soupir, et c'était tout – terminé. Après, nous l'avons couché sur la banquette et nous l'avons emmené à l'endroit convenu d'avance[19].

Mabhouh ajouta qu'il aurait aimé abattre Saadon lui-même, mais à son grand regret c'était son coéquipier qui avait joui de ce privilège. Lors de ces deux enlèvements, Al-Mabhouh et Nasr prirent des photographies d'eux-mêmes piétinant les cadavres des soldats pour célébrer leur victoire.

Al-Mabhouh et Nasr s'enfuirent en Égypte avant que le Shin Bet ait pu les arrêter[20]. Al-Mabhouh devint un acteur opérationnel capital du Hamas à l'étranger. Les autres membres des Brigades Izz al-Din al-Qassam qui avaient apporté un soutien logistique aux deux tueurs furent arrêtés et soumis à la torture, notamment des simulacres d'exécution et des injections de thiopental sodique. Tous avouèrent, et l'un d'eux fut habillé d'un uniforme de Tsahal et conduit en divers lieux de la bande de Gaza où on l'obligea à désigner l'endroit où ils avaient caché le fusil d'Ilan Saadon et sa plaque d'identité, ainsi que les armes utilisées.

Yassine fut condamné à la réclusion à perpétuité pour son rôle dans les deux meurtres.

Le matin du 13 décembre 1992, deux hommes masqués entrèrent dans les locaux de la Croix-Rouge à Al-Bireh, une petite ville de Cisjordanie, et remirent une lettre au réceptionniste. Ils l'avertirent de ne l'ouvrir qu'une demi-heure après leur départ et repartirent en courant.

Il était écrit : « Aujourd'hui, 13.12.92, cinquième anniversaire de la fondation du Hamas, un officier de l'armée d'occupation a été enlevé. Il est détenu en lieu sûr. […] Nous notifions aux autorités d'occupation que nous exigeons qu'elles et la direction israélienne libèrent le cheikh Ahmed Yassine en échange de la libération de cet officier. »

La lettre était signée : « Unité spéciale, Brigades Izz al-Din al-Qassam, branche militaire, Hamas. » Une photographie de la carte de police du sergent-chef Nissim Toledano, de la police des frontières israélienne, était jointe[21].

Le Premier ministre et le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, décidèrent de ne pas céder aux exigences des ravisseurs et lancèrent au contraire une vaste campagne de raids et

d’arrestations. Pendant ce temps, le Shin Bet s’efforçait de gagner du temps. Un officier supérieur, Barak Ben-Zur, fut envoyé rencontrer Yassine en prison, lui demanda d’accepter d’être interviewé par les médias et de donner instruction à ses partisans de ne faire aucun mal à l’officier de police qu’ils avaient enlevé.

Le cheikh reçut Ben-Zur assis dans son fauteuil roulant, enveloppé dans une couverture, avec « un sourire qui semblait presque cordial ». Il accorda un certain nombre d’interviews et, dans chacune, répéta la déclaration requise.

Ce fut seulement après que le Shin Bet comprit pourquoi Yassine s’était montré si serviable. Il avait prévu la situation et ordonné par avance à ses hommes de ne prêter aucune attention à ce qu’ils l’entendraient déclarer dans une quelconque interview, et de ne pas y obéir parce que le message lui aurait presque certainement été arraché contre sa volonté.

La prison n’avait ni amoindri l’influence du cheikh, ni brisé son moral. « Il n’y aura pas de paix, dit-il à Ben-Zur, une fois les interviews terminées et les caméras éteintes. Nous prendrons ce que vous nous donnerez mais nous ne renoncerons jamais à notre lutte armée. Tant que moi, cheikh Yassine, je serai en vie, je veillerai à ce qu’il n’y ait pas de pourparlers de paix avec Israël. Je n’ai aucun problème de temps : dix ans de plus, cent ans de plus – à la fin, vous serez rayés de la surface de la terre[22]. »

Ainsi qu’ils en avaient reçu l’ordre au préalable, les hommes du Hamas ne tinrent aucun compte de ses instructions publiques de ne pas faire de mal à Toledano. Cette nuit-là, les quatre ravisseurs vêtus de tenues de ninja et armés de poignards entrèrent dans la grotte où il était détenu. « Nous avons demandé à Israël de libérer le cheikh Yassine contre ta personne, lui annoncèrent-ils. Mais ton gouvernement a refusé et c’est la preuve que la vie de ses soldats ne l’intéresse pas. Nous sommes désolés d’avoir à te tuer. »

Toledano fondit en larmes. Il les supplia de le libérer.

« Quelle est ta dernière volonté ? lui lança l’un des hommes du Hamas.

— Si vous avez décidé de me tuer, tuez-moi dans mon uniforme. »

Les hommes du Hamas l'étranglèrent, puis s'apercevant qu'il était encore vivant, le poignardèrent[23].

Pour Rabin, avec le meurtre de Toledano, la coupe était pleine. La semaine précédente, cinq autres Israéliens avaient été tués lors d'attentats terroristes presque tous orchestrés par le Hamas. Le gouvernement Rabin qui mesurait à présent le danger que représentait le mouvement décida que le moment était venu de frapper un coup décisif contre lui. Au sein du Shin Bet, certains proposèrent d'empoisonner Yassine en prison, ce qui serait relativement facile à réaliser. Rabin rejeta d'emblée cette idée par peur des émeutes qui éclateraient inévitablement dès que la nouvelle de sa mort en captivité se répandrait.

Le chef d'état-major Ehud Barak suggéra une autre solution : l'expulsion en masse des activistes du Hamas du Liban. « Nous avions essayé quantité de méthodes contre le Hamas, expliquait le major général Danny Yatom, chef du commandement central de Tsahal. Et pour une raison ou une autre il nous semblait que cette expulsion du Liban porterait gravement atteinte à la motivation des terroristes que nous chassions et de ceux qui envisageaient de se livrer au terrorisme à l'avenir[24]. »

C'était une décision problématique aux plans éthique, juridique et pratique. Tsahal et le Shin Bet espéraient procéder à cette expulsion clandestinement, avant que le monde puisse en avoir vent, ce qui les soumettait à d'énormes contraintes temporelles. À partir du 16 décembre, ils arrêtèrent quatre cents personnes suspectées de liens avec le Hamas – pas une d'entre elles n'ayant directement trempé dans les derniers actes de terrorisme –, leur bandèrent les yeux et les menottèrent, puis les firent monter dans des bus et les conduisirent à la frontière libanaise.

La nouvelle de l'opération avait tout de même fait l'objet de fuites et en Israël un certain nombre d'ONG ainsi que les familles de certains de ces expulsés déposèrent une requête devant la Cour suprême pour qu'elle y mette un terme, ce qui retarda le convoi de longues heures[25]. Estimant que cette expulsion constituait en fait un crime de guerre, le bureau du procureur général refusa de représenter le gouvernement et le chef d'état-major Ehud Barak en

personne dut comparaître devant la Cour et tenter de persuader les juges.

L'escorte de police militaire de l'armée remit à chaque expulsé 50 dollars en espèces, un manteau et deux couvertures, puis les força tous à descendre des bus, leur retira leur bandeau et leurs menottes-bracelets en plastique. Ensuite, ils firent faire demi-tour aux bus qui repartirent en Israël. Plus tard, les expulsés plantèrent un campement de tentes à Marj al-Zuhour, près de la ville druze de Hasbaya. Au début, le gouvernement libanais, mû par la seule volonté d'accentuer la détresse des expulsés et d'embarrasser encore un peu plus le gouvernement israélien, bloqua toute tentative de la Croix-Rouge pour leur porter assistance.

En l'occurrence, cette expulsion porta bel et bien un coup sévère au Hamas[26]. À ce stade, ses deux principaux dirigeants, Yassine et Shehadeh, étaient enfermés dans des geôles israéliennes et le reste de ses chefs se trouvaient maintenant au Liban, dans un campement de tentes lointain, sur un flanc de colline froid et venteux, sans électricité ni moyens de communication, trempés et misérables.

Pourtant, une semaine après cette évacuation, la situation changea du tout au tout quand un groupe de Libanais vint leur rendre visite. Leur chef se présenta, il s'appelait Wafik Safa, il était du Hezbollah, venait à leur rencontre au nom du secrétaire général Hassan Nasrallah et leur demanda si les expulsés avaient besoin d'une aide quelconque.

Cette visite intervenait après une série de réunions entre Nasrallah, le corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) et Safa, devenu une sorte de ministre des Affaires étrangères de l'organisation. Moughniyeh avait considéré l'expulsion et les souffrances du groupe du Hamas comme un don du ciel. Dans son esprit, le Hezbollah pouvait et devait se servir de cette opportunité pour étendre son influence au-delà des frontières du Liban, avec des partenaires qui n'étaient pas nécessairement iraniens ou chiites[27]. En fin de compte, il réussit à convaincre les autres.

En règle générale, les militants chiites ne concluent pas d'alliances avec les Palestiniens musulmans sunnites[28]. Ce fut donc un geste surprenant en direction du Hamas musulman sunnite, et ce dernier se montra d'ailleurs initialement hésitant. À ses dirigeants non plus, ce lien ne semblait pas naturel, mais l'impasse où ils se trouvaient fut d'un poids décisif et ils partageaient leur haine d'un ennemi commun. Ils répondirent par l'affirmative et, en un bref laps de temps, des convois d'ânes et de mules leur apportèrent des tentes imperméables, des vêtements chauds, des poêles et du combustible, ainsi que d'abondantes provisions de nourriture, de matériel de nettoyage et de lessive pour les aider à endurer les rigueurs de l'hiver.

Ensuite, ce fut au tour des médias libanais de raconter au monde les souffrances de ces populations expulsées – certains sous contrôle ou sous influence du Hezbollah et d'autres simplement venus couvrir un sujet porteur. Ensuite, ce fut celui des instructeurs de l'armée et du terrorisme. Jusqu'à ce stade, le Hamas n'avait presque reçu aucun entraînement aux opérations de combat ou au renseignement. À cet égard, cette expulsion s'avérait une aubaine pour ses adhérents aussi.

Les hommes de Moughniyeh, commandés par son beau-frère, Moustapha Badreddine, accompagnés d'instructeurs des Brigades Al-Quds des Gardiens de la Révolution (CGRI), délimitèrent une zone protégée proche du campement de tentes, mais assez éloignée pour éviter les regards indiscrets des médias qui couvraient maintenant constamment le camp. À l'intérieur de ce périmètre, des cours d'entraînement s'organisèrent sur les communications, le cryptage, la sécurité de terrain, les armes légères, les lance-roquettes, l'espionnage et le contre-espionnage, la guérilla urbaine, le combat au corps à corps et plus encore.

Les instructeurs d'Imad Moughniyeh furent particulièrement impressionnés par un ingénieur en électricité de vingt-huit ans, originaire du nord de la Cisjordanie, diplômé de l'université Bir Zeit, dénommé Yahia Ayache, qui se ferait connaître, comme de juste, sous le surnom de « l'Ingénieur ». Les experts iraniens et ceux du Hezbollah lui apprirent à fabriquer des explosifs avec des

composants d’articles courants en se servant de clous et de vis en guise de shrapnels et à confectionner des bombes pour véhicules piégés. Moughniyeh vint en personne au camp parler avec Ayache et certains de ses camarades des façons de localiser et de recruter d’éventuels candidats à des attentats-suicides – comment les approcher et comment conduire le difficile processus destiné à les persuader de passer à l’acte.

Tandis que ses hommes suivaient un entraînement au flanc d’une montagne désolée, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, l’organisation de Yassine se reconstruisait. Avec les années, le Hamas avait tissé un vaste réseau d’activistes et de collecteurs de fonds dans le golfe Persique, en Jordanie et aux États-Unis, sous le commandement de Moussa Abou Marzouk, un citoyen américain. Des cheikhs fortunés d’Arabie Saoudite ainsi que leurs homologues des émirats du Golfe et de riches musulmans en Occident avaient versé des fonds à l’organisation. Après l’expulsion en masse, Marzouk avait envoyé des États-Unis l’un de ses seconds, Mohammed Salah, dans les territoires occupés avec des centaines de milliers de dollars en argent liquide[29].

Les pressions internationales sur Israël croissaient de jour en jour. Le campement bénéficiait d’une couverture médiatique constante, le Conseil de sécurité de l’ONU condamna l’initiative en des termes très vifs, il y eut des menaces de sanctions et une confrontation de plus en plus chargée d’acrimonie avec l’administration du président Bill Clinton à peine intronisé et son secrétaire d’État, Warren Christopher. En février 1992, Rabin comprit que toute cette affaire n’avait été qu’une déplorable erreur et il accepta la proposition du secrétaire d’État américain de rapatrier certains des expulsés avec effet immédiat et le reste avant la fin de l’année, en échange d’un veto des États-Unis au nom d’Israël au Conseil de sécurité.

Les expulsés regagnèrent la bande de Gaza et la Cisjordanie en vainqueurs. Ayache fut nommé commandant des Brigades Izz al-Din al-Qassam en Cisjordanie et, peu de temps après, il organisa l’attentat-suicide de Mehola en avril 1993, où le terroriste et un civil furent tués. Pour son attaque suivante, toutefois, Ayache attendit un

moment décisif qui justifierait et légitimerait à jamais l'attentat-suicide aux yeux des Palestiniens.

Ce moment vint le 25 février 1994, quand le docteur Baruch Goldstein, originaire de Brooklyn, un disciple du rabbin Meir Kahane et de la Ligue de défense juive qui avait émigré à Kiryat Arba, une colonie proche d'Hébron, ouvrit le feu sur des musulmans en prière dans la mosquée Ibrahimi de cette ville, située à la Grotte des Patriarches, le site révéré par les deux confessions comme le lieu d'inhumation d'Abraham.

En une minute et demie de tir, en se servant de son fusil automatique Galil en dotation de l'armée et vêtu d'un uniforme de Tsahal, Goldstein réussit à charger quatre magasins successifs dans son arme. Ensuite, l'un des musulmans jeta sur lui un extincteur et l'assomma. Les fidèles le rouèrent de coups et le frappèrent à mort. Avant d'être mis hors d'état de nuire, il avait réussi à tuer vingt-neuf fidèles et à en blesser plus d'une centaine.

Dans tout le monde musulman, nombreux furent ceux qui virent dans cet acte non seulement un crime odieux contre des innocents, mais aussi une déclaration de guerre des Juifs contre l'islam proprement dit.

Ce fut le moment qu'avait attendu Yahia Ayache. Il décompta les quarante jours rituels de deuil avant de frapper et ensuite, le 6 avril, une bombe humaine recrutée par lui se fit sauter près de deux bus dans la ville israélienne d'Afula, juste au nord de la Cisjordanie, emportant huit civils avec lui. Une semaine plus tard, un autre terroriste-suicide tua cinq Israéliens à la gare routière de Hadera. Le 19 octobre, Ayache frappa au cœur de Tel Aviv où un Palestinien actionna le détonateur de sa ceinture d'explosifs dans le bus n° 5 sur Dizengoff Street, tuant vingt-deux personnes. Les attentats à la bombe s'enchaînaient et ne cessaient plus.

« Jusqu'alors, les terroristes palestiniens dont nous avions connaissance avaient le désir de vivre, m'a rappelé Avi Dichter, du Shin Bet. Même Leila Khaled, lors de son dernier détournement avec deux grenades en main, lorsqu'elle a été confrontée à un vigile de sécurité israélien, n'a pas eu le cran de se faire sauter. Le changement survenu en 1993 était spectaculaire et nous a surpris.

« Le pouvoir des terroristes avait connu une croissance exponentielle[30]. Un terroriste-suicide n'a pas besoin de posséder des qualités opérationnelles : c'est juste un interrupteur, allumé ou éteint. S'ils sont quatre cents sur la liste d'attente des terroristes-suicides, chacun peut mesurer la gravité du problème. »

Les rivaux du Hamas remarquèrent les succès d'Ayache et le soutien que recevaient ses agissements dans les rues palestiniennes. Le 11 novembre 1994, un membre du Jihad islamique palestinien (JIP) se fit sauter à un poste de contrôle de Tsahal à Netzarim Junction, dans la bande de Gaza, tuant trois officiers de réserve. Le 22 janvier 1995, un terroriste de l'Organisation du Jihad islamique (IJO) vêtu d'un uniforme de l'armée bouscula une foule de soldats qui attendait un bus à Beit Lid, à une quarantaine des kilomètres au nord-est de Tel Aviv. Il pressa sur le bouton d'un détonateur qui fit éclater onze kilos d'explosifs sanglés autour de sa taille. Des dizaines de soldats furent fauchés par l'énorme déflagration. Quand d'autres accoururent vers les blessés qui criaient à l'aide, une seconde bombe humaine se fit sauter au milieu d'eux. Un troisième terroriste était censé suivre quelques minutes plus tard, mais il prit peur et s'enfuit.

Vingt et un soldats et un civil furent tués dans cet attentat et soixante-six autres blessés, certains très grièvement. Le Premier ministre et ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, se rendit sur les lieux peu après les déflagrations, au carrefour encore jonché de morceaux de corps et maculé de sang. Une manifestation spontanée de citoyens en colère protesta alors qu'il était sur les lieux. Toutefois, les protestataires n'entonnaient pas des slogans contre la terreur, mais contre Rabin. « Va à Gaza ! », hurlaient-ils, une imprécation qui, en hébreu, résonne comme « Va en enfer ».

À son retour à Tel Aviv, Rabin, « le sang bouillant de fureur », selon les termes de son chef de cabinet, Eitan Haber, convoqua une réunion de la haute hiérarchie de la défense. « Cette folie doit cesser, trancha-t-il. Apportez-moi des feuillets rouges à signer[31]. »

25.

« Rapporte-nous la tête d’Ayache »

Yitzhak Rabin n’avait pas imaginé que son deuxième mandat de Premier ministre prendrait un tour pareil.

Il avait été élu sur sa promesse à la fois d’assurer la sécurité – il était perçu comme un chef militaire endurci, intraitable dans la guerre contre le terrorisme – et de lancer une initiative diplomatique qui sortirait Israël de l’isolement, apporterait la prospérité économique et mettrait un terme à l’Intifada.

Rabin était en effet parvenu à la conclusion que l’occupation des territoires palestiniens devait s’achever. Il avait accepté le processus d’Oslo engagé par Shimon Peres et ses collaborateurs, mais non sans une certaine amertume, avec beaucoup de doute et de scepticisme quant aux intentions des Palestiniens. C’était à l’évidence ce que trahissaient son visage, sa gestuelle, son langage corporel lorsque le président Clinton finit par obtenir qu’il serre la main de Yasser Arafat lors de la cérémonie de signature sur la pelouse de la Maison-Blanche, le 13 septembre 1993.

Yitzhak Rabin considérait que le processus de paix devait être mené de façon progressive, Israël ne se retirant d’abord que de Gaza et Jéricho au lieu de valider un accord global d’entrée de jeu. Cela permettrait à Israël de remettre des parties des territoires occupés à l’Autorité palestinienne sans cesser de vérifier qu’Arafat applique bien sa partie de l’accord. Cela signifierait aussi que les principaux sujets encore litigieux – le droit au retour des réfugiés

palestiniens, le statut de Jérusalem, l'avenir des colonies de Cisjordanie et de Gaza et l'évolution éventuelle de l'Autorité palestinienne en État souverain – feraient l'objet de décisions ultérieures. Yitzhak Rabin espérait que cela lui permettrait d'éviter la controverse clivante qui éclaterait presque certainement en Israël quand on aborderait ces questions.

Le Premier ministre travailliste n'échapperait de toute manière pas à la controverse[1]. Une vaste partie de l'opinion israélienne croyait que les Accords d'Oslo avaient accru la probabilité d'attaques terroristes et qu'en raison du processus de paix et des transferts de territoires sous le contrôle d'Arafat, le terrorisme irait croissant. Il suffisait pour cela aux Israéliens de droite de citer mot pour mot les déclarations de Yassine – il n'y aurait jamais de compromis, répétait ce dernier, il n'accepterait jamais l'existence d'un État juif. Ce qui n'était au début que des manifestations mineures de petits groupes de colons extrémistes devint une campagne de protestation qui s'empara de tout Israël, puisant un peu plus de force à chaque attentat terroriste et prenant de plus en plus pour cible la personne de Rabin. Ces protestations furent dirigées en sous-main par les dirigeants du Likoud, Ariel Sharon et Benyamin Netanyahou.

Pendant ce temps, les Palestiniens constataient avec une exaspération croissante qu'ils étaient dépossédés de leurs terres – certes, Rabin restreignit l'implantation de nouvelles colonies, mais ne l'interrompit pas complètement et n'en évacua pas une seule dans les zones occupées – et ils n'avaient absolument pas l'impression que ce processus diplomatique mènerait à l'instauration de leur propre État. Simultanément, parce que Arafat voulait éviter une confrontation avec son opposition islamiste, il s'abstint de toute tentative de combattre la guerre de harcèlement et les attaques terroristes suicides du Hamas et du Jihad islamique.

« Aucun des deux camps ne comprenait la signification des exigences de l'autre, déplorait Ami Ayalon, chef du Shin Bet dans la seconde moitié des années 1990, de sorte qu'au bout du compte il semblait que les deux parties se sentaient trompées et c'était en grande partie justifié. Nous n'obtenions pas la sécurité, et ils n'obtenaient pas d'État[2]. »

Les efforts pour résoudre les conflits aux frontières septentrionales d'Israël ne furent pas plus couronnés de succès[3]. Le secrétaire d'État Warren Christopher multipliait les médiations entre Israël et la Syrie, dans le but d'aboutir à un accord de paix en application duquel Israël se retirerait des hauteurs du Golan et peut-être aussi du Liban, tandis que la Syrie s'emploierait à mettre un terme aux actions du Hezbollah contre Israël. Mais aucune avancée significative n'eut lieu. Aiguillonné par les Syriens qui tentaient de faire pression sur Israël, le Hezbollah continuait de causer des pertes aux forces de Tsahal au Liban.

Le statu quo sur la zone de sécurité libanaise usait la patience des Israéliens. Furieux, les commandants de leur armée sur le terrain réclamaient qu'on leur laisse l'entière liberté de passer à l'action. Le plus influent de ces commandants était le général de brigade Erez Gerstein, un personnage costaud possédant tant de charisme et de confiance en soi que plus d'un voyait en lui un futur chef d'état-major. Gerstein établissait des parallèles entre le Liban et le Vietnam, surtout quant aux leçons qu'il fallait retenir des erreurs américaines. « Nous restons au chaud dans nos forteresses à nous gratter les couilles au lieu de sortir, de penser comme eux [le Hezbollah], de les frapper là où ils ne s'y attendent pas et de tuer leurs commandants », tempêtait-il[4].

Les troupes de l'Armée du Liban Sud étaient tout aussi insatisfaites, empêchées de riposter, se sentant comme de la chair à canon. Aql al-Hashem, le commandant en second de la milice, avait depuis des années plaidé auprès d'Israël pour au moins viser les officiers du Hezbollah[5].

Ces appels ne tombèrent pas dans l'oreille d'un sourd. Le 1er janvier 1995, Amnon Lipkin-Shahak succéda à Ehud Barak à la tête de l'état-major. Déterminé à sortir de l'ombre de son prédécesseur, il décida de changer de politique au Liban. À partir de là, ce serait une guerre et le Hezbollah serait traité comme un ennemi à part entière. Il lui fallait des ressources : des personnels capables de se lancer dans la collecte de renseignement et des

escadrons d’opérations spéciales composés d’experts du sabotage et de l’assassinat.

Lipkin-Shahak et le chef du Commandement de la Région Nord, le major général Amiram Levin, l’un des principaux spécialistes de l’armée en matière de guerre de commando, organisèrent rapidement une nouvelle unité de ce type, l’Egoz (mot qui en hébreu signifie « Noix ») en vue de mener une guerre de contre-guérilla ciblant le Hezbollah[6]. L’un de ses premiers commandants, Moshe Tamir, expliqua : une « bonne partie des tactiques que j’ai développées dans le cadre de l’unité Egoz […] venaient de manuels élaborés par l’armée britannique relatifs aux combats dans l’Himalaya et en Indochine. L’expérience des Américains au Vietnam était tout aussi instructive, surtout aux échelons inférieurs[7] ». À l’exemple des officiers des forces britanniques et américaines, et à l’instar des Français en Algérie, Tamir, Gerstein et leurs collègues croyaient que si on leur attribuait les ressources adéquates, du temps et le soutien nécessaire de l’arrière, il serait possible de vaincre le Hezbollah.

Egoz commença par tendre des embuscades et lancer des raids à l’intérieur du Liban, dans les zones où l’adversaire se sentait en sécurité, surprenant les miliciens, en tuant un grand nombre. L’une de ces victimes, Hadi Nasrallah, n’était autre que le fils du chef du mouvement.

Levin avait pris part à l’opération Printemps de la Jeunesse et il était partisan de mener des attaques ciblées contre les commandants du Hezbollah[8]. Ronen Cohen, qui venait de prendre la tête du bureau libanais de la section de renseignement du Commandement de la Région Nord, devait appliquer cette nouvelle politique. Les deux officiers résolurent de se focaliser sur l’élimination de cadres de la milice de rang intermédiaire, des commandants régionaux au Sud-Liban, en évitant les responsables de haut rang. Levin estimait que l’organisation islamique faisait la distinction entre les opérations visant l’un de ses dirigeants ou l’épicentre de ses activités à Beyrouth et la guerre tactique conduite au Sud-Liban. La première provoquait une réaction extrême, tandis

que la riposte à la seconde serait d'ampleur limitée et confinée au Liban et au nord d'Israël.

Jusqu'à ce stade, le Mossad avait procédé à tous ses assassinats ciblés à l'extérieur du territoire national, Tsahal ne lui fournissant au mieux que son appui. Toutefois, l'agence considérait tout au plus le Hezbollah comme un problème frontalier qu'il incombait à Tsahal de traiter, et même si elle avait modifié l'ordre de ses priorités, elle était quasi incapable d'opérer au Liban de manière offensive. « En bref, précisait Cohen, il était clair à mes yeux que si nous voulions atteindre des cibles de qualité du Hezbollah, nous, les forces armées, devrions le faire par nos propres moyens[9]. »

En dépit de ses failles stratégiques, l'élimination de Moussaoui lui semblait un bon modèle tactique : identifier une cible avec un drone, la marquer au laser, tirer un missile. C'était une méthode peu coûteuse, mais efficace.

La section de renseignement du Commandement de la Région Nord choisit une cible, un dénommé Rida Yassine, plus connu sous son nom de guerre, Abou-Ali Rida, commandant du Hezbollah pour la région de Nabatiyeh, qui habitait dans le village de Zawtar al-Charkiyeh. Cadre de niveau intermédiaire au Sud-Liban, Rida correspondait parfaitement au profil et il était plus accessible que d'autres commandants de rang équivalent.

Après deux semaines de surveillance, Cohen réussit à réunir assez d'informations à son sujet en vue de planifier une opération à laquelle il donna le nom de code Golden Beehive (Ruche d'Or).Une fois par semaine, Rida se rendait à une réunion des cadres dirigeants de son organisation, à Beyrouth, et rentrait tard le soir avant de rejoindre son bureau en voiture à huit heures trente le lendemain matin. Le plan initial prévoyait qu'un agent fasse le guet à cette heure-là pour s'assurer que Rida monte dans sa voiture et que personne d'autre ne soit avec lui. Après confirmation, un drone le pisterait jusqu'à sa sortie du village, puis identifierait le véhicule avec son faisceau laser pour qu'un hélicoptère Apache tire son missile.

L'opération Golden Beehive, qui était pilotée depuis la salle d'opérations du Commandement de la Région Nord, faillit être annulée. Le 30 mars 1995, l'agent posté près de la maison de Rida

eut la surprise de découvrir l'emplacement de sa voiture vide. Il ne pouvait rester sur place longtemps sans éveiller les soupçons et dut quitter les lieux. Mais le drone resta dans le ciel à la verticale, transmettant des images à distance jusqu'à ce que les contrôleurs voient la voiture de Rida de retour devant le domicile. Quelqu'un en sortit et entra dans la maison, mais au bunker de commandement, Levin, Cohen et leurs subordonnées ne purent discerner son visage. Ils ne parvinrent pas non plus à identifier la personne qui ressortit de la maison une heure plus tard, s'installa au volant, démarra et se dirigea vers l'entrée du village, traversa la rivière Litani et prit la direction du sud vers Nabatieh. Le dilemme était clair : qui conduisait cette voiture à présent ? Était-ce Rida ou l'un de ses enfants ? Fallait-il donner l'ordre de tirer le missile ?

Levin fit le pari. Il ordonna au pilote de l'Apache de tirer.

Environ trois heures plus tard, les réseaux radio du Hezbollah étaient saturés de transmissions relatives à cette exécution[10]. Rida, et lui seul, était à bord. Dans ces conversations radio, les opérateurs de surveillance israéliens entendirent bien que les hommes de Moughniyeh étaient secoués, leur confiance entamée. L'un des leurs avait été assassiné de loin, ciblé par un robot volant silencieux. C'était seulement la deuxième fois qu'un drone servait à tuer un homme.

Nasrallah jura de se venger, et une fois encore le Hezbollah réagit avec un tir de barrage de roquettes vers le nord d'Israël. Un adolescent de dix-sept ans qui faisait son jogging sur la plage n'entendit pas les messages d'alerte et fut tué par un impact direct. Néanmoins, tout comme Levin et Cohen l'avaient prédit, le Hezbollah considéra qu'il s'agissait d'un incident local et ne tenta pas de venger le meurtre de Rida hors du Moyen-Orient.

L'opération Golden Beehive servit de modèle à d'autres attaques contre d'autres cadres de rang intermédiaire[11]. Mais le mode opératoire de Golden Beehive n'était pas le seul auquel ils eurent recours. Dans d'autres opérations, Egoz ou d'autres unités agirent de nuit et placèrent une bombe dans la voiture de la cible ou sur le trajet qu'elle devait emprunter, qui serait elle aussi mise à feu depuis un aéronef ou par un guetteur au sol.

Parallèlement, Levin et Cohen restructuraient les réseaux de commandement et de pilotage des assassinats ciblés – qui décidait des cibles et qui donnait l'ordre final de *rashai* (l'autorisation d'engagement). C'était un point capital. Jusqu'à ce stade, tous les feuillets rouges pour « traitement négatif » devaient être transmis au VARASH, le comité des directeurs des agences de renseignement, présidé par le directeur du Mossad. Ensuite, ils devaient être approuvés par le pouvoir civil au plus haut niveau, signés par le Premier ministre en personne qui souvent consultait aussi d'autres ministres avant de prendre une décision.

En raison du risque élevé d'imbroglio diplomatique en cas d'échec, chaque feuillet rouge requérait des délibérations et beaucoup de temps pour souvent aboutir à un refus de validation.

Toutefois, Levin et Cohen s'évitaient ces procédures grâce à d'habiles détours sémantiques. Au Liban, une élimination ciblée n'était plus un assassinat : cela devenait une « interception ». Apparemment, celle-ci ne requérait pas d'examen aussi approfondi, même si l'autorisation du chef d'état-major restait évidemment nécessaire.

À l'époque, ce contournement du système n'était pas perçu comme une source de problème[12]. Rabin, qui occupait les postes de Premier ministre et de ministre de la Défense, se fiait au chef d'état-major Lipkin-Shahak et se satisfaisait d'être informé lors de la réunion hebdomadaire relative aux opérations et sorties, dans le bureau du ministre de la Défense.

Néanmoins, « un précédent était créé, soulignait un ancien officier du Commandement de la Région Nord, en vertu duquel une opération d'assassinat recevait un autre nom pour qu'elle entre dans un protocole de décision différent, afin de permettre une validation à un échelon inférieur[13] ». En d'autres termes, tuer un homme ne requérait plus l'approbation du Premier ministre.

Pourtant, les nouvelles procédures étaient efficaces, cela ne faisait aucun doute. Après des années passées à ronger son frein dans la zone de sécurité, Tsahal avait élaboré un dispositif entier d'assassinat ciblé qui recueillait des renseignements et les transformait rapidement en opérations. En deux ans et demi, les

escadrons de l’armée procédèrent à vingt-sept opérations d’assassinat ciblé, en majorité contre des personnels du Hezbollah, dont vingt et une furent des succès.

Tandis que Levin et Cohen réécrivaient les protocoles d’assassinat dans la zone de sécurité, début 1995, les agences de renseignement de l’État hébreu réfléchissaient à la manière d’exécuter deux feuillets rouges signés par Rabin.

Dans la soirée suivant l’attentat de Beit Lid, où deux terroristes-suicides avaient tué vingt et un soldats et un civil qui attendaient à un arrêt de bus, le renseignement savait déjà qui en était responsable et, par conséquent, qui serait exécuté : Fathi Shaqaqi, le chef du Jihad islamique palestinien (JIP). Son organisation était née dans les années 1970 en Égypte d’un noyau d’étudiants en médecine palestiniens politiquement actifs à l’université Zagazig, un foyer du fanatisme islamiste. Après une brève carrière de pédiatre dans la bande de Gaza, Shaqaqi monta une petite organisation secrète, à certains égards concurrente du Hamas du cheikh Yassine. Shaqaqi se distinguait idéologiquement de ce dernier en raison de sa conviction que le jihad devait prendre le pas sur la réforme sociale, alors que le Hamas se consacrait à part égale à l’une et à l’autre. Le groupe qui s’unifia autour de Shaqaqi n’avait qu’une seule fonction : la terreur anti-Israël.

Pendant trois ans, Shaqaqi fut un pensionnaire intermittent des geôles israéliennes avant d’être finalement expulsé de Gaza au Liban, en 1988. Les Gardiens de la Révolution iranienne le prirent sous leur aile et s’arrangèrent pour lui obtenir l’autorisation de faire de Damas sa base en lui procurant des fonds et des armes. À brève échéance, son organisation opérait sous la protection des Iraniens et le Jihad islamique palestinien ne tarda pas à lancer une série d’attaques terroristes. La pire de toutes fut un assaut en règle à l’arme à feu contre un bus transportant des touristes israéliens en Égypte, à une petite cinquantaine de kilomètres du Caire, en février 1990. Neuf passagers israéliens et deux Égyptiens perdirent la vie et dix-neuf furent blessés. Après les succès du Hamas en matière d’attentats-suicides, les Iraniens donnèrent à Shaqaqi leur

feu vert pour mener des attaques similaires. Les bombes humaines de Beit Lid furent le point culminant de cette campagne[14].

Quatre jours après ces attentats-suicides, Shaqaqi accorda une interview dans son bureau de Damas à la correspondante du magazine *Time*, Lara Marlowe[15]. Il n'admettait pas son implication directe dans l'attentat, mais il détaillait sa planification en ponctuant la conversation de sourires et de petits rires, à l'évidence ravi de la mort de vingt et un Israéliens.

À ce moment-là, la signature de Rabin sur l'arrêt de mort de Shaqaqi était déjà sèche depuis trois jours[16]. Mais cet ordre était des plus inhabituels. En fait, c'était le premier feuillet rouge que Rabin avait signé depuis son accession au poste de Premier ministre. À l'époque, le pacte avec l'Organisation de libération de la Palestine et l'entourage d'Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne avait conduit de nombreux Israéliens à en conclure que la guerre avec les Palestiniens – les bombardements, les attentats terroristes, les assassinats et les enlèvements partout dans le monde – était terminée. Le Mossad considérait les terroristes-suicides comme un problème intérieur, dans le périmètre de responsabilité du Shin Bet, et certains proposèrent même de scinder la division antiterroriste de l'agence en deux.

En outre, Fathi Shaqaqi était un dirigeant palestinien qui comptait de nombreux admirateurs dans les territoires occupés. La décision de l'éliminer, en dépit des risques de réactions de rébellion de la part des Palestiniens, témoignait assez chez Yitzhak Rabin de la douloureuse prise de conscience du fait que la guerre avec les Palestiniens était loin de s'achever.

En fait, l'attentat terroriste de Beit Lid induisit chez le Premier ministre un changement dans la conception de la sécurité d'Israël. Au lendemain de cet événement, il redéfinit peu à peu le terrorisme : les « piqûres d'abeille » se muaient en « menace stratégique ». Jusqu'alors, la formule « menace stratégique » avait été réservée aux initiatives militaires ennemies à grande échelle qui mettaient en danger de vastes portions de la population israélienne et du territoire de la nation ou qui étaient susceptibles d'aboutir à la destruction de l'État, comme l'attaque surprise des armées arabes en octobre 1973

ou la possibilité que Saddam Hussein se dote d'armes nucléaires. « La raison de ce changement de définition de la part de Rabin – avec lequel j'étais en accord total, rappelait Carmi Gillon, directeur adjoint du Mossad à l'époque, découlait du fait que le terrorisme avait réussi à pousser un gouvernement souverain à modifier ses décisions ou à retarder leur mise en œuvre à cause de l'effet des attentats sur la rue israélienne[17]. »

Malgré ce changement de conception et de perception de la menace, signer le feuillet rouge sur la personne de Shaqaqi n'en restait pas moins une opération préparée avec soin et qui réclama des mois de surveillance[18]. Des agents furent en mesure de placer sur écoute les téléphones de son domicile et de son bureau, mais le tuer à Damas n'était pas l'idéal. Il était physiquement périlleux d'opérer en Syrie, et ce n'était pas moins risqué politiquement : Uri Sagie, à la tête de l'AMAN à l'époque, prévint Rabin qu'une telle opération nuirait aux négociations de paix alors en cours entre Israël et la Syrie, parrainées par les États-Unis.

Quoi qu'il en soit, tuer Shaqaqi hors de Syrie ne serait pas une affaire simple non plus. Sachant ses jours menacés, il limitait ses déplacements aux autres États arabes ou à l'Iran – des territoires non moins difficiles à pénétrer pour les exécuteurs israéliens. Pendant presque six mois, les hommes de Césarée tentèrent de cerner une heure et un lieu où il serait possible d'orchestrer une attaque. Ensuite, le 9 avril, la pression qui s'exerçait sur l'agence monta encore d'un cran : une voiture piégée conduite par un kamikaze du Jihad islamique palestinien explosa à côté d'un bus israélien dans la bande de Gaza, tuant sept soldats et Alisa Michelle Flatow, une étudiante de vingt ans originaire de West Orange dans le New Jersey[19]. Plus de trente personnes furent blessées. Peu de temps après, une autre voiture piégée blessa douze personnes. « Trouvez une solution, fit Rabin au directeur Shabtai Shavit. Il faut coincer ce type. »

Un mois plus tard, les services proposèrent la solution, mais elle suscita une opposition immédiate. Comme Printemps de la Jeunesse en 1973 et comme l'élimination d'Abou Jihad à Tunis en

1988, elle nécessitait que Tsahal apporte son soutien au Mossad qui ne pouvait pas l’exécuter seul.

Le chef d’état-major Lipkin-Shahak, dont les relations avec Shavit étaient déjà fragilisées, n’avait pas d’objection de principe à tuer Shaqaqi, mais il estimait que l’agence devait être en mesure de réaliser la chose par ses propres moyens et qu’il n’y avait aucun besoin d’impliquer des personnels de l’armée dans une opération éloignée des frontières israéliennes. Il s’ensuivit une bruyante altercation entre les deux hommes en présence de Rabin qui finit par les faire taire et par trancher en faveur de Shavit[20].

La surveillance avait montré que Shaqaqi entretenait des contacts réguliers avec Mouammar Kadhafi, qui avait remis au jihadiste un passeport libyen au nom d’Ibrahim Shawish, et qu’il allait souvent rendre visite au dictateur libyen, soit seul, soit avec d’autres chefs terroristes. À l’époque, la Libye était l’objet de sanctions rigoureuses en raison de son implication dans le terrorisme et la plupart des compagnies aériennes avaient cessé de desservir cette destination. Shaqaqi s’envolait donc de Beyrouth ou Damas, faisait escale à Malte, puis repartait vers Tunis où il louait un véhicule de luxe, d’ordinaire une BMW ou une Jaguar, et effectuait le trajet par la route, 780 kilomètres jusqu’à Tripoli, seul.

Une bombe en bordure de cette route nationale déserte semblait l’idéal et, en juin, une escouade de commandos navals de la Flottille 13 débarqua sur une plage tunisienne et se dirigea à pied vers la route, en s’enfonçant dans le sable meuble sous le poids de quatre caisses, chacune remplie de deux cent trente kilos d’explosifs. Elles étaient fixées sur des palettes en tungstène, solides mais flexibles, qui pouvaient être portées par quatre soldats costauds à travers les dunes vers la grande route Tunis-Tripoli. Ce plan supposait que les hommes du raid creusent une fosse près de la route, où la circulation était minime, et y enfouissent cette énorme bombe. Dans l’intervalle, des agents de Césarée surveilleraient Shaqaqi, guetteraient l’agence où il louerait un véhicule à Tunis et y fixeraient un transpondeur, ou « pingueur » dans le jargon du métier, qui transmettait un signal particulièrement puissant. Cet engin activerait

le dispositif de détonation de la bombe au passage de la voiture, pulvérisant le véhicule et le conducteur.

« Presque personne n'utilise cette route, avait affirmé l'un des planificateurs de Césarée lors du briefing final, il y a donc une très, très forte probabilité pour que la cible soit seule quand on l'expédiera dans l'au-delà, il faudra beaucoup de temps avant que quiconque remarque ce qui s'est passé, et de nombreuses heures avant qu'une équipe de recherches ou des enquêteurs arrivent sur les lieux[21]. »

Le 4 juin 1995, le signal arriva : Shaqaqi avait réservé un vol pour Malte une semaine plus tard. L'opération débuta[22]. Deux vedettes lance-missiles de la marine appareillèrent de Haïfa chargées d'équipement, avec à leur bord les commandos de marine menés par Yoav Galant, commandant de la Flottille 13. Il leur fallut deux jours et demi pour cette traversée de près de 2 000 kilomètres avant de jeter l'ancre à distance de sécurité de la côte, à l'endroit où la frontière entre la Tunisie et la Libye touche la Méditerranée. Ami Ayalon, à présent commandant de la marine, dirigeait l'opération de loin.

Depuis le jour où Galant avait conduit le détachement des commandos de marine qui avait débarqué une unité de Sayeret Matkal sur la plage de Tunisie avant d'aller éliminer Abou Jihad, sept années s'étaient écoulées. À présent, Tsahal était équipée d'une technologie bien plus avancée. Sur un écran géant dans la Fosse, le bunker de commandement de Tsahal, Ayalon voyait des indications précises, en temps réel, des localisations de toutes les forces engagées.

Progressant à bord de canots pneumatiques ultra-renforcés, les commandos débarquèrent à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la ville littorale de Sabratha.

« Avancer à travers ces dunes, c'était très dur, racontait l'un des membres des commandos, chacun de nous agrippait une extrémité d'une perche en s'efforçant de ne pas s'enfoncer dans le sable, et on transpirait à mort. Je me souviens encore de ce sable jaune, d'une propreté parfaite. Je me disais que dans une situation différente, j'aurais été ravi de m'allonger sur ce sable près de la mer et de me faire bronzer. Mais pas ce jour-là. Il commençait à faire jour

et nous devions vite creuser ce trou. Nous avons continué d'avancer quand tout à coup nous avons entendu dans nos écouteurs : "Stoppez avance tout de suite !", en provenance du groupe de devant. Nous avons rapidement compris pourquoi[23]. »

Il s'avéra que si les renseignements sur les mouvements de Shaqaqi étaient exacts, ils n'avaient pas prévu un rallye automobile qui effectuait la route du Maroc en Égypte, épreuve en cours justement ce jour-là. Quelques pilotes avaient atteint la route en même temps que les commandos et décidé de s'accorder une pause. Ils ouvrirent des bouteilles et des canettes et bavardèrent bruyamment en anglais, en allemand et en français, en riant et en maudissant le sable qui pénétrait dans leurs moteurs. Galant consulta Ayalon. Le danger d'être découverts par les pilotes de rallye croissait de minute de minute. (« L'un d'eux risquait de s'écarter du groupe pour aller faire pipi ou pire encore, nous pisser carrément sur la tête », prévint Galant par radio.) Et puis on ne pouvait savoir clairement combien de temps ils stationneraient à cet endroit ou si d'autres véhicules n'allaient pas emprunter cette route plus tard. Cela signifiait que même si la bombe était mise en place et déclenchée par la voiture de Shaqaqi ce soir-là, « des personnes innocentes, non arabes » risquaient d'être blessées. Ayalon ordonna au commando de battre en retraite[24]. Le risque de tuer un civil, ou même de nombreux civils, était trop grand et l'opération fut annulée.

Quatre mois supplémentaires s'écoulèrent dans la frustration. Enfin, à la mi-octobre, le Mossad bénéficia d'une ouverture qui permit à ses hommes de réaliser l'exécution eux-mêmes, sans recourir à des opérations compliquées combinées avec l'armée.

Le téléphone, encore sur écoute, sonna dans le bureau de Shaqaqi à Damas. C'était un appel d'un collaborateur de Kadhafi qui l'invitait à une conférence, en Libye, de plusieurs chefs d'organisations de guérilla arabes. Shaqaqi répondit qu'il ne voulait pas y participer. Mais le Mossad apprit ensuite que Saïd Moussa al-Muragha – Abou Moussa –, commandant d'une faction extrémiste palestinienne qui s'était mutinée contre Arafat et avait fait scission de l'Organisation de libération de la Palestine, maintenant basé à

Damas et opérant sous protection syrienne, serait là. Abou Moussa était aussi un rival de Shaqaqi.

« Si Abou Moussa y va, notre client ne va pas réussir à rester à l'écart, prévoyait Mishka Ben-David, officier de renseignement de Césarée, lors d'une réunion convoquée pour débattre du sujet au QG de l'agence. Dites aux gars de se tenir prêts[25]. »

Ce que déciderait finalement Shaqaqi n'était pas clair. Mais les services calculèrent que s'il y allait, il serait peut-être vulnérable lors de son escale à Malte ou plus loin sur son trajet par la route en direction de la Libye.

Quelques mois plus tôt, « Jerry » avait été nommé commandant de l'unité des assassinats ciblés. Pas particulièrement apprécié de ses collègues de l'agence, Jerry était un homme peu loquace, qui avait accompli son service militaire dans une unité spéciale de plongeurs de la marine. Il avait déjà fait partie des équipes qui avaient éliminé le Canadien Gerald Bull et Ataf Bseiso, et il croyait que ce nouveau poste lui permettrait de gravir les échelons du Mossad vers ce qu'il voulait vraiment : prendre la tête de Césarée. « J'ai envie de m'asseoir dans le fauteuil de Mike Harari », confia-t-il à un ami. Tuer Shaqaqi servirait donc à la fois l'intérêt national et son ambition personnelle.

Le 22 octobre, Jerry et son équipe partirent pour Malte et attendirent à l'aéroport en scrutant les passagers à l'arrivée. Après que quelques vols eurent atterri, Jerry avertit par radio ses équipiers et le Mossad à Tel Aviv. « Il y a quelqu'un assis à l'écart, par ici, leur dit-il. Je vais aller vérifier qui c'est. » La tension monta. Une minute plus tard, il reprit la communication : « Je pense qu'on a une identification positive. Il porte une perruque, mais il y a de fortes probabilités pour que ce soit notre homme. »

Shaqaqi ne sortit pas de l'aéroport puisqu'il embarqua à bord du vol suivant pour Tunis. Toutefois, l'agence savait qu'il séjournait généralement une ou deux nuits au Diplomat Hotel, dans la ville balnéaire maltaise de Sliema, soit sur sa route vers la Libye, soit sur le trajet du retour. S'ils patientaient quelques jours, il y avait donc de bonnes chances pour que Shaqaqi soit à leur merci.

Il atterrit de nouveau à Malte le matin du 26 octobre, après avoir assisté à cette conférence. Un guetteur de Baïonnette le repéra à l'aéroport et, à dix heures, deux agents étaient postés dans le salon d'accueil du Diplomat Hotel. Shaqaqi arriva en taxi et descendit là pour la nuit. Il monta lui-même ses bagages dans sa chambre, sans laisser le chasseur s'en charger pour lui. L'un des Israéliens le suivit et le vit entrer dans la chambre 616[26].

Tranquille et pleine de touristes, l'île de Malte était considérée comme un « pays base » où il n'était pas particulièrement dangereux d'opérer, et il revenait donc à Jerry de décider de quelle manière l'exécution serait menée. Il réunit son équipe au coin de la rue de l'hôtel et leur donna ses instructions.

À onze heures trente Shaqaqi quitta l'hôtel, tourna à gauche et flâna jusqu'au bout de la rue en profitant du temps agréable. Il entra dans un magasin Marks & Spencer où un agent le prit en filature, le regarda acheter une chemise et trois de plus dans un autre magasin. Jerry se tenait sur le trottoir d'en face. Quand il vit Shaqaqi sortir, il murmura deux mots dans le micro de la radio fixé à sa manche : « Honey Bun. » Le code pour passer l'action.

Shaqaqi n'avait rien remarqué d'inhabituel et continua sa promenade. Il ne fit pas du tout attention à la moto Yamaha qui se rapprocha de lui à treize heures quinze, avant de s'arrêter très lentement à sa hauteur. Ensuite, à un moment où il était seul sur le trottoir, le passager de la moto dégaina un pistolet équipé d'un silencieux. Il tira sur Shaqaqi deux balles dans la tempe et, après sa chute à terre, une troisième dans la nuque. Le pistolet était équipé d'un petit sachet de récupération des douilles, laissant à la police maltaise très peu d'indices à partir desquels travailler sur la scène de crime.

Le motard s'éloigna à toute vitesse et deux véhicules de location évacuèrent le reste de l'équipe. Ils se retrouvèrent sur une plage à proximité où une vedette conduite par un équipage de trois commandos en tenues civiles ayant l'allure de touristes ordinaires les récupéra et les emporta à bord d'un navire lance-missiles israélien mouillant au large. Le lendemain, la police maltaise retrouva la moto sur la plage[27].

Dans le sillage du changement de méthode face au terrorisme après l'attentat de Beit Lid, Rabin ordonna aussi une collecte de renseignements sur les dirigeants du Hamas, en se concentrant d'abord et avant tout sur Yahia Ayache, « l'Ingénieur », qui avait suivi un entraînement en exil et qui avait importé les attentats-suicides en Israël au printemps 1993. Pendant les deux années suivantes, 1994 et 1995, Ayache fut responsable de neuf attentats-suicides où cinquante-six personnes périrent et trois cent quatre-vingt-sept furent blessées. L'opinion publique israélienne était submergée par ces visions de sang versé et de corps carbonisés dans des bus. Rabin savait qu'il devait faire quelque chose, et il signa donc un feuillet rouge contre Ayache.

C'était aussi très inhabituel. Ayache dirigeait ses kamikazes depuis l'intérieur de la Cisjordanie et de Gaza, des territoires sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Il relevait de la juridiction de cette dernière et elle était censée l'arrêter, lui et ses hommes. Durant cette période, Israël et l'Autorité palestinienne négociaient les dernières étapes des Accords d'Oslo et opérer à l'intérieur du territoire de celle-ci serait considéré comme une violation des accords de paix susceptible de dégénérer en crise politique.

Rabin avait exigé à plusieurs reprises du président de l'Organisation de libération de la Palestine qu'il agisse avec fermeté et de manière décisive pour enrayer ces attentats-suicides. L'un des officiers de renseignement présents aux côtés de Rabin lors d'une conversation téléphonique avec Arafat se souvenait de l'avoir entendu le rabrouer sèchement. Quand il reposa le combiné, Rabin « était écarlate » et se plaignit qu'Arafat et son entourage ne tentaient rien pour contrôler le Hamas et le Jihad islamique palestinien[28].

Pour sa part, Arafat nia que les Palestiniens aient été les instigateurs de ces attentats. Théoricien de la conspiration notoire, il avança sa propre explication, totalement infondée. « Une organisation israélienne secrète dénommée OAS, prétendit-il, qui intervient à l'intérieur du Shin Bet et en coopération avec le Hamas et le Jihad islamique dont l'objectif est de faire échouer le processus de paix, est derrière ces attaques et beaucoup d'autres[29]. »

Début 1995, les Israéliens se rendirent compte que tous les espoirs qu'ils avaient placés dans l'Autorité palestinienne pour qu'elle mette fin d'elle-même à ces attaques s'avéraient tout à fait irréalistes, si ce n'est pire. « En plus de tous les contacts, de toutes les conversations et de toutes les demandes que nous avons formulées aux Palestiniens, nous avons finalement décidé de compter uniquement sur nous-mêmes et de déployer tous les efforts possibles pour combattre la terreur », expliquait Gillon.

Par coïncidence, au moment où les deux kamikazes attaquaient à Beit Lid, le 22 janvier, le directeur du Shin Bet, Yaakov Peri, convoqua Yisrael Hasson et lui demanda de prendre la tête du commandement central de l'agence, qui couvrait la totalité de la Cisjordanie.

Hasson, l'un des cadres les plus expérimentés du Shin Bet, répondit qu'il accepterait à la condition que l'agence modifie radicalement le mode de traitement qu'elle réservait à Yahia Ayache.

« Si tu penses qu'il s'agit d'un problème local réservé à l'officier traitant en poste à Rafât [le village natal d'Ayache], tu commets une grosse erreur, répondit Hasson à Peri. Cet homme cherche à faire avorter le processus politique. Le seul moyen de l'avoir, c'est que l'ensemble de l'agence et chacun de ses membres se lèvent le matin en se posant cette question : “Que puis-je faire pour capturer Yahia Ayache ?” »

Peri lui demanda ce qu'il voulait. « Pour traiter son cas, je veux une responsabilité sans partage sur tous les autres leviers de l'agence », lui répondit Hasson.

Lui-même un meneur d'hommes avisé qui savait se faire apprécier des agents qu'il dirigeait, Peri réagit avec un sourire : « Par la présente, je te nomme directeur de l'agence sur le dossier Yahia Ayache.

— Alors je veux ta promesse que chacune de mes décisions à ce sujet sera définitive et que tu ne pourras en annuler aucune », rétorqua son visiteur.

Peri était convaincu d'être en mesure de persuader Rabin de signer un feuillet rouge sur la personne d'Ayache, mais il était aussi habile pour se tenir à l'écart des écueils organisationnels, et il se

contenta de répliquer ceci : « Yisrael, l’agence entière est derrière toi. Vas-y, avance, et rapporte-nous la tête d’Ayache[30]. »

Hasson prit ses nouvelles fonctions et passa en revue tous les renseignements qu’ils détenaient sur le compte d’Ayache. Cela se résumait à peu de chose. Il apparut que pendant plus d’un an, aucune source fiable du Shin Bet n’avait été en contact avec lui ou l’un de ses proches collaborateurs et qu’il n’y avait aucune indication claire sur l’endroit où le trouver, excepté un rapport indiquant que le Hamas avait réussi à l’aider à s’enfuir en Pologne, par crainte que le Shin Bet ne lui mette la main dessus.

Hasson doutait de la véracité de ce rapport. « Comment peut-il être en Pologne alors que nous retrouvons sa marque sur tous les attentats-suicides commis ici ? », s’étonna-t-il en réunion début février. Il annonça ensuite qu’il changeait entièrement d’approche sur le sujet.

Jusqu’à ce stade, les ennemis du directeur du Shin Bet étaient les divers membres des organisations de l’OLP. Ils fonctionnaient généralement par petites cellules, depuis certains lieux, d’ordinaire l’endroit où ils habitaient. Par conséquent, les opérations du Shin Bet avaient été organisées autour de zones géographiques – villages, petites villes, districts, régions – où les agents de renseignement et les officiers traitants réunissaient des éléments sur tout ce qui se passait. Chaque unité agissait de manière presque entièrement indépendante, la coordination entre elles était limitée et mise en œuvre seulement au niveau du commandement. Les agents travaillant sur le même sujet ne se rencontraient jamais de manière organisée pour échanger des informations et discuter des diverses actions à engager.

En revanche, le Hamas fonctionnait dans un cadre complètement différent. Les activistes n’accomplissaient pas les tâches que leur assignait le Hamas sur leur lieu de résidence, mais ailleurs. À chaque mission, ils se trouvaient dans un lieu différent, tout en restant placés sous un commandement national. En conséquence, les connaissances trop spécialisées d’un agent du Shin Bet sur ce qui se passait dans sa zone géographique spécifique ne donnaient aucun résultat significatif.

Concernant le cas Ayache, Hasson adopta une autre méthode, et le personnage reçut un nom de code : Crystal[31]. Tout renseignement sur Crystal, indiqua-t-il, devait converger vers son bureau, sous son commandement. L'opération Crystal en fut transformée : cette question locale traitée séparément par un certain nombre d'agents du Shin Bet – chacun d'eux sous les ordres d'un commandant différent avec ses priorités propres – devenait une affaire à l'échelle de tout le territoire, et Hasson prenait toutes les décisions. Ce n'était rien de moins qu'une révolution organisationnelle à petite échelle : il avait désormais toute latitude de donner un ordre en passant au-dessus des commandants locaux, ce qui suscita quelque ressentiment.

Il ordonna ainsi à diverses unités du Shin Bet d'essayer de recruter un certain nombre de Palestiniens susceptibles de les aider. Il pria aussi les agents de réinterroger des dizaines de militants du Hamas dans les prisons israéliennes. Suite à ces initiatives, trente-cinq autres activistes du Hamas furent arrêtés et soumis à la question. Ils furent enfermés ensemble dans des cellules la nuit, répartis en groupes distincts, et leurs conversations enregistrées. En outre, des prisonniers palestiniens recrutés pour tenir lieu d'agents du Shin Bet – on les appelait des Muppets, ou Marionnettes – furent placés dans leurs cellules pour les inciter à parler.

Ils découvrirent rapidement qu'Ayache était d'une exceptionnelle habileté. Bien avant qu'il soit de notoriété publique que les forces de l'ordre et les agences de renseignement avaient la capacité de secrètement collecter d'importants volumes d'informations à partir des lignes téléphoniques personnelles, Ayache prenait de grandes précautions pour ne pas toujours utiliser les mêmes téléphones portables ou fixes et pour constamment changer d'endroit où passer ses nuits. Surtout, il semblait ne jamais se fier à personne[32].

Avec le temps, les efforts pour localiser Crystal portèrent leurs fruits[33]. Il s'avéra qu'il n'était pas en Pologne et qu'il n'y avait jamais été. Il se situait en Cisjordanie où il opérait dans les environs de Qalqilya, à l'intérieur d'une zone en partie sous contrôle d'Israël, en partie sous celui de l'Autorité palestinienne – au nez et à la barbe du Shin Bet. « Il est impossible d'imputer à l'Autorité palestinienne le fait

qu'on n'ait pas réussi à le capturer, expliquait Carmi Gillion qui avait succédé à Peri à la tête du Shin Bet. Cet échec était le nôtre, et il nous fallait l'admettre. »

En avril, quatre mois après la signature du feuillet rouge visant Crystal, le Shin Bet reçut un tuyau indiquant qu'Ayache allait assister à une réunion du Hamas à Hébron. Hasson estimait qu'agir à ce moment-là serait trop risqué et que la pénétration des services dans le Hamas méritait d'être étoffée, mais les pressions du Premier ministre pour que l'on frappe Ayache étaient trop fortes pour y résister. Déguisés en Arabes, les hommes de l'équipe de Tziporim guettèrent son arrivée sur le lieu de cette rencontre, à un endroit très fréquenté par une foule hostile. « Par chance pour lui et pour nous, il ne s'est jamais présenté, rappelait Hasson. Je ne crois pas que nous aurions été en mesure de sortir tous nos gens vivants de là. C'était une mission follement dangereuse, mais en raison des menaces que faisait peser ce personnage épouvantable, nous avions décidé d'y aller quand même[34]. »

Ayache ne se présenta dans aucun autre endroit favorable sous un angle stratégique. En mai, il s'avéra qu'il avait réussi à s'éclipser dans la bande de Gaza après avoir identifié et exploité des failles dans le dispositif de sécurité israélien à la limite de ce territoire[35]. « Ce fut encore une autre de nos défaillances », reconnaissait Gillon[36].

Pendant des mois, des agents du Shin Bet tentèrent de le pister dans cette bande de Gaza, où ils savaient qu'il opérait mais où les autorités israéliennes n'étaient pas habilitées à procéder à une arrestation. Ils examinèrent son comportement, ses habitudes, ses failles de sécurité sur le terrain – la moindre faiblesse susceptible d'être exploitée.

Finalement, aux derniers jours d'août, le Shin Bet apprit qu'en de rares occasions Ayache passait quelques coups de téléphone depuis le domicile d'un de ses partisans, un ami d'enfance, Oussama Hamad, qui habitait dans la petite ville de Beit Lahia, vers le nord de la bande de Gaza. Utilisant le téléphone de Hamad, il discutait avec l'Iran, le Liban et avec plusieurs de ses subordonnés du Hamas. D'autre part, chaque fois qu'il rendait visite à Hamad, il

avait une longue conversation téléphonique avec son père, en Cisjordanie.

C'était une information précieuse.

Hasson jugeait néanmoins que toute action contre Ayache devait s'inscrire dans le cadre d'une opération plus globale à la faveur de laquelle le Shin Bet procéderait à une pénétration bien plus en profondeur de ses informateurs à l'intérieur du Hamas et prendrait le contrôle des voies d'acheminement clandestines, à l'entrée et à la sortie de la bande de Gaza. « Mais les types avaient le feu aux fesses », déplorait Hasson, critiquant implicitement Avi Dichter, chef de la région sud (et l'homme qui aurait la préséance sur lui cinq ans plus tard, quand ils seraient tous deux candidats au poste de directeur). « Ils voulaient absolument inscrire ce succès à leur actif. Ils insistaient : “Avant toute chose, éliminons-le, et ensuite on verra ce qui se passe.” Dommage[37]. »

Un plan d'assassinat d'Ayache fut soumis à Dichter. Le Palestinien passait ses appels depuis une pièce attenante au salon de la famille Hamad. Quand il n'y aurait personne dans la maison, des membres de Tziporim y entreraient et cacheraient un engin explosif, ainsi qu'une caméra retransmettant les images. Quand Ayache s'assiérait à cet endroit et dès que sa voix serait audible sur la ligne écoutée, l'engin serait mis à feu.

« Mais voici le dilemme auquel est confronté un pays qui veut frapper le terrorisme de manière chirurgicale et rester fidèle à des principes moraux, soulignait Dichter[38]. Il était très facile de s'assurer qu'Ayache soit pulvérisé. Mais nous savions qu'il était dans une maison avec des enfants, et nous n'avions aucun moyen de nous assurer qu'ils ne soient pas blessés par l'explosion. L'ensemble de l'opération dut être revu à cause de cela. »

Le Shin Bet avait besoin d'une bombe plus petite, d'un poids qui se comptait en grammes, suffisamment meurtrière pour tuer Ayache mais pas assez puissante pour toucher d'autres personnes. Une bombe qu'Ayache tiendrait peut-être près de sa tête.

La solution tomba quand le Shin Bet réussit à trouver un lien entre Hamad et un homme lié aux Israéliens. Son oncle était le chef d'une

entreprise de construction, un homme fortuné, un certain Kamal Hamad, qui avait été en contact avec des fonctionnaires israéliens par le passé. Le Shin Bet approcha Kamal, obtint sa coopération et lui demanda de trouver un prétexte convaincant pour faire cadeau à son neveu d'un téléphone portable neuf, un Motorola Alpha à clapet.

L'hypothèse était qu'Ayache finirait par s'en servir.

« Nous avons caché un petit émetteur dans le combiné, afin de pouvoir écouter ses appels », expliquèrent-ils à Kamal qui se vit proposer un ensemble de primes et d'avantages qui lui permettraient de s'installer avec sa famille aux États-Unis après l'opération.

Les officiers traitants du Shin Bet mentaient. Au lieu d'un émetteur, le téléphone contenait une charge explosive de cinquante grammes reliée à un détonateur déclenché à distance. Le 28 octobre, deux jours après l'élimination de Shaqaqi, Ayache vint rendre visite à Hamad qui lui remit le téléphone portable et quitta la pièce afin de laisser le commandant de l'organisation passer ses appels seul. Les capacités technologiques du Shin Bet étaient à l'époque très minces, et il fallait un avion spécial de l'armée de l'air pour capter les transmissions du téléphone. Cet appareil relayait les appels au quartier de la région sud du Shin Bet où un opérateur expérimenté familier de la voix d'Ayache écoutait tout. Quand il identifia « l'Ingénieur », il transmit le signal d'activation du dispositif.

L'opérateur retira ses écouteurs afin de ne pas s'exposer à la déflagration assourdissante qui allait suivre, mais au lieu de cela, la conversation continua comme s'il ne s'était rien produit. Le signal fut émis de nouveau, mais Ayache continuait de parler. « Imaginez, a ironisé Dichter, vous appuyez une fois, deux fois, mais le café reste dans la machine[39]. »

La bombe miniature avait fait long feu, mais au moins elle n'avait pas été découverte. Kamal raconta plus tard à son neveu que suite à un souci de facturation, il avait besoin de récupérer le téléphone deux jours. Le laboratoire du Shin Bet régla le problème, le téléphone fut restitué à Hamad et tout le monde attendit le retour d'Ayache.

Le jeudi 2 novembre, un cadre dirigeant de l'unité du Shin Bet chargée de la protection des personnalités, responsable de la sécurité du Premier ministre, passa un appel crypté à un collègue, Yitzhak Ilan, chargé de la collecte de renseignements de la région sud de l'agence[40]. « Après-demain en début de soirée, annonça l'auteur de l'appel à Ilan, une grande réunion publique va se tenir place des Rois d'Israël à Tel Aviv, en soutien du gouvernement et du processus de paix. Rabin va prendre la parole. Depuis l'élimination de Shaqaqi, avez-vous reçu la moindre info au sujet du Jihad islamique, qui cherche à venger son chef en tentant de tuer le Premier ministre ? »

Ilan répondit qu'il ne détenait aucune information spécifique, mais qu'on avait constaté en effet pas mal d'agitation dans la région au lendemain de l'assassinat de Shaqaqi, et bien qu'Israël n'en ait pas revendiqué la responsabilité, le Jihad islamique palestinien savait sans nul doute qui était derrière cet acte. La présence d'une voiture piégée à cette réunion publique constituait la principale source d'inquiétude d'Ilan, et il recommanda de dégager tous les véhicules de l'esplanade autour de la place. Après leur conversation, l'unité de protection des personnalités décida de prendre des mesures de précaution supplémentaires.

Le rassemblement pour la paix était organisé par des groupes de gauche afin de contrer les manifestations de protestation organisées par la droite, devenues des scènes d'incitation à la violence contre Rabin[41]. On enflammait des photos de lui, il était montré en uniforme de SS et on paradait avec des cercueils à son nom. Lors de certaines manifestations de la droite, des participants avaient essayé de forcer le cordon de sécurité et de l'assaillir, et ils avaient failli y arriver. Le directeur du Shin Bet, Gillon, avertit que des terroristes juifs risquaient d'attenter à la vie du chef du gouvernement, et il pria même Rabin de circuler en véhicule blindé et de porter un gilet pare-balles. Rabin, qui ne prit pas les avertissements de Gillin au sérieux, répugnait à cette dernière suggestion et ne s'y plia qu'en de rares occasions.

Le rassemblement fut une grande réussite. Rabin avait douté que les sympathisants de gauche sortent manifester, et ce furent au

moins cent mille personnes qui se massèrent sur la place et l'acclamèrent. Ils virent Rabin, un homme plutôt introverti, montrer de rares instants d'émotion. Il commença son discours en ces termes : « Je veux remercier chacun de vous de se dresser contre la violence et pour la paix. J'ai été un militaire toute ma vie. J'ai combattu dans des guerres tant qu'il n'y avait aucune chance de paix. Je crois qu'il existe maintenant une chance pour cette paix, une grande chance, et il faut la saisir.

« La paix a des ennemis qui tentent de nous nuire afin de saboter cette paix. J'ai envie de dire ceci, et je le dis sans aucune réserve : nous avons trouvé un partenaire pour la paix, même parmi les Palestiniens : l'Organisation de libération de la Palestine, qui était un ennemi et qui a cessé de semer la terreur. Sans partenaires pour la paix, il ne peut y avoir de paix. »

Après quoi, Rabin serra la main des personnes qui se trouvaient autour de lui sur l'estrade et se dirigea vers la voiture blindée qui l'attendait à proximité, accompagné de ses gardes du corps. Le personnel de sécurité du Shin Bet vit un jeune homme à la peau sombre sur le trajet du Premier ministre. En raison de son apparence juive, ils ne tentèrent pas de l'écarter de son chemin. Le jeune homme, Yigal Amir, étudiant en droit proche des colons extrémistes d'Hébron, se faufila devant les gardes du corps avec une aisance surprenante et tira trois coups de feu sur le Premier ministre, le blessant mortellement.

Lior Akerman, de la division d'investigation du Shin Bet, fut le premier à recevoir Yigal Amir dans les locaux d'interrogatoire de l'agence : « Il est arrivé avec un sourire narquois et satisfait et il a gardé cette expression pendant des heures. Il m'a expliqué que Rabin avait trahi la mère patrie et que quelqu'un devait l'arrêter. "Vous verrez, m'a-t-il dit. Mes balles arrêteront le processus de paix et la restitution de territoires aux Palestiniens[42]." »

Ce meurtre saisit l'opinion israélienne comme un coup de tonnerre. Comme en Amérique après l'assassinat de John F. Kennedy, chacun se souviendrait exactement de l'endroit où il était lorsque la nouvelle fut diffusée. Des centaines de milliers d'Israéliens descendirent dans les rues, allumèrent des bougies et

pleurèrent. Le choc fut d'autant plus violent qu'il n'était venu à l'idée de personne – y compris à ceux qui étaient chargés de protéger le Premier ministre – qu'un Juif puisse tuer le chef de la nation juive. Le Shin Bet avait horriblement failli à sa mission, et à deux reprises : d'abord en ignorant tout de la cellule dirigée par Amir, puis en le laissant s'approcher de Rabin avec un pistolet en main. L'organisation fut gagnée par l'abattement.

Malgré tout, Ayache était encore en vie, et Shimon Peres, qui remplaça Rabin dans ses fonctions de Premier ministre et de ministre de la Défense, signa le feuillet rouge visant « l'Ingénieur » du Hamas. Le directeur du Shin Bet, Carmi Gillon, décida de ne pas démissionner immédiatement après l'assassinat de Rabin et de rester à son poste jusqu'à l'élimination d'Ayache, afin que son mandat ne soit pas considéré comme un échec cuisant.

Et puis il y avait toujours une bombe dans un téléphone portable. Au matin du vendredi 5 janvier 1996, Ayache quitta sa cachette de la nuit précédente, une cave dans le camp de réfugiés de Jabaliya, et revint au domicile d'Oussama Hamad. À neuf heures du matin, son père, Abd el-Latif Ayache, l'appela sur son téléphone portable, celui qu'il avait reçu de son oncle Kamal. « J'ai donné le téléphone à Ayache et je l'ai entendu demander à son père comment il allait, m'a confié Hamad. Je suis sorti de la pièce pour le laisser tranquille. »

Ayache répondit à sa mère combien il l'aimait et combien il lui manquait. Cela suffit à l'experte en reconnaissance vocale pour faire signe. Cette fois, le signal parvint au téléphone, retransmis par l'avion, et fit exploser la charge.

« Subitement la ligne a été coupée, expliquait Abd el-Latif Ayache. J'ai cru qu'il n'y avait plus de réception, j'ai essayé de le rappeler, mais il n'y avait pas de tonalité. Cet après-midi-là, on m'a dit qu'il avait été tué[43]. »

Ayache fut inhumé à Gaza le lendemain, un enterrement auquel assistèrent des milliers de personnes. Ce soir-là, des agents du Hamas se mirent à recruter des bombes humaines en Cisjordanie. Un porte-parole du Hamas déclara : « Les portes de l'enfer sont ouvertes. »

26.

« Aussi sournois qu'un serpent, aussi naïf qu'un enfant »

Avant que le Shin Bet ne le rattrape, Yahia Ayache avait été responsable de la mort et de la mutilation de centaines de personnes et avait causé des dommages incalculables à l'État d'Israël et au processus de paix.

À l'époque, le Hamas avait à sa tête plusieurs autres commandants en charge de forces régionales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, eux aussi responsables d'attaques sanglantes contre des Israéliens. Il existait pourtant une différence substantielle entre Ayache et les autres. La plupart d'entre eux opéraient à l'intérieur des territoires occupés, le plus souvent en tendant sur les routes des embuscades aux soldats contre lesquels ils ouvraient le feu. Ayache était quant à lui surtout responsable d'attentats-suicides qui avaient lieu en Israël même, dirigés contre des civils.

Son activité révolutionnaire se prolongea au-delà de sa mort inopinée. Les derniers mois de sa vie, il avait formé un groupe d'activistes du Hamas dans l'art de confectionner de petits engins explosifs destinés aux kamikazes, ainsi qu'aux méthodes de recrutement et de préparation de ces derniers. Mohammed Diab el-Masri était l'un de ces hommes. Après son inscription sur la liste des individus les plus recherchés par le Shin Bet, il prit à l'intérieur du Hamas le nom de Mohammed Deif, ce qui en arabe signifie « Mohammed l'Invité », parce qu'il dormait chaque soir dans un lieu

différent. Il était né en 1965 dans le camp de réfugiés de Khan Yunis, dans la bande de Gaza, et sa famille avait fui un village proche d'Ashkelon, au cours de la guerre de 1948. Deif intégra le Hamas après sa création en 1987. En mai 1989, il fut arrêté pour la première fois et sa fonction de membre de la branche militaire du mouvement lui valut d'être condamné à seize mois de prison, mais il reprit son activité immédiatement après sa libération et prit part aux groupes de formation où Ayache dispensait secrètement ses enseignements, entre les dunes de sable aux abords de Gaza. En novembre 1993, il fut chargé des opérations terroristes dans le périmètre de la bande de Gaza.

Le jour de l'inhumation d'Ayache, Deif devint le chef des Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche militaire du Hamas. Le soir même, il recrutait des bombes humaines. Le mois suivant, il lançait des représailles.

Deif et ses hommes perpétrèrent quatre attentats terroristes. Le 25 février 1996, un kamikaze se fit sauter à bord d'un bus à Jérusalem, tuant vingt-six personnes. Le même jour, un autre terroriste-suicide tua un soldat et en blessa trente-six autres à un arrêt d'autostop pour soldats, en périphérie d'Ashkelon. Une semaine plus tard, le matin du 3 mars, une autre attaque-suicide eut lieu à bord d'un bus à Jérusalem, tuant dix-neuf personnes et en blessant huit. Le lendemain, le 4 mars, un kamikaze faisait exploser son engin près de la file d'attente d'un distributeur de billets de banque au Dizengoff Center, une galerie marchande très fréquentée en plein cœur de Tel Aviv, tuant treize personnes et en blessant plus d'une centaine.

Le Premier ministre Shimon Peres, qui avait succédé à Rabin, saisit l'impact de ces attentats terroristes sur l'opinion publique israélienne, sur son soutien au processus de paix et sur ses propres perspectives de réélection, lors du scrutin national programmé en mai. Il signa un feuillet rouge visant Mohammed Deif et ordonna au Shin Bet de tout faire pour se débarrasser de lui, mais Deif réussissait à rester en vie. L'Autorité palestinienne qui, en vertu des pourparlers de paix, était censée aider le Shin Bet à lutter contre le terrorisme, resta passive. Djibril Rajoub, l'un des chefs du dispositif

de sécurité palestinien, un proche d'Arafat, m'a affirmé : « Je n'en avais pas le pouvoir. Je voulais [combattre la politique de terreur du Hamas], mais je n'avais pas les hommes, les instruments, l'autorité[1]. » Yuval Diskin, officier de liaison du Shin Bet avec les Palestiniens, était en désaccord : « Djibril est un menteur, m'a-t-il dit. Il détenait d'immenses pouvoirs, mais il avait reçu l'ordre d'Arafat de ne pas trop se fatiguer[2]. »

Avant ces quatre attentats, Peres avait essayé d'obtenir d'Arafat qu'il arrête Deif et trente-quatre autres suspects de terrorisme. Il s'était rendu à Gaza pour une réunion urgente avec le leader de l'OLP le 24 janvier. Le directeur de l'AMAN, Yaalon, était là. Il prit Arafat à partie : « Vous devez arrêter ces gens tout de suite, sinon tout va sombrer dans le chaos.

— Arrêtez immédiatement Mohammed Deif ! » exigea Peres.

Le Palestinien les regarda avec de grands yeux, l'air perplexe. « Mohammed *shu* ? demanda-t-il en arabe. Mohammed qui[3] ? »

Par la suite, pourtant, Arafat comprit que ces attentats-suicides donnaient l'impression à son propre peuple qu'il était incapable de contrôler l'Autorité palestinienne et, aux yeux de la communauté internationale, qu'il prêtait main-forte à cette terreur meurtrière, fût-ce seulement par omission. Il saisit aussi que si des Israéliens continuaient de sauter dans des bus et des galeries marchandes, il serait mis un terme au processus de paix. Après le quatrième attentat, ses forces de sécurité lancèrent une campagne vigoureuse contre le Hamas, raflant cent vingt de ses principaux membres et les soumettant aux techniques de torture les plus brutales. Mais à ce moment-là, il était trop tard.

« Arafat était un individu très compliqué, m'a confié Shimon Peres, et nous avions du mal à déchiffrer sa psychologie. D'un côté, il était aussi sournois qu'un serpent, et de l'autre, aussi naïf qu'un enfant. Il voulait être tout à la fois un homme de paix et un homme de guerre. D'un côté, il jouissait d'une mémoire phénoménale – il se souvenait de tous les noms, de tous les anniversaires, de tous les événements historiques. De l'autre, les faits et la vérité ne l'intéressaient pas toujours.

« Nous nous réunissions, et je lui mangeais dans la main – celle qui était couverte d'eczéma, ce qui exigeait d'avoir un certain cran. Je lui fournissais des informations sur les chefs terroristes du Hamas dans ses territoires. Il savait pertinemment que ces informations étaient exactes, mais il me mentait effrontément sans aucun problème. Quand il s'est laissé convaincre, il était trop tard. La terreur a scellé ma ruine, elle m'a achevé, elle m'a évincé du pouvoir[4]. »

La vague de terrorisme de février et mars 1996 fut un cas d'école quant à l'effet des attentats-suicides sur le cours de l'histoire. Début février, Peres avait vingt points d'avance dans les sondages sur son adversaire conservateur, le faucon Benyamin « Bibi » Netanyahou. À la mi-mars, Netanyahou avait sensiblement comblé l'écart, et Peres n'avait plus que cinq points d'avance. Le 29 mai, Netanyahou l'emporta avec un écart de 1 % des voix. Tout cela était dû aux attentats terroristes que Peres avait été incapable d'enrayer. Yahia Ayache et ses disciples avaient assuré la victoire de la droite et « fait capoter le processus de de paix », selon l'analyse du directeur adjoint du Shin Bet, Yisrael Hasson[5].

Pourtant, assez curieusement, après l'élection, les attaques cessèrent pendant presque un an. Certains soutenaient que c'était grâce à la campagne d'Arafat contre le Hamas et à l'arrestation de nombreux responsables de la branche militaire. D'autres croyaient que le Hamas n'avait plus aucune raison de recourir aux attentats-suicides, parce que Netanyahou avait déjà presque complètement stoppé le processus de paix, ce qui était l'objectif à court terme de ces actions.

Netanyahou n'abrogea pas les Accords d'Oslo, mais son gouvernement accumula d'innombrables obstacles sur la voie du processus de paix qui, durant tout son premier mandat, demeura presque complètement figé. En revanche, il s'abstint de recourir à la force ou de lancer des actions agressives. Son mode opératoire consistait à ne rien faire : à ne jamais prendre d'initiative, ni de guerre, ni de paix.

Pour sa part, Arafat était furieux des reports continuels du retrait d'Israël des territoires palestiniens et en guise de représailles il libéra

quelques-uns des militants du Hamas qu'il avait fait arrêter. Le 21 mars 1997, l'organisation frappa de nouveau au cœur de Tel Aviv quand un kamikaze se fit sauter à une terrasse de café, non loin de l'ancien domicile de David Ben Gourion. Trois femmes périrent et quarante-huit personnes furent blessées, certaines grièvement. À la suite de cette attaque, Netanyahou fit encore preuve de retenue et, malgré les pressions de ses collaborateurs l'incitant à mener une action militaire dans les zones palestiniennes, il s'abstint d'ordonner l'usage de la force.

L'attentat à la bombe de Tel Aviv mit en lumière le fossé croissant entre la vision d'Arafat qu'entretenaient les deux principales branches du renseignement antiterroriste. Le Shin Bet, sous l'autorité d'Ayalon, jugeait le dirigeant palestinien passif et faible, permettant aux attaques de continuer et ne faisant aucun effort pour freiner le Hamas parce qu'il voulait éviter une confrontation avec le mouvement fondamentaliste islamiste.

L'AMAN, dirigé par le major général Moshe Yaalon, chef charismatique aux idées très arrêtées, estimait qu'Arafat était au centre du problème. Alors que le Shin Bet et l'AMAN lisaient les mêmes transcriptions de conversations secrètes entre Arafat et les chefs du Hamas, seul Yaalon croyait que ces éléments d'information démontraient qu'Arafat avait donné son feu vert aux attentats terroristes afin de sortir les négociations de l'impasse. Yaalon avait répété aux trois Premiers ministres sous lesquels il avait occupé les fonctions de chef du renseignement militaire – Rabin, Peres et Netanyahou – que, de son point de vue, « Arafat ne prépar[ait] pas son peuple à la paix avec nous, mais à la guerre ». Yaalon disait qu'avec le recul, la devise de Rabin voulant qu'Israël « recherche la paix comme si le terrorisme n'existait pas, et combatte le terrorisme comme si la paix n'existait pas », était une « formule creuse », car l'homme avec lequel ils essayaient de conclure la paix était le même personnage qui entretenait la terreur.

Yaalon était membre d'un kibboutz du désert d'Arabah et issu du mouvement de la gauche travailliste. Mais, disait-il, ce qu'il avait vu dans les rapports du renseignement, à la tête de l'AMAN et plus tard au poste de chef d'état-major, l'avait fait changer d'avis et virer vers

la droite. Son ascension fulgurante vers le sommet de la hiérarchie militaire et sur la scène politique ne fit qu'amplifier ses positions de faucon, qui finiraient par avoir un effet décisif sur l'orientation des politiques israéliennes des décennies suivantes. La droite lui réserva un accueil chaleureux car c'était l'un des rares membres de la communauté israélienne du renseignement à épouser de telles opinions. Il deviendrait l'un des plus proches soutiens de Netanyahou qui le fit entrer dans son gouvernement avec le portefeuille de ministre des Affaires stratégiques, puis de la Défense, mais le força à démissionner en 2016 après que Yaalon, très sourcilleux sur tout ce qui touchait à la loi et à la discipline, eut insisté pour qu'un soldat qui avait tué un terroriste blessé sans défense soit traduit en justice[6].

Yaalon est aussi considéré comme l'un des politiciens les plus honnêtes du pays, et il ne fait aucun doute que son aversion pour Arafat était totalement sincère. Il demeurait fermement convaincu que ce dernier continuait de soutenir activement le terrorisme. « Le Shin Bet a l'habitude de réunir des preuves recevables par les tribunaux et qui mèneront à une condamnation, soulignait-il. Mais à l'évidence, Arafat est bien plus habile. Il ne dit jamais aux chefs du Hamas : "Allez organiser des attentats", mais leur parle plutôt de guerre sainte, puis il libère tous les dirigeants qu'il a fait arrêter. Cela suffit amplement. À ce jour, on n'a jamais pu retrouver aucun document signé par Hitler ordonnant l'extermination des Juifs. Cela signifie-t-il qu'il ne l'a jamais ordonnée[7] ? »

Le général de brigade Yossi Kuperwasser, l'un des analystes en chef de l'AMAN, validait les propos de son supérieur : « Quand il l'a vraiment voulu, Arafat a fermé douze institutions du Hamas et fait arrêter certains de ses activistes. Ensuite, ayant décidé que le moment était venu de reprendre les attaques terroristes, il a commencé à les laisser sortir. Le Hamas a exigé des preuves de son sérieux. "Libère Ibrahim al-Makadmeh, lui ont-ils dit. C'est pour nous le seul moyen d'avoir la certitude que tu nous laisses carte blanche." Pourquoi Makadmeh ? Parce qu'il dirigeait une unité qui prévoyait d'assassiner Arafat lui-même. Arafat a obtempéré, et peu après ils ont lancé une attaque contre l'ancienne résidence de Ben

Gourion[8]. » Kuperwasser affirme qu'Arafat était assez rusé pour libérer des prisonniers du Hamas qui habitaient dans des régions sous contrôle des Israéliens, afin que ces derniers ne puissent s'en prendre qu'à eux-mêmes, et de toute manière libérer des hommes qui n'avaient aucun lien avec le Fatah, afin de maintenir le plus de distance possible entre ces attentats et sa propre personne.

Le marché Mahaneh Yehudah de Jérusalem est presque toujours envahi de gens venus acheter des denrées alimentaires et des vêtements à prix très abordable. Situé entre la principale artère de la ville, Jaffa Road, et Agrippas Street, il accueille la population citadine depuis la fin du XIX[e] siècle. Avec ses vendeurs à l'étalage qui vantent d'une voix tonitruante leurs marchandises, viande, poisson, fleurs et falafels, et toutes les couleurs, les odeurs et le spectacle d'un authentique marché très animé, c'est aussi une attraction touristique fort appréciée.

À midi, le mercredi 30 juillet 1997, personne ne fit attention à deux hommes vêtus de costumes noirs et de chemises blanches, portant la cravate, qui se frayèrent un passage au milieu de la cohue. Les hommes avaient de lourds attachés-cases, marchaient d'un pas décidé vers le cœur du marché et s'arrêtèrent à une cinquantaine de mètres de distance l'un de l'autre – selon les instructions de Mohammed Deif. Ils tenaient leurs mallettes plaquées contre leur torse, comme s'ils les étreignaient.

Elles étaient remplies de plus de seize kilos d'explosifs, de clous et de vis.

Les deux hommes déclenchèrent l'explosion ; les deux violentes déflagrations et les éclats qui volèrent en tous sens tuèrent seize personnes et en blessèrent cent soixante-dix-huit.

Le Hamas revendiqua cet attentat dans une déclaration envoyée à la Croix-Rouge. Mais Deif s'était aperçu qu'après de précédents attentats à la bombe, le Shin Bet avait identifié les restes des auteurs et utilisé ces informations pour repérer avec qui ces hommes avaient été en contact avant l'attaque. Cette fois, les kamikazes s'étaient donné le plus grand mal pour dissimuler leur identité. Les deux hommes avaient par exemple découpé les

étiquettes de leurs vêtements pour que les enquêteurs du Shin Bet ne soient pas en mesure de les relier à un commerçant en particulier qui serait susceptible de les reconnaître[9]. Ils avaient serré leurs bombes contre leur torse, de manière à se mutiler le plus complètement possible le corps et le visage. Des militants du Hamas avaient prié leurs familles respectives de ne pas dresser de tentes où recevoir des visites de condoléances, comme c'est la coutume chez les Palestiniens, afin d'empêcher le Shin Bet de les identifier et de reconstituer le tableau de leurs contacts.

Néanmoins, après un travail d'investigation considérable, l'agence fut en mesure d'informer le Premier ministre qu'elle avait identifié les terroristes morts et que Mohammed Deif avait été le planificateur de l'attentat et du recrutement des terroristes-suicides.

Dix jours après l'explosion, le Premier ministre Netanyahou convoquait une réunion du cabinet de sécurité. En préambule, il signifia clairement qu'il avait suffisamment fait preuve de retenue. Après que les officiers du Mossad et du Shin Bet eurent expliqué aux ministres que nombre de chefs du Hamas avaient trouvé refuge en Jordanie, en Syrie et dans les États du Golfe, aux États-Unis et en Europe, Netanyahou se déclara favorable au passage à l'action. Le cabinet autorisa le Premier ministre et le ministre de la Défense à fixer des objectifs spécifiques.

Le lendemain, Netanyahou convoqua le directeur du Mossad, le général Danny Yatom, et lui demanda une liste de cibles[10]. Yatom était accompagné du chef de Césarée, HH, et du chef du renseignement de Césarée, Moshe (Mishka) Ben-David.

Ben-David était un individu à part au sein de l'agence. Petit et trapu, il portait une barbe longue peu conventionnelle et il était entré au Mossad en 1987, à l'âge relativement avancé de trente-cinq ans. Sa mère, traductrice et éditrice, ne lui parlait qu'en russe, langue qu'il parlait donc avant d'apprendre l'hébreu. À dix-huit ans, sa connaissance du russe en fit un candidat naturel à l'Unité 8200 où il décryptait les conversations des conseillers soviétiques qui secondaient les armées égyptienne et syrienne. Quand il avait pris sa retraite de l'armée, il avait représenté pendant un certain temps un mouvement de jeunesse israélien aux États-Unis avant de rentrer

prendre la direction d’un centre de jeunesse. Il avait élevé des chevaux dans les montagnes autour de Jérusalem, écrit des livres, il était titulaire d’un doctorat en littérature et détenteur d’une ceinture noire de karaté. Il était aussi marié et père de trois enfants.

Ce fut seulement après avoir accompli tout cela qu’il décida de déposer sa candidature à l’agence. « Cela m’intéressait vraiment, m’a-t-il expliqué récemment, et après un certain nombre d’années passées à faire des choses pour moi j’ai aussi compris l’importance pour le sionisme et la nation de contribuer à la sécurité du pays. J’ai vu que la guerre faisait rage au Liban et que la paix était encore loin, et que cela n’intéressait à peu près personne, de Jérusalem à Tel Aviv. »

Pour être exact, ajoutait-il, ce n’était pas que cela n’intéressait personne. Il était simplement plus commode de s’imaginer que le monde n’était pas si dangereux. « Dès que la foule des gens qui fréquentent les terrasses de café de Tel Aviv est confrontée à la vision claire et nette d’un monde dans lequel l’État d’Israël est encore exposé à un danger existentiel, cela la met vite sur les nerfs. Surtout quand on sait que le monde ne manque pas d’individus et d’organisations qui déploient vraiment d’immenses efforts et ne regardent pas à la dépense pour comploter et trouver les moyens de nous faire du mal et de nous anéantir, m’expliquait aussi Ben-David. Il est bien plus agréable d’éviter de penser à tous ces personnages malintentionnés et de rester tranquillement assis. […] Je pense que la grande majorité des agents sont comme moi. L’amour de l’aventure, de l’intrigue et le désir de faire une belle carrière ne sont valables que jusqu’au dernier appel à l’embarquement du vol 337 pour Téhéran. C’est là que tout s’achève. Sans la conviction que votre cause est juste et sans une forte motivation patriotique, vous ne survivez pas à votre deuxième opération[11]. »

Yatom et ses collaborateurs se présentèrent au bureau de Netanyahou avec des dossiers sur plusieurs cibles potentielles appartenant au Hamas en Europe et au Moyen-Orient qui étaient responsables d’acquisitions d’armes ou de levées de fonds. L’un d’eux étaient Mahmoud al-Mabhouh, qui avait enlevé et tué deux soldats israéliens en 1988 et s’était enfui plus tard en Égypte.

Netanyahou rejeta la liste. « Proposez-moi des gros poissons, pas ce menu fretin, fit-il. Je veux des chefs, pas des colporteurs[12]. »

L'ordre de Netanyahou posait un problème épineux à Ben-David et ses collègues. La direction du Hamas se situait en Jordanie, un pays avec lequel Israël avait signé un traité de paix trois ans auparavant ; sur ordre de Rabin et par souci de correction diplomatique, le renseignement israélien ne pouvait opérer là-bas sans l'autorisation des Jordaniens. Et il était clair que le roi Hussein – dont presque tous les sujets étaient des Palestiniens – n'accorderait pas cette permission.

Savoir si le Mossad fit part ou non de ces obstacles logistiques à Netanyahou reste un sujet de débat. « Netanyahou nous a dit qu'il voulait une exécution qui ne laisse aucune trace, m'a expliqué Ben-David. Le chef de Césarée [HH] lui a répondu : "Je sais mener une telle opération avec des fusils, des pistolets ou des bombes. Je n'ai aucune expérience pour ce qui est de diriger une opération silencieuse. Quand on doit agir pour atteindre une cible, il faut établir un réel contact avec cette cible, et tout le monde vous voit faire – cela n'a rien de clandestin et si quelque chose tourne mal, vous ne pouvez pas lâcher votre arme et vous enfuir." Netanyahou lui a dit : "C'est suffisamment important pour que vous effectuiez une mission silencieuse […] parce que je veux pas compromettre nos relations avec la Jordanie." Il a aussi ajouté : "J'ai besoin d'anéantir les dirigeants du Hamas. Je ne peux plus permettre que se produisent davantage d'attentats-suicides comme ceux-ci."[13] »

D'un autre côté, le général de brigade Shimon Shapira, secrétaire militaire du Premier ministre, qui était présent à toutes les réunions, a maintenu devant moi que les représentants de Césarée n'avaient jamais laissé entendre qu'exécuter une mission en Jordanie serait un problème. « Ils nous ont donné l'impression que ce serait une promenade de santé, ni plus ni moins que s'ils agissaient en plein centre de Tel Aviv, ajoutait-il. Tout était simple. Pas de risques, rien ne serait susceptible de mal tourner[14]. »

Le Mossad revint avec une liste de cibles potentielles – quatre dirigeants du Hamas qui vivaient en Jordanie. Les yeux de

Netanyahou s’illuminèrent[15]. Il connaissait bien l’un de ces noms : Moussa Abou Marzouk, chef du bureau politique du Hamas. Marzouk avait travaillé sans encombre aux États-Unis, jusqu’à ce qu’Israël demande son extradition. La demande avait été approuvée, mais le Premier ministre Rabin avait décidé de ne pas donner suite, le Shin Bet l’ayant averti qu’un procès révélerait sans doute des sources d’information de l’agence. À la place, les Américains expulseraient Marzouk en Jordanie.

Il était aussi citoyen américain, ce qui ne tracassait guère Netanyahou, mais rendait le Mossad prudent[16]. Afin d’éviter que cela ne porte atteinte aux relations avec les États-Unis, l’agence avait inscrit Marzouk en dernier sur la liste de ses cibles. Cela signifiait que son nom y figurait derrière ceux de Khaled Mechaal, l’adjoint de Marzouk, et du porte-parole du Hamas, Mohammed Nazal, ainsi que d’Ibrahim Gosheh, cadre dirigeant du bureau politique.

Les services disposaient de peu d’informations sur chacun d’eux et pâtissaient d’une pénurie de ressources et de temps pour combler ces lacunes. Un assassinat ciblé ne pouvait s’exécuter que s’il avait assez de renseignements sur la cible, et il était donc rationnel que l’individu figurant en tête des priorités soit choisi ne serait-ce que parce qu’on disposait de plus d’informations sur son compte. De la sorte, la vie de la dernière personne sur cette liste devait être relativement protégée.

Huit jours après, six membres de Baïonnette se rendirent en Jordanie pour une mission de reconnaissance, sous le commandement du chef de l’unité, Jerry. Ils se mirent à collecter des informations sur Mechaal, âgé de quarante et un ans, qui dirigeait le bureau politique du Hamas depuis le « Centre d’aide palestinien », dans une galerie marchande chic du centre-ville d’Amman. En quelques jours, les Israéliens savaient où il habitait, comment il se déplaçait et ils avaient une connaissance élémentaire de son programme quotidien. Ils consacrèrent peu de temps à filer Gosheh ou Nazal et ne s’intéressèrent pas du tout à Marzouk. Au retour de Jordanie de l’équipe de reconnaissance, le Mossad informa Netanyahou qu’ils disposaient d’assez d’éléments sur Mechaal pour

mettre en œuvre un plan en vue de l’éliminer, mais de trop peu pour agir contre les trois autres[17].

Pendant que Baïonnette réunissait des informations en Jordanie, des agents au quartier général réfléchissaient à la manière de réaliser l’« opération silencieuse » demandée par Netanyahou. L’élimination ne devait causer aucun trouble, ne pouvait attirer l’attention sur les exécuteurs et, idéalement, devrait laisser croire que Mechaal était mort de mort naturelle. Diverses options, comme un accident de la route, furent envisagées et rejetées pour se réduire finalement à celle du poison. Des réunions de consultation permirent de déterminer avec l’unité technologique de l’agence, en coopération avec l’Institut israélien de recherche biologique, une entité ultra-secrète située à Ness Ziona, au sud de Tel Aviv l’agent toxique à retenir. Ils finirent par arrêter leur choix sur le lévofentanyl, une molécule analogue au fentanyl, puissant opioïde, lui-même cent fois plus actif que la morphine. (Des équipes de laboratoires pharmaceutiques qui ont essayé de développer le lévofentanyl comme anesthésique en chirurgie avaient constaté qu’elles étaient incapables de suffisamment en maîtriser les effets pour éviter de tuer le patient.)

Le plan consistait à en administrer subrepticement une dose mortelle à Mechaal. Le lévofentanyl est un anesthésique à l’action relativement lente – sur un laps de temps de quelques heures, l’intéressé se sentirait de plus en plus somnolent avant de finalement s’endormir. Ensuite, la substance ralentirait sa respiration avant de l’arrêter complètement. La cause de la mort serait attribuée à un accident vasculaire cérébral ou à une crise cardiaque, et le lévofentanyl ne laisse presque aucune trace. À moins d’une analyse spécifique destinée à le détecter, une autopsie ne révélerait rien. La « potion des dieux », c’était ainsi que certains appelaient cet anesthésique, à Césarée[18].

Le problème suivant concernait le moyen d’introduire cette substance dans son organisme sans se faire remarquer. L’institut biologique suggéra l’emploi d’un appareil à ultrasons, similaire à ceux qui servent à vacciner les enfants, capables d’injecter un liquide sans recourir à une aiguille. Ce dispositif supposerait tout de

même de s'approcher de Mechaal qui sentirait sûrement un léger déplacement d'air humide. Césarée décida que le meilleur endroit pour procéder à l'élimination serait un lieu public, une rue animée où les piétons se bousculaient parfois sans y prêter garde. Deux agents s'approcheraient de lui par-derrière, l'un ouvrirait une boîte de soda bien secouée au préalable et, au même moment, l'autre vaporiserait la toxine avec un outil à ultrasons fixé par adhésif à la paume de sa main (imaginez Spiderman projetant un fil de sa toile). Quand Mechaal se retournerait pour voir ce qui venait de le mouiller, il verrait juste deux touristes avec une boîte d'où giclerait de la mousse de soda. La substance était si dangereuse qu'un médecin du Mossad serait présent à Amman avec l'antidote, au cas où une goutte toucherait l'un des deux agents par accident.

Début septembre, les exécuteurs s'exerçaient encore à cette technique – beaucoup de passants se firent asperger de Coca-Cola dans Ibn Gabirol Street, à Tel Aviv – quand trois kamikazes, l'un des deux travesti pour éviter toute inspection, se firent sauter dans le quartier piétonnier de Ben Yehuda, à Jérusalem[19]. Ils tuèrent cinq passants, dont un adolescent de quatorze ans venu de Los Angeles rendre visite à sa famille, et en blessèrent cent quatre-vingt-un. En se rendant auprès des blessés, au centre médical Shaare Zedek, Netanyahou déclara qu'il en avait assez. « Je vais être très clair, déclara-t-il. À partir de maintenant, nous allons nous engager dans une tout autre voie. »

La première étape serait de tuer un dirigeant du Hamas. Le Premier ministre ordonna au directeur de l'agence, Danny Yatom, de lancer immédiatement l'opération Cyrus, l'élimination de Mechaal. Yatom tenta une fois encore de persuader le chef du gouvernement d'agir plutôt contre les agents du Hamas en Europe, en vain[20].

Tous les problèmes considérables qui devaient s'ensuivre ne découlèrent pas tant de l'ordre de Netanyahou que de l'acquiescement du Mossad pour agir. Les agents ont le droit – qu'ils avaient exercé plus d'une fois dans le passé – de répondre à leurs commandants, ou même au Premier ministre en personne, qu'ils estiment qu'une mission n'est « pas mûre » ou que le risque est

disproportionné. Certes, ce ne sont pas là des propos faciles ou agréables à tenir à un Premier ministre qui fait pression.

Mais à partir du moment où l'agence acceptait de lancer immédiatement l'opération contre Mechaal, ses personnels furent obligés de renoncer à une série d'étapes préparatoires de routine[21]. Par exemple, lors de leur visite de reconnaissance, ils s'étaient fait passer pour des touristes européens, avec des identités d'emprunt qu'ils avaient utilisées lors d'opérations précédentes, dûment éprouvées et susceptibles de résister à un examen approfondi. Or, puisqu'ils retournaient en Jordanie à brève échéance, on leur remit des passeports canadiens, identités avec lesquelles ils étaient beaucoup moins familiers. En outre, les agents n'avaient jamais effectué de répétition générale minutieuse dans un décor reproduisant la zone d'intervention. L'un des membres de la commission d'enquête interne sur le déroulement des événements me l'a expliqué : « Ce n'est pas la manière dont ce fut planifié qui aurait empêché d'aboutir à un succès retentissant. C'était tout à fait de l'ordre du possible. Toutefois, une opération de cette nature doit s'achever sur un succès, ou du moins ne pas échouer. L'idée de prendre d'innombrables mesures de précaution vise justement à empêcher des événements inattendus ou la malchance de tout faire capoter[22]. »

Qui plus est, le ministre de la Défense Yitzhak Mordechai, qui aurait dû être sollicité pour contrôler et approuver l'opération – les Premiers ministres ont l'autorité formelle d'ordonner d'eux-mêmes des opérations au Mossad, mais ils prennent généralement la décision finale avec un ou deux autres ministres – n'avait même pas connaissance de sa mise en œuvre. Précédemment, il avait autorisé la collecte de renseignements, mais il ne fut pas informé du feu vert final ou du lieu de l'opération. Mordechai était un ancien général rompu aux situations de combat et très pointilleux sur les détails, et il aurait fort bien pu améliorer les préparatifs de Césarée, comme dans d'autres cas. Mais il ignorait simplement tout de l'affaire[23].

Le directeur Danny Yatom se dit convaincu de pouvoir mener la mission à bien, « sans heurts et en toute discrétion, sinon [il aurait] averti Netanyahou du contraire. Rétrospectivement, il est possible

que les personnels de la branche opérationnelle ne [m’]aient pas fourni d’estimations correctes des risques[24]. »

Netanyahou ne considérait pas que son jugement ou ses intentions fussent en cause : « Quel est le devoir du Premier ministre ? Fixer une politique. Le Mossad disposait d’unités de renseignement et d’une unité opérationnelle qui, à mon sens, depuis l’élimination de Shaqaqi, étaient très assoupies. Je leur ai dit : “Donnez-moi des cibles.” Ils m’ont fourni, entre autres, Khaled Mechaal, qui constituait à mon avis une cible adaptée. Ce n’est pas mon travail d’être enquêteur interne du Mossad. Mon travail consistait à demander : “Pouvez-vous mener à bien cette mission ? Êtes-vous prêts ?”, et à partir du moment où ils m’ont dit oui, je suis obligé de compter sur eux[25]. »

Les deux premiers membres de l’équipe de Baïonnette partirent pour la Jordanie le 19 septembre. Un jour plus tard. Jerry et cinq autres agents, dont une femme, descendirent à l’hôtel InterContinental d’Amman. L’officier de renseignement de Césarée Ben-David et une anesthésiste, le « Docteur Platinum », y descendirent aussi, mais séparément. L’agence recourait occasionnellement aux services du Docteur Platinum pour des missions spéciales. Par exemple, elle avait endormi le spécialiste des technologies nucléaires et lanceur d’alerte Mordechai Vanunu à Rome en 1986, afin qu’il puisse être ramené en Israël pour y être traduit en justice. Cette fois, le Docteur Platinum emportait avec elle l’antidote au lévofentanyl[26].

L’équipe décida de tendre un guet-apens à Mechaal à l’entrée des bureaux du Hamas, situés au troisième étage du centre commercial Shamiya. Pour rejoindre ces bureaux, Mechaal devait marcher depuis sa voiture, stationnée le long du trottoir, passer par une galerie commerciale et pénétrer sous un porche une trentaine de mètres plus loin. Jerry dit aux agents d’attendre derrière l’une des arcades de la galerie, puis de marcher en direction de l’entrée quand Mechaal descendrait de sa voiture. Ils viendraient se placer juste derrière lui et lui vaporiseraient un nuage de poison et de Coca-Cola, simultanément.

Cinq matins de suite, les conditions ne furent pas réunies. Un jour, Mechaal ne se présenta pas. Une autre fois, il y avait trop de monde sur les lieux prévus pour l'action.

Tous les matins, Ben-David et Platinum attendaient à l'hôtel jusqu'à ce qu'ils reçoivent la notification que l'opération était annulée pour ce jour-là. « Ensuite, nous avons fait ce que font les touristes : visiter, m'a raconté Ben-David. Amman est une ville très intéressante[27]. »

Le 24 septembre, les deux hommes de Baïonnette postés en surveillance éveillèrent les soupçons d'un employé du centre Shamiya. Jerry comprit qu'il était trop dangereux de continuer plus longtemps de rôder sur les lieux. L'équipe allait être obligée de quitter la Jordanie le lendemain, que la mission soit accomplie ou non. Ils allaient devoir accélérer.

Mais l'équipe n'avait pas réuni assez d'informations sur les mouvements de Mechaal, et les agents ne savaient par exemple pas qu'il accompagnait parfois ses enfants quand son chauffeur les déposait à l'école le matin. Ce fut exactement ce qu'il fit le 25 septembre, le dernier jour possible pour exécuter l'opération. Pire encore, les enfants étaient assis sur la banquette arrière, trop bas pour que l'équipe de surveillance puisse même les voir.

À dix heures trente-cinq, la voiture arriva à la galerie marchande. Jerry sortit du véhicule de surveillance et fit signe aux deux agents qui attendaient avec le soda et le poison pour lancer l'opération. Personne ne portait d'appareillage de communications, une précaution prise pour le cas où les choses tourneraient mal, afin que les agents n'aient rien de compromettant sur eux. Cela signifiait qu'ils n'avaient aucun moyen non plus de recevoir un ordre d'abandonner la mission.

Mechaal sortit de la voiture et se dirigea vers son bureau, les deux hommes de Baïonnette derrière lui. Le chauffeur était censé continuer et déposer les enfants à l'école, mais sa petite fille ne voulait pas quitter son père. Elle sauta de la voiture et se précipita vers lui, en criant : « *Ya baba, Ya baba* », « Hé, papa ! », en arabe. Le chauffeur courut après elle. Jerry vit ce qui se passait, mais pas les exécuteurs. Il tenta de leur faire signe, pour qu'ils restent à

distance, mais à cet instant précis ils se trouvaient derrière l'une des arcades de la galerie marchande et ne pouvaient le voir.

Ils arrivèrent tout près de Mechaal et l'un des deux leva la main où la bombe aérosol de poison était attachée à la paume par un bandage adhésif et s'apprêta à en vaporiser une dose dans la nuque de l'homme. L'autre allait arracher l'opercule de sa boîte de Coca. Juste à cet instant, le chauffeur lancé à la poursuite de la fillette aperçut Mechaal et crut que l'homme qui levait le bras dans son dos était sur le point de le poignarder. Il hurla : « Khaled, Khaled ! » L'autre l'entendit, ainsi que les appels de sa fille, et se retourna. Le jet de toxine lui arrosa l'oreille, au lieu de la nuque.

Le poison serait tout aussi efficace, mais la couverture des agents était percée à jour. Confronté à l'homme qui lui avait vaporisé ce produit à partir d'un étrange cylindre, Mechaal comprit immédiatement que sa vie était en danger. Il s'enfuit pour échapper aux hommes de Baïonnette. Le chauffeur attrapa la fillette et regagna la voiture au pas de course. Les exécuteurs s'enfuirent eux aussi, en jetant la bombe de poison et la boîte de soda dans une poubelle sur leur trajet vers le véhicule de fuite.

Danny Yatom m'a expliqué que les agents n'avaient pas correctement agi. « Le principe fondamental de l'opération, c'était le silence, que la cible ne sache pas qu'elle était visée. Les agents ont désobéi à mes ordres de façon flagrante. J'avais indiqué avec une clarté sans équivoque, tant par écrit que verbalement, dans les deux circonstances où j'avais observé leurs séances d'entraînement, que s'il y avait quelqu'un à proximité de Mechaal, ils ne devaient pas y aller. Mais ils y sont allés quand même. C'était la raison de leur échec : une exécution compromise par la surmotivation, dans des conditions qui signalaient pourtant clairement qu'aucune exécution n'aurait dû avoir lieu[28]. »

Idéalement, une seconde équipe de Césarée aurait dû être postée à proximité, prête à créer la diversion en cas de nécessité[29]. Or il n'y en avait aucune autre. Pire encore, un dénommé Mohammed Abou Saïf, un combattant entraîné, porteur d'armes et de courrier pour le Hamas, se trouvait passer par là lorsque eut lieu l'incident. Abou Saïf ne saisit pas tout de suite ce qui se passait, mais voir son chef

courir dans une direction et deux inconnus courir dans une autre constituait un indice suffisant. Il se lança à la poursuite des deux Israéliens, jusqu'à ce qu'ils réussissent à monter dans leur voiture, et nota le numéro de plaque alors qu'ils démarraient.

Le conducteur israélien vit Abou Saïf relever leur plaque d'immatriculation et en informa les deux agents. Ils furent bloqués dans un embouteillage et tournèrent dans une rue à droite, puis encore deux fois à droite. Quand ils crurent être assez loin du lieu de l'attaque, les agents dirent au chauffeur de s'arrêter. La voiture ayant été repérée, ils décidèrent que le mieux était de s'en débarrasser, même si, avec le recul, il était clair qu'il aurait fallu plusieurs heures à la police jordanienne pour organiser des recherches. Mais les Israéliens ne savaient pas que le très tenace Abou Saïf avait réquisitionné une voiture et continuait de les filer. Il arriva juste au moment où les deux agents s'éloignaient dans deux directions différentes, le premier ayant déjà traversé la rue.

Abou Saïf était rompu au combat rapproché, entraîné dans les camps de moudjahidines en Afghanistan. Il plaqua au sol l'Israélien le plus proche, hurla que l'homme était un agent de renseignement israélien et qu'il avait tenté de supprimer le chef du Hamas. Le second agent revint en courant et frappa Abou Saïf à la tête. Le Palestinien était sonné, ensanglanté, mais au lieu de simplement détaler, les Israéliens restèrent sur place et tentèrent de l'étrangler, pour lui faire perdre connaissance.

Ce jour-là, la chance était dans le camp du Hamas. Par hasard, un ancien combattant de l'Armée de libération de la Palestine, nommé Saad al-Khatib, passait par là en taxi. Il vit la foule qui regardait deux étrangers étrangler un autochtone, dit à son chauffeur de s'arrêter et d'attendre qu'il aille les séparer. « L'un d'eux avait attrapé un gros caillou et s'apprêtait à l'abattre sur la tête d'Abou Saïf, m'a confié al-Khatib. Je lui ai bondi dessus, je l'ai renversé, je me suis assis sur sa poitrine et j'ai essayé de le bloquer[30]. » Ensuite, il annonça aux deux Israéliens qu'il les emmenait au poste de police. Craignant d'être lynchés par la foule qu'ils avaient attirée, les deux agents acceptèrent sans résister. Pendant ce temps, des passants aidèrent Abou Saïf à monter dans le taxi – al-Khatib lui avait dit de s'installer

à l’avant – et quelqu’un lui prêta un téléphone portable pour qu’il puisse appeler Mechaal[31].

Les agents étaient convaincus que leurs identités de couverture résisteraient à un interrogatoire. Au poste de police, ils montrèrent leurs passeports et déclarèrent à la police qu’ils étaient deux touristes venus visiter les sites de Jordanie quand tout à coup, au milieu de la rue, ils s’étaient fait agresser par ce « cinglé » (ils désignèrent Abou Saïf), qui s’était mis à les rouer de coups.

Ensuite on les fouilla, et les forces de l’ordre trouvèrent sur le bras d’un des deux hommes des espèces de pansements qui ne couvraient aucune blessure – les bandages adhésifs qui maintenaient l’appareil à ultrasons. Ils furent mis en état d’arrestation. Ils se servirent des appels téléphoniques auxquels ils avaient droit depuis la prison pour appeler « des parents à l’étranger ».

Deux heures après leur arrestation, le consul du Canada à Amman arriva au poste de police. Il entra dans leur cellule, leur demanda où ils avaient grandi et leur posa d’autres questions à propos du Canada. Au bout de dix minutes, il ressortit et déclara aux Jordaniens : « Je ne sais pas qui ils sont. Mais ce ne sont pas des Canadiens. »

Encore à son bureau, Mechaal contacta ses deux homologues du Hamas, Moussa Abou Marzouk et Mohammed Nazal. Ils décidèrent de publier un communiqué signalant que le Mossad avait tenté de tuer Mechaal et que la cour royale de Jordanie était impliquée dans ce complot. Ils se parlaient quand Mechaal se sentit soudain très faible, avec une envie de dormir. Le poison avait pénétré dans son sang. Ses collègues et ses gardes du corps le conduisirent d’urgence à l’hôpital.

D’ici quelques heures, il serait mort.

C’était évidemment leurs coéquipiers qu’appelèrent les hommes de Baïonnette incarcérés. L’un d’eux, une agente, se rendit immédiatement à l’hôtel InterContinental afin d’informer Ben-David, qui se prélassait en survêtement au bord d’une magnifique piscine dans la vaste cour intérieure de l’hôtel, en lisant *L’Attrape-Cœurs* de

J. D. Salinger. « À son visage, j'ai vu qu'il y avait un problème, m'a-t-il confié. Nous avons échangé quelques mots et j'ai compris qu'un grave incident s'était produit. » Selon le plan initial, l'équipe était censée s'envoler d'Amman pour différentes destinations, mais après ce qui s'était passé, les Jordaniens surveilleraient nécessairement l'aéroport de près.

Ben-David contacta le quartier général, à Tel Aviv, et reçut pour instruction d'aller chercher tous les membres de l'équipe dans leurs cachettes respectives et de les regrouper à l'ambassade d'Israël[32].

Par coïncidence, la nouvelle de l'arrestation des agents parvint au quartier général alors que le Premier ministre y était déjà, pour souhaiter un heureux Roch Hachanah au personnel de l'organisation. Netanyahou devait prononcer un discours et des centaines de personnels attendaient que commence la cérémonie. Dans l'intervalle, Yatom annonça la mauvaise nouvelle au Premier ministre.

Les deux hommes décidèrent de faire comme si de rien n'était. La quasi-totalité des équipes n'avait nullement conscience de la crise en cours et Netanyahou voulait délivrer un message empreint de normalité. Il intervint brièvement, remercia chaleureusement les personnels pour leur contribution à la sécurité du pays, puis s'éclipsa rapidement avec Yatom dans son bureau.

Il ordonna à ce dernier de s'envoler immédiatement pour Amman et d'expliquer au roi Hussein ce qui s'était passé. Il devait faire « tout le nécessaire » pour obtenir la libération des deux agents. « Et s'il est nécessaire de sauver la vie de Mechaal, ajouta-t-il, laissez-les faire. »

Yatom fut reçu par le souverain. Hussein était abasourdi et ressortit de la pièce furieux. Yatom se rappelait que « c'était [le chef du renseignement jordanien, le général Samih] Batihi qui avait mis le roi en colère, parce que je l'avais personnellement offensé. Sans lui, nous aurions pu clore l'affaire bien plus discrètement avec le roi, et pour un coût bien moindre.

« Pendant les discussions, Batihi s'est plaint à moi de ne lui avoir rien dit, en m'expliquant que nous aurions dû planifier l'opération

ensemble, etc[33]. C'était un tissu d'âneries. Nous avions à plusieurs reprises demandé aux Jordaniens de brider le Hamas et ils n'avaient rien fait. Rabin leur avait plusieurs fois adressé des critiques, mais cela n'avait eu aucun effet. La raison qui nous avait empêchés de leur faire part de nos plans concernant Mechaal était donc évidente. »

À ce stade, l'état de ce dernier se détériorait rapidement, et les médecins de l'Hôpital islamique étaient dépassés. Le directeur du cabinet privé du roi Hussein, Ali Choukri, vint s'enquérir de sa santé et des collègues de Mechaal l'admonestèrent, l'accusant d'être partie prenante d'un complot pour meurtre. Ayant reçu ordre du souverain de s'assurer que tout soit tenté pour sauver la vie de Mechaal, Choukri le fit transférer dans le pavillon royal de l'hôpital militaire Reine Alia. De prime abord, les camarades du chef terroriste refusèrent, redoutant que Hussein ne projette de le faire exécuter, mais ensuite ils acceptèrent ce transfert pour peu qu'ils puissent rester à ses côtés, entourés de la sécurité du Hamas, et que leur soient expliqués tous les détails de son traitement.

Le docteur Sami Rababa, médecin personnel de la cour, colonel du corps médical de l'armée jordanienne, et l'un des praticiens les plus éminents du pays, fut appelé. Il n'avait qu'une vague idée de qui était Mechaal et savait très peu de chose du Hamas. « Mais à en juger par l'agitation autour de l'hôpital, m'a raconté le médecin, et par la présence d'Ali Choukri sur les lieux, j'ai compris que c'était un malade très important et qu'il était capital pour le roi qu'il recouvre la santé. »

Mechaal, qui était pris d'étourdissements, expliqua à Rababa ce qui s'était produit devant son bureau. Tout en parlant, il perdit plusieurs fois connaissance et l'équipe médicale devait constamment le réveiller. Ensuite, le docteur Rababa remarqua que lorsqu'il s'endormait, Mechaal cessait de respirer. « Il était clair que nous devions le maintenir éveillé, sinon il s'endormirait et mourrait asphyxié », m'a-t-il précisé.

Les médecins le firent mettre debout et marcher, mais le procédé fut d'une efficacité limitée[34]. Ils lui injectèrent de la naloxone qui sert à contrer les effets de certains opioïdes, mais l'effet se dissipait

rapidement et diminuait à chaque nouvelle dose. Le docteur Rababa plaça Mechaal sous respirateur – s'ils ne réussissaient pas à le maintenir éveillé, une machine pourrait au moins respirer pour lui.

Personne ne voulait voir cet homme mourir. Le roi Hussein redoutait non sans raison que la mort du chef du Hamas ne déclenche des émeutes dans son royaume, peut-être même une guerre civile. Netanyahou et Yatom savaient que Hussein serait alors forcé de faire traduire en justice et exécuter les deux prisonniers. Qui plus est, ils savaient que le renseignement jordanien soupçonnait, à juste titre, que les autres membres de l'équipe de Baïonnette étaient encore à l'abri dans l'ambassade d'Israël. Un bataillon des commandos jordaniens, avec à sa tête le fils de Hussein, le prince Abdallah, le futur roi, était positionné à proximité, prêt à attaquer. Le monarque voulait clairement signifier qu'il prenait l'incident très au sérieux[35].

Tout le monde savait qu'un tel enchaînement d'événements aussi lourds de menaces réduirait sans aucun doute à néant tous les liens entre la Jordanie et Israël.

« Pendant tout ce temps, m'a confié Ben-David, j'avais sur moi l'antidote qui n'était pas nécessaire, puisque aucun de nos gars n'était atteint. […] Ensuite j'ai reçu un appel du commandant de Césarée. Au début, ce qu'il m'a dit était si invraisemblable que j'ai cru avoir mal entendu. Je lui ai demandé de répéter. »

HH dit à Ben-David de se rendre à la réception de l'hôtel, où il serait rejoint par un capitaine du renseignement jordanien qui l'emmènerait à l'hôpital. Ben-David comprit qu'un accord négocié à la hâte avait été conclu : la vie de Mechaal en échange de celle des deux agents. En d'autres termes, Ben-David descendait à la réception pour sauver la vie d'un homme que son équipe et lui avaient essayé de tuer quelques heures plus tôt.

« Nous étions dans de sales draps, reconnaissait Ben-David. Mais dans des situations pareilles, vous ne pouvez pas laisser trop de place à vos sentiments. Vous ne pouvez pas leur répondre : “Ah, on a foiré, et qu'ils aillent se faire foutre.” Non. Vous faites ce que vous êtes tenu de faire – vous exécutez les ordres de la meilleure façon

possible, et c'est tout. Dans ce type de situation, il n'y a pas de place pour les sentiments. »

Ben-David descendit à la réception où un capitaine l'attendait[36]. « Je me souviens encore de son regard hostile. Mais il avait lui aussi des ordres, et il a obéi. » Yatom avait prié le Docteur Platinum et Ben-David d'accompagner l'officier à l'hôpital et d'administrer à Mechaal une injection qui lui sauverait la vie. Les Jordaniens refusèrent.

On conduisit le Docteur Platinum dans le bureau de Rababa[37]. « Elle disait faire partie de l'opération, mais seulement si l'un des agents était au contact du poison, se rappelait le praticien, et qu'elle n'avait aucune idée du but de la mission. Elle a posé deux ampoules sur mon bureau. J'ai ordonné de les faire vérifier au laboratoire. Nous ne pouvions nous fier à ce qu'ils nous disaient du produit. Ils voulaient peut-être simplement achever la besogne. »

Vis-à-vis de Platinum, Rababa conserva une posture professionnelle, en accord avec son rang médical et militaire[38]. Intérieurement, il était furieux : « Dans ma conception des choses, la médecine ne devait pas se laisser enrôler pour tuer des gens, disait-il. Et les Israéliens l'ont fait plus d'une fois. »

Après quoi, Mechaal se rétablit rapidement. Yatom rentra en Israël avec deux des assassins en puissance et Ben-David. Les deux hommes signalèrent qu'ils s'étaient fait violemment passer à tabac, mais n'avaient livré aucune information.

Pourtant, Hussein de Jordanie n'entendait pas s'en tenir là. Il signifia aux Israéliens que l'accord conclu ne concernait que les deux prisonniers et que pour récupérer le reste de l'équipe ils auraient à payer un prix plus élevé – les six membres de Baïonnette terrés à l'ambassade. En attendant, il suspendait toute relation officielles avec l'État hébreu.

Netanyahou consulta Ephraïm Halevy, vétéran de l'agence qui avait occupé la fonction de directeur adjoint, devenu à l'époque ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne. Né à Londres, Halevy avait passé presque toute sa période d'activité au Mossad à la division Univers, celle des relations extérieures. C'était un homme

controversé, mais assurément un diplomate à l'esprit acéré qui savait comment se conduire avec les chefs d'État et les rois. Il avait joué un rôle dans l'élaboration du traité de paix entre Israël et la Jordanie, en 1994, et connaissait bien Hussein. Le roi le respectait lui aussi.

Après son entrevue avec le monarque, Halevy expliqua à Netanyahou et Yatom que pour obtenir la libération des six agents, il leur faudrait offrir aux Jordaniens l'équivalent d'une lourde rançon, « suffisante pour permettre au roi d'être en mesure de défendre publiquement la libération de l'équipe d'exécuteurs ». Sa proposition consistait à libérer le cheikh Ahmed Yassine, fondateur du Hamas, de la prison où il purgeait une peine de réclusion à perpétuité pour son rôle dans les attaques terroristes perpétrées contre Israël.

Cette suggestion se heurta à « une opposition unanime, de Netanyahou aux derniers agents de terrain », selon Halevy[39]. Les Israéliens avaient dû essuyer des enlèvements, des meurtres et des attentats, tous destinés à les terroriser et à les forcer de libérer Yassine, argumentèrent-ils. Et maintenant, ils étaient tout simplement censés céder à la demande du roi Hussein ?

Netanyahou consulta le directeur du Shin Bet, Ami Ayalon, qui convoqua son principal expert du Hamas, Micha Kubi, et lui demanda son avis. Kubi lui répondit avec colère : « Ignorez les menaces de Hussein. Au bout du compte, il n'aura pas d'autre choix que de libérer les agents, d'une manière ou d'une autre. Si vous libérez Yassine qui devrait moisir en prison jusqu'à la fin de ses jours, il retournera à Gaza et formera un Hamas qui sera encore plus épouvantable que tout ce que nous avons connu jusque-là[40]. »

Ayalon transmit ce message à Netanyahou[41]. Mais Halevy se fit persuasif et, étape par étape, en multipliant les navettes en hélicoptère entre Jérusalem, Tel Aviv et Amman, il convainquit le Premier ministre qu'il n'avait pas d'autre choix. Netanyahou comprit qu'il était entraîné dans une crise sans précédent et qu'il avait surtout et avant tout à fixer ses priorités : il voulait ramener les hommes de Césarée chez eux. Le calme et la confiance en soi avec lesquels il traita la crise Mechaal, depuis le moment où il apprit la

capture des agents, fut l’une de ses plus belles heures à la tête de l’État d’Israël.

En fin de compte, un accord fut signé : Yassine et plusieurs dizaines d’autres détenus palestiniens, dont certains avaient été impliqués dans le meurtre d’Israéliens, furent libérés en échange du retour des six agents.

Ce marché démontrait une fois de plus l’engagement et les sacrifices immenses consentis par Israël pour ramener ses hommes captifs derrière les lignes ennemies.

Le prix à payer fut élevé. L’opération ratée de Jordanie révéla un certain nombre de modes opératoires du Mossad et exposa la couverture de toute l’escouade de Baïonnette, qui devrait maintenant être entièrement reconstituée. Il fallut des années à Israël pour réparer les dégâts causés aux fragiles relations avec le royaume hachémite. La réconciliation officielle entre Hussein et Netanyahou n’eut lieu que fin 1998, lors d’une visite conjointe aux États-Unis[42]. L’affaire Mechaal mit Israël dans une situation diplomatique épineuse avec le Canada et d’autres pays dont l’équipe action avait fait un usage impropre des passeports. Là encore, Israël dut présenter des excuses et, tel un enfant qu’on a réprimandé, promettre de ne plus recommencer.

Les commissions d’enquête interne et externe constituées au lendemain de l’affaire mirent au jour de multiples comptes rendus contradictoires sur ceux qui étaient informés et ceux qui avaient autorisé l’opération[43]. Netanyahou et la direction de l’agence répétèrent avec insistance qu’ils avaient informé les personnels concernés, mais le ministre de la Défense Yitzhak Mordechai, le chef de l’AMAN, Moshe Yaalon, et le directeur du Shin Bet, Ayalon, affirmèrent tous n’en avoir rien su en amont, mis à part une mention d’ordre général relative au projet de tuer Mechaal, alors évoqué comme une possibilité parmi tant d’autres plusieurs mois auparavant, lors d’une réunion avec les hauts responsables du renseignement[44]. La commission d’enquête ne cite pas le manquement de Netanyahou qui avait omis d’informer ses ministres,

mais l'affaire continue d'être un objet de controverse entre les protagonistes[45].

Ayalon critiqua l'ensemble de l'opération avec la dernière sévérité, y compris sa motivation première : « Khaled Mechaal ne faisait pas partie des cercles opérationnels du terrorisme. Par conséquent, d'entrée de jeu, ce n'était pas une cible légitime[46]. Il était moins impliqué dans l'activité militaire, en l'occurrence celle du Hamas, que ne l'était un ministre de la Défense dans un État démocratique. »

Une enquête interne de l'agence, dont le rapport final fut rédigé par Tamir Pardo, qui fut plus tard nommé directeur à son tour, émit des conclusions qui restent parmi les plus sévères de l'histoire de l'organisation[47]. En des termes corrosifs, il condamna toutes les parties prenantes impliquées dans la planification et l'exécution de l'opération. Les commandants de Césarée et Baïonnette, Ben-David, les agents et plusieurs autres essuyèrent leur part de critiques. Aucun des secteurs examinés par la commission ne fut épargné. Toutefois, le rôle de Yatom dans ces manquements ne fut évoqué qu'implicitement.

Le chef de Césarée, HH, démissionna. Jerry, dont l'ambition lui avait si bien réussi par le passé, fut évincé de son poste à la tête de Baïonnette. Plein de honte et d'amertume, il quitta l'agence.

Et, pour couronner le tout, Yassine était maintenant un homme libre. Tout l'enjeu de l'assassinat de Mechaal avait été d'affaiblir le Hamas, mais le résultat fut inverse : son fondateur et chef spirituel venait d'être relâché. Il quitta Israël pour les États du Golfe, censément pour y suivre un traitement médical. En réalité, il se servit de ces déplacements pour lever des fonds. « Une grande confrontation » avec Israël s'annonçait, se vanta-t-il.

Il n'y avait aucune raison de douter de sa parole.

27.

Le creux de la vague

Une force composée de commandos navals de la Flottille 13 débarqua sans se faire repérer sur la plage proche de la ville côtière d'Ansariyeh, au Liban. Sous le couvert d'une nuit sans lune, les seize hommes débarquèrent de leurs puissantes petites vedettes d'attaque rapide Zaharon et entamèrent une longue marche dans l'intérieur des terres. C'était dans la soirée du 4 septembre 1997, et les commandos allaient tuer un homme.

La mission était la vingt-septième depuis que Levin et Cohen avaient développé les protocoles d'assassinat ciblé de Tsahal visant les cadres intermédiaires du Hezbollah au Liban. Vingt d'entre elles avaient été couronnées de succès. Dans ce cas-ci, toutefois, les deux officiers du Commandement de la Région Nord croyaient cette mission inutile[1]. Ils estimaient que la cible, Khaldoun Haidar, était mineure et de peu de poids et qu'il n'y avait aucun gain stratégique important à tirer de son élimination. Mais les Israéliens avaient recueilli assez de renseignements opérationnels sur son compte et le dispositif avait fait ses preuves à tant de reprises auparavant que dans l'esprit de certains, il n'y avait aussi aucune raison de ne pas le tuer. Pourtant, il y eut assez d'objections venant d'officiers du Commandement de la Région Nord pour que la responsabilité de cette intervention soit transférée à l'état-major général. Ses détracteurs furent écartés du processus de décision.

Le plan prévoyait que les commandos pénètrent à l'intérieur des terres sur un peu moins de quatre kilomètres et posent plusieurs bombes en bordure d'une route qu'empruntait Haidar tous les matins. Ils étaient ensuite supposés se retirer à bord de leurs vedettes rapides et faire route vers Israël. Quand les opérateurs des drones qui croisaient à la verticale verraient Haidar passer, un signal radio transmis par les aéronefs sans pilote déclencherait l'explosion. La bombe était bourrée de fragments métalliques du type utilisé dans les engins explosifs fabriqués par les terroristes libanais, afin de faire croire à un règlement de comptes interne.

Au début, tout se déroula comme prévu. Par des conditions météo favorables, les hommes débarquèrent, franchirent rapidement la route côtière et atteignirent un mur du côté est qui longeait une vaste zone de bosquets et de vergers. Deux des hommes sautèrent par-dessus, forcèrent les gonds du portail et l'ouvrirent à leurs camarades. La quasi-totalité du parcours se situait sur une pente, dans une zone difficile à négocier en raison des fossés d'irrigation et d'une végétation épaisse.

Quand la force d'intervention atteignit le point marqué G7 sur la carte codée qui les guidait, ils tombèrent sur un deuxième portail, avec une route de l'autre côté[2]. Ils étaient censés traverser cette route et progresser encore sur quatre cents mètres avant d'atteindre celle qu'empruntait Haidar. Les commandos escaladèrent le portail, le détachement de tête traversa la route et reprit sa progression en scrutant d'éventuels éléments hostiles dans la zone. Après avoir donné le signal que la voie était libre, l'homme de tête du second groupe commença de traverser la route.

Quand il arriva à mi-chemin, il y eut une violente explosion, puis une autre.

Suite à ces explosions et aux échanges de coups de feu pendant les opérations de sauvetage, douze hommes du commando périrent.

Une enquête de l'armée sur l'incident conclut qu'il s'était agi d'une embuscade purement fortuite tendue par le Hezbollah, impossible à prévoir ou à prévenir, et que les tirs des terroristes avaient fait exploser les charges que les Israéliens avaient apportées pour tuer Haidar.

C'eût été peut-être l'explication la plus commode pour tous les responsables concernés, mais il se trouvait qu'elle était fausse[3]. En fait, le Hezbollah avait apparemment été capable de planifier et coordonner cette embuscade en raison d'une carence totale du renseignement israélien au cours des semaines et même des heures précédant la mise en route du commando. Les transmissions vidéo des drones qui avaient effectué les missions de reconnaissance au-dessus de la zone n'étant pas cryptées, le Hezbollah avait pu les intercepter. Pire encore, des sources du renseignement israélien dans l'Armée du Liban Sud étaient en réalité des agents doubles qui informaient le Hezbollah sur qui étaient leurs officiers traitants et à quoi ils s'intéressaient.

Avec une vidéo de la zone où Tsahal effectuait sa reconnaissance et les renseignements émanant des officiers traitants de l'armée indiquant qu'ils visaient Haidar, le Hezbollah n'eut aucun mal à en déduire l'endroit où serait tendu le guet-apens. D'ailleurs, selon des sources qui faisaient leur service armé au sein de la Flottille 13 à l'époque, une vidéo d'un survol de drone quelques heures avant le raid montrait trois silhouettes suspectes rôdant au point G7. Si cette vidéo qui n'a jamais été rendue publique avait été analysée en temps réel, la mission aurait probablement été reportée ou annulée[4].

Le « Désastre de Shayetet [la Flottille] », ainsi qu'on l'appela en Israël, eut un profond impact sur l'opinion publique israélienne, surtout parce que les hommes qui étaient tombés appartenaient à l'une des deux meilleures unités de l'armée. Nasrallah en aggrava l'effet en diffusant sur le site Internet du Hezbollah des photos horribles de morceaux de cadavres récupérés sur place, notamment la tête d'un des soldats.

La débâcle d'Ansariyeh eut lieu le lendemain d'un triple attentat-suicide survenu dans la rue piétonne Ben Yehuda, à Jérusalem, une attaque dont le renseignement n'avait eu aucune connaissance au préalable, quelques semaines avant la désastreuse tentative d'assassinat de Khaled Mechaal en Jordanie.

Dès lors, à bien des égards, le mois de septembre 1997 marqua le creux de la vague de l'histoire du renseignement israélien. Chacune

de ses trois branches avait essuyé un certain nombre d'échecs. Le Shin Bet n'avait pas su protéger un Premier ministre ou stopper une vague d'attentats-suicides. Le Mossad n'avait pas été capable de cibler les centres de commandement des organisations terroristes jihadistes à l'étranger. Les efforts de l'AMAN pour infiltrer et désorganiser le Hezbollah étaient loin d'avoir été efficaces. Et ces deux dernières agences étaient totalement passées à côté des programmes d'armes de destruction massive de l'Iran, de la Syrie et de la Libye.

Quant au terrible revers d'Ansariyeh, il intensifia la controverse dans l'opinion sur la présence militaire de l'État juif au Liban que certains jugeaient comparable au bourbier américain du Vietnam. Les manifestations de protestation réclamant le retrait de l'armée du Liban avaient à leur tête les Quatre Mères, un mouvement mené par quatre femmes dont l'intitulé s'inspirait des quatre matriarches de la Bible, lancé par quatre mères dont les fils servaient dans l'armée au Liban. Tsahal et les responsables politiques les traitaient par le mépris – un officier supérieur les appelait les « quatre torchonnes » – mais leurs protestations rencontraient un certain écho[5].

En raison du désastre d'Ansariyeh, les assassinats ciblés au Liban furent suspendus. L'armée soumit à plusieurs reprises des propositions d'élimination de cadres du Hezbollah, mais elles furent rejetées par le chef d'état-major ou par le comité de suivi hebdomadaire des « opérations et sorties » présidé par le ministre de la Défense. Le Hezbollah n'en restait pas moins une menace, mais viser ses cadres était davantage devenu un handicap politique potentiel.

Le Mossad, qui venait à peine de réduire à néant les relations diplomatiques avec la Jordanie, bâcla une autre opération à peine cinq mois plus tard, cette fois en Suisse. La cible, Abdallah Zein, était un personnage de premier plan du réseau logistique et financier du Hezbollah. Le plan arrêté consistait à écouter son téléphone, à le maintenir sous surveillance et ensuite à le tuer. Mais les « plombiers » firent tellement de bruit en tentant d'installer un micro dans le sous-sol de l'immeuble de Zein qu'ils réveillèrent une dame

âgée qui appela la police. Un agent fut appréhendé. C'était l'échec de trop : le chef de l'agence, Danny Yatom, démissionna[6].

Il fut remplacé par Ephraïm Halevy, qui avait marqué des points auprès de Netanyahou du fait de la qualité de son intervention dans l'affaire Mechaal.

Redoutant d'autres fiascos, dans les faits, Halevy gela l'activité de Césarée, en refusant d'approuver la quasi-totalité des opérations à haut risque et en poussant ainsi l'unité au déclin.

« En toute honnêteté, reconnaissait Avi Dichter, directeur adjoint du Shin Bet à l'époque et qui prendrait la tête de ce dernier en 2000, on peut affirmer que la hiérarchie de la défense n'offrait pas au peuple d'Israël le bouclier auquel il avait droit[7]. »

C'eût été inquiétant en toutes circonstances. Mais cela le devenait tout particulièrement à la fin des années 1990, tant les ennemis d'Israël se faisaient menaçants. De l'Iran à la Libye, du Hezbollah au Liban au Hamas à Gaza et à Amman, il s'était créé une foule d'ennemis qui étaient bien plus innovants et déterminés que tout ce que le Mossad, l'AMAN ou le Shin Bet avaient dû affronter auparavant.

Le Shin Bet fut la première des agences de renseignement à reprendre pied. Son chef, Ami Ayalon, et les commissions d'enquête qu'il mit en place pour évaluer la cause des dérives étaient parvenus à la conclusion que le Shin Bet s'était affaibli et avait perdu de son efficacité dans deux de ses principaux domaines d'activité.

Le premier concernait l'acquisition d'informations. Pendant des décennies, le Shin Bet avait misé sur le renseignement obtenu auprès de sources humaines, mais ce réservoir s'était presque tari. Il n'avait encore rien trouvé qui remplace les centaines d'agents palestiniens qu'il avait perdus quand Israël s'était retiré du territoire palestinien en application des Accords d'Oslo. Le Shin Bet n'avait pas su développer de méthodes de substitution et il avait été incapable de recruter des agents à l'intérieur du Hamas, un mouvement idéologico-religieux dont les membres étaient moins susceptibles d'être tentés de se laisser soudoyer. L'une des commissions d'évaluation du Shin Bet résuma le problème en

termes succincts – et accablants : « L’organisation n’est pas adaptée à l’environnement dans lequel elle opère[8]. »

La seconde insuffisance tenait à ce que le Shin Bet faisait de l’information après l’avoir reçue. Ayalon était allé inspecter les archives de l’organisation où il avait contemplé, incrédule, d’imposants conteneurs remplis de centaines de milliers de boîtes de classement en carton. « Notre organisation avait un comportement vraiment moyenâgeux, expliqua-t-il au comité de l’état-major de l’agence. Des archives comme celles-là ne permettent pas d’avoir une évaluation du renseignement en temps réel. Même si toute l’information nécessaire se trouvait dans ces dossiers, cela ne nous aiderait en rien. »

Ayalon déclara aussi que « le Shin Bet n’[était] pas un organisme de renseignement, mais un organisme préventif ». En d’autres termes, l’objectif de l’agence n’était pas seulement de réunir de l’information à seule fin de la collecter, mais plutôt de contrecarrer en temps réel les plans de l’ennemi. Pour ce faire, le Shin Bet devait collecter du renseignement et l’analyser dans les délais les plus brefs[9].

Il affirmait aussi qu’il faudrait aller chercher la solution dans les technologies avancées. Les sources d’origine technologique remplaceraient les sources humaines, produisant une évaluation du renseignement multidimensionnelle, en temps réel. En 1996, c’étaient là des idées révolutionnaires qui provoquèrent une crise de confiance au sein de l’organisation, valurent de virulentes critiques à Ayalon et poussèrent même beaucoup de personnels à quitter l’agence. Il demeura cependant campé sur ses positions. Il créa un certain nombre d’équipes et de départements qui mirent au point des techniques de pointe en matière de collecte d’information : pénétration de divers systèmes de données et interceptions de mails, d’appels téléphoniques et, plus tard, de communications sur les réseaux sociaux. Ces nouvelles structures développèrent aussi de nouvelles manières d’utiliser l’information : techniques ultra-modernes d’analyse de gros volumes de données et extraction des éléments de renseignement les plus importants.

Ayalon et ses équipes techniques déplacèrent le centre de gravité du Shin Bet en mettant davantage l'accent sur les connexions entre les individus recherchés – sur le réseau plus que sur chaque individu pris séparément[10]. Le Shin Bet fut le premier à saisir l'immense potentiel de la localisation des téléphones portables, d'abord à travers les appels proprement dits, plus tard grâce à la géolocalisation, aux SMS, aux transmissions vidéo et à la navigation Internet.

Sous l'impulsion d'Ayalon, l'entière structure opérationnelle de l'agence changea. Elle ne reposait plus sur des officiers traitants régionaux déployés géographiquement qui pilotaient des agents et fonctionnaient plus ou moins indépendamment, mais concentra plutôt ses activités autour d'un « bureau » dont les personnels travaillaient devant des écrans d'ordinateur, regroupaient l'information, la reconstituaient et ordonnaient à des agents de réunir les pièces manquantes du puzzle.

La composition des personnels connut aussi une rapide mutation. Nombre d'anciens officiers traitants quittèrent leurs fonctions, tandis que l'on recrutait de jeunes hommes et de jeunes femmes des unités technologiques de l'armée à une cadence accélérée. Assez vite, 23 % du personnel de l'agence fut constitué par des agents formés exclusivement au développement de technologies innovantes. « Nous avons mis sur pied une division entière de "Q", ironisait Yuval Diskin, faisant allusion à l'expert en technologies des films de James Bond. Dans cette division, des dizaines de start-up incroyables travaillent simultanément[11]. »

Le premier problème qu'eut à traiter le Shin Bet réorganisé concernait Mohi al-Dinh Sharif, un disciple de Yahia Ayache qui devint le principal expert en explosifs de la branche militaire du Hamas après l'assassinat de ce dernier et qui reçut le surnom d'« Ingénieur Numéro 2 ». Ayache et son adjoint de l'époque, Hassan Salameh, avaient enseigné à Sharif la fabrication de bombes improvisées à partir d'un matériau explosif très puissant, le tripéroxyde de triacétone (TATP), ainsi qu'ils l'avaient eux-mêmes appris auprès du corps des Gardiens de la Révolution islamique.

Sharif fut l'un de ceux qui avaient construit les bombes utilisées dans les quatre attaques-suicides lancées par le Hamas pour venger la mort d'Ayache.

Comme ce dernier avant lui, Sharif transmit son savoir-faire à d'autres en apprenant à un groupe de ses hommes à Jérusalem à programmer des bombes commandées à distance, à fabriquer des retardateurs et à improviser des explosifs à partir de matériaux facilement accessibles. Il leur enseigna aussi l'art de cacher des bombes dans des cassettes vidéo. Onze de ces cassettes furent fabriquées dans le cadre d'un complot visant à les faire sauter à des arrêts de bus, à des guichets de la loterie nationale et dans des cabines téléphoniques. L'une d'elles explosa à Netanya le 11 février 1998, blessant dix civils. Le Shin Bet identifia les auteurs avant qu'ils ne puissent placer les autres et les arrêta, empêchant ainsi un désastre de grande ampleur[12].

L'agence se constitua un épais dossier sur Sharif, surveillant ses mouvements et ses habitudes, suivant les appels et la localisation des téléphones portables utilisés par certains de ses hommes. Élément crucial, l'agence découvrit un complot visant à faire exploser une grosse bombe logée dans une Fiat à la veille de Pessah, quand les trottoirs de Jérusalem seraient bondés de gens occupés à faire leurs courses de dernière minute avant les fêtes. La branche opérationnelle du Shin Bet, Tziporim, réussit à attacher un détonateur à la Fiat avant que Sharif ne la livre au kamikaze. Le 29 mars 1998, quand il entra dans un garage de Ramallah au volant de la voiture, à l'écart des civils innocents, elle éclata.

Même avec le décès de Sharif et l'arrestation d'un bon nombre de ses acolytes, le Shin Bet sentait qu'il manquait une pièce au puzzle. L'agence en conclut qu'« une pieuvre aux multiples tentacules » était à l'œuvre, avec « une personne qui manipulait tous ces tentacules, chacun séparément, indépendamment des autres ».

Le nouveau système d'exploitation de données de l'organisation, qui surveillait des milliers de Palestiniens désignés comme cibles potentielles, se centra sur un individu. Les Israéliens isolèrent Adel Awadallah qui avait pris la tête de la branche militaire du Hamas en

Cisjordanie, l’homologue de Mohammed Deif dans la bande de Gaza.

Awadallah figurait sur la liste des individus recherchés depuis déjà un certain temps, mais grâce au réseau de soutien du Hamas connu sous le nom d’« appareil d’assistance et de service » qui servait de tampon entre lui et les cellules qu’il dirigeait, il ne s’était jamais fait prendre, même quand des subordonnées étaient capturés et livraient des informations lors d’un interrogatoire.

Ce réseau de soutien qui permettait à Awadallah d’éviter de se faire arrêter par le Shin Bet tout en continuant à lancer de nombreuses attaques terroristes était dirigé par le frère cadet d’Adel, Imad, qui s’était évadé d’une prison de l’Autorité palestinienne[13]. Les deux hommes entamèrent la planification de la prochaine série d’attentats, le plus ambitieux impliquant cinq voitures piégées dans le centre des cinq plus grandes villes d’Israël. Selon ce plan, la première bombe serait mise à feu à Tel Aviv, et ferait sans doute de nombreuses victimes. Ensuite, un ultimatum serait lancé au gouvernement israélien : il devrait libérer tous les prisonniers palestiniens ou alors une autre voiture exploserait, puis une autre, et ainsi de suite. En même temps, les deux hommes élaborèrent des plans d’enlèvement de soldats et d’éminentes personnalités politiques – à cette fin, de grosses quantités de sédatifs furent achetées sur le marché noir – qui serviraient de monnaie d’échange. Parmi les hommes qu’ils avaient l’intention d’enlever ou d’assassiner figuraient Ehud Olmert, alors maire de Jérusalem, Rafael Eitan, l’ancien chef d’état-major de l’armée devenu député à la Knesset et ministre, et deux anciens directeurs du Shin Bet, Yaakov Peri et Carmi Gillon.

Awadallah était un responsable opérationnel de premier ordre, mais il n’avait pas connaissance des changements survenus au sein du Shin Bet, notamment de la surveillance draconienne des communications téléphoniques – qui appelait qui, quand et où se trouvaient précisément les deux interlocuteurs au moment de l’appel –, de sorte que, même s’il n’utilisait guère de téléphone lui-même, certains membres de son réseau au moins s’en servaient, ce qui permettait de cartographier ses mouvements et de le tenir à l’œil.

Et il ne devina jamais que son principal adversaire était, selon les termes d'Ami Ayalon, « le meilleur directeur des opérations que l'agence ait jamais eu[14] ». Cet homme, Yuval Diskin, avait été nommé par Ayalon commandant de la région de Jérusalem et de la Cisjordanie, les zones où les deux frères habitaient et où ils étaient le plus actifs[15].

Né en 1957, Diskin avait effectué son service militaire avec l'unité de reconnaissance Shaked et avait gravi les échelons jusqu'à devenir commandant de compagnie. En 1978, il avait intégré le Shin Bet et servi au poste d'officier traitant dans les territoires palestiniens et au Liban. Il avait une maîtrise remarquable de l'arabe, excellait dans son travail et connut une rapide montée en grade. Il était extrêmement dur et n'hésitait pas à formuler de vives critiques à ses subordonnés autant qu'à ses supérieurs. Il était clair que s'il réussissait à briser les réseaux terroristes du Hamas en Cisjordanie, il serait un bon candidat pour prendre ensuite la tête de l'agence.

« Adel était très soupçonneux, m'a expliqué Diskin. Il ne comptait que sur son réseau de communications HUMINT, dont chaque membre avait subi un test de loyauté à son égard. Grâce à eux, il a survécu quelques années. Jusqu'au dernier moment, nous avons eu le plus grand mal à nous approcher de lui[16]. »

La prudence d'Adel et Imad leur était inspirée par le destin de Mohi al-Dinh Sharif et l'arrestation de nombre de leurs camarades[17]. Ils suspectaient qu'un militant du Hamas, peut-être même à un niveau de responsabilité supérieur, collaborait avec Israël ou avec l'Autorité palestinienne, et qu'il avait divulgué des secrets dans le but de piéger Sharif.

Comme aucun collaborateur n'avait été débusqué, les frères Awadallah supposèrent qu'il restait actif parmi eux. Leur suspicion les poussa à approcher des gens extérieurs au Hamas, mais réputés loyaux envers la cause palestinienne, quand ils cherchaient un endroit où dormir et se nourrir.

Ils arrêtèrent leur choix sur un groupe de militants du Front populaire de libération de la Palestine qui, dans le passé, avait purgé plusieurs années de détention dans une prison israélienne pour

participation à une organisation terroriste et possession illégale d'armes à feu. Ces militants accueillirent les frères dans un bâtiment de ferme de deux étages avec une vaste cour ceinte d'un mur, et qui appartenait à un membre de la famille de l'un d'eux dans le village de Khirbet al-Taiybeh, à l'ouest d'Hébron. Cette maison était vite devenue une mine d'informations qui contenait des archives de la branche militaire du Hamas, qu'Adel emportait avec lui de cachette en cachette de peur qu'elles ne tombent entre les mains du Shin Bet. Les frères apportaient aussi avec eux les plans de leur prochain grand attentat, l'empoisonnement des sources d'approvisionnement en eau de Tel Aviv.

Le Shin Bet réussit à identifier l'un des contacts des deux frères Awadallah dans ce groupe d'activistes, et à faire lourdement pression sur lui pour qu'il lui serve d'agent, le menaçant de le faire juger pour collaboration avec le Hamas et de l'envoyer en prison pour de nombreuses années, s'il refusait. Le bâton allait de pair avec une belle carotte : le versement d'une forte somme et une nouvelle et agréable vie à l'étranger pour sa famille et lui s'il coopérait. L'homme accepta.

La première tâche fut d'installer un dispositif de surveillance vidéo et audio dans la bâtisse. La capture des frères Awadallah pouvait attendre. Il était plus important, pensait Diskin, de savoir précisément ce que les frères projetaient de faire. Le Shin Bet attendait que son agent les prévienne quand ils quitteraient la ferme.

À la livraison suivante de provisions par un de leurs amis du FPLP, ils lui dirent qu'ils étaient pressés de se rendre quelque part. Ils repartirent tous les trois ensemble, les frères dans une voiture et l'agent double dans une autre.

L'escouade de Tziporim les attendait à l'extérieur, où elle faisait le guet. Quand les voitures furent hors de vue, elle entra en action. En se servant d'une copie de la clef, les hommes entrèrent dans la maison et installèrent caméras et micros dans chacune des pièces.

Les frères Awadallah rentrèrent plus tard dans la soirée. Pendant quatre jours entiers, le moindre mot prononcé par le chef de la branche militaire du Hamas fut enregistré. Adel et Imad parlaient de diverses améliorations tactiques qu'ils voulaient apporter à leur plan

et de la possibilité que le Hamas se mette à fabriquer des roquettes comme celles qu'utilisait le Hezbollah.

La documentation ainsi constituée fournit aux Israéliens non seulement des informations détaillées sur des plans spécifiques, mais aussi un aperçu de la conception générale des choses que partageaient les deux frères. Lors d'une conversation, par exemple, Imad, qui avait été atrocement torturé par ses geôliers de l'Autorité palestinienne, parlait avec une haine viscérale des hommes de Yasser Arafat. « La prochaine fois qu'ils viennent me chercher, disait-il, je leur tire dessus ! »

Son frère, qui était affalé sur l'un des canapés, se leva d'un bond. « Jamais ! éructa-t-il. On ne tire pas sur des musulmans. Tu m'entends ? Même s'ils te font subir les traitements les plus terribles, tu ne tues pas un musulman. »

Le Shin Bet informa l'armée de son coup de maître en matière d'infiltration. Sachant très bien qu'à un moment ultérieur imprévisible, à titre de mesure de sécurité de routine, les deux frères partiraient pour une autre cachette, les agents demandèrent aussi l'affectation d'une unité pour les exécuter. Les militaires n'étaient toutefois pas si désireux d'assassiner un autre cadre du Hamas – la réaction à la mort d'Ayache leur faisait craindre les conséquences[18]. Aussi, à la place, Ayalon et le Shin Bet s'adressèrent à l'unité antiterroriste de la police, le YAMAM. Il existait une rivalité de longue date entre les unités d'opérations spéciales de l'armée et le YAMAM, et l'armée interpréta à juste titre la décision d'Ayalon de recourir à l'aide de la police comme une forme de discrédit.

Par la suite, un désaccord opposa Diskin et Ayalon. Diskin considérait que le commando du YAMAM devrait faire irruption dans la maison et tuer les deux frères sur-le-champ. Ayalon était en principe d'accord pour les tuer mais il jugeait préférable de faire le maximum pour les capturer vivants afin de pouvoir les interroger, convaincu qu'il en résulterait une précieuse moisson d'informations. En fin de compte, on parvint à un compromis : s'ils trouvaient un moyen de capturer les deux hommes vivants, ils le feraient. Sinon, ils les tueraient tous les deux.

Ayalon alla soumettre le plan au Premier ministre Netanyahou, qui se montra beaucoup moins décidé qu'il ne l'avait été lorsque le Mossad lui avait exposé son plan pour l'assassinat de Khaled Mechaal. Il mesurait maintenant pleinement que toute opération, même celles qui paraissaient faciles et sûres, peut mal tourner lors de l'exécution, avec des résultats désastreux pour les personnels engagés et pour la nation entière. L'élimination de Mohi al-Dinh Sharif n'avait laissé aucune empreinte israélienne identifiable, mais cette fois il était tout à fait possible que les frères soient tués au cours du raid du YAMAM, et Israël ne pourrait en nier la responsabilité. Le Hamas lancerait des attaques massives en représailles.

Shimon Peres avait perdu le pouvoir à cause d'une vague de terrorisme du Hamas consécutive à l'assassinat d'Ayache. Netanyahou n'avait aucune envie de risquer son poste. Il refusa de signer le feuillet rouge.

« Si nous nous interdisons de régler le sort du chef de la branche militaire qui opère contre nous, argumenta Ayalon auprès de Netanyahou, à quoi sert tout cela ? Si vous ne signez pas cette autorisation, je démissionnerai de la direction du Shin Bet[19]. »

C'était une menace redoutable, avec des répercussions qui allaient au-delà de sa fonction proprement dite. Le Premier ministre avait déjà une réputation de faiblesse pour avoir relâché le cheikh Yassine. De manière générale, l'opinion publique estimait qu'il ne faisait pas du bon travail dans la guerre contre le terrorisme. Si Ayalon démissionnait, Netanyahou était certain que quelqu'un en divulguerait le motif. On attribuerait l'affaire au refus du Premier ministre d'éliminer une menace de première grandeur contre l'État d'Israël et les Juifs où qu'ils soient. Il serait alors considéré comme d'autant plus faible.

Au bout de quelques heures, il donna son accord.

Le plan consistait à frapper d'incapacité les frères Awadallah avant l'assaut. Lors d'une de ses conversations écoutées par le Shin Bet, Imad Awadallah avait évoqué sa passion pour le baclava. Aussi, dans la soirée du 11 septembre 1998, des spécialistes du Shin Bet imprégnèrent des portions de baclava d'un sédatif, puis

s’arrangèrent pour les faire livrer à la maison de Khirbet al-Taiybeh. Le commando attendrait que les frères se soient assoupis, puis pénétrerait à l’intérieur, les chargerait dans un véhicule et les conduirait dans un centre d’interrogatoire.

Cela ne fonctionna pas tout à fait comme prévu. Imad était ravi de recevoir ce baclava et s’en gava. Assez vite gagné par le sommeil, il se mit à ronfler. En revanche, le Shin Bet ignorait qu’Adel détestait ces friandises et refuserait d’y toucher. Quand il devint clair grâce à la vidéo-surveillance qu’Adel n’était pas sous l’effet du sédatif et n’avait aucune intention d’aller bientôt se coucher, le YAMAM reçut l’ordre de prendre la maison d’assaut. Les équipes d’intervention entourant la bâtisse avancèrent depuis plusieurs directions simultanément, accompagnées d’un chien d’attaque. Les hommes escaladèrent le mur d’enceinte et forcèrent la porte.

Adel se précipita vers son fusil, tira, blessa le chien, mais fut aussitôt fauché par les balles. Réveillé par les tirs, Imad tenta d’attraper son arme et fut abattu d’une longue rafale de fusil automatique. Après que le YAMAM eut signalé que les lieux étaient sécurisés, une équipe de Tziporim entra dans la maison et trouva rapidement les archives, cachées dans l’une des pièces[20].

Ayalon appela Netanyahou pour lui indiquer que l’opération avait réussi et que les frères Awadallah étaient morts. Pour prévenir une réaction violente des Palestiniens, Netanyahou donna instruction à Ayalon de prendre la route pour la Mouqata’a, le siège des organes gouvernementaux de l’Autorité palestinienne à Ramallah. À son arrivée, Arafat était réveillé et l’attendait. Ayalon lui apprit qu’Israël avait tué les deux frères. « Avant de lui laisser le temps de nier qu’il savait qui étaient ces types, je lui ai jeté : “Je vous en prie, ne me demandez pas ‘Awadallah *shu* ?’. Nous savons que vous savez qui ils sont et ce qu’ils ont fait”, m’a raconté Ayalon. “Au nom de l’État d’Israël, j’exige que vous fassiez tout votre possible pour vous assurer que le Hamas ne se déchaîne pas.” »

À son tour, Arafat lui demanda de garder la nouvelle de leur élimination sous embargo pendant quatre jours, le temps qu’il puisse s’organiser. Ayalon l’informa qu’il ne pouvait rien faire pour retarder

la diffusion de la nouvelle, et qu'à son avis les Palestiniens n'avaient pas plus de quatre heures avant que les médias ne s'en emparent.

« Alors s'il vous plaît, donnez l'ordre à Djibril [Rajoub] et [Mohammed] Dahlan » – les deux chefs de l'appareil de sécurité palestinien, qui étaient assis de part et d'autre d'Arafat – « d'agir tout de suite, insista Ayalon. Ils savent ce qu'il faut faire. Si rien n'est fait et s'il y a un attentat terroriste, Israël réagira avec la plus extrême dureté, y compris par une interruption totale du processus de paix[21]. »

Arafat dit alors à ses deux lieutenants d'agir de façon claire et nette. Ce même soir, les principaux activistes du Hamas furent arrêtés et placés en détention, et l'organisation fut avertie que toute activité terroriste contre Israël lui attirerait une réaction violente de l'Autorité palestinienne. Rajoub et Dahlan firent tout ce qui était en leur pouvoir pour assurer aux Israéliens que cette fois les menaces d'Arafat étaient sérieuses et qu'il les mettrait à exécution.

Pendant ce temps, les officiers traitants et les analystes du Shin Bet commencèrent à éplucher les archives militaires du Hamas en saisissant des noms et des dates dans leurs ordinateurs – le tout dans le cadre d'« efforts intensifs destinés à rapidement passer au crible ces documents afin d'agir avant que les membres de la branche militaire ne puissent se ressaisir et entrer dans la clandestinité[22] ». Des unités de l'armée, du YAMAM et du Shin Bet même se chargèrent de rafler des dizaines de suspects – « responsables de haut rang, spécialistes des explosifs, fournisseurs d'armes et de matériels destinés à la fabrication des bombes, personnels d'entraînement et de soutien, y compris des personnels de liaison et des fonctionnaires du Dawah », la branche d'action sociale du Hamas.

Les archives que les frères Awadallah avaient si soigneusement conservées serviraient maintenant à pousser l'infrastructure militaire du Hamas au bord de l'effondrement.

L'un des noms relevés dans ces archives était celui d'Iyad Batat, haut responsable des opérations militaires affecté aux attentats en Cisjordanie. Les dossiers montraient qu'il avait été impliqué à de

nombreuses reprises dans des embuscades tendues à des soldats de l'Armée de défense d'Israël.

Au bout de plusieurs mois, les Israéliens finirent par retrouver sa trace dans une maison du village de Beit Awwa qui lui servait de repaire. Une opération fut organisée pour le tuer – sous le nom de code Donjons et Dragons.

Moshe Yaalon, qui avait terminé son mandat à la tête de l'AMAN et siégeait désormais à la tête du commandement central de Tsahal pour la Cisjordanie, se rendit au poste de commandement avancé de l'opération, une vaste tente qui sentait le renfermé et l'humidité près du village de Beit Jubrin, non loin de Beit Awwa, le 19 octobre 1999. Bien que ses agents aient déjà eu trois jours pour tout planifier, il s'aperçut immédiatement qu'ils ne disposaient que d'une partie des renseignements dont ils avaient besoin. Aucun membre de l'Unité 8200 (la division SIGINT de l'AMAN) n'était présent, et personne non plus de l'Unité 9900 pour piloter les drones. Même si ces unités avaient été là, les personnels ne disposaient pas d'écrans sur lesquels l'information aurait pu être affichée. L'officier de renseignement compétent du Shin Bet était dans une autre zone, et il n'était accessible que sur un téléphone portable tributaire d'un réseau de transmission à la qualité fluctuante.

« Je viens d'un autre environnement, d'une autre culture, m'expliquait Yaalon, en se référant à Sayeret Matkal qu'il avait jadis commandé, et il y a des choses qui se pilotent autrement. Il était inconcevable que d'autres soient informés d'éléments relatifs à l'opération alors que ces mêmes éléments d'information n'étaient pas accessibles au commandant de l'unité sur le point d'entrer en action[23]. »

Yaalon et Diskin en conclurent que poursuivre l'opération constituait un risque inacceptable. Ils l'annulèrent et suspendirent tous les efforts déployés pour tuer Batat. « À Beit Awwa, nous nous sommes rendu compte que nous étions complètement aveugles, confiait Yuval Diskin. Nous nous sommes demandé ce qu'il fallait faire pour que cela ne se reproduise plus. »

En théorie, la solution était simple : réunir tous les individus nécessaires dans un poste de commandement unique de manière à

ce qu'ils puissent se parler et suivre sur des écrans l'affichage d'un unique résumé des données. Le Shin Bet, le YAMAM, les unités de commando de l'armée (Matkal, Flottille 13, Cherry/Duvdevan), les unités 8200, 504 et 9900 de l'AMAN et, par la suite, de l'armée de l'air, seraient tous stationnés dans une seule salle – « sous des éclairages puissants, pas dans une tente sombre et miteuse », soulignait Diskin –, où elles accéderaient à tous les flux de données disponibles et nécessaires.

Toutefois, la mise en œuvre de cette solution fut malaisée, en raison d'un certain nombre de problèmes de responsabilité, de commandement et de contrôle. Au fil des ans, les diverses branches de l'armée et des services de renseignement s'étaient habituées à fonctionner en parallèle, et comme les agents devaient venir d'unités différentes, ils parlaient différents jargons professionnels. Parfois, certaines personnes se préoccupaient tout simplement plus de baliser leur territoire que de la sécurité nationale.

Diskin au Shin Bet, et Yaalon, à l'armée, durent abattre bon nombre de barrières procédurales et bureaucratiques profondément enracinées et négocier divers obstacles relationnels pour réussir à regrouper tout le monde dans un espace situé au deuxième étage du quartier général du Shin Bet, à Jérusalem, qui s'appellerait désormais d'un nom approprié : la Salle d'opérations conjointes (JWR, Joint War Room). L'Unité 8200, la prestigieuse unité de SIGINT de l'AMAN, opposa une résistance particulièrement tenace en tâchant d'insister pour que ce soit plutôt le Shin Bet qui vienne s'installer dans ses locaux.

Le 11 décembre 1999, tout était prêt pour passer à l'action. Des informations qui parvinrent au Shin Bet indiquaient que Bata devait se rendre dans son repaire de Bei Awwa dans les prochains jours. La maison et ses environs furent placés sous étroite surveillance. Par mesure de précaution, Bata n'avait pas de téléphone sur lui, mais son chauffeur en avait un, et le Shin Bet le pista. Les agents le virent arriver à la maison le 13 décembre, y rester un moment avant de poursuivre sa route, apparemment après avoir déposé quelqu'un. La caméra d'un drone qui volait à la verticale vit aussi la voiture s'arrêter et quelqu'un en descendre et entrer dans la maison.

L'information en provenance d'un agent signalait que Batat avait installé un poste de guet camouflé sur le toit de la maison pour l'avertir de tout danger. Ce renseignement fut entré dans les ordinateurs du JWR et les capteurs thermiques des drones furent ensuite activés : ils confirmèrent en effet qu'un homme était bien assis sous un abri sur le toit.

En tenant compte de toutes ces informations, des soldats de l'unité Cherry déguisés en Arabes prirent position dans un certain nombre d'emplacements autour de la maison. Quatre d'entre eux s'abritèrent sous un petit escalier le long d'un mur extérieur, assez proche de l'entrée mais hors du champ de vision du poste de guet sur le toit.

« Onze heures du soir. Le village est endormi. Au début, on sent monter l'adrénaline et on n'a pas peur, et ensuite, quand on est en position, la peur arrive, confiait Alon Kastiel, l'un des commandos. Nous avons reçu l'autorisation du commandant de l'unité d'ouvrir le feu. […] Nous avons tué le guetteur de Batat sur le toit de la maison. Il y a eu quelques échanges de coups de feu. […] Après les tirs, nous avons marqué un temps d'arrêt pour faire le point avec le renseignement. Ensuite, de nouveau des bruits en provenance de la maison, et Iyad Batat sort pistolet au poing. Toute la force d'intervention l'a identifié et a ouvert le feu[24]. »

Après coup, l'armée a publié un bref communiqué indiquant que l'une de ses unités avait « affronté » Batat et un autre membre recherché du Hamas et les avait tués. Le but de cette déclaration était de masquer l'ample activité de renseignement qui avait eu lieu en coulisse.

Pour les Israéliens eux-mêmes, il était clair que les réformes entreprises par le Shin Bet et la création du JWR se révélaient fructueuses. Au cours des neuf mois suivants, le modèle du JWR servit dans quinze arrestations et opérations d'assassinat ciblé. Ce modèle était fondé sur une transparence totale entre agences et un système de « passage de témoin » d'une agence à l'autre lors du déroulement d'une opération.

Le premier principe du modèle JWR requiert la présence de « capteurs » – les agences de collecte de renseignement liées à

l’opération – sous la forme de véritables représentants de ces structures et des flux d’informations en temps réel qu’elle produisent. Le Shin Bet consacra une grande énergie à intégrer tous les systèmes informatiques concernés – les innombrables composantes matérielles et logicielles utilisées par de nombreuses entités de renseignement et opérationnelles différentes – de sorte qu’elles soient en interface et communiquent au moyen de l’équipement informatique de la salle d’opérations. L’objectif était d’afficher toutes les données de manière centralisée pour créer un tableau unique, facilement intégrable, de la situation. « Cette supériorité du renseignement, la concentration de toutes les sources possibles, est au fondement de notre capacité à atteindre nos cibles », soulignait Yaalon[25].

Pour mettre en œuvre le second principe, le passage de témoin, la salle d’opérations fut en fait divisée en deux. Une moitié, sous le contrôle du Shin Bet, fut baptisée salle d’opérations-renseignement. C’était là que la cible de l’opération était identifiée. En d’autres termes, la responsabilité de la salle d’opérations-renseignement consistait à relever la localisation spécifique de la cible et à garantir que c’était bien la bonne personne. Cette partie reçut une appellation : c’était le « cadrage[26] ».

Une fois l’identification positive confirmée, c’était le passage du témoin à la seconde moitié de la salle, la section opérationnelle. Pour l’essentiel, cela relevait de la responsabilité de l’Armée de défense d’Israël, qui supervisait l’élimination proprement dite. (Au début, la plupart des assassinats ciblés étaient effectués par des forces terrestres. Plus tard, l’exécution fut confiée à l’armée de l’air, mais le principe général restait inchangé.) Dans les cas où le témoin avait été passé à la salle d’opérations-volet opérationnel, mais où quelque chose s’était produit au sol entravant les capacités d’élimination de la cible, comme une perte temporaire d’image au sol, la responsabilité en revenait alors de nouveau à la salle d’opérations-renseignement, et la procédure de cadrage reprenait depuis le début. Et ainsi de suite, jusqu’à exécution.

En septembre 2000, deux mois après la nomination de Yuval Diskin au poste de directeur adjoint du Shin Bet et celle de Moshe

Yaalon au poste de chef d’état-major général adjoint de l’armée, les deux hommes proposèrent que le modèle qu’ils venaient de développer au commandement central de la région soit décliné au niveau du pays entier – qu’une salle d’opérations permanente soit instaurée pour la mise en œuvre des principales opérations et des assassinats ciblés. La proposition fut acceptée, un espace fut aménagé dans le bâtiment en construction au quartier général du Shin Bet, dans les quartiers nord de Tel Aviv.

Ce timing était purement fortuit. « Si nous n’avions pas mis en place la révolution technologique et installé cette salle d’opérations spéciale, nous n’aurions sans doute pas pu relever l’énorme défi que nous a posé la Deuxième Intifada[27]. »

28.

La guerre à outrance

Benyamin Netanyahou n'attendit pas les résultats finaux des élections. Le 17 mai 1999, peu de temps après que les premiers sondages de sortie des urnes eurent indiqué une nette victoire du parti travailliste et de son chef, Ehud Barak, il annonça son retrait de la vie politique.

Il avait été élu à cause d'une vague d'attentats-suicides du Hamas, mais ses années à la tête du gouvernement avaient été marquées par une série de scandales politiques, des crises au sein de sa coalition, des fiascos des dispositifs de sécurité comme avec l'affaire Mechaal et par une impasse diplomatique avec les Palestiniens. Barak était perçu par l'électorat comme l'exact opposé de Netanyahou – soldat le plus décoré de Tsahal, il était aussi le disciple et le successeur d'Yitzhak Rabin qui avait promis de sortir l'armée du Liban et d'apporter la paix. Dans son discours de victoire, il annonça « l'aube d'un jour nouveau » devant des centaines de milliers de ses soutiens massés sur la place centrale de Tel Aviv, à présent rebaptisée place Rabin, en hommage au Premier ministre assassiné à cet endroit quatre ans plus tôt. « La paix est notre intérêt commun, et elle apporte avec elle d'immenses bienfaits pour d'autres peuples », déclara-t-il à la Knesset quelques mois plus tard, ajoutant : « La paix véritable avec la Syrie et les Palestiniens sera le summum de l'accomplissement de la vision sioniste[1]. »

Avec son énergie considérable, son esprit de décision, sa détermination, Barak entreprit de mettre en œuvre sa politique. Anciennement maître des opérations spéciales, il était plein de confiance en lui et certain de pouvoir planifier les manœuvres diplomatiques de la même manière qu'il avait planifié des opérations d'assassinat ciblé derrière les lignes ennemies – grâce à une stricte attention au détail, à une planification soigneuse afin de prévenir tout imprévu et à une action agressive quand c'était nécessaire. Il s'avéra toutefois que si ces méthodes fonctionnaient bien à une échelle réduite, elles n'étaient pas toujours adaptées à des processus internationaux complexes. Or, Ehud Barak écoutait rarement les avis de ses conseillers.

Sous l'égide des Américains, Israël engagea des négociations avec la Syrie. Agissant en qualité d'émissaire de Barak, le président Clinton rencontra le président Hafez el-Assad à Genève, le 26 mars 2000. Clinton lui annonça qu'Ehud Barak acceptait de se retirer des hauteurs du Golan, moyennant quelques ajustements tout à fait mineurs, même si en l'occurrence Clinton mit un peu moins d'enthousiasme et d'allant à communiquer ces informations qu'on aurait pu s'y attendre. Assad, qui se rendit à cette entrevue souffrant de plusieurs maux, parmi lesquels un début de démence et l'épuisement, s'avéra plus inflexible que jamais dans sa volonté de récupérer le moindre pouce de terrain. La rencontre tourna court quelques minutes seulement après que les deux présidents, en ayant terminé avec les préambules, se furent mis à discuter de la substance même des désaccords entre les parties.

Barak devait tenir sa promesse et se retirer du Liban, mais sans aucun accord avec Damas ou Beyrouth[2]. Toutefois, afin d'empêcher le Hezbollah d'exploiter cette retraite de Tsahal pour tuer un grand nombre de soldats, il fallait qu'elle soit menée de nuit et que l'effet de surprise soit entièrement préservé.

Peu après ce retrait, l'AMAN réussit à localiser Imad Moughniyeh, chef militaire du Hezbollah et en première position sur la liste des individus recherchés par Israël, alors qu'il effectuait une tournée d'inspection sur les lignes de front du Sud-Liban afin de vérifier si

Barak était sur le point de tenir sa promesse et de se replier, et préparer sa milice pour le lendemain.

Les services projetèrent de le faire assassiner[3]. Mais Barak, qui se rendit sur la frontière nord et rencontra les principaux chefs militaires sur place le 22 mai pour consultation urgente, leur ordonna de seulement « continuer la surveillance de l'objet M », et de ne pas frapper, ce qui eut de facto pour effet de tuer dans l'œuf le projet tout entier. La priorité numéro un du Premier ministre consistait à s'assurer que la retraite s'effectue sans pertes en vies humaines et il redoutait qu'assassiner Moughniyeh ne constitue une provocation vis-à-vis du Hezbollah et ne l'incite à bombarder des communautés de vie israéliennes ou à lancer des attaques d'envergure contre des cibles israéliennes à l'étranger, ce qui requerrait une réaction de l'État hébreu et rendrait une retraite surprise discrète à peu près impossible.

Barak avait raison, du moins sur le court terme. Le lendemain de cette réunion à la frontière nord, il ordonna le repli immédiat de l'Armée de défense d'Israël du Liban. Le retrait s'effectua sans la moindre perte.

Nasrallah célébra cette évacuation comme une victoire complète de son camp, présentant les Israéliens comme un ramassis de couards et de froussards qui s'enfuyaient devant l'armée de Moughniyeh[4]. « Israël est plus fragile qu'une toile d'araignée, pavoisa-t-il. Le défaitisme est l'état d'esprit dominant de la société israélienne. […] les Juifs ne sont qu'un tas de financiers, pas des gens capables de sacrifice. »

Considérée avec le recul, la fin de l'occupation israélienne au Liban survint au pire moment pour Ehud Barak. Il voyait bien qu'il ne pouvait parvenir à un accord avec les Syriens et décida donc d'accélérer la gestion de la question palestinienne. Beaucoup de Palestiniens virent dans ce repli une preuve que les tactiques de la guerre de harcèlement et le terrorisme étaient capables de défaire les forces militaires et de renseignement les plus puissantes du Moyen-Orient, et ils se mirent à envisager la possibilité d'appliquer ces méthodes sur leur propre théâtre.

Clinton convia Barak et Arafat à Camp David en juillet 2000, afin d'organiser des négociations marathon et, avec un peu de chance, de parvenir à un accord de paix. « Je savais qu'un tel accord devait inclure la reconnaissance d'un État palestinien et un compromis sur Jérusalem, m'a expliqué Ehud Barak, et j'y étais prêt. J'étais sûr d'être capable de convaincre l'opinion publique israélienne que c'était à notre avantage, qu'il n'y avait pas d'autre option[5]. »

Pour sa part, Arafat n'avait pas envie d'y aller et n'accepta qu'après avoir reçu de Clinton la promesse qu'on ne lui imputerait pas l'éventuel échec des pourparlers.

Durant cette période, le renseignement israélien signala que l'agitation parmi les populations palestiniennes atteignait de nouveaux sommets[6]. Selon certains rapports, l'Autorité palestinienne se lançait dans les préparatifs d'une confrontation armée avec Israël, un moyen d'exercer des pressions afin d'obtenir des concessions de taille.

« Nous ne nous préparions pas à une confrontation avec Israël et ce n'était pas dans nos intentions, mais "l'espoir est par nature une denrée coûteuse" », expliquait Djibril Rajoub citant Thucydide[*17]. Ehud Barak avertit ses collaborateurs : « Nous sommes à bord d'un navire gigantesque qui est sur le point d'entrer en collision avec un iceberg, et nous ne parviendrons à l'éviter que si nous réussissons à Camp David[8]. »

L'atmosphère lors des réunions était enjouée. Le Premier ministre était prêt à des concessions qui laissèrent les participants américains « stupéfaits, mais enchantés », notamment un compromis de première importance qui aurait accordé aux Palestiniens une partie de Jérusalem-Est et une tutelle internationale sur le Mont du Temple, le site de la mosquée Al-Aqsa. Aucun dirigeant israélien n'avait jamais accepté de formuler de telles offres ou de se résoudre à des compromis sur des sujets jusqu'alors considérés comme tabous[9].

Malheureusement, Ehud Barak n'avait pas assez préparé cette rencontre en amont ; il n'avait pas essayé de convaincre le monde arabe d'exercer certaines pressions sur Arafat pour qu'il transige sur

quelques principes de base comme le droit au retour des réfugiés[10]. Il eut aussi un comportement qui fut jugé cassant et conduisit les négociations avec le chef de l'Organisation de libération de la Palestine par l'intermédiaire d'émissaires, alors que son bungalow n'était qu'à quelques centaines de mètres de distance.

Arafat refusa de signer, peut-être parce qu'il croyait obtenir d'Israël de meilleures conditions s'il tenait bon, ou peut-être simplement parce qu'il ne voyait aucun dirigeant arabe disposé à soutenir un compromis avec le grand ennemi. Clinton ne décolérait pas. Il mit un terme au sommet et rompit sa promesse à Arafat de ne pas lui imputer cet échec. « Si Clinton avait adopté la stratégie de Carter en les prenant tous les deux par le col sans plus les lâcher tant qu'ils n'auraient pas accepté un compromis, l'histoire aurait pris un autre cours », estimait Itamar Rabinovitch, l'un des spécialistes du Moyen-Orient et des diplomates les plus éminents d'Israël[11].

Au cours des deux mois suivants, des tentatives furent faites pour combler le fossé[12]. Mais à ce stade, la tension et la suspicion entre les deux camps avaient dépassé le point de non-retour. « Nous vivions avec l'impression de respirer de la poudre à canon », confiait l'un des proches conseillers de Barak[13].

Et partout où il y a de la poudre à canon, un pyromane est là pour y mettre le feu. Cette fois, le pyromane s'appelait Ariel Sharon.

Ce que les Juifs appellent le Mont du Temple et les musulmans l'Esplanade des Mosquées (en arabe al-Haram aš-Šarīf, ou « Noble Sanctuaire ») constitue peut-être aujourd'hui le lieu le plus sensible de la planète. Situé dans la Vieille Ville de Jérusalem, ce site vénéré serait celui du rocher où Dieu aurait créé le monde et où il aurait mis Abraham en demeure de sacrifier son fils Isaac. C'est aussi là que se dressaient le Premier et le Second Temple des Juifs, où Jésus marcha et prêcha, et où les musulmans croient que le prophète Mahomet s'en fut au ciel avec l'ange Gabriel. Le Dôme du Rocher et la mosquée Al-Aqsa se dressent aujourd'hui à cet endroit.

Au fil des ans, de nombreuses confrontations ont enflammé ces lieux. En 1982, un groupe de terroristes juifs projeta de faire sauter

le Dôme du Rocher, « pour supprimer cette abomination », selon leurs termes, dans l'espoir que cet acte provoquerait une guerre mondiale, précipitant ainsi la venue du Messie[14]. Ils échouèrent dans leur mission, mais leur stratégie n'était pas complètement délirante : tout incident sur le Mont du Temple aurait un effet boule de neige susceptible de déclencher une avalanche.

Ariel Sharon avait conscience de tout cela. En tant que chef de l'opposition au gouvernement Barak, il décida de braver, de la manière la plus flagrante possible, la bonne volonté de ce dernier, pourtant prêt à renoncer à la souveraineté d'Israël sur le Mont du Temple. Le 28 septembre, il prit la tête d'un groupe d'élus du Likoud entourés de centaines d'officiers de police judiciaire qui allèrent manifester sur le site du sanctuaire. Il déclara : « C'est un droit pour chaque Juif, en Israël, de se rendre au Mont du Temple et d'y prier. Le Mont du Temple est à nous. »

Les Palestiniens présents sur place l'invectivèrent : « Boucher de Beyrouth […] meurtrier de femmes et d'enfants ! », et très vite ils affrontèrent les cordons de police qui protégeaient Sharon[15].

Le lendemain matin, à l'heure de la prière, des émissions de Radio Palestine et des sermons prononcés dans les mosquées condamnaient déjà sévèrement ce qu'elles qualifiaient de tentative de porter atteinte aux lieux saints de l'islam[16]. Une foule de vingt mille personnes, surtout composée de jeunes hommes, attendit avec colère le début des prières à Al-Aqsa. Nombre d'entre eux étaient armés de pierres et d'autres objets qu'ils se mirent à lancer sur la police et sur les fidèles juifs venus prier devant le Mur des Lamentations. Ces émeutes provoquèrent la mort de sept Palestiniens et plus d'une centaine furent blessés. Le lendemain, la violence s'était propagée partout dans les territoires palestiniens occupés et les régions d'Israël à population arabe. Douze Arabes israéliens périrent, des hommes et des adolescents (ainsi qu'un Palestinien et un Juif israélien). En un bref laps de temps, quelques heurts localisés avaient dégénéré en une guerre.

Au sein du renseignement, la querelle au sujet de ce qui se passait dans la tête d'Arafat éclata de nouveau[17]. Les chefs de

l'AMAN et de l'armée, en particulier Moshe Yaalon, croyaient que l'Intifada s'inscrivait dans une stratégie sophistiquée et préétablie d'Arafat et qu'il « contrôlait la hauteur des flammes » de cet incendie depuis son bureau, au début grâce à des manifestations « spontanées » organisées par son entourage, puis avec des tirs sur les troupes israéliennes depuis la foule, ensuite avec des attaques à l'arme à feu contre des soldats et des colons, et enfin avec des attentats à la bombe en territoire israélien. Arafat « essayait d'obtenir certains succès diplomatiques en versant le sang israélien », m'a dit le chef d'état-major de l'époque, le lieutenant-général Shaul Mofaz[18].

De son côté, le Shin Bet croyait qu'Arafat n'avait jamais envisagé pareille stratégie et que la guerre avait commencé comme une éruption improvisée d'étudiants exaspérés par un certain nombre de questions – dont certaines étaient internes, propres aux Palestiniens –, ensuite encouragés par des dirigeants locaux. Les manifestations suscitèrent une vive réaction de l'armée, qui s'était « surpréparée » à cet accès de violence. Cette riposte tua ou blessa un grand nombre de Palestiniens et conduisit à une détérioration accrue des relations. Arafat, affirmait le Shin Bet, se laissait entraîner par le cours des événements[19].

Yossi Avrahami était un indépendant de Petah Tikva, âgé de trente-huit ans, marié, père de trois enfants. À ses moments de liberté, il était agent de la circulation bénévole. Vadim Nuzhitz était de trois ans son cadet, natif d'Irkoutsk, en Russie, et chauffeur de poids-lourd de profession. Aucun de ces deux hommes n'était soldat de métier, mais comme beaucoup de Juifs israéliens, c'étaient des réservistes toujours prêts à intervenir en renfort de l'armée.

La Seconde Intifada, ainsi qu'on appela cette nouvelle guerre entre Israël et les Palestiniens, la dernière en date, exigeait le recours à ces renforts. Avrahami et Nurzhitz furent mobilisés le 1er octobre 2000 pour protéger des bus scolaires de colons contre les attaques des Palestiniens. Le 11 octobre, on leur accorda leur permission d'une journée. Le lendemain, sur la route du retour vers leur base dans la voiture de Nurzhitz, ils se trompèrent de direction et aboutirent dans la ville de Ramallah, en Cisjordanie. Les

semaines précédentes, Ramallah avait été la proie d'émeutes et un certain nombre de Palestiniens avaient été tués par des tirs de l'armée. La tension était à son comble. Dès que la voiture entra dans la ville, des passants aperçurent les plaques d'immatriculation israéliennes de couleur jaune et se mirent à lapider le véhicule. Les deux hommes tentèrent de s'enfuir mais furent bloqués dans la circulation.

Des policiers palestiniens les traînèrent hors de leur voiture en les menaçant de leurs pistolets, leur confisquèrent leurs armes et les conduisirent à un poste de police pour les interroger. Ensuite, ils les livrèrent à la merci d'une foule en furie qui s'était attroupée autour du poste de police.

Les deux réservistes furent frappés, énucléés et poignardés de multiples coups de couteau. Nurzhitz eut le crâne enfoncé avant d'être éventré avec un bâton qu'on lui enfonça dans la gorge et son corps fut incendié. Quand l'épouse d'Avrahami, ignorant ce qui s'était passé, l'appela sur son téléphone portable, ce fut l'un des tueurs qui lui répondit : « Je viens de massacrer ton mari, il y a quelques minutes[20] ». L'un des Palestiniens se fit photographier à la fenêtre du deuxième étage du poste de police, en extase, pris de frénésie, tendant ses mains ensanglantées à la foule qui l'acclamait en contrebas. Les émeutiers jetèrent ensuite les corps par la fenêtre, sur la chaussée, et les traînèrent à travers la ville.

L'événement fit une profonde impression sur l'opinion israélienne qui, à juste titre, en rejeta la responsabilité sur l'Autorité palestinienne dont les personnels n'avaient offert aucune protection aux Israéliens sur leur territoire mais les avaient au contraire arrêtés sans aucune raison, avant de laisser la populace les mettre à mort à l'intérieur du poste de police.

Le Shin Bet qualifia ce lynchage d'« agression emblématique » dont il faudrait traquer les coupables à perpétuité, « comme les responsables du massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich[21] ». La traque se prolongea en effet durant les années et les mois à venir.

Plus important encore, aux yeux d'une bonne partie des dirigeants israéliens, cette agression fut perçue comme une trahison

fondamentale, preuve que l'objectif de l'Autorité palestinienne – et par extension celui d'Arafat – n'était en réalité pas la paix mais le conflit. À partir de ce moment-là l'Autorité palestinienne et Arafat même seraient traités comme l'une des sources du problème.

Au lendemain du lynchage de Ramallah, Tsahal intensifia fortement son emploi de la force armée[22]. Des armes à feu furent plus souvent utilisées contre les manifestants lors des émeutes. L'armée riposta aussi contre les policiers palestiniens, faisant sauter des postes de police de nuit quand ils étaient inoccupés. À la fin 2000, deux cent soixante-seize Palestiniens auront ainsi été tués.

Ce bain de sang fut un désastre politique pour Ehud Barak. Déjà affaibli par l'échec de Camp David, ce soulèvement le laissa à la dérive, impuissant. Il accusa ouvertement Arafat à plusieurs reprises de la situation, mais cela ne fit que souligner son incurie aux yeux de l'opinion, d'abord et avant tout parce qu'il s'était fié au dirigeant palestinien. Et l'insistance qu'il avait mise à poursuivre le processus de paix avec le même Arafat fit dégringoler sa cote de popularité vers des profondeurs sans précédent. Ses proches collaborateurs jugèrent les derniers mois de son mandat compulsifs, dispersés, privés d'orientation claire. Sa coalition finit par se déliter et en décembre, il fut contraint d'organiser des élections pour février 2001.

Il fut battu par l'homme dont la provocation au Mont du Temple avait provoqué l'Intifada : Ariel Sharon.

Pendant presque vingt ans, ce dernier était resté un paria en politique, depuis qu'il avait orchestré la désastreuse invasion du Liban[23]. En 1983, il avait été forcé de se démettre de ses fonctions de ministre de la Défense, mais sa malencontreuse aventure militaire – son plan téméraire de recomposition de l'ensemble du Moyen-Orient – s'était éternisée durant dix-huit ans, coûtant à Israël mille deux cent seize vies humaines et plus de cinq mille blessés, ainsi que des milliers et des milliers de victimes libanaises.

Des foules imposantes d'Israéliens manifestant dans les rues l'avaient traité de meurtrier et de criminel de guerre[24]. Les États-Unis lui avaient imposé un boycott officieux de sa personne – lors de ses visites en Amérique, seuls des responsables de rang subalterne

étaient autorisés à le rencontrer, et même en ce cas, uniquement à son hôtel, en dehors de leurs horaires de travail. L'homme qui ne s'arrêtait jamais au feu rouge, d'après la chanson déjà citée plus haut, aura été toutes ces années un sujet d'opprobre public et de détestation, alors qu'il siégeait à la Knesset et au gouvernement.

Mais Sharon concevait la politique comme la grande roue des fêtes foraines. « Parfois, vous êtes tout en haut et d'autres fois tout en bas, aimait-il à répéter. Le tout, c'est de rester dedans. » Début 2001, quand les Israéliens se cherchaient désespérément un chef à poigne capable de mettre un terme à la violence, il battit Ehud Barak d'un écart de 25 %.

Le contraste fut immédiatement évident[25]. Les collaborateurs qui restèrent au cabinet du Premier ministre après Barak constatèrent que l'atmosphère devint aussitôt plus calme et plus stable. Sharon était le complet opposé de son prédécesseur : chaleureux, attentif aux humeurs et aux singularités des uns et des autres, veillant à témoigner son respect à chacun. Il était d'un naturel soupçonneux, mais dès qu'il avait le sentiment de pouvoir se fier à quelqu'un, il lui laissait beaucoup de liberté.

Et quand des Israéliens ou des Juifs étaient tués dans un attentat terroriste, où que ce soit, il en était profondément affecté[26]. « J'arrivais avec des nouvelles de tel ou tel attentat-suicide, se remémorait le secrétaire militaire, Yoav Galant, et je le voyais le cœur brisé. Cela le peinait de la façon la plus personnelle. À chaque enfant, à chaque femme, à chaque homme mis à mort dans un bus ou une galerie marchande, il prenait la chose comme si c'étaient ses parents, sa famille. »

Sharon indiqua une ligne apparemment simple à suivre pour mettre fin à la violence. « Il possédait une telle confiance en lui, si persuadé que nous étions sur le point de gagner cette guerre, la guerre contre le terrorisme, qu'il finissait par nous en convaincre, m'a confié Galant. Comme l'a dit Napoléon, ce ne sont pas les légions romaines qui ont franchi le Rubicon, mais César. Sharon était un meneur de jeu, et il a mené la guerre contre le terrorisme. »

Immédiatement après son arrivée à la tête du gouvernement, il déclara que plus aucune négociation politique n'aurait lieu tant que

les attentats continueraient. Ce ne serait qu’une fois le calme instauré qu’Israël retournerait à la table des négociations. En même temps, il pressa l’armée et le Shin Bet d’intensifier leurs opérations. « Sortez du cadre, signifia-t-il aux commandants. Apportez-moi des idées créatives. » Il leur rappela à plusieurs reprises son époque tumultueuse au sein de l’Unité 101, dans les années 1950, et la chasse fructueuse aux terroristes qu’avait menée Meir Dagan dans les années 1970.

Depuis son passage au ministère de la Défense dans les années 1980, il entretenait des doutes quant aux capacités de l’armée, la suspectant d’avoir « perdu sa force de caractère au fil des ans[27] ». Il se méfiait aussi des officiers, peut-être parce qu’il se souvenait lui-même d’avoir menti aux politiques quand il était sous l’uniforme, trompant ses supérieurs pour obtenir d’eux l’autorisation de conduire certaines opérations. À présent, devenu Premier ministre, il sentait chez les officiers une peur de l’échec, et il était par conséquent « convaincu que les officiers supérieurs lui mentaient afin de ne pas endosser leurs responsabilités », estimait encore Galant.

En revanche, il se sentait bien plus à son aise avec le Shin Bet, et il avait toute confiance en son chef, Avi Dichter. Dans la guerre contre le terrorisme, premier dossier à l’ordre du jour et le plus important, Sharon comptait de plus en plus sur l’agence, l’investissant de davantage de missions et d’une autorité accrue.

Au début de la Seconde Intifada, un nombre considérable d’individus impliqués dans des actes de terrorisme au cours de la décennie précédente croupissaient dans des prisons placées sous tutelle de l’Autorité palestinienne. Après les attentats-suicides de 1996 qui avaient renversé le gouvernement de Shimon Peres et fait capoter le processus de paix, Arafat avait compris qu’il lui fallait maintenir les principaux dirigeants du Hamas et du Jihad islamique derrière les barreaux au moins tant qu’il négociait avec les Israéliens. Pourtant, en six mois, à partir d’octobre 2001, il ordonna leur libération.

Une fois encore, l'armée croyait qu'Arafat tentait de se faire l'instigateur de nouveaux attentats contre Israël, alors que le Shin Bet considérait qu'il cherchait à éviter de perdre le soutien des Palestiniens au Hamas. À ce stade, ils étaient des centaines à avoir péri dans l'Intifada, alors que seuls une poignée de soldats et de colons avaient perdu la vie. Les attentats-suicides du Hamas commençaient cependant à équilibrer les plateaux de la balance. « Plus les attentats-suicides se multipliaient, et avec succès, plus le Hamas croissait », en concluait Yuval Diskin, directeur adjoint du Shin Bet[28].

La perte des frères Awadallah et de leurs dossiers avait été un coup très rude, mais le Hamas avait entrepris de se reconstruire sous l'autorité du cheikh Yassine. Et, en se reconstruisant, il eut de plus en plus recours aux attentats-suicides contre des civils israéliens.

Le 18 mai 2001, un activiste du Hamas vêtu d'une longue tunique bleu foncé se présenta au poste de contrôle devant le HaSharon Mall, près de Netanya. Il éveilla les soupçons des gardes qui l'empêchèrent d'entrer, puis il se fit sauter, tuant cinq passants. Le 1er juin, une autre bombe humaine tua vingt et une personnes, pour la plupart des immigrants arrivés depuis peu de Russie, dans la file d'attente d'une boîte de nuit sur la plage de Tel Aviv. Le propriétaire du club, Shlomo Cohen, avait servi dans les commandos de marine, « mais c'est la pire chose que j'aie vue de ma vie », avouait-il, et le désespoir se lisait dans ses yeux[29].

Début novembre, des bombes humaines frappaient dans les rues d'Israël presque toutes les semaines, et parfois tous les deux ou trois jours. Le 1er décembre, onze personnes perdirent la vie dans trois de ces attaques à Ben Yehuda à Jérusalem, la même rue piétonne où un attentat-suicide commis en 1997 avait conduit à la tentative d'assassinat contre Khaled Mechaal. Le lendemain, un homme originaire de Naplouse se fit sauter dans un bus à Haïfa, tuant quinze personnes et en blessant quarante. « Nous sommes confrontés à une offensive à outrance », en conclut le chef de la police du district nord à son arrivée sur les lieux[30].

L’offensive ne cessa pas. En mars 2002, cent trente-huit hommes, femmes et enfants furent tués par ces bombes humaines, et six cent quatre-vingt-trois personnes furent blessées[31]. L’attaque la plus atroce survint à Pessah, au rez-de-chaussée du Park Hotel de Netanya, où un banquet du seder était organisé pour deux cent cinquante personnes défavorisées de la ville. Un kamikaze vêtu en religieuse juive pénétra dans la salle et se fit sauter, tuant trente personnes – la plus jeune était âgée de vingt ans et la plus vieille de quatre-vingt-dix – et en blessant cent quarante-trois autres. George Jacobovitz, un survivant des camps de la mort nazis originaire de Hongrie, était là avec son épouse Anna, elle aussi survivante de la Shoah venue de Hongrie. Ils fêtaient le seder avec Andrei Fried, le fils d’Anna, né d’un premier mariage, et son épouse, Edit. Ils furent tués tous les quatre.

Selon le directeur du Shin Bet, Avi Dichter, l’année 2002 fut « la pire en matière d’attentats terroristes intentés contre nous depuis la création de l’État[32] ».

Le chef d’état-major, Shaul Mofaz, m’a confié : « C’était un traumatisme national. Ces pertes de vies humaines, ces atteintes à notre sécurité nationale, les dommages subis par notre économie, tout cela pesait sur nous. Le tourisme périclitait, les gens avaient peur de fréquenter les galeries marchandes, craignaient de s’asseoir dans un restaurant et ne prenaient plus le bus[33]. »

La communauté israélienne du renseignement avait déjà eu affaire à des attentats-suicides auparavant, « mais nous ne nous étions pas rendu compte que l’on pouvait en organiser un tel nombre », reconnaissait le général Yitzhak Ben-Yisrael, chef de l’Administration pour le développement des armements et des infrastructures technologiques (le Maf’at, en hébreu), au ministère de la Défense[34]. « Même quand nous avons saisi que c’était la principale menace, nous n’avions pas de solution, ni dans la doctrine de combat, ni dans l’armement. Que pouvez-vous faire contre une bombe humaine quand l’individu est prêt à sillonner les rues à la recherche d’un endroit où se faire sauter ? »

Le terrorisme en général, et les attentats-suicides en particulier, créa une situation étrange, frustrante au sein du Shin Bet et de l'armée. « Sans conteste, il régnait un sentiment d'impuissance », reconnaissait le chef de la Direction des opérations spéciales de l'époque, le major général Giora Eiland. « La frustration était immense. Nous subissions de fortes pressions nous incitant à agir, tant de la part de la hiérarchie [le commandement de Tsahal et l'exécutif] que de la base [les officiers et les soldats sur le terrain]. Et vos voisins, les membres de votre famille, les gens qui vous arrêtent dans la rue et vous demandent : “Où êtes-vous, vous, les commandants de l'armée ? Un budget de cinquante milliards de shekels [12 milliards d'euros] – qu'est-ce que vous faites de cet argent ? À quoi vous passez vos journées[35] ? »

En l'absence de toute stratégie d'ensemble sur la manière de réagir à l'offensive du terrorisme, le Shin Bet continua simplement d'agir comme il l'avait toujours fait : assassiner les individus qui étaient les instigateurs et les organisateurs de la terreur.

Au cours de la première d'année d'Intifada, ces exécutions étaient effectuées de manière diffuse, sans orientation claire. La première eut lieu peu après le début de l'Intifada, quand le Shin Bet découvrit qu'un cadre du Fatah, Hussein Abayat, était derrière bon nombre d'attaques par balles sur les routes de Cisjordanie et dans le quartier de Gilo, à Jérusalem[36].

Depuis le lynchage de Ramallah, toutes les zones sous contrôle de l'Autorité palestinienne avaient été répertoriées comme territoire ennemi où il fallait opérer avec une extrême prudence et jamais sans le soutien de forces militaires importantes. Cependant, y pénétrer en force pour arrêter ou tuer Abayat lui aurait donné le temps de s'enfuir et de se cacher dans l'un de ses repaires. Le seul moyen de l'atteindre, en conclurent les Israéliens, consistait à lancer une opération combinée au moyen d'une force de commando sous couverture et d'une attaque aérienne combinées.

L'unité Kingfisher (Martin-Pêcheur, Shaldag en hébreu) de commando de l'armée de l'air, qui désignait les cibles au laser en profondeur derrière les lignes ennemies, se vit confier cette

opération. Son nom fut retenu parce qu'à l'époque c'était la seule unité disponible formée à l'action en étroite coopération avec les forces aériennes.

Le 9 novembre 2000, une source palestinienne du Shin Bet aperçut Abayat qui montait dans sa Mercedes noire et quittait le village de Beit Sahour, non loin de Bethléem, avec quelques-uns de ses hommes. Un agent du Shin Bet qui accompagnait la source était en contact avec la Salle d'opérations conjointes, où l'on était en liaison avec l'armée de l'air et les forces terrestres. Des guetteurs de Kingfisher désignèrent le véhicule au marqueur laser pour deux formations de deux hélicoptères Apache chacune qui suivaient à distance. La voiture s'arrêta devant une maison, des gens s'attroupèrent autour. « Nous avons attendu quelques minutes qu'elle redémarre et s'éloigne de cet attroupement, m'a précisé le commandant adjoint de l'escadron d'Apache. Ensuite, nous avons tiré deux missiles. J'en ai tiré un, et le second a été tiré par le commandant de l'escadron qui était à la tête de l'autre formation. Les deux projectiles ont atteint l'objectif. Jusqu'alors, nous n'avions exécuté de missions de ce type qu'au Liban. C'était une sensation étrange [de faire ça dans une région sous contrôle israélien][37]. »

L'assassinat d'Abayat fut la première élimination par voie aérienne dans les territoires occupés. C'était inhabituel car le Shin Bet préférait généralement des exécutions à signature discrète : sans l'implication des forces israéliennes, qui était interdite par l'accord de paix de 1994. Or à présent les ordres étaient de supprimer des cibles spécifiques dans les territoires, avec ou sans engagement des forces militaires.

L'une de ces cibles, Iyad Haradan, était commandant du Jihad islamique pour le district de Djénine. Le 5 avril 2001, Haradan prit le combiné de la cabine téléphonique qu'il utilisait habituellement (beaucoup de terroristes avaient désormais compris que les Israéliens écoutaient leurs conversations sur portable et s'étaient mis à utiliser ces téléphones publics), dans le centre de Djénine, quand l'appareil sonna. Mais au lieu de l'appel qu'il attendait, il y eut une violente explosion, et il fut tué sur le coup[38]. Le dispositif avait été implanté la nuit précédente par une unité de Tziporim. Le

quartier était sous la surveillance de deux drones, et dès que la voix de Haradan avait été identifiée sur la ligne, le signal activant la bombe avait été transmis depuis la Salle d'opérations conjointes. Le 27 juin, une opération similaire tua Oussama al-Jawabra, membre des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa du Fatah, à Naplouse.

Le Shin Bet tenta aussi d'éliminer le secrétaire général du FPLP en Palestine, Abou Ali Moustapha, en recourant aux diverses méthodes à « faible signature » – empoisonnement, téléphone portable piégé, explosion de sa voiture selon une méthode qui donnerait l'impression que Moustapha transportait des explosifs dont la mise à feu aurait été accidentelle[39]. Après l'échec de ces plans divers, le Shin Bet renonça à toute tentative de rester discret. Le 27 août, un hélicoptère Apache tira des roquettes par la fenêtre de son bureau, à Ramallah. Israël affirma que sa décision d'exécuter Moustapha « n'avait pas été prise à cause de son statut de dirigeant politique, mais malgré ce statut » – selon eux, il était directement impliqué dans les activités terroristes.

L'assassinat de Moustapha n'endigua pas du tout la vague d'attentats-suicides. Qui plus est, pour les Palestiniens, une ligne rouge venait d'être franchie. « Je souhaiterais rappeler à Israël la période du début des années 1970, expliquait un dirigeant du FPLP. Nous devons réagir de manière à dissuader les Israéliens de s'attaquer encore à des dirigeants palestiniens. » Par mesure de représailles, deux mois plus tard, le 17 octobre, à l'hôtel Hyatt de Jérusalem, des membres du FPLP assassinèrent Rehavam Zeevi, ministre du gouvernement Sharon et ancien général de l'Armée de défense d'Israël, qui professait des positions nationalistes extrêmes.

Zeevi était un Israélien très admiré, un personnage en vue, un bon ami de Sharon depuis l'époque de l'armée. En vérité, aucun des autres assassinats ciblés, aucune des autres opérations militaires agressives menées par l'État hébreu n'avait non plus abouti à rien, excepté tuer quatre cent cinquante-quatre Palestiniens, en blesser des milliers d'autres et prolonger un conflit sanglant et asymétrique avec son cortège de morts israéliens.

Sharon était de plus en plus exaspéré par l'impuissance de la hiérarchie de la défense[40]. Un matin, son chef de cabinet et bras

droit, Dov Weissglass, demanda au chef de la division renseignement du Shin Bet de le retrouver à un endroit inhabituel, l’entrée de la plate-forme de négoce d’une banque de Tel Aviv où se traitaient les transactions internationales.

Weissglass s’était procuré des laissez-passer pour la salle des marchés.

Il précéda Ben-Zur au milieu de cette enceinte où ils étaient entourés du scintillement des écrans sur lesquels s’affichaient les flux d’argent sortant et entrant, l’oxygène de l’économie du pays.

« Qu’est-ce que vous entendez, Ben-Zur ? » lui demanda Weissglass après une longue minute de silence.

Ben-Zur resta perplexe. « Rien, dit-il. Je n’entends rien du tout.

— C’est exactement ça. Il n’y a rien à entendre. Aucune activité. Les investisseurs étrangers refusent de venir, ils craignent qu’il ne leur arrive quelque chose et ils n’apportent plus de capitaux parce que l’avenir n’est pas clair. Si vous… le Shin Bet et Tsahal, l’armée de l’air… si vous ne faites rien, alors en plus du sang, du chagrin, du deuil et de toute cette tristesse terrible, ce pays devra faire face à l’effondrement de son économie[41]. »

Le Shin Bet reçut le message. Si les assassinats isolés ne portaient pas leurs fruits – et tel était le cas –, l’agence devait déployer une stratégie plus large pour limiter les capacités de nuisance du Hamas et des autres organisations terroristes qui recouraient aux attentats-suicides. Alors que les officiers de renseignement préféraient en règle générale arrêter leurs adversaires, l’un des responsables de l’agence exposa au cabinet de sécurité que lorsqu’on n’a pas le contrôle d’un territoire, on n’a pas non plus cette possibilité. Par conséquent, « vous n’avez pas le choix – vous êtes à la fois procureur et avocat de la défense, à la fois juge et bourreau[42] ». Personne ne rêvait de victoire totale, ou n’était même sûr de savoir à quoi ressemblerait une telle victoire, mais on visait plutôt à instaurer une situation suffisamment sécurisée qui assurerait une vie relativement paisible aux citoyens d’Israël.

Vers la fin de l’année 2001, le directeur de l’agence, Avi Dichter, présenta sa nouvelle stratégie à Sharon et au gouvernement au

cours d’une série de réunions[43]. Au début, les ministres se montrèrent hésitants. Toutefois, au terme d’une de ces séances de travail, après l’attaque contre un bus à Haïfa où quinze passagers avaient trouvé la mort, Sharon souffla ces quelques mots à Dichter : « Allez-y. Tuez-les tous[44]. »

*1. « L'espérance, consolatrice dans les dangers, convient à ceux qui ne s'y livrent qu'avec des forces supérieures ; elle peut leur nuire, et non les perdre. Mais ceux qui jettent au hasard toutes leurs ressources, car l'espérance est prodigue, ne la connaissent qu'après qu'elle les a trompés », Les Athéniens, in *La Guerre du Péloponnèse*. (*N.d.T.*)

29.

« Plus de bombes humaines que de ceintures d’explosifs »

Jusqu’à la fin 2001, le Shin Bet se borna à cibler ce qu’on appelait des « bombes à retardement », des individus qui travaillaient à planifier des attaques, sur le point d’en mener une ou directement impliqués dans de telles activités – le commandant et le recruteur des terroristes-suicides, par exemple, ou le fabricant de la bombe.

Cette méthode se heurtait à un certain nombre d’écueils. Le premier consistait à identifier les cibles parmi des réserves apparemment inépuisables de volontaires. On comptait « plus de bombes humaines que de ceintures d’explosifs », se vantait un porte-parole du Hamas. Ces Palestiniens n’obéissaient à aucun profil : ils étaient très jeunes ou âgés, instruits ou illettrés, certains n’avaient rien à perdre tandis que d’autres étaient issus de grandes familles. Au début, ils se recrutaient surtout parmi les adultes de sexe masculin, mais par la suite les dirigeants du Hamas encouragèrent les femmes et les enfants à se sacrifier eux aussi.

Qui plus est, réussir à identifier un assaillant ne signifiait pas nécessairement que l’on empêchait l’attentat. Les contrôleurs de transmissions, les officiers traitants, les interprètes, les analystes du renseignement et les techniciens spécialisés pouvaient tous suivre ce qui s’appelait le « déroulé » d’une attaque – dans le jargon professionnel de l’agence – « presque jusqu’à ce que ça pète ». Pourtant, ils ne pouvaient pas l’empêcher, parce que Israël n’avait

pas la faculté d'opérer ouvertement en territoire hostile contrôlé par les Palestiniens. Et au moment où la bombe humaine atteignait le territoire national, il était généralement trop tard[1].

Il y eut à cette période plusieurs dépressions nerveuses parmi les officiers traitants et les contrôleurs. Un officier traitant détecta l'attentat de mai 2001 dans la galerie marchande de Netanya et activa le système entier pour tenter de l'empêcher. Mais la bombe humaine entra en territoire israélien et il fut impossible de repérer précisément l'individu avant qu'il ne se soit déjà donné la mort en tuant cinq civils. « L'officier traitant est là, en larmes, télévisions allumées autour d'elle montrant les corps que l'on enlève, m'a raconté le directeur du Shin Bet, Avi Dichter, mais à cet instant-là elle reçoit le message d'alerte suivant, elle doit essuyer ses larmes et reprendre le travail. »

Cibler les bombes humaines individuellement se révélant inefficace, Avi Dichter décida de changer d'angle d'attaque. À partir de la fin 2001, Israël viserait les « rouages de l'infrastructure » qui opérait derrière les attaques[2]. L'individu qui se faisait sauter n'était que le dernier maillon d'une longue chaîne. Il y avait des recruteurs, des messagers et des fournisseurs d'armes, ainsi que des gens qui entretenaient des lieux sûrs et faisaient transiter de l'argent clandestinement – une organisation entière supervisée par des commandants de cellules régionales au-dessus desquels il y avait les principaux chefs militaires, eux-mêmes subordonnés aux dirigeants politiques des organisations.

Ils seraient tous pris pour cibles[3]. Une sentence de mort potentielle planait au-dessus de la tête de la totalité des membres actifs de la branche militaire du Hamas, autrement dénommée Brigades Izz al-Din al-Qassam, et du Jihad islamique palestinien. « Ils allaient vite comprendre que pas un d'entre eux – de l'officier d'opération au niveau régional jusqu'au chauffeur de taxi et au photographe qui réalisait la vidéo du message d'adieu de la bombe humaine – n'était immunisé contre une frappe », m'a affirmé Yitzhak Ilan, cadre du Shin Bet à l'époque, nommé plus tard à sa tête.

Cibler les kamikazes était vain, parce qu'ils étaient par définition remplaçables et facilement remplacés. Les gens qui les formaient,

les organisaient et les envoyaient à la mort, eux, ne l'étaient pas. Et, en règle générale, ils se révélaient beaucoup moins impatients de finir en martyrs que leurs recrues. Le renseignement israélien en déduisit qu'il existait moins de trois cents personnes activement impliquées dans l'organisation de ces attentats-suicides, et pas plus de cinq cents membres actifs pour l'ensemble des groupes terroristes.

Il n'y aurait pas obligation de les tuer tous. « La terreur n'est pas un tonneau sans fond, expliqua Dichter devant la Commission des affaires étrangères de la Knesset. Pour neutraliser le dernier terroriste de la chaîne, vous n'avez pas besoin de le supprimer. Il suffit d'atteindre une masse critique, et en fait vous paralysez la machine[4]. »

L'Administration pour le développement des armements et des infrastructures technologiques du ministère de la Défense (DWTI) développa un modèle mathématique pour déterminer le degré de « redondance » ou de réserve d'effectifs du Hamas. Les résultats montrèrent qu'éliminer de 20 à 25 % de l'organisation entraînerait son effondrement. « Nous en avons un exemple simple dans l'automobile », m'a expliqué le directeur de la DWTI, Ben-Yisrael[5] :

> Il y a des composants critiques, et vous construisez une voiture d'emblée avec un certain degré de redondance. Vous avez une roue de secours, pas cent. Vous roulez, *bam !* – crevaison – vous changez une roue. Vous roulez et *bam !* – deuxième crevaison. Pouvez-vous continuer de rouler ? C'est peu probable. Pourquoi ne vous équipe-t-on pas de plus de roues de secours ? Parce que cela prend de la place et ajoute du poids. Toute redondance a aussi son niveau optimal.
>
> Supposons que nous voulions arrêter une voiture, que nous soyons postés face au véhicule et que nous ouvrions le feu. Vous tirez un coup de feu, complètement au hasard. La voiture avancera-t-elle encore ou pas ? Cela dépend du point d'impact. La balle peut toucher une aile, elle peut atteindre l'autoradio. La voiture ne s'arrêtera pas. Vous tirez encore, une deuxième balle, une troisième. La voiture avancera-t-elle encore ou pas ? Il est clair qu'à un certain stade, elle s'arrêtera, même si nos tirs n'ont atteint qu'une petite partie de sa masse. Pourquoi ? Parce que vous aurez touché une composante critique. Et c'est précisément notre modèle.

Naturellement, l'individu assassiné serait promptement remplacé par les suivants dans la file d'attente, mais avec le temps, à mesure que d'autres individus de plus en plus jeunes comblent les rangs, l'âge moyen chute, tout comme le niveau d'expérience. Comme l'expliquait Yitzhak Ilan : « Un jour, on nous a amené le commandant du Jihad islamique à Djénine pour interrogatoire, un homme que nous avions capturé par hasard et pas tué, et j'ai été ravi de découvrir qu'il avait dix-neuf ans. J'ai alors compris que nous étions proches de la victoire, que nous avions décimé toute la chaîne qui le précédait[6]. »

Maintenant qu'ils avaient mis au point une stratégie cohérente, les hommes du Shin Bet durent réfléchir au moyen de tuer ces cibles. L'agence informa le Premier ministre Sharon que, vu le nombre d'assassinats envisagés, l'ensemble des ressources compétentes de l'État d'Israël seraient requises.

Les Palestiniens des territoires occupés s'étaient depuis longtemps habitués à voir des drones sillonner le ciel, moteur bourdonnant. « Là-bas, il en volait tout le temps », se rappelait Moshe Yaalon, chef d'état-major adjoint à l'époque[7]. Ces aéronefs sans pilote recueillaient des renseignements grâce à leurs caméras à haute définition. « Tout comme il y a un soleil et une lune, ajoutait Yaalon, il y avait le ronronnement et la vision de ces aéronefs sans pilote. »

Mais la plupart des civils, arabes comme israéliens, ignoraient quels progrès la technologie des drones avait accomplis au cours des quelques décennies qui s'étaient écoulées depuis qu'Israël les utilisait[8]. Ils étaient désormais plus grands, capables de rester en vol plus longtemps (jusqu'à quarante-huit heures), embarquaient davantage d'instruments optiques et une charge utile plus importante – jusqu'à une tonne de missiles guidés de précision.

En août 2001, lors de manœuvres militaires simulant des combats contre la Syrie, l'Armée de défense d'Israël se rendit compte qu'elle avait la capacité de combattre efficacement ce qui était perçu à l'époque comme le plus pressant des défis militaires auxquels elle était confrontée – l'arsenal de blindés de l'armée syrienne, qui en

comptait des milliers – en n’utilisant que des drones. « Nous disposions de plus de bombes qu’il n’y avait de cibles dans tout le Moyen-Orient », calculait Yaalon.

Tout comme les États-Unis dans le cadre de l’opération Tempête du Désert et dans les Balkans, Israël était capable de mener la guerre à distance[9]. Mais les capacités de Tsahal étaient encore plus avancées que celle de l’US Army. Non seulement elle disposait d’armements de précision, comme les missiles téléguidés et les roquettes, mais elle avait aussi ces aéronefs capables de s’approcher très près de leurs objectifs, avec une probabilité exceptionnellement élevée de les toucher, du fait que les drones étaient capables de s’adapter en vol à une cible en mouvement.

Tsahal et l’armée de l’air préféraient l’une et l’autre tenir leurs capacités secrètes jusqu’au déclenchement d’une guerre à outrance. Quand les militaires s’opposèrent à la demande de Sharon d’employer les drones contre des cibles humaines et, ce faisant, d’en révéler l’existence aux Palestiniens, le Premier ministre tapa du poing sur la table[10]. « Il décida que ce système d’armes, au lieu de dormir sur une étagère en attendant la guerre pour laquelle il avait été conçu et qui ne se déclarait pas, devrait être utilisé contre l’ennemi actuel », m’a expliqué le général Yoav Galant.

L’armée de l’air forma un escadron spécial chargé de modifier les drones, tant au plan des munitions que de la technologie d’acquisition de cibles[11]. Identifier un char syrien sur le champ de bataille, ce n’est pas pareil que de suivre un homme à dos d’âne qui tente d’échapper à des exécuteurs israéliens, et détruire un véhicule blindé requiert un autre type de missile que celui qui sert à tuer un ou deux individus sans raser un pâté de maisons. L’armée de l’air opta pour une charge militaire qui disséminait des centaines de bâtonnets en tungstène de trois millimètres capables de déchiqueter le métal et de pénétrer des blocs de ciment mais qui, en raison de leur densité, demeureraient contenus dans une zone de moins de vingt mètres de diamètre.

Équipé des armes adéquates fournies par l’armée, le Shin Bet avait maintenant aussi besoin des moyens de renseignement de cette dernière. Sharon donna instruction à l’AMAN, dont la taille était

sans commune mesure avec celle du Shin Bet, et au Mossad, dont les relations avec celui-ci n'étaient pas au mieux, de se mettre à sa disposition aussi longtemps que nécessaire[12].

Ce fut à l'Unité 8200, la branche SIGINT de l'AMAN, d'accomplir la plus importante mutation[13]. Auparavant, elle avait surtout eu affaire aux ennemis de l'extérieur, à la Syrie au premier chef. Désormais, nombre de ses puissantes antennes, de ses installations de surveillance, de ses départements d'analyse cryptographique et de piratage informatique étaient centrés sur la guerre contre le terrorisme. Turban, l'une des bases d'écoute de l'unité, qui était au bord du démantèlement au début du processus de paix, fut reconvertie et mise à l'entière disposition du Shin Bet. Elle devint la plus grande base de l'Unité 8200 et, dans les faits, une véritable chaîne de production d'assassinats ciblés.

L'AMAN et l'armée de l'air alignèrent leur flotte d'appareils d'observation – et, par la suite, les satellites-espions qu'Israël plaçait en orbite – au service du Shin Bet[14]. Cette flotte construite à l'origine pour fournir aux unités combattantes une information en temps réel sur le champ de bataille fut chargée d'observer les cibles en cours d'opération. « Un très grand nombre de citoyens israéliens doivent leur vie à l'information issue du VISINT – le renseignement visuel – et, pour les mêmes raisons, un très grand nombre de terroristes doivent leur mort à cette information », commentait Yitzhak Ilan.

La « fusion du renseignement » fut le résultat de tout cela, soulignait Moshe Yaalon, ce qui allait « bien au-delà de la simple intégration de la matière collectée[15] ». Réunir tous les membres de toutes les agences autour de la table de la Salle d'opérations conjointes (le JWR) fut un catalyseur dans le recueil d'un surcroît de renseignement. « Tout d'un coup, se rappelait Avi Dichter, le représentant de l'Unité 8200, un homme qui ne travaille pas en yiddish » – en d'autres termes, dont le travail de contrôleur des téléphones ennemis requérait la maîtrise de l'arabe – « entend un officier traitant du Shin Bet parler en arabe à une source palestinienne et intervient avec une question de son cru. Ensuite le guetteur sur le terrain signale que l'élément hostile que nous

surveillons est entré dans l'épicerie d'Abou Hassan, alors la question de savoir qui est cet Abou Hassan se pose, et aussi celle de savoir si nous devons marquer ce nouveau venu du code couleur des éléments hostiles dans notre ordinateur, et ainsi de suite. Et c'est ainsi que le JWR est devenu en soi, en cours d'opération, une source où se créait un énorme volume de renseignement[16]. »

Les cibles ayant retenu certaines leçons et prenant des précautions pour échapper aux exécuteurs, les technologies informatiques en temps réel devenaient particulièrement vitales. Les individus se déplaçaient plus vite, changeaient de véhicule et portaient parfois des déguisements. La « durée de conservation d'une cible », telle était la terminologie technique indiquant le laps de temps nécessaire pour identifier une cible en particulier et se diriger droit sur elle. Ce délai se raccourcissait à l'extrême – jamais supérieur à deux ou trois heures, et souvent de quelques minutes à peine. Seule une transmission ultra-rapide des données pouvait permettre l'exécution réussie de cibles se déplaçant aussi vite.

Au-delà de la salle JWR, le système d'assassinat ciblé de l'anti-terrorisme englobait des milliers de participants : des officiers traitants, des analystes-systèmes, des soldats de l'infanterie en tenue de camouflage menant des missions de guet, des opérateurs de drones d'observation, des opérateurs de drones tueurs, des interprètes, des spécialistes des explosifs et des snipers.

Ce système très vaste et très complexe respectait néanmoins une hiérarchie claire et stricte, avec à son sommet le Shin Bet qui menait le bal. Un document interne de cette agence indiquait : « Les Services généraux de sécurité [ou GSS, son appellation officielle] sont chargés, entre autres, en application des dispositions de la loi GSS, de préserver la sécurité de l'État. […] [L']un des moyens par lesquels cet objectif est atteint consiste à empêcher et à prévenir les attentats terroristes par des frappes préventives contre l'objectif[17]. »

En règle générale, une opération d'assassinat ciblé commençait avec des agents de terrain recueillant des renseignements et repérant une cible. D'ordinaire, la cible était un protagoniste important d'une organisation terroriste – « quelqu'un qui mérite son billet de train pour l'élimination », selon la formule d'Avi Dichter – ou

un autre individu méritant l’investissement de ressources requises pour le tuer. Un dossier de renseignement était constitué, et ce dossier était ensuite remis au directeur adjoint qui décidait alors si cet homme constituait bel et bien un candidat approprié pour une élimination. Si le directeur adjoint, puis le directeur, approuvaient tous deux l’exécution, un feuillet rouge était enfin soumis au Premier ministre.

Après la signature du chef du gouvernement, les branches du renseignement qui s’occupaient de la zone géographique et de l’organisation terroriste en question recevaient pour instruction de prêter une attention toute particulière aux informations qui faciliteraient l’intervention. Ces informations différeraient des renseignements sur les actions que projetait la cible, par exemple, ou sur l’identité de ses complices. Elles étaient spécifiquement circonscrites aux renseignements qui pourraient aider à déterminer la « faisabilité opérationnelle » de l’intervention, et cette collecte devait s’effectuer sans interruption, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Au moment où une opportunité d’exécution se présentait, le Premier ministre serait de nouveau contacté afin qu’il l’autorise à ce moment précis. Après obtention de ce second feu vert, la Direction des opérations de l’état-major décidait de « l’entité chargée de l’exécution, de la méthode d’exécution et choisi[ssai]t le type de munitions ». Après approbation du plan par le chef d’état-major, le JWR avait besoin d’identifications positives de la cible validées par deux sources distinctes – c’était l’étape du cadrage[18].

On procédait ensuite au passage du témoin à l’entité de mise en œuvre, généralement l’armée de l’air.

Au plan schématique, la plus grande partie du nouveau système d’assassinat ciblé n’avait fondamentalement rien de nouveau : l’échelon renseignement réunissait les informations, le Premier ministre autorisait et les forces sur le terrain exécutaient l’intervention, tout comme dans les années 1970 et 1980 en Europe et au Liban. Il existait néanmoins d’importantes différences. Ainsi que le soulignait un officier de renseignement chevronné, paraphrasant Marshall McLuhan, « l’évolutivité est le message »,

signifiant par là qu'en soi l'emploi de technologies avancées créait une réalité complètement nouvelle[19]. Mobiliser la communauté du renseignement bénéficiant des meilleurs réseaux de communication et des meilleurs systèmes informatiques, ainsi que des évolutions technologiques les plus avancées au monde, augmenta radicalement le nombre d'assassinats que le dispositif parvenait à conduire simultanément. Jusqu'alors, « il fallait au Mossad plusieurs mois, si ce n'est des années, pour planifier et mettre en œuvre une exécution », rappelait un officier du Shin Bet. Désormais, « à partir de la Salle d'opérations conjointes, nous pouvions en traiter quatre ou cinq par jour[20] ».

Les opérations conduites à partir de la Salle d'opérations conjointes permirent d'éliminer vingt-quatre individus en 2000, quatre-vingt-quatre en 2001, cent un en 2002 et cent trente-cinq en 2003[21]. À l'inverse des assassinats sporadiques conduits par le Mossad à l'étranger, il n'était pas possible – ou du moins pas plausible – pour l'État hébreu de nier être l'instigateur de ces assassinats.

« Nous ne pouvions prétendre que ces opérations étaient exécutées par le gouvernement de la Finlande », grinçait le général de brigade Yossi Kuperwasser, chef de la division recherche de l'AMAN[22]. Et puis, il y avait des preuves matérielles ; les Palestiniens avaient récupéré des missiles qui n'avaient pas explosé en raison de défaillances techniques et découvert gravé dessus le mot hébreu MIKHOLIT (« Brossette »), variante antipersonnel du missile antichar Mikhol (« Brosse »).

Les critiques émises contre les assassinats ciblés à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël avaient aussi imposé de justifier chacun d'eux, de révéler des informations détaillées sur les méfaits commis par les victimes afin d'établir que l'État hébreu disposait d'assez de motifs justifiant sa réaction. Progressivement, ce qui était jadis considéré comme fortement préjudiciable – reconnaître la responsabilité d'une exécution – finit par devenir une politique officielle.

« Continuer de refuser d'assumer ses responsabilités aurait été grotesque, admettait Dov Weissglass. Quelques minutes après une

exécution, les Palestiniens ramassaient dans la voiture détruite des fragments de missiles portant le nom d'une entreprise israélienne. Plus encore, nous cherchions un effet dissuasif. Au moindre bourdonnement dans le ciel au-dessus de Gaza, vous pouviez voir des milliers de gens s'enfuir dans toutes les directions. Ils n'avaient jamais une minute de tranquillité. La population de Gaza atteignait un état où tout ce qui émettait des rayonnements électroniques, du téléphone portable au grille-pain, leur paraissait capable d'attirer l'attention des missiles israéliens. C'était la panique absolue[23]. »

L'Armée de défense d'Israël se mit à publier des communiqués pour chacune de ces opérations[24]. Simultanément, le Shin Bet, qui jusqu'au déclenchement de l'Intifada s'était montré extrêmement réticent à tout contact avec la presse, distribuait des extraits du feuillet rouge concerné à divers médias – des résumés d'informations sur les activités de l'homme éliminé. Israël était maintenant occupé à remodeler entièrement sa politique de communication – et menait en fait une guerre de propagande.

Expliquer, et même mettre en exergue ce qui était longtemps resté des secrets d'État réclamait un nouveau langage et de nouveaux euphémismes. « Intifada », par exemple, avec ses accents de soulèvement populaire, fut remplacé par la formule « guerre des attentats-suicides ». Les morts de civils innocents pendant une opération d'assassinat devenaient des *nezek agavi* – « dommages collatéraux » – qui, avec le temps, furent désignés par l'acronyme NAZA.

« L'"exécution", l'"élimination" ou l'"assassinat" ou – à éviter à tout prix – le "meurtre" étaient tous des termes dérangeants, qu'il n'était pas approprié d'employer, m'a confié un haut responsable au cabinet du Premier ministre. Alors nous cherchions des formulations plus neutres, dénuées d'émotion, aseptisées, traduisant la force du mal que nous tentions d'empêcher par nos actions. » Au début, les services utilisèrent le terme « PAAMON », qui signifie « cloche », tout en composant un acronyme pour « action préventive », mais la formule n'était pas assez accrocheuse. Après cela, quelques autres propositions furent écartées, notamment les formules codées employées depuis longtemps par la communauté du renseignement,

comme « traitement négatif ». Finalement, on retint les termes *sikul memukad* – ce qui en hébreu signifie « actions préventives ciblées[25] ». La formule, qui possède dans cette langue une consonance high-tech et clinique, suffisait en soi à communiquer tout ce que la hiérarchie de la défense voulait signifier au monde extérieur.

Si ces euphémismes pouvaient être utiles aux relations publiques, on ignorait au juste si la nouvelle campagne d'exécutions extra-judiciaires – qu'il s'agisse d'« assassinats » ou d'« actions préventives ciblées » – menée à découvert était légale.

Sans surprise, certaines familles de Palestiniens assassinés et de victimes des « dommages collatéraux » ne le croyaient pas. Elles firent appel à des organisations de défense des droits de l'homme et à des avocats israéliens expérimentés se situant à gauche pour requérir de la Cour suprême israélienne qu'elle ordonne une enquête et poursuive les responsables ou au moins qu'elle proscrive le retour à l'assassinat et décide que seule la législation ordinaire en vigueur soit appliquée au conflit israélo-palestinien.

L'opposition à cette politique ne se limitait pas non plus au choix des cibles. Le major général Aharon Zeevi-Farkash, chef de l'AMAN, par exemple, n'était pas opposé au principe de l'assassinat, mais il pensait néanmoins que ces actions restaient d'une myopie dangereuse. « Chaque décision, chaque considération, chaque allusion à toute question n'était examinée par le gouvernement qu'à travers le prisme de la politique d'assassinat ciblé, estimait-il. Subitement, le Shin Bet, qui avait acquis un pouvoir énorme, était la première agence consultée pour tous les sujets. J'estimais que c'était une situation problématique[26]. »

Plus surprenant, le précédent directeur du Shin Bet, Ami Ayalon, dont la refonte des systèmes de renseignement et des dispositifs opérationnels qu'il avait supervisée avait permis à ce nouveau programme d'assassinats de débuter, allait aussi dans ce sens. Il considérait que le Shin Bet tuait des gens sans réfléchir au préalable au contexte politique et international, et qu'il était incapable de

comprendre quand un assassinat étoufferait les flammes du conflit ou quand il les attiserait.

Le 31 juillet 2001, par exemple, des drones de Tsahal tirèrent plusieurs missiles dans le bureau de Djamal Mansour, membre de la branche politique du Hamas, dirigeant étudiant à l'université Al-Najah de Naplouse, et directeur d'un institut de recherche palestinien.

Il fut éliminé, avec un de ses collaborateurs et six autres civils palestiniens, dont deux enfants. La déclaration du porte-parole de l'armée signalait qu'il avait beau s'agir d'une personnalité politique et médiatique, il était impliqué dans le terrorisme et organisait des attentats-suicides. Ami Ayalon appela le commandement du Shin Bet et demanda à un cadre dirigeant s'ils étaient devenus fous. « Mais enfin, il y a moins de deux semaines, ce type a rendu publique une déclaration où il informait qu'il était favorable à une suspension des attentats terroristes et qu'il fallait laisser une chance au processus de paix ! »

Le cadre dirigeant lui répondit qu'ils n'avaient pas connaissance d'une telle déclaration. « Qu'est-ce que ça signifie, vous “n'avez pas connaissance” ? tempêta Ayalon. Tous les journaux palestiniens ont couvert l'information ! Le monde entier en a connaissance[27] ! »

Autre assassinat avec lequel Ayalon était en désaccord, celui de Raed Karmi, l'un des chefs du Tanzim, la milice armée du Fatah. Le Tanzim avait commencé de mener des attaques terroristes, et le feuillet rouge de Karmi épaississait en raison des meurtres qu'il avait commis contre des commerçants, des colons et des soldats israéliens dans les territoires occupés. Il avait survécu à un certain nombre de tentatives d'assassinat et il prenait d'extraordinaires précautions quand il vaquait à ses occupations.

Au bout du compte, le Shin Bet trouva son point faible[28]. Karmi rendait régulièrement visite l'après-midi à l'une de ses maîtresses, épouse d'un de ses subordonnés, et empruntait toujours le même chemin autour du cimetière de Naplouse, en rasant les murs de crainte qu'un drone israélien ne rôde au-dessus de sa tête. Un soir, des agents de Tziporim remplacèrent l'une des pierres du chemin par une autre remplie d'un puissant explosif. Le lendemain, alors

que Karmi se dirigeait vers son rendez-vous galant, la bombe fut mise à feu par commande à distance et il fut tué sur le coup.

Ayalon ne doutait pas que Karmi était impliqué dans le terrorisme, mais il jugeait que le moment choisi – au milieu d'une intense initiative américaine en vue d'un cessez-le-feu auquel Arafat avait donné son soutien – était une erreur et, en fait, rendait cet acte illégal. « Les lois de la guerre existent afin de rendre la fin des guerres possible, de s'assurer qu'elles ne continuent pas dans l'escalade. Il est interdit d'exécuter des actions s'apparentant à des actes de guerre quand il est évident qu'elles ne feront qu'éloigner davantage la fin du conflit. » Ayalon affirmait qu'après l'élimination de Karmi, le Fatah s'était beaucoup plus engagé dans le terrorisme et avait même commencé de mener des attentats-suicides.

Le directeur du Shin Bet, Avi Dichter, dit d'Ayalon qu'il n'avait pas l'habitude du renseignement, que Karmi était impliqué dans des attaques terroristes et que ni lui ni Arafat n'avaient l'intention sincère de mettre un terme à la terreur. En l'absence de toute oreille compréhensive à l'intérieur du Shin Bet, Ayalon appela le ministre de la Défense du gouvernement Sharon, Binyamin « Fouad » Ben-Eliezer, et lui fit la leçon sans ménagement : « Powell [Colin, le secrétaire d'État américain] doit arriver en visite officielle et Arafat cherche une opportunité pour reprendre le processus de paix. Il a envoyé un ordre à toutes ses forces interdisant les attentats terroristes. » Ayalon cita des renseignements à jour indiquant que l'ordre d'Arafat avait eu un impact sur le débat interne au Fatah, auquel Karmi lui-même avait pris part. « Et le Shin Bet avait envie de le tuer ? Mais pourquoi était-il nécessaire de tuer l'un des hommes d'Arafat à ce moment précis ? Juste parce qu'il y avait une fenêtre opérationnelle ? »

Selon le récit qu'en faisait Ayalon, Ben-Eliezer lui répondit : « Qu'est-ce que tu attends de moi ? C'est Dichter, il est dingue[29]. » Ayalon lui rétorqua : « Ce n'est pas Dichter le ministre de la Défense, c'est toi. La décision t'appartient, pas à lui. »

« J'appelle cela la banalité du mal, m'a dit plus tard Ayalon, en empruntant l'observation d'Hannah Arendt à propos de ce qui arrive aux gens ordinaires placés dans des situations malsaines qui

encouragent leur conformisme. Vous vous habituez à tuer. La vie humaine devient une chose ordinaire, dont il est facile de se défaire. Vous consacrez un quart d'heure, vingt minutes à choisir qui vous allez tuer. Sur la façon de le tuer : deux, trois jours. Vous ne traitez que des tactiques, et pas des conséquences[30]. »

Sans avoir sans doute pleinement mesuré les implications morales de ce nouveau programme, les Israéliens avaient conscience qu'il leur fallait une nouvelle couverture juridique pour les officiers et les subalternes susceptibles d'être plus tard exposés à des poursuites, soit en Israël, soit à l'étranger. Début décembre 2000, le chef d'état-major, Shaul Mofaz, convoqua dans son bureau le chef du bureau de l'avocat général des armées, le major général Menahem Finkelstein.

« Je suppose que vous savez qu'Israël pratique parfois une politique de “traitement négatif”, dit Mofaz à son visiteur. Dans le cadre juridique actuel, Israël a-t-il le droit d'ouvertement tuer des individus qui sont impliqués dans le terrorisme ? Est-ce légal ou illégal ? »

Finkelstein en fut abasourdi. « Vous rendez-vous compte de ce que vous me demandez, monsieur le chef d'état-major ? lui répliqua-t-il. Vous invitez l'avocat général de l'Armée de défense d'Israël à vous dire quand vous pouvez tuer des gens sans procès ? »

Mofaz en avait parfaitement conscience. Il lui répéta sa question : était-il légal d'assassiner des Palestiniens suspects de terrorisme ?

Finkelstein lui répondit que l'affaire était délicate et complexe, requérant une étude comparative des lois en vigueur partout dans le monde, probablement même l'invention d'un concept juridique entièrement nouveau. « *Inter arma enim silent leges* », conclut-il, citant Cicéron. « Au milieu des armes, les lois se taisent[31]. »

Néanmoins, il ordonna à une équipe de jeunes et brillants juristes du bureau des armées d'élucider ce dilemme. Le 18 janvier 2001, un avis juridique « confidentiel défense » signé par Finkelstein fut soumis au Premier ministre, à l'avocat général, au chef d'état-major et à son adjoint et au directeur du Shin Bet. Sous l'intitulé « Frapper des individus directement impliqués dans des attaques contre des

Israéliens », le document s'ouvrait sur cette déclaration liminaire[32] : « Dans le cadre de cet avis, nous avons pour la première fois entrepris d'analyser la question de la légalité des actions d'interception [un autre euphémisme] – engagées par l'Armée de défense d'Israël. […] L'armée et le Shin Bet nous ont indiqué que de telles actions sont menées dans le but de sauver la vie de civils et de membres des forces de sécurité israéliens. Il s'agit par conséquent, en principe, d'une activité qui s'appuie sur le fondement moral des règles relatives à la légitime défense, un cas couvert par la formule suivante : "Face à celui qui vient te tuer, lève-toi et tue le premier". »

Pour la première fois, on proposait un instrument juridique à l'appui des exécutions extra-judiciaires menées par les forces de sécurité[33]. L'avis soulignait que ses auteurs avaient fait de leur mieux pour trouver « le bon équilibre entre le droit à la vie dont jouit un individu et le devoir des autorités en charge de la sécurité de protéger les citoyens de l'État ».

Pour Finkelstein, c'était un moment difficile. Homme religieux, très versé dans les Écritures, il avait douloureusement conscience de ce que Dieu avait empêché le roi David de bâtir le Temple parce qu'il avait tué tant d'ennemis pour la défense du peuple d'Israël. Il se demandait s'il serait un jour puni. « J'ai soumis cet avis les mains tremblantes, m'a-t-il confié. Il était clair que ce n'était pas une question purement théorique, et qu'ils en feraient usage[34]. »

Cet avis entraîna un recadrage fondamental des relations juridiques entre Israël et les Palestiniens. Le conflit ne se limitait plus au maintien de l'ordre, à l'arrestation de suspects par la police afin de pouvoir les traduire en justice. Au contraire, l'Intifada devenait un « conflit armé situé en deçà de l'état de guerre », mais auquel s'appliquaient néanmoins les lois de la guerre. Ces lois permettaient de frapper l'ennemi où qu'il pût être, pourvu qu'une distinction s'applique entre combattants et civils.

S'agissant des guerres classiques, cette distinction est relativement simple : les membres des forces armées adverses constituent des cibles légitimes, tant qu'ils sont en service. Toutefois, dans la confrontation entre Israël et les Palestiniens, cette distinction

était bien plus difficile à discerner. Qui est l’ennemi ? Comment peut-il être identifié ? Quand cesse-t-il d’être l’ennemi ?

L’avis postulait l’existence d’un nouveau type de participant au conflit armé : le « combattant illégal » qui prend part aux opérations militaires sans être un soldat au sens strict. Le terme couvrait tout participant à une organisation terroriste, même si son activité était marginale. Tant qu’il était membre actif de l’organisation, il pouvait être considéré comme un combattant – même quand il était endormi dans son lit –, à l’inverse d’un soldat en permission qui a retiré son uniforme.

Cette interprétation élargie du « combattant » conduisit, au terme d’une discussion marathon au Département juridique international (ILD) du bureau de l’avocat général des armées, à une problématique intitulée « la question du cuisinier syrien » : si Israël était dans une situation normale de guerre avec la Syrie, tout combattant syrien pourrait être tué, en toute légitimité, même un cuisinier de l’armée à l’arrière. Dès lors, à cet égard, étant donné la définition élargie de « combattant illégal » dans le conflit israélo-palestinien, on pourrait présumer que toute personne aidant le Hamas serait qualifiée de cible, elle aussi. Cela concernerait le cas échéant une femme qui laverait les vêtements d’un kamikaze avant qu’il ne parte accomplir sa mission ou un chauffeur de taxi qui conduirait en toute connaissance de cause des activistes d’un endroit à un autre.

Selon l’avis juridique, cette lecture serait trop extrême. Il stipulait en effet que seules les personnes au sujet desquelles on disposait d’« informations exactes et fiables indiquant que l’individu concerné a mené des attaques ou envoyé des attaquants » seraient susceptibles d’être visées. Qui plus est, l’assassinat ne pourrait pas être employé comme sanction d’actes passés ou comme moyen de dissuasion contre autres combattants. Il ne serait utilisé que lorsqu’« il existe une quasi-certitude que la cible continuera à l’avenir de mener des actions comparables ».

Cet avis juridique soulignait aussi que, chaque fois que c’était possible, il s’avérait préférable de procéder à l’arrestation d’un individu plutôt que de le tuer, surtout dans les régions contrôlées par

l'Armée de défense d'Israël. À l'inverse des soldats de métier livrant une guerre régulière, les combattants illégaux ne jouissaient pas de l'immunité pénale ou du statut de prisonnier de guerre, et ne sauraient donc être arrêtés et jugés dans le cadre de procédures judiciaires ordinaires.

Quand l'élimination physique était nécessaire, un principe de « proportionnalité » devait néanmoins s'appliquer[35]. L'avis stipulait que toute élimination devait rester aussi mesurée que possible, de sorte que « la perte de vie humaine et les dégâts causés aux biens, collatéraux à l'action opérationnelle […] n'excèdent pas immodérément les avantages militaires attendus de cette action ».

Enfin, seuls le Premier ministre ou le ministre de la Défense auraient le droit de signer un feuillet rouge.

Le document fut bien accueilli parmi les officiers israéliens, et même avec un soupir de soulagement. « C'était la garantie que nous opérions dans le respect des règles du droit international », m'a confié le directeur adjoint du Shin Bet, Yuval Diskin[36]. En 2003, l'État soumettait une version déclassifiée de l'avis à la Cour suprême, que celle-ci confirma en 2006.

Si Finkelstein avait pu amener Israël à raisonner dans le respect du droit international, du côté de l'opinion internationale, c'était une tout autre affaire.

Le Premier ministre Ariel Sharon conservait dans son bureau un opuscule qu'il sortait à l'occasion pour le montrer aux diplomates qui lui rendaient visite[37]. Il l'avait reçu de la police israélienne, et il contenait des photographies en couleur d'un bus quelques minutes après qu'une bombe humaine s'était fait sauter à l'intérieur. On y voyait des corps décapités et des membres, éparpillés en tous sens. Le feu avait enflammé les vêtements des victimes et maculé leur peau de traînées vertes et bleues. « Quand l'un de ces morveux de diplomates venait une fois de plus nous sermonner à propos de l'élimination de tel ou tel terroriste, m'a raconté Dov Weissglass, le chef de cabinet et confident de Sharon, Arik obligeait le visiteur à regarder. Il tournait les pages, photo après photo, et il les voyait ouvrir de grands yeux face à l'atrocité. Il ne leur épargnait pas un

seul de ces cadavres déformés ou de ces cous sans tête. Quand il avait terminé, il lui demandait posément : “Maintenant, dites-moi : vous seriez prêt à accepter qu’une chose pareille arrive dans votre pays ?” »

Pour fournir à Sharon davantage de matière à montrer aux diplomates, l’équipe de Weissglass acheta des photographies à une agence de presse palestinienne, où l’on voyait des Arabes exécutés pour suspicion de collaboration avec Israël. Certains d’entre eux étaient en effet des agents du Shin Bet et d’autres de simples victimes d’un règlement de comptes inspiré par la malveillance. Certaines de ces mises à mort étaient exécutées par Mohammed Tabouah, un chef de gang local surnommé Hitler en raison de sa cruauté. « Il les abattait comme des chiens, entouré d’une meute meurtrière, continuait Weissglass. Sur ces photos, les Palestiniens avaient l’air d’une foule de déments. »

Naturellement, concernant les attaques israéliennes, Sharon ne reconnaissait rien publiquement. Et, quoi qu’il en soit, ses supports photographiques étaient de peu d’utilité : le reste du monde continuait de critiquer la politique des assassinats ciblés, ainsi que l’expansion agressive des colonies juives dans les territoires occupés. Des diplomates de dizaines de pays considéraient qu’il y avait une corrélation entre ces deux politiques et le sang versé dans les rues israéliennes. Les États-Unis jugeaient eux aussi cette politique d’assassinats illégitime, si ce n’est même comme un crime de guerre, et les colonies comme une provocation inutile.

Ariel Sharon balayait de telles affirmations d’un revers de main. « Mon problème, proclamait-il, c’est que je suis né il y a longtemps, longtemps avant vous, d’accord ? Et je me souviens des milliers de Juifs qui ont été mis à mort par des Arabes, avant l’occupation des territoires. Il n’y a aucune corrélation entre les deux phénomènes. »

Quoi qu’il en soit, il comprit que s’il voulait avoir le moindre espoir d’amadouer le reste du monde, il lui fallait conclure un accord avec les États-Unis. « S’il y a une leçon que j’ai retenue de cette période, a-t-il admis devant moi, en se référant à ses fonctions de ministre de la Défense, dans les années 1980, c’était de ne jamais entrer en conflit avec les Américains[38]. »

Heureusement, il entretenait déjà des relations avec le président George W. Bush, qui avait pris ses fonctions à la tête du gouvernement à la même période que lui. Bush était venu en Israël en novembre 1998, peu après sa réélection au poste de gouverneur du Texas, à l'occasion d'une visite organisée par des hommes d'affaires juifs républicains texans, comme un marchepied vers la Maison-Blanche. À cette époque, Sharon était toujours vu comme un paria, mais lui et Bush effectuèrent le tour du pays en hélicoptère. Le Premier ministre fit au gouverneur la leçon quant aux menaces pesant sur la sécurité d'Israël et lui raconta ses propres exploits militaires. À la fin, Bush était convaincu que « Sharon était un homme auquel il pouvait se fier », m'a dit Fred Zeidman, l'un des organisateurs de ce voyage. Le gouverneur a été profondément affecté par ce périple, soulignant de façon répétée : « Pour un Texan, il est difficile de croire qu'Israël soit un si petit pays […] et que, tout au long de son histoire, les régions situées entre les principaux centres urbains et les lignes ennemies aient été si peu peuplées[39] ».

Deux ans et demi plus tard, peu après sa victoire écrasante aux élections législatives, Sharon se rendit en visite à Washington. Ses collaborateurs qui avaient organisé ce voyage avaient expliqué à leurs homologues américains combien Sharon était soupçonneux envers les États-Unis et à quel point il avait été blessé par l'attitude de Washington envers lui, à titre personnel, au cours des deux décennies précédentes. Le président Bush eut connaissance des rapports et ordonna que tout soit fait pour que Sharon se sente le bienvenu : il rencontra tous les hauts responsables de son gouvernement, il fut logé dans la résidence des chefs d'État étrangers à Blair House, et accueilli par une garde d'honneur et une salve de vingt et un coups de canon. « Sharon était sur un petit nuage, se rappelait son conseiller aux affaires étrangères, Shalom Turgeman. Même lui, pourtant si sceptique et tellement cynique, ne pouvait pas ne pas être touché d'un tel traitement de choix, et il se rendit compte qu'ils avaient réellement envie de travailler avec lui[40]. »

Par la suite, Weissglass proposa une idée à Sharon. « Arik, lui dit-il, toutes les démonstrations chaleureuses, les marques de soutien et d'amitié que vous pouvez mériter de la part du gouvernement américain du fait de votre rôle de combattant contre le terrorisme s'effacent dès que vous coiffez votre casquette de méga-colonisateur. Plus vous respecterez les exigences américaines de suspendre ce programme de colonisation, plus les Américains vous laisseront la bride sur le cou concernant l'élimination de la mauvaise graine. »

Avec l'accord de Sharon, Weissglass élabora un accord secret avec la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, et son adjoint, Stephen Hadley : Israël réduirait significativement la construction de nouvelles colonies en échange du soutien de Washington à la guerre contre les Palestiniens et à la politique d'élimination ciblée.

« Après quoi, j'ai constaté une parfaite disproportion, m'a expliqué Weissglass. D'un côté, nos mesures les plus sévères contre les Palestiniens ne nous valaient jamais la moindre remontrance – c'était le silence radio, ou parfois l'expression obligée de quelques regrets si des innocents avaient été touchés. De l'autre, la moindre publication, même sur un blog marginal d'extrême droite, à propos d'un projet de colonie, et je recevais un coup de téléphone d'engueulade de Condi [Rice] à trois heures du matin[41]. »

Dès le moment où le président Bush reçut confirmation de ses représentants en Israël et dans les territoires que Sharon avait tenu parole, la coopération en matière opérationnelle et de renseignement entre les deux nations s'approfondit considérablement[42]. Malgré bon nombre de critiques de la part des pays d'Europe, les États-Unis usèrent en permanence de leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies à seule fin de bloquer toute tentative de condamnation d'Israël pour ces assassinats. Par la suite, les États arabes renoncèrent tout bonnement et cessèrent de soumettre des requêtes à ce sujet.

Le 11 septembre 2001, des jihadistes détournèrent deux avions de ligne qui allèrent percuter le World Trade Center tandis qu'un

troisième avion frappait le Pentagone. Un quatrième s’écrasa en Pennsylvanie après que les pirates eurent été maîtrisés par des passagers.

« D’un seul coup, les plaintes qui nous étaient adressées cessèrent, m’a révélé le major général Giora Eiland, qui présidait le Conseil national de sécurité israélien. Cette préoccupation a tout simplement disparu de l’ordre du jour [international][43]. »

Après des décennies durant lesquelles Israël avait tenté d’expliquer ses mesures drastiques au reste du monde, ces explications devenaient inutiles. Pendant un temps, tout le monde parut comprendre. Sharon ordonna immédiatement à ses services de renseignement de transmettre aux Américains tous les dossiers de « Blue Troll », le nom de code pour les installations d’Al-Qaïda au Soudan, et d’autres informations pertinentes. Plus tard, il ordonna au Shin Bet et à Tsahal de faire profiter de leur expérience les visiteurs venus de l’étranger pour s’informer auprès du pays qui possédait le meilleur dispositif de lutte antiterroriste au monde[44].

« Une multitude de gens sont passés par ici », m’a raconté Yuval Diskin, qui recevait les invités de marque. Sharon émettait des instructions, dans le cadre de ses relations avec Bush, « pour tout montrer [aux Américains], leur offrir la totale, leur ouvrir un accès à tout, y compris la Salle d’opérations conjointes, même pendant des opérations d’interception ». Ce qui intéressait surtout les Américains, c’était de savoir comment fonctionnait le dispositif intégré d’assassinat combinant toutes les branches du renseignement, et comment Israël avait développé cette capacité d’exécuter un grand nombre d’opérations simultanées. Le système si décrié et condamné au plan international quelques semaines plus tôt devenait désormais le modèle à reproduire.

« Les attaques du 11 Septembre ont conféré à notre propre guerre une légitimité internationale, m’a confirmé Yuval Diskin. Nous étions en position de nous affranchir complètement de toutes les entraves[45]. »

30.

« La cible a été éliminée, mais l’opération a échoué »

Avi Dichter était encore jeune officier traitant du Shin Bet, lorsqu’il interrogea un homme, Salah Shehadeh, travailleur social de la bande de Gaza. Shehadeh, vingt-quatre ans, originaire de Beit Hanoun, petite ville du nord de Gaza, était un étudiant brillant dont la candidature avait été acceptée par des universités de Turquie et d’Union soviétique où il devait poursuivre des études d’ingénierie et de médecine. Mais la famille de Shehadeh était pauvre et il dut se contenter d’une formation de travailleur social à Alexandrie, en Égypte. Après avoir obtenu son diplôme, il trouva un emploi à Al-Arish dans la péninsule du Sinaï, près de la frontière avec la bande de Gaza.

Ce fut là-bas qu’Avi Dichter le remarqua pour la première fois, en 1977. « Il était différent, m’a-t-il expliqué. L’air soigné, il tenait un attaché-case façon James Bond. Dans l’ensemble, il faisait bonne impression[1]. » Dichter pensait être en mesure de recruter Shehadeh comme agent ou comme informateur.

Leur entrevue ne donna rien.

Après cinq années dans les services sociaux, Shehadeh intégra le corps des enseignants de l’Université islamique de Gaza et devint plus tard chargé des services aux étudiants tout en remplissant un rôle de prédicateur à l’une des mosquées de la ville. Au cours de ses activités, il rencontra le cheikh Yassine, fondateur du Hamas. Les

deux hommes devinrent très proches. Shehadeh était sous l'emprise du charisme, du savoir et de la vision de Yassine qui prônait l'instauration d'une théocratie dans toute la Palestine. En Shehadeh, Yassine trouva un homme aux dons de chef et d'organisateur hors pair.

Yassine lui révéla son grand secret : sous le couvert du travail social et de l'activité religieuse, il planifiait de mettre en œuvre un appareil militaro-terroriste qui opérerait contre Israël. Shehadeh fut nommé à la tête de cette entreprise. Il fut arrêté en 1984, lors de la première campagne du Shin Bet contre le Hamas (qui agissait à l'époque sous un autre nom), jugé coupable et libéré deux ans plus tard. Il fut de nouveau appréhendé en 1988, inculpé pour un grand nombre de délits à caractère terroriste et condamné à dix ans de réclusion. Pourtant, même depuis sa prison, il continua de commander la branche militaire du Hamas[2].

En septembre 1988, ayant purgé sa peine, il fut maintenu en détention administrative – une mesure controversée similaire à l'emprisonnement des détenus sans jugement pratiqué par les États-Unis à Guantánamo ; selon le Shin Bet, sa libération ferait peser « un danger certain et immédiat sur la sécurité de la région ». À Gaza, ses longues années d'incarcération dans les prisons israéliennes lui conféraient un statut de héros[3].

En 2000, l'Autorité palestinienne pria Israël de libérer Shehadeh et certains de ses camarades, s'efforçant par là de se montrer soucieuse du sort de tous ses citoyens aux yeux des Palestiniens, notamment des membres du Hamas qui jouissaient d'une grande popularité. Salah Shehadeh, expliqua l'Autorité palestinienne aux Israéliens, était un homme pragmatique, un administrateur formé à l'action humanitaire, à l'opposé du cheikh Yassine, plus radical.

Ce fut une période de grand espoir, juste avant le sommet de Camp David. Ehud Barak et Yasser Arafat étaient en étroites relations et tentaient d'accélérer le processus de paix. Israël voulait témoigner de gestes de bonne volonté afin d'aider l'Autorité palestinienne à se rallier les sceptiques. L'activité du Hamas tournait au ralenti, grâce aux succès du Shin Bet.

Israël accepta de donner suite à cette requête. Shehadeh signa une promesse de ne pas reprendre ses activités terroristes, engagement habituel de la part des prisonniers libérés par Israël, et l'Autorité palestinienne s'en porta garante.

Rétrospectivement, les Israéliens qui acceptèrent cette libération peuvent paraître naïfs, « mais à l'époque nous avions le sentiment d'un réel espoir », m'a confié un ancien agent du Shin Bet[4].

Après son élargissement, pendant quatre mois, Shehadeh évita toute activité illégale, mais ensuite ce fut le début de l'Intifada et il retourna sur le champ de bataille. « Depuis lors, selon son dossier du Shin Bet, ses positions se sont radicalisées et il s'est consacré à des activités d'incitation, d'orientation, de conseil, participant à la planification et à l'exécution d'opérations terroristes meurtrières et à la direction de l'organisation du Hamas[5]. »

Presque trente ans après qu'Avi Dichter avait essayé de le recruter, le Shin Bet constituait un épais dossier sur l'activiste auquel ils avaient donné pour nom de code Flag Bearer (Porte-Drapeau). Les deux hommes s'étaient croisés à maintes reprises pendant les années passées par Shehadeh sous les verrous (durant lesquelles, soumis à diverses formes de coercition, il avait aussi livré des informations sur ses codétenus). C'était « la personne qui représentait pour nous la principale menace, plus que Yassine, m'a rappelé Dichter. À l'inverse du cheikh, il était instruit, il possédait l'expérience du management, ce qui lui conférait une aptitude opérationnelle exceptionnelle ».

L'homme engagea et supervisa le développement de nouvelles techniques de combat, comme le tir d'obus de mortier sur des véhicules blindés en trajectoire tendue et l'emploi d'engins explosifs contre les chars d'assaut. Il inventa de nouvelles méthodes de déploiement des bombes humaines, en utilisant des bateaux et des camions-citernes. Il fut aussi responsable de l'introduction de la roquette Qassam à trajectoire haute, qui transforma la manière dont le Hamas combattait Israël. Le chef du Shin Bet pour la région sud comprit toute l'importance du personnage : « C'est lui qui donne des ordres concrets de conduite des attaques, qui élabore les politiques de la terreur et qui émet des instructions sur le moment où les

attentats doivent avoir lieu. Il est la force agissante ; c'est lui qui attaque. »

À en croire le dossier du Shin Bet, Shehadeh était directement impliqué dans des attentats qui tuèrent quatre cent soixante-quatorze personnes et en blessèrent deux mille six cent quarante-neuf entre juillet 2001 et juillet 2002[6]. Il fut placé sous surveillance intensive, mais comme il opérait en dehors de Gaza, il n'était pas possible pour Israël de l'arrêter. Et l'Autorité palestinienne ne semblait pas non plus vouloir garantir que Shehadeh n'attaquerait plus d'Israéliens.

Son nom fut donc inscrit en tête d'un feuillet rouge, et l'opération Porte-Drapeau fut lancée.

Dans toute mission d'assassinat ciblé, avant que l'on ne presse sur la détente, l'identité de la personne que l'on était sur le point de tuer devait être confirmée par deux sources indépendantes en temps réel. Le processus de « cadrage » était conçu pour s'assurer que ce soit la bonne personne qui meure, « et pas son ami, son frère, son double ou un passant », soulignait Avi Dichter. Le Shin Bet, l'AMAN et l'armée de l'air investirent d'énormes efforts pour s'assurer qu'il n'y aurait jamais d'erreur. « Nous ne devons pas permettre que se produise un autre Lillehammer », répétait sans relâche Avi Dichter. En maintes occasions, les commandants du JWR abandonnèrent des missions plutôt que de risquer de frapper le mauvais individu.

En pratique, le « cadrage » d'une cible était bien plus compliqué que ça n'en avait l'air. Dans bien des cas, l'une des deux sources requises pour la confirmation était un agent palestinien qui connaissait la cible et devait l'identifier depuis une position dissimulée, au stade ultime de l'opération. Le Shin Bet et l'Unité 504 de l'AMAN comptaient quantité de sources, mais « ces types n'étaient pas nos grands rabbins », lançait Dichter, impliquant par là que leurs exigences morales, en tant que traîtres à leur peuple et à leurs amis, laissaient quelque peu à désirer[7]. « Nous devions les traiter avec une bonne dose de scepticisme. »

La Salle d'opérations conjointes observait aussi la règle selon laquelle si un contact visuel avec une cible confirmée était perdu, le

cadrage serait annulé et devrait être repris depuis le début. Si par exemple une cible montait dans une voiture après avoir été positivement identifiée mais disparaissait ensuite sous le toit d’une station-service où elle n’était plus visible, le processus devait être annulé et relancé. Cette sorte de situation survint quantité de fois, souvent à cause d’un ciel couvert, et elle avait fréquemment pour conséquence d’obliger à laisser tomber toute l’opération.

En raison de ces procédures strictes d’identification, le Shin Bet affichait un degré d’exactitude record. « Des cadrages exacts à cent pour cent, m’a assuré Avi Dichter. Malheureusement, la cible n’a pas été éliminée à chaque fois, mais dans tous les cas où nous avons attaqué, la cible était bien celle que nous voulions attaquer. » Qui plus est, les assassinats ciblés atteignaient l’effet voulu. À la mi-2002, la guerre d’Israël contre les attentats-suicides commençait à enregistrer des résultats : le nombre d’Israéliens tués par des bombes humaines était en déclin. Après quatre-vingt-cinq Israéliens tués en mars, il n’y avait eu que sept victimes en juillet, sept en août et six en septembre.

Et pourtant, bien que d’énormes efforts fussent consacrés à s’assurer d’un cadrage exact de la cible, beaucoup moins de temps et d’énergie était investi pour s’assurer que la cible soit seule et qu’il n’y ait pas de civils innocents à proximité. Malgré les règles, les sauvegardes et les redondances, Israël exécutait maintenant des opérations d’assassinat ciblé à une telle échelle que des erreurs étaient inévitables, et si elles étaient relativement rares, quand elles se produisaient, des innocents mouraient.

Parfois aussi, les preneurs de décision réfléchissaient délibérément à la question de savoir s’il était acceptable de tuer des gens autour de la cible au cas où elle n’était jamais atteignable quand elle était seule. Lors de telles délibérations, Tsahal et le Shin Bet interrogeaient le Département juridique international (ILD) pour inviter ses représentants à siéger avec eux en Salle d’opérations conjointes. « Cela nous mettait dans une situation très inconfortable, nous, à l’ILD, admettait Daniel Reisner, chef de cette unité. Car il est clair que si un juriste était présent et s’il ne disait pas non, c’était comme s’il disait oui[8]. »

L'avocat général en chef des armées fut coopté au comité de l'état-major et associé à des consultations de sécurité ultra-secrètes. Le Shin Bet rendait ses dossiers sur les candidats aux assassinats ciblés accessibles aux juristes aussi longtemps qu'ils le souhaitaient pour les étudier. Reisner et l'ILD étaient fréquemment présents en Salle d'opérations conjointes au cours de l'exécution. Leur présence constituait une « couverture juridique », selon les termes de Finkelstein, que les responsables de la sécurité estimaient nécessaire au cas où ils seraient l'objet de poursuites, en Israël ou ailleurs.

La principale considération de l'ILD concernait l'application pratique de la « proportionnalité », qui exigeait, en théorie, que les dommages infligés par Israël n'excèdent pas les bénéfices. Combien de vies innocentes Israël est-il autorisé à exposer au danger afin de tuer un terroriste dangereux ?

« Les terroristes, expliquait Reisner, exploitaient à fond notre sensibilité sur la question des souffrances infligées à des innocents. Il leur arrivait souvent de prendre des enfants dans leurs bras pour traverser une rue, de s'entourer de civils. Un jour, j'étais présent en Salle d'opérations conjointes quand un missile a été tiré sur un terroriste qui se trouvait sur un toit. Ensuite, tout d'un coup, nous l'avons vu prendre un enfant dans ses bras. Évidemment, j'ai immédiatement donné l'ordre de détourner le missile vers un terrain vague. »

Les juristes avaient du mal à formuler une règle uniforme sur la question des dommages collatéraux et des victimes. « Nous jugeons chaque affaire sur ses fondements propres, m'a confirmé Reisner. Toutefois, nous avions une règle claire : nous étions tous des parents ; nous ne pouvions approuver que l'on tue des enfants. Nous n'avons absolument jamais validé une opération d'assassinat de ce type[9]. »

Chaque fois que le renseignement montrait à l'avance qu'il y avait « connaissance avérée de la présence d'enfants », sur la zone de tir, l'opération n'était pas autorisée. Cependant, la présence de quelques adultes liés d'une manière ou d'une autre à l'individu condamné n'interrompait pas nécessairement une opération, même

si ces adultes n’avaient pas de relations avec des organisations terroristes[10]. Il en allait de même pour les épouses, les amis et diverses sortes de « transporteurs », comme les taxis et leurs chauffeurs.

L’opération Porte-Drapeau représentait un cas particulièrement épineux. À deux reprises au moins, selon les dossiers du Shin Bet, l’autorisation d’une exécution visant Porte-Drapeau fut différée par crainte de toucher à des innocents. La première fois fut le 6 mars 2002. Shehadeh avait été localisé avec un degré de certitude élevé dans un appartement du sud de Gaza, mais en raison de la présence d’un grand nombre de civils dans le même immeuble, ainsi que l’assurance que sa femme, Leila, et peut-être aussi sa fille de quinze ans, Iman, étaient avec lui, l’attaque fut annulée.

Trois jours plus tard, un kamikaze envoyé par Shehadeh se fit sauter au café Moment, non loin de la résidence du Premier ministre à Jérusalem, tuant onze civils.

Le 6 juin, une autre tentative contre Shehadeh fut annulée, pour des raisons similaires. Douze jours après, une bombe humaine de la branche militaire du Hamas tuait dix-neuf passagers dans un bus à Jérusalem.

L’exaspération des services de sécurité israéliens était palpable. Ainsi que me l’a exposé le chef d’état-major, Moshe Yaalon, « j’ai parlé à mes homologues américains de cette histoire, et ça les a mis hors d’eux. Je leur ai dit qu’une première fois nous nous étions abstenus parce que sa femme était avec lui, et qu’il ne se déplaçait jamais sans elle. De leur point de vue, c’était insensé. “Quoi, m’ont-ils demandé, à cause de sa femme vous n’avez pas attaqué ?” Leurs critères concernant les dommages collatéraux étaient très différents de tous les élastiques avec lesquels nous nous attachions les mains. »

En juillet 2002, le ministre de la Défense, Binyamin Ben-Eliezer, approuva un autre plan pour liquider Shehadeh, cette fois en faisant sauter son appartement. Pourtant, dans ce cas, les restrictions relatives aux victimes civiles furent énoncées différemment.

De nouveau, « s'il y a des femmes ou des enfants proches dudit appartement, écrivait Ben-Eliezer, l'opération n'est pas autorisée ». Mais l'épouse de Shehadeh était désormais une exception. Si elle se trouvait dans l'appartement à ce moment-là, l'opération pourrait être confirmée. Les hommes, qu'il s'agisse de voisins ou de passants, coupables ou innocents, constituaient aussi une exception. Ils seraient tous autorisés à mourir[11].

« À la fin, nous n'avions plus le choix, m'a révélé Yaalon[12]. Nous ne pouvions rien décider d'autre. Vous voyez encore davantage de sang juif répandu, cela se répète, se répète, et le temps passe. Je n'entretenais pas l'illusion que sans lui [le Hamas] cesse de mener des attaques terroristes, mais son aptitude à faire exécuter certaines de ces attaques les plus terribles – en raison de son expérience, de son savoir-faire, de ses relations – était sans égale. »

Shehadeh bougeait souvent, mais le 19 juillet on le repéra dans un immeuble de trois étages du quartier très densément peuplé d'Al-Daraj, dans le nord de la ville de Gaza, surtout habité par des réfugiés.

Le renseignement de source humaine indiqua que le rez-de-chaussée était composé de pièces de stockage vides, ce qui en faisait l'immeuble parfait sur lequel lâcher une bombe. Il fallait juste que ce soit vite bouclé, avant que Shehadeh ne parte encore ailleurs.

Le directeur adjoint Yuval Diskin n'était pas impatient d'aller de l'avant[13]. Il exigea que les officiers de renseignement réunissent des compléments d'information. Même si l'objectif était inoccupé, il était entouré de bidonvilles où vivaient sans doute des familles entières. Il voulait que soit formellement écartée la possibilité d'une opération au sol – le recours à un sniper, par exemple. La Recherche Efficacité (un département de l'armée de l'air responsable de la prévision des résultats d'une attaque) estimait que les bidonvilles subiraient de « graves dégâts ».

De sérieux doutes avaient aussi été soulevés lors de discussions dans le cadre de l'armée. Le chef de la Direction des opérations de l'état-major recommanda de patienter quarante-huit heures, « pour

évacuer les bidonvilles et s'assurer qu'il n'y ait personne dedans ». Le chef d'état-major adjoint, Gabriel « Gavi » Ashkenazi, exprima aussi ses réserves quant à l'exécution de l'opération avant d'avoir de plus amples informations.

Mais la pression en vue d'éliminer l'insaisissable Shehadeh était trop forte. Un commandant de la région sud du Shin Bet rejeta l'évaluation de Yuval Diskin, parce que ses propres rapports de renseignement laissaient entendre que, la nuit, les baraques en tôle ondulée qui jouxtaient l'immeuble de Shehadeh n'étaient pas habitées. Il en référa au directeur du Shin Bet, Avi Dichter, qui approuva immédiatement l'élimination au moyen d'une bombe larguée par un chasseur.

Le directeur de l'AMAN, Zeevi-Farkash, soutint cette décision. « Si nous ne nous débarrassons pas d'individus comme Salah Shehadeh, de plus en plus d'Israéliens vont souffrir, m'a-t-il déclaré plus tard en se remémorant cette décision. Dans des situations comme celle-ci, les civils palestiniens sont exposés aux risques. » Et d'ajouter : « Quitte à décider entre deux enfants, je préfère que l'enfant israélien ne pleure pas[14]. »

Le pilote grimpa à bord de son F-16, sur le tarmac de Hatzor, la base aérienne située dans le centre-sud d'Israël. Son avion était armé d'une bombe d'une tonne. Deux bombes de cinq cents kilos auraient limité les dégâts et réduit le périmètre de la déflagration, mais il était impossible de savoir exactement dans quelle partie de l'immeuble se trouverait Shehadeh. Il ne servait à rien de détruire seulement le deuxième étage s'il dormait au rez-de-chaussée près de la porte ouvrant sur la rue. Une bombe plus grosse apporterait la certitude qu'il soit bel et bien mort.

L'opération avait déjà été annulée à trois reprises, d'abord parce que le 19 juillet était un vendredi, jour de repos des musulmans, et que les rues seraient noires de monde, puis l'avait été de nouveau les deux soirs suivants, le 20 et le 21, parce que la fille du chef terroriste était sans doute avec lui.

Dans la soirée du 22, toutefois, l'équipe était divisée. Bien que tout le monde s'accordât à penser que son épouse était dans le

logement et que les ordres les autorisaient à poursuivre malgré tout l'opération, seuls quelques membres de l'équipe croyaient que les renseignements attestaient qu'elle n'était pas présente au domicile[15].

Yuval Diskin, directement en charge de l'opération ciblée, n'était pas entièrement convaincu de l'évaluation indiquant une faible probabilité de la présence d'Iman dans l'appartement.

Il téléphona à Dichter, lui fit part de ses doutes et recommanda d'annuler l'attaque, mais selon une enquête officielle, « le directeur du Shin Bet prit en compte toutes les données et toutes les évaluations et parvint à la conclusion opposée, celle d'une très faible probabilité qu'Iman soit présente dans l'immeuble, en conséquence il ordonna que l'opération soit menée à son terme[16] ».

Dichter téléphona au secrétaire militaire du Premier ministre. Ce dernier réveilla Sharon, qui autorisa l'« exécution immédiate » du raid de bombardement.

Le pilote ferma son canopy. Le commandant de la base vint en courant au pied du chasseur et grimpa à l'échelle jusqu'au cockpit. « Vous voulez savoir qui c'est ? » demanda-t-il au pilote et au navigateur. Qui ils allaient tuer, voulait-il dire.

« Descends de mon avion, lui rétorqua le pilote. Nous ne voulons pas savoir. Cela ne signifie rien. »

En un sens, il avait raison. Les hommes qui se chargeaient de l'acte de tuer, qui prenaient l'air et larguaient les bombes étaient aussi souvent ceux qui en savaient le moins. En altitude, tout ce qu'ils réussissaient à apercevoir, c'étaient de petits objectifs identifiés par les douze chiffres de leurs coordonnées, et ils n'avaient pas besoin de chercher plus loin.

Une sirène retentit et le F-16 reçut l'autorisation de décoller. Il était vingt-trois heures dans la soirée du 22 juillet. Le temps de vol entre Hatzor et Gaza était de deux minutes, mais le pilote reçut l'ordre de mettre cap à l'ouest au-dessus de la mer et de s'enfoncer dans la nuit. « Shehadeh, les avions, il les flaire, il les entend et il détale, m'a expliqué le pilote plus tard. Nous attendons au-dessus de la mer

cinquante minutes. Ensuite mon contrôleur de vol me parle à la radio : “Engagement.” »

L’avion fila vers l’est, vira de nouveau vers l’ouest et largua sa bombe. « Vous avez dû voir ça dans les films, a continué le pilote. C’est à cela que ça ressemble. Nous frappons, l’immeuble s’effondre, s’écroule[17]. »

Au cours des journées précédant le décollage du F-16, les services de renseignement de l’armée de l’air avaient effectué un certain nombre de missions de reconnaissance au-dessus de la maison où se cachait Shehadeh. Des analystes avaient étudié des photographies aériennes et vu des chauffe-eau solaires, du linge pendu à l’extérieur qui séchait et des antennes paraboliques boulonnées aux baraques en tôle. Des gens vivaient là. L’officier traitant du Shin Bet le pensait aussi. Comme le quartier tout entier était densément peuplé, avait-il noté, il supposait que ces baraques l’étaient aussi.

Mais le Shin Bet n’avait reçu aucun « renseignement positif » d’une source indiquant avec certitude que ces baraques étaient habitées. En d’autres termes, aucune des sources n’était entrée dedans et n’avait indiqué que telle ou telle *baraque* était occupée par telle ou telle *famille*. À mesure que les plans d’opération se faisaient de plus en plus détaillés et que le moment de l’exécution approchait, le bon sens fut noyé sous l’excitation face à l’opportunité qui s’offrait d’éliminer un homme impliqué dans les meurtres de presque cinq cents personnes, dont une trentaine avaient été tuées après que deux de ces missions d’assassinat eurent été annulées. À un certain stade, selon des personnels du Shin Bet concernés, l’indication « aucun renseignement positif » était devenue : « aucun civil ne vit là-bas ».

« La localisation de Shehadeh créait une fenêtre d’opportunité qui ne se reproduirait sans doute pas, en tout cas pas dans un proche avenir, conclut une enquête ultérieure. Il représentait une bombe à retardement qu’il fallait neutraliser. » Le résultat fut catastrophique. Shehadeh fut tué sur le coup, ainsi que son collaborateur, Zaher Nassar, et son épouse. Mais ce fut aussi le cas de sa fille, Iman, et

de dix autres civils, dont sept enfants, le plus jeune n'ayant qu'un an. Cent cinquante autre personnes furent blessées.

Gideon Levy, journaliste de *Haaretz*, dont les reportages et les chroniques reflétaient les préoccupations des Israéliens de gauche relatives au calvaire des Palestiniens, arriva sur les lieux quelques heures après le désastre. Il se rappelait :

> Ils disaient être certains que ces baraques étaient inhabitées. C'étaient des constructions de deux ou trois étages – il n'y a pas un seul bâtiment de ce type à Gaza qui soit inhabité. Les gens qui avaient décidé d'éliminer Shehadeh le savaient[18].
>
> Je ne suis pas naïf, je ne fais pas du sentiment. Si je pouvais compter sur le pouvoir en place pour faire preuve de mesure, j'aurais certainement été favorable à l'élimination d'un homme comme Salah Shehadeh, pourvu qu'il soit seul et qu'il soit possible d'avoir l'assurance que personne d'autre ne soit blessé. Mais je sais qu'il est impossible de se fier à ces gens pour qu'ils fassent preuve de mesure. Aucun contrôle ne s'exerce, ni interne ni public, et en fin de compte, ils agissent comme bon leur semble. Le rapport coût-bénéfice de ces assassinats est une horreur. Une horreur. Cette affaire en apporte amplement la preuve. Des familles entières ont été anéanties. À l'hôpital j'ai vu un petit garçon qui allait mourir, le corps entier criblé d'éclats de métal. L'horreur.

Avi Dichter saisit immédiatement les conséquences. « La cible a été éliminée, résuma-t-il, mais l'opération a échoué[19]. »

Curieusement, cette attaque reçut peu de condamnations internationales. Mais en Israël, ce fut une tempête de protestations. Les médias, qui se contentaient généralement de reproduire les communiqués diffusés par l'Armée de défense d'Israël et le Shin Bet, se montrèrent férocement critiques et amplifièrent des fuites anonymes attestant de récriminations mutuelles entre les protagonistes engagés dans l'opération. Un nombre croissant de voix se firent entendre, remettant en cause le bien-fondé de l'arme de l'assassinat.

Le commandant en chef de l'armée de l'air, le major général Dan Halutz, qui n'avait pas été directement impliqué dans l'opération parce qu'il était en voyage officiel à l'étranger, était furieux contre les

médias et voulait soutenir ses subordonnés. Il accorda une interview à *Haaretz* dans lequel il condamna sans détour ces détracteurs, déclarant que certains d'entre eux devraient être poursuivis pour avoir mis en péril la sécurité de l'État. Halutz souligna fermement qu'il prenait fait et cause pour ses pilotes et approuvait complètement l'élimination de Shehadeh, non sans exprimer son « chagrin pour les pertes en vies humaines parmi des personnes non impliquées ».

Il m'a lui-même raconté que peu de temps après l'opération, il avait rencontré les aviateurs engagés dans ce bombardement. « Les gars, vous pouvez dormir sur vos deux oreilles, leur déclara-t-il. Vous avez fait exactement ce qu'il vous a été ordonné de faire. Vous n'avez pas dévié d'un millimètre vers la gauche ou vers la droite. Que ceux à qui ça pose un problème viennent me voir. »

Ancien pilote lui-même, Halutz ajouta : « Si vous voulez tout de même savoir ce que je ressens quand je largue une bombe, je vais vous le dire : je ressens un léger tremblement de l'aile, suite au largage de la bombe, au bout de quelques secondes, ça passe, et c'est tout. Voilà ce que je ressens[20]. »

L'interview, et en particulier cette formule – « un léger tremblement de l'aile » – devenue depuis lors en Israël la forme abrégée de l'indifférence envers les vies des innocents, ne fit qu'enflammer davantage les esprits. Même d'autres aviateurs en furent atterrés. Initialement, le pilote qui avait largué la bombe ne s'était guère soucié de savoir *qui* était celui qu'il avait frappé – « c'est sympa », avait-il fait quand son commandant lui avait annoncé que c'était Shehadeh – mais si c'était une frappe *réussie*. « Pourtant, quelques jours après, m'a-t-il confié, trois types sont arrivés dans l'escadrille. Trois réservistes. Ils m'ont abordé : “Qu'est-ce que tu as fait ? Tu as décollé, tu as tué, tu as commis un meurtre.” »

Une rébellion couvait parmi les pilotes de réserve qui, après avoir été libérés de leurs obligations militaires, font en temps de paix un jour de service par semaine, et un service militaire continu et à plein temps en période de conflit. Ils étaient généralement plus âgés, ils avaient connu la vie civile, et voyaient le monde sous l'angle de l'exercice démocratique du pouvoir davantage que sous celui de la

domination militaire. Certains de ces hommes – des aviateurs et des réservistes de Sayeret Matkal – publièrent séparément une lettre dans les médias annonçant leur refus de prendre part à des actes d'agression contre des Palestiniens, et surtout à des assassinats ciblés. Les aviateurs et les soldats protestataires savaient qu'ils paieraient un prix élevé pour avoir signé cette lettre ouverte. Dans une opinion publique où régnait une atmosphère tendue à cause du bain de sang provoqué par les kamikazes, ces déclarations furent perçues chez beaucoup d'Israéliens comme une trahison, et chez quelques hauts gradés de l'armée comme un refus d'obéir aux ordres en temps de guerre.

La signature de l'ancien général de brigade Iftach Spector frappa particulièrement les esprits : ce pilote détenteur d'un record mondial de douze appareils supersoniques ennemis abattus en combat aérien était considéré par beaucoup comme le meilleur pilote de combat de l'armée de l'air israélienne[21]. Le lieutenant-colonel Yoek Peterbeg, pilote d'hélicoptère réputé qui avait été décoré pour son extrême bravoure dans le sauvetage d'une force terrestre clouée par une embuscade au Liban, fut un autre signataire.

« Shalom, je m'appelle Yoel, déclara-t-il dans un discours lors d'un meeting de protestation[22]. J'ai été pilote d'hélicoptères Cobra, Apache et Blackhawk dans l'Armée de défense d'Israël, et aujourd'hui je refuse de servir dans les forces d'occupation israéliennes. […] Nous sommes les soldats de la paix. Nous allons arrêter la guerre, la mort et le deuil. Vous êtes les chefs de cet État, les chefs de cette armée, et vous en affronterez les conséquences. Si ce n'est devant les tribunaux israéliens, alors devant la Cour pénale de La Haye, et si ce n'est à La Haye, alors face à votre Créateur. »

Avant l'Intifada, les assassinats ciblés avaient été surtout l'affaire secrète de petites équipes travaillant pour le Mossad, loin des frontières du pays. Ces opérations avaient beau être menées dans l'intérêt national, tout critère moral restait limité à une poignée d'agents et de ministres. Une fois qu'elles se déployèrent en une machine à tuer à grande échelle, des milliers de personnes devinrent complices. Des soldats et des aviateurs de l'armée, des

personnels du Shin Bet, les gens qui recueillaient, filtraient, analysaient et diffusaient les renseignements – ils étaient tous directement impliqués, souvent de manière plus importante que ceux qui se chargeaient de l'exécution proprement dite. Et, à l'été 2002, aucun Israélien ne pouvait prétendre ignorer ce qui se décidait en son nom.

Ces protestations se heurtèrent le plus souvent à des fins de non-recevoir empreintes de colère. Ehud Yatom, l'ancien agent du Shin Bet qui avait tué les deux prisonniers du bus 300, était à cette époque un cadre du Likoud, le parti de Benyamin Netanyahou (et il deviendrait député de la Knesset en 2003). Ceux qui refusaient de servir étaient des « défaitistes, disait-il. Il faut les condamner, les poursuivre en justice, les dépouiller de l'insigne de leur unité et les chasser de l'armée ». Cette armée qui annonça en effet qu'elle limogerait ceux qui ne retireraient par leur signature de cette lettre de protestation.

Trois jours après la publication de la lettre des pilotes, les proches conseillers d'Ariel Sharon se réunirent à sa ferme du Sycomore (*Havat Shikmin*), dans le sud d'Israël. L'un d'eux qualifia cette lettre « de pleurnicheries de défaitistes ». Sharon haussa le ton et le rappela à l'ordre. « Vous avez tort, lâcha-t-il, cassant. Ce ne sont pas les beatniks qui se présentent au bureau de recrutement avec des boucles d'oreilles et une mèche de cheveux teinte en vert. Ce sont des gens qui ont accompli les actes les plus audacieux qui soient pour Israël. »

Il regarda ses conseillers. Il comprenait combien la situation était devenue difficile. « Un incendie, ajouta-t-il, s'est déclaré au milieu des cèdres[*123] . »

*1. « Liban, ouvre tes portes, et le feu consumera tes cèdres. Sapin, hurle ; car le cèdre est tombé, parce que les choses magnifiques ont été ravagées ; chênes de Basan, hurlez, car la forêt qui était comme une place forte, a été coupée », Zacharie, 11.1-2. (*N.d.T.*)

31.

La rébellion de l’Unité 8200

Dans cette histoire, quand une personne meurt, elle monte au Ciel et se tient devant Dieu, assis sur son trône divin. Dieu demande à chaque nouveau défunt s’il devrait rester au Ciel ou être jeté en Enfer. Chacun répond, Dieu juge, puis le suivant s’avance.

En l’occurrence, la dernière personne est toujours un officier des réseaux de renseignement. Au sein des communautés militaires et du renseignement, les officiers des réseaux de renseignement (ORR) sont ceux qui choisissent quels éléments d’information méritent d’être approfondis parmi la masse de données qui afflue quotidiennement. Ils décident de ce qui est important et de ce qui ne l’est pas. En un sens, ils décident quels sont les individus qui attendront dans la file devant le trône de Dieu.

Et cet officier des réseaux de renseignement s’avance donc. « Et toi, où devrais-tu aller ? lui demande Dieu.

— Nulle part, répond l’ORR, légèrement agacé. Tu es assis dans mon fauteuil. »

Amir (ce n’est pas son vrai nom) était un ORR, un brillant jeune homme affecté à l’unité 8200, l’une des entités les plus prestigieuses de Tsahal[1]. Comme tous les ORR, il travaillait sur une base protégée par des murs en béton armé et surveillait le flux d’informations. La plupart de ces contenus entrants ne pouvaient être ni interprétés ni traités, parce qu’il y en avait tout simplement trop et l’on avait tout bonnement trop peu de temps. Le travail de l’ORR consistait donc à

décider quels canaux de communication écouter et quelles émissions intercepter. Des soldats comme Amir choisissaient quels éléments de renseignement passés au crible par ses subordonnés seraient interprétés et diffusés. Il était le dernier éditeur de l'« article », ainsi qu'on appelait les messages au sein de l'Unité 8200 ; il rédigeait le titre et validait qui en seraient les lecteurs. Il devait par exemple décider si le locuteur d'une conversation interceptée était un magasinier juste occupé à commander une marchandise ou un jihadiste transmettant des instructions codées pour la préparation d'une bombe. S'il commettait une erreur, des innocents – des Israéliens d'un côté, un malheureux boutiquier de l'autre – risquaient de mourir. Et il lui fallait décider de tout cela très vite.

Officiellement, Amir et ses collègues de la base Turban de l'Unité 8200 avaient pour responsabilité d'enrayer les attaques terroristes. Officieusement, ils décidaient de ceux qu'Israël tuerait. Certes, c'était Sharon qui autorisait les assassinats ciblés, et une longue chaîne de commandement s'intercalait entre ces actions et le cabinet du Premier ministre. Mais les politiques se contentaient d'approuver les recommandations de la communauté du renseignement, qui étaient en fin de compte élaborées dans une large mesure par les ORR. « Notre rôle dans la sélection des cibles d'assassinat était capital, m'a expliqué l'un de ces ORR. Je pouvais décider – si, selon mon évaluation, un individu était le coordinateur d'une cellule – de le “coincer” et de recueillir assez d'informations pour le définir comme cible à éliminer. Si l'homme était véritablement impliqué dans des actes terroristes, c'était un processus qui prenait quelques semaines, pas plus[2]. »

Souvent, l'Unité 8200 repérait aussi les bâtiments à bombarder. Avec le chef d'état-major Moshe Yaalon, Sharon tenait l'Autorité palestinienne pour pleinement responsable de chaque attaque, même si son auteur venait d'organisations – le Hamas et le Jihad islamique palestinien – qui s'opposaient à cette dernière. En conséquence, après chaque attentat, Israël prenait des mesures punitives contre l'Autorité palestinienne en bombardant ses installations. La plupart de ces locaux étaient des bureaux du

gouvernement civil, et les mêmes étaient bombardés à plusieurs reprises, y compris après avoir été détruits et abandonnés. Ces bombardements étaient un moyen d'envoyer un message aux Palestiniens, mais aussi tout simplement une manière pour les dirigeants et les soldats israéliens d'exprimer leur frustration et leur colère.

« Les cibles de ces bombardements de représailles n'étaient pas choisies pour atteindre un objectif militaire concret, m'expliquait Amir, mais étaient plutôt un message politique que l'on pourrait résumer simplement de ces quatre mots : “On va leur montrer.” »

Les premiers temps, Israël notifiait à la direction palestinienne que l'aviation s'apprêtait à détruire un immeuble en particulier, afin de donner aux occupants le temps de l'évacuer. Mais peu à peu cette pratique se dégrada, dans une certaine mesure, et vers la fin 2002 l'aviation bombardait souvent de nuit sans avertissement préalable, en partant du principe que les immeubles étaient inoccupés à ces heures-là. Pour l'essentiel, c'était là une campagne purement symbolique.

Le 5 janvier 2003, deux kamikazes des Brigades des Martyrs Al-Aqsa du Fatah se glissèrent dans Tel Aviv et se dirigèrent vers l'ancienne gare centrale des autobus. À six heures vingt-six, ils se firent sauter, non loin du centre-ville de Tel Aviv. Le bilan final fut de vingt-trois morts et de plus de cent blessés. Nombre des victimes étaient des bébés et des enfants.

L'Autorité palestinienne condamna cet attentat et promit de faire tous les efforts possibles pour appréhender les hommes qui l'avaient planifié. Les Israéliens n'étaient toutefois guère convaincus de la sincérité de cette condamnation. Après tout, ces deux bombes humaines venaient d'une organisation affiliée au Fatah, qui était sous le commandement d'Arafat. La plupart des principaux dirigeants de l'Autorité palestinienne étaient des membres du Fatah.

Le Premier ministre Sharon convoqua immédiatement la haute hiérarchie de la défense pour consultation dans son bureau, et ils décidèrent de renforcer leur action contre l'Autorité palestinienne.

Suite à cette réunion, moins de trois heures après l'attentat, le chef d'état-major Yaalon décida de bombarder l'Objectif 7068, nom de code de l'antenne du Fatah à Khan Yunis, une ville de la bande de Gaza. Cette fois, il n'y aurait pas d'avertissement et l'attaque ne s'effectuerait pas de nuit. L'armée attendrait, de propos délibéré, patiemment, qu'il y ait du monde dans les locaux.

À vingt-trois heures quarante-cinq, le Département des objectifs (Anaf Matarot), au quartier général de l'AMAN, soumit à la base Turban de l'Unité 8200 une demande de collecte d'informations sur l'immeuble du Fatah de Khan Yunis. À douze heures trente et une, Turban envoya son rapport sur l'objectif retenu.

Selon ce rapport, l'Objectif 7068 n'avait aucun lien avec des activités terroristes. Le sergent qui procéda à la recherche sur le site écrivit, de manière simple et directe : « Ne les bombardez pas – ils n'ont rien fait de mal. »

« C'était une formulation très informelle, m'a confié Amir, et naturellement j'ai dû en modifier les termes pour adopter un langage plus officiel, avant d'envoyer ce télégramme. Mais son intitulé reflétait parfaitement le contenu du rapport. Aucune activité liée au terrorisme n'avait lieu là-bas, on n'y effectuait que du travail de bureau concernant des militants politiques locaux, le paiement des prestations sociales et des salaires. C'était l'équivalent pour la bande de Gaza d'un bureau d'aide sociale local. »

Tôt le lendemain matin, Amir, qui supposait que l'Objectif 7068 serait une frappe symbolique comme une autre, signala au quartier général de l'AMAN qu'il n'y avait personne dans l'immeuble et qu'on pouvait entamer le bombardement sans crainte.

« C'est en suspens, lui répondit un représentant du Département des objectifs de l'AMAN. Ils attendent que les bureaux ouvrent.

— Quoi ? Qui attendent-ils ?

— Personne. Personne en particulier. N'importe qui. Faites-nous savoir quand il y a quelqu'un à l'intérieur. »

Cela semblait étrange. Amir crut à un malentendu. La présence de civils dans un bâtiment était une raison pour rester l'arme au pied, pas pour frapper. Attendre que des gens arrivent – des fonctionnaires, des agents de nettoyage, des secrétaires – allait

catégoriquement à l’encontre de l’avis juridique émis par Finkelstein en 2001. Viser des civils constituait en fait un crime de guerre avéré.

Mais il n’y avait pas de malentendu. Le Département des objectifs émit un ordre écrit pour que tout le monde comprenne qu’ils attendaient « une indication » que le bâtiment était occupé : « Indication = une tentative de passer un coup de téléphone ou une conversation téléphonique. N’attendez pas que le correspondant s’identifie ou qu’une conversation d’un quelconque intérêt ait lieu. Toute indication d’occupation du bâtiment doit être signalée, sans considération de l’identité du correspondant ou du contenu de la conversation. » En d’autres termes, l’intention était simplement de tuer quelqu’un – n’importe qui[3].

L’ordre troubla certains des ORR qui osèrent en parler entre eux, uniquement au mess. « Nous étions assis là, trois ORR en train de dîner, se rappelait Amir. Et quelqu’un a dit, en plaisantant à moitié, mais en fait très sérieusement : “Dites, ce n’est pas précisément la définition d’un ordre manifestement illégal ?” Il a dit cela l’air de rien, sans du tout s’appesantir, mais cela nous a poussés à réfléchir. Peut-être que nous franchissions une ligne rouge ? Peut-être était-ce un pur abus ? Comment saurions-nous qui nous ferions tuer ? Ce serait peut-être un gamin d’une école voisine entré là-bas pour passer un coup de téléphone. Ce pourrait être un employé qui venait remettre de l’argent d’une aide de l’ONU, ou un agent de nettoyage qui arrivait tôt, avant les horaires de bureau[4]. »

Le fait qu’une telle conversation ait lieu entre des membres de l’Unité 8200 était tout à fait logique. Après tout, c’était l’unité qui avait fait tout son possible pour avertir l’AMAN quelques jours avant les assauts surprises d’octobre 1973 contre Israël, avertissant que l’Égypte et la Syrie s’apprêtaient à déclarer la guerre.
À la suite de cet échec, « nous avons intentionnellement choisi aux postes d’ORR des gens aux idées bien arrêtées, qui savent penser hors des schémas préétablis et qui n’auraient pas peur de dire ce qu’ils pensaient », soulignait le professeur Eyal Zisser, éminent spécialiste du Moyen-Orient à l’université de Tel Aviv qui avait fait

son service militaire de réserviste dans l'armée à la tête du comité de sélection des ORR[5].

Parce qu'ils avaient accès à des sources hautement classifiées à un âge aussi jeune, l'armée tentait au cours de leur long entraînement d'inculquer aux ORR le sens moral et le respect du droit. Par exemple, un de leurs cours traitait des droits civiques et de la violation de ces droits qui se produit quelquefois suite à des écoutes téléphoniques. Les stagiaires s'entendaient expliquer qu'ils ne devaient pas exploiter l'immense pouvoir qui leur était conféré à d'autres fins que d'obtenir des informations ayant pour but de renforcer la sécurité de l'État. Le cas d'école auquel on avait recours concernait un incident survenu en 1995, quand des hommes de l'Unité 8200, tentant de localiser des appels relatifs à Oussama Ben Laden, captèrent accidentellement des conversations sur téléphone portable entre Tom Cruise, qui travaillait au Moyen-Orient à l'époque, et celle qui était alors sa femme, Nicole Kidman. Ils avaient ensuite distribué ces enregistrements à leurs copains et lu les transcriptions à voix haute[6].

« Et si cette façon d'écouter aux portes était perçue comme un acte interdit et immoral, ajoutait Amir, alors il est clair que bombarder cet immeuble devait être aussi interdit. Plus j'y pensais, et plus je me rendais compte qu'il était exclu d'obéir à un tel ordre. »

Amir souleva la question auprès de son supérieur ORR et du commandement de l'Unité 8200. Le commandant lui fit cette réponse : ils « avaient compris qu'il y avait un problème » et l'opération était suspendue jusqu'à nouvel ordre. « Cela m'a rassuré, et je pus retourner à mon poste, que j'avais fermé vers deux heures du matin, avec l'impression d'être débarrassé de cette histoire. »

Pourtant, le lendemain matin, quand il prit place à son poste d'ORR et donna ses premières instructions pour la session de travail du jour, il reçut un appel du Département des objectifs lui notifiant que le bombardement de l'antenne du Fatah à Khan Yunis était sur le point d'être lancé. Amir fit une objection, mais l'officier à l'autre bout de la ligne cryptée se mit en colère.

« Qu'est-ce qui vous semble manifestement illégal ? Ce sont tous des Arabes. Ce sont tous des terroristes.

— Dans mon unité, rétorqua Amir, nous observons une distinction très nette entre les terroristes et ceux qui ne sont pas impliqués, comme les gens qui se rendent régulièrement dans le bâtiment visé. »

Il ne réussit à faire changer d'avis personne et, à ce stade, l'opération était déjà en cours. Deux chasseurs F-16 armés volaient en cercle au-dessus de la Méditerranée, attendant que l'ordre d'attaque leur parvienne. Un drone photographiait le bâtiment à distance. Dès qu'Amir leur dirait qu'il y avait quelqu'un dans l'immeuble, deux missiles Hellfire seraient tirés sur l'immeuble.

Amir décida qu'il allait refuser de coopérer. Le feu se propageait dans les cèdres.

Des appels impatients commencèrent de parvenir au commandement de l'Unité 8200 depuis l'armée de l'air et l'AMAN. « Ils me répétaient : "Écoutez, votre unité refuse de nous fournir telle et telle information", se rappelait le général de brigade Yair Cohen, commandant de l'Unité 8200 à l'époque. J'ai répondu qu'ils devaient faire erreur, qu'il était exclu que l'Unité 8200 refuse de transmettre des informations, que ce n'était jamais arrivé et n'arriverait jamais[7]. »

À dix heures cinq, Amir reçut un appel du commandement de l'Unité 8200. « Yair [Cohen] dit que ce n'est pas le moment de poser des questions, s'entendit-il signifier, mais qu'il est temps d'agir. » L'ordre opérationnel exigeait que le bombardement soit achevé pour onze heures trente, quand des enfants sortiraient dans la cour d'une école voisine.

« C'est un ordre manifestement illégal, et je n'ai pas l'intention d'y obéir, répliqua Amir. Le fait que le commandant soutienne que c'est un ordre légal ne suffit pas à le rendre légal. »

Il y eut un silence sur la ligne. « J'ai transmis le message du commandant tel qu'il a été émis, s'entendit répondre Amir. Je suis content de ne pas être à votre place en cet instant[8]. »

Quelques minutes plus tard, l'un des soldats d'Amir lui annonça qu'on passait des appels téléphoniques depuis le bâtiment de l'antenne du Fatah. Un homme s'occupait de payer des salaires,

essayait de se procurer de l'argent pour des employés, malgré la mauvaise passe que traversait l'Autorité palestinienne et la guerre en cours. Une secrétaire racontait des potins au sujet d'un gigolo local.

C'était le signal. Le F-16 pouvait tirer. Israël pouvait les tuer tous les deux, cet homme et cette femme.

Amir était assis dans son siège d'ORR de garde. « Je me suis senti gagné par une certaine sérénité, m'a-t-il avoué. Je sentais qu'il n'y avait qu'une seule chose à faire qui soit juste. Pour moi, il était clair que cette opération ne devait pas aller de l'avant, qu'elle franchissait une limite rouge, que c'était un ordre manifestement illégal sur lequel flottait un drapeau noir, et qu'il était de ma responsabilité, en tant que soldat et en tant qu'être humain, de refuser de l'exécuter. »

Il ordonna de ne pas transmettre cette information. Il ordonna la cessation de toute activité.

À dix heures cinquante, tout juste quarante minutes avant que ne se referme la fenêtre temporelle de l'opération, le supérieur direct d'Amir, Y., arriva à la base, releva Amir de ses fonctions et s'installa lui-même au poste de l'ORR. Il ordonna à l'un des soldats de signaler la présence de personnes dans le bâtiment[9]. On pouvait procéder au bombardement.

Il était déjà trop tard : les appareils étaient retournés à leur base, l'aérodrome de Tel Nof. Ensuite, l'information leur fut transmise et ils redécollèrent, mais le temps qu'ils foncent sur l'objectif, l'horloge affichait onze heures vingt-cinq et la sonnerie retentissait dans l'école.

Ce soir-là, le commandement de l'Unité 8200 envoya un message important destiné au chef de l'AMAN où il exprimait de graves réserves au sujet de l'opération. Ce fut transmis au ministre de la Défense qui ordonna l'annulation de l'attaque contre l'Objectif 7068.

C'était une claire justification de la posture morale adoptée par Amir, mais il était trop tard pour réduire au silence la tempête que la « mutinerie de la 8200 » avait déchaînée dans l'armée. Le commandement de l'Unité 8200 essuya un feu nourri de critiques

émanant de tous les secteurs de la hiérarchie de la défense – même le Premier ministre Ariel Sharon fit savoir qu'il considérait ce qui avait transpiré de l'affaire d'un très mauvais œil. Le général de brigade Yair Cohen fut convoqué à une réunion de l'état-major général entièrement consacrée à Amir. Il devrait être traduit en cour martiale, affirmèrent les officiers, et être incarcéré au moins six mois. Un général alla plus loin : « Cet officier aurait dû être inculpé de trahison et passer devant un peloton d'exécution. »

Les protestations des aviateurs après le bombardement contre Shehadeh, quelques mois plus tôt, et le refus des personnels de Sayeret Matkal de prendre part à des opérations d'assassinat ciblé étaient encore frais dans les esprits de tout le monde. Quelqu'un, peut-être membre de l'une des unités rivales de la 8200, organisa des fuites sur cette affaire dans les médias. Le rapport ne comportait pas de détails, mais étant donné le climat déjà tendu dans l'opinion, cela suffit à jeter des manifestants de gauche et de droite dans les rues. Alors qu'on n'était qu'à quelques jours des élections à la Knesset, beaucoup de gros titres se consacrèrent aux « refuseurs ».

Les hautes sphères de l'armée et du renseignement craignaient qu'Amir ne puisse être le premier de nombreux soldats qui refuseraient d'obéir aux ordres. Du point de vue des commandants, réprimer un soulèvement de Palestiniens ne laissait guère de place à des objecteurs de conscience et à des chiffes molles de gauche.

« L'Unité 8200 forme la quintessence de la culture du secret, toujours loin des regards, toujours solitaire, isolée du reste de l'armée, hautement qualifiée et sous couverture, me rappelait un homme qui servait à l'époque à un poste élevé au sein de l'unité[10]. Tout à coup, elle se retrouvait sous les projecteurs à l'intérieur de Tsahal, et dans le contexte le plus négatif possible. Tout le monde répétait tout le temps que les soldats de la 8200 sont des gamins choyés des meilleurs quartiers de Tel Aviv qui entrent dans l'armée et reçoivent le meilleur entraînement du monde, puis vendent leurs talents des milliards à des start-up high-tech, et qu'ils doivent être tous des gauchistes et des homos. L'unité s'efforce constamment de combattre cette image, et voilà soudain qu'elle était cataloguée comme un nid d'anarchistes qui refusaient d'exécuter les ordres. »

L'affirmation d'Amir selon laquelle ce qui équivalait à un ordre de mettre à mort des civils était manifestement illégal fut d'emblée rejetée par les militaires. Premier aspect, seul celui qui presse concrètement sur la détente, et non la première personne venue impliquée dans l'opération, pouvait refuser d'exécuter cet ordre au motif qu'il serait illégal, déclara le major général Elazar Stern, à la tête de la direction des ressources humaines de Tsahal[11]. Le professeur Asa Kasher, philosophe, fut invité par le commandant de l'Unité 8200 à débattre du sujet. Il pensait que les actes d'Amir étaient moralement injustifiés. « Je ne pourrais en aucun cas approuver l'acte de cet ORR, m'a-t-il dit. Dans la situation à laquelle il était confronté, en tant qu'ORR sur une base éloignée, il ne détenait pas l'autorité morale pour déterminer si l'ordre était manifestement illégal. Il ne connaissait pas tout le contexte. Il n'avait pas accès au tableau d'ensemble et il ignorait tout des tactiques plus larges sur lesquelles s'était arrêté le chef d'état-major. […] Je suis pour que l'on pose des questions et que l'on émette des doutes, mais un ordre, en de tels moments, ne peut faire l'objet d'un refus[12]. »

Amir fut discrètement relevé de ses fonctions sans être poursuivi, ce qui priva les tribunaux de l'occasion de déterminer si l'ordre de tuer les civils de l'Objectif 7068 était légal.

L'opération contre l'Objectif 7068 avait violé les directives fixées par l'avocat général militaire du Département juridique international de l'armée qui énonçait que la cible d'une élimination devait être un individu directement lié au terrorisme. Ce n'était d'ailleurs pas la seule directive désormais trop souvent enfreinte – ces infractions s'inscrivaient dans un déclin général des normes juridiques et morales en vigueur.

Il existait aussi une autre directive imposant une enquête chaque fois que des civils innocents étaient tués en même temps que la cible. En fait, ce protocole n'était presque jamais respecté. L'enquête sur les assassinats liés à Shehadeh, qui avait abouti finalement à la conclusion que personne n'était à mettre en cause pour la mort de douze civils, était l'exception, et elle n'avait été lancée qu'après de

fortes pressions exercées sur Israël tant de la part de l'opinion publique qu'au plan international.

Un autre principe désormais fréquemment enfreint stipulait qu'il ne devrait pas y avoir d'assassinat quand il existait une « possibilité réelle d'arrestation » – quand on pouvait placer le terroriste en détention sans mettre en danger la vie de soldats ou de civils. Alon Kastiel, un soldat de la section renseignement de l'unité Cherry, m'a dit ceci : « Après le début de l'Intifada, tout le contenu de mon service militaire a changé. Avant, nous faisions de gros efforts pour capturer vivants les hommes recherchés. Après, ce mode opératoire a pris fin. Il était clair que nous étions là pour tuer[13]. »

Les ordres d'opération de cette période traduisent une attente : que l'homme recherché soit tué dès le moment de son identification. Dans l'opération Deux Tours, par exemple, l'ordre opérationnel se contredit : « 1. L'objectif est l'arrestation ; 2. Si le "cadrage" [l'identification positive] correspond à une personnalité de premier plan du JIP [Jihad islamique palestinien], Walid Obeid, Ziad Malaisha, Adham Yunis, la force d'intervention est autorisée à exécuter l'interception. » Le terme « interception » est un euphémisme pour « élimination » ou « assassinat », et il finissait par être trop souvent employé comme un moyen de contourner les directives de l'Armée de défense d'Israël. L'opération se déroula donc en ce sens : Malaisha fut « cadré », « intercepté » et abattu[14].

Une autre violation du protocole de l'ILD se produisait régulièrement du fait d'une disposition selon laquelle seul le Premier ministre détenait le pouvoir d'approuver les assassinats ciblés. Les responsables de l'AMAN étaient mécontents que Sharon ait confié au Shin Bet la responsabilité générale de l'ensemble des assassinats.

Afin de contourner les principes de l'ILD, l'AMAN créa une entité parallèle identique pour mener, sans que l'approbation d'Ariel Sharon soit nécessaire, ce que les services appelaient des « opérations d'interception » contre tout individu lié à l'acquisition, au développement, au stockage, au transport ou à l'emploi d'armes pour le compte d'organisations terroristes[15]. « Les ordres m'empêchaient de procéder à des assassinats, mais personne ne

nous interdisait de tirer sur quiconque lançait des roquettes Qassam ou transportait des explosifs », m'a expliqué un officier supérieur de l'AMAN.

En certaines occasions, une cargaison d'armes ou une escouade sur le point de lancer des roquettes Qassam était identifiée en temps réel, de sorte que l'assassinat devenait justifiable. Mais souvent, l'« interception » n'était qu'un mot pour désigner un assassinat déjà planifié, parce que l'AMAN voulait la mort d'une certaine personne. « Nous appelions cela une interception, mais à l'évidence, c'était un assassinat, m'a confirmé un cadre de l'AMAN. Nous menions opération après opération, sans interruption[16]. » Certaines étaient des actions militaires légitimes, d'autres des assassinats de terroristes importants, et un bon nombre se situaient dans une zone grise.

Avec le temps, les communautés militaires et du renseignement furent de plus en plus aptes à inventer de nouveaux moyens de se jouer des protocoles officiels. L'armée avait considérablement assoupli ses procédures d'ouverture du feu, de sorte que dans les zones infestées de terroristes, les soldats avaient pour instruction de tirer sur quiconque tenait en main n'importe quel type d'arme à feu, un cocktail Molotov ou un engin explosif, sans aucune sommation, puis de confirmer l'élimination. Afin de créer des situations dans lesquelles les individus armés suspects de terrorisme surgiraient de leurs cachettes pour investir les rues et les ruelles où ils seraient soumis au feu israélien, une procédure opérationnelle fut mise au point sous le nom de code Grass Widow (Femme sans mari).

Au cours du conflit dans les territoires occupés, plusieurs variantes de la technique Grass Widow furent employées, comme d'attirer des individus armés hors de leur repaire et de les exposer aux tirs d'un sniper[17]. Dans une autre variante, une force israélienne arrêterait un camarade des terroristes en pleine rue, incitant des hommes armés à sortir à leur tour attaquer cette force d'intervention. Dans une autre encore, un véhicule blindé patrouillait dans une rue, multipliant les allers et retours avec un haut-parleur diffusant en arabe des phrases provocatrices préenregistrées comme : « Alors où sont les grands héros d'Izz al-Din al-Qassam ? Pourquoi vous ne

sortez pas vous battre ? Voyons si vous êtes des hommes. » Ou, encore plus provocateur : « Tous les jihadistes sont des pédales » ou « Le Hamas c'est tous des fils de pute. Vos mères font le trottoir et elles font ça gratos pour tous ceux qui veulent ». Ce sont là certaines des formules les plus raffinées – d'autres n'ont pas leur place ici. Étonnamment peut-être, cette méthode fonctionna. Des hommes en arme sortaient prendre le véhicule pour cible et se faisaient cueillir par un sniper de Grass Widow dissimulé dans un appartement voisin.

Les opérations Grass Widow permirent de liquider des dizaines de ces hommes de main de toutes les organisations palestiniennes. La légalité de ces opérations reste toutefois sujette à débat, dans la meilleure des hypothèses.

À l'été 2002, le Shin Bet et ses entités associées étaient en mesure de stopper plus des huit dixièmes des attentats avant qu'ils ne deviennent meurtriers. Les assassinats ciblés sauvaient clairement des vies. Mais ces données recelaient aussi une tendance troublante : le nombre de *tentatives* d'attentat augmentait. Au lieu de se laisser décourager, les Palestiniens engendraient de plus en plus d'assaillants[18]. Cela signifiait qu'Israël devait se concentrer sur davantage de cibles. Et cela faisait aussi naître une crainte qu'avec le temps, les groupes terroristes n'apprennent de chaque défaite, ne s'adaptent, ne deviennent plus intelligents et ne s'endurcissent, conduisant à une escalade potentiellement sans fin dans une guerre potentiellement sans fin.

« Nous sentions que nous avions à peu près un an devant nous, peut-être un peu plus, pour leur assener un coup tel qu'à leurs yeux, cela viderait toute leur activité terroriste de son sens », a résumé un haut responsable du Shin Bet de cette période[19].

Cette inquiétude conduisit à l'élaboration d'un nouveau plan, sous le nom de code Cueillette des Anémones. Bien qu'Israël ait déjà déclaré chaque membre de ces organisations partie prenante des « rouages de l'infrastructure », l'État juif n'avait presque jamais porté atteinte aux dirigeants politiques. Or, ce raisonnement avait évolué. « Au Hamas, il n'y a pas de distinction entre l'échelon politique et

l’échelon militaire, m’a rappelé le major général Zeevi-Farkash. Les chefs qui se font appeler “politiques” sont impliqués dans toute l’activité terroriste. Ils fixent la politique et donnent des ordres sur les moments où lancer des attaques et les périodes où les laisser en suspens. » En fait, argumentait-on alors, l’unique intérêt qu’ils avaient à déclarer une branche politique consistait à se fabriquer un statut international et à parer certains dirigeants d’une immunité contre l’assassinat. « Nous devions y opposer un effet de dissuasion clair et net, renchérissait Zeevi-Farkash. Il n’existait plus d’échelon politique auquel nous ne toucherions pas[20]. »

Chaque dirigeant du Hamas et du Jihad islamique palestinien devenait désormais une cible. Le plan consistait à les tuer tous.

32.

Cueillette des Anémones

Ibrahim al-Makadmeh savait que les Israéliens allaient le tuer[1]. Il aurait eu du mal à ne pas le savoir, puisque les agences de renseignement de l'Autorité palestinienne le lui avaient confirmé. Elles l'avaient appris grâce à un agent double du Shin Bet auquel les Israéliens avaient demandé de surveiller les habitudes de l'intéressé. Pourquoi le Shin Bet voudrait-il tout savoir de ses faits et gestes, si ce n'était pour le tuer ?

Peut-être n'y croyait-il pas… Makadmeh avait publié quelques livres et articles sur la religion, le jihad et l'immigration juive en Palestine et c'était un théoricien de l'islam. Ce stratège extrémiste du Hamas prônait la guerre sainte en vue de détruire l'État juif et servait de liaison entre les branches politique et militaire de l'organisation. Il était aussi dentiste et c'était un conférencier apprécié de l'Université islamique de Gaza. Cet universitaire érudit consacrait donc l'essentiel de son temps à l'action politique, plutôt qu'à une implication directe dans des opérations de terreur.

Les agents de l'Autorité palestinienne lui conseillèrent de faire profil bas pendant un temps et d'attendre que les Israéliens soient fatigués de le rechercher. Makadmeh ignora leurs conseils et continua de donner ses conférences à l'université, comme à son habitude. Son assistant et ses deux gardes du corps vinrent le chercher à son domicile, dans le quartier de Sheikh Radwan, à Gaza, vers neuf heures trente le matin du 8 mars 2003.

Un drone israélien les observait.

L'assistant appela le bureau du doyen de l'université pour lui faire savoir que Makadmeh arriverait sous peu et qu'il comptait retrouver ses étudiants dans la salle de cours. « Malgré le risque qui pèse sur sa vie », ajouta l'assistant – une formule dramatique à laquelle il ne croyait probablement pas lui-même.

Makadmeh, l'assistant et les gardes du corps parcoururent trois cents mètres dans Al-Jalaa Street avant que quatre missiles Hellfire tirés de deux hélicoptères Apache ne détruisent le véhicule.

Ce furent les quatre premières victimes (avec un petit enfant qui jouait à proximité) de l'opération Cueillette des Anémones, approuvée par Sharon et son cabinet de sécurité début 2003. Le principe élémentaire de l'opération se fondait sur une observation élémentaire : les chefs des organisations jihadistes voulaient que leurs partisans se chargent d'organiser des attentats terroristes, ce qui revêtirait une dimension différente quand ces actes se commettraient au prix de leur propre vie. Ou, ainsi que le formulait Amos Gilad, chef du bureau de la sécurité politique du ministère de la Défense : « Ils savent tous que les soixante-douze vierges du paradis restent une éventualité impossible à prouver, et eux, les chefs, ne sont juste pas prêts à aller le vérifier par eux-mêmes[2]. »

L'opération Cueillette des Anémones était plus nuancée que la campagne d'assassinats en règle visant les dirigeants politiques défendue par le chef de l'AMAN, le général Zeevi-Farkash. En fait, l'opération ne s'en prendrait pas à tous les dirigeants du Hamas et du Jihad islamique palestinien. Le cheikh Yassine, fondateur du Hamas, par exemple, ne figura pas sur la première liste de cibles, de peur qu'un nombre croissant de Palestiniens ne se joignent à la lutte s'il était éliminé. L'argument de fond demeurait inchangé : faire savoir au Hamas et au Jihad islamique que s'arroger le titre de cadre politique n'exonérerait plus personne[3].

La définition des paramètres réclama quelques mois de débats, tout comme la nécessité de s'accorder sur la légalité, la moralité et, plus important, la dimension pratique et stratégique de ces actions. « Faire des analogies entre le terrorisme et un serpent qui cessera

de vivre si vous lui tranchez la tête participe d'une simplification excessive, et je trouve alarmant de constater que certains puissent y ajouter foi, remarquait Ami Ayalon, le prédécesseur d'Avi Dichter à la tête du Shin Bet[4]. Une organisation terroriste est construite comme une matrice. Même si elle possède en effet une tête, c'est une tête idéologique qui ne contrôle guère la tête agissante. » En d'autres termes, trancher cette tête n'avait pas grand intérêt opérationnel. En revanche, cela créait un précédent et un parallélisme. Si les chefs politiques du Hamas étaient des cibles légitimes, poursuivait-il, qu'en était-il « du ministre [israélien] de la Défense qui est assis dans son bureau et qui autorise ces actions ? Cela fait-il de lui aussi une cible légitime ? ».

Quoi qu'il en soit, l'opération Cueillette des Anémones entra dans sa phase pratique[5]. Trois mois après l'élimination de Makadmeh, un drone militaire tira sur Abd al-Aziz Rantisi, le numéro deux du Hamas, mais ne fit que le blesser. Ensuite, le 12 août, Ismaïl Abou Shanab, l'un de ses fondateurs à la tête de la branche politique, et l'un de ses porte-parole auprès des médias arabes et étrangers, fut éliminé non loin de l'immeuble de l'ONU à Gaza par cinq missiles lancés depuis un hélicoptère Apache.

Ainsi que les hauts responsables du ministère des Affaires étrangères l'avaient craint avant que ne démarre l'opération Cueillette des Anémones, la communauté internationale établit bien une distinction entre le fait de s'attaquer à des protagonistes militaires et celui de s'en prendre à des personnalités politiques. L'assassinat d'Abou Shanab accentua le débat international au sujet des actions israéliennes, même si l'Occident reconnaissait que l'État hébreu livrait contre les kamikazes une bataille épineuse.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, condamna l'exécution en déclarant qu'Israël n'avait aucun droit de procéder à l'« assassinat extra-judiciaire » d'un haut dirigeant du Hamas. Le supérieur du défunt Abou Shanab, le cheikh Yassine, fit ensuite part de ses intentions en des termes menaçants : « Toutes les limites ont été franchies, déclara-t-il dans un communiqué aux médias palestiniens. Et Israël va le payer chèrement. »

Comment Israël paierait-il au juste le prix de cette dernière escalade, ce n'était peut-être même pas clair aux yeux de Yassine. Les règles anciennes étaient sanglantes et sauvages, mais elles imposaient au moins un semblant de limite tactique. L'élimination d'Abou Shanab – un individu qui avait été impliqué dans le versant politique du Hamas et qui était perçu par les chefs de l'organisation comme intouchable – secoua profondément l'organisation. Yassine avait besoin d'élaborer une réaction, et vite.

Peu après cet assassinat, il ordonna à toute la direction militaire et politique de se réunir le 6 septembre au domicile du docteur Marwan Abou Ras, figure religieuse éminente de Gaza et membre du Conseil législatif palestinien. C'était courir un risque extraordinaire – regrouper ainsi tous ses principaux collaborateurs en un seul lieu à une heure donnée offrait une cible de taille. Si le secret était percé, le seul espoir de Yassine serait qu'Israël décide que tuer tout le monde ne justifierait pas le risque que représentaient les dommages collatéraux éventuels.

Avi Dichter, directeur du Shin Bet, qui avait été informé de cette réunion par ses sources tant humaines que technologiques, estimait que cela lui offrirait une proie rêvée. « De toute ma carrière, m'a-t-il avoué, jamais un tel adversaire n'avait commis une erreur aussi grave, une profonde faute stratégique[6]. »

La réunion était censée se tenir à seize heures. À quinze heures trente, deux F-16 armés de bombes d'une tonne avaient pris l'air et volaient en circuit d'attente au-dessus de la Méditerranée afin d'éviter d'éveiller les soupçons parmi les hiérarques convoqués. Le département analyse de l'armée avait calculé qu'une bombe aussi puissante était nécessaire pour détruire la maison de trois étages d'Abou Ras.

À quinze heures quarante-cinq, le chef d'état-major, Moshe Yaalon, pria les analystes de l'opération de venir lui exposer l'affaire avec cartes et photographies aériennes.

« Quelle est votre estimation des dommages collatéraux ? » leur demanda-t-il.

Il y avait donc là un immeuble d'habitation de cinq étages proche de la maison. Presque quarante familles y vivaient. « À seize

heures, les hommes ne seront peut-être pas rentrés du travail, avança le chef de l'AMAN, Zeevi-Farkash, mais il est clair qu'il doit y avoir des dizaines de femmes et d'enfants sur place.

— Et que leur arrivera-t-il si nous utilisons une bombe d'une tonne ?

— Des dizaines de tués, peut-être même davantage », répondit un autre analyste.

Personne n'avait oublié les protestations consécutives au fiasco de Shehadeh. « Aucun de nous n'avait l'obsession de tuer, rappelait Dov Weissglass, le conseiller de Sharon. Au contraire, à l'époque, l'armée de l'air s'était rendu compte que les dommages provoqués par la mort de sept ou huit civils dépassaient largement les avantages de l'élimination d'un terroriste. » L'aviation avait même travaillé au développement de munitions à rayon de déflagration réduit en remplaçant par du ciment jusqu'à neuf dixièmes des matériaux explosifs. Mais une bombe au ciment ne détruirait pas une maison de trois étages.

Yaalon se joignit à une téléconférence avec Sharon, Dichter et trois autres. « Monsieur le Premier ministre, dit-il, je recommande l'annulation de la frappe. L'opération coûtera la vie à des dizaines de civils. Nous gagnerons cette bataille mais nous perdrons la guerre, tant sur la scène internationale que nationale. Le peuple d'Israël ne tolérera pas un autre coup pareil contre des femmes et des enfants. Pour continuer notre combat, nous avons besoin de légitimité, au plan intérieur et extérieur – et ici, sur ces deux plans, nous risquons de porter un coup dévastateur à notre légitimité[7]. »

Dichter affirma qu'Israël perdrait une occasion historique de causer des dommages « peut-être irréparables » à son principal ennemi.

Yaalon insista[8]. « En aucun cas nous ne pouvons nous le permettre, reprit-il. Nous balaierions la direction du Hamas, mais nous courrions aussi le risque de voir des centaines de milliers de manifestants place Rabin beugler que nous sommes une armée brutale qui assassine des femmes et des enfants. C'est ce que nous devons éviter. Notre chance, nous l'aurons. Ce jour viendra. »

Sharon annula la frappe.

Un Dichter fulminant, au comble de la frustration, s'attarda néanmoins en Salle d'opérations conjointes. Ironie de la situation, il avait été parmi les premiers à mesurer le désastre du fiasco Shehadeh, à se rendre compte de ce que signifiait le fait de tuer et blesser des dizaines de civils. Il l'avait résumé d'une phrase : « La cible a été éliminée, mais l'opération a échoué. »

Pourtant, cette réunion du Hamas était historique – « le conclave de la Dream Team », ainsi qu'il l'appelait. Il passa en revue les informations du renseignement sur ce conclave du Hamas et, au bout de quelques minutes, il tomba sur la solution. Le *diwan*, le salon revêtu de tapis où se dérouleraient les débats, se situait au dernier étage, dont les rideaux avaient été tirés. On pouvait raisonnablement supposer que l'assemblée se tiendrait là, et il pria un analyste de la Salle d'opérations conjointes de confirmer la chose. Dichter fit revenir les analystes de l'opération et leur demanda s'il y avait un moyen de détruire uniquement cette partie de la maison, en ayant l'assurance de ne pas causer de dégâts aux édifices environnants. La réponse était affirmative : si un petit missile équipé d'une charge militaire de deux cent cinquante kilos était tiré par une fenêtre, l'élimination de toutes les personnes présentes dans la pièce était certaine, avec peu ou pas de dégâts à l'extérieur.

Avi Dichter rappela tout le monde au téléphone et leur expliqua que le conclave se tiendrait probablement au troisième étage. Zeevi-Farkash restait dubitatif. Yaalon n'était guère convaincu non plus. « Il me semblait un peu étrange qu'ils portent Yassine là-haut dans son fauteuil roulant, soulignait ce dernier. Mais c'était l'hypothèse du Shin Bet. Au dernier étage, je sais comment procéder sans faire de victimes dans les habitations voisines. Il était possible d'aller de l'avant. » De nouveau, il y eut une téléconférence avec tous les hauts responsables sur une ligne sécurisée. Sharon écouta, laissa Dichter et Yaalon finir de parler et autorisa l'opération.

La Salle d'opérations conjointes ordonna le décollage de trois drones afin de garder l'œil sur le bâtiment. Les aéronefs montrèrent les participants qui arrivaient, leur entrée dans la maison. L'information du Shin Bet se révéla précise – la totalité de la

direction politique et militaire du Hamas était là, notamment Yassine dans son fauteuil roulant, Ahmed Jabari, qui avait remplacé Shehadeh au poste de commandant des opérations, et Mohammed Deif, commandant des Brigades Izz al-Din al-Qassam. Les Israéliens tentaient de tuer Deif depuis plus de sept ans, depuis qu'il avait succédé à Yahiah Ayache début 1996. « Chaque fois, nous lui faisions sauter un bras ou une jambe, mais il survivait à tout », rappelait un haut responsable du Shin Bet présent en Salle d'opérations conjointes ce jour-là.

À seize heures trente-cinq, un pilote de F-16 lança un missile par la fenêtre masquée de rideaux du dernier étage. « Alpha », signala le pilote, indiquant un coup direct. Le haut de la maison s'embrasa et des débris, briques et morceaux de meubles volèrent en tous sens. Des analystes présents tentèrent de voir s'il y avait des morceaux de corps parmi les projections. Une énorme explosion secoua toute la zone.

En fait, le conclave avait lieu au rez-de-chaussée. « Ils se sont juste relevés, ils ont secoué toute cette poussière et ces gravats et sont sortis de la maison en courant, m'a raconté Dichter. Nous les avons vus cavaler pour sauver leur peau. Sur le moment, j'ai même cru entrevoir le cheikh Yassine se lever de son fauteuil roulant et, pris de panique, se mettre à courir[9]. »

Dichter voulait envoyer une escadrille de drones pour tirer sur les voitures garées sur l'aire de stationnement de la maison qui démarraient dans des crissements de pneus, mais le ministre de la Défense Shaul Mofaz s'y opposa, parce que « des civils seraient vraisemblablement touchés[10] ».

« J'ai regardé autour de moi dans la Salle d'opérations, se souvenait encore Dichter, et j'ai vu que cette occasion manquée rendait tout le monde fou[11]. C'était un exemple classique du prix que vous avez à payer suite aux problèmes causés par une histoire comme l'élimination de Shehadeh. Je n'ose pas faire le compte du nombre d'Israéliens qui ont été tués ou blessés à cause de la décision de ne pas raser toute la maison. Plus tard, nous avons dû les traiter chacun isolément. Dans quelques cas, nous y sommes

parvenus, après de gros efforts. Certains d'entre eux, je regrette d'avoir à le rappeler, sont encore en vie à ce jour. »

Trois jours après la frappe contre la maison d'Abou Ras, juste avant six heures du soir, dans la chaleur de la fin de l'après-midi, un homme vêtu d'un uniforme de l'armée et portant un lourd sac à dos se joignit à un groupe de plusieurs centaines de soldats devant la base de l'armée à Tzrifin. L'arrêt de bus et d'auto-stop était doté d'un auvent où s'abriter du soleil brûlant et les hommes attendaient un bus ou quelqu'un qui offrirait volontiers une place dans sa voiture à ces soldats pressés de profiter de leur courte permission.

Quelques minutes plus tard, une patrouille militaire s'approcha de l'arrêt. Craignant apparemment d'être détecté, l'homme, un terroriste-suicide du Hamas, appuya sur le bouton.

Neuf soldats furent tués et dix-huit blessés.

Après la frappe sur la maison d'Abou Ras et l'assassinat de ses dirigeants politiques, le Hamas rendait coup pour coup. Pour lancer ses représailles, il en revenait à sa tactique d'un terrorisme à basse technologie et à haute intensité qui avait été à l'origine de l'escalade décidée par Israël : celle des bombes humaines.

La mission avait été confiée au centre de commandement du Hamas à Ramallah qui pilotait une cellule en contact avec plusieurs kamikazes potentiels originaires de Beit Liqya, un village palestinien au nord-ouest de Jérusalem. La veille de l'attaque de Tzrifin, une bombe humaine avait été envoyée devant un restaurant de Jérusalem, mais ce terroriste gagné par la peur avait changé d'avis à la dernière minute. L'autre kamikaze recruté pour cette mission, Ihab Abou Salim, était le jeune homme qui s'était fait sauter le lendemain à l'arrêt d'auto-stop de la base militaire.

Le Premier ministre Sharon reçut la nouvelle de l'attentat alors qu'il était à New Delhi, en pleine entrevue avec son homologue indien, Atal Bihari Vajpayee. En son absence, il autorisa le ministre des Affaires étrangères Silvan Shalom à prendre « les mesures de riposte nécessaires[12] ». Shalom convoqua une réunion d'urgence des chefs de l'armée et de la communauté du renseignement au ministère de la Défense.

À vingt-deux heures, quatre heures après le meurtre des soldats de Tzrifin, Shalom demanda aux représentants du Shin Bet et de l'AMAN participant à la réunion le nom de ceux qu'ils pourraient tuer au sein du Hamas, avec effet immédiat. Une attaque-suicide ne devait pas rester sans réaction. « Nous avons de solides informations sur Mahmoud al-Zahar », lui répondit un officier du Shin Bet. Al-Zahar était un chirurgien, mais aussi l'un des fondateurs de l'organisation, et était perçu comme le dirigeant de la faction extrémiste.

« Nous pourrions éventuellement le supprimer, mais cela aurait des implications en blessant des personnes non concernées. »

Une heure s'écoula. La discussion tourna aussi en partie autour du sort à réserver à Yasser Arafat. Silvan Shalom appelait depuis longtemps à l'élimination physique du chef de l'OLP, ou du moins à son expulsion. « Il orchestre la terreur, il soutient ces attaques, et tant qu'il est là, il n'y a aucune chance pour faire cesser le bain de sang et parvenir à un accord avec les Palestiniens. » Shalom ajouta qu'un très haut responsable de l'administration américaine lui avait téléphoné dès qu'il avait appris la nouvelle de l'attentat et lui avait demandé : « Vous avez l'intention d'assassiner ce salopard ? »

Les avis sur le cas Arafat étaient partagés. En tout état de cause, il était clair qu'il s'agissait d'une décision capitale que seul le Premier ministre pouvait prendre.

À vingt-trois heures vingt, des conseillers entrèrent dans la pièce, le visage sombre. Un autre kamikaze avait attaqué, cette fois au café Hillel dans le quartier de German Colony, à Jérusalem. Sept personnes étaient mortes, cinquante-sept blessées. Il y avait parmi les victimes le docteur David Appelbaum, chef du service des urgences du centre médical Shaare Zedek, et sa fille Nava, qui devait se marier le lendemain.

Al-Zahar était un homme mort.

Shalom se servit de son téléphone satellitaire pour appeler Yoav Galant, l'ancien commandant de la Flottille 13, qui avait pris part à quantité d'opérations d'élimination et occupait désormais le poste de secrétaire militaire du Premier ministre. Galant réveilla Sharon (en Inde, il était deux heures et demie plus tard qu'en Israël), qui donna

immédiatement son aval à une frappe de missile sur la maison de Zahar, mais seulement après huit heures trente le lendemain matin, une fois que les adultes seraient partis travailler, les enfants en classe et les rues tranquilles.

Et qu'en était-il de la famille Al-Zahar ? Dans l'atmosphère qui régnait au lendemain de deux attaques abominables en six heures qui avaient horrifié Israël, personne ne prêta véritablement garde à cette question.

Dans la matinée, les contrôleurs de Turban détectèrent Al-Zahar passant un appel depuis son domicile, en se servant de la ligne de son bureau, au deuxième étage.

La Salle d'opérations conjointes le notifia à Shalom. Quelques secondes plus tard, un second rapport de Turban tomba : l'appel était en réalité une interview qu'Al-Zahar accordait à la radio en langue arabe de la BBC. Shalom redoutait l'impact d'une frappe pendant une émission en direct – « évitons à tout prix de faire entendre une telle déflagration en direct » – et ordonna de retarder l'intervention jusqu'à la fin de l'interview. Les personnels de la Salle d'opérations conjointes continuèrent d'écouter jusqu'à ce qu'Al-Zahar raccroche.

Comme il s'agissait d'une ligne fixe avec un seul combiné, et comme la voix d'Al-Zahar avait été clairement identifiée par les spécialistes chevronnés des écoutes de Turban (et, d'ailleurs, par le journaliste de la BBC qui l'interviewait), l'« arrêt de mort » fut approuvé – alors même qu'aucun agent ou aucune caméra du Shin Bet n'avait vu la cible dans son bureau. Deux Apache tirèrent au total trois missiles, démolissant la maison, tuant le fils, Khaled, âgé de vingt-neuf ans, un garde du corps, et blessant grièvement la femme. Al-Zahar ne souffrit que de quelques égratignures : il était sorti dans le jardin avec une tasse de café, une cigarette et un téléphone sans fil.

L'opération Cueillette des Anémones était loin de se dérouler aussi bien en pratique que dans sa préfiguration théorique. Israël avait manqué plusieurs cibles importantes, alors que le Hamas avait exercé des représailles avec deux bombes humaines, pour un total

de seize morts et soixante-quinze blessés. Et si diverses mesures antiterroristes, notamment les assassinats ciblés de cadres du Hamas, avaient entraîné une diminution du nombre d’Israéliens tués et blessés, l’opération Cueillette des Anémones n’avait pas l’effet désiré sur le nombre d’attentats terroristes. Elle avait beau effrayer les personnalités politiques du Hamas, l’organisation ne manquait pas d’individus désireux d’accéder au rang de *shahid*.

Le débat au sein de la hiérarchie de la défense s’intensifia – que fallait-il faire au sujet du cheikh Yassine ? En dépit des réflexions d’Ayalon sur les serpents et les têtes coupées, il semblait de plus en plus clair que le chef du Hamas devait être neutralisé.

Le Shin Bet et Sayeret Matkal collaborèrent à l’élaboration d’un plan d’enlèvement compliqué censé conduire à son emprisonnement. Mais cette idée fut abandonnée, parce qu’une telle opération aurait presque certainement imposé des échanges de tirs, et des tirs signifiaient que des soldats, des passants ou le cheikh lui-même seraient touchés. Il n’était pas non plus clairement établi que le retour du cheikh Yassine en prison interrompe même la vague des attentats-suicides. Les responsables israéliens se souvenaient que sa longue période d’incarcération (qui s’était achevée par le marché humiliant conclu avec le roi Hussein à la suite de la tentative manquée de supprimer Khaled Mechaal) n’avait pas empêché la violence de sévir, avec des meurtres et des enlèvements destinés à le faire libérer, ainsi que des vagues d’attentats-suicides.

Le seul moyen efficace de traiter le cas Yassine, affirmèrent bon nombre d’interlocuteurs, serait de le tuer.

Les décideurs israéliens hésitaient encore plus à presser la détente quand il s’agissait de Yassine, bien que tout le monde s’accordât à penser qu’il était activement impliqué dans l’organisation et la planification de la terreur. Certes, Israël avait failli le tuer l’année précédente lors du « conclave de la Dream Team », mais des cadres militaires participaient aussi à cette réunion. L’assassiner, lui et lui seul, serait une tout autre affaire. Le cheikh Yassine était le fondateur du Hamas, un dirigeant politique de renommée mondiale et une figure religieuse reconnue dans tout le Moyen-Orient.

Lors d’une discussion en novembre, Avi Dichter argumenta en ces termes : « Assassiner cet individu en particulier risque d’enflammer le Moyen-Orient et de nous attirer des vagues de terrorisme depuis l’extérieur de nos frontières[13]. » Le major général Amos Gilad, directeur des affaires politiques et politico-militaires du ministère de la Défense, connu pour ses positions bellicistes, émit lui aussi des objections. « Le cheikh Yassine est le parfait modèle d’un idéologue de la mort, d’un architecte du meurtre sans fin », déclara-t-il. Pourtant il se rangeait à l’avis de ceux qui redoutaient une conflagration à travers tout le monde islamique, en réaction à l’exécution d’un personnage perçu comme un chef spirituel musulman.

Yaalon répliqua que Yassine n’était pas vu comme un chef spirituel et que le tuer ne provoquerait aucune réaction, au-delà d’une simple condamnation rageuse. « Il est inconcevable que nous lui tournions autour, que nous tuions tous les autres, ajouta-t-il, sans le frapper, lui[14]. »

Le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, adopta une posture encore plus tranchée : « Non seulement nous devons le frapper, mais procéder en appliquant une méthode à “signature forte” ne me pose non plus aucun problème » – en d’autres termes, en ne laissant aucun doute sur le fait qu’Israël était l’auteur de cet assassinat[15].

Bien que Sharon se fût rangé à l’avis de Yaalon et Mofaz sur le principe, Dichter était son principal conseiller en matière de terrorisme et d’assassinats ciblés, et même lui, d’ordinaire si inflexible, semblait avoir perdu un peu de sa confiance au vu de l’opposition de son conseiller et de quelques autres.

Le major général Giora Eiland souleva un motif supplémentaire d’inquiétude : des effets nocifs au plan de l’image. N’était-ce pas un problème pour Israël de tuer « un demi-infirme âgé, pitoyable, dans un fauteuil roulant ? N’allons-nous pas passer pour des cow-boys[16] ? ». Sharon ne s’en souciait pas vraiment, mais il demanda néanmoins quelques avis supplémentaires.

Le philosophe en chef de Tsahal, Asa Kasher, soutenait Yaalon : « La distinction entre échelons politique et militaire entretenue par les organisations internationales de défense des droits de l'homme aurait aussi immunisé Hitler contre toute tentative de le supprimer, pendant une longue période[17]. La distinction entre les échelons est particulièrement spécieuse quand il s'agit d'organisations terroristes. » En revanche, l'avocat général des armées était catégoriquement opposé à l'exécution de Yassine[18]. Depuis que Finkelstein et Daniel Reisner avaient formulé les règles de l'assassinat ciblé trois ans auparavant, Reisner et son service avaient été présents sur nombre d'actions en leur apportant leur appui juridique. Dans certaines circonstances, ils avaient ordonné le report de l'opération de crainte de toucher des innocents. Dans le cas de Yassine, pour la première fois, leur opposition leur était inspirée par la personnalité même de celui qui était visé. L'importance croissante accordée à l'avis de Reisner était due en partie à la création de la Cour pénale internationale, à cette même période. De hauts responsables israéliens commençant à redouter d'être inculpés pour ces assassinats ciblés étaient demandeurs d'un soutien juridique.

Néanmoins, Yaalon persista, et l'affaire fut portée devant le bureau du procureur général, la plus haute autorité juridique officielle d'Israël. C'était la première fois que l'assassinat ciblé d'une personnalité spécifique était soumis à cette assemblée pour discussion.

Des responsables de l'AMAN et du Shin Bet apportèrent avec eux le feuillet rouge – toutes les preuves qu'ils avaient accumulées contre Yassine : la fondation du Hamas, ses harangues virulentes contre l'existence d'Israël, l'instauration d'un dispositif terroriste, ses condamnations antérieures fondées sur les accusations d'enlèvements et de meurtres de soldats israéliens qu'il avait ordonnés dans les années 1980, l'acquisition d'armements, le financement d'activités militaires, ses plaidoyers en faveur des attentats-suicides, et plus encore.

Finkelstein et Reisner estimèrent qu'en dépit du contenu du feuillet rouge, les assassinats ciblés n'étaient pas censés être des actes de

punition ou de vengeance, mais avaient seulement pour but de prévenir une attaque future.

Il n'y avait aucune indication récente que Yassine ait été impliqué directement dans de tels projets. « Mais c'est parce qu'il sait que nous le surveillons de près, argumenta un représentant de l'AMAN. C'est pourquoi il fait très attention à ne rien dire au téléphone ou via un quelconque moyen électronique[19]. »

Le procureur général Elyakim Rubinstein se rangea à la position de l'avocat général des armées et déclara qu'il n'approuverait pas l'assassinat sans que soit fournie une preuve reliant directement Yassine à la terreur, une preuve incontestable et « qui soit recevable devant les tribunaux ».

Peu après, le 14 janvier 2004, une jeune femme de la bande de Gaza, âgée de vingt et un ans, tenta de pénétrer en Israël au poste-frontière d'Erez. Elle devait passer sous un portique détecteur de métaux, comme tous les Palestiniens. Lorsqu'elle passa sous le détecteur, un *bip-bip-bip-bip-bip* suraigu retentit. « Platine, platine », expliqua-t-elle aux gardes-frontières en désignant sa jambe censée contenir un implant en platine.

Les gardes la refirent passer sous le portique, une deuxième puis une troisième fois. Le détecteur continuait de sonner. On appela une garde-frontière pour la fouiller. Elle fit alors exploser une bombe qui tua les quatre fonctionnaires et blessa dix autres personnes[20].

Cette femme s'appelait Reem Saleh Riyashi. Elle avait deux enfants, l'un de trois ans, l'autre âgé seulement de dix-huit mois.

Le lendemain, le cheikh Yassine convoqua une conférence de presse au domicile d'un de ses partisans. Il était assis dans son fauteuil roulant, enveloppé dans une couverture marron, une grande guirlande en forme de cœur portant l'inscription HAMAS accrochée derrière lui. Il souriait. « Pour la première fois, annonça-t-il, nous avons utilisé une femme combattante au lieu d'un homme. C'est une nouvelle évolution dans la lutte contre l'ennemi. » Le cheikh, qui dans le passé avait émis plusieurs fatwas (décrets religieux) contre le recours à des bombes humaines de sexe féminin, ajouta qu'il avait changé d'avis. « La guerre sainte s'impose à tous les

musulmans, hommes et femmes. C'est la preuve que la résistance continuera jusqu'à ce que l'ennemi soit chassé de notre mère patrie. »

Pour Israël, un tel changement de tactique était lourd de menaces. « Nous nous sommes demandé : comment serons-nous capables d'affronter des vagues de femmes kamikazes entrant dans notre pays ? », s'interrogea le ministre de la Défense. Il y a des convenances à respecter, même quand on livre une sale guerre. « Il est bien plus difficile d'examiner des femmes et d'empêcher l'introduction d'explosifs[21]. »

En plus de la déclaration de Yassine, l'AMAN fut en mesure de présenter au procureur général Rubinstein des transcriptions d'enregistrements secrets réalisés par la base Turban de l'Unité 8200, où Yassine indiquait à son équipe opérationnelle que les femmes pouvaient être utilisées comme bombes humaines[22]. « Nous avions des preuves irréfutables fondées sur de la collecte de renseignements d'un lien direct entre la direction politique du Hamas, avec le cheikh Yassine à sa tête, et les planificateurs et auteurs des attaques terroristes », m'a expliqué Farkash[23].

Rubinstein était cette fois convaincu : on pouvait tuer Yassine en toute légalité. Le cabinet de sécurité se réunit pour en décider. Shimon Peres y restait opposé : « Je craignais qu'ils ne se mettent à tuer des dirigeants israéliens, m'a-t-il avoué plus tard. Je pensais aussi que c'était précisément avec lui que nous serions en mesure d'aboutir à un accord de paix[24]. »

Cependant, à la majorité d'une voix, les ministres conclurent qu'il s'agissait d'un chef terroriste. « Les avertissements selon lesquels la terre tremblerait ou les cieux nous tomberaient sur la tête en raison de son assassinat ne m'impressionnaient guère », m'a expliqué Ehud Olmert, alors ministre du Commerce, de l'Industrie et des Communications, et qui vota avec la majorité[25].

Suivant une procédure déjà bien rodée, le cabinet laissa Sharon et Mofaz approuver les propositions de l'armée et du Shin Bet concernant le moment et la manière d'exécuter la décision. Les conseillers de Sharon informèrent la conseillère à la sécurité

nationale Condoleezza Rice que Yassine, du point de vue d'Israël, était devenu une cible légitime. « Une discussion assez vive s'est ensuivie, m'a appris Weissglass. Les Américains redoutaient un embrasement généralisé de tout le Moyen-Orient[26]. »

Lors d'apparitions publiques, Sharon sema aussi quelques indices laissant entendre qu'il considérait désormais Yassine comme une cible. Cela ne fit que conduire à un renforcement de la sécurité autour du chef du Hamas. Il restait chez lui, ne sortant que pour se rendre à la mosquée ou au domicile de sa sœur, situés l'un et l'autre près de sa maison. Tout déplacement entre ces trois points s'effectuait à bord de deux fourgons, l'un étant équipé d'un élévateur pour son fauteuil roulant, ses gardes du corps armés circulant dans l'autre. Sa vie était confinée à ce triangle, et son entourage et lui-même partaient du principe qu'Israël n'oserait frapper aucun des sommets de ce triangle qui étaient tous remplis de femmes et d'enfants et, dans le cas de la mosquée, de civils innocents.

Pourtant, il subsistait des espaces entre ces trois points[27]. Dans la soirée du 21 mars, Yassine se fit conduire à la mosquée pour les prières, suivi de ses gardes du corps dans un second fourgon.

Mofaz ordonna que les deux véhicules soient détruits sur la route du retour. Des hélicoptères avaient décollé et des aéronefs sans pilote bourdonnaient dans le ciel. Le fils de Yassine, Abd al-Hamid, avait assez d'expérience pour sentir le danger. Il se précipita à la mosquée.

« Père, ne pars pas d'ici, l'avertit-il. Ils [les Israéliens] n'attaqueront pas un lieu de prières. »

Le cheikh et ses gardes du corps décidèrent d'être prudents et restèrent sur place.

Plusieurs heures s'écoulèrent. La Salle d'opérations conjointes et les forces d'intervention restaient en alerte, l'armée de l'air maintenant en permanence une rotation de drones et d'hélicoptères d'attaque en relevant les équipages à court de carburant. Le cheikh se coucha et s'endormit sur un matelas à même le sol et se réveilla tôt en raison de l'inconfort. Après les prières de l'aube, il voulut rentrer chez lui. « On n'entendait plus d'hélicoptère au-dessus de

nous, raconta plus tard son fils. Nous étions sûrs que le danger était passé. »

Pourtant, c'était s'exposer au risque. Afin d'égarer leurs poursuivants, ils décidèrent d'emmailloter le cheikh dans son fauteuil roulant et ensuite de courir vers son domicile. Le fourgon ne serait là que pour détourner l'attention. « À dire vrai, je ne pensais pas qu'ils tireraient sur le fauteuil roulant d'un infirme », admit Hamid[28].

Les traqueurs étaient encore là, bien sûr, et les drones continuaient de surveiller au moyen de leurs caméras à imagerie thermique. Des gens sortirent par la porte de la mosquée, dépassèrent en vitesse les fourgons garés près de l'entrée, en poussant un fauteuil roulant.

Le commandant en chef de l'armée de l'air, Dan Halutz, ne pouvait autoriser l'ouverture du feu, car les ordres du ministre de la Défense ne lui permettaient que de tirer sur les deux fourgons.

« Monsieur le ministre, fit-il, nous n'avons pas de cadrage sur les fourgons, mais nous pouvons voir un groupe de gardes du corps courir avec un fauteuil roulant et un homme assis dedans qui porte un keffieh. Avons-nous l'autorisation ? »

Mofaz lui demanda de parler au pilote de l'Apache pour savoir s'il parvenait à voir nettement le fauteuil roulant et s'il était en position de l'atteindre.

« Je les vois très nettement, répondit le pilote. Je peux tirer.

— J'autorise, fit Mofaz.

— *Rashai* », confirma Halutz par radio au pilote.

Sur la transmission vidéo, il y eut un éclair éblouissant, puis un écran vide, pendant une fraction de seconde. Ensuite, des morceaux de fauteuil roulant qui volaient en tous sens, une roue s'élevant dans les airs avant de retomber hors du champ de l'image, et des gens gisant ou rampant au sol[29].

« Autorisation demandée pour complément, fit le pilote.

— Autorisation accordée », répondit Mofaz.

Un autre missile frappa le sol, achevant tout survivant éventuel.

Mofaz appela Sharon qui, très tendu, attendait l'issue de l'opération chez lui, à la ferme du Sycomore. « Nous avons des vidéos, lui dit-il. À en juger par les images, cela semble positif. Nous avons tapé dans le mille, mais attendons les rapports de nos sources additionnelles[30]. »

Quelques minutes après, les contrôleurs de garde à la base Turban signalèrent que le trafic sur les canaux de communication du Hamas était intense. « Le cheikh Yassine est devenu un *shahid*, avec un certain nombre de ses gardes du corps » – c'était la substance des échanges entre les membres de l'organisation. Son fils, Abd al-Hamid, était grièvement blessé. Sharon ordonna qu'on réveille ses conseillers afin de se préparer à gérer au mieux les retombées[31].

À Washington, on reçut la nouvelle de l'assassinat avec une profonde inquiétude. « Ils sont au bord de la crise de nerfs », signala Weissglass à Sharon[32]. Ce dernier suggéra à Condoleezza Rice de ne pas trop s'en soucier, Israël s'attendait à ce que la réaction du monde arabe n'aille pas au-delà d'une simple condamnation. « Condi, ajouta-t-il, de sa voix calme et persuasive, même de la part de l'Autorité palestinienne, nous ne nous attendons à rien qui sorte de l'ordinaire. Ils ont déclaré trois jours de deuil national, mais tous les magasins sont ouverts. Tout ira bien. »

Après ces trois journées de deuil national, l'instance suprême du Hamas, le conseil de la Shûra, nomma Abd al-Aziz Rantisi à la succession de Yassine. Il prêta serment sur un terrain de football dans l'un des plus grands camps de réfugiés de la bande de Gaza. Installés sur une estrade devant une foule imposante, tous les hiérarques de l'organisation assistèrent à un défilé de miliciens en uniforme et baisèrent la main du nouveau chef. « Nous combattrons l'ennemi partout, nous lui apprendrons ce que signifie la résistance », déclara Rantisi lors de son discours inaugural, et il jura de venger la mort de Yassine.

Les Israéliens avaient connaissance des plans du défilé paramilitaire et de la cérémonie, mais Sharon ordonna au Shin Bet et à l'armée de l'air de ne pas tirer, par crainte de toucher des civils

et parce qu'il était clair que les chaînes de télévision étrangères seraient présentes et retransmettraient l'éventuelle attaque israélienne en direct.

Néanmoins, à ce stade, il avait déjà autorisé l'assassinat du nouveau chef. Cette décision était bien plus facile. Rantisi ne possédait pas l'autorité religieuse de Yassine et ce n'était pas une personnalité arabe jouissant d'une reconnaissance internationale. Son implication dans les actes de terreur était indiscutable et surtout, un précédent venait d'être créé – désormais, aucun chef du Hamas n'était à l'abri d'une élimination physique.

Rantisi était prudent et tenta d'égarer ses poursuivants en se faufilant d'une cachette à une autre, en portant des perruques et en se servant de différents pseudonymes codés sur ses téléphones portables. Mais Turban n'eut aucune difficulté à suivre ses faits et gestes[33]. Le 17 avril, quelques semaines seulement après sa nomination à la tête du Hamas, il rentrait chez lui pour veiller aux derniers préparatifs du mariage de son fils, Ahmed. Ce fut une courte visite : il remit à son épouse l'argent liquide nécessaire pour achever les préparatifs, puis il repartit.

Il roulait dans Al-Jalaa Street quand un missile Mikholit fit exploser sa Subaru[34].

Un rassemblement de quelques centaines de personnes s'attroupa autour des restes carbonisés du véhicule. Une équipe de secours d'urgence tenta en vain de sauver la vie de Rantisi et des deux collaborateurs qui étaient à bord avec lui. Une photographie distribuée à l'agence Reuters montrait la foule, les pleurs et les cris, un homme levant au ciel ses mains maculées de sang, celui du chef mort.

« C'était un pédiatre, qui s'occupait surtout de tuer des enfants », déclara Mofaz à la presse. Des conseillers de Sharon rendirent explicite cette mise en garde implicite. « Arafat devrait être attentif, déclara l'un d'eux, car quiconque en appelle à la terreur doit faire preuve d'une grande prudence concernant le sort qui l'attend[35]. »

L'élimination de Rantisi était la 168e opération d'assassinat ciblé depuis le début de l'Intifada, fin 2000. À ce stade, l'opération

Cueillette des Anémones avait réussi à mettre le Hamas en état de choc. Le conseil de la Shûra nomma immédiatement un successeur à Rantisi, mais c'était un personnage subalterne dont le nom resta secret, afin qu'il ne soit pas promptement exécuté lui aussi. Tous les principaux dirigeants de l'organisation prirent des mesures extrêmes pour échapper à la surveillance israélienne, consacrant en réalité l'essentiel de leur temps à simplement essayer de rester en vie.

« L'ennemi sioniste a réussi à assassiner nombre de nos frères combattants, et nous sommes à un moment où nous avons un besoin absolu de chacun de nos plus purs combattants, déclarait un communiqué du Hamas sur son site Internet. Il ne fait aucun doute que la négligence est l'une des principales raisons des succès de l'ennemi, car les avions-espions électroniques ne quittent jamais le ciel de Gaza. Les yeux innombrables affectés à cette tâche ne connaissent pas le sommeil, et les hélicoptères Apache sont prêts et disponibles, avec leurs missiles, guettant la moindre opportunité. Vous êtes chaque jour une cible pour ces assassinats, et même à chaque heure de chaque jour. »

Deux semaines après l'exécution de Rantisi, le général Omar Souleiman, ministre égyptien du Renseignement et l'homme le plus puissant du régime du Caire après le président Moubarak, se rendit en Israël pour avoir une entrevue urgente avec Mofaz, Yaalon et Dichter. « Je viens avec un message de conciliation », annonça le général. Il présenta une proposition de cessez-le-feu du Hamas, qui se résumait à une formule : « Pas d'assassinats, pas d'attentats terroristes. »

Mofaz remercia Suleiman de sa venue. Il lui répondit que, comme toujours, les efforts de l'Égypte en faveur d'une solution de compromis dans la région étaient très appréciés. Mais il n'y avait plus matière à débat. Israël, rappelait-il, ne cesserait jamais ses assassinats ciblés de manière générale ou, plus particulièrement, sa campagne destinée à éliminer la direction du Hamas.

Suleiman se fâcha. « Je suis venu depuis Le Caire vous apporter une offre pour mettre un terme aux attentats. C'est ce que vous vouliez. Pourquoi vous entêter ?

— Le Hamas veut une trêve pour se renforcer, lui rétorqua Shaul Mofaz. Nous devons les vaincre, et non pas leur permettre de respirer[36]. »

Suleiman en appela à Sharon, qui l'accueillit chaleureusement, sans rien céder[37].

« Notre défense a fait connaître sa position : nous ne devons accepter aucun cessez-le-feu, lui répéta-t-il. Je ne peux m'opposer à mes propres généraux. » Il laissa seulement entendre qu'Israël surveillerait très attentivement la conduite du Hamas.

Des activistes de l'organisation tentèrent de compliquer la tâche des drones et hélicoptères Apache israéliens afin qu'ils aient plus de mal à les repérer. Les individus ne se déplaçaient que lorsque c'était nécessaire, roulaient à moto et s'efforçaient de n'emprunter que d'étroites ruelles. Vaines précautions : deux d'entre eux furent tués par des missiles à Gaza le 30 mai, et deux semaines plus tard un autre perdit la vie dans le camp de réfugiés de Balata. Le jour même, Suleiman revint rendre personnellement visite à Sharon après des échanges téléphoniques nourris qui avaient eu lieu suite à sa précédente visite. « Monsieur le Premier ministre, vous constatez maintenant que leur offre est sérieuse et qu'ils ont cessé leurs attaques[38]. »

À contrecœur, Sharon accepta de suspendre les assassinats ciblés. Le Hamas ordonna une cessation immédiate et totale des attentats-suicides.

Ariel Sharon était donc maintenant en position de supériorité dans la lutte contre le terrorisme. Durant cette période, la situation s'étant un peu calmée sur le front de la sécurité, il commença même de réfléchir à une solution politique au conflit historique du Moyen-Orient. Sa relation d'affinité avec le président Bush et la profonde entente qu'il avait pu développer avec l'ensemble de l'administration républicaine – fondée sur un compromis prévoyant le gel des colonies en échange d'une carte blanche sur les assassinats ciblés – finirent par l'amener à considérer que les Américains voulaient sincèrement aider l'État d'Israël et par lui faire prendre conscience de certaines nouvelles réalités.

« Sharon en vint à la conclusion que peu importait l'identité de l'occupant de la Maison-Blanche – les présidents américains considéreraient toujours les colonies comme un problème central », commentait Weissglass.

Et pour Sharon, les colonies – qu'il avait toujours défendues bec et ongles dans ses précédentes prises de position – n'étaient pas une question religieuse ou idéologique ; c'était plutôt une préoccupation liée à la sécurité. « Au moment où il a compris qu'elles constituaient un fardeau et non un avantage, il n'a eu aucune difficulté à les évacuer et à se détourner des colons. » Sharon, le faucon avéré, qui avait bâti sa carrière sur une politique agressive envers les Arabes en général et les Palestiniens en particulier, « changea du tout au tout, m'a rappelé Weissglass. Il voulait quitter la scène en général marqué par la guerre devenu un grand pacificateur[39] ».

Toutefois, Sharon persistait à croire qu'avant d'accomplir cette tâche, un obstacle de taille subsistait : Yasser Arafat. Le Premier ministre avait certes fini par admettre qu'il n'y avait aucun moyen d'exclure la création d'un État palestinien indépendant, mais cela n'en atténuait pas davantage son aversion pour le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine. À ses yeux, le personnage « avait instauré un régime de terreur dans les territoires qu'il gouvernait, formant des terroristes de manière organisée, sous l'égide de la puissance publique, incitant, finançant, équipant et armant ces militants, et les envoyant tuer partout en Israël[40] ».Lors d'une conversation téléphonique avec le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov, il décrivit Arafat comme « un menteur pathologique, un meurtrier qui a ordonné la mise à mort d'enfants, de femmes et de nouveau-nés[41] ».

Le renseignement israélien récupéra une large part des archives de Yasser Arafat lorsque les forces de Tsahal s'emparèrent d'une partie de son quartier général non loin de Ramallah, et ces documents fournirent à Sharon des centaines d'éléments susceptibles d'étayer ses accusations. Arafat avait ainsi signé de sa propre main le transfert d'énormes capitaux pour financer les activités terroristes du Fatah. Le président palestinien et son

entourage étaient aussi impliqués dans des manœuvres de corruption sans précédent. Ces documents indiquaient qu'il avait à plusieurs reprises manqué à sa parole envers Israël et la communauté internationale puisqu'il avait promis d'édifier un État véritablement démocratique doté d'une économie moderne et d'une force armée unifiée. Il se refusait à accomplir la transition de sa position de chef d'une organisation de lutte armée à celle de dirigeant d'un État démocratique et continuait de diriger l'Autorité palestinienne en appliquant les mêmes méthodes de manipulation, de corruption, en divisant pour mieux régner, comme il l'avait fait quand il dirigeait l'OLP – le tout dans le seul but d'assurer sa survie en tant que dirigeant palestinien[42].

Dans le cadre de son plan visant à délégitimer Arafat, Sharon offrit à quelques journalistes (à moi-même et par la suite à des confrères non israéliens) un accès à ces archives afin qu'elles puissent être publiées partout dans le monde. Il donna aussi instruction de transférer de l'argent des fonds secrets du directeur du Mossad afin de contribuer à la parution dans des pays étrangers d'un livre à partir de ces documents[43].

Sharon envisagea même de diffuser une bande vidéo filmée par le renseignement roumain à la fin des années 1970. Le général Ion Mihai Pacepa, ancien chef de la Securitate (les services de renseignement soviéto-roumains) – lequel disait d'Arafat : « Je n'ai jamais vu autant de perfidie, de soif de sang et d'abomination réunies en un seul homme[44] » –, y rappelait aussi que ses hommes avaient installé des caméras cachées dans la résidence officielle où le chef de l'OLP résida après sa rencontre avec le président Nicolae Ceauşescu, et que ces images montraient Arafat en pleins ébats sexuels avec ses gardes du corps. Sharon indiqua à ses conseillers que ces documents étaient parvenus entre les mains du renseignement israélien et qu'il songeait à les diffuser anonymement sur Internet.

Il abandonna cette idée nauséabonde quand Israël atteignit son objectif par d'autres moyens – en convainquant l'administration américaine qu'Arafat était incorrigible[45]. Israël avait acquis la preuve

sans équivoque aucune de son implication dans une opération de contrebande d'armes, en l'espèce une cargaison transportée par le cargo *Karine A* depuis l'Iran, destinée à des groupes terroristes rattachés à l'Autorité palestinienne. La Flottille 13 arraisonna le navire en mer (opération Arche de Noé), puis arrêta et interrogea son équipage, ce qui permit de mettre en cause un proche collaborateur d'Arafat. Cela n'empêcha pas le président de l'Autorité palestinienne de nier, dans une lettre spécialement adressée au président Bush, que lui-même ou quiconque dans son entourage ait été mêlé à cette affaire. Toutefois, certaines informations du renseignement – notamment des écoutes téléphoniques, divers documents et des transcriptions d'interrogatoires – qu'apporta à la Maison-Blanche un officier de l'AMAN dans une serviette attachée à son poignet par une chaîne se révélèrent beaucoup plus convaincantes. Quand Bush apprit qu'Arafat lui avait menti effrontément, il déclara le président palestinien persona non grata et, le 24 juin 2002, appela le peuple palestinien à élire un nouveau chef.

En novembre 2002, au lendemain de plusieurs attentats épouvantables contre des Israéliens, Sharon donna ordre d'encercler la Mouqata'a, le quartier général d'Arafat, et d'assiéger le chef de l'OLP encore entouré de quelques-uns de ses hommes. Ses instructions étaient de mener la vie dure « à ce chien de la Mouqata'a », ainsi qu'il l'appelait – parfois en lui coupant l'électricité, d'autres fois en lui coupant l'eau. Sharon ordonna ensuite à une compagnie de bulldozers blindés D9 de démolir chaque jour un mur du complexe[46].

Malgré cela, des désaccords subsistaient quant au sort qu'il convenait finalement de lui réserver. Certains pensaient qu'il faudrait en faire la cible d'une opération de liquidation et qu'Israël devait lancer une frappe contre lui. D'autres préféraient une frappe sous couverture, de manière à ne pas relier cette action à l'État hébreu. D'autres encore penchaient pour l'exil, alors que les derniers jugeaient suffisant de le laisser « pourrir » à l'intérieur de la Mouqata'a.

Après une attaque particulièrement grave en avril 2002, Sharon et le chef d'état-major Shaul Mofaz furent surpris en pleine

conversation privée, lors d'une manifestation publique. Assis à proximité de micros, ils ne s'étaient pas rendu compte qu'une équipe de télévision avait déjà connecté ses micros et les filmait de loin.

> MOFAZ : Il faut qu'on se débarrasse de lui.
>
> SHARON : Quoi ?
>
> MOFAZ : Qu'on se débarrasse de lui.
>
> SHARON : Je sais.
>
> MOFAZ : Qu'on profite de cette occasion tout de suite. Il n'y en aura pas d'autre. Je voulais vous en parler.
>
> SHARON : Quand nous passerons à l'action… Je ne sais pas quelle méthode vous utiliserez pour ça (*rires*). Mais il faut endormir tout le monde… (*il redevient sérieux*). Il faut faire attention !

À quelle « action » Sharon faisait-il référence, cela n'apparaît pas clairement, mais l'armée et la communauté du renseignement préparèrent bien des mesures d'urgence adaptées à chacune des stratégies potentielles dirigées contre Arafat. Le commandant en chef de l'armée de l'air, Dan Halutz, un partisan déclaré de la solution de l'exil, choisit deux petites îles – l'une près des côtes du Liban et l'autre non loin du Soudan – comme nouveaux domiciles éventuels du président. À son avis, il faudrait envoyer Arafat là-bas avec deux conseillers et un peu de nourriture et de boissons pour le voyage, et ensuite Israël annoncerait son nouveau lieu de résidence au monde[47]. Des unités spéciales de l'infanterie furent retenues pour s'emparer de la Mouqata'a et se rendre dans la chambre de l'intéressé. Israël envisageait de répandre des gaz soporifiques dans le complexe avant le raid, de manière à épargner des vies humaines.

En fin de compte, l'opération fut annulée, parce que « nous ne pouvions pas avoir la certitude qu'Arafat sortirait de tout ceci vivant », se rappelait le chef de l'unité de traumatologie du corps médical, un médecin militaire, le lieutenant-colonel Amir Blumenfeld[48]. « Après tout, nous avions affaire à un vieil homme qui

souffrait de toutes sortes de problèmes médicaux, avec le risque qu'une bataille rangée n'éclate avec les soldats venus l'enlever. »

Les délibérations concernant le sort d'Arafat finirent par remonter jusqu'à Washington. Dans les sphères dirigeantes de l'administration Bush, on craignait que Sharon, tout comme il avait décidé d'éliminer Yassine, n'ordonne aussi l'assassinat du chef de l'Organisation de libération de la Palestine. Lors d'une réunion à la Maison-Blanche le 14 avril 2004, Bush exigea de lui qu'il promette de ne faire aucun mal à Arafat. D'après l'un des participants à cette réunion, Ariel Sharon répondit au président américain qu'il comprenait sa requête (« j'ai saisi votre propos »)[49]. Voyant le Premier ministre tergiverser, Bush insista jusqu'à ce que ce dernier lui promette explicitement de ne pas tuer le chef de l'OLP.

Avant même cette promesse, et après consultation des chefs de l'armée et des services de renseignement, Sharon était déjà parvenu à la conclusion qu'Israël ne devait en aucune manière être perçu comme étant impliqué dans la mort de Yasser Arafat. Cet aspect revêtait même encore plus d'importance après la promesse qu'il avait faite au président Bush.

Et puis, soudainement, l'homme qui avait réussi à échapper tant de fois à la mort fut frappé d'une mystérieuse affection intestinale et rendit l'âme. Des analyses de laboratoire effectuées à l'initiative de divers commanditaires ont abouti à des conclusions contradictoires. Selon certains de ces examens, il y aurait eu des traces de polonium, une substance radioactive utilisée dans les assassinats, sur les vêtements et la dépouille mortelle du défunt[50]. D'autres experts conclurent à un décès de causes naturelles. Le dossier médical de l'hôpital militaire Percy, à Clamart, où Sharon avait autorisé qu'il soit transféré par avion afin qu'il ne meure pas dans une zone sous contrôle israélien, soulève une foule de questions et n'exclut pas qu'il soit mort du sida[51].

Des porte-parole israéliens nièrent catégoriquement qu'Israël ait été en quelque façon impliqué dans son décès[52]. « Nous n'avons pas tué Arafat », répétèrent solennellement des responsables des services de renseignement et de l'exécutif.

En revanche, il ne fait aucun doute que le moment de sa mort paraissait tout à fait singulier, si peu de temps après l'assassinat du cheikh Ahmed Yassine. Dans son livre, *Ariel Sharon : An Intimate Portrait*, Uri Dan, son fidèle porte-parole, affirmait que lors d'une entrevue ultérieure avec George W. Bush, Sharon lui aurait déclaré ne plus s'estimer lié par sa promesse précédente de ne pas tuer Arafat, et que le président américain n'aurait rien répondu. Durant cette période, Uri Dan s'était plaint à Sharon, lui demandant pourquoi il n'exilait pas ou ne traduisait pas le dirigeant de l'OLP en justice : « Alors, Arafat jouit d'une complète immunité ? »

Sharon lui avait répondu sèchement : « Laissez-moi agir à ma manière. » Uri Dan remarqua ensuite que « subitement, il a coupé court à notre conversation, un réflexe inhabituel dans nos relations ». Dan continuait en notant que l'état du chef de l'OLP commença de se détériorer après cette deuxième entrevue avec le président américain, et concluait en remarquant : « Ariel Sharon sera cité dans les livres d'histoire comme celui qui aura su régler son compte à Arafat sans le tuer. »

Si je connaissais la réponse à la question de savoir ce qui a tué Yasser Arafat, je ne serais pas en mesure de l'écrire dans les pages de ce livre, ou même en position d'écrire que je connais la réponse à cette question. La censure militaire israélienne m'interdit d'aborder le sujet.

On peut affirmer avec certitude que Sharon voulait se débarrasser de lui, lui qui le considérait comme « un animal sur deux jambes » et qui n'avait pas réussi à le tuer vingt ans plus tôt. Si Sharon ordonna en effet de le liquider, cela se fit dans le secret le plus total, dans des cénacles bien plus restreints que tous les autres assassinats ciblés. Sharon en personne définit l'objectif d'une telle opération, sans l'admettre[53] : « Certains événements récents constitueront sans doute un tournant historique, dit-il dans une déclaration consécutive à sa mort. Si, après l'ère Arafat, un exécutif différent, sérieux, responsable s'impose, et s'il sait respecter ses engagements […] une occasion raisonnable se présentera de coordonner diverses initiatives avec cet exécutif, et même de reprendre des négociations diplomatiques avec ses représentants. »

Sans reconnaître d'implication directe dans cette disparition, tous les dirigeants de ce pays à cette époque s'accordèrent à penser que la disparition d'Arafat améliora la sécurité d'Israël. Mahmoud Abbas (Abou Mazen) qui fut nommé pour lui succéder au poste de président, et le nouveau Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, qui entretenait des liens étroits avec l'administration américaine, lancèrent une campagne résolue contre le terrorisme. Même les chefs les plus sceptiques du Shin Bet durent admettre qu'après l'arrivée au pouvoir d'Abbas et Fayyad, les Palestiniens s'engagèrent sérieusement à mettre fin aux actes de terrorisme et que l'apaisement obtenu suite à la mort d'Arafat est largement dû à l'étroite coopération avec les deux hommes en matière de sécurité[54].

La guerre entre Israël et les Palestiniens qui avait éclaté en septembre 2000 – une guerre de représailles continuelles au moyen d'attentats-suicides et d'assassinats ciblés – se tassa peu à peu avant de cesser complètement.

Pendant la Seconde Intifada, Israël adopta un certain nombre de mesures dans sa guerre contre le terrorisme palestinien, notamment des incursions terrestres de Tsahal afin de procéder à des arrestations en masse et à la construction d'une barrière entre la Cisjordanie et Israël qui rendait plus difficile l'entrée des kamikazes sur son territoire. Si ces mesures entravèrent quelque peu les organisations terroristes, les chiffres montrent clairement qu'après, elles persévérèrent dans leurs tentatives de perpétrer des attentats terroristes meurtriers, et que ces attentats cessèrent seulement après un nombre écrasant d'assassinats ciblés d'agents du terrorisme puis, avec l'opération Cueillette des Anémones, avec l'assassinat de dirigeants terroristes.

Grâce à son dispositif simplifié d'assassinat ciblé, la communauté israélienne du renseignement avait fini par triompher de ce qui, pendant de nombreuses années, fut considéré comme une arme invincible : les attentats-suicides. En investissant les ressources d'un pays entier, grâce à une obstination acharnée et à la coopération entre la branche du renseignement et la branche opérationnelle, et sous la direction décisive d'Ariel Sharon, Israël avait prouvé qu'un

réseau terroriste meurtrier et paraissant inflexible pouvait être mis à genoux.

Le recours aux assassinats ciblés se paya toutefois d'un prix très lourd. Ce prix a été payé d'abord et avant tout par des Palestiniens innocents devenus les « dommages collatéraux » de ces assassinats. Beaucoup d'innocents périrent, et des milliers, notamment de nombreux enfants, furent blessés et demeurèrent infirmes à vie. D'autres furent marqués psychologiquement ou privés de toit.

Un officier de haut rang du Shin Bet m'a dit ceci : « Dans le passé, quand tout était secret et d'une légalité douteuse, nous procédions à quelques rares actions. Combien pouvait-on en mener sans être démasqués ? À la minute où l'avocat général de Tsahal a rendu ces actions casher, légales et officielles, nous avons mis en place une véritable fabrique d'assassinats à la chaîne. Alors maintenant nous avons la conscience plus tranquille, mais beaucoup plus de gens sont passés de vie à trépas. »

Gabriella Blum, qui en 2018 était professeur de droit à Harvard, exerçait à l'époque au bureau de l'avocat général militaire de Tsahal et fut l'un des auteurs du mémorandum qui légalisa les assassinats. Commentant la chose en 2017, elle exprimait de sérieux regrets : « Ma crainte profonde, c'est de constater que des actions originellement autorisées à titre exceptionnel, à exécuter dans des cas exceptionnels, sont devenues une pratique régulière[55]. »

La campagne d'assassinats ciblés eut aussi pour effet de davantage marginaliser et délégitimer Israël aux yeux du monde. David se comportait de nouveau comme Goliath.

Le chef d'état-major Dan Halutz a tenté d'expliquer pourquoi Israël avait adopté cette politique d'assassinats ciblés : « C'est le code de conduite au Moyen-Orient : ils se sont rendu compte que nous sommes fous, que nous sommes prêts à aller jusqu'au bout et que nous n'étions pas disposés à en supporter davantage ».

Pourtant, si les morts de deux figures de haut rang, Yassine et Arafat, eurent certainement un impact spectaculaire sur la région, Ami Ayalon avait raison de souligner que si l'assassinat des dirigeants allait changer le cours de l'histoire, la voie dans laquelle

s’engagerait cette histoire ne serait pas nécessairement préférable à la précédente – il se pourrait tout à fait que cela finisse par retarder encore davantage l’avènement de la paix.

Il s’avéra qu’Arafat était le seul à être capable de maintenir l’unité du peuple palestinien, plus ou moins sous le contrôle de l’Autorité palestinienne. Après son décès, le président Abbas échoua sur ce plan, et le Hamas s’empara de Gaza où il établit une seconde entité palestinienne. Ce nouvel arrangement constituait une grave menace pour Israël, bien plus lourde que toutes celles qu’Arafat avait pu faire peser.

Le Hamas est arrivé à prendre le contrôle de Gaza grâce à l’énorme soutien qu’il a reçu de l’Iran. Paradoxalement, il est difficile de croire qu’il aurait réussi à créer son propre État dans la bande de Gaza si le cheikh Yassine était encore en vie. Ce dernier s’opposait fermement à coopérer ou à nouer des liens avec Téhéran, et il imposait cette position à son organisation.

Sans nul doute, l’élimination du cheikh Yassine fut le coup le plus rude qu’ait subi le Hamas depuis sa naissance, et ce fut le principal facteur dans son souhait d’obtenir un cessez-le-feu avec Israël. Mais cela conduisit à un autre rebondissement inattendu dans l’évolution historique du Moyen-Orient : grâce à l’élimination de Yassine, l’Iran, l’ennemi le plus dangereux d’Israël, fut en mesure de façonner le dernier maillon de son plan destiné à le faire accéder au rang de puissance régionale.

33.

Le Front radical

C’est contre toute attente que le pouvoir s’offrit à Bachar el-Assad.

Hafez el-Assad, qui s’empara de l’État syrien au mois de novembre 1970, avait espéré que son fils aîné, Bassel, lui succède, mais celui-ci trouva la mort dans un accident de voiture. Le deuxième choix d’Assad père s’était alors porté sur son fils cadet, Maher, qui avait embrassé la carrière militaire. Mais il se révéla trop tête brûlée, en proie à des crises de colère et à de violents débordements. Un troisième fils, Majd, souffrait d’une maladie congénitale qui finit par le tuer. Cela ne lui laissait plus que Bachar, alors âgé de vingt-neuf ans, qui vivait à Londres où il était étudiant de troisième cycle en ophtalmologie. Son père le pria de rentrer à Damas juste après l’accident mortel de Bassel, en 1994.

Bachar avait toujours été considéré comme plutôt faible de caractère, un personnage un peu distant et rêveur, à l’air timide. Son père avait certes conscience de ses faiblesses, mais sa préoccupation première, pérenniser le pouvoir de la dynastie, demeurait sa principale priorité. Il envoya Bachar dans l’armée, où il connut un avancement rapide, accéda au grade de colonel, puis fut affecté au commandement des forces syriennes au Liban, ce qui lui permit de s’aguerrir. À la fin des années 1990, Bachar était parfaitement formé pour la présidence. Hafez el-Hassad s’éteignit en juin 2000. Bachar fut élu président le mois suivant.

À ce moment précis, il héritait d'une situation problématique. L'Union soviétique s'était effondrée dix ans plus tôt, la Guerre froide était terminée et la Russie de cette période était loin de conserver au Moyen-Orient l'influence qu'elle y avait exercée par le passé. La scène mondiale était recomposée, et il incombait à Bachar el-Assad de déterminer quelle place y occuperait la Syrie.

En outre, l'économie syrienne était au plus mal. Les coffres de l'État étaient vides, et son armée, certes l'une des plus importantes de la région, était en partie obsolète et confrontée à un besoin urgent d'armements neufs. Surtout, Israël occupait encore les hauteurs du Golan, prises à Damas en 1967. Cela restait une profonde blessure ouverte, et la fierté nationale en empêchait la cicatrisation.

Au printemps 2000, Assad avait donc le choix : aligner la Syrie sur les États-Unis, la dernière superpuissance restante, ou sur l'Iran, la puissance régionale montante. Ce n'était pas une décision difficile. Dix ans avant sa mort, le président Hafez el-Assad avait stupéfié le monde en acceptant de rejoindre l'alliance que les États-Unis avaient forgée contre un autre État arabe – en vue d'expulser Saddam Hussein de l'émirat du Koweït. Le président syrien espérait quelque chose en retour – des bénéfices économiques, le retrait de Damas de la liste des États impliqués dans le terrorisme et le trafic de drogue, et des pressions sur Israël pour qu'il se retire complètement du Golan. Il n'obtint rien de tout cela.

Trois mois avant sa mort, Hafez el-Assad rencontra le président Bill Clinton à Genève, et ce fut le point culminant des efforts diplomatiques américains destinés à négocier un accord de paix entre Damas et Jérusalem. Clinton était porteur pour Assad d'un message du Premier ministre Ehud Barak contenant la meilleure offre qu'il ait jamais reçue d'Israël : un retrait presque complet des hauteurs du Golan, à ceci près qu'aucun « soldat syrien n'irait tremper les pieds dans les eaux du lac de Tibériade » – c'est-à-dire que Barak n'acceptait pas de présence syrienne permanente sur ses rives. Assad écouta Clinton, puis torpilla le sommet dès ses préliminaires.

Pour Israël et les États-Unis, c'était la preuve de l'intransigeance et de l'esprit déraisonnable d'Hafez el-Assad, qu'il fallait peut-être attribuer à ses maux gastriques et à la démence dont il souffrait. Aux yeux du président syrien, grand adepte des théories du complot, ce sommet constituait une preuve supplémentaire de ce que les États-Unis n'étaient qu'un satellite d'Israël et non l'inverse, qu'il ne récupérerait jamais les hauteurs du Golan et ne tirerait aucun autre avantage conséquent de ses relations avec les États-Unis.

En outre, Israël lui paraissait affaibli.

Ehud Barak se retira inconditionnellement du Liban en mai 2000, ce qui du point de vue d'Assad équivalait à une défaite humiliante. Pour lui, cela prouvait qu'un usage efficace de la guerre de harcèlement pouvait contraindre la force militaire la plus puissante de la région à capituler.

Hafez el-Assad avait exhorté son fils Bachar à récupérer les hauteurs occupées du Golan. Néanmoins, il lui avait aussi conseillé d'éviter toute confrontation militaire directe avec Israël, d'où la Syrie sortirait presque certainement perdante. En revanche, l'Iran disposait déjà de groupes terroristes – le Hezbollah au premier chef – menant contre les Juifs une guerre asymétrique. Bachar el-Assad croyait dès lors qu'il valait mieux laisser ces groupes radicalisés livrer une sale guerre susceptible de pousser Israël à des concessions. Pourquoi verser le sang syrien quand les jihadistes se montraient si désireux de verser le leur ?

En conséquence, Assad fit du lien avec le Hezbollah et avec ses protecteurs à Téhéran la composante centrale de sa doctrine de sécurité. La Syrie et l'Iran signèrent une série d'accords de défense mutuelle, de fourniture d'armes et de développement d'armements, et Téhéran versa à Assad 1,5 milliard de dollars pour reconstruire son armée[1].

Nombre de dirigeants de la théocratie iranienne considéraient Bachar el-Assad et ses semblables alaouites comme des hérétiques, des traîtres à la tradition sacrée, des infidèles qui offensaient Allah. Mais, sous un angle plus pragmatique, la Syrie

possédait une armée forte, une frontière avec Israël et davantage de crédibilité internationale que l'Iran.

Le gouvernement iranien était aussi confronté à ses propres problèmes. L'État était en proie à une grave crise économique, la société persane était traversée de fractures profondes et le ressentiment contre les ayatollahs allait croissant. Avec la Corée du Nord et l'Irak, l'Iran comptait parmi les pays les plus isolés et les plus ostracisés de la planète. Dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 2002, le président Bush qualifierait ces trois pays d'« axe du mal ». À compter de ce jour-là, l'administration américaine renforça les sanctions contre l'Iran.

Bush n'inclut pas la Syrie dans l'« axe du mal » parce que les Américains espéraient encore réussir à attirer Damas dans l'orbite occidentale, notamment parce que le pays entretenait des relations amicales avec plusieurs nations occidentales – en particulier la France et l'Allemagne[2]. « Nous avons essayé de coopérer avec lui [Assad] contre les terroristes qui nous combattaient en Irak », m'a expliqué Michael Hayden, directeur de la NSA et de la CIA pendant la première décennie du XXIe siècle, ajoutant que de tels espoirs ne tardèrent pas à être réduits à néant.

Une alliance avec la Syrie servait tout à fait les intérêts de l'Iran[3]. Téhéran pouvait proposer des liquidités dont Damas avait désespérément besoin ainsi que des technologies militaires avancées comme les moteurs de fusée à carburant solide pour missiles à longue portée. En échange, la Syrie avait l'avantage de fournir à l'Iran un accès direct à son principal adversaire et, plus important, de lui permettre de jeter un pont vers le monde entier. Rien n'empêcherait les importations et exportations iraniennes de transiter par les ports et les aéroports syriens, réduisant d'autant l'isolement de la République islamique sur la scène internationale.

Simultanément, l'Iran menait une guerre par procuration au Liban, là où la Syrie maintenait une forte présence armée et poursuivait ses opérations de renseignement. Afin d'assurer le soutien logistique et le fonctionnement du Hezbollah, les Iraniens avaient besoin d'une

liberté de mouvement, que les Syriens avaient non seulement les moyens de leur apporter, mais aussi de faciliter.

Le jeune Assad ne se contenta donc pas de simplement choisir un camp.

Durant des décennies, son père avaient autorisé les Iraniens à livrer par la voie des airs des armes à Damas, avant de les acheminer par voie terrestre dans des camions jusqu'au Hezbollah. Mais Hafez el-Assad ne secondait les Iraniens qu'en se bornant à les laisser opérer sans encombre – il évitait prudemment et soigneusement d'entretenir tout lien étroit avec les jihadistes eux-mêmes. En revanche, Bachar el-Assad vit là une opportunité. La victoire du Hezbollah sur Israël et la doctrine de Hassan Nasrallah, le secrétaire général de l'organisation, qui comparait la nation juive à « une toile d'araignée » – forte de loin mais faible de près –, exerça sur lui un certain impact.

Le fils Assad décida de lier son sort sans plus aucune réserve à celui des théocrates et des jihadistes et plaça toutes les ressources de la Syrie à leur disposition. À partir du début de l'année 2002, il offrit ses arsenaux au Hezbollah en fournissant à l'organisation terroriste des armements soviétiques modernes qui faisaient même défaut à l'Iran, ainsi que des missiles sol-sol à longue portée. Il ouvrit également les portes de son palais à Nasrallah, qu'il considérait comme un modèle.

La Syrie avait des raisons concrètes de vouloir aussi renforcer le Hezbollah[4]. Le Liban était un véritable cordon ombilical économique pour le pays et pour les généraux d'Assad qui touchaient de généreuses commissions sur les marchés où l'État était partie prenante. Ces derniers temps, toutefois, un certain nombre de personnalités puissantes au Liban s'étaient dressées pour exiger le départ des Syriens. En réaction, Imad Moughniyeh, le chef d'état-major du Hezbollah, entreprit d'assassiner ces personnalités, l'une après l'autre, au nom des Iraniens et des Syriens. Cette campagne d'assassinats atteignit son paroxysme lorsque ses hommes tuèrent Rafik Hariri, l'homme politique le plus important du Moyen-Orient, qui avait exercé deux mandats de Premier ministre au Liban et tenté de mobiliser le monde pour expulser les Syriens de son pays.

Il devenait clair qu'existait une convergence d'intérêts entre l'Iran, le Hezbollah et la Syrie, et que ces trois puissances étaient particulièrement aptes à travailler conjointement et à s'aider mutuellement en période de crise. Par conséquent, une alliance était née – ce que les services de renseignement israéliens appelèrent le « Front radical ».

L'alliance d'une organisation terroriste, d'une théocratie paria et d'un État-nation qui s'était modernisé permit à un réseau tentaculaire de groupes armés, de révolutionnaires autoproclamés et de voyous criminels d'opérer avec un niveau d'efficacité militaire sans précédent. Les dirigeants de ces pays et de cette organisation développèrent une stratégie et fournirent du matériel à un ensemble disparate d'activistes disséminés d'un bout à l'autre du Moyen-Orient[5].

Trois hommes agissaient à l'échelon opérationnel supérieur de ce réseau : Qassem Soleimani, membre des Gardiens de la Révolution islamique, Imad Moughniyeh, du Hezbollah, et le général syrien Mohammed Sleiman. Le chef du Jihad islamique, Ramadan Shalah, qui opérait à Damas sous les auspices de l'Iran et de la Syrie, fut aussi intégré à l'alliance et invité à certains de ses débats.

Ils comptaient parmi leurs lieutenants Hassan al-Laqis, chef du département de recherche et développement du Hezbollah, et Mahmoud al-Majzoub, chef du Jihad islamique palestinien au Liban. Le Hamas ne jouait aucun rôle officiel dans ce Front radical – le cheikh Yassine, un sunnite, méprisait les chiites iraniens – mais Khaled Mechaal, le chef du Hamas hors de Palestine, était d'un autre avis et donna instruction à l'un des commandants de l'organisation à Damas, Izz al-Din al-Cheikh Khalil, de rester en contact étroit avec les autres membres du front.

Grâce à un maillage de connexions et de filières de transport, le Front radical entreprit d'acheminer davantage de moyens meurtriers destinés à la lutte contre Israël. Depuis Beyrouth, le Hezbollah finançait et armait les terroristes palestiniens, versait des primes pour chaque Israélien tué dans un attentat-suicide. Les roquettes étaient démontées en Syrie ou en Iran, passées clandestinement, en

pièces détachées, par voie terrestre ou maritime, introduites dans la bande de Gaza, puis réassemblées par des combattants du Jihad islamique palestinien. Majzoub s'organisa pour que des navires du Corps des Gardiens de la Révolution iranien convoient des missiles selon la même méthode à destination des groupes du JIP au Liban. Mechaal et le cheikh Khalil reçurent une aide monétaire substantielle d'Iran (peut-être à l'insu de Khalil), et organisèrent vers Gaza un vaste transfert de savoir-faire qui aida à la production locale de roquettes.

Entre-temps, Al-Laqis, au Hezbollah, s'engagea dans la construction d'un immense dispositif de bunkers et de silos de missiles au Sud-Liban susceptibles d'affronter une invasion israélienne ou de contribuer au lancement d'une offensive. Ils étaient camouflés de manière si efficace que le renseignement israélien ne put les découvrir pendant leur construction[6]. Israël n'avait non plus aucune connaissance précise des stocks considérables d'équipements meurtriers accumulés dans la région. En 2003, selon une estimation, le Hezbollah possédait l'arsenal le plus important qu'ait jamais aligné un groupe de guérilla.

Pour l'État hébreu, avoir des ennemis à ses frontières et dans les territoires occupés n'avait rien d'inédit. Mais il était à présent entouré de ce qui composait désormais une force unique et coordonnée – le Hezbollah au Liban, le Jihad islamique palestinien dans les territoires et la Syrie au nord –, tous financés par des capitaux iraniens et équipés d'armes iraniennes.

L'agence israélienne responsable de collecter des renseignements et de contrer une telle menace extérieure restait le Mossad. Mais ses efforts étaient loin d'avoir porté leurs fruits, principalement parce qu'il ne s'était pas adapté à des temps qui changeaient[7]. Son incapacité à pénétrer les organisations jihadistes, son manque de moyens technologiques dans un univers où tout le monde avait accès à un appareil portable et à des logiciels de cryptage, et une série de graves échecs opérationnels, à commencer par la tentative d'assassinat ratée de Khaled Mechaal, étaient autant d'indices que l'agence péchait désormais par insuffisance et inefficacité. L'Iran

était un adversaire plus sophistiqué et plus original que n'importe lequel des États arabes que l'agence avait pu essayer d'infiltrer, et Bachar al-Assad avait aussi instauré en Syrie des mesures de sécurité très strictes sur le terrain.

Le Mossad tenta certes, de façon ponctuelle, de contrecarrer des projets dangereux lancés par des membres du Front radical[8]. Il apprit par exemple que le général Anatoli Kuntsevitch, ancien pilier des industries militaires russes, aidait la Syrie à produire l'arme chimique la plus meurtrière qui soit, l'agent neurologique VX. Des protestations officielles de Moscou furent traitées par le mépris. Par conséquent, en avril 2002, Kuntsevitch passa mystérieusement de vie à trépas à bord d'un vol entre Aleph et Moscou.

Mais ce fut un succès isolé. Il n'existait aucune stratégie cohérente et constante contre le Front radical et les Israéliens végétaient dans une dangereuse ignorance des plans et des actions de leur ennemi. Comparé aux succès du Shin Bet et de l'AMAN dans les territoires occupés, le Mossad était considéré comme le maillon faible de la communauté du renseignement.

Le Premier ministre Sharon était exaspéré par cette agence trop assoupie, trop molle à son goût et qui répugnait à prendre des risques après ses ratés opérationnels précédents. La méthode de son directeur, Ephraïm Halevy, était à l'exact opposé de celle de Sharon qui préférait toujours prendre l'initiative et passer à l'attaque. Ainsi que me l'a expliqué Dov Weissglass, « à une époque où Israël était aux prises avec l'une des batailles les plus périlleuses de son existence, la Seconde Intifada, nous étions incapables de comprendre pourquoi cette entité magnifique qui s'appelait le Mossad sombrait tout simplement dans l'inexistence. Avec Halevy, la dimension diplomatique s'était développée à l'infini. L'aspect opérationnel était pour lui comme un appendice, un mouchoir en papier, et donc jetable[9] ».

Cette période coïncidait avec le point culminant de l'Intifada, et les cibles prioritaires inscrites en tête de la liste des liquidations étaient aussi celles qui encourageaient le terrorisme palestinien[10].

Sous contrôle iranien, le Hezbollah avait monté sa propre Unité 1800 pour fournir au groupe terroriste Tanzim (créé sous l'égide du Fatah d'Arafat) de l'argent et une formation censés permettre une recrudescence des attentats-suicides. Au Liban, le Jihad islamique palestinien soutenait aussi les activités terroristes de ses membres en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec de l'argent, des entraînements et des conseillers militaires.

En l'absence de contre-initiatives fortes de la part de l'agence, l'AMAN tenta de combler ce manque. « Le Mossad n'était plus un partenaire opérationnel, m'a expliqué son chef, Aharon Zeevi-Farkash. De notre côté, nous, le renseignement militaire, avions identifié en Cisjordanie cinquante Palestiniens qui s'acharnaient à monter des attaques-suicides grâce au financement et au soutien de l'Unité 1800 du Hezbollah au Liban. La situation était devenue intolérable. » L'idée était donc « de frapper un certain nombre de cibles du Hezbollah afin de faire comprendre à ses dirigeants que ces actions auraient un prix, et qu'il faudrait le payer[11] ».

Le colonel Ronen Cohen, chef de l'antiterrorisme de l'AMAN, dressa une liste de cibles (qu'on appela les Douze Mousquetaires) qui comportait des activistes de l'Unité 1800 du Hezbollah, ainsi qu'un certain nombre de militants du Jihad islamique et du Hamas[12].

L'un des noms sur cette liste était celui de Qais Obeid, ancien agent du Shin Bet qui avait fait défection vers l'Unité 1800 du Hezbollah. Obeid réussit à leurrer un officier de réserve de Tsahal en l'attirant à Dubaï prétendument pour le sortir de ses ennuis financiers[13]. L'homme était tombé dans un piège, avait été drogué, enfermé dans une caisse et envoyé par la valise diplomatique de l'ambassade d'Iran à Dubaï vers Beyrouth. Au cours de son interrogatoire, il avait révélé d'importants secrets militaires au Hezbollah et aux Syriens. Après quoi, Obeid, qui connaissait beaucoup d'Arabes israéliens et parlait couramment l'hébreu, se mit à recruter des bombes humaines.

Obeid était un citoyen israélien, il existait toujours dans les agences de renseignement du pays cette règle non écrite interdisant de tuer ses compatriotes. Pourtant, face à la lourde menace terroriste, cette règle fut suspendue. Néanmoins, la liste des

« Douze Mousquetaires » de Cohen ne comprenait pas les principaux hauts responsables du Hezbollah, Imad Moughniyeh et ses deux lieutenants, ou le secrétaire général Hassan Nasrallah. « Nous redoutions que cela ne déclenche une guerre à outrance », m'a avoué l'un des hommes engagés dans l'opération[14].

Lors d'une réunion de Zeevi-Farkash et Cohen avec Sharon pour discuter de son déroulement, ils soulignèrent que si le Shin Bet faisait de l'excellent travail en éliminant les terroristes de haut rang en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, personne n'agissait contre les chefs des organisations qui apportaient leur soutien depuis l'extérieur des frontières d'Israël[15]. Sharon n'avait guère besoin qu'on l'en persuade. « Il est fâcheux qu'aucune initiative de ce type ne soit prise par vos amis », regretta-t-il non sans aigreur, se référant au Mossad.

La première cible était Ramzi Nahara, un trafiquant de drogue et agent du renseignement israélien qui était passé à l'ennemi lors du retrait de Tsahal du Liban, et qui était devenu l'un des acolytes d'Obeid lors de l'enlèvement de l'officier israélien[16]. Le 6 décembre 2002, il était en route avec son neveu Elie Issa vers leur village familial d'Ain Ebel, dans le sud du Liban. À l'entrée du village, un gros engin explosif camouflé en rocher éclata au passage de leur voiture. Ils furent tous les deux tués.

Le suivant sur la liste, Ali Hussein Salah, inscrit au ministère libanais de l'Intérieur comme chauffeur pour l'ambassade d'Iran à Beyrouth, était en réalité un agent de l'Unité 1800. Le 2 août 2003, il était à bord de sa luxueuse BMW noire immatriculée de plaques diplomatiques, en route pour aller travailler au quartier général de l'Unité 1800, dans le quartier de Dahiya, à Beyrouth. À huit heures trente-deux, un gros engin explosif dissimulé dans la banquette arrière de la voiture éclata, coupant le véhicule en deux et l'éjectant à près de vingt mètres du cratère que la déflagration venait de creuser dans la chaussée. « L'explosion déchiqueta le corps de Salah en deux, un morceau dans chaque moitié de la voiture », indiquait le rapport de l'AMAN sur l'incident[17].

Après la mort de Salah, le Hezbollah ne dissimula plus sa véritable fonction, et la chaîne de télévision Al-Manar du mouvement diffusa cette information : « Le Hezbollah déplore la mort d'un de ses plus grands moudjahidines [combattants de la foi]. »

Le 12 juillet 2004, Ghaleb Awali, qui après la mort de Salah l'avait remplacé à l'Unité 1800, quitta son domicile du quartier chiite de Haret Hreik, à Beyrouth. Il monta dans sa Mercedes et tourna la clef dans le démarreur. Quelques secondes plus tard, la voiture explosa. Il fut grièvement blessé et transporté d'urgence à l'hôpital, mais déclaré mort à son arrivée.

Un nouveau groupe, qui faisait sa première et dernière apparition au Liban, revendiqua cette exécution. Se faisant appeler Jund al-Sham (« Soldats du Levant »), ce groupe sunnite publia le communiqué suivant : « Nous avons exécuté l'un des symboles de la traîtrise, le chiite Ghaleb Awwali. »

Le Hezbollah n'ignorait pas qu'il s'agissait d'une manœuvre de désinformation israélienne et que l'État hébreu était le véritable instigateur de cet assassinat. Dans son éloge funèbre, lors de l'enterrement d'Awwali assorti d'une somptueuse mise en scène, Hassan Nasrallah remarqua que le défunt appartenait à une unité spéciale dédiée au soutien de la « lutte » des Palestiniens. « Il est désormais *shahid* sur notre route vers la Palestine, *shahid* pour Jérusalem et la mosquée Al-Aqsa dans la confrontation avec l'entité sioniste », déclara-t-il devant le cercueil d'Awwali, paré du drapeau jaune du Hezbollah. Il accusa le commandant de l'AMAN, Zeevi-Farkash, d'être responsable de cette élimination.

Sharon était reconnaissant à ce dernier de ses efforts, mais il se rendait compte qu'il en fallait davantage pour contrer le Front radical et qu'un changement non moins radical était nécessaire à l'intérieur de l'agence.

Le Premier ministre voulait remplacer Halevy, et plusieurs noms circulèrent dont ceux d'anciens de l'agence et de généraux de Tsahal. En réalité, il n'avait qu'un seul nom en tête : Meir Dagan, son bon ami qui avait servi sous ses ordres dans l'armée. Dagan était

coriace, agressif, exactement le genre de personnage dont avait besoin Ariel Sharon pour riposter au Front radical.

Il avait quitté Tsahal en 1995 avant de prendre plus tard la tête du Bureau de l’antiterrorisme au cabinet du Premier ministre[18]. À ce poste, il avait monté une unité clandestine baptisée la Lance, destinée à couper les flux financiers de l’ennemi. « J’attribuais une grande importance à la guerre économique censée faire partie intégrante de notre campagne contre notre principal adversaire », expliquait-il.

Les investigations menées par la Lance conduisirent Israël à proscrire toutes les organisations qui détenaient des fonds pour le compte du Hamas, parfois émanant de musulmans fortunés à l’étranger. (La Lance incita vivement le FBI et ses homologues européens à en faire autant dans leurs pays respectifs, mais c’était avant le 11 Septembre et leurs avertissements ne furent pas entendus.) Lors d’une réunion, le contraste entre le style de Dagan et celui d’Halevy apparut clairement. Le Mossad présenta des informations indiquant qu’une partie de l’argent fourni par l’Iran au Hamas transitait par une banque européenne qui avait son siège à Zurich.

« Pas de problème, fit Dagan. On la brûle.

— On brûle quoi ?

— La banque, évidemment, rétorqua Dagan. On a l’adresse, non ? »

Les participants à cette réunion lui expliquèrent que ce n’était pas une affaire de liquidités, mais de transferts électroniques à travers le réseau SWIFT, qui était sauvegardé ailleurs.

« Et alors ? insista-t-il. Brûlons-la quand même. Les directeurs de cette banque savent bien que ce n’est pas de l’argent propre. Cela ne leur fera aucun mal[19]. »

Il finit par se ranger à l’avis de ses conseillers et n’ordonna pas qu’on incendie la banque. Sur un plan plus général, toutefois, c’était le type d’approche que souhaitait Sharon : « un chef du Mossad avec le couteau entre les dents », selon les termes du Premier ministre à ses collaborateurs[20].

Cela ne signifiait cependant pas qu'il était désireux de s'engager dans une confrontation à grande échelle avec l'ennemi. Au contraire, Dagan continuait d'affirmer qu'Israël devait faire son possible pour éviter un conflit généralisé avec tous les États de la région, un conflit qu'il serait impossible de conclure par une victoire totale.

« C'est le travail de nos chefs militaires, répétait-il volontiers à ses subordonnés, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour repousser la prochaine guerre autant que possible en usant de moyens sous couverture pour frapper l'ennemi avec précision. »

Dagan prit la tête de l'agence en septembre 2002. Peu après, Ariel Sharon le chargea des activités sous couverture destinées à contrecarrer le programme nucléaire iranien. Depuis la fin des années 1990, l'Iran avait déversé d'énormes ressources dans ce programme censé lui permettre de se doter de capacités nucléaires militaires aussi rapidement que possible, en achetant tous les équipements et toutes les compétences nécessaires partout où il pourrait se les procurer. Les deux hommes voyaient dans un Iran nucléaire un danger existentiel pour la nation[21].

Dagan reçut l'assurance qu'il obtiendrait tout ce qu'il voudrait – argent, personnels, ressources sans limites – pourvu qu'il empêche les ayatollahs de construire une bombe atomique. Il accepta le tout et s'attela à la besogne.

« Sharon a eu raison de le nommer, m'a dit Weissglass. Meir est arrivé, et il a tout de suite fait des merveilles. »

Dagan installa son nouveau bureau dans le bâtiment principal de l'agence et y accrocha une photo de son grand-père, agenouillé, fixant un regard terrorisé sur les soldats allemands tout autour de lui, quelques minutes avant d'être mis à mort. « Regardez cette photographie, disait-il aux agents avant de les envoyer en mission. Je suis ici… nous, les hommes et les femmes du Mossad, nous sommes ici… pour nous assurer que cela n'arrivera plus jamais. »

Il décida de démanteler les services et de les recomposer pour en faire l'outil dont il avait besoin. En premier lieu, il affina ses objectifs de collecte de renseignement. L'information ne devait pas être collectée pour son propre compte, cataloguée et classée dans une

bibliothèque – il tenait à ce que les renseignements puissent être directement utilisés contre l'ennemi. Il voulait de l'information qui mène rapidement à des opérations dissuasives et préventives, au sabotage, à des embuscades, à des assassinats ciblés et à des exécutions. Sous son nouveau directeur, le Mossad deviendrait une agence de guerriers.

« J'ai dit à Arik [Sharon] qu'à mon avis, il fallait procéder à une mutation en profondeur de l'organisation, m'a-t-il lui-même expliqué. "Mais c'est à toi de décider, l'ai-je averti, si tu es prêt à en payer le prix. Les journalistes ne vont pas nous lâcher, ni toi ni moi, ni le Mossad. Ce ne sera pas commode. Es-tu prêt à en payer le prix ?" Il m'a répondu qu'il était prêt. Arik savait soutenir son monde[22]. »

Meir Dagan le rencontrait fréquemment en tête à tête pour obtenir son aval pour des opérations sous couverture. Un ancien officier supérieur des services m'a décrit l'atmosphère en ces termes : « C'était une période de folie. Dagan arrivait tôt le matin, et jusqu'à la tombée de la nuit il n'arrêtait pas de leur hurler à tous qu'ils n'étaient pas à la hauteur et qu'ils étaient inutiles[23]. »

De son point de vue, il était particulièrement important de « redresser » le personnel de la division Tsomet (Carrefour), chargée de recruter et de diriger les agents. C'était à ses yeux « le véritable cœur du Mossad ». « Derrière chaque opération, quel que soit le mode de mise en œuvre, il y a de l'HUMINT [du renseignement humain] ».

Le noyau de Tsomet était composé d'« officiers de collecte » (les *katsa*), d'officiers traitants qui recrutaient et pilotaient les agents. C'étaient des professionnels sophistiqués, très compétents en matière de manipulation.

Selon Dagan, pourtant, les officiers de collecte manipulaient aussi les services proprement dits. Il décrivait la division Tsomet qu'il découvrit en prenant ses fonctions comme « un système de falsification qui s'égare lui-même et se nourrit de mensonges » afin de se convaincre de sa réussite, et l'agence tout entière avec lui. « Pendant des années, ils ont fait ce qu'ils voulaient. Ils recrutaient un type qui servait le thé dans un bureau voisin d'un site nucléaire et ils racontaient qu'ils avaient quelqu'un à l'intérieur du programme

atomique iranien. Il fallait les prendre par la peau du cou et leur botter le cul. »

Il modifia les procédures de Tsomet et exigea que les agents subissent un test de détecteur de mensonges afin de prouver qu'ils étaient des sources fiables. Les officiers de collecte de la division protestèrent vigoureusement contre cette obligation de soumettre leurs agents au détecteur de mensonges. « Cela traduira un manque de confiance ; ils se sentiront insultés et ne voudront plus travailler pour nous. »

Le directeur rejeta sèchement leurs objections. « Vous êtes stupide ou quoi ? lança-t-il à l'un d'eux. Ce type trahit son pays, tout ce qui lui est cher. Vous croyez qu'il refusera de passer un test de détecteur de mensonges en échange d'une somme d'argent ? »

Il affirma qu'en réalité, cette résistance du personnel de Tsomet au détecteur de mensonges était un moyen d'éviter qu'on « révèle leur imposture » parce qu'ils avaient recruté des agents peu fiables. Il fit l'effort de fréquemment rencontrer chacun des agents en personne (ils étaient des centaines dans le monde) : « Subitement, l'officier traitant de ces agents qui n'avait jamais rencontré le directeur le voyait tous les trois mois, et son directeur s'intéressait à lui non seulement sur le plan théorique mais aussi à propos de ses opérations, et il lui demandait dans quel domaine il avait enregistré des succès et pourquoi il avait échoué. Cela gênait fortement les patrons du type quand ils cherchaient à m'enfumer[24]. »

Après avoir efficacement remis le Mossad sur le pied de guerre, il resserra ses missions. Il déclara que l'agence n'aurait plus que deux objectifs principaux[25]. Le premier correspondrait à tout pays hostile tentant de se doter de la capacité nucléaire, et le programme nucléaire iranien en particulier. L'importation d'équipement et de matières premières serait perturbée, bloquée et stoppée, les installations déjà en cours de fonctionnement seraient sabotées et les savants nucléaires harcelés, retournés ou, si nécessaire, tués.

Le Front radical constituerait la seconde cible. Il n'y avait aucun plan de guerre à outrance contre l'Iran ou la Syrie, mais l'agence pourrait casser les filières d'approvisionnement qui acheminaient des armes vers le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique

palestinien. Elle pourrait aussi s'en prendre à des terroristes individuellement et supprimer les figures dirigeantes du Front radical, même s'il s'agissait de généraux syriens.

Sur ordre de Sharon, le directeur de l'AMAN, Zeevi-Farkash, accepta de laisser ses services de renseignement militaire pleinement coopérer avec le Mossad, en créant un « pôle de renseignement » conjoint où les informations seraient partagées – une énorme expansion des ressources pratiques de l'agence[26].

Pour coordonner ce vaste redéploiement interservices et diriger les centaines d'opérations de l'agence, Dagan nomma Tamir Pardo, le commandant de l'unité opérationnelle Arc-en-Ciel. Ancien officier de Sayeret Matkal, il était aux côtés de Yonatan Netanyahou quand il avait été touché par une balle pendant l'opération de libération des otages d'Entebbe. Pardo était un chef opérationnel courageux et un homme à la vision stratégique et à l'énergie irrépressible. Dagan en fit son second.

En mai 2003, devant Dagan et le commandement du Mossad réuni, Pardo présenta un plan ultra-secret – le fruit de quatre mois de travail intensif – pour stopper le programme nucléaire iranien. « Nous partons du principe qu'un État technologiquement avancé disposant d'abondantes ressources comme l'Iran qui cherche à se doter d'une bombe atomique y parviendra tôt ou tard, commença Pardo. En d'autres termes, un arrêt immédiat du programme ne peut résulter que d'un changement d'état d'esprit ou d'un changement d'exécutif en Iran. »

Quelques soupirs et grommellements se firent entendre dans la pièce, mais il continua. « Dans cette situation, Israël a trois options. Un : conquérir l'Iran. Deux : provoquer un changement de régime. Trois : convaincre l'exécutif actuel que le prix à payer s'il poursuit son programme nucléaire sera plus élevé que ce qu'il gagnera à l'interrompre. »

Les options un et deux étant irréalistes, seule la troisième subsistait – entreprendre des actions officielles et clandestines qui placeraient les ayatollahs sous une telle pression qu'ils décideraient de tout simplement renoncer[27]. « En attendant qu'ils en viennent à la conclusion que cela n'en vaut pas la peine, ajouta Dagan en

résumant son propos, nous devons employer un certain nombre de moyens pour retarder indéfiniment leur accession à la bombe de sorte que le jour où nous en atteindrons le point de rupture, ils ne disposent pas encore de cette bombe. »

Dagan avait une idée audacieuse pour y arriver : demander de l'aide aux amis d'Israël, même à ceux qui étaient censément des ennemis. Il savait que si la plupart des pays du Moyen-Orient étaient publiquement anti-Israël, en privé, ils se montraient plus accommodants et plus pragmatiques. « Il y a une convergence d'intérêts, et non des moindres, entre nous et les États arabes », expliqua-t-il. Les intérêts de la plupart de ces États – Jordanie, Égypte, Arabie Saoudite, émirats du Golfe, Maroc et ainsi de suite – ne coïncidaient pas avec ceux des révolutionnaires chiites ou de leurs alliés à Damas, et encore moins avec ceux de leurs milices de supplétifs fortement armés. Ces États arabes redoutaient surtout l'idée d'un Iran doté de l'arme nucléaire, peut-être plus encore qu'Israël.

D'un point de vue opérationnel, les services de renseignement de ces États possédaient un certain nombre d'avantages sur le Mossad : leurs agents étaient des Arabes qui parlaient parfaitement la langue, ils entretenaient des relations diplomatiques avec des pays hostiles à Israël (parfois de très bonnes relations, du moins en surface), et pouvaient voyager dans ces pays hostiles relativement sans encombre. Dans bien des cas, ils avaient aussi déjà des espions en Syrie, en Iran et au Liban depuis de nombreuses années, en raison des luttes de pouvoir internes au monde arabe.

Dagan ordonna à ses services de renforcer leurs échanges secrets avec les services étrangers[28]. Nombre des succès éclatants du renseignement israélien au cours des années qui suivirent – la capacité d'identifier, de surveiller et de frapper les terroristes au Liban et en Syrie ; les renseignements sur les ambassades iraniennes qui envoyaient des cellules terroristes partout dans le monde ; l'information sur le programme nucléaire de Téhéran – furent le résultat de cette coopération. Alors que ces pays arabes condamnaient Israël à la tribune des Nations unies, ils collaboraient aussi avec l'État juif à la plus secrète des missions.

Les réformes de Dagan suscitèrent une vive opposition interne et entraînèrent par la suite la démission de beaucoup d'officiers supérieurs du Mossad[29]. Cette agence est une grande muette, fanatiquement attachée à préserver ses secrets – toute coopération requérant de divulguer ses méthodes et ses sources à des agences étrangères, surtout arabes, était considérée comme sacrilège. Pour son nouveau directeur, c'était un principe absurde, surtout un prétexte masquant un déclin intellectuel et opérationnel.

« Je pensais qu'ils avaient tort, qu'il était idiot de s'opposer à la collaboration avec d'autres acteurs [les agences de renseignement du Moyen-Orient] qui portaient sur les réalités le même regard que nous, m'a-t-il confié[30]. L'agence était obligée de mobiliser tout ce qu'elle pouvait – toutes les ressources, tous les alliés – afin d'atteindre ses objectifs. Je les ai priés d'arrêter de dire des conneries – accumulons nos propres atouts, du pur made in Israël, afin de traiter d'égal à égal avec d'autres agences. J'ai décidé que tout ce qui ne nous mettrait pas nous-mêmes ou nos propres ressources en danger pouvait être échangé, sans quoi personne ne nous prendrait au sérieux.

« À mon arrivée, trois cents personnes ont démissionné, un exode massif, concluait-il. Au passage, je vous le dis, je suis content que certains soient partis. »

À la lumière de la demande d'un nombre croissant d'opérations, il abolit aussi certains protocoles de sécurité opérationnelle qui étaient en place depuis longtemps, parfois depuis des décennies. Avant sa prise de fonction, s'il n'y avait pas assez de passeports, de cartes de crédit et de moyens de communication sécurisés pour une opération donnée, elle était interrompue, afin de ne courir aucun risque inutile. Un grand nombre d'opérations avaient été annulées en raison de ces protocoles de sécurité.

Ce n'était plus le cas sous le règne de Dagan. « Il appelait la personne responsable du service des passeports qui avait prévenu que les papiers d'identité n'étaient pas assez sûrs et ne résisteraient pas à un examen, m'a rapporté quelqu'un qui assista à plus d'une discussion dans le bureau du directeur, et l'avertissait que si le lendemain matin il n'y avait pas cinq passeports de plus prêts sur

son bureau, il faudrait qu'il y trouve sa lettre de démission à la place[31]. »

Dagan m'a confirmé l'épisode, mais a aussitôt balayé la question d'un revers de main. « Bêtises. Si vous creusez assez, vous tomberez toujours sur de la merde. Tout ça, c'est des *meises* [mot yiddish pour désigner les histoires à dormir debout], des excuses pour ne pas agir. »

Dagan croyait aux assassinats ciblés, une arme importante et nécessaire à ses yeux, mais seulement si l'on en faisait un emploi cohérent et dans le cadre d'un arsenal plus ample comprenant d'autres mesures – clandestines, diplomatiques et financières. Toute exécution isolée pouvait être interprétée par l'ennemi comme un coup de malchance unique, sans lendemain, et même des assassinats épisodiques pouvaient être attribués aux circonstances, une issue fatale réservée aux gens imprudents ou négligents. Pour que les assassinats ciblés soient stratégiquement efficaces, il fallait qu'ils deviennent une menace permanente.

« Les éliminations sporadiques ne valent rien, continuait-il. Liquider des personnels opérationnels dirigeants et frapper au niveau exécutif, en faire une politique récurrente et permanente, ce sont de très bonnes choses. Quand je parle d'"exécutif", je l'entends évidemment au sens le plus large. Choisirais-je toujours de tuer le numéro un ? Pas nécessairement. Je recherche le niveau opérationnel supérieur, celui où se décident réellement les affaires, celui qui exerce le plus d'influence sur le terrain[32]. »

L'AMAN et le Mossad dressèrent une liste des candidats du Front radical au « traitement négatif ». L'inconvénient, c'était qu'ils se trouvaient tous dans des pays dits « cibles » où l'agence avait pour règle de ne pas mener de telles missions. Meir Dagan décida de rompre aussi avec cette règle.

« À mon arrivée au Mossad, il n'y avait pas réellement de capacités opérationnelles dans les pays cibles », remarquait le nouveau directeur. Afin de rectifier cet état de fait, il demanda à ce que soit mis sur pied un département documentation dédié à la confection de documents (passeports, identités de couverture, etc.)

qui permettraient aux agents de résister à de longs interrogatoires s'ils étaient soupçonnés.

Il revint aussi sur la très ancienne politique limitant les opérations d'assassinat à des personnels « bleu et blanc » – son propre personnel. Il préférait recourir à des supplétifs et se fondait à cet égard sur les innombrables missions de liquidation dans lesquelles il avait été impliqué pendant son service militaire dans la bande de Gaza et au Liban. « Je suis prêt à pleurer sur le cercueil de tout agent ou supplétif qui meurt et remet son âme [à son Créateur]. Croyez-moi, je verserais de vraies larmes sur lui. Mais ce sont aussi eux que je préfère voir morts, plutôt que mes propres agents [Juifs israéliens]. »

Il poussa également le Mossad à moderniser ses outils technologiques. C'était un univers auquel il ne comprenait pas grand-chose à titre personnel, mais il se rendait compte que c'était devenu indispensable et que son agence était à la traîne derrière les services de renseignement d'autres pays, et même d'autres agences en Israël. Il nomma à la tête de la division technologie « N. », un officier supérieur en charge des opérations qui comprenait les besoins des agents sur le terrain.

Les changements qu'il introduisit ne tardèrent pas à montrer leurs effets. Il croyait le moment venu pour l'agence d'entamer des opérations et signifia qu'à partir de maintenant, tous les assassinats ciblés à l'étranger seraient placés sous son autorité et dirigés par son adjoint, Tamir Pardo.

L'AMAN s'opposa à ce plan et une querelle véhémente éclata entre le Mossad et Aharon Zeevi-Farkash et Ronen Cohen au renseignement militaire[33]. En fin de compte, Sharon trancha : la Syrie passerait sous la responsabilité de Dagan, et les opérations au Liban resteraient sous le contrôle de l'AMAN.

Parallèlement à ces procédures administratives secrètes, Israël repéra un changement troublant dans la structure administrative de l'ennemi. L'assassinat du cheikh Yassine en mars 2004 avait eu pour effet de lever toutes les restrictions que le chef religieux du Hamas avait imposées concernant l'Iran. « À partir du moment où Yassine a été mis hors circuit, le centre de gravité du Hamas s'est déplacé

hors des territoires contrôlés par les Israéliens vers un exécutif situé en Syrie et au Liban, et Khaled Mechaal devint l'homme fort de l'organisation », m'a expliqué Yitzhak Ilan, du Shin Bet[34].

Mechaal donna instruction à ses hommes, conduits par Izz al-Din al-Cheikh Khalil, d'informer les Iraniens que le Hamas était désormais prêt à recevoir toute l'assistance possible de leur part. Téhéran était enchanté : le Hamas devenant un membre à part entière de l'alliance, le front de « résistance » était maintenant au complet. Sous la supervision de Khalil, les Iraniens se mirent à envoyer des pièces détachées de missiles dans la bande de Gaza dans le but d'accroître la portée et la puissance meurtrière de l'arsenal de l'organisation. Des instructeurs du Corps des Gardiens de la Révolution se rendirent aussi au Gaza.

Le 26 septembre 2004, Khalil monta dans sa voiture, près de son domicile, dans le sud de Damas. Au moment où il s'installait au volant, son téléphone portable sonna. « *Ya, Abu Rami, hada Ramzi min Tubas* » (« Abou Rami, c'est Ramzi, de Tubas », un village de Cisjordanie). « Oui, fit Khalil, que puis-je faire pour vous ? » L'appel s'interrompit. Une seconde plus tard, la voiture explosa et Khalil fut tué sur le coup[35].

Le prochain sur la liste des éliminations s'appelait Mahmoud al-Majzoub, le chef du Jihad islamique palestinien au Liban. Le 26 mai 2006, à dix heures trente, il sortit du bureau du Jihad islamique palestinien dans la cité portuaire de Sidon, dans le sud du Liban, accompagné de son frère Nidal qui lui tenait lieu de garde du corps. Lorsque ce dernier ouvrit la portière, une bombe dissimulée dans le panneau fut mise à feu au moyen d'une commande à distance par un guetteur qui se tenait à proximité, tuant les deux hommes.

« Je n'assume évidemment pas la responsabilité de ces événements, m'a dit Dagan à propos de cette série d'éliminations, appliquant en cela la politique officielle consistant à ne revendiquer aucune responsabilité pour les assassinats ciblés organisés hors de ses frontières. Mais au plan théorique, a-t-il ajouté, si l'État d'Israël est confronté à un défi comme le Hamas, le JIP et les attentats-suicides, il est inconcevable que le Mossad ne s'attelle pas à la tâche[36]. »

Les exécutions de personnels de l'Unité 1800, du Jihad islamique et du Hamas constituaient des pertes graves pour ces organisations, sans pour autant modifier le tableau d'ensemble. Le Front radical continua de représenter une grave menace et continuait de coordonner ses actions contre Israël.

L'opinion publique israélienne a toujours été particulièrement affectée par les enlèvements de soldats de Tsahal. Nasrallah, qui connaissait bien cette vulnérabilité particulière, ordonna à ses hommes de mener autant d'opérations d'enlèvement que possible et conseilla à ses associés du Front radical d'en faire autant. Certaines tentatives échouèrent. Celles qui réussirent portèrent gravement atteinte au moral de la nation juive.

En octobre 2000, sur les ordres de Moughniyeh, une escouade spéciale du Hezbollah enleva ainsi trois soldats qui patrouillaient le long de la frontière israélo-libanaise. Afin de s'assurer du retour des soldats enlevés, Israël accepta un humiliant accord d'échange de prisonniers avec le Hezbollah[37].

Les prisonniers du Jihad islamique libérés dans le cadre de ce marché reprirent leurs activités terroristes immédiatement après leur retour dans la bande de Gaza, et lancèrent une épouvantable campagne d'attentats-suicides. Ces prisonniers libérés réussirent à diriger huit de ces attaques-suicides, où trente-neuf civils trouvèrent la mort, avant que le Shin Bet et Tsahal ne soient en position de les tuer ou de les arrêter à nouveau[38].

Le 25 juin 2006, sept combattants du Hamas sortirent d'un tunnel. Ils avaient passé de longs mois à creuser en secret en partant d'un puits à l'intérieur de la bande de Gaza, sous la clôture de la frontière, pour ressortir à proximité d'un village israélien. Lors d'une opération audacieuse, ils rampèrent derrière un campement de militaires israéliens, tuèrent deux soldats, en blessèrent d'autres et traînèrent un militaire, Gilad Shalit, sur la route avec eux en direction de Gaza. Ils accrochèrent son gilet pare-balles à la clôture entre Israël et Gaza, en guise de message de défi[39].

Le Shin Bet et Tsahal furent complètement incapables de localiser le lieu d'emprisonnement de Shalit. Alors que le Shin Bet et l'AMAN

étaient d’ordinaire d’une exceptionnelle efficacité dans la collecte de renseignement et la conduite d’opérations à l’intérieur de la bande de Gaza, les indications que le Hamas recevait du renseignement iranien démontrèrent leur efficacité[40]. Tout au long des cinq années de captivité de Shalit, Israël ne sut jamais où ce soldat était détenu.

Au moment de ce raid, le Hamas était déjà une institution gouvernementale ayant atteint sa maturité : six mois plus tôt, avec le soutien de Téhéran, sa branche politique avait remporté les élections de l’Autorité palestinienne. Ismaïl Haniyeh, le Premier ministre élu – qui avait survécu à un certain nombre d’attentats, notamment le bombardement du conclave de 2003 qui avait réuni toute la direction du Hamas (la « Dream Team ») –, effectua le voyage jusqu’en Iran où il s’entendit promettre une aide de 250 millions de dollars. « L’Iran, c’est la base arrière stratégique des Palestiniens, déclara-t-il lors de cette visite. Nous ne reconnaîtrons jamais le régime sioniste. Nous continuerons le jihad jusqu’à ce que Jérusalem soit libérée. » Il retourna à Gaza avec 35 millions de dollars en billets de banque emballés dans plusieurs grosses valises.

Israël réagit au meurtre de ses soldats et à l’enlèvement de Shalit par un violent bombardement dans la bande de Gaza, tuant plus de deux cents Palestiniens. Il lança aussi des raids en Cisjordanie et enleva plusieurs ministres du Hamas. Mais l’organisation ne broncha pas : elle exigea que l’État juif libère plus de mille prisonniers palestiniens en échange de cet unique soldat[41].

Deux semaines après la capture de Shalit, le 12 juillet, le Front radical fit monter la pression d’un cran. Des combattants du Hezbollah enlevèrent deux soldats qui patrouillaient à la frontière nord d’Israël. Pour les Israéliens, c’était l’attaque de trop et le nouveau Premier ministre, Ehud Olmert (le successeur de Sharon, victime d’un accident cérébral), déclara à ses collaborateurs qu’il allait « foutre en l’air » le Hezbollah une bonne fois pour toutes. Arik Sharon n’avait jamais hésité à employer la force, mais il était resté sceptique quant à la capacité de Tsahal de remporter une telle guerre contre les milices du Hezbollah. Olmert se laissa embobiner par les garanties de son chef d’état-major, le lieutenant général Dan

Halutz, qui avait la certitude que le Hezbollah pourrait être vaincu depuis les airs sans mettre en danger les troupes au sol. « Excepté pour un âne ici ou là avec une Katioucha sur son dos », il croyait que les chasseurs-bombardiers de l'armée de l'air réussiraient à paralyser suffisamment l'organisation pour l'empêcher de frapper en Israël.

C'était une erreur fatale qui coûta cher à Israel et mit fin à la carrière de Halutz[42]. Bien que le bombardement aérien des positions du Hezbollah lui ait infligé d'importants dommages, son réseau de bunkers, de lance-roquettes et de systèmes de communications camouflé tint bon. Israël en savait très peu sur ce dispositif qu'il appelait « les réserves naturelles », mis en place sous la supervision de Hassan al-Laqis sur ordre d'Imad Moughniyeh en recourant à des équipements avancés reçus d'Iran et de Syrie. Les roquettes du Hezbollah continuaient de pleuvoir sur le nord d'Israël. Par la suite, le 29 juillet, l'Armée de défense d'Israël lança une offensive terrestre aussi hésitante qu'inefficace[43]. Elle détruisit quelques positions du Hezbollah mais essuya aussi de lourdes pertes avant de se replier ignominieusement deux semaines plus tard.

La campagne tout entière (qu'on appela en Israël la deuxième guerre du Liban) s'achevait sur une humiliante défaite qui n'avait atteint presque aucun de ses objectifs. La plus puissante force militaire du Moyen-Orient avait été vaincue deux fois en six ans par la même force composée de troupes irrégulières. « C'était un peu comme l'armée nord-vietnamienne après l'offensive du Têt, m'a fait observer Dagan[44]. Bien que leur offensive ait échoué et qu'ils aient subi quelques coups très violents, ils ont gagné la guerre. »

Après la signature du cessez-le-feu, Nasrallah devint le dirigeant le plus populaire du monde arabe, le seul qui depuis de nombreuses années avait affronté Israël dans une confrontation militaire dont il était sorti vainqueur.

L'État hébreu tenta de compenser son échec sur le champ de bataille par des attentats contre les chefs du Hezbollah, en premier lieu Nasrallah. « Si nous avions réussi à le supprimer, le tableau aurait été tout autre, a reconnu Halutz. Nous avons essayé, sans succès. » À trois reprises, les services recueillirent des

renseignements précis sur la localisation de leur cible. Une première fois, un bâtiment fut bombardé peu après son départ. Une deuxième fois, les bombes frappèrent véritablement l'endroit où il était mais ne réussirent pas à pénétrer les épaisses dalles de béton armé au-dessus des bunkers souterrains où il se cachait. « C'est incroyable ce qu'ils ont construit là-dessous, m'a fait Halutz. Vous frappez à un endroit et tout d'un coup vous voyez de la fumée s'échapper par un trou à l'autre bout de la rue, et vous comprenez qu'il y a un tunnel qui passe là dont vous n'aviez jamais rien su. »

D'autres tentatives de liquidation de hiérarques du Hezbollah s'achevèrent sur le même échec. Le 20 juillet, Israël tenta de fondre sur Al-Laqis en localisant son téléphone portable. Un F-16 tira un missile dans l'appartement de Beyrouth où le téléphone avait été localisé, mais il s'avéra qu'Al-Laqis l'avait laissé là avant de sortir. Son fils fut tué. « Nous n'avons pas abordé cette affaire [d'assassinats] aussi bien préparés que nous l'aurions dû », a admis Halutz[45].

En juin 2007, un an après le meurtre de quatre soldats et après avoir déclenché une nouvelle guerre, les forces du Hamas – furieuses que des membres du Fatah d'Abou Mazen contrôlent encore les institutions de l'Autorité palestinienne malgré ces victoires du Hamas – massacrèrent un grand nombre de responsables du Fatah à Gaza et s'emparèrent du territoire de la bande par la force, instaurant de facto leur propre État indépendant.

Pour l'État juif, la situation n'aurait pu être pire. Du nord au sud, il était entouré d'États et d'organisations dotés d'une puissance militaire et d'énormes budgets, contrôlés par le Front radical, alors qu'Israël était meurtri et hésitant après la capture de ses soldats et la défaite dans la guerre de 2006.

Un mois après la prise de Gaza, les principaux commandants du Front radical tinrent un sommet en secret à Damas pour discuter de leur actions conjointes futures contre l'ennemi.

L'atmosphère était festive. Le Front avait réussi à relancer une campagne d'attentats-suicides en Israël ; un dispositif de dizaines de milliers de roquettes et de missiles au Liban et dans la bande de

Gaza couvrait l'entièreté de son territoire ; le Hezbollah avait contré les tentatives de son adversaire de le détruire l'été précédent ; le Hamas avait remporté les élections de l'Autorité palestinienne et édifié son propre État à Gaza ; l'Iran et la Syrie, chacun de son côté, réalisaient d'importants progrès vers la fabrication d'une arme nucléaire. La situation, tous s'accordaient là-dessus, était la meilleure que l'axe de la « résistance » pût espérer[46].

Des responsables israéliens suivirent cette réunion à distance. Et ils élaborèrent des plans. Dagan savait que cette guerre devrait se mener dans l'ombre, qu'elle serait semée de dangers et sans limites.

34.

Tuer Maurice

Ibrahim Othman était assis à côté d'une jolie inconnue au bar d'un hôtel de Vienne. C'était un homme d'âge mûr, le crâne dégarni et les paupières tombantes, mais la jeune femme assise près de lui semblait s'intéresser à lui, ou tout au moins à sa conversation. Elle parlait français – Othman le parlait aussi ! – et elle adorait Paris et les chiens. Il lui offrit un verre et lui parla des caniches qu'il avait dans son appartement de Damas.

Othman était le directeur de la Commission syrienne de l'énergie atomique. La femme était une agente du Mossad. Les Israéliens ne savaient pas au juste quel genre de secrets détenait Othman, mais ils avaient appris qu'il serait en janvier 2007 à Vienne où il était relativement facile de conduire une opération. Ils ne considéraient pas que ce soit une intervention particulièrement décisive – ils la menaient simultanément avec plusieurs autres jugées plus importantes.

Néanmoins, pendant que l'agente au bar faisait les délices d'Othman en lui racontant des histoires de caniches, une équipe d'agents d'Arc-en-Ciel fouillait sa chambre. Une inspection préliminaire n'apporta rien d'intéressant et ils essayèrent ensuite, sans succès, d'ouvrir une lourde valise fermée à clef qu'Othman avait laissée dans la pièce. Y parvenir sans laisser de traces réclamait un peu d'efforts or, entre-temps, une équipe de

surveillance avait remarqué qu'Othman commençait à montrer quelques signes de fatigue et regagnerait bientôt sa chambre.

« J'entre. Donnez-moi le temps qui me reste », murmura le commandant. Sur ce, il quitta sa position de guetteur et entra dans la chambre pour prendre les choses en main[1]. Othman signait un chèque au bar. « Tu as environ quatre minutes », lui signala l'un des guetteurs par radio. Le Syrien remercia sa nouvelle amie, puis ils convinrent tous les deux de s'appeler dans la matinée, et peut-être de se retrouver. Othman se dirigea vers l'ascenseur. « Deux minutes, fit le guetteur par radio. Sortez tous de là. »

Dans la chambre, l'équipe d'Arc-en-Ciel venait d'ouvrir le bagage et d'entamer la copie des photos qu'il contenait, aussi rapidement que possible, sans même prêter attention à ce qu'ils copiaient. Othman était dans l'ascenseur. « Une minute avant contact », fit la voix tendue dans la radio. À présent, tout avait été photographié, et le bagage remballé et refermé. « L'ascenseur est ici. Vous sortez tout de suite ! »

Othman était maintenant dans le couloir, à trente secondes de distance, presque en vue de la porte de sa chambre. Un membre de l'équipe s'apprêtait à faire diversion en jouant les ivrognes et en renversant sur lui son verre de whisky. Mais avec quelques secondes devant eux, le reste de l'équipe sortit de la chambre et se dirigea rapidement vers l'autre bout du couloir, dans la direction opposée. « Tous sortis. Tout est OK. Désengagement », fit la voix confiante et posée du commandant.

Le matériel que l'équipe d'intervention avait copié ce jour-là ne fut pas immédiatement déchiffré. Il fallut à peu près deux semaines après le cambriolage dans la chambre d'Othman à Vienne pour que quelqu'un y jette un œil.

Ce fut à ce moment-là que les analystes découvrirent les photos du réacteur.

La Syrie tentait de construire une bombe. En fait, elle accomplissait des progrès spectaculaires en ce sens, et elle avait pourtant réussi à maintenir toute l'entreprise entièrement secrète. C'était là une situation qui ne pouvait se régler en liquidant quelques protagonistes. Cela nécessitait une action drastique d'un autre ordre.

Assez étrangement, Bachar el-Assad avait un immense respect pour le renseignement israélien, et c'était pour cela qu'il se donnait tant de mal pour l'égarer. Il était convaincu que chaque message transmis en Syrie par des moyens électromagnétiques – téléphone, portable, fax, SMS, mail – était intercepté par les services de l'adversaire. « Il croyait vraiment que chaque fois que Moustapha appelait Mohammed, Moishele les écoutait, ironisait un officier de l'Unité 8200. Et il n'était pas forcément dans l'erreur[2]. »

Afin de minimiser les risques, Assad avait ordonné au général Mohammed Sleiman – son officier de liaison avec le Front radical – de monter une armée de l'ombre, indépendante du reste de la hiérarchie de la défense. Les plus hautes instances civiles et militaires, y compris le chef d'état-major et le ministre de la Défense, furent tenues dans l'ignorance. Sleiman ordonna que toutes les communications importantes ne soient transmises que sur papier, sous enveloppes cachetées à la cire, par un réseau de coursiers à moto. Cette régression volontaire par rapport à l'ère électronique porta ses fruits. L'organisation demeura plusieurs années totalement invisible au renseignement israélien[3].

Le plus grand secret de Sleiman était caché dans le district aride de Deir al-Zor, au fond d'un canyon encaissé situé à quelques kilomètres des rives de l'Euphrate, dans le nord-est de la Syrie. Depuis 2001, il supervisait la construction d'un bâtiment destiné à abriter un réacteur nucléaire que la Syrie avait acheté à la Corée du Nord, grâce à des financements iraniens[4]. Ce réacteur permettrait aux Syriens de produire le plutonium d'une bombe atomique qui, croyait Assad, lui apporterait la parité stratégique avec Israël.

Sleiman n'avait pas ménagé ses efforts pour dissimuler le site aux regards – mais Othman était l'une des rares personnes auxquelles il se fiait. L'ingénieur était au courant de l'existence du réacteur et il avait laissé des dossiers à ce propos dans sa mallette. À présent, les Israéliens étaient au courant, eux aussi.

Quand le Mossad mit la main sur ces éléments, en janvier 2007, le directeur Meir Dagan était en passe de devenir le principal conseiller en matière de défense et de stratégie d'Ehud Olmert. Lorsque ce

dernier décida de partir en guerre contre le Hezbollah, en juillet 2006, Dagan s'était farouchement opposé au plan du chef d'état-major Dan Halutz pour venir à bout de la milice chiite au moyen d'attaques aériennes, et il en fit part au cabinet. « Je connais le Liban, je connais le Hezbollah et sans troupes au sol à grande échelle, ça ne marchera pas. » Plus le temps passait, plus les inquiétudes de Dagan se confirmaient, et plus Olmert devenait attentif à ses avis[5].

Le directeur était un homme qui savait lire dans le cœur des autres et c'était aussi un expert en relations publiques. Il faisait part des détails les plus juteux des opérations au Premier ministre qui était captivé par ses récits, par ce monde de l'espionnage et des opérations spéciales. Après avoir perdu toute confiance en Tsahal et toute idée de campagnes militaires ouvertes, il accorda de plus en plus de pouvoir à son maître espion pour le laisser mener sa guerre de l'ombre contre le Front radical. « Je croyais en Meir, m'a-t-il confié. Il lui fallait mon soutien afin de pouvoir approuver les idées folles qu'inventait son agence[6]. »

La découverte du réacteur était un succès de plus à l'actif de Dagan – d'autant plus qu'aucune autre agence de renseignement, y compris celles des États-Unis, n'avait été capable de dénicher cette prise de choix –, mais surtout parce que c'était un grave motif d'inquiétude[7]. La nouvelle que le principal ennemi de la nation se trouvait à un stade avancé d'un programme d'armes nucléaires au sujet duquel on ne savait absolument rien se propagea instantanément dans toute la communauté israélienne du renseignement. « Meir est venu me voir avec ces documents [les photos prises dans la chambre d'Othman], se rappelait Ehud Olmert, et ce fut comme un séisme. J'ai compris qu'à compter de ce moment, rien ne serait plus comme avant[8]. »

Peu après, Olmert envoya Dagan en informer le conseiller à la sécurité nationale américain, Stephen Hadley, et le directeur de la CIA, Michael Hayden.

En cet instant où un ascenseur le conduisait au septième étage du siège de la Central Intelligence Agency à Langley, il était déjà

familier des lieux et il venait en visiteur apprécié[9]. Personne n'ignorait qu'il s'entendait à merveille avec Hayden : « Il savait aller droit au but, c'était un officier de renseignement jusqu'à la moelle et il écoutait ce que j'avais à lui proposer. » Quant à Hayden, il jugeait son interlocuteur « direct, avec son franc-parler, d'une honnêteté sans fard, sans prétention, sincère et très informé ».

Les deux hommes nouèrent des relations de confiance d'un niveau sans précédent entre les agences de renseignement des deux nations, entamant une ère de coopération approfondie[10]. Hayden qualifiait cette relation de complémentaire : « Nous sommes gros, nous sommes riches, nos technologies sont sophistiquées et nous avons une vision planétaire », alors que les Israéliens sont « petits, focalisés sur leurs cibles, brillants sur le plan de la culture et du langage et pertinents par rapport aux objectifs » – il désignait par là le terrorisme jihadiste et les tentatives des pays du Moyen-Orient de développer des armes de destruction massive.

Chaque fois que le maître espion se rendait à Langley, il apportait avec lui des informations sensibles et des suggestions d'opérations conjointes parfois très imaginatives. Pourtant, lors de cette entrevue d'avril, le très expérimenté Michael Hayden ne s'attendait pas lui-même à une telle bombe[11]. « Dagan s'est assis, il a ouvert sa mallette et en a sorti ses tirages couleur des clichés du réacteur de Deir al-Zor. »

Le visiteur consacra un long moment à examiner ces documents avec son homologue en lui demandant si ses experts voyaient les choses du même œil que les analystes israéliens. Dagan avait aussi conscience de ce que, malgré les capacités du Mossad en Syrie, son agence ne détenait presque aucune information sur ce qui se passait chez l'autre partenaire de cet accord nucléaire avec Damas, à Pyongyang. Il demanda donc à Hayden de prendre les éléments d'informations qu'il lui avait apportés et de « les relier à ce que la CIA savait de la Corée du Nord sur un plan plus général ».

Le lendemain matin, Hayden se rendit à la Maison-Blanche pour rencontrer le président George W. Bush. Alors que les autres participants et lui-même attendaient l'arrivée du président, il se pencha vers le vice-président Dick Cheney, qui était depuis

longtemps d’avis que Damas tentait de se procurer des armes atomiques, et lui chuchota : « Vous aviez raison, monsieur le vice-président[12]. »

Bush acheva la réunion sur deux instructions claires mais contradictoires en pratique : « Point numéro un : en être sûr. Point numéro deux : aucune fuite. » Hayden regagna Langley en se demandant comment confirmer l’information israélienne sans divulguer la nouvelle autour de lui. « Il est certain que vous avez intérêt à impliquer vos équipes, mais cela accroît le risque d’éventer le secret. »

En tentant de concilier ces deux impératifs, la CIA et d’autres agences américaines entamèrent « un travail intense de plusieurs mois pour confirmer et corroborer l’information qu’Israël nous avait fournie sur le réacteur et réunir davantage de précisions auprès de nos propres sources et par nos propres méthodes ». Les conclusions de l’équipe conjointe Pentagone-CIA-NSA tombèrent en juin et n’étaient pas moins préoccupantes que celles des Israéliens. « Nos spécialistes du renseignement sont convaincus, écrivait l’équipe, que ce site est en fait un réacteur nucléaire du même type que celui que la Corée du Nord a construit par ses propres moyens sur ses installations nucléaires de Yongbyon. […] Nous avons de bonnes raisons de croire que ce réacteur n’est pas destiné à des fins pacifiques[13]. »

Les États-Unis s’étaient engagés à assurer la sécurité d’Israël, et Olmert voulait voir cet engagement honoré – il souhaitait que des forces américaines détruisent ce réacteur[14]. Les délais constituaient aussi un problème. Les experts du centre de recherche nucléaire de Dimona indiquaient qu’au vu des clichés, le chantier de l’usine syrienne était très proche de l’achèvement. Ils estimaient qu’elle serait en fonction dans les six mois et que s’ils attendaient tout ce temps pour la bombarder, cela provoquerait une pollution radioactive et une catastrophe environnementale.

Au plan opérationnel, c’était pour l’US Air Force une mission relativement simple. Une escadrille de bombardiers furtifs B-2 pourrait détruire les installations sans difficultés particulières. Cependant les experts de la CIA au Moyen-Orient estimaient qu’une

mission américaine de bombardement dans la région représenterait un danger majeur.

« Mes analystes se veulent très prudents », expliqua Hayden à Dagan, au cours de ce qu'il qualifia d'« une des conversations les plus directes que j'aie jamais eues avec lui ». La famille Assad, continua le directeur de la CIA, lui rappelait la famille Corleone dans *Le Parrain*. Quand Sonny se fait mitrailler, le *don* le fait remplacer par le talentueux Michael. Quand Basel Assad trouva la mort dans un accident de la route, « Hafez dut se résoudre à choisir Fredo/Bachar », connu à la CIA pour être « un as du mauvais calcul en série[15] ».

« Après son retrait du Liban [2005], Assad ne pourrait supporter un autre affront, continua Hayden. Par faiblesse, il serait contraint d'étaler sa force et de déclarer une guerre en représailles[16]. »

Dagan était d'un avis diamétralement opposé[17] : « Il fallait considérer la chose du point de vue d'Assad, soutenait-il. D'un côté, il avait toujours désiré l'égalité stratégique avec Israël et, par conséquent, mettre la main sur l'arme atomique. De l'autre, Bachar el-Assad avait toujours préféré ne pas nous affronter directement. Qui plus est, s'il partait en guerre après ce bombardement, cela révélerait l'existence de ces installations nucléaires – qu'il avait construit une usine atomique en violation de sa propre signature du Traité de non-prolifération, dont même ses alliés russes n'étaient pas informés et dont ils ne seraient à l'évidence guère heureux d'apprendre l'existence. Si nous devions attaquer secrètement et tout maintenir sous couverture, sans rien rendre public et sans le mettre en porte à faux, Assad ne tenterait rien. »

La décision finale fut prise lors d'une réunion avec le président. En raison de son niveau de secret élevé, elle se tint non pas dans l'aile Ouest de la Maison-Blanche, mais dans le Bureau Ovale Jaune de l'aile privée, afin qu'elle ne soit pas inscrite dans le registre public des rendez-vous présidentiels[18].

Seul le vice-président Dick Cheney était en faveur d'une attaque américaine, affirmant que les États-Unis se devaient de le faire pour

envoyer un message fort non seulement à la Syrie et à la Corée du Nord, mais aussi à l'Iran.

La secrétaire d'État Condoleezza Rice reconnaissait que le réacteur syrien constituait « une menace existentielle » pour Israël, mais elle ne pensait pas que les États-Unis soient appelés à s'en mêler[19]. Hayden signifia clairement que le réacteur en était à un stade avancé de sa construction, mais que la Syrie était encore loin de se procurer une bombe atomique.

Déjà enlisé dans deux guerres en pays musulmans, Bush conclut : « Ce que Mike [Hayden] vient de me décrire ne constitue pas un danger imminent, donc nous ne le ferons pas[20]. »

Israël ne pouvait compter que sur ses propres forces[21].

Des armes atomiques entre des mains syriennes représenteraient sans nul doute une menace existentielle pour Israël. Mais les analystes de l'AMAN étaient d'accord avec Hayden et avertirent Olmert qu'attaquer la Syrie sans aucune provocation directe de cette dernière au préalable risquerait de conduire à une réaction militaire forte de la part d'Assad. Quant à Dagan, il préconisait de bombarder le site immédiatement, avant l'activation du réacteur. « L'État d'Israël ne peut tolérer qu'un pays avec lequel il est en guerre détienne des armes atomiques », martela-t-il.

Il avait pris un pari de taille. S'il avait tort, une guerre ouverte avec la Syrie s'achèverait sans doute malgré tout sur une victoire israélienne, mais coûterait des milliers de vies. Pourtant, malgré des risques énormes, grâce à son charisme, son assurance et ses succès passés, sa position l'emporta.

À trois heures du matin, jeudi 6 septembre, des dizaines de chasseurs décollèrent de la base aérienne de Ramat David, dans le nord d'Israël, à environ vingt-cinq kilomètres au sud-ouest de Haïfa. Ils virèrent vers l'ouest, en direction de la Méditerranée, puis vers le sud. Ces mouvements faisaient partie d'un de leurs exercices de routine d'évacuation de la base, bien connus des services de renseignement arabes qui suivaient les mouvements de l'armée de l'air israélienne. Rien à signaler. Mais cette fois, les planificateurs de

l'exercice s'étaient organisés pour délibérément égarer les contrôleurs qui surveillaient ces manœuvres sur leur écrans radars à Damas.

Quelque part au-dessus de la mer, un groupe de sept chasseurs F-151 rompit la formation et se détacha pour prendre la direction opposée – cap au nord. Les équipages connaissaient la localisation exacte des cibles qu'ils devaient détruire et leur nature précise. L'importance de leur mission leur avait été communiquée par leur commandant juste avant le décollage. Ils volèrent très bas, le long de la côte méditerranéenne, puis au-dessus de la Turquie, avant de pénétrer dans l'espace aérien syrien. À une distance de quarante-huit kilomètres, ils lancèrent vingt-deux missiles sur les trois sites du complexe nucléaire.

Les Syriens furent pris complètement par surprise. Leurs systèmes de défense aérienne ne détectèrent rien avant que les missiles n'aient été tirés, ce qui ne laissait plus le temps d'évacuer les sites. Quelques missiles antiaériens furent lancés, mais les avions d'attaque étaient déjà loin.

Peu après, les satellites américains et israéliens en orbite stationnaire au-dessus de la Syrie transmirent des images de la destruction totale des installations. Olmert envoya un message secret à Assad par l'intermédiaire du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, lui signifiant que s'il réagissait avec retenue, Israël éviterait de rendre le raid public. Cela épargnerait à la Syrie l'embarras de révélations sur ses agissements en violation flagrante du Traité de non-prolifération[22]. Le monde n'aurait pas non plus à savoir que Damas venait de voir l'équivalent d'années de dépenses en recherches et en technologies militaires coûteuses réduit en poussière par l'État juif – une situation qui nécessiterait presque certainement des représailles, afin de sauver la face sous une forme ou une autre. Pour toutes les parties concernées, mieux valait passer l'affaire sous silence.

Le grand vainqueur de l'opération Out of the Box, selon son nom de code, était Meir Dagan, dont l'agence avait fourni l'information qui avait révélé le programme syrien et qui, disait le directeur de la CIA,

Hayden, « s’était révélée juste, alors que mes analystes avaient eu tort[23] ».

Après le succès d’Out of the Box, Olmert dénoua encore plus les cordons de la bourse en accordant au Mossad les plus importantes enveloppes budgétaires qui lui aient jamais été affectées. Un haut fonctionnaire de l’agence le résumait ainsi : « Il n’y avait pas une seule action qui soit reportée ou annulée pour raisons financières. L’organisation connut une croissance incroyable. Tout ce que nous demandions, nous l’obtenions[24]. »

« Arik [Sharon] et Rabin étaient bien plus hésitants que moi avant d’approuver des missions », m’a glissé Olmert avec un sourire satisfait, ajoutant : « Pendant mon mandat de Premier ministre, j’ai donné mon feu vert à trois cents opérations [du Mossad], et seule l’une d’entre elles a échoué, information que nous avons aussi étouffée[25]. »

Depuis qu’il avait pris la tête de l’agence, tuer Imad Moughniyeh, le chef d’état-major du Hezbollah, constituait l’une des priorités de son directeur. Cet objectif n’était pas réservé à ses services : le renseignement et la défense avaient tenté de le supprimer depuis près de trente ans. Au cours de ces décennies écoulées, le Hezbollah était l’ennemi qui avait infligé à Israël le plus de dommages au plan opérationnel et politique et Meir Dagan jugeait qu’un homme était le principal responsable des succès de cette milice[26]. « Moughniyeh, disait-il, est à lui seul la combinaison d’un chef d’état-major et d’un ministre de la Défense. [Le secrétaire général] Nasrallah a beau en être le dirigeant politique, il n’est ni un commandant militaire ni l’homme qui traite de tous les accords concrets passés avec les Syriens et les Iraniens. Nasrallah est tout au plus celui qui dit “oui”. »

Moughniyeh était en réalité un fugitif de calibre international, qui figurait tout à fait en tête de la liste des individus les plus recherchés dans quarante-deux pays. Des dizaines de nations avaient émis des mandats d’arrêt contre lui et le FBI offrait une récompense de 25 millions de dollars pour toute information conduisant à sa capture. Au Liban, dans les années 1980, il avait tué des centaines

d’Américains lors d’attentats à la bombe et il avait enlevé et torturé à mort plusieurs hauts fonctionnaires des États-Unis. « Les Américains n’oublient pas, commentait Dagan. Ils font figure de libéraux » – en Israël, « libéral » est aussi synonyme d’indulgence et de clémence – « mais ils sont loin de tout cela. »

Le problème, c’était que le personnage restait introuvable. Moughniyeh était un fantôme. Il avait conscience que les agences de renseignement occidentales avaient investi d’immenses ressources pour le localiser, aussi consacrait-il des efforts non moins immenses à leur échapper – en utilisant des faux papiers d’identité même à l’intérieur du Liban, en limitant ses contacts à un petit cercle fermé de membres de sa famille et de collaborateurs de confiance et en recourant à des mesures extrêmes pour sécuriser ses communications.

Or, en juillet 2004, après qu’un officier du commandement du Hezbollah, Ghaleb Awwali, eut trouvé la mort dans l’explosion de sa Mercedes, l’organisation avait réalisé un film à sa mémoire qui fut projeté lors de plusieurs assemblées internes. Le Mossad s’en procura un exemplaire et, en décembre, le montra à un groupe d’experts de l’Unité 8200 et de l’agence. Lors d’une séance qui dura toute une nuit, ils scrutèrent ces images dans l’espoir d’apprendre de nouvelles informations détaillées sur ce groupe de l’ombre.

Tard dans la nuit, alors que tout le monde était réuni dans une salle du quartier général de l’agence, les yeux rivés sur l’écran, l’un des officiers de la 8200 s’exclama : « C’est lui. C’est Maurice[27]. »

Maurice : le nom de code de Moughniyeh.

L’image à l’écran montrait Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, vêtu de sa robe brune de religieux et coiffé de son turban noir, contemplant le très grand écran d’un très gros ordinateur où s’affichait une carte. En face de lui un homme debout, le visage presque entièrement dissimulé, mais qui apparut quelques fractions de seconde aux regards lorsqu’il se déplaça : barbu, lunetté, en uniforme et casquette couleur camouflage, pointant du doigt différents endroits sur la carte. Cet homme était Imad Moughniyeh.

Enfin, ils tenaient un semblant de piste. Au cours des journées qui suivirent, diverses idées furent envisagées, notamment celle de

tenter de retrouver la trace du vidéaste afin de le recruter comme agent ou de monter une société-écran pour la fourniture d'appareils comme cet ordinateur dont se servait la cible, qui pourrait être piégé et mis à feu quand Moughniyeh se trouvait à proximité.

Dagan tua tous ces plans dans l'œuf. Le Mossad n'était pas encore prêt. « Ne vous inquiétez pas, assura-t-il à son équipe. Son heure viendra. »

La percée décisive survint grâce à la persistance et à l'inventivité d'Aharon Zeevi-Farkash, chef de l'AMAN. L'ancien commandant de l'Unité 8200 avait poussé au développement de méthodes de plus en plus variées pour accentuer la pénétration profonde SIGINT chez l'ennemi. Ensemble, Zeevi-Farkash à la tête de l'AMAN et Dagan à celle du Mossad mirent sur pied un nouveau système opérationnel intitulé HUGINT, combinaison d'HUMINT (le renseignement humain) et SIGINT (le renseignement technologique) – en d'autres termes, un moyen d'employer les agents du Mossad afin d'améliorer les capacités de l'Unité 8200 à intercepter les messages de l'ennemi, et vice versa.

L'un des développeurs des méthodes de l'HUGINT, Yossi Cohen (directeur du Mossad au moment où j'écris ces lignes), connu de ses collègues sous le sobriquet de « le Modèle » en raison du soin qu'il accorde à ses tenues et à son allure. En 2002, il fut nommé à la tête du département Opérations spéciales de Tsomet, la division de recrutement des agents. Il était considéré comme l'un des plus brillants recruteurs de l'histoire des services, l'un des rares qui ait jamais réussi à pénétrer le Hezbollah et le corps des Gardiens de la Révolution islamique et à recruter des agents dans leurs rangs. Alors qu'il était sous couverture, sous les identités d'emprunt de divers hommes d'affaires européens, il fut en mesure de puiser dans sa vaste culture générale et sa perception de la nature humaine pour enrôler un nombre important de sources, perfectionnant ainsi la méthodologie HUGINT tout au long de ce processus. En gage de reconnaissance de ses hauts faits, il s'est vu décerner le Prix de la sécurité, la plus haute distinction honorifique du pays, récompensant l'excellence en matière de défense.

En 2004, Dagan le nomma chef des opérations iraniennes. Grâce à des agents de Cohen et à l'HUGINT, l'Unité 8200 réussit à percer une partie des systèmes de communications de l'État iranien, permettant à Israël de pénétrer plus en profondeur le très dense réseau de communications entre les commandants du Front radical. Cela généra davantage d'informations sur Moughniyeh : un surcroît d'indices, de communications informatiques interceptées et d'appels sur cellulaire écoutés, et d'agents qui avaient entendu ou vu des informations pertinentes[28].

Les hommes à la tête du Front radical, finirent par apprendre les Israéliens, préféraient tenir leurs réunions à Damas où ils se sentaient en sécurité, sous la protection des services secrets syriens. Après la victoire du Hezbollah dans la guerre de 2006, Moughniyeh pensait que l'État juif allait redoubler d'efforts pour les tuer, Nasrallah et lui. Il entoura donc le secrétaire général d'un cordon d'élite de gardes du corps, le convainquit de ne faire aucune apparition en public ou en direct à la télévision et de passer autant de temps que possible à l'intérieur du bunker de commandement du Hezbollah, dans les sous-sols du quartier de Dahiya, à Beyrouth.

Quant à lui, il se transporta de Beyrouth à Damas, pour des raisons de sécurité – il se sentait plus protégé dans une ville sous le contrôle des services syriens, réputés pour leur dureté et leur professionnalisme – et parce qu'il conduisait l'essentiel de ses affaires depuis la capitale alaouite[29].

Malgré la très forte protection de l'« armée de l'ombre » du général Sleiman, « Moughniyeh ne s'est pas montré subitement moins prudent à Damas », observait Dagan. Il autorisa seulement un cercle restreint à être informé de son départ pour Damas et ils étaient encore moins nombreux à savoir où il habitait, comment il se déplaçait et quel nom était imprimé sur son faux passeport.

Néanmoins, Israël parvint à introduire un agent dans cette garde rapprochée autour de Sleiman et « c'est à Damas que nous avons fini par en apprendre davantage sur son compte que lorsqu'il était à Beyrouth », se rappelait-il.

Damas demeurait malgré tout la capitale d'un pays cible et, à égalité avec Téhéran, l'endroit le plus dangereux où opérer pour un

agent des services[30]. Il était clair que les nombreuses allées et venues d'agents nécessaires à la planification et à la préparation d'une opération les exposeraient à trop de surveillance, en dépit de la qualité de leur couverture. Et du fait de l'extrême sensibilité de l'information Dagan jugea cette fois qu'il ne pouvait pas utiliser d'informateurs arabes.

Aussi préféra-t-il une fois de plus ignorer une règle stricte longtemps restée immuable – il s'adressa à un autre pays pour se faire aider dans un assassinat[31]. Il s'invita à une autre entrevue avec Michael Hayden.

La CIA est sous le coup d'une interdiction d'exécuter ou de seconder des opérations d'assassinat, en application de l'ordre exécutif présidentiel numéro 12333. Si les deux nations jugeaient l'une et l'autre admissible de tuer des adversaires, elles se plaçaient dans des contextes juridiques différents. En temps normal, les États-Unis ne prenaient pas part à une exécution dans un pays avec lequel l'Amérique n'était pas en guerre ou engagée dans un conflit armé[32].

En fin de compte, les conseillers juridiques de la CIA proposèrent une solution qui rendrait légal de frapper Moughniyeh en Syrie – fondée sur le principe de la légitime défense puisque l'intéressé envoyait ses hommes de Syrie en Irak afin d'inciter les milices chiites à y mener des attaques terroristes contre les troupes américaines[33].

Le président Bush satisfit ainsi à la demande d'assistance de Meir Dagan[34], mais uniquement à la condition que le secret soit préservé, que seul Moughniyeh soit tué et que ce ne soient pas les Américains qui se chargent de l'exécution proprement dite[35]. Le Premier ministre Ehud Olmert s'en porta personnellement garant auprès du président. (Même des années après les faits, Hayden refusa de dire quoi que ce soit au sujet de l'implication des États-Unis.)

Washington possédait encore une ambassade active à Damas et des hommes d'affaires américains pouvaient entrer en Syrie et en sortir librement. Cela permit à la CIA, avec l'aide de la NSA,

d'envoyer ses propres personnels sur place et de recourir à des agents locaux pour mener cette mission à bien.

Ainsi que me l'exposait l'un des commandants de l'opération, « c'était une opération multi-forces de proportions gigantesques, avec des ressources vertigineuses investies par les deux nations et, à ma connaissance, les plus fortes sommes jamais dépensées pour tuer un seul individu[36] ».

Avec l'aide fournie par les Américains, Moughniyeh finit par être repéré. Les agents découvrirent qu'il rencontrait souvent ses camarades du Front radical dans divers locaux de leurs services de renseignement : des immeubles de bureaux fortement gardés par des policiers et des soldats syriens, des lieux sûrs protégés par des gardes en civil. Ils s'aperçurent aussi qu'il rendait régulièrement visite à de jolies femmes que Sleiman lui procurait pour son agrément et ses moments de détente.

Moughniyeh n'emmenait jamais ses gardes du corps avec lui lors de ces visites à ces femmes, ce qui l'exposait à la surveillance et aux activités opérationnelles de ses adversaires dans un endroit qui n'était pas sous son contrôle. Il s'agissait là d'« une importante erreur en matière de sécurité sur le terrain », d'après l'un des commandants de l'opération. « Au bout du compte, après tant d'années, même les hommes les plus prudents pèchent par excès de confiance, trop convaincus que rien ne peut leur arriver[37]. »

Malgré cela, en cas d'intervention dans l'un de ces endroits, il serait très difficile pour les Israéliens de tenir leur promesse aux Américains de n'atteindre personne d'autre que leur homme, sans mentionner les risques énormes que devraient courir les agents concernés.

Les planificateurs du Mossad proposèrent diverses idées, mais toutes furent écartées. Il ne restait qu'une seule possibilité véritable : frapper la cible sur son trajet d'un site à un autre. Il subsistait néanmoins plusieurs difficultés de taille. Ils ne savaient pas encore précisément comment ils seraient en mesure de le suivre et de l'éliminer tandis qu'il circulerait en voiture ou à pied, car il était presque constamment accompagné de gardes du corps et empruntait des itinéraires différents pour chacun de ses

déplacements, ce que le Mossad ne pouvait prévoir. On ne savait pas non plus clairement comment les opérateurs seraient capables de prendre la fuite avant que les aérodromes et les ports ne soient alertés et fermés.

Les délibérations se prolongèrent des mois, Dagan rejetant ces plans les uns après les autres. Ensuite, en novembre 2007, l'un des experts en technologie de l'agence, « Nutcracker » (Casse-Noisettes), se présenta au bureau du directeur avec une proposition d'opération qui éliminerait Moughniyeh au moyen d'une bombe mise à feu à distance[38]. Ce type de bombe était censé ne tuer que lui, sans dommages collatéraux, et donnerait aussi assez de temps aux agents pour s'échapper. Dagan se dit prêt à donner son feu vert à ce plan, non sans juger ses chances de succès très minces.

Le plan de Nutcracker partait du principe élémentaire qu'il serait impossible de suivre l'homme partout dans Damas ; il faudrait donc plutôt trouver un moyen de placer l'engin explosif dans un objet qu'il tenait souvent, physiquement, près de lui. Un téléphone portable comme celui qui avait eu raison de Yahiah Ayache, « l'Ingénieur », en 1995 était toujours une option, mais elle fut écartée parce que leur cible en changeait régulièrement. L'unique objet qu'il utilisait constamment était son véhicule, à l'époque un luxueux Mitsubishi SUV Pajero couleur argent.

L'agence savait que Moughniyeh et ses gardes du corps examinaient fréquemment l'intérieur et le dessous de caisse du véhicule afin de vérifier si on y avait touché. Mais il y avait un emplacement qu'ils ne contrôlaient jamais : le couvre-roue de secours fixé à l'arrière, sur le hayon. Avec l'aide américaine, les composants d'un engin explosif sophistiqué furent introduits en Syrie, ainsi qu'un couvre-roue identique à celui de son Mitsubishi.

Après des mois de préparatifs et de surveillance méticuleuse, début janvier 2008, des agents du Mossad réussirent à s'approcher du 4 × 4 en stationnement pendant que le chef du Hezbollah rendait une visite nocturne à l'une de ses maîtresses. Ils retirèrent la roue de secours et remplacèrent le couvre-roue par un autre, qui renfermait la bombe. Ils y implantèrent aussi plusieurs caméras

miniatures et un émetteur, afin que les agents présents à Damas puissent surveiller ce qui se passait autour du véhicule.

Les experts en explosifs certifiaient que si l'engin était mis à feu juste à l'instant où il était sur le point de monter dans sa voiture, l'onde de choc le tuerait[39]. Mais afin d'en être totalement sûrs, ils suggérèrent que la bombe éclate quand le Mitsubishi serait garé à côté d'autres véhicules, pour que la déflagration ricoche sur les carrosseries voisines et cause beaucoup plus de dégâts.

Durant six longues semaines, l'équipe action suivit l'individu en transmettant ses rapports à une salle d'opérations isolée du reste du Mossad où seuls quelques intervenants triés sur le volet étaient autorisés à entrer. Chaque fois – à trente-deux reprises au total –, les conditions étaient presque réunies, mais chaque fois l'opération fut annulée à la dernière seconde : la cible était accompagnée de quelqu'un d'autre, des tierces personnes étaient présentes à proximité, ou alors il était monté en voiture trop vite – la bombe ne serait efficace que s'il se trouvait encore à l'extérieur[40].

Le matin du 12 février, les agents le virent approcher de son Mitsubishi avec un autre homme. « Hé, regardez, c'est Suleimani », s'exclama l'un des contrôleurs. Suleimani, homme fort des Gardiens de la Révolution islamique, était appuyé au 4 × 4, tout près de la cible. Il était clair en les voyant discuter (il n'y avait pas de retour son) que les deux hommes étaient en termes très amicaux. L'excitation née de l'opportunité de tuer les deux d'un coup s'empara de la salle. Mais il leur fallait d'abord un accord. Dagan était à son domicile, à Rosh Pina, où il portait le deuil de sa mère, décédée deux jours plus tôt. Mais « I », l'officier du Mossad commandant l'opération, le contacta néanmoins et ce dernier appela à son tour Olmert. Le Premier ministre refusa de les laisser faire[41]. La promesse explicite au président des États-Unis était sans équivoque – tuer Moughniyeh, et rien que Moughniyeh.

Le même jour, vers vingt heures trente, Moughniyeh arriva devant un lieu sûr dans le quartier huppé de Kafr Sousa, à Damas, à quelque centaines de mètres de l'un des plus importants quartiers généraux du renseignement syrien. Il rencontra plusieurs collaborateurs du général Sleiman et deux officiers du Hezbollah et,

vers vingt-deux heures quarante-cinq, s'éclipsa de la réunion avant qu'elle ne soit achevée. Il sortit du bâtiment, seul cette fois, et se dirigea vers son 4 × 4 sur le parking. Il se glissait entre son véhicule et un autre garé à côté quand, juste avant qu'il n'ouvre la portière, l'ordre d'exécution fut donné[42].

La bombe explosa. Imad Moughniyeh, un fantôme pendant trente ans, avait enfin cessé de vivre[43].

Les Syriens étaient sous le choc. Un combattant et un maître tacticien qui depuis trois décennies avait réussi à échapper aux ressources du renseignement et des armées d'Israël, des États-Unis et de quarante autre pays, venait d'être assassiné littéralement au pied du quartier général de leurs services de renseignement – quelques vitres du bâtiment avaient même été fracassées par l'explosion.

« Pensez un peu à l'effet sur les Syriens, m'a fait Dagan. En plein cœur du site le mieux gardé de Damas. Pensez un peu à l'effet sur Assad, sur le Hezbollah, quand ils s'aperçoivent que même en plein Damas, ils ne sont pas en sécurité[44].

« Cela donne à l'adversaire le sentiment d'une pénétration totale du renseignement, le sentiment que vous savez tout, tant de l'organisation visée que du pays hôte », a-t-il ajouté.

Le président Assad se rendit compte de l'ampleur du désastre et voulut se distancier le plus possible de toute l'affaire. Il envoya des condoléances à Nasrallah, mais suggéra qu'aucune mention de l'attaque ne soit faite en Syrie. Il envisagea même que l'épave du 4 × 4, avec le corps placé dedans, soit expédiée de nuit à Beyrouth afin de donner l'impression que la victime était morte là-bas.

Nasrallah refusa. Il était furieux que les Syriens n'aient pas su veiller sur son camarade. Certains cadres du Hezbollah – ainsi que l'épouse du défunt – accusèrent même Damas, à tort, d'avoir trempé dans son exécution[45]. Assad fut contraint d'opposer un démenti et de se confondre en excuses à maintes et maintes reprises. Nasrallah émit des ordres pour qu'aucun représentant du pouvoir syrien ne soit invité aux funérailles, à Beyrouth.

Ces funérailles se déroulèrent sous une pluie diluvienne[46]. Le cortège funèbre chiite croisa un autre cortège de sunnites qui venaient de prendre part à une cérémonie en l'honneur de leur chef bien-aimé, Rafik Hariri, lui-même mis à mort sur ordre de Moughniyeh exactement trois ans auparavant. Ainsi va la vie au Liban.

Des milliers de partisans parvinrent à s'entasser dans un vaste hangar au sud de la capitale où le Hezbollah organisait à l'occasion ses plus grandes réunions publiques. Des dizaines de milliers d'autres durent rester à l'extérieur. Le cercueil fut porté vers l'estrade tandis que ses partisans tendaient la main, tentant de le toucher, de recevoir sa bénédiction, d'être honorés par sa sainteté au terme de son dernier voyage. Une garde d'honneur de miliciens du Hezbollah en uniforme kaki flanquaient le cercueil sur l'estrade où avaient pris place les chefs de l'organisation, la mine sombre, vêtus de leurs robes noires. Sur les murs et dans les mains des participants, des milliers d'affichettes avec la dernière photographie du personnage que l'on n'avait été autorisé à montrer que maintenant, après sa disparition. La légende était rédigée en ces termes : « Le grand héros et martyr. » La foule criait son chagrin et son désir de vengeance.

Fidèle aux souhaits de son défunt camarade, Nasrallah resta dans son bunker et ne fit aucune apparition à l'enterrement. Des écrans géants retransmirent son éloge funèbre à la foule, à l'intérieur et à l'extérieur du hangar. En des termes solennels, il chanta les louanges de son compagnon le plus valeureux, « qui a consacré sa vie au martyr, mais a attendu de nombreuses années avant de devenir martyr à son tour ».

Il mentionna l'assassinat de son prédécesseur au secrétariat général, Abbas Moussaoui, dont la disparition n'avait fait que renforcer la résistance et réservé encore davantage d'humiliations à Israël. « Les Israéliens ne se rendent pas compte de ce que le sang du cheikh Abbas a fait pour le Hezbollah, l'union émotionnelle et spirituelle que cela nous a procurée, s'écria-t-il. Faisons savoir au monde, et sous ma responsabilité, que [avec Moughniyeh devenu

shahid] nous venons de marquer dans l'histoire le début de la chute de l'État d'Israël. »

La foule réagit : « Nous sommes à ton service, ô Nasrallah. »

Il acheva sur une menace. « Sionistes, vous avez franchi les frontières. Si vous voulez une guerre ouverte » – une guerre hors des frontières d'Israël et du Liban – « que ce soit une guerre ouverte partout[47]. »

Nasrallah et les Iraniens nommèrent au moins quatre personnages pour assumer les fonctions de Moughniyeh. En revanche, la guerre ouverte ne vit jamais le jour. La même pénétration du renseignement qui avait permis de placer une bombe sur le 4 × 4 du chef du Hezbollah permit aussi à l'État hébreu de stopper toutes les attaques planifiées par l'organisation. Une seule réussit, celle d'un kamikaze qui se fit sauter près d'un bus plein de touristes israéliens en Bulgarie, tuant six personnes et en blessant trente.

Après sa mort, les légendes entourant le personnage se vérifièrent. « Ses capacités opérationnelles étaient plus grandes que celles de tout le quatuor réuni qui l'a remplacé », observait Dagan[48]. Son absence était particulièrement perceptible dans l'inaptitude de l'organisation à réagir à l'assassinat. « S'il avait été là pour venger sa propre mort, a observé un officier de l'AMAN, la situation aurait sans doute été complètement différente. Heureusement pour nous, il n'était plus là[49]. »

En moins de six mois, le général Sleiman avait perdu un site nucléaire qu'il avait réussi à tenir secret pendant cinq ans et un proche confident et allié qui avait trompé la mort pendant des décennies. Humilié et furieux, il ordonna que des missiles Scud armés de têtes chimiques soient préparés pour un lancement sur Israël. Il exigea qu'Assad riposte agressivement.

Le président syrien refusa. Il comprenait la fureur de son général, mais il savait aussi qu'une attaque frontale contre Israël – et pire encore une attaque chimique – n'était pas dans l'intérêt de la Syrie. Cette attitude « requérait de la discipline », observa Olmert lors

d'une entrevue avec John Boehner, le chef de la minorité républicaine à la Chambre des représentants. « Bachar n'est pas un idiot. » Il expliqua à ses proches conseillers qu'« Assad, l'homme que nous aimons tous haïr, fait preuve de modération et de pragmatisme dans sa réaction[50] ».

Comme son adversaire, Olmert fut contraint de freiner ses subordonnés, nombreux à considérer qu'il faudrait aussi éliminer le Syrien. Après tout, il s'était aligné sur les terroristes et les Iraniens. « Toutes ces histoires sur l'ophtalmologue occidentalisé libéral s'étaient révélées de purs vœux pieux, en concluait un officier supérieur de l'AMAN. Nous avons ici affaire à un dirigeant extrémiste. Et, à l'inverse de son père, il est instable, avec un penchant pour l'aventurisme. »

Le Premier ministre rejeta l'idée[51]. « C'est précisément avec cet homme que l'on peut arriver à un accord de paix », affirmait-il.

Sleiman, c'était une autre affaire.

« Sleiman était une vraie nuisance, doué d'une capacité d'organisation et de facultés manœuvrières remarquables », reconnaissait-il[52]. À bien des égards, Sleiman était le deuxième homme fort de Syrie, avec un bureau en face de celui d'Assad dans le palais présidentiel et, indiquait un rapport ultra-secret de la NSA, « la haute main sur trois domaines : les affaires intérieures syriennes concernant le régime et le parti ; les questions militaires sensibles et les questions relatives au Liban à travers lesquelles il entretenait apparemment des liens avec le Hezbollah et d'autres acteurs de la scène politique libanaise[53] ».

Cette fois, pourtant, les Israéliens savaient qu'en aucun cas les États-Unis ne s'en mêleraient[54]. Moughniyeh, qui avait tué des centaines d'Américains, c'était une chose. Un général syrien, dirigeant de haut rang d'un État souverain, c'était une tout autre affaire. De leur propre chef, les Israéliens planifièrent alors un moyen de se débarrasser de lui.

Après l'opération Moughniyeh, les dispositifs de sécurité damascènes avaient été renforcés et toute idée d'opération dans la capitale était exclue. Sleiman était étroitement gardé et

constamment escorté par un convoi de véhicules blindés, si bien que l'éventualité d'employer un engin explosif fut également rejetée. Meir Dagan dut se résigner à admettre que le Mossad aurait besoin d'être secondé et, en l'occurrence, Tsahal était prête à se charger de cette besogne[55]. La gloire que s'était attirée le Mossad après la liquidation de Moughniyeh avait attisé l'envie des chefs de l'armée de se charger de l'assassinat d'un personnage important, de sorte que « le doigt sur la détente soit celui d'un soldat, pas d'un homme du Mossad ».

Le vendredi 1er août 2008, vers seize heures, Sleiman acheva sa journée de travail au palais plus tôt que d'ordinaire et se dirigea vers le nord à bord de son véhicule dans un convoi sécurisé. Il se dirigeait vers la résidence d'été qu'il avait fait construire sur la côte méditerranéenne, près de la ville portuaire de Tartus. C'était une villa spacieuse avec un vaste patio en dalles de pierre polie, qui donnait sur la mer. Ce soir-là, le général avait invité quelques dignitaires locaux à dîner avec son épouse Rahab, ses proches conseillers et lui-même. Ils étaient servis par une brigade de domestiques et des gardes du corps veillaient évidemment sur eux.

Les convives étaient assis à une table ronde, avec une vue magnifique sur le soleil qui se couchait dans la mer. Son épouse était assise à sa gauche, son chef de cabinet à sa droite. Deux hommes fumaient des havanes de gros module.

Subitement, le général se renversa en arrière sur son siège, puis bascula vers l'avant, le visage dans son assiette. Il avait le crâne fendu en deux, Rahab était éclaboussée de fragments d'os, de débris de cervelle et de projections de sang[56]. Il avait été touché de six balles, les trois premières dans la poitrine, la gorge et au milieu du front, puis trois autres dans le dos. Il fut le seul à être touché. Il était mort avant que son visage n'ait atteint l'assiette.

En trente secondes, les deux snipers de la Flottille 13 qui avaient tiré les coups de feu de deux emplacements différents sur la plage étaient déjà remontés dans leurs Zodiac et fonçaient vers un navire militaire. Sur la plage, ils avaient laissé derrière eux de médiocres cigarettes syriennes, une manœuvre de désinformation destinée à faire passer cet assassinat pour une affaire intestine syrienne.

Pendant qu'on se livrait à des recherches effrénées dans la villa pour tenter de repérer les tireurs, le commandant des gardes du corps du général appela le palais présidentiel pour notifier à Bachar el-Assad que son plus proche conseiller venait d'être tué. Six balles, tirées depuis deux directions, et personne n'avait vu les assassins. Le président écouta et garda le silence pendant une minute. « Ce qui est arrivé est arrivé, dit-il d'une voix ferme. C'est un secret militaire de la plus haute importance. Enterrez-le, tout de suite, sans rien dire à personne. Et ce sera tout. » L'inhumation se tint le lendemain, dans le secret le plus strict.

« Ce fut le premier cas connu où Israël visait un haut responsable d'un gouvernement légitime », conclut la NSA[57].

Meir Dagan était maintenant à la tête d'un Mossad complètement différent de celui dont il avait hérité six ans plus tôt. Ce n'était plus l'institution timide déstabilisée par ses opérations bâclées et ratées : cette nouvelle agence avait infiltré l'armée de l'ombre du Hezbollah et de Sleiman, désorganisé les transferts d'armements et de technologies avancées entre membres du Front radical, tué des activistes de ce même Front et même assassiné Imad Moughniyeh, recherché depuis si longtemps.

Dagan avait aussi élaboré un plan destiné à enrayer les ambitions nucléaires de l'Iran – ce plan avait jusqu'alors démontré sa remarquable efficacité. C'était une offensive sur cinq fronts simultanés : de fortes pressions diplomatiques au plan international, des actions économiques, le soutien aux minorités et groupes d'opposition iraniens afin de les aider à renverser le régime, la désorganisation des filières de livraisons d'armes et de matières premières pour son programme nucléaire et, enfin, des opérations sous couverture, notamment le sabotage d'installations et l'assassinat ciblé d'acteurs essentiels de ce programme.

L'idée directrice de cette action intégrée, « une série d'opérations chirurgicales destinées à transformer la réalité », selon les termes de Dagan, consistait à retarder ce programme le plus possible. Ainsi, avant que l'Iran ne puisse construire une bombe atomique, soit les sanctions auraient provoqué une grave crise économique qui

forcerait les dirigeants du pays à renoncer à leur programme, soit les partis de l'opposition seraient assez forts pour renverser le gouvernement.

À l'appui de ces actions, la collaboration quadrilatérale entre la CIA, la NSA, le Mossad et l'AMAN fut enfin formalisée par un pacte de coopération entre Bush et Olmert qui comportait un dévoilement des sources et des méthodes respectives (« un striptease réciproque total », selon la formule des conseillers du Premier ministre)[58].

Les agences de renseignement américaines et le département du Trésor, avec l'unité Lance du Mossad, lancèrent une campagne de mesures économiques visant à entraver le programme nucléaire de Téhéran[59]. Les deux pays consacrèrent aussi de gros efforts à identifier les achats iraniens d'équipement destinés à ce programme, en particulier des éléments que l'Iran était incapable de fabriquer par ses propres moyens, et à empêcher les cargaisons d'atteindre leur destination. Cette tactique se maintint durant des années, sous l'administration Bush, puis celle d'Obama.

Malgré tout, les Iraniens étaient tenaces. En juin 2009, de concert avec les services américains et français, le Mossad découvrit qu'ils avaient construit un second complexe secret d'enrichissement de l'uranium, à Qom. Trois mois plus tard, le président Obama condamna fermement et publiquement l'Iran, et les sanctions économiques furent encore alourdies. Des opérations de sabotage sous couverture permirent aussi de provoquer une série de pannes dans les équipements fournis à l'Iran pour son programme nucléaire – des ordinateurs cessèrent de fonctionner, des transformateurs grillèrent, des centrifugeuses ne fonctionnaient jamais correctement. La plus vaste opération conjointe américano-israélienne contre l'Iran, sous l'intitulé « Jeux Olympiques », fut une batterie de virus informatiques dont l'un d'eux, Stuxnet, provoqua de graves dégâts aux installations d'enrichissement de l'uranium[60].

Le dernier volet du plan Dagan – l'assassinat ciblé de scientifiques – fut mis en œuvre par le Mossad seul, car son directeur avait conscience que Washington refuserait d'y participer[61].

L’agence dressa une liste de quinze chercheurs indispensables, tous cibles, surtout des membres du groupe en charge des armements, responsables du développement d’un système de mise à feu.

Le 14 janvier 2007, le professeur Ardeshir Hosseinpour, savant atomiste de quarante-quatre ans qui travaillait à l’usine d’enrichissement d’uranium d’Ispahan, mourut dans des circonstances mystérieuses. Le communiqué officiel annonçant son décès précisait qu’il avait péri asphyxié suite à « une fuite de gaz », mais le renseignement iranien était convaincu qu’il avait été victime des Israéliens.

Le 12 janvier 2010, à huit heures dix du matin, Massoud Alimohammadi sortit de son domicile du quartier aisé de Téhéran nord et marcha en direction de sa voiture[62]. En 1992, il avait obtenu un doctorat en physique des particules élémentaires à l’université Sharif de technologie, où il fut nommé maître de conférences. Plus tard, il intégra le programme nucléaire, dont il devint l’un des scientifiques les plus éminents. Lorsqu’il ouvrit la portière, une moto piégée garée à proximité explosa et le tua sur le coup.

La liquidation des savants atomistes – des fonctionnaires employés par un État souverain, qui n’étaient nullement impliqués dans le terrorisme – n’alla pas sans provoquer un débat interne dans les services[63]. Lors d’une des réunions d’approbation, dans le bureau du directeur, un officier de renseignement qui travaillait sous les ordres du directeur adjoint, Tamir Pardo, se leva et déclara que son père était un scientifique de premier plan du programme nucléaire israélien. « Si l’on applique le mode de raisonnement en vigueur ici, affirma-t-elle, mon père serait une cible légitime toute désignée. J’estime que ce n’est ni moral ni légal. » Toutes ces objections furent écartées.

Pour leur part, les Iraniens comprirent que quelqu’un procédait à l’élimination systématique de leurs scientifiques et entreprirent de les tenir sous bonne garde, surtout le chef du groupe en charge des armements, Mohsen Fakhrizadeh, considéré comme le cerveau du programme[64]. Les Iraniens postèrent des véhicules de police autour de leurs domiciles, transformant leur vie en un cauchemar et les plongeant, leurs familles et eux-mêmes, dans une profonde anxiété.

Cette série d'opérations réussies eut aussi un effet supplémentaire dont Israël ne fut pas l'initiateur, mais dont il finit par tirer grand profit : chaque membre du Front radical se mit à redouter que l'État hébreu n'ait pénétré ses rangs, et veilla donc à consacrer d'énormes efforts à localiser les fuites éventuelles et à tenter de protéger ses personnels contre le Mossad. Les Iraniens furent aussi gagnés par la terreur paranoïaque que tous les équipements et matériels qu'ils avaient acquis sur le marché noir pour leur programme nucléaire – moyennant de très fortes sommes – n'aient été infectés, et ils durent examiner et réexaminer chaque élément à l'infini. Ces mesures de précaution ralentirent considérablement d'autres aspects du programme et en bloquèrent même certains complètement[65].

Le Mossad de Meir Dagan renouait avec le Mossad de la légende, l'agence qui, depuis le début de son histoire, avait été crainte ou admirée, mais jamais tenue pour quantité négligeable. Les personnels étaient fiers de servir dans ses rangs. Son directeur y avait introduit une audace qui eût été une pure fanfaronnade si elle n'avait été d'une efficacité aussi totale et implacable.

35.

Une réussite tactique impressionnante, un échec stratégique désastreux

Mahmoud al-Mabhouh entra dans le hall de l'hôtel Al-Bustan Rotana juste avant vingt heures trente ce soir-là, un client parmi d'autres dans le flux de ceux qui entraient et sortaient. Comme eux, il fut filmé par la caméra de surveillance fixée au-dessus de l'entrée. Il avait les cheveux noirs, légèrement dégarnis, et une épaisse moustache noire. Il portait un T-shirt noir et un manteau un peu trop grand pour lui. C'était une soirée relativement froide à Dubaï, où il fait d'ordinaire très chaud.

Il était dans l'émirat depuis moins de six heures, mais il avait déjà rencontré un banquier qui l'aidait à boucler diverses transactions financières afin d'acheter des équipements de surveillance pour le compte du Hamas à Gaza. Il avait aussi rencontré son contact régulier des Gardiens de la Révolution iraniens, qui s'y était aussi rendu par avion afin de coordonner la livraison à l'organisation jihadiste de deux grosses cargaisons d'armes.

Al-Mabhouh menait quantité d'affaires à Dubaï. Quand il s'était envolé pour la petite ville-État, le 19 janvier 2010, c'était déjà sa cinquième visite en un peu moins d'un an. Il voyageait avec un passeport palestinien – l'émirat était l'un des rares endroits qui reconnaissaient les papiers d'identité émis par l'Autorité palestinienne – établi sous un faux nom et mentionnant une fausse profession. En réalité, il était cadre dirigeant du Hamas et ce depuis

deux décennies : vingt ans plus tôt, il avait enlevé et assassiné deux soldats israéliens auto-stoppeurs et, plus récemment, après que le Mossad eut éliminé son prédécesseur Izz al-Din al-Cheikh Khalil à Damas, il s'était chargé d'approvisionner les arsenaux de l'organisation.

Un homme le suivait de quelques pas dans l'ascenseur, un téléphone à l'oreille. « J'arrive », dit-il dans son portable. Al-Mabhouh pouvait l'avoir entendu, mais il ne sembla rien remarquer. Un touriste à Dubaï prévenant un ami qu'il était en chemin, cela n'avait rien d'inhabituel.

Al-Mabhouh était d'une nature extrêmement prudente[1]. Il savait que les Israéliens voulaient le tuer. « Il faut toujours être en alerte, avait-il déclaré dans une interview à Al Jazeera au printemps précédent. Et moi, Allah soit loué, on m'appelle “le renard” parce que je sens ce qu'il y a derrière moi, même ce qui se trouve derrière un mur. Dieu soit loué, j'ai un sens de la sécurité très développé. Mais nous savons quel est le prix de la voie que nous suivons, et nous n'avons aucune problème avec ça. J'espère connaître une mort de martyr. »

L'ascenseur s'arrêta au deuxième étage. Al-Mabhouh sortit de la cabine. L'homme au téléphone resta dedans, il montait un étage plus haut. C'était vraiment un touriste.

Al-Mabhouh tourna à gauche et se dirigea vers sa chambre, au numéro 230. Le couloir était désert. Par habitude, il inspecta rapidement l'encadrement de la porte et la serrure, à la recherche d'éraflures, du moindre signe de manipulation. Il n'y avait rien.

Il entra dans la chambre et ferma la porte derrière lui.

Il entendit un bruit et se retourna pour voir ce que c'était.

Trop tard.

Le plan d'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh avait été approuvé quatre jours plus tôt, le 15 janvier, au cours d'une réunion convoquée à la hâte dans la vaste salle de conférence située à côté du bureau de Meir Dagan, après que le renseignement militaire eut piraté un serveur de messagerie utilisé par Al-Mabhouh et découvert qu'il avait réservé un vol de Damas à Dubaï pour le 19 janvier.

Lors de cette réunion, il y avait quinze personnes assises autour d'une longue table parmi lesquelles des représentants des branches renseignement, technologie et logistique de l'agence. La personne la plus importante présente lors de cette séance, à part Dagan, était « Holiday », le chef de Césarée. Holiday, un homme chauve et râblé, avait pris l'initiative de commander personnellement l'opération Écran Plasma.

Al-Mabhouh figurait de longue date sur la liste israélienne des candidats à l'élimination. Un an plus tôt, la situation à la frontière de la bande de Gaza s'était tellement détériorée que le 7 décembre 2008, Israël avait lancé l'opération Plomb Durci, une attaque à grande échelle destinée à empêcher le Hamas de faire pleuvoir ses roquettes Qassam et Katioucha sur les communautés de vie israéliennes. Le Hamas était capable de tirer des salves nourries de munitions depuis la bande de Gaza grâce aux acquisitions d'armes et au réseau de transport d'Al-Mabhouh, ainsi qu'à l'assistance qu'il recevait des Gardiens de la Révolution iraniens.

Ces dernières années, le renseignement sur le Hamas s'était grandement amélioré et l'opération avait débuté par un très lourd bombardement aérien, sous le nom de code Oiseaux de Proie, visant les silos où étaient enterrées les rampes de roquettes. Le Mossad avait appris que le réseau géré par Al-Mabhouh avait réapprovisionné les stocks d'armes du Hamas. Les armes étaient expédiées d'Iran à Port-Soudan sur la mer Rouge, puis elles étaient introduites clandestinement via l'Égypte et le Sinaï dans la bande de Gaza au moyen des multiples tunnels creusés pour éviter les patrouilles et les gardes-frontières égyptiens. Le Mossad suivait à la trace les cargaisons en mer et le départ des camions de Port-Soudan. En janvier 2009, l'armée de l'air israélienne avait lancé quatre raids à longue portée, détruit les convois et tué les hommes d'escorte.

« Des actions comme celle-ci causent beaucoup de dégâts aux routes clandestines d'Iran vers le Hamas, m'a expliqué Meir Dagan. Cela n'a pas un impact absolu, cela ne suffit pas pour l'emporter définitivement, mais cela entraîne un ralentissement net des livraisons d'armes. »

Cependant, pour une raison inconnue, Al-Mabhouh n’avait pas fait le voyage avec les camions ce jour-là, préférant quitter le Soudan par la route. Pour remédier à cet inconvénient, Dagan avait demandé et obtenu d’Ehud Olmert l’autorisation d’une opération de « traitement négatif » contre le personnage. Lorsque Benyamin Netanyahou lui succéda à la tête du gouvernement en mars 2009, il renouvela son accord.

Dubaï était l’endroit le plus commode pour l’éliminer. Les autres régions où il passait du temps – Téhéran, Damas, le Soudan et la Chine – étaient dotées de services secrets efficaces et posaient bien plus de problèmes à une équipe action du Mossad. À l’inverse, Dubaï regorgeait de touristes et d’hommes d’affaires étrangers et, croyait le Mossad, n’était protégé que par des forces de l’ordre et des services de renseignement bien plus faibles. L’émirat restait un pays cible, officiellement hostile à Israël, mais à ce stade, le Mossad avait tué un homme dans le centre de Damas et un général syrien dans sa villa. Par comparaison, un agent du Hamas dans la très touristique Dubaï offrirait une cible relativement facile.

Cependant, l’opération n’en nécessitait pas moins une importante équipe divisée en petites escouades qui seraient en mesure de repérer la cible à son arrivée dans l’émirat et de la maintenir sous surveillance en attendant que les autres organisent et exécutent l’élimination proprement dite dans la chambre d’hôtel, en veillant à ce que la mort paraisse due à des causes naturelles. Il leur faudrait ensuite supprimer toute preuve et quitter le pays avant qu’on ne trouve le corps, juste au cas où les autorités suspecteraient tout de même un acte criminel.

Tout le monde n’estimait pas qu’Al-Mabhouh était assez important pour justifier qu’on prenne autant de risques. Certains même firent valoir à Dagan qu’il ne remplissait pas les conditions requises pour un traitement négatif. Chacun à l’agence s’accordait à considérer que l’individu méritait de mourir, mais avant que l’on mène une telle opération dans un pays cible, il fallait aussi qu’il représente un grave danger pour Israël, que son élimination ait un effet profondément déstabilisant sur l’ennemi. À dire vrai, Al-Mabhouh ne correspondait pas à ces critères. Mais après tous les succès précédents, Dagan et

d'autres cadres dirigeants avaient une telle confiance en eux qu'ils allèrent néanmoins de l'avant.

Une équipe d'agents de Césarée l'avait pisté une première fois dans l'émirat en 2009, non pour le tuer mais pour étudier ses mouvements et surtout pour être certain qu'il s'agissait de leur homme. Quatre mois plus tard, en novembre, l'équipe d'Écran Plasma retourna à Dubaï, cette fois pour l'éliminer. Ils versèrent un poison dans une boisson qui avait été apportée dans sa chambre d'hôtel, mais soit ils s'étaient trompés dans le dosage, soit il n'en avait pas assez bu : il s'était évanoui, rien de plus. Après avoir repris conscience, il avait écourté son séjour et regagné Damas où un médecin avait attribué son évanouissement à une mononucléose. Il avait admis ce diagnostic et n'avait pas soupçonné que l'on venait d'attenter à sa vie.

Ce revers fut la cause d'une profonde frustration au sein du Mossad. On avait fait prendre des risques à des individus et engagé des ressources, et pourtant la mission n'était pas accomplie. Holiday insista pour qu'il ne se commette plus d'erreurs la prochaine fois : l'équipe action ne repartirait pas de Dubaï tant que les hommes n'auraient pas vu de leurs propres yeux Al-Mabhouh mort.

Une objection fut soulevée lors de la réunion qui se tint le 15 janvier à côté du bureau du directeur. Le département documentation aurait du mal à préparer des faux passeports neufs pour l'équipe entière. Il y avait plus de vingt personnes qui se rendaient à Dubaï, et certains entreraient dans le même pays avec la même identité et la même couverture pour la troisième fois en à peine six mois. Aux temps moins audacieux du Mossad d'Halevy, l'opération aurait été annulée pour ce seul motif. Mais Dagan et Holiday décidèrent de courir le risque. Ils enverraient l'équipe avec les papiers d'identité existants.

Holiday ne s'attendait de toute façon pas à rencontrer de problèmes. La découverte du cadavre était susceptible d'éveiller les soupçons et une enquête risquait de s'ensuivre, admettait-il, mais cela n'arriverait que longtemps après le retour de l'équipe en Israël. Aucun indice viable ne serait laissé à la police. Aucun secret du

Mossad ne serait dévoilé. Personne ne serait arrêté. Toute l’affaire serait promptement oubliée.

Dagan dicta la décision finale à son principal adjoint : « Écran Plasma – autorisé pour exécution[2]. » Au moment de lever la séance, il ajouta de sa voix grave aux participants sur le point de s’en aller : « Et bonne chance à tous. »

Les trois premiers membres d’Écran Plasma atterrirent à Dubaï à six heures quarante-cinq du matin le 18 janvier. Au cours des dix-neuf prochaines heures, le reste de l’équipe – au moins vingt-sept personnes en tout – arriva par des vols en provenance de Zurich, Rome, Paris et Francfort. Douze de leurs passeports étaient britanniques, six irlandais, quatre français, quatre australiens et un allemand. Tous étaient authentiques, mais aucun n’appartenait véritablement à la personne qui voyageait avec[3]. Certains avaient été subtilisés à leur propriétaire, résidant en Israël sous la double nationalité, ou avaient été obtenus sous de fausses identités ; d’autres avaient été volés et les derniers appartenaient à des personnes décédées.

À deux heures neuf du matin le 19, « Gail Folliard » et « Kevin Daveron » atterrirent. Ils devaient être les pivots de l’opération – contrôlant la salle de commandement avancée, le personnel de communications, les gardes et les guetteurs. Ils s’installèrent à l’hôtel Jumeirah dans des chambres séparées. Ils payaient tous deux en espèces, mais plusieurs autres membres de l’équipe utilisaient des cartes de débit prépayées émises par une société appelée Payoneer dont le PDG était un ancien des unités commando de Tsahal.

Sri Rahayu, l’employé de la réception, prit leur argent et donna à Gail Folliard la chambre 1102 et à Kevin Daveron la chambre 3308. Avant d’aller se coucher, Gail Folliard commanda un repas léger au service d’étage[4]. Daveron prit une boisson sans alcool dans le minibar.

« Peter Elvinger », le commandant de la mission, atterrit à l’aéroport vingt et une minutes après Folliard et Daveron, porteur d’un passeport français. Après avoir franchi le contrôle des identités,

il effectua une manœuvre de contre-surveillance (*maslul*, en hébreu) : il sortit par la porte du terminal, attendit trois minutes avant de revenir sur ses pas et de retourner à l'intérieur pour établir la jonction avec un autre membre de l'équipe venu à l'aéroport plus tôt en voiture. Tous les agents de l'équipe action avaient fréquemment recours au *maslul*, une procédure standard, en changeant fréquemment de vêtements et de déguisements comme des perruques et des fausses moustaches. Ces manœuvres étaient destinées à vérifier si personne n'était suivi et à permettre de changer d'identité aux différents stades de l'opération.

Elvinger et son contact se parlèrent moins d'une minute avant que le chef de mission ne prenne un taxi pour son hôtel.

En début d'après-midi, l'équipe entière attendait dans une atmosphère tendue l'arrivée d'Al-Mabhouh. Il était censé arriver à l'aéroport à trois heures, mais les renseignements accusaient encore quelques lacunes. L'équipe Écran Plasma ne savait pas où il résiderait, quand et où il aurait des rendez-vous, ou comment il se déplacerait d'un endroit à l'autre. Ils ne pouvaient couvrir toute la ville et risquaient donc de le perdre : il était impossible de planifier à l'avance comment l'approcher d'assez près pour le tuer. « C'est le genre d'élimination où la cible dicte comment et quand on doit la tuer », m'a fait observer un ancien des services[5].

Une partie des agents s'était déployée dans trois hôtels où Al-Mabhouh était descendu lors de ses visites précédentes. Une autre équipe de surveillance se trouvait à l'aéroport, tuant le temps en apparents bavardages au téléphone. Le reste des personnels, sept en tout, restait à attendre dans un autre hôtel avec Elvinger.

Al-Mabhouh arriva à quinze heures trente-cinq. Une équipe le prit en filature jusqu'à l'hôtel Al-Bustan Rotana, et un message fut envoyé aux agents en attente dans les autres hôtels, leur signalant qu'ils avaient la permission de quitter leur poste. Les membres de l'équipe faisaient un usage intensif de leurs téléphones portables, mais afin d'éviter des liaisons directes entre leurs lignes respectives, ils composaient un numéro en Autriche où un simple standard installé à l'avance transférait l'appel soit vers un autre appareil à Dubaï, soit vers le poste de commandement en Israël.

Les agents déjà présents dans le hall d'accueil de l'hôtel Al-Bustan Rotana étaient en tenue de tennis avec des raquettes à la main, mais curieusement sans les housses habituelles. Après qu'Al-Mabhouh eut récupéré sa clef de chambre, deux d'entre eux montèrent dans l'ascenseur après lui. Quand il sortit au deuxième étage, ils le suivirent discrètement à distance et repérèrent qu'il occupait la chambre 230. L'un des deux hommes transmit l'information en passant sur son téléphone portable un appel via l'Autriche, avant que les deux agents redescendent dans le hall.

Une fois informé du numéro de chambre, Elvinger passa à son tour deux appels. Le premier à l'hôtel Al-Bustan Rotana, pour réserver une chambre. Il demanda la 237, juste en face de la 230. Ensuite il téléphona à une compagnie aérienne pour réserver une place dans un vol pour Munich avec une escale au Qatar plus tard dans la soirée.

Un peu après seize heures, Al-Mabhouh quitta l'établissement. L'équipe qui le prit en filature remarqua qu'il prenait des mesures de précaution en procédant à son propre *maslul*. Il avait de bonnes raisons de s'y astreindre : depuis la fin des années 1980, la quasi-totalité de ses camarades du Hamas étaient morts de causes non naturelles. Malheureusement pour lui, ses manœuvres étaient simples et manquaient de sophistication, et l'équipe n'eut aucun mal à garder le contact.

Kevin Daveron attendait Elvinger dans le hall de l'hôtel Al-Bustan. Ce dernier arriva à seize heures vingt-cinq, tendit à Daveron une valise sans un mot, puis se rendit à la réception. La caméra de sécurité filma des images très nettes de son passeport de l'Union européenne. Après avoir pris sa chambre 237, il remit la clef à Daveron, de nouveau sans un mot, et repartit de l'hôtel sans sa valise.

Deux heures plus tard, quatre hommes arrivèrent à l'hôtel, deux par deux. Ils étaient tous coiffés de casquettes de base-ball masquant leur visage aux caméras. Ils portaient deux grands sacs. Trois d'entre eux étaient des « exécuteurs » de Césarée. Le quatrième était un expert du crochetage de serrures. Ils se rendirent directement aux ascenseurs et à la chambre 237. Une heure après,

à dix-neuf heures quarante-trois, l'équipe de surveillance dans le hall d'accueil était relevée, remplacée par des yeux frais – quatre heures après leur arrivée, les faux joueurs de tennis repartaient enfin du hall.

À vingt-deux heures, l'équipe de filature d'Al-Mabhouh signalait qu'il rentrait vers l'hôtel. Daveron et Folliard faisaient le guet dans le couloir pendant que le crocheteur de serrure se mettait au travail sur celle de la porte de la chambre 230. L'idée était de la reprogrammer de manière à ce qu'un passe-partout du Mossad l'ouvre sans que l'entrée soit enregistrée, mais sans toutefois perturber le fonctionnement normal de la clef véritable. Un touriste sortit de l'ascenseur, mais Deveron l'aborda aussitôt, bavardant brièvement avec lui pour l'occuper et faire diversion. Le touriste ne vit rien, la serrure était crochetée et l'équipe entra dans la chambre.

Ensuite, ils attendirent.

Al-Mabhouh tenta de s'enfuir dans le couloir. Mais deux paires de bras solides l'agrippèrent. Un troisième homme lui plaqua une main sur la bouche et avec l'autre lui appuya dans le cou un instrument qui injecte un produit sans ouvrir la peau, grâce à une technologie d'ondes à ultrasons. L'instrument était chargé de chlorure de suxaméthonium, un anesthésique connu dans le commerce sous le nom de Scoline et qui est employé en association avec d'autres molécules en chirurgie. Isolément, il entraîne une paralysie et, comme il empêche les muscles mobilisés pour la respiration de fonctionner, l'asphyxie.

Les hommes maintinrent leur prise jusqu'à ce qu'Al-Mabhouh cesse de se débattre. Alors que tout son corps était peu à peu pris de paralysie, ils l'allongèrent sur le sol. Al-Mabhouh était pleinement conscient, l'esprit clair, voyait et entendait tout. Il ne pouvait simplement pas bouger. De l'écume se forma aux commissures de ses lèvres. Il émit un gargouillement.

Trois inconnus l'observaient d'un regard dépassionné, en lui maintenant encore mollement les bras, juste au cas où.

Ce fut la dernière chose qu'il vit.

Les exécuteurs prirent son pouls à deux endroits, comme leur avait appris à le faire le médecin du Mossad, afin de s'assurer que cette fois il soit vraiment mort. Ils lui retirèrent ses chaussures, sa chemise et son pantalon, les rangèrent soigneusement dans l'armoire et placèrent le corps dans le lit, sous les draps.

L'épisode tout entier avait duré vingt minutes. Usant d'une technique mise au point par le Mossad pour de telles occasions, l'équipe referma la porte de manière à ce qu'elle paraisse avoir été verrouillée de l'intérieur, avec la chaîne de sûreté en place. Ils accrochèrent l'écriteau DO NOT DISTURB à la poignée, frappèrent deux petits coups à la porte de la chambre 237, signal signifiant « mission accomplie », et s'éclipsèrent par les ascenseurs.

Gail Folliard s'en alla une minute plus tard, Daveron quatre minutes après elle, puis ce fut au tour des agents de surveillance dans le hall d'accueil. En moins de quatre heures, la quasi-totalité de l'équipe avait quitté Dubaï, et vingt-quatre heures après plus un seul agent n'était dans l'émirat.

À Tel Aviv, il régnait un sentiment d'autosatisfaction, une atmosphère d'« euphorie devant un succès historique », ainsi qu'elle serait qualifiée plus tard. Tous les protagonistes concernés – Meir Dagan, Holiday, l'équipe action – croyaient à une mission de plus menée de main de maître. Le directeur informa Netanyahou de l'élimination. « Al-Mabhouh, lui dit-il, ne nous ennuiera plus. »

La sécurité de l'hôtel trouva le cadavre le lendemain après-midi, personne n'ayant répondu lorsque la femme de chambre avait frappé à la porte à plusieurs reprises durant la journée. Il ne semblait pourtant y avoir aucune raison de s'alarmer outre mesure. Un voyageur de commerce d'âge moyen mort dans son lit à l'intérieur d'une chambre à la porte verrouillée sans aucun signe de lutte ou de trauma n'indiquait sans doute rien de plus qu'une crise cardiaque ou un accident vasculaire cérébral. Le corps fut transporté à la morgue, le décès enregistré et déclaré sous le nom d'emprunt de son passeport. L'affaire n'attira ni plus ni moins l'attention que n'importe quel décès d'un étranger lambda à Dubaï.

En revanche, à Damas, des cadres du Hamas commençaient à se demander pourquoi l'homme qu'ils avaient envoyé négocier plusieurs achats d'armes n'était pas revenu faire son rapport comme convenu. Le lendemain, 21 janvier, un émissaire local alla se renseigner dans divers postes de police et plusieurs morgues jusqu'à ce qu'il trouve le corps non réclamé d'Al-Mabhouh dans un tiroir réfrigéré.

Un responsable du Hamas contacta le chef de la police de Dubaï, le lieutenant-général Khalfan Tamim, et lui dit que le défunt au passeport palestinien était en réalité un responsable important de leur organisation. Il ajouta que le décès n'avait certainement pas une cause naturelle et que le Mossad en était très vraisemblablement l'auteur.

Khalfan, âgé de cinquante-neuf ans et bardé de décorations, s'était fait un devoir personnel de débarrasser son pays des criminels et des agents étrangers qui se servaient de l'émirat pour y mener des activités illégales. « Vous tous, hurla-t-il au téléphone, vos comptes en banque, vos armes et vos putains de faux passeports, dégagez de mon pays ! »

Malgré tout, il ne pouvait se permettre non plus de laisser le Mossad circuler librement et tuer ainsi les gens. Il fit sortir le cadavre de la morgue pour autopsie. Les résultats ne furent guère concluants et il ne fut pas possible de déterminer si Al-Mabhouh avait été assassiné, mais Khalfan partit du principe que son interlocuteur du Hamas avait dit vrai.

L'obligation d'utiliser des faux passeports était l'un des handicaps dont pâtissaient les agents israéliens, notamment par rapport à leurs homologues américains et britanniques. Une équipe de la CIA peut aisément être dotée de passeports américains conformes émis par le Département d'État, mais établis sous des noms d'emprunt, et ils en avaient un stock pratiquement infini – une identité étant enfouie sous la suivante en cas de nécessité. Les passeports américains et britanniques sont valides partout dans le monde et attirent rarement une attention indésirable.

Il n'en va pas de même des passeports israéliens. Ils sont inutilisables pour entrer dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique – des pays où le Mossad envisage à l'occasion de tuer quelqu'un ou de mener un autre type d'opération sous couverture. En règle générale, les services fabriquent des documents d'identité issus de pays moins suspects. Or, dans le monde de l'après 11 Septembre, fabriquer des passeports contrefaits est devenu plus compliqué.

Des pièces d'identité bâclées ou utilisées trop souvent mettent en péril une mission et la vie des agents. Quand Halevy laissait tomber une opération, ce n'était pas seulement par prudence excessive. Et lorsque Dagan arrachait des passeports et autres pièces d'identité fabriqués en vitesse par des techniciens réticents, c'était certes une marque d'autorité, jusqu'à ce que cela vire à la catastrophe.

Il avait donné son aval à l'équipe d'Écran Plasma pour qu'elle emploie les mêmes pièces d'identité afin d'entrer à Dubaï à quatre reprises. Khalfan n'eut aucun mal à se procurer une liste de tous les voyageurs arrivés aux Émirats arabes unis avant Al-Mabhouh, et de ceux qui en étaient sortis juste après sa mort. Il n'eut aucune difficulté non plus à resserrer cette liste en la comparant à celle des voyageurs qui étaient venus et repartis lors des trois précédentes visites de l'acheteur d'armes du Hamas. Cela lui fournit des noms, qu'il put ensuite confronter aux registres des hôtels dont la réception est presque toujours équipée de caméras. La police sut assez vite qui était venu et quand, où ils avaient séjourné et à quoi ils ressemblaient.

Les exécuteurs préfèrent l'argent liquide parce que c'est anonyme et ne peut généralement être tracé. À l'inverse, les cartes de crédit – ou les cartes de débit prépayées Payoneer – peuvent aisément l'être. Une série d'appels vers un standard situé en Autriche laissera des relevés et, si quelqu'un les suit, ils ne passeront pas inaperçus. Il en sera de même des appels qui seront relayés par ce standard. Reconstituer les mouvements de chacun des agents du Mossad d'Écran Plasma et les liens entre eux ne fut donc pas extrêmement compliqué. Il suffisait de passer d'importants volumes de données au crible.

Grâce à de multiples séquences de caméras de sécurité, Khalfan put obtenir un montage vidéo de l'opération entière. Et, pour que la coupe soit pleine, ce montage était assorti de maladroites tentatives de *maslul*. Par exemple, la caméra placée au-dessus de la porte d'une salle de bains montrait Daveron entrant chauve et en ressortant chevelu, sans même remarquer qu'il était filmé alors que la caméra n'était nullement dissimulée. Ce n'était pas de nature à démasquer l'équipe en temps réel, mais la mise en œuvre pour le moins bâclée de ce camouflage facilitait le travail des enquêteurs.

Khalfan organisa ensuite une conférence de presse et posta la vidéo entière sur Internet, au vu et au su du monde entier. Il appela Dagan à agir « en homme » et à reconnaître l'opération. Il exigea des mandats d'arrêt internationaux pour lui et Netanyahou et Interpol émit en effet des mandats visant la totalité des vingt-sept membres de l'équipe, mais sous leurs noms d'emprunt.

Les pays dont Israël avait utilisé les passeports étaient furieux. La plupart d'entre eux coopéraient discrètement avec le Mossad, mais pas au point d'autoriser que leurs ressortissants, fictifs ou non, soient mêlés à des opérations d'assassinat. Certains gouvernements ordonnèrent aux représentants de l'agence stationnés dans leur pays de plier immédiatement bagage et ne permettraient leur remplacement qu'après plusieurs années. Ils réduisirent tous leur collaboration avec les services israéliens.

C'était un désastre provoqué par un orgueil démesuré. « J'aime Israël et les Israéliens, m'a affirmé l'un des anciens chefs du renseignement allemand. Mais votre problème a toujours été que vous prenez tout le monde de haut – les Arabes, les Iraniens, le Hamas. Vous êtes toujours les plus intelligents et croyez pouvoir abuser tout le monde tout le temps. Un peu plus de respect vis-à-vis de l'autre camp, qu'il s'agisse d'un Arabe ignorant ou d'un Allemand dépourvu d'imagination, et un peu plus de modestie nous auraient épargné à tous ce lamentable gâchis[6]. »

À un certain niveau, en Israël, tout cela ne comptait guère. Les condamnations sévères auxquelles s'exposa le pays sur la scène internationale – s'ajoutant aux condamnations visant régulièrement la nation pour le traitement infligé aux Palestiniens – engendrèrent

un sursaut de patriotisme. Lors du carnaval de Pourim, la fête israélienne qui intervenait quelques semaines après l'éclatement de cette affaire, le costume le plus populaire fut celui d'un joueur de tennis armé d'un pistolet. Des centaines d'Israéliens détenteurs d'une double nationalité remirent volontairement leur passeport au Mossad afin qu'il en use lors d'opérations futures. Le site Internet de l'organisation fut inondé de candidatures.

En revanche, il n'en était pas de même à l'intérieur des services. Les révélations, l'image négative et la réprobation que s'attira l'agence eurent des conséquences désastreuses au plan opérationnel, bien que Khalfan n'ait jamais réussi à poursuivre aucun des auteurs de cet acte. De nombreux agents ayant vu leur couverture dévoilée, des sections opérationnelles entières de l'agence furent désactivées, également en raison de la nécessité de développer de nouvelles procédures et de nouvelles méthodologies, les anciennes ayant été révélées aux médias.

Début juillet 2010, comprenant que l'affaire de Dubaï l'empêchait de se porter candidat à la direction des services, le chef de Césarée, Holiday, démissionna.

Quant à Meir Dagan, il adopta une attitude de statu quo. De manière générale, il restait convaincu que « dans certains cas le directeur du Mossad devait remettre les clefs de la maison s'il commettait une bévue qui portait atteinte à l'État, parce que cela allégerait les pressions pesant sur le pays ». De son point de vue, en l'occurrence, il ne s'était rien passé – ni ratage ni erreur. « Nous avons atteint une cible de taille, il est mort, et toutes les troupes sont rentrées à la maison », résuma-t-il après l'opération[7].

Ce n'est qu'en 2013, dans une interview pour cet ouvrage, qu'il admettrait pour la première fois son erreur : « J'ai eu tort d'envoyer l'équipe avec ces passeports. C'était ma décision et seulement ma décision. Je porte l'entière responsabilité de ce qui s'est produit[8]. »

Face au fiasco de Dubaï, Netanyahou « avait une impression de déjà-vu », expliquait l'un de ses conseillers, comme si l'année 1997 se reproduisait à l'identique. À l'époque, le Mossad lui avait assuré qu'il était capable de pénétrer un pays « cible molle », la Jordanie, et

d'y éliminer Khaled Mechaal[9]. Cela s'était terminé en humiliation et en capitulation. Il n'y avait aucun moyen d'affirmer combien de temps se prolongeraient les répercussions de Dubaï. Il devait refréner le Mossad, décida-t-il, et donner son feu vert à moins de missions dangereuses.

En outre, il fallait faire rentrer Meir Dagan dans le rang.

Les deux hommes ne s'étaient jamais bien entendus. En fait, les relations du Premier ministre avec l'ensemble de la communauté du renseignement étaient problématiques. « Netanyahou ne compte sur personne, et il a pris des initiatives diplomatique sans en informer les chefs des services, m'a dit Uzi Arad, son conseiller à la sécurité nationale. À chaque incident, j'observais le fossé de méfiance qui se creusait entre eux et lui[10]. »

Pour sa part, Meir Dagan jugeait le Premier ministre trop hésitant avant d'approuver les interventions, tout en redoutant de paraître hésitant – un nœud névrotique peu fait pour assurer la sécurité d'une nation[11].

Pourtant, le directeur resta à la direction du Mossad. La campagne contre l'Iran, à têtes multiples, interconnectée et complexe, était encore en cours. En fait, après l'élimination réussie de Massoud Alimohammadi, plus tôt en janvier, il demanda à Netanyahou son autorisation d'intensifier la campagne et de continuer à tuer les treize savants atomistes survivants au sein du groupe des armements iranien. Redoutant un autre imbroglio, le Premier ministre n'était pas pressé. Le 29 novembre 2010, deux motocyclistes firent sauter les voitures de deux protagonistes du programme nucléaire de Téhéran en y fixant des mines limpet avant de détaler. Le professeur Majid Shahriari fut tué par la déflagration dans sa Peugeot 206 ; Fereydoun Abbasi-Davani et son épouse, qui était aussi dans la voiture, réussirent à s'échapper de leur Peugeot 206 avant qu'elle n'explose devant l'université Shahid Beheshti.

À ce stade, pourtant, il était devenu évident que cette campagne ciblée ainsi que les sanctions économiques et les piratages informatiques avaient ralenti les progrès de Téhéran, sans les bloquer complètement. Le programme « avait atteint un niveau très

au-delà de ce que j'avais espéré[12] », avouait le ministre de la Défense Ehud Barak. Netanyahou et lui en conclurent que l'Iran approchait du moment où ses installations seraient indestructibles et s'accordèrent à considérer qu'Israël devait les détruire avant qu'on en arrive là. Ils ordonnèrent à l'Armée de défense d'Israël et aux branches du renseignement de préparer l'opération Eaux Profondes : une attaque aérienne de grande envergure, appuyée par des commandos, en plein cœur de l'Iran. Quelque deux milliards de dollars furent dépensés en préparatifs de l'attaque et de la guerre attendue qui éclaterait ensuite contre le Front radical.

Meir Dagan était de ceux qui jugeaient ce plan insensé. Il y voyait l'initiative cynique de deux politiciens qui voulaient exploiter le large soutien public que leur vaudrait cette attaque lors des prochaines élections, et non une décision raisonnée fondée sur l'intérêt national. « Bibi avait appris une technique qui, en substance, supposait de transmettre les messages dans un laps de temps le plus court possible. À cet égard, il avait acquis un degré de maîtrise et de contrôle sans égal. Mais c'est aussi le pire gestionnaire que je connaisse. Il possède un certain trait de caractère, comme Ehud Barak : chacun s'imagine être le plus grand génie que la terre ait porté. Netanyahou est le seul Premier ministre [dans l'histoire du pays] qui a provoqué une situation où l'ensemble des hautes sphères de la défense ont refusé de se ranger à sa position. »

L'inimitié entre Dagan et « Bibi » atteignit son point d'ébullition en septembre 2010[13]. Le premier affirma que le second avait profité d'une réunion, censément relative au Hamas, avec lui-même, le directeur du Shin Bet et le chef d'état-major, pour ordonner dans l'illégalité de lancer les préparatifs d'une attaque : « Alors que nous sortions de la salle, il nous fait : “Juste un instant, monsieur le directeur du Mossad et monsieur le chef d'état-major. J'ai décidé de placer Tsagal et vous-mêmes à 0 plus 30.” »

« 0 plus 30 » c'était la formule abrégée pour « trente jours avant l'opération », ce qui signifiait que le Premier ministre qualifiait une attaque à grande échelle contre l'Iran d'« opération », au lieu d'une formule plus appropriée : un « acte de guerre ». Les guerres

nécessitent un vote du gouvernement, en revanche, les Premiers ministres peuvent simplement ordonner une « opération ».

Face à une telle irresponsabilité, Dagan resta stupéfait[14] : « L'emploi de la violence [militaire] aurait des conséquences intolérables. L'hypothèse de travail qu'il soit possible de mettre un terme final au programme nucléaire iranien au moyen d'une offensive militaire est erronée. […] Si Israël devait attaquer, Khamenei [le chef suprême de l'Iran] remercierait Allah : cela unifierait le peuple iranien derrière ce programme et permettrait à son chef d'affirmer qu'il se doit d'acquérir la bombe atomique pour défendre son pays contre l'agression israélienne. »

La simple décision de placer les forces israéliennes en alerte risquait de conduire à une glissade inexorable vers la guerre, estimait encore Dagan, parce que les Syriens et les Iraniens repéreraient cette mobilisation et risquaient de passer préventivement à l'action.

Barak avait une version différente de cette querelle – il prétendait que le Premier ministre et lui se bornaient à examiner la faisabilité d'une attaque – mais cela n'importait guère[15]. La rupture des relations entre Dagan et Netanyahou était inéluctable. Le premier avait dirigé le Mossad huit ans, plus longtemps que quiconque dans son histoire, excepté Isser Harel. Il l'avait recréé à son image, il avait ressuscité une agence moribonde et timide et lui avait restitué la gloire historique dont elle avait joui pendant des décennies. Il avait pénétré les adversaires d'Israël plus en profondeur que quiconque ne l'aurait jamais cru possible, éliminé des cibles qui avaient échappé à la mort ou à la capture depuis des dizaines d'années, et contré pendant des années une menace existentielle qui pesait sur l'État juif.

Rien de tout cela ne comptait plus. Dubaï demeurait une tache, ou peut-être seulement une excuse. En septembre 2010, Netanyahou l'avertit qu'il ne serait pas reconduit dans ses fonctions.

À moins que le principal intéressé n'ait démissionné. « J'ai décidé de moi-même que cela suffisait, m'a-t-il révélé. J'avais envie de faire autre chose. Et puis, à dire vrai, j'en avais assez de lui[16]. »

Tamir Pardo, qui succéda à son directeur, dut restaurer une bonne part des équipes opérationnelles et des procédures qui avaient été endommagées par les retombées de l'affaire de Dubaï. Il assigna à N., un homme qui avait joué un rôle décisif dans l'élimination de Moughniyeh, la mission de procéder à une évaluation exhaustive des dégâts, et le nomma plus tard au poste d'adjoint. La reconstitution des unités opérationnelles n'empêcha nullement les activités de l'agence, surtout pas celles visant le programme nucléaire iranien[17]. Quelques mois après sa prise de fonction, Pardo renoua avec la politique d'assassinats ciblés qu'avait fixée son prédécesseur.

En juillet 2011, un motocycliste suivit Darioush Rezaeinejad, docteur en physique nucléaire et directeur de recherches à l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, jusqu'à ce qu'il arrive tout près d'Imam Ali Camp, l'une des bases les plus fortifiées des Gardiens de la Révolution islamique, qui renferme une zone expérimentale réservée à l'enrichissement de l'uranium. Le motard dégaina un pistolet et abattit le savant.

En novembre 2011, une violente explosion se produisit sur une autre base des Gardiens de la Révolution islamique, à quarante-huit kilomètres à l'ouest de Téhéran. Le nuage de fumée était visible de la capitale, des vitres tremblèrent et des photos satellites montraient que la quasi-totalité de la base avait été soufflée. Le général Tehrani Moghaddam, chef de la division développement de missiles des Gardiens de la Révolution périt dans la déflagration, avec seize membres de son personnel.

Malgré le décès d'Al-Mabhouh, les livraisons d'armes continuaient d'affluer à Gaza par l'Iran via le Soudan. Le Mossad maintenait sa surveillance et l'aviation continuait ses attaques de convois. Le plus grand succès survint après la découverte par les services que trois cents tonnes d'armements et d'explosifs sophistiqués, camouflés en biens de consommation et stockés à l'intérieur d'une enceinte militaire au sud de Khartoum attendaient d'être expédiés à Gaza. La cache d'armes comprenait des roquettes à courte et moyenne portées et des missiles antiaériens et antichars perfectionnés, jugés par Israël comme étant de nature à « remettre en cause l'équilibre

des forces ». Si ce chargement atteignait la bande de Gaza, signifia l'un des officiers de l'AMAN venu informer Benyamin Netanyahou, « nous recommanderions d'attaquer le Hamas sans aucune provocation préalable, afin de les empêcher de les déployer[18] ».

Ces armes n'arrivèrent jamais nulle part. À quatre heures du matin le 24 octobre 2012, des chasseurs F-15 de l'armée de l'air attaquèrent le site et détruisirent les armements, et tuèrent les personnels qui se trouvaient sur place à ce moment-là, des combattants du Hamas et des hommes des Gardiens de la Révolution islamique. Les cieux au-dessus de Khartoum furent illuminés par les explosions[19]. Des toits furent soufflés et des fenêtres fracassées par l'onde de choc. Les habitants de la capitale souffrirent à cause de la décision de leur gouvernement d'autoriser leur pays à se faire partie prenante de cette filière de contrebande d'armes. Après cet incident, les autorités soudanaises prévinrent les Gardiens de la Révolution islamique qu'elles ne le permettraient plus.

Comme ses prédécesseurs, Pardo s'abstint de risquer les vies d'agents lors d'assassinats menés dans des pays cibles, en particulier des endroits aussi dangereux que Téhéran. Toutes les éliminations en sol iranien furent en fait mises en œuvre par des mouvements et/ou des membres des minorités ethniques kurdes, baloutches et azerbaïdjanaises hostiles au régime.

Ces assassinats ciblés continuaient d'être efficaces. Les informations qui parvenaient au Mossad indiquaient qu'ils avaient provoqué des « défections blanches » – en d'autres termes, les scientifiques iraniens avaient si peur que nombre d'entre eux réclamaient leur transfert vers des programmes civils. « Il y a une limite aux capacités d'une organisation à contraindre un savant à travailler sur un projet auquel il n'a pas envie de se consacrer », rappelait Meir Dagan[20].

Pour accentuer encore la peur des scientifiques[21], le Mossad cherchait des cibles qui n'occupaient pas nécessairement des postes situés très haut dans la hiérarchie, mais dont l'élimination susciterait autant d'appréhension que possible parmi le plus grand

nombre de leurs collègues du même niveau[22]. Le 12 janvier 2012, Moustapha Ahmadi-Roshan, ingénieur chimiste à l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, quitta son domicile et se dirigea vers un laboratoire dans le centre de Téhéran. Quelques mois plus tôt, une photographie de lui accompagnant le président Mahmoud Ahmadinejad lors d'une visite des installations nucléaires était apparue dans les médias de la planète. Une fois encore, un motard se porta à hauteur de son véhicule et y plaqua une mine limpet qui le tua sur le coup. Son épouse, assise à côté de lui, ne fut pas blessée, mais elle vit tout et raconta la scène à ses collègues, horrifiés de ce qui s'était passé.

Les assassinats de scientifiques, quel que soit leur domaine de travail, sont un acte illégal selon la loi américaine et les États-Unis ne surent jamais, ne voulurent jamais rien savoir de ces actions. Les Israéliens ne leur firent jamais part de leurs plans, « même pas avec un clin d'œil et un sourire », assurait Michael Hayden à la CIA. Cela étant dit, le même Hayden n'avait aucun doute sur les mesures les plus efficaces pour stopper le programme nucléaire iranien : « c'était que quelqu'un se charge de tuer les scientifiques ».

Lors de la première séance du Conseil national de sécurité avec le nouveau président, Barack Obama, en 2009, ce dernier demanda au directeur de la CIA quelle quantité de matériaux fissiles l'Iran avait stockée à Natanz.

Hayden lui répondit : « Monsieur le président, je connais en effet la réponse à cette question, et je vais vous la donner dans une minute. Mais puis-je vous suggérer une autre manière de considérer le sujet ? Peu importe.

« Il n'y a pas un électron ou un neutron de Natanz qui finiront un jour dans une arme atomique. Ce qu'ils construisent à Natanz, ce sont des connaissances. Ce qu'ils construisent à Natanz, c'est de la confiance, et ensuite ils puiseront dans ces connaissances et cette confiance pour aller ailleurs enrichir de l'uranium. Ces connaissances, monsieur le président, sont stockées dans les cerveaux des scientifiques. »

Hayden lui fit clairement comprendre que « ce programme est sans aucun rapport avec l'Amérique. Il est illégal, et nous [la CIA]

n’aurions jamais recommandé ou défendu une action pareille. Toutefois, sur un plan plus large, mon appréciation globale en matière de renseignement m’amène à considérer que la mort de ces êtres humains a eu un grand impact sur leur programme nucléaire[23] ».

Le régime des ayatollahs de Téhéran voulait une arme atomique afin de faire de l’Iran une puissance régionale et de raffermir leur emprise durable sur le pays. Au lieu de quoi, les actions israéliennes et américaines, en particulier les opérations d’assassinat ciblé et d’infection virale de l’opération Jeux Olympiques avaient considérablement ralenti la progression de ce programme. En outre, des sanctions internationales avaient plongé le pays dans une grave crise économique qui menaçait d’abattre entièrement le régime.

Ces sanctions, en particulier celles imposées par l’administration Obama (notamment la décision de couper l’Iran du système international SWIFT de transferts bancaires) étaient si rudes qu’en août 2012, le chef de la Lance, E.L., estimait que s’il pouvait convaincre les États-Unis de prendre quelques mesures économiques supplémentaires, l’économie iranienne serait en faillite d’ici la fin de l’année[24]. « Et cette situation jetterait de nouveau les masses dans les rues et mènerait dans doute au renversement du régime », disait-il.

Néanmoins, cela n’empêcha pas Benyamin Netanyahou de poursuivre ses préparatifs d’attaque militaire en règle contre l’Iran. Son intention de réellement mettre ce plan en œuvre n’était pas tout à fait claire : son ministre de la Défense, Ehud Barak, maintenait que « si cela avait dépendu de [lui], Israël aurait attaqué », mais il en est d’autres qui croient que Netanyahou – qui avait le dernier mot – voulait simplement faire croire à Obama qu’il avait l’intention d’attaquer, afin de lui forcer la main, pour le conduire à la conclusion que l’Amérique serait inévitablement entraînée dans ce conflit quoi qu’il arrive, et qu’il valait donc mieux qu’elle déclenche elle-même cette attaque, la première, pour en maîtriser le déroulement[25].

L’administration Obama craignait qu’une attaque israélienne ne fasse grimper les prix du pétrole et que le chaos qui s’ensuivrait au

Moyen-Orient ne nuise à ses chances de réélection en novembre 2012[26]. L'administration estimait aussi qu'Israël risquait de lancer bientôt cet assaut et surveillait avec inquiétude les moindres mouvements de son armée – de simples manœuvres faisaient craindre une attaque imminente. En janvier, la sénatrice Dianne Feinstein rencontra Pardo, le directeur du Mossad, dans son bureau du Sénat, exigeant de lui qu'il explique la raison des mouvements de la 35e Brigade israélienne, saisis par un satellite américain. Pardo ne savait rien de cet exercice de routine, mais il avertit par la suite Netanyahou que des pressions continuelles sur les États-Unis conduiraient à des mesures drastiques, et sûrement pas celles qu'espérait le Premier ministre. Pardo lui-même croyait que deux années de pressions économiques et politiques supplémentaires pousseraient probablement l'Iran à capituler dans des conditions favorables et à renoncer à son programme nucléaire.

Mais Netanyahou refusa de l'écouter, ordonnant à son directeur de continuer les assassinats, et à Tsahal de poursuivre ses préparatifs militaires.

En décembre, le Mossad était prêt à éliminer un autre scientifique, mais juste avant qu'il ne passe à l'action, Obama, redoutant les actions israéliennes, accepta une proposition iranienne d'ouvrir des négociations secrètes à Mascate, la capitale du sultanat d'Oman. « Les Américains ne nous ont jamais informés de ces pourparlers, mais ils ont tout fait pour s'assurer qu'on en apprenne l'existence », m'a rapporté un officier de renseignement du Mossad qui avait découvert les rencontres de Mascate. Elle avait recommandé à Pardo d'abandonner immédiatement les projets d'assassinat. « Nous ne devons plus continuer ça alors qu'un processus politique est en cours », lui avait-elle suggéré. Il s'était rangé à son avis et avait demandé à Netanyahou son accord pour suspendre la campagne d'éliminations tant que les discussions se poursuivaient.

Il est raisonnable de supposer que si ces discussions avaient débuté deux ans plus tard, l'Iran y serait venue considérablement plus affaiblie, mais l'accord qui fut finalement conclu constituait déjà une capitulation iranienne sur un certain nombre d'exigences que les ayatollahs avaient refusées depuis des années[27]. Téhéran acceptait

de démanteler presque entièrement son programme nucléaire et de se soumettre à des limitations strictes et à des contrôles pendant de nombreuses années[28].

Pour Dagan, cet accord marquait un double triomphe : sa stratégie sur cinq fronts contre Téhéran avait atteint une bonne partie de ses objectifs. Au même moment, Netanyahou se rendit compte que lancer une attaque alors que des négociations se poursuivaient serait un camouflet intolérable pour les Américains. Il repoussa de nouveau l'option militaire, à plusieurs reprises, et quand l'accord final fut signé, il l'annula complètement, au moins pour le proche avenir.

Dagan ne s'en satisfit pas. Il se sentait amer et frustré de la manière dont le Premier ministre lui avait montré la sortie, et n'avait pas l'intention d'encaisser sans rien dire. En janvier 2011, le dernier jour en tant que directeur, il invita un groupe de journalistes au quartier général et, fait sans précédent, et à la stupéfaction des journalistes présents, il s'en prit violemment au chef de l'exécutif et au ministre de la Défense. Après son allocution, le censeur en chef de l'armée, une femme qui avait le grade de général de brigade, se leva et annonça que tous les propos du directeur sortant au sujet des plans d'attaque d'Israël contre l'Iran relevaient de la catégorie ultra-secret et ne pourraient être publiés dans les médias.

Quand il constata que la censure militaire avait interdit la publication de ses propos, il les répéta lors d'une conférence à l'université de Tel Aviv en juin, devant des centaines de participants, sachant qu'un personnage de sa stature ne serait pas poursuivi[29].

Ses critiques envers Netanyahou étaient tranchantes et personnelles, mais elles découlaient aussi du profond changement d'attitude qu'avait connu leur auteur au cours de ses dernières années à la tête de l'agence, un changement de bien plus grande importance que son bras de fer acharné avec le Premier ministre sur le programme nucléaire iranien.

Avec Ariel Sharon et la plupart de ses collègues de la défense et du renseignement, il avait longtemps cru que la force pouvait tout résoudre, que le bon moyen d'affronter la querelle israélo-arabe consistait à « séparer l'Arabe de sa tête ». Mais c'était une illusion, aussi répandue que dangereuse.

Tout au long de leurs histoires successives, le Mossad, l'AMAN et le Shin Bet – sans conteste la meilleure communauté du renseignement de la planète – avaient tôt ou tard fourni aux dirigeants de leur pays des réponses opérationnelles à tous les problèmes précis qu'on leur demandait de résoudre. Mais chaque succès de cette communauté du renseignement entretenait l'illusion chez les dirigeants du pays que les opérations sous couverture pouvaient devenir un outil stratégique et pas seulement tactique –, qu'elles remplaceraient la diplomatie pour mettre un terme aux affrontements géographiques, ethniques, religieux et nationaux dans lesquels Israël était embourbé. En raison du succès phénoménal de ces opérations, à ce stade de son histoire, la majorité de ses chefs ont promu et sanctifié cette méthode tactique de combat contre le terrorisme et les menaces existentielles au détriment d'une vraie vision, du sens de l'État et d'un désir sincère de parvenir à une solution politique qui est nécessaire si l'on veut arriver à la paix.

En effet, à bien des égards, l'histoire des services de renseignement israéliens telle qu'elle est racontée dans ces pages aura été celle d'une longue série de succès tactiques impressionnants, mais aussi d'échecs stratégiques désastreux.

Vers la fin de sa vie, Meir Dagan, comme Ariel Sharon, l'a compris. Il est parvenu à la conclusion que seule une solution politique avec les Palestiniens – la solution à deux États – pourrait mettre un terme à ce conflit de cent cinquante années, et que le résultat des politiques de Netanyahou serait un État binational avec parité entre Arabes et Juifs et le danger concomitant d'une répression et d'une lutte intestine constantes, supplantant le rêve sioniste d'un État démocratique juif avec une large majorité juive. Il craignait que les appels à un boycott économique et culturel d'Israël en raison de l'occupation ne devienne une amère réalité, « tout comme le boycott qui fut imposé à l'Afrique du Sud », et il était encore plus inquiet de la division interne en Israël et de la menace qui pesait sur la démocratie et les droits civiques.

Lors d'un meeting dans le centre de Tel Aviv avant les élections de mars 2015, appelant à voter contre Netanyahou, il s'adressa au Premier ministre : « Comment pouvez-vous assumer la

responsabilité de votre destin si vous avez une telle peur de prendre vos responsabilités ?

« Pourquoi un homme veut-il détenir l'autorité s'il n'a pas envie de l'exercer ? Comment se fait-il que ce pays, largement plus fort que tous les autres pays de la région, n'est pas capable de prendre une initiative stratégique qui améliorerait notre situation ? La réponse est simple : nous avons un chef qui n'a mené qu'un seul combat – le combat pour sa propre survie politique. Au nom de cette guerre-là, il nous a imposé de devenir un État binational – la fin du rêve sioniste. »

Dagan s'est écrié face aux dizaines de milliers de personnes présentes dans cette foule : « Je ne veux pas d'un État binational. Je ne veux pas d'un État d'apartheid. Je ne veux pas régner sur trois millions d'Arabes. Je ne veux pas que nous soyons otages de la peur, du désespoir et de l'impasse. Je crois que l'heure est venue pour nous de nous réveiller, et j'espère que les citoyens israéliens cesseront d'être les otages des peurs et des angoisses qui nous menacent chaque nuit et chaque matin. »

Les signes de son cancer étant très visibles, il acheva son discours les larmes aux yeux : « C'est la plus grave crise d'autorité de l'histoire de cet État. Nous méritons une autorité qui définira un nouvel ordre des priorités. Une autorité qui servira le peuple et non elle-même. »

Mais ses efforts furent vains. Malgré l'immense adulation dont il jouissait en tant que maître espion d'Israël, le discours de Dagan, ainsi que les appels de nombreux autres anciens chefs des services de renseignement et de la hiérarchie militaire à un accord de compromis avec les Palestiniens et à d'autres ajustements dans les relations d'Israël avec le monde extérieur, n'ont pas été entendus.

Il y eut des époques où la majorité des Israéliens tenaient les propos des généraux pour sacrés. Mais leurs campagnes contre Netanyahou ont jusqu'à présent échoué à le renverser, et certains disent qu'elles l'ont même renforcé. Israël a entrepris des mutations drastiques, ces dernières décennies : la force des anciennes élites, notamment celle des généraux et leur influence sur l'action publique, a reflué[30]. Les nouvelles élites – les Juifs des territoires arabes, les

orthodoxes, la droite – sont en plein essor. « Je pensais être capable de peser, de convaincre, m'a confié un Dagan peiné lors de notre dernière conversation téléphonique, quelques semaines avant sa mort, à la mi-mars 2016. J'ai été surpris et déçu. »

La ligne de partage entre des généraux saturés de combats, qui avaient jadis « le couteau entre les dents » mais qui ont plus tard saisi les limites de la force, et la majorité du peuple d'Israël, est la triste réalité au milieu de laquelle la vie de Meir Dagan s'est achevée.

REMERCIEMENTS

Tout au long de ces sept dernières années consacrées au travail sur cet ouvrage, j'ai eu la chance et l'honneur de rencontrer un grand nombre d'interlocuteurs étonnants, talentueux, avisés et chaleureux qui m'ont apporté leur soutien et leurs bons conseils d'un bout à l'autre du parcours.

Je dois de profonds remerciements à Joel Lovell et Andy Ward qui, le 11 mars 2010, m'ont envoyé le mail qui a mis tout en branle, en me demandant si je ne voudrais pas écrire un livre sur le Mossad. C'est Shachar Alterman, un ami proche et l'éditeur de mes livres en hébreu, qui a suggéré que nous nous concentrions sur l'histoire de l'emploi par Israël des éliminations et des assassinats ciblés. Joel est devenu rédacteur en chef au *New York Times Magazine*, où j'ai travaillé en étroite collaboration avec lui. Il est de ceux qui prennent un manuscrit et qui le rendent aussi fluide et tendu, au même degré de perfection que les draps d'un lit dans un hôtel de luxe, pour emprunter une métaphore chère à David Remnick. Andy Ward ne m'a jamais abandonné, ni moi ni mon livre en gestation, même après être devenu directeur éditorial chez Random House, et alors que les échéances de remise du texte étaient toutes régulièrement dépassées. À sa manière tranquille, confiante et déterminée, Andy a su guider le projet jusqu'à son terme.

Je veux aussi remercier les autres membres de l'équipe chez Random House pour leurs contributions et leur aide inestimables, en particulier Sean Flynn pour l'édition de la première version et Samuel Nicholson pour son travail sur le manuscrit final. Ils sont tous

les deux de beaux exemples d'une espèce rare d'éditeurs hors pair, qui ont su à plusieurs reprises formuler exactement ce que je voulais traduire en mots, bien mieux que je ne l'aurais pu moi-même.

Mes remerciements tout particuliers à mon agent aux États-Unis, Raphael (Rafe) Sagalyn, qui a veillé sur chaque étape de mon travail avec attention et responsabilité, un peu comme un père qui veille sur un enfant difficile affligé de graves problèmes de discipline. Chaque fois que c'était nécessaire, il a été en mesure de me ramener dans le droit chemin et de rassurer tous ceux que j'avais réussi à irriter avec mes échéances non respectées et mes dépassements répétés par rapport à la longueur de texte convenue.

Quatre personnes ont travaillé de près avec moi durant de longues périodes consacrées à ce livre :

Ronnie Hope a été un traducteur de l'hébreu plus que compétent. C'est aussi un ami et un collègue dont les avis sur la structure, la forme et le contenu ont été précieux. Il a œuvré avec un dévouement sans faille aux diverses versions brutes du livre, souvent à des horaires aussi exténuants qu'inhabituels, de jour et de nuit. Je dois aussi à Ronnie d'avoir trouvé le titre du livre.

La délicatesse et la sagesse de Yael Sass, chef de projet du livre en Israël, ont été sans égales. Son travail acharné sur les notes et la bibliographie était une tâche peu enviable, mais elle s'y est attelée avec calme et grand talent, et elle a su créer l'atmosphère sereine, agréable et professionnelle qui m'a permis d'achever ce travail.

Le professeur Nadav Kedem a été mon vérificateur de faits et mon conseiller universitaire. Dans un livre truffé de détails secrets comme celui-ci, il est presque impossible d'obtenir un résultat infaillible, mais le travail accompli par Nadav et les correcteurs et préparateurs du texte chez Random House, Will Palmer et Emily DeHuff, l'a nettoyé de ses erreurs autant qu'il était possible.

Le brio exceptionnel d'Adi Engel, ses connaissances, son mode de pensée original et sa vision ont été précieux pour élaborer la structure de ce livre. Je crois que le caractère sans compromis de l'engagement d'Adi pour la cause des droits de l'homme imprègne les pages de ce volume.

Je me sens profondément reconnaissant envers ces quatre interlocuteurs – leur empreinte sur ce texte est inestimable.

Kim Cooper et Adam Vital m’ont aidé dans mes premières tentatives de travailler aux États-Unis. Du fait de leurs excellents conseils et de leur foi des premiers jours dans ce projet, une grande part du mérite de ce livre et de son achèvement leur revient. Richard Pepler m’a encouragé dans mon travail sur ce texte et m’a appris un mot yiddish très important, au bon moment. Merci à Dan Margalit et Ehu (Udi) Eiran, tous deux si érudits et si avisés, d’avoir lu le manuscrit et de m’avoir fait part de leurs réflexions si précieuses ; au professeur Chen Kugel, pour son aide dans le déchiffrement de l’écriture du professeur Otto Prokop (qui a effectué l’autopsie de Wadie Haddad) ; et à Vanessa Schlesier, qui nous a aidés à traduire de l’allemand et m’a aussi aidé à reconstituer la tentative d’assassinat de Khaled Mechaal à Amman. C’est ici aussi pour moi le lieu où exprimer ma gratitude à la famille du médecin de la famille royale, le docteur Sami Rababa, pour son aide en Jordanie.

Un certain nombre de journalistes, d’historiens et de photographes se sont montrés extrêmement ouverts et m’ont aidé de leurs conseils et en me permettant de consulter leurs archives : Ilana Dayan, Itai Vered, Yarin Kimor, Yoram Meital, Shlomo Nakdimon, Dov Alfon, Klaus Wiegrefe, Zeev Drori, Motti Golani, Benny Morris, Nir Mann, Shachar Bar-On, Yoav Gelber, Ehud Yaari, Ziv Koren, Alex Levac et le regretté Aaron Klein. Je dois également des remerciements à Tal Miller et Lior Yaakovi pour leurs recherches aux premiers stades de mon travail et à Haim Watzman, Ira Moskowitz et Deborah Cher pour leur travail de traduction et d’édition à cette période. Je me dois ici aussi de mentionner le soutien indéfectible et l’amitié d’Eran Zmora et Yoram Roz, propriétaires de Kinneret Zmora-Bitan, qui publie mes livres en Israël, et de Shmuel Rosner, leur directeur éditorial.

Les juristes Eitan Maoz, Jack Chen et Dvorah Chen m’ont prodigué leurs importants conseils juridiques sur divers points de droit.

Mes voyages de recherche d’informations sur les opérations secrètes d’Israël m’imposent maintenant l’agréable devoir d’adresser mes remerciements à diverses personnes dans le monde : à

Gunther Latsch, pour avoir épluché les dossiers de la Stasi ; à Robert Baer et au regretté Stanley Bedlington, pour m'avoir aidé à mieux comprendre les rouages de la CIA ; à Crispin Thorold et Marianne El Hajj du Tribunal spécial sur le meurtre de Rafik Hariri à La Haye, pour leurs documents étonnants sur les escadrons de la mort du Hezbollah ; au Bataillon de parachutistes 202 de l'Armée de défense d'Israël pour sa protection contre les tentatives du Hamas de faire sauter la maison de la casbah de Naplouse où nous étions ; à Aql al-Hashem, qui nous a tirés d'un échange de coups de feu au Sud-Liban (et qui était sûr d'être lui-même à l'épreuve des balles avant d'être tué par un engin explosif du Hezbollah) ; au procureur spécial argentin, le regretté Alberto Nisman, qui m'a permis d'être témoin de son combat pour découvrir la vérité sur l'explosion du centre juif de l'AMIA à Buenos Aires sans savoir qu'il serait la victime suivante dans cette affaire ; à « J. », qui m'a accompagné dans la zone de la Triple Frontière à Ciudad del Este et a insisté pour que nous repartions immédiatement de la mosquée du cousin du secrétaire général du Hezbollah ; à Calder Walton, qui m'a fait part de ses recherches fondamentales sur le renseignement britannique et les milices juives clandestines en Palestine mandataire ; à mon mentor à Cambridge, le professeur Christopher Andrew, pour m'avoir guidé vers les documents du KGB des archives Mitrokhine, qu'il a été le premier à révéler ; à « Ethan », « Iftach » et « Advantage », qui m'ont fourni tant de conseils et d'éclairages et m'ont aidé à constituer le réseau compliqué de relations qui a été au fondement d'une grande partie de l'information contenue dans ce livre.

Mes remerciements tout particuliers, du fond du cœur, à mon ami et collègue Holger Strak, pour son aide auprès des milieux du renseignement et de la défense allemands, ainsi que le soutien, les projets conjoints, l'amitié et les nombreux secrets que nous avons partagés et confiés à personne d'autre qu'à nous-mêmes. À mon agent en Allemagne, Hannah Leitgeb, et au journaliste et éditeur Georg Mascolo qui ont grandement contribué à la publication de la traduction allemande de ce livre par DVA/Spiegel. Mes remerciements à tous les deux, ainsi qu'à l'équipe de DVA, en particulier à Julia Hoffmann et Karen Guddas.

Le professeur Jacob Raz, spécialiste du zen, un être particulièrement éclairé, m'a aidé à comprendre l'art de la brièveté. La taille du livre, qui correspond à la moitié du volume du manuscrit, est la preuve qu'il aura au moins partiellement atteint son but.

Enfin, je remercie tous ceux que j'ai interviewés et mes sources pour leur temps, leurs efforts et leur bonne volonté et – dans certains cas – les grands risques qu'ils ont accepté de prendre. J'y associe ceux que j'ai vivement critiqués et ceux dont les descriptions de leurs actes m'ont glacé le sang. Ils m'ont tous ouvert leurs souvenirs et leur cœur, pour que je puisse y lire, et dire à mes lecteurs l'affrontement inévitable, violent et parfois inexpiable entre le besoin d'une nation de se défendre et les principes fondamentaux de la démocratie et de la morale.

Je dois les meilleures parties de ce livre à tous les individus dont je mentionne le nom dans ces remerciements. Les erreurs sont toutes miennes, et relèvent de ma responsabilité.

NOTES

AVERTISSEMENT SUR LES SOURCES

1. L'Armée de défense d'Israël et les Archives du ministère de la Défense (qui incluent les archives de l'AMAN) n'ont autorisé l'accès qu'à un nombre limité de dossiers, et, dans ces dossiers, uniquement à des contenus issus de médias en libre accès – en d'autres termes, aucun document original digne d'intérêt. Le Shin Bet n'a accepté de communiquer qu'un certain nombre de tableaux statistiques relatifs aux attentats terroristes et reprenant des informations au sujet de terroristes bien précis, mais a refusé de révéler le moindre élément factuel touchant à ses propres actions. Le Mossad n'entretient aucune relation avec les médias. Toutes nos tentatives destinées à nous assurer la coopération de sa division des opérations spéciales, Césarée, sont aussi restées vaines. En réponse à ma demande d'entretien, l'historien de l'unité, Y., m'a répliqué : « Même si j'étais le dernier au sein de la hiérarchie du renseignement à ne pas avoir effectué ce pèlerinage jusqu'à vous, en aucun cas je ne collaborerais avec vous. J'ai autant de mépris pour l'individu qui vous a indiqué mon numéro de téléphone que pour vous » (échanges de SMS avec Y., 15 août 2015).

2. Cour suprême, HCOJ [Bagatz] 4801/07, le prof. Ronen Bergman et *Yediot Aharonot* contre le cabinet du Premier ministre, le directeur général du ministère de la Défense, le Mossad et le directeur du Mossad, le Shin Bet et le directeur du Shin Bet, et la Commission de l'énergie atomique.

3. Les recherches menées pour dévoiler les activités d'espionnage d'individus de l'entourage du chef d'état-major contre le ministre de la Défense, Ehud Barak, décrites plus tard dans mon livre intitulé *The Pit* (coécrit avec le journaliste Dan Margalit). Uri Misgav, « Ex-CoS Gabi Ashkenazi Pressed the Shin Beth to Open an Investigation Against a Journalist », *Haaretz*, 29 novembre 2013. Richard Silverstein, « IDF Chief Threatened Journalist with Espionage for Exposing Rampant Military Corruption », Tikun Olam, 20 décembre 2013, https://www.richardsilverstein.com/2013/12/20/idf-chiefthreatened-journalist-with-espionage-for-exposing-rampant-military-corruption/. Dans toutes ses réponses – en public, au contrôleur des finances,

aux médias, à la police militaire, au ministère public –, Ashkenazi a vigoureusement nié (et nie encore à ce jour) avoir agi de la sorte. Il a affirmé que ce sont le ministre de la Défense et/ou les collaborateurs du ministre qui ont commis des actes répréhensibles et tenté de le combattre lui, le chef d'état-major, en dépit de sa popularité.

4. La plupart de ces entretiens se sont déroulés après le début des travaux sur ce livre, en 2010, et une plus petite partie a été recueillie dans le cadre d'une recherche pour d'autres projets, au cours des vingt années précédentes. Aucun n'a reçu d'imprimatur officiel.

PROLOGUE

1. Entretien avec Meir Dagan, 29 mai 2013.

2. En réaction à des articles que j'ai publiés, Dagan a obtenu du Premier ministre Ehud Olmert d'ordonner au Shin Bet de se livrer à une surveillance approfondie de ces fuites, y compris en plaçant sur écoute les téléphones des chefs de plusieurs divisions du Mossad. Au terme de cette enquête, Dagan a limogé son adjoint, qu'il a accusé de fuite, malgré les démentis formels de ce dernier. Ronen Bergman, « Dismissal at Mossad's High Command », *Yediot Aharonot*, 10 juillet 2007.

3. Entretien avec « Eldy », juin 2014, et « Nietzsche », juillet 2007.

4. Ces chiffres ont trait à toutes les opérations d'assassinat au sujet desquelles des informations ont pu être réunies dans le cadre des recherches consacrées à ce livre, et qui sont pour la plupart mentionnées dans ces pages. Toutefois, le calcul de ces chiffres s'avère compliqué, car la cible d'une opération est parfois à caractère mixte – elle visera à la fois des locaux et une enceinte appartenant à l'ennemi, mais aussi des personnes précises. Ce chiffre comprend ici les actions du Front de libération du Liban des étrangers, une organisation terroriste qu'Israël avait mise en place au Liban entre 1980 et 1983, et qui, de sa propre initiative, s'est attaquée à de nombreux membres de l'OLP et civils palestiniens, et compte à son actif les tentatives d'assassinat manquées visant à tuer Arafat, l'opération Salt Fish (Poisson Salé), qui a coûté de nombreuses vies humaines parmi les civils. L'essentiel des éléments enfermés dans les salles fortes des services de renseignement étant inaccessibles, cela reste une estimation prudente. Leur nombre réel est sans doute nettement plus élevé.

5. Les sources au sein du Shin Bet expliquent que, pendant cette période de la Seconde Intifada, pour chaque opération d'assassinat réussie, cinq ou sept tentatives précédentes contre la même cible avaient échoué. Certaines de ces interventions avaient été interrompues avant même qu'un coup de feu n'ait été tiré, d'autres ont échoué parce que le missile avait été dévié de sa course parce qu'on avait repéré des civils dans la zone cible, et d'autres encore parce qu'on avait manqué l'objectif. L'opération Birds of Prey (Oiseaux de Proie), qui entama les hostilités entre Israël et le Hamas en 2008, en tentant de semer « frayeur et

stupeur » dans la bande de Gaza, consistait en plus de mille missions d'attentats à la bombe, certaines visant des soldats, et d'autres des structures et installations de stockage. Entretiens avec Ehud Barak, 1er juillet 2013, Yoav Galant, 1er juin 2011, et « Amazonas », juin 2017.

6. Dans un entretien avec l'auteur (12 juin 2016), Tim Weiner, auteur d'une histoire de la CIA qui fait autorité, *Des cendres en héritage*, affirmait qu'aucune tentative d'assassinat contre des dirigeants politiques comme le Cubain Fidel Castro n'avait réussi. Qui plus est, après l'assassinat de John F. Kennedy, toutes ces tentatives ont cessé. Toutefois, Weiner expliquait aussi que la CIA avait continué, après cette date, à fournir des renseignements et un soutien opérationnel à des affidés des États-Unis partout dans le monde, et que des milliers de personnes ont été tuées par ces affidés du fait du soutien direct ou indirect de la CIA – certains sous la torture, d'autres à cause d'activités paramilitaires durant la guerre de l'ombre menée par l'agence jusqu'à la fin de la Guerre froide. Le nombre total des tués du fait d'affidés de Washington est très difficile à établir, mais Weiner considérait que pendant la seule guerre du Vietnam, il fallait inclure au nombre des victimes plus de vingt mille suspects du Viêt-cong. Suite aux conclusions de diverses commissions d'enquête sur les activités de la CIA, les présidents Ford et Carter émirent des directives interdisant à la communauté du renseignement de procéder, directement ou indirectement, à des assassinats ciblés. Pourtant, après le 11-Septembre, ces opérations d'assassinats ciblés ont repris, surtout au moyen de drones, au Pakistan, en Afghanistan, en Somalie et au Yémen. Les chiffres mentionnés dans le texte proviennent de New America, think tank basé à Washington, à l'adresse https://www.newamerica.org/in-depth/americas-counterterrorism-wars/pakistan/.

1. Dans le sang et le feu

1. Entretiens avec David Shomron, 26 mai 2011, et Yitzhak Shamir, janvier 1997.

2. Harouvi, *Palestine Investigated*, p. 230 (texte en hébreu).

3. Entretien avec Yitzhak Shamir, janvier 1997.

4. Harouvi, *Palestine Investigated*, p. 191 (texte en hébreu). Banai, *Anonymous Soldiers*, p. 243 (texte en hébreu). Redoutant d'être assassiné, Morton fut affecté à la colonie britannique de Trinidad, mais le Lehi tenta aussi de le supprimer dans l'île. Yahav, *His Blood Be on His Own Head : Murders and Executions During the Era of the Yishuv*, p. 286 (texte en hébreu).

5. Harouvi, *Palestine Investigated*, p. 235.

6. Entretien avec David Shomron, 26 mai 2011.

7. Ben-Tor, *The Lehi Lexicon*, pp. 119-120 (texte en hébreu).

8. Entretien avec David Shomron, 26 mai 2011.

9. La date de cette réunion historique n'a pu être clarifiée. La plupart des sources en hébreu la situent le 29 septembre, tandis que les sources en anglais suggèrent la date du 28. Toutes les sources concordent pour affirmer que c'était à la veille de la fête de Simhat Torah en 1907, mais cette année-là, elle avait lieu le 1er octobre.

10. Il y a aussi divergence sur le nombre de participants. La plupart des sources en désignent huit, mais certaines vont jusqu'à dix. Il se peut qu'après les faits, d'aucuns aient voulu être associés à ce qui s'est révélé être un événement historique.

11. Hagai, *Yitzhak Ben-Zvi : Selected Documents*, p. 1516 (texte en hébreu).

12. Au milieu des années 1870, l'engagement des Juifs dans les mouvements révolutionnaires n'était plus un fait rare. Vital, *A People Apart : A Political History of the Jews in Europe 1789-1939*, pp. 400-415.

13. Manya Shochat, une femme qui avait rejoint le groupe peu de temps après, avait pris part à un certain nombre d'actions terroristes en Russie et caché une partie de leur stock d'armes clandestin à son domicile d'Odessa. Un

étudiant avait découvert la cache, par mégarde, et Manya Sochat n'avait pas hésité. Elle avait dégainé un pistolet miniature équipé d'un silencieux et abattu le malheureux étudiant. Ensuite, un ami et elle avaient tranché les jambes du cadavre pour qu'il entre dans une malle, qu'ils avaient expédiée à une adresse inventée de toutes pièces. Lazar, *Six Singular Individuals*, pp. 52-53 (texte en hébreu).

14. Yahav, *His Blood Be on His Own Head*, p. 40 (texte en hébreu).

15. *Ibid.*, pp. 33-39.

16. Plus tard, il s'est avéré que Manya Shochat, l'une des fondatrices de Hashomer qui envoya les assassins, avait fondé sa décision sur des informations erronées. Dalia Karpel, « The Untold Story About the Wrong Arab, Who Got Assassinated by Manya Shochat », *Haaretz*, 5 juin 2009. Yahav, *His Blood Be on His Own Head*, p. 41 (texte en hébreu). Lazar, *Six Singular Figures*, pp. 78-93.

17. Nakdimon, *De-Haan : The First Political Murder*, pp. 171-182 (texte en hébreu). Entretien avec Shlomo Nakdimon, 18 février 2015. Mail de Nakdimon, 29 mai 2017.

18. Témoignage d'Israël Galili, Yad Tabenkin Archive (YTA), 5/7/1-2-15.

19. Comme tout mouvement de résistance clandestin, les cellules étaient constamment sous la menace de manœuvres d'infiltration et de dénonciations. Les informateurs juifs, qu'ils soient confirmés ou simplement suspects, étaient aussitôt éliminés – 26 par l'Irgoun et 29 par le Lehi. Ben Gourion lui-même approuva l'élimination de beaucoup de ces informateurs juifs par la Haganah, en s'assurant que la nouvelle de ces assassinats circule assez largement pour dissuader les autres. Gelber, *A Budding Fleur-de-Lis : Israeli Intelligence Services During the War of Independence, 1948-1949*, p. 553 (texte en hébreu). Ces chiffres émanent des recherches effectuées par le journaliste Shlomo Nakdimon.

20. Ronen Bergman, « The Scorpion File », *Yediot Aharonot*, 30 mars 2007.

21. Entretien avec Mordechai Gichon, 7 mai 2010.

22. Les rapports transmis par les hommes de la Brigade, notamment par Gichon, à la direction de la Haganah et du Yichouv en Palestine furent les premières informations signalant l'ampleur de l'extermination des Juifs d'Europe, provenant d'abord d'Italie et d'Autriche, et, en octobre 1945, de Pologne et des camps de la mort eux-mêmes. Brigade juive, Mission de localisation de parents de soldats, Journal de mission, Pinhas Loebling, octobre 1956, collection du Musée de la Légion juive, Unité des Musées du ministère de la Défense.

23. Entretien avec Hanoch Bartov, 6 juin 2010.

24. Les chefs du mouvement d'extrême gauche Hashomer Hatzair étaient informés de ces opérations de représailles, qu'ils approuvaient en silence. Halamish, *Meir Yaari*, p. 283 (texte en hébreu).

25. Une autre action de représailles fut lancée par un groupe de Juifs, des partisans qui avaient combattu les Allemands, sous le commandement d'Abba Kovner. Ils voulaient tuer six millions d'Allemands en empoisonnant des réservoirs. Plus tard, ils changèrent de plan et tentèrent de tuer des prisonniers de guerre allemands en empoisonnant leur pain. Des scientifiques du Yichouv leur fournirent de l'arsenic, mais aujourd'hui encore, on ignore ce que les chefs de la Palestine savaient de ce projet. Les partisans affirment avoir réussi à tuer des centaines d'Allemands, mais selon les soldats américains en charge du camp, seuls quelques dizaines d'entre eux subirent un grave empoisonnement du système digestif. Entretien avec Dina Porat, octobre 2014. Porat, *Beyond the Corporeal : The Life and Times of Abba Kovner*, pp. 224-248. Bar-Zohar, *The Avengers*, pp. 40-47 (texte en hébreu)

26. Témoignage de Kalman Kit, Haganah Historical Archives, 48.42.

27. Entretien avec Gichon, 7 mai 2010.

28. Témoignage de Dov Gur, HHA, 12.36. Gelber, *Jewish Palestinian Volunteering in the British Army*, pp. 307-308 (texte en hébreu).

29. Témoignages dans la série *The Avengers*, réalisée par Yarin Kimor et diffusée sur la chaîne israélienne Channel 1 TV en 2015. Transcription des témoignages dans les archives de l'auteur, avec l'autorisation de Yarin Kimor.

30. Témoignage d'Yisrael Karmi, HHA, 51.4.

31. Entretien avec Gichon, 7 mai 2010. Journal de l'officier de renseignement du Premier bataillon de la Brigade (archives de l'auteur, transmis par Gichon).

32. Afin de dissimuler leurs activités nocturnes, le groupe des justiciers qui, de jour, remplissaient leurs missions de soldats de l'armée régulière britannique, agissaient sous couvert d'une unité imaginaire, la TTG Company, une appellation qui figurait sur les documents qu'ils présentaient aux sentinelles des barrages routiers quand ils sortaient effectuer leurs opérations (en plus de faire passer des armes de contrebande et des survivants de l'Holocauste). Le sigle TTG, dont les sentinelles britanniques ont pu croire qu'il désignait une unité ultra-secrète, si secrète que personne n'en avait entendu parler, correspondait en réalité à *tilhas tizi gesheftn*, une combinaison de yiddish et d'arabe signifiant « unité-bouffe-moi-le-cul ». Eldar, *Soldiers of the Shadows*, pp. 12, 17 (texte en hébreu).

33. Témoignage de Shalom Giladi, HAA, 150.004.

34. Bar-Zohar, *Avengers*, p. 37 (texte en hébreu).

35. Entretien avec Yoav Gelber, 16 mai 2011. Naor, *Laskov*, pp. 141-143 (texte en hébreu). Les anciens du Gmul n'admettent qu'une seule erreur : en juin 1945, ils étaient certains d'avoir localisé et supprimé Adolf Eichmann, l'officier SS chargé d'envoyer des millions de Juifs à la mort. Ce fut seulement plusieurs années après le meurtre de leur victime, quand Israël reçut l'information qu'il était en vie, qu'ils admirent en effet s'être trompés.

36. Gelber, *Growing a Fleur-de-Lis*, pp. 457-460 (texte en hébreu).

37. Mann, *Sarona : Years of Struggle, 1939-1948*, pp. 111-113 (texte en hébreu).

38. David Giladi, « With the Son of Wagner from Sarona, and with the Guest from the Monastery in Budapest », *Yediot Aharonot*, 29 mars 1946. « The “Palestinians” Were Supervising the Extermination », *Yediot Aharonot*, 31 mars 1946.

39. Entretien avec Rafi Eitan, 24 janvier 2013.

40. « German Shot Dead », *Palestine Post*, 24 mars 1946. Mann, *Sarona*, pp. 111-138 (texte en hébreu).

41. Yahav, *His Blood Be on His Own Head*, p. 96 (texte en hébreu).

42. Mann, *Sarona*, p. 124 (texte en hébreu).

43. Sauer, *The Story of the Temple Society*, p. 260. Entretien avec Eitan, 24 janvier 2013.

44. Plus tard, dans le cadre des accords sur les réparations entre l’Allemagne de l’Ouest et Israël, suite à l’Holocauste et à la Seconde Guerre mondiale, l’État hébreu accepta de dédommager les Templiers de la valeur des biens qu’ils avaient abandonnés en Palestine. Mann, *The Kirya in Tel-Aviv : 1948-1955*, pp. 29-30 (texte en hébreu).

45. Par exemple, après que quatre Juifs eurent été tués et sept autres blessés dans un café de Tel Aviv le 10 août 1947, une escouade de cinq hommes de la Haganah entreprit de supprimer l’organisateur de cet attentat, identifié comme tel. Ne l’ayant pas trouvé à son domicile, ils tuèrent cinq passants qui tentaient de s’enfuir. Yahav, *His Blood Be on His Own Head*, p. 91 (texte en hébreu).

46. *Ibid.*, p. 97.

47. *Ibid.*, p. 25. Banai, *Anonymous Soldiers*, p. 243. Frank, *Deed*, pp. 20-21 (texte en hébreu).

48. Ben-Tor, *Lehi Lexicon*, pp. 198-200. Yalin-Mor, *Lohamey Herut Israel*, pp. 210-221 (texte en hébreu).

49. Entretien avec Shamir, janvier 1997. Michael J. Cohen, « The Moyne Assassination, novembre 1944 : A Political Assessment », *Middle Eastern Studies*, vol. 15, nº 3, 1979, pp. 358-373.

50. Porath, *In Search of Arab Unity, 1930-1945*, pp. 134-148 (texte en hébreu). Wasserstein, *The Assassination of Lord Moyne*, pp. 72-83.

51. Arnaldo Cortesi, « Rome Hunts Clues in Embassy Blast », *New York Times*, 1er novembre 1946.

52. « Stern Group », s.111z : Alex Kellar à Trafford Smith, Colonial Office, 16 août 1946. James Robertson à Leonard Burt, Special Branch, 26 août 1946, NA KV5/30.

53. « Appreciations of the Security Problems Arising from Jewish Terrorism, Jewish Illegal Immigration, and Arab Activities », 28 août 1946, UK NA KV3/41. Entretien avec Paul Kedar, 15 juin 2011. « Activities of the Stern Group », James Robertson à Trafford Smith, Colonial Office, 5 février 1946, UK NA FO 371/52584. Walton, *Empire of Secrets*, pp. 78-80.

54. Entretien avec Shomron, 26 mai 2011.

2. Naissance d’un monde secret

1. *Davar*, 1[er] décembre 1947. Entretien avec Gelber, 16 mai 2011.

2. Gelber, *Independence Versus Nakbah*, p. 119 (texte en hébreu).

3. Ce chiffre de cinq cents provient de Kai Bird, *The Good Spy*, p. 87.

4. Danin, *Tzioni in Every Condition*, pp. 222-225 (texte en hébreu).

5. Ce poison qui devait être employé dans l’opération Atlas était du trioxyde d’arsenic, et le but, selon les participants qui furent interrogés avec brutalité par le renseignement britannique, consistait « à infliger un maximum de dégâts » aux ennemis communs aux Palestiniens et aux nazis – les Juifs, les Britanniques et les Américains (UK NA KV2/455).

6. Ce récit des tentatives d’assassinat contre le mufti est repris de Yahav, *His Blood Be on His Own Head*, p. 94 (texte en hébreu). Gelber, *Growing a Fleur-de-Lis*, p. 653.

7. Pedahzur, *The Israeli Secret Services*, p. 18. Harel, *Security and Democracy*, p. 94 (texte en hébreu).

8. Salameh fut blessé par un obus de mortier le 31 mai 1948, lors de la bataille pour Rosh HaAyin, les sources situées au nord-est de Tel Aviv qui approvisionnent la ville en eau. Il mourut deux jours plus tard. Le mufti Hadj Amin al-Husseini survécut à tous les attentats perpétrés contre lui et mourut de mort naturelle à Beyrouth en 1974. Gelber, *Israeli-Jordanian Dialogue*, *1948-1953 : Cooperation, Conspiracy, or Collusion ?*, p. 119 (texte en hébreu).

9. Entretien avec Avraham Dar, 18 avril 2012.

10. Dror, *The « Arabist » of Palmach*, pp. 56-58 (texte en hébreu).

11. HHA, Témoignage de Yoseph Tabenkin, 199.6.

12. HHA 100.100.61. Eldar, *Flotilla 13 : The Story of Israel’s Naval Commando*, pp. 107-108 (texte en hébreu). Yahav, *His Blood Be on His Own Head*, p. 95 (texte en hébreu).

13. Toutes les actions du Peloton arabe ne furent pas des succès. Certains de ses membres se firent prendre et exécuter. Une tentative de se servir de ces hommes pour essayer d’organiser un massacre à Gaza en empoisonnant les

sources d'approvisionnement en eau compta parmi ces échecs. Ce fut en réaction à l'invasion par les États arabes après la déclaration d'indépendance. Les deux hommes envoyés pour cette mission furent capturés et tués. HHA 187.80.

14. Département politique de l'agence à Zaslani, 12 mai 1948, Central Zionist Archive, S25\9390.

15. Les armées régulières de six États arabes envahirent Israël : celles de l'Égypte, de la Syrie, de la Jordanie, de l'Irak, du Liban et de l'Arabie Saoudite, ainsi que l'Armée de libération de la Palestine, agissant toutes conjointement avec les unités palestiniennes de l'intérieur opérant dans le pays.

16. Des recherches ultérieures sur la guerre d'indépendance, certaines rédigées par un groupe d'historiens qu'on qualifia de nouveaux sionistes ou de post-sionistes, en raison de leur approche novatrice du conflit israélo-arabe (que nombre de « vieux historiens » jugeaient mauvaise), ont conclu que, dès le début, il y avait parité entre les forces juives et arabes, et que sur certains champs de bataille, les Juifs jouissaient même d'un avantage en raison des divisions internes, des querelles et de la planification inférieure dans le camp arabe. Morris, *Righteous Victims*, p. 209 (texte en hébreu).

17. L'entretien avec Azzam qui fut publié une première fois dans un quotidien égyptien en octobre 1947 a été cité à de multiples reprises depuis lors et sa signification réelle est devenue le sujet d'une vive controverse. Morris, *Righteous Victims*, p. 208. Tom Segev, « The Makings of History : The Blind Misleading the Blind », *Haaretz*, 21 octobre 2011.

18. Morris, *Israel's Border Wars*, 1949-1956, p. 3 (texte en hébreu).

19. Golani, *Hetz Shachor*, p. 13 (texte en hébreu).

20. Le résultat de l'immense effort de renseignement qu'ordonna Ben Gourion pour infléchir les points de vue des membres du Comité spécial des Nations unies sur la Palestine, constitué en mai 1947 pour recommander à l'Assemblée générale ce qu'il convenait de faire en Palestine en vue de favoriser un État juif indépendant, représenta un important succès du renseignement avant même l'instauration de l'État. Ronen Bergman, « A State Is Born in Palestine », *New York Times Magazine*, 7 octobre 2011. Entretien avec Elad Ben Dror, 12 novembre 2003. Elad Ben Dror, « The Success of the Zionist Strategy Vis-à-vis UNSCOP », thèse de doctorat, université Bar-Ilan.

21. Bureau du ministre de la Défense aux chefs de la défense et à la communauté du renseignement, Organisation des Services de renseignement, 15 février 1959, Archives du ministère de la Défense et de l'Armée de défense d'Israël, 870.22. Journal de Ben Gourion, vol. B. 494, 590. Shiloh, *One Man's Mossad*, pp. 120-121 (texte en hébreu).

22. Sauer, *The Holy Land Called : The Story of the Temple Society*, p. 208.

23. Entretien avec Isser Harel, mars 1999. Siman Tov, « The Beginning of the Intelligence Community in Israel », *Iyunim*, vol. 23.

24. Le chef de l'Irgoun, Menahem Begin, était extrémiste dans ses opinions, mais il agit avec fermeté pour empêcher que n'éclate une guerre civile, et malgré sa colère lors de la destruction de l'*Altalena* et ses divergences avec Ben Gourion, il ordonna à ses hommes d'accepter l'autorité de l'État et d'intégrer l'armée.

25. Sheleg, *Desert's Wind : The Story of Yehoshua Cohen*, pp. 88-95 (texte en hébreu).

26. Département de l'information publique des Nations unies, Communiqué de presse PAL/298, 18 septembre 1948, « General Lundstrom Gives Eyewitness Account of Bernadotte's Death ».

27. Regev, *Prince of Jerusalem*, pp. 13-17 (texte en hébreu).

28. À la fin des années 1950, Ben Gourion démissionna et s'installa au kibboutz Sdeh Boker, dans le Néguev, un geste destiné à encourager la jeunesse à s'installer dans le désert. Poussé par ce même esprit pionnier, Yehoshua Cohen s'y installa lui aussi, avec sa famille. Avec le temps, il devint un ami intime et un proche compagnon de Ben Gourion, et lui tint lieu de garde du corps. Lors d'une de leurs promenades, Cohen admit devant l'ancien Premier ministre que c'était lui qui avait tiré les coups de feu qui avaient tué Bernadotte et qu'il était l'homme que les espions de celui-ci avaient recherché en vain. Bar-Zohar, *Ben Gurion*, pp. 316-317 (texte en hébreu). Regev, *Prince of Jerusalem*, p. 100.

29. « The UN Must Act », *New York Times*, 19 septembre 1948.

30. Bar-Zohar, *Ben Gurion*, p. 317.

31. Entretiens avec Amnon Dror, janvier 1997, et Menahem Navot, 6 avril 2017. Navot, *One Man's Mossad*, pp. 24-25 (texte en hébreu).

32. Harel considérait les organisations scissionnistes comme des foyers d'extrémistes de droite ou de gauche, et il avait les uns et les autres en horreur. « Déjà quand j'étais enfant [il était né en Russie], j'avais vu des manifestations de violence et de brutalité arbitraires, et les visions cruelles de la révolution bolchevique étaient profondément gravées dans mon esprit. Ces visions suscitèrent en moi une aversion profonde et sans complaisance. » Harel, *Security and Democracy*, p. 78. Entretien avec Harel, 6 avril 2001.

33. Harel affirmerait plus tard que cette surveillance visait des éléments qu'il suspectait de former un nouveau mouvement clandestin ou d'autres actions subversives, mais en réalité il se servait du Shin Bet comme d'une agence d'espionnage politique agissant pour le compte de Ben Gourion. L'agence ouvrait l'œil sur les rivaux et les détracteurs du Premier ministre, même s'ils ne s'étaient manifestement pas engagés dans des agissements illégaux. L'agence créa même avec des fonds du Shin Bet un magazine pro-Ben Gourion, censément vendu dans le commerce. Intitulé *Rimon*, il concurrençait un magazine d'information au ton plein de verve, *Haolam Hazeh*, qui attaquait le personnage. Entretiens avec Harel, 6 avril 2001, Uri Avnery, 19 juillet 2013 et

Arie Hadar, 8 juillet 2011. Ronen Bergman, « The Shin Bet Secrets », *Yediot Aharonot*, 23 mars 2007.

34. Archives de l'État d'Israël, 3771/70. Sutton et Shushan, *People of Secret and Hide*, pp. 144-146 (texte en hébreu). Erlich, *The Lebanon Tangle 1918-1958*, pp. 262-265 (texte en hébreu). Entretiens avec Moshe Sasson, mai 1996, Reuven Erlich, 9 décembre 1999, et Rafi Sutton, 9 mai 2012.

35. Entretien avec Arthur Ben-Natan, 13 septembre 2010.

36. La querelle sur la répartition des pouvoirs, des ressources et des territoires entre les services n'a jamais connu de fin. De décennie en décennie, les Premiers ministres ont mis en place un comité secret destiné à reformuler une « Magna Carta » de la communauté du renseignement définissant ces domaines. Ces trois agences originelles furent bientôt rejointes par quatre autres : le Lakam (acronyme du Bureau des relations scientifiques), au ministère de la Défense, engagé dans l'espionnage technologique et militaire, la Commission israélienne de l'énergie atomique, qui supervisait le programme nucléaire du pays ; l'Administration scientifique qui contrôlait, entre autres, l'institut biologique de Ness Ziona, où étaient développées les armes et contre-mesures biologiques ; et le Nativ, qui était responsable des contacts sous couverture avec les Juifs soviétiques.

37. Harel imposa au sein du Mossad une discipline de fer et un strict respect du secret. Il ordonna à chacun des agents de l'organisme d'adopter un pseudonyme et demanda que l'on attribue un nom de code à chaque unité, à chaque opération, à chaque agent. Ces noms de code et pseudonymes devaient être utilisés en toutes circonstances, même dans la correspondance et dans les débats internes. Cette pratique demeure en vigueur à ce jour.

38. À la « Section résiduelle 32 » de la « Loi fondamentale d'Israël : Gouvernement » (en l'absence d'une constitution, les lois fondamentales d'Israël sont le niveau de législation du pays le plus élevé, et le plus difficile à amender), il est stipulé que le gouvernement peut faire « tout ce qu'il estime nécessaire » en vue de s'acquitter de ses missions. Dans les faits, cette formulation vague donne au Premier ministre d'Israël le pouvoir d'ordonner des opérations secrètes et des assassinats sans aucun contrôle de la part des institutions démocratiques du pays ou de la presse. Après la révélation d'une série d'agissements illégaux commis par les personnels du Shin Bet au milieu des années 1980, et le limogeage de la haute hiérarchie de l'agence, le nouvel exécutif exigea l'adoption d'une loi qui définirait explicitement ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Cette loi a été adoptée par la Knesset en 2002. Depuis lors, le Mossad a délibéré de l'hypothèse d'une loi similaire s'appliquant à son statut, mais ces discussions se sont toujours heurtées à une contradiction fondamentale. À l'inverse du Shin Bet, qui opère à l'intérieur d'Israël et des territoires qu'il contrôle, presque tout ce que fait le Mossad constitue une infraction, parfois flagrante, aux lois d'autres pays. Ce type d'activité est très difficile si ce n'est impossible à circonscrire dans le cadre d'une législation, sans compter que cela la rendrait publique et constituerait une confirmation

parlementaire écrite que l'État d'Israël autorise de graves violations de la souveraineté de pays étrangers. En mai 2017, le directeur du Mossad, Yossi Cohen, décida de mettre fin à ces arguties sans fin et trancha : aucune loi ne serait promulguée concernant le Mossad. Entretiens avec Dagan, 26 mai 2013, « Iftach », mars 2017, « Advantage », juillet 2017, « Sasha », juin 2015, et « Serenity », septembre 2017.

39. Entretiens avec Yuval Cohen-Abarbanel, juillet 1997, et Haim Cohen, juillet 1997. Ronen Bergman, « Under the Layers of Paint », *Haaretz*, 29 août 1997.

40. Ce n'était pas la seule unité d'opérations spéciales à recevoir cette numérotation – les commandos de la marine s'appelaient Shayetet (Flottille) 13. L'armée de l'air projeta aussi d'aligner un Tayeset (Escadrille) 13, avec pour mission le transport des personnels israéliens vers leurs cibles. Ce chiffre apparaissait aussi ailleurs – le 13 décembre 1949 constitue la date officielle de fondation du Mossad.

41. Entretiens avec Dar, 5 janvier 2015, et Arie Krishak, 12 mars 2007.

42. Unité 131, Mordechai Ben Tzur au directeur de l'AMAN, « Events in Egypt, July-Sept. 1954 », 5 octobre 1954, MODA 4.768.2005.

43. Avraham Dar au directeur de l'AMAN, « Report on Conversation with Defense Minister 29.12.54 », 10 janvier 1954 ; et, les années suivantes : Dar au directeur de l'AMAN et au commandant de l'Unité 131, « The Reasons for Leaving Unit 131 », 30 septembre 1955 ; Dar au directeur du Mossad Meir Amit, 29 août 1967 ; Dar au Premier ministre Eshkol, « Prisoners in Egypt », 27 septembre 1967 (archives de l'auteur, transmis par Dar).

44. Entretien avec Eitan, 19 septembre 2011.

45. Entretien avec Harel, mars 1999.

46. Entretiens avec Harel, 6 avril 2001, Imanuel Talmor, 1er mai 2013, et « Victor », septembre 2013.

47. Le fils que mit au monde la femme d'Yisraeli quelques mois plus tard grandit en croyant que son père les avait abandonnés, lui et son pays. Il n'apprit la vérité que cinquante ans plus tard, par l'auteur de ce livre. À mon domicile, en mai 2006, cet homme, Moshe Tsipper, rencontra Raphi Medan, l'un des hommes du Mossad qui avait pris part à l'enlèvement. Tsipper intenta une procédure contre l'État et exigea d'être reconnu comme orphelin de guerre – à l'époque de l'incident, son père était en service actif – et de pouvoir consulter les documents concernés. Après des années de procédure, le Mossad accepta de le dédommager financièrement, mais sans lui communiquer aucun document. Entretiens avec Raphi Medan et Moshe Tsipper, 2 mai 2006, et Eitan, 19 février 2006. Tribunal de district de Tel Aviv (à huis clos), Tsipper contre Ministère de la Défense, 11 décembre 2013. Ronen Bergman, « Throw Away », *Yediot Aharonot*, 26 mai 2006.

48. Entretiens avec « Patriot », août 2011, Harel, 6 avril 2001, Shomron, 26 mai 2011, et Shamir, janvier 1997. Shamir, *As a Solid Rock*, pp. 122-124 (texte en hébreu). Shlomo Nakdimon, « Yitzhak Shamir : Top Secret », *Yediot Aharonot*, 25 avril 2000.

3. Le bureau chargé des rencontres avec Dieu

1. Morris, *Israel's Border Wars, 1949-1956*, pp. 28-68 (texte en hébreu).

2. Argaman, *It Was Top Secret*, p. 18 (texte en hébreu).

3. Gilbert, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict*, p. 58. Site de l'Agence juive pour Israël (The Jewish Agency for Israel), Fedayeen Raids 1951-1956, https://web/20090623224146/http:/www.jafi.org.il/education/100/maps/fed.html.

4. Entretien avec Rehavia Vardi, 19 août 1997.

5. Les chiffres cités pour les agents et les meurtres dans lesquels fut impliquée l'Unité 504 à l'époque sont des estimations fondées sur des entretiens. L'Unité 504 brûla la quasi-totalité de ses archives dans les années 1980. Entretiens avec Sutton, 9 mai 2012, Yaakov Nimrodi, 14 décembre 2010, et « Sheldon », février 1999.

6. Entretien avec Natan Rotberg, 13 juillet 2015.

7. Entretien avec Yigal Simon, 29 juillet 2012.

8. Secrétariat du Conseil des ministres, Décision du Conseil n° 426 du 11 juin 1953 (archives de l'auteur, transmis par Gilad Livneh).

9. Gilad Sharon, *Sharon : The Life of a Leader*, p. 82 (texte en hébreu).

10. L'Unité 101 reçut le même numéro que la force spéciale à laquelle avait appartenu le très réputé Orde Charles Wingate, officier britannique, en Éthiopie et en Érythrée pendant la Seconde Guerre mondiale. Avant cette guerre, Wingate avait été affecté en Palestine, où il avait dirigé les Night Squads (Escadrons nocturnes) judéo-britanniques. Il était considéré comme un héros par de nombreuses personnalités de la hiérarchie de l'armée qui avaient servi sous ses ordres dans ces Night Squads. La date de la formation de l'unité provient d'une conférence donnée par Ariel Sharon à Sderot le 20 mars 2003.

11. Sharon, *Life of a Leader*, p. 552.

12. Entretien avec Uzi Gal, novembre 2002.

13. Entretien avec Uzi Eilam, 2 décembre 2009.

14. Morris, *Israel's Border Wars, 1949-1956*, p. 27 (texte en hébreu).

15. Ilil Baum, « Father's Great Spirit », *Yediot Jerusalem*, 1er mai 2009.

16. Curieusement, la résolution condamnant Israël pour ces raids portait le numéro 101. Résolution 101 du Conseil de sécurité (1953), 24 novembre 1953 (S/3139/Rev.2).

17. Tiré d'une conférence donnée par Sharon à Sderot le 20 mars 2003.

18. Dayan, *Histoire de ma vie*, p. 11 (texte en hébreu).

19. Sharett, « Personal Diary », vol. C, 823 (texte en hébreu). Remerciements à Yaakov Sharett, fils de Moshe, qui a attiré mon attention sur cette entrée.

20. Morris, *Israel's Border Wars, 1949-1956*, pp. 81, 101, 343-345 (texte en hébreu).

21. Entretien avec Nimrodi, 14 décembre 2010. Merci à Ofer Nimrodi et Shimon Shapira pour leur aide dans l'organisation de cet entretien.

22. Aluf Benn, « Militaristic and PostZionist », *Haaretz*, 9 mai 2011.

23. Bar-On, *Moshe Dayan*, pp. 128-129 (texte en hébreu).

24. Entretien avec Rotberg, 3 août 2015.

25. *Ibid.*

26. Renseignement militaire égyptien, Enquête sur la mort du colonel Hafez, 16 juillet 1956 (archives de l'auteur, transmis par Nimrodi).

27. Encouragé par son succès, Dar suggéra à Dayan d'aller plus loin et de se servir d'un agent double pour assassiner un général syrien, le chef du renseignement militaire de Damas. Dayan approuva l'ordre d'opération détaillé et le transmit à Ben Gourion, qui se fit prier. Le Premier ministre craignait que des assassinats à répétition de hauts responsables gouvernementaux ne poussent les Arabes à déclencher des représailles contre leurs homologues en Israël, peut-être même contre lui, et il n'approuva pas l'opération. Entretien avec Dar, 8 octobre 2015.

4. Tout le commandement suprême, d'un seul coup

1. La censure militaire israélienne interdit la publication de détails relatifs à l'opération jusqu'en 1989. Enregistrement de Mordechai Bar-On à propos de Dayan, issu du séminaire « Operation Rooster 56 », 5 mars 2015.

2. Entretien avec Gelber, 16 mai 2011. Uri Dromi, « Urgent Message to the CoS : The Egyptian Code Has Been Decrypted », *Haaretz*, 29 août 2011.

3. Entretien avec Yom-Tov Eini, 19 janvier 1999. Argaman, *It Was Top Secret*, pp. 39-60.

4. Tsiddon Chatto, *By Day, By Night, Through Haze and Fog*, pp. 220-221 (texte en hébreu).

5. Il est néanmoins difficile de trouver des raisons à ces affirmations quant à son effet immédiat. En Égypte, rien n'a jamais été publié sur l'incident. En Israël non plus – pour autant que les recherches liées à ce livre nous aient permis de le savoir –, aucune information spécifique n'a été enregistrée concernant l'identité des officiers qui étaient à bord de l'Iliouchine qui a explosé, ou relative aux éventuels problèmes que le haut commandement égyptien aurait rencontrés à la suite de l'interception. Entretiens avec David Siman Tov et Shai Herschkowitz, 12 février 2017, Yoram Meital, 18 octobre 2013, et Motti Golani, 15 janvier 2013.

6. Le lundi 4 juin 1956, le *New York Times* publiait la nouvelle : le texte du discours était entre les mains des Américains et, le lendemain, le quotidien en publiait de longs extraits, barrés par plusieurs lignes de gros titre : LE RAPPORT DE KHROUCHTCHEV SUR STALINE DÉVOILE DES INFORMATIONS SUR LE RÈGNE DE LA TERREUR. ACCUSATIONS DE COMPLOT DANS LES PURGES DU KREMLIN. LE DICTATEUR MORT EST PRÉSENTÉ COMME UN SAUVAGE, À MOITIÉ FOU ET ASSOIFFÉ DE POUVOIR. Cette publication déclencha une onde de choc mondiale, exactement ce que recherchait la CIA.

7. D'autres organisations de renseignement israéliennes et américaines, en plus du Mossad et de la CIA, ont aussi noué des liens de réciprocité. La relation entre la NSA américaine et son homologue israélien, l'Unité 8200 de l'AMAN, revêtait une importance particulière. Parmi les documents qu'a divulgués Edward Snowden, il y avait plusieurs historiques de ces relations, remontant au

début des années 1960 et documentant une profonde coopération dans l'espionnage contre leurs adversaires communs au Moyen-Orient. La consultation des documents de Snowden dans une salle forte de *The Intercept*, New York, mai 2016, a été rendue possible grâce à l'aide et la coopération de l'équipe de ce site, avec mes remerciements à Henrik Moltke en particulier.

8. Entretien avec Harel, 6 avril 2001. On trouvera le rapport le plus détaillé sur la campagne de Suez et les gains et pertes israéliens dans Golani, *There Will Be War Next Summer*, pp. 597-620 (texte en hébreu).

9. David Kimche, officier supérieur et commandant du Mossad en Afrique, expliquait : « Cela nous coûte les mêmes sommes d'argent d'envoyer en Afrique un spécialiste des poulaillers ou un instructeur en collecte de renseignements. Ce dernier finirait par rencontrer l'empereur. Le premier finirait dans un poulailler. Entre l'un ou l'autre, notre premier choix relevait de l'évidence. Les officiers de liaison du renseignement étaient le moyen le plus rapide d'encourager une relation étroite. » Entretiens avec David Kimche, 18 août 1998, Harel, 6 avril 2001, Reuven Merhav, 22 avril 2014, Ben-Natan, 13 septembre 2010, Tamar Golan, 24 septembre 2007, Hannan Bar-On, 30 décembre 1997, Yoav Biran, 22 avril 1999, Lubrani, 26 décembre 1997, et Arie Oded, 16 septembre 1998. Pilpul à Addis-Abeba au MFA – Rapport d'une réunion avec l'empereur d'Éthiopie et son chef d'état-major, 25 août 1957, ISA 3740/9. Black et Morris, *Israel's Secret Wars*, p. 186.

10. Ben Gourion expliqua la nature de cette alliance dans une lettre qu'il envoya au président Dwight Eisenhower : « Dans le but d'ériger un grand barrage qui endigue la vague de fond nasséro-soviétique, nous avons commencé de resserrer nos liens avec plusieurs États situés sur le périmètre extérieur du Moyen-Orient. […] Notre objectif consiste à organiser un groupe de pays, pas nécessairement une alliance officielle, qui serait en mesure de résister à cette expansion soviétique menée par procuration, comme avec Nasser. » Eshed, *One Man's Mossad*, p. 277. L'accord du C'LIL [l'acronyme en vigueur en Israël, ou Trident aux États-Unis] appelait à des réunions périodiques des chefs des services de renseignement des trois États, la puissance invitante étant chaque fois un pays différent. Les trois nations fixèrent aussi un mécanisme complexe de coordination et d'échange d'informations sur des sujets divers. Israël considérait le C'LIL comme une réussite stratégique sans précédent, l'État hébreu s'étant positionné au centre de ce pacte de renseignement militaire. Dans les querelles régionales qui éclataient entre la Turquie et l'Iran, le C'LIL servit de plate-forme et Israël d'arbitre. « À l'époque, expliquait Reuven Merhav, un officier du Mossad qui était impliqué dans la planification des réunions du C'LIL, tous les chefs du renseignement en Turquie, en Iran et en Éthiopie entretenaient un lien direct avec le patron, qu'il s'agisse du shah ou de l'empereur Haïlé Sélassié. Par l'intermédiaire du C'LIL, il était possible de faire passer des messages et des idées directement aux gouvernants. [La triple alliance originelle] nous aura donné un triple orgasme, et, avec l'inclusion de l'Éthiopie, un quadruple orgasme. » La CIA voulait exprimer son approbation et

son soutien à l'instauration de Trident, et l'agence finança la construction d'un immeuble de deux étages situé sur une colline en périphérie de Tel Aviv, qui servirait de QG à l'alliance. Entretiens avec Reuven Merhav, 22 avril 2014, Harel, mars 1999, et Yossi Alpher, 18 mai 2015. Ronen Bergman, « Israel and Africa : Military and Intelligence Liaisons », thèse de doctorat, Cambridge University, pp. 53-78. Bureau du ministre de la Défense, rapport sur une réunion entre le lt.-col. Vardi et l'empereur d'Éthiopie, 24 février 1958, Archives du ministère de la Défense et de l'Armée de défense d'Israël (MODA) 63-10-2013.

11. Entretiens avec Zvi Aharoni, juillet 1998, Medan, 30 juin 2015, et « Lexicon », mars 2016. Mossad, Rapport relatif au Dibbouk, Zvi Aharoni, 4 mars 1960. Mossad, *Operation Eichmann : A Report on Stage A*, Zvi Aharoni, non daté (dans les deux cas, archives de l'auteur, transmis par « Lexicon »).

12. Entretiens avec Zvi Aharoni, juillet 1998, Amram Aharoni, 21 octobre 2012, et « Ethan », mai 2016. Neal Bascomb, *La traque d'Eichmann*, pp. 208-218 (texte en hébreu).

13. On trouvera une manifestation du pouvoir sans précédent de Harel dans sa manière de décrire aux historiens du Mossad, au début des années 1980, sa relation avec le Premier ministre, sans avoir apparemment aucune conscience de ses graves lacunes dans sa façon d'appréhender la démocratie. « Ben Gourion ne nous transmettait jamais d'ordre d'opération. Il exprimait une préoccupation ou un souhait relatif à quelque chose. Il ne savait pas comment traduire ses idées dans le langage opérationnel, et, en fait, il n'avait pas besoin de le savoir. Le Premier ministre doit s'occuper de fixer une politique, pas entrer dans les détails, sur la base de certains principes, cela va de soi. » Le Mossad résumait la chose en ces termes : « Isser [Harel] n'informait généralement pas précisément le Premier ministre de ce qu'il faisait et de la manière dont il opérait ». Mossad, Département d'histoire, « The German Scientists Affair », 1982, p. 14, ci-après Dossier des scientifiques allemands du Mossad (archives de l'auteur, transmis par « Toblerone »).

5. « Comme si le ciel nous tombait sur la tête »

1. Central Intelligence Agency, Mémorandum du renseignement scientifique, « The United Arab Republic Missile Program », 26 février 1963, https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0001173825.pdf.

2. Jay Walz, « Nasser Exhibits Military Might », *New York Times*, 24 juillet 1962.

3. Edwin Eitan, *Canadian Jewish Chronicle*, 10 mai 1963.

4. Des investigations ultérieures ont révélé que des personnels du Mossad en Europe s'étaient en fait procuré diverses informations au cours des années précédant ce défilé, indiquant que Nasser recrutait des scientifiques allemands. Le Mossad essaya d'imputer cet échec au renseignement militaire et au ministère de la Défense, affirmant que l'agence leur avait transmis l'information mais qu'ils l'avaient traitée à la légère. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, pp. 8-10.

5. Harel confia la tâche de découvrir les complots que, il en avait la certitude, devaient ourdir les anciens de la Wehrmacht, de la Gestapo et de la SS à un groupe d'agents germanophones du Mossad. Cette unité, sous le nom de code Amal, ne découvrit rien parce que ces complots n'existaient pas. Détail gênant, le seul cas où d'anciens protagonistes éminents du programme d'armements avancés lancé par Hitler étaient en effet impliqués, à savoir le programme de missiles égyptien, passa inaperçu. Yossi Chen, Mossad, Département d'histoire, « Staff Organization, Amal-Meser », mai 2007.

6. Beaucoup d'employés du Mossad et de l'AMAN interrogés pour ce livre se rappellent une sensation similaire de choc et d'angoisse quand les premières informations leur parvinrent concernant les scientifiques allemands et leur programme. Moti Kfir, de l'Unité 188 de l'AMAN, avouait : « J'éprouvais une grande peur, une véritable sensation d'un danger existentiel. » Entretiens avec Moti Kfir, 9 juin 2011, et Ben-Natan, 13 septembre 2010.

7. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 2.

8. *Ibid.*, p. 17.

9. Entretien avec Eitan, 1er septembre 2013.

10. Entretien avec Harel, 6 avril 2001. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 39.

11. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, pp. 40-41.

12. Des témoins de la scène à l'hôtel Ambassador, notamment les employés de la réception, et dans les bureaux d'Intra, qui furent interrogés plus tard par la police, déclarèrent que Saleh avait « un air levantin ». Un portrait-robot reconstituant son visage fut reproduit en bonne place dans la presse, illustrant les articles relatifs à la disparition de Krug. « À vrai dire, ce portrait-robot me ressemblait fortement », m'a déclaré Oded avec un sourire. Cela signifiait qu'il était grillé, et on lui déconseilla de retourner en Allemagne pendant dix ans. Oded affirme qu'au moment où la porte s'est refermée derrière Krug, il s'est « désengagé de toute l'opération » et qu'il n'a « aucune idée de ce qu'il est advenu de l'Allemand ». Entretien avec Oded, 3 août 2015.

13. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, pp. 43-44.

14. *Ibid.*, pp. 44-45. Entretien avec « Patriot », septembre 2013.

15. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 45.

16. L'exécution de Krug provoqua vraiment la colère des rares responsables du Mossad qui en étaient informés. Zvi Aharoni (qui deviendrait plus tard un farouche opposant d'Harel) disait : « C'était un acte impardonnable, une souillure qui rejaillissait sur nous tous. » Rafi Eitan observa : « C'était la méthode d'Isser. Je ne crois pas qu'il avait eu le feu vert de Ben Gourion. » Entretiens avec « Patriot », août 2011, Zvi Aharoni, juillet 1998, et Amram Aharoni, 3 mai 2016.

17. Directeur de l'AMAN, Chaïm Herzog au chef d'état-major, 2 janvier 1962. Shaul Avigur, Rapport du Comité d'examen de la Communauté du renseignement, 31 juillet 1963, p. 3, MODA 7-64-2012.

18. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 45.

19. Entretien avec Rotberg, 3 août 2015.

20. Yosef Yariv, commandant de l'Unité 188, coordonna ses activités à Paris, de concert avec le chef adjoint de l'AMAN, le professeur Yuval Neeman (éminent physicien et l'un des fondateurs du programme nucléaire israélien), qui disait : « Si je voyais que les Français attendaient quelque chose de nous, par exemple un meurtre qui, s'il venait plus tard à être découvert, embarrasserait vraiment l'État d'Israël, je décidais de prendre l'initiative, et si cela débouchait sur un fiasco, j'en porterais l'entière responsabilité. » Entretiens avec Yuval Neeman, août 2011, Harel, août 1998, Meir Amit, 12 juillet, 2005. Bar-Zohar, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, *Phoenix : Shimon Peres – A Political Biography*, p. 344 (texte en hébreu). Harel, *Security and Democracy*, p. 295.

21. En juillet 1980, cette fois avec l'autorisation enthousiaste du Premier ministre Begin, le Mossad envoya une autre lettre piégée à Brunner. L'expéditeur prétendu était une « Association des Amis des plantes médicinales » parce que Brunner était connu pour être un adepte convaincu de

cette forme de médecine. Il l'ouvrit et elle explosa, provoquant l'arrachement et la perte de plusieurs doigts. Entretien avec Rotberg, 3 août 2015, et « the Pilot », mars 2015. Adam Chandler, « Eichmann's Best Man Lived and Died in Syria », *Atlantic*, 1er décembre 2014.

22. Entretien avec Eitan, 1er décembre 2012.

23. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 52.

24. Entretiens avec Harel, août 1998, et Zvi Aharoni, juillet 1998. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 74.

25. Entretien avec Eitan, 1er décembre 2012. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 61.

26. Entretien avec Zvi Aharoni, juillet 1998.

27. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, pp. 62-64. Entretiens avec Nehemia Meiri, 12 juin 2012, et Harel, 6 avril 2001.

28. Bar-Zohar, *Issar Harel and Israel's Security Services*, pp. 237-238 (texte en hébreu). *J'ai risqué ma vie – Isser Harel, le numéro 1 des Services de renseignements israéliens*.

29. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 66.

30. Ses nouvelles recrues étaient Shmuel Segev de *Maariv*, Naftali Lavie de *Haaretz*, et Yeshayahu Ben-Porat de *Yediot Aharonot*. « Disenchik [Aryeh Disenchik, rédacteur en chef de *Maariv*] soutenait Golda et Isser, expliquait Segev. Il voulait se servir de ces pièces pour démolir Ben Gourion et Peres, et m'empêcher ensuite de parler à ce sujet parce qu'il savait que ma position était différente. » Entretien avec Shmuel Segev, 6 juin 2010.

31. Bar-Zohar, *Ben Gurion*, pp. 534-535.

32. Meir Amit à Aharon Yariv (manuscrit), Bureau du chef de l'AMAN, 28 mars 1964 (archives de l'auteur, transmis par Amos Gilboa).

33. Bar-Zohar, *Phoenix*, p. 362 (texte en hébreu).

34. Harel donna plus tard sa version à un certain nombre de journalistes et d'auteurs, et cela se reflétait dans leurs écrits, qui apportaient leur soutien à Harel. Parmi ces écrits, ceux de Kotler, *Joe Returns to the Limelight*, pp. 34-38 ; Bar-Zohar, *Isser Harel and Israel's Security Services*, pp. 239-249 (texte en hébreu), *J'ai risqué ma vie – Isser Harel, le numéro 1 des Services de renseignements israéliens*, et Caroz (adjoint de Harel), *The Man with Two Hats*, pp. 160-163 (texte en hébreu).

35. Bar-Zohar, *Ben Gurion*, pp. 537-538. Bar-Zohar, *Phoenix*, p. 361 (texte en hébreu).

36. Yossi Melman et Dan Raviv, *The Imperfect Spies*, p. 122. Amit, *Head On*, pp. 102-103 (texte en hébreu). Amit à Yariv (note manuscrite), 28 mars 1964.

37. L'affrontement entre Ben Gourion et Golda Meir au sujet des scientifiques allemands fut l'une des nombreuses et vives confrontations entre les dirigeants

du parti travailliste, que l'on peut presque toutes considérer comme un processus lent et régulier de déclin du soutien au « Vieux », ainsi qu'on appelait Ben Gourion, et de la lutte intergénérationnelle pour sa succession. Golda Meir et ses alliés de la vieille garde craignaient que Ben Gourion ne les évince et ne transmette le bâton de commandement à la jeune génération, menée par Dayan et Peres. Bar-Zohar, *Ben Gurion*, pp. 542-547.

38. Entretien avec Amit, avril 2006. Chef de l'AMAN et directeur du Mossad par intérim, Amit au ministre de la Défense, « Preliminary thoughts on reorganization of the intelligence community », 20 mai 1963, MODA 24-64-2012.

39. Mission israélienne à Cologne au ministère des Affaires étrangères, 20 septembre 1963 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

40. Parmi les bénéficiaires de ce décret, un docteur allemand âgé de cinquante-trois ans, le dénommé Josef Mengele, « l'Ange de la mort » d'Auschwitz. Au printemps 1962, après l'enlèvement réussi d'Eichmann, Harel ordonna l'opération Encore pour examiner les informations réunies au sujet de « Meltzer », nom de code de Mengele. Le 23 juillet 1962, en même temps que les tirs d'essai de missiles en Égypte, Zvi Aharoni et Zvi Malchin identifiaient une personne ressemblant étroitement à la description de Mengele dans une ferme, au Brésil, mais Amit ordonna que l'activité au sujet de Vipers (Tzif'onim, en hébreu), nom de code du Mossad pour la chasse aux nazis, soit réduite et il donna instruction à Tsomet en octobre 1963 de « traiter la question dans la seule mesure de ses moyens, en complément de ses missions principales ». Mengele vécut encore dix ans, avant de périr noyé alors qu'il nageait en mer sur la côte brésilienne, en 1979. Mossad, Département d'histoire, *Looking for the Needle in the Haystack : Following the Footsteps of Josef Mengele*, 2007, pp. 65-78 (archives de l'auteur, transmis par « Midburn »). Entretiens avec Zvi Aharoni, juillet 1998, Amram Aharoni, 21 octobre 2011, Eitan, 1er novembre 2012, Medan, 30 juin 2015, et Amit, mai 2005. Ronen Bergman, « Why Did Israel Let Mengele Go ? », *New York Times*, 6 septembre 2017.

41. Entretiens avec Samir Raafat, septembre 1995, et Rotberg, 5 mars 2012. Samir Raafat, « The Nazi Next Door », *Egyptian Mail*, 28 janvier 1995.

42. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 80. Entretiens Amit, avril 2006, et Eitan, 1er novembre 2012.

43. UK NA, KV 2\403\86109.

44. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 88.

45. Entretien avec Medan, 10 juillet 2007.

46. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 136.

47. Ahituv à Eitan et au quartier général du Mossad, 14 septembre 1964 (montré à l'auteur par « Raphael »).

48. Raphi Medan, manuscrit non publié, p. 113.

49. Il y eut une autre requête : Skorzeny remarqua que le chef de la communauté juive de Francfort avait demandé à un tribunal allemand d'interdire la distribution de ses livres sur la Seconde Guerre mondiale en Allemagne, parce qu'il avait fui la justice. Il voulait que le Mossad fasse savoir publiquement que ces ouvrages étaient utilisés dans la formation des officiers de l'armée, afin de pouvoir se servir de cette preuve au procès. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 92.

50. Entretiens avec Amit, mai 2005, Eitan, 1er novembre 2012, Medan, 30 juin 2015, Avner Barnea (le chef de cabinet du directeur du Shin Bet, Ahituv, qui entendit souvent son patron parler du recrutement de Skorzeny), 30 mai 2011, et « Milen », août 2015. Un compte rendu très partial mais fidèle du recrutement de Skorzeny figure dans le livre d'Argaman, *The Shadow War*, pp. 22-38 (texte en hébreu).

51. Entretien avec Medan, 30 juin 2015.

52. Skorzeny resta en liaison avec le Mossad jusqu'à sa mort en 1975 (quand ses anciens camarades de la Wehrmacht assistèrent à son enterrement et lui firent le salut hitlérien) et fut d'une grande aide pour l'organisation, même après la clôture de l'affaire des scientifiques. Vallentin continua aussi de le servir durant de nombreuses années. En 1969, Harry Barak le pria d'accepter son « transfert » du MI6 au Mossad, alors que depuis le début, il n'avait été géré que par le Mossad. Après quoi, il eut en effet conscience d'œuvrer en tant qu'agent israélien. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, pp. 95-96. Entretiens avec Medan, 30 juin 2015, « Toblerone », janvier 2014, et « Patriot », juillet 2015.

53. Mossad – Dossier des scientifiques allemands, p. 100.

54. Copie du dossier remis à Strauss (archives de l'auteur, transmis par « Paul »). Mossad – Dossier des scientifiques allemands, 109.

55. Medan, manuscrit non publié, p. 116. Entretiens avec Medan, 30 juin 2015, et Shimon Peres, 4 août 2015.

6. Catastrophes en série

1. Entretiens avec Shamir, janvier 1997, et Amit, avril 2006.

2. Amit a montré le dossier sur l'opération Diamant à l'auteur, le 23 mai 2005. Black et Morris, *Israel's Secret Wars*, pp. 206-210.

3. Bureau du directeur du Mossad, « The Ben Barka Affair », mémorandum soumis à la commission d'enquête sur ce sujet, 21 février 1966 (archives de l'auteur, transmis par « Alen »). Caroz, *The Man with Two Hats*, pp. 164-165 (texte en hébreu).

4. Entretiens avec Eitan, 19 septembre 2011, Shlomo Gazit, 29 novembre 2016, Amit, avril 2006, et Navot, 6 avril 2017. Compte rendu de la réunion entre le Premier ministre Levi Eshkol et le chef du Mossad, Meir Amit, avril 2006 (archives de l'auteur, transmis par « Alen »).

5. Bureau du directeur du Mossad, « The Ben Barka Affair », 21 février 1966, p. 4.

6. Segev, *Alone in Damascus*, pp. 16-18 (texte en hébreu).

7. *Ibid.*, p. 262. Entretien avec Shumel Segev, 6 juin 2010.

8. Segev, *Alone in Damascus*, pp. 13-39.

9. Entretien avec Kfir, 9 juin 2011.

10. Ce compte rendu nous a été communiqué par le lieutenant-colonel Ahmed Suedani, responsable de la sécurité intérieure en Syrie, qui fut le premier à suspecter Cohen, lors d'un entretien accordé à *Al Usbua al Arabi*, Londres, 1er mars 1965, traduit en hébreu par l'Unité 550 de l'AMAN, MODA 1093/04/638.

11. Procès-verbal du procès d'Eli Cohen, MODA 1093/04/636.

12. Entretien avec Gedaliah Khalaf, 12 juillet 1996.

13. L'histoire d'El Cohen a été reprise dans de nombreux livres et films et nombre de rues et de bâtiments publics d'Israël portent son nom. Il est considéré comme l'un des modèles et l'un des héros les plus éminents de l'histoire du pays. L'académie du Mossad à Glilot, bâtiment érigé avec des fonds de la CIA, porte aussi son nom.

14. Ronen Bergman, « Gone in the Smoke », *Yediot Aharonot*, 19 septembre 2003.

15. Entretien avec Kfir, 9 juin 2011.

16. Medan, manuscrit non publié, p. 92. Entretiens avec Medan, 30 juin 2015, et Amos Gilboa, 18 mars 2015.

17. Certains vétérans du Mossad de cette période, notamment Mike Harari, affirment qu'Amit était envieux du succès de Harel qui avait réussi à capturer Eichmann, et qu'il voulait aussi rester dans l'histoire comme celui qui avait éliminé un criminel nazi. Entretien avec Mike Harari, 29 mars 2014.

18. Sodit-Sharon, combattant de pointe d'Etzel, avait la réputation d'être particulièrement intrépide et indomptable. En 1952, il tenta d'assassiner le chancelier ouest-allemand, Konrad Adenauer, au moyen d'une lettre piégée qu'il posta de France – une tentative de torpiller l'accord sur les réparations conclu avec Israël. Un agent de sécurité allemand périt en tentant de la désamorcer. Sodit-Sharon se fit prendre en France avec des explosifs et fut condamné à quatre mois de prison, après quoi il fut extradé vers Israël. Plus tard, il prétendit avoir tenté d'éliminer Adenauer sur ordre de Menahem Begin. De retour en Israël, le 16 juin 1960, il fut recruté par Harel au sein du Mifratz, l'unité d'opérations spéciales du Mossad.

19. Entretien avec Gad Shimron, 16 août 2015. On trouvera une description complète de l'opération dans le livre de Shimron, *The Execution of the Hangman of Riga*.

20. Entretiens avec Medan, 30 juin 2015, Harari, 11 avril 2014, et Amit, avril 2006.

21. Bureau du directeur du Mossad, « Ben Barka Affair », 21 février 1966, p. 3.

22. Compte rendu de l'entretien du Premier ministre Levi Eshkol et du général M. Amit, Dan Hotel, Tel Aviv, 4 octobre 1965, p. 2 (archives de l'auteur, transmis par « Alen »).

23. Bergman et Nakdimon, « The Ghosts of Saint-Germain Forest », *Yediot Aharonot*, 20 mars 2015.

24. Entretien avec Amit, mai 2005.

25. Mossad, Dossier Aterna, Tsomet, Colossus, 325 câbles et mémos divers, septembre-novembre 1965 (archives de l'auteur, transmis par « Alen »).

26. Rencontre entre Eshkol et Amit, 4 octobre 1965, p. 2.

27. Isser Harel, conseiller du Premier ministre Levi Eshkol en matière de renseignement, « Head of the Mossad and the Adviser » (non daté, apparemment fin octobre 1965) et note manuscrite jointe de la main de Harel intitulée « Notes on the report itself » (archives de l'auteur, transmis par « Alen »).

28. Ronen Bergman et Shlomo Nakdimon, « The Ghosts of Saint-Germain Forest », *Yediot Aharonot*, 20 mars 2015. Entretien avec David Golomb,

13 mars 2015.

29. Transcriptions d'entretiens recueillis par le journaliste Shlomo Nakdimon (archives de l'auteur, avec l'autorisation de Shlomo Nakdimon).

30. Ronen Bergman et Shlomo Nakdimon, « The Ghosts of Saint-Germain Forest », *Yediot Aharonot*, 20 mars 2015.

31. Entretiens avec « Thunder », février 2013, et « Ross », janvier 2015.

32. Entretiens avec Dar, 28 janvier 2015, Harel, mars 1999, Amit, avril 2006, David Vital, 22 décembre 2010, et « Hurkenus », juin 2012.

33. Entretien avec Amit, avril 2006.

34. Ronen Bergman, « Harari Code », *Yediot Aharonot*, 4 avril 2014.

35. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

36. Entretiens avec Harari, 23 mars 2014, et Aaron Klein, 6 octobre 2014.

37. Entretien avec Harari, 10 mars 2014. Lors d'un de nos entretiens, Harari m'a montré la documentation du fondateur de la nouvelle Césarée, telle que présentée aux chefs du Mossad, et signée de son nom de code, Shvat (le nom d'un mois du calendrier hébreu).

38. Entretien avec « Ethan », mai 2015.

39. Entretien avec Kfir, 9 juin 2011.

40. Entretien avec Harari, 12 février 2014.

41. Entretien avec Kfir, 9 juin 2011.

42. Entretiens avec Harari, 11 avril 2014, et Aaron Klein, 6 octobre 2014.

43. Vered Ramon Rivlin, « There Is Nothing to Stop a Woman from Becoming the Director of the Mossad », *Lady Globes*, 12 septembre 2012.

44. Entretien avec « Ethan », mai 2015.

45. La méfiance qui est naturellement inscrite dans le caractère israélien fait du pays un terrain d'entraînement idéal, sans qu'il soit du tout besoin d'envoyer des élèves du Mossad à l'étranger avant la toute fin de leur cursus. De longues années d'exposition au terrorisme palestinien avaient rendu l'Israélien moyen d'une extrême prudence. Souvent, ces exercices se mènent « contre » d'anciens employés du Mossad, qui acceptent d'être les cibles d'opérations de surveillance, de cambriolages, ou de tentatives d'établir le contact avec eux sous de fausses identités.

46. Entretien avec « Emerald », juin 2015.

47. Entretien avec « Kurtz », octobre 2005.

48. Entretien avec « Ethan », mai 2015.

49. Entretiens avec Harari, 23 mars 2014, Klein, 28 mai 2014, Alpher, 18 mai 2015, et « Shaul », juillet 2011.

50. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

7. « La lutte armée est le seul moyen de libérer la Palestine »

1. À la veille de la guerre, la population de la bande de Gaza se situait un peu au-dessus des 70 000 habitants et à 350 000 habitants lors d'un recensement effectué en 1967. *Kabha, The Palestinian People : Seeking Sovereignty and State*, pp. 157-158. CIA World FactBook, https://www.cia.gov/library/publications/ the-world-factbook/geos/gz.html ; United States Census Bureau, International Programs, International Data Base, https://www. census.gov/population/international/data/idb/region.php?N=%20Results%20&T=13&A=separate&RT=0&Y =1967&R=-1&C=GZ.

2. Zelkovitz, *The Fatah : Islam, Nationality, and the Politics of an Armed Struggle*, pp. 25-26 (texte en hébreu).

3. Littéralement, *moudjahidine* signifie « individu engagé dans le jihad ». Le terme sert à nommer les combattants ou, dans la terminologie israélienne et occidentale, les terroristes. La citation d'Al-Wazir provient de Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State*, p. 81.

4. Cobban, *The Palestinian Liberation Organization : People, Power and Politics*, pp. 6-7. Yaari, *Fatah*, pp. 9-17 (texte en hébreu). Zelkovitz, *The Fatah*, pp. 25-26 (texte en hébreu).

5. Sayigh, *Armed Struggle*, p. 84, note p. 85.

6. *Ibid.*, p. 85.

7. Sur les premiers documents fondateurs du Fatah, voir Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 88-89.

8. Mossad, Département d'histoire, *Ladiyyah : The Mistarev and the Warrior*, 1989, p. 42 (archives de l'auteur, transmis par « Lindt »). The Shin Bet, *The Mistaravim Affair*, non daté (archives de l'auteur, transmis par « Twins »). Entretiens avec Harel, 6 avril 2001, Sami Moriah, 12 août 2013, Shay Yisrael, 13 octobre 2016, et Hadar, 1er septembre 2013. Ronen Bergman, « Double Identity », *Yediot Aharonot*, 30 août 2013.

9. Mossad, Département d'histoire, *Ladiyyah : The Mistarev and the Warrior*, 1989, p. 54.

10. Yaari, *Fatah*, pp. 40-41 (texte en hébreu).

11. Entretien avec Salah Bitar, 11 septembre 1963, cité dans Segev, *Alone in Damascus*, p. 223.

12. Cobban, *Palestinian Liberation Organization*, p. 33.

13. Yaari, *Fatah*, pp. 40-41 (texte en hébreu).

14. *Ibid.*, p. 9. Cobban, *Palestinian Liberation Organization*, p. 33. Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 107-108.

15. Mossad, Département d'histoire, *Uri Yisrael (« Ladiyyah ») – a Unique Operational Figure*, 1995 (archives de l'auteur, transmis par « Lindt »).

16. Entretien avec Eitan, 24 janvier 2013.

17. Pedahzur, *The Israeli Secret Services and the Struggle Against Terrorism*, p. 30.

18. Entretien avec Eitan, 24 janvier 2013.

19. Cobban, *Palestinian Liberation Organization*, p. 33.

20. « Meeting Between Eshkol and Amit », 8 octobre 1965, p. 5.

21. Segev, *Alone in Damascus*, p. 29.

22. Entretien avec Shlomo Gazit, 12 septembre 2016.

23. « Operation Tophet », *Maarakhot*, avril 1984, pp. 18-32. Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 211-212.

24. La dégradation de la situation entre Israël et les États arabes découlait pour une bonne part de l'intervention hostile du renseignement soviétique. Ronen Bergman, « How the KGB Started the War That Changed the Middle East », *New York Times*, 7 juin 2017. Entretiens avec Shimon Shamir, 6 avril 2017, Michael Oren, 6 avril 2017, et Ami Gluska, 6 avril 2017.

25. Eshkol était très hésitant face à l'idée de déclarer la guerre sans l'aval de l'Amérique, et il hésita plus encore quand, lors d'une réunion avec le directeur du Mossad, Meir Amit, et le chef de station de la CIA en Israël, John Hadden, ce dernier le menaça : « Si vous attaquez, les États-Unis débarqueront des forces côté égyptien pour défendre leur territoire. » Amit répliqua : « Je ne crois pas un mot [de ce que je viens d'entendre]. » Mossad, Rapport sur la réunion avec John Hadden, 25 mai 1967 (archives de l'auteur, transmis par Amit). Entretiens avec John Hadden, juin 2006, Navot, 6 avril 2017, et Yeshayahu Gavish, 6 avril 2017.

26. Amir, directeur du Mossad au Premier ministre Eshkol, « Report on US Visit 31.5-2.6.1967 », 4 juin 1966 (archives de l'auteur, transmis par Amit).

27. Entretien avec Amit, avril 2006. Central Intelligence Agency, « Bureau du directeur, Richard Helms, au Président », avec en pièce jointe les « Avis du général Meir Amit, chef des services de renseignement israéliens, sur la crise au Moyen-Orient », 2 juin 1967 (archives de l'auteur, transmis par Amit).

28. AMAN Research Division, *Israel and the Arabs : A New Situation*, 8 juin 1967 (archives de l'auteur, transmis par Gazit). Entretien avec Gazit, 12 septembre 2016.

29. Journal personnel de Meir Amit, juillet 1967 (archives de l'auteur, transmis par Amit).

30. Yaari, *Fatah*, pp. 92-94 (texte en hébreu).

31. Le journal d'Arbel est cité dans Perry, *Strike First*, p. 42 (texte en hébreu).

32. Shin Bet, affiche d'avis de recherche visant Yasser Arafat, juin 1967 (archives de l'auteur, avec l'autorisation de Shlomo Nakdimon).

33. Entretien avec Sutton, 9 mai 2012. Bechor, PLO Lexicon, p. 266 (texte en hébreu). Rubinstein, *The Mystery of Arafat*, p. 98 (texte en hébreu).

34. « Réunion de l'état-major général de l'Armée de défense d'Israël, 38-341 », avril 1968, pp. 17-18 (archives de l'auteur, transmis par « Sheeran »).

35. Entretien avec Zvi Aharoni, juillet 1998.

36. Klein, *The Master of Operation : The Story of Mike Harari*, pp. 100-101 (texte en hébreu). Entretiens avec Harari, 29 mars 2014, et Klein, 6 octobre 2014.

37. Secrétariat du commandement suprême, cabinet du chef d'état-major, debriefings de l'état-major sur les opérations Tophet et Assuta, MODA, 236/72. Entretiens avec Hadar, 25 mars 2013, Emmanuel Shaked, 14 mai 2013, et Sutton, 9 mai 2012.

38. Zeev Maoz, *Defending the Holy Land*, p. 24 (texte en hébreu).

39. Par exemple, voir le procès-verbal de la réunion, n° 341-345, première réunion de l'état-major avec le nouveau Premier ministre, Golda Meir, en mars 1969, passant en revue toutes les menaces auxquelles Israël était confronté à l'époque (archives de l'auteur, transmis par « Sheeran »).

40. Entretiens avec Sutton, 9 mai 2012, « Steve », mars 2013, et Zvi Aharoni, juillet 1998.

41. À cette période, d'autres agences d'espionnage, notamment celles des États-Unis et de l'Union soviétique, expérimentaient aussi le recours à l'hypnose et aux stupéfiants en vue de former des agents très entraînés et intrépides. L'un de ces programmes, qui étudiait apparemment les divers effets de substances provoquant la psychose et la possibilité de s'en servir pour créer le parfait soldat ou pour soutirer des informations lors d'interrogatoires, était conduit par la CIA, sous l'appellation MKULTRA. Frank Olson, l'un des membres de ce programme, se suicida ou fut assassiné. Entretien avec Eric Olson, septembre 2000. Ronen Bergman, « Vertigo », *Yediot Aharonot*, 6 octobre 2000.

42. Entretien avec Aharon Levran, 31 mai 2011.

43. Entretiens avec Sutton, 9 mai 2012, et « Steve », janvier 2013.

44. Trente ans après, lors d'une visite de Rafi Sutton en Jordanie, dans les années 1990 – après que le royaume hachémite eut signé un traité de paix avec Israël –, il fut approché par un homme qui se présenta sous le nom de Fatkhi. « Je suis le prisonnier du Fatah qu'un officier israélien a essayé d'hypnotiser et d'envoyer tuer Arafat », lui dit-il. Il exprima sa gratitude à Sutton de l'avoir bien

traité, avec respect, et à son chauffeur de lui avoir sauvé la vie, dans la rivière. Il sourit, et ajouta : « *Inch Allah* [si Dieu le veut], qu'il y ait la paix et plus besoin d'hypnose. » Entretiens avec Sutton, 9 mai 2012, et Zvi Aharoni, juillet 1998. Sutton, *The Orchid Salesman*, pp. 162-165 (texte en hébreu).

8. Meir Dagan, l’expert

1. Melman et Raviv, *Imperfect Spies*, pp. 154-158 (texte en hébreu).

2. Armée de défense d’Israël, Département d’histoire, Securité, été 1969-septembre 1970 (archives de l’auteur, transmis par « Sheeran »).

3. Entretien avec Yaakov Peri, 21 mai 2011.

4. Entretien avec Yitzhak Pundak, 6 juin 2017. Une partie des propos qui se sont tenus a aussi été reprise dans le livre de Pundak, *Five Missions*, pp. 322-354 (texte en hébreu).

5. Entretien avec Ariel Sharon, mai 2003. J’ai interviewé Dagan à plusieurs reprises, en 2013 et en 2014, à son domicile, dans son appartement luxueux d’une des nouvelles tours de Tel Aviv, après sa retraite de la direction du Mossad, une fonction qu’il a exercée neuf ans. À l’époque où je lui ai parlé, Dagan était un peu un miraculé de la médecine. Un an auparavant, on lui avait diagnostiqué un cancer du foie. Seule une greffe aurait pu lui sauver la vie, mais à soixante-sept ans, selon les réglementations en vigueur en Israël, il était trop âgé pour bénéficier d’une transplantation. Avec le soutien du Mossad, des amis et des collègues du monde entier se mobilisèrent pour l’aider. En fin de compte, Alexandre Loukachenko, l’autocrate biélorusse qui connaissait Dagan depuis la période Mossad, ordonna à ses médecins de lui procurer un foie. « Je regrette d’avoir dû décevoir tous ceux qui attendaient ma mort imminente », m’a-t-il confié. Il était encore sous la garde rapprochée du Shin Bet, en raison de mises en garde relatives à des tentatives de le prendre pour cible – émanant des services secrets syriens ou iraniens, du Hamas, du Hezbollah, du Jihad islamiste palestinien, la liste était longue – afin de venger les assassinats de leurs dirigeants. « Il n’y a rien à faire contre ça, m’avait-il dit en souriant. C’est ce qui arrive quand vous vous bagarrez avec un peu tout le monde. » Fin 2015, le cancer récidiva, et il succomba à la maladie en mars 2016. Il fut inhumé avec tous les honneurs dus à un symbole national, lors de funérailles auxquelles des milliers de personnes prirent part.

6. Entretien avec Dagan, 26 mai 2013.

7. *Ibid.*

8. Anat Talshir et Igal Sarna, « I Love to Put On a Costume and Go Act in Enemy Territory », *Yediot Aharonot*, 24 octobre 1997.

9. Entretien avec Dagan, 20 juillet 2013.

10. Yatom, *The Confidant*, p. 83 (texte en hébreu).

11. Entretien avec Dagan, 26 mai 2013.

12. Entretien avec « le Cube », mars 2004.

13. Entretien avec Dagan, 8 janvier 2011.

14. Entretien avec Avigdor (Azulay) Eldan, 20 avril 2016.

15. La liste des individus recherchés du Shin Bet (archives de l'auteur, transmis par « Jedi »).

16. On sollicita Moshe Rubin, de Sayeret Matkal, pour qu'il enseigne les techniques et méthodes employées par cette unité, lors de ses raids en profondeur du territoire ennemi. En plus du maniement des armes et de la géolocalisation, l'entraînement comprenait aussi une technique, le *dancing*, qui visait à réduire la surface de la silhouette quand on entrait dans une maison, afin de minimiser le danger d'être atteint par des coups de feu tirés de l'intérieur. Les recrues s'entraînaient aussi à la conduite opérationnelle au volant de véhicules divers, notamment ceux les plus utilisés par les habitants de la bande de Gaza, et à circuler seuls, à pied, déguisés en Arabes, « simplement pour nous renforcer dans notre certitude de ne pas être identifiés », expliquait Meir Teichner, l'un des premiers « caméléons ». Entretiens avec Eldan, Moshe Rubin, et Meir Teichner, 20 avril 2016.

17. Il existe un certain nombre de récits contradictoires concernant la fondation des Caméléons/Rimon Rangers. Toutefois, il est avéré qu'à un certain stade, l'unité était placée sous le commandement de Dagan, avec le soutien d'Arik Sharon. Entretiens avec Dagan, 29 mai 2013, et Rubin, Teichner, Eldan, et Dani Perl, 20 avril 2016.

18. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

19. Entretiens avec « Neta », juillet 2013, et « le Cube », mars 2004.

20. Entretiens avec Rubin, Teichner, et Eldan, 20 avril 2016.

21. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

22. « Suddenly There Was an Explosion in the Car », *Yediot Aharonot*, 3 janvier 1972.

23. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

24. Entretien avec Gazit, 12 septembre 2016.

25. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

26. Entretiens avec Dagan, 19 juin 2013, et Sharon, mai 2003. Certificat d'attribution de la Médaille de la bravoure au capitaine Meir Huberman (le patronyme de Dagan) par le chef d'état-major, le lieutenant-général David Elazar, avril 1973.

27. Gazit, *Trapped Fools*, pp. 61-63. Entretiens avec Dagan et Peri. Lettre de David Ronen à *Haaretz*, octobre 2002. Document d'archive résumant les opérations des Grenade Rangers, montré à l'auteur par « Emilia ».

28. Entretien avec Pundak, 6 juin 2017. Après la mort de Pundak en août 2017 et la publication de ce qu'il m'avait déclaré au sujet de ce document, le fils de Sharon, Gilad, a répondu au nom de la famille : « C'est un ramassis de mensonges et d'inventions de la part d'un homme dont le grand âge qu'il a pu atteindre restera le haut fait le plus remarquable » (message WhatsApp de Gilad Sharon, 30 août 2017).

29. Le 12 août 1997, Daniel Okev, qui fut l'un des combattants de Dagan, prit deux jeunes auto-stoppeurs britanniques, Jeffery Max Hunter et Charlotte Gibb, alors qu'il traversait le Néguev, en route vers le casino de Taba, juste derrière la frontière égyptienne, dans le Sinaï. En conduisant, il sortit son pistolet 9 mm et les abattit. Jeffery Max Hunter mourut sur le coup. Charlotte Gibb était blessée et se fit passer pour morte. Lors du procès, Daniel Okev affirma avoir commis cet acte parce que « j'ai entendu parler une langue étrangère et subitement j'ai eu la sensation d'être dans une Mercedes [les véhicules utilisés par les Grenade Rangers], à Gaza, déguisé en Arabe ». Il a été condamné à vingt ans de détention. Le tribunal a rejeté la requête de l'accusation qui demandait une condamnation à perpétuité, reconnaissant à l'époque des meurtres qu'Okev était « dans un état de profonde perturbation mentale ». Il a été libéré sous condition au bout de treize ans. Un autre Grenade Ranger, Jean Elraz, a confirmé ces récits de tueries de l'unité. « Personnellement, j'ai tué plus de vingt personnes », a-t-il écrit de la prison où il est détenu pour le meurtre d'un garde de l'armurerie d'un kibboutz en mars 2001, dont il avait volé les armes qu'il avait ensuite vendues à des terroristes. Anat Talshir et Igal Sarna, « I Love to Put On a Costume », *Yediot Aharonot*, 24 octobre 1997. Entretien avec Jean-Pierre Elraz, janvier 1993. Lettres de prison d'Elraz, août 2002. Ronen Bergman et quatre autres journalistes, « Killer », *Yediot Aharonot*, 6 septembre 2002.

30. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

31. Entretien avec Shmuel Paz, 31 mars 2017.

9. L’OLP entre sur la scène internationale

1. Annonce par le ministre des Transports du détournement de l’avion d’El Al, Knesset, session 312, 23 juillet 1968.

2. Entretien avec Eitan Haber, 21 juin 2009. Bergman, *By Any Means Necessary : Israel’s Covert War for Its POW and MIAs*, pp. 28-29 (texte en hébreu).

3. Yaari, *Strike Terror*, p. 242. Merari et Elad, *The International Dimension of Palestinian Terrorism*, pp. 29-41 (texte en hébreu).

4. « No Response from El Al Flights : The Hijack of an Airplane to Algeria », site Internet de l’armée de l’air israélienne.

5. *Leila Khaled : Hijacker*, documentaire de 2006 sur Leila Khaled, réalisé par Lina Makboul.

6. Yoram Peres était un pilote en formation au sein d’El Al. Il fut très grièvement blessé lors de l’attaque et conduit à l’hôpital, où il mourut six semaines plus tard. Lettre de Tami Inbar, sœur de Peres, à l’auteur, 5 décembre 2008.

7. *Guardian*, 26 janvier 2001. Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, p. 95 (texte en hébreu).

8. Entretien avec Uri Bar-Lev, 19 juin 2017.

9. Avant même cette opération spectaculaire, Habache admettait ouvertement que l’objectif de ses actions consistait à impliquer les États arabes. « C’est exactement ce que nous voulons. Ces actions sont destinées à limiter les perspectives d’une solution de paix, que nous ne sommes pas prêts à accepter », *Jerusalem Post*, 10 juin 1969, cité dans Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, p. 28 (texte en hébreu).

10. La Syrie envoya des troupes pour venir en aide aux Palestiniens, mais sur la requête des États-Unis, Israël déploya les siennes à la frontière et déclara que si Damas ne retirait pas sa colonne blindée, le pays serait l’objet d’une attaque. Les Syriens se replièrent, et Hussein retrouva la pleine maîtrise de la Jordanie. Un récit détaillé des événements de Septembre Noir se trouve dans

Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 261-281. Entretien avec Shlomo Gazit, 29 novembre 2016.

11. « Compte rendu d'une réunion entre le Premier ministre et le directeur du Mossad, Zamir », 5 janvier 1972 (transmis à l'auteur par « Paul »). Des années plus tard, Abou Iyad admit dans ses Mémoires que Septembre Noir faisait en effet partie de l'OLP. Abou Iyad, cité dans Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, p. 33 (texte en hébreu).

12. Abou Iyad, entretien à *Jeune Afrique*, 19 octobre 1971. Sayigh, *Armed Struggle*, p. 309.

13. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

14. Sayigh, *Armed Struggle*, p. 308, note 207.

15. *Ibid.*, p. 309, note 210.

16. Le chef de l'Armée rouge japonaise, Fusako Shigenobu, qui envoya son mari exécuter cette mission-suicide, déclara : « En raison de mes responsabilités organisationnelles, et parce que j'étais sa femme, j'ai été la dernière personne à voir les membres du commando avant leur embarquement à bord de l'avion qui les conduisait à Lod », Farrell, *Blood and Rage*, p. 138.

17. *New York Times*, 1er juin 1972. Entretien avec Eilam, un témoin direct des événements de l'aéroport, 2 décembre 2009.

18. L'un des Japonais, Kozo Okamoto, a survécu, à son grand regret. Soumis à un interrogatoire, il a refusé de parler et, à l'inverse des Arabes suspects de terrorisme, il n'a pas été torturé. Il a accepté de se confier seulement après qu'un général israélien lui eut proposé de lui donner un pistolet chargé d'une seule balle, afin qu'il puisse se suicider, s'il coopérait. Ce général, Rehavam Zeevi, ne respecta pas sa part du marché. Steinhoff, manuscrit non publié, p. 55, cité dans *Blood and Rage*, p. 141.

19. *New York Times*, 4 juin 1972.

20. Operation Gift (Tshura), sur le site de l'armée de l'air israélienne, http://iaf.org.il/4694-32941-HE/IAF.aspx.

21. Henry Tanner, « France Pledges to Aid Lebanon If Her Existence Is Threatened », *New York Times*, 15 janvier 1969.

22. Entretiens avec Harari, 23 mars 2014, Klein, 28 mai 2014, et « Black », novembre 2015.

23. Entretiens avec Zvi Aharoni, juillet 1998, Amram Aharoni, 14 mai 2016, et « Darren », septembre 2014.

24. Entretien avec Harari, 10 mars 2014.

25. Entretien avec Clovis Francis, février 2005.

26. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

27. Harari reçut le feu vert de Zamir pour une opération de répétition générale en temps réel pendant la cérémonie, afin de se rendre dans l'appartement d'où

les hommes étaient censés tirer les coups de feu, de simuler les tirs et de prendre la fuite – le tout pour montrer au Premier ministre ce dont Césarée était capable. Tout fonctionna parfaitement, à ceci près que l'agent du Mossad désigné pour « tuer » Arafat lors de la répétition ne portait aucune arme, et dut donc se contenter de pointer l'index sur la tête d'Arafat.

28. Entretien avec Kfir, 9 juin 2011.

29. Bassam Abou Sharif, le porte-parole du FPLP, fut par exemple blessé au visage et perdit plusieurs doigts en ouvrant un exemplaire des Mémoires de Che Guevara. Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, p. 119. Bechor, *PLO Lexicon*, p. 25.

30. En une occasion durant cette période, le Mossad décida de prendre l'initiative à Beyrouth. Un autre porte-parole du FPLP, Ghassan Kanafani, auteur et poète réputé, finit sur la liste des cibles du Mossad après avoir été identifié sur des photographies prises avec des militants de l'Armée rouge japonaise, peu avant qu'ils se mettent en route. Le 8 juillet 1972, six semaines après le massacre de Lod, Kanafani et sa nièce âgée de dix-sept ans, Lamees Najim, montèrent dans l'Austin 1100 de l'écrivain, qui explosa dès qu'il mit le contact. Le fait que le Mossad ait tué une jeune fille innocente dont le seul péché avait été de monter dans la mauvaise voiture ne fit l'objet d'aucun débat, d'aucune enquête. Entretiens avec Harari, 23 mars 2014, et « Ethan », juillet 2014.

31. Entretiens avec Harari, 23 mars 2014, et « Kurtz », octobre 2005.

32. Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, 9 octobre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

33. Citation de mémoire en novembre 2012, émanant de « Dark Chocolate », membre de Césarée dans les années 1970.

34. Entretien avec « Shaul », juin 2017.

35. Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, compte rendu de la session du 9 octobre 1972, p. 10.

36. Zamir, *With Open Eyes*, p. 67 (texte en hébreu).

37. Le tir d'instinct cher à Beckerman est aussi utilisé par les agents de la sécurité aérienne du Shin Bet à bord des vols d'El Al. La technique de Beckerman est à présent enseignée au stand de tir du Shin Bet, à l'est de Tel Aviv. Ce stand de tir comporte une succession de labyrinthes, divisés en salles et en escaliers où des ennemis de carton sont cachés dans toutes sortes de recoins. Il est recouvert d'un plafond vitré renforcé au travers duquel des instructeurs peuvent suivre les élèves officiers auxquels ils donnent des ordres via des haut-parleurs. Ces labyrinthes sont conçus de telle sorte que les recrues puissent tirer à balles réelles dans n'importe quelle direction, et des capteurs et caméras enregistrent chaque tir. Visite de l'auteur au stand de tir du Shin Bet, mai 2005.

38. Entretien avec Yarin Shahaf, 22 janvier 2013. Au plus fort de la lutte contre le terrorisme, à l'été 1972, Harari changea le nom de Césarée en

Massada, inspiré de la forteresse isolée, au sommet d'une montagne, dans le désert de Judée, en surplomb de la mer Morte. C'était là qu'au Ier siècle, les derniers rebelles juifs contre l'Empire se réfugièrent et tinrent en respect les légions romaines qui les assiégeaient, avant de finalement choisir de se suicider, avec leurs femmes et leurs enfants, au lieu de se rendre et de se laisser réduire en esclavage. Massada est un symbole de l'héroïsme qui constitue une part importante de la philosophie d'indépendance d'Israël, qui implique une disposition au sacrifice grâce auquel « Massada ne tombera plus jamais ». Par la suite, le nom de l'unité changerait à plusieurs reprises. Pour éviter la confusion, dans ce livre, nous l'appellerons Césarée.

39. Sayigh, *Armed Struggle*, p. 309.

40. Ces précisions d'ordre personnel sur les membres de Septembre Noir sont tirées de l'excellente enquête sur l'attentat de Munich, par Shai Fogelman, « Back to the Black September », *Haaretz Weekly Magazine*, 31 août 2012.

41. Entretien avec « Ethan », juillet 2014.

42. Goldstein, *Golda : A Biography*, p. 525 (texte hébreu).

43. Entretien avec Victor Cohen, 27 mai 2015.

44. Zamir, *With Open Eyes*, p. 69.

45. Entretien avec Victor Cohen, 27 mai 2015.

46. Réunion du cabinet de sécurité, 6 septembre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

47. *Al-Sayyid*, 13 septembre 1972, cité dans Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, p. 35.

48. Annexe secrète à la décision gouvernementale consécutive à la prise d'otages de Munich, Michael Arnon au ministre de la Défense, 11 septembre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »). Les Palestiniens affirmaient que deux cents civils avaient trouvé la mort au cours de ces attaques, parmi lesquels des femmes et des enfants. Israël démentit ces allégations. Fogelman, *Haaretz Weekly Magazine*, 21 août 2012.

49. Réunion du cabinet de sécurité, 6 septembre 1972, p. 5 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

50. Réunion de la Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, compte rendu n° 243, 3 novembre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

51. Réunion de la Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, compte rendu n° 243, 3 novembre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

10. « Ceux que j'ai tués ne m'inspirent aucun remords »

1. Entretien avec « Black », novembre 2015. Un récit qui est à certains égards similaire figure dans Klein, *Striking Back*, pp. 117-118.

2. Lettre de Peter Manning, biographe de Janet Venn-Brown, à l'auteur, 20 octobre 2015. Entretien avec Peter Manning, 24 décembre 2015.

3. Bien que la tentative ait été déjouée (le tourne-disque piégé embarqué à bord de l'appareil explosa en plein vol, mais le pilote réussit à atterrir en toute sécurité) et que les deux terroristes palestiniens qui avaient convaincu les deux touristes européens de le prendre à bord aient été capturés et jugés, le Premier ministre Golda Meir était certaine que les Italiens céderaient aux pressions et les libéreraient. « Les Italiens sont passifs et tremblants », dit-elle. Peu après, l'histoire lui donna raison, quand le gouvernement italien, face aux pressions de l'OLP, les libéra. Compte rendu d'une réunion du gouvernement, 5 novembre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

4. Depuis sa création, le Mossad a éveillé le plus grand intérêt dans le monde et provoqué une soif apparemment inextinguible de récits de ses exploits. Films, livres et téléfilms censés offrir une vision de l'intérieur de l'organisation figurent régulièrement en tête des listes de best-sellers. Un récit en particulier semble exercer une fascination constante – celui relatif à l'ordre donné par Golda Meir de cibler et d'assassiner les activistes palestiniens en Europe au début des années 1970. L'évocation la plus connue de cette histoire reste sans doute celle du film *Munich* de Steven Spielberg, en 2005, avec Eric Bana et Daniel Craig, qui récolta cinq nominations aux Oscars. Le lien entre le film – ainsi que la plupart des autres récits de ces opérations, qui manquent tous de références et d'un appareil critique sérieux (excepté l'excellente enquête d'Aaron Klein, *Striking Back*) – et la réalité est très ténu. Le film se fonde sur les conclusions d'un livre écrit par George Jonas, qui se serait fondé sur le récit d'un certain Juval Aviv, censément le principal tueur du groupe. Les états de service d'Aviv, ancien agent du Mossad, font l'objet d'un grand scepticisme. Même le nom de code attribué à l'opération dans ces diverses publications – « Colère de Dieu » – est incorrect, selon tous ceux qui y ont réellement pris part et qui se sont exprimés à ce sujet dans le présent ouvrage et dans ceux de Klein. Entretiens avec Juval Aviv, décembre 1995, 6 novembre 2005. Lettre d'Aviv à l'auteur,

7 novembre 2005, sur ses relations avec Spielberg et DreamWorks. La plupart des éléments concernant Juval Aviv sont abordés dans Ronen Bergman, « Living in a Movie », *Yediot Aharonot*, 2 décembre 2005. Spielberg répondit en expliquant que le film était fondé sur les meilleures informations accessibles publiquement qu'il ait pu obtenir. Ofer Shelah, « Save Munich », *Yediot Aharonot*, 17 février 2006. D'autres précisions ont été apportées par Chris Thompson, « Secret Agent Schmuck », *Village Voice*, 16 octobre 2007.

5. *Yediot Aharonot*, 6 mars 1973.

6. Entretiens avec Harari, 10 mars 2014, Klein, 6 octobre 2014, Kurtz, octobre 2005, et « Black », novembre 2015.

7. Entretien avec « Salvador », mai 2012.

8. Zamir, le chef du Mossad, affirmerait plus tard que ces assassinats n'étaient pas motivés par un désir de vengeance, mais étaient censés empêcher de futures attaques terroristes. Toutefois, ces déclarations cadrent mal avec les propos de ses subordonnés. La plupart d'entre eux ont explicitement signifié que, lorsqu'ils se lançaient dans une opération d'élimination, ils étaient animés par la soif de vengeance. L'un d'eux faisait observer, sans état d'âme : « Il fallait clairement leur signifier que quiconque tue des Juifs devient une cible légitime. » Les chefs du Mossad qui succédèrent à Zamir, Nahum Admoni et Meir Dagan, reconnaissaient que la vengeance était l'un des motifs des assassinats des années 1970. Entretiens avec « Black », juin 2015, Nahum Admoni, 29 mai 2011, et Dagan, 29 mai 2013. Entretien avec Zvi Zamir dans Yossi Melman, « Golda Gave No Order », *Haaretz*, 17 février 2006.

9. Entretiens avec « Black », novembre 2015, et Harari, 11 avril 2014.

10. Entretien avec « Kurtz », octobre 2005.

11. Il existe des indications contradictoires quant à savoir si Meiri avait été officiellement nommé à la tête de Baïonnette, comme l'ont affirmé certaines sources au sein du Mossad et lui-même, ou s'il fut plutôt nommé commandant sur le terrain de certaines opérations de l'équipe, comme l'affirma Harari. Avec les années, certaines divergences et désaccords entre les deux hommes se sont fait jour. Entretiens avec « Shaul », juin 2017, Nehemia Meiri, 12 juin 2012, et Harari, 10 mars 2014.

12. Entretiens avec Nehemia Meiri, 12 juin 2012, et Haber, 21 juin 2009. Enregistrement d'une conversation entre Nehemia Meiri et le journaliste Eitan Haber (archives de l'auteur, transmis par Moshe Meiri).

13. Entretien avec « Shaul », juin 2017.

14. Entretien avec Haber, 21 juin 2009.

15. Entretien avec Nehemia Meiri, 12 juin 2012.

16. Après la démission de Harari de son poste de chef de Césarée, en 1980, l'unité lui offrit un cadeau d'adieu singulier – le pistolet Beretta avec lequel Meiri avait exécuté Zwaiter, enchâssé dans une plaque encadrée, avec une dédicace de ses agents. Harari le conservait bien en vue, sur une étagère de son salon.

17. Aaron Klein, *Striking Back*, pp. 130-131.

18. Entretien avec Harari, 10 mars 2014.

19. Le 29 novembre, Septembre Noir détourna un avion de ligne de la Lufthansa à destination de Francfort, au départ de Beyrouth, ce qui accéléra le feu vert final pour l'élimination de Hamshari. Les Allemands libérèrent immédiatement les trois terroristes des Jeux olympiques de Munich encore détenus dans une prison de RFA ; ils furent acheminés par avion en Libye, où ils reçurent un accueil royal. Les circonstances de ce détournement éveillèrent des soupçons sur une éventuelle coordination avec les autorités de Bonn, afin de leur fournir un prétexte pour libérer les meurtriers des athlètes. La colère en Israël monta encore d'un cran, des ministres manifestèrent tout particulièrement leur fureur après la déclaration du porte-parole du gouvernement fédéral, selon lequel « l'Allemagne n'était pas la cause du conflit au Moyen-Orient ». À son tour, le ministre Warhaftig déclara : « Le meurtre de six millions de Juifs a bel et bien eu un effet sur le conflit du Moyen-Orient. » Après cette réunion ministérielle, Warhaftig approcha Golda Meir et la pressa instamment d'approuver d'autres cibles d'assassinat. Entretien avec « Toblerone », janvier 2014. « Germany's Secret Contacts with Palestinian Terrorists », *Der Spiegel*, 28 août 2012.

20. À une époque où les moyens de communication miniaturisés n'étaient pas encore disponibles, pour avertir de dangers venus de l'extérieur sans faire de bruit, le commandant de l'unité, Zvi Malchin, avait confectionné une petite boîte qu'on pouvait accrocher à sa ceinture, et qui vibrait dès qu'un signal radio était envoyé sur une certaine fréquence. Ce fut peut-être en fait le tout premier alphapage.

21. Entretien avec « Kurtz », octobre 2005. Le lendemain de l'élimination de Hamshari, un inconnu passa un coup de téléphone anonyme à Ankie Spitzer, la veuve d'Andre Spitzer, un entraîneur de l'équipe d'escrime qui comptait parmi les victimes de Munich. « Écoutez les informations de dix heures », lui suggéra son interlocuteur. C'est pour Andre. » Entretien avec Ankie Spitzer, 22 février 2012. Klein, *Striking Back*, pp. 129-133.

22. Entretien avec Harari, 10 mars 2014.

23. D'après des comptes rendus du directeur Zvi Zamir au département d'histoire du Mossad, cité dans Zamir, *With Open Eyes*, pp. 76-80.

24. Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, compte rendu de la séance du 3 novembre 1972 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

25. Entretien avec « Black », juin 2015.

26. Entretien avec « Iftach », 22 mai 2011.

27. Ces affirmations palestiniennes furent étayées lors d'un entretien étonnant accordé en 1993 à la BBC, par Aharon Yariv, conseiller de Golda Meir sur l'antiterrorisme. Il admettait pour la première fois que le Mossad était l'instigateur des assassinats et, au sujet de Zwaiter, contredisait les positions

mêmes de l'organisation en ces termes : « Il avait un certain lien avec le terrorisme. Pas au plan opérationnel. » Aaron Klein souleva des doutes similaires dans son livre, *Striking Back*, p. 119.

28. Entretien avec « Select », avril 2011.

29. Les premiers mois, il était clair que les assassinats du Mossad en Europe laissaient de marbre les Palestiniens qui accentuèrent la pression terroriste, sur le Vieux Continent et ailleurs. Ils montaient des attentats contre des agences d'El Al, expédiaient des colis piégés, tendaient des embuscades à des responsables israéliens et, au paroxysme de ces attaques, s'emparèrent de l'ambassade d'Israël et de son personnel. Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, p. 17 (texte en hébreu).

30. Le Fatah combattit aussi contre le Mossad et, en janvier 1973, réussit à retourner deux agents palestiniens qui travaillaient pour Tsomet. L'un des deux dégaina un pistolet lors d'une réunion avec son contrôleur, Tzadok Ofir, lui tira dessus et le blessa ; l'autre tua son officier traitant du Mossad, Baruch Cohen, lors d'une réunion à Madrid. En Israël, ces incidents servirent simplement à démontrer qu'il fallait intensifier les campagnes d'assassinats. Entretiens avec Gideon Ezra, 4 février 1999, Sutton, 9 mai 2012, et Alpher, 18 mai 2015. Klein, *Striking Back*, pp. 142-147.

31. Entretien avec Francis, février 2005.

32. Yaël reçut une brève formation sur le mode de vie et le travail d'un auteur, que lui dispensa Shabtai Tevet, journaliste éminent du quotidien *Haaretz*, biographe de Ben Gourion et ami de Harari.

33. Le dossier de renseignement établi par Césarée avant l'opération Printemps de la Jeunesse, incluant notamment les photographies prises par Yaël lors de son séjour à Beyrouth, se trouve dans les archives de l'auteur (transmis par « Gustav »).

34. Mass, *Yael, the Mossad Warrior in Beirut*, p. 66 (texte en hébreu) (brouillon de manuscrit non amendé par la censure, dans les archives de l'auteur, transmis par « Maurice »).

35. Entretien avec Harari, 23 mars 2014. Klein, *Striking Back*, pp. 157-161.

36. Dar au chef d'état-major, au chef de l'AMAN et au commandant de l'Unité 131, « Setting the Ground of the Establishment of Undercover Mista'ravim Unit », 2 octobre 1955 (archives de l'auteur, transmis par Avraham Dar).

37. Ces dispositifs d'écoute fonctionnaient sur de longues périodes grâce à des piles nucléaires fournies par le scientifique juif américain Zalman Shapiro, propriétaire de la société NUMAC, qui avait son siège social en Pennsylvanie. Entretiens avec Amit, 6 juin 2005, et Amiram Levin, 16 juillet 2017. Ronen Bergman, « The Nuclear Batteries and the Secret Listening Devices », *Yediot Aharonot*, 6 juin 2017.

38. Barak avait raison d'insister aussi fermement pour être intégré aux opérations de l'Armée de défense d'Israël. Avec le temps, Sayeret Matkal devint

synonyme d'excellence, de détermination et d'originalité. Après la fin de leur engagement, des anciens de l'unité gravirent les échelons jusqu'à des postes supérieurs de l'armée et accédèrent à l'élite israélienne. Ehud Barak, qui devint plus tard chef d'état-major, entra en politique et devint ministre de la Défense, puis Premier ministre. Uzi Dayan devint chef d'état-major adjoint et, dans le civil, prit la tête du Conseil national de sécurité. Danny Yatom fut nommé directeur du Mossad. Shaul Mofaz fut promu chef d'état-major et nommé ministre de la Défense. Moshe Yaalon devint lui aussi chef d'état-major, ministre de la Défense, et vice-Premier ministre de Benyamin Netanyahou, lui-même un autre ancien de Sayeret. Fin 2012, une enquête du quotidien *Yediot Aharonot* révélait que des composantes non négligeables des centres de décision économique et sociale et du pouvoir politique d'Israël étaient dirigés par d'anciens soldats de Sayeret Matkal, qui n'excède pourtant pas la taille d'un simple bataillon.

39. Betser, *Secret Soldier*, p. 143 (texte en hébreu).

40. Entretiens avec Amnon Biran, 5 juin 2011, et Barak, 24 novembre 2013.

41. Ce n'était pas la première fois que Tsahal opérait contre des cibles de l'OLP au Liban, mais elle ne l'avait jamais fait à une aussi grande échelle, requérant des forces combinées, y compris celles du Mossad. Pour des informations sur les attaques précédentes au Liban (opération Bardas), voir Nadel, *Who Dares Wins*, pp. 198-235 (texte en hébreu). Sur la planification de Printemps de la Jeunesse, voir Betser, *Secret Soldier*, pp. 109-114 (texte en hébreu). Division des opérations, Printemps de la Jeunesse, 9 avril 1973, MODA 580-75-401. Entretien avec Barak, 1er juillet 2013.

42. Le débarquement et le trajet en voiture jusqu'à destination avaient été répétés sur la plage près d'un nouveau quartier huppé situé au nord de Tel Aviv, Ramat Aviv, où se dressaient les squelettes de tours alors en construction en partie similaires aux luxueux immeubles visés, où habitaient les cibles. Entretiens avec Shaked, 1er mai 2013, et Barak, 13 janvier 2012.

43. Harari décida de ne rien dire à Yaël des détails de l'opération ou de sa chronologie. « La possibilité, si ténue qu'elle ait été, qu'elle soit démasquée à notre insu, et contrainte de révéler ce qu'elle savait, aurait mis nos forces en danger », m'a-t-il confié. Mossad, synthèse du renseignement pour l'opération Printemps de la Jeunesse, 6 avril 1973 (archives de l'auteur, transmis par « Gustav »). Entretien avec Amnon Biran, 5 juin 2011.

44. Reconstitution de la réunion à partir d'entretiens avec Shaked, 14 mai 2013, Harari, 29 mars 2014, et Ammon Biran, 5 juin 2011.

45. Notes diverses de la main du commandant de l'opération, prises peu avant le départ de la force d'intervention, et notes pour le dernier briefing, par le général de brigade Emmanuel Shaked, le 4 avril 1973 (archives de l'auteur, transmis par « Stark »).

46. Entretien avec Eli Zeira, 29 juin 2010.

47. Entretien avec Barak, 24 novembre 2013.

48. Entretien avec Muki Betser, 10 juin 2016.

49. Betser, *Secret Soldier*, p. 163.

50. Entretien avec Betser, 10 juin 2016.

51. Quartier général du chef de l'infanterie et officier de parachutistes, rapport d'opérations pour l'opération Printemps de la Jeunesse, 11 mai 1973 (archives de l'auteur, transmis par « Stark »). Amnon Biran, « Spring of the Elite Forces », *Mabat Malam*, avril 2011 (texte en hébreu). Entretiens avec Barak, 24 novembre 2013, « Dark Chocolate », novembre 2012, « Black », janvier 2013, et Aviram Halevi, 12 octobre 2010. Betser, *Secret Soldier*, pp. 164-166.

52. Entretien avec Yigal Pressler, 6 juillet 2017.

53. Entretien avec Amnon Lipkin-Shahak, 26 mai 2011. Klein, *Striking Back*, pp. 168-169.

54. Entretien avec Lipkin-Shahak, 3 avril 2012.

55. Entretien avec « Sinbad », octobre 2013.

56. Entretien avec Barak, 24 novembre 2013.

57. Copie de cette lettre dans les archives de l'auteur (transmis par « Midburn »).

58. Mass, *Yael, the Mossad Warrior in Beirut* (brouillon de manuscrit non amendé par la censure, dans les archives de l'auteur, transmis par « Maurice »), p. 117 (texte en hébreu).

59. Son second, Tawfiq Tirawi, et lui-même rendaient visite aux trois terroristes qui avaient pris part au massacre de Munich, et qui avaient été libérés par le gouvernement allemand. Vers une heure du matin, rapporte Tirawi, ils entendirent des coups de feu et l'un des gardes du corps qui attendaient dehors fit irruption et hurla : « Al-Mossad, al-Mossad, ils sont ici. » Entretien avec Tawfiq Tirawi, juin 2002.

60. D'autres documents soulignaient les liens entre l'OLP et des organisations d'extrême gauche en Europe, renforçant le rôle du Mossad en tant qu'organisme susceptible d'être utile aux États occidentaux dans leur bataille contre le terrorisme local, et l'argument d'Israël en vertu duquel seule la coopération serait en mesure de faire barrage au phénomène. Entretiens avec Shimshon Yitzhaki, 2 septembre 2015, et Reuven Hazak, 1er février 1999. Sayigh, *Armed Struggle*, p. 311.

61. Quelques jours après l'opération, le général de brigade Shaked exigea que le directeur du Mossad limoge l'agent de Césarée et, devant son refus, insista auprès d'Elazar, le chef d'état-major, pour qu'il demande au Premier ministre d'ordonner sa révocation, mais « dans l'atmosphère d'euphorie qui régnait, après cette opération, personne ne voulait m'écouter ». Entretien avec Shaked, 1er mai 2013.

62. Cité dans *Haaretz*, 12 mars 1973.

11. « L’erreur d’identification d’une cible n’est pas un échec. C’est une méprise »

1. Le Mossad soupçonnait El-Kubaisi d’avoir planifié une tentative d’assassinat visant Golda Meir en faisant exploser une voiture piégée au passage de son convoi lors d’une visite officielle à New York. El-Kubaisi arriva à Paris en février et descendit dans un petit hôtel près de la place de la Madeleine. Il ne tarda pas à écumer des bars fréquentés par de jeunes Arabes. S’estimant trop âgé pour se mêler à eux, Nehemia Meiri prit la décision très peu orthodoxe d’envoyer son fils, Moshe, ouvrir l’œil sur El-Kubaisi. Le jeune homme ne possédait aucune formation en matière d’espionnage, mais Moshe dit à Nehemia qu’il était convaincu que son père lui en avait transmis une part dans ses gènes. « J’entrais dans le bar, je commandais une boisson et je me mettais à discuter avec les Arabes. J’avais un sac avec un appareil photo caché et, tout en restant assis, je prenais des clichés des clients. » Grâce à ces photographies et à des documents transmis par d’autres équipes de surveillance, le Mossad put confirmer la tenue de réunions entre El-Kubaisi et des membres du Fatah. Entretiens avec Moshe et Nehemia Meiri, 12 juin 2012.

2. « À notre grand regret, ils ne claquaient pas tout seuls. Il fallait les aider », ironisait Kurtz, qui participa au meurtre de Hussein Abd el-Chir. Entretien avec « Kurtz », octobre 2005. Klein, *Striking Back*, pp. 137-138.

3. Mossad, Département d’histoire, Rapport sur l’opération Heartburn, 1996, p. 17, citation du Rapport annuel de l’AMAN pour 1978-1979 (archives de l’auteur, transmis par « Lexicon »).

4. Entretien avec Harari, 11 avril 2014. Un récit similaire sous certains aspects apparaît dans Klein, *The Master of Operations*, 1719. « Two Bomb-Carrying Arabs Injured in Explosion », JTA, 18 juin 1973.

5. Entretien avec Hadar, 7 février 2012.

6. Entretiens avec Harari, 12 février 2014, « Dark Chocolate », 2 novembre 2012, et Klein, 28 mai 2014.

7. Pour le PFLP, Boudia représentait une lourde perte. Deux jours plus tard, l’organisation annonçait qu’elle avait vengé Boudia en tuant l’attaché militaire israélien à Washington, le colonel Yosef « Joe » Alon, abattu dans l’allée de sa

maison du Maryland le 1er juillet. Les circonstances précises de sa mort demeurent un mystère et sont au centre de multiples théories du complot. L'enquête a été récemment rouverte après l'exhumation de preuves attestant qu'Ilich Ramírez Sánchez Carlos – « le Chacal » – aurait été impliqué ou du moins informé de l'affaire. Adam Goldman, « I Wrote to Carlos the Jackal, and an Israeli's Assassination Case Was Revived », *New York Times*, 8 janvier 2017. Correspondance par mail avec Sophie Bonnet, réalisatrice par la suite d'un documentaire sur « Carlos le Chacal », mai 2017.

8. Entretien avec « Kurtz », octobre 2005.

9. Nadia Salti Stephan, « Abu Hassan by Abu Hassan », *Monday Morning*, avril 1976.

10. AMAN, Département de recherche, « Terror Activity Abroad », 1er mai 1969 (montré à l'auteur par « Lexicon »).

11. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015. Bird, *Good Spy*, p. 90.

12. Bird, *Good Spy*, pp. 133-134. Klein, *Striking Back*, p. 192.

13. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

14. Citation de Harari extraite de Yarin Kimor, *Sealed Lips*, chaîne Channel 1, 20 septembre 2014.

15. Klein, *Striking Back*, pp. 186-187. Entretiens avec Harari, 10 mars 2014, Ilan Mizrahi, 22 octobre 2014, « Kurtz », octobre 2005, et « Dark Chocolate », novembre 2012.

16. Dans une autre version, Benamene embarquait à Milan dans un train à destination d'Oslo, suivi par une équipe du Mossad et, sur place, selon l'un des membres de cette dernière, « l'erreur s'est produite quand nous l'avons confondu avec un autre passager du train ». Entretien avec « Shaul », juin 2017.

17. Général Aharon Yariv, interview à la BBC, 23 novembre 1993.

18. Meiri, en revanche, était convaincu que l'homme menant apparemment une vie paisible à Lillehammer était bien Salameh. Entretiens avec Harari, 10 mars 2014, Nehemia et Moshe Meiri, 12 juin 2012, et « Shaul », juin 2017.

19. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

20. Ils abandonnèrent la voiture sur le parking d'un hôtel danois de prestige, où elle resta trois ans avant qu'un employé ne se rende compte d'un éventuel problème et qu'elle ne soit restituée à la compagnie de location.

21. Entretiens avec Harari, 29 mars 2014, et « Shaul », juillet 2011. Y. a refusé ma demande d'entretien, communiquée par l'intermédiaire d'un parent, ancien commandant en chef de l'armée de l'air israélienne, le 20 mars 2017.

22. Bouchiki était aussi le frère de Chico Bouchikhi, cofondateur des Gipsy Kings. Entretien avec Uli Weidenbach, 26 février 2017.

23. Moshe Zonder, « I Was Sure They'd Kill Me Too », *Maariv*, 13 septembre 1995.

24. Yarin Kimor, *Sealed Lips*, chaîne Channel 1, 20 septembre 2014.

25. Entretiens avec « Shaul », juillet 2011, et Harari, 23 mars 2014.

26. Toutefois, les dossiers de la police norvégienne contiennent un récit légèrement différent des circonstances dans lesquelles Arbel était détenu, les policiers s'attribuant l'initiative de relever la plaque d'immatriculation, au lieu de ce voisin vigilant. Quoi qu'il en soit, le résultat final fut un désastre pour le Mossad. Yossi Melman, « Protocols of Lillehammer Failure Revealed », *Maariv*, 2 juillet 2013.

27. Réagissant aux propos de « Shaul », Harari déclarait : « Avant Lillehammer, nous ne savions pas qu'il [Arbel] souffrait de claustrophobie. Au contraire, dans toutes ses missions précédentes, il s'était comporté à la perfection. » Confronté à la question de savoir s'ils auraient dû en être informés, Harari m'a interrompu sur un ton très nettement sarcastique : « Vous êtes quelqu'un de sérieux, non ? Alors, écoutez, disons que vous soyez un agent, vous êtes en Norvège, au bout du monde, pas loin du pôle Nord, et vous ne connaissez ni la langue ni l'alphabet du pays. Vous êtes donc incapable de lire les noms de rue, la plaque nominative à la porte d'un appartement, un titre de journal qui pourrait avoir de l'importance pour votre mission. Ce qui revient à dire que ceux de mes gars qui sont entraînés sont incapables de parler la langue, alors je choisis des garçons à moitié formés, notamment des “quasi-agents”, j'entends par là des gens qui sont à mi-parcours de leurs classes, mais qui, eux, connaissent le norvégien, parce que c'est tout ce dont je dispose, et il me faut quelqu'un qui soit capable de traduire. » Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

28. Nombre de questions relatives à la prestation des chefs de Césarée dans l'affaire de Lillehammer et les vives critiques qui leur sont adressées se trouvent dans une lettre anonyme rédigée par l'un des subordonnés de Harari en avril 2014, contenant des informations jusqu'alors jamais publiées et conservées dans les archives de l'auteur.

29. Ce fut seulement au milieu des années 1990 qu'Israël décida de reconnaître ce meurtre, après que des procédures judiciaires furent intentées contre Harari et Zamir en Norvège. Israël versa à Torill Larsen Bouchiki et sa fille Malika, âgée de vingt-deux ans, la somme de 283 000 dollars, tandis que le fils de M. Bouchiki, né d'un premier mariage, Jamal Terje Rutgersen, obtint la somme de 118 000 dollars dans le cadre d'un accord amiable distinct. « Israelis to Compensate Family of Slain Waiter », *New York Times*, 28 janvier 1996.

30. La situation diplomatique et juridique épineuse d'Israël à Lillehammer est bien décrite dans Palmor, *The Lillehammer Affair*, rapport d'un responsable du ministère des Affaires étrangères qui fut nommé pour coordonner les travaux à ce sujet.

31. Entretien avec Kfir, 9 juin 2011.

32. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

33. Kadhafi avait ses raisons de vouloir abattre un avion de ligne israélien. Le 21 février 1973, l'armée de l'air israélienne abattait un appareil des lignes

aériennes libyennes parti de Tripoli à destination du Caire qui s'était égaré et était entré dans l'espace aérien contrôlé par Israël au-dessus du Sinaï et qui volait droit vers les installations nucléaires secrètes de Dimona. Sur les cent treize personnes à bord, cent huit trouvèrent la mort.

34. Entretien avec Harari, 23 mars 2014. Zamir, *With Open Eyes*, pp. 142-146. Klein, *Master of Operations*, pp. 28-35.

35. Entretiens avec Harari, 23 mars 2014, Nehemia Meiri et Moshe Meiri, 12 juin 2012, et « Black », novembre 2015.

36. La plupart des prisonniers palestiniens furent embarqués à bord d'un avion-cargo de l'armée de l'air italienne qui décolla pour la Libye mais explosa en plein vol au-dessus de la Méditerranée. Tous les occupants périrent. Certains responsables italiens accusèrent le Mossad de la mystérieuse avarie qui avait causé l'explosion. Israël nie ces allégations, et pour autant que j'aie pu le vérifier, l'État hébreu dit la vérité.

12. Hubris, ou le péché d'orgueil

1. Printemps de la Jeunesse ne fut pas la seule réussite de la communauté du renseignement en 1973. Le Mossad disposait d'un espion dans les hautes sphères du gouvernement égyptien, dont il obtenait d'excellents résultats, croyait-on – un dénommé Ashraf Marwan, qui était le chef de bureau du président Anouar el-Sadate et le gendre du président Nasser. En outre, Sayeret Matkal avait placé des appareils de surveillance très en profondeur dans le Sinaï, dans le cadre de l'opération Consulat, en se branchant sur les principaux câbles du réseau de transmissions de l'armée égyptienne, rendant une partie de leurs conversations ultra-secrètes accessible à l'AMAN. Entretiens avec « Constantine », novembre 2011, Ehud Barak, 13 janvier 2012, et Levin, 10 mai 2017. Au sujet du recrutement, du traitement et de la possible implication d'Ashraf Marwan dans le stratagème égyptien avant la guerre du Kippour, voir Bergman et Meltzer, *The Yom Kippur War : Moment of Truth*, pp. 31-41, 470-522 (texte en hébreu).

2. *Davar*, 17 avril 1973.

3. Citations de documents scannés, repris dans Zamir, *With Open Eyes*, encart photo après la p.128.

4. Entretien avec Barak, 13 janvier 2012.

5. Kissinger au président Nixon, Washington, 25-26 février 1973. National Archives, Nixon Presidential Materials, Dossiers NSC, Boîtes du bureau de Kissinger, Boîte 131.

6. Kipnis, *1973 : The Way to War*, p. 89 (texte en hébreu).

7. Témoignage du chef d'état-major David Elazar devant la commission Agranat, 31 janvier 1974, 17 février 1974, 21 février 1974 (archives de l'auteur, transmis par « Picasso »).

8. Harari et Césarée avaient plusieurs plans d'action au cas où la guerre éclaterait, notamment le transport, l'installation et l'explosion d'un conteneur rempli d'explosifs dans la rade de Port-Saïd, et le placement de charges explosives dans divers quartiers généraux de l'armée ennemie et de bâtiments officiels au Caire. Harari les soumit au Premier ministre Golda Meir, mais sous le choc, atterrée par les événements, elle ne voulut pas courir de risques

supplémentaires et les rejeta. Bergman et Meltzer, *The Yom Kippur War : Moment of Truth*, pp. 23-97 (texte en hébreu). Entretien avec Harari, 29 mars 2014.

9. *Yediot Aharonot*, 16 mai 1974.

10. *The Truth Behind the Maalot Massacre*, documentaire d'Orly Vilnai et Guy Meroz, chaîne Channel 10, mars 2014.

11. Zonder, *Sayeret Matkal*, p. 119 (texte en hébreu).

12. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

13. Entretien avec Harari, 29 mars 2014.

14. Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 310-311.

15. Armée de défense d'Israël, division de l'État-major général, Département d'histoire, *The Terror Attack at the Savoy Hotel*, août 1975 (archives de l'auteur, transmis par « Gomez »).

16. Entretien avec Gazit, 12 septembre 2016.

17. Entretien avec Omer Bar-Lev, 15 novembre 2012.

18. Entretiens avec « Greco », octobre 2014, et « Jacob », août 2015.

19. Entretien avec Gazit, 12 septembre 2016.

20. L'opération reçut le nom de code B'nei Mazor (Fils du Secours). Entretien avec Aviem Sella, 10 juillet 2013. (C'est « Roi » qui a montré à l'auteur le rapport sur l'événement, figurant dans les archives de l'armée de l'air.)

21. Dans la période comprise entre décembre 1973 et mai 1978, le Front populaire perpétra vingt actes de terrorisme international. Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, pp. 170-174 (texte en hébreu).

22. Entretien avec Mizrahi, 22 avril 2014.

23. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

24. The Mitrokhin Archive, K-2 365, Churchill College, Cambridge University. Ronen Bergman, « The KGB's Middle East Files : Palestinians in the Service of Mother Russia », *Yediot Aharonot*, 4 novembre 2016. Andrew et Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II*, p. 244. Entretien avec Christopher Andrew, 21 février 2016.

25. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015. Mossad, *Operation Heartburn*, p. 7.

26. Ravid, *Window to the Backyard*, p. 49.

27. C'est l'adjoint de Haddad, Taysir Kubeh, chargé des relations étrangères secrètes de l'organisation, qui établit le lien avec le groupe Baader-Meinhof, par l'intermédiaire de professeurs palestiniens et d'étudiants, en Allemagne. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

28. Quelques autres personnels palestiniens et allemands furent envoyés à Nairobi pour apporter leur aide logistique. L'ordre d'opération rédigé par Haddad se trouve au Mossad, *Report on Operation Heartburn*, pp. 68-80.

29. *Ibid.*, p. 73.

30. *Ibid.*, p. 30.

31. Entretien avec Eliezer Tsafrir, 2 octobre 2015.

32. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

33. Le Mossad avait des antécédents de coopération féconds et très positifs avec les services de sécurité. Ronen Bergman, « Israel and Africa », pp. 112-116.

34. Mossad, *Report on Operation Heartburn*, pp. 30-31.

35. Entretien avec Tsafrir, 2 octobre 2015.

36. Mossad, *Report on Operation Heartburn*, pp. 36-37.

37. Tsafrir, l'un des agents du Mossad envoyés à Nairobi, était confronté à un singulier dilemme : il avait appris que sa nièce, Gilat Yarden, prenait ce vol. « Je ne savais pas si je devais l'avertir de ne pas embarquer dans cet avion ou si je la laissais le prendre sans la prévenir, m'a-t-il confié. D'un côté, le secret absolu était important. La moindre fuite risquait d'effrayer les terroristes et de les faire repartir. J'étais totalement persuadé que nous réussirions à les arrêter avant qu'ils ne puissent tirer ce missile. D'un autre côté, c'était la fille de ma sœur, et dans une opération comme celle-là, tout pouvait arriver. Et si nous ne parvenions pas à repérer les terroristes ? Qu'est-ce qui était le plus important, la loyauté envers le Mossad ou envers ma famille ? » En fin de compte, Tsafrir décida que le Mossad passait en premier et il laissa Gilat Yarden embarquer à bord de l'avion, endossant ainsi la responsabilité de sa vie même. Entretien avec Tsafrir, 2 octobre 2015.

38. Entretien avec Tsafrir, 14 juillet 2015, Mossad, *Report on Operation Heartburn*, p. 59.

39. Entretiens avec « Eleanor », septembre 2014, « Mark », mars 2011, et « Ringo », juillet 2013. Mossad, *Report on Operation Heartburn*, pp. 59-60.

40. Dès qu'il fut sorti de la pièce, Barak demanda une consultation sur le sujet avec de hauts fonctionnaires du ministère de la Justice, présidée par l'avocat général Gabriel Bach, qui se disait aussi « secoué jusqu'au fond de son âme » quand il apprit ce qu'avait suggéré Zeevi. Entretiens avec Dorit Beinish, 28 septembre 2014, et « Ringo », juillet 2013.

41. Entretien avec Hadar, 14 mai 2017.

42. Entretien avec « Mark », mars 2011.

43. Entretien avec Yigal Simon, 29 juillet 2012.

44. Entretien avec Gazit, 19 juillet 2017.

45. Entretien avec Hadar, 14 mai 2017. Brigitte Schulz fit aussi forte impression sur John Le Carré (alias David Cornwell), pour lequel son ami Gazit, le directeur de l'AMAN, organisa une visite sur le site secret de détention surnommé à l'époque la villa Brigitta, en référence au prénom de la terroriste allemande. On présenta aussi à John Le Carré l'employée du Mossad qui traduisait les interrogatoires pour Hadar, mais sous un faux nom et une fausse

fonction – à savoir « la directrice de la prison, le capitaine Kaufman », Le Carré, *Le Tunnel aux pigeons*, pp. 109-115 (texte en hébreu).

46. Compte rendu de réunion interministérielle, 27 juin 1976 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »). La note que tendit Poran se trouve dans les archives de l'auteur (transmis par Avner Avraham). Entretien avec Amos Eiran, 11 février 2009.

47. Armée de défense d'israël, Département d'histoire, *Operation Thunder Ball*, novembre 1977, MODA, 107.79.18, pp. 3-11.

48. Ronen Bergman, « Israel and Africa », pp. 121-139.

49. Entretiens avec Avner Avraham, 14 octobre 2015, Akiva Lakser, 1er avril 2016, et Ido Netanyahou, 29 juin 2016. Netanyahou, *Sayeret Matkal at Antebbe*, pp. 25-28 (texte en hébreu).

50. Rapport du directeur du Shin Bet, Avraham Ahituv, réunion du cabinet de sécurité, 30 juin 1976 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

51. Entretiens avec Tsafrir, 2 octobre 2015.

52. Par la suite, une patrouille de reconnaissance menée par des commandos de la marine le long de la rive du lac Victoria montra que ce plan était impraticable parce que le lac regorgeait de crocodiles. Halevy, Reicher et Reisman, *Operation Yonatan in First Person*, pp. 38-39 (texte en hébreu). Entretien avec Eiran, 11 février 2009.

53. Entretien avec Eiran, juillet 2013. Ronen Bergman, « Gilad Shalit and the Rising Price of an Israeli Life », *New York Times Magazine*, 9 novembre 2011.

54. Rabin s'exprimait lors d'une réunion des hauts responsables de la défense, qu'il avait convoquée d'urgence dans l'après-midi du 30 juin. Le chef d'état-major, Mordechai Gur, s'accordait à penser comme Rabin que le journaliste aurait dû être cuisiné par le Shin Bet. « Je pense qu'il faut le faire, et je suis d'accord à cent pour cent. Il n'est pas trop tard pour s'en occuper aujourd'hui. » Mais il n'y eut aucun interrogatoire de ce genre, après qu'Aharon Barak, le procureur général, eut averti Rabin que ce serait illégal et qu'il l'interdisait. « Réunion entre le Premier ministre et le ministre de la Défense et les hauts responsables de la défense », 30 juin 1976 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

55. Tout en leur parlant, il fut en mesure de prendre des photos de la tour de contrôle depuis le sol et même de se procurer des informations dont l'armée de l'air avait un besoin crucial – le diamètre des buses de carburant de l'aéroport. Entretiens avec Harari, 10 mars 2014, Klein, 6 octobre 2014, et Avi Weiss Livne, 12 septembre 2016. Des tirages des photos que « David » a prises de l'aéroport d'Entebbe se trouvent dans les archives de l'auteur (transmis par « Ethan »).

56. « Compte rendu des réunions ministérielles des 3 et 4 juillet 1976 » (archives de l'auteur, transmis par « Paul »). Entretien avec Peres, 4 août 2015.

57. Entretiens avec Yiftach Reicher, 25 novembre 2013, et Weiss Livne, 16 mai 2016. Ronen Bergman, « Operation Entebbe as Told by the

Commandos : Planning the Mission », *Yediot Aharonot*, 27 juin 2016. Halevy, Reicher et Reisman, *Operation Yonatan in First Person*, pp. 19-32 (texte en hébreu).

58. Ronen Bergman et Lior Ben Ami, « Back from Africa », *Yediot Aharonot*, 17 juin 2016.

59. Entretiens avec Reicher Atir, 25 novembre 2013, Weiss Livne, 16 mai 2016, Amir Ofer, 1er avril 2016, Giora Zussman, mai 2016, Dani Arditi, 13 juin 2011, Omer Bar-Lev, 15 novembre 2012, Pinchas Buchris, mai 2016, Rami Sherman, 6 juillet 2016, Shlomi Reisman, 6 juillet 2016, Shaul Mofaz, 14 juin 2011, et Betser, 10 juin 2016.

60. Entretiens avec « Greco », mars 2015, et « Jacob », août 2015.

13. La mort dans un tube de dentifrice

1. Entretien avec Yitzhak Hofi, Begin Center, 11 janvier 2002.

2. Entretien avec Admoni, 29 mai 2011.

3. Begin annula les décisions des précédents Premiers ministres (Eshkol signa l'ordre le 31 décembre 1968, et Meir et Rabin le ratifièrent) de reléguer la chasse aux criminels nazis plus bas dans l'ordre des priorités du Mossad et, avec son vigoureux soutien, le comité de sécurité du gouvernement prit le 23 juillet 1977 la résolution d'« ordonner au Mossad de rechercher les criminels de guerre nazis, en particulier Josef Mengele. S'il n'y a aucun moyen de les traduire en justice, de les tuer ». À partir de là, le Mossad agit avec l'intention de trouver et d'éliminer Mengele, mais ces efforts restèrent vains. En revanche, Césarée localisa en Bolivie Klaus Barbie, « le Boucher de Lyon », commandant de la Gestapo dans cette ville, responsable de la déportation de milliers de Juifs vers les camps de la mort. Le directeur de Césarée, Harari, fit le voyage jusqu'à La Paz pour superviser les préparatifs d'assassinat, mais en fin de compte, il décida de les annuler en raison d'incertitudes sur la voie d'évasion. Rétrospectivement, il pensait avoir été prudent à l'excès : « Je pense que nous aurions dû en faire davantage [contre les nazis]. Tant qu'un seul de ces nazis respirait encore dans un quelconque recoin de la planète, nous aurions dû l'aider à cesser de respirer. Aujourd'hui, quand je sais sur quels territoires vivaient ces nazis, en Amérique centrale et du Sud et à quel point il aurait été facile pour nous de bousculer ce petit monde là-bas, je trouve que nous avons été stupides. » Au lieu de le tuer, Israël transmit l'information que ses services avaient réunie sur Barbie à la France, qui le fit extrader et le jugea en 1983. En 1987, il fut condamné à perpétuité, et mourut d'un cancer en prison, en 1991. Entretiens avec Medan, 30 juin 2015, Harari, 10 mars 2011, Klein, 28 mai 2014, et Yossi Chen, 11 septembre 2017. Mossad, Césarée, Revav, commandant de Messer, à Mike Harari, 11 avril 1978. Mossad, Département d'histoire, *Looking for the Needle in the Haystack*, 2007, pp. 117-220 (archives de l'auteur, transmis par « Midburn »). Ronen Bergman, « Why Did Israel Let Mengele Go ? », *New York Times*, 6 septembre 2017. Entretien avec Hofi, Begin Center, 11 janvier 2002. Klein, *Master of Operations*, pp. 236-239.

4. Entretien avec Nakdimon, 18 février 2015.

5. Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, pp. 130-131 (texte en hébreu).

6. Assemblée générale des Nations unies, 29e Session, Dossiers officiels, A/PV.2282.

7. Branche renseignement, Division recherche, Rapport spécial 12/906, 25 décembre 1974 (archives de l'auteur, transmis par « le Biologiste »).

8. Entretien avec Amos Gilad, 31 juillet 2012.

9. Entretien avec Pressler, 6 juillet 2017.

10. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

11. Mossad, *Operation Heartburn*, pp. 105-108.

12. Entretiens avec Dagan, 20 juillet 2013, « Bertie », juin 2009, « Eldy », août 2016, et « Ethan », juin 2015.

13. Dans le livre d'Aaron Klein, *Striking Back*, on lira un récit un peu différent des événements, selon lequel le poison était dissimulé dans du chocolat belge que Haddad appréciait particulièrement et qui lui avait été offert par l'un de ses hommes qui était agent du Mossad. Klein, *Striking Back*, pp. 179-181.

14. Rapport sur le patient « Ahmed », rédigé par le professeur O. Prokop, Université Humboldt, 21 avril 1978 (archives de l'auteur, transmis par Gunther Latsch).

15. La correspondance interne du renseignement est-allemand au sujet des Palestiniens n'est pas dénuée d'allusions ouvertement racistes à leur sujet : dans ces mémos, on les traite de « baiseurs de chameaux ». La Stasi procurait entraînement et armes aux organisations palestiniennes et, avec le KGB, les pressait d'agir contre des objectifs israéliens et américains tout en s'assurant aussi qu'elles n'opèrent pas dans le bloc communiste. Information transmise par le journaliste Gunther Latsch. Ronen Bergman, « KGB's Middle East Files », *Yediot Aharonot*, 4 novembre 2016.

16. « Maj. Gén. Dr. Fister au "Grand Ministre" [identité non révélée, probablement Erich Mielke] avec les documents suivants le 22.4.78 : Rapport sur le patient "Ahmed", rédigé par le Dr. Prokop le 21.4.78 ; Institut de médecine légale à l'université Humboldt, Cadavre d'Ahmed Doukli, le 20.4.1978 ; Rapport d'expert médical, nº 258/78, par le Dr. Geserick, destiné au district militaire et au procureur général, sur le cadavre de Doukli, Ahmed. 29.3.78 » (archives de l'auteur, transmis par Gunther Latsch).

17. J'ai lu à Issaki les rapports des médecins allemands sur les horribles souffrances qu'endura Haddad avant de mourir. Il sourit : « Ces histoires de souffrances ont leur effet propre. Elles se propagent et parviennent aux oreilles d'autres terroristes, elles leur entrent dans la tête, leur inspirent de la crainte et de la terreur, perturbent leur jugement, modifient leur comportement, leur font commettre des erreurs. » Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

18. Kai Bird, *Good Spy*, p. 152.

19. Entretien avec « Black », septembre 2016.

20. Entretien avec Ravid, 17 janvier 2013.

21. Entretien avec « Ethan », juin 2015.

22. Dans *The Good Spy*, Kai Bird décrit une scène similaire dans laquelle la question des relations entre Salameh et le renseignement américain était abordée par Alan Wolfe, de la CIA, et le Mossad, à l'été 1978. Bird, *Good Spy*, pp. 207-208. Entretien avec « Legend », mai 2011.

23. Entretien avec Issaki, 2 septembre 2015.

24. Mémorandum de conversation : Kissinger, Helms, Saunders, 23 juillet 1973, et pièce jointe, Ames à Helms, 18 juillet 1973. NA, RN, NSC Boîte de dossiers 1027.

25. Bird, *Good Spy*, p. 145.

26. *Ibid.*, p. 126.

27. *Ibid.*, p. 151.

28. Entretien avec « Jacob », août 2015.

29. Bird, *Good Spy*, pp. 176-178.

30. Entretiens avec Harari, 10 mars 2014, Klein, 6 octobre 2014, et Issaki, 2 septembre 2015.

31. Bird, *Good Spy*, pp. 181-183.

32. *Ibid.*, pp. 179-180.

33. *Ibid.*, p. 208.

34. Entretien avec « Jacob », août 2015.

35. Entretien avec « Legend », mai 2011.

36. Al-Hajj nie vigoureusement avoir trempé en quoi que ce soit dans le trafic de drogue et affirme, non sans raison, qu'il n'a jamais été poursuivi pour un tel délit. https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4591850,00.html.

37. Entretien avec Amin al-Hajj (en présence de son officier traitant du Mossad, « Kobi »), 14 août 2014. Ronen Bergman, « Waltz with Amin », *Yediot Aharonot*, 14 novembre 2014.

38. Entretien avec Harari, 29 mars 2014.

39. Entretien avec « Black », juin 2015.

40. Entretiens avec Harari, 29 mars 2014, Klein, 28 mai 2014, et « Tuna », août 2015.

41. Dietl, *Die Agentin des Mossad*, pp. 85-96, 112, 147.

42. En plus de s'entraîner à répéter le meurtre proprement dit, les trois agents s'exercèrent aussi à l'évacuation par la mer. On partait du principe qu'après un attentat à la voiture piégée en centre-ville, l'aéroport de Beyrouth serait fermé, ou au moins sous sécurité renforcée. David Shiek, alors jeune officier et plus tard commandant en second de la Flottille 13, les entraîna à affronter des

situations d’urgence dans lesquelles ils pourraient être obligés de nager ou de se servir de leurs armes au cours de l’évacuation vers la mer. Entretien avec David Shiek, 11 avril 2013.

43. Entretien avec « Lychee », novembre 2011.

44. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

45. Entretien avec « Black », septembre 2016.

46. Bird, *Good Spy*, pp. 215-216.

47. Entretien avec Shiek, 11 avril 2013.

48. Bird, *Good Spy*, p. 217.

14. Une meute de chiens enragés

1. Entretiens avec Gilad, 4 août 2015, et Gadi Zohar, 2 janvier 2013.

2. Entretiens avec Gilad, 31 juillet 2012, et Galant, 19 août 2011.

3. État-major de l'Armée de défense d'Israël, Département d'histoire, *Attaque terroriste sur la Route côtière*, 1er décembre 1983 (archives de l'auteur, transmis par « Paul »).

4. Dans certains articles de presse ultérieurs, on a prétendu que la panique israélienne et la mauvaise analyse de la situation avaient provoqué des tirs inutiles, cause de la majorité des décès, alors que l'objectif des attaquants était d'ouvrir des négociations pour la libération de leurs prisonniers. Même si ces affirmations sont correctes, tout le monde s'accorde à penser qu'Abou Jihad avait ordonné à ses hommes de tuer les otages si les négociations échouaient. *Uvda*, chaîne Channel 2, 26 mai 2013, « The Terrorist Who Carried Out the Attack on the Bloodbath Bus : I Apologize and I Regret It », 31 octobre 2011.

5. La plupart de ces affaires ne remontaient pas jusqu'aux tribunaux, notamment les graves actions entreprises les 15 mars et 16 avril, parmi lesquelles le meurtre d'« un terroriste, âgé d'à peu près 13 ans ». « Treatment of Prisoners », Y. Einstein, inspecteur en chef de l'armée au Bureau des contrôleurs de l'État au chef d'état-major général, 9 novembre 1978 (archives de l'auteur, transmis par « Bell »).

6. Entretien avec Galant, 4 septembre 2014.

7. Dossier du tribunal militaire no 313/78, avocat-général de l'armée contre Premier lt. Daniel Pinto, jugement (à huis clos) du 9 février 1979 (archives de l'auteur, transmis par « Snow »). Eitan, *A Soldier's Story : The Life and Times of an Israeli War Hero*, pp. 163-165 (texte en hébreu).

8. Entretien avec Shiek, 11 avril 2013.

9. Faits communiqués avec l'autorisation de Mike Eldar. Eldar, *Flotilla 13*, pp. 572-583 (texte en hébreu).

10. Entretiens avec Ami Ayalon, 21 janvier 2013, Galant, 4 septembre 2014, et Eldar, 18 septembre 2011. Eldar, *Flotilla 13*, p. 583 (texte en hébreu).

11. Zrair restait l'un des principaux activistes impliqués dans les activités de l'OLP contre Israël et il joua aussi un rôle dans la lutte postérieure à l'invasion du Sud-Liban en juin 1982. Au cours de cette année-là, l'Unité 504 recruta un certain Ibrahim Firan, haut fonctionnaire de l'autorité portuaire de Tyr, un proche de Zrair. Les deux hommes avaient en commun une attirance pour les jeunes garçons. L'Unité 504 versa à Firan une coquette somme, dont une partie servit à financer leurs soirées de festivités. En échange, Firan fournit la localisation du repaire de Zrair – une villa sur la plage entre les embouchures des rivières Zahrani et Litani, au nord de Tyr. Le 5 août 1982, un groupe d'intervention de l'escadron spécial antiterroriste YAMAM de la police israélienne attaqua la maison, soutenu par des troupes de la division 91. Dans leur rapport, les assaillants signalèrent que Zrair avait tenté de récupérer son pistolet et qu'ils l'avaient abattu. Les services de renseignement du Fatah suspectaient Firan d'avoir transmis l'information sur Zrair et le liquidèrent deux semaines plus tard, près du café que les exécuteurs de la Flottille 13 avaient dans leur ligne de mire à peine plus de deux ans auparavant. Zvika Bandori, du Shin Bet, souligne que Zrair n'était pas armé et n'avait pas résisté, et qu'il a été tué en application de la la procédure du Shin Bet en matière d'exécutions, intitulée « Krenk » (« Maladie », en yiddish). La soif de vengeance chez ses camarades les conduisit à rejoindre des éléments du Hezbollah, qui venait de se former, pour faire sauter peu après le QG israélien de Tyr, selon Bandori. Entretiens avec Ravid, 17 janvier 2013, Yitzhak Mordechai, 22 mars 2015, et Zvika Bandori, 11 septembre 2017.

12. Entretien avec Shiek, 11 avril 2013.

13. Entretien avec « Olive », mai 2013.

14. Entretien avec Ravid, 17 janvier 2013.

15. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, pp. 50-75 (texte en hébreu).

16. Entretien avec Uzi Dayan, 18 avril 2013.

17. Depuis le milieu des années 1990, Hatem vit à Paris sous la protection des services de sécurité français. C'est là qu'il m'a accordé une série d'entretiens en février 2005. Ronen Bergman, « The Cobra », *Yediot Aharonot*, 4 mars 2005.

18. Entretien avec Merhav, 5 octobre 2011.

19. Entretien avec Mordechai Zippori, 11 mars 2015.

20. Ronen Bergman, « Dismissal in the Mossad Leadership », *Haaretz*, 3 janvier 1997.

21. Smadar Haran Kaiser, « The World Should Know What He Did to My Family », *Washington Post*, 18 mai 2003

22. Entretien avec Avigdor Ben-Gal, 6 novembre 2013.

23. Eitan, *Soldier's Story*, p. 182.

24. Entretiens avec Ben-Gal, 6 novembre 2013, et Dagan, 26 mai 2013.

25. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

26. Entretien avec David Agmon, 28 octobre 2015.

27. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

28. Un membre de cette unité eut la conscience troublée par ces activités, estimant qu'il « ne s'agissait que de crimes de guerre, de rien d'autre ». Il quitta l'armée et émigra aux États-Unis, en coupant presque toute relation avec Israël. Entretiens avec « Rupert », mars 2016, Ben-Gal, 6 novembre 2013, Dagan, 29 mai 2013, Agmon, 8 mai 2016, et Gadi Aviran, 16 avril 2012.

29. Entretiens avec Ben-Gal, 6 novembre 2013, et Aql al-Hashem, décembre 1999. Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 513-521.

30. Entretien avec Yehoshua Saguy, 20 novembre 2015.

31. Entretien avec Gilboa, 18 mars 2015.

32. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

33. Entretien avec Ephraïm Sneh, 20 octobre 2015.

34. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

35. Entretien avec Tzipori, 11 mars 2015.

36. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

37. Récit de cette réunion repris à partir d'entretiens avec Tzipori, 11 mars 2015, et Ben-Gal, 6 novembre 2013. Hormis quelques différences mineures, leurs récits sont identiques.

38. Entretien avec Gilboa, 30 décembre 2013.

39. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

40. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, pp. 125-126.

41. Entretien avec Sneh, 26 octobre 2015.

42. Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 513-521. *Al-Hurriya*, 9 juillet 1981. Liste des incidents impliquant le FLLF sur Global Terrorism Database (GTD) : http://www.start.umd.edu/gtd/search/Results.aspx?perpetrator=2991.

43. Entretien avec « Sally », février 2015.

44. Entretien avec « Eldy », janvier 2015.

45. Entretien avec Ben-Gal, 6 novembre 2013.

46. Entretien avec Dagan, 26 mai 2013.

47. Entretiens avec Ben-Gal, 6 novembre 2013, Dagan, 26 mai 2013, Agmon, 28 octobre 2015, Sneh, 20 octobre 2015, et Azriel Nevo, 5 janvier 2016.

48. Zvika Bandori, qui était à l'époque le directeur par intérim de la division arabe du Shin Bet, affirme que Rafi Eitan, le conseiller du Premier ministre sur le terrorisme, et Meir Dagan lui présentèrent ce plan et rejetèrent son motif de désaccord, fondé sur la présence de nombreux civils arabes. Ils affirmaient qu'il n'y aurait pas de civils sur place. À la demande d'Eitan, explique Bandori, il organisa une réunion entre Eitan et le directeur du Shin Bet, Avraham Shalom, qui exprima aussi sa vive opposition à l'opération. Entretiens avec Bandori, 11 septembre 2017, et « Henry », octobre 2015.

49. Entretien avec Sneh, 20 octobre 2015.

50. Entretiens avec Saguy, 20 novembre 2015, et Dagan, 26 mai 2013.

51. « Cela faisait longtemps que je n'avais pas eu aussi peur que lors de ce vol vers Jérusalem », se souvient Dagan. Eitan était détenteur d'une licence de pilote militaire et faisait de temps à autre un vol d'entraînement quand il se rendait sur des bases de l'armée de l'air. Les aviateurs professionnels de l'armée préféraient éviter de l'accompagner. « On risquait vraiment notre peau », se rappelle l'un d'eux. Parfois, Eitan faisait préparer des sacs de sable et en larguait sur les couples qui s'envoyaient en l'air sur la plage. Ben-Gal se remémore ces vols avec horreur. Un jour, raconte-t-il, Eitan a vu un navire au large « et il a hurlé : “là, un bateau de terroristes, on va le frôler en rase-mottes” ». Il a basculé sur l'aile, le Cessna s'est éloigné de la côte, droit sur le bateau, qui s'est révélé être un destroyer de la 6e Flotte américaine. Eitan, d'humeur joueuse, s'est obstiné dans la plaisanterie, comme s'il s'agissait bien d'un bateau de terroristes, malgré Ben-Gal qui lui hurlait : « Regarde les canons et le drapeau ! » Mais la nervosité de Ben-Gal amusait le chef d'état-major et il effectua plusieurs passes au-dessus du destroyer, à hauteur de mât, jusqu'à ce que l'équipage s'agace et arrose le Cessna avec de la neige carbonique. Entretiens avec Dagan, 29 mai 2013, Ravid, 13 novembre 2012, et Ben-Gal, 6 novembre 2013.

52. Entretien avec Saguy, 20 novembre 2015.

53. Entretien avec Dagan, 26 mai 2013.

54. Entretiens avec Dagan, 26 mai 2013, et « Sally », février 2015.

15. « Abou Nidal, Abou Shmidal »

1. Entretien avec Yoav Biran (second d'Argov à l'ambassade à l'époque, qui était aussi au Dorchester ce soir-là), 22 avril 1999.

2. Entretiens téléphoniques avec Hussein Saïd, avril-mai 1999.

3. Hussein Saïd à l'auteur, 20 avril 1999 (archives de l'auteur). Entretiens téléphoniques avec Hussein Said, avril-mai 1999.

4. L'incident entraîna de graves frictions entre les services de renseignement britanniques et israéliens, les dirigeants du Mossad alléguant que les Britanniques auraient pu en faire davantage pour empêcher la tentative d'assassinat. Cinq ans plus tard, Israël avait recruté un agent double à l'intérieur d'une cellule opérationnelle du Fatah à Londres, à l'insu des Britanniques. Des membres de cette cellule assassinèrent Naji al-Ali, un caricaturiste palestinien détenant la citoyenneté britannique, qui avait ridiculisé Arafat dans ses dessins. Arafat avait ordonné sa liquidation. À leur tour, les autorités britanniques affirmèrent qu'Israël aurait pu éviter ce meurtre et n'avait rien fait en ce sens – pour se venger de l'attentat contre l'ambassadeur, ou simplement parce que le meurtre d'un Arabe importait peu aux yeux de ses dirigeants. Les Britanniques expulsèrent presque tous les membres du Mossad rattachés au poste de Londres. Entretiens avec Ravid, 17 janvier 2013, et « Gelato », février 1999. Sharon Sade et Ronen Bergman, « I Shot Shlomo Argov », *Haaretz*, 11 juin 1999.

5. Entretien avec Simon, 29 juillet 2012.

6. Saddam voulait aussi se venger d'Israël après l'attaque contre le réacteur nucléaire irakien de Tamuz, à la centrale d'Osirak, un an plus tôt. Amatzia Baram et Pesach Malovany, « The Revenge of Saddam Hussein », *Yediot Aharonot*, 14 juin 2012.

7. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, p. 12 (texte en hébreu).

8. *Ibid.*, p. 16.

9. Lettre de Hussein Saïd à l'auteur, 20 avril 1999 (archives de l'auteur). Entretiens téléphoniques avec Saïd, avril-mai 1999.

10. Ministre de la Défense devant la Commission des affaires étrangères et de la défense, Knesset, 7 juin 1982, p. 1 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

11. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, p. 146.

12. Landau, *Arik*, pp. 140, 196-198 (texte en hébreu). Entretien avec Nevo, 14 janvier 2016.

13. Begin Center, Entretien avec Hofi, 11 janvier 2002. Entretien de l'auteur avec Saguy, 20 novembre 2015.

14. Bergman, *Authority Granted*, pp. 170-180 (texte en hébreu).

15. Description de l'invasion dans Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, pp. 163-182 (texte en hébreu), et Sayigh, *Armed Struggle*, pp. 508-531.

16. La zone de combat entre Israël et la Syrie devint le premier terrain d'essai des armements les plus avancés développés aux États-Unis et en Israël contre les outils de pointe des laboratoires de l'Armée rouge. Le résultat fut clair et net. Le 9 juin, la plus grande bataille aérienne de l'ère du chasseur à réaction eut lieu au-dessus du Liban. Lors de l'opération Taupe-Grillon (Arzsav) 19, l'armée de l'air israélienne mit hors de combat la quasi-totalité des batteries de missiles sol-air syriennes de fabrication russe déployées au Liban. Le même jour, en combat aérien, les Israéliens abattirent 26 chasseurs de première ligne syrien également de fabrication russe. Au total, 82 avions de guerre syriens furent détruits en 46 heures, contre la perte d'un appareil israélien. Entretiens avec Sella, 10 juillet, 2013, David Ivry, 18 avril 2013, Yitzhak Ben-Yisrael, 5 juin 2011, et « Amit », avril 2013. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, pp. 183-222 (texte en hébreu).

17. Entretien avec Nevo, 5 janvier 2016.

18. *Ibid.*, 14 janvier 2016.

19. Mossad, « Notes de la réunion entre Johni Abdu, Bachir Gemayel et le chef d'état-major », 16 juin 1982 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

20. « Résumé du déroulement des événements à Beyrouth-Ouest », document présenté à la Commission d'enquête au nom du ministre de la Défense Sharon (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

21. Bureau du ministre de la Défense, « Réunion entre Bachir Gemayel, Johni Abdu, et le ministre de la Défense », 1er août 1982 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

22. « Réunion de la Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset », 13 juin 1982, p. 10, et « Déclaration du ministre de la Défense en réunion de cabinet », 7 juillet 1982 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

23. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, p. 25 (texte en hébreu).

24. Entretien avec Nevo, 14 janvier 2016.

25. *Yediot Aharonot*, 18 juillet 1982. Entretien avec « Miguel », juillet 2012. « Arrow », janvier 1999.

26. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, p. 116 (texte en hébreu).

27. Sharon poursuivit le journaliste Uzi Benziman, qui relata plus tard l'épisode de ce procès dans un livre intitulé *I Told the Truth* (texte en hébreu). Ce récit du procès, détaillé, captivant, parfois amusant et naturellement très subjectif, est repris dans l'ouvrage de Dov Weissglass (qui fut aussi le principal conseil juridique de Sharon dans son procès contre le magazine *Time*), *Ariel Sharon : A Prime Minister*, pp. 38-75 (texte en hébreu).

28. Dans une longue interview que Begin accorda à la télévision israélienne fin juin 1982, il nia catégoriquement que l'un des objectifs de cette campagne ait été de tuer Arafat : il se serait seulement agi de mettre fin à son commandement et à celui des deux « Abou quelque chose », allusion méprisante aux deux adjoints du leader de l'OLP. Il ajouta que « Tsahal n'est pas seulement une armée humaine, c'est aussi une armée démocratique. Il est merveilleux de voir [les commandants de Tsahal] faire leur travail ». On trouvera une indication de la nature extrêmement sensible de la question dans un travail de recherche sur la guerre du Liban effectué par le Département d'histoire des forces israéliennes de défense, qui inclut des références nourries à l'opération Salt Fish. Mais ces travaux ont été brutalement annulés quand le chercheur responsable, le professeur Motti Golani, parut faire preuve de trop d'indépendance. Ce travail, qui intégrait des documents très sensibles, n'a jamais été achevé, et tous les supports de recherche de Golani ont été confisqués. Entretien avec Golani, 15 janvier 2013.

29. *Yediot Aharonot*, 3 août 1982. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, p. 274 (texte en hébreu).

30. *Yediot Aharonot*, 30 juin 1982.

31. Entretien avec Dayan, 4 juin 2012.

32. Entretien avec « Vivaldi », août 2011.

33. L'équipe de Salt Fish voulait ajouter Abou Jihad à la liste de ses cibles. Le Mossad savait où trouver sa femme, Intisar, et l'équipe projetait de l'empoisonner pour qu'elle tombe très malade. Abou Jihad, père de famille dévoué, viendrait lui rendre visite et les exécuteurs l'attendraient. « Mais Begin, ayant appris l'existence de ce plan, le jugea trop diabolique et l'écarta », m'a indiqué un officier supérieur de l'équipe Salt Fish. Entretien avec Dayan, 18 avril 2013, et « Yoav », décembre 2016.

34. Entretien avec Dayan, 4 juin 2012.

35. Un document du Mossad daté du 1er juillet 1982, montré à l'auteur par « Matias », stipulait : « Salt Fish prend des mesures de précaution extrêmes et, selon des sources au sein de Tsomet (Carrefour), [le dirigeant palestinien] fournit de fausses informations à son propre entourage, de peur qu'une partie de ses hommes puissent travailler pour nous. »

36. Entretien avec Moshe Yaalon, 16 août 2011. « Il change tout le temps d'endroit. […] De poste de commandement en poste de commandement, avec tous leurs systèmes de communication, et leurs moyens de communication internationaux… » Rapport de Sharon au gouvernement, 18 juillet 1982. Arafat lui-même affirmait avoir décompté treize tentatives de meurtre dirigées contre lui pendant le siège. Rubin et Colp-Rubin, *Yasir Arafat*, pp. 98-99, 102.

37. Entretien avec Avnery, 19 juillet 2013.

38. Entretien avec Yaalon, 16 août 2011.

39. Entretien avec Avner Azulay, 6 juillet 2015.

40. Entretien avec Ivry, 30 mai 2011.

41. Entretien avec Dayan, 4 juin 2012.

42. Entretien avec Sella, 7 avril 2013.

43. Plus tard ce soir-là, Eitan rentra par la voie des airs pour faire son rapport lors d'une réunion du cabinet, et Sharon annonça fièrement aux ministres que le chef d'état-major Eitan « a pris part à un raid de bombardement au-dessus de Beyrouth » ce matin-là. Transcription d'une réunion de cabinet, 4 août 1982, p. 7 (archives de l'auteur, transmis par « Eric »).

44. Schiff et Yaari, *Israel's Lebanon War*, pp. 273-276 (texte en hébreu).

45. Entretien avec Dayan, 15 mai 2012. Alors que je travaillais sur le présent ouvrage, certains des hommes de l'Unité de reconnaissance (Paratroop Recon), l'une des unités d'élite de l'infanterie de Tsahal, qui était le fer de lance des forces d'invasion, m'ont envoyé une copie d'une lettre qu'ils avaient adressée au professeur Amnon Rubinstein, élu de gauche du parlement, en septembre 1982. « Aujourd'hui, la situation ne permet plus le silence », écrivaient-ils, et ils poursuivaient avec une grave mise en accusation de Sharon, qui avec ses mensonges et ses tromperies entraînait Israël dans une guerre – un conflit inutile qui permettait de perpétrer des crimes de guerre odieux.

46. Entretien avec « Simon », avril 1994.

47. Entretien avec Yaalon, 16 août 2011.

48. Entretien avec Gilboa, 4 août 2015.

49. « Arafat in Greece in Snub to Arabs », *New York Times*, 2 septembre 1982.

16. Drapeau noir

1. Des personnels de l'armée et du Mossad, parmi lesquels Meir Dagan et Rehavia Vardi, supervisèrent l'escorte « armée » d'élus du parlement qui refusaient de prendre part au vote par crainte des Syriens et de l'OLP. Mossad, « Minutes de la réunion entre le maj. gén. Amir Drori et Gemayel », 27 juillet 1982. Entretien avec Rehavia Vardi, 19 août 1997. Menachem Navot, directeur adjoint du Mossad responsable des activités au Liban, affirme qu'il s'agissait simplement de « conversations destinées à convaincre ». Entretien avec Navot, 6 avril 2017. Journal personnel de Navot, copié par l'auteur et classé dans ses archives, pp. 99-103.

2. Notes de la réunion de Sharon avec les directeurs du Shin Bet et du Mossad, compte rendu de Sharon sur la réunion de cabinet, 21 août 1982 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

3. Commission des affaires étrangères et de la sécurité, Procès-verbal n° 118, 24 septembre 1982, p. 22 (archives de l'auteur, transmis par « Eric »).

4. Procès-verbal d'une réunion de cabinet, 15 juin 1982 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

5. Entretien avec Azulay, 6 juillet 2015.

6. Rapport de Sharon au cabinet, 16 septembre 1982, p. 9 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

7. Entretien avec Ravid, 17 janvier 2013.

8. Entretien avec Robert Hatem, février 2005.

9. Sayigh, *Armed Struggle*, p. 539.

10. « Main Points of Defense Minister's Version at the Inquiry Commission », document soumis à la commission Kahane, paragraphe 34 (archives de l'auteur, transmis par « Eric »).

11. « AMAN's References to Phalange Characteristics, dec. 1981-sept. 1982 », document soumis à la commission Kahane, paragraphe 29 (archives de l'auteur, transmis par « Dorris »).

12. Sharon s’exprimait ici six mois avant l’invasion du Liban, dans le cadre des préparatifs de cette campagne, ce qui rend sa conduite ultérieure d’autant plus grave. Ministère de la Défense, « Visite du ministre au Commandement de la Région Nord », 14 janvier 1982 (archives de l’auteur, transmis par « Dorris »).

13. Entretiens avec Yuval Diskin, 18 octobre 2011, Gilad, 31 juillet 2012, Nevo, 5 janvier 2016, Gilboa, 8 janvier 2014, Amir Drori, mai 1996, et Ron Ben-Yishai, 30 mars 2014. Mossad, Compte rendu de réunion entre le chef d’état-major et le chef d’état-major des forces libanaises, 19 septembre 1982. Schiff et Yaari, *Israel’s Lebanon War*, p. 334 (texte en hébreu).

14. « Ministre de la Défense à la Commission des affaires étrangères et de la défense », 24 septembre 1982, p. 11 (archives de l’auteur, transmis par « Eric »).

15. Entretien avec Nevo, 5 janvier 2016.

16. Le ministre de la Police, Yossef Burg, suggéra d’envoyer la police pour expulser les manifestants de l’audition, mais Begin, démocrate dans l’âme, répondit : « En aucun cas. Ils ont le droit de protester ». Entretien avec Nevo, 5 janvier 2016.

17. Entretien avec Nahum Admoni, 23 juillet 2006, Begin Center. Remerciements à Rami Shahar du Begin Center pour son aide dans la localisation de ces documents.

18. Shilon, *Begin*, pp. 411-437 (texte en hébreu).

19. Entretien avec Nevo, 5 janvier 2016.

20. Entretien avec Sella, 31 mai 2011.

21. Entretien avec Admoni, 23 juillet 2006, Begin Center Archive.

22. Entretien avec Gilboa, 30 décembre, 2013.

23. Entretiens avec « Sally », mai 2016, et « Tavor », juin 2011.

24. Entretien avec Gilad, 30 décembre 2013.

25. Entretien avec Gilboa, 17 janvier 2016.

26. Entretien avec Gilboa, 1er mars 2016.

27. Entretien avec Admoni, 29 mai 2011.

28. Entretien avec Ivry, 18 avril 2011.

29. Cette documentation au sujet de l’opération a été montrée à l’auteur par « Dvir ».

30. Entretien avec Ivry, 18 avril 2011.

31. Entretien avec « Eldy », août 2014.

32. Entretiens avec Ivry, 18 avril 2011, et « Tavor », juin 2011.

33. Entretien avec Sella, 9 avril 2014.

34. Entretien avec Gilboa, 17 janvier 2016.

35. *Ibid.*

36. Procédure militaire intentée contre le capitaine Malinki, 3/57, pp. 213-214.

37. Entretien avec Sella, 9 avril 2014.

38. L'un des pilotes en alerte pour l'interception Goldfish était « Amit », un aviateur de vingt-quatre ans qui avait déjà acquis la réputation d'être l'un des as de l'armée de l'air. « Jusqu'à ce jour, je reste hanté par la question de savoir ce que j'aurais fait si j'avais reçu l'ordre d'abattre l'avion. Aurais-je ouvert le feu ? Aurais-je désobéi aux ordres ? Dans beaucoup de conversations que j'ai eues avec des élèves pilotes au fil des ans, j'ai soulevé ces questions, je leur ai demandé ce qu'ils auraient fait. J'ose bien sûr espérer que tous, nous aurions refusé de tirer et serions rentrés à la base. » Entretien avec « Amit », avril 2013.

39. Entretien avec Sella, 31 mai 2011.

40. En février 1983, le magazine *Time* publia un article d'un journaliste, David Halevy, indiquant que Sharon savait tout à l'avance de cette vengeance planifiée. Sharon intenta un procès en diffamation contre *Time* devant un tribunal new-yorkais. Halevy indiqua que *Time* avait payé un officier supérieur, un collaborateur de Sharon, pour obtenir les documents classifiés relatifs à cette affaire. Toutefois, le juge n'autorisa pas la communication de ces pièces au dossier. Un jury conclut que Sharon avait bien été diffamé, mais le magazine n'ayant pas été mû par la malveillance, il n'avait pas droit à des dommages et intérêts. Entretiens avec David Halevy, 20 septembre 2016, et Dov Weissglass, 23 décembre 2014. Ariel Sharon, Plaintiff, contre Time, Inc., Defendant, United States District Court, S.D. New York, 599 F. Supp. 538 (1984).

41. Alors que la commission entendait ses témoins, le Front de libération du Liban des étrangers frappa de nouveau. Le 29 janvier 1983, il fit exploser une voiture piégée tout près du QG du Fatah, à Shtura, dans la vallée de la Bekaa, et une autre dans Beyrouth-Ouest, près du QG du parti de gauche Al-Mourabitoun, qui était proche du Fatah. Une soixantaine de victimes périrent et il y eut des centaines de blessés. Ce fut la dernière action du Front.

42. Compte rendu des activités de la commission Kahane issu des *Cabinet Discussions of Establishment of Kahan Commission and Its Conclusions*, 10 février 1983, rendu public par les Archives de l'État d'Israël le 1er février 2013.

17. Le coup de force du Shin Bet

1. Ces précisions émanent de Rachum, *The Israeli General Security Service Affair*, pp. 44-45 (texte en hébreu).

2. Entretien avec Nahman Tal, 24 novembre 2016.

3. Entretien avec Barak, 8 mars 2013.

4. Entretien avec Shai Avital, décembre 2010.

5. Entretien avec Micha Kubi, 8 septembre 2013.

6. Entretien avec Carmi Gillon, 27 janvier 2016.

7. Dror Moreh, *The Gatekeepers*, p. 33. Shalom guettait les retardataires au QG du Shin Bet dans le nord de Tel Aviv et les pénalisait, par exemple en leur faisant confisquer leur véhicule de fonction. Un jour, un agent surnommé Spartacus en raison de sa grande taille arriva une demi-heure en retard après une nuit de travail épuisante sur le terrain. Shalom lui annonça que, pendant un mois, il devrait effectuer le trajet aller-retour en bus. Le géant Spartacus dominait de la tête et des épaules Shalom, qui était assez petit, et vociféra qu'il n'était pas disposé à accepter cette sanction. Shalom ne mollit pas et lui répliqua qu'il considérait la conduite de Spartacus comme « un acte de trahison ». Ensuite, il lui fit confisquer son véhicule pendant deux mois. Entretien avec « Avishag », mai 2008.

8. Entretien avec Kubi, 11 juin 2013.

9. Moreh, *Gatekeepers*, p. 37 (texte en hébreu).

10. Entretien avec Kubi, 11 juin 2013.

11. Entretien avec Weissglass, rapportant ses conversations avec Ginossar, 23 décembre 2014.

12. Entretien avec « Raphael », mars 2006.

13. Entretien avec « Elvin », janvier 2013, et « Yan », août 2017.

14. Entretien avec « Edgar », janvier 2013.

15. Entretien avec « Raphael », mai 2011.

16. Maiberg, *The Patriot*, pp. 66-67 (texte en hébreu).

17. Hadar admit aussi qu'en une occasion au moins, les aveux d'un homme se révélèrent faux, mais Hadar insiste pour dire qu'au moment où cela lui apparut de manière évidente, il en informa le ministère de la Justice. Entretien avec Hadar, 9 octobre 2011. Rapport de la Commission d'enquête sur les moyens d'interrogatoire utilisés par les services généraux de sécurité (Commission Landau), partie 1, paragraphe 2.27.

18. Avant cela, un officier de l'armée fut tué dans la banlieue de Raffah alors qu'il s'approchait d'une tranchée dans laquelle il soupçonnait qu'on avait caché des armes, mais qui avait été piégée par le Shin Bet et qui explosa dès qu'il en souleva le couvercle. Entretiens avec Hadar, 9 octobre 2011, Bandori, 11 septembre 2017, et « Edgar », janvier 2013. Le Shin Bet a mis en ligne une page dédiée à Moshe Goldfarb, l'agent tué ce jour-là, https://www.shabak.gov.il/memorial/Pages/110.aspx.

19. Moreh, *Gatekeepers*, pp. 28-29 (texte en hébreu).

20. Entretiens avec Peri, 21 mai 2011, Gillon, 27 janvier 2016, Ayalon, 21 janvier 2013, Avi Dichter, 4 novembre 2010, Uri Sagie, 3 juin 2012, Amos Yadlin, 15 janvier 2012, Aharon Zeevi Farkash, 7 novembre 2016, et Danny Yatom, 7 avril 2011.

21. Maiberg, *Patriot*, p. 108.

22. Gidi Weitz, « The Bus 300 Affair », *Haaretz*, 28 février 2013.

23. Entretien avec Alex Levac, octobre 1998.

24. David K. Shipler, « News of Hijacking Denied to Israelis », *New York Times*, 14 avril 1984.

25. David K. Shipler, « Israel Said to Name Panel on 4 Hijackers », *New York Times*, 28 avril 1984.

26. Le quotidien *Hadashot* enfreignit la censure et publia un reportage sur l'une des commissions. Cela lui valut une sanction : fermeture de quatre jours et poursuites judiciaires contre les directeurs de la rédaction. Ils furent condamnés par le tribunal de première instance, mais acquittés par la Cour suprême. Appels pénaux 93/1127, État d'Israël contre Yossi Klein et alii, Jugement *mem-het* (3) 485.

27. Ministère de la Justice, *Opinion in the Matter of the Investigation of the Terrorists on Bus 300* (Opinion dans l'affaire de l'enquête sur les terroristes du Bus 300), 20 décembre 1986, p. 31 (archives de l'auteur, transmis par « Liran »).

28. *Kill Them !*, documentaire de Levi Zeini et Gidi Weitz, chaîne Channel 10, octobre 2011.

29. Entretien avec Hazak, 21 juin 2012.

30. La formule « cheval de Troie » concernant Ginossar est tirée du rapport de la commission d'enquête sur les méthodes du Shin Bet, partie 1, paragraphe 2.4.

31. Maiberg, *Patriot*, 65.

32. Entretien avec Yossi Ginossar (avec mes remerciements pour avoir organisé la rencontre avec le journaliste Rami Tal, septembre 2002).

33. Ministère de la Justice, *Opinion in the matter of the investigation of the terrorists on bus 300*, 20 décembre 1986, pp. 33-34.

34. Entretiens avec Mordechai, 22 mars 2015, et Ginossar, 22 juillet 1999. Maiberg, *Patriot*, p. 95.

35. Gidi Weitz, « The Bus 300 Affair », *Haaretz*, 28 février 2013.

36. En revanche, un certain nombre d'agents du Shin Bet, dont Yatom et Kubi, comparurent devant un tribunal disciplinaire interne et furent blanchis. Entretiens avec Kubi, 20 septembre 2017, et Peri, 21 mai 2011.

37. Entretien avec Barak, 2 avril 2014.

38. Entretien avec Mordechai, 28 août 2015.

39. Entretien avec Menachem Finkelstein, 18 juillet 2012.

40. « Lethal Blow and Blow of a Lethal Nature » (Coup mortel et coup de nature à entraîner la mort), Opinion du juge, bureau de l'avocat général de l'armée (archives de l'auteur, transmis par « Bell »).

41. Une aide supplémentaire était intervenue sous la forme d'un appel téléphonique anonyme reçu la veille du procès, dans la soirée, au domicile du major général Haim Nadel, qui avait été nommé à la tête de la Cour martiale spéciale. La voix à l'autre bout du fil avertit Nadel qu'on l'avait trompé et que Mordechai n'avait pas tué les terroristes. La voix était celle de Kubi, tenaillé par sa conscience. Entretien avec Kubi, 11 juin 2013.

42. Mordechai fut ensuite promu général et, après sa retraite de l'armée, entra en politique et devint ministre de la Défense du premier gouvernement de Benyamin Netanyahou, en 1997.

43. Entretien avec Peleg Raday, 1er avril 1998.

44. Entretien avec Nevo, 14 janvier 2016. *Kill Them !*, Zeini et Weitz, chaîne Channel 10, octobre 2011.

45. Black et Morris, *Israel's Secret Wars*, p. 406.

46. Entretien avec Yehudit Karp, 7 janvier 2016.

47. Conférence du Shin Bet sur « L'affaire du Bus 300 », discours de Dorit Beinish, Kibbutz Tzuba, juin 2004.

48. Ministère de la Justice, *Opinion in the Matter of the Investigation of the Terrorists on Bus 300*, p. 22.

49. Rachum, *General Security Service Affair*, p. 101.

50. Entretien avec Weissglass, 23 décembre 2014. Maiberg, *Patriot*, pp. 223-229.

51. *New York Times*, 10 juillet 1984. Black et Morris, *Israel's Secret Wars*, p. 397.

52. Entretien avec « Elvin », janvier 2013.

53. Moreh, *The Gatekeepers : A Documentary*, 2012.

54. Entretien avec Danny Yatom, 7 juillet 2011.

55. En 1992, quand Rabin fut élu Premier ministre, Ginossar demanda à être nommé directeur général des services du ministère du Logement. Rabin lui répondit que ce serait difficile, en raison de son passé. Ginossar ne renonça pas. Il s'adressa à « Amos », officier supérieur du Shin Bet, et lui roposa un marché : « Il m'a promis que si je l'aidais à obtenir ce poste de D.G. du ministère du Logement, il me réserverait un excellent emploi au ministère. Il voulait que je vienne voir Rabin avec lui et le faire chanter en le menaçant, s'il ne nommait pas Ginossar, de révéler les opérations d'assassinat qu'il avait approuvées dans les années 1970. » Amos mit Ginossar à la porte de chez lui. Ginossar proféra des menaces similaires lors d'une rencontre avec le journaliste Dan Margalit, apparemment dans le but que l'incident parvienne aux oreilles de Rabin. Margalit quitta la réunion en colère et après cet incident refusa très longtemps d'adresser la parole à Ginossar. Pourtant, Rabin céda aux instances de l'intéressé et lui confia le poste qu'il convoitait tant. Or, après une requête devant la Cour suprême, les magistrats rendirent leur arrêt en des termes sévères : « Un contrevenant qui a commis les délits de parjure et d'entrave à la justice et qui, ce faisant, a attenté aux libertés individuelles, un tel individu pourrait-il diriger l'administration d'un ministère ? » En fin de compte, Rabin lui réserva un poste haut placé dans une fonction où la Cour suprême ne pourrait intervenir : il servit d'officier de liaison avec Yasser Arafat, un poste où Ginossar, à l'insu de Rabin, fit fructifier ses contacts avec les chefs corrompus de l'Autorité palestinienne, concluant ainsi d'importantes affaires privées qui firent de lui un homme très riche, avant sa mort en 2004. Entretiens avec « Amos », juillet 2013, et Dan Margalit, 17 janvier 2017. Entretien avec Yossi Ginossar, mai 1999. Ronen Bergman, « The Man Who Swallowed Gaza », *Haaretz*, 4 mars 1997. Margalit, *I Have Seen Them All*, p. 180 (texte en hébreu). Yoel Eisenberg contre Ministre de la Construction et du Logement, Haute Cour de justice 6163/92.

56. Chaïm Herzog, interview dans *Yediot Aharonot*, 27 juin 1986.

18. Puis ce fut l’étincelle

1. Le film du briefing d’Abou Jihad à ses combattants fut tourné en 1985 et diffusé par le Fatah pour l’anniversaire de la naissance de l’organisation, le 1er janvier 2012.

2. Entretien avec Harari, 23 mars 2014.

3. Le nouveau Baïonnette exécuta sa première mission le 25 juillet 1979, dans un appartement de Cannes, sur la Côte d’Azur. Lorsque Zuheir Mohsen, le chef de l’organisation palestinienne pro-syrienne Al-Saiqa, arriva debant chez lui, « Berry » lui logea quatre balles dans le corps, et l’équipe démarra en trombe. Mohsen mourut quelques heures plus tard, à l’hôpital. Avec son décès, Al-Saiqa cessa ses opérations terroristes. Le Mossad compta cette élimination parmi ses succès. Entretiens avec Issaki, 2 septembre 2015, Pressler, 6 juillet 2017, et « Sally », février 2015.

4. Entretiens avec « Sally », février 2015, et Shmuel Ettinger, 11 février 2013. « Palestinian Shot Dead by Gunmen in Athens », *New York Times*, 21 août 1983.

5. Le milieu des années 1980 fut, au plan international, une période de forte activité palestinienne en matière d’attentats terroristes. Rien que pour l’année 1985, cent cinq hommes, femmes et enfants furent tués et quatre cent trente-trois blessés à cause de ces actions. Merari et Elad, *International Dimension of Palestinian Terrorism*, pp. 29-41 (texte en hébreu).

6. Les Premiers ministres Shamir et Peres approuvèrent la série d’assassinats ciblés. Toutefois, « la sélection des cibles s’opérait d’en bas, depuis le terrain, aux échelons opérationnels, via le directeur du Mossad, avant de remonter jusqu’au Premier ministre », rappelle Nahum Admoni, directeur du Mossad de 1982 à 1989. « Je n’ai pas souvenir d’un seul dossier où l’exécutif m’a donné instruction d’agir contre qui que ce soit. » Entretien avec Admoni, 29 mai 2011.

7. Le Mossad essaya aussi, en y mettant tout son poids, de retrouver Muhammed Zaidan (Abou Abbas), dirigeant du Front de libération de la Palestine. Les Israéliens le surveillaient constamment, mais il prenait des mesures de précaution extrêmes et jamais aucune occasion de le frapper ne se

présenta. Néanmoins, grâce à cette surveillance étroite, le 7 octobre 1985, l'Unité 8200 de l'AMAN intercepta un appel téléphonique entre Zaidan et une équipe de ses hommes qui avaient détourné le paquebot de croisière italien *Achille Lauro* au large des côtes égyptiennes. Les terroristes assassinèrent un Juif américain âgé dans un fauteuil roulant, Leon Klinghoffer, et jetèrent son corps par-dessus bord. Plus tard, ils acceptèrent de laisser le navire dans les eaux égyptiennes en échange d'un sauf-conduit leur permettant de gagner la Tunisie. Israël suivit à la trace l'avion à bord duquel ils voyageaient et informa les Américains, qui envoyèrent des chasseurs l'intercepter et le forcer à atterrir sur une base de l'OTAN en Sicile. Mais malgré les objections de Washington, les Italiens libérèrent Zaidan qui était à bord. Zaidan nia être lié au détournement du paquebot, mais le chef de l'AMAN à l'époque, Ehud Barak, qui faisait là sa première apparition à la télévision israélienne, révéla l'interception de l'Unité 8200 et les mensonges du terroriste. La prestation du charismatique Barak, empreinte de brio et de mesure, à une époque où le pays ne comptait encore qu'une seule chaîne de télévision, fit une énorme impression et aux dires de certains lança sa carrière politique. Entretiens avec Barak, 26 août 2015, et « Cinema », octobre 2014.

8. Entretiens avec Ettinger, 21 janvier 2013, et « Ethan », janvier 2015.

9. Entretien avec Ayalon, 14 mars 2016. « Operation Hawk's Way : How the Navy Operated in Algeria », *Israel Defense*, 8 août 2015.

10. Entretien avec Oded Raz, 20 janvier 2013. Michal Yaakov Itzhaki, « The Terrorists Planned to Arrive at the Kirya Base in Tel Aviv », *Maariv*, 12 avril 2013.

11. Une commission d'enquête officielle présidée par un ancien juge à la Cour suprême, Moshe Landau, fut créée après les révélations relatives à cette culture du mensonge et de la torture au sein du Shin Bet. Dans une annexe au rapport classée top-secret, la commission concluait qu'il était admissible de recourir à des « pressions physiques modérées » au cours des interrogatoires de suspects. Cette phrase a fait l'objet d'une très large interprétation dans les règlements internes rédigés par les conseillers juridiques du Shin Bet et l'Unité 504 de l'AMAN, d'une façon qui autorisait l'emploi de « mesures spéciales », un euphémisme désignant la torture. Les interrogateurs du Shin Bet et de l'Unité 504 n'hésitèrent pas ensuite à aller un peu plus loin, torturant des suspects en recourant à des méthodes nettement plus agressives et en ignorant les nouvelles réglementations. Là encore, des suspects subirent des mauvais traitements et furent soumis à de graves traumas. Certains moururent, à cause de la torture. Unité 504, « Order on the Use of Auxiliary Interrogation Methods » (Instruction sur l'emploi de méthodes d'interrogatoire auxiliaires), fichier mis à jour, juillet 1994 (archives de l'auteur, transmis par « Bell »).

12. Entretien avec Raz, 20 janvier 2013.

13. Entretiens avec Mordechai, 22 mars 2015, et « Nano », mars 2012.

14. Entretien avec « David », octobre 2015.

15. Directeur du Renseignement central, Foreign Denial and Deception Analysis Committee, octobre 1987, *The Jonathan Jay Pollard Espionage Case : A Damage Assessment*, p. 4 (archives de l'auteur, transmis par « Patriot »).

16. *Ibid.*, p. 5.

17. Entretien avec Eitan, 24 janvier 2013.

18. Le secrétaire militaire du Premier ministre sous les gouvernements Peres et Shamir, le général de brigade Azriel Nevo, nie fermement, en tant que destinataire de tous les documents du renseignement adressés au Premier ministre, avoir eu connaissance de Pollard ou du fait qu'Israël utilisait les services d'un espion aux États-Unis. Entretien avec Nevo, 5 janvier 2016.

19. Entretien avec Shlomo Brom, 27 octobre 2015.

20. Entretien avec Eliot Lauer, 20 octobre 2015. Directeur du renseignement central, *The Jonathan Jay Pollard Espionage Case*, p. 40.

21. Entretien avec Mordechai, 24 janvier 2013.

22. Trois ans plus tard, Abou Jihad faillit mourir en raison d'une stratégie électorale strictement identique quand le gouvernement, soutenu par la majorité du Likoud, fit pression sur l'armée pour qu'elle le liquide, à Amman, capitale de la Jordanie. « C'était totalement transparent, affirme Omer Bar-Lev, qui commandait Sayeret Matkal à l'époque. Le Likoud voulait [que l'assassinat d'Abou Jihad] ait lieu avant les élections qui se tenaient en juillet. J'étais confronté à un conflit personnel et politique. » Le père de Bar-Lev, Haim, ancien chef d'état-major général, était désormais un homme politique de premier plan, une figure du parti travailliste. Le succès de son fils avec l'élimination d'Al-Wazir aurait vraisemblablement un effet bénéfique sur sa carrière. En fait, ces projets précédents furent plusieurs fois reportés pour des raisons plus opérationnelles que politiques. Entretien avec Omer Bar-Lev, 15 novembre 2012.

23. Entretien avec Yoni Koren, 22 mars 2013.

24. L'information fut transmise au Mossad par l'agent Amin al-Hajj, « Rummenigge », qui avait changé d'affectation, à la demande du Mossad, pour s'installer à Chypre où il avait monté un réseau de conducteurs, d'agents en douane et de prostituées, qui lui fournissaient quantité d'informations sur l'OLP, qu'il destinait au Mossad. Entretien avec Amin al-Hajj, 5 novembre 2013.

25. Le recruteur en chef de Tsomet, Yehuda Gil, se rendit au Pirée, localisa l'agente des douanes qui répondait au nom de code Golden Earrings (Boucles d'Oreille en or) inventé par le Mossad, et la convainquit avec habileté de lui communiquer des informations sur les Palestiniens qui transportaient les conteneurs de raisin par l'intermédiaire de son agence de fret. Abou Jihad, soupçonnant Golden Earrings de collaborer avec le Mossad, envoya deux de ses hommes la tuer. Yehuda Gil, qui supervisait Golden Earrings, était réputé « capable de faire parler un poteau téléphonique ». Plus tard, Gil se révéla être l'un des échecs cuisants de l'appareil du Mossad en matière de recrutement et de supervision de ses personnels. En 1974, ce dernier réussit à enrôler « Red Falcon », un général de l'armée syrienne, et l'utilisa comme agent durant de

nombreuses années. En 1996, il s'avéra que Gil avait inventé de toutes pièces l'information prétendument fournie par son agent, car il redoutait d'avoir à admettre que cette recrue était nulle. Or, Gil voulait continuer de compter. À deux reprises, ces fausses informations faillirent provoquer des guerres entre Israël et la Syrie. Gil n'était pas le seul fiasco retentissant de Tsomet. Ben Zygier, un Juif australien, sioniste engagé, immigra en Israël et fur recruté par le Mossad en 2003. C'était l'époque tendue de la direction dictatoriale de Meir Dagan, quand de vastes budgets furent dégagés pour assurer l'expansion de l'organisation. Cette tendance alla de pair avec une moindre méticulosité dans la sélection des recrues. Zygier, qui était né et qui avait grandi dans un pays étranger, était considéré comme un candidat idéal. Toutefois, après avoir achevé sa formation dans le cadre de Tsomet et alors qu'il tentait d'infilter des entreprises qui entretenaient des relations commerciales avec l'Iran et les États arabes, afin de recruter des sources dans ces pays, il s'avéra que Zygier ne pouvait apporter ce que le Mossad attendait de lui. Il fut rappelé en Israël, et en éprouva un sentiment d'échec qu'il ne réussissait apparemment pas à surmonter. Il tenta de lancer une opération mercenaire de son invention et, sans informer ses supérieurs, rencontra et recruta un militant du Hezbollah simplement afin de prouver qu'il en était capable. Malheureusement, sa cible était plus rusée que lui et leurra Zygier en le poussant à révéler par inadvertance des informations sur le dispositif de communication utilisé par les agents du Mossad, ce qui eut pour conséquence de griller deux d'entre eux. Une enquête menée conjointement par le Mossad et le Shin Bet révéla cette affaire et Zygier fut arrêté et incarcéré, dans le plus grand secret. Il fut inculpé, mais se suicida avant le procès. Bergman, *Operation Red Falcon*, https://magazine.atavist.com/operation-red-falcon. Entretiens avec Yehuda Gil, 30 mars 2015, Dvora Chen, 21 mars 2012, Haim Tomer, 3 mars 2015, « Oktoberfest », mars 2013, et « Loacker », décembre 2016. Ronen Bergman, Julia Amalia Heyer, Jason Koutsoukis, Ulrike Putz et Holger Stark, « The Real Story Behind Israel's "Prisoner X" », *Der Spiegel*, 26 mars 2013.

26. Cour suprême, 861/87, Abu Sharah contre Lod Military Court, vol. 42(1), 810. Entretien avec l'avocat. Amnon Zichroni, 27 janvier 2011.

27. Entretiens avec Eran Ron, août 1995, Talia Avner, août 1995, et David Avner, août 1995. Ronen Bergman, « Pilot's Fate », *Haaretz*, 8 septembre 1995.

28. Erele Weissberg et Lior Yacovi, « "Alpha", the Pilots Reported. "Terror Fortress Destroyed" », *Yisrael Hayom*, 18 septembre 2015.

29. « Tunisia's Leader Bitter at the US », *New York Times*, 3 octobre 1985.

30. « Remembering Wooden Leg, the longest-range attack », site de l'armée de l'air israélienne, http://www.iaf.org.il/4373-37989-he/IAF.aspx, 27 septembre, 2011.

31. « "Alpha", the Pilots Reported », *Yisrael Hayom*, 18 septembre 2015.

32. Entretien avec Koren, 22 décembre 2013.

33. Nur Ali était un parent de la princesse Dina, l'ex-épouse du roi Hussein de Jordanie et, à l'époque, la femme de Salah Tamari, un commandant du Fatah, incarcéré dans un centre de détention israélien au Sud-Liban. Dina et Ali s'occupaient d'organiser un important échange de prisonniers entre l'OLP et Israël, et ils restèrent après cela l'épicentre des canaux de communication secrets entre les deux camps. Entretien avec Gadi Zohar, 8 juillet 2017. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 83-84 (texte en hébreu).

34. À l'intérieur du Mossad, certains soutenaient l'idée de tuer un personnage moins connu mais bien plus important d'un point de vue opérationnel – le chef adjoint du Secteur occidental, Moustapha Liftawi (Abou Firas). Ce dernier était considéré comme le cerveau des attentats terroristes, un homme qui « baignait dans une mare de sang juif » selon la formule d'Yisrael Hasson, l'agent du Shin Bet chargé de lutter contre ses activités. Mais en fin de compte, les dirigeants du Mossad, et plus tard le Premier ministre, préférèrent s'en prendre à une figure plus emblématique, connue du public, plutôt qu'à Abou Firas, un individu anonyme, clandestin. Entretiens avec Yisrael Hasson, 17 novembre 2010, Shimon Shapira, 31 janvier 2015, « Sally », septembre 2016, et Raz, 20 janvier 2013.

35. Entretien avec Lipkin Shahak, 3 avril 2012.

36. Schiff et Yaari, *Intifada : The Palestinian Uprising*, pp. 44-70 (texte en hébreu).

37. Entretiens avec David Tzur, 30 mai 2011.

38. Entretiens avec Nevo, 14 janvier 2016.

39. « Fatalities in the First Intifada », site de B'Tselem (texte en hébreu), http://www.btselem.org/hebrew/statistics/first_intifada_tables.

40. Shalev, *The Intifada : Causes and Effects*, pp. 19-36.

41. Entretiens avec Admoni, 29 mai 2011.

42. Entretiens avec Shamir, janvier 1997, et Moshe Nisim, 21 février 2013.

43. Entretiens avec « Sally », septembre 2016.

44. Entretiens avec « Elvin », janvier 2013.

45. Entretiens avec « Pegasus », février 2011.

46. Entretiens avec Galant, 19 août 2011.

47. Le cabinet s'était réuni suite à l'infiltration d'une escouade de trois terroristes du secteur occidental en Israël, depuis l'Égypte, le 7 mars. Ils avaient croisé un bus transportant des civils, parmi lesquels des mères qui travaillaient au centre de recherche nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev. Ils avaient ouvert le feu sur ce bus, tuant des femmes, et s'en étaient emparés. « Abou Jihad nous envoie ! », hurla l'un des preneurs d'otages depuis le bus. Ensuite, ils exécutèrent un autre passager. Quelques instants plus tard, une équipe de snipers de la police, le SWAT, les tuèrent. « En ce qui me concernait, expliquait Lipkin-Shahak, l'attaque contre le bus des “mères” a scellé le destin

d'Abou Jihad. » Entretiens avec Tzur, 30 mai 2011, et Lipkin-Shahak, 3 avril 2012.

48. Entretiens avec Nevo, 14 janvier 2016.

49. Entretiens avec Peres, 17 septembre 2012.

50. Entretiens avec Nisim, 21 février 2013.

51. *Ibid.*

52. Entretiens avec Nahum Lev, août 2000.

53. Les Israéliens qui surveillaient le téléphone d'Al-Wazir entendirent une vive altercation entre lui et son fils aîné, Jihad, qui étudiait la gestion. Jihad voulait rejoindre la lutte armée, mais son père ne voulait pas en entendre parler, et lui ordonnait de rester dans son école et d'étudier. « Quand notre État aura été créé, dit-il à son fils, il n'aura pas besoin de gens comme moi mais plutôt de gens comme toi. » En 2012, j'ai accompagné un groupe de hauts fonctionnaires allemands lors d'une visite en Cisjordanie, où ils ont rencontré des responsables de l'Autorité palestinienne. L'un d'eux, le directeur de l'Autorité monétaire palestinienne, nous a été présenté comme « notre jeune économiste le plus important ». Il m'a fait très forte impression. Il s'exprimait avec éloquence et lucidité, dans un anglais parfait et, à l'inverse de certains de ses collègues, se gardait de rendre Israël responsable de tout ce qui était toujours arrivé de mal, ou de ce qui arrivait encore, au peuple palestinien. En l'écoutant parler, je me suis rendu compte qu'il s'agissait du jeune étudiant en gestion. Il avait fait ce que son père lui avait conseillé de faire, continuer ses études, et il était de fait devenu l'un des bâtisseurs de l'économie dans l'embryon d'État palestinien. Jihad al-Wazir avait ajouté « Khalil » à son nom, après l'assassinat de son père. Après son intervention, je l'ai contacté et lui ai parlé du livre que j'écrivais, et de l'enregistrement de la conversation avec son père qui était conservé dans les archives du renseignement militaire. Il m'a répondu qu'il se souvenait très bien de cette conversation, et il a fondu en larmes. Entretiens avec Raz, 13 octobre 2014.

54. Entretiens avec « Sally », février 2015.

55. L'opération tout entière a été planifiée et pilotée par « Steven », officier de renseignement de Césarée. Entretiens avec Yaalon, 21 décembre 2016, Barak, 8 mars 2013, Yiftach Reicher, 28 novembre 2013, Lev, août 2000, « Sally », février 2015, Ettinger, 21 janvier 2015, Galant, 4 septembre 2014, et Ayalon, 21 janvier 2013.

56. Un enregistrement de cette conversation a été diffusé une première fois dans l'émission *Uvda*, sur la chaîne israélienne Channel 2, le 27 mai 2013

57. La veille, le Shin Bet avait en effet arrêté Faiz Abou-Rahma, un avocat, cousin d'Abou Jihad. Il avait déjà été arrêté, mais toujours après un attentat terroriste, pour être interrogé. Cette fois, c'était un simple prétexte pour l'appel qui suivit quelques heures plus tard.

58. La question de savoir s'il était nécessaire ou admissible de tuer le jardinier demeurait entière et fut l'objet d'une vive discussion au sein de Sayeret Matkal, après la fin de l'opération. Les hommes de Sayeret Matkal étaient autorisés par leurs commandants à tuer des civils qui risquaient de signaler leur présence en territoire ennemi – une version du permis de tuer. Précédemment, fin 1978, une force d'intervention de Sayeret Matkal sous le commandement d'un officier, Shai Avital, s'embarqua pour une mission dans un pays arabe très hostile. Ils étaient tombés sur un berger qui conduisait son troupeau. L'escouade s'est arrêtée, les hommes ont ligoté le berger, donc le neutralisant. Mais ensuite, une dispute avait éclaté entre Avital et ses supérieurs, au poste de commandement, à l'arrière. Le chef d'état-major, Eitan, lui ordonna de tuer le berger, tandis que l'autre insistait pour lui laisser la vie sauve et l'épargner. « Comment pourrais-je le tuer ? argumenta-t-il, lui qui était né dans un village de fermiers et qui avait étudié dans un établissement supérieur agricole. C'est un fermier, comme nous. » Eitan insista. Finalement, l'un des soldats s'est levé et il a abattu le berger d'une balle dans la tête avant de jeter son corps dans un puits non loin de là, et il dit à Avital qui était pétrifié : « C'est bon. La discussion est terminée. On peut poursuivre la mission. » Doron Avital, soldat et officier de Sayeret, titulaire d'un doctorat de philosophie, a fait de l'argument de Shai Avital un principe doctrinal. En 1994, alors qu'il commandait Sayeret Matkal, alors qu'on élaborait des plans pour enlever un membre du Hezbollah, un certain Moustapha Dirani, il décréta : « Si dans cette opération nous ôtons la vie à des civils libanais, nous aurons perdu toute justification morale pour la mener à bien. » Entretiens avec « Lenin », décembre 2016, Avital, 29 décembre 2010, et Halevi, 12 octobre 2010. Bergman, *By Any Means Necessary*, p. 381 (texte en hébreu).

59. Entretiens avec Lev, août 2000.

60. Entretiens avec Lev, août 2000, Reicher, 28 novembre 2013, « Sally », février 2015, et Yaalon, 21 décembre 2016. Selon certains témoignages, Lev n'a pas ouvert le feu sur Abou Jihad, puisqu'il serait resté à l'extérieur de la maison pendant l'opération, pour assurer la sécurité. *Uvda*, Channel 2, 27 mai 2013.

61. Entretiens avec Yaalon, 21 décembre 2016.

62. À bord du sous-marin le *Gal* qui escorta l'opération vers la Tunisie et retour, les relations entre l'équipage et le commandant en second n'étaient pas particulièrement amicales. Sur la route du retour, quelqu'un inscrivit le message anonyme suivant sur le tableau de service : « Top-Secret / À : Yasser Arafat / Cher monsieur, / Nous avons tué votre adjoint ! Maintenant vous allez tuer le nôtre ! / Salutations, l'équipage du *Gal*, Vaisseau de la marine israélienne. »

63. Ce silence officiel continua durant des décennies. En 2012, alors que j'écrivais ce livre, après avoir menacé d'introduire une requête devant la Cour suprême contre les censeurs militaires, la censure m'a autorisé à publier certaines informations sur l'assassinat dans *Yediot Aharonot* (http://www.theguardian.com/world/2012/nov/01/israel-acknowledges-killing-palestinian-deputy). Après cette publication, le commandant de Sayeret Matkal

écrivit une lettre à tous les anciens de l'unité en leur demandant que « le voile du secret autour de l'activité opérationnelle classifiée de l'unité soit rétabli, et que l'unité soit tenue en dehors des agissements des médias ». WallaNews, 2 décembre 2012, https://news.walla. co.il/item/2592534.

64. Entretiens avec Nisim, 21 février 2013.

65. Entretiens avec Lipkin, 3 avril 2012.

19. Intifada

1. Entretiens avec Uri Bar-Lev, 17 décembre 2015, Avital, décembre 2010, Nevo, 5 janvier 2016, et Avraham Pazner, 19 mars 2016. « Israel Mounts Inquiry into a Charge by ABC », *New York Times*, 7 juillet 1988.

2. Entretiens avec Barak, 26 août 2015, et Dagan, 20 juillet 2013

3. Entretien avec Galant, 7 juillet 2011.

4. Entretiens avec Uri Bar-Lev, 17 décembre 2015, et Nevo, 5 janvier 2016.

5. Entretien avec Koren, 22 décembre 2013.

6. Entretien avec « Santa », mai 2016.

7. Rapport final de l'enquête de la Police militaire (CID) 92/0450/06, Unité centrale, Police militaire, 9 juillet 1992 (archives de l'auteur, transmis par « Bell »).

8. Le grand nombre de chiens qui aboyaient au moindre mouvement constituait un grave problème pour les combattants de Cherry qui tentaient des approches silencieuses des villages arabes de nuit. Ils essayèrent quantité de solutions, notamment des outils qui produisaient des bruits sur des fréquences sonores uniquement audibles des chiens et qui étaient censés les calmer. En fin de compte, ils constatèrent que des sacs de crottes de lion, recueillies auprès du Safari Park de Ramat Gan, étaient ce qui fonctionnait le mieux. Quand les chiens reniflaient l'odeur relâchée par le roi des animaux, ils se taisaient et battaient discrètement en retraite.

9. Entretien avec Uri Bar-Lev, 17 décembre 2015.

10. Le Mossad ne réussit pas à tuer le reste des terroristes impliqués dans l'opération de Munich. Seuls deux d'entre eux, Yousouf al-Najar et Ali Salameh, furent éliminés durant la période Harari. L'échec de la traque du commandant de l'attentat de Munich, Mohammed Oudeh (Abou Daoud), fut un échec particulièrement cuisant. En 1985, le Mossad obtint des informations sur la localisation de Jamal al-Gashey, l'un des trois Palestiniens qui tuèrent les athlètes de Munich. Il avait quitté la Libye où il s'était installé après que les Allemands l'eurent libéré, puis s'était réfugié en Espagne sous une fausse identité. Il était atteint d'un cancer et suivait une chimiothérapie. Au sein du

Mossad, un débat s’était ouvert sur les ressources qu’il conviendrait de consacrer à son élimination ou s’il suffisait de laisser le cancer le tuer. En fin de compte, Shavit décida que si Al-Gashey était à leur portée, il faudrait le tuer. Un agent de Césarée versa une dose d’un poison mortel dans une tasse de café qu’il buvait dans un restaurant proche de son domicile. Le poison ne le tua pas, apparemment à cause d’un dosage incorrect, ou des effets de la chimiothérapie lourde qu’il subissait à cette époque. En fait, peu après avoir avalé ce poison, Al-Gashey se rétablit et reprit son existence agréable. En 2000, il fut interviewé pour le documentaire produit par Arthur Cohn, primé aux Oscars, consacré au massacre de Munich, *Un jour en septembre*. Entretiens avec Harari, 10 mars 2014, et « Sally », janvier 2015.

11. Entretiens avec « Oktoberfest », février 2013, et « Alfred », février 2013. Le directeur du Mossad, Shavit, n’aurait eu que ce commentaire : « C’était une jolie opération, n’est-ce pas ? »

12. Entretien avec « Oktoberfest », février 2013.

13. Entretien avec Djibril Rajoub, 23 août 2002.

14. L’affaire entraîna quatre démissions de hauts fonctionnaires : le directeur de cabinet, Bernard Kessedjian, et le secrétaire général du Quai d’Orsay, François Scheer ; Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge et conseillère de la présidence de la République, Christian Vigouroux, directeur de cabinet du ministre de l’Intérieur. *Los Angeles Times*, 4 février 1992. *Les Échos*, 31 janvier 1992. *L’Humanité*, 1er février 1992. Entretien avec le juge Jean-Louis Bruguière, mai 2000. Correspondances diverses entre le ministère des Affaires étrangères et l’ambassade d’Israël à Paris (archives de l’auteur, transmis par « Paul »).

15. Entretien avec « Polly », mars 2016.

16. Entretien avec « the Pilot », novembre 2015.

17. Entretien avec Robert Baer (en la présence de Seymour Hersh), août 2001. Mail de Robert Baer, 1er février 2016.

18. Entretiens avec « Polly », mars 2016, et « the Pilot », novembre 2015.

19. Entretien avec le juge Jean-Louis Bruguière, mai 2000.

20. Bergman, *Authority Granted*, pp. 78-79 (texte en hébreu).

21. Agence France-Presse, 26 février 1991.

22. Entretiens avec Dalia Rabin, octobre 2005, Amos Eran, 11 février 2009, Haber, 21 juin 2009, et Shimon Sheves, 25 août 2010.

23. Entretien avec Yezid Sayigh, octobre 2001.

24. Entretiens avec Peres, 17 septembre 2012, Yossi Beilin, 14 octobre 2002, Ron Pundak, août 2002, et Alpher, 18 mai 2015.

25. Pundak, *Secret Channel*, p. 100-105, 122, 146-149, 172 (texte en hébreu).

26. Entretiens avec « Noah », janvier 2016, et « Polly », mars 2016.

27. Entretiens avec Haber, 21 juin 2009, et « Polly », mars 2016.

28. Un sujet qui revenait souvent était celui de la violente haine d'Abbas envers Arafat. Il l'appelait parfois « ce salopard », d'autres fois « la petite pute ».

29. Entretiens avec « Oktoberfest », décembre 2015, « Polly », mars 2016, et « Jango », octobre 2016.

30. Entretien avec « Oktoberfest », février 2013.

31. Entretien avec Rajoub, 23 août 2002.

32. « Top PLO Security Official Accused of Being Mossad Spy : Arafat Orders Inquiry », *Independent*, 4 novembre 1993.

33. Entretien avec Ron Pundak, août 2002. Beilin, *Touching Peace*, pp. 61-164 (texte en hébreu). Pundak, *Secret Channel*, pp. 129-190.

34. Entretiens avec David Meidan, 2 août 2015, Dichter, juin 2012, et Hasson, 17 novembre 2010.

35. Entretien avec « Oktoberfest », février 2013.

20. Nabuchodonosor

1. Entretien avec Raphael Ofek, 24 janvier 2016.

2. Entretiens avec « Avril », novembre 2016, Harari, 29 mars 2014, et Benny Zeevi, 12 février 1999. Un récit partiel similaire figure dans Victor Ostrovsky, *By Way of Deception : The Making of a Mossad Officer*, pp. 19-20.

3. Dans le cadre de la doctrine de la périphérie, le Mossad étendit l'aide aux mouvements de libération et aux milices clandestines d'un certain nombre de nations hostiles, notamment, par exemple, les rebelles séparatistes chrétiens d'Anyanya, dans le sud du Soudan. Entretiens avec Alpher, 18 mai 2015, et Amit, 12 juillet 2005. Alpher, *Periphery*, p. 57-71 (texte en hébreu). Ben Uziel, *On a Mossad Mission to South Sudan*, pp. 9-36 (texte en hébreu). Ronen Bergman, « Israel and Africa », pp. 234-246.

4. Entretien avec Rotberg, 5 mars 2012.

5. Mais alors que le colis piégé était prêt à l'emploi, « Ils [les Kurdes] l'envoyèrent à un gouverneur qui les avait maltraités, et qui périt avec tout son entourage », se rappelle Rothenberg.

6. Il se donna le mal de publier une édition luxueuse des pensées de son oncle Tulpah qu'il admirait tant, notamment cette assertion : « Il est des choses qu'Allah n'aurait pas dû créer : les Perses, les Juifs et les mouches ». Karsh Efraim et Rautsi Inari, *Saddam Hussein*, p. 19 (texte en hébreu).

7. Entretien avec Amatzia Baram, 28 octobre 2015.

8. Nakdimon, *Tammuz in Flames*, p. 50 (texte en hébreu).

9. *Ibid.*, pp. 75-76.

10. Entretiens avec Admoni, 29 mai 2011, et Gazit, 12 septembre 2016.

11. Entretien avec Yehuda Gil, 15 mai 2011. Koren Yehuda, « My Shadow and I », *Yediot Aharonot*, 6 juillet 2001.

12. Entretien avec le professeur Khidir Hamza par Hoda Kotb, transcription de documents de recherche *NBC Dateline*, « Iraq 1981 » (archives de l'auteur, avec l'autorisation de Shachar Bar-On).

13. Entretiens avec « Elmo », août 2010, et « Oktoberfest », janvier 2013.

14. Entretien avec Ofek, 24 janvier 2016.

15. « Decision of the Cabinet Security Committee », 4 novembre 1978, montré à l'auteur par « Paul ».

16. Entretiens avec Harari, 12 février 2014, et « Black », septembre 2016.

17. Entretien avec Ofek, 17 janvier 2016.

18. Une biographie détaillée de Jafar figure dans Windrom, *Critical Mass*, pp. 35-40.

19. Entretien avec « Avril », décembre 2016.

20. Entretien avec « Black », juin 2015. Une description en partie similaire figure dans Ostrovsky, *By Way of Deception*, pp. 22-25.

21. Entretien avec le professeur Khidir Hamza par Hoda Kotb, transcription de documents de recherche *NBC Dateline*.

22. Entretiens avec « Black », juin 2015, et « Amir », février 2016. Claire, *Raid on the Sun*, pp. 76-77.

23. Pour des raisons évidentes – l'emploi de toxines et le fait que les explosions et les assassinats étaient menés en territoire français –, Israël maintenait le secret le plus étroit sur ses actions. En 1990, il y eut une fuite de taille. Un ancien agent du Mossad, le dénommé Victor Ostrovsky, annonça qu'il allait publier au Canada ses Mémoires *By Way of Deception : The Making of a Mossad Officer*, en violation grave des règles de l'agence et de la sécurité israélienne. L'agence tenta de le persuader de retirer son livre. Il refusa. Des agents cambriolèrent les bureaux de son éditeur et volèrent les épreuves, qui se révélèrent contenir un énorme volume d'informations sur l'organisation, en partie inexactes, notamment de nombreuses pages sur les actions entreprises contre le programme nucléaire et les scientifiques irakiens. Ces épreuves n'allèrent pas sans provoquer une belle panique dans les rangs du Mossad. « J'ai été convoqué dans le bureau du directeur où l'on m'a montré les pages à mon sujet », m'a confié Ami Yaar, qui avait eu Ostrovsky pour stagiaire un certain temps et qui est mentionné dans le livre. « C'était très désagréable. » Yossi Cohen, qui était alors jeune officier et l'une des étoiles montantes du Mossad, et qui avait fait la connaissance d'Ostrovsky quand ils étaient tous deux stagiaires, soumit au directeur Shavit un plan détaillé pour éliminer Ostrovsky. Le plan plut au directeur et fut présenté au Premier ministre Shamir, qui y opposa son veto, en vertu de la règle : « Nous ne tuons pas de Juifs. » Au lieu de quoi, le Mossad demanda aux tribunaux canadiens et américains d'interdire la publication de l'ouvrage en raison du serment de confidentialité qu'avait prêté Ostrovsky en rejoignant l'organisation. Les tribunaux le déboutèrent de cette demande et toute cette manœuvre n'eut d'autre effet que de donner de la crédibilité au livre et d'en augmenter les ventes. Entretiens avec Ami Yaar, 3 décembre 2012, « Advantage », avril 2017, « Toblerone », mai 2014, et « Lexicon », janvier 2017.

24. Nakdimon, *Tammuz in Flames*, p. 309 (texte en hébreu).

25. La Stasi est-allemande et le KGB, qui étaient en contact avec les services secrets du raïs, avaient retenu les leçons de la méthode d'élimination de Wadie Haddad. Entretien avec « Ilay », juin 2010.

26. Entretien avec Hofi, Begin Center, 11 janvier 2002.

27. Entretien avec Eilam, 2 décembre 2009.

28. Entretien avec Uzi Even, 2 décembre 2009.

29. Au lendemain de cette fuite dirigée vers Peres et de la note de ce dernier à Begin, ce fut l'affolement au sein de la hiérarchie de la défense. L'attaque fut repoussée et les noms de code changés. Le chef d'état-major Eitan ordonna une mise sur écoute à grande échelle de l'état-major et d'autres officiers supérieurs détenteurs d'une habilitation de sécurité pour l'opération. Mais le véritable lanceur d'alerte, le professeur Even, ne fut jamais identifié, et il avoua pour la première fois le rôle qu'il avait joué dans un entretien avec moi en 1996. Entretien avec Even, mai 1996. Ronen Bergman, « The First Iraqi Bomb », *Haaretz*, 31 mai 1996.

30. Par hasard, les avions passèrent à la verticale exacte du roi Hussein de Jordanie, qui était à bord de son yacht dans le golfe d'Aqaba. Il avait dû voir la formation et en déduire la direction dans laquelle ils volaient, mais s'il y eut une alerte transmise aux Saoudiens et aux Irakiens, elle est resté bloquée en route ou n'a jamais été transmise. Nakdimon, *Tammuz in Flames*, p. 15-16 (texte en hébreu).

31. Entretien avec Aviem Sella, 31 mai 2011. Nakdimon, *Tammuz in Flames*, pp. 188-203.

32. Entretien avec Ofek, 24 janvier 2016.

33. Conférence de presse internationale avec Menahem Begin, 9 juin 1981. L'action israélienne fut saluée pour son exécution, mais s'attira aussi de sévères condamnations internationales au plan politique. Il semble que seul le *Wall Street Journal* ait soutenu le raid, dans un éditorial qui, à ce jour encore, reste fièrement affiché dans la salle du comité de rédaction du quotidien.

34. Enregistrements du Conseil suprême du parti Baas, Archives du Pentagone, CRRC SH. SHTP.A.001.039, avec l'autorisation du professeur Amatzia Baram.

35. Entretien avec Gilad, 31 juillet 2012.

36. Entretien avec « Gauguin », l'agent que le Mossad avait placé au sein de la section scientifique du projet Condor en Argentine, juin 2016. Directeur du renseignement central, *The Jonathan Jay Pollard Espionage Case*, 30 octobre 1987, p. 39.

37. Entretien avec « Sally », septembre 2016. Burrows et Windrem, *Critical Mass*, pp. 442, 461, 466-480.

38. Le dossier du Mossad sur Bull inclut la plupart de ses contrats et de sa correspondance avec l'Irak, principalement avec le général Hussein Kamel,

beau-frère de Saddam Hussein, et chargé d'organiser l'achat d'armes (archives de l'auteur, transmis par « Bogart »).

39. L'AMAN envoya toutes les pièces collectées par ses services et ceux du Mossad sur Bull à l'Administration pour le développement des armements et des infrastructures technologiques du ministère de la Défense (connue sous son acronyme hébreu, Maf'at), et au corps d'artillerie de l'armée. Ces unités étudièrent les calculs de Bull et lancèrent quelques modèles informatiques. Le résultat était surprenant : le super-canon était scientifiquement réalisable et Bull n'hallucinait pas. Entretien avec Gilad, 31 juillet 2012.

40. Moshe « Mishka » Ben-David, l'officier de renseignement de Baïonnette, disait : « Dans les rares cas où nous avons conclu que les autorités locales n'avaient aucune intention de faire quoi que ce soit, il y a eu des cargaisons qui ont pris feu ou explosé, et quelques messieurs qui aujourd'hui ne sont plus parmi nous. » Entretien avec « Romeo », janvier 2013. Cockburn, *Dangerous Liaison*, p. 306.

41. Entretien avec « Romeo », l'un des chefs de Césarée qui coordonna l'élimination de Bull, mai 2000.

42. Durant la période où ils étaient aux prises avec le problème de Condor et le super-canon, les chefs de la sécurité d'Israël eurent aussi à débattre de la possibilité d'éliminer un Juif israélien : en 1986, un technicien subalterne du réacteur nucléaire de Dimona, Mordechai Vanunu, qui s'estimait discriminé en raison de ses origines marocaines et non européennes et parce qu'il défendait des idées d'extrême gauche, introduisit un appareil photo dans le site le plus secret du pays et photographia, entre autres choses, une bombe à hydrogène. Il vendit ses photographies et une manne d'autres informations au *Sunday Times* en Grande-Bretagne, qui prévoyait de publier ces documents. Le Mossad l'apprit de la bouche d'une de ses sources les plus anciennes, le magnat de la presse Robert Maxwell. « Il faut que vous trouviez Vanunu », dit un journaliste israélien, Dan Margalit, au Premier ministre Shimon Peres, durant une conversation officieuse, juste avant une interview. « Mort ou vif. » Peres s'y opposa avec fermeté : « Nous ne tuons pas de Juifs. » Peres m'a dit que le Mossad lui avait demandé la permission d'éliminer cet homme, mais qu'il avait froidement refusé : « J'ai empêché son assassinat. J'ai ordonné qu'il soit ramené en Israël pour être traduit en justice. » Margalit, important chroniqueur des affaires politiques, reste à ce jour convaincu que Peres avait tort : « Ils auraient dû tuer Vanunu là où il était, à l'étranger, ou bien le laisser tranquille. "Nous ne tuons pas de Juifs", c'est une formule raciste. Soit Israël frappe les individus qui font planer un grave danger sur sa sécurité nationale, soit il ne frappe pas, sans considérations de race ou de religion. » Vanunu finit par se laisser convaincre par une agente du Mossad de prendre un avion avec elle de Londres – où l'organisation répugnait à agir – pour Rome, où on s'empara de lui, on le drogua et on le transféra clandestinement à bord d'un navire marchand israélien. Il fut jugé et condamné à dix-huit ans de prison. Entretiens avec « Sally »,

février 2015, « Raphael », mai 2011, Yechiel Horev, juillet 2004, Benny Zeevi, 12 février 1999, Peres, 30 janvier, 2005, et Margalit, 17 novembre, 2016.

43. Ronen Bergman, « Killing the Killers », *Newsweek*, 13 décembre 2019. « The Man Who Made the Supergun », *Frontline* (chaîne PBS), 12 février 1992. Burrows et Windrem, *Critical Mass*, pp. 164-177.

44. « Iraq Chief, Boasting of Poison Gas, Warns of Disaster if Israelis Strike », *New York Times*, 2 avril 1990.

45. Entretien avec Shapira, 31 janvier 2015.

46. Le 16 janvier 1990, la nuit qui suivit le lancement par les États-Unis et leurs alliés de l'opération Tempête du Désert, Saddam Hussein ordonna un tir de missiles contre Israël – les mêmes missiles dont le renseignement israélien ignorait le développement, avant de se dire plus tard convaincu qu'ils « tomberaient dans la mer comme des pierres ». Les chefs de la défense proposèrent d'attaquer l'Irak, mais sous la pression américaine, l'idée fut écartée, en raison des craintes du président Bush pour l'intégrité de sa coalition internationale si Israël devait intervenir. Depuis de nombreuses années, Saddam Hussein apparaissait comme le seul dirigeant du monde arabe qui avait osé attaquer l'État hébreu et qui avait prouvé que ses menaces n'étaient pas vaines. L'humiliation d'Israël influença profondément la discussion qui s'ensuivit sur les éventuels projets d'assassinat du dictateur.

47. Entretiens avec Rolf Ekeus, septembre 1996, et Hans Blix, août 2000.

48. Barak s'appuyait sur un profil psychiatrique de Saddam Hussein établi par une équipe de psychologues et de psychiatres de l'AMAN, qui déclaraient : « Pour Saddam, le monde est froid et brutal, et on y vit constamment en danger de mort. Dans ce système, il n'y a pas de place pour les règles de la morale et il n'existe pas de codes de conduite qui ne puissent être violés sous prétexte de respect des normes sociales en vigueur. […] Saddam n'a pas peur de la guerre, même contre des forces puissantes. Au contraire, il considérera sans doute une guerre contre des forces puissantes comme une preuve de l'importance et du pouvoir de l'Irak. […] Son aspiration à acquérir des armes nucléaires […] est liée à son besoin psychologique de se créer un sentiment de puissance inattaquable. […] Il n'oublie jamais et ne pardonne jamais à celui qui lui fait du mal. […] Il n'hésitera pas à user d'armes non conventionnelles contre Israël […] il ne s'encombrera pas du prix qu'il aurait à payer ou de scrupules moraux. » (AMAN, Département de la recherche, Portrait psychologique de Saddam Hussein, Étude spéciale du renseignement 74/90, novembre 1990.) Entretien avec Barak, 1er juillet 2013.

49. Bureau du chef d'état-major Barak à Amiram Levin, chef d'état-major adjoint, au chef de l'AMAN, au chef du Mossad, « Sheikh Atad » (Thorn Bush) [nom de code de l'opération], 20 janvier 1992 (archives de l'auteur, transmis par « Julius »).

50. Bureau du chef d'état-major au chef d'état-major adjoint, au chef de l'AMAN, au directeur du Mossad, au commandant en chef de l'armée de l'air et à

Amiran Levin, *Thorn Bush*, 17 mars 1992 (archives de l'auteur, transmis par « Julius »).

51. Entretien avec Barak, 13 janvier 2012.

52. Entretien avec Nadav Zeevi, 15 octobre 2012.

53. Entretien avec « Zolphi », septembre 2012.

54. Le 8 octobre, le Premier ministre Rabin posait à nouveau la question : « L'État d'Israël doit-il tuer le dirigeant en exercice d'un autre pays ? » Amiram Levin répondit : « Imaginez que quelqu'un ait tué Hitler en 1939. » Par la suite, Rabin se laissa convaincre et dit au chef d'état-major, et aux chefs de l'AMAN et du Mossad, qu'il « approuvait la cible ». Azriel Nevo au chef d'état-major, au chef de l'AMAN, au chef du Mossad, *Computer Workshop* (l'un des noms de code de l'opération), 13 octobre 1992 (archives de l'auteur, transmis par « Julius »).

55. Entretiens avec Nadav Zeevi et Eyal Katvan, le soldat qui tenait le rôle de Saddam, 15 octobre 2012.

56. Entretiens avec Barak, 10 mai 2013, Sagie, 3 juin 2012, Lipkin-Shahak, 3 avril 2012, Avital, 29 décembre 2010, et Nadav Zeevi, 15 octobre 2012. On trouvera un récit détaillé des guerres qui se déclarèrent dans les sphères dirigeantes suite à l'accident dans le livre d'Omri Assenheim, *Zeelim*, pp. 221-304 (texte en hébreu).

21. La tempête verte se lève

1. Le récit partiel de cette réunion a été publié une première fois dans Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 15-18.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Entretien avec Merhav, 22 avril 2014.

5. Menashri, *Iran Between Islam and the West*, p. 134 (texte en hébreu).

6. Taheri, *The Spirit of Allah*, pp. 27-28, 131 (texte en hébreu). Menashri, *Iran Between Islam and the West*, p. 131 (texte en hébreu).

7. Taheri, *The Spirit of Allah*, pp. 132-133 (texte en hébreu). Entretiens avec Uri Lubarni, 26 décembre 1997, et Tsafrir, 2 octobre 2015.

8. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 13-14.

9. Bergman, *Point of No Return*, p. 50 (texte en hébreu).

10. *Ibid.*, pp. 51-52.

11. Entretien avec Merhav, 5 octobre 2011.

12. Bergman*, Secret War with Iran*, p. 17.

13. Entretien avec Tsafrir, 2 octobre 2015.

14. Entretien avec Alpher, 18 mai 2015.

15. Bakhtiar dut à son tour s'exiler à Paris où, dix ans plus tard, il fut assassiné par le renseignement iranien. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 316-317 (texte en hébreu).

16. Entretien avec Itzhak Segev, 5 janvier 2007. Bergman, *Point of No Return*, p. 74 (texte en hébreu). Taheri, *The Spirit of Allah*, pp. 273-294 (texte en hébreu).

17. Israël tenta aussi d'exploiter la guerre Iran-Irak afin de préserver des relations militaires avec l'Iran, en fournissant beaucoup d'armements à Téhéran (l'opération Seashell est décrite en détail dans Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 40-50). Plus tard encore, Israël et les États-Unis furent mêlés au scandale Iran-Contra, tentative honteuse et avortée d'amener l'Iran à échanger des otages occidentaux contre des armes, le tout à l'insu du Congrès américain.

Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 110-122. Le conseiller du Premier ministre Shimon Peres en matière de terrorisme, Amiram Nir, dirigeait le versant israélien de l'opération. Il tint informé le vice-président Bush de l'affaire, et son compte rendu était susceptible de jeter une ombre sur la campagne présidentielle de Bush en 1987. Nir mourut dans des circonstances mystérieuses au Mexique en 1988 (dossier Hungarian Octagon des archives de l'auteur, transmis par « Cherry »).

18. Entretien avec Robert Gates, 7 novembre 2012.

19. L'échec de cette tentative de libérer les orages de Téhéran eut un profond impact sur les milieux dirigeants américains et ce fut l'une des raisons de l'opposition du secrétaire à la Défense Robert Gates à l'opération de capture ou d'élimination d'Oussama Ben Laden en mai 2011. Quand Gates, alors secrétaire à la Défense, se retrouva dans la Situation Room, le centre de gestion de crise de la Maison-Blanche, et vit l'un des hélicoptères américains s'écraser à Abbottabad, il se souvient de s'être dit : « C'est reparti, voilà la catastrophe qui recommence. » Entretien avec Gates, 7 novembre 2012.

20. Bergman, *Point of No Return*, pp. 147, 162 (texte en hébreu).

21. Kramer, *Fadlallah : The Moral Logic of Hizballah*, p. 29 (texte en hébreu).

22. Shapira, *Hizbullah : Between Iran and Lebanon*, pp. 134-37.

23. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 58-50. Shapira, *Hizbullah*, pp. 135-139.

24. Entretien avec Dagan, 19 mai 2011.

25. Shapira, *Hizbullah*, pp. 144-160 (texte en hébreu).

26. Extraits de l'entretien avec les parents conduit par un historien du Hezbollah et diffusé sur la chaîne Al-Manar dans un film sur la vie de Qassir en 2008, http://insidehezbollah.com/Ahmad%20Jaafar%20Qassir.pdf.

27. Ce fut seulement en 2012, et suite à ma publication sur cette affaire (*By Any Means Necessary*, pp. 160-162), qu'une commission d'enquête secrète fut mise en place par le Shin Bet. Le rapport de cette commission conclut qu'il y avait bel et bien une forte probabilité pour qu'il se soit agi d'un attentat-suicide perpétré par Qassir. Malgré tout ceci, le Shin Bet maintint la classification ultra-secrète de ce rapport et refusa toutes mes demandes de le rendre accessible au public. Entretiens avec Tal, 24 novembre 2016, et Bandori, 11 septembre 2017.

28. Entretien avec Raz, 20 janvier 2013.

29. Entretien avec Yekutiel Mor, 12 janvier 2009.

30. Entretien avec David Barkai, 18 juillet 2013. La CIA n'était pas moins surprise ni non moins mal informée de l'existence de ce nouveau mouvement. Weiner, *Des cendres en héritage*, p. 530.

31. Entretien avec Al-Hajj, 14 août 2014.

32. Remerciements au professeur Shimon Shapira pour les documents sur la jeunesse d'Imad Moughniyeh.

33. Entretien avec « Eldy », janvier 2015.

34. Cette formule fut inventée par Martin Kramer dans son livre sur Fadlallah, *The Moral Logic of Hizballah*.

35. Jaber, *Hezbollah*, p. 82.

36. Fadlallah, *Taamolat Islamia*, pp. 11-12.

37. Le précédent le plus ancien fut peut-être la figure biblique de Samson, qui s'ôta la vie pour se venger des Philistins en abattant les piliers de la maison de Gaza. Et, selon la légende, une secte musulmane fanatique sur les rivages de la mer Caspienne aux XIe et XIIe siècles, les Haschichins (« consommateurs de haschich », d'où dérive le nom d'« assassin »), droguaient de jeunes hommes et les persuadaient de mener à bien des missions meurtrières d'où ils ne reviendraient pas. Les Japonais eurent leurs kamikazes vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, et l'organisation terroriste péruvienne du Sentier Lumineux eut aussi recours à ces attaques-suicides.

38. Kenneth Katzman, *Terrorism : Middle Eastern Groups and State Sponsors*, Congressional Research Service, Library of Congress, 9 août 1995.

39. Hala Jaber, *Hezbollah*, pp. 77, 83.

40. Robert Baer expliquait que la CIA détenait la preuve que Yasser Arafat était impliqué dans la planification des trois attentats de Beyrouth en 1983. Cette information, souligne Baer, n'a jamais été rendue publique en raison du souhait de l'agence de conserver de bonnes relations avec l'OLP. En outre, le chef de station du KGB à Beyrouth à l'époque, Iouri Perfiliev, disait que les actions d'Arafat étaient coordonnées avec Moughniyeh. Entretiens avec Robert Baer, août 2001, Iouri Perfiliev, octobre 2001 (avec l'aide d'Isabella Ginor). Bergman, *Point of No Return*, pp. 164-165 (texte en hébreu).

41. Entretien avec Dov Biran, 28 janvier 2013.

42. Au début de l'été 1983, l'ambassadeur ordonna à Moughniyeh de commencer à recourir à une arme hautement efficace : ses hommes du Hezbollah et lui se mirent à détourner des avions et à enlever des individus afin d'atteindre certains buts politiques et symboliques. Les États-Unis ne purent obtenir la libération de la plupart des otages. Deux hauts responsables américains furent aussi kidnappés – le colonel William Higgins, en poste auprès de l'ONU, et William Buckley, chef de station de la CIA à Beyrouth. Plus tard, on apprit qu'ils avaient été tous les deux torturés et mis à mort. Aux États-Unis, l'exaspération et le sentiment d'impuissance allaient croissant. Deux sources du Mossad m'ont dit qu'à la fin 1983, la CIA les informa officieusement que « nos amis à Washington accueilleraient favorablement » des mesures sévères contre les dirigeants de l'Iran et du Hezbollah. « Il était clair qu'ils nous pressaient d'organiser des assassinats », m'a affirmé l'une de ces sources. À l'époque, la CIA avait les mains liées par l'ordre exécutif présidentiel numéro 12333, mais selon ces sources, au gouvernement, certains demandaient à Israël d'agir en

leur nom. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 163-180 (texte en hébreu). Entretiens avec Barkai, 18 juillet 2013, et « Salvador », mai 2012.

43. Entretien avec « Sally », juin 2015.

44. Wright, *Sacred Rage*, p. 89.

45. Shahryar Sadr, « How Hezbollah Founder Fell Foul of Iranian Regime », Institute for War and Peace Reporting, 8 juillet 2010.

46. Nada al-Wat, « Entretien avec Hassan Nasrallah », Beyrouth, 31 août 1993.

47. Quelques mois plus tard, le Hezbollah arrêtait deux chiites du village de Tibnine et les accusait d'avoir abattu Harb. Sous la torture, ils avouèrent qu'ils travaillaient depuis des années pour le renseignement israélien et qu'ils étaient les auteurs de l'assassinat. Peu après, ils furent exécutés. Dagan disait que le Hezbollah n'avait pas capturé les bons : « Ce n'est pas compliqué d'attraper quelqu'un et de le forcer à avouer. Les types qui ont fait ça n'ont jamais été capturés. » En 2008, un criminel libanais vivant au Danemark, Danny Abdallah, admit que c'était lui qui avait abattu Harb. Depuis lors, il figure sur la liste des cibles du Hezbollah et le gouvernement libanais a réclamé son extradition.

48. *Tehran Times*, 20 février 1984.

49. Dans son livre *Veil*, Bob Woodward soutient que les Saoudiens ont aidé William Casey à conduire cette opération, en guise de vengeance pour les attentats-suicides contre l'ambassade des États-Unis et contre le casernement des Marines, organisés par Moughniyeh. D'un autre côté, Tim Weiner souligne que les États-Unis n'étaient pas impliqués dans l'incident et croit qu'Israël en était le responsable. Cette version est validée par plusieurs autres sources. Un cadre dirigeant du Mossad disait que le Front de libération du Liban des étrangers, ce mouvement terroriste créé par Meir Dagan au Liban, en était le responsable. Entretiens avec Tim Weiner, 12 juin 2016, « Pier », décembre 2012, et Kai Bird, 11 octobre 2012. Bergman, *Secret War with Iran*, p. 73. Woodward, *Veil*, pp. 407-409 (texte en hébreu).

50. Entretien avec Barkai, 18 juillet 2013.

51. Le 20 mai 2002, des agents israéliens glissèrent deux kilos de TNT sous le siège du conducteur de la voiture utilisée par Jihad Djibril, le fils d'Ahmed et son héritier, alors qu'elle était en stationnement dans le quartier de Mar Elias, à Beyrouth. Il fut tué sur le coup.

52. Entretiens avec Barkai, 18 juillet 2013, Yitzhak Tidhar, avril 2011, Mor, 23 février 2009, et Danny Rothschild, 15 décembre 2008.

53. Chiffres extraits des *Israel Government Statistical Yearbooks 1984-1991*. Ronen Bergman, « Like Blind Ducks », *Haaretz*, 14 mai 1999.

22. L’ère du drone

1. AMAN Research Division, *Night Time : The Elimination of Hezbollah’s Secretary General, Abbas Mussawi*, *in February ’92*, par le général de brigade Amos Gilboa, 20 janvier 1999, p. 25 (archives de l’auteur, transmis par « Robin »).

2. Entretiens avec Sella, 7 avril 2013, Eitan Ben Eliyahu, 28 avril 2011, et Yitzhak Yaakov, 5 janvier 2007.

3. Israeli Air Force, *The History of Squadron 200*, pp. 7-14 (archives de l’auteur, transmis par « Hilton »).

4. Entretiens avec Ivry, 18 avril 2013, et Eitan Ben Eliyahu, 24 avril 2011. Israeli Air Force, *History of Squadron 200*, pp. 20-22 (texte en hébreu).

5. Entretien avec Alon Unger, 21 avril 2013. Israeli Air Force, *History of Squadron 200*, pp. 24-26.

6. Entretien avec Sella, 26 octobre 2015. Israeli Air Force, *History of Squadron 200*, pp. 27-29.

7. Entretien avec « Onyx », mai 2013.

8. Entretien avec Unger, 21 avril 2013. Israeli Air Force, *History of Squadron 200*, pp. 42-43.

9. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 197-206 (texte en hébreu).

10. Ce sujet a été traité en détail dans Ronen Bergman, « Gilad Shalit and the Rising Price of an Israeli Life », *New York Times Magazine*, 9 novembre 2011.

11. Entretiens avec « Mark », avril 2005, et Lior Lotan, mai 2009.

12. Entretiens avec Israel Perlov, 15 octobre 2000, Rami Igra, février 2008, et « Amazonas », octobre 2011. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 279-290 (texte en hébreu).

13. Entretien avec Mor, 12 janvier 2009.

14. Zolfiqar Daher, « From Lebanon to Afghanistan, Sayyed Abbas : The Leader, the Fighter, the Martyr », chaîne de télévision Al-Manar, 18 février 2015,

http://archive.almanar.com.lb/english/article.php ?id=196205.Shapira, *Hezbollah : Between Iran and Lebanon*, pp. 110-111.

15. AMAN Research Division, *Night Time*, p. 5.

16. Entretien avec Shapira, 31 janvier 2015. AMAN Research Division, *Night Time*, p. 15.

17. Arditi affirmait n'avoir été convié à aucune discussion ultérieure ce jour-là, notamment celle avec le ministre de la Défense Moshe Arens, parce qu'il était clair qu'il se serait prononcé contre l'opération en des termes très vifs. Entretien avec Arditi, 13 juin 2011.

18. AMAN, *Night Time*, p. 9.

19. Entretiens avec Mor, 12 janvier 2009, et Yosi Dimenstein, 26 janvier 2016.

20. Le conseiller du chef d'état-major sur l'antiterrorisme, Meir Dagan, proposa son propre plan : remplacer le monument à Gharib Harb, dont il avait orchestré le meurtre en 1984, par un autre identique, piégé, à faire exploser dès que Moussaoui se présenterait sur les lieux. Toutefois, l'AMAN considérait Dagan comme un rival et demanda au chef d'état-major, Ehud Barak, de rejeter ce plan, car il mettrait en danger la vie de femmes et d'enfants. « J'ai dit au chef d'état-major que c'étaient des conneries, m'a affirmé Dagan. Selon les coutumes chiites du deuil, seuls les dignitaires de sexe masculin se tiendraient aux premiers rangs. Les femmes attendraient dans la *husaniyeh* […]. mais il [l'AMAN] a réussi à persuader Ehud [Barak]. » Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

21. AMAN, *Night Time*, p. 11.

22. *Ibid.*, p. 15. Entretien avec Moshe Arens, 25 août 2009.

23. Entretiens avec Arditi, 13 juin 2011, Barak, 8 mars 2013, Sagie, 20 novembre 2015, Ofer Elad, 12 janvier 2015, et Unger, 21 mai 2013.

24. AMAN, *Night Time*, p. 16.

25. *Ibid.*, p. 17.

26. *Ibid.*, p. 15.

27. Entretien avec Mor, 12 janvier 2009.

28. AMAN, *Night Time*, p. 22.

29. *Ibid.*, p. 23.

30. Israeli Air Force, *History of Squadron 200*, pp. 43-45.

31. Le 3 mai 1992, Barak Ben-Zur, de l'AMAN, et Uri Chen, le chef de la délégation du Mossad aux États-Unis, informèrent des membres de la CIA de l'opération Night Time, la décrivant comme « le premier assassinat aérien intégré ». Ils apportaient avec eux des séquences vidéo filmées par le drone. Le briefing s'ouvrit sur des rires étouffés quand un technicien projeta par erreur le début du film *L'Honneur des Prizzi*, puis il continua sur un ton plus sérieux. Les Américains furent impressionnés. Robert Gates, directeur de la CIA à l'époque, m'a confié que ces images l'aideraient à vaincre la résistance obstinée de l'US

Air Force et à réclamer la poursuite du développement des drones d'attaque Predator. Jim Woolsey, qui remplaça Gates à la tête de la CIA, m'a tenu des propos similaires au sujet de la contribution israélienne au développement des drones américains. Entretiens avec Gates, 7 novembre 2012, James Woolsey, décembre 2001, et Barak Ben-Zur, avril 2010.

23. La revanche de Moughniyeh

1. AMAN, *Night Time*, p. 24.

2. Entretien avec « Roni », novembre 2008.

3. « New Hezbollah Leader a Disciple of Iran's Revolution », Associated Press, 12 février 1992.

4. Entretien avec Hassan Nasrallah, chaîne Al-Manar, 27 décembre 1997.

5. Entretien avec Dagan, 20 juillet 2013.

6. Eiran, *The Essence of Longing*, p. 97.

7. Entretien avec « the Pilot », juin 2015. Bergman, *Point of No Return*, pp. 249-250 (texte en hébreu). Échange de mails et conversations téléphoniques avec Rachel Sadan, janvier 2007.

8. Le renseignement américain livra aux Israéliens la preuve irréfutable – « non pas juste un pistolet encore fumant, mais carrément ce même pistolet crachant des flammes et des balles », insistait un soldat de l'AMAN – qu'Imad Moughniyeh et son lieutenant, Talal Hamia, étaient derrière l'attentat. Les Américains avaient enregistré une conversation téléphonique avec Hamia au cours de laquelle on entendait Moughniyeh se moquer de l'incapacité du Shin Bet à protéger l'ambassade. Entretiens avec « Lenin », avril 2013, et Alberto Nisman, 18 décembre 2007. Bergman, *Point of No Return*, pp. 210-222 (texte en hébreu).

9. Entretiens avec Stanley Bedlington, 31 octobre 2011, Hugo Anzorgi, septembre 2001, Alberto Nisman, 18 décembre 2007, et Daniel Carmon, 24 février 2016.

10. Entretien avec « the Pilot », juin 2015.

11. Tamir, *Undeclared War*, pp. 133-136 (texte en hébreu). Bergman, *Point of No Return*, pp. 335-339 (texte en hébreu).

12. Entretien avec « the Pilot », juin 2015.

13. Entretien avec « Advantage », février 2016.

14. Il conserva un poste élevé au sein du régime iranien et fut impliqué dans un grand nombre d'attentats visant Israël et les États-Unis. En février 2007, il

disparut de sa chambre d'hôtel à Istanbul sans laisser de trace. Selon certaines sources, il aurait fait défection vers Israël ou les États-Unis. Les Iraniens et sa famille sont quant à eux persuadés qu'il a été enlevé et peut-être tué. Entretiens avec Dagan, 19 mai 2011, Sagie, 6 mars 2012, et « Herods », septembre 2017. Échange de mails avec Robert Baer, septembre 2017.

15. Entretien avec « Lenin », juillet 2016.

16. Entretien avec Ben-Zur, avril 2010.

17. L'enquête criminelle en Argentine relative aux deux attentats à la bombe se prolongea des années et, en fait, ne s'est jamais terminée. Le procureur spécial chargé de l'enquête judiciaire, Alberto Nisman, réunit des volumes importants d'informations qui donnèrent lieu à l'émission par Interpol de mandats d'arrêt internationaux contre un certain nombre de dignitaires iraniens et de responsables du Hezbollah. Nisman procéda aussi à des inculpations « contre tous les individus argentins impliqués dans des tentatives d'étouffer l'affaire » et déclara la guerre aux chefs de la communauté du renseignement, à des magistrats et à une partie de la classe politique. Peu avant qu'il ne révèle les documents et enregistrements qu'il avait collectés pour prouver ces graves allégations devant une commission parlementaire, Alberto Nisman fut retrouvé mort, abattu d'une balle dans la tête, dans son appartement, en des circonstances restées mystérieuses. Entretien avec Nisman, 18 décembre 2007. Ronen Bergman, « Holding Iran Accountable », *Majalla*, 24 novembre 2016.

18. Entretiens avec Mizrahi, 22 mars 2015, et « the Pilot », septembre 2016.

19. Entretiens avec « Oktoberfest », janvier 2013, « the Pilot », septembre 2016, Francis, 15 juillet 2003, et « Eldy », septembre 2014.

20. Il s'agissait de Ramzi Nahara, un trafiquant de drogue qui travailla durant de nombreuses années pour l'Unité 504 dans le cadre d'un réseau de dealers fournissant à Israël de grandes quantités d'informations en échange de la liberté de continuer leur commerce. Entretien avec Ravid, 13 novembre 2012.

21. Entretiens avec Sagie, 24 juin 2007, et Arens, 25 mai 2009.

22. Entretien avec Barak, 7 juin 2011.

24. « Un simple interrupteur, allumé ou éteint »

1. Entretien avec Hasson, 17 novembre 2010.

2. Aviad, *Lexicon of the Hamas Movement*, pp. 150-154 (texte en hébreu).

3. Entretien avec « Aristo », juin 2013.

4. Entretien avec Lipkin-Shahak, 26 mai 2011

5. Entretien avec Ayalon, 29 mars 2012.

6. Entretien avec Diskin, 23 octobre 2011.

7. Entretien avec Kubi, 8 septembre 2013.

8. Lawrence Wright, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the Road to 9/11*, pp. 120-130 (texte en hébreu).

9. Entretien avec « Aristo », octobre 2013.

10. Roni Shaked et Aviva Shabi, *Hamas : Palestinian Islamic Fundamentalist Movement*, pp. 88-97 (texte en hébreu).

11. Entretien avec Kubi, 29 mai 2013.

12. Entretien avec « Aristo », juin 2013.

13. Bergman, *By Any Means Necessary*, p. 101 (texte en hébreu). Entretien avec Micha Kubi, 29 mai 2013. Ronen Bergman, « Oops, How Did We Miss the Birth of Hamas ? », *Yediot Aharonot*, 18 octobre 2013.

14. Nachman Tal, « Suicide Attacks : Israel and Islamic Terrorism », *Strategic Assessment*, vol. 5, n° 1, juin 2002, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel Aviv.

15. Shaked et Shabi, *Hamas*, pp. 92-107 (texte en hébreu).

16. Entretiens avec Dichter, 4 novembre 2010, et Kubi, 29 mai 2013.

17. Gelber, *Growing a Fleur-de-Lis*, pp. 104-137.

18. Ronen Bergman, « The Dubai Job », *GQ*, 4 janvier 2011.

19. « “To Israel I Am Stained with Blood” », Al Jazeera, 7 février 2010, http://www.aljazeera.com/focus/2010/02/2010271441269105.html.

20. Entretien avec « Aristo », juin 2013.

21. MOD, Bureau du coordinateur en chef pour la Judée et la Samarie, *Hamas announcement on the kidnapping to The Soldier*, 11 octobre 1994 (archives de l'auteur, transmis par « Bell »).

22. Entretien avec Ben-Zur, 26 mars 2011.

23. Shaked et Shabi, *Hamas*, pp. 11-21.

24. Entretien avec Yatom, 7 avril 2011.

25. Dossier de la Cour suprême 5973/92, *Association for Civil Rights in Israel v. Minister of Defense*.

26. AMAN Research Division, *Brief on Saudi Money Funneled to HAMAS*, 6 mai 2002 (archives de l'auteur, transmis par « Chili »).

27. Entretien avec « Leon », juillet 2013. Aviad, *Lexicon of the Hamas Movement*, pp. 199-201.

28. *Globe and Mail* (Canada), 28 décembre 1993.

29. Bien qu'il ait reçu quantité d'informations de la part du Shin Bet et que ses propres services en aient aussi récolté un nombre assez conséquent, le FBI s'abstint d'agir après la chute des Twin Towers. The FBI, Holy Land Foundation for Relief and Development, International Emergency Economic Powers Act, Dale Watson, directeur ajoint, Division antiterrorisme à Richard Newcomb, Directeur, Bureau de contrôle des actifs à l'étranger, Département du Trésor, 5 novembre 2001. Bergman, *Follow the Money : The Modus Operandi and Mindset of HAMAS Fundraising in the USA and the PA Using American and Saudi Donations*, Cambridge University, Centre of International Studies, octobre 2004.

30. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

31. Entretien avec Eitan Haber, 21 juin 2009.

25. « Rapporte-nous la tête d'Ayache »

1. Goldstein, *Rabin : A Biography*, pp. 415-424 (texte en hébreu).

2. Entretien avec Ayalon, 4 septembre 2002.

3. « Grey File » (préparatifs en vue de pourparlers secrets avec la Syrie), documents (archives de l'auteur, transmis par « Bell »). Ronen Bergman, « The Secret of the Grey File », *Yediot Aharonot*, 26 janvier 2007.

4. Entretiens avec Erez Gerstein, avril 1996 et Ehud Eiran, 13 mai 2013.

5. Entretien avec Aql al-Hashem, décembre 1999.

6. Tamir, *Undeclared War*, p. 116.

7. Raviv Shechter, entretien avec Moshe Tamir, Yisrael Hayom, 14 mai 2010.

8. Entretien avec Levin, 16 juillet 2017.

9. Entretien avec Ronen Cohen, 5 juillet 2015.

10. Entretien avec Ronen Cohen, 1er septembre 2016.

11. Tsahal avait besoin, pour ces assassinats, de développer de nouveaux dispositifs et de nouvelles capacités. Par exemple, les bombes étaient sources de problèmes. Les piles des dispositifs de mise à feu devaient durer parfois pendant un très long laps de temps entre le placement de l'engin et le moment de la détonation, des moyens de communication sans fil à longue portée étaient requis pour le signal de la détonation et les engins devaient être petits et camouflés. Le développement de ces armes par l'armée s'effectua en faisant sauter quelques dizaines de Mercedes hors d'âge, les voitures les plus répandues au Liban, avec des mannequins de devanture de magasin sanglés à l'intérieur, pour tenter de comprendre quelle quantité de matériau explosif devait être placée dedans, et à quel endroit, pour obtenir une efficacité maximale. Lors d'une expérience importante, on utilisa des cochons anesthésiés car leur peau et leurs tissus étaient similaires à ceux des êtres humains. Les bombes qui les tuaient furent surnommées « groin-groin ». Entretiens avec « Leo », février 2016, et « Pie », novembre 2011.

12. Entretien avec Sheves, 25 août 2010.

13. Entretien avec « Leo », février 2016.

14. Kurtz, *Islamic Terrorism and Israel*, pp. 139-148.

15. Lara Marlowe, « Interview with a Fanatic », *Time*, 6 février 1995.

16. Entretien avec « the Pilot », mai 2016.

17. Entretien avec Gillon, 27 janvier 2016. Carmi Gillon, *Shin-Beth Between the Schisms*, p. 201 (texte en hébreu).

18. Entretien avec Sagie, 6 mars 2012.

19. En 1998, un juge de district fédéral ordonna au gouvernement iranien de payer 247,5 millions de dollars de dommages et intérêts à la famille d'Alisa Michelle Flatow et, en juin 2014, BNP Paribas reçut l'ordre de verser à la famille une somme énorme à titre de dédommagement pour avoir effectué des transactions interdites au profit de l'Iran.

20. Entretien avec Lipkin-Shahak, 3 avril 2012.

21. Entretien avec « the Pilot », mai 2016.

22. Entretiens avec Galant, 19 août 2011 et Ayalon, 22 juin 2011.

23. Entretien avec « Fred », septembre 2015.

24. Entretien avec Ayalon, 14 mars 2016.

25. Entretien avec Moshe Ben-David, 23 janvier 2013.

26. Entretien avec « Lego », mai 2000.

27. Entretien avec « the Pilot », mai 2016. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 213-216.

28. Entretien avec Gillon, 27 janvier 2016.

29. Entretien avec Yasser Arafat, avril 1995.

30. Entretien avec Hasson, 17 novembre 2010.

31. Entretien avec Amit Forlit, 4 janvier 2010.

32. Entretien avec Yitzhak Ilan, 26 janvier 2016.

33. Entretien avec Gillon, 27 janvier 2016.

34. Entretien avec Hasson, 17 novembre 2010.

35. Entretien avec « Fred », septembre 2015.

36. Entretien avec Gillon, 27 janvier 2016.

37. Entretien avec Hasson, 17 novembre 2010.

38. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

39. *Ibid*.

40. Entretien avec Ilan, 5 novembre 2014.

41. Gillon, Shin-*Beth Between the Schisms*, pp. 267-276.

42. Entretien avec Lior Akerman, 15 octobre 2015.

43. « The Phone Rang, Yihyeh Ayyash Answered, and the Instrument Blew Up », *Haaretz*, 7 janvier 1996.

26. « Aussi sournois qu’un serpent, aussi naïf qu’un enfant »

1. Entretien avec Rajoub, 3 mai 2010.

2. Entretien avec Diskin, 15 octobre 2011.

3. Entretien avec Yaalon, 16 août 2011.

4. Entretien avec Peres, 17 septembre 2012.

5. Entretien avec Hasson, 17 novembre 2010.

6. Ronen Bergman, « For Israel, Frightening New Truths », *New York Times*, 7 janvier 2017.

7. Entretien avec Yaalon, 16 août 2011.

8. Entretien avec Yassi Kuperwasser, 21 mai 2004.

9. Entretien avec « Disco », août 1997.

10. Entretien avec Yatom, 7 juillet 2011.

11. Entretien avec Ben-David, 23 janvier 2013.

12. Entretien avec Benyamin Netanyahou, 3 juillet 2007.

13. Entretien avec Ben-David, 6 mai 2002.

14. Entretien avec Shapira, 27 octobre 2013.

15. Entretien avec Ben-David, 15 janvier 2013. Demande d’extradition d’Abou Marzouk, ministre israélien de la Justice, Tribunal fédéral de district pour le district sud de New York—924 F. Supp. 565 (SDNY 1996) (archives de l’auteur, transmis par « Mocha »).

16. Entretien avec « Lego », mai 2000.

17. Quand j’ai dit à Netanyahou ce que j’avais entendu de la bouche des agents du Mossad, il m’a répondu que personne ne l’avait manipulé et qu’il avait personnellement retenu le nom de Mechaal comme cible de cet assassinat. « Je sentais que ce Mechaal était un personnage très problématique et très dangereux. Dès cette période, nous avions cerné sa volonté obsessionnelle de tuer des Israéliens. Avec le recul, quand vous voyez quelle direction a prise cet homme, ce qu’il a fait, et de quelle manière il est devenu la force motrice du Hamas, il est clair aux yeux de tous que j’avais raison de croire qu’en le rayant

de la carte nous porterions atteinte aux capacités de nuisance du Hamas de façon significative. » Entretien avec Netanyahou, 3 juillet 2007.

18. Entretien avec « the Pilot », mai 2016.

19. Doron Meiri, « The Terrorist Entered the Street Dressed as a Drag Queen », *Yediot Aharonot*, 7 septembre 1997.

20. Entretien avec Yatom, 7 juillet 2011.

21. La raison en était que le département documentation de Césarée ne disposait pas d'autres passeports mieux adaptés qui soient prêts pour toute l'équipe. En d'autres circonstances, par le passé, une telle situation aurait été susceptible de conduire à un report de l'opération tout entière jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

22. Entretien avec « the Pilot », mai 2016.

23. Entretien avec Mordechai, 28 août 2015.

24. Entretien avec Yatom, 7 juillet 2011.

25. Entretien avec Netanyahou, 3 juillet 2007.

26. Une demande de réaction adressée au Docteur Platinum a suscité la réponse suivante : « Bonjour, Ronen, ce serait pour moi un honneur de vous parler, mais je ne vois pas quel lien j'aurais avec toute cette affaire ou quelle aide je pourrais vous apporter. Platinum. » Mes tentatives pour organiser un entretien téléphonique avec elle sont restées infructueuses. Mail, Ronen Bergman au Docteur Platinum, 25 décembre 2013, et sa réponse, 26 décembre 2013.

27. Entretien avec Ben-David, 23 janvier 2013.

28. Quand j'ai dit à Yatom que les agents affirmaient ne pas avoir vu la fillette ou le chauffeur et que Jerry n'avait pas été en mesure de les avertir, excédé, il a balayé ces arguments d'un revers de main : « Tout ça, c'est du blabla. Ils étaient simplement surmotivés, ils tenaient à passer à l'action, après toutes ces journées d'attente où ils en avaient été empêchés. C'est pour ça qu'ils ont pris la responsabilité d'agir en totale contradiction avec mes instructions les plus élémentaires. »

29. Contrairement à ce qu'il déclara dans sa déposition, les personnels du Hamas et du renseignement jordanien que j'ai rencontrés à Amman m'ont certifié qu'Abou Saïf était le garde du corps de Mechaal et non un simple passant. Si c'est vrai, cela ne fait qu'aggraver l'ampleur de l'échec de Baïonnette, parce que les agents n'ont jamais rien su de son existence, sans même parler de son entraînement, et n'ont donc rien pu prévoir de ce qui allait arriver.

30. Entretien avec Saad al-Khatib, décembre 2013.

31. Il existe une importante divergence entre la version de l'incident selon Al-Khatib et celle des deux agents, mais il n'y a pas d'équivoque sur la manière dont il s'est terminé.

32. Entretien avec Ben-David, 23 janvier 2013.

33. Entretien avec Yatom, 7 juillet 2011.

34. Entretien avec Sami Rababa, décembre 2013.

35. Entretiens avec « the Pilot », mai 2016, et Yatom, 7 juillet 2013.

36. Entretien avec Ben-David, 15 janvier 2013.

37. Entretien avec Rababa, décembre 2013. Échange de mails avec Rababa, décembre 2013.

38. Comment Mechaal en a-t-il réchappé ? Les médecins jordaniens affirment l'avoir sauvé par eux-mêmes, sans aucune aide et sans lui inoculer l'antidote. « Quand nous avons reçu les résultats des analyses chimiques de la substance de la part de la doctoresse, m'a dit Rababa, nous avons constaté que cela correspondait exactement au médicament que nous lui avions déjà administré. Quand nous avons reçu la formule du poison proprement dit, Mechaal s'était déjà totalement rétabli. » Les Israéliens soutiennent que c'est pure vantardise car il est impossible que les médecins jordaniens aient identifié leur toxine secrète. Ce n'est que grâce au Mossad, qui a remis l'antidote aux Jordaniens, ainsi que les formules de cet antidote et du poison, que Mechaal eut la vie sauve. Entretiens avec Ben-David, 15 janvier 2013, Yatom, 7 avril 2011, « Jeffery », novembre 2013 et Rababa, décembre 2013.

39. Halevy a refusé d'être interviewé pour ce livre. Cependant, lors d'une réunion avec le ministre allemand de la Défense, le 13 juillet 2011, en présence du général Amos Gilad et de l'auteur, il s'est librement exprimé sur l'affaire Mechaal, en mettant en avant (à juste titre) sa propre contribution à la solution, avec plusieurs allusions au fait que Gilad, qui dirigeait alors la division recherche de l'AMAN, était aussi l'un des principaux opposants à sa suggestion de libérer Yassine, ajoutant non sans élégance : « et ce fut en effet l'une des petites erreurs que vous commîtes dans votre carrière ». Voir aussi Halevy, *Man in the Shadows*, pp. 132-142 (texte en hébreu).

40. Entretien avec Kubi, 8 septembre 2013.

41. Halevy, *Man in the Shadows*, p. 13 (texte en hébreu).

42. Entretien avec Yoram Ben Zeev, 17 avril 2012.

43. Entretiens avec Joseph Ciechanover, 28 avril 2017, et « the Pilot », mai 2016. Ciechanover en est venu à la conclusion que dans l'ensemble, Netanyahou a agi de façon raisonnable et appropriée.

44. Entretiens avec Mordechai, 28 août 2015 et Yaalon, 16 août 2011.

45. Netanyahou affirme le lui avoir dit, Mordechai soutient le contraire. Une commission d'enquête, présidée par Yossef Ciechanover et mise en place en raison de la pression médiatique et politique au lendemain de l'affaire, ne mentionna pas l'omission de Netanyahou d'informer ses ministres. La question fait encore l'objet de débats entre les protagonistes. Entretien avec Ciechanover, 28 avril 2017.

46. Entretien avec Ayalon, 4 septembre 2002.

47. Entretien avec « the Pilot », mai 2016.

27. Le creux de la vague

1. Rami Michaela, l'officier de renseignement de l'opération Poplar's Song (Chant du Peuplier) de la Flottille 13, affirme n'avoir aucun souvenir d'une quelconque opposition du Commandement de la Région Nord à l'idée de frapper la cible de l'opération. Quoi qu'il en soit, tout acceptèrent que le commandement de l'opération soit retiré au Commandement de la Région Nord et transféré à l'état-major général. Entretiens avec Ronen Cohen, 18 février 2016, et Rami Michaela, 15 mars 2016.

2. Entretiens avec Michaela, 15 mars 2016, Galant, 4 septembre 2014, Shay Brosh, mai 2013, et Oren Maor, janvier 2013.

3. Bergman, *By Any Means Necessary*, p. 428 (texte en hébreu).

4. Les personnels de renseignement concernés par l'opération, de Michaela au directeur Brosh du renseignement de la Marine et jusqu'au chef d'état-major de l'époque, Yaalon, tous affirment que ce n'est pas une fuite qui a conduit au désastre, mais un problème avec les explosifs, le fait que personne n'a ouvert le feu sur la force d'intervention et que tous les hommes ont été tués par les déflagrations. Entretiens avec Brosh, mai 2013, Michaela, 15 mars 2016, Galant, 4 septembre 2014, Mordechai, 28 août 2015, et Lipkin-Shahak, 3 avril 2012.

5. « The Four Mothers Are Four Dishrags », site de Nana 10, 16 février 2000, http://news.nana10.co.il/Article/?ArticleID=6764.

6. Les trois agents que la police helvétique découvrit dans le sous-sol tentèrent de se faire passer pour des touristes qui s'étaient glissés là pour une partie à trois vite fait. Ils furent littéralement pris « la main dans le sac ». La police les crut, jusqu'à ce que l'un d'eux affirme que le sac d'outils et les câbles qu'ils transportaient avec eux étaient des « bagages diplomatiques ».

7. Discours du directeur du Shin Bet Avi Dichter à la conférence de Herzliyah, 16 décembre 2003.

8. Entretien avec Diskin, 1er juin 2017.

9. Entretien avec Ayalon, 21 janvier 2013.

10. Gadi Goldstein, né à Jérusalem, était l'un des pères de la révolution technologique du Shin Bet. À l'époque, il approfondissait sa connaissance de divers systèmes philosophiques, du judaïsme aussi bien que des religions orientales. Au milieu des années 1990, et surtout dans les milieux machistes du Shin Bet, son intérêt pour de tels sujets paraissait curieux, à tout le moins. Goldstein fonda sa conception opérationnelle innovante sur des paroles attribuées au Moïse de la Bible, ainsi qu'à des principes de la philosophie zen. Il insistait sur la doctrine de l'*anatta*, ou « non-moi », qui énonce que le moi de chacun de nous n'est pas seul et ne se définit pas en soi. Le Zen nous enseigne que le moi est en constante conversation avec son environnement, qu'il influence et par lequel il est influencé. Dès lors, aucun individu ou aucun objet n'a d'existence indépendante ; tout existe uniquement comme une partie d'un ensemble bien plus vaste, qui le définit. « Disons que dix personnes vivent dans un bâtiment, expliqua-t-il lors d'une des discussions qui se tinrent alors qu'on développait le nouveau système, et nous, le Shin Bet, nous voulons savoir s'ils complotent et, si oui, ce qu'ils complotent, et nous disposons d'une quantité donnée d'énergie pour enquêter dans cet immeuble. Nous devons focaliser toute notre énergie sur ce qui se joue entre eux, sur la synergie qu'ils créent ensemble, le "registre" avec lequel chacun d'eux influence et est influencé. » Lors de cette réunion, Goldstein cita le livre du Zen et *The Art of Motorcycle Maintenance* (L'art d'entretenir sa moto) de Robert Pirsig, qui porte très haut, qui sanctifie presque le concept de non-soi. L'un des participants suggéra avec un sourire que la nouvelle doctrine du renseignement de Goldstein soit intitulée « Le Zen et l'art de l'assassinat ». Entretien avec Gadi Goldstein, novembre 2012.

11. Entretien avec Diskin, 1er juin 2017.

12. Ces précisions sur Sharif m'ont été communiquées par « Twins », mars 2016.

13. Selon les dossiers du Shin Bet, les frères étaient liés à un grand nombre d'attentats terroristes lors desquels des dizaines d'Israéliens avaient été tués et blessés : notamment l'attaque contre le café Apropos à Tel Aviv le 21 mars 1997, où trois personnes avaient été tuées et quarante-sept blessées, deux attentats-suicides à Jérusalem à 1997, un le 30 juillet, où quinze personnes furent tuées et cent soixante-dix blessées, et un le 4 septembre avec cinq morts et cent soixante-neuf blessés. Ils étaient aussi responsables de tirs d'armes à feu dans la région d'Hébron et de Jérusalem, où sept Israéliens avaient péri, ainsi que de l'enlèvement et du meurtre du soldat Sharon Edry le 9 septembre 1996, entre autres. Shin Bet, « Elimination of the Awadallah Brothers and Deciphering the Archive of the Military Arm of Hamas in Judea and Samaria », mars 2014 (archives de l'auteur, transmis par « Twins »).

14. Entretien avec Ayalon, 21 janvier 2013.

15. Diskin introduisit au Shin Bet un nouveau cadre d'analyse : la plupart des attentats terroristes, surtout les attentats-suicides, sont précédés d'un certain

nombre d’actions effectuées par les organisations terroristes qui sont très similaires d’un attentat à un autre. Ces actions, soutenait Diskin, laissent derrière elle une trace tant dans le monde digital que dans le monde physique. Si elles peuvent être définies et identifiées, il est possible d’empêcher une attaque future à un stade encore précoce. Le système développé par Diskin a sauvé la vie d’innombrables Israéliens au cours des décennies suivantes.

16. Entretien avec Diskin, 1er juin 2017.

17. Entretien avec « Amazonas », octobre 2011.

18. Entretiens avec Mofaz, 14 juin 2011, et Ayalon, 22 juin 2011.

19. Entretien avec Ayalon, 21 janvier 2013.

20. Shin Bet, « Elimination of the Awadallah Brothers », p. 2.

21. Entretien avec Ayalon, 21 janvier 2013.

22. Shin Bet, « Elimination of the Awadallah Brothers », p. 3.

23. Entretien avec Yaalon, 16 août 2011.

24. Du point de vue de Cherry, l’élimination de Batat se conclut par une scène choquante. Les corps de Batat et Nader Masalma furent transportés au QG de l’unité et là les soldats qui avaient pris part à l’opération posèrent en photo devant les cadavres. « Assez vite, ces photos ont été très demandées, expliquait un soldat de Cherry, Alon Kastiel. Il y a beaucoup d’appareils photo dans l’unité, et la demande pour ces photos a tourné à la folie. Tout le monde en voulait. Ça s’est prolongé pendant peut-être deux heures. Je n’ai pas prononcé un mot, je n’ai pas pensé à la question de la moralité, ce n’est pas un individu vivant, ton officier supérieur pose en photo avec ces corps, et tu ne te permets pas de formuler des reproches à ton officier. […] Tu regardes les photos et plus tard tu les ranges dans le dernier recoin de ta maison, en t’assurant de ne plus tomber dessus, pendant des années. Ces photos me dégoûtaient. Je ne sais pas ce qui me dégoûtait le plus, ces cadavres ou ma propre conduite. Une fois par an, je revoyais de loin la pochette de ces photos, je ne l’ouvrais jamais. En fin de compte, elles étaient tout au fond d’un tiroir. » Un porte-parole a prétendu que l’armée avait conduit une enquête minutieuse et poursuivi en justice les individus impliqués dans ces comportements étranges. Entretien avec Alon Kastiel, 29 mai 2016. Gideon Levi, « A Nightmare Reunion Photo », *Haaretz*, 25 décembre 2004.

25. Entretien avec Yaalon, 16 août 2011

26. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

27. Entretien avec Diskin, 28 juin 2017.

28. La guerre à outrance

1. Déclaration du Premier ministre, compte rendu de séance de la Knesset n° 59, 13 décembre 1999.

2. Gilboa, *Morning Twilight*, pp. 25-28 (texte en hébreu). Ronen Bergman, « AMAN Chief to PM Barak », *Yediot Aharonot*, 12 février 2016.

3. Un contrôleur des transmissions de l'Unité 8200, le dénommé Mor, parlant couramment l'arabe, était l'expert chargé d'identifier la voix de Moughniyeh. Par respect pour les capacités des Mor et son dévouement, ces années-là, Moughniyeh reçut le nom de code « Maurice », allusion à son propre patronyme. Toutefois, pendant de nombreuses années, Imad Moughniyeh avait apparemment disparu et l'Unité 8200 était incapable de trouver la moindre trace de lui dans le trafic des transmissions du Hezbollah. Le 21 mai 2000, Mor, stationné à la base de Grizim de l'Unité 8200 dans le nord d'Israël, identifia sa voix en écoutant les transmissions d'une tournée de dirigeants du Hezbollah le long de la frontière d'Israël avec la zone de sécurité au Liban, probablement en préparation du retrait attendu de Tsahal. « C'est lui ! J'en suis sûr ! C'est lui. C'est "Maurice" qui parle », s'exclama Mor, tout joyeux. En se fondant sur cette surveillance et sur la localisation de la source de la conversation, l'AMAN et l'armée de l'air s'organisèrent pour exécuter Moughniyeh. Compte rendu de la réunion du 22 mai de la main du secrétaire militaire du Premier ministre, le général Moshe Kaplinsky, montré à l'auteur par « Ben », avril 2014.

4. Discours de Nasrallah, Bint Jebail, 26 mai 2000.

5. Entretien avec Barak, 2 avril 2014.

6. Entretien avec Yaalon, 21 décembre 2016.

7. Entretien avec Rajoub, 3 mai 2010.

8. Entretien avec Margalit, 17 novembre 2016.

9. Landau, *Arik*, p. 263 (texte en hébreu).

10. Des membres de la délégation américaine, notamment Robert Malley dans son livre *Camp David : The Tragedy of Errors*, regrettaient la condescendance et le manque de tact d'Ehud Barak. C'est lui qui mena la plus grosse partie des discussions par l'intermédiaire de Yossi Ginossar, devenu à

présent l'intermédiaire secret avec Arafat et – on le découvrit plus tard – son associé en affaires. Uzrad Lew, *Inside Arafat's Pocket*, p. 163 (texte en hébreu). Entretiens avec Barak, 26 août 2015, et Merhav, 20 décembre 2016.

11. Entretien avec Itamar Rabinovich, juillet 2013.

12. Landau, *Arik*, pp. 262-265 (texte en hébreu).

13. Entretien avec « Hendrix », août 2013.

14. Entretiens avec Alexander Pantik, novembre 2003, et Gillon, 27 janvier 2016. Gillon, *Shin-Beth Between the Schisms*, pp. 100-136 (texte en hébreu). Documents d'archives de l'auteur, transmis par « Bell », relatifs à l'enquête de la police militaire sur la « Clandestinité juive » qui projetait de faire sauter les mosquées du Mont du Temple.

15. Landau, *Arik*, p. 269 (texte en hébreu). Anat Roeh et Ali Waked, « Sharon Visits the Temple Mount : Riots and Injuries », *Ynet*, 28 septembre 2000, http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-140848,00.html.

16. Entretiens avec Ahmed Tibi, 23 août 2002, et Tirawi, juin 2002. Bergman, *Authority Granted*, pp. 106-110 (texte en hébreu).

17. Entretiens avec Aharon Zeevi Farkash, 10 avril 2013, Mofaz, 14 juin 2011, Yaalon, 16 août 2011, Dan Halutz, 5 juillet 2011, Dichter, 4 novembre 2010, Diskin, 18 octobre 2011, Ben-Yisrael, 5 juin 2011, Giora Eiland, 5 juin 2011, Ayalon, 22 juin 2011, Gilad, 25 juin 2012, et Kuperwasser, janvier 2011.

18. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

19. Entretien avec Diskin, 1er juin 2017.

20. Amos Harel et Avi Issacharoff, *The Seventh War*, pp. 37-39 (texte en hébreu). Mark Seager, « "I'll Have Nightmares for the Rest of My Life" », *Daily Telegraph*, 15 octobre 2000, http://www.jr.co.il/articles/politics/lynch.txt.

21. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

22. Chiffres de l'ONG de protection des droits de l'homme B'Tselem, http://www.btselem.org/hebrew/statistics/fatalities/before-cast-lead/by-date-of -event.

23. Gad Barzilai, *Wars*, *Internal Conflicts, and Political Order : A Jewish Democracy in the Middle East*, série SUNY dans *Israeli Studies*, 1996, p. 148. Michael Karpin, *Imperfect Compromise : A New Consensus Among Israelis and Palestinians*, p. 94.

24. Landau, *Arik*, pp. 171-175, 207-211 (texte en hébreu).

25. Entretiens avec Shalom Turgeman, 28 juin 2011, Assaf Shariv, 28 janvier 2007, Danny Ayalon, 22 juin 2011, et Weissglass, 11 juin 2012.

26. Entretien avec Galant, 1er juin 2011. Au début, Sharon essaya, ou voulut du moins donner l'impression d'essayer de parler avec Arafat, et en avril 2001 il envoya son fils Omri à une rencontre secrète avec le dirigeant palestinien à Ramallah, mais la rencontre tourna rapidement court. « Il était clair que les

relations entre les deux [Ariel Sharon et Arafat] ne pouvaient mener qu'à l'éclatement », observa l'un des participants. Entretien avec « Date Palm », août 2017.

27. Entretiens avec Galant, 1er juin, 2011, et Weissglass, 11 juin 2012.

28. Entretien avec Diskin, 1er juin 2017.

29. Entretien avec Shlomo Cohen, 28 mars 2012.

30. Shuli Zuaretz et Sharon Rofeh, « Haifa : 14 of 15 Dead in Attack Are Identified », *Ynet*, 2 décembre 2001, http://www.ynet.co.il/articles/0,7340, L-1373989,00.html.

31. État d'Israël, « Special Committee for Examining the Targeted Killing of Salah Shehadeh », février 2011, p. 21 (archives de l'auteur, transmis par « Ellis »).

32. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

33. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

34. Entretien avec Ben-Yisrael, 5 juin 2011.

35. Entretien avec Eiland, 5 juin 2011.

36. « Il voulait notre mort », déclara Uri Halperin, officier supérieur de l'AMAN pour la région nord de la Cisjordanie. Entretien avec Uri Halperin, 27 mai 2014.

37. Anat Waschler, « The Drone Pilots' War », *Air Force Journal*, 1er décembre 2000.

38. Entretien avec « Matan », juin 2012.

39. Ali Wakad, « The Funeral of Abu Ali Mustafa Is Held in Ramallah », *Ynet*, 28 août 2001, http://www.ynet.co.il/articles/1,7340,L-1058108,00.html.

40. Ben-Zur, qui me racontait cette entrevue en avril 2010, m'a demandé de ne pas mentionner le nom de la banque.

41. On trouvera une analyse des effets destructeurs que l'Intifada des bombes humaines eut sur les économies d'Israël et de l'Autorité palestinienne dans Ben-Yisrael, « Facing Suicide Terrorists : The Israeli Case Study », dans Golan et Shay, *A Ticking Bomb*, pp. 19-21.

42. Entretien avec Hasson, 17 novembre 2010.

43. Le Shin Bet proposa aussi deux autres mesures que le cabinet n'approuva qu'à une étape ultérieure – des incursions terrestres limitées dans les territoires de l'Autorité palestinienne pour y procéder à des arrestations (opération Bouclier Défensif), et la construction d'une barrière de séparation (la barrière de Cisjordanie) entre Israël et les zones palestiniennes. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

44. Dans un entretien avec David Landau, le ministre de la Défense de l'époque, Binyamin Ben-Eliezer, se rappelait une formule similaire de Sharon quand il ordonna à Tsahal et au Shin Bet d'« abattre les chiens », ce qui, selon

Ben-Eliezer, était « encore son exigence la plus modérée ». Landau, *Arik*, p. 291 (texte en hébreu).

29. « Plus de bombes humaines que de ceintures d'explosifs »

1. Entretien avec Ben-Yisrael, 5 juin 2011.

2. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

3. Entretien avec Ilan, 5 novembre 2014.

4. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

5. Entretien avec Ben-Yisrael, 5 juin 2011. BenYisrael, « Facing Suicide Terrorists », pp. 25-26.

6. Entretien avec Ilan, 5 novembre 2014.

7. Entretien avec Yaalon, 21 décembre 2016.

8. Les plus importants de ceux-ci étaient un aéronef sans pilote capable de lancer des missiles, l'Hermes 450, plus connu sous son appellation officieuse, Zik (« Étincelle » en hébreu), fabriqué par une société basée à Haïfan, Elbit Systems Ltd., et le Heron et le Heron TP d'Israel Aircraft Industries.

9. Entretien avec Wesley Clark, 23 janvier 2012. (Mes remerciements à Eytan Stibbe d'avoir contribué à organiser cette rencontre.)

10. Entretien avec Galant, 4 septembre 2014.

11. *Precisely Wrong : Gaza Civilians Killed by Israeli Drone-Launched Missiles*, Human Rights Watch, juin 2009.

12. Entretiens avec Galant, 4 septembre 2014, Dichter, 4 novembre 2010, et Farkash, 7 novembre 2016.

13. Entretien avec « Fidel », avril 2014.

14. Conférence d'Yitzhak Ilan, Interdisciplinary Center Herzlia, mai 2013.

15. Entretien avec Yaalon, 21 décembre 2016.

16. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

17. Shin Bet, Preventive Strike Procedure, paragraphe 1, 3 janvier 2008 (archives de l'auteur, transmis par « Ellis »).

18. État d'Israël, Commission spéciale d'examen de l'assassinat ciblé de Salah Shehadeh, p. 26.

19. Entretiens avec « Leila », mars 2013, et « Amazonas », octobre 2011.

20. Entretien avec « Amazonas », juin 2017.

21. Données émanant de l'ONG B'Tselem, http://www.btselem.org/hebrew/statistics/fatalities/before-cast-lead/by-date-of-event.

22. Entretien avec Kuperwasser, 24 décembre 2014.

23. Entretien avec Weissglass, 11 juin 2012.

24. Entretien avec « Pixie », août 2016.

25. Après la première vague d'assassinats (avant le 11-Septembre), Sharon reçut les premières plaintes des États-Unis. Il décida d'envoyer Dichter à Washington rencontrer les chefs du renseignement et leur expliquer en quoi cette politique d'assassinats ciblés sauvait des vies. Dichter demanda à ses collaborateurs de traduire sa présentation PowerPoint en anglais. Comme la majorité des Israéliens, ses collaborateurs étaient convaincus que leurs notes correctes en anglais au lycée suffisaient à les qualifier pour assurer cette mission. Ils usèrent à plusieurs reprises de la formule « mesures préventives ciblées » qui, Dichter s'en rendit compte après coup, « évoque plus une sorte de préservatif que l'élimination de terroristes ». Dichter rencontra ses homologues au Pentagone et se lança dans une démonstration enthousiaste sur ces « mesures préventives ciblées » en veillant à ne pas employer de termes explicites, mais avec son œil acéré il perçut assez rapidement qu'« ils ne voyaient pas du tout de quoi je voulais parler ». Par la suite, selon le même Dichter, le directeur de la CIA George Tenet leva la main et fit : « Ah, maintenant je vous comprends, Dichter, vous voulez parler d'assassinats ciblés. » « Et là, j'ai compris, dit ce dernier, que cela suffisait avec le langage aseptisé et que je pouvais très bien parler d'"assassinat", un point c'est tout. » Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

26. Entretien avec Farkash, 14 mars 2011.

27. Entretien avec Ayalon, 14 mars 2016.

28. Entretien avec Ilan, 26 janvier 2016. Harel et Issacharoff, *Seventh War*, pp. 181-188 (en hébreu).

29. Dichter et son entourage ont nié catégoriquement les allégations d'Ayalon et soutiennent qu'Arafat, et certainement Karmi, n'avaient aucune intention d'arrêter le combat. Yitzhak Ilan, qui était chargé de l'opération contre Karmi, dit lui-même : « Affirmer que c'est seulement après l'élimination de Karmi que le Tanzim s'est mis à organiser des attentats-suicides est un pur mensonge. Il avait envoyé deux bombes humaines précédemment, mais cela n'avait simplement pas fonctionné. Nous avons localisé l'un des trois, et l'autre a allumé une cigarette sur son chemin, ce qui a déclenché la bombe et son corps a fini déchiqueté dans un endroit désert. Karmi était en pleins préparatifs d'un troisième attentat terroriste quand nous l'avons tué. » Entretiens avec Dichter, 4 novembre 2010, et Ilan, 26 janvier 2016.

30. Entretien avec Ayalon, 14 mars 2016.

31. Entretien avec Menahem Finkelstein, 18 juillet 2012. Parmi ces jeunes officiers, il y avait Roi Scheindorff, un avocat new-yorkais devenu l'un des plus jeunes procureurs généraux adjoints jamais nommés en Israël, chargé d'éviter que ses fonctionnaires ne soient poursuivis devant des tribunaux internationaux en raison de leur implication dans des assassinats et éliminations ciblés.

32. Avocat général de l'Armée israélienne de défense, « Striking Against Persons Directly Involved in Attacking Israelis in the Framework of Events in the Warfare in Judea and Samaria and the Gaza District » (Frappes contre des individus directement impliqués dans des attentats contre des Israéliens dans le cadre d'épisodes militaires en Judée et Samarie et dans le disctrict de Gaza), 18 janvier 2001 (archives de l'auteur, transmis par « Ellis »).

33. *Ibid.*, p. 1, paragraphe 1.

34. Entretien avec Finkelstein, 18 juillet 2012.

35. Avocat général de l'Armée israélienne de défense, « Striking Against Persons… », p. 8.

36. Le président de la Cour suprême Aharon Barak rédigea un jugement détaillé sur les assassinats. Dans un chef-d'œuvre de jurisprudence, la Cour suprême avait jugé que les assassinats étaient légaux dans leur principe, pourvu qu'ils respectent certaines conditions, similaires à celles qui étaient formulées dans les conclusions de l'avocat général. Nombre des principes de ce jugement furent adoptés par les conseillers juridiques de la communauté américaine du renseignement et sont aujourd'hui une pierre angulaire de la réflexion juridique qui autorise les assassinats ciblés. Entretien avec Diskin, 18 octobre, 2011. Cour suprême 769/02, Public Committee Against Torture v. State of Israel and Others, 14 décembre 2006. On trouvera une analyse exhaustive du jugement dans Scharia, *Judicial Review of National Security*, pp. 58-66. Entretien avec Diskin, 23 octobre 2011.

37. Entretien avec Weissglass, 11 juin 2012. Le ministre des Affaires étrangères du Canada, Bill Graham, rendit visite à Sharon dans son cabinet le 26 mai 2002, pour l'implorer d'arrêter les assassinats. « Ce sont des actes illégaux », insista le ministre. Au milieu de son discours enflammé, le secrétaire militaire Galant apporta une note interne. Sharon lut une première fois le papier, puis une seconde fois à voix haute, en anglais, pour que le Canadien comprenne. Selon un rapport du Shin Bet, un membre du Hamas venait de quitter Djénine pour Israël, avec un sac à dos contenant neuf kilos d'explosifs, truffés de clous et de vis. Le Shin Bet et l'armée de l'air demandaient la permission de le tuer. « Monsieur le ministre, demanda Sharon avec une ébauche de sourire, dites-moi, à ma place, que feriez-vous ? Autoriser ? Mais vous venez de dire que c'est illégal. Ne pas autoriser ? Et avoir le sang des victimes sur la conscience, à cause de votre responsabilité, et dans vos pires cauchemars ? »

38. Entretien avec Ariel Sharon, mai 2002.

39. Michael Abramowitz, « Bush Recalls 1998 Trip to Israel », *Washington Post*, 10 janvier 2008.

40. Entretien avec Turgeman, 28 juin 2011.

41. Afin d'améliorer la coordination entre les pays, le conseiller adjoint du président, Elliott Abrams, ordonna qu'une ligne téléphonique directe cryptée soit installée entre la Maison-Blanche et le bureau de Sharon. « Notre but, explique Danny Ayalon, alors ambassadeur d'Israël à Washington, consistait à être certain qu'à son réveil le président ait le même tableau de la situation du renseignement lors du briefing présidentiel quotidien qu'Israël. » Entretiens avec Weissglass, 11 juin 2012, et Ayalon, 9 octobre 2012.

42. Lors d'une visite à Paris le 5 juillet 2001, Sharon essaya de convaincre le président Jacques Chirac de changer d'avis sur les assassinats ciblés. Il invita le directeur du Shin Bet Yuval Diskin à lui décrire une opération qui avait eu lieu trois jours avant, quand un hélicoptère de l'armée de l'air israélienne avait tiré quatre missiles qui avaient tué trois agents du Hamas, parmi lesquels Mohammed Bisharat, impliqué dans nombre d'attentats terroristes. Il retraça l'historique de l'implication de Bisharat dans les attentats-suicides et énuméra les demandes d'arrestations faites à l'Autorité palestinienne, restées sans réponse. Chirac garda le silence un moment. Puis il se racla la gorge et dit : « Je dois avouer qu'à quatre mille kilomètres de distance, les choses paraissent totalement différentes. » À compter de ce jour, la France modéra ses critiques à Israël sur ce point, sans qu'elles cessent entièrement. Peu de temps après, Sharon demanda à Diskin de l'accompagner pour une visite au Kremlin, afin de tenir le même discours à Vladimir Poutine. Diskin prit la parole, mais Poutine le coupa au bout de trois phrases : « Franchement, cela m'est égal. De mon point de vue, vous pouvez tous les tuer », dit-il. Puis il se tourna vers Sharon et lui lança : « Venez, on va sortir manger et boire quelque chose. » L'attitude envers Israël du président français Nicolas Sarkozy, qui succéda à Jacques Chirac, fut bien plus positive que celle de son prédécesseur et tolérante sur le recours aux assassinats ciblés. Entretiens avec Diskin, 1er juin 2017, et Nicolas Sarkozy, 7 novembre 2012.

43. Entretien avec Eiland, 5 juin 2011. L'approche américaine des assassinats ciblés a changé du tout au tout. Quand j'ai demandé à l'ancien secrétaire à la sécurité intérieure Michael Chertoff ce qu'il pensait des assassinats ciblés, il m'a répondu : « Je pense que cela vaut beaucoup mieux que les assassinats non ciblés. » Entretien avec Michael Chertoff, 27 mai 2017.

44. La surveillance du Hamas, du Jihad islamique palestinien et du Hezbollah par le renseignement israélien conduisit entre autres régions du monde au Soudan, qui était gouverné dans les années 1990 par le Hassan al-Turabi, un extrémiste religieux islamique aux excellentes manières qui avait fait ses études en Grande-Bretagne. Khartoum était devenu le refuge de nombreuses organisations terroristes et entretenait des liens amicaux avec les États qui l'aidaient, comme l'Iran. En octobre 1993, Imad Moughniyeh se rendit à

Khartoum pour y rencontrer deux des dirigeants les plus importants qui avaient trouvé asile là-bas. L'un d'eux était Ayman al-Zawahiri, le dirigeant du leader du Jihad islamique égyptien, qui avait été impliqué dans l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate en 1981. L'autre était Oussama Ben Laden, qui avait mobilisé le groupe familial de travaux publics aux fins de la guerre sainte islamiste. Le 7 juillet 1995, une escouade terroriste tenta de tuer le président égyptien Hosni Moubarak, un allié d'Israël, en attaquant son convoi officiel entre Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, et l'aéroport de la ville. Moubarak s'en tira par miracle. Grâce à ses activités au Soudan, Israël fut en mesure de découvrir que c'étaient Ayman al-Zawahiri et Oussama Ben Laden qui avaient envoyé leur équipe de tueurs. Le renseignement israélien fut le premier à identifier la menace de ce que l'on appelle aujourd'hui le « jihad planétaire », et un bureau spécial fut créé au Mossad pour traiter le phénomène. Le Mossad planifia une complexe opération d'assassinat contre Ben Laden, et Rabin signa un feuillet rouge sur sa personne. On recruta le secrétaire de Ben Laden, il y eut un travail de coopération avec les services de renseignement de l'État musulman sunnite modéré d'où ce secrétaire était originaire, et il y eut même plus tard une phase de surveillance de Ben Laden et quelques collectes de renseignements préliminaires. Mais avant la dernière étape, qui supposait que le secrétaire l'empoisonne, l'État musulman susmentionné gela toutes ses relations avec Israël en raison de l'impasse dans le processus de paix avec les Palestiniens, et l'opération ne put progresser davantage. Entretiens avec « Joseph », janvier 2015, Ehud Olmert, août 2011, Dan Meridor, 30 août 2006, Nathan Adams, 21 août 1996, et Farkash, 14 mars 2011. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 217-223.

45. Danny Ayalon, à l'époque ambassadeur d'Israël à Washington, se rappelle l'une de ses premières réunions après le 11-Septembre, quand il accompagna des officiers supérieurs de l'armée de l'air israélienne à une rencontre avec le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz : « Rumsfeld commença par déclarer : "Nous avons besoin de votre aide. Nous voulons savoir comment vous convertissez le renseignement en roquette qui frappe un terroriste." » Entretiens avec Diskin, 1er juin 2017, Paul Wolfowitz, juillet 2008 (mes remerciements à Mark Gerson pour avoir contribué à l'organisation de cette rencontre), et Danny Ayalon, 24 août 2017.

30. « La cible a été éliminée, mais l’opération a échoué »

1. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

2. Armée de défense d’Israël, acte d’accusation, *Military Prosecutor v. Salah Mustafa Mahmud Shehadeh*, 11524/89, 17 septembre 1989 (archives de l’auteur, transmis par « Twins »).

3. Shin Bet, *Résumé condensé sur Salah Shehadeh*, 25 juin 2001 (archives de l’auteur, transmis par « Ellis »).

4. Entretien avec « Goldi », janvier 2010.

5. Shin Bet, *Salah Shehadeh chef militaire du Hamas dans la bande de Gaza*, 23 novembre 2003 (montré à l’auteur par « Ellis »).

6. État d’Israël, *Commission spéciale d’enquête sur l’assassinat ciblé de Salah Shehadeh*, « Testimony of A. L. », p. 45.

7. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

8. Entretien avec Daniel Reisner, 6 juillet 2011.

9. Reisner accompagna la seconde moitié de sa description d’un sourire. « D’un autre côté, nous étions aussi mariés, nous avions des femmes et nous savions comment sont les épouses. Quand il y avait des femmes, il était plus facile d’autoriser à ouvrir le feu. » Entretien avec Reisner, 6 juillet 2011.

10. État d’Israël, *Commission spéciale d’enquête sur l’assassinat ciblé de Salah Shehadeh*, p. 67.

11. Ministère de la Défense, Discussion sur les sorties et opérations, 17 juillet 2002 (montré à l’auteur par « Ellis »).

12. Entretien avec Yaalon, 21 décembre 2016.

13. Shin Bet, chef de service adjoint, *Flag Bearer*, appendice, *Framing/Activation*, 19 juillet 2002 (montré à l’auteur par « Ellis »).

14. Entretien avec Zeevi-Farkash, 14 mars 2011.

15. Shin Bet, *Porte-Drapeau – les ordres du chef du service concernant son cadrage*, 21 juillet 2002 (montré à l’auteur par « Ellis »).

16. État d’Israël, *Commission spéciale d’enquête sur l’assassinat ciblé de Salah Shehadeh*, p. 69.

17. Le pilote prit la parole le 19 décembre 2010, au Binah Center de Tel Aviv. La retranscription de son discours fut publiée par Amira Haas dans *Haaretz*, 7 janvier 2011

18. Entretien avec Gideon Levy, 30 mars 2011.

19. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

20. Vered Barzilai, entretien avec Dan Halutz, *Haaretz*, 23 août 2002.

21. Spector avait pris part à l'attaque de l'USS *Liberty* le 8 juin 1967, quand trente-quatre marins américains furent tués. Israël affirma que le navire n'avait pas hissé le drapeau des États-Unis et l'armée de l'air avait donc pris le *Liberty* pour un navire de guerre égyptien, mais la raison de l'attaque n'a jamais été clairement établie. Certains croient que la signature de Spector au bas de cette lettre de protestation était sa manière de se racheter pour ce qui s'était produit à l'époque.

22. « You, Opponents of Peace », entretien avec Yoel Peterburg, *Anashim*, 27 juin 2006.

23. Entretien avec Weissglass, 23 décembre 2014.

31. La rébellion de l'Unité 82000

1. Entretien avec « Amir », mars 2011. Il m'a demandé de rester anonyme de peur que révéler son identité ne puisse lui nuire là où il travaille et étudie à présent.

2. Entretien avec « Globus », avril 2011.

3. Unit 8200, Centre 7143, Réaction de l'Unité 8200 à une demande d'information concernant le bombardement des locaux du Fatah à Khan Yunis, 4 mars 2003 (archives de l'auteur, transmis par « Globus »).

4. Entretien avec « Amir », mars 2011.

5. Entretien avec Eyal Zisser, 1er avril 2011.

6. Quand le commandant de l'unité l'apprit, il fit jeter l'officier concerné, « Janek », dans une prison militaire, une décision extrêmement rare dans l'Unité 8200, et il annonça que le prochain soldat qui serait surpris en train de commettre une chose pareille serait chassé de l'unité. Pourtant, il s'avère que les commandants de l'unité étaient bien moins sourcilleux quand il s'agissait du droit à la vie privée d'Arabes. En 2014, un groupe d'officiers et de soldats de l'Unité 8200 signa une lettre de protestation affirmant en des termes très vifs que certains des signataires avaient reçu l'ordre d'écouter des conversations entre Palestiniens et de consigner des informations très personnelles. Ces informations étaient ensuite transmises au Shin Bet qui pouvait alors exercer des pressions et faire chanter ces Palestiniens pour qu'ils acceptent de devenir des informateurs de l'agence. Ces informations et les enregistrements de conversations compromettantes, ajoutait la lettre, étaient aussi divulgués au sein de l'unité pour le simple plaisir des officiers. L'armée n'a jamais enquêté sur les plaintes de ces protestataires, et ils furent tous exclus de l'unité. Entretien avec « Leila », décembre 2015. « Janek » et le service de presse de l'armée ont refusé de commenter.

7. Entretien avec Yair Cohen, 18 août 2011.

8. Reconstitution des événements à partir de documents concernant l'attaque sur l'Objectif 7068, notamment des ordres d'opération, des debriefings et des

échanges de mails internes entre participants via le serveur sécurisé de la 8200 (archives de l'auteur, transmis par « Globus »).

9. Entretien avec Dani Harari, 18 août 2011.

10. Entretien avec « Roman », mars 2011.

11. Entretien avec Elazar Stern, 18 août 2011.

12. Entretien avec Asa Kasher, 5 juin 2011. Peu après l'incident, le chef d'état-major Moshe Yaalon déclara n'avoir jamais donné l'ordre de tuer quiconque dans l'immeuble de Khan Yunis. Ces affirmations ne s'accordent toutefois pas avec les ordres écrits et les documents internes ultra-secrets de l'Unité 8200. Et en 2012, dans un entretien dans le cadre de ce livre, Yaalon, alors vice-Premier ministre, confirma en fait avoir donné l'ordre de tuer, mais soutint que cet ordre était légal. Toutefois, ses déclarations contredisent nettement la position de l'avocat général de l'armée à l'ILD au sujet des assassinats, qui stipule que seules les personnes « directement liées » au terrorisme constituent des cibles légitimes.

13. Entretien avec Kastiel, 31 décembre 2013.

14. L'affaire Two Towers fut d'abord rendue publique par Uri Blau dans *Haaretz*, 28 novembre 2008, et suscita une grande consternation dans les hautes sphères de la défense. Le Shin Bet lança immédiatement une enquête pour découvrir quelles étaient les sources d'Uri Blau. La découverte fut assez rapide – Anat Kam, une jeune officier subalterne du Commandement central. Elle fut poursuivie et envoyée en prison. Ce fut suivi d'une attaque en règle contre le journaliste Blau. De peur d'être arrêté, détenu et poursuivi en justice, Blau, qui était alors en voyage à l'étranger, différa son retour pendant une longue période. La police israélienne le déclara comme fugitif recherché par la justice et émit un mandat d'arrêt international contre lui. Quand il finit par rentrer, il fut contraint de remettre toutes ses archives au Shin Bet pour destruction. Il fut accusé d'espionnage aggravé et condamné à quatre mois de travaux d'intérêt général.

15. Entretien avec « Oscar », mai 2014.

16. Selon le décompte de l'AMAN, par exemple, sur une période de quatre mois seulement, entre début juillet et octobre 2005, plus de soixante-dix terroristes furent tués dans des opérations d'interception.

17. En 2004, j'ai convaincu le porte-parole de l'armée de m'autoriser à suivre en observateur l'une de ces opérations Grass Widow, sous le nom de code « Swamp King », dont l'objectif était de débusquer et de tuer des terroristes du Hamas et du Jihad islamique au cœur de la casbah de la ville de Naplouse en Cisjordanie. L'opération fut conduite par le bataillon de parachutistes 890, dont le commandant, Amir Baram, usa de nombre de techniques de Grass Widow et adopta pour devise de son unité le slogan des Marines des États-Unis : « Patience, persévérance, et parfois une balle entre les deux yeux. » Lors du briefing pré-opérationnel, il déclara : « Tirez au milieu du corps et un peu plus haut, c'est le mieux. Si un type tombe, tirez encore une balle pour confirmer la

mort. N'oubliez pas, nous voulons qu'ils sortent de là morts ! » Ronen Bergman, « Code Name Grass Widow », *Yediot Aharonot*, 26 avril 2004. Entretien avec Amir Baram, mars 2004.

18. Shin Bet, Étude des caractéristiques de la hausse des attaques terroristes dans la confrontation en cours. Analyse des attaques terroristes de la dernière décennie, pp. 2-5. Ben-Yisrael, « Facing Suicide Terrorists », p. 16.

19. Entretien avec « Guy », novembre 2012.

20. *Ibid.*

32. Cueillette des Anémones

1. Entretien avec « Guy », novembre 2012.

2. Entretien avec Gilad, 4 août 2015.

3. Entretien avec Zeevi-Farkash, 7 novembre 2016.

4. Entretien avec Ayalon, 14 mars 2016.

5. Eldar, *Getting to Know Hamas*, p. 51 (texte en hébreu).

6. Yassine n'était pas encore une cible, mais quelle importance ? Si l'on pouvait tuer tous les dirigeants politiques et militaires du Hamas d'un coup, si leurs corps pouvaient tous êtes retrouvés dans les décombres du même bâtiment, cela prouverait ce qu'Israël affirmait depuis longtemps – qu'il n'existait aucune différence pratique entre la branche soi-disant politique et ceux qui tuaient des Juifs. Entretiens avec Dichter, 4 novembre, 2010, et Ofer Dekel, février 2009.

7. Reconstitution des événements à partir d'entretiens avec Dichter, 4 novembre 2010, Yaalon, 12 juin 2011, Mofaz, 14 juin 2011, Farkash, 10 avril 2013, Galant, 19 août 2011, et Eiland, 5 juin 2011.

8. J'ai décidé de me faire l'avocat du diable avec Yaalon. « Qu'auriez-vous fait, lui ai-je demandé, s'il n'y avait pas d'immeuble d'habitation juste à côté, rien que la maison où se réunissait la Dream Team, et s'il y avait aussi trois enfants ? » Yaalon : « Je n'aurais eu aucun problème. Je l'aurais autorisé. Quel est le problème ? » « Et cinq enfants ? », lui ai-je demandé. « Aussi. Écoutez, nous savions d'avance qu'il y aurait vraisemblablement des membres de la famille qui seraient présents dans la maison. Nous ne savions pas comment faire en sorte que tout cela reste parfaitement clean. De mon point de vue, il y avait une distinction à faire entre le risque de toucher des membres de cette même famille et les dizaines de personnes qui pouvaient l'être dans des immeubles voisins. »

9. Dichter plaisantait, évidemment. En réalité, Yassine fut porté. « Nous avons entendu un grand boum au-dessus de nous, a raconté le fils de Yassine. Abou al-Abed dit : “Nous avons été bombardés, *ya sheikh*, il faut que nous partions d'ici très vite.” » Pour ne pas perdre un temps précieux avec le fauteuil roulant, Al-Abed a attrapé les jambes du cheikh, son fils l'a pris par les bras, et ils ont

couru ensemble avec lui vers la voiture garée dehors. Eldar, *Getting to Know Hamas*, p. 39.

10. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

11. Entretien avec Dichter, 4 novembre 2010.

12. Entretiens avec Shalom, 1er mars 2011, et « Guy », novembre 2012.

13. Entretiens avec Dichter, juin 2012, Gilad, 31 juillet 2012, et Zeevi-Farkash, 14 mars 2011.

14. Entretien avec Yaalon, 12 juin 2011.

15. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

16. Entretien avec Eiland, 5 juin 2011.

17. Entretien avec Kasher, 5 juin 2011.

18. Entretien avec Reisner, 6 juillet 2011.

19. Entretien avec « Terminal », novembre 2015.

20. Ali Wakad, « Suicide Bomber : "I Always Wanted Parts of My Body to Fly Through the Air" », *Ynet*, 14 janvier 2004. Riyashi était la huitième bombe humaine de sexe féminin mais la première du Hamas. http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-2859046,00.html.

21. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

22. Entretien avec Yair Cohen, 4 décembre 2014.

23. Entretien avec Zeevi-Farkash, 14 mars 2011.

24. Entretien avec Peres, 17 septembre 2012.

25. Entretien avec Olmert, 29 août 2011.

26. Entretien avec Weissglass, 11 octobre 2012.

27. La décision finale de tuer Yassine fut prise à la suite d'une autre attaque : le 15 mars 2004, deux kamikazes du Hamas se faisaient sauter dans le port d'Ashdod, après avoir été débarqués clandestinement d'un conteneur à double paroi. Deux personnes périrent, treize furent blessées. Ce soir-là, le chef d'état-major Mofaz griffonna une note dans son journal. « Décision : placer la barre plus haut contre la direction du Hamas », écrivit-il. « Gear Handle » – c'était le nom de code de Yassine – « à soumettre demain pour approbation. » Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

28. Eldar, *Getting to Know Hamas*, p. 55.

29. Une vidéo de la frappe contre Yassine, comme toutes les vidéos de l'opération Cueillette des Anémones, est conservée dans les archives numériques de l'armée de l'air, montrée à l'auteur par « Hilton ».

30. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011.

31. Entretien avec Assaf Shariv, 9 juin 2011. Après qu'il fut établi clairement que Yassine avait en effet été tué dans l'attaque, l'un des officiers dans le

bunker de Turban qui avait exécuté l'opération imprima une affichette et la punaisa sur la porte : « Seul Dieu pardonne. Nous organisons la rencontre. »

32. Entretien avec Weissglass, 11 juin 2012.

33. Entretien avec « Diamond », août 2011.

34. La vidéo d'« Electronic Erase », l'assassinat de Rantisi, a été montrée à l'auteur par « Hilton ».

35. Itamar Eichner, « Not the Last Killing », *Yediot Aharonot*, 18 avril 2006.

36. Conversation reconstituée à partir de mon entretien avec Shaul Mofaz, 14 juin 2011, et d'un résumé que Mofaz avait rédigé dans son carnet de notes à l'époque.

37. Entretien avec Galant, 19 août 2011.

38. Entretien avec Mofaz, 14 juin 2011. Eldar, *Getting to Know Hamas*, pp. 62-63.

39. Entretien avec Weissglass, 23 décembre 2014.

40. Discours de Sharon à la Knesset, 8 avril 2002.

41. Sharon, *Sharon : The Life of a Leader*, p. 363 (texte en hébreu).

42. Bergman, *Authority Granted*, pp. 17-28, 165-177 (texte en hébreu).

43. Un représentant de haut rang de Sharon, accompagné par un représentant de Meir Dagan, proposa de financer la traduction en anglais de mon livre sur l'Autorité palestinienne, *Authority Granted*, et d'aider à couvrir les autres dépenses. « L'argent n'est pas un problème, m'a-t-il dit, le plus important c'est que le monde sache la vérité sur cet homme méprisable. » J'ai refusé l'offre. Rencontre avec « the Prince » et « Leonid », septembre 2002.

44. Pacepa, *Red Horizons*, pp. 44-45 (texte en hébreu).

45. Entretiens avec Kuperwasser, 21 mai 2004, Mofaz, 14 juin 2011, et Gilboa, 9 avril 2014.

46. La compagnie avait à sa tête une femme officier de commandement nommée Tali. Sharon était obsédé par Arafat et voulait entrer dans tous les détails avec le chef d'état-major Yaalon à propos des bulldozers et de leur avancée. « Il m'appelait tous les jours, se rappelle Yaalon, et me demandait : "Alors, qu'est-ce que Tali *hahoreset* a fait aujourd'hui ?" (*Hahoreset* est ici un terme à double sens, qui signifie "détruire" et, en argot hébreu, "cette femme superbe".) Cela lui plaisait tellement, il en avait littéralement l'eau à la bouche. » Entretien avec Yaalon, 21 décembre 2016.

47. Entretien avec Halutz, 5 juillet 2011.

48. Entretien avec Blumenfeld, 28 mai 2010.

49. Entretien avec Eiland, 19 janvier 2015.

50. « Swiss Study : Polonium Found in Arafat's Bones », chaîne Al Jazeera, 7 novembre 2013.

51. Harel et Issacharoff, « What Killed Him ? », *Haaretz*, 6 septembre 2005.

52. Voici ce que m'ont dit certains hauts responsables israéliens quand je leur ai demandé ce qui avait causé la mort du chef palestinien : le chef d'état-major (à l'époque de la mort d'Arafat) Moshe Yaalon (16 août 2011) m'a répondu avec un sourire : « Que voulez-vous dire ? Arafat est mort de chagrin. » Le vice-Premier ministre Shimon Peres (17 septembre 2012) : « Je ne pensais pas que nous devions le tuer. J'estimais qu'en fin de compte nous aurions besoin de lui pour conclure la paix. » Le chef d'état-major adjoint Dan Halutz (5 juillet 2011) : « Ah, j'ai compris, c'est maintenant que commence la partie de l'entretien où vous allez tenter de déchiffrer mon langage corporel. » Le chef de l'AMAN Zeevi-Farkash (10 avril 2013) : « J'étais partagé – parfois je pensais qu'il nous fallait le frapper, et d'autres fois j'estimais que nous ne devions pas, et qu'il y avait une différence entre lui et Nasrallah ou Yassine. »

53. Aluf Ben, « A Responsible Leadership Will Enable Resumption of Negotiations », *Haaretz*, 12 novembre 2004.

54. Entretiens avec Diskin, 23 octobre 2011, Gadi Goldstein, septembre 2012, et « Hoover », décembre 2015.

55. Échange de mails avec le professeur Gabriella Blum, août 2017. Voir également Gabriella Blum et Phillip B. Heymann, « Law and the Policy of Targeted Killing », *Harvard National Security Journal*, vol. 1, n° 145, 2010.

33. Le Front radical

1. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 350-358.

2. Entretien avec Hayden, 20 août 2014.

3. Ronen Bergman, « The Secret Syrian Chemical Agent and Missile City », *Yediot Aharonot*, 6 septembre 2002.

4. Ronen Bergman, « They Are All “the Hezbollah Connection” », *New York Times Magazine*, 10 février 2015.

5. Entretiens avec « Terminal », septembre 2014 et « Iftach », novembre 2016.

6. Entretiens avec Dagan, 26 mai 2013, et « Advantage », janvier 2016.

7. Entretien avec « Loacker », août 2015.

8. Bergman, *Secret War with Iran*, p. 352.

9. Entretien avec Weissglass, 23 décembre 2014.

10. Bergman, *Authority Granted*, pp. 269-296 (texte en hébreu).

11. Entretien avec Zeevi-Farkash, 10 avril 2013.

12. Entretien avec Ronen Cohen, 17 novembre 2015.

13. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 462-463 (texte en hébreu).

14. Entretien avec « Leo », septembre 2016.

15. Entretien avec Ronen Cohen, 17 novembre 2015.

16. Il aida Imad Moughniyeh à kidnapper Ahmad Halak, l’agent du Mossad qui avait tué le frère de Moughniyeh (voir chapitre 23), il fut au centre des tentatives d’espionnage de l’Iran et du Hezbollah en Israël, et il envoyait de l’argent et des instructions aux organisateurs des attentats-suicides.

17. Entretien avec « Bourbon », octobre 2016.

18. Dagan fut nommé directeur adjoint du Bureau de l’antiterrorisme en 1997 et se lança aussi dans l’activité politique, notamment le mouvement contre le retrait des hauteurs du Golan. Il géra aussi les opérations électorales de Sharon en 2001.

19. Entretien avec « Mozart », mai 2016.

20. Juste après la nomination de Meir Dagan au poste de directeur du Mossad en 2002, j'ai demandé au Premier ministre Ariel Sharon s'il pensait que cet homme, avec sa réputation d'officier impétueux, belliqueux, à la gachette facile, peu disposé à respecter la chaîne de commandement normale, pourrait redonner à l'agence sa gloire passée. Sharon, avec son sourire roué et un petit rire, me répliqua : « Aucun doute là-desssus. Vous savez quelle est la grande spécialité de Meir ? » J'ai fait non de la tête, et Sharon a lui-même répondu à sa propre question avec son humour noir et son cynisme si caractéristiques : « La plus grande spécialité de Meir, c'est de savoir séparer un terroriste de sa tête. » Entretiens avec Sharon, avril 2004.

21. Entretiens avec « Eldy », août 2014, et Galant, 7 juillet 2011.

22. Dagan a mentionné deux journalistes dont il attendait des articles critiques – Amir Oren de *Haaretz* et Ronen Bergman. Pour les deux, il ne s'est pas trompé dans sa prédiction. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

23. Entretien avec « Salvador », mai 2012.

24. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

25. À l'origine, la liste incluait un autre objectif : la guerre contre le jihad planétaire, qui était une priorité depuis la tentative d'Al-Qaïda en novembre 2002 d'abattre un appareil israélien au moyen d'un lance-missile porté à l'épaule, à Mombasa. Cet objectif fut plus tard mis de côté quand Dagan en arriva à la conclusion que toute contribution que pourrait apporter le Mossad à cette bataille mondiale contre Al-Qaïda serait insignifiante à côté des efforts énormes consentis par les États-Unis.

26. Entretien avec Farkash, 31 janvier 2016.

27. Entretiens avec « Eldy », septembre 2014, et « Iftach », novembre 2016.

28. Dagan nomma David Meidan, de la division Univers (Tevel), responsable de ces relations secrètes avec des organes de renseignement étrangers, pour diriger ces efforts. Dagan et Meidan voyageraient secrètement pour aller rencontrer des chefs de gouvernement et de services de renseignement de nombreux pays du Moyen-Orient afin de les persuader de faire l'inconcevable – collaborer avec le Mossad israélien contre d'autres nations arabes et islamiques. La maîtrise de l'arabe de Meidan et sa connaissance intime du monde arabe et de sa culture contribuèrent grandement à rompre la glace. Entretiens avec Meidan, 16 juillet 2015, Dagan, 19 juin 2013, et Turki ben Fayçal al Saud, février 2014.

29. Ronen Bergman, « A Wave of Resignations at the Mossad Command », *Yediot Aharonot*, 7 octobre 2005.

30. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

31. Entretien avec « Eldy », janvier 2015.

32. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

33. Entretien avec Ronen Cohen, 18 février 2016.

34. Entretien avec Ilan, 22 octobre 2014.

35. Entretien avec « Iftach », mars 2017.

36. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

37. Ce marché incluait aussi le colonel de réserve Elhanan Tannenbaum, l'officier d'artillerie qui avait été attiré à Dubaï dans un trafic de drogue puis enlevé et expédié à Beyrouth. Entretiens avec Elhanan Tannenbaum, août 2004, Lotan, 13 janvier 2009, et Aharon Haliva, 17 novembre 2002. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 440-456, 475-488 (texte en hébreu).

38. Entretien avec « Amazonas », octobre 2011.

39. Bergman, *By Any Means Necessary*, pp. 563-571 (texte en hébreu).

40. Entretiens avec Barak, 22 novembre 2011, et « Fanta », décembre 2016.

41. Netanyahou avait lancé sa carrière internationale en se présentant en expert du terrorisme qui avait continuellement préconisé de ne jamais céder aux exigences de libération de prisonniers en échange d'otages. Et pourtant, ce fut lui qui ordonna la libération de 1 027 prisonniers palestiniens, notamment un grand nombre de membres du Hamas directement impliqués dans les meurtres d'Israéliens, en échange de Shalit. Ce fut le prix le plus élevé jamais payé dans un marché de ce type. Ronen Bergman, « The Human Swap », *New York Times Magazine*, 13 novembre 2011. Quelques-uns des terroristes qui furent libérés à la faveur de cet accord furent visés et liquidés par Israël au cours des années suivantes. L'un d'eux était Mazen Fuqaha, qui avait été impliqué dans des attentats-suicides et condamné en 2003 à neuf peines d'emprisonnement à vie et à cinquante années supplémentaires. Il fut abattu de plusieurs balles dans la tête, près de sa maison de Gaza, par des individus à la solde d'Israël, le 24 avril 2017.

42. Entretiens avec Dagan, 29 mai 2013, Barak, 22 novembre 2011, et « Iftach », novembre 2011.

43. Entretiens avec Ehud Adam, 9 août 2006, et Mordechai Kidor, 4 août 2006. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 364-378.

44. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

45. Entretien avec Halutz, 5 juillet 2011.

46. Entretiens avec Dagan, 19 mars 2013, « Eldy », janvier 2014, « Iftach », mars 2017, et « Advantage », décembre 2016.

34. Tuer Maurice

1. Entretiens avec « Charles », avril 2012, et « Iftach », décembre 2016.

2. Entretien avec « Leila », mars 2013.

3. Entretien avec Shahar Argaman, 17 mars 2013.

4. Le renseignement israélien reçut des rapports contradictoires sur le fait de savoir si les Iraniens avaient ou non conscience de ce que cette partie de l'argent servait à financer le programme nucléaire du programme nucléaire coréo-syrien. Bergman, *Secret War with Iran*, pp. 257-258.

5. Entretien avec Shariv, 10 août 2006.

6. Entretien avec Olmert, 29 août 2011.

7. Hayden, *Playing to the Edge*, p. 255.

8. Olmert convoqua une commission spéciale, dirigée par Yaakov Amidror et avec la participation d'un expert de la division recherche de l'AMAN, afin de procéder à un examen critique des documents du Mossad. La commission aboutit à la même conclusion : la Syrie construisait un réacteur dans le but de fabriquer des armes nucléaires. Entretiens avec « Charles », avril 2012, et Olmert, 29 août 2011.

9. Entretiens avec Dagan, 19 juin 2013, et Hayden, 20 août 2014.

10. Entretien avec Hayden, 1er février 2014.

11. *Ibid.*

12. Hayden, *Playing to the Edge*, p. 256.

13. Secrétaire d'État Rice, « Syria's Clandestine Nuclear Program », 25 avril 2008 (repris des archives Wikileaks, transmis à l'auteur par Julian Assange, 4 mars 2011).

14. Entretien avec « Oscar », avril 2014.

15. Entretien avec Hayden, 20 juillet 2016.

16. Ce retrait fut imposé à Assad par la communauté internationale, sous l'égide des États-Unis et de la France, pour son implication dans l'assassinat de Rafik Hariri.

17. Entretiens avec Dagan, 29 mai 2013, et « Ed », octobre 2016.

18. Hayden, *Playing to the Edge*, pp. 261-263.

19. Le point de vue de Rice reçut le soutien de Hayden et du reste de la communauté du renseignement américain. Hayden rappela à Bush le slogan bien connu de la CIA, « Pas de cœur [de réacteur], pas de guerre », et ajouta qu'il n'y avait aucune preuve de la construction d'une usine d'extraction de plutonium, sans lequel il ne pouvait y avoir de bombe. Entretien avec Hayden, 20 août 2014.

20. Hayden se rappelait : « J'étais tout à fait serein sur l'affaire du réacteur syrien parce qu'il était clair à mes yeux que si nous n'attaquions pas, les Israéliens s'en chargeraient. » Entretien avec Hayden, 20 août 2014. Hayden, *Playing to the Edge*, pp. 263-264.

21. Dans un entretien pour ce livre en 2011, quand Olmert voulut expliquer la gravité du dilemme concernant le réacteur syrien et sa décision d'agir, il désigna une photographie au mur de son bureau, qu'il avait emportée avec lui quand il avait quitté ses fonctions de Premier ministre. Une photo identique est visible sur le mur de plusieurs bureaux de hauts fonctionnaires israéliens. Elle avait été prise pendant le vol 301 de l'armée de l'air israélienne, qui avait décollé de Radom en Pologne le 4 septembre 2003. On y voit trois chasseurs F-15 survolant ce qui représente peut-être le portail et la rampe de voie ferrée les plus connus de la planète, ceux du camp de la mort nazi d'Auschwitz. Sur ce cliché, que le commandant de l'armée de l'air Eliezer Shkedi distribua à un certain nombre de responsables de haut rang, il a écrit : « L'armée de l'air israélienne au-dessus d'Auschwitz, au nom du peuple juif, de l'État d'Israël et de Tsahal : pour se souvenir et ne jamais oublier, pour ne compter que sur nous-mêmes. »

22. Le 9 juin 2011, l'Agence internationale de l'énergie atomique annonça que la Syrie n'avait pas signalé la construction d'un réacteur nucléaire, en violation flagrante du Traité de non-prolifération. Conseil des gouverneurs de l'IAEA, Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP en République arabe de Syrie, 9 juin 2011. Entretien avec « Charles », avril 2012.

23. Entretien avec Hayden, 20 août 2014.

24. Entretien avec « Eldy », août 2014.

25. Entretien avec Olmert, 29 août 2011.

26. Entretien avec Dagan, 26 mai 2013.

27. Entretien avec « Leila », mars 2013.

28. *Ibid.*

29. Entretiens avec « Iftach », mai 2011, « Leila », mars 2013, et Richard Kemp, mars 2007.

30. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

31. Entretien avec « Neta », juillet 2013.

32. Prié de s'expliquer sur les assassinats ciblés visant Al-Qaïda, Hayden fit observer que l'« assassinat » se définissait comme une série d'actions meurtrières illégales « contre des ennemis politiques », tandis que les « assassinats ciblés des États-Unis contre Al-Qaïda visaient des membres d'une force armée adverse. Cela fait partie de la guerre. Cela relève des lois applicables à un conflit armé ». Il ajouta : « Israël est probablement le seul autre pays du monde qui pense comme les États-Unis que ce que nous faisons est légal. » Entretien avec Hayden, 20 août 2014.

33. Entretien avec « Neta », juillet 2013.

34. Selon un article de *Newsweek*, il fallut à Bush à peu près trente secondes pour répondre à la question de Hayden sur une action contre Moughniyeh en lui disant : « Oui, et pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt ? Vous avez ma bénédiction. Que Dieu vous accompagne. » Jeff Stein, « How the CIA Took Down Hezbollah's Top Terrorist, Imad Mugniyah », *Newsweek*, 31 janvier 2015.

35. Le président Bush ordonna le secret total au sujet de tous les aspects relatifs à l'élimination de Moughniyeh. Ce fut seulement en janvier 2015 qu'Adam Goldman du *Washington Post* et Jeff Stein de *Newsweek* publièrent, exactement le même jour, des rapports sur la collaboration entre le Mossad et la CIA dans cette opération. Certaines parties au moins de ces articles semblent émaner des mêmes sources, décrites comme de hauts fonctionnaires du renseignement américain impliqués dans cette élimination. Selon ces sources (à l'inverse de ce qui est montré dans ce livre), la CIA et non le Mossad en aurait été le principal instigateur, et Michael Hayden aurait été le commandant en chef de l'opération. Lors d'un entretien avec Hayden dans les bureaux de Washington du Chertoff Group, où il exerce la fonction de directeur, en juillet 2016, je lui ai lu la partie de cet ouvrage traitant de la collaboration entre Israël et les États-Unis dans l'élimination de Moughniyeh. Quand j'en ai eu terminé, Hayden a souri et m'a dit : « Récit intéressant. Je n'ai rien à dire. »

36. Entretien avec « Iftach », mai 2011.

37. *Ibid.*

38. « Si nous réussissons, promettez-moi juste de me laisser donner l'ordre d'y aller (*rashai*) », fit Nutcracker, avant de retourner à sa planche à dessin. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

39. « Fidèle à son engagement envers Bush, Olmert nous a convoqués, Nutcracker, qui était chargé des aspects technologiques de l'opération, et moi, le commandant en chef de la traque contre Maurice, et il a exigé, à plusieurs reprises, que le Mossad lui donne l'assurance que Moughniyeh, et Moughniyeh seul, serait tué – en d'autres termes, qu'il n'y aurait personne d'autre à proximité et que la déflagration serait dirigée contre ce seul individu. Les Américains insistèrent pour assister à des séances d'essai afin de se convaincre que le Mossad était bien en mesure de le garantir.

40. Entretiens avec « Loacker », février 2015, et « Lexicon », janvier 2017.

41. Entretiens avec « Shimshon », août 2011, « Iftach », mai 2011, et « Lexicon », janvier 2017.

42. Dagan avait tenu sa promesse de permettre à Nutcracker de lancer l'ordre de supprimer Moughniyeh, mais celui-ci avait laissé ce privilège à un ingénieur électronicien qui avait joué un rôle central dans l'opération. Entretien avec « Loacker », janvier 2015.

43. En juin 2008, le Premier ministre Olmert fut reçu à la Maison-Blanche. Le vice-président Cheney attendait pour l'accueillir que son convoi de limousines s'arrête sous le portique. Olmert vint vers lui et Cheney, au lieu de serrer la main que lui tendait le Premier ministre, se mit au garde-à-vous et le salua militairement. Seuls les deux hommes et leurs proches conseillers comprirent le sens de ce geste. À l'intérieur du Bureau Ovale, le président Bush remercia son visiteur d'avoir réglé le sort de Moughniyeh. Il lui montra ensuite le pistolet de Saddam Hussein, conservé dans une boîte spéciale avec cette inscription « À notre Président », offerte par la Force Delta qui captura le tyran irakien. Entretien avec « Shimshon », août 2011.

44. Entretien avec Dagan, 29 mai 2013.

45. Entretiens avec « Shimshon », août 2011, et « Diamond », mars 2014.

46. Description et photos des funérailles avec l'autorisation de la correspondante de *Der Spiegel* à Beyrouth, Ulrike Putz, qui y assista.

47. Les Gardiens de la Révolution et les successeurs de Moughniyeh élaborèrent une série de plans audacieux en vue d'enlever des Israéliens qui avaient exercé des fonctions dans les services de renseignement, de faire sauter des missions diplomatiques israéliennes et des institutions sionistes d'un bout à l'autre du globe, de s'attaquer à des membres du mouvement hassidique Habad-Loubavitch qui gère des centres d'accueil pour des voyageurs israéliens à travers le monde, et de frapper des touristes israéliens partout où ils pourraient lever la main sur eux. La quasi-totalité de ces plans furent déjoués, grâce à des avertissements précis émis par le renseignement israélien. Dans un cas, après avoir reçu une mise en garde expresse du Mossad, la police thaïlandaise prit en chasse un groupe de terroristes iraniens et libanais. L'un d'eux était porteur d'une bombe à retardement sophistiquée qu'il prévoyait de fixer au véhicule d'un diplomate israélien. Au lieu de quoi il la lança sur les policiers qui le poursuivaient. Mais l'engin ricocha contre un arbre et vint rouler aux pieds du terroriste avant d'exploser, lui arrachant les deux jambes. Les policiers le laissèrent contre l'arbre afin que les photographes puissent fixer cet horrible moment pour la postérité.

48. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

49. Entretien avec « Terminal », septembre 2014.

50. « Boehner's Meeting with Prime Minister Olmert », 23 mars 2008, Tel Aviv 000738 (archives de l'auteur, transmis par Julian Assange).

51. Entretien avec « Shimshon », novembre 2012.

52. Entretien avec Olmert, août 29, 2011.

53. « Manhunting Timeline 2008 », Intellipedia, NSA (archives Snowden), www.documentcloud.org/documents/2165140-manhunting-redacted.html# document/p1.

54. En avril 2008, la CIA était parvenue à la conclusion qu'Assad ne provoquerait pas de guerre suite au bombardement du réacteur, qu'il n'y avait plus aucune nécessité de garder le secret et qu'il était possible d'utiliser les documents de l'affaire à d'autres fins. Israël était fermement opposé à la publication des photos, mais Hayden était d'un autre avis : « Nous avions besoin de la rendre publique [l'affaire du réacteur syrien] parce que nous étions sur le point de conclure un accord avec la Corée du Nord, qui s'était rendue coupable des pires délits de prolifération de l'histoire. Nous devions informer le Congrès. » L'affaire constituait une victoire majeure du renseignement, et après avoir beaucoup souffert de la mauvaise publicité au fil des ans, l'agence n'était que trop heureuse de pouvoir afficher un succès. La CIA inclut une photo du général Sleiman avec le chef du programme nucléaire nord-coréen. Le Mossad et l'AMAN étaient furieux, redoutant que la photo ne fasse l'objet de fuites et que cela n'alerte Sleiman en lui montrant qu'il était un homme à abattre. Il n'en fut rien. « Background Briefing with Senior U.S. Officials on Syria's Covert Nuclear Reactor and North Korea's Involvement », 24 avril 2008. Entretiens avec Dagan, 20 juillet 2013, et Hayden, 20 juillet 2016. Hayden, *Playing to the Edge*, pp. 267-268.

55. Certains au Mossad étaient catégoriquement hostiles à la liquidation de Sleiman. Une source de très haut rang au sein de l'agence m'a dit : « Il s'agit de l'exécution d'un officier en uniforme d'un État souverain. Sleiman sert son pays au mieux de ses aptitudes, à la lumière de ses convictions. Ce n'est pas un terroriste. Certes, il est impliqué dans des actes condamnables, mais nous avons nous aussi des officiers impliqués dans des actes que l'autre camp juge problématiques. » Entretiens avec « Iftach », mars 2017, et « Dominick », avril 2013.

56. Cette description de l'assassinat se fonde sur une vidéo filmée par les commandos de la Flottille 13 et des entretiens avec « Shimshon », novembre 2012, et « Dominick », mai 2011.

57. Selon des documents fournis par Edward Snowden et publiés sur le site *First Look*, le renseignement américain intercepta les communications de la Flottille 13 avant l'attaque et savait exactement qui en était l'instigateur. Matthew Cole, « Israeli Special Forces Assassinated Senior Syrian Official », *First Look*, 15 juillet 2015.

58. Entretien avec « Oscar », mai 2014.

59. Entretiens avec Dagan, 19 juin 2013, et « the Prince », mars 2012.

60. Même selon l'estimation prudente du BNA allemand, à lui seul, le virus Stuxnet retarda le programme nucléaire iranien d'au moins deux ans. Entretien

en présence de Holger Stark avec « Alfred », officier de haut rang du renseignement allemand, février 2012.

61. Entretiens avec Dagan, 29 mai 2013, « Iftach », mars 2017, « Eldy », septembre 2014, et « Luka », novembre 2016.

62. Entretien avec « Leila », décembre 2015.

63. Entretien avec « Iftach », mars 2017.

64. Entretiens avec « Iftach », mars 2017, « Leila », décembre 2015, et « Advantage », mars 2017.

65. Entretien avec Dagan, 8 janvier 2011.

35. Une réussite tactique impressionnante, un échec stratégique désastreux

1. Entretien avec « Ethan », novembre 2011.

2. Entretien avec « Eldy », avril 2014.

3. Ronen Bergman, « The Dubai Job », *GQ*, 4 janvier 2011.

4. Les reçus que les deux agents ont conservés après avoir payé leurs repas et leurs boissons sont dans les archives de l'auteur, transmis par « Junior ».

5. Entretien avec « Loacker », février 2015.

6. Entretien avec « Ilay », juin 2010.

7. Netanyahou ordonna initialement à Dagan de créer une équipe d'enquête interne. Dagan accepta mais précisa plus tard au Premier ministre que l'homme qu'il voulait à la tête de cette équipe, un officier de haut rang du Mossad à la retraite, avait refusé cette mission. Selon une source proche de Netanyahou, le Premier ministre entendit par la suite une autre version de la bouche de cet homme. Quoi qu'il en soit, aucune commission d'enquête ne vit le jour. Entretien avec « Nietzsche », mai 2017.

8. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

9. Entretien avec « Nietzsche », mai 2017.

10. Entretien avec Uzi Arad, 20 décembre 2011.

11. Afin d'accroître chez Netanyahou cette peur de paraître indécis ou faible, Dagan augmenta la taille des délégations qu'il emmenait rencontrer le Premier ministre à propos des opérations, se présentant parfois devant la porte du Premier ministre avec jusqu'à quinze officiers de l'agence. Il faisait le pari que le Premier ministre ne refuserait pas de donner son accord car devant tant de témoins, le risque que des fuites circulent au sujet de son indécision serait bien plus grand. Quand il ressortait de telles réunions, disait Dagan, il pensait : « Maintenant, il va flipper et regretter de m'avoir donné son accord. » Dagan ajoutait : « J'aime les falafels, beaucoup même. Comme je savais que tôt ou tard il me rappellerait, je roulais jusqu'au marché de Mahaneh Yehuda [à quelques minutes du bureau du Premier ministre] pour m'acheter un falafel, j'attendais son coup de fil, et je ne reprenais pas la route pour Tel Aviv. Quand je n'étais pas

trop sûr de moi, j'allais au restaurant Kurd's à Mevaseret Zion [à dix minutes de distance] ou dans un endroit où on servait de l'houmous à Abu Ghosh [à un quart d'heure] et j'attendais là-bas. L'essentiel, c'était de ne pas être trop loin de Jérusalem. Croyez-moi, je vous le dis, quand j'y repense, je ne me trompais jamais. Il me rappelait à chaque fois. » Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

12. Entretien avec Barak, 13 janvier 2012.

13. Une partie des critiques sévères de Meir Dagan envers Benyamin Netanyahou citées dans ce livre a été publiée en hébreu dans un article que j'ai écrit peu après sa mort. Après quoi, le bureau de Netanyahou a diffusé la réponse suivante : « La coutume chez ceux qui ont exercé certaines fonctions de choisir à la fin de leur mandat de déformer les faits et de calomnier leurs supérieurs est inacceptable. Ce n'est pas le rôle du Premier ministre d'approuver les yeux fermés l'avis de ses subordonnés, mais plutôt de fixer une politique en se fondant sur une vision d'ensemble des exigences de la diplomatie et de la sécurité d'Israël, et c'est ainsi que se conduit le Premier ministre Netanyahou. Au cours de son mandat, le Premier ministre Netanyahou a approuvé un grand nombre d'opérations audacieuses, en assumant personnellement la responsabilité finale. Les déclarations faites par Meir Dagan au cours de la lutte contre le programme nucléaire iranien ont causé beaucoup de tort dans ce combat. Le Premier ministre Netanyahou continuera de mener les actions destinées à empêcher l'Iran de détenir l'armement atomique. » À cette époque, j'ai aussi demandé sa réaction à Ehud Barak, le ministre de la Défense en poste pendant une partie de cette période. Voici ce qu'il a écrit (en se référant surtout aux critiques véhémentes de Dagan contre le projet d'attaque des sites nucléaires iraniens) : « Le regretté Meir Dagan était un homme qui méritait toute notre estime pour les nombreux hauts faits qui ont permis au Mossad d'obtenir des résultats opérationnels remarquables dans les missions qui lui ont été confiées. J'admirais et j'aimais Meir. Mais comme nous tous, Meir commettait aussi des erreurs de jugement, parfois touchant aux individus, parfois touchant aux situations. Il n'est pas possible à ce stade de se plonger dans la totalité de ces considérations, mais néanmoins, voici quelques observations :

« 1. Contrairement aux déclarations de Dagan telles que citées par Bergman, il n'y avait pas un individu ou une institution au sein des sphères dirigeantes israéliennes qui n'ait pas compris qu'il n'était pas possible de complètement stopper le programme nucléaire iranien au moyen d'une attaque chirurgicale. Au mieux, cela l'aurait retardé de quelques années. Incidemment, c'était aussi la situation quand Begin a décidé d'attaquer le réacteur irakien, en agissant à l'encontre des positions des chefs du Mossad, de l'AMAN, de la Commission de l'énergie atomique, du chef de l'opposition Shimon Peres et d'autres.

« 2. Contrairement à ce que laisse entendre l'article, ceux qui étaient opposés et ceux qui soutenaient la nécessité d'y réfléchir étaient unis par la conscience de ce qu'une telle opération ne serait faisable qu'en dernier recours, et

seulement si et quand les capacités opérationnelles, la légitimité internationale et une nécessité supérieure s'imposeraient.

« 3. Quant à la peur prétendue du gouvernement décrite dans l'article concernant la prise d'une décision "illégale", c'est une peur infondée. Le procureur général a reçu instruction de notre part, plus d'une fois, d'exprimer son opinion sur la manière la plus appropriée de prendre ces décisions dans des domaines si sensibles. C'est ne pas tenir compte de membres du gouvernement comme Dan Meridor et Benny Begin qui, suivant mes instructions, ont eu accès à tous les secteurs de la défense traitant de cette affaire, afin d'assurer l'accessibilité et la transparence de l'information, malgré un contexte de désaccord entre nous. »

14. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

15. Commentant les remarques de Dagan à son sujet, Barak m'a écrit : « Malgré ce qu'a déclaré Dagan, il n'y avait pas un individu au sein des sphères dirigeantes israéliennes qui n'ait pas compris qu'il n'était pas possible de complètement stopper le programme nucléaire iranien au moyen d'une attaque chirurgicale. Les opposants et les partisans de la nécessité de peser le pour et le contre avaient tous conscience qu'une action [militaire] n'était possible qu'en dernier recours. Et seulement si et quand ces conditions étaient réunies : à savoir, les capacités opérationnelles, la légitimité internationale et une nécessité supérieure. » Mail de Barak à l'auteur, 30 mars 2016.

16. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

17. Entretien avec « Iftach », novembre 2011.

18. Entretien avec « Terminal », septembre 2014.

19. Entretien avec « Iftach », mai 2017.

20. Entretien avec Dagan, 19 juin 2013.

21. Il semble que suite aux opérations contre Moghaddam et Ahmadi-Roshan, Israël ait rompu avec sa politique du silence. Ehud Barak déclara, concernant la mort de ces scientifiques : « Pourvu qu'il y en ait beaucoup d'autres. » Le chef d'état-major général de l'armée, le lieutenant-général Benny Gantz, remarquait : « En Iran, il arrive parfois des choses assez anormales », alors que le porte-parole de l'armée disait qu'il « ne verserait pas une larme » sur Ahmadi-Roshan. Le quotidien *Haaretz* publia un dessin cocasse montrant Ahmadi-Roshan au paradis devant un Dieu irrité qui grommelle : « Encore un », avec un petit angelot à côté de lui qui lance : « Nous en avons assez pour ouvrir un réacteur nucléaire. »

22. Les assassinats continuèrent, également contre d'autres membres du Front radical. La cible la plus haut placée, que le Mossad traquait depuis 1996, Hassan al-Laqis, dirigeait le département de développement des armements du Hezbollah. Il fut éliminé le 3 décembre 2013, quand des exécuteurs armés de pistolets équipés de silencieux lui logèrent plusieurs balles dans le corps sur le parking de sa résidence dans une banlieue de Beyrouth. Hassan al-Laqis travaillait intensément avec Mohammad al-Hofi, un ingénieur en aéronautique

d'origine tunisienne qui avait rejoint l'opposition de son pays et qui fut obligé de vivre en exil un certain nombre d'années, en unissant ses forces au Hezbollah et au Hamas. À son retour dans son pays, Al-Zawahri s'employa à la création d'une flotte d'aéronefs et de sous-marins sans pilote pour le Hamas, destinés à frapper les plates-formes gazières et pétrolières qu'Israël construisait en Méditerranée. Le Mossad, désormais sous le commandement de Yossi Cohen, intercepta des communications entre Al-Zawahri et ses troupes à Gaza et au Liban, et le supprima le 16 décembre. Entretiens avec « Charles », avril 2012, « Advantage », décembre 2016, et « Iftach », mai 2017.

23. Entretien avec Hayden, 20 juillet 2016.

24. Entretien avec « the Prince », mars 2012.

25. À un certain stade, Netanyahou et Barak cessèrent de dissimuler leurs intentions, et dans un article en première page du *New York Times Magazine* en janvier 2012, Barak laissa entendre que l'attaque aurait lieu à brève échéance. Face à de vives critiques de personnels de la défense et du renseignement, Barak déclarait : « Nous, Bibi et moi-même, sommes responsables, de manière très directe et très concrète, de l'existence de l'État d'Israël et même de l'avenir du peuple juif. […] [Au] bout du compte, quand le haut commandement de l'armée et celui du renseignement lèvent les yeux, ils nous trouvent, nous – le ministre de la Défense et le Premier ministre. Quand nous levons les yeux, nous ne voyons que le ciel au-dessus de nous. » Ronen Bergman, « Israel vs. Iran : When Will It Erupt ? », *New York Times Magazine*, 29 janvier 2012.

26. Obama et son équipe subissaient aussi la pression de grandes voix des médias américains qui trouvaient le président trop conciliant avec l'Iran. Rencontre avec Roger Ailes, 4 janvier 2012.

27. Tamir Pardo pensait que l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*Joint Comprehensive Plan of Action*, JCPOA) avait des aspects positifs et négatifs, et qu'en tout état de cause Israël avait essayé de travailler en tandem avec l'administration Obama afin d'en améliorer les clauses, parce qu'il n'avait aucune chance de pouvoir en bloquer l'adoption. Netanyahou était d'un autre avis et il a déployé des efforts acharnés pour user de son influence politique considérable auprès des Républicains à Washington afin de contrecarrer cet accord, y compris par un discours controversé devant une session conjointe du Congrès en mars 2015. Netanyahou avait tort.

28. Cet accord va bien plus loin que tout ce que le régime de Téhéran avait jamais accepté dans le passé. Mais il comporte aussi d'importantes concessions de la part de la communauté internationale, notamment le franchissement de certaines limites, malgré la promesse faite à Israël par les États-Unis qu'elles ne seraient pas franchies, ainsi que la permission presque sans réserve accordée aux industries militaires iraniennes de poursuivre le développement de leurs missiles. Ronen Bergman, « What Information Collected by Israeli Intelligence Reveals About the Iran Talks », *Tablet*, 29 juillet 2015.

29. Cérémonie à la mémoire de Yossef Harel, commandant de l'unité d'assassinats 188 de l'AMAN. Dagan était interviewé par le journaliste Ari Shavit.

30. Ronen Bergman, « Israel's Army Goes to War with Its Politicians », *New York Times*, 21 mai 2016.

BIBLIOGRAPHIE

ENTRETIENS

Aharon Abramovich, Worko Abuhi, Ehud (Udi) Adam, Nathan Adams, Avraham Adan, Nahum Admoni, Gadi Afriat, Shlomi Afriat, David Agmon, Amram Aharoni, Zvi Aharoni, Wanda Akale, Lior Akerman, Fereda Aklum, Aql Al-Hashem, Kanatjan Alibekov, Doron Almog, Ze'ev Alon, Yossi Alpher, Hamdi Aman, Yaakov Amidror, Meir Amit, Frank Anderson, Christopher Andrew, Hugo Anzorreguy, Uzi Arad, Dror Arad-Ayalon, Yasser Arafat, David Arbel, Dani Arditi, Moshe Arens, Anna Aroch, Julian Assange, Rojer Auqe, Gad Aviran, Shai Avital, Juval Aviv, Pinchas Avivi, David Avner, Talia Avner, Uri Avnery, Avner Avraham, Haim Avraham, Aharon Avramovich, Ami Ayalon, Danny Ayalon, Avner Azoulai, Robert Baer, Yossi Baidatz, Ehud Barak, Amatzia Baram, Miki Barel, Aharon Barnea, Avner Barnea, Itamar Barnea, Omer Bar-Lev, Uri Bar-Lev, Hannan Bar-On, David Barkai, Hanoch Bartov, Mehereta Baruch, Yona Baumel, Stanley Bedlington, Benjamin Begin, Yossi Beilin, Dorit Beinisch, Ilan Ben David, Moshe Ben David, Zvika Bendori, Gilad Ben Dror, Benjamin Ben Eliezer, Eliyahu Ben-Elissar, Eitan Ben Eliyahu, Avigdor « Yanosh » Ben-Gal, Isaac Ben Israel, Arthur (Asher) Ben-Natan, Eyal Ben Reuven, Eitan Ben Tsur, Barak Ben Tzur, David Ben Uziel, Ron Ben-Yishai, Yoran Ben Ze'ev, Ronnie (Aharon) Bergman, Muki Betser, Avino Biber, Amnon Biran, Dov Biran, Ilan Biran, Yoav Biran, Kai Bird, Uri Blau, Hans Blix, Gabriella Blum, Naftali Blumenthal, Yossef Bodansky, Joyce Boim, Ze'ev Boim, Chaim Boru, Avraham Botzer, Eitan Braun, Shlomo Brom, Shay

Brosh, Jean-Louis Bruguière, Pinchas Buchris, Haim Buzaglo, Zvi Caftori, Haim Carmon, Igal Carmon, Aharon Chelouche, Dvora Chen, Uri Chen, Michael Chertoff, Itamar Chizik, Joseph Ciechanover, Wesley Clark, Avner Cohen, Haim Cohen, Moshe Cohen, Ronen Cohen (officier de l'AMAN), professeur Ronen Cohen (chercheur), Yair Cohen, Yuval Cohen-Abarbanel, Reuven Dafni, Meir Dagan, Avraham Dar, Yossi Daskal, Ruth Dayan, Uzi Dayan, Puyya Dayanim, Ofer Dekel, Avi Dichter, Yuval Diskin, Amnon Dror, Moshe Efrat, Dov Eichenwald, Uzi Eilam, Giora Eiland, Robert Einhorn, Yom Tov (Yomi) Eini, Amos Eiran, Ehud Eiran, Elad Eisenberg, Miri Eisin, Rafael Eitan, Rolf Ekeus, Ofer Elad, Avigdor Eldan (Azoulay), Mike Eldar, Jean-Pierre Elraz, Haggai Erlich, Reuven Erlich, Dror Eshel, Shmuel Ettinger, Uzi Even, Gideon Ezra, Meir Ezri, Menahem Finkelstein, Amit Forlit, Moti Friedman, Uzi Gal, Yehoar Gal, Yoav Galant, Yoram Galin, Robert Gates, Karmit Gatmon, Yeshayahu Gavish, Shlomo Gazit, Yoav Gelber, Reuel Gerecht, Dieter Gerhardt, Erez Gerstein, Binyamin Gibli, Mordechai Gichon, Gideon Gideon, Yehuda Gil, Amos Gilad, Amos Gilboa, Carmi Gillon, Yossi Ginat, Isabella Ginor, Yossi Ginossar, Caroline Glick, Tamar Golan, Motti Golani, Ralph Goldman, Gadi Goldstein, Karnit Goldwasser, David Golomb, Sarit Gomez, Oleg Gordievsky, Ran Goren, Uri Goren, Eitan Haber, Arie Hadar, Amin al-Hajj, Asher Hakaini, Eli Halachmi, Aharon Halevi, Aliza Magen Halevi, Aviram Halevi, David Halevi, Amnon Halivni, Uri Halperin, Dan Halutz, August Hanning, Alouph Hareven, Elkana Har Nof, Dani Harari, Shalom Harari, Isser Harel, Hani al-Hassan, Yisrael Hasson, Robert Hatem, Shai Herschkovich, Seymour Hersh, Robin Higgins, Shlomo Hillel, Gal Hirsch, Yair Hirschfeld, Yitzhak Hofi, Lior Horev, Yehiel Horev, Rami Igra, Yitzhak Ilan, David Ivry, Aryeh Ivtzan, Yehiel Kadishai, Oleg Kalouguine, Anat Kamm, Tsvi Kantor, Yehudit Karp, Asa Kasher, Eugene Kaspersky, Samy Katsav, Kassa Kebede, Paul Kedar, Ruth Kedar, Moti Kfir, Gedaliah Khalaf, Moti Kidor, David Kimche, Yarin Kimor, Ephraïm Kleiman, David Klein, Yoni Koren, Joseph Kostiner, Aryeh Krishak, Itzhak Kruizer, David Kubi, Chen Kugel, David Kulitz, Yossi Kuperwasser, Anat Kurz, Gunther Latsch, Eliot Lauer, Nachum Lev, Shimon Lev, Alex Levac, Amihai Levi, Nathan Levin, Nathaniel Levitt, Aharon Levran, Avi Levy, Gideon

Levy, Udi Levy, Bernard Lewis, Rami Liber, Avi Lichter, Alon Liel, Danny Limor, Amnon Lipkin-Shahak, Dror Livne, Tzipi Livni, Lior Lotan, Uri Lubrani, Uzi Mahnaimi, Nir Man, Francine Manbar, Nahum Manbar, Victor Marchetti, Dan Margalit, David Meidan, Gideon Meir, Moshe Meiri, Nehemia Meiri, Yoram Meital, David Menashri, Ariel Merari, Reuven Merhav, Dan Meridor, Joy Kid Merkham, Gidi Meron, Hezi Meshita, Benny Michelson, Amram Mitzna, Ilan Mizrahi, Shaul Mofaz, Yekutiel Mor, Yitzhak Mordechai, Shmuel (Sami) Moriah, Benny Morris, Shlomo Nakdimon, Hamid Nasrallah, David Nataf, Yair Naveh, Yoni Navon, Menahem Navot, Ori Neeman, Yuval Ne'eman, Jack Neria, Benyamin Netanyahou, Yaakov Nimrodi, Nimrod Nir, Alberto Nisman, Moshe Nissim, Tzila Noiman, Rafi Noy, Oded (nom de famille confidentiel), Arye Oded, Raphael Ofek, Amir Ofer, Ehud Olmert, Reza Pahlavi Shah, Gabriel Pasquini, Alexander Patnic, Shmuel Paz, Avi Peled, Yossi Peled, Gustavo Perednik, Shimon Peres, Amir Peretz, Yuri Perfilyev, Yaakov Peri, Richard Perle, Israel Perlov, Giandomenico Picco, Zvi Poleg, Eli Pollak, Yigal Pressler, Avi Primor, Ron Pundak, Yitzhak Pundak, Ahmed Qrea, Rona Raanan Shafrir, Dalia Rabin, Itamar Rabinovich, Gideon Rafael, Rani Rahav, Jibril Rajoub, Natan Rotberg (Rahav), Haggai Ram, Haim Ramon, Mohammed Rashid, Yair Ravid-Ravitz, Oded Raz, Benny Regev, Yiftach Reicher Atir, Shlomi Reisman, Daniel Reisner, Bill Rois, Dafna Ron, Eran Ron, Yiftah Ron-Tal, Avraham Rotem, Danny Rothschild, Elyakim Rubinstein, Joseph Saba, Dov Sadan, Ezra Sadan, Rachel Sadan, Jehan Sadat, Uri Sagie, Yehoshua Saguy, Ory Slonim, Wafiq alSamarrai, Yom Tov Samia, Eli Sanderovich, Yossi Sarid, Nicolas Sarkozy, Igal Sarna, Moshe Sasson, Uri Savir, Oded Savoray, Yezid Sayigh, David Scharia, Otniel Schneller, Yoram Schweitzer, Patrick Seale, Itzhak Segev, Samuel Segev, Dror Sela, Aviem Sella, David Senesh, Michael Sfard, Oren Shachor, Yarin Shahaf, Moshe Shahal, Hezi Shai, Emmanuel Shaked, Arik Shalev, Noam Shalit, Silvan Shalom, Yitzhak Shamir, Shimon Shapira, Yaakov Shapira, Assaf Shariv, Shabtai Shavit, Gideon Sheffer, Rami Sherman, Shimon Sheves, David Shiek, Dov Shilansky, Dubi Shiloah, Gad Shimron, Amir Shoham, Dan Shomron, David Shomron, Eliad Shraga, Zvi Shtauber, Yigal Simon, Ephraïm Sneh, Ovadia Sofer, Sami Sokol, Ali

Soufan, Yuval Steinitz, Elazar Stern, Rafi Sutton, Rami Tal, Anat Talshir, Dov Tamari, Avraham Tamir, Elhanan Tannenbaum, Benjamin Telem, Ahmad Tibi, Izhak Tidhar, Rafi Tidhar, Yona Tilman, Tawfiq Tirawi, Haim Tomer, Richard Tomlinson, Eliezer (Geize) Tsafrir, Moshe Tsipper, Yoram Turbowicz, Shalom Turgeman, David Tzur, Ernst Uhrlau, Alon Unger, Rehavia Vardi, Matan Vilnai, David Vital, Ali Waked, Tim Weiner, Anita Weinstein, Avi Weiss Livne, Dov Weissglass, Robert Windrem, Paul Wolfowitz, James Woolsey, Yitzhak Ya'akov, Moshe Ya'alon, Amos Yadlin, Yoram Yair, Amos Yaron, Danny Yatom, Ehud Yatom, Shimshon Yitzhaki, Eli Yossef, Dov Zakheim, Zvi Zamir, Benny Zeevi, Dror Ze'evi, Nadav Zeevi, Aharon Zeevi-Farkash, Doron Zehavi, Eli Zeira, Amnon Zichroni, Eyal Zisser, Eli Ziv, Shabtai Ziv, Eli Zohar, Gadi Zohar et Giora Zussman, ainsi que 350 interviewés qui ne peuvent pas être nommés ; les initiales ou noms de code de 163 d'entre eux apparaissent dans les notes.

OUVRAGES EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS

Abrahamian, Ervand, *Khomeinism : Essays on the Islamic Republic*, University of California Press, Londres, 1993.

Adams, James, *The Unnatural Alliance*, Quartet, Londres, 1984.

Agee, Philip. *Inside the Company : CIA Diary*, Penguin, Harmondsworth, Royaume-Uni, 1975.

Andrew, Christopher, *The Defence of the Realm : The Authorized History of the MI5*, Penguin, Londres, 2009.

—, *For the President's Eyes Only*, HarperCollins, Londres, 1995.

Andrew, Christopher et Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II*, Penguin, Londres, 2005.

—, *The Sword and the Shield : The Mitrokhin Archive and the Secret History of the KGB*, Basic Books, New York, 1999.

Angel, Anita, *The Nili Spies*, Frank Cass & Co., Londres, 1997.

Arnon, Arie, Israel Luski, Avia Spivak et Jimmy Weinblatt, *The Palestinian Economy : Between Imposed Integration and Voluntary Separation*, Brill, New York, 1997.

Asculai, Ephraïm, *Rethinking the Nuclear Non-Proliferation Regime*, Jaffee Center for Strategic Studies, TAU, Tel Aviv, 2004.

Avi-Ran, Reuven [Erlich], *The Syrian Involvement in Lebanon since 1975*, Westview, Boulder, Colorado, 1991.

Bakhash, Shaul, *The Reign of the Ayatollahs : Iran and the Islamic Revolution*, Basic Books, New York, 1984.

Baram, Amatzia, *Building Towards Crisis : Saddam Husayn's Strategy for Survival*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998.

Barnaby, Frank, *The Indivisible Bomb*, I.B. Tauris, Londres, 1989.

Ben-Menashe, Ari, *Profits of War : Inside the Secret U.S. – Israeli Arms Network*, Sheridan Square, New York, 1992.

Bergen, Peter L., *Holy War Inc : Inside the Secret World of Osama Bin Laden*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 2003.

Bergman, Ronen, *Israel and Africa : Military and Intelligence Liaisons*, Thèse de doctorat, University of Cambridge, novembre 2006.

—, *The Secret War with Iran : The 30-Year Clandestine Struggle Against the World's Most Dangerous Terrorist Power*, Free Press, New York, 2008.

Bird, Kai, *The Good Spy*, Crown, New York, 2014.

Black, Ian et Benny Morris, *Israel's Secret Wars : A History of Israel's Intelligence Services*, Hamish Hamilton, Londres, 1991.

Blum, Gabriella, *Islands of Agreement : Managing Enduring Rivalries*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2007.

Bobbitt, Philip, *Terror and Consent : The Wars for the Twenty-first Century*, Penguin, Londres, 2008.

Bolker, Joan, *Writing Your Dissertation in Fifteen Minutes a Day : A Guide to Starting, Revising, and Finishing Your Doctoral Thesis*, Henry Holt and Co., New York, 1998.

Boroumand, Ladan, *Iran : Plaidoirie pour les droits de l'homme*, Mouvement de la Résistance nationale iranienne, MRNI, Paris, 1982.

Brecher, Michael, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, Oxford University Press, Londres, 1974.

Burrows, William E. et Robert Windrem, *Critical Mass*, Simon & Schuster, Londres, 1994.

Butler, Richard, *Saddam Defiant* : *The Threat of Weapons of Mass Destruction, and the Crisis of Global Security*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 2000.

Calvocoressi, Peter, *World Politics, 1945-2000*, 9e éd., Pearson Education, Harlow, Royaume-Uni, 2001.

Carew, Tom, *Jihad*, *The Secret War in Afghanistan*, Mainstream, Édimbourg, 2000.

Carré, Olivier, *L'Utopie islamique dans l'Orient arabe*, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1991.

Cline, Ray S. et Yonah Alexander, *Terrorism as State-Sponsored Covert Warfare*, Hero, Fairfax, Virginie, 1986.

Cobban, Helena, *The Palestinian Liberation Organisation*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 1984.

Cockburn, Andrew et Leslie Cockburn, *Dangerous Liaisons : The Inside Story of the U.S. – Israeli Covert Relationship*, HarperCollins, New York, 1991.

Cohen, Avner, *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, New York, 1998.

Cookridge, E. H. Gehlen, *L'Espion du siècle*, Fayard, Paris, 1973.

Dan, Ben, Uri Dan et Y. Ben-Porat, *The Secret War : The Spy Game in the Middle East*, Sabra, New York, 1970.

Deacon, Richard, *The Israeli Secret Service*, Hamish Hamilton, Londres, 1977.

Dekmejian, R. Hrair, *Islam in Revolution : Fundamentalism in the Arab World*, 2e éd., Syracuse University Press, Syracuse, État de New York, 1995.

Drogin, Bob, *Nom de code : Curveball. La plus grande manipulation de l'histoire du renseignement*, Altipresse, Le Chesnay, 2014.

Edward, Shirley, *Know Thine Enemy*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 1997.

Eisenberg, Dennis, Uri Dan et Eli Landau, *Mossad : les services secrets israéliens*, Stanké, Paris, 1977.

Eisenstadt, Michael, *Iranian Military Power : Capabilities and Intentions*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1996.

Eveland, Wilbur Crane, *Ropes of Sand : America's Failure in the Middle East*, W. W. Norton, New York, 1980.

Farrell, William R., *Blood and Rage : The Story of the Japanese Red Army*, Lexington, Toronto, 1990.

Freedman, Robert O., *World Politics and the Arab-Israeli Conflict*, Pergamon, New York, 1979.

Gabriel, Richard A., *Operation Peace for Galilee : The Israeli-PLO War in Lebanon*, Hill and Wang, New York, 1984.

Gates, Robert M., *From the Shadows*, Simon & Schuster Paperbacks, New York, 1996.

Gazit, Shlomo, *Trapped Fools : Thirty Years of Israeli Policy in the Territories*, Frank Cass, Londres et Portland, Oregon, 2003.

Gilbert, Martin, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict*, Routledge, New York, 2005.

Ginor, Isabella et Gideon Remez, *Foxbats over Diamona*, Yale University Press, New Haven, Connecticut, 2007.

Halkin, Hillel, *A Strange Death*, PublicAffairs, New York, 2005.

Harclerode, Peter, *Secret Soldiers : Special Forces in the War Against Terrorism*, Sterling, Londres, 2000.

Hatem, Robert M., *Dans l'ombre d'Hobeika… en passant par Sabra et Chatila*, Picollec, Paris, 1999.

Hayden, Michael, *Playing to the Edge* : *American Intelligence in the Age of Terror*, Penguin Press, New York, 2016.

Hersh, Seymour, *The Samson Option*, Random House, New York, 1991.

Hoffman, Bruce, *Recent Trends and Future Prospects of Iranian Sponsored International Terrorism*, Rand, Santa Monica, Californie, 1990.

Hollis, Martin, et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Clarendon, Oxford, Royaume-Uni, 1990.

Hurwitz, Harry et Yisrael Medad, éd., *Peace in the Making*, Gefen, Jérusalem, 2011.

Jaber, Hala, *Hezbollah : Born with a Vengeance*, Columbia University Press, New York, 1997.

Jonas, George, *Vengeance : The True Story of a Counter-Terrorist Mission*, Simon & Schuster, Londres, 2005.

Juergensmeyer, Mark, *Terror in the Mind of God : The Global Rise of Religious Violence*, University of California Press, Berkeley, 2000.

Keddie, Nikki R., éd. *Religion and Politics in Iran : Shi'ism from Quietism to Revolution,* Yale University Press, New Haven, Connecticut, 1983.

Kenyatta, Jomo, *Facing Mount Kenya*, Heinemann Kenya, Nairobi, 1938.

Klein, Aaron J., *Striking Back : The 1972 Munich Olympics Massacre and Israel's Deadly Response*, Random House, New York, 2005.

Kurginyan, Sergueï, *The Weakness of Power : The Analytics of Closed Elite Games and Its Basic Concepts*, ECC, Moscou, 2007.

Kwintny, Jonathan, *Endless Enemies : The Making of an Unfriendly World*, Penguin, New York, 1984.

Landler, Mark, *Alter Egos*, Random House, New York, 2016.

Laqueur, Walter, *The New Terrorism : Fanaticism and the Arms of Mass Destruction*, Phoenix Press, Londres, 1999.

Livingstone, Neil C. et David Halevy, *Inside the PLO*, Quill/William Morrow, New York, 1990.

Marchetti, Victor et John D. Marks, *La CIA et le culte du renseignement*, Robert Laffont, Paris, 1975.

McGeough, Paul, *Kill Khalid*, New Press, New York, 2009.

Mearsheimer, John et Stephen Walt, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine,* La Découverte, Paris, 2009.

Melman, Yossi, *The Master Terrorist : The True Story Behind Abu-Nidal*, Sidgwick & Jackson, Londres, 1987.

Menashri, David, éd., *Islamic Fundamentalism : A Challenge to Regional Stability*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 1993.

Mishal, Shaul, *The PLO Under Arafat*, Yale University Press, New Haven, Connecticut, 1986.

Mitrokhine, Vassili, *KGB Lexicon*, Frank Cass & Co., Londres, 2002.

Mohadessin, Mohammad, *Islamic Fundamentalism : The New Global Threat*, Seven Locks Press, Washington, 1993.

Morris, Benny et Ian Black, *Israel's Secret Wars*, Warner, Londres, 1992.

Norton, Augustus Richard, *Amal and the Shia : Struggle for the Soul of Lebanon*, University of Texas Press, Austin, 1987.

Oded, Arye, *Africa and the Middle East Conflict*, Westview, Boulder, Colorado, 1988.

Oliphant, Laurence, *The Land of Gilead*, William Blackwood and Sons, Londres, 1880.

Ostrovsky, Victor et Claire Hoy, *Mossad. Un agent des services secrets israéliens parle*, Presses de la Cité, Paris, 1990.

Pacepa, Ion Mihai, *Red Horizons* : *The True Story of Nicolae and Elena Ceausescus' Crimes, Lifestyle, and Corruption*, Regnery Gateway, Washington, 1990.

Parsi, Trita, *Treacherous Alliance : The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States*, Yale University Press, New Haven, Connecticut, 2007.

Payne, Ronald, *Mossad : Israel's Most Secret Service*, Bantam, Londres et New York, 1990.

Pedahzur, Ami, *The Israeli Secret Services and the Struggle Against Terrorism*, Columbia University Press, New York, 2009.

Picco, Giandomenico, *Man Without a Gun*, Times Books, New York, 1999.

Pipes, Daniel, *The Hidden Hand*, St. Martin’s, New York, 1996.

Polakow-Suransky, Sacha, *The Unspoken Alliance : Israel’s Secret Relationship with Apartheid South Africa*, Pantheon, New York, 2010.

Porath, Yehoshua, *In Search of Arab Unity, 1930-1945*, Frank Cass & Co., Londres, 1986.

Posner, Steve, *Israel Undercover : Secret Warfare and Hidden Diplomacy in the Middle East*, Syracuse University Press, Syracuse, État de New York, 1987.

Qutb, Sayyid, *The Future Belongs to Islam : Our Battle with the Jews*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 2017.

Ranelagh, John, *The Agency : The Rise and Decline of the CIA*, Simon & Schuster, New York, 1986.

Rimington, Stella, *Open Secret : The Autobiography of the Former Director-General of MI5*, Hutchinson, Londres, 2002.

Rivlin, Paul, *The Russian Economy and Arms Exports to the Middle East*, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel Aviv, 2005.

Ruwayha, Walid Amin, *Terrorism and Hostage-Taking in the Middle East*, auto-édition, France, 1990.

Sadjadpour, Karim, *Reading Khamenei : The World View of Iran’s Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2009.

Said, Edward, *The End of the Peace Process : Oslo and After*, Granta, Londres, 2000.

Sauer, Paul, *The Holy Land Called : The Story of the Temple Society,* édition anglaise, Temple Society, Melbourne, 1991.

Sayigh, Yezid, *Armed Struggle and the Search for State*, Oxford University Press, Oxford, 1997.

Schulz, Richard et Andrea Dew. *Insurgents, Terrorists and Militias*. *The Warriors of Contemporary Combat*, Columbia University Press, New York, 2006.

Schulze, Kirsten E., *Israel’s Covert Diplomacy in Lebanon*, Macmillan, Basingstoke, Royaume-Uni, 1998.

Seale, Patrick, *Abou Nidal : A Gun for Hire*, Hutchinson, Londres, 1992.

Shirley, Edward, *Know Thine Enemy*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 1997.

Shlaim, Avi, *The Iron Wall : Israel and the Arab World,* Penguin, Londres, 2000.

Skorzeny, Otto, *Mes missions secrètes : Mémoires du plus audacieux des commandos d’Hitler*, Nouveau Monde Éditions, Paris, 2018.

Smith, Steven, Ken Booth et Marysia Zalewski, *International Theory : Positivism and Beyond*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.

Steven, Stewart, *The Spymasters of Israel*, Hodder and Stoughton, Londres, 1981.

Sumaida, Hussein et Carole Jerome, *Circle of Fear*, Robert Hale, Londres, 1992.

Taheri, Amir, *The Spirit of Allah*, Hutchinson, Londres, 1985.

Tenet, George, *At the Center of the Storm : The CIA During America's Time of Crisis*, HarperCollins, New York, 2007.

Teveth, Shabtai, *Ben-Gurion's Spy : The Story of the Political Scandal That Shaped Modern Israel*, Columbia University Press, New York, 1996.

Theroux, Peter, *The Strange Disappearance of Imam Moussa Sadr*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1987.

Thomas, Gordon, *Gideon's Spies : The Secret History of the Mossad*, Pan Books, Londres, 2000.

Transparency International, *Global Corruption Report 2004*, Pluto Press, Londres, 2004.

Trento, Joseph J., *The Secret History of the CIA*, MJF Books, New York, 2001.

Trevan, Tim, *Saddam's Secrets : The Hunt for Iraq's Hidden Weapons*, HarperCollins, Londres, 1999.

Treverton, Gregory F., *Covert Action : The Limits of Intervention in the Postwar World,* I.B. Tauris & Co., Londres, 1988.

Urban, Mark, *UK Eyes Alpha : The Inside Story of British Intelligence*, Faber and Faber, Londres, 1996.

Venter, Al J., *How South Africa Built Six Atom Bombs and Then Abandoned Its Nuclear Weapons Program*, Ashanti, Le Cap, 2008.

Verrier, Antony, éd., *Agent of Empire*, Brassey's, Londres, 1995.

Walsh, Lawrence E., *Firewall : The Iran-Contra Conspiracy and Cover-up.*, W. W. Norton & Co., New York, 1997.

Walton, Calder, *Empire of Secrets : British Intelligence, the Cold War, and the Twilight of Empire*, HarperPress, Londres, 2013.

Wardlaw, Grant, *Political Terrorism : Theory, Tactics and Counter-Measures*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982.

Wasserstein, Bernard, *The Assassination of Lord Moyne, Transactions & Miscellanies*, vol. 27, Jewish Historical Society of England, Londres, 1978-1980.

Webman, Esther, *Anti-Semitic Motifs in the Ideology of Hizballah and Hamas*, Project for the Study of Anti-Semitism, Tel Aviv, 1994.

Weiner, Tim, *Enemies : A History of the FBI*, Random House, New York, 2012.

—, *Des cendres en héritage, l'histoire de la CIA,* Éditions de Fallois, Paris, 2009.

Wright, Robin, *Sacred Rage : The Wrath of Militant Islam*, Simon & Schuster, New York, 1986.

Ya'ari, Ehud, *Strike Terror : The Story of Fatah*, Sabra, New York, 1970.

OUVRAGES EN HÉBREU

Adam, Kfir, *Closure*, Adam Kfir Technologies, Oranit, Israël, 2009.

Almog, Ze'ev, *Bats in the Red Sea*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2007.

Alpher, Yossi, *Periphery : Israel's Search for Middle East Allies*, Matar, Tel Aviv, 2015. Rowman & Littlefield Publishers, Amidror, Yaakov, *The Art of Intelligence*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2006.

Amit, Meir, *Head On : The Memoirs of a Former Mossad Director,* Hed Arzi, Or Yehuda, Israël, 1999.

Argaman, Josef, *It Was Top Secret*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1990.

—, *The Shadow War*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2007.

Assenheim, Omri, *Ze'elim*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2011.

Aviad, Guy, *Lexicon of the Hamas Movement*, Modan, Ben Shemen, Israël, 2014.

Avi-Ran, Reuven, *The Lebanon War – Arab Documents and Sources : The Road to the "Peace for Galilee" War*, vol. 1 et 2, Ma'arakhot, Tel Aviv, 1978.

Avnery, Uri, *My Friend, the Enemy*, Zed, Londres, 1986.

Banai, Yaakov, *Anonymous Soldiers*, Yair, Tel Aviv, 1974.

Bango-Moldavsky, Olena et Yehuda Ben Meir, *The Voice of the People : Israel Public Opinion on National Security*, INSS, Tel Aviv, 2013.

Bar-Joseph, Uri, *The Angel : Ashraf Marwan, the Mossad and the Yom Kippur War*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2010.

Bar-On, *Mordechai. Moshe Dayan Moshe Dayan : Plow and Sword (Jewish Lives)*, Am Oved, Tel Aviv, 2014. Yale University Press pour l'édition américaine.

Bar-Zohar, Michael, *The Avengers*, Teper Magal, Ganey Tikva, Israël, 1991.

—, *Ben Gurion*, Miskal, Tel Aviv, 2013.

—, *Issar Harel and Israel's Security Services*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1970.

—, *Phoenix : Shimon Peres – a Political Biography*, Miskal, Tel Aviv, 2006.

Bar-Zohar, Michael et Eitan Haber, *Massacre in Munich*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2005.

—, *The Quest for the Red Prince*, Zmora-Bitan, Or Yehuda, Israël, 1984.

Barda, Yael, *The Bureaucracy of the Occupation*, Van Leer Jerusalem Institute et Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 2012.

Bartov, Hanoch, *Dado : 48 Years and 20 More Days*, Dvir, Or Yehuda, Israël, 2002.

Bascomb, Neal, *Hunting Eichmann : Chasing down the world's most notorious Nazi*, Miskal, Tel Aviv, 2009. Quercus pour l'édition anglaise.

Bechor, Guy, *PLO Lexicon*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1991.

Beilin, Yossi, *Manual for a Wounded Dove*, Yediot Aharonot, Jérusalem, 2001.

—, *Touching Peace*, Miskal – Yediot Aharonot et Chemed, Tel Aviv, 1997.

Ben Dror, Elad, *The Mediator*, Ben-Gurion Research Institute for the Study of Israel and Zionism, Sde Boker, Israël, 2012.

Ben Israel, Isaac, *Israel Defence Doctrine*, Modan, Ben Shemen, Israël, 2013.

Ben-Natan, Asher, *Memoirs*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2002.

Ben Porat, Yoel, *Ne'ilah*, Yedioth Ahronoth, Tel Aviv, 1991.

Ben-Tor, Nechemia, *The Lehi Lexicon*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2007.

Ben Uziel, David, *On a Mossad Mission to South Sudan : 1969-1971*, Teva Ha'Dvarim, Herzliya, Israël, 2015.

Benziman, Uzi, *I Told the Truth*, Keter, Jérusalem, 2002.

Ben-Zvi, Yitzhak, *Sefer Hashomer*, Dvir, Or Yehuda, Israël, 1957.

Bergman, Ronen, *Authority Granted*, Yedioth Ahronoth, Tel Aviv, 2002.

—, *By Any Means Necessary : Israel's Covert War for Its POWs and MIAs*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2009.

—, *Point of No Return : Israeli Intelligence Against Iran and Hizballah*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2007.

Bergman, Ronen et Dan Margalit, *The Pit*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2011.

Bergman, Ronen et Gil Meltzer, *The Yom Kippur War : Moment of Truth*, Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2003.

Betser, Muki (Moshe), *Secret Soldier*, Keter, Jérusalem, 2015.

Blanford Nicholas, *Killing Mr. Lebanon*, traduit par Michal Sela, Ma'ariv, Tel Aviv, 2007.

Bloom, Gadi et Nir Hefez, *Ariel Sharon : A Life*, Miskal, Tel Aviv, 2005.

Boaz, Arieh, *The Origins of the Ministry of Defense*, Modan, Ben Shemen, Israël, 2013.

Bowden, Mark, *The Finish*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2012.

Brom, Shlomo et Anat Kurz, éd., *Strategic Assessment for Israel 2010*, INSS, Tel Aviv, 2010.

Burgin, Maskit, David Tal et Anat Kurz, éd., *Islamic Terrorism and Israel*, Papyrus, Tel Aviv, 1993.

Burton, Fred, *Chasing Shadows*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2011.

Caroz, Ya'acov, *The Man with Two Hats*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2002.

Cesarani, David, *Major Farran's Hat*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2015.

Claire, Rodger W., *Raid on the Sun*, Aryeh Nir, Petah Tikva, Israël, 2005.

Cohen, Avner, *Israel and the Bomb*, Schocken, New York, 1990.

Cohen, Gamliel, *Under Cover*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2002.

Cohen, Hillel, *An Army of Shadows : Palestinian Collaborators in the Service of Zionism*, Ivrit, Jérusalem, 2004.

—, *Good Arabs*, Ivrit, Jérusalem, 2006.

Cohen-Levinovsky, Nurit, *Jewish Refugees in Israel's War of Independence*, Am Oved, Tel Aviv, 2014.

Danin, Ezra, *Always Zionist*, Kidum, Jérusalem, 1987.

Dayan, Moshe, *Shall the Sword Devour Forever ?*, Edanim/Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1981.

—, *Story of My Life*, Idanim and Dvir, Jérusalem, 1976.

Dekel, Efraim, *Shai : The Exploits of Hagana Intelligence*, IDF-Ma'archot, Tel Aviv, 1953.

Dekel-Dolitzky, Elliyahu, *Groundless Intelligence*, Ely Dekel, Elkana, Israël, 2010.

Dietl, Wilhelm, *Die Agentin des Mossad*, Zmora-Bitan, Tel Aviv, 1997.

Dor, Danny et Ilan Kfir, *Barak : Wars of My Life*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2015.

Dror, Zvika, *The "Arabist" of the Palmach*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 1986.

Drucker, Raviv, *Harakiri – Ehud Barak : The Failure*, Miskal, Tel Aviv, 2002.

Edelist, Ran, *The Man Who Rode the Tiger*, Zmora-Bitan, Or Yehuda, Israël, 1995.

Edelist, Ran et Ilan Kfir, *Ron Arad : The Mystery*, Miskal-Yedioth Ahronoth, Tel Aviv, 2000.

Eilam, Uzi, *The Eilam Bow*, Miskal – Yedioth Ahronoth et Chemed, Tel Aviv, 2013.

Eiran, Ehud, *The Essence of Longing : General Erez Gerstein and the War in Lebanon*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2007.

Eitan, Rafael, *A Soldier's Story : The Life and Times of an Israeli War Hero*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1985.

Eldar, Mike, *Flotilla 11 : The Battle for Citation*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1996.

—, *Flotilla 13 : The Story of Israel's Naval Commando*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1993.

—, *Soldiers of the Shadows*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1997.

Eldar, Shlomi, *Getting to Know Hamas*, Keter, Jérusalem, 2012.

Elpeleg, Zvi, *Grand Mufti*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1989.

Elran, Meir et Shlomo Brom, *The Second Lebanon War : Strategic Dimensions*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2007.

Erel, Nitza, *Without Fear and Prejudice*, Magnes, Jérusalem, 2006.

Erlich, Haggai, *Alliance and Alienation : Ethiopia and Israel in the Days of Haile Selassie*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 2013.

Erlich, Reuven, *The Lebanon Tangle : The Policy of the Zionist Movement and the State of Israel Towards Lebanon, 1918-1958*, Ma'arakhot, Tel Aviv, 2000.

Eshed, Haggai, *One Man's Mossad – Reuven Shiloah : Father of Israeli Intelligence*, Edanim/Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1988.

—, *Who Gave the Order ?*, Edanim, Tel Aviv, 1979.

Ezri, Meir, *Who Among You from All the People : Memoir of His Years as the Israeli Envoy in Tehran*, Hed Arzi, Or Yehuda, Israël 2001.

Farman Farmaian, Sattareh et Dona Munker, *Daughter of Persia*, Barkai, Rishon LeZion, Israël, 2003.

Feldman, Shai, *Israeli Nuclear Deterrence : A Strategy for the 1980s*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 1983.

Finkelstein, Menachem, *The Seventh Column and the Purity of Arms : Natan Alterman on Security, Morality and Law*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 2011.

Friedman, Thomas L., *From Beirut to Jerusalem*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1990. Picador, États-Unis, 2012.

Gazit, Shlomo, *At Key Points of Time*, Miskal, Tel Aviv, 2016.

Gelber, Yoav, *A Budding Fleur-de-Lis : Israeli Intelligence Services During the War of Independence, 1948-1949*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2000.

—, *Growing a Fleur-de-Lis : The Intelligence Services of the Jewish Yishuv in Palestine, 1918-1947*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1992.

—, *Independence Versus Nakbah : The Arab-Israeli War of 1948*. Zmora-Bitan, Or Yehuda, Israël, 2004.

—, *Israeli-Jordanian Dialogue, 1948–1953 : Cooperation, Conspiracy, or Collusion ?*, Sussex Academic Press, Brighton, Royaume-Uni, 2004.

—, *Jewish Palestinian Volunteering in the British Army During the Second World War*, *Vol. III, The Standard Bearers : The Mission of the Volunteers to the Jewish People*, Yad Izhak Ben-Zvi, Jérusalem, 1983.

Gilboa, Amos, *Mr. Intelligence : Ahrale Yariv*, Miskal – Yediot Aharonot et Chemed, Tel Aviv, 2013.

Gilboa, Amos et Ephraim Lapid, *Masterpiece : An Inside Look at Sixty Years of Israeli Intelligence*, Miskal, Tel Aviv, 2006.

Gillon, Carmi, *Shin-Beth Between the Schisms*, Miskal, Tel Aviv, 2000.

Givati, Moshe, *Abir 21*, Reut, Jérusalem, 2003.

Golani, Motti, éd., *Hetz Shachor : Gaza Raid & the Israeli Policy of Retaliation During the Fifties*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1994.

Goldstein, Yossi, *Rabin : Biography*, Schocken, New York, 2006.

—, *Golda : Biography*, Ben-Gurion Research Institute for the Study of Israel and Zionism Sde Boker, Israël, 2012.

Goodman, Micha, *The Secrets of the Guide to the Perplexed*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2010.

Goren, Uri, *On the Two Sides of the Crypto*, auto-édition, 2008.

Gourevitch, Philip et Errol Morris, *The Ballad of Abu Ghraib*, Am Oved, Tel Aviv, 2010.

Gutman, Yechiel, *A Storm in the G.S.S.*, Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1995.

Halamish, Aviva, *Meir Yaari : The Rebbe from Merhavia*, Am Oved, Tel Aviv, 2009.

Halevy, Aviram, Yiftach Reicher Atir et Shlomi Reisman, éd., *Operation Yonatan in First Person*, Efi Melzer, Modi'in, Israël 2016.

Halevy, Efraim, *Man in the Shadows*, Matar, Tel Aviv, 2006.

Haloutz, Dani, *Straight Forward*, Miskal, Tel Aviv, 2010.

Harel, Amos et Avi Issacharoff, *The Seventh War*, Miskal, Tel Aviv, 2004.

—, *Spider Webs (34 Days)*, Miskal, Tel Aviv, 2008.

Harel, Isser, *Anatomy of Treason*, Idanim, Jérusalem, 1980.

—, *Security and Democracy*, Idanim, Jérusalem, 1989.

—, *When Man Rose Against Men*, Keter, Jérusalem, 1982.

—, *Yossele Operation*, Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1982.

Harouvi, Eldad, *Palestine Investigated*, Porat, Kokhav Ya'ir, Israël, 2010.

Hass, Amira, *Drinking the Sea of Gaza*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 1996.

Hendel, Yoaz, et Shalom Zaki, *Let the IDF Win : The Self-Fulfilling Slogan*, Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2010.

Hendel, Yoaz et Yaakov Katz, *Israel vs. Iran*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2011.

Herrera, Ephraim et Gideon M. Kressel, *Jihad : Fundamentals and Fundamentalism*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2009.

Herschovitch, Shay et David Simantov, *Aman Unclassified*, Ma'archot MOD, Tel Aviv, 2013.

Hounam, Peter, *The Woman from the Mossad*, Or'Am, Tel Aviv-Jaffa, 2001.

Jackont, Amnon, *Meir Amit : A Man of the Mossad*, Miskal, Tel Aviv, 2012.

Kabha, Mustafa, *The Palestinian People : Seeking Sovereignty and State*, Matach, Tel Aviv, 2013.

Kam, Ephraim, *From Terror to Nuclear Bombs : The Significance of the Iranian Threat*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2004.

Kampf, Zohar et Tamar Liebes, *Media at Times of War and Terror*, Modan, Ben Shemen, Israël, 2012.

Karsh, Efraim et Inari Rautsi, *Saddam Hussein : A Political Biography*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1991.

Kfir, Ilan, *The Earth Has Trembled*, Ma'ariv, Tel Aviv, 2006.

Kimche, David, *The Last Option*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1991.

Kipnis, Yigal, *1973 : The Way to War*, Or Yehuda, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Israël, 2012.

Klein, Aaron J., *The Master of Operation : The Story of Mike Harari*, Keter, Jérusalem, 2014.

—, *Striking Back : The 1972 Munich Olympics Massacre and Israel's Deadly Response*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2006.

Klieman, Ahron, *Double-Edged Sword*, Am Oved, Tel Aviv, 1992.

Klingberg, Marcus et Michael Sfard, *Le Dernier Espion. Autobiographie*, Nouveau Monde Éditions, Paris, 2015.

Knopp, Guido, *Göring : Eine Karriere*, Ma'ariv, Tel Aviv, 2005.

Kotler, Yair, *Joe Returns to the Limelight*, Modan, Ben Shemen, Israel 1988.

Kramer, Martin, *Fadlallah : The Moral Logic of Hizballah*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 1998.

Kramer, Martin, éd., *Protest and Revolution in Shi'i Islam*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 1987.

Kupperman, Robert H. et Darrell M. Trent, *Terrorism : Threat, Reality, Response*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1979.

Kurtz, Anat, *Islamic Terrorism and Israel : Hizballah, Palestinian Islamic Jihad and Hamas*, Papyrus, Tel Aviv, 1993.

Kurtz, Anat et Pnina Sharvit Baruch, éd., *Law and National Security*, INSS, Tel Aviv, 2014.

Lahad, Antoine, *In the Eye of the Storm : Fifty Years of Serving My Homeland Lebanon : An Autobiography*, Miskal, Tel Aviv, 2004.

Landau, David, *Arik : The Life of Ariel Sharon*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2013.

Lazar, Hadara, *Six Singular Individuals*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 2012 ; *Six Singular Figures : Understanding the Conflict : Jews and Arabs Under the British Mandate*, Mosaic Press, Londres, 2015.

Le Carré, John, *Le Tunnel aux piegons*, Points-Seuil, Paris, 2017 ; Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2017.

Levi, Nissim, *One Birdless Year*, Am Oved, Tel Aviv, 2006.

Lew, Uzrad, *Inside Arafat's Pocket*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2005.

Livneh, Eliezer, Yosef Nedava et Yoram Efrati, *Nili : The History of Political Daring*, Schocken, New York, 1980.

Lotz, Wolfgang, *Mission to Cairo*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1970.

Lowther, William, *Arms and the Man*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1991.

Macintyre, Ben, *Double Cross : The True Story of the D-Day Spies*, traduit par Yossi Millo, Am Oved, Tel Aviv, 2013.

Maiberg, Ron, *The Patriot*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2014.

Mann, Nir, *The Kirya in Tel Aviv*, *1948-1955*, Carmel, Jérusalem, 2012.

—, *Sarona : Years of Struggle, 1939-1948*, 2e éd., Yad Izhak Ben Zvi, Jérusalem, 2009.

Mann, Rafi, *The Leader and the Media*, Am Oved, Tel Aviv, 2012.

Maoz, Moshe, *The Sphinx of Damascus*, Dvir, Or Yehuda, Israël, 1988.

Margalit, Dan, *Disillusionment*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Israël, 2009.

—, *I Have Seen Them All*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 1997.

—, *Paratroopers in the Syrian Jail*, Moked, Tel Aviv, 1968.

Marinsky, Arieh, *In Light and in Darkness*, Idanim, Jérusalem, 1992.

Mass, Efrat, *Yael : The Mossad Combatant in Beiruth*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 2015.

Medan, *Raphi*, manuscrit non publié, 2010.

Melman Yossi, *Israel Foreign Intelligence and Security Services Survey*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 1982.

Melman, Yossi et Eitan Haber, *The Spies : Israel's Counter-Espionage Wars*, Miskal – Yediot Aharonot et Chemed, Tel Aviv, 2002.

Melman, Yossi et Dan Raviv, *The Imperfect Spies*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1990.

—, *Spies Against Armageddon*, Miskal, Tel Aviv, 2012.

Menashri, David, *Iran* After *Khomeini : Revolutionary Ideology Versus National Interests*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 1999.

—, *Iran Between Islam and the West*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1996.

Merari, Ariel et Shlomi Elad, *The International Dimension of Palestinian Terrorism*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 1986.

Moreh, Dror, *The Gatekeepers : Inside Israel's Internal Security Agency*, Miskal, Tel Aviv, 2014.

Morris, Benny, *Israel's Border Wars, 1949-1956*, Am Oved, Tel Aviv, 1996.

Nachman Tepper, Noam, *Eli Cohen : Open Case*, Efi Melzer, Modi'in, Israël, 2017.

Nadel, Chaim, *Who Dares Wins*, Modan, Ben Shemen, Israël, 2015.

Nafisi, Azar, *Reading Lolita in Tehran*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2005.

Nakdimon, Shlomo, *Tammuz in Flames*, Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1986.

Naor, Mordecai, *Laskov*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1988.

—, *Ya'akov Dori : I.D.F. First Chief of Staff*, Modan, Ben Shemen, Israël, 2011.

Nasr, Vali, *The Shia Revival*, Miskal, Tel Aviv, 2011.

Naveh, Dan, *Executive Secrets*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1999.

Navot, Menachem, *One Man's Mossad*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2015.

Netanyahu, Iddo, éd., *Sayeret Matkal at Antebbe*, Miskal, Tel Aviv, 2006.

Nevo, Azriel, *Military Secretary*, Contento, Tel Aviv, 2015.

Nimrodi, Yaakov, *Irangate : A Hope Shattered*, Ma'ariv, Tel Aviv, 2004.

Oren, Ram, *Sylvia*, Keshet, Jérusalem, 2010.

Oufkir, Malika et Michèle Fitoussi, *The Prisoner*, Kinneret, Or Yehuda, Israël, 2001 ; *La Prisonnière*, Le Livre de Poche, Paris, 2000.

Pacepa, Ion Mihai, *Red Horizons*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1989.

Pail, Meir et Avraham Zohar, *Palmach*, Haqirya, Ministère de la Défense, Israël, 2008.

Palmor, Eliezer, *The Lillehammer Affair*, Carmel, Israël, 2000.

Paz, Reuven, *Suicide and Jihad in Palestinian Radical Islam : The Ideological Aspect,* Tel Aviv University Press, Tel Aviv, 1998.

Perry, Yaakov, *Strike First*, Keshet, Jérusalem, 1999.

Pirsig, Robert M., *Zen and the Art of Motorcycle Maintenance*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 1974.

Porat, Dina, *Beyond the Corporeal : The Life and Times of Abba Kovner*, Am Oved et Yad Vashem, Tel Aviv, 2000.

Pressfield, Steven, *Killing Rommel*, Aryeh Nir, Petah Tikva, Israël, 2009 ; Broadway Books pour l'édition anglaise.

Pundak, Ron, *Secret Channel*, Sifrey Aliyat Hagag – Miskal – Yediot Aharonot et Chemed, Tel Aviv, 2013.

Pundak, Yitzhak, *Five Missions*, Yaron Golan, Tel Aviv, 2000.

Rabinovich, Itamar, *The Brink of Peace : Israel & Syria, 1992-1996*, Miskal, Tel Aviv, 1998.

—, *Waging Peace*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 1999.

—, *Yitzhak Rabin : Soldier, Leader, Statesman*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2017.

Rachum, Ilan, *The Israeli General Security Service Affair*, Carmel, Jérusalem, 1990.

Ram, Haggai, *Reading Iran in Israel : The Self and the Other*, *Religion, and Modernity*, Van Leer Jerusalem Institute et Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak,

Israël, 2006.

Raphael, Eitan, *A Soldier's Story : The Life and Times of an Israeli War Hero*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1985.

Ravid, Yair, *Window to the Backyard : The History of Israel-Lebanon Relations – Facts & Illusions*, Ofir Bikurim, Yehud, Israël, 2013.

Regev, Ofer, *Prince of Jerusalem*, Porat, Kokhav Ya'ir, Israël, 2006.

Rika, Eliahu, *Breakthrough*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1991.

Ronen, David, *The Years of Shabak*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1989.

Ronen, Yehudit, *Sudan in a Civil War : Between Africanism, Arabism and Islam*, Tel Aviv University Press, Tel Aviv, 1995.

Rosenbach, Marcel et Holger Stark, *WikiLeaks : Enemy of the State*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2011.

Ross, Michael, *The Volunteer : A Canadian's Secret Life in the Mossad*, Miskal, Tel Aviv, 2007.

Rubin, Barry et Judith Colp-Rubin, *Yasir Arafat : A Political Biography*, Miskal, Tel Aviv, 2006.

Rubinstein, Danny, *The Mystery of Arafat*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2001.

Sagie, Uri, *Lights Within the Fog*, Miskal – Yedioth Ahronoth, Tel Aviv, 1998.

Scharia, David, *The Pure Sound of the Piccolo : The Supreme Court of Israel, Dialogue and the Fight Against Terrorism*, Nevo, Srigim, Israël, 2012.

Schiff, Ze'ev et Ehud Ya'ari, *Israel's Lebanon War*, Schocken, New York, 1984.

Seale, Patrick, *Assad*, Ma'arakhot, Tel Aviv, 1993.

Segev, Shmuel, *Alone in Damascus : The Life and Death of Eli Cohen*, Keter, Jérusalem, 2012, 1re éd.1986.

—, *The Iranian Triangle : The Secret Relation Between Israel-Iran-USA*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1981.

—, *The Moroccan Connection*, Matar, Tel Aviv, 2008.

Segev, Tom, *Simon Wiesenthal : The Life and Legends*, Keter, Jérusalem, 2010 ; *Simon Wiesenthal : L'homme qui refusait d'oublier*, Liana Levi, Paris, 2010.

Senor, Dan et Saul Singer, *Start Up Nation*, Matar, Tel Aviv, 2009.

Shabi, Aviva et Ronni Shaked, *Hamas : Palestinian Islamic Fundamentalist Movement*, Keter, Jérusalem, 1994.

Shai, Nachman, *Media War : Reaching for the Hearts and Minds*, Miskal – Yedioth Ahronoth et Chemed, Tel Aviv, 2013.

Shalev, Aryeh, *The Intifada : Causes and Effects*, Papyrus, Tel Aviv, 1990.

Shalom, Zaki et Yoaz Hendel, *Defeating Terror*, Miskal, Tel Aviv, 2010.

Shamir, Yitzhak, *As a Solid Rock*, Yediot Aharonot, Tel Aviv, 2008.

Shapira, Shimon, *Hezbollah : Between Iran and Lebanon*, Hakibbutz Hameuchad, Bnei Brak, Israël, 2000.

Sharon, Gilad, *Sharon : The Life of a Leader*, Matar, Tel Aviv, 2011 ; Harper pour l'édition anglaise.

Shay, Shaul, *The Axis of Evil : Iran, Hezbollah, and Palestinian Terror*, Interdisciplinary Center, Herzliya, Israël, 2003.

—, *The Islamic Terror and the Balkans*, Interdisciplinary Center, Herzliya, Israël, 2006.

—, *The Never-Ending Jihad*, Interdisciplinary Center, Herzliya, Israël, 2002.

—, *The Shahids : Islam and Suicide Attacks*, Interdisciplinary Center, Herzliya, Israël, 2003.

Sheleg, Yair, *Desert's Wind : The Story of Yehoshua Cohen*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 1998.

Sher, Gilad, *Just Beyond Reach*, Miskal, Tel Aviv, 2001.

Shilon, Avi, *Menachem Begin : A Life*, Am Oved, Tel Aviv, 2007.

Shimron, Gad, *The Execution of the Hangman of Riga*, Keter, Jérusalem, 2004.

—, *The Mossad and Its Myth*, Keter, Jérusalem, 1996.

Shomron, David, *Imposed Underground*, Yair, Tel Aviv, 1991.

Shur, Avner, *Crossing Borders*, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2008.

—, *Itamar's Squad*, Keter, Jérusalem, 2003.

Sivan, Emmanuel, *The Fanatics of Islam*, Am Oved, Tel Aviv, 1986.

Sobelman, Daniel, *New Rules of the Game : Israel and Hizbollah After the Withdrawal from Lebanon*, Memorandum N° 65., INSS, Tel Aviv, mars 2003.

Stav, Arie, éd., *Ballistic Missiles*, *Threat and Response : The Main Points of Ballistic Missile Defense*, Yedioth Ahronoth, Jérusalem, 1998.

Sutton, Rafi, *The Sahlav Vendor : Autobiography and Operations in the Israeli Intelligence and Mossad Service*, Lavie, Jérusalem, 2012.

Sutton, Rafi et Yitzhak Shoshan, *Men of Secrets, Men of Mystery*, Edanim/Yediot Aharonot, Tel Aviv, 1990.

Sykes, Christopher, *Cross Roads to Israel*, Ma'arakhot, Tel Aviv, 1987.

Tal, Nahman, *Confrontation at Home : Egypt and Jordan Against Radical Islam*, Papyrus, Tel Aviv, 1999.

Tamir, Moshe, *Undeclared War*, Ministère de la Défense, Haqirya, Israël, 2006.

Tehari, Amir, *The Spirit of Allah*, Am Oved, Tel Aviv, 1985.

Tepper, Noam Nachman, *Eli Cohen : Open Case*, Efi Melzer, Modi'in, Israël, 2017.

Teveth, Shabtai, *Shearing Time : Firing Squad at Beth-Jiz*, Ish Dor, Tel Aviv, 1992.

Tsafrir, Eliezer (Geizi), *Big Satan, Small Satan : Revolution and Escape in Iran*, Ma'ariv, Tel Aviv, 2002.

—, *Labyrinth in Lebanon*, Miskal – Yediot Aharonot, Tel Aviv 2006.

Tsiddon-Chatto, Yoash, *By Day, by Night, Through Haze and Fog*, Ma'ariv, Tel Aviv, 1995.

Tsoref, Hagai, éd., *Izhak Ben-Zvi, the Second President : Selected Documents (1884-1963)*, Israel State Archives, Jérusalem, 1998.

Tzipori, Mordechai, *In a Straight Line*, Miskal – Yediot Aharonot et Chemed, Tel Aviv, 1997.

Tzipori, Shlomi, *Justice in Disguise*, Agam, Tel Aviv, 2004.

Weissbrod, Amir, *Turabi, Spokesman for Radical Islam*, Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Tel Aviv, 1999.

Weissglass, Dov, *Ariel Sharon : A Prime Minister*, Miskal, Tel Aviv, 2012.

Wolf, Markus, *Man Without a Face*, Hed Arzi, Or Yehuda, Israël, 2000 ; Public Affairs, 1999.

Woodward, Bob, *Veil : The Secret Wars of the CIA, 1981-1987*, Kinneret, Or Yehuda, Israël, 1990.

Wright, Lawrence, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the Road to 9/1,* Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Or Yehuda, Israël, 2007 ; Penguin, 2007.

Ya'alon, Moshe, *The Longer Shorter Way*, Miskal, Tel Aviv, 2008.

Yahav, Dan, *His Blood Be on His Own Head : Murders and Executions During the Era of the Yishuv, 1917-1948*, auto-édition, 2010.

Yakar, Rephael, *The Sultan Yakov Battle*, IDF, History Department, Tel Aviv, 1999.

Yalin-Mor, Nathan, *Lohamey Herut Israel*, Shikmona, Jérusalem, 1974.

Yatom, Danny, *The Confidant*, Miskal, Tel Aviv, 2009.

Yeger, Moshe, *The History of the Political Department of the Jewish Agency*, Zionist Library, Tel Aviv, 2011.

Zahavi, Leon, *Apart and Together*, Keter, Jérusalem, 2005.

Zamir, Zvi et Efrat Mass, *With Open Eyes*, Or Yehuda, Kinneret Zmora-Bitan Dvir, Israël, 2011.

Zichrony, Amnon, *1 Against 119 : Uri Avnery in the Sixth Knesset*, Mozes, Tel Aviv, 1969.

Zonder, Moshe, *Sayeret Matkal : The Story of the Israeli SAS*, Keter, Jérusalem, 2000.

THE PALESTINE POLICCE FORCE

REWARD

A REWARD OF L.P. 2000 WILL BE PAID BY THE PPALESTINE GOVERNMENT TO ANY PERSON GIVING INFORMATION WHICH LEADS DIRRECTLY TO THE APPREHENSION OF THE PERSON WHOSE NAME AND PHOTOGRAPHH APPEAR HEREUNDER.

قـــوة بوليـــس فلسطـــين

مـــكافـــأة

تعطي حكومة فلسطين مكافأة قدرها ٢٠٠٠ جنيه فلسطيني لاي شخص يعطي اخبارية تؤدي مباشرة لالقاء القبض على الشخص المبين اسمه وصورته ادناه :—

משטרת פלשתינה (א״י).

גמול

פרס בסך 2000 לא״י ישולם ע״י הממשלה הא״י לכל אדם שימסור ידיעה שתוביל באופן ישר לידי מאסרו של האדם ששמו ותמונתו נקובים להלן.



MENACHEM BEIGIN

Age: 36 years
Height: 175 cms.
Build: thin
Nose: long, hooked
Teeth: bad
Speaks: Polish, English, Hebrew.
Peculiarities: Appears to be badly shaved. Walks with a peculiar flat-footed stride.

مناحم بيجن

عمره : ٣٦ سنة
طوله : ١٧٥ سنتمترا
البنية : ضعيف
أنفه : طويل معقوف
أسنانه : رديئة
يتكلم : البولونية الانكليزية واليهودية
الخصائص المميزة : يظهر ان ذقنه ليست محلوقة جيدا ويمشي مشية غريبة بارجل منبطحة

מנחם ביגין

הגיל: 36 שנים.
גובה: 175 ס״מ.
מבנת הגוף: צנום
אף: גדול וכפוף.
שנים: במצב רע.
מדבר: פולנית, אנגלית ועברית.
תכונותיו: נראה בלתי מגולח טוב. הליכתו אופיינית ופוסע בכפות ברגל שטוחה.

INFORMATION MAY BE GIVEN AT ANY TIME TO ANY POLICE OFFICCER OR TO ANY POLICE STATION

Jerusalem,
July, 1945

J. M. RYMER JONES
Inspector-General.

يمكن اعطاء الاخبارية في اي وقت لاي ضابط بوليس او اي مركز بوليس

القدس.
تموز سنة ١٩٤٥

ج.م. رايمر جونز
مفتش البوليس العام.

את הידיעה אפשר למסור בכל זמן לכל שוטר או לכל תחנת משטרה.

ירושלים,
יולי 1945.

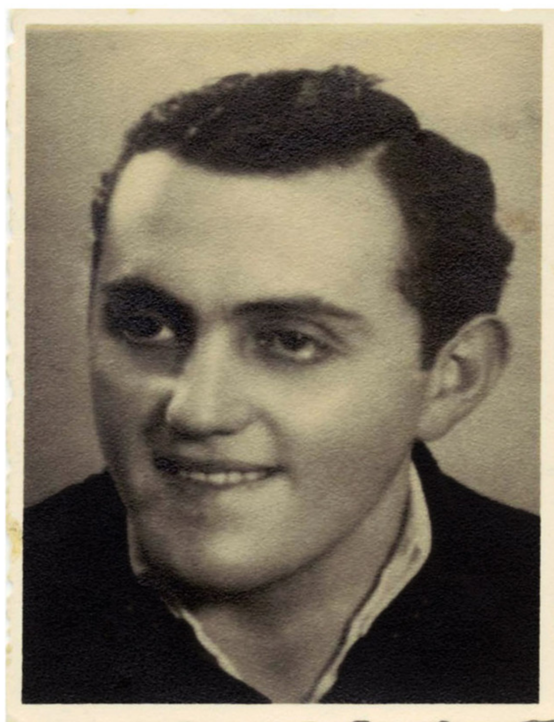
ג׳. מ. רימר־ג׳ונס
המפקח הכללי

GPP. 23285—300—22.8.45

Avis de recherche publié par le Département d'enquête criminelle concernant Menahem Begin, commandant de l'Irgoun.



Ariel Sharon (au centre), commandant du Bataillon de parachutistes, août 1955.
(Avraham Vered, archives du ministère de la Défense israélien)



Alexander Yisraeli.



Moshe Tsipper (à droite), le fils d'Alexander Yisraeli, qui entend pour la première fois ce qu'il est advenu de son père, et Raphi Medan (à gauche). (RONEN BERGMAN)



L'équipe du Mossad : Rafi Eitan (deuxième à partir de la droite) et Zvi Aharoni (deuxième à partir de la gauche) à São Paulo, peu avant qu'ils n'aperçoivent Josef Mengele, « l'Ange de la mort » d'Auschwitz. (ZVI AHARONI)



Le président égyptien Gamal Nasser (à droite), lors d'un test de missile avec des scientifiques égyptiens et allemands.



Oded, guerrier du Mossad, qui captura le professeur Heinz Krug et le ramena en Israël pour interrogatoire.



Une photo de surveillance du professeur Heinz Krug, prise par le Mossad.



Le président Nasser (à droite) et le roi Hussein de Jordanie lors du sommet de Casablanca, en 1965, où leurs conversations furent enregistrées par le Mossad.



Le Premier ministre Levi Eshkol (quatrième en partant de la gauche, portant un chapeau noir et une cravate), le chef du Mossad Meir Amit (au centre, souriant), le chef d'état-major Yitzhak Rabin (en uniforme) et l'ancien directeur du Mossad, Isser Harel (troisième en partant de la droite), en 1965.
(MOSHE MILNER, SERVICE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT ISRAÉLIEN)



Eli Cohen, pendu à Damas.



Les « Caméléons » de Meir Dagan en route pour une opération à Gaza, vêtus en combattants de retour du Liban en bateau. De gauche à droite : Dagan (commandant de l'opération), Meir Botnick, et Avigdor Eldan, officier bédouin de Tsahal. Les autres hommes sont des agents palestiniens.



David Ben Gourion (assis, avec des lunettes, devant une carte) avec Yitzhak Pundak (à gauche) et le général Rehavam Zeevi, avec des lunettes de soleil.



Une fresque représentant Leila Khaled, la terroriste et pirate de l'air palestinienne sur le mur, séparant Israël du territoire de l'Autorité palestinienne, 2001.



Mike Harari, l'homme qui fut quinze ans à la tête de Césarée et qui eut le plus d'influence sur les opérations d'assassinat ciblé et de sabotage du Mossad, lors des préparatifs de l'opération Printemps de la Jeunesse.



Mike Harari en Italie en 1977, commandant d'une opération sous couverture du Mossad.



Nehemia Meiri, commandant de Baïonnette, en costume de mendiant.

ס ו ד י

מפקדת קצין חי"ר וצנחנים ראשי
א ג " מ
טל: 06-210
אביב נעורים - 149
ניסן תשל"ג
11 מאי 73

עותק מס' 17 מתוך ... עותקים
מסמך זה כולל 10 דפים

אל ....

בספחים – נספח א': לו"ז בוהל הקרב .
נספח ב': לו"ז תכנון מול ביצוע .
לוח תפוצה

הנדון:-דו"ח מבצעים מסכם למבצע "אביב נעורים"

רקע

1. המשימה: כוחות בפיק' מקחצ"ר יפשטו על יעדי "צילה" "אביבה" "גילה" "ורדה" ו-"יהודית" יהרגו מירב המחבלים, יחבלו במתקנים ויביאו ממצאים מודיעיניים.

2. ידיעות:

א. כללי

מבצע "אביב נעורים" בוצע בליל 10 – 11 אפריל 73, במבצע זה הותקפו היעדים הבאים:-

1) "צילה"- בית מלאכה אזרחי בו הוכנו עבור ה-פתח חלקי אמל"ח ימי. היעד נמצא בצפון מזרח העיר בירות.

2) "אביבה"-2 בתים רבי קומות בלב העיר בירות בהם התגוררו 3 – 4 מנהיגי מחבלים.

3) "גילה" -מפקדה של החזית העממית הדמוקרטית בבירות מצפון לקרית הספורט, מבנה בן 7 קומות מאוכלס כולו ע"י מחבלים.

4) "ורדה" -2 מבנים בשכונת עוזאי בדרום בירות, האחד בית מלאכה ליצור אמל"ח ימי עבור ה-פתח והשני משרד רצועת עזה.

5) "יהודית"-מוסך מצפון לצידון אשר שימש את רכב המחבלים.

ב. המודיעין שניתן לכוחות לפני המבצע תאם את הממצאים בשטח, למעט ביעדי "ורדה", בהם לא נמצאו אנשים וציוד (לגבי בית המלאכה היו מספר ידיעות שהמקום עומד להעזב).

ג. לפני המבצע נערכו סיורים ימיים בגזרת המבצע בהם השתתפו בין היתר קמ"ב חט' 35, מפקדי כוחות משנה חט' 35 ואנשי שייטת 13 ושייטת 707 .

ד. יעדים ותוצאות

1) "צילה"

קרקע

א. בית מלאכה אזרחי המשרת את הפתח ומייצר חלקי מוקשים וכנראה אמל"ח נוסף .

L'ordre d'opération de Printemps de la Jeunesse, 1973.

בנין כאמל נאצר ועדואן -ובית נאגר-דרכי גישה

1



א-רח׳ אבן אל וליד ב-רח׳ בקע
צולם כלפי דרום

4



א-רח׳ 60 ב-רח׳ מדם קירי
צולם כלפי דרום

2



א-רח׳ אבן אל וליד ב-רח׳ בקע
צולם כלפי דרום מזרח

5



א-בית אבו יוסף נאגר ב-בית כמאל נאצר ועדואן
ג-רח׳ אבן אל וליד ד-רח׳ בקע

3



א-רח׳ אבן אל וליד ב-רח׳ בקע
צולם כלפי מערב

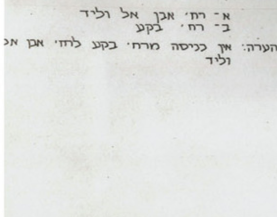
6





א-רח׳ אבן אל וליד
ב-רח׳ בקע
הערה: אין כניסה מרח׳ בקע לרח׳ אבן אל וליד

7





א-מרפסת דירת כאמל עדואן
ב-בית הספר
ג-שער הברזל בירידה למרתף
ד-הכניסה לבית
צולם כלפי צפון

Photographies de surveillance de l'immeuble où habitait Kamal Adouan, l'un des principaux dirigeants de l'OLP, prises par Yael, guerrier du Mossad.



L'appartement d'Adouan et son cadavre après l'opération d'assassinat ciblé.



Les funérailles d'Adouan.

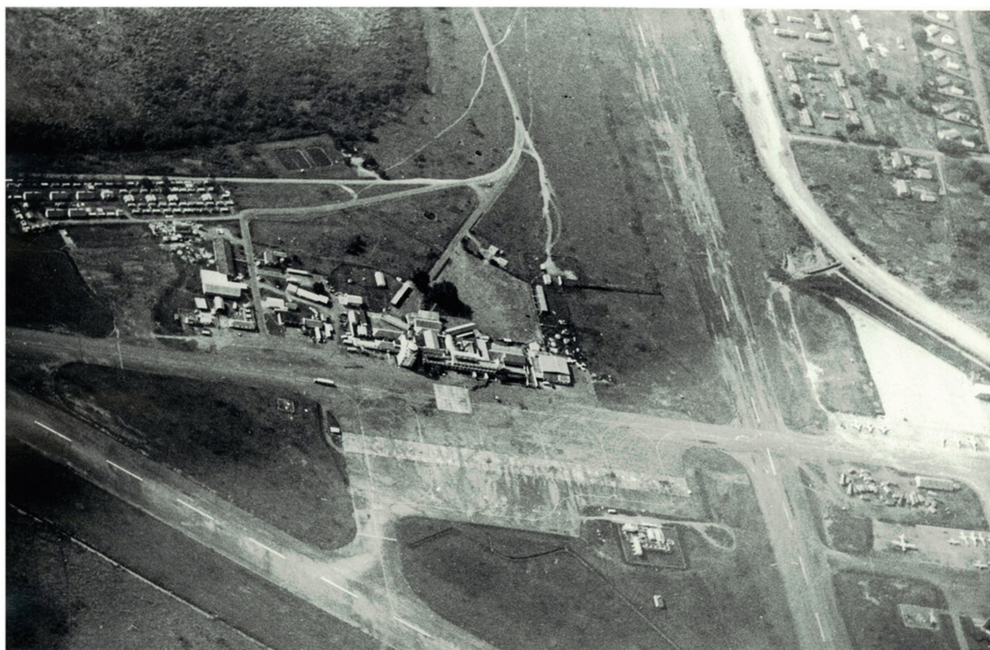


Photo prise en patrouille aérienne au-dessus du terminal de l'aéroport d'Entebbe (Ouganda) par David, agent du Mossad.



Ali Hassan Salameh, dont le Mossad avait la conviction qu'il était le cerveau de l'attaque meurtrière contre les athlètes aux Jeux olympiques de Munich.



Ali Salameh mortellement blessé, sorti d'une voiture quelques secondes après l'explosion. Il mourut peu après son transfert à l'hôpital.



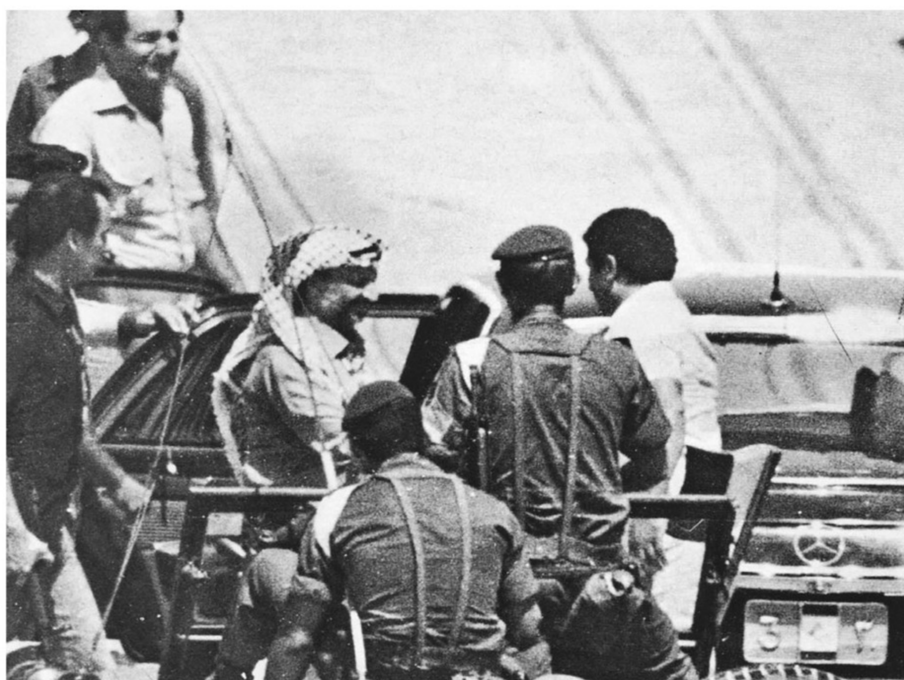
Robert Hatem (à droite), l'un des assassins phalangistes, avoue avoir tué des centaines de personnes lors d'un entretien avec l'auteur, en 2005.



Le Premier ministre Menahem Begin (troisième à droite), le ministre de la Défense Ariel Sharon (deuxième à gauche) et le secrétaire militaire du Premier ministre, le général de brigade Azriel Nevo (à gauche) inspectant un poste avancé de l'OLP au Sud-Liban après que Tsahal s'en est emparé. Juin 1992. (ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ISRAÉLIEN)

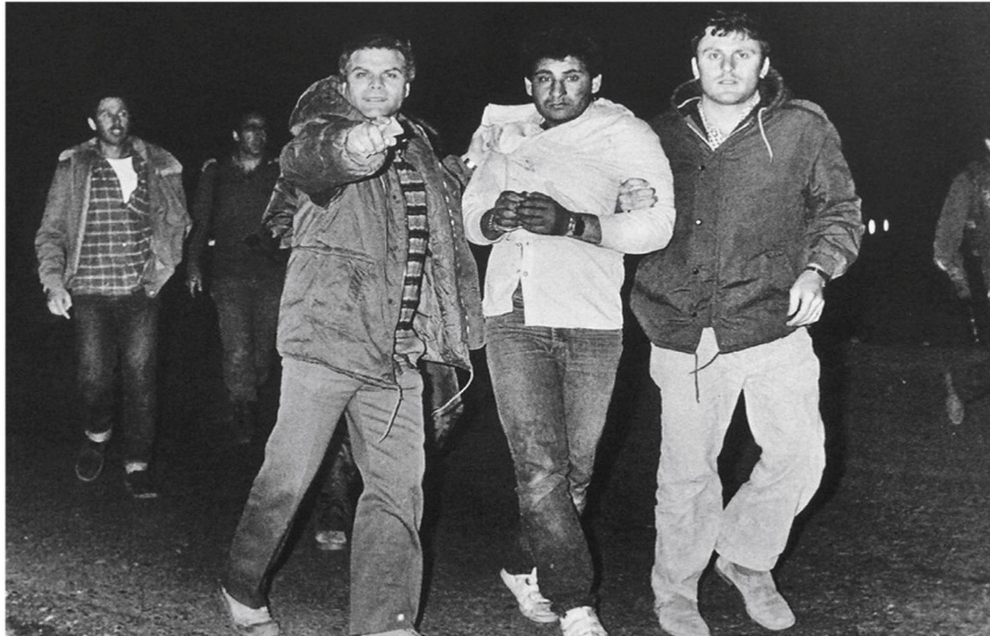


Yasser Arafat (à droite) et le journaliste Uri Avnery lors d'une interview pendant le siège de Beyrout. (ANAT SARAGUSTI)



Yasser Arafat quittant Beyrouth. Cette photographie a été prise par un sniper de l'unité commando Sayeret Matkal et transmis par Menahem Begin au médiateur américain Philip Habib afin de prouver qu'Israël aurait pu assassiner Arafat s'il l'avait souhaité.

(PREMIÈRE PUBLICATION DANS *ISRAEL'S LEBANON WAR*, DE SCHIFF ET YAARI)



La photo prise après le détournement du bus 300, qui révéla les opérations de liquidation illégale du Shin Bet.

(ALEX LEVAC)



Amin al-Hajj, alias « Rummenigge », un marchand qui avait des relations dans tout le Moyen-Orient, issu d'une grande famille chiite libanaise, et qui devint l'un des agents les plus importants du Mossad au Liban.

(ELAD GERSHGORN)



Le programme d'entraînement de dix-huit mois de l'unité de commando de marine Flottille 13 est considéré comme le plus rude de toute l'Armée de défense d'Israël. Depuis la fin des années 1970, l'unité a pris part à de nombreuses opérations d'assassinat ciblé. (ZIV KOREN)



En salle de commandement pour l'assassinat ciblé d'Abou Jihad : Ehud Barak (assis, à gauche) et Yiftach Reicher, combiné en main.



Gerald Bull (à gauche) avec l'ancien Premier ministre du Québec Jean Lesage, inspectant l'un des canons géants mis au point par Bull.



Le chef du projet Amiram Levin (à gauche) et Doron Avital, commandant de Sayeret Matkal, chef de l'unité commando, lors d'une des répétitions de l'assassinat de Saddam Hussein.



Ali Akbar Mohtashamipour, l'homme qui fonda le Hezbollah, lève une main qui ne compte plus que deux doigts, conséquence d'une tentative d'assassinat du Mossad.



Uri Sagie, chef de l'AMAN (à gauche) et le Premier ministre Yitzhak Shamir.
(NATI HERNIKI, SERVICE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT ISRAÉLIEN)



Khaled Mechaal en convalescence à l'Hôpital Royal d'Amman après son empoisonnement.



Un exercice d'arrestation et d'élimination d'hommes recherchés par l'unité Cherry.
(AVEC L'AUTORISATION D'URI BAR-LEV)



Une femme qu'un homme porte pour que lui soient prodigués des soins médicaux après qu'une bombe humaine s'est fait exploser dans un restaurant de Tel Aviv. C'est l'une des photographies qu'Ariel Sharon obligeait les diplomates étrangers à regarder quand il argumentait en faveur du recours aux assassinats ciblés comme outil de la sécurité nationale.
(ZIV KOREN)



Le drone israélien Heron TP peut rester en vol jusqu'à trente-six heures, voler à une vitesse maximale de 370 km/h et emporter plus d'une tonne de caméras et de bombes.
(IAI)



La méthode Grass Widow (Femme sans mari) fut mise au point pour attirer des Palestiniens armés à découvert et les abattre ensuite depuis une position de sniper à couvert. (RONEN BERGMAN)



Maria Aman était avec sa famille dans une voiture à Gaza en mai 2006 quand la déflagration d'un missile tiré sur un activiste du Jihad islamique depuis un véhicule à proximité les frappa également. Sa mère, son frère âgé de six ans et sa grand-mère périrent. Elle fut grièvement blessée et resta paralysée à partir du cou. Son père, Hamdi (ici sur la photo), a depuis lors consacré sa vie à la soigner. (RONEN BERGMAN)



Le chef du Hamas, le cheikh Yassine, revendiquant d'avoir envoyé la bombe humaine Reem Riyashi se faire sauter.



Ariel Sharon (à droite) nommant Meir Dagan à la tête du Mossad.
(SAAR YAAKOV, SERVICE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT ISRAÉLIEN)



L'une des photographies d'Imad Moughniyeh dont le Mossad s'est servi pour le localiser et le tuer en 2008.



Photographies de surveillance de l'adjoint et beau-frère de Moughniyeh, Moustapha Badreddine, que Moughniyeh nomma pour se charger de ses affaires durant son absence de Beyrouth.



Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, aux funérailles d'Imad Moughniyeh.
(ULRIKE PUTZ)



Affiche à Jabaliya à la mémoire de Mahmoud al-Mabhouh, à côté d'une de ses sœurs.



Al-Mabhouh sortant d'un ascenseur, suivi de deux « joueurs de tennis ».



Moustapha Ahmadi-Roshan, ingénieur chimiste de l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz.



Le 12 janvier 2012, le Mossad supprima Ahmadi-Roshan dans sa voiture.



« Israël doit être rayé de la carte » : affiche de propagande dans une rue de Téhéran avec les têtes du chef de l'AMAN Amos Yadlin, du directeur du Mossad Meir Dagan et du ministre de la Défense Ehud Barak marquées d'une cible.



Les chefs du Mossad Yossi Cohen (2016 à ce jour), à gauche, et Tamir Pardo (2011-2016). Ils ont tous les deux maintenu les assassinats ciblés comme l'un des outils fondamentaux de la politique nationale de sécurité d'Israël. (SERVICE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT ISRAÉLIEN)

L'édition originale de cet ouvrage a été publiée en 2018
par Random House, sous le titre :

RISE AND KILL FIRST : The Secret History of Israel's Targeted assassinations

Photo de couverture : © Gettyimages

ISBN : 978-2-246-82140-3

Ce document numérique a été réalisé par PCA

TABLE

Couverture

Page de titre

Dédicace

Exergue

Avertissement sur les sources

Prologue

1. Dans le sang et le feu

2. Naissance d'un monde secret

3. Le bureau chargé des rencontres avec Dieu

4. Tout le commandement suprême, d'un seul coup

5. « Comme si le ciel nous tombait sur la tête »

6. Catastrophes en série

7. « La lutte armée est le seul moyen de libérer la Palestine »

8. Meir Dagan, l'expert

9. L'OLP entre sur la scène internationale

10. « Ceux que j'ai tués ne m'inspirent aucun remords »

11. « L'erreur d'identification d'une cible n'est pas un échec. C'est une méprise »

12. Hubris, ou le péché d'orgueil

13. La mort dans un tube de dentifrice

14. Une meute de chiens enragés

15. « Abou Nidal, Abou *Shmidal* »

16. Drapeau noir

17. Le coup de force du Shin Bet

18. Puis ce fut l'étincelle

19. Intifada

20. Nabuchodonosor

21. La tempête verte se lève

22. L'ère du drone

23. La revanche de Moughniyeh

24. « Un simple interrupteur, allumé ou éteint »

25. « Rapporte-nous la tête d'Ayache »

26. « Aussi sournois qu'un serpent, aussi naïf qu'un enfant »

27. Le creux de la vague

28. La guerre à outrance

29. « Plus de bombes humaines que de ceintures d'explosifs »

30. « La cible a été éliminée, mais l'opération a échoué »

31. La rébellion de l'Unité 8200

32. Cueillette des Anémones

33. Le Front radical

34. Tuer Maurice

35. Une réussite tactique impressionnante, un échec stratégique désastreux

Remerciements

Notes

Bibliographie

Cahier photos

Copyright

RONEN BERGMAN

LÈVE-TOI
L'HISTOIRE SECRÈTE
ET TUE
DES ASSASSINATS CIBLÉS
LE PREMIER
COMMANDITÉS PAR ISRAËL

GRASSET